



Projet de loi de finances portant budget de l'Etat pour l'année 2019

**ANNEXE 10 : DOCUMENTS DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DEPENSES –
PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (DPPD-PAP) 2019 – 2021**

SOMMAIRE

INTRODUCTION.....	18
PREMIERE PARTIE : INSTITUTIONS.....	23
SECTION 01 : REPRESENTATION NATIONALE.....	25
SECTION 02 : PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE.....	31
SECTION 03 : CONSEIL ECONOMIQUE, SOCIAL, ENVIRONNEMENTAL ET CULTUREL.....	43
SECTION 05 : GRANDE CHANCELLERIE.....	49
SECTION 06 : PRIMATURE.....	55
SECTION 07 : CONSEIL CONSTITUTIONNEL.....	65
SECTION 08 : MEDIATURE DE LA REPUBLIQUE.....	71
SECTION 10 : COUR DES COMPTES.....	77
SECTION 11 : COMMISSION ELECTORALE INDEPENDANTE.....	83
SECTION 13 : CHAMBRE NATIONALE DES ROIS.....	89
SECTION 47 : COUR SUPREME.....	95
SECTION 68 : PARQUET GENERAL.....	105
SECTION 75 : SENAT.....	111
SECTION 76 : PARQUET GENERAL PRES COUR DES COMPTES.....	117
DEUXIEME PARTIE : MINISTERES.....	123
SECTION 12 : MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES.....	125
SECTION 14 : MINISTERE DU PETROLE, DE L'ENERGIE ET DES ENERGIES RENOUVELABLES.....	153
SECTION 15 : MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DE LA SECURITE.....	173
SECTION 16 : MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE.....	203
SECTION 17 : MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES DROITS DE L'HOMME.....	217
SECTION 18 : MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL.....	237
SECTION 19 : MINISTERE DE LA CONSTRUCTION, DU LOGEMENT ET DE L'URBANISME.....	269
SECTION 20 : MINISTERE DU PLAN ET DU DEVELOPPEMENT.....	291
SECTION 21 : MINISTERE DE L'EQUIPEMENT ET DE L'ENTRETIEN ROUTIER.....	317
SECTION 22 : MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE, DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE.....	335
SECTION 23 : MINISTERE DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION ET DE L'INNOVATION DU SERVICE PUBLIC.....	367
SECTION 24 : MINSTERE DE LA SANTE ET DE L'HYGIENE PUBLIQUE.....	381

SECTION 25 : MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES.....	407
SECTION 26 : MINISTERE D'ETAT, MINISTERE DE LA DEFENSE.....	429
SECTION 27 : MINISTERE DE LA COMMUNICATION ET DES MEDIAS.....	455
SECTION 28 : MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE.....	471
SECTION 29 : MINISTERE DES SPORTS.....	487
SECTION 30 : SECRETARIAT D'ETAT AUPRES DU PRMEMIER MINISTRE, CHARGE DU BUDGET ET DU PORTEFEUILLE DE L'ETAT.....	503
SECTION 31 : MINISTERE DES EAUX ET FORÉTS.....	537
SECTION 32 : MINISTERE DE LA VILLE.....	559
SECTION 33 : MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE.....	567
SECTION 35 : MINISTERE DE LA CULTURE ET DE LA FRANCOPHONIE.....	595
SECTION 37: MINISTERE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE ET DE LA PROMOTION DES PME.....	619
SECTION 38 : MINISTERE DES MINES ET DE LA GEOLOGIE.....	649
SECTION 39 : MINISTERE DU TOURISME ET DES LOISIRS.....	663
SECTION 40: MINISTERE DES TRANSPORTS.....	683
SECTION 41 : MINISTRE DE L'ARTISANAT.....	707
SECTION 42 MINISTERE DE LA FAMILLE, DE LA FEMME ET DE L'ENFANT.....	721
SECTION 44 : MINISTÈRE AUPRES DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE CHARGE DES RELATIONS AVEC LES INSTITUTIONS.....	741
SECTION 45 : MINISTRE DE LA SOLIDARITE ET DE LA COHESION SOCIALE.....	747
SECTION 48 : MINISTERE DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA POSTE.....	761
SECTION 49: MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA JEUNESSE ET DE L'EMPLOI DES JEUNES.....	775
SECTION 50 : MINISTERE DE L'HYDRAULIQUE.....	791
SECTION 51 : MINISTERE DES RESSOURCES ANIMALES ET HALIEUTIQUES.....	807
SECTION 52 : SECRETARIAT D'ETAT AUPRES DU PRMEMIER MINISTRE, CHARGE DE L'INVESTISSEMENT PRIVE.....	831
SECTION 53 : SECRETARIAT D'ETAT CHARGE DU SERVICE CIVIQUE.....	841
SECTION 54 : SECRETARIAT D'ETAT AUPRES DU MINISTRE DU COMMERCE, CHARGE DES PME.....	855
SECTION 56 : SECRETARIAT D'ETAT AUPRES DU GARDE DES SCEAUX, MINISTRE DE LA JUSTICE ET DES DROITS DE L'HOMME, CHARGE DES DROITS DE L'HOMME.....	869
SECTION 60 : MINISTERE DE L'INTEGRATION AFRICAINE ET DES IVOIRIENS DE L'EXTERIEUR.....	879
SECTION 72 : MINISTERE DE L'ASSAINISSEMENT ET DE LA SALUBRITE.....	899
SECTION 74 : MINISTERE DE L'EMPLOI ET DE LA PROTECTION SOCIALE.....	919

SIGLES ET ABBREVIATIONS

2GE	Groupement de Gestion des Entreprises	APD	Aide Publique au Développement
AAP	Atelier d'Application et de Production	APE	Accord de Partenariat Economique
ABR	Appui Budgétaire Régional	APEX-CI	Association pour la Promotion des Exportations de Côte d'Ivoire
ACBF	African Capacity Bulding Fondation	API	Autorisations Préalables d'Importation
ACCC	Agence Comptable des Créances Contentieuses	APIF	Agence de Promotion de l'Inclusion Financière
ACCD	Agence Comptable Centrale des Dépôts	APROMAC	Association des Professionnels du Caoutchouc Naturel de Côte d'Ivoire
ACCT	Agence Comptable Centrale du Trésor	APS	Accord de Partenariat Stratégique
AD	Antennes Départementales	APV	Accord de Partenariat Volontaire
ADCI	Agence pour le Développement des Industries de Côte d'Ivoire	ARRE	Autorité de Régulation du système d'Entreposage
ADCVI	Association pour le Développement des Cultures Vivrières Intenses	ARTCI	Autorité de Régulation des Télécommunication de Côte d'Ivoire
AEJ	Agence Emploi Jeune	ASECNA	Agence pour la Sécurité de la Navigation Aérienne en Afrique et Madagascar
AEP	Approche écosystémique des Pêches	ASTER	Progiciel de Comptabilité Publique
AERIA	Aéroport International d'Abidjan	BAC	Baccalauréat
AFOR	Agence du Foncier Rural	BAD	Banque Africaine de Développement
AFREXIMBANK	Banque Africaine d'Export-Import	BADEA	Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique
AFRITAC de l'Ouest	Centre Régional d'Assistance Technique du FMI pour l'Afrique de l'Ouest	BCCA	Bureau de Contrôle et de Coordination Administrative
AGEDI	Agence de Gestion et de Développement des Infrastructures Industrielles	BCEAO	Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
AGEF	Agence de Gestion Foncière	BCP	Bureau de Coordination des Programmes
AGEFOP	Agence de Formation Professionnelle	BDAT	Base de Données de l'Aménagement du Territoire
AGERROUTE	Agence de Gestion des Routes	BDR	Base de Données Routières
AGOA	AfricanGrowth and OpportunityAct (loi sur le développement et les opportunités africaines)	BEA	Bureau d'Enquête et d'Analyse pour la sécurité de l'Aviation Civile
AIGF	Agence Ivoirienne de Gestion des Fréquences	BEPC	Brevet d'Etudes du Premier Cycle
AIP	Agence Ivoirienne de Presse	BID	Banque Islamique de Développement
AIPH	Association interprofessionnels du Palmier à Huile	BIPIA	Bureau Ivoirien pour la Promotion de l'Intégration Africaine
Air CI	Air Côte d'Ivoire	BIT	Bureau International du Travail
AIRMS	Agence Ivoirienne de Régulation de la Mutualité Sociale	BM	Banque Mondiale
AISA	Association Ivoirienne des Sciences Agronomiques	BMI	Bureau Maritime International
AJT	Agence Judiciaire du Trésor	BNCI	Bibliothèque Nationale
AM	Arrondissements Maritimes	BNEDT	Bureau National d'Etudes Techniques et de Développement
AMN	Atelier de la Marine Nationale	BNPVS	Bureau National de la Prospective et de la Veille Stratégique
ANAC	Autorité Nationale de l'Aviation Civile	BOAD	Banque Ouest-Africaine de Développement
ANADER	Agence Nationale d'Appui au Développement Rural	BRAA	Bibliothèque de la Renaissance Africaine d'Abidjan
ANAGED	Agence Nationale de Gestion des Déchets	BRVM	Bourse Régionale des Valeurs Mobilières
ANARE	Autorité Nationale de Régulation du secteur de l'Electricité de Côte d'Ivoire	BSG	Budgétisation Sensible au Genre
ANDE	Agence Nationale de l'Environnement	BTE	Bureau du Tourisme à l'Etranger
ANSUT	Agence Nationale des Services Universels des Télécommunications	BTS	Brevet de Technicien Supérieur
APBEF- CI	Association des Professionnels des Banques et Etablissements Financiers de Côte d'Ivoire	BURIDA	Bureau Ivoirien des Droits d'Auteurs

SIGLES ET ABBREVIATIONS

C2D	Contrat de Désendettement et de Développement	CED-CI	Centre d'Education à Distance de Côte d'Ivoire
CACAB	Centre d'Action Culturelle d'Abobo	CEDEAO	Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CACE	Comité d'Analyse de la Conjoncture Economique	CEF	Cantonement des Eaux et Forêts
CACE	Centre d'Action Communautaire pour l'Enfance	CEFPFH	Centre d'Éducation, de Formation, de Promotion des Personnes Handicapées
CADP	Cellule de Revue des Dépenses Publiques	CELIOPE	Cellule d'Information des Opérateurs Economiques
CAEA	Centre d'Assistance Educative d'Abidjan	CEMV	Centre d'entomologie Médicale et Vétérinaire
CAFOP	Centre d'Animation et de Formation Pédagogique	GENATELPAC	Centre National Technique de Lecture Publique et d'Animation Culturelle
CAHG	Cellule d'Action Humanitaire et du Genre	CEN-SAD	Communauté des Etats Sahélo-sahariens
CAIDP	Commission d'Accès à l'Information d'Intérêt Public	CENTIF	Cellule Nationale de Traitement des Informations Financières
CAN	Coupe d'Afrique des Nations	CEPE	Certificat d'Etudes Primaires Élémentaires
CAPEC	Cellule d'analyse De Politique Economique Cires	CEPEAV	Cellule d'Exécution du Programme des Enfants et des Adolescents Vulnérables
CAPPAJ	Centre d'Apprentissage, de Perfectionnement et de Production Aquacole de Jacqueline	CEPICI	Centre de Promotion des Investissements en Côte d'Ivoire
CARF	Centre d'Appareillage et de Rééducation Fonctionnelle	CES	Centres d'Education Spécialisés
CBMT	Cadre Budgétaire à Moyen Terme (appelé aussi CDMT global)	CET	Centre d'Enfouissement Technique
CCA	Conseil du Coton et de l'Anacarde	CF en région	Contrôle Financier en région
CCC	Conseil Café Cacao	CGAF	Compte Général de l'Administration des Finances
CCCCI-UE	Cellule de Coordination de la Coopération Côte d'Ivoire de l'Union Européenne	CGAFD	Contrôle Général de l'Administration des Finances de la Défense
CCDS	Cellule de Coordination et de Développement de la Statistique	CGNFFD	Comité de Gestion Novatrice, du Fonds Femmes et Développement
CCI	Centres Culturels Intégrés	CGRAE	Caisse Générale de Retraite des Agents de l'Etat
CCI-CI	Chambre de Commerce et d'Industrie de Côte d'Ivoire	CHU	Centres Hospitaliers Universitaires
CCJA	Cour Commune de Justice et d'Arbitrage	CIAPOL	Centre Ivoirien de Lutte contre la Pollution (CIAPOL)
CCJAB	Centre culturel JACQUES AKA Bouaké	CIC	Comité de la Côte d'Ivoire en Chiffres
CCLVC	Commission de la Concurrence et de la Lutte contre la Vie Chère	CIDFOR	Centre Ivoirien pour le Développement de la Formation Professionnelle
CCM	Communication en Conseil des Ministres	CIE	Côte d'Ivoire Engineering
CCPR	Code de Conduite pour une Pêche Responsable	CIEA	Secrétariat de la Conférence Internationale pour l'Emergence de l'Afrique
CCSC	Comité Consultatif Scientifique de la Culture	CI-ENERGIES	Côte d'Ivoire Energies
CCS-CMU	Cellule de Coordination et de Suivi de la Couverture Maladie Universelle	CIJP	Commission Paritaire d'Attribution de la Carte d'Identité de Journaliste Professionnel et de Professionnel de la Communication
CCT	Commission Consultative du Travail	CILAD	Comité Interministériel de la Lutte Anti-drogue
CD	Conseil de Discipline	CIMA	Conférences Interafricaines des Marchés d'Assurances
CDC-CI	Caisse des Dépôts et Consignations de Côte d'Ivoire	CIN	Comité Ivoirien de Normalisation
CDMA	Code Division Multiple Access	CIO	Centre d'Information et d'Orientation
CDMH	Compte de Mobilisation pour l'Habitat en Côte d'Ivoire	CIRES	Centre Ivoirien de Recherche Economique et Social
CDMT	Cadre des Dépenses à Moyen Terme	CIT	Côte d'Ivoire Tourisme
CDP	Contrats de Performance avec l'Etat	CITAD	Cité Administrative
CDPH	Centre de Documentation de la Promotion des Personnes Handicapées	CITRANS	Compagnie Ivoirienne de Transports lagunaires
CDT	Centre de Démonstration et de promotion de Technologie	CLAC	Centres de Lectures Publiques et d'Animations Culturelles
CEA	Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique	CLc le VIH SIDA	Cellule de lutte contre le VIH-SIDA

SIGLES ET ABBREVIATIONS

CM	Cabinet du Ministre	CODINORM	Côte d'Ivoire Normalisation
CMAOC	Conférence des Ministres de l'Agriculture de l'Afrique de l'Ouest et du Centre	COGES	Comité de Gestion des Etablissements Secondaires
CMEF	Comité Monétaire, Economique et Financier	COM	Centre d'Observation des Mineurs
CMU	Couverture Maladie Universelle	COMDEF	Comité de suivi et de gestion des Données Economiques, Financières et sociales
CNAC	Centre National des Arts et de la Culture	COMOREX	Comité de Mobilisation des Ressources Extérieures
CNAM	Caisse Nationale d'Assurance Maladie	CONFENEM	Conférence des Ministres des Pays ayant le Français en partage
CNAS	Comité National d'Action Sociale	COSTEIF	Comité de Suivi des Titres d'Etat et des Instruments Financiers
CNC-CGPE	Cellule Nationale de Coordination des Comités Villageois de Gestion de Pompes à Motricité Humaine	COTIVO	Société Cotonnière Ivoirienne
CNDD	Commission Nationale du Développement Durable	CPC	Centre Public de Communication
CNDH-CI	Commission Nationale des Droits de l'Homme de Cote d'Ivoire	CPEAO	Conférence des Postes des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CNDJ	Centre National de Documentation Juridique	CPF	Comité de Placement Familial
CNDP	Comité National de la Dette Publique	CPI	Cour Pénale Internationale
CNDS	Conseil National du Dialogue Social	CPIA	Comité Country Policy and Institutional Assessment
CNE	Conseil National des Exportations	CPIF	Cellule de Promotion d'Inclusion Financière
CNF	Centre National Floristique	CPLS	Centre de Promotion des Logements Sociaux
CNF	Conseil National de la Femme	CPM	Cellule de Passation des Marchés Publics
CNF	Commission Nationale de la Francophonie	CPM	Cellule de Passation des Marchés
CNFFE	Commission Nationale de la Famille, de la Femme et de l'Enfant	CPM	Centre de Pêche de Missirah
CN-ITIE	Conseil National pour la Transparence des Industries Extractives	CPM-MEER	Cellule de Passation des Marchés Publics du Ministère de l'Equipeement et de l'Entretien Routier
CNJCI	Conseil National de la Jeunesse de Côte d'Ivoire	CPMP/MEF	Cellule de Passation des Marchés Publics / Ministère de l'Economie et des Finances
CNLC	Comité National de Lutte contre la Contrefaçon	CPNTIC	Centre de Production des Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication
CNLCPALPC	Commission Nationale de Lutte Contre la Prolifération des Armes Légères et de Petits Calibres	CPP	Coordination des Programmes et Projets
CNLCVC	Conseil National de Lutte Contre la Vie Chère	CPPE	Centre de Protection de la Petite Enfance
CNLTEE	Conseil National de la Lutte contre le Trafic et l'Exploitation des Enfants	CRAMA	Conservatoire Régional des Arts et des Métiers d'Abengourou
CNLVC	Conseil National de la Lutte contre la Vie Chère	CRD	Centre de Rééducation de Dabou
CNLVFFE	Comité National de Lutte contre les Violences faites aux Femmes et aux Enfants	CRE	Centre de Recherches Ecologiques
CNLVSC	Comité National de Lutte contre les Violences Sexuelles liées aux Crises	CRESAC	Centre Régional d'Evaluation en Santé et d'Accréditation
CNM	Commission Nationale pour la Microfinance	CRFLD	Centre Régional de Formation à la Lutte contre la Drogue
CNM-CI	Chambre Nationale des Métiers de Côte d'Ivoire	CRIEM	Centre Régional d'Infrastructures d'Equipeement et de Maintenance
CNMS	Centre National de Matériel Scientifique	CRO	Centre de Recherches Océanologique
CNO	Centre Nord-Ouest	CROSEV	Cellule de Réflexion sur les Orphelins du SIDA et les Enfants Vulnérables
CNP	Conseil National de la Presse	CROU	Centre Régional des Œuvres Universitaires
CNP-PPP	Comité National de Pilotage des Partenariats Publics Privés	CRSGFP	Comité Revue Système de Gestion des Finances Publiques
CNRA	Centre National de Recherche Agronomique	CS	Centre Social
CNSS	Commission Nationale de la Sécurité Sociale	CSE	Complexes Sociaux Educatifs
CNT	Conseil National du Tourisme	CSFRIF	Cellule de Suivi du Financement et des Relations avec les Institutions Financières
code ISPS	International Ship and Port Facility Security (code)	CSP	Conseil Supérieur de la Publicité

SIGLES ET ABBREVIATIONS

CSPPBM	Cellule de Suivi du Portefeuille des Projets de la Banque Mondiale	DAS	Direction de l'Action Sociale
CSRS	Centre Suisse de Recherche Scientifique	DAS	Direction de l'Administration du SIGFIP
CTAA	Centre Technique des Arts Appliqués	DASI	Direction de l'Action Sociale et de l'Information
CTSPEF	Cellule Technique de Suivi du Programme Economique et Financier	DAT	Direction des Activités Touristiques
DA	Direction Afrique	DAUD	Direction de l'Assainissement Urbain et du Drainage
DA	Direction des Assurances	DAVC	Direction de l'Assistance des Victimes de Crises
DAAF	Direction des Affaires Administratives et Financières	DB	Direction des Bourses
DAARA	Direction d'Aide et d'Assistance aux Réfugiés et Apatrides	DBE	Direction du Budget de l'Etat
DAC	Direction Amérique et Caraïbes	DBVIMS-CI	Système de gestion de l'Information sur les Violences basées sur le Genre en Côte d'Ivoire
DACAA	Direction de l'Accueil, du Cérémonial, des accréditations et des Audiences	DC	Direction des Concours
DACP	Direction des Affaires Civiles et Pénales	DC	Direction de la Copropriété
DAF	Direction des Affaires Financières	DC	Direction du Cadastre
DAFER	Direction des Affaires Economiques Régionales	DC	Direction de la Circulation
DAFM	Direction des Affaires Financières et du Matériel	DC	Direction du Cinéma
DAFP	Direction des Affaires Financières et du Patrimoine	DCA	Direction des Circonscriptions Administratives
DAG	Direction des Affaires Générales	DCB	Direction du Contrôle Budgétaire
DAIP	Direction de l'Apprentissage et de l'Insertion Professionnelle	DCCA	Direction de la Coopération et de la Coordination de l'Aide
DAJ	Direction des Affaires Juridiques	DCCLVC	Direction de la Concurrence, de la Consommation et de la Lutte contre la Vie Chère
DAJC	Direction des Affaires Juridiques et du Contentieux	DCD	Direction de la Coopération Décentralisée
DAJC	Direction des Affaires Juridiques et de la Coopération	DCDA	Direction de la Communication, de la Documentation et des Archives - Min. Tourisme
DAJC	Direction des Affaires Juridiques et de la Communication	DCECA	Direction du Contrôle de l'Etat Civil et des Archives
DAJCCI	Direction des Affaires Juridiques, du Contentieux et de la Coopération	DCEP	Direction de la Coordination et de l'Exécution des Projets
DAJCI	Direction des Affaires Juridiques et de la Coopération Internationale	DCF	Direction du Contrôle Financier
DAJI	Direction des Affaires Juridiques et Institutionnelles	DCISR	Direction de la Coopération Internationale et sous Régionale
DAJUCIREP	Direction des Affaires Juridiques, de la Coopération Internationale et des Relations Publiques	DCM	Direction de la Construction et de la Maintenance
DAM	Direction de l'Architecture et des Matériaux	DCP	Direction de la Coopération et de la Professionnalisation
DAN	Direction des Archives Nationales	DCP	Direction de la Comptabilité Publique
DAOA	Denrées Animales et d'Origine Animale	DCPA	Direction de la Communication et de la Promotion Agricole
DAOSAR	Direction de l'Accueil, de l'Organisation et du Suivi des Actions de Réinsertion	DCPCOC	Direction de la Coopération des Programmes Cellule et Organes Consultatifs
DAP	Direction des Affaires Politiques	DCPCOC	Direction de la Coordination des Programmes Cellules et Organismes Consultatifs
DAP	Direction de l'Administration Pénitentiaire	DCPJ	Direction Centrale de la Police Judiciaire
DAP	Direction de l'Aquaculture et de la Pêche	DCQ	Direction de la Communication et de la Qualité
DAPEPN	Direction de l'Assistance aux Pupilles de l'Etat et de la Nation	DCR	Direction des Cultures de Rentes
DAPO	Direction Asie, Pacifique et Océanie	DCRE	Direction de la Coordination et des Relations Extérieures
DAPS	Direction de l'Animation, de la Promotion et du Suivi	DCRP	Direction de la Communication et des Relations Publiques
DAQN	Direction des Accréditations, de la Qualité et des Normes	DCRPD	Direction de Communication, des Relations Publique et de la Documentation
DARD	Direction des Approvisionnements, du Raffinage et de la Distribution	DCRPDA	Direction de la Communication, des Relations Publiques, Documentation et des Archives

SIGLES ET ABBREVIATIONS

DCS	Direction des Cantines Scolaires	DEMAC	Direction de l'Exploitation Minière Artisanale et des Carrières
DCSE	Direction du Contrôle, du Suivi et de l'Evaluation	DEMO	Direction des Etudes, des Méthodes et de l'Organisation
DCSI	Direction du Contrôle et du suivi des Investissement	DEMOS	Direction de la Mutualité et des Œuvres Sociales
DCSIG	Direction de la Cartographie et du Système d'Information Géographique	DENR	Direction des Energies Nouvelles et Renouvelables
DCSP	Direction de la Coordination et du Suivi des Projets	DENR	Direction de l'Environnement des Normes et de la Réglementation
DCSSE	Direction de la Coordination et du Suivi des Services Extérieurs	DENRVT	Direction de l'Environnement, des Normes, de la Réglementation et de la Veille Technologique
DCSSPEF	Direction de la Coordination Statistique et du Suivi du Programme Economique et Financier	DEP	Direction de l'Evaluation des Projets
DD	Direction Départementale	DEP	Département des Etudes Prospectives
DDA	Directions Départementales de l'Agriculture	DEPE	Direction des Etude, de la Planification et de l'Evaluation
DDA	Direction de la Documentation et des Archives	DEPE	Direction de l'Encadrement de la Petite Enfance
DDAP	Direction de la Documentation, des Archives et de la Publication	DEPH	Direction de l'Exploitation et de la Production des Hydrocarbures
DDCFET	Direction du Domaine, de la Conservation Foncière, de l'Enregistrement et du Timbre	DEPH	Direction de l'Evaluation et du Patrimoine Hydraulique
DDE	Direction de la Diplomatie Economique	DEPR	Direction de l'Environnement et de la Prévention des Risques
DDEF	Direction Départementale des Eaux et Forêts	DEPS	Direction des Etablissements et des Professions Sanitaires
DDEN	Direction Départementale de l'Education Nationale	DEPS	Direction des Etudes, de la Planification et des Statistiques
DDIE	Direction Départementale des Infrastructures Economiques	DEPSE	Direction des Etudes, de la Programmation et du Suivi-Evaluation
DDISC	Direction des Déchets Industriels et Substances Chimiques	DER	Direction de l'Electrification Rurale
DDL	Direction du Développement Local	DERAR	Direction des Enquêtes, du Renseignement et de l'Analyse Risque
DDLSE	Direction du Développement Local et des Services extérieurs	DES	Direction de la Stratégie et des Etudes
DDPD	Direction de la Dette Publique et des Dons	DESDP	Direction des Etudes Stratégiques, de Développement et des Projets
DDPE	Direction du Domaine Public de l'Etat	DESF	Direction des Etudes Statistiques Fiscales
DDR	Direction du Développement et des Relations Internationales	DESUP	Direction de l'enseignement Supérieur
DDT	Direction Départementale du Travail	DET	Direction de l'Enseignement Technique
DDU	Direction du Domaine Urbain	DEVRS	Direction de l'Economie verte et de la Responsabilité Sociétale
DE	Direction Europe	DEXC	Direction des Examens et Concours
DEAA	Direction de l'Encadrement et de l'Appui à l'artisanat	DEXCO	Direction de l'orientation, des Examens et des Concours
DECA	Direction des Evaluations, Certification et Accréditation	DF	Directions des Finances
DECAC	Direction de l'Etat Civil et des Affaires Consulaires	DF	Direction de la Famille
DECFINEX	Direction des Etablissements de Crédit et des Finances Extérieures	DF	Direction de la Formation
DECO	Direction des Examens et Concours	DF2VP	Direction de la Formation, de la Vulgarisation et de la Valorisation des Produits
DECOB	Direction des Examens, des Concours et des Bourses	DFAC	Direction de la Formation Artistique et Culturelle
DED	Direction des Enquêtes Douanières	DFCC	Direction de la Francophonie et de la Coopération Culturelle
DEEE	Déchets d'Equipement Electrique et Electronique	DFCI	Direction de la Formation et de la Coopération Internationale
DEEP	Direction de l'Encadrement des Etablissements Privés	DFCRSP	Direction de la Formation Continue et des Relations avec le Secteur Productif
DEG	Direction des Enjeux Globaux	DFD	Direction de la Formation et de la Documentation
DEL	Direction des Ecoles, Lycées et Collèges	DFDA	Direction de la Formation, Documentation et Archives
DEM	Direction de l'Equipement Militaire	DFDC	Direction de la Formation, de la Documentation et de la Communication

SIGLES ET ABBREVIATIONS

DFENP	Direction de la Formation et de l'Ecole Nationale de Police	DGFP	Direction Générale de la Fonction Publique
DFIQ	Direction des Filières, de l'Innovation et de la Qualité	DGFPEF	Direction Générale de la Femme, de la Protection de l'Enfant et de la Famille
DFP	Direction des Finances et du Patrimoine	DGH	Direction Générale des Hydrocarbures
DFPI	Direction de la Formation Professionnelle Initiale	DGHP	Direction Générale de l'Hygiène Publique
DFPI	Direction de la Fonction Publique Internationale	DGI	Direction Générale des Impôts
DFR	Direction du Foncier Rural	DGIA	Direction Générale de l'Intégration Africaine
DFR	Direction de la Formation et de la Recherche	DGIE	Direction Générale des Ivoiriens de l'Extérieur
DFRC	Direction de la Formation et du Renforcement des capacités	DGIHH	Direction Générale des Infrastructures de l'Hydraulique Humaine
DFRC	Direction de la Faune et des Ressources Cinétiques	DGIR	Direction Générale des Infrastructures Routières
DFSPS	Direction du Financement et du Suivi des Politiques Sectorielles	DGLCV	Direction Général du Logement et du Cadre de Vie
DG	Direction du Génie	DGMG	Direction Générale des Mines et de la Géologie
DGAF	Direction Générale de l'Administration et des Finances	DGPE	Direction Générale du Protocole d'Etat
DGAI	Direction Générale de l'Activité Industrielle	DGPE	Direction Générale du Portefeuille de l'Etat
DGAJCE	Direction Générale des Affaires Juridiques, Consulaires et de l'Etat Civil	DGPLP	Direction Générale du Plan et de la Lutte contre la Pauvreté
DGALT	Direction Générale des Affaires Logistiques et Techniques	DGPN	Direction Générale de la Police Nationale
DGAMP	Direction Générale des Affaires Maritimes et Portuaires	DGPPS	Direction Générale de la Planification, du contrôle Projets et des Statistiques
DGAPCE	Direction de la Gestion Administrative des Personnels Civils de l'Etat	DGPS	Direction Générale de la Protection Sociale
DGAS	Direction Générales des Affaires Stratégiques	DGPSA	Direction Générale des Productions & de la Sécurité Alimentaire
DGAT	Direction Générale de l'Administration du Territoire	DGPSP	Direction Générale de la Promotion du Secteur Privé
DGATDRL	Direction Générale de l'Aménagement du Territoire et du Développement Régional et Local	DGQE	Direction Générale de la Qualité et des Evaluations
DGBF	Direction Générale du Budget et des Finances	DGRB	Direction Générale des Relations Bilatérales
DGC	Direction Générale des Cultes	DGRE	Direction Générale des Ressources en Eau
DGCAM	Direction Générale de la Construction, de l'Architecture et de la Maintenance	DGRI	Direction Générale de la Recherche et d l'Innovation
DGCATEF	Direction de la Gestion des Carrières des Agents Techniques des Eaux et Forêts	DGRM	Direction Générale des Relations Multilatérales
DGCE	Direction Générale du Commerce Extérieur	DGRS	Direction Générale du Renseignement et de la Sécurité
DGCI	Direction Générale du Commerce Intérieur	DGS	Direction Générale de la Santé
DGD	Direction Générale des Douanes	DGS	Direction Générale de la Solidarité
DGDDL	Direction Générale de la Décentralisation et du Développement Local	DGSCA	Direction Générale de la Stratégie et de la Coordination de l'Aide
DGDI	Don de Gouvernance et de Développement Institutionnel	DGSHP	Direction Générale de la Santé et de l'Hygiène Publique
DGDRME	Direction Générale du Développement Rural et de la Maitrise de l'Eau dans le domaine agricole	DGSLN	Direction Générale de la Salubrité et de la Lutte contre les Nuisances
DGE	Direction Générale de l'Energie	DGT	Direction Générale du Travail
DGE	Direction des Grandes Entreprises	DGTCP	Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique
DGE	Direction Générale de l'Emploi	DGTTC	Direction Générale des Transports Terrestres et de la Circulation
DGE	Direction Générale de l'Economie	DGU	Direction du Guichet Unique
DGEDD	Direction Générale de l'Environnement et du Développement Durable	DGUA	Direction du Guichet Unique Automobile
DGESIP	Direction Générale de l'Enseignement Supérieur et de l'Insertion Professionnelle	DGUF	Direction Générale de l'Urbanisme et du Foncier
DGFF	Direction Générale des Forêts et de la Faune	DHES	Direction de l'Hygiène, de l'Environnement et Santé

SIGLES ET ABBREVIATIONS

DHNRQ	Direction de l'Hydrologie, des Normes, de la Réglementation et de la Qualité	DMP	Direction des Marchés Publics
DHR	Direction des Ressources Humaines	DMRFCQ	Direction de la Métrologie, de la Répression des Fraudes et du Contrôle de la Qualité
DI	Direction de l'Informatique	DNAGEP	Direction de la Nutrition Animale et de la Gestion de l'Espace Pastorale
DIAD	Direction de l'Informatique, des Archives et de la Documentation	DOA	Direction des Opérations d'Assiette
DICC	Direction des Industries Culturelles et Créatives	DOB	Direction de l'Orientations et Bourses
DIDA	Direction de l'Informatique, de la Documentation et des Archives	DOCD	Direction des Opérations des Collectivités Décentralisées
DIE	Direction de l'Ingénierie d'Entreprise	DOEM	Direction de l'Observatoire de l'Emploi et des Métiers
DIEC	Direction des Infrastructures et Equipements Culturels	DOI	Direction des Organisations Internationales
DIEM	Direction des Infrastructures, de l'Equipeement et de la Maintenance	DONUISNU	Direction de l'Organisation des Nations Unies et des Institutions Spécialisées des Nations Unies
DIFEF	Direction de la Formation et de l'Education Féminine	DOPA	Direction des Organisations Professionnelles Agricoles
DIIS	Direction de l'Informatique et de l'Information Sanitaire	DOPAF	Direction des Organisations Professionnelles et de l'Appui au Financement
DIJ	Direction de l'Identification Judiciaire	DOSLN	Direction des opérations de salubrité et de Lutte contre les Nuisances
DIMCM	Direction de l'Information Minière et du Cadastre Minier	DP	Direction de la Planification
DIP	Direction de l'Insertion Professionnelle	DP	Direction du Partenariat
DIPAC	Direction de l'Insertion et de la Promotion des Activités Commerciales	DPAC	Direction de la Promotion des Arts et de la Culture
DIR	Direction des Infrastructures Routières	DPAC-PME	Direction de la Promotion, de l'Assistance et de la Compétitivité des PME
DISA	Direction des Infrastructures et des Sites Artisanaux	DPAE	Direction de la Promotion et de l'Assistance à l'Exportation
DISAD	Direction de l'informatique, des Statistiques, des Archives et de la documentation	DPAF	Direction de la Promotion et de l'Autonomisation de la Femme
DISVD	Direction des Infrastructures de Salubrité et de Valorisation des Déchets	DPAFM	Direction du Partenariat et de l'Accès aux Financements et aux Marchés
DIT	Direction de l'Inspection du Travail	DPAM	Direction de la Promotion de l'Artisanat et de la Mutualité
DITT	Direction de l'Informatique et des Traces Technologiques	DPAP	Direction de la Planification, de l'Aménagement et des Projets-Min. Tourisme
DL	Direction du Logement	DPARE	Direction de la Protection et de l'Aménagement des Ressources en Eau
DL	Direction des Loisirs	DPC	Direction de la Police Criminelle
DLCC	Direction de la Lutte contre les Changements Climatiques	DPC	Direction du Patrimoine Culturel
DLCP	Direction Laboratoire Central Police	DPCCLC	Direction des Politiques Communautaires du Commerce et de la Circulation
DLD	Direction de la Législation et de la Documentation	DPCE	Direction de la Programmation et du Contrôle des Effectifs
DLDC	Direction de la Législation, du Contentieux et de la Documentation	DPCEI	Direction de la Promotion et de la Coopération Economique Internationale
DLL	Direction du Livre et de la Lecture	DPCITIC	Direction des Politiques Communautaires des Informations et des TIC
DLM	Direction de la législation Militaire	DPCMF	Direction des Politiques Communautaires Macroéconomiques et Financières
DLTE	Direction de la Lutte contre le Travail des Enfants	DPCPHDD	Direction des Politiques Communautaires de la Promotion Humaine et du Développement Durable
DMCD	Direction de la Mobilisation des Compétences de la Diaspora	DPCT	Direction du Personnel des Collectivités Territoriales
DME	Direction des Moyennes Entreprises	DPDP	Direction de la Pédagogie et du Développement du Programme
DME	Durée Moyenne de Séjour	DPDRL	Direction de la Promotion du Développement Régional et Local
DMEME	Direction de la Maîtrise de l'Eau et de la Modernisation des Exploitations agricoles	DPE	Direction de la Planification et de l'Evaluation
DMG	Direction des Moyens Généraux	DPE	Direction du Patrimoine de l'Etat
DMGE	Direction des Moyens Généraux et de l'Equipeement	DPE	Direction des Productions d'Elevage
DMOA	Direction de la Modernisation de l'Organisation Administrative	DPE	Direction de la Protection de l'Enfant

SIGLES ET ABBREVIATIONS

DPEF	Direction de la Police Economique et Financière	DPSCI	Direction de la Planification, des Statistiques et de la Corporation Industrielle
DPEI	Direction de la Planification, des Etudes et de l'Informatique	DPSD	Direction de la Police des Stupéfiants et des Drogues
DPEM	Direction des Projets de l'Equipeement et de la Maintenance	DPSD	Direction de la Planification, de la Statistique et de la Documentation
DPEP	Direction de la Programmation et de l'Evaluation	DPSE	Direction de la Planification, des Statistiques et de l'Evaluation
DPES	Direction de la Planification, de l'Evaluation et des Statistiques	DPSI	Direction de la Planification, des Statistiques et de l'Informatique
DPET	Direction de la Promotion des Entreprises de Transport	DPSP	Direction de la Planification, des Statistiques et de la Prospective
DPFC	Direction de la Pédagogie et de la Formation Continue	DPSP	Direction de la Planification, des Statistiques et des Programmes
DPFE	Direction de la Police Forestière et de l'Eau	DPSPS	Direction du Portefeuille et du Secteur Primaire et secondaire
DPGE	Direction de la Promotion du Genre et de l'Equité	DPSR	Direction de la Planification et de la Supervision Routière
DPI	Direction des Privilèges et Immunités	DPSS	Direction de la Planification, de la Signalisation et de la Supervision
DPIC	Direction de la Promotion Industrielle et de la Compétitivité	DPST	Direction du Portefeuille et du Secteur Tertiaire
DPIF	Direction de la production et de l'Industrie Forestière	DPTIC	Direction de la Poste et des Technologies de l'Information et de la Communication
DPIP	Direction de la Programmation des Investissements Publics	DPV	Direction du Protocole et des Visas
DPIP	Direction de la Promotion des Investissements Privés	DPVCQ	Direction Protection des Végétaux, Contrôle & Qualité
DPJ	Direction de la Protection des Jeunes	DPVSA	Direction des Productions Vivrières & de la Sécurité alimentaire
DPJEU	Direction de la Protection Judiciaire, de l'Enfance et de la Jeunesse	DQ	Direction de la Qualité
DPL	Direction du Patrimoine et de la Logistique	DQN	Direction de la Qualité et de la Normalisation
DPLRL	Direction de la Promotion de la Liberté Religieuse et la Laïcité	DR	Direction Régionale
DPNR	Direction de la Programmation des Normes et de la Réglementation	DRA	Directions Régionales de l'Agriculture
DPP	Direction des Participations et de la Privatisation	DRAP	Délégation Régionale de l'Administration Pénitentiaire
DPPD	Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses	DRB	Directions Régionales du Budget
DPPD - PAP	Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses- Projets Annuels de Performance	DRBMGP	Direction de la Réforme Budgétaire et de la Modernisation de la Gestion Publique
DPPF	Direction de Planification, de la Programmation et du Financement	DRC	Direction de la Réglementation et du Contentieux
DPPH	Direction de la Promotion des Personnes Handicapées	DRC	Direction Régionale du Commerce
DPPN	Direction du Personnel de la Police Nationale	DRC	Direction de la Réglementation et du Contentieux
DPPS	Direction de la Prospective de la Planification et des Stratégies	DRCF	Direction de reboisement et de cadastre forestier
DPPSE	Direction des Prévisions, des Politiques et des Statistiques Economiques	DRCRM	Direction de la Réglementation, de la Coopération et des Relations avec les Autres Ministères
DPQN	Direction de la Promotion de la Qualité et de la Normalisation	DRE	Direction des Régimes Economiques
DPR	Direction de la Promotion et de la Réglementation	DRE	Direction de la Régulation des Echanges
DPS	Direction de la Planification et des Statistiques	DREF	Direction Régionale des Eaux et Forêts
DPS	Direction de la Police Scientifique	DREN	Direction Régionale de l'Education Nationale
DPS	Direction de la Stratégie et de la Planification	DRG	Direction des Renseignements Généraux
DPS	Direction de la Planification et du Suivi	DRH	Direction des Ressources Humaines
DPS	Direction de la Professionnalisation du Sport	DRHF	Direction des Ressources Humaines et de la Formation
DPS	Direction de la Planification et de la Supervision	DRHMG	Direction des Ressources Humaines des Moyens Généraux
DPS	Direction de la Planification Spatiale	DRI	Direction Régionales des Impôts
DPSB	Direction des Politiques et Synthèse Budgétaire	DRI	Directions Régionales de l'Industrie

SIGLES ET ABBREVIATIONS

DRIE	Direction Régionale des Infrastructures Economiques	DSRH	Direction du Suivi et de la Réglementation des Hydrocarbures
DRMP	Directions Régionales des Marchés Publics	DSSM	Direction de la Sécurité Sociale et de la Mutualité
DRPOIE	Direction de la Recherche et de la Promotion des Opportunités Economiques auprès des Ivoiriens de l'Extérieur	DSSPN	Direction Services Santé Police Nationale
DRPS	Direction Régionale de la Protection Sociale	DSST	Direction de la Santé et Sécurité au Travail
DRR	Direction des Routes Rurales	DST	Direction de la Surveillance du Territoire
DRS	Directions Régionales Sanitaires	DST	Direction de la Sécurité Touristique
DRS	Direction du Renseignement et de la Sécurité	DSV	Direction des Services Vétérinaires
DRS	Directions Régionales de la Solde	DTA	Direction de la Tutelle Administrative
DRSSFD	Direction de la Réglementation et de la Surveillance des Systèmes Financiers Décentralisés	DTA	Direction du Transport Aérien
DRT	Direction de la Réglementation du Travail	DTC	Direction de la Topographie et de la Cartographie
DS	Direction de la Solde	DTDAI	Direction de la Transformation Digitale de l'Administration et de l'Innovation
DSA	Direction des Services Aéroportuaires	DTEF	Direction de la Tutelle Economique et Financière
DSASA	Direction de la Santé et des Actions Sociales des Armées	DTH	Direction Territoriale de l'Hydraulique
DSC	Direction de la Santé Communautaire	DTI	Direction des Traitements Informatiques
DSCS	Direction de la Solidarité et de la Cohésion Sociale	DTIR	Direction Territoriale des Infrastructures Routières
DSCV	Direction du Service Civique et du Volontariat	DTMFLP	Direction des Transports Maritimes, Fluvio-Lagunaire et de la Plaisance
DSD	Direction de la Sécurité Défense	DTRF	Direction des Transports Routiers et Ferroviaires
DSDI	Direction des Statistiques, de la Documentation et de l'Informatique	DTSI	Direction de la Transmission et des Systèmes d'Information
DSDPSS	Direction des Services Douaniers du Port et des Services Spéciaux	DTSI	Direction des Technologies et du Système d'Information
DSE	Direction de la Stratégie de l'Expertise	DTSI	Direction des Télécommunications et des Systèmes d'Information
DSEE	Direction des Statistiques et des Etudes Economiques	DU	Direction de l'Urbanisme
DSEPE	Direction du Suivi et de l'Evaluation de la Politique de l'Emploi	DUI	Direction des Unités d'Interventions
DSGAE	Direction des Systèmes de Gestion et de l'Appui à l'Ethique	DVAAJ	Direction de la Vie Associative et de l'Autonomisation des Jeunes
DSI	Direction des Systèmes d'Information	DVAG	Direction de la Vie Associative et du Genre
DSIESRS	Direction des Systèmes d'Informations de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique	DVCOMR	Direction de la Vie Culturelle, des Œuvres et des Missions Religieuses
DSIM	Direction des Soins Infirmiers et Maternels	DVFSHN	Direction de la Vie Fédérale et du Sport de Haut Niveau
DSIN	Direction des Systèmes d'Information Numérique	DVI	Direction de la Valorisation et de l'Innovation
DSJRH	Direction des Services Judiciaires et des Ressources Humaines	DVM	Direction du Développement Minier
DSMA	Déchets Solides Ménagers et Assimilés	DVN	Direction des Vérifications Nationales
DSMSF	Direction des Sports de Masse et du Sport Féminin	DVP	Direction de la Valorisation des Produits
DSP	Direction de la Sécurité Publique	DVS	Département de la Veille Stratégique
DSP	Direction du Suivi et de la Protection	DVS	Direction de la Vie Scolaire
DSPE	Direction des Stratégies et des Programmes d'Emploi	DVSP	Direction de la Veille et du Suivi des Programmes
DSPS	Direction des Stratégies, de la Planification et des Statiques	ECG	Ecole de Commerce et de Gestion
DSPS	Direction de la Stratégie, de la Planification et des Statistiques	EcIS	École Ivoirienne pour les Sourds
DSR	Directions et services rattachés	EDIPRESSE	Edition Distribution de Presse
DSRE	Direction du Suivi et de la Réglementation de l'Energie	EHA	Eau-Hygiène-Assainissement

SIGLES ET ABBREVIATIONS

EIBMA	Ecole Ivoirienne de Bijouterie et des Métiers Annexes	FSH	Fonds de Soutien de l'Habitat
EMPT	Ecole Militaire Préparatoire Technique	FTG	Filature Tissage Gonfréville
EMSP	Ecole Multinationale Supérieure des Postes	GAR	Gestion Axée sur les Résultats
ENA	Ecole Nationale d'Administration	GDS	Groupement de Défense Sanitaire
ENERGOS	Projet d'appui au secteur de l'énergie en Côte d'Ivoire	GESTOCI	Société de Gestion des Stocks Pétroliers de Côte d'Ivoire
ENP	Ecole Nationale de Police	GIRE	Gestion Intégrée des Ressources en Eau
ENS	Ecole Normale Supérieure	GMMG	Groupement Ministériel des Moyens Généraux
ENSEA	Ecole Nationale de la Statistique et de l'Economie Appliquée	GRTO	Groupe de Recherche en Tradition Orale
ENV	Enquêtes sur le Niveau de Vie des ménages	GUCE	Guichet Unique du Commerce Extérieur
EPN	Etablissements Publics Nationaux	GUF	Guichet Unique du Foncier
EPP	Ecole Primaire Publique	GUPC	Guichet Unique du Permis de Construire
ESATIC	Ecole Supérieur Africaine des TIC	HACA	Haute Autorité de la Communication Audiovisuelle
EVP	Equivalent Vingt Pieds	HF/VHF	Bande des très hautes fréquences
FAA	Fédéral Aviation Administration	HV	Hydraulique Villageoise
FADCI	Fonds d'appuis au développement en Côte d'Ivoire	HVA	Hydraulique Villageoise Améliorée
FAO	Organisation des Nations pour l'Alimentation et l'Agriculture	I2T	Ivoirienne de Technologie Tropicale
FASSA	Festival des Arts Sacrés des Savanes	ICCO	Organisation Internationale du Café-Cacao
FCFA	Francs de la Communauté Financière Africaine	IDE	Investissement Directs Etrangers
FDNUF	Fonds de Développement des Nations Unies pour la Femme	IDH	Initiative pour le commerce durable
FDT	Fonds de Développement Touristique	IEP	Inspection de l'Enseignement Primaire
FEMUA	Festival des Musiques Urbaines d'Anoumabo	IES	Institut de l'Enseignement Supérieur
FER	Fonds d'Entretien Routier	IFEF	Institut de Formation et d'Education de la Femme
FER-PALMIER	Fonds d'Extension et de Renouveau pour le développement de la culture Palmier	IG	Inspection Générale
FICAD	Festival International de la Culture et des Arts de Daoukro	IGA	Inspection Générale des Armées
FIDA	Fonds International des Nations Unies pour le Développement de l'Agriculture	IGEN	Inspection Générale de l'Education Nationale
FIRCA	Fonds Interprofessionnel pour la Recherche et le Conseil Agricoles	IGESR	Inspection Générale de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche
FLEGT	Forest Law Enforcement Governance and Trade	IGGN	Inspection Générale de la Gendarmerie Nationale
FMI	Fonds Monétaire International	IGIS	Indice Général Ivoirien de Sécurité
FMI	Fonds Mondial International	IGP	Inspection Générale du Plan
FNAD	Fonds National de Drainage et de l'Assainissement	IGSAT	Inspection Générale des Services de l'Administration du Territoire
FNLS	Fonds National de Lutte contre le SIDA	IGSF	Inspection Générale des Services Fiscaux
FODI	Fonds de Développement des Infrastructures Industrielles	IGSJP	Inspection Générale des Services Judiciaires et Pénitentiaires
FONSIC	Fonds de Soutien à l'Industrie Cinématographique pour le Cinéma	IGSP	Inspection Générale des Services de Police
FPRCI	Fondation des Parcs et Réserves de Côte d'Ivoire	IGT	Inspection Générale des Transports
FREMIN	Fonds de Restructuration et de Mise à Niveau des Entreprises Industrielles	IGT	Inspection Générale du Trésor
FSCCA	Fonds de Soutien à la Culture et à la Création Artistique pour les autres arts ;	Impôt BIC	Impôt sur le Bénéfice Industriel et Commercial
FSDP	Fonds de Soutien & Développement de la Presse	Indice IHPC	Indice Harmonisé des Prix à la Consommation

SIGLES ET ABBREVIATIONS

INFJ	Institut National de Formation Judiciaire	MACA	Maison d'Arrêt et de Correction d'Abidjan
INFPA	Institut National de Formation Professionnelle Agricole	MAD	Matrice d'Analyse de la Dette
INFS	Institut national de Formation Sociale	MAE	Ministère des Affaires Etrangères
INIE	Institut Ivoirien de l'Entreprise	MASA	Marché des Arts et du Spectacle Africain
INIPA	Institut National pour la Promotion des Aveugles	MCC	Millenium Challenge Corporation
INJS	Institut National de la Jeunesse et des Sports	MCF	Ministère de la Culture et de la Francophonie
INP-HB	Institut National Polytechnique Houphouët Boigny	MCIPPME	Ministère du Commerce, de l'Industrie et de la Promotion des PME
INS	Institut National de la Statistique	MCLU	Ministère de la Construction, du Logement et de l'Urbanisme
INSAAC	Institut National Supérieur des Arts et de l'Action Culturelle	MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
IP	Indicateur de Performance	MENETFP	Ministère de l'Education Nationale, de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle
IPCI	Institut Pasteur de Côte d'Ivoire	MESRS	Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique
IPNETP	Institut Pédagogique National de l'Enseignement Technique et Professionnel	MFE	Machine à Facturation Electronique
IPS-CGRAE	Caisse Générale de Retraite des Agents de l'Etat	MFFE	Ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfant
IPS-CNPS	Institution de Prévoyance Sociale - Caisse Nationale de Prévoyance Sociale	MFP	Ministère de la Fonction Publique
IRD	Institut de Recherche pour le Développement	MINADER	Ministère de l'Agriculture et du Développement Durable
IRES	Institut Régional d'Enseignement Supérieur	MINASS	Ministère de l'Assainissement et de la Salubrité
IRSF	Inspections Régionales des Services Fiscaux	MINEDD	Ministère de l'Environnement et du Développement Durable
ISMI	Institut de Sécurité Maritime Interrégional	MINEF	Ministère des Eaux et Forêts
ISO	Organisation Internationale de normalisation	MIRAH	Ministère des Ressources Animales et Halieutiques
ISPEC	Institut Supérieur Panafricain Eco. Coop	MIVA	Marché Ivoirien de l'Artisanat
ISTC	Institut des Sciences et Techniques de la Communication	MIVS	Mécanisme Institutionnel de Veille Stratégique
IT	Inspection du Travail	MPD	Ministère du Plan et du Développement
ITIE	Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives	MPEDER	Ministère Du Pétrole, de l'Energie et des Energies Renouvelables
ITS	Impôt sur les Traitements et Salaires	MRSC	Centre Secondaire de Recherche et Sauvetage Maritime
JNP	Journées Nationales de la Population	MS	Ministère des Sports
JORCI	Journal Officiel de la République de Côte d'Ivoire	MSCSLP	Ministère de la Solidarité, de la Cohésion Sociale et de la Lutte contre la Pauvreté
LACQUE	Laboratoire de Contrôle de la Qualité de l'Eau	MSHP	Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique
LAMTO- géo	Station géophysique de LAMTO	MUPIA	Mutuelle des Agents du MIAIE
LANADA	Laboratoire National d'Appui au Développement Agricole	ND	Non Disponible
LANEMA	Laboratoire National d'Essais de Métrologie & d'Analyse	NEPAD	Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique
LBTP	Laboratoire du Bâtiment et des Travaux Publics	OCPV	Office d'Aide à la Commercialisation des Produits Vivriers
LEA	Lycée d'Enseignement Artistique	OFT	Observatoire de la Fluidité des Transports
LH	Laboratoire des Hydrocarbures	OG	Objectif Global
LMD	Licence Master Doctorat	OGP	Open Government Partnership
LPSI	Loi de Programmation de la Sécurité Intérieure	OIC	Office Ivoirien des Chargeurs
LTPEA	Lycée Technique et Professionnel de l'Enseignement Artistique	OIE	Organisation Internationale des Epizooties
MAC	Maison d'Arrêt et de Correction	OIF	Organisation Internationale de la Francophonie

SIGLES ET ABBREVIATIONS

OIPC	Office Ivoirien du Patrimoine Culturel	PARSSI	Projet d'Appui à la Redynamisation du Secteur de la Santé
OIPI	Office Ivoirien de la Propriété Intellectuelle	PASET	Partenariat pour les Compétences en Sciences Appliquées, ingénierie et technologie
OIPR	Office Ivoirien des Parcs et Réserves	PASP	Port Autonome de San Pedro
OISSU	Office Ivoirien des Sports Scolaires et Universitaires	PASRES	Programme d'appui Suisse Pour La Recherche Scientifique
OIT	Organisation International du Travail	PAT	Personnels Administratif et Technique
OMAOC	Organisation Maritime de l'Afrique de l'Ouest et du Centre	PAVVIOS	Prise en charge et Assistance de Victimes de Violence Sexuelles
OMC	Organisation Mondiale du Commerce	PCBD	Palais de la Culture Bernard BINLIN DADIE
OMI	Organisation Maritime Internationale	PCSE-MIRAH	Projet de Construction des Services Extérieurs du MIRAH
ONAC-CI	Office National du Cinéma de Côte d'Ivoire	PDMIO	Projet de Développement Minier Intégré de l'Ouest
ONAD	Office National de l'Assainissement et du Drainage	PDS	Plan de Développement Stratégique
ONAT	Observatoire National de l'Aménagement du Territoire	PEC	Pôles Economiques Compétitifs
ONCE	Observatoire National sur la Compétitivité des Entreprises	Pêche INN	Pêche illicite Non déclarée ou Non règlementée
ONDR/ADERIZ	Office National de Développement de la Riziculture /Agence pour le Développement de la Filière Riz en Côte d'Ivoire	PEF	Poste des Eaux et Forêts
ONEG	Observatoire National de l'Equité et du Genre	PEFDDP	Programme Eau, Femmes, Développement Durable et Paix
ONEP	Office National de l'Eau Potable	PER	Programme d'Entretien Routier
ONG	Organisation Non Gouvernementale	PERH	Poste d'Elevage et de Ressources Halieutiques
ONI	Office National de l'Identification	PETROCI	Société Nationale d'Opérations Pétrolières de Côte d'Ivoire
ONP	Office National de la Population	PEV	Programme Elargi de Vaccination
ONPC	Office National de la protection civile	PFVBG	Plateforme de Lutte contre les Violences basées sur le Genre
ONS	Office National des Sports	PGA	Plateforme informatisée de Gestion de l'Aide
ONU	Organisation des Nations Unies	PGA	Paierie Générale des Armées
ONUCI	Opérations des Nations Unies en Côte d'Ivoire	PGDP	Paierie Générale de la Dette Publique
OPJ	Officiers de Police Judiciaire	PGE	Paierie Générale pour l'Etranger
OQSF-CI	Observatoire de la Qualité des Services Financiers de Côte d'Ivoire	PGI	Paierie Générale des Institutions
OSCN	Office du Service Civique et du Volontariat	PGSP	Paierie Générale du Secteur Parapublic
OSCS	Observatoire de la Solidarité et de la Cohésion Sociale	PGT	Paierie Générale du Trésor
OSEP	Observatoire du Service Public	PIB	Produit Intérieur Brut
OSER	Office de Sécurité Routière	PIP	Programmes d'Investissements Publics
OTC	normes techniques (OTC)	PK	Processus de Kimberley
PAA	Port Autonome d'Abidjan	PLBC-FTPADM	Politiques de Lutte contre le Blanchiment des Capitaux, le Financement du Terrorisme et de la Prolifération des Armes de Destruction Massive
PAD	Partenaires au Développement	PLP	Planification Locale Participative
PADCI	Programme des filières Agricoles Durables de Côte d'Ivoire	PME	Petites et Moyennes Entreprises
PADE-CI	Projet d'Appui au Développement de l'Elevage en Côte d'Ivoire	PME/PMI	Petites et Moyennes Entreprises / Petites et Moyennes Industries
PADSAD	Projet d'Amélioration Durable de la Situation de l'Assainissement et du Drainage des Eaux Pluviales de la Ville d'Abidjan	PMH	Pompe à Motricité Humaine
DRH	Programme d'Appui à la Gestion Durable des Ressources Halieutiques	PMI	Petite et Moyenne Industrie
PAO	Plan d'Actions Opérationnelles	PND	Plan National de Développement
PAP	Projets d'Actions Prioritaires	PNDC	Programme National de Développement Communautaire

SIGLES ET ABBREVIATIONS

PNE	Politique Nationale de l'Emploi	PRONER	Programme National d'Electrification Rurale
PNES	Politique Nationale de l'Enseignement Supérieur	PS	Police Sanitaire
PNEVGEA	Programme National d'Eradication du Ver de Guinée, Eau et Assainissement	PSDEPA	Plan Stratégique de Développement de l'élevage, de la Pêche et de l'Aquaculture
PNF	Politique Nationale de la Femme	PSRA	Plan Stratégique de Relance l'Aviculture moderne
PNL	Politique Nationale des Loisirs	PTA	Plan de Travail Annuel
PNLCa	Programme National de Lutte Contre le Cancer	PTF	Partenaires Techniques et Financiers
PNLCé	Programme National de Lutte Contre la Cécité	PTG	Programme de Travail Gouvernemental
PNLHV	Programme National de Lutte contre les Hépatites Virales	PV	Procès- Verbal
PNLP	Programme National de Lutte contre le Paludisme	PVS	Procès-Verbal Simplifié
PNLT	Programme National de Lutte contre la Tuberculose	RAP	Rapport Annuel de Performance
PNLTA	Programme National de Lutte contre le Tabagisme	RASS	Rapport Annuel de la Situation Sanitaire
PNLTHA	Programme National d'Elimination de la Trypanosomiase Humaine Africaine	RCTI	Régime Complémentaire des Travailleurs Indépendants
PNLUB	Programme National de Lutte contre l'Ulcère de BURULI	RDEC	Recherche en Développement Culturel
PNMTN	Programme National de Maladies Tropicales non Négligées	RE	Recette d'Enregistrement
PNN	Programme National de Nutrition	REF	Rapport Economique et Financier
PNOEV	Programme National de Prise en Charge des OEV-VIH/SIDA	RGCP	Règlement Général sur la Comptabilité Publique
PNP	Programme Nationale de la Population	RGF	Recette Générale des Finances
PNPE	Politique Nationale de Protection de l'Enfant	RGI	Recette Générale des Impôts
PNPEC	Programme National de Prise en Charge des Personnes Vivant avec le VIH/SIDA	RGPH	Recensement Général de la Population et de l'Habitat
PNPMNT	Programme National de Promotion des Maladies Non Transmissibles	RICI-EPN	Réseau Informatique de Comptabilité Intégré des Etablissements Publics Nationaux
PNPMT	Programme National Promotion de la Médecine Traditionnelle	RID	Recette des Impôts Divers
PNPS	Plateforme Nationale de Protection Sociale	RIF	Recette des Impôts Fonciers
PNPSBD	Programme National Promotion de la Santé Bucco – Dentaire	RNA	Recensement National de l'Agriculture
PNRO	Programme National de Rationalisation de l'Orpillage	RPI	Redevance Pour Importation
PNSI	Programme National de Santé Infantile	RRI	Réseau Radioélectrique Indépendant
PNSM	Programme National de Santé Mentale	RSTI	Régime Social des Travailleurs Indépendants
PNSSU	Programme National de Santé Scolaire et Universitaire	RTI	Radio Télévision Ivoirienne
PNV-CI	Programme National de Volontariat de Cote d'Ivoire	SADI	Services des Archives, de la Documentation et de l'Informatique
PPC	Programmes Pluriannuels de Convergence	SAID	Service d'Assiette Impôts Divers
PPCB	Péripneumonie Contagieuse Bovine	SAIF	Service d'Assiette Impôts Fonciers
PPHAREN	Programme de Promotion de l'Hygiène de l'Assainissement du Renforcement de l'Accès à l'Eau potable pour l'amélioration du statut nutritionnel des populations	SAJ	Service des Affaires Juridiques
PPP	Partenariat Public –Privé	SAJRE	Service des Affaires Juridiques de la Réglementation Economique
PPPBSE	Prospective, Planification, Programmation, Budgétisation et Suivi-Evaluation	SBS	Service des Bourses et Stages
PPPSE	Prospective, Planification, Programmation et Suivi-Evaluation	SC	Service Communication
PPR	Peste des Petits Ruminants	SCA	Service de Communication des Armées
PRECIS	Programme de Réhabilitation, d'Equipeement et de Construction d'Infrastructures Sportives	SCD	Service de la Communication et de la Documentation
PROGIRS	Projet de Gestion Intégrée des Ranchs et Stations	SCDA	Service de la Communication ; de la Documentation et des Archives

SIGLES ET ABREVIATIONS

SCI	Service de Coopération Internationale	SIGFAE	Système Intégré de Gestion des Fonctionnaires et Agents de l'Etat
SCIEA	Secrétariat exécutif de la Conférence Internationale pour l'Emergence de l'Afrique	SIGFIP	Système Intégré de Gestion des Finances Publiques
SCMFE	Service de la Coopération et de la Mobilisation des Financements Extérieurs	SIGMAP	Système Intégré de Gestion des Marchés Publics
SCMI	Service des Conférences et Missions Internationales	SIM	Service Informatique et Maintenance
SCNIESDF	Service du Comité National d'Information, d'Education et de sensibilisation pour la Défense de la Forêt	SINAPSE	Système Intégré d'Analyse des Projets et du Suivi Evaluation
SCPCI	Service de la Communication, de la Promotion et de la Coopération Internationale	SIPE	Système d'Information sur la Protection de l'Enfant
SCRIP	Service de la Communication et des Relations Publiques	SIPF	Société Ivoirienne du Patrimoine Ferroviaire
SCRPSA	Service de la Communication, des Relations Publiques, de la Documentation et des Archives	SIR	Société Ivoirienne de Raffinage
SCV	Service des Conférences et Voyages	SIT	Service de l'Interprétariat et de la Traduction
SCVD	Service Courrier et Valise Diplomatique	SITARAIL	Société Internationale de Transport Africain par Rail
SDA	Service de la Documentation et des Archives	SITRAFISE	Système Informatique de Traçabilité Financière et de Suivi-Evaluation
SDAD	Schéma Directeur d'Assainissement et de Drainage	SIVAC	Société Ivoirienne d'Abattage et de Charcuterie
Secrétariat Permanent CCEN	Secrétariat Permanent Conseil Consultatif de l'Education Nationale	SJ	Service Juridique
Secrétariat REDD+	Secrétariat chargé du programme de Réduction des émissions provenant du déboisement et de la dégradation forêts	SLE	Schémas de Libéralisation des Echanges
SEPMBPE	Secrétariat d'Etat auprès du Premier Ministre, chargé du Budget et du Portefeuille de l'Etat	SMB	Société Multinationale de Bitumes
SEPMPIP	Secrétariat d'Etat auprès du Premier Ministre, chargé de la Promotion de l'Investissement Privé	SMHT	Secrétariat de la Médaille d'Honneur du Travail
SERCOM	Service de Communication	SMIG	Salaire Minimum Interprofessionnel Garanti
SESES	Service de l'Evaluation, du Suivi Economique et de la Statistique	SMP	Service des Manifestations Promotionnelles
SETAM	Service des Terrains Aménagés	SMQ	Système de Management de la Qualité
SFD	Systèmes Financiers Décentralisés	SNAC	Semaine Nationale des Arts et de la Culture
SG	Secrétariat Général	SNAPS	Service National d'Animation, de Promotion et de Suivi
SGCAS	Système de Gestion et de Contrôle Automatisés du Spectre	SNDER	Stratégie Nationale du Développement de l'Economie Régionale
SGG	Secrétariat Général du Gouvernement	SNDI	Société Nationale de Développement Informatique
SGMT	Société de Gestion du Grand Marché de Treichville	SNDS	Stratégie Nationale de Développement de la Statistique
SI	Service Informatique	SNE	Stratégie Nationale d'Exportation
SIAD	Service de l'Informatique, des Archives et de la Documentation	SNPECI	Société Nouvelle de Presse et d'Edition de Côte d'Ivoire
SIB	Système d'Information Budgétaire	SOAC	Système Ouest Africain d'Accréditation
SICDS	Système Intégré de Collecte de Données Statistiques	Société Math	Société de Mathématiques
SICODA	Société Ivoirienne de Distribution Automobile et d'Equipements Industriels et Agricoles	SODEFOR	Société de Développement des Forêts
SICOGI	Société Ivoirienne de Construction et de Gestion Immobilière	SODEMI	Société de Développement des Mines
SICTA	Société Ivoirienne du Contrôle Technique Automobile	SODERTOUR-LACS	Société de Développement Touristique de la Région des Lacs
SIDA	Service Informatique, de la Documentation et des Archives	SODEXAM	Société d'Exploitation et de Développement Aéroportuaire, Aéronautique et Météorologique
SIG	Système d'Information et de Gestion	SOGEPIE	Société de Gestion du Patrimoine Immobilier de l'Etat
SIGBUD	Système Intégré de Gestion Budgétaire	SOMFP	Secrétariat de l'Ordre du Mérite de la Fonction Publique
SIGEP	Système d'Information et de Gestion des Entreprises Publiques	SONITRA	Société Nationale Ivoirienne de Travaux
SIGESCOD	Système Intégré de Gestion des Collectivités Décentralisées	SOQ	Service de l'Organisation et de la Qualité
		SOSTECI	Système d'Observation et de Suivi du Travail des Enfants en Côte d'Ivoire

SIGLES ET ABBREVIATIONS

SOTRA	Société des Transports Abidjanais	UJLG	Université Jean Lorougnon Guede
SPCIACCI	Secrétariat Permanent de la Commission pour l'Interdiction des Armes Chimiques en Côte d'Ivoire	ULCT	Unité de Lutte contre la Criminalité Transnationale
SPDC	Société des Palaces de Cocody	UMAN	Université de Man
SPEE	Service de Promotion Economique Extérieure	UMF	Unité Mobile de Formation
SPO	Service des Passeports Officiels	UNA	Université Nangui Abrogoua
SPS	sanitaires et phytosanitaires (SPS) internationales	UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture
SPS	Service de la Planification et des Statistiques	UNFPA	Fonds des Nations Unies pour la Population
SPSE	Service de la Planification et du Suivi-Evaluation	UPGC	Université Peleforo Gon Coulibaly
SPSEC	Service de la Planification, des Statistiques et de l'Economie Culturelle	UPPH	Unité de Pilotage du Programme Hospitalier
SPSI	Service de la Police Spéciale des Impôts	UVCi	Université Virtuelle de Côte d'Ivoire
SPSTD	Secrétariat Permanent pour la Simplification et la Transformation Digitale	VBG	Violence Basée sur le Genre
SQ	Service Qualité	VGE	Valéry Giscard d'Estaing
SQN	Service de la Qualité et de la Normalisation	VITIB SA	Village des Technologies de l'Information et de la Biotechnologie
SR	Station Régionale	VMS	Vessel Monitoring System (Système d'informations halieutiques)
SRADT	Schémas Régionaux d'Aménagement et de Développement de Territoire	VRD	Voirie et Réseaux Divers
SREFGPE	Service de la Recherche du Foncier pour les Grands Projets de l'Etat	ZEE	Zone Economique Exclusive
SRHMG	Service des Ressources Humaines et des Moyens Généraux	Zones EX CNO	Zones Ex Centre Nord-Ouest
SSDPP	Service de Suivi du Développement du Secteur Public et Parapublic	ZOO	Parc Zoologique national d'Abidjan
SSSU	Service de Santé Scolaire et Universitaire		
STL	Société de Transport Lagunaire		
SYGAD	Système de Gestion Appliquée de la Dette		
TAC	Traité d'Amitié et de Coopération		
TD	Travaux Dirigés		
TGE	Trésorerie Générale pour l'Etranger		
THIMO	Travaux à Haute Intensité de Main d'œuvre		
TIC	Technologies de l'Information et de la Communication		
TICE	Technologie de l'Information et de la Communication en Education		
TMP	Programme pour la Mobilité des Talents		
TO	Taux d'Occupation		
TP	Travaux Pratiques		
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée		
UA	Union Africaine		
UAO	Université Alassane Ouattara		
UA-UE	Union Africaine- Union Européenne		
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine		
UFHB	Université Felix Houphouët Boigny		
UIGB	Université Internationale de Grand Bassam		

INTRODUCTION

Contexte

La Loi Organique n°2014-336 du 05 Juin 2014 relative aux Lois de Finances (LOLF) et la Loi Organique n°2014-337 du 05 Juin 2014 portant code de transparence dans la gestion des finances publiques, inspirées, respectivement des Directives n°06/2009/CM/UEMOA et n°01/2009/CM/UEMOA, instaurent de nouvelles règles relatives à l'amélioration et à la modernisation des instruments de gestion des finances publiques.

Elles introduisent une réforme qui se traduit, notamment, par la modification du dispositif juridique encadrant le mode d'élaboration et d'exécution du budget, des interactions entre les acteurs et les outils de gestion budgétaire. Désormais, le budget doit s'inscrire dans la pluriannualité et se présenter sous forme de programmes en mettant en avant, non seulement les moyens liés aux missions des pouvoirs publics, mais également, en justifiant la répartition des allocations en rapport avec la réalisation d'objectifs définis pour chaque dépense budgétaire. Aux termes de l'article 15 alinéa 7 de la LOLF, « Un programme regroupe les crédits destinés à mettre en œuvre une action ou un ensemble cohérent d'actions relevant d'une politique publique clairement définie dans une perspective de moyen terme ». Orientée vers la performance et la transparence, cette réforme doit, également, permettre à la fois de disposer d'une vision globale de la chaîne de la dépense et de piloter les crédits de façon annuelle et pluriannuelle.

La mise en œuvre de ce nouveau mode de gestion publique induit la prise en compte d'innovations majeures dont l'élaboration de nouveaux documents accompagnant la loi de finances¹, notamment, le Document de Programmation Budgétaire et Économique Pluriannuelle (DPBEP), le Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses (DPPD) et le Projet Annuel de Performance (PAP).

Concernant spécifiquement le DPPD, il définit les orientations et résultats stratégiques du ministère et les moyens à mobiliser pour l'atteinte de ces résultats sur une période de trois (3) ans. S'agissant du PAP, il présente les objectifs et les indicateurs de performance adossés à chaque programme.

La Côte d'Ivoire a pris l'option de faire du DPPD et du PAP un document unique par section budgétaire.

Principes

Les principes qui guident l'élaboration du DPPD-PAP sont, notamment, de disposer :

- d'une architecture programmatique qui s'appuie sur les documents de stratégie sectorielle et qui soit stable au point de résister aux remaniements ministériels (changement de la nomenclature du Gouvernement et des attributions de ses membres) ;
- de standards d'évaluation de la performance qui soient applicables à tous les programmes ;
- d'une structure programmatique qui mette en œuvre des actions à travers l'exécution d'activités reliées à des données financières clairement vérifiables et des mécanismes d'évaluation connus.

¹ Article 45 de la Loi Organique relative aux Lois de Finances

Méthodologie

Depuis 2010, les ministères ont intégré progressivement le processus d'élaboration des DPPD-PAP, à titre expérimental. Ces différents documents de programmation budgétaire pluriannuelle sont présentés en conférences budgétaires.

Dans l'optique d'un basculement progressif vers le budget-programme, les DPPD-PAP de cinq (5) de ces ministères ont été édités à titre pilote pour les gestions 2017 et 2018 sous la forme d'Annexe au projet de loi de finances.

Pour l'exercice 2019, cette Annexe est élargie à toutes les Institutions bénéficiant de dotations et tous les Ministères selon la dernière nomenclature du Gouvernement issue du décret n°2018-618 du 10 juillet 2018 portant nomination des membres du Gouvernement.

Un séminaire organisé par le Secrétariat d'Etat auprès du Premier Ministre, chargé du Budget et du Portefeuille de l'Etat à l'attention de tous les Comités sectoriels CDMT des ministères, a permis de valider le canevas de présentation et la structure programmatique des ministères. Ces données ont permis de produire des documents budgétaires sous le format budget-programmes en cohérence avec le projet de loi de finances 2019, tant dans l'agencement de la chaîne programmatique que dans le chiffrage des activités.

Une relecture desdits documents par les services du Secrétariat d'Etat auprès du Premier Ministre, chargé du Budget et du Portefeuille de l'Etat a permis, à partir d'une base de données conçue à cet effet, en l'absence d'un système d'information adapté, d'intégrer les crédits destinés à financer les programmes dans toutes leurs composantes suivant les inscriptions budgétaires issues des différentes phases de la préparation du budget 2019.

Contenu du DPPD-PAP

Le DPPD-PAP 2019-2021 étant le tout premier du genre à intégrer toutes les sections budgétaires, l'année 2019 est retenue comme année de base. Le document est articulé, pour chaque section, de la façon suivante :

- Pour les Institutions :
 - une première partie intitulée « **Présentation générale** » comprenant (i) les missions de l'institution et (ii) l'identification des dotations.
 - une deuxième partie intitulée « **Présentation des crédits budgétaires par dotation** » comprenant deux (2) tableaux : l'un intitulé « financement global de l'institution » et l'autre « budget détaillé de l'institution ».
- Pour les Ministères :
 - une première partie intitulée « **Présentation générale** » comprenant (i) la situation du secteur dont elle dépend, (ii) la politique sectorielle qu'elle met en œuvre, (iii) les missions du ministère qui, pour la circonstance, reprend le décret n°2018-648 du 1er août 2018 portant attributions des membres du Gouvernement, et (iv) la liste succincte des programmes qu'elle regroupe.
 - une seconde partie intitulée « **Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses-Projet Annuel de Performance (DPPD-PAP)** » comprenant les tableaux décrivant (i) la cartographie administrative des programmes, (ii) la stratégie et le cadre de performance y afférents et (iii) la répartition des crédits destinés à financer les programmes.

En raison de leur centralisation par la Direction de la Solde, et dans l'impossibilité de les lier aux effectifs des agents animant les programmes, les crédits de personnel de l'administration centrale et de l'administration déconcentrée sont regroupés dans le programme 1 : "Administration générale".

Pour les EPN, les charges de personnel sont intégrées dans la nature de dépense « transfert » des programmes concernés.

Les dépenses d'abonnement d'eau, d'électricité et de téléphone, centralisées par la Direction du Patrimoine de l'Etat sont regroupées au programme 1 : "Administration générale".

Au total, le DPPD-PAP 2019-2021 contient :

- **122 programmes** dont 40 programmes d'appui et 82 programmes opérationnels. Ces programmes sont mis en œuvre à travers 397 actions.
- **17 dotations** dont 14 dans les Institutions et 3 dans les Ministères.

Aux termes de l'article 17 alinéa 2 de la LOLF, « Chaque dotation regroupe un ensemble de crédits globalisés destinés à couvrir des dépenses spécifiques auxquelles ne peuvent être directement associés des objectifs de politiques publiques ou des critères de performance ».

Les Institutions appelées à gérer les dotations étant soustraites de l'obligation de performance, leur présentation ne comporte pas de Projets Annuels de Performance (PAP).

Les dotations destinées au règlement de la dette publique et les crédits globaux figurent également dans le présent document.

Contraintes

Outre la non-disponibilité du système d'information budgétaire dans le processus d'élaboration de ce document, certaines difficultés ont été rencontrées. Elles tiennent, pour la plupart des ministères, à :

- l'absence de document de stratégie sectorielle devant présenter les stratégies qui, s'appuyant sur le PND, permettent de faire face aux défis relevés;
- l'insuffisance ou à la non disponibilité des données chiffrées soit en raison de leur non existence, soit en raison de certaines procédures administratives qui requièrent leur validation préalable. Ainsi, pour toutes les données-cibles non fournies par les ministères au moment de la finalisation du présent document, il est retenu de les indiquer par la mention ND (Non Disponible). Le processus étant à ses premiers usages, ces informations seront complétées au fur et à mesure de sa maturité.

Perspectives

Au cours du Conseil des Ministres du mercredi 26 septembre 2018, le Gouvernement a opté pour « un basculement progressif au budget-programmes ».

A terme, le DPPD-PAP constituant une des principales annexes devant accompagner la loi de finances, son contour intégrera également la répartition prévisionnelle des emplois rémunérés par l'Etat et les données des exercices écoulés.

TABLEAU DE SYNTHÈSE DU BUDGET 2019

(en million de FCFA)	Budget 2019
I. RESSOURCES	7 334 342,04
I.1. Ressources Intérieures	6 394 094,23
I.2. Ressources Extérieures	940 247,81
II. CHARGES	7 334 342,04
II.1. Dotations	2 219 153,78
<i>II.1.1. Dette publique</i>	1 821 447,10
<i>II.1.2. Provisions</i>	178 420,23
<i>II.1.3. Dotation des Institutions</i>	219 286,45
II.2. Programme	5 115 188,25
<i>II.2.1. Programmes supports</i>	1 044 639,20
<i>II.2.2. Programme opérationnelles</i>	4 070 549,05

PREMIERE PARTIE : INSTITUTIONS

SECTION 01 : REPRESENTATION NATIONALE

01 : REPRESENTATION NATIONALE

I. PRESENTATION GENERALE

I.1. Missions de l'Institution

La Représentation Nationale est l'une des chambres du Parlement.

Aux termes de l'article 93 de la loi n°2016-688 du 08 novembre 2016 portant Constitution de la République de Côte d'Ivoire, le Parlement :

- vote la loi et consent l'impôt ;
- contrôle l'action gouvernementale et évalue les politiques publiques.

I.2. Identification des dotations

Dotation 1 : Représentation Nationale

I.3. Financement global de l'Institution

Tableau 1 : Financement global de l'institution

En millions de FCFA	PROJECTIONS DE REFERENCE			MESURES NOUVELLES			PROJECTIONS FINALES		
	2019	2020	2021	2019	2020	2021	2019	2020	2021
1. RESSOURCES	25 724,19	25 784,56	26 558,10	0,00	0,00	0,00	25 724,19	25 784,56	26 558,10
1.1 Ressources Intérieures	25 724,19	25 784,56	26 558,10	0,00	0,00	0,00	25 724,19	25 784,56	26 558,10
1.1.1 Budget Etat	25 724,19	25 784,56	26 558,10	0,00	0,00	0,00	25 724,19	25 784,56	26 558,10
1.1.2 Recettes propres (structures)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1.2 Ressources Extérieures	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

En millions de FCFA	PROJECTIONS DE REFERENCE			MESURES NOUVELLES			PROJECTIONS FINALES		
	2019	2020	2021	2019	2020	2021	2019	2020	2021
2. CHARGES	25 724,19	25 784,56	26 558,10	0,00	0,00	0,00	25 724,19	25 784,56	26 558,10
2.1 Personnel	12 857,75	13 243,49	13 640,79	0,00	0,00	0,00	12 857,75	13 243,49	13 640,79
2.1.1 Solde y compris EPN	12 857,75	13 243,49	13 640,79	0,00	0,00	0,00	12 857,75	13 243,49	13 640,79
2.1.2 Contractuels hors solde	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2.2 Biens et services	12 062,21	12 424,08	12 796,80	0,00	0,00	0,00	12 062,21	12 424,08	12 796,80
2.3 Transferts et subventions	113,59	116,99	120,50	0,00	0,00	0,00	113,59	116,99	120,50
2.4 Investissement*	690,64	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	690,64	0,00	0,00
Trésor	690,64	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	690,64	0,00	0,00
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

II. PRESENTATION DES CREDITS BUDGETAIRES PAR DOTATION

II.1. Dotation 1 : Représentation Nationale

II.1.1. Déclinaison de la dotation en actions

Tableau 2 : Déclinaison de la dotation en actions

DOTATION	Actions
Dotation 1 : Représentation Nationale	Action 1.1: Coordination et animation
	Action 1.2 : Gestion des ressources humaines
	Action 1.3 : Gestion des investissements

II.1.2. Financement de la dotation

Tableau 3 : Budget détaillé de la dotation

En millions de FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projection Finale		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
DOTATION 1 : REPRESENTATION NATIONALE									
Action 1: Coordination et animation									
S/Total action1	12 175,80	12 541,07	12 917,30	0,00	0,00	0,00	12 175,80	12 541,07	12 917,30
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	12 062,21	12 424,08	12 796,80	0,00	0,00	0,00	12 062,21	12 424,08	12 796,80
Transferts	113,59	116,99	120,50	0,00	0,00	0,00	113,59	116,99	120,50
Investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Action 2: Gestion des ressources humaines									
S/Total action2	12 857,75	13 243,49	13 640,79	0,00	0,00	0,00	12 857,75	13 243,49	13 640,79
Personnel	12 857,75	13 243,49	13 640,79	0,00	0,00	0,00	12 857,75	13 243,49	13 640,79
Biens et services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Action 3 : Gestion des investissements									
S/Total action3	690,64	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	690,64	0,00	0,00
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	690,64	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	690,64	0,00	0,00
Trésor	690,64	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	690,64	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL DE LA DOTATION 1	25 724,19	25 784,56	26 558,10	0,00	0,00	0,00	25 724,19	25 784,56	26 558,10

SECTION 02 : PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

02 : PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

I. PRESENTATION GENERALE

I.1. Missions de l'Institution

Aux termes de l'article 54 de la loi n°2016-688 du 08 novembre 2016 portant Constitution de la République de Côte d'Ivoire, le Président de la République est le Chef de l'Etat : A ce titre :

- il incarne l'unité nationale ;
- il veille au respect de la Constitution ;
- il assure la continuité de l'Etat ;
- il est le garant de l'indépendance nationale, de l'intégrité du territoire et du respect des engagements internationaux ;
- il définit la politique économique et sociale ;
- il est détenteur du pouvoir réglementaire;
- il nomme aux emplois civils et militaires en sa qualité de chef de l'Administration.

I.2. Identification des dotations

Dotation 1 : Présidence de la République

Dotation 2 : Inspection Générale d'Etat (IGE)

Dotation 3 : Haute Autorité pour la Bonne Gouvernance

Dotation 4 : Conseil National de Sécurité (CNS)

Dotation 5 : Autorité Nationale de Régulation des Marchés Publics (ANRMP)

Dotation 6 : Structures Sous-Tutelles de la Présidence de la République

I.3. Financement global de l'Institution

Tableau 1 : Financement global de l'institution

En millions de FCFA	PROJECTIONS DE REFERENCE			MESURES NOUVELLES			PROJECTIONS FINALES		
	2019	2020	2021	2019	2020	2021	2019	2020	2021
1. RESSOURCES	95 179,87	78 472,48	80 826,65	0,00	0,00	0,00	95 179,87	78 472,48	80 826,65
1.1 Ressources Intérieures	95 179,87	78 472,48	80 826,65	0,00	0,00	0,00	95 179,87	78 472,48	80 826,65
1.1.1 Budget Etat	95 179,87	78 472,48	80 826,65	0,00	0,00	0,00	95 179,87	78 472,48	80 826,65
1.1.2 Recettes propres (structures)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1.2 Ressources Extérieures	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2. CHARGES	95 179,87	78 472,48	80 826,65	0,00	0,00	0,00	95 179,87	78 472,48	80 826,65
2.1 Personnel	14 575,91	15 013,18	15 463,58	0,00	0,00	0,00	14 575,91	15 013,18	15 463,58
2.1.1 Solde y compris EPN	14 575,91	15 013,18	15 463,58	0,00	0,00	0,00	14 575,91	15 013,18	15 463,58
2.1.2 Contractuels hors solde	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2.2 Biens et services	56 323,70	58 013,41	59 753,81	0,00	0,00	0,00	56 323,70	58 013,41	59 753,81
2.3 Transferts et subventions	5 287,27	5 445,88	5 609,26	0,00	0,00	0,00	5 287,27	5 445,88	5 609,26
2.4 Investissement*	18 993,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	18 993,00	0,00	0,00
Trésor	18 993,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	18 993,00	0,00	0,00
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

II. PRESENTATION DES CREDITS BUDGETAIRES PAR DOTATION

II.1. Dotation 1 : Présidence de la République

II.1.1. Déclinaison de la dotation en actions

Tableau 2 : Déclinaison de la dotation en actions

DOTATION	Actions
Dotation 1 : Présidence de la République	Action 1.1: Coordination et animation
	Action 1.2 : Gestion des ressources humaines
	Action 1.3 : Gestion des investissements

II.1.2. Financement de la dotation

Tableau 3 : Budget détaillé de la dotation

En millions de FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projection Finale		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
DOTATION 1 : PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE									
Action 1: Coordination et animation									
S/Total action1	37 729,41	38 861,29	40 027,13	0,00	0,00	0,00	37 729,41	38 861,29	40 027,13
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	37 487,26	38 611,88	39 770,24	0,00	0,00	0,00	37 487,26	38 611,88	39 770,24
Transferts	242,15	249,41	256,89	0,00	0,00	0,00	242,15	249,41	256,89
Investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Action 2: Gestion des ressources humaines									
S/Total action2	13 855,91	14 271,58	14 699,73	0,00	0,00	0,00	13 855,91	14 271,58	14 699,73
Personnel	13 855,91	14 271,58	14 699,73	0,00	0,00	0,00	13 855,91	14 271,58	14 699,73
Biens et services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

En millions de FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projection Finale		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
Action 3 : Gestion des investissements									
S/Total action3	13 853,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 853,00	0,00	0,00
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	13 853,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 853,00	0,00	0,00
Trésor	13 853,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 853,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL DE LA DOTATION 1	65 438,32	53 132,88	54 726,86	0,00	0,00	0,00	65 438,32	53 132,88	54 726,86

II.2. Dotation 2 : Inspection Générale de l'Etat (IGE)

II.2.1. Déclinaison de la dotation en actions

Tableau 2 : Déclinaison de la dotation en actions

DOTATION	Actions
Dotation 2 : Inspection Générale de l'Etat	Action 2.1: Coordination et animation
	Action 2.2 : Gestion des ressources humaines

II.2.2. Financement de la dotation

Tableau 3 : Budget détaillé de la dotation

En millions de FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projection Finale		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
DOTATION 2 : INSPECTION GENERALE D'ETAT (IGE)									
Action 1: Coordination et animation									
S/Total action1	3 060,37	3 152,18	3 246,75	0,00	0,00	0,00	3 060,37	3 152,18	3 246,75
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	3 060,37	3 152,18	3 246,75	0,00	0,00	0,00	3 060,37	3 152,18	3 246,75
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Action 2: Gestion des ressources humaines									
S/Total action2	307,00	316,21	325,70	0,00	0,00	0,00	307,00	316,21	325,70
Personnel	307,00	316,21	325,70	0,00	0,00	0,00	307,00	316,21	325,70
Biens et services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL DE LA DOTATION 2	3 367,37	3 468,39	3 572,45	0,00	0,00	0,00	3 367,37	3 468,39	3 572,45

II.3. Dotation 3 : Haute Autorité de la Bonne Gouvernance

II.3.1. Déclinaison de la dotation en actions

Tableau 2 : Déclinaison de la dotation en actions

DOTATION	Actions
Dotation 3 : Haute Autorité de la Bonne Gouvernance	Action 3.1: Coordination et animation

II.3.2. Financement de la dotation

Tableau 3 : Budget détaillé de la dotation

En millions de FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projection Finale		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
DOTATION 3 : HAUTE AUTORITE POUR LA BONNE GOUVERNANCE									
Action 1: Coordination et animation									
S/Total action1	2 492,75	2 567,53	2 644,56	0,00	0,00	0,00	2 492,75	2 567,53	2 644,56
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	2 427,99	2 500,83	2 575,85	0,00	0,00	0,00	2 427,99	2 500,83	2 575,85
Transferts	64,76	66,70	68,71	0,00	0,00	0,00	64,76	66,70	68,71
Investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL DE LA DOTATION 3	2 492,75	2 567,53	2 644,56	0,00	0,00	0,00	2 492,75	2 567,53	2 644,56

II.4. Dotation 4 : Conseil National de Sécurité (CNS)

II.4.1. Déclinaison de la dotation en actions

Tableau 2 : Déclinaison de la dotation en actions

DOTATION	Actions
Dotation 4 : Conseil National de Sécurité	Action 4.1: Coordination et animation
	Action 4.2: Gestion des investissements

II.4.2. Financement de la dotation

Tableau 3 : Budget détaillé de la dotation

En millions de FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projection Finale		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
DOTATION 4 : CONSEIL NATIONAL DE SECURITE (CNS)									
Action 1: Coordination et animation									
S/Total action1	13 000,00	13 390,00	13 791,70	0,00	0,00	0,00	13 000,00	13 390,00	13 791,70
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	13 000,00	13 390,00	13 791,70	0,00	0,00	0,00	13 000,00	13 390,00	13 791,70
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Action 2 : Gestion des investissements									
S/Total action3	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00	0,00
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00	0,00
Trésor	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL DE LA DOTATION 4	18 000,00	13 390,00	13 791,70	0,00	0,00	0,00	18 000,00	13 390,00	13 791,70

II.5. Dotation 5 : Autorité Nationale de Régulation des Marchés Publics (ANRMP)

II.5.1. Déclinaison de la dotation en actions

Tableau 2 : Déclinaison de la dotation en actions

DOTATION	Actions
Dotation 5 : Autorité Nationale de Régulation des Marchés Publics	Action 5.1: Coordination et animation

II.5.2. Financement de la dotation

Tableau 3 : Budget détaillé de la dotation

En millions de FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projection Finale		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
DOTATION 5 : AUTORITE NATIONALE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS (ANRMP)									
Action 1: Coordination et animation									
S/Total action1	348,07	358,51	369,27	0,00	0,00	0,00	348,07	358,51	369,27
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	348,07	358,51	369,27	0,00	0,00	0,00	348,07	358,51	369,27
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL DE LA DOTATION 5	348,07	358,51	369,27	0,00	0,00	0,00	348,07	358,51	369,27

II.6. Dotation 6 : Structure sous-tutelle de la Présidence de la République

II.6.1. Déclinaison de la dotation en actions

Tableau 2 : Déclinaison de la dotation en actions

DOTATION	Actions
Dotation 6 : Structure sous-tutelle de la Présidence de la République	Action 6.1: Coordination et animation
	Action 6.2: Gestion des ressources humaines
	Action 6.1: Gestion des investissements

II.5.2. Financement de la dotation

Tableau 3 : Budget détaillé de la dotation

En millions de FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projection Finale		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
DOTATION 6 : STRUCTURES SOUS-TUTELLE DE LA PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE									
Action 1: Coordination et animation									
S/Total action1	4 980,36	5 129,77	5 283,66	0,00	0,00	0,00	4 980,36	5 129,77	5 283,66
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Transferts	4 980,36	5 129,77	5 283,66	0,00	0,00	0,00	4 980,36	5 129,77	5 283,66
Investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Action 2: Gestion des ressources humaines									
S/Total action2	413,00	425,39	438,15	0,00	0,00	0,00	413,00	425,39	438,15
Personnel	413,00	425,39	438,15	0,00	0,00	0,00	413,00	425,39	438,15
Biens et services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Action 3: Gestion des investissements									
S/Total action3	140,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	140,00	0,00	0,00
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	140,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	140,00	0,00	0,00
Trésor	140,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	140,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL DE LA DOTATION 6	5 533,36	5 555,16	5 721,81	0,00	0,00	0,00	5 533,36	5 555,16	5 721,81

SECTION 03 : CONSEIL ECONOMIQUE, SOCIAL, ENVIRONNEMENTAL ET CULTUREL

03 : CONSEIL ECONOMIQUE, SOCIAL, ENVIRONNEMENTAL ET CULTUREL

I. PRESENTATION GENERALE

I.1. Missions de l'Institution

Aux termes de l'article 163 de la loi n°2016-688 du 08 novembre 2016 portant Constitution de la République de Côte d'Ivoire, le Conseil Economique, Social, Environnemental et Culturel :

- donne son avis sur les projets de lois, d'ordonnances ou de décrets ainsi que les propositions de lois qui lui sont soumis ;
- donne son avis sur les projets de lois de programme à caractère économique, Social, Environnemental et Culturel qui lui sont soumis;
- conseille le Président de la République, à sa demande, sur tout problème à caractère économique, social, environnemental et culturel.

I.2. Identification des dotations

Dotation 1 : Conseil Economique, Social, Environnemental et Social

I.3. Financement global de l'Institution

Tableau 1 : Financement global de l'institution

En millions de FCFA	PROJECTIONS DE REFERENCE			MESURES NOUVELLES			PROJECTIONS FINALES		
	2019	2020	2021	2019	2020	2021	2019	2020	2021
1. RESSOURCES	5 640,00	5 809,20	5 983,47	0,00	0,00	0,00	5 640,00	5 809,20	5 983,47
1.1 Ressources Intérieures	5 640,00	5 809,20	5 983,47	0,00	0,00	0,00	5 640,00	5 809,20	5 983,47
1.1.1 Budget Etat	5 640,00	5 809,20	5 983,47	0,00	0,00	0,00	5 640,00	5 809,20	5 983,47
1.1.2 Recettes propres (structures)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1.2 Ressources Extérieures	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

En millions de FCFA	PROJECTIONS DE REFERENCE			MESURES NOUVELLES			PROJECTIONS FINALES		
	2019	2020	2021	2019	2020	2021	2019	2020	2021
2. CHARGES	5 640,00	5 809,20	5 983,47	0,00	0,00	0,00	5 640,00	5 809,20	5 983,47
2.1 Personnel	3 973,72	4 092,93	4 215,72	0,00	0,00	0,00	3 973,72	4 092,93	4 215,72
2.1.1 Solde y compris EPN	3 973,72	4 092,93	4 215,72	0,00	0,00	0,00	3 973,72	4 092,93	4 215,72
2.1.2 Contractuels hors solde	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2.2 Biens et services	1 377,28	1 418,59	1 461,15	0,00	0,00	0,00	1 377,28	1 418,59	1 461,15
2.3 Transferts et subventions	289,00	297,67	306,60	0,00	0,00	0,00	289,00	297,67	306,60
2.4 Investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

II. PRESENTATION DES CREDITS BUDGETAIRES PAR DOTATION

II.1. Dotation 1 : Conseil Economique, Social, Environnemental et Social

II.1.1. Déclinaison de la dotation en actions

Tableau 2 : Déclinaison de la dotation en actions

DOTATION	Actions
Dotation 1 : Conseil Economique, Social, Environnemental et Social	Action 1.1: Coordination et animation
	Action 1.2 : Gestion des ressources humaines

II.1.2. Financement de la dotation

Tableau 3 : Budget détaillé de la dotation

En millions de FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projection Finale		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
DOTATION 1 : CONSEIL ECONOMIQUE, SOCIAL, ENVIRONNEMENTAL ET CULTUREL									
Action 1: Coordination et animation									
S/Total action1	1 666,28	1 716,26	1 767,75	0,00	0,00	0,00	1 666,28	1 716,26	1 767,75
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	1 377,28	1 418,59	1 461,15	0,00	0,00	0,00	1 377,28	1 418,59	1 461,15
Transferts	289,00	297,67	306,60	0,00	0,00	0,00	289,00	297,67	306,60
Investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Action 2: Gestion des ressources humaines									
S/Total action2	3 973,72	4 092,93	4 215,72	0,00	0,00	0,00	3 973,72	4 092,93	4 215,72
Personnel	3 973,72	4 092,93	4 215,72	0,00	0,00	0,00	3 973,72	4 092,93	4 215,72
Biens et services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL DE LA DOTATION 1	5 640,00	5 809,20	5 983,47	0,00	0,00	0,00	5 640,00	5 809,20	5 983,47

SECTION 05 : GRANDE CHANCELLERIE

05 : GRANDE CHANCELLERIE

I. PRESENTATION GENERALE

I.1. Missions de l'Institution

Aux termes de la loi n°60-403 du 10 décembre 1960, modifiée par la loi n°61-207 du 12 juin 1961 qui organise l'Ordre national de la République de Côte d'Ivoire, le Grand Chancelier :

- préside le conseil de l'ordre;
- prépare les rapports, projets de décrets, règlements et décisions relatifs à l'Ordre et les soumet directement au Président de la République;
- vise tous les décrets et règlements relatifs à l'Ordre ;
- présente au Président de la République les candidats proposés par les ministres, par d'autres personnes ou par lui-même pour les nominations ou promotions;
- réunit le conseil de l'Ordre chaque fois qu'il le juge nécessaire et au moins deux fois par an à l'approche des époques de nominations et promotions.

I.2. Identification des dotations

Dotation 1 : Grande Chancellerie

I.3. Financement global de l'Institution

Tableau 1 : Financement global de l'institution

En millions de FCFA	PROJECTIONS DE REFERENCE			MESURES NOUVELLES			PROJECTIONS FINALES		
	2019	2020	2021	2019	2020	2021	2019	2020	2021
1. RESSOURCES	1 603,39	1 651,49	1 701,04	0,00	0,00	0,00	1 603,39	1 651,49	1 701,04
1.1 Ressources Intérieures	1 603,39	1 651,49	1 701,04	0,00	0,00	0,00	1 603,39	1 651,49	1 701,04
1.1.1 Budget Etat	1 603,39	1 651,49	1 701,04	0,00	0,00	0,00	1 603,39	1 651,49	1 701,04
1.1.2 Recettes propres (structures)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1.2 Ressources Extérieures	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

En millions de FCFA	PROJECTIONS DE REFERENCE			MESURES NOUVELLES			PROJECTIONS FINALES		
	2019	2020	2021	2019	2020	2021	2019	2020	2021
2. CHARGES	1 603,39	1 651,49	1 701,04	0,00	0,00	0,00	1 603,39	1 651,49	1 701,04
2.1 Personnel	728,06	749,90	772,40	0,00	0,00	0,00	728,06	749,90	772,40
2.1.1 Solde y compris EPN	728,06	749,90	772,40	0,00	0,00	0,00	728,06	749,90	772,40
2.1.2 Contractuels hors solde	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2.2 Biens et services	699,33	720,31	741,92	0,00	0,00	0,00	699,33	720,31	741,92
2.3 Transferts et subventions	176,00	181,28	186,72	0,00	0,00	0,00	176,00	181,28	186,72
2.4 Investissement*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

II. PRESENTATION DES CREDITS BUDGETAIRES PAR DOTATION

II.1. Dotation 1 : Grande Chancellerie

II.1.1. Déclinaison de la dotation en actions

Tableau 2 : Déclinaison de la dotation en actions

DOTATION	Actions
Dotation 1 : Grande Chancellerie	Action 1.1: Coordination et animation
	Action 1.2 : Gestion des ressources humaines

II.1.2. Financement de la dotation

Tableau 3 : Budget détaillé de la dotation

En millions de FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projection Finale		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
DOTATION 1 : GRANDE CHANCELLERIE									
Action 1: Coordination et animation									
S/Total action1	875,33	901,59	928,64	0,00	0,00	0,00	875,33	901,59	928,64
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	699,33	720,31	741,92	0,00	0,00	0,00	699,33	720,31	741,92
Transferts	176,00	181,28	186,72	0,00	0,00	0,00	176,00	181,28	186,72
Investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Action 2: Gestion des ressources humaines									
S/Total action2	728,06	749,90	772,40	0,00	0,00	0,00	728,06	749,90	772,40
Personnel	728,06	749,90	772,40	0,00	0,00	0,00	728,06	749,90	772,40
Biens et services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL DE LA DOTATION 1	1 603,39	1 651,49	1 701,04	0,00	0,00	0,00	1 603,39	1 651,49	1 701,04

SECTION 06 : PRIMATURE

06 : PRIMATURE

I. PRESENTATION GENERALE

I.1. Missions de l'Institution

Aux termes de l'article 82 de la loi n°2016-688 du 08 novembre 2016 portant Constitution de la République de Côte d'Ivoire, et, conformément au décret n° 2018-648 du 01 août 2018 portant attributions des membres du Gouvernement, le Premier Ministre, Chef du Gouvernement est chargé de mettre en œuvre la politique de la Nation, telle que définie par le Président de la République.

A ce titre :

- il anime et coordonne l'activité gouvernementale;
- il préside le Conseil de Gouvernement, réunion préparatoire du Conseil des Ministres, qui réunit l'ensemble des Membres du Gouvernement;
- il exerce son autorité sur les Membres du Gouvernement.

I.2. Identification des dotations

Dotation 1 : Primature

Dotation 2 : Secrétariat Général du Gouvernement

Dotation 3 : Inspection Générale des Finances - PM

Dotation 4 : Structures sous-tutelle de la Primature

I.3. Financement global de l'Institution

Tableau 1 : Financement global de l'institution

En millions de FCFA	PROJECTIONS DE REFERENCE			MESURES NOUVELLES			PROJECTIONS FINALES		
	2019	2020	2021	2019	2020	2021	2019	2020	2021
1. RESSOURCES	47 663,93	27 430,87	28 253,80	0,00	0,00	0,00	47 663,93	27 430,87	28 253,80
1.1 Ressources Intérieures	41 278,71	27 430,87	28 253,80	0,00	0,00	0,00	41 278,71	27 430,87	28 253,80
1.1.1 Budget Etat	41 278,71	27 430,87	28 253,80	0,00	0,00	0,00	41 278,71	27 430,87	28 253,80
1.1.2 Recettes propres (structures)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1.2 Ressources Extérieures	6 385,22	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 385,22	0,00	0,00
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	6 385,22	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 385,22	0,00	0,00
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

En millions de FCFA	PROJECTIONS DE REFERENCE			MESURES NOUVELLES			PROJECTIONS FINALES		
	2019	2020	2021	2019	2020	2021	2019	2020	2021
2. CHARGES	47 663,93	27 430,87	28 253,80	0,00	0,00	0,00	47 663,93	27 430,87	28 253,80
2.1 Personnel	10 347,21	10 657,62	10 977,35	0,00	0,00	0,00	10 347,21	10 657,62	10 977,35
2.1.1 Solde y compris EPN	10 347,21	10 657,62	10 977,35	0,00	0,00	0,00	10 347,21	10 657,62	10 977,35
2.1.2 Contractuels hors solde	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2.2 Biens et services	12 527,99	12 903,83	13 290,94	0,00	0,00	0,00	12 527,99	12 903,83	13 290,94
2.3 Transferts et subventions	3 756,72	3 869,42	3 985,50	0,00	0,00	0,00	3 756,72	3 869,42	3 985,50
2.4 Investissement*	21 032,01	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	21 032,01	0,00	0,00
Trésor	14 646,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14 646,80	0,00	0,00
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	6 385,22	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 385,22	0,00	0,00

II. PRESENTATION DES CREDITS BUDGETAIRES PAR DOTATION

II.1. Dotation 1 : Primature

II.1.1. Déclinaison de la dotation en actions

Tableau 2 : Déclinaison de la dotation en actions

DOTATION	Actions
Dotation 1 : Primature	Action 1.1: Coordination et animation
	Action 1.2 : Gestion des ressources humaines, matérielles et financières
	Action 1.3 : Gestion des investissements

II.1.2. Financement de la dotation

Tableau 3 : Budget détaillé de la dotation

En millions de FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projection Finale		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
DOTATION 1 : PRIMATURE									
Action 1: Coordination et animation									
S/Total action1	11 036,11	11 367,20	11 708,21	0,00	0,00	0,00	11 036,11	11 367,20	11 708,21
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	8 520,93	8 776,56	9 039,85	0,00	0,00	0,00	8 520,93	8 776,56	9 039,85
Transferts	2 515,19	2 590,64	2 668,36	0,00	0,00	0,00	2 515,19	2 590,64	2 668,36
Investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Action 2: Gestion des ressources humaines, matérielles et financières									
S/Total action2	10 474,36	10 788,59	11 112,25	0,00	0,00	0,00	10 474,36	10 788,59	11 112,25
Personnel	9 348,36	9 628,81	9 917,67	0,00	0,00	0,00	9 348,36	9 628,81	9 917,67
Biens et services	1 126,00	1 159,78	1 194,58	0,00	0,00	0,00	1 126,00	1 159,78	1 194,58
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Action 3: Gestion des investissements									
S/Total action3	20 607,81	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 607,81	0,00	0,00
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	20 607,81	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 607,81	0,00	0,00
Trésor	14 222,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14 222,60	0,00	0,00
Financement extérieur	6 385,22	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 385,22	0,00	0,00
TOTAL DE LA DOTATION 1	42 118,28	22 155,78	22 820,46	0,00	0,00	0,00	42 118,28	22 155,78	22 820,46

II.2.Dotation 2 : Secrétariat Général du Gouvernement

II.2.1. Déclinaison de la dotation en actions

Tableau 2 : Déclinaison de la dotation en actions

DOTATION	Actions
Dotation 2 : Secrétariat Général du Gouvernement	Action 2.1: Coordination et animation
	Action 2.2 : Gestion des ressources humaines

II.2.2. Financement de la dotation

Tableau 3 : Budget détaillé de la dotation

En millions de FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projection Finale		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
DOTATION 2 : SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT									
Action 1: Coordination et animation									
S/Total action1	1 244,61	1 281,94	1 320,40	0,00	0,00	0,00	1 244,61	1 281,94	1 320,40
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	1 032,91	1 063,90	1 095,82	0,00	0,00	0,00	1 032,91	1 063,90	1 095,82
Transferts	211,69	218,05	224,59	0,00	0,00	0,00	211,69	218,05	224,59
Investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Action 2: Gestion des ressources humaines									
S/Total action2	144,02	148,34	152,79	0,00	0,00	0,00	144,02	148,34	152,79
Personnel	144,02	148,34	152,79	0,00	0,00	0,00	144,02	148,34	152,79
Biens et services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL DE LA DOTATION 2	1 388,63	1 430,29	1 473,19	0,00	0,00	0,00	1 388,63	1 430,29	1 473,19

II.3. Dotation 3 : Inspection Générale des Finances - PM

II.3.1. Déclinaison de la dotation en actions

Tableau 2 : Déclinaison de la dotation en actions

DOTATION	Actions
Dotation 3 : Inspection Générale des Finances - PM	Action 3.1 : Coordination et animation
	Action 3.2 : Gestion des ressources humaines
	Action 3.3 : Gestion des investissements

II.3.2. Financement de la dotation

Tableau 3 : Budget détaillé de la dotation

En millions de FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projection Finale		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
DOTATION 3 : INSPECTION GENERALE DES FINANCES - PM									
Action 1: Coordination et animation									
S/Total action1	1 029,55	1 060,44	1 092,25	0,00	0,00	0,00	1 029,55	1 060,44	1 092,25
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	945,55	973,92	1 003,14	0,00	0,00	0,00	945,55	973,92	1 003,14
Transferts	84,00	86,52	89,12	0,00	0,00	0,00	84,00	86,52	89,12
Investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Action 2 : Gestion des ressources humaines									
S/Total action3	73,95	76,16	78,45	0,00	0,00	0,00	73,95	76,16	78,45
Personnel	73,95	76,16	78,45	0,00	0,00	0,00	73,95	76,16	78,45
Biens et services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

En millions de FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projection Finale		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
DOTATION 3 : INSPECTION GENERALE DES FINANCES - PM									
Action 1 : Coordination et animation									
Action 2 : Gestion des investissements									
S/Total action3	242,31	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	242,31	0,00	0,00
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	242,31	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	242,31	0,00	0,00
Trésor	242,31	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	242,31	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL DE LA DOTATION 3	1 345,81	1 136,60	1 170,70	0,00	0,00	0,00	1 345,81	1 136,60	1 170,70

II.4. Dotation 4 Structures sous-tutelle de la Primature

II.4.1. Déclinaison de la dotation en actions

Tableau 2 : Déclinaison de la dotation en actions

DOTATION	Actions
Dotation 4 : Structure sous-tutelle de la Primature	Action 4.1 : Coordination et animation
	Action 4.2 : Gestion des ressources humaines
	Action 4.3 : Gestion des investissements

II.4.2. Financement de la dotation

Tableau 3 : Budget détaillé de la dotation

En millions de FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projection Finale		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
DOTATION 4 : STRUCTURES SOUS-TUTELLE DE LA PRIMATURE									
Action 1: Coordination et animation									
S/Total action1	1 848,43	1 903,88	1 961,00	0,00	0,00	0,00	1 848,43	1 903,88	1 961,00
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	902,60	929,67	957,56	0,00	0,00	0,00	902,60	929,67	957,56
Transferts	945,84	974,21	1 003,44	0,00	0,00	0,00	945,84	974,21	1 003,44
Investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Action 2: Gestion des ressources humaines									
S/Total action2	780,89	804,31	828,44	0,00	0,00	0,00	780,89	804,31	828,44
Personnel	780,89	804,31	828,44	0,00	0,00	0,00	780,89	804,31	828,44
Biens et services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Action 3: Gestion des investissements									
S/Total action3	181,89	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	181,89	0,00	0,00
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	181,89	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	181,89	0,00	0,00
Trésor	181,89	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	181,89	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL DE LA DOTATION 4	2 811,21	2 708,20	2 789,44	0,00	0,00	0,00	2 811,21	2 708,20	2 789,44

SECTION 07 : CONSEIL CONSTITUTIONNEL

07 : CONSEIL CONSTITUTIONNEL

I. PRESENTATION GENERALE

I.1. Missions de l'Institution

Aux termes des **articles 126 et 127 de la loi n°2016-688 du 08 novembre 2016** portant Constitution de la République de Côte d'Ivoire, le Conseil Constitutionnel est une juridiction constitutionnelle. Il est indépendant et impartial. Il est juge de la constitutionnalité des lois. Il est l'organe régulateur du fonctionnement des pouvoirs publics. Le Conseil constitutionnel contrôle la régularité des opérations de référendum et en proclame les résultats. Il est juge du contrôle de l'élection présidentielle et des élections parlementaires.

A ce titre :

- il statue sur l'éligibilité des candidats aux élections présidentielle et législative ;
- il statue sur les contestations relatives à l'élection du Président de la République, des Députés et des Sénateurs ;
- il proclame les résultats définitifs des élections présidentielles ;
- il statue sur la déchéance des Députés et des Sénateurs.

I.2. Identification des dotations

Dotation 1 : Conseil Constitutionnel

I.3. Financement global de l'Institution

Tableau 1 : Financement global de l'institution

En millions de FCFA	PROJECTIONS DE REFERENCE			MESURES NOUVELLES			PROJECTIONS FINALES		
	2019	2020	2021	2019	2020	2021	2019	2020	2021
1. RESSOURCES	2 600,67	2 678,69	2 759,05	0,00	0,00	0,00	2 600,67	2 678,69	2 759,05
1.1 Ressources Intérieures	2 600,67	2 678,69	2 759,05	0,00	0,00	0,00	2 600,67	2 678,69	2 759,05
1.1.1 Budget Etat	2 600,67	2 678,69	2 759,05	0,00	0,00	0,00	2 600,67	2 678,69	2 759,05
1.1.2 Recettes propres (structures)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1.2 Ressources Extérieures	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

En millions de FCFA	PROJECTIONS DE REFERENCE			MESURES NOUVELLES			PROJECTIONS FINALES		
	2019	2020	2021	2019	2020	2021	2019	2020	2021
2. CHARGES	2 600,67	2 678,69	2 759,05	0,00	0,00	0,00	2 600,67	2 678,69	2 759,05
2.1 Personnel	1 500,10	1 545,10	1 591,46	0,00	0,00	0,00	1 500,10	1 545,10	1 591,46
2.1.1 Solde y compris EPN	1 500,10	1 545,10	1 591,46	0,00	0,00	0,00	1 500,10	1 545,10	1 591,46
2.1.2 Contractuels hors solde	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2.2 Biens et services	996,65	1 026,55	1 057,35	0,00	0,00	0,00	996,65	1 026,55	1 057,35
2.3 Transferts et subventions	103,92	107,04	110,25	0,00	0,00	0,00	103,92	107,04	110,25
2.4 Investissement*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

II. PRESENTATION DES CREDITS BUDGETAIRES PAR DOTATION

II.1. Dotation 1 : Conseil Constitutionnel

II.1.1. Déclinaison de la dotation en actions

Tableau 2 : Déclinaison de la dotation en actions

DOTATION	Actions
Dotation 1 : Conseil Constitutionnel	Action 1.1: Coordination et animation
	Action 1.2 : Gestion des ressources humaines

II.1.2. Financement de la dotation

Tableau 3 : Budget détaillé de la dotation

En millions de FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projection Finale		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
DOTATION 1 : CONSEIL CONSTITUTIONNEL									
Action 1: Coordination et animation									
S/Total action1	1 100,57	1 133,59	1 167,60	0,00	0,00	0,00	1 100,57	1 133,59	1 167,60
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	996,65	1 026,55	1 057,35	0,00	0,00	0,00	996,65	1 026,55	1 057,35
Transferts	103,92	107,04	110,25	0,00	0,00	0,00	103,92	107,04	110,25
Investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Action 2: Gestion des ressources humaines									
S/Total action2	1 500,10	1 545,10	1 591,46	0,00	0,00	0,00	1 500,10	1 545,10	1 591,46
Personnel	1 500,10	1 545,10	1 591,46	0,00	0,00	0,00	1 500,10	1 545,10	1 591,46
Biens et services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL DE LA DOTATION 1	2 600,67	2 678,69	2 759,05	0,00	0,00	0,00	2 600,67	2 678,69	2 759,05

SECTION 08 : MEDIATURE DE LA REPUBLIQUE

08 : MEDIATURE DE LA REPUBLIQUE

I. PRESENTATION GENERALE

I.1. Missions de l'Institution

Aux termes **des articles 07 et 08 de la loi organique n°2007-540 du 01 août 2007** fixant les attributions, l'organisation et le fonctionnement de l'Organe de médiation dénommé « Le Médiateur de la République », le Médiateur de la République a pour rôle de régler par la médiation, sans préjudice des compétences reconnues par les lois et règlements aux autres Institutions et Structures de l'Etat, les différends de toute nature :

- opposant l'Administration publique aux administrés ;
- opposant les Collectivités territoriales, les Etablissements Publics et tout autre organe investi d'une mission de service public aux administrés ;
- impliquant les communautés urbaines, villageoises ou toute autre entité.

Le Médiateur de la République a également compétence pour connaître des litiges opposant des personnes privées, physiques ou morales, à des communautés urbaines ou rurales.

Le Médiateur de la République a aussi pour rôle d'aider au renforcement de la cohésion sociale.

Le Médiateur de la République peut, à la requête du Président de la République, contribuer à toute action de conciliation entre l'administration publique et les Organisations sociales et professionnelles.

I.2. Identification des dotations

Dotation 1 : Médiature de la République

I.3. Financement global de l'Institution

Tableau 1 : Financement global de l'institution

En millions de FCFA	PROJECTIONS DE REFERENCE			MESURES NOUVELLES			PROJECTIONS FINALES		
	2019	2020	2021	2019	2020	2021	2019	2020	2021
1. RESSOURCES	4 162,49	4 287,36	4 415,98	0,00	0,00	0,00	4 162,49	4 287,36	4 415,98
1.1 Ressources Intérieures	4 162,49	4 287,36	4 415,98	0,00	0,00	0,00	4 162,49	4 287,36	4 415,98
1.1.1 Budget Etat	4 162,49	4 287,36	4 415,98	0,00	0,00	0,00	4 162,49	4 287,36	4 415,98
1.1.2 Recettes propres (structures)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1.2 Ressources Extérieures	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

En millions de FCFA	PROJECTIONS DE REFERENCE			MESURES NOUVELLES			PROJECTIONS FINALES		
	2019	2020	2021	2019	2020	2021	2019	2020	2021
2. CHARGES	4 162,49	4 287,36	4 415,98	0,00	0,00	0,00	4 162,49	4 287,36	4 415,98
2.1 Personnel	2 902,01	2 989,07	3 078,74	0,00	0,00	0,00	2 902,01	2 989,07	3 078,74
2.1.1 Solde y compris EPN	2 902,01	2 989,07	3 078,74	0,00	0,00	0,00	2 902,01	2 989,07	3 078,74
2.1.2 Contractuels hors solde	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2.2 Biens et services	800,65	824,67	849,41	0,00	0,00	0,00	800,65	824,67	849,41
2.3 Transferts et subventions	459,83	473,63	487,83	0,00	0,00	0,00	459,83	473,63	487,83
2.4 Investissement*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

II. PRESENTATION DES CREDITS BUDGETAIRES PAR DOTATION

II.1. Dotation 1 : Médiature de la République

II.1.1. Déclinaison de la dotation en actions

Tableau 2 : Déclinaison de la dotation en actions

DOTATION	Actions
Dotation 1 : Médiature de la République	Action 1.1: Coordination et animation
	Action 1.2 : Gestion des ressources humaines

II.1.2. Financement de la dotation

Tableau 3 : Budget détaillé de la dotation

En millions de FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projection Finale		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
DOTATION 1 : MEDIATURE DE LA REPUBLIQUE									
Action 1: Coordination et animation									
S/Total action1	1 260,48	1 298,29	1 337,24	0,00	0,00	0,00	1 260,48	1 298,29	1 337,24
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	800,65	824,67	849,41	0,00	0,00	0,00	800,65	824,67	849,41
Transferts	459,83	473,63	487,83	0,00	0,00	0,00	459,83	473,63	487,83
Investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Action 2: Gestion des ressources humaines									
S/Total action2	2 902,01	2 989,07	3 078,74	0,00	0,00	0,00	2 902,01	2 989,07	3 078,74
Personnel	2 902,01	2 989,07	3 078,74	0,00	0,00	0,00	2 902,01	2 989,07	3 078,74
Biens et services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL DE LA DOTATION 1	4 162,49	4 287,36	4 415,98	0,00	0,00	0,00	4 162,49	4 287,36	4 415,98

SECTION 10 : COUR DES COMPTES

10 : COUR DES COMPTES

I. PRESENTATION GENERALE

I.1. Missions de l'Institution

Aux termes de l'article 152 de la loi n°2016-688 du 08 novembre 2016 portant Constitution de la République de Côte d'Ivoire, la Cour des Comptes est l'institution suprême de contrôle des finances publiques. La cour des Comptes a des attributions juridictionnelles, de contrôle et de consultation. La Cour des Comptes contrôle la gestion des comptes des services de l'Etat, des Etablissements publics nationaux, des collectivités territoriales, des Autorités administratives indépendantes et de tout organisme bénéficiant du concours financier de l'Etat ou d'une autre personne morale de droit public ainsi que de tout organisme bénéficiant du concours financier des entreprises publiques et de leurs filiales.

I.2. Identification des dotations

Dotation 1 : Cour des Comptes

I.3. Financement global de l'Institution

Tableau 1 : Financement global de l'institution

En millions de FCFA	PROJECTIONS DE REFERENCE			MESURES NOUVELLES			PROJECTIONS FINALES		
	2019	2020	2021	2019	2020	2021	2019	2020	2021
1. RESSOURCES	2 891,15	2 977,89	3 067,22	0,00	0,00	0,00	2 891,15	2 977,89	3 067,22
1.1 Ressources Intérieures	2 891,15	2 977,89	3 067,22	0,00	0,00	0,00	2 891,15	2 977,89	3 067,22
1.1.1 Budget Etat	2 891,15	2 977,89	3 067,22	0,00	0,00	0,00	2 891,15	2 977,89	3 067,22
1.1.2 Recettes propres (structures)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1.2 Ressources Extérieures	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

En millions de FCFA	PROJECTIONS DE REFERENCE			MESURES NOUVELLES			PROJECTIONS FINALES		
	2019	2020	2021	2019	2020	2021	2019	2020	2021
2. CHARGES	2 891,15	2 977,89	3 067,22	0,00	0,00	0,00	2 891,15	2 977,89	3 067,22
2.1 Personnel	703,62	724,73	746,47	0,00	0,00	0,00	703,62	724,73	746,47
2.1.1 Solde y compris EPN	703,62	724,73	746,47	0,00	0,00	0,00	703,62	724,73	746,47
2.1.2 Contractuels hors solde	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2.2 Biens et services	1 176,95	1 212,25	1 248,62	0,00	0,00	0,00	1 176,95	1 212,25	1 248,62
2.3 Transferts et subventions	348,85	359,32	370,10	0,00	0,00	0,00	348,85	359,32	370,10
2.4 Investissement*	661,73	681,59	702,03	0,00	0,00	0,00	661,73	681,59	702,03
Trésor	661,73	681,59	702,03	0,00	0,00	0,00	661,73	681,59	702,03
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

II. PRESENTATION DES CREDITS BUDGETAIRES PAR DOTATION

II.1. Dotation 1 : Cour des Comptes

II.1.1. Déclinaison de la dotation en actions

Tableau 2 : Déclinaison de la dotation en actions

DOTATION	Actions
Dotation 1 : Cour des Comptes	Action 1.1: Coordination et animation
	Action 1.2 : Gestion des ressources humaines
	Action 1.3 : Gestion des investissements

II.1.2. Financement de la dotation

Tableau 3 : Budget détaillé de la dotation

En millions de FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projection Finale		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
DOTATION 1 : COUR DES COMPTES									
Action 1: Coordination et animation									
S/Total action1	1 525,80	1 571,57	1 618,72	0,00	0,00	0,00	1 525,80	1 571,57	1 618,72
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	1 176,95	1 212,25	1 248,62	0,00	0,00	0,00	1 176,95	1 212,25	1 248,62
Transferts	348,85	359,32	370,10	0,00	0,00	0,00	348,85	359,32	370,10
Investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Action 2: Gestion des ressources humaines									
S/Total action2	703,62	724,73	746,47	0,00	0,00	0,00	703,62	724,73	746,47
Personnel	703,62	724,73	746,47	0,00	0,00	0,00	703,62	724,73	746,47
Biens et services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Action 3 : Gestion des investissements									
S/Total action3	661,73	681,59	702,03	0,00	0,00	0,00	661,73	681,59	702,03
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	661,73	681,59	702,03	0,00	0,00	0,00	661,73	681,59	702,03
Trésor	661,73	681,59	702,03	0,00	0,00	0,00	661,73	681,59	702,03
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL DE LA DOTATION 1	2 891,15	2 977,89	3 067,22	0,00	0,00	0,00	2 891,15	2 977,89	3 067,22

SECTION 11 : COMMISSION ELECTORALE INDEPENDANTE

11 : COMMISSION ELECTORALE INDEPENDANTE

I. PRESENTATION GENERALE

I.1. Missions de l'Institution

Instituée par la Constitution du **1er août 2000 en son article 32 alinéa 4**, la Commission Electorale Indépendante a été créée par **la loi 2001-634 du 9 octobre 2001 portant composition, organisation, attributions et fonctionnement de la Commission Electorale Indépendante, modifiée par la loi 2004- 542 du 14 décembre 2004** et les Décisions subséquentes n° **2005-06 /PR du 15 juillet 2005 et n° 2005-11/PR du 29 août 2005**. Cette loi a subi deux autres modifications par **la loi 2014-335 du 18 juin 2014 et la loi 2014-664 du 03 novembre 2014**.

La Commission Electorale Indépendante est chargée de l'organisation, de la supervision et du contrôle du déroulement de toutes les opérations électorales et référendaires dans le respect des lois et règlements en vigueur.

I.2. Identification des dotations

Dotation 1 : Commission Electorale Indépendante (CEI)

I.3. Financement global de l'Institution

Tableau 1 : Financement global de l'institution

En millions de FCFA	PROJECTIONS DE REFERENCE			MESURES NOUVELLES			PROJECTIONS FINALES		
	2019	2020	2021	2019	2020	2021	2019	2020	2021
1. RESSOURCES	10 580,74	10 898,16	11 225,10	0,00	0,00	0,00	10 580,74	10 898,16	11 225,10
1.1 Ressources Intérieures	10 580,74	10 898,16	11 225,10	0,00	0,00	0,00	10 580,74	10 898,16	11 225,10
1.1.1 Budget Etat	10 580,74	10 898,16	11 225,10	0,00	0,00	0,00	10 580,74	10 898,16	11 225,10
1.1.2 Recettes propres (structures)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1.2 Ressources Extérieures	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

En millions de FCFA	PROJECTIONS DE REFERENCE			MESURES NOUVELLES			PROJECTIONS FINALES		
	2019	2020	2021	2019	2020	2021	2019	2020	2021
2. CHARGES	10 580,74	10 898,16	11 225,10	0,00	0,00	0,00	10 580,74	10 898,16	11 225,10
2.1 Personnel	2 304,43	2 373,56	2 444,77	0,00	0,00	0,00	2 304,43	2 373,56	2 444,77
2.1.1 Solde y compris EPN	2 304,43	2 373,56	2 444,77	0,00	0,00	0,00	2 304,43	2 373,56	2 444,77
2.1.2 Contractuels hors solde	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2.2 Biens et services	8 176,31	8 421,60	8 674,24	0,00	0,00	0,00	8 176,31	8 421,60	8 674,24
2.3 Transferts et subventions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2.4 Investissement*	100,00	103,00	106,09	0,00	0,00	0,00	100,00	103,00	106,09
Trésor	100,00	103,00	106,09	0,00	0,00	0,00	100,00	103,00	106,09
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

II. PRESENTATION DES CREDITS BUDGETAIRES PAR DOTATION

II.1. Dotation 1 : Commission Electorale Indépendante

II.1.1. Déclinaison de la dotation en actions

Tableau 2 : Déclinaison de la dotation en actions

DOTATION	Actions
Dotation 1 : Commission Electorale Indépendante	Action 1.1: Coordination et animation
	Action 1.2 : Gestion des ressources humaines
	Action 1.3 : Gestion des investissements

II.1.2. Financement de la dotation

Tableau 3 : Budget détaillé de la dotation

En millions de FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projection Finale		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
DOTATION 1 : COMMISSION ELECTORALE INDEPENDANTE (CEI)									
Action 1: Coordination et animation									
S/Total action1	8 176,31	8 421,60	8 674,24	0,00	0,00	0,00	8 176,31	8 421,60	8 674,24
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	8 176,31	8 421,60	8 674,24	0,00	0,00	0,00	8 176,31	8 421,60	8 674,24
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Action 2: Gestion des ressources humaines									
S/Total action2	2 304,43	2 373,56	2 444,77	0,00	0,00	0,00	2 304,43	2 373,56	2 444,77
Personnel	2 304,43	2 373,56	2 444,77	0,00	0,00	0,00	2 304,43	2 373,56	2 444,77
Biens et services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Action 3: Gestion des investissements									
S/Total action3	100,00	103,00	106,09	0,00	0,00	0,00	100,00	103,00	106,09
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	100,00	103,00	106,09	0,00	0,00	0,00	100,00	103,00	106,09
Trésor	100,00	103,00	106,09	0,00	0,00	0,00	100,00	103,00	106,09
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL DE LA DOTATION 1	10 580,74	10 898,16	11 225,10	0,00	0,00	0,00	10 580,74	10 898,16	11 225,10

SECTION 13 : CHAMBRE NATIONALE DES ROIS

13 : CHAMBRE NATIONALE DES ROIS

I. PRESENTATION GENERALE

I.1. Missions de l'Institution

La chambre nationale des Rois et Chefs traditionnels, conformément à la **Loi n° 2014-428 du 14 juillet 2014** portant Statut des Rois et Chefs traditionnels, est chargée de :

I.1.1 Au titre de la gestion des Rois et Chefs traditionnels:

- dresser le répertoire des Rois et Chefs traditionnels;
- dresser le répertoire des us et coutumes;
- favoriser les échanges interculturels;
- veiller au respect du statut des Rois et Chefs traditionnels;
- contribuer à régler les litiges relatifs à la désignation des autorités traditionnelles conformément aux us et coutumes;
- organiser des séances de formation à l'endroit des autorités traditionnelles;
- organiser l'assistance aux autorités traditionnelles et leur prise en charge sociale.

I.1.2 Au titre des questions d'ordre national, elle a pour mission de :

- promouvoir le civisme;
- initier des missions de médiation pour la prévention et la gestion des crises et conflits;
- émettre un avis consultatif sur des questions d'intérêt national;
- contribuer à la mobilisation des populations pour les activités de développement;
- veiller à la préservation du patrimoine culturel de la Côte d'Ivoire en relation avec les Institutions étatiques.

En outre, la **loi n°2016-688 du 08 novembre 2016 portant Constitution de la République de Côte d'Ivoire** renforce, en son article 175, les pouvoirs ci-dessus énumérés en chargeant la chambre notamment :

- de la valorisation des us et coutumes;
- de la promotion des idéaux de paix et de cohésion sociale;
- du règlement non juridictionnel des litiges dans les villages et entre les communautés.

I.2. Identification des dotations

Dotation 1 : Chambre Nationale des Rois

I.3. Financement global de l'Institution

Tableau 1 : Financement global de l'institution

En millions de FCFA	PROJECTIONS DE REFERENCE			MESURES NOUVELLES			PROJECTIONS FINALES		
	2019	2020	2021	2019	2020	2021	2019	2020	2021
1. RESSOURCES	4 100,00	4 223,00	4 349,69	0,00	0,00	0,00	4 100,00	4 223,00	4 349,69
1.1 Ressources Intérieures	4 100,00	4 223,00	4 349,69	0,00	0,00	0,00	4 100,00	4 223,00	4 349,69
1.1.1 Budget Etat	4 100,00	4 223,00	4 349,69	0,00	0,00	0,00	4 100,00	4 223,00	4 349,69
1.1.2 Recettes propres (structures)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1.2 Ressources Extérieures	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2. CHARGES	4 100,00	4 223,00	4 349,69	0,00	0,00	0,00	4 100,00	4 223,00	4 349,69
2.1 Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2.1.1 Solde y compris EPN	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2.1.2 Contractuels hors solde	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2.2 Biens et services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2.3 Transferts et subventions	4 100,00	4 223,00	4 349,69	0,00	0,00	0,00	4 100,00	4 223,00	4 349,69
2.4 Investissement*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

II. PRESENTATION DES CREDITS BUDGETAIRES PAR DOTATION

II.1. Dotation 1 : Chambre Nationale des Rois

II.1.1. Déclinaison de la dotation en actions

Tableau 2 : Déclinaison de la dotation en actions

DOTATION	Actions
Dotation 1 : Chambre Nationale des Rois	Action 1.1: Coordination et animation

II.1.2. Financement de la dotation

Tableau 3 : Budget détaillé de la dotation

En millions de FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projection Finale		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
DOTATION 1 : CHAMBRE NATIONALE DES ROIS									
Action 1: Coordination et animation									
S/Total action1	4 100,00	4 223,00	4 349,69	0,00	0,00	0,00	4 100,00	4 223,00	4 349,69
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Bien et service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Transfert	4 100,00	4 223,00	4 349,69	0,00	0,00	0,00	4 100,00	4 223,00	4 349,69
Investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL DE LA DOTATION 1	4 100,00	4 223,00	4 349,69	0,00	0,00	0,00	4 100,00	4 223,00	4 349,69

SECTION 47 : COUR SUPREME

47 : COUR SUPREME

I. PRESENTATION GENERALE

I.1. Missions de l'Institution

Aux termes des **articles 147, 148 et 149 de la loi n°2016-688 du 08 novembre 2016** portant Constitution de la République de Côte d'Ivoire, la Cour suprême veille à l'application de la loi par les juridictions de l'ordre judiciaire et de l'ordre administratif : Elle règle les conflits de compétence entre les juridictions des deux ordres.

La Cour suprême comprend :

- la Cour de Cassation;
- le Conseil d'Etat.

La Cour de Cassation est la plus haute juridiction de l'ordre judiciaire. Elle statue souverainement sur les recours en cassation contre les décisions rendues en dernier ressort par les Cours et tribunaux de l'ordre judiciaire.

Le Conseil d'Etat est la plus haute juridiction de l'ordre administratif. Il statue souverainement sur les décisions rendues en dernier ressort par les tribunaux administratifs et par les juridictions administratives spécialisées en matière de contentieux administratif. Il connaît en premier et en dernier ressort des recours en annulations des actes des autorités administratives centrales et des organismes ayant une compétence nationale. Il exerce en outre une fonction consultative. A ce titre, il peut être sollicité par le Président de la République, pour avis, sur toute question de nature administrative..

I.2. Identification des dotations

Dotation 1 : Cour Suprême

Dotation 2 : Chambre Administrative

Dotation 3 : Conseil Supérieur de la Magistrature

Dotation 4 : Chambre Judiciaire

Dotation 5 : Cour de Cassation

I.3. Financement global de l'Institution

Tableau 1 : Financement global de l'institution

En millions de FCFA	PROJECTIONS DE REFERENCE			MESURES NOUVELLES			PROJECTIONS FINALES		
	2019	2020	2021	2019	2020	2021	2019	2020	2021
1. RESSOURCES	9 876,62	9 861,89	10 157,74	0,00	0,00	0,00	9 876,62	9 861,89	10 157,74
1.1 Ressources Intérieures	9 876,62	9 861,89	10 157,74	0,00	0,00	0,00	9 876,62	9 861,89	10 157,74
1.1.1 Budget Etat	9 876,62	9 861,89	10 157,74	0,00	0,00	0,00	9 876,62	9 861,89	10 157,74
1.1.2 Recettes propres (structures)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1.2 Ressources Extérieures	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2. CHARGES	9 876,62	9 861,89	10 157,74	0,00	0,00	0,00	9 876,62	9 861,89	10 157,74
2.1 Personnel	7 672,70	7 902,88	8 139,97	0,00	0,00	0,00	7 672,70	7 902,88	8 139,97
2.1.1 Solde y compris EPN	7 672,70	7 902,88	8 139,97	0,00	0,00	0,00	7 672,70	7 902,88	8 139,97
2.1.2 Contractuels hors solde	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2.2 Biens et services	1 643,79	1 693,10	1 743,89	0,00	0,00	0,00	1 643,79	1 693,10	1 743,89
2.3 Transferts et subventions	258,16	265,90	273,88	0,00	0,00	0,00	258,16	265,90	273,88
2.4 Investissement*	301,98	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	301,98	0,00	0,00
Trésor	301,98	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	301,98	0,00	0,00
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

II. PRESENTATION DES CREDITS BUDGETAIRES PAR DOTATION

II.1. Dotation 1 : Cour Suprême

II.1.1. Déclinaison de la dotation en actions

Tableau 2 : Déclinaison de la dotation en actions

DOTATION	Actions
Dotation 1 Cour Suprême	Action 1.1: Coordination et animation
	Action 1.2: Gestion des ressources humaines
	Action 1.3: Gestion des investissements

II.1.2. Financement de la dotation

Tableau 3 : Budget détaillé de la dotation

En millions de FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projection Finale		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
DOTATION 1 : COUR SUPREME									
Action 1: Coordination et animation									
S/Total action1	943,33	971,63	1 000,77	0,00	0,00	0,00	943,33	971,63	1 000,77
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Bien et service	830,24	855,15	880,80	0,00	0,00	0,00	830,24	855,15	880,80
Transfert	113,09	116,48	119,97	0,00	0,00	0,00	113,09	116,48	119,97
Investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Action 2: Gestion des ressources humaines									
S/Total action2	7 252,07	7 469,64	7 693,73	0,00	0,00	0,00	7 252,07	7 469,64	7 693,73
Personnel	7 252,07	7 469,64	7 693,73	0,00	0,00	0,00	7 252,07	7 469,64	7 693,73
Bien et service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Transfert	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

En millions de FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projection Finale		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
Action 3: Gestion des investissements									
S/Total action3	301,98	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	301,98	0,00	0,00
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Bien et service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Transfert	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissement	301,98	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	301,98	0,00	0,00
Trésor	301,98	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	301,98	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL DE LA DOTATION 1	8 497,38	8 441,26	8 694,50	0,00	0,00	0,00	8 497,38	8 441,26	8 694,50

II.2. Dotation 2 : Chambre Administrative

II.2.1. Déclinaison de la dotation en actions

Tableau 2 : Déclinaison de la dotation en actions

DOTATION	Actions
Dotation 2 : Chambre Administrative	Action 2.1: Coordination et animation
	Action 2.2: Gestion des ressources humaines

II.2.2. Financement de la dotation

Tableau 3 : Budget détaillé de la dotation

En millions de FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projection Finale		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
DOTATION 2 : CHAMBRE ADMINISTRATIVE									
Action 1: Coordination et animation									
S/Total action1	479,38	493,76	508,58	0,00	0,00	0,00	479,38	493,76	508,58
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Bien et service	400,41	412,42	424,79	0,00	0,00	0,00	400,41	412,42	424,79
Transfert	78,98	81,34	83,79	0,00	0,00	0,00	78,98	81,34	83,79
Investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Action 2: Gestion des ressources humaines									
S/Total action2	223,93	230,65	237,57	0,00	0,00	0,00	223,93	230,65	237,57
Personnel	223,93	230,65	237,57	0,00	0,00	0,00	223,93	230,65	237,57
Bien et service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Transfert	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL DE LA DOTATION 2	703,31	724,41	746,15	0,00	0,00	0,00	703,31	724,41	746,15

II.3. Dotation 3 : Conseil Supérieur de la Magistrature

II.3.1. Déclinaison de la dotation en actions

Tableau 2 : Déclinaison de la dotation en actions

DOTATION	Actions
Dotation 3 : Conseil Supérieur de la Magistrature	Action 3.1: Coordination et animation

II.3.2. Financement de la dotation

Tableau 3 : Budget détaillé de la dotation

En millions de FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projection Finale		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
DOTATION 3 : CONSEIL SUPERIEUR DE LA MAGISTRATURE									
Action 1: Coordination et animation									
S/Total action1	57,50	59,23	61,00	0,00	0,00	0,00	57,50	59,23	61,00
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Bien et service	20,00	20,60	21,22	0,00	0,00	0,00	20,00	20,60	21,22
Transfert	37,50	38,63	39,78	0,00	0,00	0,00	37,50	38,63	39,78
Investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL DE LA DOTATION 3	57,50	59,23	61,00	0,00	0,00	0,00	57,50	59,23	61,00

II.4. Dotation 4 : Chambre Judiciaire

II.4.1. Déclinaison de la dotation en actions

Tableau 2 : Déclinaison de la dotation en actions

DOTATION	Actions
Dotation 4 : Chambre Judiciaire	Action 4.1: Coordination et animation
	Action 4.2: Gestion des ressources humaines

II.4.2. Financement de la dotation

Tableau 3 : Budget détaillé de la dotation

En millions de FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projection Finale		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
DOTATION 4 : CHAMBRE JUDICIAIRE									
<u>Action 1: Coordination et animation</u>									
S/Total action1	274,79	283,03	291,52	0,00	0,00	0,00	274,79	283,03	291,52
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Bien et service	246,19	253,58	261,19	0,00	0,00	0,00	246,19	253,58	261,19
Transfert	28,59	29,45	30,33	0,00	0,00	0,00	28,59	29,45	30,33
Investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<u>Action 2: Gestion des ressources humaines</u>									
S/Total action2	196,69	202,60	208,67	0,00	0,00	0,00	196,69	202,60	208,67
Personnel	196,69	202,60	208,67	0,00	0,00	0,00	196,69	202,60	208,67
Bien et service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Transfert	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL DE LA DOTATION 4	471,48	485,63	500,20	0,00	0,00	0,00	471,48	485,63	500,20

II.5. Dotation 5 : Cour de Cassation

II.5.1. Déclinaison de la dotation en actions

Tableau 2 : Déclinaison de la dotation en actions

DOTATION	Actions
Dotation 5 : Cour de Cassation	Action 5.1: Coordination et animation

II.5.2. Financement de la dotation

Tableau 3 : Budget détaillé de la dotation

En millions de FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projection Finale		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
DOTATION 5 : COUR DE CASSATION									
Action 1: Coordination et animation									
S/Total action1	146,95	151,36	155,90	0,00	0,00	0,00	146,95	151,36	155,90
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Bien et service	146,95	151,36	155,90	0,00	0,00	0,00	146,95	151,36	155,90
Transfert	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL DE LA DOTATION 5	146,95	151,36	155,90	0,00	0,00	0,00	146,95	151,36	155,90

SECTION 68 : PARQUET GENERAL

68 : PARQUET GENERAL

I. PRESENTATION GENERALE

I.1. Missions de l'Institution

Conformément à la **loi n° 60 - 366 du 14 novembre 1960** portant code de procédure pénale, le Procureur Général représente en personne ou par ses substituts le ministère public auprès de la Cour d'Appel et auprès de la Cour d'assises instituée au siège de la Cour d'appel.

Il peut, dans les mêmes conditions, représenter le Ministère public auprès des autres Cours d'assises sur le territoire de la République de Côte d'Ivoire.

Le Procureur général est chargé de veiller à l'application de la loi pénale sur le territoire de la République de Côte d'Ivoire.

A cette fin, il lui est adressé tous les mois, par chaque Procureur de la République, un état des affaires de son ressort.

Le Procureur général a, dans l'exercice de ses fonctions, le droit de requérir directement la force publique.

Le ministre de la justice peut dénoncer au Procureur général les infractions à la loi pénale dont il a connaissance, lui enjoindre d'engager ou engager des poursuites ou de saisir la juridiction compétente de telles réquisitions écrites que le ministre juge opportunes.

Le Procureur général a autorité sur tous les officiers du ministère public du ressort de la Cour d'Appel.

A l'égard de ces magistrats, il a les mêmes prérogatives que celles reconnues au ministre de la justice.

Les officiers et agents de police judiciaire sont placés sous la surveillance du procureur général. Il peut les charger de recueillir tous renseignements qu'il estime utiles à une bonne administration de la justice.

I.2. Identification des dotations

Dotation 1 : Parquet Général

I.3. Financement global de l'Institution

Tableau 1 : Financement global de l'institution

En millions de FCFA	PROJECTIONS DE REFERENCE			MESURES NOUVELLE			PROJECTIONS FINALE		
	2019	2020	2021	2019	2020	2021	2019	2020	2021
1. RESSOURCES	968,51	997,56	1 027,49	0,00	0,00	0,00	968,51	997,56	1 027,49
1.1 Ressources Intérieures	968,51	997,56	1 027,49	0,00	0,00	0,00	968,51	997,56	1 027,49
1.1.1 Budget Etat	968,51	997,56	1 027,49	0,00	0,00	0,00	968,51	997,56	1 027,49
1.1.2 Recettes propres (structures)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1.2 Ressources Extérieures	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2. CHARGES	968,51	997,56	1 027,49	0,00	0,00	0,00	968,51	997,56	1 027,49
2.1 Personnel	415,60	428,07	440,91	0,00	0,00	0,00	415,60	428,07	440,91
2.1.1 Solde y compris EPN	415,60	428,07	440,91	0,00	0,00	0,00	415,60	428,07	440,91
2.1.2 Contractuels hors solde	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2.2 Biens et services	523,40	539,11	555,28	0,00	0,00	0,00	523,40	539,11	555,28
2.3 Transferts et subventions	29,50	30,39	31,30	0,00	0,00	0,00	29,50	30,39	31,30
2.4 Investissement*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

II. PRESENTATION DES CREDITS BUDGETAIRES PAR DOTATION

II.1. Dotation 1 : Parquet Général

II.1.1. Déclinaison de la dotation en actions

Tableau 2 : Déclinaison de la dotation en actions

DOTATION	Actions
Dotation 1 : Parquet Général	Action 1.1: Coordination et animation
	Action 1.2: Gestion des ressources humaines

II.1.2. Financement de la dotation

Tableau 3 : Budget détaillé de la dotation

En millions de FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projection Finale		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
DOTATION 1 : PARQUET GENERAL									
Action 1: Coordination et animation									
S/Total action1	552,90	569,49	586,57	0,00	0,00	0,00	552,90	569,49	586,57
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Bien et service	523,40	539,11	555,28	0,00	0,00	0,00	523,40	539,11	555,28
Transfert	29,50	30,39	31,30	0,00	0,00	0,00	29,50	30,39	31,30
Investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Action 2: Gestion des ressources humaines									
S/Total action2	415,60	428,07	440,91	0,00	0,00	0,00	415,60	428,07	440,91
Personnel	415,60	428,07	440,91	0,00	0,00	0,00	415,60	428,07	440,91
Bien et service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Transfert	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL DE LA DOTATION 1	968,51	997,56	1 027,49	0,00	0,00	0,00	968,51	997,56	1 027,49

SECTION 75 : SENAT

75 : SENAT

I. PRESENTATION GENERALE

I.1. Missions de l'Institution

Le Senat est l'une des chambres du Parlement

Aux termes de l'article 93 de la loi n°2016-688 du 08 novembre 2016 portant Constitution de la République de Côte d'Ivoire, le Parlement :

- vote la loi et consent l'impôt ;
- contrôle l'action gouvernementale et évalue les politiques publiques.

Aux termes de l'article 87 de la loi n°2016-688 du 08 novembre 2016 portant Constitution de la République de Côte d'Ivoire, le Senat assure la représentation des collectivités territoriales et des ivoiriens établis à l'étranger.

I.2. Identification des dotations

Dotation 1 : Senat

I.3. Financement global de l'Institution

Tableau 1 : Financement global de l'institution

En millions de FCFA	PROJECTIONS DE REFERENCE			MESURES NOUVELLES			PROJECTIONS FINALES		
	2019	2020	2021	2019	2020	2021	2019	2020	2021
1. RESSOURCES	6 419,12	6 611,69	6 810,05	0,00	0,00	0,00	6 419,12	6 611,69	6 810,05
1.1 Ressources Intérieures	6 419,12	6 611,69	6 810,05	0,00	0,00	0,00	6 419,12	6 611,69	6 810,05
1.1.1 Budget Etat	6 419,12	6 611,69	6 810,05	0,00	0,00	0,00	6 419,12	6 611,69	6 810,05
1.1.2 Recettes propres (structures)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1.2 Ressources Extérieures	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

En millions de FCFA	PROJECTIONS DE REFERENCE			MESURES NOUVELLES			PROJECTIONS FINALES		
	2019	2020	2021	2019	2020	2021	2019	2020	2021
2. CHARGES	6 419,12	6 611,69	6 810,05	0,00	0,00	0,00	6 419,12	6 611,69	6 810,05
2.1 Personnel	4 515,98	4 651,46	4 791,00	0,00	0,00	0,00	4 515,98	4 651,46	4 791,00
2.1.1 Solde y compris EPN	4 515,98	4 651,46	4 791,00	0,00	0,00	0,00	4 515,98	4 651,46	4 791,00
2.1.2 Contractuels hors solde	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2.2 Biens et services	1 154,04	1 188,67	1 224,33	0,00	0,00	0,00	1 154,04	1 188,67	1 224,33
2.3 Transferts et subventions	749,10	771,57	794,72	0,00	0,00	0,00	749,10	771,57	794,72
2.4 Investissement*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

II. PRESENTATION DES CREDITS BUDGETAIRES PAR DOTATION

II.1. Dotation 1 : Senat

II.1.1. Déclinaison de la dotation en actions

Tableau 2 : Déclinaison de la dotation en actions

DOTATION	Actions
Dotation 1 : Senat	Action 1.1: Coordination et animation
	Action 1.2: Gestion des ressources humaines

II.1.2. Financement de la dotation

Tableau 3 : Budget détaillé de la dotation

En millions de FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projection Finale		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
DOTATION 1 : SENAT									
Action 1: Coordination et animation									
S/Total action1	1 903,14	1 960,24	2 019,05	0,00	0,00	0,00	1 903,14	1 960,24	2 019,05
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Bien et service	1 154,04	1 188,67	1 224,33	0,00	0,00	0,00	1 154,04	1 188,67	1 224,33
Transfert	749,10	771,57	794,72	0,00	0,00	0,00	749,10	771,57	794,72
Investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Action 2: Gestion des ressources humaines									
S/Total action2	4 515,98	4 651,46	4 791,00	0,00	0,00	0,00	4 515,98	4 651,46	4 791,00
Personnel	4 515,98	4 651,46	4 791,00	0,00	0,00	0,00	4 515,98	4 651,46	4 791,00
Bien et service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Transfert	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL DE LA DOTATION 1	6 419,12	6 611,69	6 810,05	0,00	0,00	0,00	6 419,12	6 611,69	6 810,05

SECTION 76 : PARQUET GENERAL PRES COUR DES COMPTES

76 : PARQUET GENERAL PRES COUR DES COMPTES

I. PRESENTATION GENERALE

I.1. Missions de l'Institution

Aux termes des **articles 42 et 44 de la loi organique n°2015-494 du 07 juillet 2015** déterminant les attributions, la composition, l'organisation et le fonctionnement de la Cour des Comptes, le Procureur général assure les fonctions du Ministère public près la Cour des Comptes. Il assure l'administration et la discipline du Parquet général.

Le Procureur général peut requérir l'application de la loi devant toutes les chambres et en toutes matières.

Il veille à la bonne application des lois et règlements au sein de la Cour.

Il exerce les fonctions de ministère public par voie de réquisitions ou de conclusions écrites. Toutefois, il peut faire des observations orales complémentaires devant les différentes formations juridictionnelles.

Les rapports et arrêts définitifs sur les gestions patentes, les saisines pour gestion de fait ou faute de gestion et les recours en révision ou pourvois en cassation lui sont obligatoirement communiqués pour avis.

Il tient l'état des ordonnateurs et des comptables publics ainsi que celui des services de l'Etat, des collectivités locales et des entreprises ou organismes assujettis au contrôle de la Cour des Comptes.

Il défère à la Cour des Comptes les opérations présumées constitutives de gestion de fait. Il requiert l'application des amendes prévues.

Il suit, en relation avec les services habilités du Ministère en charge des Finances publiques, l'exécution des arrêts définitifs et décisions de la Cour des Comptes.

Le Procureur général exerce un contrôle sur les activités des parquets près les chambres régionales des comptes.

I.2. Identification des dotations

Dotation 1 : Parquet Général près Cour des Comptes

I.3. Financement global de l'Institution

Tableau 1 : Financement global de l'institution

En millions de FCFA	PROJECTIONS DE REFERENCE			MESURES NOUVELLES			PROJECTIONS FINALES		
	2019	2020	2021	2019	2020	2021	2019	2020	2021
1. RESSOURCES	1 098,60	1 131,55	1 165,50	0,00	0,00	0,00	1 098,60	1 131,55	1 165,50
1.1 Ressources Intérieures	1 098,60	1 131,55	1 165,50	0,00	0,00	0,00	1 098,60	1 131,55	1 165,50
1.1.1 Budget Etat	1 098,60	1 131,55	1 165,50	0,00	0,00	0,00	1 098,60	1 131,55	1 165,50
1.1.2 Recettes propres (structures)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1.2 Ressources Extérieures	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2. CHARGES	1 098,60	1 131,55	1 165,50	0,00	0,00	0,00	1 098,60	1 131,55	1 165,50
2.1 Personnel	398,60	410,55	422,87	0,00	0,00	0,00	398,60	410,55	422,87
2.1.1 Solde y compris EPN	398,60	410,55	422,87	0,00	0,00	0,00	398,60	410,55	422,87
2.1.2 Contractuels hors solde	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2.2 Biens et services	570,00	587,10	604,71	0,00	0,00	0,00	570,00	587,10	604,71
2.3 Transferts et subventions	130,00	133,90	137,92	0,00	0,00	0,00	130,00	133,90	137,92
2.4 Investissement*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

II. PRESENTATION DES CREDITS BUDGETAIRES PAR DOTATION

II.1. Dotation 1 : Parquet Général Près Cour des Comptes

II.1.1. Déclinaison de la dotation en actions

Tableau 2 : Déclinaison de la dotation en actions

DOTATION	Actions
Dotation 1 : Parquet Général Près Cour des Comptes	Action 1.1: Coordination et animation
	Action 1.2: Gestion des ressources humaines

II.1.2. Financement de la dotation

Tableau 3 : Budget détaillé de la dotation

En millions de FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projection Finale		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
DOTATION 1 : PARQUET GENERAL PRES COUR DES COMPTES									
Action 1: Coordination et animation									
S/Total action1	700,00	721,00	742,63	0,00	0,00	0,00	700,00	721,00	742,63
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Bien et service	570,00	587,10	604,71	0,00	0,00	0,00	570,00	587,10	604,71
Transfert	130,00	133,90	137,92	0,00	0,00	0,00	130,00	133,90	137,92
Investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Action 2: Gestion des ressources humaines									
S/Total action2	398,60	410,55	422,87	0,00	0,00	0,00	398,60	410,55	422,87
Personnel	398,60	410,55	422,87	0,00	0,00	0,00	398,60	410,55	422,87
Bien et service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Transfert	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL DE LA DOTATION 1	1 098,60	1 131,55	1 165,50	0,00	0,00	0,00	1 098,60	1 131,55	1 165,50

DEUXIEME PARTIE : MINISTERES

SECTION 12 : MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

I. PRESENTATION GENERALE DU MINISTERE

I.1. Situation du Secteur

I.1.1. Problèmes majeurs

- le faible dynamisme de certains secteurs porteurs de croissance ;
- la faiblesse du recouvrement des recettes non fiscales au regard du potentiel existant ;
- l'insuffisance de formation des agents par rapport à la réorganisation de la Direction de la Dette Publique et des Dons en Front -Middle-Back Office ;
- la multiplicité des comptes de l'Etat dans certaines banques commerciales, entravant ainsi la gestion efficiente de la trésorerie des Administrations Publiques ;
- les tensions de trésorerie ;
- l'absence du cadre réglementaire de tenue de la comptabilité des matières ;
- l'insuffisance du financement du PND ;
- le retard dans la mise en œuvre des réformes de finances publiques ;
- le faible niveau des crédits à long terme ;
- la faible inclusion financière ;
- la fragilité des systèmes financiers décentralisés ;
- l'insuffisance de financement de la commande publique ;
- la faible digitalisation des moyens de paiement.

I.1.2. Réponses apportées

- la conclusion de programmes économiques et financiers avec les institutions financières (FMI, BM, BAD) assortis de documents cadres (mémoire de politiques économiques) indiquant les mesures en faveur de la consolidation de la croissance ;
- la mise en œuvre du plan de renforcement des capacités de l'ensemble du personnel du Ministère de l'Economie et des Finances ;
- l'opérationnalisation du Compte Unique du Trésor en vue d'une gestion plus active de la trésorerie ;
- la prise de mesures en vue de l'apurement et de la non constitution de passifs ;
- la mise en œuvre du Schéma Directeur de Réformes des Finances Publiques 2018-2020 ;
- la poursuite de la mise en œuvre de la réforme du système financier ;
- la création et l'opérationnalisation de la Caisse des Dépôts et Consignations de Côte d'Ivoire (CDC-CI) ;
- le renforcement du suivi de la convention entre l'Etat et l'Association des Professionnels des Banques et Etablissements Financiers de Côte d'Ivoire (APBEF-CI) pour le financement de la commande publique.

I.1.3. Défis et priorités

- la mobilisation des ressources intérieures et extérieures ;
- l'optimisation de la gestion des ressources mobilisées ;
- la mise en œuvre des réformes visant à assainir la gestion des finances publiques et garantir la stabilité du cadre macroéconomique ;
- le maintien du dynamisme tiré par l'investissement public et privé, à moyen terme, pour bâtir une situation durable ;

- la mise en œuvre de la stratégie de Développement du Secteur Financier afin de répondre aux exigences de financement des activités d'un pays émergent ;
- la digitalisation des moyens de paiement et l'inclusion financière des populations ainsi que des PME / PMI.

I.2. Politique sectorielle

I.2.1. Principales orientations

- La mobilisation des financements nécessaires à l'action gouvernementale :
 - la réalisation des objectifs de mobilisation de ressources sur le marché financier et monétaire afin de procéder au paiement, à bonne date, des décomptes découlant de l'exécution des projets d'investissement ;
 - le renforcement des actions en faveur de l'amélioration de la capacité d'absorption en adossant les décaissements financiers sur les exécutions physiques des différents projets ;
- la formulation et le pilotage efficace des politiques économiques ;
- la conclusion et la mise en œuvre avec succès d'un nouveau programme économique et financier soutenu par les Institutions de Bretton Woods ;
- l'assainissement des finances publiques, la gestion de la trésorerie de façon optimale et fiable ;
- la tenue d'une comptabilité publique conforme aux meilleures pratiques et normes internationales ;
- la poursuite de la réforme du secteur financier ;
- le soutien au secteur privé, l'amélioration continue du climat des affaires et la contribution à l'intégration du marché régional.

I.2.2. Résultats stratégiques

- L'administration est moderne et performante ;
- l'écart de prévision sur le taux de croissance du PIB réel est réduit ;
- le nombre de jours de retard moyen de transmission des documents de politiques économiques nationales et communautaires est réduit ;
- les documents produits sont diffusés ;
- les objectifs de mobilisation des recettes assignés sont atteints ;
- les objectifs d'apurement de la dette fournisseur sont atteints ;
- le nombre de structures ayant des irrégularités majeures est réduit ;
- les objectifs de remboursement de la dette publique sont réalisés.

I.3. Missions du ministère

Le Ministre de l'Economie et des Finances (MEF) assure la mise en œuvre de la politique du Gouvernement en matière économique, financière et monétaire.

A ce titre, et en liaison avec les départements ministériels concernés, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

I.3.1. En matière économique :

- gestion macroéconomique et libéralisation de l'économie ;
- suivi et gestion des dimensions économiques de l'intégration ;
- suivi des relations avec les organismes bilatéraux et multilatéraux de financement, en liaison avec le Ministre chargé du Budget et Portefeuille de l'Etat ;
- participation au développement de l'action économique extérieure et promotion des intérêts économiques de la Côte d'Ivoire dans le monde, en liaison avec les Ministres chargés des Affaires Etrangères et du Commerce.

I.3.2. En matière financière :

- gestion de la liquidation des banques et des établissements financiers, en liaison avec le Ministre chargé du Budget et du Portefeuille de l'Etat, et gestion de la liquidation des biens immobiliers, en liaison avec le Ministre chargé de la Construction ;
- organisation et contrôle de la comptabilité publique et du trésor ;
- contrôle de la comptabilité matières de l'ensemble de l'Administration ;
- représentation de l'Etat dans les Conseils d'administration des banques et des établissements financiers, en liaison avec le Ministre chargé du Budget et du Portefeuille de l'Etat et les Ministères de tutelle technique ;
- représentation de l'Etat dans les Assemblées générales constitutives et Assemblées générales des banques et des établissements financiers ;
- participation à la gestion de la liquidation des Etablissements Publics Nationaux, des Sociétés d'Etat et des Sociétés à Participation Financière Publique, en liaison avec le Ministre chargé du Budget et du Portefeuille de l'Etat, et participation à la gestion de la liquidation des biens immobiliers, en liaison avec le Ministre chargé de la Construction ;
- gestion de la dette publique intérieure et extérieure ;
- négociation et signature des accords et conventions à caractère économique et financier, notamment ceux concernant tous les concours financiers extérieurs, les contrats de prêts, les emprunts et les conventions à paiement différé contractés par l'Etat, les collectivités décentralisées, les Etablissements Publics Nationaux et les Sociétés d'Etat, en liaison avec le Ministre chargé du Budget et du Portefeuille de l'Etat ;
- participation à la gestion du patrimoine immobilier de l'Etat à l'étranger, en liaison avec les Ministres chargés des Affaires Etrangères, de la Construction et du Budget.

I.3.3. En matière monétaire :

- élaboration et application de la réglementation relative aux organismes publics et privés intervenant dans les domaines de la monnaie, du crédit, des opérations boursières, des changes, des assurances et suivi de l'application des règles d'organisation et des orientations édictées en ces domaines ;
- suivi des relations avec les institutions d'émission monétaire ;
- suivi des relations avec les organismes bilatéraux et multilatéraux à caractère monétaire ;
- représentation et défense des intérêts de l'Etat de Côte d'Ivoire dans les structures et organisations à caractère monétaire.

I.4. Identification des programmes

- Programme 1 : Administration Générale ;
- Programme 2 : Gestion macroéconomique et politique économique et financière ;
- Programme 3 : Trésor et Comptabilité publique ;
- Dotations : Charges financières de la dette publique

II. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DEPENSES -PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (DPPD-PAP)

II.1. Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses (DPPD)

II.1.1. Répartition des structures dans les programmes

Tableau 1 : Cartographie administrative des programmes

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET REGIONAUX	ORGANISME SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 1 : Administration Générale	Cabinet, CRSGFP, CPIA, CPIF, QQSF-CI, Comité de Suivi de l'Initiative « Compact with Africa » du G20, CMEF, COMOREX, Service Courrier (Cabinet MEF), Service Communication (Cabinet MEF), Service de la planification et du suivi-évaluation (Cabinet MEF), ABR, CSPPBM, Cellule de coordination et de suivi des projets de la zone Asie, Comité de coordination PLBC-FTPADM, Cellule de suivi du fonds d'études, CSFRIF, DAFP, CPMP/MEF, DDAP, DRH, DRH/ Institut des Finances, ONCE, APIF, CDC-CI	<ul style="list-style-type: none"> - Commission Nationale Fonds Environnement Mondial - Fonds de Garantie Automobile (FGA) 	<ul style="list-style-type: none"> - Projet Migration logiciel GESPERS vers ORACLE - Programme de Développement du Secteur Financier (PDSFI) - Appui CCCCI-UE - Don de Gouvernance et Développement Institutionnel (DGDII) - Fonds d'études - Restructuration des banques et établissements financiers - Projet d'appui à la gestion économique et financière (PAGEF) - Projet de construction de l'Institut des Finances 	<ul style="list-style-type: none"> - Contribution au financement du programme 4 de l'AFRITAC de l'ouest - PGEDS (Programme de Gouvernance Economique et de Délivrance des Services de Base au Citoyens)
Programme 2 : Gestion macroéconomique et politique économique et financière	DGE, DPPSE, DPCEI, DESDP, DAFER, SRHMG, SIM, SCD, SQN, SAJRE, SSDSPP, COMDEF, CTSPEF, CACE, CIC		<ul style="list-style-type: none"> - Projet de développement du secteur privé - Aménagement et équipement des services de la Promotion Economique Extérieure 	
Programme 3 : Trésor et Comptabilité publique	DGTCP, IGT, ACCC, AJT, ACCT, DECFINEX, DRH, DFSPS, RGF, DA, PGT, DDPD, PGE, DCP, PGSP, ACCD, DCSSPEF, PGI, DRSSFD, DCRP, DEMO, DMG, DF, DDA, DSI, DQN, PGDP, PGA, IRT, Trésoreries Générales, Paieries de District, Paieries de Région, Paieries à l'Etranger, Trésoreries Principales, Trésoreries, Agences Comptables auprès des EPN, Agences Comptables des projets, COSTEIF, CNDP, CNM	Cellule Nationale de Traitement des Informations Financières (CENTIF)	<ul style="list-style-type: none"> - Réhabilitation immeuble ex-BCEAO - Construction de 22 postes comptables - Mise en place du Compte Unique du Trésor 	

II.1.2. Performance globale du ministère

Tableau 2 : Performance du ministère

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESULTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODES DE CALCUL / SOURCES DE COLLECTE
OG 1 : Optimiser la gouvernance de l'administration économique et financière	RS 1.1 : l'Administration est moderne et performante	IP 1.1.1 : Taux d'exécution du budget du Ministère	Budget exécuté / crédits autorisés du budget actuel Source : DAF
		IP 1.1.2 : Taux de réalisation des activités du Ministère	Nombre d'activités planifiées et réalisées / nombre total d'activités planifiées Source : Cabinet
OG 2 : moderniser le pilotage de la politique économique de la Côte d'Ivoire.	RS 2.1 : l'écart de prévision sur le taux de croissance du PIB réel est réduit	IP 2.1.1 : Ecart de prévision sur le taux de croissance du PIB réel	Ecart entre l'estimation officielle du PIB réel de l'année (n) effectuée en mars (n+1) et la prévision officielle du PIB de l'année n ayant servi à l'élaboration du budget de l'année (n). Source : le cadrage macroéconomique de mars (n+1) et le Rapport Economique et Financier (REF) accompagnant le budget de l'année (n) / DGE
	RS 2.2 : le Nombre de jours de retard moyen de transmission des documents de politiques économiques nationales et communautaires est réduit	IP 2.2.1 : Nombre de jours de retard moyen de transmission des documents de politiques nationales et communautaires (REF, Rapport du PPC, Rapport de la surveillance multilatérale, Rapport de suivi de l'exécution des projets communautaires)	Dénombrement Source : DGE
	RS 2.3 : les documents produits sont diffusés	IP 2.3.1 : Taux moyen de diffusion des productions spécialisées dans les délais	Nombre de documents diffusés / nombre de documents produits Source : DGE
OG 3 : Gérer les ressources publiques et superviser le secteur financier	RS 3.1 : les objectifs de mobilisation des recettes assignés sont atteints	IP 3.1.1 : Taux de mobilisation des ressources publiques	Montant des recettes mobilisées / montant des recettes prévues Source : Balance Générale des Comptes du Trésor Compte de résultat
	RS 3.2 : les objectifs d'apurement de la dette fournisseur sont atteints	IP 3.2.1 : Variation nette des exigibles	Différence entre la dette flottante accumulée à l'année n (en cours) et les paiements effectués / la dette flottante de l'année n-1 (Accumulation – Réduction) Source : Situation consolidée des restes à payer du Trésor
	RS 3.3 : le nombre de structures ayant des irrégularités majeures est réduit	IP 3.3.1 : Proportion de structures ayant des irrégularités majeures (manquement aux dispositions du Code CIMA, production tardive des états financiers pour les banques, absence d'agrément de certains Systèmes Financiers Décentralisés (SFD), le non-respect des ratios prudentiels, etc.)	Nombre de structures ayant des irrégularités majeures / Nombre total de structures identifiées Source : Rapport annuel du Trésor Public
	RS 3.4 : les objectifs de remboursement de la dette publique sont réalisés	IP 3.4.1 : Taux de remboursement du service de la dette	Service payé / service dû Source : Situation détaillée de la dette (MAD : Matrice d'Analyse de la Dette) / DDPD

II.1.3. Financement global du ministère

Tableau 3 : Financement global

En million FCFA	PROJECTIONS DE REFERENCE			MESURES NOUVELLES			PROJECTIONS FINALES		
	2019	2020	2021	2019	2020	2021	2019	2020	2021
1. RESSOURCES	71 663,74	68 266,40	61 873,44	0,00	0,00	0,00	71 663,74	68 266,40	61 873,44
1.1 Ressources Intérieures	67 962,60	68 266,40	61 873,44	0,00	0,00	0,00	67 962,60	68 266,40	61 873,44
1.1.1 Budget Etat	67 962,60	68 266,40	61 873,44	0,00	0,00	0,00	67 962,60	68 266,40	61 873,44
1.1.2 Recettes propres (structures)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1.2 Ressources Extérieures	3 701,14	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 701,14	0,00	0,00
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	3 701,14	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 701,14	0,00	0,00
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2. CHARGES	71 663,74	68 266,40	61 873,44	0,00	0,00	0,00	71 663,74	68 266,40	61 873,44
2.1 Personnel	17 550,48	18 077,00	18 619,31	0,00	0,00	0,00	17 550,48	18 077,00	18 619,31
2.1.1 Solde y compris EPN	17 550,48	18 077,00	18 619,31	0,00	0,00	0,00	17 550,48	18 077,00	18 619,31
2.1.2 Contractuels hors solde	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2.2 Biens et services	11 882,44	12 238,91	12 606,08	0,00	0,00	0,00	11 882,44	12 238,91	12 606,08
2.3 Transferts et subventions	16 438,63	16 931,79	4 136,05	0,00	0,00	0,00	16 438,63	16 931,79	4 136,05
2.4 Investissements*	25 792,19	21 018,70	26 512,00	0,00	0,00	0,00	25 792,19	21 018,70	26 512,00
Trésor	22 091,05	21 018,70	26 512,00	0,00	0,00	0,00	22 091,05	21 018,70	26 512,00
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	3 701,14	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 701,14	0,00	0,00

II.2. Projets Annuels de Performance (PAP) par programme

II.2.1. Programme 1 : Administration Générale

II.2.1.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 1 : Administration générale	Action 1.1 : Coordination et animation du ministère
	Action 1.2 : Information et communication
	Action 1.3 : Gestion des ressources humaines, financières et matérielles

II.2.1.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 1 : Administration Générale						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2017	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2019	2020	2021	
OS 1 : améliorer la coordination des activités du Ministère	Nombre de réunions de coordination réalisées	2	2	2	2	Dénombrement Source : Comptes rendu de réunions de coordination / Cabinet
	Taux de réalisation des activités du Plan d'Actions Opérationnelles (PAO) du Ministère	84,70%	100%	100%	100%	Nombre d'activités planifiées et réalisées / Nombre total d'activités planifiées Source : Rapports d'activités
	Taux de couverture médiatique des activités du Ministère	N/D	100%	100%	100%	Nombre de passages dans les médias / Nombre de passages prévus Source : Rapport du service communication
OS.2 : assurer une gestion optimale des ressources humaines, matérielles et financières du Ministère	Taux de satisfaction des besoins en matériel exprimés	N/D	55%	60%	65%	Nombre de besoins en matériel satisfaits / Nombre de besoins en matériel exprimé Source : Enquête de satisfaction
	Taux de réalisation des activités socioculturelles du MEF	0%	80%	100%	100%	Nombre d'activités socioculturelles réalisées / Nombre d'activités socioculturelles, planifiées Source : Rapport d'activités / DRH
OS .3 : améliorer la planification, le suivi-évaluation des activités et la production des statistiques	Nombre de documents de planification et de suivi élaborés et transmis dans les délais	3	4	4	4	Dénombrement Source : Plan d'Actions Prioritaires (PAP), DPPD-PAP, RAP, PTA
	Nombre de rapports d'activités du Service Suivi-Evaluation réalisées	0	2	2	2	Dénombrement Source : Service de la planification et du suivi-évaluation (Cabinet MEF)

II.2.1.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

En million FCFA		Projections		
		2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GENERALE		66 534,91	57 803,79	50 784,87
	Personnel	17 550,48	18 077,00	18 619,31
	Biens et services	7 775,03	8 008,28	8 248,53
	Transferts	16 217,00	16 703,51	3 900,92
	Investissements	24 992,40	15 015,00	20 016,10
	Trésor	21 291,26	15 015,00	20 016,10
	Financement extérieur (Dons/Emprunts)	3 701,14	0,00	0,00

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GENERALE									
Action 1: Coordination et animation									
S/Total action1	16 283,68	16 664,61	3 860,86	0,00	0,00	0,00	16 283,68	16 664,61	3 860,86
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	2 416,85	2 489,35	2 564,03	0,00	0,00	0,00	2 416,85	2 489,35	2 564,03
Transferts	13 762,38	14 175,26	1 296,83	0,00	0,00	0,00	13 762,38	14 175,26	1 296,83
Investissements	104,45	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	104,45	0,00	0,00
Trésor	104,45	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	104,45	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Bien et service	2 416,85	2 489,35	2 564,03	0,00	0,00	0,00	2 416,85	2 489,35	2 564,03
Activité 1101 : Coordonner les activités du Ministère	82,00	84,46	86,99	0,00	0,00	0,00	82,00	84,46	86,99
Activité 1102 : Gérer les dépenses centralisées - CABINET - MEF	1 234,56	1 271,60	1 309,75	0,00	0,00	0,00	1 234,56	1 271,60	1 309,75
Activité 1103 : Animer le Comité de Gestion du Plan d'Actions Stratégique	64,00	65,92	67,90	0,00	0,00	0,00	64,00	65,92	67,90

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GENERALE									
Activité 1104 : Animer la Cellule de Coordination et de Suivi des Projets de la Zone Asie	66,41	68,40	70,46	0,00	0,00	0,00	66,41	68,40	70,46
Activité 1105 : Animer la Cellule de Suivi du Portefeuille des Projets de la Banque Mondiale	53,62	55,23	56,89	0,00	0,00	0,00	53,62	55,23	56,89
Activité 1106: Animer le Comité Country Policy and Institutionnal Assessment (CPIA)	10,00	10,30	10,61	0,00	0,00	0,00	10,00	10,30	10,61
Activité 1107 : Animer le Comité de Suivi de l'Initiative "Compact with Africa" du G20	10,00	10,30	10,61	0,00	0,00	0,00	10,00	10,30	10,61
Activité 1108: Animer le Comité Monétaire, Economique et Financier (CMEF)	10,00	10,30	10,61	0,00	0,00	0,00	10,00	10,30	10,61
Activité 1109 : Animer la Cellule de Suivi de l'Appui Budgétaire régional (ABR)	33,37	34,37	35,40	0,00	0,00	0,00	33,37	34,37	35,40
Activité 1110 : Prendre en charge les dépenses d'entretien de la Résidence du Ministre chargé de l'Economie et des Finances	4,00	4,12	4,24	0,00	0,00	0,00	4,00	4,12	4,24
Activité 1111 : Animer le Comité de Mobilisation des Ressources Extérieures (COMOREX)	3,08	3,17	3,27	0,00	0,00	0,00	3,08	3,17	3,27
Activité 1112: Animer le Comité Revue Système de Gestion des Finances Publiques (PEMFAR)	2,55	2,63	2,71	0,00	0,00	0,00	2,55	2,63	2,71
Activité 1113 : Animer la Cellule de Suivi du Fonds d'Etudes	53,01	54,60	56,24	0,00	0,00	0,00	53,01	54,60	56,24
Activité 1114 : Mettre en œuvre le Programme de Développement du Secteur Financier (OQSF)	240,91	248,14	255,58	0,00	0,00	0,00	240,91	248,14	255,58
Activité 1115 : Coordonner les Politiques de Lutte contre le Blanchiment des Capitaux, le Financement du Terrorisme et de la Prolifération des Armes de Destruction Massive (PLBC-FTPADM)	124,33	128,06	131,90	0,00	0,00	0,00	124,33	128,06	131,90
Activité 1121 : Prendre en charge les conférences et missions hors CI - M E F	425,00	437,75	450,88	0,00	0,00	0,00	425,00	437,75	450,88
Transfert et Subvention	13 762,38	14 175,26	1 296,83	0,00	0,00	0,00	13 762,38	14 175,26	1 296,83
Activité 1116: Animer le Secrétariat Exécutif du Comité de Concertation Etat-Secteur Privé (SE-CCESP)	523,22	538,91	555,08	0,00	0,00	0,00	523,22	538,91	555,08
Activité 1117 : Animer la Commission Nationale pour Fonds Environnement Mondial (CNFEM)	116,05	119,54	123,12	0,00	0,00	0,00	116,05	119,54	123,12
Activité 1118 : Animer la Cellule Nationale Traitement des Informations Financières	583,11	600,61	618,62	0,00	0,00	0,00	583,11	600,61	618,62
Activité 1123 : Gérer le Programme d'investissement FIMR	12 540,00	12 916,20	0,00	0,00	0,00	0,00	12 540,00	12 916,20	0,00
Investissement	104,45	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	104,45	0,00	0,00
Trésor	104,45	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	104,45	0,00	0,00
Activité 1119: Mettre en œuvre le Programme de Développement du Secteur Financier (PDSFI)	104,45	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	104,45	0,00	0,00

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GENERALE									
Action 2: Information et communication									
S/Total action2	97,85	100,79	103,81	0,00	0,00	0,00	97,85	100,79	103,81
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	97,85	100,79	103,81	0,00	0,00	0,00	97,85	100,79	103,81
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	97,85	100,79	103,81	0,00	0,00	0,00	97,85	100,79	103,81
Activité 1201 : Réaliser les activités de documentation et d'archivage	33,40	34,40	35,43	0,00	0,00	0,00	33,40	34,40	35,43
Activité 1202 : Mettre en œuvre le plan de communication du Ministère	2,50	2,58	2,65	0,00	0,00	0,00	2,50	2,58	2,65
Activité 1203 : Gérer le courrier du Ministère	20,35	20,96	21,59	0,00	0,00	0,00	20,35	20,96	21,59
Activité 1204 : Animer le service informatique de la DAFP	41,60	42,85	44,13	0,00	0,00	0,00	41,60	42,85	44,13
Action 3 : Gestion des ressources humaines, financières et matérielles									
S/Total action3	50 153,38	41 038,39	46 820,20	0,00	0,00	0,00	50 153,38	41 038,39	46 820,20
Personnel	17 550,48	18 077,00	18 619,31	0,00	0,00	0,00	17 550,48	18 077,00	18 619,31
Biens et services	5 260,33	5 418,14	5 580,69	0,00	0,00	0,00	5 260,33	5 418,14	5 580,69
Transferts	2 454,61	2 528,25	2 604,10	0,00	0,00	0,00	2 454,61	2 528,25	2 604,10
Investissements	24 887,95	15 015,00	20 016,10	0,00	0,00	0,00	24 887,95	15 015,00	20 016,10
Trésor	21 186,81	15 015,00	20 016,10	0,00	0,00	0,00	21 186,81	15 015,00	20 016,10
Financement extérieur	3 701,14	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 701,14	0,00	0,00
Personnel	17 550,48	18 077,00	18 619,31	0,00	0,00	0,00	17 550,48	18 077,00	18 619,31
Activité 1301: Prendre en charge les salaires des personnels en centrale	17 550,48	18 077,00	18 619,31	0,00	0,00	0,00	17 550,48	18 077,00	18 619,31
Biens et services	5 260,33	5 418,14	5 580,69	0,00	0,00	0,00	5 260,33	5 418,14	5 580,69
Activité 1302 : Prendre en charge le personnel sous-contrat et les décisionnaires (MPMEF/ Suivi PADESFI)	22,93	23,62	24,33	0,00	0,00	0,00	22,93	23,62	24,33
Activité 1303 : Gérer les Immeubles du Stade I & II	716,63	738,13	760,27	0,00	0,00	0,00	716,63	738,13	760,27

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GENERALE									
Activité 1304 : Prendre en charge les autres primes et indemnités (dont indemnités de correction) (DRH/ Institut des Finances)	135,30	139,36	143,54	0,00	0,00	0,00	135,30	139,36	143,54
Activité 1305 : Suivre l'exécution du budget et tenir la comptabilité budgétaire du Ministère	143,01	147,30	151,72	0,00	0,00	0,00	143,01	147,30	151,72
Activité 1306 : Gérer les dépenses centralisées - DAFP	302,91	312,00	321,36	0,00	0,00	0,00	302,91	312,00	321,36
Activité 1307 : Elaborer, suivre et évaluer la mise en œuvre du DPPD - PAP	80,71	83,13	85,63	0,00	0,00	0,00	80,71	83,13	85,63
Activité 1308 : Réaliser les transferts pour le compte du Fonds de Garantie des Emprunts du Conseil de l'Entente	442,24	455,51	469,18	0,00	0,00	0,00	442,24	455,51	469,18
Activité 1309 : Réaliser les transferts pour le compte de l'Institut africain de Dévpt Economique et de Planification (IDEP)	23,56	24,26	24,99	0,00	0,00	0,00	23,56	24,26	24,99
Activité 1310 : Gérer le Fonds de Garantie Automobile	100,00	103,00	106,09	0,00	0,00	0,00	100,00	103,00	106,09
Activité 1311 : Animer la Cellule de Passation de Marchés Publics/MEF	10,15	10,45	10,77	0,00	0,00	0,00	10,15	10,45	10,77
Activité 1312 : Animer la Cellule Gestion des Conventions d'Assistance Technique BNETD	35,15	36,21	37,29	0,00	0,00	0,00	35,15	36,21	37,29
Activité 1313 : Prendre en charge les contributions de la Côte d'Ivoire à la Fondation pour Renforcement des Capacités en Afrique (ACBF/Trust-Fund)	180,00	185,40	190,96	0,00	0,00	0,00	180,00	185,40	190,96
Activité 1314 : Prendre en charge les dépenses de la REGIE/Convention BNETD MPMEF	198,00	203,94	210,06	0,00	0,00	0,00	198,00	203,94	210,06
Activité 1315 : Prendre en charge les contributions de la Côte d'Ivoire au Fonds Mondial pour l'Environnement	2 700,00	2 781,00	2 864,43	0,00	0,00	0,00	2 700,00	2 781,00	2 864,43
Activité 1316 : Prendre en charge les dépenses relatives au Séminaires et Conférence en CI (MEF-DAFP)	50,00	51,50	53,05	0,00	0,00	0,00	50,00	51,50	53,05
Activité 1317 : Gérer les ressources humaines	81,75	84,20	86,73	0,00	0,00	0,00	81,75	84,20	86,73
Activité 1318 : Renforcer les capacités des agents du ministère	28,00	28,84	29,71	0,00	0,00	0,00	28,00	28,84	29,71
Activité 1319 : Favoriser l'amélioration de l'environnement du travail	10,00	10,30	10,61	0,00	0,00	0,00	10,00	10,30	10,61
Transfert et Subvention	2 454,61	2 528,25	2 604,10	0,00	0,00	0,00	2 454,61	2 528,25	2 604,10
Activité 1320 : Réaliser les transferts pour le compte de la Convention d'Assistance Technique MEF/SNDI	180,60	186,02	191,60	0,00	0,00	0,00	180,60	186,02	191,60
Activité 1321 : Prendre en charge la subvention au profit de la Cellule de Coordination de la Coopération Côte d'Ivoire-Union Européenne	525,09	540,84	557,07	0,00	0,00	0,00	525,09	540,84	557,07
Activité 1322 : Réaliser les transferts pour le compte de la Bourse de Sous -Traitance	257,17	264,88	272,83	0,00	0,00	0,00	257,17	264,88	272,83
Activité 1323 : Réaliser les transferts pour le compte du Syndic Copropriété Immeuble SCIAM	913,30	940,69	968,91	0,00	0,00	0,00	913,30	940,69	968,91
Activité 1324 : Prendre en charge la rémunération des experts de la Convention BNETD MEF	549,66	566,15	583,13	0,00	0,00	0,00	549,66	566,15	583,13

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GENERALE									
Activité 1325 : Prendre en charge la subvention d'équilibre - Personnel (Commission Interministérielle Informatique)	28,80	29,66	30,55	0,00	0,00	0,00	28,80	29,66	30,55
Investissement	24 887,95	15 015,00	20 016,10	0,00	0,00	0,00	24 887,95	15 015,00	20 016,10
Trésor	21 186,81	15 015,00	20 016,10	0,00	0,00	0,00	21 186,81	15 015,00	20 016,10
Activité 1326 : Apporter un Appui à la cellule de Coordination de la coopération Côte d'Ivoire -Union Européenne;	279,64	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	279,64	0,00	0,00
Activité 1327 : Gérer le Fonds Spécial dédié aux Etudes (Fonds d'Etudes)	15 000,00	15 000,00	20 000,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00	15 000,00	20 000,00
Activité 1328 : Coordonner le projet Don de Gouvernance & Développement Institutionnel (DGDI)	101,67	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	101,67	0,00	0,00
Activité 1329 : Coordonner le Projet Migration logiciel GESPERS vers ORACLE/SNDI (licence et maintenance)	15,52	15,00	16,10	0,00	0,00	0,00	15,52	15,00	16,10
Activité 1330 : Coordonner le Projet de Restructuration banques et établissements financiers	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00	0,00
Activité 1331 : Projet d'Appui à la Gestion Economique et Financière/PAGEF	250,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	250,00	0,00	0,00
Activité 1333 : Projet de construction de l'Institut des Finances (IDF)	25,58	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	25,58	0,00	0,00
Activité 1334 : Mettre en œuvre des reformes du Doing Business	481,05	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	481,05	0,00	0,00
Activité 1335: Apporter un appui au développement institutionnel du Secteur Privé (PASP)	33,35	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	33,35	0,00	0,00
Investissements	3 701,14	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 701,14	0,00	0,00
Activité 1331 : Projet d'Appui à la Gestion Economique et Financière/PAGEF	3 701,14	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 701,14	0,00	0,00
TOTAL DU PROGRAMME 1	66 534,91	57 803,79	50 784,87	0,00	0,00	0,00	66 534,91	57 803,79	50 784,87

II.2.2. Programme 2 : Gestion Macroéconomique et Politique Economique et Financière

II.2.2.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 2 : Gestion macroéconomique et politique économique et financière	Action 2.1 : Pilotage du programme
	Action 2.2 : Développement du secteur privé et de l'entrepreneuriat public
	Action 2.3 : Coopération économique internationale et intégration économique régionale
	Action 2.4 : Politique économique et financière

II.2.2.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 2 : Gestion macroéconomique et Pilotage de la politique économique et financière						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2017	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2019	2020	2021	
OS 1 : renforcer le dispositif d'élaboration et de pilotage de la politique économique de la Côte d'Ivoire	Nombre de rapport d'étape de mise en œuvre des politiques économiques et financières élaborés et transmis dans les délais	2	2	2	2	Dénombrement Source : Rapports d'étape et les dates de transmission / DGE
	Proportion de modèles fonctionnels	1/5	3/5	4/5	5/5	Nombre de modèles fonctionnels / Nombre de modèles développés Source : Modèles et manuels d'utilisation / DGE
	Nombre de rapports d'études d'impact de politiques économiques produits et transmis dans les délais	2	2	2	3	Dénombrement Sources : Rapports et les dates de transmission / DGE
OS 2 : promouvoir le développement de la coopération économique régionale et internationale	Nombre de SPEE créés	2	2	3	4	Dénombrement Source : Rapport d'implantation des SPEE
	Proportion de SPEE fonctionnels	100%	100%	100%	100%	Nombre de SPEE fonctionnels / Nombre de SPEE créés Source : Rapport d'activités
	Retard moyen de transmission des documents communautaires (Rapport sur la surveillance multilatérale ; Rapport sur l'exécution des projets communautaires, Rapport du programme Pluriannuel de Convergence) / (UEMOA - CEDEAO)	30 jours	24 jours	21 jours	20 jours	Dénombrement Source : DGE / DAFER

II.2.2.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

En million FCFA		Projections		
		2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 2 : GESTION MACROECONOMIQUE ET POLITIQUE ECONOMIQUE ET FINANCIERE		1 499,74	1 846,26	1 969,28
	Personnel	0,00	0,00	0,00
	Biens et services	1 483,06	1 527,56	1 573,38
	Transferts	0,00	0,00	0,00
	Investissements	16,68	318,70	395,90
	Trésor	16,68	318,70	395,90
	Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0,00	0,00	0,00

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 2 : GESTION MACROECONOMIQUE ET POLITIQUE ECONOMIQUE ET FINANCIERE									
Action 1: Pilotage du programme									
S/Total action1	907,00	934,21	962,24	0,00	0,00	0,00	907,00	934,21	962,24
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	907,00	934,21	962,24	0,00	0,00	0,00	907,00	934,21	962,24
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	907,00	934,21	962,24	0,00	0,00	0,00	907,00	934,21	962,24
<u>Activité 2101</u> : Coordonner les activités de réforme des Finances Publiques	30,00	30,90	31,83	0,00	0,00	0,00	30,00	30,90	31,83
<u>Activité 2102</u> : Coordonner les activités du Programme	94,51	97,35	100,27	0,00	0,00	0,00	94,51	97,35	100,27
<u>Activité 2103</u> : Gérer les dépenses centralisées - DGE	25,08	25,83	26,60	0,00	0,00	0,00	25,08	25,83	26,60
<u>Activité 2104</u> : Apporter un appui à la DGE	14,59	15,02	15,47	0,00	0,00	0,00	14,59	15,02	15,47
<u>Activité 2105</u> : Gérer l'immeuble ALLIANCE et BELIER	441,74	454,99	468,64	0,00	0,00	0,00	441,74	454,99	468,64
<u>Activité 2106</u> : Gérer le personnel de la DGE	190,04	195,74	201,62	0,00	0,00	0,00	190,04	195,74	201,62
<u>Activité 2107</u> : Améliorer la gestion administrative et financière du Programme	50,00	51,50	53,05	0,00	0,00	0,00	50,00	51,50	53,05
<u>Activité 2108</u> : Implémenter un système de management de la qualité dans tous les services de la DGE	16,04	16,53	17,02	0,00	0,00	0,00	16,04	16,53	17,02
<u>Activité 2109</u> : Améliorer la politique de communication et d'archivage de la DGE	20,00	20,60	21,22	0,00	0,00	0,00	20,00	20,60	21,22
<u>Activité 2111</u> : Animer le service des Affaires Juridiques et de la réglementation/DGE	10,00	10,30	10,61	0,00	0,00	0,00	10,00	10,30	10,61
<u>Activité 2112</u> : Service Informatique et maintenance/DGE	15,00	15,45	15,91	0,00	0,00	0,00	15,00	15,45	15,91

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 2 : GESTION MACROECONOMIQUE ET POLITIQUE ECONOMIQUE ET FINANCIERE									
Action 2: Développement du secteur privé et de l'entrepreneuriat public									
S/Total action2	161,09	165,92	170,90	0,00	0,00	0,00	161,09	165,92	170,90
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	161,09	165,92	170,90	0,00	0,00	0,00	161,09	165,92	170,90
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	161,09	165,92	170,90	0,00	0,00	0,00	161,09	165,92	170,90
Activité 2201: Coordonner les activités de Soutien au développement du secteur privé et contribution à l'orientation des politiques économiques (Suivi la mise en œuvre des réformes liées à l'amélioration du climat des affaires, Production et diffusion de	42,00	43,26	44,56	0,00	0,00	0,00	42,00	43,26	44,56
Activité 2202: Coordonner les activités de suivi des sociétés du portefeuille de l'Etat, des EPN, des banques et des entreprises publiques	10,00	10,30	10,61	0,00	0,00	0,00	10,00	10,30	10,61
Activité 2205: Suivre la compétitivité des Entreprises	109,09	112,36	115,73	0,00	0,00	0,00	109,09	112,36	115,73
Action 3 : Coopération économiques internationales et intégration économique régionale									
S/Total action3	151,97	458,05	539,43	0,00	0,00	0,00	151,97	458,05	539,43
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	135,29	139,35	143,53	0,00	0,00	0,00	135,29	139,35	143,53
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	16,68	318,70	395,90	0,00	0,00	0,00	16,68	318,70	395,90
Trésor	16,68	318,70	395,90	0,00	0,00	0,00	16,68	318,70	395,90
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	135,29	139,35	143,53	0,00	0,00	0,00	135,29	139,35	143,53
Activité 2301 : Promouvoir la coopération économique internationale	40,00	41,20	42,44	0,00	0,00	0,00	40,00	41,20	42,44

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 2 : GESTION MACROECONOMIQUE ET POLITIQUE ECONOMIQUE ET FINANCIERE									
Activité 2302 : Coordonner les activités de renforcement de l'intégration économique régionale	26,67	27,47	28,29	0,00	0,00	0,00	26,67	27,47	28,29
Activité 2303 : Gérer les Projets de renforcement de l'intégration économique régionale	15,00	15,45	15,91	0,00	0,00	0,00	15,00	15,45	15,91
Activité 2305 : Suivre le Financement et les Relations avec les Institutions Financières	53,62	55,23	56,89	0,00	0,00	0,00	53,62	55,23	56,89
Investissements	16,68	318,70	395,90	0,00	0,00	0,00	16,68	318,70	395,90
Trésor	16,68	318,70	395,90	0,00	0,00	0,00	16,68	318,70	395,90
Activité 2304: Aménager et équiper les SPEE	16,68	318,70	395,90	0,00	0,00	0,00	16,68	318,70	395,90
Action 4: Politiques économiques et financières									
S/Total action1	279,68	288,07	296,71	0,00	0,00	0,00	279,68	288,07	296,71
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	279,68	288,07	296,71	0,00	0,00	0,00	279,68	288,07	296,71
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	279,68	288,07	296,71	0,00	0,00	0,00	279,68	288,07	296,71
Activité 2401: Animer la DCPE/Suivi Prog Economique et Financier (Cellule Technique)	173,52	178,73	184,09	0,00	0,00	0,00	173,52	178,73	184,09
Activité 2402: Coordonner les activités d'Elaboration du cadre macroéconomique (Secteur réel, TOFE, balance des paiements prévisionnelle) et de suivi de la conjoncture économique	27,79	28,63	29,48	0,00	0,00	0,00	27,79	28,63	29,48
Activité 2403: Gérer les dépenses centralisées - DPPSE	10,91	11,24	11,57	0,00	0,00	0,00	10,91	11,24	11,57
Activité 2404: Gérer la base de données des statistiques économiques et financières	57,46	59,18	60,96	0,00	0,00	0,00	57,46	59,18	60,96
Activité 2405: Animer le service informatique de la DPPSE	10,00	10,30	10,61	0,00	0,00	0,00	10,00	10,30	10,61
TOTAL DU PROGRAMME 2	1 499,74	1 846,26	1 969,28	0,00	0,00	0,00	1 499,74	1 846,26	1 969,28

II.2.3. Programme 3: Trésor et Comptabilité Publique

II.2.3.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 3 : Trésor et Comptabilité Publique	Action 3.1 : Pilotage du Programme
	Action 3.2 : Mobilisation des recettes publiques
	Action 3.3 : Gestion de l'endettement et des dons
	Action 3.4 : Exécution efficace des dépenses publiques
	Action 3.5 : Réglementation et suivi de la comptabilité publique
	Action 3.6 Gestion des contentieux de l'Etat
	Action 3.7 Réglementation et surveillance du secteur financier et des relations financières avec l'Etranger
	Action 3.8 : Réalisation des études, collecte et production des données statistiques économiques et financières
	Action 3.9 : Gestion efficiente des ressources du programme

II.2.3.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 3 : Trésor et Comptabilité Publique						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2017	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2019	2020	2021	
OS 1 : mobiliser les Ressources, exécuter les dépenses et tenir la comptabilité publique	Taux de mobilisation des recettes publiques assignées au Trésor (fiscales, non fiscales, dons.)	100%	100%	100%	100%	Montant des recettes mobilisées / Montant des recettes prévues Source : Balance Générale des Comptes du Trésor/compte de résultat
	Délais de production du Compte Général de l'Administration des Finances (CGAF) en année n+1	12 mois	8 mois	6 mois	6 mois	Dénombrement Source : DGTCP
	Variation nette des exigibles	-76,2	-25	-25	-25	Différence entre la dette flottante accumulée à l'année n (en cours) et les paiements effectués sur la dette flottante de l'année n-1 (Accumulation – Réduction) Source : Situation consolidée des restes à payer du Trésor
	Taux de remboursement du service de la dette publique	100%	100%	100%	100%	Service payé / Service dû Source : Situation détaillée de la dette (MAD : Matrice d'Analyse de la Dette) / DDPD
	Taux de décaissement en matière de condamnations pécuniaires de l'Etat	30%	25%	20%	10%	Montant décaissé par l'Etat / Montant réclamé par les plaignants Source : Rapport d'activités / AJT
OS 2 : réglementer, surveiller le secteur financier et améliorer le système d'information financière	Proportion de banques et établissements financiers ayant des irrégularités majeures	20%	10%	5%	5%	Nombre de banques et établissements financiers avec des irrégularités majeures / nombre total de banques et établissements financiers Source : Rapport d'activités / Direction des Assurances
	Proportion de compagnies d'assurance ayant des irrégularités majeures	25%	15%	10%	10%	Nombre de compagnies d'assurance présentant des irrégularités majeures / Nombre total de compagnies d'assurance Source : Rapport d'activités / Direction des Assurances
	Proportion des systèmes financiers décentralisés ayant des irrégularités majeures	60%	30%	20%	20%	Nombre des systèmes financiers décentralisés présentant des irrégularités majeures / Nombre total systèmes financiers décentralisés Source : Rapport d'activités
	Taux d'exécution des programmes de contrôle et d'inspection des structures (assurances, banques, microfinance, etc.)	60%	80%	90%	95%	Nombre de missions réalisées / Nombre de missions prévues Source : Rapports d'activité. / Inspection Générale du Trésor
OS 3 : assurer la gouvernance du programme	Taux de satisfaction en besoin du personnel	50%	85%	90%	90%	Nombre de besoins satisfaits / Nombre de besoins exprimés Source : Rapport d'enquête / DRH
	Taux de déploiement du SMQ	75%	90%	95%	100%	Nombre d'actions mises en œuvre / Nombre d'actions prévues Source : Rapport d'activités / DQN
	Taux de réalisation du plan de formation	75%	85%	90%	95%	Nombre de formations réalisées / Nombre de formations planifiées Source : Rapport d'activités / DF

II.2.3.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

En million FCFA		Projections		
		2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 3 : TRESOR ET COMPTABILITE PUBLIQUE		3 629,09	8 616,35	9 119,29
Personnel		0,00	0,00	0,00
Biens et services		2 624,34	2 703,07	2 784,16
Transferts		221,63	228,28	235,13
Investissements		783,11	5 685,00	6 100,00
Trésor		783,11	5 685,00	6 100,00
Financement extérieur (Dons/Emprunts)		0,00	0,00	0,00

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 3 : TRESOR ET COMPTABILITE PUBLIQUE									
Action 1: Pilotage du programme									
S/Total action1	1 694,07	6 623,28	7 066,43	0,00	0,00	0,00	1 694,07	6 623,28	7 066,43
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	869,85	895,95	922,83	0,00	0,00	0,00	869,85	895,95	922,83
Transferts	41,10	42,34	43,61	0,00	0,00	0,00	41,10	42,34	43,61
Investissements	783,11	5 685,00	6 100,00	0,00	0,00	0,00	783,11	5 685,00	6 100,00
Trésor	783,11	5 685,00	6 100,00	0,00	0,00	0,00	783,11	5 685,00	6 100,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	869,85	895,95	922,83	0,00	0,00	0,00	869,85	895,95	922,83
Activité 3101 : Coordonner les activités de la Direction Générale	55,28	56,94	58,64	0,00	0,00	0,00	55,28	56,94	58,64
Activité 3102 : Coordonner les activités de l'Inspection Générale du Trésor	9,35	9,64	9,92	0,00	0,00	0,00	9,35	9,64	9,92
Activité 3103 : Animer les Inspections Régionales du Trésor	29,19	30,07	30,97	0,00	0,00	0,00	29,19	30,07	30,97
Activité 3104 : Animer les Trésoreries Générales	161,08	165,91	170,89	0,00	0,00	0,00	161,08	165,91	170,89
Activité 3105 : Animer les Paieries de Région	45,24	46,60	48,00	0,00	0,00	0,00	45,24	46,60	48,00
Activité 3106 : Animer les Paieries de District	4,30	4,43	4,57	0,00	0,00	0,00	4,30	4,43	4,57
Activité 3107 : Animer les Trésoreries Principales	31,88	32,83	33,82	0,00	0,00	0,00	31,88	32,83	33,82

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 3 : TRESOR ET COMPTABILITE PUBLIQUE									
Activité 3108 : Animer les Trésoreries	47,37	48,79	50,25	0,00	0,00	0,00	47,37	48,79	50,25
Activité 3109 : Animer les Antennes régionales de l'AJT	14,60	15,03	15,48	0,00	0,00	0,00	14,60	15,03	15,48
Activité 3110 : Animer l'Agence Principale ACCD d'Abidjan	3,05	3,14	3,23	0,00	0,00	0,00	3,05	3,14	3,23
Activité 3111 : Animer les Agences ACCD	23,26	23,95	24,67	0,00	0,00	0,00	23,26	23,95	24,67
Activité 3112 : Coordonner les activités de l'Observatoire de l'Ethique et de la Déontologie du Trésor Public	3,34	3,44	3,54	0,00	0,00	0,00	3,34	3,44	3,54
Activité 3113 : Gérer les Comptes de dépôt-Trésor (ACCD)	309,78	319,07	328,64	0,00	0,00	0,00	309,78	319,07	328,64
Activité 3114 : Coordonner les activités du Cadre Permanent de Concertation Etat/APBEF-CI	2,00	2,06	2,12	0,00	0,00	0,00	2,00	2,06	2,12
Activité 3115 : Coordonner les activités du Comité National de Suivi du Rapatriement des Recettes d'Exportation (CNSRRE)	21,20	21,84	22,49	0,00	0,00	0,00	21,20	21,84	22,49
Activité 3116 : Coordonner les activités du Comité de la Balance des Paiements	4,64	4,78	4,92	0,00	0,00	0,00	4,64	4,78	4,92
Activité 3117 : Coordonner les activités de la Commission Nationale de Microfinances	79,47	81,86	84,31	0,00	0,00	0,00	79,47	81,86	84,31
Activité 3118 : Coordonner les activités du Comité de Promotion de la Bancaïrisation et des Moyens de Paiements (COSMOPA)	13,60	14,01	14,43	0,00	0,00	0,00	13,60	14,01	14,43
Activité 3119 : Coordonner les activités du Groupe de Travail Flux capitaux privés	6,07	6,25	6,44	0,00	0,00	0,00	6,07	6,25	6,44
Activité 3120 : Coordonner les activités de réforme des Finances Publiques	1,00	1,03	1,06	0,00	0,00	0,00	1,00	1,03	1,06
Activité 3121 : Animer la Banque Interne du Trésor	4,16	4,28	4,41	0,00	0,00	0,00	4,16	4,28	4,41
Transferts	41,10	42,34	43,61	0,00	0,00	0,00	41,10	42,34	43,61
Activité 3122 : Conduire les missions d'inspection des Postes Comptables	2,50	2,57	2,65	0,00	0,00	0,00	2,50	2,57	2,65
Activité 3123 : Conduire les missions d'inspection des Missions Diplomatiques et Consulaires	38,61	39,77	40,96	0,00	0,00	0,00	38,61	39,77	40,96
Investissements	783,11	5 685,00	6 100,00	0,00	0,00	0,00	783,11	5 685,00	6 100,00
Trésor	783,11	5 685,00	6 100,00	0,00	0,00	0,00	783,11	5 685,00	6 100,00
Activité 3124 : Projet de mise en place du compte unique du Trésor	150,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	150,50	0,00	0,00
Activité 3125 : Projet de Construction de 22 Postes comptables	331,61	3 685,00	3 600,00	0,00	0,00	0,00	331,61	3 685,00	3 600,00
Activité 3126 : Projet de Réhabilitation Immeuble Ex-BCEAO	301,00	2 000,00	2 500,00	0,00	0,00	0,00	301,00	2 000,00	2 500,00
Action 2: Mobilisation des recettes publiques									
S/Total action2	15,28	15,74	16,21	0,00	0,00	0,00	15,28	15,74	16,21
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	15,28	15,74	16,21	0,00	0,00	0,00	15,28	15,74	16,21
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 3 : TRESOR ET COMPTABILITE PUBLIQUE									
Biens et services	15,28	15,74	16,21	0,00	0,00	0,00	15,28	15,74	16,21
Activité 3201: Recouvrer les recettes fiscales et non fiscales	3,17	3,26	3,36	0,00	0,00	0,00	3,17	3,26	3,36
Activité 3202: Recouvrer les créances contentieuses	3,19	3,28	3,38	0,00	0,00	0,00	3,19	3,28	3,38
Activité 3203: Gérer le trop perçus	8,93	9,20	9,47	0,00	0,00	0,00	8,93	9,20	9,47
Action 3 : Gestion de l'endettement et des dons									
S/Total action3	625,08	643,83	663,15	0,00	0,00	0,00	625,08	643,83	663,15
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	625,08	643,83	663,15	0,00	0,00	0,00	625,08	643,83	663,15
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	625,08	643,83	663,15	0,00	0,00	0,00	625,08	643,83	663,15
Activité 3301 : Gérer la dette publique et des dons	616,97	635,47	654,54	0,00	0,00	0,00	616,97	635,47	654,54
Activité 3302: Encaisser les dons, fonds d'emprunts et régler la dette publique	8,12	8,36	8,61	0,00	0,00	0,00	8,12	8,36	8,61
Action 4 : Exécution efficace des dépenses publiques									
S/Total action4	116,70	120,20	123,80	0,00	0,00	0,00	116,70	120,20	123,80
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	58,44	60,19	61,99	0,00	0,00	0,00	58,44	60,19	61,99
Transferts	58,26	60,01	61,81	0,00	0,00	0,00	58,26	60,01	61,81
Investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	58,44	60,19	61,99	0,00	0,00	0,00	58,44	60,19	61,99
Activité 3401 : Animer le Comité National de la Dette Publique (CNDP)	22,12	22,78	23,46	0,00	0,00	0,00	22,12	22,78	23,46
Activité 3402: Animer la paierie générale du trésor	10,41	10,72	11,04	0,00	0,00	0,00	10,41	10,72	11,04
Activité 3403 : Animer la Paierie Générale des Armées	3,47	3,58	3,68	0,00	0,00	0,00	3,47	3,58	3,68

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 3 : TRESOR ET COMPTABILITE PUBLIQUE									
Activité 3404: Animer la Paierie Générale des Institutions	4,61	4,74	4,89	0,00	0,00	0,00	4,61	4,74	4,89
Activité 3406: Animer la Paierie Générale du Secteur Parapublic	3,48	3,59	3,70	0,00	0,00	0,00	3,48	3,59	3,70
Activité 3407: Apporter un appui aux payeurs à l'étranger (TGE)	3,08	3,17	3,26	0,00	0,00	0,00	3,08	3,17	3,26
Activité 3408: Animer l'Agence Comptable Centrale du Trésor (ACCT)	11,27	11,61	11,96	0,00	0,00	0,00	11,27	11,61	11,96
Transferts	58,26	60,01	61,81	0,00	0,00	0,00	58,26	60,01	61,81
Activité 3409: Assister les pairies à l'Etranger (TGE)	34,80	35,85	36,92	0,00	0,00	0,00	34,80	35,85	36,92
Activité 3410: Prendre en charge les Missions de Contrôle et de Certification des Paieries à l'Etranger (ACCT)	23,46	24,16	24,89	0,00	0,00	0,00	23,46	24,16	24,89
Action 5 : Réglementation et suivi de la comptabilité publique									
S/Total action5	174,79	180,03	185,43	0,00	0,00	0,00	174,79	180,03	185,43
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	174,79	180,03	185,43	0,00	0,00	0,00	174,79	180,03	185,43
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	174,79	180,03	185,43	0,00	0,00	0,00	174,79	180,03	185,43
Activité 3501 : Animer le Conseil National de la Comptabilité	163,27	168,17	173,21	0,00	0,00	0,00	163,27	168,17	173,21
Activité 3502: Réglementer la comptabilité de l'Etat, des Etablissements Publics Nationaux et des Collectivités Territoriales	3,48	3,58	3,69	0,00	0,00	0,00	3,48	3,58	3,69
Activité 3503 : Animer le Comité de réforme de la comptabilité publique	8,04	8,28	8,53	0,00	0,00	0,00	8,04	8,28	8,53
Action 6 : Gestion des contentieux de l'Etat									
S/Total action6	3,72	3,83	3,95	0,00	0,00	0,00	3,72	3,83	3,95
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	3,72	3,83	3,95	0,00	0,00	0,00	3,72	3,83	3,95
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 3 : TRESOR ET COMPTABILITE PUBLIQUE									
Biens et services	3,72	3,83	3,95	0,00	0,00	0,00	3,72	3,83	3,95
Activité 3601 : Gérer les contentieux judiciaires et administratifs	0,64	0,66	0,68	0,00	0,00	0,00	0,64	0,66	0,68
Activité 3602: Animer le conseil juridique de l'Etat	3,08	3,17	3,26	0,00	0,00	0,00	3,08	3,17	3,26
Action 7 : Règlementation et surveillance du secteur financier et des relations financières avec l'Etranger									
S/Total action7	119,06	122,63	126,31	0,00	0,00	0,00	119,06	122,63	126,31
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	9,97	10,27	10,58	0,00	0,00	0,00	9,97	10,27	10,58
Transferts	109,09	112,36	115,73	0,00	0,00	0,00	109,09	112,36	115,73
Investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	9,97	10,27	10,58	0,00	0,00	0,00	9,97	10,27	10,58
Activité 3701 : Concevoir et veiller à l'application de la réglementation relative aux Systèmes Financiers Décentralisés	3,31	3,41	3,52	0,00	0,00	0,00	3,31	3,41	3,52
Activité 3703 : Concevoir et veiller à l'application de la réglementation applicable en matière d'assurance	3,34	3,44	3,54	0,00	0,00	0,00	3,34	3,44	3,54
Activité 3704: Elaborer et veiller à l'application de la réglementation des banques et établissements financiers et superviser les relations financières extérieures	3,32	3,42	3,52	0,00	0,00	0,00	3,32	3,42	3,52
Transferts	109,09	112,36	115,73	0,00	0,00	0,00	109,09	112,36	115,73
Activité 3705 : Gérer l'agence pour l'Inclusion Financière (APIF)	109,09	112,36	115,73	0,00	0,00	0,00	109,09	112,36	115,73
Action 8 : Réalisation des études, collecte et production des données statistiques économiques et financières									
S/Total action8	12,09	12,45	12,83	0,00	0,00	0,00	12,09	12,45	12,83
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	12,09	12,45	12,83	0,00	0,00	0,00	12,09	12,45	12,83
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	12,09	12,45	12,83	0,00	0,00	0,00	12,09	12,45	12,83
Activité 3801 : Animer la Direction des Etudes, Méthodes et Organisation	5,65	5,82	5,99	0,00	0,00	0,00	5,65	5,82	5,99
Activité 3803 : Animer la Direction du Financement et du Suivi des Politiques Sectorielles	3,03	3,12	3,21	0,00	0,00	0,00	3,03	3,12	3,21
Activité 3804: Animer la Direction de la Coordination Statistique et du Suivi du Programme Economique et Financier	3,42	3,52	3,63	0,00	0,00	0,00	3,42	3,52	3,63

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 3 : TRESOR ET COMPTABILITE PUBLIQUE									
Action 9 : Gestion efficiente des ressources du programme 3									
S/Total action 9	868,30	894,34	921,18	0,00	0,00	0,00	868,30	894,34	921,18
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	855,12	880,77	907,20	0,00	0,00	0,00	855,12	880,77	907,20
Transferts	13,18	13,57	13,98	0,00	0,00	0,00	13,18	13,57	13,98
Investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	855,12	880,77	907,20	0,00	0,00	0,00	855,12	880,77	907,20
Activité 3901 : Gérer les Moyens Généraux	20,31	20,92	21,55	0,00	0,00	0,00	20,31	20,92	21,55
Activité 3902: Assurer la gestion des ressources humaines	2,73	2,82	2,90	0,00	0,00	0,00	2,73	2,82	2,90
Activité 3903 : Gérer les Carnets d'Amendes Forfaitaires	54,09	55,71	57,38	0,00	0,00	0,00	54,09	55,71	57,38
Activité 3904: Renforcer les capacités des agents	4,69	4,83	4,98	0,00	0,00	0,00	4,69	4,83	4,98
Activité 3905 : Gérer le Centre de Formation du Trésor et de Documentation	46,11	47,49	48,92	0,00	0,00	0,00	46,11	47,49	48,92
Activité 3906: Planifier, mettre en œuvre et évaluer le système de management de la qualité	7,05	7,26	7,48	0,00	0,00	0,00	7,05	7,26	7,48
Activité 3907 : Gérer les ressources de la réforme comptabilité Publique - ASTER-TRESOR	109,14	112,41	115,78	0,00	0,00	0,00	109,14	112,41	115,78
Activité 3908: Animer la Direction de la Communication et des Relations Publiques	3,10	3,20	3,29	0,00	0,00	0,00	3,10	3,20	3,29
Activité 3909: Gérer les Gestion des Dépenses Centralisées -Direction des Systèmes d'Information	36,20	37,29	38,41	0,00	0,00	0,00	36,20	37,29	38,41
Activité 3910 : Animer la Direction de la Communication et des Relations Publiques	30,06	30,96	31,89	0,00	0,00	0,00	30,06	30,96	31,89
Activité 3911: Gérer les Gestion des Dépenses Centralisées -DGCP	456,59	470,28	484,39	0,00	0,00	0,00	456,59	470,28	484,39
Activité 3912 : Appuyer les Régies Financières	80,30	82,71	85,19	0,00	0,00	0,00	80,30	82,71	85,19
Activité 3913: Gérer la documentation et les archives	4,74	4,89	5,03	0,00	0,00	0,00	4,74	4,89	5,03
Transferts	13,18	13,57	13,98	0,00	0,00	0,00	13,18	13,57	13,98
Activité 3914: Gérer les ressources de la réforme comptabilité Publique - ASTER-SNDI	13,18	13,57	13,98	0,00	0,00	0,00	13,18	13,57	13,98
TOTAL DU PROGRAMME 3	3 629,09	8 616,35	9 119,29	0,00	0,00	0,00	3 629,09	8 616,35	9 119,29

II. 2.4. Dotations : Charges financières de la dette publique

II. 2.4.1 .Cartographie

Dotations	Dette intérieure
	Dette extérieure

II. 2.4.2. Financement des dotations

Tableau 3 : Financement global des dotations

	BUDGET ACTUEL	PROJECTIONS DE REFERENCE				MESURES NOUVELLES			PROJECTIONS FINALES		
	2018	2019	2020	2021	2019	2020	2021	2019	2020	2021	
1. RESSOURCES	1 547 278,00	1 821 447,10	1 876 609,71	1 931 193,28	0,00	0,00	0,00	1 821 447,10	1 876 609,71	1 931 193,28	
1.1 Ressources Intérieures	1 547 278,00	1 821 447,10	1 876 609,71	1 931 193,28	0,00	0,00	0,00	1 821 447,10	1 876 609,71	1 931 193,28	
1.1.1 Budget Etat	1 547 278,00	1 821 447,10	1 876 609,71	1 931 193,28	0,00	0,00	0,00	1 821 447,10	1 876 609,71	1 931 193,28	
1.1.2 Recettes propres (structures)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
1.2 Ressources Extérieures	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
2. CHARGES	1 547 278,00	1 821 447,10	1 876 609,71	1 931 193,28	0,00	0,00	0,00	1 821 447,10	1 876 609,71	1 931 193,28	
2.1 Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
2.1.1 Solde y compris EPN	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
2.1.2 Contractuels hors solde	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
2.2 Biens et services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
2.3 Transferts et subventions	1 547 278,00	1 821 447,10	1 876 609,71	1 931 193,28	0,00	0,00	0,00	1 821 447,10	1 876 609,71	1 931 193,28	
2.4 Investissement*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	

II. 2.4.3. Déclinaison de la dotation en actions

Tableau 2 : Déclinaison de la dotation en actions

DOTATION	Actions
Dotation 1 : Charges financières de la dette publique	Action 1.1: Coordination et animation
	Action 1.2: Gestion des ressources humaines

II. 2.4.4. Financement de la dotation

Tableau 7 : Budget détaillé de la dotation

	BUDGET ACTUEL 2018	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projection Finale		
		2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
DOTATION 1 : CHARGE FINANCIERE DE LA DETTE PUBLIQUE										
Action 1: Dette intérieure										
S/Total action1	918 980,40	1 062 354,22	1 094 744,04	1 125 871,64	0,00	0,00	0,00	1 062 354,22	1 094 744,04	1 125 871,64
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Bien et service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Transfert	918 980,40	1 062 354,22	1 094 744,04	1 125 871,64	0,00	0,00	0,00	1 062 354,22	1 094 744,04	1 125 871,64
Investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Action 2: Dette extérieure										
S/Total action2	628 297,59	759 092,88	781 865,67	805 321,64	0,00	0,00	0,00	759 092,88	781 865,67	805 321,64
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Bien et service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Transfert	628 297,59	759 092,88	781 865,67	805 321,64	0,00	0,00	0,00	759 092,88	781 865,67	805 321,64
Investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL DE LA DOTATION 1	1 547 278,00	1 821 447,10	1 876 609,71	1 931 193,28	0,00	0,00	0,00	1 821 447,10	1 876 609,71	1 931 193,28

SECTION 14 : MINISTERE DU PETROLE, DE L'ENERGIE ET DES ENERGIES RENOUVELABLES

I. PRESENTATION GENERALE DU MINISTERE

I.1. Situation du Secteur

I.1.1. Problèmes majeurs

- la baisse de la production liée à la déplétion naturelle des champs et les grèves du personnel;
- l'insuffisance des textes réglementaires et lois relatifs au secteur ;
- la faible capacité de stockage du gaz butane ;
- l'engorgement du dépôt de TPAV par les camions de l'hinterland ;
- les difficultés d'accostage des navires pétroliers au niveau des quais pétroliers ;
- la vétusté des équipements et la saturation des ouvrages du réseau électrique ;
- la fraude dans le secteur de l'électricité ;
- la dominance thermique du mix énergétique;
- le faible taux d'électrification en milieu rural et en zone périurbaine.

I.1.2. Réponses apportées

- l'adoption d'un nouveau contrat type de Partage de Production ;
- la réalisation des puits d'injections pour l'augmentation de la production des champs déplétés ;
- l'augmentation des capacités de stockage en gaz butane avec la construction du centre emplisseur de la société ORY ;
- le transfert de l'export terre à Yamoussoukro pour désengorger le dépôt TPAV ;
- le déplacement des quais pétroliers sur la rive EST du canal de Vridi ;
- la réalisation du barrage hydroélectrique de Soubré ;
- la mise en service de la centrale d'AZITO III ;
- la mise en œuvre de la deuxième tranche de la centrale CIPREL 4 ;
- la mise en œuvre de la centrale thermique de Bassam ;
- la mise en œuvre de plusieurs projets de Petite Centrale Hydroélectrique (PCHE), de biomasse et de centrale solaire ;
- la mise en œuvre du Programme National de Distribution de Lampes Basse Consommation (PNDLBC) ;
- le suivi des facturations des bâtiments publics ;
- l'installation des batteries de condensateurs dans les bâtiments publics ayant un mauvais facteur de puissance;
- les audits énergétiques des bâtiments publics les plus énergivores ;
- la mise en œuvre du Programme National d'Electrification Rurale (PRONER) ;
- la mise en œuvre du Programme Electricité Pour Tous (PEPT) ;
- L'adoption d'un nouveau code de l'Electricité.

I.1.3. Défis et priorités

- l'amélioration de la gouvernance dans le secteur ;
- la valorisation des potentiels pétroliers et gaziers ;

- la distribution de l'énergie de qualité et à moindre coût aux populations ;
- le développement de la recherche et de la production pétrolière.

I.2. Politique sectorielle

I.2.1. Principales orientations

- la satisfaction de la demande en produits pétroliers des pays du golfe de Guinée en faisant de la Côte d'Ivoire le « Hub Pétrolier Régional » ;
- l'adéquation de l'offre et de la demande d'électricité afin de favoriser la croissance industrielle et répondre à l'aspiration des populations au mieux-être ;
- la satisfaction des besoins nationaux et régionaux en produits pétroliers et gaziers ;
- la distribution d'une énergie abondante, de qualité et à moindre coût aux populations.

I.2.2. Résultats stratégiques

- la recherche et la production pétrolière sont accrues ;
- la disponibilité des produits pétroliers est assurée ;
- la gouvernance du secteur de l'énergie est améliorée ;
- les populations bénéficient de services énergétiques de qualité.

I.3. Missions du ministère

Le Ministre du Pétrole, de l'Energie et des Energies Renouvelables est chargé de la mise en œuvre et du suivi de la politique du Gouvernement en matière de Pétrole, de l'Energie et des Energies Renouvelables. A ce titre, et en liaison avec les différents départements ministériels concernés, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

I.3.1. En matière de Pétrole et d'Energie

- planification et mise en œuvre des projets en vue d'assurer l'équilibre de l'offre et de la demande en Pétrole et en énergie ;
- sécurisation des approvisionnements de la Côte d'Ivoire en pétrole brut, gaz naturel, produits pétroliers et en énergie ;
- contribution à la création des conditions de l'équilibre financier et du développement des capacités d'investissement dans le secteur de l'énergie ;
- utilisation rationnelle et durable des ressources énergétiques ;
- promotion, orientation, réglementation, coordination et contrôle des activités de recherche, d'extraction et de production, d'exportation et d'importation du pétrole brut, de gaz naturel et des autres hydrocarbures, du charbon, de la tourbe ainsi que toutes formes d'énergies fossiles ;
- développement de la transformation des hydrocarbures et produits connexes en produits finis et semi - finis ;
- participation à l'élaboration des normes et spécifications techniques relatives aux équipements et matériels utilisés dans les domaines du pétrole et de l'énergie ;
- élaboration et gestion des normes et spécifications des produits pétroliers, contrôle de la qualité de ces produits et lutte contre la fraude sur lesdits produits ;
- mise en place d'un cadre institutionnel et légal pour renforcer la compétitivité et la concurrence en vue du développement des secteurs du pétrole et de l'énergie ;
- réglementation et contrôle de la constitution et de la gestion des stocks de sécurité des produits pétroliers ;
- collecte et diffusion de la documentation scientifique et technique relative aux secteurs du pétrole et de l'énergie en Côte d'Ivoire et dans le monde ;
- mise en œuvre et suivi d'un programme de couverture totale du territoire national en électricité, notamment le programme de couverture totale du territoire national en électricité, notamment le programme national d'électrification rurale, dénommé PRONER ;
- intensification des actions de mise en œuvre et de suivi de programmes énergétiques conventionnels ou non en faveur du monde rural, en liaison avec le Ministre chargé de l'Agriculture ;
- réglementation, contrôle et orientation de la production, du transport et de la distribution des énergies conventionnelles ;
- développement des ressources humaines dans les secteurs du pétrole et de l'énergie ;
- promotion et sensibilisation à l'utilisation du gaz butane et du gaz naturel comme source d'énergie domestique ;

- suivi des programmes de lutte contre la fraude dans les secteurs du pétrole et de l'énergie ;
- promotion d'une politique d'économie de l'énergie au niveau national et en particulier dans les services publics ;
- mise en œuvre et suivi de la politique du Gouvernement en matière d'économie d'énergie, en liaison notamment avec les Ministres chargés de l'Environnement, de l'Agriculture et des Eaux et Forêts ;
- promotion de la coopération internationale en matière d'interconnexions de réseaux électriques et les échanges d'expériences ;
- suivi-évaluation des conventions et contrats dans les secteurs du pétrole et de l'énergie.

I.3.2. En matière d'Energies Renouvelables

- préparation, incitation, promotion, mise en œuvre et suivi de la politique du Gouvernement en matière d'énergies renouvelables, en liaison avec les Ministres chargés du Développement Durable, de l'Environnement et des Eaux et Forêts ;
- orientation, réglementation et contrôle de la production, du transport et de la distribution des énergies nouvelles et renouvelables ;
- maîtrise d'ouvrage, conception et suivi de la réalisation des infrastructures de production, transport et distribution d'énergie de source renouvelable ;
- élaboration des plans et programmes de développement des énergies alternatives propres à procurer à l'économie nationale une réduction substantielle du poids des énergies conventionnelles ;
- veille technologique et valorisation des acquis scientifiques et choix technologique en adéquation avec les sources d'énergies renouvelables, notamment solaire, hydraulique, éolienne, biomasse ;
- participation à l'élaboration des normes et spécifications techniques relatives aux équipements et matériels utilisés dans les domaines des énergies renouvelables.

I.4. Identification des programmes

- Programme 1 : Administration Générale ;
- Programme 2 : Hydrocarbures ;
- Programme 3 : Energie.

II. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DEPENSES -PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (DPPD-PAP)

II.1. Document de programmation pluriannuelle des dépenses (DPPD)

II.1.1. Répartition des structures dans les programmes

Tableau 1 : Cartographie administrative des programmes

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET REGIONAUX	ORGANISMES SOUS TUTELLE	PROJETS PIP*	PROJETS HORS PIP*
Programme 1 Administration Générale	Cabinet, SG, IG, DAAF, DPS, DRH, CPMP, CN-ITIE, SCD, DR (10), DD(12)		- Projet d'Informatisation du Ministère du Pétrole, de l'Energie et du Développement des Energies Renouvelables - Mise en œuvre des activités du Doing Business MPEDER	-
Programme 2 : Hydrocarbures	DGH, DEPH, DARD, DSRH, LH, SESES	SIR, PETROCI, SMB, GESTOCI	- Equipement du Laboratoire d'analyse des produits pétroliers de la DGH	- Construction du dépôt pétrolier de Ferkessédougou - Exploration de blocs pétroliers et gaziers Ivoiriens (CI 100, 101, 103, 202,205, 206, 500, 501, 502, 504, 508, 509, 513, 514, 515, 516, 520, 523,524) et du bloc 50 du sultanat d'Oman - Construction du pipeline Abidjan-Ferkessédougou

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET REGIONAUX	ORGANISMES SOUS TUTELLE	PROJETS PIP*	PROJETS HORS PIP*
				<ul style="list-style-type: none"> - Construction du dépôt pétrolier de San Pedro - Construction du Gazoduc Abidjan-Takoradi - Augmentation de la capacité de stockage du dépôt pétrolier d'Abidjan - Sécurisation de l'approvisionnement en gaz naturel de la Côte d'Ivoire : Construction du Gazoduc Est et Installation d'une Unité Flottante de Stockage et de Regazéification - Gazoduc Est et Installation d'une Unité Flottante de Stockage et de Regazéification - Construction de sphères, centres emplisseurs et d'une ligne 12" de butane.
Programme 3 : Energie	DGE, DER, DENR, DSRE :	CI-ENERGIES, ANARE,	<p>Appui aux Branchements électriques sociaux</p> <p>Projet de transport et d'accès à l'électricité</p> <p>Projet d'accès à l'électricité</p> <p>Projet Développement et Réhabilitation Réseaux électriques en CI (CNEEC/SINOMAC)</p> <p>Projet ENERGOS 1</p> <p>Interconnexion des réseaux électriques Côte d'Ivoire/Mali</p> <p>Projet de renforcement des réseaux de Transport et Distribution (PRETD)</p> <p>Programme National d'Electrification Rurale (PRONER)</p> <p>Programme d'Electrification pour Tous (PEPT)</p> <p>Aménagement hydroélectrique de Gribo-Popoli</p> <p>Projets ENERGOS 2</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Organe de supervision Ayamé 1 et 2 - Poste 225/33 kV de PK24 (Akoupé Zeudji) - Fourniture et installation de 14 Transformateurs avec les cellules et câbles - Poste 225/20-15kV Bingerville - Poste 225/20-15kV Bassam 2 - Ligne 225kV de Laboa-Boundiali-Ferké - Création de 135 Postes Préfabriqués H59 - Création de 16 Départs au Poste de Djibi Purado Zanzan - Création de 6 Départs au Poste de PK24 (Akoupé Zeudji) - Création de 09 Départs au Poste de Bassam 2 - Electrification de 40 Localités (CLSG) - Programme National Electrification Rurale BAD (252 Localités) - Programme d'Urgence (PURADO) Electrification 81 Localités - Poste 225/20-15kV ANANI - Création de 10 Départs au Poste d'ANANI - Projet complémentaire BOAD - Construction du Poste 90/33/15kV d'Adzopé - Projet de renforcement des capacités en Transport et Distribution d'Energie Electrique de Côte d'Ivoire - Projet de Réhabilitation des capacités en Transport de Buyo et de renforcement des réseaux de Distribution - Centrale Thermique de Songon - Réseau d'Evacuation associé à la Centrale de Songon - Centrale Thermique de CIPREL Phase 5 - Centrale Thermique d'AZITO Phase 4 - Barrage Singrobo-Ahouaty (44MW) Bandama - Centrale à charbon – S.Energies (350MWx2) Broto - Réseau d'Evacuation associé à la Centrale de Broto Korhogo Solaire 25MWc par Reça - Projet de Centrales à Biomasse 46MW par Biokala - Tayaboui (100MW) sur le Sassandra et Gao (74MW) sur le Bafing (Platinum Power) - Centrales à Charbon – Taqa (350MWx2) - Centrale Solaire 50MWc par Canadian Solaire

II.1.2. Performance globale du ministère

Tableau 2 : Performance du ministère

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESULTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODES DE CALCUL / SOURCES DE COLLECTE
OG 1 : Valoriser les potentiels pétroliers et gaziers	RS 1 : la recherche et la production pétrolière sont accrues	IP 1.1 : Nombre de demandes de permis de recherche IP 1.2 : Nombre de permis de recherche octroyés	Dénombrement Source : Rapport DGH
	RS 2 : la disponibilité des produits pétroliers est assurée	IP 2.1 : Taux de couverture nationale en produits pétroliers	Volume des besoins nationaux satisfaits /Volume total des besoins en produits pétroliers Source : Rapport DGH
OG 2 : Fournir aux populations de l'énergie de qualité et à moindre coût	RS 3 : la gouvernance du secteur de l'énergie est améliorée ;	IP 3.1 : Taux de satisfaction en matière de gestion de l'énergie	Volume des besoins nationaux satisfaits /Volume total des besoins en énergie Source : Rapport DGE
	RS 4 : les populations bénéficient de services énergétiques de qualité.	IP 4.1 : Taux de satisfaction des usagers	Enquête d'opinions Source : Rapport DGE

II.1.3. Financement global du ministère

Tableau 3 : Financement global

En million FCFA	PROJECTIONS DE REFERENCE			MESURES NOUVELLES			PROJECTIONS FINALES		
	2019	2020	2021	2019	2020	2021	2019	2020	2021
1. RESSOURCES	382 989,67	294 448,16	256 820,87	0,00	0,00	0,00	382 989,67	294 448,16	256 820,87
1.1 Ressources Intérieures	101 754,82	163 161,16	244 344,37	0,00	0,00	0,00	101 754,82	163 161,16	244 344,37
1.1.1 Budget Etat	101 754,82	163 161,16	244 344,37	0,00	0,00	0,00	101 754,82	163 161,16	244 344,37
1.1.2 Recettes propres (structures)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1.2 Ressources Extérieures	281 234,86	131 287,00	12 476,50	0,00	0,00	0,00	281 234,86	131 287,00	12 476,50
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	281 234,86	131 287,00	12 476,50	0,00	0,00	0,00	281 234,86	131 287,00	12 476,50
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, Hors Budget)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

En million FCFA	PROJECTIONS DE REFERENCE			MESURES NOUVELLES			PROJECTIONS FINALES		
	2019	2020	2021	2019	2020	2021	2019	2020	2021
2. CHARGES	382 989,67	294 448,16	256 820,87	0,00	0,00	0,00	382 989,67	294 448,16	256 820,87
2.1 Personnel	2 274,25	2 342,48	2 412,76	0,00	0,00	0,00	2 274,25	2 342,48	2 412,76
2.1.1 Solde y compris EPN	2 274,25	2 342,48	2 412,76	0,00	0,00	0,00	2 274,25	2 342,48	2 412,76
2.1.2 Contractuels hors solde	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2.2 Biens et services	1 688,25	1 738,78	1 790,82	0,00	0,00	0,00	1 688,25	1 738,78	1 790,82
2.3 Transferts et subventions	83 427,09	85 929,90	88 507,79	0,00	0,00	0,00	83 427,09	85 929,90	88 507,79
2.4 Investissements*	295 600,09	204 437,00	164 109,50	0,00	0,00	0,00	295 600,09	204 437,00	164 109,50
Trésor	14 365,23	73 150,00	151 633,00	0,00	0,00	0,00	14 365,23	73 150,00	151 633,00
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	179 081,12	99 507,50	0,00	0,00	0,00	0,00	179 081,12	99 507,50	0,00

II.2. Projets Annuels de Performance (PAP) par programme

II.2.1. Programme 1 : Administration Générale

II.2.1.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 1 : Administration Générale	Action 1.1: Coordination et animation
	Action 1.2: Gestion des ressources humaines, matérielles et financières
	Action 1.3: Planification, programmation et suivi-évaluation
	Action 1.4 : Gestion des systèmes d'information et de communication

II.2.1.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du Programme

Programme 1 : Administration Générale						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Cibles				Méthode de calcul et Moyen de vérification
		Situation de référence 2017	2019	2020	2021	
OS 1 : Assurer une gestion efficiente des ressources humaines, financières et matérielles	Taux de satisfaction des besoins en personnel	94%	95%	100%	100%	Nombre de besoins en personnel satisfaits/Nombre total de besoins en personnel Source : Rapport DAF
	Taux d'exécution budgétaire	100%	100%	100%	100%	Budget exécuté / Crédits autorisés du budget actuel Source : Rapport DAF
	Taux d'exécution du plan de formation	85%	90%	95%	100%	Nombre de formations réalisées / Nombre de formations prévues Source : Rapport DAF
	Taux de couverture des besoins en matériels	85%	90%	95%	100%	Nombre de besoins en matériel satisfaits/ Nombre total de besoins en matériel Source : Rapport DAF
OS 2 : Améliorer le système de gestion de l'information et du suivi-évaluation	Taux de structures centrales et déconcentrées (DR et DD) interconnectées	75%	85%	90%	100%	Nombre de structures centrales et déconcentrées interconnectées / Nombre total de structures Source : Rapport SCD
	Taux d'applicatifs métiers opérationnels	70%	80%	95%	100%	Nombre d'applicatifs opérationnels / Nombre total d'applicatifs Source : Rapport SCD

II.2.1.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du Programme par nature de dépense

En millions FCFA		Projections		
		2 019	2 020	2 021
PROGRAMME I : ADMINISTRATION GENERALE		5 272,36	5 243,11	5 473,29
	Personnel	2 274,25	2 342,48	2 412,76
	Biens et services	1 530,59	1 576,39	1 623,56
	Transferts	411,89	424,25	436,97
	Investissements	1 055,63	900,00	1 000,00
	Trésor	1 055,63	900,00	1 000,00
	Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0,00	0,00	0,00

Tableau 7 : Budget détaillé du Programme

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GENERALE									
Action 1.1: Coordination et animation									
S/Total action1.1	187,50	193,01	198,68	0,00	0,00	0,00	187,50	193,01	198,68
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	187,50	193,01	198,68	0,00	0,00	0,00	187,50	193,01	198,68
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	187,50	193,01	198,68	0,00	0,00	0,00	187,50	193,01	198,68
Activité 111 Coordonner les activités du Ministère	160,00	164,80	169,74	0,00	0,00	0,00	160,00	164,80	169,74
Activité 112 Inspecter les services du Ministère	23,50	24,21	24,93	0,00	0,00	0,00	23,50	24,21	24,93
Activité 113 Prendre en charge le fonctionnement de la résidence du Ministre	4,00	4,00	4,00	0,00	0,00	0,00	4,00	4,00	4,00
Action 1.2: Gestion des ressources humaines, matérielles et financières									
S/Total action 1.2	3 149,53	3 244,02	3 341,34	0,00	0,00	0,00	3 149,53	3 244,02	3 341,34
Personnel	2 274,25	2 342,48	2 412,76	0,00	0,00	0,00	2 274,25	2 342,48	2 412,76
Biens et services	843,39	868,69	894,75	0,00	0,00	0,00	843,39	868,69	894,75
Transferts	31,89	32,85	33,83	0,00	0,00	0,00	31,89	32,85	33,83
Investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Personnel	2 274,25	2 342,48	2 412,76	0,00	0,00	0,00	2 274,25	2 342,48	2 412,76
Activité 121 : Prendre en charge les salaires des personnels de l'administration centrale	2 274,25	2 342,48	2 412,76	0,00	0,00	0,00	2 274,25	2 342,48	2 412,76
Biens et services	843,39	868,69	894,75	0,00	0,00	0,00	843,39	868,69	894,75
Activité 122 Animer les activités de la DRH	32,00	32,96	33,95	0,00	0,00	0,00	32,00	32,96	33,95
Activité 123 Gérer les dépenses des séminaires et conférences hors Côte d'Ivoire	65,00	66,95	68,96	0,00	0,00	0,00	65,00	66,95	68,96
Activité 124 Gérer les dépenses des séminaires et conférences en CI MPEDER	20,00	20,60	21,22	0,00	0,00	0,00	20,00	20,60	21,22

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GENERALE									
Activité 125 Coordonner la passation des marchés publics du Ministère et suivre leur exécution	8,00	8,24	8,49	0,00	0,00	0,00	8,00	8,24	8,49
Activité 126 Mettre en œuvre le CDMT	36,50	37,60	38,72	0,00	0,00	0,00	36,50	37,60	38,72
Activité 127 Prendre en charge les dépenses communes (études, séminaires, etc.) du Cabinet	25,00	25,75	26,52	0,00	0,00	0,00	25,00	25,75	26,52
Activité 128 Contrôler la mise en œuvre de la couverture médicale du personnel	3,00	3,09	3,18	0,00	0,00	0,00	3,00	3,09	3,18
Activité 129 Prendre en charge la prime du personnel	335,09	345,14	355,50	0,00	0,00	0,00	335,09	345,14	355,50
Activité 1210 Coordonner l'élaboration et l'exécution du budget	61,89	63,75	65,66	0,00	0,00	0,00	61,89	63,75	65,66
Activité 1211 Gérer les dépenses centralisées du Ministère	128,00	131,84	135,80	0,00	0,00	0,00	128,00	131,84	135,80
Activité 1212 Prendre en charge les frais d'abonnements et factures d'eau, d'électricité et de téléphone du Ministère	128,91	132,77	136,76	0,00	0,00	0,00	128,91	132,77	136,76
Transferts et Subventions	31,89	32,85	33,83	0,00	0,00	0,00	31,89	32,85	33,83
Activité 1213 Prendre en charge les Honoraires des agents sous la convention du BNETD	31,89	32,85	33,83	0,00	0,00	0,00	31,89	32,85	33,83
Action 1.3 : Planification, programmation et suivi-évaluation									
S/Total action1.3	1 283,33	894,14	920,97	0,00	0,00	0,00	1 283,33	894,14	920,97
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	488,10	502,74	517,83	0,00	0,00	0,00	488,10	502,74	517,83
Transferts	380,00	391,40	403,14	0,00	0,00	0,00	380,00	391,40	403,14
Investissements	415,23	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	415,23	0,00	0,00
Trésor	415,23	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	415,23	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	488,10	502,74	517,83	0,00	0,00	0,00	488,10	502,74	517,83
Activité 131 : Planifier, programmer, suivre et évaluer les activités du Ministère	17,50	18,03	18,57	0,00	0,00	0,00	17,50	18,03	18,57
Activité 132 Coordonner les activités du Ministère dans les Services déconcentrés	470,60	484,72	499,26	0,00	0,00	0,00	470,60	484,72	499,26
Transferts	380,00	391,40	403,14	0,00	0,00	0,00	380,00	391,40	403,14
Activité 133 Réaliser le transfert pour la mise en œuvre des activités du CN-ITIE	380,00	391,40	403,14	0,00	0,00	0,00	380,00	391,40	403,14
Investissements	415,23	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	415,23	0,00	0,00
Trésor	415,23	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	415,23	0,00	0,00
Activité 134 Mise en œuvre du Doing Business/MPEDER	415,23	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	415,23	0,00	0,00

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GENERALE									
Action 4 : Gestion des systèmes d'information et de Communication									
S/Total action4	652,00	911,95	1 012,31	0,00	0,00	0,00	652,00	911,95	1 012,31
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	11,60	11,95	12,31	0,00	0,00	0,00	11,60	11,95	12,31
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	640,40	900,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00	640,40	900,00	1 000,00
Trésor	640,40	900,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00	640,40	900,00	1 000,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	11,60	11,95	12,31	0,00	0,00	0,00	11,60	11,95	12,31
Activité 141 : Elaborer et mettre en œuvre les stratégies de communication du Ministère	11,60	11,95	12,31	0,00	0,00	0,00	11,60	11,95	12,31
Investissements	640,40	900,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00	640,40	900,00	1 000,00
Trésor	640,40	900,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00	640,40	900,00	1 000,00
Activité 142 Projet d'Informatisation du Ministère des Mines & Energie	640,40	900,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00	640,40	900,00	1 000,00
TOTAL DU PROGRAMME 1									
	5 272,36	5 243,11	5 473,29	0,00	0,00	0,00	5 272,36	5 243,11	5 473,29

II.2.2. Programme 2 : Hydrocarbures

II.2.2.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 2 : Hydrocarbures	Action 2.1: Renforcement du cadre institutionnel, légal et réglementaire du secteur des Hydrocarbures
	Action 2.2: Sécurisation de l'approvisionnement des marchés locaux et sous régionaux en produits pétroliers
	Action 2.3: Promotion des investissements nationaux et étrangers dans le secteur pétrolier et gazier

II.2.2.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du Programme

Programme 2 : Hydrocarbures						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2017	Projections			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2019	2020	2021	
OS 1 : Satisfaire les besoins nationaux et régionaux en produits pétroliers et gaziers	Taux de croissance de la production pétrolière	ND	17%	-4,20%	ND	[Production (n) - production (n-1)]/ production (n-1) Source : DGH
	Taux de croissance de la production gazière	0,83%	-5,10%	39,70%	ND	[Production (n) - production (n-1)]/ production (n-1) Source : DGH
OS 2 : Renforcer la gouvernance du secteur des hydrocarbures	Volume des investissements réalisés (Million de dollars US)	506,03	862	806	ND	Volume des investissements réalisés Source : DGH
	Production de pétrole brut (bbls)	10 305 045	12 057 410	11 550 960	ND	Somme des productions Source : DGH
	Production de gaz naturel (MMBTU)	76 715 700	72 806 550	101 711 400	ND	Somme des productions Source : DGH
	Taux de réalisation de la production	100%	100%	100%	ND	Production effective / prévisions de production) Source : DGH
OS 3 : Assurer la disponibilité des produits pétroliers	Capacité de stockage en gaz butane	25.335	33.335	45.335	ND	Somme des capacités de stockage de gaz Source : Rapport DGH
	Capacité de stockage en produits liquide	569.609	695.609	823.609	ND	Somme des capacités Source : Rapport de la DGH

II.2.2.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du Programme par nature de dépense

En million FCFA		Projections		
		2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 2 : HYDROCABURES		53 374,91	55 020,16	56 621,26
	Personnel	0,00	0,00	0,00
	Biens et services	61,36	63,20	65,10
	Transferts	53 113,55	54 706,96	56 348,16
	Investissements	200,00	250,00	208,00
	Trésor	200,00	250,00	208,00
	Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0,00	0,00	0,00

Tableau 7 : Budget détaillé du Programme

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 2 : HYDROCABURES									
Action 2.1: Renforcement du cadre institutionnel, légal et réglementaire du secteur des Hydrocarbures									
S/Total action2.1	53 348,45	54 992,90	56 593,19	0,00	0,00	0,00	53 348,45	54 992,90	56 593,19
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	34,90	35,95	37,03	0,00	0,00	0,00	34,90	35,95	37,03
Transferts	53 113,55	54 706,96	56 348,16	0,00	0,00	0,00	53 113,55	54 706,96	56 348,16
Investissements	200,00	250,00	208,00	0,00	0,00	0,00	200,00	250,00	208,00
Trésor	200,00	250,00	208,00	0,00	0,00	0,00	200,00	250,00	208,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	34,90	35,95	37,03	0,00	0,00	0,00	34,90	35,95	37,03
Activité 211 Animer les activités de la Direction Générale des Hydrocarbure	12,50	12,88	13,26	0,00	0,00	0,00	12,50	12,88	13,26
Activité 212 Animer les activités de la Direction de la Réglementation & Contrôle des Hydrocarbures	10,00	10,30	10,61	0,00	0,00	0,00	10,00	10,30	10,61
Activité 213 Animer les activités du laboratoire des hydrocarbures	2,00	2,06	2,12	0,00	0,00	0,00	2,00	2,06	2,12
Activité 214 Animer les activités du Service de l'Evaluation, du Suivi Economique et des Statistiques des Hydrocarbures	10,40	10,71	11,03	0,00	0,00	0,00	10,40	10,71	11,03
Transferts	53 113,55	54 706,96	56 348,16	0,00	0,00	0,00	53 113,55	54 706,96	56 348,16
Activité 215 Réaliser les transferts au profit de la SIR pour la Taxe Spécifique Unique (TSU)	53 113,55	54 706,96	56 348,16	0,00	0,00	0,00	53 113,55	54 706,96	56 348,16
Investissements	200,00	250,00	208,00	0,00	0,00	0,00	200,00	250,00	208,00
Trésor	200,00	250,00	208,00	0,00	0,00	0,00	200,00	250,00	208,00
Activité 216 Equipement Laboratoire d'analyse des produits pétroliers	200,00	250,00	208,00	0,00	0,00	0,00	200,00	250,00	208,00
Action 2.2: Sécurisation de l'approvisionnement des marchés locaux et sous régionaux en produits pétroliers									
S/Total action2.2	8,46	8,71	8,98	0,00	0,00	0,00	8,46	8,71	8,98
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	8,46	8,71	8,98	0,00	0,00	0,00	8,46	8,71	8,98
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 2 : HYDROCABURES									
Biens et services	8,46	8,71	8,98	0,00	0,00	0,00	8,46	8,71	8,98
Activité 221 Animer les activités de la Direction Approvisionnement, Raffinage & Distribution	8,46	8,71	8,98	0,00	0,00	0,00	8,46	8,71	8,98
Action 2.3 : Promotion des investissements nationaux et étrangers dans le secteur pétrolier et gazier									
S/Total action2.3	18,00	18,54	19,10	0,00	0,00	0,00	18,00	18,54	19,10
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	18,00	18,54	19,10	0,00	0,00	0,00	18,00	18,54	19,10
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	18,00	18,54	19,10	0,00	0,00	0,00	18,00	18,54	19,10
Activité 231 Animer les activités de la Direction Exploitation & Production des Hydrocarbures	8,50	8,76	9,02	0,00	0,00	0,00	8,50	8,76	9,02
Activité 232 Acquérir les équipements techniques des inspecteurs de plateformes et champs pétroliers	7,00	7,21	7,43	0,00	0,00	0,00	7,00	7,21	7,43
Activité 233 Suivre les activités sur les champs pétroliers	2,50	2,58	2,65	0,00	0,00	0,00	2,50	2,58	2,65
TOTAL DU PROGRAMME 2									
	53 374,91	55 020,16	56 621,26	0,00	0,00	0,00	53 374,91	55 020,16	56 621,26

II.2.3. Programme 3 : Energie

II.2.3.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 3 : Energie	Action 3.1: Renforcement du cadre institutionnel, légal et réglementaire du secteur de l'énergie
	Action 3.2: Renforcement des infrastructures de production, de transport et de distribution de l'énergie électrique
	Action 3.3: Vulgarisation des technologies modernes d'exploitation des sources d'énergie
	Action 3.4 : Amélioration de l'accessibilité financière aux services énergétiques

II.2.3.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du Programme

Programme 3 : Energie						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2017	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2019	2020	2021	
OS 1 : Assurer la disponibilité de l'énergie	Taux de pertes	15%	15%	14%	10%	Consommation totale / production d'énergie électrique Source : Rapport DGE
	Taux de réserve à la pointe	35,86%	29,97%	42,84%	42,84%	Puissance de pointe / puissance totale installée Source : Rapport DGE
	Temps moyen de coupure	20h	15h	10h	10h	Somme des temps de coupures / 12 Source : Rapport DGE
	Puissance de production installée	2.214	2.299	3.018	3.018	Somme des puissances d'unités de production d'énergie électrique Source : Rapport DGE
OS 2 : Améliorer l'accès des populations aux services énergétiques de qualité	Taux d'accès à l'électricité	84%	90%	96%	96%	Nombre de personnes vivant dans les localités électrifiées / Population totale Source : Rapport DGE
	Taux de couverture	58%	63%	68%	73%	Nombre de localités électrifiées / Nombre total de localités Source : Rapport DGE
	Taux de rendement global du réseau électrique	83%	85%	86,4%	ND	Consommation totale / Energie injectée Source : Rapport DGE

II.2.3.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du Programme par nature de dépense

En millions FCFA		Projections		
		2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 3 : ENERGIE		324 3342,40	234 184,89	194 726,32
	Personnel	0,00	0,00	0,00
	Biens et services	96,30	99,19	102,16
	Transferts	29 901,65	30 798,70	31 722,66
	Investissements	294 344,46	203 287,00	162 901,50
	Trésor	13 109,60	72 000,00	150 425,00
	Financement extérieur (Dons/Emprunts)	281 234,86	131 287,00	12 476,50

Tableau 7 : Budget détaillé du Programme

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 3 : ENERGIE									
Action 3.1: Renforcement du cadre institutionnel, légal et réglementaire du secteur de l'énergie									
S/Total action3.1	29 925,95	30 823,73	31 748,44	0,00	0,00	0,00	29 925,95	30 823,73	31 748,44
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	24,30	25,03	25,78	0,00	0,00	0,00	24,30	25,03	25,78
Transferts	29 901,65	30 798,70	31 722,66	0,00	0,00	0,00	29 901,65	30 798,70	31 722,66
Investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	24,30	25,03	25,78	0,00	0,00	0,00	24,30	25,03	25,78
Activité 311 Animer les activités de la Direction Générale de l'Energie	13,30	13,70	14,11	0,00	0,00	0,00	13,30	13,70	14,11
Activité 312 Animer les activités de la Direction Réglementation & Contrôle de l'Energie Electrique	11,00	11,33	11,67	0,00	0,00	0,00	11,00	11,33	11,67
Transferts	29 901,65	30 798,70	31 722,66	0,00	0,00	0,00	29 901,65	30 798,70	31 722,66
Activité 313 Réaliser les transferts pour la TVA sur Secteur Electricité	29 901,65	30 798,70	31 722,66	0,00	0,00	0,00	29 901,65	30 798,70	31 722,66

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 3 : ENERGIE									
Action 3.2: Renforcement des infrastructures de production, du transport et de distribution de l'énergie électrique									
S/Total action3.2	182 190,72	99 507,50	0,00	0,00	0,00	0,00	182 190,72	99 507,50	0,00
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	182 190,72	99 507,50	0,00	0,00	0,00	0,00	182 190,72	99 507,50	0,00
Trésor	3 109,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 109,60	0,00	0,00
Financement extérieur	179 081,12	99 507,50	0,00	0,00	0,00	0,00	179 081,12	99 507,50	0,00
Investissements	182 190,72	99 507,50	0,00	0,00	0,00	0,00	182 190,72	99 507,50	0,00
Trésor	3 109,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 109,60	0,00	0,00
Activité 321 Projet de Renforcement du Réseau de Transport et Distribution (PRETD)	2 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 600,00	0,00	0,00
Activité 322 Projet de transport et d'accès à l'électricité	9,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9,60	0,00	0,00
Activité 323 Création de postes d'Azope Zeudji (Projet)	500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	500,00	0,00	0,00
Financement extérieur	179 081,12	99 507,50	0,00	0,00	0,00	0,00	179 081,12	99 507,50	0,00
Activité 321 Projet de Renforcement du Réseau de Transport et Distribution (PRETD)	14 775,50	24 713,70	0,00	0,00	0,00	0,00	14 775,50	24 713,70	0,00
Activité 322 Projet de transport et d'accès à l'électricité	60 736,62	74 793,80	0,00	0,00	0,00	0,00	60 736,62	74 793,80	0,00
Activité 323 Création de postes d'Azope Zeudji (Projet)	3 078,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 078,00	0,00	0,00
Activité 324 Aménagement Hydroélectrique de Gribopoli (Projet)	100 491,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100 491,00	0,00	0,00
Action 3.3 : Vulgarisation des technologies modernes d'exploitation des sources d'énergie									
S/Total action3.3	62,00	63,86	65,78	0,00	0,00	0,00	62,00	63,86	65,78
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	62,00	63,86	65,78	0,00	0,00	0,00	62,00	63,86	65,78
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 3 : ENERGIE									
Biens et services	62,00	63,86	65,78	0,00	0,00	0,00	62,00	63,86	65,78
Activité 331 Animer les activités de la Direction des Energies Nouvelles et Renouvelables	37,00	38,11	39,25	0,00	0,00	0,00	37,00	38,11	39,25
Activité 332 Prendre en charge les nouvelles directions (DGENR)	25,00	25,75	26,52	0,00	0,00	0,00	25,00	25,75	26,52
Action 3.4 : Amélioration de l'accessibilité financière aux services énergétiques									
S/Total action3.4	112 163,74	103 789,80	162 912,11	0,00	0,00	0,00	112 163,74	103 789,80	162 912,11
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	10,00	10,30	10,61	0,00	0,00	0,00	10,00	10,30	10,61
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	112 153,74	103 779,50	162 901,50	0,00	0,00	0,00	112 153,74	103 779,50	162 901,50
Trésor	10 000,00	72 000,00	150 425,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00	72 000,00	150 425,00
Financement extérieur	102 153,74	31 779,50	12 476,50	0,00	0,00	0,00	102 153,74	31 779,50	12 476,50
Biens et services	10,00	10,30	10,61	0,00	0,00	0,00	10,00	10,30	10,61
Activité 341 Animer les activités de la Direction de l'Electricité Rurale	10,00	10,30	10,61	0,00	0,00	0,00	10,00	10,30	10,61
Investissements	112 153,74	103 779,50	162 901,50	0,00	0,00	0,00	112 153,74	103 779,50	162 901,50
Trésor	10 000,00	72 000,00	150 425,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00	72 000,00	150 425,00
Activité 342 Projet ENERGOS 1	500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	500,00	0,00	0,00
Activité 343 Programme National d'Electrification Rurale(PRONER)	1 000,00	60 000,00	147 925,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00	60 000,00	147 925,00
Activité 345 Projet ENERGOS 2	750,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	750,00	0,00	0,00
Activité 346 Appui aux branchements électriques sociaux	1 500,00	2 000,00	2 500,00	0,00	0,00	0,00	1 500,00	2 000,00	2 500,00
Activité 347 Projet Dévpt et Réhabilitation réseau électrique en C.I	5 750,00	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 750,00	10 000,00	0,00
Activité 3411 Programme d'Electrification pour Tous (PEPT)	500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	500,00	0,00	0,00
Financement extérieur	102 153,74	31 779,50	12 476,50	0,00	0,00	0,00	102 153,74	31 779,50	12 476,50
Activité 342 Projet ENERGOS 1	24 714,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	24 714,80	0,00	0,00
Activité 344 Projet d'accès à l'électricité	20 500,00	31 779,50	12 476,50	0,00	0,00	0,00	20 500,00	31 779,50	12 476,50
Activité 345 Projet ENERGOS 2	18 408,94	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	18 408,94	0,00	0,00
Activité 347 Projet Dévpt et Réhabilitation réseau électrique en C.I	38 530,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	38 530,00	0,00	0,00
TOTAL DU PROGRAMME 3	324 342,40	234 184,89	194 726,32	0,00	0,00	0,00	324 342,40	234 184,89	194 726,32

SECTION 15 : MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DE LA SECURITE

I. PRESENTATION GENERALE DU MINISTERE

I.1. Situation du Secteur

I.1.1. Problèmes majeurs

- un système d'archivage manuel ;
- un système de communication non adapté ;
- une fragilité de la cohésion sociale ;
- une insécurité fragile liée au trafic des drogues et stupéfiants, à la prolifération et la circulation illicite des armes légères et de petits calibres et à la porosité des frontières ;
- une insuffisance d'équipements et de matériels de maintien d'ordre ;
- un système de gestion des procédures de la Police non adapté ;
- l'existence d'infrastructures sécuritaires ne répondant pas aux normes internationales ;
- la vision variable de l'Etat en matière de politique de décentralisation ;
- la mauvaise application des dispositions relatives à la loi de 2012 sur la coopération décentralisée et intercommunale ;
- l'absence d'un guide de coopération entre les collectivités territoriales ;
- la disparité de développement observée au sein des collectivités locales ;
- la désuétude du cadre légal et réglementaire du Corps Préfectoral ;
- l'insuffisance et/ou la vétusté des infrastructures ;
- l'insuffisance d'équipements ;
- l'insuffisance d'infrastructures et d'équipements de protection civile ;
- la multiplicité de systèmes d'identification ;
- la diversité de présentation des actes d'Etat-Civil.

I.1.2. Réponses apportées

- la réhabilitation des services de Police (Préfectures, Districts, Commissariats, Casernes, Directions et autres services) ;
- la dotation en tenues des fonctionnaires de police ;
- le redéploiement général des fonctionnaires de Police ;
- l'équipement des services de Police en matériel roulant, de communication et informatique ;
- la mise en place de l'Unité de Lutte contre le Racket (ULR) ;
- l'élaboration, avec les Partenaires Financiers et Techniques (PFT), du document relatif à la Réforme du Secteur de la Sécurité (RSS) ;
- l'adoption du code d'éthique et de déontologie de la Police Nationale ;
- la création de l'Unité de Lutte contre la Criminalité Transnationale (ULCT) ;
- la réhabilitation de bureaux de circonscriptions administratives et de résidences des Autorités Préfectorales ;
- la mise à la disposition des autorités préfectorales du matériel roulant (véhicules de commandement) ;
- l'équipement des Autorités préfectorales en mobilier et matériel de bureau ainsi que de résidence ;
- la réorganisation du territoire national en 14 Districts (dont 2 fonctionnels), 31 Régions (toutes fonctionnelles), 77 Départements (tous fonctionnels) et 510 Sous-préfectures dont 472 fonctionnelles ;
- la mise en place de Comités de Sensibilisation et de Veille (CSV) dans les Préfectures et Sous-préfectures ainsi que de Comités de Sécurité (CS) ;

- la formation des autorités préfectorales à la gestion et au règlement des conflits ;
- des campagnes de sensibilisation et d'information auprès des populations habitant les zones à risque ;
- la réalisation de la cartographie des zones à risques dans onze (11) villes du pays ;
- l'activation du Plan Bleu (assistance aux victimes des inondations) ;
- la poursuite de la délivrance de titres d'identité et titres provisoires de séjour ;
- l'implémentation de nouveaux mécanismes de déclaration des faits d'état civil dans les délais ;
- la distribution de 669 463 cartes nationales d'identité.

I.1.3. Défis et priorités

- la sécurité sur l'ensemble du territoire national des personnes et des biens ;
- la lutte contre la criminalité transnationale ;
- la lutte contre le racket et la corruption ;
- la cohésion sociale sur l'ensemble du territoire ;
- la protection des populations contre les catastrophes et sinistres ;
- la restauration de l'autorité de l'Etat sur l'ensemble du territoire ;
- le renforcement des capacités opérationnelles des services du Ministère ;
- le renforcement du processus de décentralisation ;
- la modernisation de l'Etat-civil ;
- l'identification des populations et la délivrance de titres d'identité à travers le Registre National des Personnes Physiques (RNPP) ;
- la maîtrise du flux migratoire dans le respect des règles de l'UEMOA et de la CEDEAO ;
- la réforme dans le cadre de l'organisation et le fonctionnement des villages ;
- la promotion du monde culturel.

I.2. Politique sectorielle

I.2.1. Principales orientations

- l'amélioration de la gouvernance du ministère ;
- le renforcement de la sécurité des personnes et de leurs biens ;
- la contribution au processus de décentralisation ;
- la contribution pour une administration de proximité efficace ;
- la modernisation du processus d'identification des populations.

I.2.2. Résultats stratégiques

- l'administration est moderne et performante ;
- les capacités opérationnelles des forces de sécurité sont renforcées ;
- les dispositifs de sécurité sont renforcés ;
- le cadre institutionnel du processus de décentralisation est amélioré ;
- la politique de décentralisation est efficace et efficiente ;
- l'administration déconcentrée est efficace et efficiente ;

- l'offre de service en matière de protection Civile est améliorée ;
- le fonctionnement optimal des services de l'Etat-Civil est assuré ;
- l'encadrement de la vie culturelle et la promotion de la laïcité de l'Etat sont renforcés.

I.3. Missions du ministère

Le Ministre de l'Intérieur et de la Sécurité est chargé de la mise en œuvre et du suivi de la politique du Gouvernement en matière d'Administration du Territoire, de Décentralisation, de Dépôt légal et d'Archives nationales, d'Identification des populations, de Cultes, d'Immigration et d'Emigration, de Sécurité intérieure ainsi que de Protection civile.

A cet effet, et en liaison avec les départements ministériels concernés, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

I.3.1. En matière d'Administration du territoire

- organisation et administration des circonscriptions administratives par l'intermédiaire des préfets et sous-préfets, dont il coordonne et contrôle les activités ;
- relations avec les chefferies traditionnelles ;
- enregistrements des associations ;
- suivi des activités des associations laïques et examen de toutes les questions relatives à leur régime et à leur organisation ;
- contrôle des activités des associations religieuses ;
- instruction des demandes de naturalisation ;
- fonctionnement et gestion de l'état civil ;
- application de la réglementation relative aux inhumations, exhumations et transferts de restes mortuaires ;
- police administrative des opérations électorales de toutes natures ;
- collecte et exploitation de toutes informations se rapportant à la mission générale d'administration du territoire ;
- autorisation de création des débits de boissons et des restaurants.

I.3.2. En matière de décentralisation

- mise en œuvre et suivi de la politique de décentralisation, en liaison avec le ministre chargé du plan et du développement et le ministre chargé de la ville ;
- organisation et contrôle du fonctionnement des collectivités territoriales ;
- exercice des pouvoirs de tutelle de l'état à l'égard des collectivités territoriales ;
- organisation de la coopération internationale entre les collectivités territoriales ivoiriennes et les collectivités territoriales étrangères, en liaison avec le ministre chargé de la ville ;
- animation de l'action régionale, en liaison avec les conseils régionaux, en liaison avec le ministre chargé de la ville ;
- sensibilisation des populations à la participation au développement local.

I.3.3. En matière de dépôt légal et d'archives nationales

- réception et enregistrement des imprimés et actes soumis au dépôt légal ;
- contrôle de l'application de la réglementation en matière de dépôt légal ;
- mise en œuvre de la politique de reconstitution du patrimoine archivistique national.

I.3.4. En matière d'identification des populations

- élaboration des projets de textes relatifs à l'identification ;
- identification des populations.

I.3.5. En matière de cultes

- promotion et développement de la laïcité ;
- établissement d'un dialogue entre les différentes religions en Côte d'Ivoire ;
- contribution à la cohésion des différents cultes ;
- établissement, suivi et préservation de bons rapports entre le gouvernement et les représentants des différentes religions ;
- mise en œuvre et suivi de la mobilisation des ressources en faveur des cultes et religions ;
- assistance aux cultes et aux religions dans le cadre de leurs manifestations nationales et internationales ;
- suivi des activités des associations religieuses.

I.3.6. En matière d'immigration et d'émigration

En liaison notamment avec les Ministres chargés de la Défense, des Affaires Etrangères et de l'Intégration Africaine et des Ivoiriens de l'Extérieur :

- élaboration et mise en œuvre de la législation en matière d'immigration et d'émigration ;
- mise en œuvre, amélioration et maîtrise de la politique d'immigration et d'émigration ;
- accueil et suivi de l'établissement social et économique des immigrants ;
- développement, sécurisation et actualisation d'une base de données sur l'immigration et l'émigration.

I.3.7. En matière de Sécurité intérieure

- gestion de la sécurité publique ;
- gestion de la sécurité des biens et des personnes ;
- gestion de la politique économique et financière ;
- gestion des renseignements généraux ;
- gestion de la surveillance du territoire ;
- gestion du contrôle de la police de la circulation transfrontalière des personnes ;
- gestion de la délivrance de la carte nationale d'identité, du passeport, des visas d'entrée et de sortie ainsi que des titres de séjour ;
- gestion de la police des stupéfiants, des drogues et des mœurs ;
- gestion de la police générale : autorisation d'importation des armes et munitions, de détention et de port d'armes ;
- gestion de la police judiciaire ;
- gestion de la police scientifique ;
- gestion, en liaison avec le Ministre chargé des affaires étrangères, des missions de sécurité à l'étranger et des représentations de la police nationale au sein des organismes sous régionaux, régionaux et internationaux ;
- gestion de l'agrément et contrôle des sociétés privées de sécurité et de transport de fonds, et contrôle de leurs activités.

I.3.8. En matière de Protection civile

- élaboration des lois et règlements en matière de protection civile ;
- application et suivi de la réglementation en matière de prévention, de sensibilisation des populations et de secourisme ;
- organisation, direction et coordination des secours en cas de sinistres, de catastrophes d'origine naturelle, technologique ou humaine ;
- coordination et suivi des plans techniques d'urgence ;
- planification des secours et des équipements ;
- participation à la protection des biens culturels en temps de paix comme en temps de guerre, en liaison avec le ministre chargé de la culture ;
- suivi de l'application des lois et règlements en matière de protection de la nature, en liaison avec les ministres chargés de l'environnement et des eaux et forêts ;
- coordination de la gestion des risques majeurs en environnement, en liaison avec les ministres chargés de l'environnement et des eaux et forêts ;
- participation au contrôle des installations classées, en liaison avec les ministres chargés de l'environnement et des eaux et forêts ;
- suivi de la mise en œuvre du code de l'eau, en liaison avec les ministres concernés ;
- participation à la lutte contre les épidémies et les épizooties ;
- coordination et mise en œuvre opérationnelle des plans d'organisation des secours médicaux, en liaison avec les ministres intéressés et les organismes privés compétents en matière de secours d'urgence et de transport sanitaire ;
- participation à la gestion des réfugiés et des apatrides ;
- organisation et coordination opérationnelle des secours dans le cadre de l'action humanitaire ;
- participation au contrôle des normes de sécurité en matière de construction, d'urbanisme et d'habitat, en liaison avec les Ministres chargés de la Construction et de l'Urbanisme, de l'Assainissement et du Logement.

I.4. Identification des programmes

- Programme 1 : Administration Générale ;
- Programme 2 : Sécurité Intérieure ;
- Programme 3 : Décentralisation ;
- Programme 4 : Administration Territoriale et Identification.

II. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DEPENSES -PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (DPPD-PAP)

II.1. Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses (DPPD)

II.1.1. Répartition des structures dans les programmes

Tableau 1 : Cartographie administrative des programmes

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET REGIONAUX	ORGANISME SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 1 Administration Générale	D.A.F.M, DTSI, SCRIP, DEPSE, DAN, DAP, ULCT	-	-	Construction d'un bâtiment annexe au cabinet
Programme 2 : Sécurité Intérieure	DPPN, CILAD, Service Armes et Munitions, Brigade des Mineurs (Préfecture de Police), DEXC, DGPN, DST, DSP, DPC, DPSD, DPEF, DRG, DCPJ, DUI, DPS, DSSPN, DIJ, DLCP; SR, OIPC Interpol, DFENP, ENP, DITT, IGSP	CRFLD; CNLCPALP	- Réhabilitation, extension et équipement Direction Centrales DGPN - Réhabiliter et rééquiper de 30 commissariats et 04 préfectures de police en zone CNO - Réfection de Commissariats - Réhabilitation casernes et commissariats /Apurement passifs - Equipement de la Police Scientifique en matériels techniques - Equipements des Commissariats Mobilier et matériel de bureau autre qu'informatique - Programme d'Appui à la Sécurité Urbaine - Programme d'Urgence Sécurité.	-
Programme 3 : Décentralisation	DCD, DGDDL, DTA, DTEF, DDL, DPCT, Deux(02) Districts Autonomes ; 31 Conseils Régionaux (Transferts) ; 197 Communes (Transferts)		- Réhabilitation du bâtiment central DGDDL (IMMEUBLE PERIGNON) ; - Réhabiliter 91 bâtiments des Collectivités Territoriales ; - Construire et équiper les bureaux des 31 nouvelles Régions (Construction et Equipement bureaux administratif régionaux).	-
Programme 4 : Administration Territoriale et Identification	DGAT, 31 Préfectures de Région, 77 Préfectures de Département ; 472 Sous-préfectures, DCA, DAG, DRH, IGSA, DGC, DVCOMR, DPLRL	ONPC ; ONI	- Programme de modernisation de l'Etat Civil ; - Construction Antenne ONPC San-Pedro ; - Construire et équiper de nouvelles infrastructures de protection civile ; - Réfection des résidences et Bureaux des Préfectures et Sous-Préfectures ; - Construction de la résidence du Sous-Préfet de Dimbokro ; - Construire les résidences de fonction et les bureaux de trente-six (36) Préfectures ; - Construire les résidences de fonction et les bureaux des douze (12) Gouverneurs de District ; - Equipement des bureaux et résidences des Préfets et Sous-Préfets.	

II.1.2. Performance globale du ministère

Tableau 2 : Performance du ministère

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESULTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODES DE CALCUL / SOURCES DE COLLECTE
OG 1 : Améliorer la gouvernance du Ministère	RS 1.1 : l'administration est moderne et performante	IP 1.1.1 : Disponibilité des rapports de mise en œuvre de la lettre de mission du MIS	Document disponible (oui/non) Source : DEPSE
		IP 1.1.2 : Disponibilité de l'annuaire statistique	Document disponible (oui/non) Source : DEPSE
		IP 1.2.1 : Taux d'acteurs formés au Cadre de Dépenses à Moyen Terme	Nombre d'acteurs formés / Nombre total d'acteurs Source : Rapport d'activités / DAFM
		IP 1.2.2 : Existence d'une base de données des inventaires des équipements	Répertoire disponible (oui/non) Source : DAFM
OG 2 : Contribuer à la sécurité des personnes et de leurs biens	RS 2.1 : les capacités opérationnelles des forces de sécurité sont renforcées	IP 2.1.1 : Ratio fonctionnaires de Police/population	Nombre total de policiers / population urbaine Source : DGPN
		IP 2.1.2 : Taux de policiers logés par l'Etat	Nombre de policiers bénéficiant d'un logement / Nombre total de Policiers Source : Rapport d'activités des services des baux
		IP 2.1.3 : Taux de policiers dotés en arme automatique	Nombre de policiers dotés en arme / Nombre total de Policiers Source : Rapport d'activités / DGPN
	RS 2.2 : les dispositifs de sécurité sont renforcés	IP 2.2.1 : Indice Général Ivoirien de Sécurité (IGIS)	Echelle de 10 Données consolidées de la Police et de la Gendarmerie Source : Rapport du Conseil National de la Sécurité
		IP 2.2.2 : Taux de fonctionnalité des commissariats de police	Nombre de Commissariats fonctionnels / Nombre total de commissariats Source : Rapports d'activités DGPN
		IP 2.2.3 : Taux d'usagers de drogue ayant bénéficié d'un accompagnement	Nombre d'usagers de drogue accompagnés / Nombre total d'usagers de drogue internés Source : -Rapport d'activités / Direction de la Police des Stupéfiants et des Drogues

II.1.3. Financement global du ministère

Tableau 3 : Financement global

En million FCFA	PROJECTIONS DE REFERENCE			MESURES NOUVELLES			PROJECTIONS FINALES		
	2019	2020	2021	2019	2020	2021	2019	2020	2021
1. RESSOURCES	421 374,15	416 358,98	431 078,13	0,00	0,00	0,00	421 374,15	416 358,98	431 078,13
1.1 Ressources Intérieures	421 374,15	416 358,98	431 078,13	0,00	0,00	0,00	421 374,15	416 358,98	431 078,13
1.1.1 Budget Etat	421 374,15	416 358,98	431 078,13	0,00	0,00	0,00	421 374,15	416 358,98	431 078,13
1.1.2 Recettes propres (structures)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1.2 Ressources Extérieures	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2. CHARGES	421 374,15	416 358,98	431 078,13	0,00	0,00	0,00	421 374,15	416 358,98	431 078,13
2.1 Personnel	47 523,19	48 948,89	50 417,35	0,00	0,00	0,00	47 523,19	48 948,89	50 417,35
2.1.1 Solde y compris EPN	47 523,19	48 948,89	50 417,35	0,00	0,00	0,00	47 523,19	48 948,89	50 417,35
2.1.2 Contractuels hors solde	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2.2 Biens et services	129 195,55	133 071,42	137 063,56	0,00	0,00	0,00	129 195,55	133 071,42	137 063,56
2.3 Transferts	194 564,35	200 401,28	206 413,32	0,00	0,00	0,00	194 564,35	200 401,28	206 413,32
2.4 Investissements	50 091,06	33 937,40	37 183,90	0,00	0,00	0,00	50 091,06	33 937,40	37 183,90
Trésor	50 091,06	33 937,40	37 183,90	0,00	0,00	0,00	50 091,06	33 937,40	37 183,90
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

II.2. Projets Annuels de Performance (PAP) par programme

II.2.1. Programme 1 : Administration Générale

II.2.1. 1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 1: Administration Générale	Action 1.1 : Coordination et animation
	Action 1.2 : Planification, programmation et suivi-évaluation
	Action 1.3 : Gestion des ressources humaines, matérielles et financières
	Action 1.4 : Gestion des systèmes d'information et de communication

II.2.1.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 1 : Administration Générale						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2017	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2019	2020	2021	
OS 1 : Améliorer la coordination et le fonctionnement des structures	Existence d'un document de politique sectorielle du MIS	Non	Oui	Oui	Oui	Document disponible (oui/non) Source : DEPSE
	Production des rapports de mise en œuvre de la lettre de mission du MIS	4	4	4	4	Dénombrement Source : Rapport trimestriel / DEPSE
	Production de l'annuaire statistique	Oui	Oui	Oui	Oui	Document disponible (oui/non) Source : DEPSE
OS 2 : Promouvoir et mettre en œuvre une politique de gestion optimale des ressources humaines, matérielles et financières	Taux d'acteurs formés au Cadre de Dépenses à Moyen Terme	57%	75%	85%	100%	Nombre d'acteurs formés / nombre total d'acteurs Source : Rapport d'activités / DAFM
	Existence d'une base de données des inventaires des équipements.	Non	Oui	Oui	Oui	Document disponible (oui/non) Source : DAFM

II.2.1.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

En million FCFA		Projections		
		2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GENERALE		217 231,28	223 192,51	229 888,28
Personnel		47 523,19	48 948,89	50 417,35
Biens et services		6 074,18	6 256,41	6 444,10
Transferts		163 094,38	167 987,21	173 026,83
Investissements		539,53	0,00	0,00
Trésor		539,53	0,00	0,00
Financement extérieur (Dons/Emprunts)		0,00	0,00	0,00

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GENERALE									
Action 1.1: Coordination et animation									
S/Total action1.1	163 588,99	168 352,95	173 403,54	0,00	0,00	0,00	163 588,99	168 352,95	173 403,54
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	355,08	365,74	376,71	0,00	0,00	0,00	355,08	365,74	376,71
Transferts	163 094,38	167 987,21	173 026,83	0,00	0,00	0,00	163 094,38	167 987,21	173 026,83
Investissements	139,53	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	139,53	0,00	0,00
Trésor	139,53	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	139,53	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	355,08	365,74	376,71	0,00	0,00	0,00	355,08	365,74	376,71
Activité 111 Coordonner les activités du Ministère	44,00	45,32	46,68	0,00	0,00	0,00	44,00	45,32	46,68
Activité 112 Prendre en charges le fonctionnement de la résidence du ministre	8,00	8,24	8,49	0,00	0,00	0,00	8,00	8,24	8,49
Activité 113 Recruter des experts pour assister la Police Nationale/convention BNETD	18,18	18,73	19,29	0,00	0,00	0,00	18,18	18,73	19,29

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
Activité 114 Recruter des experts pour assister le cabinet du ministère/convention BNETD	93,51	96,32	99,21	0,00	0,00	0,00	93,51	96,32	99,21
Activité 115 Prendre en charge les frais de séminaire et missions en Côte d'Ivoire des agents	20,00	20,60	21,22	0,00	0,00	0,00	20,00	20,60	21,22
Activité 116 Prendre en charge les frais de séminaire et missions hors Côte d'Ivoire des agents	65,00	66,95	68,96	0,00	0,00	0,00	65,00	66,95	68,96
Activité 117 Promouvoir et renforcer les services des Archives Nationales	20,38	20,99	21,62	0,00	0,00	0,00	20,38	20,99	21,62
Activité 118 Veiller à l'application de la réglementation en matière de cohésion sociale	3,30	3,40	3,50	0,00	0,00	0,00	3,30	3,40	3,50
Activité 1111 Animer la Représentation en Italie	82,72	85,20	87,76	0,00	0,00	0,00	82,72	85,20	87,76
Transferts	163 094,38	167 987,21	173 026,83	0,00	0,00	0,00	163 094,38	167 987,21	173 026,83
Activité 119 Réaliser les transferts au profit des partis politiques	3 652,00	3 761,56	3 874,41	0,00	0,00	0,00	3 652,00	3 761,56	3 874,41
Activité 1112 Transférer la dotation pour les dépenses des Collectivités sur recettes affectées	159 442,38	164 225,65	169 152,42	0,00	0,00	0,00	159 442,38	164 225,65	169 152,42
Investissements	139,53	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	139,53	0,00	0,00
Trésor	139,53	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	139,53	0,00	0,00
Activité 1110 Participer à la mise en œuvre des activités du doing business	139,53	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	139,53	0,00	0,00
Action 1.2: Planification, suivi et évaluation									
S/Total action 1.2	175,95	181,23	186,67	0,00	0,00	0,00	175,95	181,23	186,67
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	175,95	181,23	186,67	0,00	0,00	0,00	175,95	181,23	186,67
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	175,95	181,23	186,67	0,00	0,00	0,00	175,95	181,23	186,67
Activité 121 Suivre et évaluer les projets du Ministère	30,95	31,88	32,83	0,00	0,00	0,00	30,95	31,88	32,83
Activité 122 Produire l'annuaire statistique du Ministère	145,00	149,35	153,83	0,00	0,00	0,00	145,00	149,35	153,83

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
Action 1.3 : Gestion des ressources matérielles et financières									
S/Total action1.3	53 423,64	54 614,35	56 252,78	0,00	0,00	0,00	53 423,64	54 614,35	56 252,78
Personnel	47 523,19	48 948,89	50 417,35	0,00	0,00	0,00	47 523,19	48 948,89	50 417,35
Biens et services	5 500,45	5 665,46	5 835,42	0,00	0,00	0,00	5 500,45	5 665,46	5 835,42
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	400,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	400,00	0,00	0,00
Trésor	400,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	400,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Personnel	47 523,19	48 948,89	50 417,35	0,00	0,00	0,00	47 523,19	48 948,89	50 417,35
Activité 131 : Prendre en charge les salaires des personnels de l'administration centrale	47 523,19	48 948,89	50 417,35	0,00	0,00	0,00	47 523,19	48 948,89	50 417,35
Biens et services	5 500,45	5 665,46	5 835,42	0,00	0,00	0,00	5 500,45	5 665,46	5 835,42
Activité 132 Elaborer et exécuter le budget du Ministère	18,00	18,54	19,10	0,00	0,00	0,00	18,00	18,54	19,10
Activité 133 Gérer le parc automobile de la Police nationale	9,55	9,84	10,13	0,00	0,00	0,00	9,55	9,84	10,13
Activité 134 Gérer les fêtes d'indépendance	1,45	1,50	1,54	0,00	0,00	0,00	1,45	1,50	1,54
Activité 135 Organiser la fête nationale et les réceptions officielles	300,00	309,00	318,27	0,00	0,00	0,00	300,00	309,00	318,27
Activité 136 Gérer les acquisitions de biens et matériels au profit du corps préfectoral	3,49	3,60	3,70	0,00	0,00	0,00	3,49	3,60	3,70
Activité 137 Renforcer les capacités dans le domaine informatique du corps préfectoral	10,52	10,83	11,16	0,00	0,00	0,00	10,52	10,83	11,16
Activité 138 Gérer et suivre l'exécution des marchés publics du Ministère	10,70	11,02	11,35	0,00	0,00	0,00	10,70	11,02	11,35
Activité 1312 Suivre la gestion des abonnements en eau, électricité et téléphone	4 857,43	5 003,15	5 153,25	0,00	0,00	0,00	4 857,43	5 003,15	5 153,25
Activité 1313 Organiser des séminaires d'élaboration et de formation sur le nouveau cadre de gestion des finances publiques	41,15	42,38	43,66	0,00	0,00	0,00	41,15	42,38	43,66
Activité 1318 Prendre en charge les représentations d'attaché de sécurité	248,16	255,60	263,27	0,00	0,00	0,00	248,16	255,60	263,27

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
Investissements	400,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	400,00	0,00	0,00
Trésor	400,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	400,00	0,00	0,00
Activité 1316 Construction du siège de la COMNAT-ALPC	200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	200,00	0,00	0,00
Activité 1317 COMNAT-ALCP/Programme d'Appui aux Opérations de Désarmement	200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	200,00	0,00	0,00
Action 1.4 : Gestion des systèmes d'information et de Communication									
S/Total action1.4	42,70	43,98	45,30	0,00	0,00	0,00	42,70	43,98	45,30
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	42,70	43,98	45,30	0,00	0,00	0,00	42,70	43,98	45,30
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	42,70	43,98	45,30	0,00	0,00	0,00	42,70	43,98	45,30
Activité 141 Concevoir et mettre en œuvre les stratégies de communication de la sécurité	18,39	18,94	19,51	0,00	0,00	0,00	18,39	18,94	19,51
Activité 142 Concevoir et mettre en œuvre les stratégies de communication de l'Administration du Territoire	14,40	14,83	15,28	0,00	0,00	0,00	14,40	14,83	15,28
Activité 143 Gérer la communication et les relations publiques de la Police	5,70	5,87	6,05	0,00	0,00	0,00	5,70	5,87	6,05
Activité 144 Gérer la communication et les relations publiques de l'Administration du Territoire	4,21	4,34	4,47	0,00	0,00	0,00	4,21	4,34	4,47
TOTAL DU PROGRAMME 1	217 231,28	223 192,51	229 888,28	0,00	0,00	0,00	217 231,28	223 192,51	229 888,28

II.2.2. Programme 2 : Sécurité Intérieure

II.2.2.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 2 : Sécurité Intérieure	Action 2.1 : Recrutement, formation et gestion du personnel de Police
	Action 2.2 : Amélioration des conditions de santé des fonctionnaires de Police
	Action 2.3 : Sécurité et protection des personnes et des biens
	Action 2.4 : Construction, réhabilitation, et équipement des infrastructures de la Police Nationale

II.2.2.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 2 : Sécurité Intérieure						
Objectifs spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2017	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2019	2020	2021	
OS 1 : Renforcer les capacités opérationnelles des forces de sécurité	Ratio fonctionnaires de Police/population	1 policier pour 600 habitants (RGPH-98)	1 policier pour 731 habitants	1 policier pour 611 habitants	1 policier pour 530 habitants	Nombre de policiers / la population urbaine Source : Direction Générale de la Police Nationale NB : * cibles projetés sur la base RGPH 2014 * norme : 1 fonctionnaire de police pour 400 habitants
	Taux de policiers logés par l'Etat	79,24%	87%	95%	100%	Nombre de policiers bénéficiant d'un logement / nombre total de Policiers Source : Rapport d'activités des services des baux
	Taux de policiers dotés en arme automatique	33%	50%	75%	100%	Nombre de policiers dotés en arme / nombre total de Policiers Source : Rapport d'activités de la DGPN
OS 2 : Renforcer les dispositifs de sécurité	Indice Général Ivoirien de Sécurité (IGIS)	1,1	1,1	1,1	1,1	Echelle de 10 Données consolidées de la Police et de la Gendarmerie Source : Rapport du Conseil National de Sécurité
	Taux de fonctionnalité des commissariats de police	96%	98%	100%	100%	Nombre de Commissariats fonctionnels / nombre total de commissariats Source : Rapports d'activités DGPN
	Nombre de personnes formées	48	109	109	250	Dénombrement Source : Rapport d'activité / DGPN
	Taux d'usagers de drogue ayant bénéficié d'un accompagnement	6	4	5	6	Nombre d'usagers de drogue ayant bénéficié d'un accompagnement / nombre total d'usagers de drogue Source : Rapport d'activités / Direction de la Police des Stupéfiants et des Drogues

II.2.2.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

En million FCFA		Projections		
		2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 2 : SECURITE INTERIEURE		151 016,41	141 453,07	139 112,47
	Personnel	0,00	0,00	0,00
	Biens et services	117 617,71	121 146,24	124 780,63
	Transferts	738,18	760,33	783,14
	Investissements	32 660,51	19 546,50	13 548,70
	Trésor	32 660,51	19 546,50	13 548,70
	Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0,00	0,00	0,00

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 2 : SECURITE INTERIEURE									
Action 2.1: Recrutement, formation et gestion du personnel de Police									
S/Total action2.1	115 400,47	118 759,48	122 322,27	0,00	0,00	0,00	115 400,47	118 759,48	122 322,27
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	115 300,47	118 759,48	122 322,27	0,00	0,00	0,00	115 300,47	118 759,48	122 322,27
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100,00	0,00	0,00
Trésor	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	115 300,47	118 759,48	122 322,27	0,00	0,00	0,00	115 300,47	118 759,48	122 322,27
Activité 211 Gérer les baux de la Police	18 950,12	19 518,62	20 104,18	0,00	0,00	0,00	18 950,12	19 518,62	20 104,18
Activité 212 Assurer le traitement des fonctionnaires de Police	90 626,94	93 345,75	96 146,12	0,00	0,00	0,00	90 626,94	93 345,75	96 146,12

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
Activité 213 Assister les fonctionnaires de Police	112,84	116,22	119,71	0,00	0,00	0,00	112,84	116,22	119,71
Activité 214 Apurer les passifs des baux de la Police	2 500,00	2 575,00	2 652,25	0,00	0,00	0,00	2 500,00	2 575,00	2 652,25
Activité 215 Organiser la formation commune de base des recrues de la Police	725,99	747,77	770,20	0,00	0,00	0,00	725,99	747,77	770,20
Activité 216 Gérer les Ressources Humaines de la Police	74,51	76,75	79,05	0,00	0,00	0,00	74,51	76,75	79,05
Activité 217 Coordonner l'organisation des concours de recrutement de la Police Nationale	8,20	8,45	8,70	0,00	0,00	0,00	8,20	8,45	8,70
Activité 218 Organiser la formation initiale et continue des élèves et fonctionnaires de Police	29,18	30,05	30,95	0,00	0,00	0,00	29,18	30,05	30,95
Activité 219 Gérer l'Ecole Nationale de la Police	7,50	7,73	7,96	0,00	0,00	0,00	7,50	7,73	7,96
Activité 2110 Encadrer, inspecter et contrôler les services de Police	15,20	15,66	16,13	0,00	0,00	0,00	15,20	15,66	16,13
Activité 2111 Gérer les bourses des élèves-policiers	2 250,00	2 317,50	2 387,03	0,00	0,00	0,00	2 250,00	2 317,50	2 387,03
Investissements	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100,00	0,00	0,00
Trésor	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100,00	0,00	0,00
Activité 2112 Appuyer la formation continue des fonctionnaires de Police	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100,00	0,00	0,00
Action 2.2: Amélioration des conditions de santé des fonctionnaires de Police									
S/Total action2.2	94,25	97,08	99,99	0,00	0,00	0,00	94,25	97,08	99,99
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	94,25	97,08	99,99	0,00	0,00	0,00	94,25	97,08	99,99
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	94,25	97,08	99,99	0,00	0,00	0,00	94,25	97,08	99,99
Activité 221 Elaborer et suivre la mise en œuvre de la politique sanitaire de la Police	18,75	19,31	19,89	0,00	0,00	0,00	18,75	19,31	19,89
Activité 222 Prendre en charge la santé des fonctionnaires de la Police	75,50	77,76	80,10	0,00	0,00	0,00	75,50	77,76	80,10

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
Action 2.3 : Sécurité et protection des personnes et des biens									
S/Total action2.3	28 118,59	4 990,51	5 201,51	0,00	0,00	0,00	28 118,59	4 990,51	5 201,51
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	2 223,00	2 289,68	2 358,38	0,00	0,00	0,00	2 223,00	2 289,68	2 358,38
Transferts	738,18	760,33	783,14	0,00	0,00	0,00	738,18	760,33	783,14
Investissements	25 157,41	1 940,50	2 060,00	0,00	0,00	0,00	25 157,41	1 940,50	2 060,00
Trésor	25 157,41	1 940,50	2 060,00	0,00	0,00	0,00	25 157,41	1 940,50	2 060,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	2 223,00	2 289,68	2 358,38	0,00	0,00	0,00	2 223,00	2 289,68	2 358,38
Activité 231 Gérer les dépenses centralisées du secteur sécurité	74,13	76,35	78,64	0,00	0,00	0,00	74,13	76,35	78,64
Activité 232 Appuyer les services de Police	144,00	148,32	152,77	0,00	0,00	0,00	144,00	148,32	152,77
Activité 233 Coordonner et suivre les missions de sécurité intérieure	43,70	45,01	46,36	0,00	0,00	0,00	43,70	45,01	46,36
Activité 234 Conduire les enquêtes administratives et fournir les renseignements à l'Etat	140,18	144,39	148,72	0,00	0,00	0,00	140,18	144,39	148,72
Activité 235 Lutter contre les crimes économiques	9,00	9,27	9,55	0,00	0,00	0,00	9,00	9,27	9,55
Activité 236 Renforcer le dispositif sécuritaire	56,50	58,20	59,94	0,00	0,00	0,00	56,50	58,20	59,94
Activité 237 Lutter contre le Racket	52,40	53,97	55,59	0,00	0,00	0,00	52,40	53,97	55,59
Activité 238 Mettre en place et suivre les comités de sécurité des collectivités locales	86,51	89,10	91,77	0,00	0,00	0,00	86,51	89,10	91,77
Activité 239 Lutter contre la criminalité nationale	23,02	23,71	24,43	0,00	0,00	0,00	23,02	23,71	24,43
Activité 2310 Maintenir l'ordre public	1 270,25	1 308,36	1 347,61	0,00	0,00	0,00	1 270,25	1 308,36	1 347,61
Activité 2311 Lutter contre la drogue et les stupéfiants	74,90	77,15	79,46	0,00	0,00	0,00	74,90	77,15	79,46
Activité 2312 Conduire les missions de prévention contre les atteintes à la sûreté de l'Etat	89,07	91,74	94,50	0,00	0,00	0,00	89,07	91,74	94,50
Activité 2313 Lutter contre la prolifération et la circulation illicite des armes légères et de petits calibres	59,33	61,11	62,94	0,00	0,00	0,00	59,33	61,11	62,94
Activité 2323 Créer et faire fonctionner le comité national des finances locales	100,00	103,00	106,09	0,00	0,00	0,00	100,00	103,00	106,09

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
Transferts	738,18	760,33	783,14	0,00	0,00	0,00	738,18	760,33	783,14
Activité 2324 Animer la Commission Nationale de Lutte Contre la Prolifération et la Circulation des Armes Légères et de Petit Calibre	738,18	760,33	783,14	0,00	0,00	0,00	738,18	760,33	783,14
Investissements	25 157,41	1 940,50	2 060,00	0,00	0,00	0,00	25 157,41	1 940,50	2 060,00
Trésor	25 157,41	1 940,50	2 060,00	0,00	0,00	0,00	25 157,41	1 940,50	2 060,00
Activité 2314 Equipement Sécurité Intérieure	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00	0,00
Activité 2315 Equipement des Commissariats	450,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	450,00	0,00	0,00
Activité 2317 Equipement de la Police en Matériel Radio Téléphonie	600,00	1 500,00	1 500,00	0,00	0,00	0,00	600,00	1 500,00	1 500,00
Activité 2318 Mise en Place du Système Intégré de Gestion des Applications et Procédures de police (SIGAPP)	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00	0,00
Activité 2319 Programme d'Urgence Sécurité	12 119,41	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 119,41	0,00	0,00
Activité 2320 Acquisition de véhicules Police / Direction du Patrimoine de l'Etat	1 988,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 988,00	0,00	0,00
Activité 2321 Equipement de la Police Scientifique en Matériels Techniques	0,00	440,50	560,00	0,00	0,00	0,00	0,00	440,50	560,00
Action 2.4 : Construction, réhabilitation et équipement des infrastructures de la Police Nationale									
S/Total action2.4	7 403,10	17 606,00	11 488,70	0,00	0,00	0,00	7 403,10	17 606,00	11 488,70
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	7 403,10	17 606,00	11 488,70	0,00	0,00	0,00	7 403,10	17 606,00	11 488,70
Trésor	7 403,10	17 606,00	11 488,70	0,00	0,00	0,00	7 403,10	17 606,00	11 488,70
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	7 403,10	17 606,00	11 488,70	0,00	0,00	0,00	7 403,10	17 606,00	11 488,70
Trésor	7 403,10	17 606,00	11 488,70	0,00	0,00	0,00	7 403,10	17 606,00	11 488,70
Activité 241 Construction et Equipement de Commissariats de l'Intérieur du Pays	1 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 500,00	0,00	0,00
Activité 242 Extension de Bâtiments à la Direction de la Police Eco. et Financière	70,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	70,00	0,00	0,00
Activité 243 Construction et Equipement Centre de Formation de la DTSI	270,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	270,00	0,00	0,00

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
Activité 244 Construction et Equipement de Commissariats à Abidjan	1 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 400,00	0,00	0,00
Activité 245 Construction et Equipement d'un Centre de Formation Continue	500,00	7 803,00	5 197,00	0,00	0,00	0,00	500,00	7 803,00	5 197,00
Activité 246 Construction et Equipement d'un Hôpital de Police	500,00	7 803,00	4 197,00	0,00	0,00	0,00	500,00	7 803,00	4 197,00
Activité 247 Construction et Equipement d'une Ecole de Police de Korhogo	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00	0,00
Activité 248 Construction du Siège de l'Inspection Générale des Services de Police	500,00	1 000,00	1 094,70	0,00	0,00	0,00	500,00	1 000,00	1 094,70
Activité 249 Construction et Equipement du Magasin Central et d'une Armurerie	547,10	1 000,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00	547,10	1 000,00	1 000,00
Activité 2410 Réfection de Commissariats	531,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	531,00	0,00	0,00
Activité 2413 Mise en Place de la brigade de la Police des Montées	150,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	150,00	0,00	0,00
Activité 2414 Equipement de la Police Scientifique	435,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	435,00	0,00	0,00
TOTAL DU PROGRAMME 2	151 016,41	141 453,07	139 112,47	0,00	0,00	0,00	151 016,41	141 453,07	139 112,47

II.2.3. Programme 3 : Décentralisation

II.2.3.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 3: Décentralisation	Action 3.1 : Renforcement du cadre institutionnel du processus de décentralisation
	Action 3.2 : Renforcement des capacités des structures de tutelle des collectivités territoriales

II.2.3.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 3 : Décentralisation						
Objectifs spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2017	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2019	2020	2021	
OS 1 Améliorer le cadre institutionnel du processus de décentralisation	Nombre de projet de lois	N/D	2			Dénombrement
	Nombre de décrets pris		3	5	5	Source : Rapport d'activités DGDDL
	Nombre de formations dispensées	5	5	5	5	
OS 2 Garantir une politique de décentralisation efficace et efficiente	Nombre d'agents formés	1305	1000	1200	1500	Dénombrement Source : Rapport d'activités DGDDL

II.2.3.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

En million FCFA		Projections		
		2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 3 : DECENTRALISATION		31 354,23	28 798,16	29 662,11
	Personnel	0,00	0,00	0,00
	Biens et services	246,17	253,55	261,16
	Transferts	27 713,22	28 544,61	29 400,95
	Investissements	3 394,85	0,00	0,00
	Trésor	3 394,85	0,00	0,00
	Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0,00	0,00	0,00

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 3 : DECENTRALISATION									
Action 3.1: Renforcement du cadre institutionnel du processus de décentralisation									
S/Total action3.1	130,50	134,42	138,45	0,00	0,00	0,00	130,50	134,42	138,45
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	130,50	134,42	138,45	0,00	0,00	0,00	130,50	134,42	138,45
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	130,50	134,42	138,45	0,00	0,00	0,00	130,50	134,42	138,45
Activité 311 Suivre la mise en œuvre de la politique de décentralisation	104,50	107,64	110,86	0,00	0,00	0,00	104,50	107,64	110,86
Activité 312 Elaborer et mettre en œuvre la politique de coopération décentralisée	8,00	8,24	8,49	0,00	0,00	0,00	8,00	8,24	8,49
Activité 313 Elaborer les textes réglementaires de la fonction publique des collectivités territoriales	9,00	9,27	9,55	0,00	0,00	0,00	9,00	9,27	9,55
Activité 314 Renforcement des capacités des structures de tutelle des collectivités territoriales	9,00	9,27	9,55	0,00	0,00	0,00	9,00	9,27	9,55
Action 3.2: Renforcement des capacités des structures de tutelle des collectivités territoriales									
S/Total action3.2	31 223,73	28 663,75	29 523,66	0,00	0,00	0,00	31 223,73	28 663,75	29 523,66
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	115,67	119,13	122,71	0,00	0,00	0,00	115,67	119,13	122,71
Transferts	27 713,22	28 544,61	29 400,95	0,00	0,00	0,00	27 713,22	28 544,61	29 400,95
Investissements	3 394,85	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 394,85	0,00	0,00
Trésor	3 394,85	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 394,85	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	115,67	119,13	122,71	0,00	0,00	0,00	115,67	119,13	122,71
Activité 321 Gérer et suivre la carrière des fonctionnaires affectés dans les Collectivités Territoriales	9,00	9,27	9,55	0,00	0,00	0,00	9,00	9,27	9,55

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 3 : DECENTRALISATION									
Activité 322 Suivre les programmes et projets des Collectivités Territoriales	9,00	9,27	9,55	0,00	0,00	0,00	9,00	9,27	9,55
Activité 323 Appuyer les Collectivités Territoriales faces aux impondérables	85,00	87,55	90,18	0,00	0,00	0,00	85,00	87,55	90,18
Activité 324 Prendre en charge la contribution de l'Etat à l'organisation de la conférence africaine sur la décentralisation et le développement local	12,67	13,04	13,44	0,00	0,00	0,00	12,67	13,04	13,44
Transferts	27 713,22	28 544,61	29 400,95	0,00	0,00	0,00	27 713,22	28 544,61	29 400,95
Activité 325 Apporter un appui aux Collectivités Territoriales dans leur fonctionnement	27 713,22	28 544,61	29 400,95	0,00	0,00	0,00	27 713,22	28 544,61	29 400,95
Investissements	3 394,85	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 394,85	0,00	0,00
Trésor	3 394,85	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 394,85	0,00	0,00
Activité 326 Améliorer la sécurité dans les collectivités	3 161,33	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 161,33	0,00	0,00
Activité 327 Renforcer les Ressources Humaines de l'administration locale des zones affectées par la crise (PCN-CI)	56,56	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	56,56	0,00	0,00
Activité 328 Renforcement des Communes pour cohésion sociale du Gd Abidjan	51,96	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	51,96	0,00	0,00
Activité 329 Réhabilitation Bâtiment Central DGDDL (Immeuble Pérignon)	125,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	125,00	0,00	0,00
TOTAL DU PROGRAMME 3	31 354,23	28 798,16	29 662,11	0,00	0,00	0,00	31 354,23	28 798,16	29 662,11

II.2.4. Programme 4 : Administration Territoriale et Identification

II.2.4.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 4 : Administration Territoriale et Identification	Action 4.1 : Renforcement et amélioration de l'offre de service de l'Administration du territoire
	Action 4.2 : Renforcement de la protection civile
	Action 4.3 : Modernisation du processus d'identification des populations
	Action 4.4 : Renforcement de l'encadrement de la vie culturelle et promotion de la laïcité de l'Etat

II.2.4.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 4 : Administration Territoriale et Identification						
Objectifs spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2017	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2019	2020	2021	
OS 1 : Garantir une administration déconcentrée efficace et efficiente.	Disponibilité de manuels de procédures dans les administrations déconcentrées	Non	oui	oui	oui	Manuels disponibles (oui/non) Source : DGAT
OS 2 : Améliorer l'offre de service en matière de protection Civile	Taux de couverture du territoire en infrastructures de Protection civile	40%	70%	100%		Nombre d'infrastructures fonctionnelles / Nombre de régions Source ONPC
OS 3 : Assurer un fonctionnement optimal des services de l'Etat-Civil	Taux d'enregistrement des naissances	74,80%	80%	82%	85%	Naissances déclarées à l'Etat-Civil / Naissances attendues Source : Annuaire statistique de l'Etat-Civil / DEPSE
OS 4 : Renforcer l'encadrement de la vie culturelle et promouvoir la laïcité de l'Etat	Nombre de régions intégrées dans la base de données géo-référencées des sites religieux et des associations culturelles	1	10	11	11	Dénombrement Source : Direction Générale des Cultes
	Nombre de pèlerins chrétiens pris en charge	3 148	3 148	3 148	3 148	
	Nombre de pèlerins musulmans bénéficiaires d'un appui	5 000	7 000	7 000	7 000	

II.2.4.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

En million FCFA		Projections		
		2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 4 : ADMINISTRATION TERRITORIALE ET IDENTIFICATION		21 772,22	22 915,24	32 415,27
	Personnel	0,00	0,00	0,00
	Biens et services	5 257,49	5 415,21	5 577,67
	Transferts	3 018,57	3 109,13	3 202,40
	Investissements	13 496,17	14 390,90	23 635,20
	Trésor	13 496,17	14 390,90	23 635,20
	Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0,00	0,00	0,00

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 4 : ADMINISTRATION TERRITORIALE ET IDENTIFICATION									
Action 4.1: Renforcement et amélioration de l'offre de service de l'Administration du Territoire									
S/Total action1	17 048,04	16 682,59	26 085,64	0,00	0,00	0,00	17 048,04	16 682,59	26 085,64
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	5 137,56	5 291,69	5 450,44	0,00	0,00	0,00	5 137,56	5 291,69	5 450,44
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	11 910,48	11 390,90	20 635,20	0,00	0,00	0,00	11 910,48	11 390,90	20 635,20
Trésor	11 910,48	11 390,90	20 635,20	0,00	0,00	0,00	11 910,48	11 390,90	20 635,20
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	5 137,56	5 291,69	5 450,44	0,00	0,00	0,00	5 137,56	5 291,69	5 450,44
Activité 411 Inspecter et contrôler les services de l'Administration du Territoire et des Collectivités Territoriales	15,10	15,55	16,02	0,00	0,00	0,00	15,10	15,55	16,02
Activité 412 Réformer le statut du Corps Préfectoral	35,05	36,10	37,18	0,00	0,00	0,00	35,05	36,10	37,18
Activité 413 Réviser la loi sur les Associations	8,65	8,91	9,18	0,00	0,00	0,00	8,65	8,91	9,18

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
Activité 414 Elaborer le décret portant création, organisation et fonctionnement du village	8,59	8,85	9,12	0,00	0,00	0,00	8,59	8,85	9,12
Activité 415 Gérer et suivre les carrières des fonctionnaires de l'Administration du Territoire	12,00	12,36	12,73	0,00	0,00	0,00	12,00	12,36	12,73
Activité 416 Gérer les dépenses centralisées de l'Administration du Territoire	109,92	113,22	116,61	0,00	0,00	0,00	109,92	113,22	116,61
Activité 417 Assurer la solde du personnel occasionnel de l'administration du Territoire	342,14	352,40	362,98	0,00	0,00	0,00	342,14	352,40	362,98
Activité 418 Acquérir des imprimés et registres d'Etat-Civil	40,00	41,20	42,44	0,00	0,00	0,00	40,00	41,20	42,44
Activité 419 Gérer les baux et indemnités du personnel en circonscription et de l'administration du territoire	650,00	669,50	689,59	0,00	0,00	0,00	650,00	669,50	689,59
Activité 4110 Appuyer les services de l'Administration du Territoire face aux impondérables	100,00	103,00	106,09	0,00	0,00	0,00	100,00	103,00	106,09
Activité 4111 Encadrer les populations dans les circonscriptions administratives	3 816,11	3 930,59	4 048,51	0,00	0,00	0,00	3 816,11	3 930,59	4 048,51
Investissements	11 910,48	11 390,90	20 635,20	0,00	0,00	0,00	11 910,48	11 390,90	20 635,20
Trésor	11 910,48	11 390,90	20 635,20	0,00	0,00	0,00	11 910,48	11 390,90	20 635,20
Activité 4112 Construction d'un bâtiment annexe au cabinet MEMIS	757,27	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	757,27	0,00	0,00
Activité 4113 Construction bureaux et résidences Préfectures et Sous-Préfectures	300,00	279,10	8 085,00	0,00	0,00	0,00	300,00	279,10	8 085,00
Activité 4115 Const, Réhab et Equipt Bureaux et résidences Préfectures	777,88	5 222,30	6 000,10	0,00	0,00	0,00	777,88	5 222,30	6 000,10
Activité 4117 Economie et Ecologie des Territoires Ruraux/C2D	8 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 000,00	0,00	0,00
Activité 4118 Const, Réhab et Equipt Bureaux et résidences Sous-Préfectures	2 075,33	5 889,50	6 550,10	0,00	0,00	0,00	2 075,33	5 889,50	6 550,10
Action 4.2: Renforcement de la Protection Civile									
S/Total action4.2	2 719,07	4 167,39	4 202,41	0,00	0,00	0,00	2 719,07	4 167,39	4 202,41
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Transferts	1 133,39	1 167,39	1 202,41	0,00	0,00	0,00	1 133,39	1 167,39	1 202,41
Investissements	1 585,69	3 000,00	3 000,00	0,00	0,00	0,00	1 585,69	3 000,00	3 000,00
Trésor	1 585,69	3 000,00	3 000,00	0,00	0,00	0,00	1 585,69	3 000,00	3 000,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
Transferts	1 133,39	1 167,39	1 202,41	0,00	0,00	0,00	1 133,39	1 167,39	1 202,41
Activité 421 Renforcer les capacités opérationnelles des structures en charge de la protection civile	813,71	838,12	863,26	0,00	0,00	0,00	813,71	838,12	863,26
Activité 422 Organiser la Journée Mondiale de la protection civile (ONPC/Journée Mondiale)	7,40	7,62	7,85	0,00	0,00	0,00	7,40	7,62	7,85
Activité 423 Organiser les secours aux sinistrés (ONPC/ Gestion Plan ORSEC)	312,28	321,65	331,30	0,00	0,00	0,00	312,28	321,65	331,30
Investissements	1 585,69	3 000,00	3 000,00	0,00	0,00	0,00	1 585,69	3 000,00	3 000,00
Trésor	1 585,69	3 000,00	3 000,00	0,00	0,00	0,00	1 585,69	3 000,00	3 000,00
Activité 426 Construction et Equip infrastructures de protection civile	1 585,69	3 000,00	3 000,00	0,00	0,00	0,00	1 585,69	3 000,00	3 000,00
Action 4.3 : Modernisation du processus d'identification des populations									
S/Total action4.3	1 881,08	1 937,51	1 995,63	0,00	0,00	0,00	1 881,08	1 937,51	1 995,63
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Transferts	1 881,08	1 937,51	1 995,63	0,00	0,00	0,00	1 881,08	1 937,51	1 995,63
Investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Transferts	1 881,08	1 937,51	1 995,63	0,00	0,00	0,00	1 881,08	1 937,51	1 995,63
Activité 431 Identifier les populations	1 881,08	1 937,51	1 995,63	0,00	0,00	0,00	1 881,08	1 937,51	1 995,63
Action 4.4: Renforcement de l'encadrement de la vie culturelle et promotion de la laïcité de l'Etat									
S/Total action4.4	124,04	127,76	131,59	0,00	0,00	0,00	124,04	127,76	131,59
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	119,93	123,52	127,23	0,00	0,00	0,00	119,93	123,52	127,23
Transferts	4,11	4,23	4,36	0,00	0,00	0,00	4,11	4,23	4,36
Investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
Biens et services	119,93	123,52	127,23	0,00	0,00	0,00	119,93	123,52	127,23
Activité 441 Elaborer et suivre la politique nationale des cultes	22,00	22,66	23,34	0,00	0,00	0,00	22,00	22,66	23,34
Activité 442 Elaborer la loi portant création, organisation et fonctionnement du Conseil Supérieur des Religions et des Convictions	9,30	9,58	9,87	0,00	0,00	0,00	9,30	9,58	9,87
Activité 443 Elaborer le Plan Stratégique de Promotion de la Laïcité	16,10	16,58	17,08	0,00	0,00	0,00	16,10	16,58	17,08
Activité 444 Coordonner et suivre l'organisation des pèlerinages chrétiens	32,87	33,86	34,87	0,00	0,00	0,00	32,87	33,86	34,87
Activité 445 Coordonner et suivre l'organisation des pèlerinages musulmans	39,65	40,84	42,07	0,00	0,00	0,00	39,65	40,84	42,07
Transferts	4,11	4,23	4,36	0,00	0,00	0,00	4,11	4,23	4,36
Activité 446 Assister les associations et confessions religieuses	4,11	4,23	4,36	0,00	0,00	0,00	4,11	4,23	4,36
TOTAL DU PROGRAMME 4	21 772,22	22 915,24	32 415,27	0,00	0,00	0,00	21 772,22	22 915,24	32 415,27

SECTION 16 : MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE

I. PRESENTATION GENERALE DU MINISTERE

I.1. Situation du Secteur

I.1.1. Problèmes majeurs

- la faible prise en compte de la satisfaction de l'utilisateur-client ;
- la mauvaise répartition géographique des fonctionnaires ;
- le relâchement des valeurs d'éthique et de déontologie dans l'Administration publique ;
- l'insuffisance des fonctions de contrôle, d'inspection et d'évaluation ;
- la complexité des procédures administratives et la lenteur dans la production des actes administratifs ;
- l'insuffisance de la couverture sociale ;
- l'inégale répartition des salaires, accessoires de salaire et indemnités entre les familles d'emplois et les administrations ;
- l'inadéquation entre les diplômes et les grades ;
- la non prise en compte des diplômes acquis en cours de carrière dans la promotion du fonctionnaire ;
- la faiblesse du montant des pensions servies selon l'ordonnance de 2012 ;
- la méconnaissance des procédures disciplinaires et des distinctions honorifiques ;
- la méconnaissance de la procédure de la commission de réforme relativement aux accidents de travail, aux maladies professionnelles et à la pension de retraite ;
- l'insuffisance de sensibilisation des fonctionnaires sur leurs droits et obligations professionnelles ;
- l'insuffisance de système d'archivage et de système statistique ;
- l'absence de redevabilité et d'imputabilité dans l'exécution du budget ;
- l'absence de plan de formation continue adapté aux besoins des services ;
- la faible prise en compte du Genre ;
- la faible opérationnalité du CED-CI ;
- l'inadaptation des curricula de formation à l'ENA ;
- la longue durée de traitement des dossiers du nouveau fonctionnaire pour le premier mandatement ;
- l'inadaptation de l'indice référentiel de base par rapport au coût de la vie ;
- l'inadéquation entre le poste de travail et l'emploi, d'une part et entre le profil des postes et les fonctions exercées, d'autre part ;
- l'inexistence d'une habilitation à donner aux Directeurs Régionaux du Ministère de la Fonction Publique ;

I.1.2. Réponses apportées

- la Création du Système Intégré de Gestion des Fonctionnaires et Agents de l'Etat (SIGFAE) par le décret n° 2015 – 68 du 04 février 2015 et le Fichier Unique de Référence (FUR) par l'arrêté n°027/PM/CAB du 15 janvier 2015 ;
- l'institution des Directions des Ressources Humaines dans tous les Ministères (décret n° 2011-290 du 12 Octobre 2011) ;
- la réforme des horaires de travail (décret n° 2012 – 04 du 11 janvier 2012) ;
- la déconcentration de l'Administration avec la création des Directions Régionales du Ministère et l'organisation des concours administratifs dans les régions ;
- les inscriptions en ligne aux concours administratifs ;
- les compositions assistées par ordinateur ;
- la révision du statut général de la Fonction Publique ;

- la révision du décret n° 95-92 du 01 février 1995 portant organisation de la formation professionnelle ;
- l'élaboration du Référentiel des Emplois et des Compétences (REC) ;
- la mise en place du Comité du Dialogue Social dans la Fonction Publique (CDS – FP) ;
- la numérisation des archives à travers le projet Gestion Electronique des Documents (GED) ;
- le déblocage des avancements ;
- l'instauration de nouveaux profils de carrières ;
- la revalorisation progressive des salaires ;
- la réalisation de l'audit Genre ;
- l'organisation des concours de promotion.

I.1.3.Défis et priorités

- la sécurisation et la pérennisation du SIGFAE ;
- la révision du statut général de la Fonction Publique ;
- la dématérialisation des procédures administratives de la Fonction Publique ;
- la mise en place d'un système de management de la qualité ;
- l'instauration d'une culture de contrôle, de redevabilité et de suivi-évaluation ;
- le profilage et la codification des postes de travail au sein de la Fonction Publique.

I.2.Politique sectorielle

I.2.1.Principales orientations

- Gouvernance du Ministère de la Fonction Publique;
- Renforcement des moyens et la qualité des services publics.

I.2.2.Résultats stratégiques

- les stratégies en vue de renforcer la gouvernance du secteur sont mises en place ;
- la gestion des ressources humaines de l'Etat est efficace et efficiente

I.3.Missions du ministère

Le Ministre de la Fonction Publique est chargé de la mise en œuvre et du suivi de la politique du Gouvernement en matière de Fonction Publique. A ce titre, et en liaison avec les différents départements ministériels concernés, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

- recrutement et gestion des personnels des Administrations de l'Etat, des établissements publics et des personnels engagés par contrat ;
- gestion prévisionnelle et contrôle des effectifs ;
- mise en œuvre, suivi et évaluation de la politique générale de la fonction publique ;
- moralisation de la fonction publique ;
- formation et le perfectionnement des cadres de l'Administration et des Agents de l'Etat, en liaison avec le Ministre chargé de la Modernisation de l'Administration et de l'innovation de Service Public ;
- réforme et le suivi de l'application du Statut Général de la Fonction Publique ;
- continuité, organisation efficace et bon fonctionnement du Service Public, en liaison avec le Ministre chargé de la Modernisation de l'Administration et de l'innovation de Service Public.

I.4. Identification des programmes

- Programme 1 : Administration Générale ;
- Programme 2 : Fonction Publique.

II. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DEPENSES - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (DPPD-PAP)

II.1. Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses (DPPD)

II.1.1. Répartition des structures dans les programmes

Tableau 1 : Cartographie administrative des programmes

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET REGIONAUX	ORGANISME SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
P1 : Administration Générale	Cabinet, IG, CD, SOMFP, DAFP, DRH, DCRP, DPSE, DAJC, DQ, CPM, DSI	-	- Construction, Réhabilitation et Equipement des Directions Régionales et Antennes de la Fonction Publique ; - Projet de numérisation des archives.	-
P2 : Fonction publique	DGFP, DC, DFRC, DGAPCE, DPCE, DCSSE, DR	- Ecole Nationale d'Administration (ENA) ; - Centre d'Education à Distance de Côte d'Ivoire (CED-CI)	- Réhabilitation et Equipement de l'Ecole Nationale d'Administration (ENA) - Construction et équipement des salles multimédias	-

II.1.2. Performance globale du ministère

Tableau 2 : Performance du ministère

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESULTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODE DE CALCUL/ SOURCE DE COLLECTE
OG 1 : Mettre en place des stratégies en vue de renforcer la gouvernance du ministère	RS 1 : Les stratégies en vue de renforcer la gouvernance du secteur sont mises en place	IP 1.1 : Proportion des agents du ministère satisfaits de la qualité de gestion	Nombre d'agents satisfaits / Nombre total d'agents du ministère interrogés Source : Cabinet / DPSE
OG 2 : Promouvoir une gestion efficace et efficiente des ressources humaines de l'Etat	RS 2 : La gestion des ressources humaines de l'Etat est efficace et efficiente	IP 2.1: Taux de satisfaction des fonctionnaires et agents de l'Etat	Nombre de fonctionnaires et agents de l'Etat satisfaits / Nombre total de fonctionnaires et agents de l'Etat interrogés Source : Cabinet / DPSE / DQ

II.1.3.Financement global du ministère

Tableau 3 : Financement global

En million FCFA	PROJECTIONS DE REFERENCE			MESURES NOUVELLES			PROJECTIONS FINALES		
	2019	2020	2021	2019	2020	2021	2019	2020	2021
1. RESSOURCES	21 635,87	21 411,52	22 053,74	0,00	0,00	0,00	21 635,87	21 411,52	22 053,74
1.1 Ressources Intérieures	21 635,87	21 411,52	22 053,74	0,00	0,00	0,00	21 635,87	21 411,52	22 053,74
1.1.1 Budget Etat	21 635,87	21 411,52	22 053,74	0,00	0,00	0,00	21 635,87	21 411,52	22 053,74
1.1.2 Recettes propres (structures)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1.2 Ressources Extérieures	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2. CHARGES	21 635,87	21 411,52	22 053,74	0,00	0,00	0,00	21 635,87	21 411,52	22 053,74
2.1 Personnel	7 474,68	7 698,92	7 929,89	0,00	0,00	0,00	7 474,68	7 698,92	7 929,89
2.1.1 Solde y compris EPN	7 474,68	7 698,92	7 929,89	0,00	0,00	0,00	7 474,68	7 698,92	7 929,89
2.1.2 Contractuels hors solde	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2.2 Biens et services	9 992,78	10 292,45	10 601,10	0,00	0,00	0,00	9 992,78	10 292,45	10 601,10
2.3 Transferts et subventions	3 320,53	3 420,15	3 522,75	0,00	0,00	0,00	3 320,53	3 420,15	3 522,75
2.4 Investissements*	847,87	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	847,87	0,00	0,00
Trésor	847,87	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	847,87	0,00	0,00
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

II.2. Projets Annuels de Performance (PAP) par programme

II.2.1. Programme 1 : Administration Générale

II.2.1.1 Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 1 : Administration générale	Action 1.1: Coordination et animation du ministère
	Action 1.2: Gestion des ressources humaines, financières et matérielles
	Action 1.3: Planification, programmation et suivi-évaluation
	Action 1.4: Gestion du système d'information et de communication

II.2.1.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 1 : Administration Générale						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2017	Cibles			Méthode de calcul et moyen de vérification
			2019	2020	2021	
OS 1 : Améliorer la transparence en matière de gestion administrative et budgétaire	Taux de couverture des besoins en ressources humaines	70%	100%	100%	100%	Besoins en ressources humaines satisfaits / besoins exprimés Source: DRH
	Taux de couverture des besoins en ressources financières et matérielles	90%	95%	98%	100%	Besoins en ressources financières et matérielles satisfaits / besoins exprimés Source: DAFP
	Taux de couverture des structures intégrées dans la planification et la redevabilité	100%	100%	100%	100%	Nombre de structures couvertes / nombre total de structures Source: Cabinet/DPSE
OS 2 : Renforcer le système de planification, d'information et de communication du ministère	Nombre de grandes plateformes informatiques existantes inter-reliées au SIGFAE	2	2	2	2	Dénombrement Solde et IPS –CGRAE Source: DSI

II.2.1.3 Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

En million FCFA		Projections		
		2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GENERALE		15 250,31	15 294,80	15 753,53
	Personnel	7 474,68	7 698,92	7 929,89
	Biens et services	7 308,27	7 527,40	7 753,10
	Transferts	66,49	68,48	70,54
	Investissements	400,87	0,00	0,00
	Trésor	400,87	0,00	0,00
	Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0,00	0,00	0,00

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GENERALE									
Action 1: Coordination et animation									
S/Total action1	821,55	846,20	871,58	0,00	0,00	0,00	821,55	846,20	871,58
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	821,55	846,20	871,58	0,00	0,00	0,00	821,55	846,20	871,58
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	821,55	846,20	871,58	0,00	0,00	0,00	821,55	846,20	871,58
Activité 1101 : Coordonner les activités du Ministère	219,60	226,19	232,97	0,00	0,00	0,00	219,60	226,19	232,97
Activité 1102 : Suivre les activités du Cabinet	55,00	56,65	58,35	0,00	0,00	0,00	55,00	56,65	58,35

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
Activité 1103 : Inspecter les services du Ministères	28,00	28,84	29,71	0,00	0,00	0,00	28,00	28,84	29,71
Activité 1104 : Former les acteurs ministériels sur les reformes des finances publiques	97,00	99,91	102,91	0,00	0,00	0,00	97,00	99,91	102,91
Activité 1105 : Vulgariser les actes et procédures disciplinaires	29,00	29,87	30,77	0,00	0,00	0,00	29,00	29,87	30,77
Activité 1106: Vulgariser les actes et procédures de distinction honorifique	29,00	29,87	30,77	0,00	0,00	0,00	29,00	29,87	30,77
Activité 1107 : Gérer les contentieux soumis à l'arbitrage du Ministre	18,20	18,75	19,31	0,00	0,00	0,00	18,20	18,75	19,31
Activité 1108: Mettre en œuvre la politique de lutte contre le SIDA à la Fonction Publique	6,00	6,18	6,37	0,00	0,00	0,00	6,00	6,18	6,37
Activité 1109: Coordonner les activités du Ministère au niveau déconcentré	339,75	349,94	360,44	0,00	0,00	0,00	339,75	349,94	360,44
Action 2: Gestion des ressources humaines, financières et matérielles									
S/Total action2	13 936,86	14 173,70	14 598,79	0,00	0,00	0,00	13 936,86	14 173,70	14 598,79
Personnel	7 474,68	7 698,92	7 929,89	0,00	0,00	0,00	7 474,68	7 698,92	7 929,89
Biens et services	6 219,82	6 406,30	6 598,37	0,00	0,00	0,00	6 219,82	6 406,30	6 598,37
Transferts	66,49	68,48	70,54	0,00	0,00	0,00	66,49	68,48	70,54
Investissements	175,87	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	175,87	0,00	0,00
Trésor	175,87	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	175,87	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Personnel	7 474,68	7 698,92	7 929,89	0,00	0,00	0,00	7 474,68	7 698,92	7 929,89
Activité 1201 : Prendre en charge les salaires des personnels de l'administration centrale	7 474,68	7 698,92	7 929,89	0,00	0,00	0,00	7 474,68	7 698,92	7 929,89
Biens et services	6 219,82	6 406,30	6 598,37	0,00	0,00	0,00	6 219,82	6 406,30	6 598,37
Activité 1202 : Gérer les ressources humaines du Ministère	307,10	316,31	325,80	0,00	0,00	0,00	307,10	316,31	325,80
Activité 1203 : Prendre en charge médicalement le personnel du MFP	26,10	26,88	27,69	0,00	0,00	0,00	26,10	26,88	27,69
Activité 1204 : Prendre en charge le fonctionnement de la résidence du Ministre	4,00	4,00	4,00	0,00	0,00	0,00	4,00	4,00	4,00
Activité 1205 : Gérer les séminaires et les conférences du ministère hors de la Côte-d'Ivoire	80,00	82,40	84,87	0,00	0,00	0,00	80,00	82,40	84,87
Activité 1206 : Renforcer les capacités du personnel du Cabinet	196,17	202,06	208,12	0,00	0,00	0,00	196,17	202,06	208,12
Activité 1207 : Gérer les dépenses centralisées du MFP	483,40	497,90	512,84	0,00	0,00	0,00	483,40	497,90	512,84

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
Activité 1208 : Coordonner la passation des marchés publics du MFP et suivre leur exécution	17,60	18,13	18,67	0,00	0,00	0,00	17,60	18,13	18,67
Activité 1209 : Prendre en charge les abonnements eau, électricité et téléphone de l'administration centrale du MFP	240,45	247,67	255,10	0,00	0,00	0,00	240,45	247,67	255,10
Activité 1210 : Prendre en charge des charges exceptionnelles des agents	4 800,00	4 944,00	5 092,32	0,00	0,00	0,00	4 800,00	4 944,00	5 092,32
Activité 1211 : Gérer les séminaires et les conférences du ministère en Côte-d'Ivoire	25,00	25,75	26,52	0,00	0,00	0,00	25,00	25,75	26,52
Activité 1212 : Mettre en œuvre le CDMT	40,00	41,20	42,44	0,00	0,00	0,00	40,00	41,20	42,44
Transferts et Subventions	66,49	68,48	70,54	0,00	0,00	0,00	66,49	68,48	70,54
Activité 1213 : Gérer les Honoraires des agents sous la convention du BNETD	66,49	68,48	70,54	0,00	0,00	0,00	66,49	68,48	70,54
Investissements	175,87	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	175,87	0,00	0,00
Trésor	175,87	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	175,87	0,00	0,00
Activité 1215 : Réaliser le transfert au CEPICI pour la mise en œuvre des activités du Doing business-MFPMA	175,87	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	175,87	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Action 3 : Planification, programmation et suivi-évaluation									
S/Total action3	145,00	30,90	31,83	0,00	0,00	0,00	145,00	30,90	31,83
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	30,00	30,90	31,83	0,00	0,00	0,00	30,00	30,90	31,83
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	115,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	115,00	0,00	0,00
Trésor	115,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	115,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	30,00	30,90	31,83	0,00	0,00	0,00	30,00	30,90	31,83
Activité 1301 : Planifier, programmer, suivre et évaluer les activités du Ministère	30,00	30,90	31,83	0,00	0,00	0,00	30,00	30,90	31,83
Investissements	115,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	115,00	0,00	0,00
Trésor	115,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	115,00	0,00	0,00
Activité 1302 : Modernisation des Processus Métiers	115,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	115,00	0,00	0,00

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
Action 4 : Gestion du système d'information et de communication									
S/Total action4	346,90	244,01	251,33	0,00	0,00	0,00	346,90	244,01	251,33
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	236,90	244,01	251,33	0,00	0,00	0,00	236,90	244,01	251,33
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	110,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	110,00	0,00	0,00
Trésor	110,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	110,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	236,90	244,01	251,33	0,00	0,00	0,00	236,90	244,01	251,33
Activité 1401 : Elaborer et mettre en œuvre les stratégies de communication du Ministère	45,00	46,35	47,74	0,00	0,00	0,00	45,00	46,35	47,74
Activité 1402 : Organiser les concours de recrutement et de promotion des personnels des Administrations de l'Etat et des EPN	171,00	176,13	181,41	0,00	0,00	0,00	171,00	176,13	181,41
Activité 1403 : Concevoir les outils d'informations et l'organisation des concours administratifs	20,90	21,53	22,17	0,00	0,00	0,00	20,90	21,53	22,17
Investissement	110,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	110,00	0,00	0,00
Trésor	110,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	110,00	0,00	0,00
Activité 1404 : Construction et Equipement Salles Multimédia	110,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	110,00	0,00	0,00
TOTAL DU PROGRAMME 1									
	15 250,31	15 294,80	15 753,53	0,00	0,00	0,00	15 250,31	15 294,80	15 753,53

II.2.2. Programme 2: Fonction publique

II.2.2.1 Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 2 : Fonction Publique	Action 2.1: Amélioration du système de recrutement des fonctionnaires et agents de l'Etat
	Action 2.2: Formation et perfectionnement des Agents de l'Administration Publique

II.2.2.2 Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 2: Fonction publique						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2017	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2019	2020	2021	
OS 1 : Maîtriser les effectifs des fonctionnaires et agents de l'Etat	Taux de couverture en personnel de l'Administration Publique	80%	90%	95%	100%	Nombre de besoins en personnels satisfaits / nombre de besoins exprimés Source: DGFP/DPCE
OS 2 : Renforcer les capacités du personnel de l'Administration Publique	Taux de couverture en formation de l'Administration Publique	70%	75%	80%	85%	Nombre de besoins en formation satisfaits / nombre de besoins exprimés Source: DFRC/ENA/CED-CI

II.2.2.3 Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

En million FCFA		Projections		
		2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 2 : FONCTION PUBLIQUE		6 385,55	6 116,71	6 300,21
	Personnel	0,00	0,00	0,00
	Biens et services	2 684,51	2 765,05	2 848,00
	Transferts	3 254,04	3 351,67	3 452,22
	Investissements	447,00	0,00	0,00
	Trésor	447,00	0,00	0,00
	Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0,00	0,00	0,00

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 2 : FONCTION PUBLIQUE									
Action 1: Amélioration du système de recrutement des fonctionnaires et agents de l'Etat									
S/Total action1	1 890,39	1 844,11	1 899,43	0,00	0,00	0,00	1 890,39	1 844,11	1 899,43
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	90,39	93,11	95,90	0,00	0,00	0,00	90,39	93,11	95,90
Transferts	1 700,00	1 751,00	1 803,53	0,00	0,00	0,00	1 700,00	1 751,00	1 803,53
Investissements	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100,00	0,00	0,00
Trésor	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	90,39	93,11	95,90	0,00	0,00	0,00	90,39	93,11	95,90
Activité 2101 : Mettre en œuvre la politique de recrutement et de gestion des Ressources Humaines de l'Etat	25,00	25,75	26,52	0,00	0,00	0,00	25,00	25,75	26,52
Activité 2102 : Organiser les concours de recrutement et de promotion des personnels des Administrations de l'Etat et des EPN	25,00	25,75	26,52	0,00	0,00	0,00	25,00	25,75	26,52
Activité 2103: Produire et gérer les actes administratifs des fonctionnaires et agents de l'Etat	40,39	41,61	42,85	0,00	0,00	0,00	40,39	41,61	42,85
Transferts	1 700,00	1 751,00	1 803,53	0,00	0,00	0,00	1 700,00	1 751,00	1 803,53
Activité 2104: Concevoir les outils d'informations et l'organisation des concours administratifs	1 700,00	1 751,00	1 803,53	0,00	0,00	0,00	1 700,00	1 751,00	1 803,53
Investissements	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100,00	0,00	0,00
Trésor	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100,00	0,00	0,00
Activité 2105: Construction et Equipement Salles Multimédia	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Action 2: Formation et perfectionnement des agents de l'Administration Publique									
S/Total action2	4 495,16	4 272,61	4 400,78	0,00	0,00	0,00	4 495,16	4 272,61	4 400,78
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	2 594,12	2 671,94	2 752,10	0,00	0,00	0,00	2 594,12	2 671,94	2 752,10
Transferts	1 554,04	1 600,67	1 648,69	0,00	0,00	0,00	1 554,04	1 600,67	1 648,69
Investissements	347,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	347,00	0,00	0,00
Trésor	347,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	347,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
Biens et services	2 594,12	2 671,94	2 752,10	0,00	0,00	0,00	2 594,12	2 671,94	2 752,10
Activité 2201: Renforcer les capacités des agents de l'administration publique ivoirienne, en management des administrations publiques, en partenariat avec HEC Paris	721,50	743,15	765,44	0,00	0,00	0,00	721,50	743,15	765,44
Activité 2202: Mettre en stage hors de la Côte d'Ivoire les fonctionnaires et agents de l'Etat	340,00	350,20	360,71	0,00	0,00	0,00	340,00	350,20	360,71
Activité 2203: Prendre en charge la bourse des auditeurs de l'ENA	1 532,62	1 578,60	1 625,95	0,00	0,00	0,00	1 532,62	1 578,60	1 625,95
Transferts	1 554,04	1 600,67	1 648,69	0,00	0,00	0,00	1 554,04	1 600,67	1 648,69
Activité 2204: Former les agents et fonctionnaire de l'Etat	1 223,27	1 259,97	1 297,77	0,00	0,00	0,00	1 223,27	1 259,97	1 297,77
Activité 2205 : Former des auditeurs en présentiel et par vidéoconférence	330,77	340,70	350,92	0,00	0,00	0,00	330,77	340,70	350,92
Investissements	347,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	347,00	0,00	0,00
Trésor	347,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	347,00	0,00	0,00
Activité 2206: Réhabilitation et Equipement Ecole Nationale d'Administration	215,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	215,00	0,00	0,00
Activité 2207: Projet de délocalisation du CED-CI	132,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	132,00	0,00	0,00
TOTAL DU PROGRAMME 2	6 385,55	6 116,71	6 300,21	0,00	0,00	0,00	6 385,55	6 116,71	6 300,21

SECTION 17 : MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES DROITS DE L'HOMME

SECTION 17 : MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES DROITS DE L'HOMME

I- PRESENTATION GENERALE DU MINISTERE

I.1. Situation du Secteur

I.1.1. Problèmes majeurs

- l'insuffisance des infrastructures judiciaires et pénitentiaires ;
- la vétusté des infrastructures existantes ;
- l'inadéquation des infrastructures judiciaires et pénitentiaires aux normes internationales ;
- l'insuffisance du personnel;
- l'insuffisance de matériel et d'équipement.

I.1.2. Réponses apportées

- l'acquisition d'infrastructures ;
- la réhabilitation de trente-sept (37) juridictions et de vingt-huit (28) établissements pénitentiaires ;
- la construction de prisons de haute sécurité conforme aux normes internationales;
- le renforcement du personnel et des capacités des acteurs;
- le renforcement de l'équipement des structures du ministère ;
- la tenue des assises judiciaires ;
- la mise en place de six (06) cliniques juridiques.

I.1.3. Défis et priorités

- l'amélioration de l'accessibilité des citoyens au système judiciaire ;
- la transparence, la crédibilité et la régulation des institutions judiciaires ;
- la modernisation du système pénitentiaire ;
- la promotion, la protection et la défense des droits de l'Homme ;
- la lutte contre l'apatridie.

I.2. Politique sectorielle

I.2.1. Principales orientations

- l'amélioration de l'accessibilité des citoyens au système judiciaire ;
- la transparence, la crédibilité et la régulation des institutions judiciaires ;
- la modernisation du système pénitentiaire.

I.2.2. Résultats stratégiques

- l'administration de la justice est moderne et performance ;
- les distances géographique et socio-économique entre les citoyens et la justice sont réduites ;

- le dispositif légal et institutionnel de l'indépendance de la justice est renforcé ;
- les capacités opérationnelles du système judiciaire sont renforcées ;
- la surpopulation carcérale est réduite ;
- le bien-être des détenus est amélioré.

I.3. Missions du ministère

Le Garde des Sceaux, Ministre de la justice et des droits de l'Homme, est chargé de la mise en œuvre et du suivi de la politique du Gouvernement en matière de la Justice et des Droits de l'Homme.

A ce titre, et en liaison avec les différents départements ministériels concernés, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

I.3.1. En matière de justice

- application de la législation et de la réglementation relatives aux droits civiques ;
- élaboration de projets de réforme tant en matière civile, commerciale, pénale et de procédure qu'en matière d'organisation judiciaire et d'administration pénitentiaire ;
- élaboration des textes relatifs à l'Etat Civil, en liaison avec les ministères concernés ;
- contrôle de l'état civil ;
- gestion des affaires civiles, des sceaux et des procédures de naturalisation ;
- gestion des affaires criminelles, de l'administration pénitentiaire et de l'enfance délinquante ;
- application des peines et grâces ;
- suivi de la bonne application de la législation pénale, civile et commerciale ainsi que des règles de procédures suivies devant les juridictions ;
- suivi de l'exécution des décisions pénales ;
- développement de l'assistance judiciaire ;
- recrutement, formation initiale et continue des magistrats des juridictions de première instance et d'appel ainsi que des personnels judiciaires pénitentiaires ;
- gestion des juridictions de première instance et d'appel ;
- promotion de l'accessibilité de la justice ;
- gestion de la carrière des magistrats des juridictions de première instance et d'appel et des personnels judiciaires et pénitentiaires ;
- assistance juridique aux autres départements ministériels pour l'élaboration de projets de codes et de projets de textes prévoyant des dispositions à caractère pénal ;
- suivi de la coopération judiciaire internationale.

I.3.2. En matière de Droits de l'Homme

- promotion, protection et défense des droits de l'Homme ;
- création d'un cadre de lutte contre l'impunité, en liaison avec les Ministres concernés ;
- suivi de l'application de la législation et de la réglementation relatives aux droits humains ;
- étude des projets de textes législatifs et réglementaires, des projets de conventions internationales, relatifs aux droits de l'Homme ainsi que leur mise en œuvre ;
- élaboration des rapports prévus par les conventions internationales relatives aux droits de l'Homme ;
- promotion de l'assistance judiciaire ;
- conception, planification et exécution des programmes d'éducation et de formation en matière de droits de l'Homme ;
- élaboration et mise en œuvre d'une politique d'assistance juridique en vue de la protection et de la défense des droits des malades du VIH/SIDA, en liaison avec le Ministre chargé de la Santé ;
- lutte contre l'apatridie.

Pour l'exercice de ses attributions, le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et des Droits de l'Homme, est assisté en matière de Droits de l'Homme d'un Secrétaire d'Etat.

I.4. Identification des programmes

- Programme 1 : Administration Générale ;
- Programme 2 : Juridictions ;
- Programme 3 : Etablissements pénitentiaires, centres d'observation et de rééducation des mineurs.

II. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DEPENSES -PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (DPPD-PAP)

II.1. Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses (DPPD)

II.1.1. Répartition des structures dans les programmes

Tableau 1 : Cartographie administrative des programmes

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET REGIONAUX	ORGANISME SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 1 : Administration Générale	Cabinet, IGSJP, DAF ; DSJRH ; DPS ; DIEM ; SI ; SC ; CPM ; DLD ; DCECA ;	INFJ ; CNDJ	- Programme justice C2D ; - Programme Spécial justice ; - Opérations d'urgences ; - Activités Institutionnelle ; - Acquisition de terrain ; - Acquisition et équipement du siège du CNDJ	
Programme 2 : Juridictions	DACP ; Toutes les juridictions, CCJA, DPJJEJ, Tous les Services de la Protection, Judiciaire de l'Enfance et de la Jeunesse		- Construction et équipement des tribunaux et résidences ; - Construction du Tribunal d'Abobo ; - Appui Réforme et modernisation système judiciaire et pénitentiaire	
Programme 3 : Etablissements Pénitentiaires, Centres d'observation et de Rééducation des Mineurs	DAP, DRAP ; Toutes les Maisons d'arrêt et de correction ; CAEA ; COM ; CRD ; Centre Abel de GD Bassam, Intendance du Ministère de la Justice		- Construction, Réhabilitation et équipement des MAC ; - Construction de prisons de haute sécurité ; - Réhabilitation et équipement Ferme pénitentiaire de Saliakro ; - Réfection et réaménagement de la MACA ; - Construction Centre de Réinsertion des Mineurs de Tiébissou	

II.1.2. Performance globale du ministère

Tableau 2 : Performance du ministère

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESULTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODE DE CALCUL / SOURCE DE COLLECTE
OG 1 : promouvoir une administration moderne et performante	RS 1.1 : l'administration de la justice est moderne et performante	IP 1.1.1 : Taux de réalisation des activités	Nombre d'activités réalisées / nombre d'activités prévues Source : Cabinet
OG2 : amélioration de l'accessibilité des citoyens au système judiciaire et de la qualité des institutions judiciaires	RS 2.1 : les distances géographique et socio-économique entre les citoyens et la justice sont réduites	IP 2.1.1 : Taux de couverture du territoire national en juridictions	Nombre de juridiction / Nombre total de Départements Source : Rapport d'activités de la DSJRH
		IP 2.2.2 : Nombre de personnes ayant bénéficié d'assistance judiciaire	Dénombrement Source : Rapports d'assistance judiciaire produits par les auxiliaires de justice
	RS 2.2 : le dispositif légal et institutionnel de l'indépendance de la justice est renforcé	IP 2.2.1 : Nombre de texte légal disponible	Dénombrement Source : JORCI / SGG
	RS 2.3 : les capacités opérationnelles du système judiciaire sont renforcées	IP 2.3.1 : Nombre de séances de formation continue dispensée	Dénombrement Source : Rapport d'activités de l'INFJ
OG 3 : modernisation du système pénitentiaire	RS 3.1 : la surpopulation carcérale est réduite	IP 3.1.1 : Nombre d'établissements pénitentiaires et de centres de mineurs construits et réhabilités	Dénombrement Source : DIEM
	RS 3.2 : le bien-être des détenus est amélioré	IP 3.2.1 : Nombre de ration alimentaire par détenu et par jour	Dénombrement Source : Rapport d'activités DAP / DAF

II.1.3.Financement global du ministère

Tableau 3 : Financement global

En million de FCFA	PROJECTIONS DE REFERENCE			MESURES NOUVELLES			PROJECTIONS FINALES		
	2019	2020	2021	2019	2020	2021	2019	2020	2021
1. RESSOURCES	78 810,91	83 388,03	80 763,42	0,00	0,00	0,00	78 810,91	83 388,03	80 763,42
1.1 Ressources Intérieures	78 810,91	83 388,03	80 763,42	0,00	0,00	0,00	78 810,91	83 388,03	80 763,42
1.1.1 Budget Etat	78 810,91	83 388,03	80 763,42	0,00	0,00	0,00	78 810,91	83 388,03	80 763,42
1.1.2 Recettes propres (structures)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1.2 Ressources Extérieures	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2. CHARGES	78 810,91	83 388,03	80 763,42	0,00	0,00	0,00	78 810,91	83 388,03	80 763,42
2.1 Personnel	39 472,19	40 656,35	41 876,04	0,00	0,00	0,00	39 472,19	40 656,35	41 876,04
2.1.1 Solde y compris EPN	39 472,19	40 656,35	41 876,04	0,00	0,00	0,00	39 472,19	40 656,35	41 876,04
2.1.2 Contractuels hors solde	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2.2 Biens et services	16 609,58	17 107,75	17 620,86	0,00	0,00	0,00	16 609,58	17 107,75	17 620,86
2.3 Transferts et subventions	637,22	656,33	676,02	0,00	0,00	0,00	637,22	656,33	676,02
2.4 Investissements*	22 091,93	24 967,60	20 590,50	0,00	0,00	0,00	22 091,93	24 967,60	20 590,50
Trésor	22 091,93	24 967,60	20 590,50	0,00	0,00	0,00	22 091,93	24 967,60	20 590,50
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

II.2. Projets Annuels de Performance (PAP) par programme

II.2.1. Programme 1 : Administration Générale

II.2.1.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 1 : Administration générale	Action 1.1: Coordination et animation du ministère
	Action 1.2: Gestion des ressources humaines, matérielles et financières
	Action 1.3: Planification, programmation et suivi-évaluation
	Action 1.4: Gestion des systèmes d'information, de la communication et de la formation

II.2.1.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 1 : Administration Générale						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2017	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2019	2020	2021	
OS 1 : Contribuer à la moralisation du système judiciaire	Nombre d'inspections réalisées par an	4	8	8	8	Dénombrement Source : Rapport annuel d'inspection
	Proportion d'agents promus par rapport au nombre d'agents évalués	30%	70%	100%	100%	Nombre d'agents promus / Nombre d'agents évalués Source : DSJRH
OS 2 : Améliorer la gestion des ressources humaines, financières et matérielles	Nombre de juridictions en sous-effectif	9	3	3	3	Dénombrement Source : Rapport de suivi de la DPS
	Taux d'exécution du budget	100%	100%	100%	100%	Budget exécuté / crédits autorisés du budget actuel Source : DAF
OS 3 : Moderniser le système d'information judiciaire et pénitentiaire	Nombre de publications produites	2	2	5	5	Dénombrement Source : Rapport de publication (Annuaire statistique, publication de jurisprudence...)
	Nombre de juridictions mises en réseau	2	13	17	10	Dénombrement Source : Rapport d'exécution / DSJRH

II.2.1.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

En million FCFA		Projections		
		2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GENERALE		69 877,03	52 934,21	55 216,19
	Personnel	39 472,19	40 656,35	41 876,04
	Biens et services	8 638,30	8 897,33	9 164,13
	Transferts	637,22	656,33	676,02
	Investissements	21 129,33	2 724,20	3 500,00
	Trésor	21 129,33	2 724,20	3 500,00
	Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0,00	0,00	0,00

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GENERALE									
Action 1.1: Coordination et animation									
S/Total action1.1	364,15	374,95	386,08	0,00	0,00	0,00	364,15	374,95	386,08
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	364,15	374,95	386,08	0,00	0,00	0,00	364,15	374,95	386,08
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	364,15	374,95	386,08	0,00	0,00	0,00	364,15	374,95	386,08
Activité 111 Coordonner les activités du ministère	99,76	102,76	105,84	0,00	0,00	0,00	99,76	102,76	105,84
Activité 112 Prendre en charges le fonctionnement de la résidence du ministre	4,00	4,00	4,00	0,00	0,00	0,00	4,00	4,00	4,00

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GENERALE									
Activité 113 Inspecter les structures du Ministère	67,70	69,73	71,82	0,00	0,00	0,00	67,70	69,73	71,82
Activité 114 Enquêter et lutter contre le terrorisme	13,83	14,25	14,67	0,00	0,00	0,00	13,83	14,25	14,67
Activité 115 Renforcer les capacités opérationnelles du cabinet	178,86	184,22	189,75	0,00	0,00	0,00	178,86	184,22	189,75
Action 1.2: Gestion des ressources humaines, matérielles et financières									
S/Total action 1.2	67 806,21	48 489,18	49 943,86	0,00	0,00	0,00	67 806,21	48 489,18	49 943,86
Personnel	39 472,19	40 656,35	41 876,04	0,00	0,00	0,00	39 472,19	40 656,35	41 876,04
Biens et services	7 604,69	7 832,83	8 067,81	0,00	0,00	0,00	7 604,69	7 832,83	8 067,81
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	20 729,33	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 729,33	0,00	0,00
Trésor	20 729,33	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 729,33	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Personnel	39 472,19	40 656,35	41 876,04	0,00	0,00	0,00	39 472,19	40 656,35	41 876,04
Activité 121 : Prendre en charge les salaires des personnels de l'administration centrale	39 472,19	40 656,35	41 876,04	0,00	0,00	0,00	39 472,19	40 656,35	41 876,04
Bien et service	7 604,69	7 832,83	8 067,81	0,00	0,00	0,00	7 604,69	7 832,83	8 067,81
Activité 122 Elaborer et mettre en œuvre un plan global de renforcement de capacité du personnel au niveau national	40,16	41,36	42,60	0,00	0,00	0,00	40,16	41,36	42,60
Activité 123 Organiser des sessions de la commission d'avancement des Magistrats	4,50	4,64	4,77	0,00	0,00	0,00	4,50	4,64	4,77
Activité 124 Elaborer, suivre et évaluer la mise en œuvre du DPPD-PAP / CDMT	30,00	30,90	31,83	0,00	0,00	0,00	30,00	30,90	31,83
Activité 125 Gérer le budget du ministère	93,43	96,23	99,12	0,00	0,00	0,00	93,43	96,23	99,12
Activité 126 Gérer les dépenses centralisées du Ministère	5 748,93	5 921,40	6 099,04	0,00	0,00	0,00	5 748,93	5 921,40	6 099,04
Activité 127 Prendre en charge les dépenses liées aux séminaires et conférences en CI	25,00	25,75	26,52	0,00	0,00	0,00	25,00	25,75	26,52
Activité 128 Prendre en charge les dépenses liées aux séminaires et conférences hors CI	75,00	77,25	79,57	0,00	0,00	0,00	75,00	77,25	79,57
Activité 129 Gérer les dépenses d'abonnement du Ministère	1 197,52	1 233,44	1 270,45	0,00	0,00	0,00	1 197,52	1 233,44	1 270,45
Activité 1210 Gérer les marchés publics du Ministère	20,00	20,60	21,22	0,00	0,00	0,00	20,00	20,60	21,22
Activité 1211 Gérer le patrimoine mobilier, immobilier et matériel du ministère	24,71	25,45	26,21	0,00	0,00	0,00	24,71	25,45	26,21

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GENERALE									
Activité 1212 Organiser des ateliers de validation des reformes de textes relative à l'atteinte des indicateurs du MCC	101,00	104,03	107,15	0,00	0,00	0,00	101,00	104,03	107,15
Activité 1213 Gérer les dépenses liées aux activités des juges consulaires	76,21	78,50	80,85	0,00	0,00	0,00	76,21	78,50	80,85
Activité 1214 Prendre en charge les dépenses liées au Palais de Justice d'Abidjan	78,72	81,08	83,51	0,00	0,00	0,00	78,72	81,08	83,51
Activité 1215 Gérer les dépenses liées à l'imprimerie de la justice	22,88	23,57	24,27	0,00	0,00	0,00	22,88	23,57	24,27
Activité 1216 Gérer toutes dépenses liées aux rentrées judiciaires	32,04	33,00	33,99	0,00	0,00	0,00	32,04	33,00	33,99
Activité 1217 Renforcer la gestion des établissements pénitentiaires	34,60	35,64	36,71	0,00	0,00	0,00	34,60	35,64	36,71
Investissement	20 729,33	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 729,33	0,00	0,00
Trésor	20 729,33	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 729,33	0,00	0,00
Activité 1219 Réaliser le transfert au programme justice C2D	20 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00	0,00	0,00
Activité 1220 Gérer les opérations d'urgences	207,46	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	207,46	0,00	0,00
Activité 1221 Gérer les dépenses liées aux activités institutionnelles	200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	200,00	0,00	0,00
Activité 1222 Gérer le Programme Spécial justice	321,87	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	321,87	0,00	0,00
Action 1.3 : Planification, programmation et suivi-évaluation									
S/Total action1.3	23,01	23,70	24,41	0,00	0,00	0,00	23,01	23,70	24,41
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	23,01	23,70	24,41	0,00	0,00	0,00	23,01	23,70	24,41
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	23,01	23,70	24,41	0,00	0,00	0,00	23,01	23,70	24,41
Activité 131 : Planifier, programmer, suivre et évaluer les activités du Ministère	23,01	23,70	24,41	0,00	0,00	0,00	23,01	23,70	24,41

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GENERALE									
Action 4 : Gestion des systèmes d'information, de la Communication et de la Formation									
S/Total action4	1 683,67	4 046,38	4 861,85	0,00	0,00	0,00	1 683,67	4 046,38	4 861,85
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	646,45	665,85	685,82	0,00	0,00	0,00	646,45	665,85	685,82
Transferts	637,22	656,33	676,02	0,00	0,00	0,00	637,22	656,33	676,02
Investissements	400,00	2 724,20	3 500,00	0,00	0,00	0,00	400,00	2 724,20	3 500,00
Trésor	400,00	2 724,20	3 500,00	0,00	0,00	0,00	400,00	2 724,20	3 500,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	646,45	665,85	685,82	0,00	0,00	0,00	646,45	665,85	685,82
Activité 141 Créer et animer un bulletin d'information périodique	16,95	17,46	17,98	0,00	0,00	0,00	16,95	17,46	17,98
Activité 142 Suivre la mise en œuvre du schéma directeur informatisation du système judiciaire	11,02	11,35	11,69	0,00	0,00	0,00	11,02	11,35	11,69
Activité 143 Elaborer les projets de textes en matière civile, commerciale et pénale	19,12	19,69	20,28	0,00	0,00	0,00	19,12	19,69	20,28
Activité 144 Gérer la bourse des auditeurs de justice	592,49	610,27	628,57	0,00	0,00	0,00	592,49	610,27	628,57
Activité 149 Animer le Service Central des Archives Judiciaires	6,87	7,08	7,29	0,00	0,00	0,00	6,87	7,08	7,29
Transferts et Subventions	637,22	656,33	676,02	0,00	0,00	0,00	637,22	656,33	676,02
Activité 145 Renforcer la formation par l'amélioration des ressources de l'INFJ	449,21	462,69	476,57	0,00	0,00	0,00	449,21	462,69	476,57
Activité 146 Publier les actes de justice	188,01	193,65	199,46	0,00	0,00	0,00	188,01	193,65	199,46
Investissements	400,00	2 724,20	3 500,00	0,00	0,00	0,00	400,00	2 724,20	3 500,00
Trésor	400,00	2 724,20	3 500,00	0,00	0,00	0,00	400,00	2 724,20	3 500,00
Activité 147 Acquérir des terrains pour la construction d'infrastructures pour le ministère	200,00	2 724,20	3 500,00	0,00	0,00	0,00	200,00	2 724,20	3 500,00
Activité 148 Acquérir et équiper le siège du CNDJ	200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	200,00	0,00	0,00
TOTAL DU PROGRAMME 1	69 877,03	52 934,21	55 216,19	0,00	0,00	0,00	69 877,03	52 934,21	55 216,19

II.2.2. Programme 2 : Juridictions

II.2.2.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 2 : Juridiction	Action 2.1 Renforcement de l'assistance judiciaire, réalisation et mise en œuvre de la carte judiciaire
	Action 2.2: Optimisation des conditions d'application de la législation en matière civile et pénale

II.2.2.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 2 : Juridiction						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs liés aux objectifs	Situation de référence 2017	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2019	2020	2021	
OS 1 : Améliorer l'accès socio-économique à la Justice	Nombre personnes ayant bénéficiées d'assistance judiciaire	184	250	300	400	Dénombrement Source : Rapport de prestation des Avocats
	Taux de couverture du territoire national en juridictions	30% des départements couverts	35%	40%	45%	Nombre de juridiction / Nombre total de Départements Source : Rapport d'activités de la DSJRH
OS 2 : Renforcer la transparence, la crédibilité et la régulation des institutions judiciaires	Nombre de textes légaux disponibles	1	2	2	2	Dénombrement Source : JORCI, SGG
	Nombre de séances de formation continue dispensée	3	3	3	3	Dénombrement Source : Rapport d'activités de l'INFJ

II.2.2.3 Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

En million FCFA		Projections		
		2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 2 : JURIDICTIONS		2 228,42	4 200,55	2 754,10
	Personnel	0,00	0,00	0,00
	Biens et services	1 438,50	1 481,65	1 526,10
	Transferts	0,00	0,00	0,00
	Investissements	789,92	2 718,90	1 228,00
	Trésor	789,92	2 718,90	1 228,00
	Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0,00	0,00	0,00

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 2 : JURIDICTIONS									
Action 2.1: Renforcement de l'assistance judiciaire, réalisation et mise en œuvre de la carte judiciaire									
S/Total action2.1	1 090,44	3 090,15	1 610,39	0,00	0,00	0,00	1 090,44	3 090,15	1 610,39
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	360,44	371,25	382,39	0,00	0,00	0,00	360,44	371,25	382,39
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	730,00	2 718,90	1 228,00	0,00	0,00	0,00	730,00	2 718,90	1 228,00
Trésor	730,00	2 718,90	1 228,00	0,00	0,00	0,00	730,00	2 718,90	1 228,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	360,44	371,25	382,39	0,00	0,00	0,00	360,44	371,25	382,39
Activité 211 Créer et rendre fonctionnel les bureaux locaux d'assistance judiciaire et réaliser la carte judiciaire	21,90	22,55	23,23	0,00	0,00	0,00	21,90	22,55	23,23
Activité 212 Prendre en charge les dépenses liées à l'assistance judiciaire	219,52	226,10	232,88	0,00	0,00	0,00	219,52	226,10	232,88
Activité 213 Orienter les justiciables vis-à-vis de la justice	5,00	5,15	5,30	0,00	0,00	0,00	5,00	5,15	5,30
Activité 214 Gérer les cas sociaux	5,00	5,15	5,30	0,00	0,00	0,00	5,00	5,15	5,30
Activité 215 Archiver les documents juridiques	34,82	35,86	36,94	0,00	0,00	0,00	34,82	35,86	36,94
Activité 216 Arbitrer les litiges entre opérateurs économiques	69,21	71,29	73,43	0,00	0,00	0,00	69,21	71,29	73,43
Activité 217 Prendre en charge le local de la cour commune de justice et d'arbitrage	5,00	5,15	5,30	0,00	0,00	0,00	5,00	5,15	5,30
Investissements	730,00	2 718,90	1 228,00	0,00	0,00	0,00	730,00	2 718,90	1 228,00
Trésor	730,00	2 718,90	1 228,00	0,00	0,00	0,00	730,00	2 718,90	1 228,00
Activité 218 Construction et Equipement des Tribunaux et Résidences	30,00	1 009,90	784,80	0,00	0,00	0,00	30,00	1 009,90	784,80
Activité 219 Construction du Tribunal d'Abobo	700,00	1 709,00	443,20	0,00	0,00	0,00	700,00	1 709,00	443,20

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 2 : JURIDICTIONS									
Action 2.2: Optimisation des conditions d'application de la législation en matière civile et pénale									
S/Total action2.2	1 061,42	1 031,54	1 062,49	0,00	0,00	0,00	1 061,42	1 031,54	1 062,49
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	1 001,50	1 031,54	1 062,49	0,00	0,00	0,00	1 001,50	1 031,54	1 062,49
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	59,92	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	59,92	0,00	0,00
Trésor	59,92	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	59,92	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Bien et service	1 001,50	1 031,54	1 062,49	0,00	0,00	0,00	1 001,50	1 031,54	1 062,49
Activité 221 : Tenir les assises judiciaires	84,14	86,67	89,27	0,00	0,00	0,00	84,14	86,67	89,27
Activité 222 : Animer les Cours d'Appel	189,40	195,08	200,93	0,00	0,00	0,00	189,40	195,08	200,93
Activité 223 : Animer les Tribunaux de Première Instance	313,57	322,98	332,67	0,00	0,00	0,00	313,57	322,98	332,67
Activité 224 : Animer les Sections détachées de Tribunal	263,86	271,77	279,93	0,00	0,00	0,00	263,86	271,77	279,93
Activité 226 : Animer la Cellule Spéciale d'enquête sur la crise post-électorale	150,53	155,04	159,69	0,00	0,00	0,00	150,53	155,04	159,69
Investissements	59,92	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	59,92	0,00	0,00
Trésor	59,92	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	59,92	0,00	0,00
Activité 225 Appui Réforme et modernisation du système judiciaire et pénitentiaire	59,92	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	59,92	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Action 2.3 : Renforcement de la coopération intersectorielle dans le domaine de la protection de la jeunesse et de l'enfance									
S/Total action2.3	76,56	78,85	81,22	0,00	0,00	0,00	76,56	78,85	81,22
Personnel									
Biens et services	76,56	78,85	81,22	0,00	0,00	0,00	76,56	78,85	81,22
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 2 : JURIDICTIONS									
Bien et service	76,56	78,85	81,22	0,00	0,00	0,00	76,56	78,85	81,22
Activité 231 Cordonner la mise en œuvre de la politique de protection judiciaire de l'enfance et de la jeunesse	32,68	33,66	34,67	0,00	0,00	0,00	32,68	33,66	34,67
Activité 232 Mettre en œuvre la politique de protection judiciaire de l'enfance et de la jeunesse	43,87	45,19	46,55	0,00	0,00	0,00	43,87	45,19	46,55
TOTAL DU PROGRAMME 2	2 228,42	4 200,55	2 754,10	0,00	0,00	0,00	2 228,42	4 200,55	2 754,10

II.2.3. Programme 3 : Etablissements pénitentiaires, centres d'observation et de rééducation des mineurs

II.2.3.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 3 : Etablissements Pénitentiaires et Centres des Mineurs	Action 3.1 : Coordination et suivi de l'exécution des décisions privatives de liberté, amélioration des conditions de détention et du cadre de vie des gardes pénitentiaires
	Action 3.2: Exécution des décisions privatives de liberté et renforcement des structures d'apprentissages et de réinsertions

II.2.3.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programmes 3 : Etablissement pénitentiaires et centres des mineurs						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2017	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2019	2020	2021	
OS 1 : Réhabiliter les établissements pénitentiaires existants et en construire de nouveaux	Nombre d'établissements pénitentiaires et de centres de mineurs réhabilités et équipés	12 MAC et 4 Centres de mineurs réhabilités et équipés	10 MAC réhabilités et équipés	6 MAC et 1 Centres de mineurs réhabilités et équipés	6 MAC et 1 Centres de mineurs réhabilités et équipés	Dénombrement Source : Rapport d'activités de la DIEM
	Nombre d'établissements pénitentiaires et de centres de mineurs construits	1 MAC construits	2 MAC et 2 Centres de mineurs construits et équipés	6 MAC et 2 Centres de mineurs construits et équipés	6 MAC et 2 Centres de mineurs construits et équipés	Dénombrement Source : Rapport d'activités de la DIEM
OS 2 : Améliorer les conditions de détenus et de réinsertion des détenus	Pourcentage de détenus bénéficiant d'une formation en milieu carcéral	10%	30%	50%	50%	Nombre de détenus bénéficiant d'une formation / Nombre total de détenus Source : Rapport d'activités de la DAP
	Ration alimentaire par détenu et par jour	934	2400	2400	2400	Dénombrement Source : Rapport d'activités de la DAF

II.2.3.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

En million FCFA		Projections		
		2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 3 : ETABLISSEMENTS PENITENTIAIRES, CENTRES D'OBSERVATION ET DE REEDUCATION DES MINEURS		6 705,46	26 253,27	22 793,13
	Personnel	0,00	0,00	0,00
	Biens et services	6 532,79	6 728,77	6 930,63
	Transferts	0,00	0,00	0,00
	Investissements	172,68	19 524,50	15 862,50
	<i>Trésor</i>	172,68	19 524,50	15 862,50
	<i>Financement extérieur (Dons/Emprunts)</i>	0,00	0,00	0,00

Tableau 7 : Tableau du budget détaillé du programme

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 3 : ETABLISSEMENTS PENITENTIAIRES, CENTRES D'OBSERVATION ET DE REEDUCATION DES MINEURS									
Action 3.1: Coordination et suivi de l'exécution des décisions privatives de liberté, amélioration des conditions de détention et du cadre de vie des gardes pénitentiaires									
S/Total action3.1	3 855,80	22 627,47	19 847,02	0,00	0,00	0,00	3 855,80	22 627,47	19 847,02
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	3 755,80	3 868,47	3 984,52	0,00	0,00	0,00	3 755,80	3 868,47	3 984,52
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	100,00	18 759,00	15 862,50	0,00	0,00	0,00	100,00	18 759,00	15 862,50
Trésor	100,00	18 759,00	15 862,50	0,00	0,00	0,00	100,00	18 759,00	15 862,50
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	3 755,80	3 868,47	3 984,52	0,00	0,00	0,00	3 755,80	3 868,47	3 984,52
Activité 311 : Suivre et contrôler les activités des établissements pénitentiaires	27,41	28,24	29,08	0,00	0,00	0,00	27,41	28,24	29,08
Activité 312 : Prendre en charge les frais d'hospitalisation des détenus	15,00	15,45	15,91	0,00	0,00	0,00	15,00	15,45	15,91
Activité 313 : Gérer les Baux	3,20	3,30	3,39	0,00	0,00	0,00	3,20	3,30	3,39
Activité 314 : Loger tout le personnel de la garde pénitentiaire (Baux)	3 650,00	3 759,50	3 872,29	0,00	0,00	0,00	3 650,00	3 759,50	3 872,29
Activité 315 : Coordonner les activités pénitentiaires dans les régions	60,18	61,99	63,85	0,00	0,00	0,00	60,18	61,99	63,85
Investissements	100,00	18 759,00	15 862,50	0,00	0,00	0,00	100,00	18 759,00	15 862,50
Trésor	100,00	18 759,00	15 862,50	0,00	0,00	0,00	100,00	18 759,00	15 862,50
Activité 316 : Construction, Réhabilitation et Equipement des MAC	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100,00	0,00	0,00
Activité 317 : Construction de Prisons de Haute Sécurité	0,00	7 759,00	6 702,90	0,00	0,00	0,00	0,00	7 759,00	6 702,90
Activité 318 : Réfection et réaménagement de la MACA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Activité 319 : Construction de 10 nouvelles MAC	0,00	11 000,00	9 159,60	0,00	0,00	0,00	0,00	11 000,00	9 159,60

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 3 : ETABLISSEMENTS PENITENTIAIRES, CENTRES D'OBSERVATION ET DE REEDUCATION DES MINEURS									
Action 3.2: Exécution des décisions privatives de liberté et renforcement des structures d'apprentissages et de réinsertions									
S/Total action3.2	2 849,67	3 625,80	2 946,11	0,00	0,00	0,00	2 849,67	3 625,80	2 946,11
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	2 776,99	2 860,30	2 946,11	0,00	0,00	0,00	2 776,99	2 860,30	2 946,11
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	72,68	765,50	0,00	0,00	0,00	0,00	72,68	765,50	0,00
Trésor	72,68	765,50	0,00	0,00	0,00	0,00	72,68	765,50	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	2 776,99	2 860,30	2 946,11	0,00	0,00	0,00	2 776,99	2 860,30	2 946,11
Activité 321 Appliquer les décisions privatives de liberté et améliorer le cadre de vie des détenus	2 670,68	2 750,80	2 833,33	0,00	0,00	0,00	2 670,68	2 750,80	2 833,33
Activité 322 Animer les centres d'apprentissages et de rééducations	60,11	61,92	63,77	0,00	0,00	0,00	60,11	61,92	63,77
Activité 323 Réinsérer les mineurs délinquants	46,20	47,58	49,01	0,00	0,00	0,00	46,20	47,58	49,01
Investissements	72,68	765,50	0,00	0,00	0,00	0,00	72,68	765,50	0,00
Trésor	72,68	765,50	0,00	0,00	0,00	0,00	72,68	765,50	0,00
Activité 324 Construction Centre de Réinsertion des Mineurs de Tiébissou	0,00	765,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	765,50	0,00
Activité 325 Réhabilitation Centre de rééducation Dabou	72,68	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	72,68	0,00	0,00
TOTAL DU PROGRAMME 3	6 705,46	26 253,27	22 793,13	0,00	0,00	0,00	6 705,46	26 253,27	22 793,13

SECTION 18 : MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL

I. PRESENTATION GENERALE DU MINISTERE

I.1.Situation du secteur

I.1.1. Problèmes majeurs

- la pratique de l'agriculture itinérante ;
- le faible niveau d'utilisation des semences améliorées ;
- les faibles niveaux de productivité endémiques au secteur ;
- la faiblesse des taux de transformation des productions agricoles ;
- l'insuffisance organisationnelle de certaines filières ;
- la récurrence des conflits fonciers liée à la non sécurisation des territoires des villages ;
- l'exploitation artisanale minière ;
- l'insuffisance des ressources financières allouées au secteur agricole ;
- la faible diversification des productions au niveau des exploitations agricole ;
- l'absence de mécanisme de financement adapté au secteur agricole, etc.

I.1.2. Réponses apportées

- l'amélioration de la productivité et de la compétitivité des productions agricoles ;
- le développement des filières ;
- l'amélioration de la gouvernance du secteur agricole ;
- le renforcement des capacités des parties prenantes au développement de l'agriculture ;
- la gestion durable des ressources halieutiques ;
- la réhabilitation forestière et la relance de la filière bois.

I.1.3. Défis et priorités

- l'amélioration du niveau de productivité ;
- la sécurité alimentaire et nutritionnelle ;
- l'accroissement des revenus des travailleurs agricoles ;
- la sécurisation foncière ;
- la mise en place de mécanismes innovants de financement et de commercialisation agricole ;
- la prise en compte de l'environnement dans le développement de l'activité agricole ;
- le renforcement de la planification, de la programmation et du suivi-évaluation aux niveaux national et local.

I.2. Politique Sectorielle

I.2.1. Principales orientations

- productivité et développement durable de production agro-sylvo-pastorale et halieutique ;
- amélioration de la valeur ajoutée et de la performance des marchés ;
- gestion durable des ressources environnementales et résilience climatique ;
- amélioration des conditions de vie des acteurs, et promotion du secteur agro-sylvo-pastoral et halieutique ;
- expansion de l'accès au financement et des canaux d'investissements privés ;
- renforcement du cadre institutionnel, de la gouvernance du secteur et de l'environnement des affaires.

I.2.2. Résultats stratégiques

- l'administration est moderne et performante ;
- les filières agricoles sont développées ;
- les services de recherche, d'appui-conseil et de contrôle qualité sont renforcés ;
- l'agriculture est modernisée ;
- la gestion du foncier rural est améliorée ;
- la promotion du métier d'agriculteur est assurée.

I.3. Missions du ministère

Le Ministre de l'agriculture et du développement rural est chargé de la mise en œuvre et du suivi de la politique du gouvernement en matière d'agriculture et de développement rural. A ce titre, et en liaison avec les départements ministériels concernés, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

I.3.1. En matière d'Agriculture

- promotion et vulgarisation du matériel végétal et des technologies agricoles performantes ;
- organisation et contrôle de la protection phytosanitaire ;
- établissement et contrôle des normes de qualités et de conditionnement des produits agricoles ;
- incitation à la promotion d'une agriculture moderne par :
 - l'amélioration qualitative et la promotion des cultures traditionnelles ;
 - la promotion des cultures de diversification ;
- échanges d'expériences et soutien des actions du gouvernement au niveau international, en liaison avec les ministres chargés des affaires étrangères et de l'intégration Africaine ;
- Incitation à la promotion, à la valorisation et à la transformation des produits agricole, en liaison avec le ministre charge de l'industrie.
- formation professionnelle agricole initiale et continue, en liaison avec les ministres chargés des Eaux et Forêts et des Ressources Animales et Halieutiques ;
- formation et encadrement des exploitants agricoles ;
- promotion et encadrement de nouveaux types d'exploitants agricoles modernes ;
- modernisation des exploitations et des structures de production agricole ;
- définition et mise en place de conditions et d'instruments nécessaires à l'essor et au bon fonctionnement des exploitations agricoles familiales modernes en ce qui concerne notamment les prix des produits, leur commercialisation et les conseils techniques et de gestion ;

- élaboration, mise en œuvre et suivi des programmes de rénovation et de développement agricole, en liaison avec les Ministres chargés de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique et de l'Industrie ;
- identification des travaux de recherche en agronomie et en agro-industrie, en liaison avec les Ministères chargés de la Recherche Scientifique et de l'Industrie ;
- négociation et suivi des conventions et accords internationaux sur les produits agricoles de base d'exportation en liaison avec les ministères techniques concernés ;
- suivi des relations de la Côte d'Ivoire avec les organisations internationales et intergouvernementales opérant dans le domaine des produits agricoles de base ;
- information périodique du gouvernement sur l'évolution des cours des matières premières agricoles, en liaison avec le Ministère chargé du Commerce ;
- définition et contrôle de la stratégie en matière de formation professionnelle agricole ;
- participation à la définition des politiques et programmes de recherche agronomique en relation avec le Ministère chargé de la Recherche Scientifique.

I.3.2. En matière de développement rural

- gestion du domaine foncier rural ;
- promotion du code foncier rural par des actions de sensibilisation et de formation des populations ;
- mise en œuvre du code foncier rural en liaison avec le Ministère chargé des Eaux et Forêts ;
- promotion et modernisation des communautés rurales ;
- mise en œuvre d'un système performant dans le domaine rural ;
- participation à la mise en place du cadastre en milieu rural ;
- promotion et développement des mouvements coopératifs et mutualistes, des organisations professionnelles agricoles ;
- promotion et développement des systèmes de financement décentralisés du crédit agricole et de l'assurance en liaison avec le Ministre chargé de l'Economie et des Finances ;
- promotion et suivi des actions visant à la réalisation d'infrastructures de base, notamment des pistes agricoles, rurales et la production d'énergie permettant d'améliorer des productions économiques agricoles en liaison avec les Ministres chargés des infrastructures économiques, des mines, du pétrole et de l'énergie ;
- promotion des infrastructures de collecte, de commercialisation des produits agricoles en milieu rural en liaison avec le Ministre chargé du Commerce ;
- identification et mise en œuvre des aménagements ruraux notamment des aménagements hydro-agricoles et de la mécanisation agricole ;
- animation des actions en milieu rural, en liaison avec les collectivités territoriales ;
- promotion du développement économique des territoires ruraux par :
 - l'incitation à la création, l'amélioration et la modernisation des exploitations agricoles en milieu rural ;
 - la diversification des activités agricoles en milieu rural ;
- amélioration de l'environnement et de l'espace rural par :
 - l'établissement de plan d'aménagement et de restauration des sols en milieu rural ;
 - l'incitation à la création de zones de biodiversité au sein des grandes exploitations agricoles ;
- coordination des programmes et projets de développement rural.

I.4. Identification des programmes

- Programme 1 : Administration Générale ;
- Programme 2 : Production et Sécurité Alimentaire ;
- Programme 3 : Développement Rural.

II. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DEPENSES-PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (DPPD-PAP)

II.1.Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses (DPPD)

II.1.1.Répartition des structures dans les programmes

Tableau 1 : Cartographie administrative des programmes

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET REGIONAUX	ORGANISME SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 1 : Administration Générale	CABINET, Inspection Générale, Secrétariat Général, DAJCCI, DAFP, DRHF, DCPA, DDLSE, DRA, DDA, DGPPS, DPPF, DSDI, DEP, Cellule de passation des marchés publics du MINADER	INFPA (ERA-SUD, ERA-EST, ESEMVB, ESF du Banco, EFAP de Bouaflé, ESPPEC de Tiébiissou, CAPP de Bingerville, CAPP de Kossou, CAPP de Jacquerville, CAPP de Bocanda, Ecole agricole de Ferentella)	Projet de réhabilitation des Directions Régionales et départementales du MINADER ; Projet d'appui à l'Opérationnalisation du PNIA ; Recensement des exploitants et exploitations agricoles, Projet d'appui à la formation agricole / INFPA	-
Programme 2 : Production et Sécurité Alimentaire	DGPSA, DPVCQ, DCR, DPVSA	ANADER, Conseil Coton Anacarde, FIRCA, FER-PALMIER, INTERCOTON, LANADA, ONDR/ADERIZ	Programme des filières Agricoles Durables de Côte d'Ivoire (FADCI) Projet d'intensification durable des productions agricoles dans les bas-fonds (TCP FAO) Projet de renforcement des capacités et de partage d'expériences pour le développement durable de la chaîne de valeurs du riz en Afrique grâce à la coopération Sud –Sud (PREDECA) Mise en œuvre activités du Doing Business / MINADER Projet de Production et de Traitement des semences certifiées de Riz en Côte d'Ivoire Projet d'appui au développement des filières agricoles -PADFA Construction, réhabilitation et équipement du LANADA, Mesures d'accompagnement au secteur Banane 2013, Programme sécurité alimentaire, Promotion du riz local ; PROFIAB II, Programme de production de riz en Côte d'Ivoire/ Eximbank Inde, PROPACOM, Programme Urgence Riz, PARFACI, Projet agriculture péri urbaine, Projet soja, Projet intensification bas-fonds, Projet d'Appui au secteur vivrier, Projet de lutte contre les mouches de fruits	-
Programme 3 : Développement Rural	DGDRME, DMEME, DOPA, DVP, DFR	Chambre d'Agriculture, AFOR	Projet d'Appui au Développement des Chaînes de valeur dans l'Indénié-Djuablin (PDC ID) Projet d'accélération de la valorisation de la noix de cajou Projet de soutien à la réhabilitation et construction des ouvrages hydro-agricoles Projet d'accélération de la valorisation de la noix de cajou Projet Sécurisation Foncière Rurale PROPACOM Ouest, PAIA ID, PAHS ; PAHAHSF II, PAHA M'bahiakro ; PAHA N'Zi, Projet d'agriculture sous contrat, MCC Volet sécurisation foncière rurale, Projet Bourse des matières premières agricoles, Projet d'aménagement et mise en valeur de bas-fonds, Réhabilitation entretien pistes/ C2D, Mise en œuvre réglementation foncière C2D, Projet UEMOA riz, Projet UEMOA maïs, Projet aménagement 1000 ha de bas-fonds, PAC ID, 2PAI Bélier, Projet Bourse des matières premières agricoles, Programme National des Métiers Ruraux, Projet de construction de magasins de stockage, Projet de mécanisation agricole	-

II.1.2. Performance globale du ministère

Tableau 2 : Performance du ministère

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESULTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODE DE CALCUL ET SOURCE DE COLLECTE
OG 1 : Objectif global ou stratégique : Promouvoir une administration moderne et performante, axée sur les résultats et la performance	RS 1 : l'administration est moderne et performante	IP 1.1 : Nombre de textes pris	Dénombrement Source : Direction des Affaires Juridiques, du Contentieux et de la Coopération Internationale et JORCI
		IP 1.2 : Nombre d'évènements promotionnels organisés par le MINADER	Dénombrement Source : Direction de la Communication et de la Promotion Agricole-DCPA
		IP 1.3 : Nombre de participations aux évènements promotionnels nationaux et internationaux	Dénombrement Source : l'Inspection Générale
		IP 1.4 : Nombre de rapports de contrôle disponible	Dénombrement Source : Direction des Statistiques, de la Documentation et de l'Information (DSDI)
		IP 1.5 : Nombre de rapports de suivi-évaluation de projets disponible	Dénombrement Source : Direction des Statistiques, de la Documentation et de l'Information (DSDI)
		IP 1.6 : Délai de production des publications en année n+1	Nombre de formations réalisées / nombre de formations prévues Source : Rapport d'activités de la Direction des Ressources Humaines et de la Formation (DRHF)
		IP 1.7 : Taux d'exécution du plan de formation	Dénombrement Sources : Institut National de Formation Professionnelle Agricole (INFPA)
		IP 1.8 : Nombre d'élèves formés par les centres de Formation Agricoles du MINADER	Dénombrement Source : Institut National de Formation Professionnel Agricole (INFPA)
		IP 1.9 : Nombre d'écoles et centres de formations agricoles réhabilités	Quantité de semences améliorées disponibles / Besoins en semences améliorées (riz irrigué, riz inondé, riz pluvial, maïs, plantain, manioc, maraîchers, palmier à huile, coton) Source : toutes les structures et filières spécialisées
OG 2 : améliorer la compétitivité du secteur agricole et assurer la sécurité alimentaire et de revenus décents aux agriculteurs	RS 2 : les filières agricoles sont développées	IP 2.1 : Taux de couverture des besoins en semences améliorées	Dénombrement Quantité produite à l'échelle nationale (maïs, tomates, aubergine, gombo, banane plantain, manioc, riz, palmier à huile, hévéa, coton, anacarde, canne à sucre, banane dessert, ananas) Source : toutes les structures et filières spécialisées
		IP 2.2 : Volume de Production totale à l'échelle nationale	Quantité d'engrais disponibles / Besoins en engrais Source : (DPVSA)/ONDR/DSDI/ filières (CCA/CCC/AIPH/APROMAC)
		IP 2.3 : Taux de couverture des besoins en engrais	Quantité de produits phytosanitaires disponibles / Besoins en produits phytosanitaires Source : DPVCQ, DR, DD
		IP 2.4 : Taux de couverture des besoins en produits phytosanitaires	Nombre de produits phytosanitaires homologués / Nombre de demandes d'homologation Source : DPVCQ, DR, DD
		IP 2.5 : Taux de produits phytosanitaires homologués sur l'étendue du territoire	Dénombrement Source : ANADER
	RS 3 : Les services de recherche, d'appui-conseil et de contrôle qualité sont renforcés	IP 3.1 : Nombre de producteurs ayant bénéficié d'appui à l'utilisation des technologies/techniques vulgarisées	Nombre d'agriculteurs ayant adopté les technologies et techniques vulgarisées / Nombre d'agriculteurs formés Source : ANADER
		IP 3.2 : Proportion d'agriculteurs ayant adopté les technologies et techniques vulgarisées	Dénombrement Source : LANADA, DPVSA
		IP 3.3 : Quantité de semences certifiées	Nombre d'acteurs ayant bénéficié d'un appui-conseil ou de formation / Nombre d'acteurs prévus Source : ANADER
		IP 3.4 : Taux d'acteurs ayant bénéficié d'un appui-conseil ou de formation	

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESULTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODE DE CALCUL ET SOURCE DE COLLECTE
<p>OG 3 : améliorer l'environnement de l'agriculteur (fonction productive et bien-être social) par la promotion de l'innovation (modernisation des exploitations, amélioration des infrastructures, etc.)</p>	RS 4 : l'agriculture est modernisée	IP 4.1. : Superficie irriguée réhabilitée	Dénombrement Source : Rapports régionaux ; Résultats RNA ; EPDI DMEME, ONDR, ANADER, ADCVI, les filières, Projets
		IP 4.2. : Superficie irriguée créée	Dénombrement (Superficie irriguée créée sur l'ensemble du territoire) Source : Rapports régionaux ; Résultats RNA ; EPDI DMEME, ONDR, ANADER, ADCVI, les filières, Projets
		IP 4.3. : Nombre d'OPA ayant bénéficié de matériels de mécanisation	Dénombrement Source : Rapport d'activités / DMEME Rapports régionaux / ONDR, ANADER, ADCVI, les filières, DR et DD
		IP 4.4. : Linéaire de routes rurales aménagées (km)	Dénombrement (Linéaire de pistes réhabilitées (km) + Linéaire de pistes créées (km)) Source : Rapport d'activité DMEME, AGEROUTE, Projets, les filières, Conseils Régionaux
		IP 4.5. : Taux de transformation des productions agricoles	Quantité transformée / Quantité produite (riz, cacao, anacarde) Source : Rapport d'activités, Résultats RNA, DVP Les filières, les projets, ONDR, FIRCA
		IP 4.6. : Nombre d'unités de conservation installées	Dénombrement Source : Rapport d'activité DPVSA, DGPSA
		IP 4.7. : Taux de perte post-récolte	Quantité perdue / quantité produite Source : Rapport d'activité DPVSA, DGPSA +DVP Filières, ANADER, ONDR, Projets
		IP 4.8. : Nombre de bonnes pratiques agricoles mises à l'échelle (par filière)	Nombre de bonnes pratiques appliquée / Nombre total de bonnes pratiques Source : Rapport d'activité DGPSA, FIRCA, ANADER, filières, DPVSA
	RS 5 : la gestion du foncier rural est améliorée	IP 5.1. : Taux de territoires de villages délimités	Nombre de territoires de villages délimités / Nombre total de villages Source : Rapports d'activités Direction du Foncier Rural/AFOR
		IP 5.2. : Taux de superficies des terres objet de certificats fonciers	Superficies des terres objet de certificats fonciers / Superficies totales / superficie totale des terres Source : Rapport d'activité DFR
	RS 6 : La promotion du métier d'agriculteur est assurée	IP 6.1. : Nombre de société coopérative immatriculée	Dénombrement Source : Rapport d'activités / DOPA, DRA
		IP 6.2. : Nombre d'interprofessions conformes à l'Ordonnance sur les Interprofessions Agricoles (OIA) et reconnues	Dénombrement Source : Rapport d'activités DOPA
		IP 6.3. : Nombre de métiers ruraux formalisés	Dénombrement Source : Programme National des Métiers Ruraux (PNMR)
		IP 6.4. : Nombre de personnes formées aux métiers ruraux	Dénombrement Source : Programme National des Métiers Ruraux (PNMR)
		IP 6.5. : Nombre de personnes formées insérées	Dénombrement Source : Programme National des Métiers Ruraux (PNMR)

II.1.3. Financement global du ministère

Tableau 3 : Financement global

En million FCFA	PROJECTIONS DE REFERENCE			MESURES NOUVELLES			PROJECTIONS FINALES		
	2019	2020	2021	2019	2020	2021	2019	2020	2021
1. RESSOURCES	156 090,58	56 884,01	40 912,29	0,00	0,00	0,00	156 090,58	56 884,01	40 912,29
1.1 Ressources Intérieures	126 001,11	29 596,01	35 644,29	0,00	0,00	0,00	126 001,11	29 596,01	35 644,29
1.1.1 Budget Etat	126 001,11	29 596,01	35 644,29	0,00	0,00	0,00	126 001,11	29 596,01	35 644,29
1.1.2 Recettes propres (structures)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1.2 Ressources Extérieures	30 089,47	27 288,00	5 268,00	0,00	0,00	0,00	30 089,47	27 288,00	5 268,00
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	30 089,47	27 288,00	5 268,00	0,00	0,00	0,00	30 089,47	27 288,00	5 268,00
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2. CHARGES	156 090,58	56 884,01	40 912,29	0,00	0,00	0,00	156 090,58	56 884,01	40 912,29
2.1 Personnel	7 332,10	7 552,06	7 778,62	0,00	0,00	0,00	7 332,10	7 552,06	7 778,62
2.1.1 Solde y compris EPN	7 332,10	7 552,06	7 778,62	0,00	0,00	0,00	7 332,10	7 552,06	7 778,62
2.1.2 Contractuels hors solde	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2.2 Biens et services	3 025,28	3 115,91	3 186,25	0,00	0,00	0,00	3 025,28	3 115,91	3 186,25
2.3 Transferts	96 607,41	14 908,93	15 330,92	0,00	0,00	0,00	96 607,41	14 908,93	15 330,92
2.4 Investissements	49 125,79	31 307,10	14 616,50	0,00	0,00	0,00	49 125,79	31 307,10	14 616,50
Trésor	19 036,33	4 019,10	9 348,50	0,00	0,00	0,00	19 036,33	4 019,10	9 348,50
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	30 089,47	27 288,00	5 268,00	0,00	0,00	0,00	30 089,47	27 288,00	5 268,00

II.2.Projets annuels de performance (PAP) par programme

II.2.1.Programme 1 : Administration Générale

II.2.1.1. Stratégie du Programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 1 : Administration Générale	Action 1.1. : Animation et coordination de la politique gouvernementale en matière agricole
	Action 1.2. : Information et communication
	Action 1.3. : Planification, programmation, suivi évaluation des projets et statistiques
	Action 1.4. : Gestion des ressources humaines, financières et matérielles

II.2.1.2. Performance du programme

Tableau 5. Performance du programme

Programme 1 : Administration Générale						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2017	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2019	2020	2021	
OS 1 : Améliorer la gouvernance et la visibilité des actions dans le secteur agricole.	Taux de textes pris	ND	33%	66%	100%	Nombre de textes pris / Nombre de textes prévus Source : DAJCCI
	Nombre d'événements promotionnels organisés	07	08	07	08	Dénombrement Source : DCPA
OS 2 : Améliorer le système de planification, de programmation et de suivi-évaluation des programmes et projets (la chaîne PPBSE).	Taux de rapport de suivi-évaluation de projets disponible	80%	85%	90%	100%	Nombre de rapports de suivi-évaluation disponibles / Nombre de rapport de suivi-évaluation prévus Source : DSDI
	Délai de production des publications (Rapport bilan du PNIA, annuaires statistiques, flash)	Fin Juin	Fin Juin 2019	Fin Juin 2020	Fin Juin 2021	Dénombrement Source : DSDI
OS 3 : Améliorer la formation agricole et la gestion des ressources budgétaires, matérielles et humaines.	Taux d'exécution du plan de formation	64%	75%	80%	85%	Nombre de formation réalisées / Nombre de formations prévues Source : DRHF Dénombrement Source : INFPA
	Nombre d'élèves formés par les centres de Formation Agricoles du MINADER.	571	600	700	800	
	Nombre d'écoles et de centres de formations agricoles réhabilités	0	3	3	4	Dénombrement Source : INFPA

II.2.1.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépenses

En million FCFA		Projections		
		2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GENERALE		11 066,39	14 737,56	20 340,10
	Personnel	7 332,10	7 552,06	7 778,62
	Biens et services	2 845,28	2 930,51	2 995,29
	Transferts	229,02	235,89	217,68
	Investissements	660,00	4 019,10	9 348,50
	Trésor	660,00	4 019,10	9 348,50
	Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0,00	0,00	0,00

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GENERALE									
Action 1 : Animation et coordination de la politique gouvernementale en matière agricole									
S/Total action1	757,81	780,42	755,41	0,00	0,00	0,00	757,81	780,42	755,41
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	732,81	754,67	754,17	0,00	0,00	0,00	732,81	754,67	754,17
Transferts	25,00	25,75	1,24	0,00	0,00	0,00	25,00	25,75	1,24
Investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	732,81	754,67	754,17	0,00	0,00	0,00	732,81	754,67	754,17
Activité 1101 : Orienter et piloter les activités du Ministère	63,31	65,21	67,16	0,00	0,00	0,00	63,31	65,21	67,16
Activité 1102 : Prendre en charge le fonctionnement de la Résidence du Ministre	4,00	4,00	4,00	0,00	0,00	0,00	4,00	4,00	4,00
Activité 1103 : Coordonner les activités des DD, DR	15,00	15,45	15,91	0,00	0,00	0,00	15,00	15,45	15,91
Activité 1104 : Animer les activités des structures déconcentrées	603,00	621,09	639,72	0,00	0,00	0,00	603,00	621,09	639,72

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GENERALE									
Activité 1105 : Assurer l'assistance et le conseil en matière juridique et Gérer tous les litiges du Ministère en liaison avec les services concernés	15,00	15,45	5,30	0,00	0,00	0,00	15,00	15,45	5,30
Activité 1106 : Contribuer au financement de l'Institut Supérieur Panafricain Eco. Coop.	10,00	10,30	0,00	0,00	0,00	0,00	10,00	10,30	0,00
Activité 1107 : Contribuer au financement de la Conférence des Ministres de l'Agriculture de l'Afrique de l'Ouest et du Centre	2,50	2,58	0,85	0,00	0,00	0,00	2,50	2,58	0,85
Activité 1108 : Inspecter les activités des structures du secteur	20,00	20,60	21,22	0,00	0,00	0,00	20,00	20,60	21,22
Transferts	25,00	25,75	1,24	0,00	0,00	0,00	25,00	25,75	1,24
Activité 1109 : Contribuer au financement de l'Association Ivoirienne des Sciences Agronomiques (AISA)	25,00	25,75	1,24	0,00	0,00	0,00	25,00	25,75	1,24
Action 2 : Information et communication									
S/Total action2	15,00	15,45	15,91	0,00	0,00	0,00	15,00	15,45	15,91
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	15,00	15,45	15,91	0,00	0,00	0,00	15,00	15,45	15,91
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	15,00	15,45	15,91	0,00	0,00	0,00	15,00	15,45	15,91
Activité 1201 : Gérer la communication institutionnelle de l'administration agricole	15,00	15,45	15,91	0,00	0,00	0,00	15,00	15,45	15,91
Action 3 : Planification, programmation, suivi évaluation des projets et statistiques									
S/Total action3	597,69	703,62	4 167,02	0,00	0,00	0,00	597,69	703,62	4 167,02
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	197,69	203,62	209,72	0,00	0,00	0,00	197,69	203,62	209,72
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	400,00	500,00	3 957,30	0,00	0,00	0,00	400,00	500,00	3 957,30
Trésor	400,00	500,00	3 957,30	0,00	0,00	0,00	400,00	500,00	3 957,30
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GENERALE									
Biens et services	197,69	203,62	209,72	0,00	0,00	0,00	197,69	203,62	209,72
Activité 1301 : Coordonner l'élaboration et la mise en œuvre de la politique agricole (PNIA)	122,69	126,37	130,16	0,00	0,00	0,00	122,69	126,37	130,16
Activité 1302 : suivre et évaluer l'exécution des projets agricoles contrôler la gestion et analyser les rapports d'audit des projets et des structures sous-tutelle	15,00	15,45	15,91	0,00	0,00	0,00	15,00	15,45	15,91
Activité 1303 : Collecter les données et publier l'annuaire et les bilans alimentaires	15,00	15,45	15,91	0,00	0,00	0,00	15,00	15,45	15,91
Activité 1304 : Formuler des projets, des stratégies et réaliser des études	15,00	15,45	15,91	0,00	0,00	0,00	15,00	15,45	15,91
Activité 1307 : Suivre, entretenir le matériel informatique et intégrer les réseaux informatiques	15,00	15,45	15,91	0,00	0,00	0,00	15,00	15,45	15,91
Activité 1308 : Evaluer les projets agricoles	15,00	15,45	15,91	0,00	0,00	0,00	15,00	15,45	15,91
Investissements	400,00	500,00	3 957,30	0,00	0,00	0,00	800,00	1 000,00	7 914,60
Trésor	400,00	500,00	3 957,30	0,00	0,00	0,00	400,00	500,00	3 957,30
Activité 1305 : Projet d'appui à l'opérationnalisation du PNIA	150,00	500,00	3 957,30	0,00	0,00	0,00	150,00	500,00	3 957,30
Activité 1306 : Recensement des Exploitants et Exploitations Agricoles (REEA)	250,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	250,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Action 4 : Gestion des ressources humaines, financières et matérielles									
S/Total action4	9 695,90	13 238,08	15 401,74	0,00	0,00	0,00	9 695,90	13 238,08	15 401,74
Personnel	7 332,10	7 552,06	7 778,62	0,00	0,00	0,00	7 332,10	7 552,06	7 778,62
Biens et services	1 899,78	1 956,78	2 015,48	0,00	0,00	0,00	1 899,78	1 956,78	2 015,48
Transferts	204,02	210,14	216,44	0,00	0,00	0,00	204,02	210,14	216,44
Investissements	260,00	3 519,10	5 391,20	0,00	0,00	0,00	260,00	3 519,10	5 391,20
Trésor	260,00	3 519,10	5 391,20	0,00	0,00	0,00	260,00	3 519,10	5 391,20
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GENERALE									
Personnel	7 332,10	7 552,06	7 778,62	0,00	0,00	0,00	7 332,10	7 552,06	7 778,62
Activité 1401 : Prendre en charge les salaires du personnel du MINADER	7 332,10	7 552,06	7 778,62	0,00	0,00	0,00	7 332,10	7 552,06	7 778,62
Biens et services	1 899,78	1 956,78	2 015,48	0,00	0,00	0,00	1 899,78	1 956,78	2 015,48
Activité 1402 : Suivre et évaluer les écoles de formation agricole	15,00	15,45	15,91	0,00	0,00	0,00	15,00	15,45	15,91
Activité 1403 : Effectuer des missions de sensibilisation sur le Genre	5,00	5,15	5,30	0,00	0,00	0,00	5,00	5,15	5,30
Activité 1404 : Préparer, élaborer, exécuter le budget et suivre son exécution	147,46	151,88	156,44	0,00	0,00	0,00	147,46	151,88	156,44
Activité 1405 : Gérer les dépenses centralisées	584,81	602,36	620,43	0,00	0,00	0,00	584,81	602,36	620,43
Activité 1406 : Elaborer et mettre en œuvre le CDMT	35,00	36,05	37,13	0,00	0,00	0,00	35,00	36,05	37,13
Activité 1407 : Préparer, élaborer et monter les Dossiers d'Appels d'Offre du MINADER	45,11	46,47	47,86	0,00	0,00	0,00	45,11	46,47	47,86
Activité 1408 : Prendre en charge les consommations d'eau et d'électricité	499,14	514,11	529,54	0,00	0,00	0,00	499,14	514,11	529,54
Activité 1409 : Gérer les séminaires et conférences en Côte d'Ivoire	50,00	51,50	53,05	0,00	0,00	0,00	50,00	51,50	53,05
Activité 1410 : Gérer les conférences et mission hors Côte d'Ivoire	256,20	263,89	271,80	0,00	0,00	0,00	256,20	263,89	271,80
Activité 1411 : Prendre en charge les experts dans le cadre de la convention BNETD	262,06	269,92	278,02	0,00	0,00	0,00	262,06	269,92	278,02
Transferts	204,02	210,14	216,44	0,00	0,00	0,00	204,02	210,14	216,44
Activité 1413 : Assurer la formation professionnelle agricole	204,02	210,14	216,44	0,00	0,00	0,00	204,02	210,14	216,44
Investissements	260,00	3 519,10	5 391,20	0,00	0,00	0,00	260,00	3 519,10	5 391,20
Trésor	260,00	3 519,10	5 391,20	0,00	0,00	0,00	260,00	3 519,10	5 391,20
Activité 1414 : Réhabilitation des Dir Régionales et Départementales du MINAGRI/DAAF	210,00	519,10	600,00	0,00	0,00	0,00	210,00	519,10	600,00
Activité 1415 : Projet d'Appui à la formation Agricole / INFGA	50,00	3 000,00	4 791,20	0,00	0,00	0,00	50,00	3 000,00	4 791,20
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL DU PROGRAMME 1	11 066,39	14 737,56	20 340,10	0,00	0,00	0,00	11 066,39	14 737,56	20 340,10

II.2.2. Programme 2 : Productions et Sécurité Alimentaire

II.2.2.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme Productions et sécurité alimentaire en actions

Programme	Actions
Programme 2 : Productions et sécurité alimentaire	Action 2.1. : Coordination de la mise en œuvre des stratégies de production et de sécurité alimentaire
	Action 2.2. : Amélioration de l'accès aux intrants de qualité
	Action 2.3. : Renforcement du potentiel de production des produits d'exportation
	Action 2.4. : Dynamisation des productions alimentaires végétales
	Action 2.5 : Renforcement des capacités d'analyses qualité, de contrôle et de recherche agricole
	Action 2.6. Dynamisation du dispositif national du Conseil Agricole et de la vulgarisation des résultats de la recherche

II.2.2.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programmes-2 : Production et Sécurité Alimentaire									
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance		Situation de référence 2018	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification		
				2019	2020	2021			
OS 1 : Développer les filières agricoles	Taux de couverture des besoins en semences améliorées	Riz Irrigué	0%	40	50	70	Quantité de semences améliorées disponibles / Besoins en semences améliorées (riz irrigué, riz inondé, riz pluvial, maïs, plantain, manioc, maraichers, palmier à huile, coton) Source : (DPVSA)/ONDR/DSDI/ filières (CCA/CCC/AIPH/APROMAC)		
		Riz Inondé	20%	40	50	70			
		Riz Pluvial	10%	12	15	20			
				Maïs	10%	10	10	10	Source : DPVSA/DSDI/ANADER
				Plantain	%	15	20	30	Source : DPVSA/DSDI/FIRCA/ANADER
				Manioc	10 %	15	20	30	Source : DPVSA/DSDI/FIRCA/ANADER
				Horticulture (tomate, aubergine, gombo)	70	75	80	80	Source : DPVSA/DSDI/
				Palmier à huile	55	60	65	ND	Source : AIPH

Programmes-2 : Production et Sécurité Alimentaire						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2018	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2019	2020	2021	
	Coton	96	90	90	ND	Source : CCA / DCR
OS 2 : Développer les filières agricoles	Mais	1 054 960	1 102 433	1 127 789	ND	Dénombrement Source DSDI/DPVSA/CCC/CCA/ONDR /DCR/DEP
	Tomates	44 078	45 400	45 119	ND	
	Aubergine				ND	
	Gombo	102 995	106 085	107 527		
	Igname	176 055	181 337	196 619	ND	
	Banane plantain	7 391 131	7 657 212	7 932 972	ND	
	Manioc	1 955 670	2 029 986	2 105 095	ND	
	Riz Paddy	6 278 862	7 321 153	8 565 750	ND	
	Palmier à huile	2 421 784	2 706 466	3 071 362	ND	
	Huile de palme	2 300 000	2 450 000	ND	ND	
	Hévéa	575 000	600 000	650 000	ND	
	Coton	639 000	689 000	751 000	ND	
	Anacarde	412 646	442 800	509 000	ND	
	Canne à sucre	715 416	810 000	866 700	ND	
	Mangue	194 000	217 000	ND	ND	
	Banane dessert	120 000	120 000	120 000	600 000	
	Ananas	400 000	500 000	550 000	50 000	
		Taux de couverture des besoins en engrais	30%	48 000	50 000	
	Taux de couverture des besoins en produits phytosanitaires	100%	100%	100%	100%	Quantité disponible en produits phytosanitaires / Besoin total en produits phytosanitaires Source : DPVCQ, DR, DD
	Taux de produits phytosanitaires homologués sur l'étendue du territoire	80%	85%	90%	90%	Nombre de produits phytosanitaires homologués / Nombre de demandes d'homologation sur l'étendue du territoire Source : DPVCQ, DR, DD

Programmes-2 : Production et Sécurité Alimentaire						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2018	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2019	2020	2021	
OS 3 : Renforcer les services de recherche, d'appui-conseil et de contrôle qualité	Nombre de producteurs ayant bénéficié d'appui à l'utilisation des technologies/techniques vulgarisées	- 137 500 189914 producteurs de cacao - 113000 producteurs de coton - Hévéa 138 909 - Palmier à huile 47 000 - Anacarde 150 000				Dénombrement Source : ANADER/FIRCA et les filières (AIPH, APROMAC,
		- 7550 producteurs de café				Dénombrement Source : INTERCOTON, CCA,
		- 38 468 producteurs de manioc (Cf rapport ANADER/FIRCA)				Dénombrement Source ANADER/FIRCA
	Proportion d'agriculteurs ayant adopté les technologies/techniques vulgarisées	60% des producteurs de cacao (Cf rapport ANADER)				Nombre d'agriculteurs ayant adopté les technologies et techniques vulgarisées / Nombre de producteurs ayant bénéficié d'appui à l'utilisation des technologies/techniques Source : ANADER/FIRCA et les filières (AIPH, APROMAC, INTERCOTON, CCA)
	Quantité de semences certifiées	264 tonnes	500	1000	1000	Dénombrement Source : DPVSA, DPVCQ, LANADA
Nombre d'acteurs ayant bénéficié d'un appui-conseil ou de formation	525 000 153 440 producteurs d'anacarde	550 000	578 000	ND		
	- 88 500 producteurs de coton - 42 550 producteurs de riz irrigué - 115 000 producteurs de riz pluvial - 105 800 producteurs de riz de bas-fonds	101 800	117 000	ND	Dénombrement Source : ANADER/FIRCA et toutes les filières	

II.2.2.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

En million de FCFA	Projections		
	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 2 : PRODUCTION ET SECURITE ALIMENTAIRE	93 325,00	17 807,10	17 718,74
Personnel	0,00	0,00	0,00
Biens et services	85,00	87,55	90,18
Transferts	82 973,74	12 000,55	12 360,57
Investissements	10 266,26	5 719,00	5 268,00
Trésor	968,14	0,00	0,00
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	9 298,12	5 719,00	5 268,00

Tableau 7 : Tableau du budget détaillé du programme

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 2 : PRODUCTION ET SECURITE ALIMENTAIRE									
Action 1 : Coordination de la mise en œuvre des stratégies de production et de sécurité alimentaire									
S/Total action1	8 031,45	4 235,55	4 889,76	0,00	0,00	0,00	8 031,45	4 235,55	4 889,76
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	35,00	36,05	37,13	0,00	0,00	0,00	35,00	36,05	37,13
Transferts	1 172,33	1 104,50	1 137,63	0,00	0,00	0,00	1 172,33	1 104,50	1 137,63
Investissements	6 824,12	3 095,00	3 715,00	0,00	0,00	0,00	6 824,12	3 095,00	3 715,00
Trésor	150,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	150,00	0,00	0,00
Financement extérieur	6 674,12	3 095,00	3 715,00	0,00	0,00	0,00	6 674,12	3 095,00	3 715,00
Biens et services	35,00	36,05	37,13	0,00	0,00	0,00	35,00	36,05	37,13
Activité 2101 : Coordonner les activités de la Direction Générale	35,00	36,05	37,13	0,00	0,00	0,00	35,00	36,05	37,13
Transferts	1 172,33	1 104,50	1 137,63	0,00	0,00	0,00	1 172,33	1 104,50	1 137,63
Activité 2102 : Suivre les travaux de Réhabilitation des Bas-fonds	1 072,33	1 104,50	1 137,63	0,00	0,00	0,00	1 072,33	1 104,50	1 137,63
Activité 2106 : Coordonner et suivre la production de la filière riz	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100,00	0,00	0,00
Investissements	6 824,12	3 095,00	3 715,00	0,00	0,00	0,00	6 974,12	3 095,00	3 715,00
Trésor	150,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	150,00	0,00	0,00
Activité 2103 : Projet de lutte contre les mouches de fruits	50,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50,00	0,00	0,00
Activité 2104 : Projet Appui au Secteur Vivrier	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100,00	0,00	0,00
Financement extérieur	6 674,12	3 095,00	3 715,00	0,00	0,00	0,00	6 674,12	3 095,00	3 715,00
Activité 2104 : Projet Appui au Secteur Vivrier	6 674,12	3 095,00	3 715,00	0,00	0,00	0,00	6 674,12	3 095,00	3 715,00
Action 2 : Amélioration de l'accès aux intrants de qualité									
S/Total action2	58,00	15,45	15,91	0,00	0,00	0,00	58,00	15,45	15,91
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	15,00	15,45	15,91	0,00	0,00	0,00	15,00	15,45	15,91
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	43,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	43,00	0,00	0,00
Trésor	43,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	43,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 2 : PRODUCTION ET SECURITE ALIMENTAIRE									
Biens et services	15,00	15,45	15,91	0,00	0,00	0,00	15,00	15,45	15,91
Activité 2201 : Effectuer le contrôle phytosanitaire aux ports maritimes et à l'aéroport d'Abidjan	15,00	15,45	15,91	0,00	0,00	0,00	15,00	15,45	15,91
Investissements	43,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	43,00	0,00	0,00
Trésor	43,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	43,00	0,00	0,00
Activité 2206 : Projet de construction de Magasins de Stockage	43,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	43,00	0,00	0,00
Action 3 : Renforcement du potentiel de production des produits d'exportation									
S/Total action3	60 404,97	2 860,12	1 796,21	0,00	0,00	0,00	60 404,97	2 860,12	1 796,21
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	15,00	15,45	15,91	0,00	0,00	0,00	15,00	15,45	15,91
Transferts	60 149,97	220,67	227,29	0,00	0,00	0,00	60 149,97	220,67	227,29
Investissements	240,00	2 624,00	1 553,00	0,00	0,00	0,00	240,00	2 624,00	1 553,00
Trésor	240,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	240,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	2 624,00	1 553,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 624,00	1 553,00
Biens et services	15,00	15,45	15,91	0,00	0,00	0,00	15,00	15,45	15,91
Activité 2301 : Coordonner les actions destinées au développement des productions agricoles et suivre l'évolution des marchés locaux et internationaux	15,00	15,45	15,91	0,00	0,00	0,00	15,00	15,45	15,91
Transferts	60 149,97	220,67	227,29	0,00	0,00	0,00	60 149,97	220,67	227,29
Activité 2303 : Prendre en charge les activités du Conseil Coton-Anacarde	10,00	10,30	10,61	0,00	0,00	0,00	10,00	10,30	10,61
Activité 2304 : Contribuer au financement des activités du Conseil Coton Anacarde	26 645,72	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	26 645,72	0,00	0,00
Activité 2305 : Contribuer au financement du secteur café cacao	33 290,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	33 290,00	0,00	0,00
Activité 2306 : Prendre en charge les sessions du Conseil de Gestion	204,25	210,37	216,68	0,00	0,00	0,00	204,25	210,37	216,68
Investissements	240,00	2 624,00	1 553,00	0,00	0,00	0,00	240,00	2 624,00	1 553,00
Trésor	240,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	240,00	0,00	0,00
Activité 2308 : Projet d'Appui aux secteurs agricoles (PSAC)	200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	200,00	0,00	0,00
Activité 2309 : Mesure d'accompagnement au secteur Banane	40,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	40,00	0,00	0,00

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 2 : PRODUCTION ET SECURITE ALIMENTAIRE									
Financement extérieur	0,00	2 624,00	1 553,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 624,00	1 553,00
<u>Activité 2311</u> : Promotion des Filières Agricoles et Biodiversité (PROFIAB) Phase 2	0,00	2 624,00	1 553,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 624,00	1 553,00
Action 4 : Dynamisation des productions alimentaires végétales									
S/Total action4	375,28	20,60	21,22	0,00	0,00	0,00	375,28	20,60	21,22
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	20,00	20,60	21,22	0,00	0,00	0,00	20,00	20,60	21,22
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	355,28	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	355,28	0,00	0,00
Trésor	355,28	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	355,28	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	20,00	20,60	21,22	0,00	0,00	0,00	20,00	20,60	21,22
<u>Activité 2401</u> : Coordonner les activités du Codex alimentarius et de la mise en œuvre du dispositif de la situation alimentaire et nutritionnelle (DISSAN)	15,00	15,45	15,91	0,00	0,00	0,00	15,00	15,45	15,91
<u>Activité 2402</u> : Organiser la Journée Mondiale de l'Alimentation (JMA)	5,00	5,15	5,30	0,00	0,00	0,00	5,00	5,15	5,30
Investissements	355,28	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	355,28	0,00	0,00
Trésor	355,28	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	355,28	0,00	0,00
<u>Activité 2403</u> : Programme de sécurité alimentaire	105,28	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	105,28	0,00	0,00
<u>Activité 2404</u> : Promotion du riz local	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100,00	0,00	0,00
<u>Activité 2408</u> : Projet d'Appui à la Production Agricole et à la Commercialisation (PROPACOM) BOUAKE	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100,00	0,00	0,00
<u>Activité 2415</u> : Projet d'appui au pôle agro-industriel du Nord	50,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50,00	0,00	0,00

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 2 : PRODUCTION ET SECURITE ALIMENTAIRE									
Action 5 : Renforcement des capacités d'analyse qualité, de contrôle et de recherche agricole									
S/Total action5	844,31	787,38	811,00	0,00	0,00	0,00	844,31	787,38	811,00
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Transferts	764,45	787,38	811,00	0,00	0,00	0,00	764,45	787,38	811,00
Investissements	79,86	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	79,86	0,00	0,00
Trésor	79,86	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	79,86	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Transferts	764,45	787,38	811,00	0,00	0,00	0,00	764,45	787,38	811,00
Activité 2501 : Construire et équiper les laboratoires d'analyse nationaux respectant les normes internationales et renforcer les capacités opérationnelles des laboratoires d'analyse nationaux	764,45	787,38	811,00	0,00	0,00	0,00	764,45	787,38	811,00
Investissements	79,86	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	79,86	0,00	0,00
Trésor	79,86	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	79,86	0,00	0,00
Activité 2502 : Construction, réhabilitation et équipement du LANADA	10,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10,00	0,00	0,00
Activité 2503 : Mise en œuvre Activité du Doing Business / MINADER	69,86	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	69,86	0,00	0,00
Action 6 : Dynamisation du dispositif national du conseil agricole et de la vulgarisation des résultats de la recherche agricole									
S/Total action6	23 611,00	9 888,00	10 184,64	0,00	0,00	0,00	23 611,00	9 888,00	10 184,64
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Transferts	20 887,00	9 888,00	10 184,64	0,00	0,00	0,00	20 887,00	9 888,00	10 184,64
Investissements	2 724,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 724,00	0,00	0,00
Trésor	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100,00	0,00	0,00
Financement extérieur	2 624,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 624,00	0,00	0,00

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 2 : PRODUCTION ET SECURITE ALIMENTAIRE									
Transferts	20 887,00	9 888,00	10 184,64	0,00	0,00	0,00	20 887,00	9 888,00	10 184,64
Activité 2601 : Assurer le conseil agricole dans le cadre du service public	300,00	309,00	318,27	0,00	0,00	0,00	300,00	309,00	318,27
Activité 2602 : Gérer les Fonds Interprofessionnels pour la Recherche & le Conseil Agricole (FIRCA)	9 300,00	9 579,00	9 866,37	0,00	0,00	0,00	9 300,00	9 579,00	9 866,37
Activité 2603 : Contribuer au fonctionnement du FIRCA	11 287,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 287,00	0,00	0,00
Investissements	2 724,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 724,00	0,00	0,00
Trésor	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100,00	0,00	0,00
Activité 2605 : Programme de Productivité Agricole en Afrique de l'Ouest (PPAAO)	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100,00	0,00	0,00
Financement extérieur	2 624,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 624,00	0,00	0,00
Activité 2605 : Programme de Productivité Agricole en Afrique de l'Ouest (PPAAO)	2 624,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 624,00	0,00	0,00
TOTAL DU PROGRAMME 2	93 325,00	17 807,10	17 718,74	0,00	0,00	0,00	93 325,00	17 807,10	17 718,74

II.2.3. Programme 3 : Développement Rural

II.2.3.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 3 : Développement Rural	Action 3.1. Maîtrise de l'eau et équipement rural
	Action 3.2. : Développement et vulgarisation des technologies de conservation et de valorisation
	Action 3.3. : Sécurisation du domaine foncier rural
	Action 3.4 : Accompagnement de la professionnalisation des OPA et promotion du secteur agricole
	Action 3.5 : Développement des mécanismes innovants de financement et de commercialisation

II.2.3.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 3 : Développement Rural							
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance		Situation de référence 2017	Cibles			: Méthode de calcul et Moyen de vérification
				2019	2020	2021	
OS 1 : Promouvoir la modernisation de l'agriculture	Superficie irriguée réhabilitée		1.600 (ONDR) 0 (2PAI)	32 (ONDR) 550 (2PAI)	14 000 (ONDR) 752 (2PAI)	6 000 (ONDR) 743 (2PAI)	Dénombrement Source : Rapports régionaux ; Résultats RNA ; EPDI, DMEME ONDR, ANADER, ADCVI, les filières, Projets
	Superficie irriguée créée		1774 (ONDR)	50 (ONDR)	53 000 (ONDR)	30 000 (ONDR) 125 (2PAI)	Dénombrement Source : Rapports régionaux ; Résultats RNA ; EPDI, DMEME ONDR, ANADER, ADCVI, les filières, Projets
	Nombre d'OPA ayant bénéficié de matériels de mécanisation		44 (ONDR)	10 (ONDR)	30 (ONDR)	40 (ONDR)	Dénombrement Source : Rapport d'activités / DMEME Rapports régionaux / ONDR, ANADER, ADCVI, les filières, DR et DD
	Linéaire de routes rurales aménagées (km)	Linéaire de routes rurales réhabilitées	363 (2PAI)	200 (2PAI)	137 (2PAI)	ND	Dénombrement
Linéaire de routes rurales créées		ND	ND	ND	ND	Source : Rapport d'activité / DMEME AGEROUTE, Projets, les filières, Conseils Régionaux	

Programme 3 : Développement Rural							
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance		Situation de référence 2017	Cibles			: Méthode de calcul et Moyen de vérification
				2019	2020	2021	
OS 2 : Promouvoir la modernisation de l'agriculture	Taux de transformation des productions agricoles	Riz	92%	92%	95%	100%	- Quantité valorisée / quantité totale produite Source : Rapport d'activités, Résultats RNA, DVP Les filières, les projets, ONDR, FIRCA
		Cacao	ND	ND	ND	ND	
		Anacarde	ND	ND	ND	ND	
	Nombre d'unités de conservation des productions agricoles installées		ND	18 (2PAI)	7(2PAI)	5(2PAI)	Dénombrement Source Rapport d'activité / DGPSA, DPVSA
	Taux de perte post-récolte	Riz	25%	20%	15%	10%	Quantité perdue / quantité produite Source : Rapport d'activité DPVSA, DGPSA +DVP Filières, ANADER, ONDR, Projets
Nombre de bonnes pratiques agricoles mises à l'échelle (par filière)		ND	ND	ND	ND	Nombre de bonnes pratiques appliquée / Nombre total de bonnes pratiques Source : Rapport d'activité DGPSA, FIRCA, ANADER, filières, DPVSA	

Programme 3 : Développement Rural						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2017	Cibles			: Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2019	2020	2021	
OS 3 : Améliorer la gestion du foncier rural	Taux de territoires de villages délimités	12%	17 %	50%	52%	Nombre de territoires de villages délimités / Nombre total de territoires de village (8 576 territoires au total) Source : Rapports d'activités DFR DFR/AFOR
	Taux de superficies des terres objet de certificats fonciers	0,5%	0,6%	0,9%	1%	Superficies des terres objet de certificats fonciers / Superficie totale des terres (23 000 000 ha de terres au total) Source : Rapport d'activité DFR

Programme 3 : Développement Rural						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2017	Cibles			: Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2019	2020	2021	
OS 4 : Promouvoir le métier d'agriculteur	Nombre de société coopérative immatriculée	3872	3972	4072	4144	Nombre de sociétés coopératives communiqué par les DRA Source : Rapport d'activités DOPA Dénombrement (2018 : Riz, Karité, Cola/ 2019 : Mangue, Maïs
	Nombre reconnues d'Interprofessions	3 (coton, Palmier à huile, Oignon)	3	2	3	2020 : Manioc, Anacarde, Hévéa) Source : Rapport d'activités DOPA Dénombrement
	Nombre de métiers ruraux formalisés	0	05	15	20	Source : Filières, PNMR, FIRCA Dénombrement
	Nombre de personnes formées aux métiers ruraux	293	1.000	2.000	3000	Dénombrement Source : PNMR, filières
	Nombre de personnes formées insérées	70	100	150	200	Dénombrement Source : PNMR

II.2.3.3. Financement du programme

Tableau 6. Synthèse du programme par nature de dépense

En million FCFA		Projections		
		2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 3 : DEVELOPPEMENT RURAL		51 699,19	24 339,34	2 853,45
	Personnel	0,00	0,00	0,00
	Biens et services	95,00	97,85	100,79
	Transferts	13 404,65	2 672,49	2 752,67
	Investissements	38 199,54	21 569,00	0,00
	Trésor	17 408,19	0,00	0,00
	Financement extérieur (Dons/Emprunts)	20 791,35	21 569,00	0,00

Tableau 7. Budget détaillé du programme

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 3 : DEVELOPPEMENT RURAL									
Action 1 : Maitrise de l'eau et équipement rural									
S/Total action1	29 384,61	20 866,35	68,96	0,00	0,00	0,00	29 384,61	20 866,35	68,96
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	50,00	51,50	53,05	0,00	0,00	0,00	50,00	51,50	53,05
Transferts	15,00	15,45	15,91	0,00	0,00	0,00	15,00	15,45	15,91
Investissements	29 319,61	20 799,40	0,00	0,00	0,00	0,00	29 319,61	20 799,40	0,00
Trésor	13 407,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 407,00	0,00	0,00
Financement extérieur	15 912,61	20 799,40	0,00	0,00	0,00	0,00	15 912,61	20 799,40	0,00
Bien et service	50,00	51,50	53,05	0,00	0,00	0,00	50,00	51,50	53,05
Activité 3101 : Assurer la coordination institutionnelle et le suivi des activités des directions centrales	20,00	20,60	21,22	0,00	0,00	0,00	20,00	20,60	21,22
Activité 3102 : Suivre les exploitations agricoles mécanisées dans les différentes zones de production (région du Poro, de la Bagoué, du Kabadougou, du Bafing, du Worodougou, de la Marahoué et du Béré)	15,00	15,45	15,91	0,00	0,00	0,00	15,00	15,45	15,91

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 3 : DEVELOPPEMENT RURAL									
<u>Activité 3103</u> : Etablir un partenariat avec les centres techniques et de formation professionnelles (Bimbresso, Mankono, Bouaké et Odienné)	15,00	15,45	15,91	0,00	0,00	0,00	15,00	15,45	15,91
Transferts	15,00	15,45	15,91	0,00	0,00	0,00	15,00	15,45	15,91
<u>Activité 3104</u> : Coordonner la mise en œuvre du projet PAIA ID	15,00	15,45	15,91	0,00	0,00	0,00	15,00	15,45	15,91
Investissements	29 319,61	20 799,40	0,00	0,00	0,00	0,00	29 319,61	20 799,40	0,00
Trésor	13 407,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 407,00	0,00	0,00
<u>Activité 3105</u> : Projet d'Aménagement Hydro-Agricole Fromager Haut Sassandra II	164,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	164,00	0,00	0,00
<u>Activité 3106</u> : Projet d'Appui à la Production et à la Commercialisation Extension	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100,00	0,00	0,00
<u>Activité 3107</u> : Projet d'Aménagement Hydro-Agricole de Sangopari (P.A.H.S)	143,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	143,00	0,00	0,00
<u>Activité 3109</u> : Projet d'Appui aux Infrast Agricoles de l'Indenié-Duablin (PAIA ID)	150,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	150,00	0,00	0,00
<u>Activité 3110</u> : Projet d'Appui au Pôle Agro-industriel du Bélier	750,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	750,00	0,00	0,00
<u>Activité 3112</u> : Filières Agricoles Durables en C.I (FADCI)/2ème C2D	12 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 000,00	0,00	0,00
<u>Activité 3120</u> : Projet d'Aménagement des Pleines Alluviales dans le District du Denguelé	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100,00	0,00	0,00
Financement extérieur	15 912,61	20 799,40	0,00	0,00	0,00	0,00	15 912,61	20 799,40	0,00
<u>Activité 3106</u> : Projet d'Appui à la Production et à la Commercialisation Extension	354,70	5 120,40	0,00	0,00	0,00	0,00	354,70	5 120,40	0,00
<u>Activité 3110</u> : Projet d'Appui au Pôle Agro-industriel du Bélier	13 012,01	15 679,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 012,01	15 679,00	0,00
<u>Activité 3111</u> : Projet d'aménagement de 1000 Ha de périmètre Agro sylvo-pastorale et halieutique de CI	1 345,90	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 345,90	0,00	0,00
<u>Activité 3120</u> : Projet d'Aménagement des Pleines Alluviales dans le District du Denguelé	1 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 200,00	0,00	0,00

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 3 : DEVELOPPEMENT RURAL									
Action 2 : Développement et vulgarisation des technologies de conservation et de valorisation									
S/Total action2	1 906,74	15,45	15,91	0,00	0,00	0,00	1 906,74	15,45	15,91
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	15,00	15,45	15,91	0,00	0,00	0,00	15,00	15,45	15,91
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	1 891,74	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 891,74	0,00	0,00
Trésor	140,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	140,00	0,00	0,00
Financement extérieur	1 751,74	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 751,74	0,00	0,00
Biens et services	15,00	15,45	15,91	0,00	0,00	0,00	15,00	15,45	15,91
Activité 3201 : Actualiser la banque des données agro-industrielles - effectuer des visites de terrains et autres déplacements	15,00	15,45	15,91	0,00	0,00	0,00	15,00	15,45	15,91
Investissement	1 891,74	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 891,74	0,00	0,00
Trésor	140,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	140,00	0,00	0,00
Activité 3202 : Projet de développement des chaînes de valeurs dans la région de l'Indénié Djuablin	60,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	60,00	0,00	0,00
Activité 3206 : Projet d'Appui à l'Agriculture Sensible, à la Nutrition et au Développement des Capacités des Petits Agriculteurs	80,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	80,00	0,00	0,00
Financement extérieur	1 751,74	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 751,74	0,00	0,00
Activité 3202 : Projet de développement des chaînes de valeurs dans la région de l'Indénié Djuablin	1 191,74	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 191,74	0,00	0,00
Activité 3206 : Projet d'Appui à l'Agriculture Sensible, à la Nutrition et au Développement des Capacités des Petits Agriculteurs	560,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	560,00	0,00	0,00
Action 3 : Sécurisation du domaine foncier rural									
S/Total action3	2 655,00	571,65	588,80	0,00	0,00	0,00	2 655,00	571,65	588,80
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	15,00	15,45	15,91	0,00	0,00	0,00	15,00	15,45	15,91
Transferts	540,00	556,20	572,89	0,00	0,00	0,00	540,00	556,20	572,89
Investissements	2 100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 100,00	0,00	0,00
Trésor	940,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	940,00	0,00	0,00
Financement extérieur	1 160,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 160,00	0,00	0,00

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 3 : DEVELOPPEMENT RURAL									
Biens et services	15,00	15,45	15,91	0,00	0,00	0,00	15,00	15,45	15,91
Activité 3301 : Assurer le suivi et l'évaluation de la mise en œuvre de la loi sur le foncier rural	15,00	15,45	15,91	0,00	0,00	0,00	15,00	15,45	15,91
Transferts	540,00	556,20	572,89	0,00	0,00	0,00	540,00	556,20	572,89
Activité 3302 : Gérer le foncier rural	540,00	556,20	572,89	0,00	0,00	0,00	540,00	556,20	572,89
Investissements	2 100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 100,00	0,00	0,00
Trésor	940,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	940,00	0,00	0,00
Activité 3303 : Programme d'Appui au foncier rural	720,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	720,00	0,00	0,00
Activité 3304 : MCC Volet Sécurisation Foncière Rurale	20,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20,00	0,00	0,00
Activité 3309 : Projet d'Amélioration et de mise en œuvre de la Politique Foncière	200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	200,00	0,00	0,00
Financement extérieur	1 160,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 160,00	0,00	0,00
Activité 3309 : Projet d'Amélioration et de mise en œuvre de la Politique Foncière	1 160,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 160,00	0,00	0,00
Action 4 : Accompagnement de la professionnalisation des OPA et promotion du secteur agricole									
S/Total action4	15 705,84	2 116,29	2 179,78	0,00	0,00	0,00	15 705,84	2 116,29	2 179,78
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	15,00	15,45	15,91	0,00	0,00	0,00	15,00	15,45	15,91
Transferts	12 849,65	2 100,84	2 163,87	0,00	0,00	0,00	12 849,65	2 100,84	2 163,87
Investissements	2 841,19	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 841,19	0,00	0,00
Trésor	2 841,19	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 841,19	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	15,00	15,45	15,91	0,00	0,00	0,00	15,00	15,45	15,91
Activité 3401 : Assurer la structuration des filières agricole	15,00	15,45	15,91	0,00	0,00	0,00	15,00	15,45	15,91
Transferts	12 849,65	2 100,84	2 163,87	0,00	0,00	0,00	12 849,65	2 100,84	2 163,87
Activité 3402 : Assurer le fonctionnement courant de la Chambre d'Agriculture	387,91	399,55	411,53	0,00	0,00	0,00	387,91	399,55	411,53
Activité 3403 : Apurer les dettes des gestions antérieures	50,00	51,50	53,05	0,00	0,00	0,00	50,00	51,50	53,05

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 3 : DEVELOPPEMENT RURAL									
Activité 3404 : Organiser le Salon de l'Agriculture et des Ressources Animales (SARA)	1 100,00	1 133,00	1 166,99	0,00	0,00	0,00	1 100,00	1 133,00	1 166,99
Activité 3405 : Organiser le Salon International de l'Agriculture (SIA) de Paris	100,00	103,00	106,09	0,00	0,00	0,00	100,00	103,00	106,09
Activité 3406 : Organiser les Journées Administratives et Agricoles Délocalisées (JAAD)	100,00	103,00	106,09	0,00	0,00	0,00	100,00	103,00	106,09
Activité 3407 : Organiser les Salons Internationaux de l'Agriculture	301,75	310,80	320,12	0,00	0,00	0,00	301,75	310,80	320,12
Activité 3408 : Fonds d'Investissement Agricole (2QC)	10 810,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 810,00	0,00	0,00
Investissements	2 841,19	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 841,19	0,00	0,00
Trésor	2 841,19	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 841,19	0,00	0,00
Activité 3409 : Programme National de Formation aux Métiers Ruraux	70,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	70,00	0,00	0,00
Activité 3411 : Transférer les ressources aux collectivités locales	2 771,19	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 771,19	0,00	0,00
Action 5 : Développement de mécanismes innovants de financement et de commercialisation									
S/Total action5	2 047,00	769,60	0,00	0,00	0,00	0,00	2 047,00	769,60	0,00
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	2 047,00	769,60	0,00	0,00	0,00	0,00	2 047,00	769,60	0,00
Trésor	80,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	80,00	0,00	0,00
Financement extérieur	1 967,00	769,60	0,00	0,00	0,00	0,00	1 967,00	769,60	0,00
Investissements	2 047,00	769,60	0,00	0,00	0,00	0,00	2 047,00	769,60	0,00
Trésor	80,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	80,00	0,00	0,00
Activité 3501 : Fonds de promotion de l'Agriculture sous contrat	80,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	80,00	0,00	0,00
Financement extérieur	1 967,00	769,60	0,00	0,00	0,00	0,00	1 967,00	769,60	0,00
Activité 3501 : Fonds de promotion de l'Agriculture sous contrat	1 967,00	769,60	0,00	0,00	0,00	0,00	1 967,00	769,60	0,00
TOTAL DU PROGRAMME 3	51 699,19	24 339,34	2 853,45	0,00	0,00	0,00	51 699,19	24 339,34	2 853,45

SECTION 19 : MINISTERE DE LA CONSTRUCTION, DU LOGEMENT ET DE L'URBANISME

SECTION 19 : MINISTERE DE LA CONSTRUCTION, DU LOGEMENT ET DE L'URBANISME

I. PRESENTATION GENERALE DU MINISTERE

I.1. Situation du secteur

I.1.1. Problèmes majeurs

- l'insuffisance de commodités dans les quartiers ;
- les lotissements anarchiques ;
- le phénomène des quartiers spontanés et précaires ;
- le non-respect des règles d'urbanisme ;
- la dégradation physique des bâtiments administratifs ;
- de nombreuses constructions sans permis ;
- l'insuffisance de bâtiments administratifs pour abriter les services de l'Etat ;
- l'absence d'une situation exhaustive du patrimoine immobilier de l'Etat en Côte d'Ivoire et à l'étranger ;
- la non-sécurisation du patrimoine immobilier déjà répertorié ;
- l'absence d'harmonie dans l'architecture des villes ;
- le déficit en logement estimé à au moins 600 000 logements ;
- le manque de financement des acquéreurs par les banques ;
- le coût élevé des matériaux de construction ;
- l'absence de suivi et de contrôle des constructions ;
- l'Insuffisance du foncier pour les logements sociaux ;
- le coût élevé d'un logement social ;
- l'insuffisance de main d'œuvre qualifié ;
- l'absence de technologie de production de masse de logement ;
- le coût élevé du loyer ;
- le cadre de vie des populations soumis à de nombreuses insuffisances.

I.1.2. Réponses apportées

- le renforcement du cadre législatif, réglementaire et les outils de planification du Foncier et de l'Urbanisme ;
- la constitution des réserves foncières pour les grands projets de l'État ;
- l'aménagement des parcelles;
- l'amélioration du fonctionnement de l'administration en matière de traitement des demandes d'actes ;
- l'élaboration des outils de planification urbaine ;
- la restructuration des quartiers précaires et l'adressage des villes de Côte d'Ivoire ;
- la reconstruction, la réhabilitation et la maintenance des bâtiments publics ;
- le recensement et la sécurisation du patrimoine immobilier de l'état ;
- le renforcement du cadre institutionnel du secteur de l'habitat ;

- la constitution des réserves foncière pour le logement ;
- la production de logements sociaux ;
- l'amélioration du cadre réglementaire et juridique de la copropriété.

I.1.3. Défis et priorités

- l'amélioration du niveau de l'urbanisation;
- l'assainissement du secteur du foncier urbain ;
- la réduction du délai d'obtention des actes ;
- le logement décent des services de l'Etat ;
- l'immatriculation et la sécurisation du patrimoine immobilier de l'Etat ;
- l'assurance d'une maintenance suffisante des bâtiments administratifs ;
- la promotion du civisme au niveau des bâtiments administratifs pour leur bonne utilisation ;
- la facilitation de l'accession au logement tant en milieu urbain que rural ;
- la gestion efficiente de la copropriété ;
- la promotion de l'utilisation des matériaux locaux dans la construction immobilière ;
- la réalisation des grands projets de construction d'Abidjan ;
- la réalisation de l'adressage, la gestion et la restructuration urbaine.

I.2. Politique sectorielle

I.2.1. Principales orientations

- la production de terrains accessibles à tous;
- l'amélioration du fonctionnement de l'administration publique en matière de traitement des demandes d'actes;
- l'élaboration des outils de planification urbaine;
- le développement d'une politique de rénovation Urbaine;
- la reconstruction, la réhabilitation et la maintenance des bâtiments publics;
 - le recensement et la sécurisation du patrimoine immobilier de l'État;
 - la production de logements sociaux;
 - l'application des nouvelles règles de copropriété.

I.2.2. Résultats stratégiques

- la gouvernance du ministère est améliorée;
- le domaine du foncier et de l'urbanisme est assaini;
- la politique en matière de construction et de maintenance est renforcée;
- la politique nationale en matière de logement et de cadre de vie est appliquée.

I.3. Missions du ministère

Le Ministre de la Construction, du Logement et de l'Urbanisme est chargé de la mise en œuvre et du suivi de la politique du Gouvernement en matière de Construction, de Logement et d'Urbanisme. A ce titre, et en liaison avec les différents départements ministériels concernés, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

I.3.1. En matière de Construction :

- élaboration, mise en œuvre et contrôle de l'application des politiques, de la législation et de la réglementation en matière en construction ;
- gestion et maintenance du patrimoine immobilier de l'Etat ;
- gestion du patrimoine immobilier de l'Etat à l'étranger, en liaison avec les Ministres chargés des Affaires Etrangères, de l'Economie et des Finances et Budget ;
- assistance aux collectivités territoriales en matière de Construction ;
- prise en compte des personnes à mobilité réduite dans les normes de construction immobilière ;
- reconstruction et réhabilitation des bâtiments publics détruits ou endommagés ;
- élaboration et mise en œuvre de la promotion de la qualité architecturale ;
- maîtrise d'ouvrage déléguée pour le compte de l'Etat ;
- encadrement des professions intervenant dans le domaine de la construction et de l'architecture, en liaison avec le Ministre chargé de l'Artisanat et des PME ;
- instruction et délivrance du permis de construire.

I.3.2. En matière de Logement

- définition de la stratégie de l'Etat en matière de logement et d'habitat ;
- promotion de l'aménagement foncier ;
- promotion de l'accession à la propriété immobilière ;
- élaboration, mise en place d'un cadre institutionnel, réglementaire et financier permettant l'émergence d'un véritable marché du logement ;
- facilitation de l'accession au logement en milieu urbain et en milieu rural ;
- encadrement des promoteurs immobiliers ;
- élaboration, mise en œuvre et contrôle de l'application des politiques et de la législation en matière d'habitat ;
- promotion de l'utilisation des matériaux locaux dans la construction immobilière ;
- définition et mise en œuvre des programmes de relogement de populations déguerpies et appui technique à la réinstallation de populations déplacées, en liaison avec les autres départements ministériels intéressés ;
- encadrement des professions intervenant dans le domaine de l'habitat.

I.3.3. En matière d'Urbanisme

- élaboration et contrôle de la mise en œuvre des politiques, de la législation et de la réglementation en matière d'urbanisme, domaniale et le foncière urbaine ;
- gestion du domaine urbain ;
- gestion technique du foncier urbain ;
- participation à la gestion des terrains industriels, touristique et artisanaux respectivement, en liaison avec les Ministres chargés de l'Industrie, du Tourisme et de l'Artisanat ;
- élaboration et mise en œuvre de la politique d'adressage ;
- élaboration, approbation et promotion des outils de planification urbaine, notamment des schémas directeurs d'urbanisme, en liaison avec le Ministre de la Ville ;
- assistance aux collectivités territoriales en matière d'urbanisme, notamment en matière foncière, de rénovation et de restructuration des quartiers urbains ;
- encadrement des professions intervenant dans le domaine de l'urbanisme et du foncier ;
- modernisation de la gestion foncière des communautés villageoises ;
- promotion de l'accession à la propriété foncière ;
- purge des droits coutumiers ;
- constitution et gestion des réserves foncières pour le compte de l'Etat ;
- participation à la gestion du domaine public, en liaison avec les autres départements ministériels concernés.

I.4. Identification des programmes

- Programme 1 : Administration Générale ;
- Programme 2 : Foncier et Urbanisme ;
- Programme 3 : Construction et Maintenance ;
- Programme 4 : Logement et Cadre de Vie.

II. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DEPENSES -PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (DPPD-PAP)

II.1. Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses (DPPD)

II.1.1. Répartition des structures dans les programmes

Tableau 1 : Cartographie administrative des programmes

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET REGIONAUX	ORGANISMES SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 1 : Administration Générale	CABINET,, INSPECTION GENERALE, DRH, DAF, DAJC, SCPCI, DPES, CPMP, SPSTD, SECTEURS, DD, DR.	-	- Informatisation de la chaine de traitement des actes - Étude du Schéma Directeur de la Simplification et de la Transformation Digitale - Réhabilitation et équipement des structures déconcentrées du MCLU	-
Programme 2 : Foncier et Urbanisme	DGUF, SRFGPE, DU, DDU, DTC, GUF, SETAM, GUPC.	AGEF	- Redressement des lotissements irréguliers dans le District d'Abidjan - Constitution des réserves foncières – AGEF ; - Purges/indemnités d'éviction ; - Déconcentration du Guichet Unique du Foncier ; - Elaboration des plans d'urbanisme directeurs des chefs-lieux de région et de département ; - Elaboration des plans d'urbanisme de détails des schémas directeurs d'urbanisme et des plans d'urbanisme directeurs ;	- Mise en place et exploitation d'un guichet unique virtuel d'octroi du permis de construire via un système d'information géographique (PPP). - Projet d'identification unique des parcelles. - Projet d'aménagement des quartiers restructurés d'Abidjan (PAQRA). - Adressage du district d'Abidjan et des villes de Bondoukou, Bouake, Daloa, Korhogo, Odienné, San-Pedro, Abengourou, Man, Yamoussoukro; - Élaboration d'une politique publique urbaine. Production de terrains aménagés (SETAM).

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET REGIONAUX	ORGANISMES SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 3 : Construction et Maintenance	DGCAM, DAM, DCM	SOGEPIE, SONITRA, ONAD, SGMT	<ul style="list-style-type: none"> - Réhabilitation du bâtiment EECI EX-Direction Régionale du centre ; - Projet de rénovation de l'immeuble des 40 logements en bureau au Plateau ; - Réhabilitation de l'immeuble Industrie à Abidjan - Plateau ; - Sécurisation du patrimoine immobilier de l'Etat dans le District d'Abidjan ; - Réhabilitation bâtiment SOGEPIE 2ème phase ; - Réhabilitation des Tour A et B ; - Réhabilitation de la CITAD (Tours C, D, E) ; - Sécurisation de la Cité administrative ; - Construction de la tour F - Construction de la cité des cadres de Kong 	<ul style="list-style-type: none"> - Réhabilitation et -exploitation de l'immeuble BICICI (PPP) ; - Réhabilitation de l'immeuble la Pyramide (PPP) ; - Construction et exploitation du complexe « Place de la Nation » (PPP) ; - Construction et exploitation d'un hôtel cinq étoiles sur le site de l'AIP (PPP); - Construction de la Bibliothèque de la Renaissance Africaine d'Abidjan ; - Réhabilitation de la cité financière ; - Réhabilitation et aménagement du forum de la cité administrative ; - Réhabilitation de l'Immeuble Symphonie ; - Construction du Palais des Hôtes ; - Réalisation d'un hôtel Ritz Carlton sur le site de l'actuel BNETD.
Programme 4 : Logement et Cadre de Vie	DGLCV, DL, DC ; CPLS.	SICOGI, CDMH, FSH	<ul style="list-style-type: none"> - Réalisation des VRD pour la production de 150 000 logements sociaux et économiques ; - Projet de ravalement des façades des bâtiments privés et publics. 	

II.1.2. Performance globale du ministère

Tableau 2 : Performance du ministère

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESULTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODES DE CALCUL / SOURCES DE COLLECTE
OG 1 : Améliorer la gouvernance du ministère	RS 1 .1: la gouvernance du ministère est améliorée	IP 1.1.1 : taux de couverture des besoins en personnels des services du ministère	Besoins satisfaits / besoins exprimés Source : DRH
		IP 1.1.2 : nombre de structures déconcentrées réhabilitées ou équipées	Dénombrement Source : Rapports d'activités DRH ; DPS
		IP 1.1.3 : nombre de documents de planification élaborés et disponibles	Dénombrement Source : Rapports d'activités DPS
OG 2 : Assainir le domaine du foncier et de l'urbanisme	RS 2 .1: le domaine du foncier et de l'urbanisme est assaini	IP 2.1 .1: nombre de lotissements irréguliers redressé IP 2.1.2 : nombre de schémas directeurs réalisés et actualisés IP 2.1.3 : nombre de services du guichet unique du foncier déconcentrés	Dénombrement Source : Rapports d'activités DGUF
OG 3 : Renforcer et promouvoir la politique en matière de construction et de maintenance	RS 3.1 : la politique en matière de construction et de maintenance est renforcée	IP 3.1.1 : nombre de bâtiments construits, réhabilités et entretenus. IP 3.1.2 : nombre de constructions suivies et évaluées.	Dénombrement Source : Rapports d'activités DGCAM
OG 4 : Faire appliquer la politique nationale en matière de logement et de cadre de vie.	RS 4 .1: la politique nationale en matière de logement et de cadre de vie est appliquée	IP 4.1.1 : nombre de logements construits et livrés IP 4.1.2 : nombre de km de voiries et réseaux divers construits IP 4.1.3 : nombre de syndicats de copropriété créés et fonctionnels	Dénombrement Source : Rapports d'activités DGLCV

II.1.3. Financement global du ministère

Tableau 3 : Financement global

En million FCFA	PROJECTIONS DE REFERENCE			MESURES NOUVELLES			PROJECTIONS FINALES		
	2019	2020	2021	2019	2020	2021	2019	2020	2021
1. RESSOURCES	52 129,96	25 796,74	25 987,87	0,00	0,00	0,00	52 129,96	25 796,74	25 987,87
1.1 Ressources Intérieures	52 129,96	25 796,74	25 987,87	0,00	0,00	0,00	52 129,96	25 796,74	25 987,87
1.1.1 Budget Etat	52 129,96	25 796,74	25 987,87	0,00	0,00	0,00	52 129,96	25 796,74	25 987,87
1.1.2 Recettes propres (structures)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1.2 Ressources Extérieures	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

En million FCFA	PROJECTIONS DE REFERENCE			MESURES NOUVELLES			PROJECTIONS FINALES		
	2019	2020	2021	2019	2020	2021	2019	2020	2021
2. CHARGES	52 129,96	25 796,74	25 987,87	0,00	0,00	0,00	52 129,96	25 796,74	25 987,87
2.1 Personnel	3 110,64	3 203,96	3 300,08	0,00	0,00	0,00	3 110,64	3 203,96	3 300,08
2.1.1 Solde y compris EPN	3 110,64	3 203,96	3 300,08	0,00	0,00	0,00	3 110,64	3 203,96	3 300,08
2.1.2 Contractuels hors solde	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2.2 Biens et services	10 328,12	10 637,85	10 956,86	0,00	0,00	0,00	10 328,12	10 637,85	10 956,86
2.3 Transferts	9 766,73	10 059,73	10 361,52	0,00	0,00	0,00	9 766,73	10 059,73	10 361,52
2.4 Investissements*	28 924,46	1 895,20	1 369,40	0,00	0,00	0,00	28 924,46	1 895,20	1 369,40
Trésor	28 924,46	1 895,20	1 369,40	0,00	0,00	0,00	28 924,46	1 895,20	1 369,40
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

II.2. Projets Annuels de Performance (PAP) par programme

II.2.1. Programme 1 : Administration Générale

II.2.1.1. Stratégie du programme

Tableau 4. : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 1 : Administration Générale	Action 1.1: Coordination et animation
	Action 1.2: Planification, programmation et suivi évaluation.
	Action 1.3: Gestion des ressources humaines, financières et matérielles.
	Action 1.4: Information et communication.

II.2.1.2. Performance du programme

Tableau 5. : Performance du programme

Programme 1 : Administration Générale						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2017	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2019	2020	2021	
OS 1 : Améliorer la performance des structures	Taux de couverture des besoins en personnels des services du ministère	55 %	70 %	80 %	90 %	Nombre de postes pourvus / Nombre de poste à pourvoir Source : DRH
	Nombre de structures déconcentrées réhabilitées ou équipées	14	28	65	65	Dénombrement Source : DAFM
	Nombre de documents de planification élaborés et disponibles	6	6	6	6	Dénombrement Source : DPES
OS2 : Mettre en œuvre une politique de gestion optimale des ressources humaines, matérielles et financières du ministère	Taux de satisfaction du personnel	50%	60 %	65%	70%	Enquête de satisfaction Source : Rapport d'enquête / DRH

II.2.1.3. Financement du programme

Tableau 6. : Synthèse du programme par nature de dépense

En million FCFA		Projections		
		2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GENERALE		9 530,12	9 467,57	9 727,47
	Personnel	3 110,64	3 203,96	3 300,08
	Biens et services	5 215,76	5 372,11	5 533,16
	Transferts	88,83	91,49	94,24
	Investissements	1 114,89	800,00	800,00
	Trésor	1 114,89	800,00	800,00
	Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0,00	0,00	0,00

Tableau 7: Budget détaillé du programme

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GENERALE									
Action 1: Coordination et animation									
S/Total action1	4 785,49	4 992,60	5 118,26	0,00	0,00	0,00	4 785,49	4 992,60	5 118,26
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	3 981,77	4 101,11	4 224,02	0,00	0,00	0,00	3 981,77	4 101,11	4 224,02
Transferts	88,83	91,49	94,24	0,00	0,00	0,00	88,83	91,49	94,24
Investissements	714,89	800,00	800,00	0,00	0,00	0,00	714,89	800,00	800,00
Trésor	714,89	800,00	800,00	0,00	0,00	0,00	714,89	800,00	800,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	3 981,77	4 101,11	4 224,02	0,00	0,00	0,00	3 981,77	4 101,11	4 224,02
Activité 1101 : Coordonner les activités du Ministère (Cabinet)	158,49	163,24	168,14	0,00	0,00	0,00	158,49	163,24	168,14
Activité 1102 : Inspecter les services du Ministère	55,68	57,35	59,07	0,00	0,00	0,00	55,68	57,35	59,07
Activité 1103 : Elaborer les projets de texte réglementaires et gérer les contentieux	42,08	43,34	44,64	0,00	0,00	0,00	42,08	43,34	44,64
Activité 1104 : Mettre en œuvre la politique du MCLU au niveau déconcentré	841,06	866,29	892,28	0,00	0,00	0,00	841,06	866,29	892,28
Activité 1105 : Recruter les experts pour assister le Cabinet du MCLU	228,82	235,68	242,75	0,00	0,00	0,00	228,82	235,68	242,75
Activité 1106: Prendre en charge le fonctionnement de la résidence du Ministre	4,00	4,00	4,00	0,00	0,00	0,00	4,00	4,00	4,00
Activité 1107 : Gérer les abonnements du MCLU	2 651,65	2 731,20	2 813,14	0,00	0,00	0,00	2 651,65	2 731,20	2 813,14
Transferts	88,83	91,49	94,24	0,00	0,00	0,00	88,83	91,49	94,24
Activité 1108: Prendre en charge l'assistance technique du BNEDT	88,83	91,49	94,24	0,00	0,00	0,00	88,83	91,49	94,24
Investissements	714,89	800,00	800,00	0,00	0,00	0,00	714,89	800,00	800,00
Trésor	714,89	800,00	800,00	0,00	0,00	0,00	714,89	800,00	800,00
Activité 1109 : Réhabilitation et Equipement Structures Déconcentrées du MCU	147,49	800,00	800,00	0,00	0,00	0,00	147,49	800,00	800,00
Activité 1110 : Mise en œuvre activités du Doing Business / MCLAU	567,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	567,40	0,00	0,00

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GENERALE									
Action 2: Planification, programmation et suivi-évaluation									
S/Total action2	46,19	47,58	49,01	0,00	0,00	0,00	46,19	47,58	49,01
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	46,19	47,58	49,01	0,00	0,00	0,00	46,19	47,58	49,01
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	46,19	47,58	49,01	0,00	0,00	0,00	46,19	47,58	49,01
Activité 1201 : Planifier, programmer, suivre et évaluer les projets du MCLU	46,19	47,58	49,01	0,00	0,00	0,00	46,19	47,58	49,01
Action 3 : Gestion des ressources humaines, financières et matérielles									
S/Total action3	4 389,71	4 109,40	4 232,68	0,00	0,00	0,00	4 389,71	4 109,40	4 232,68
Personnel	3 110,64	3 203,96	3 300,08	0,00	0,00	0,00	3 110,64	3 203,96	3 300,08
Biens et services	879,06	905,44	932,60	0,00	0,00	0,00	879,06	905,44	932,60
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	400,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	400,00	0,00	0,00
Trésor	400,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	400,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Personnel	3 110,64	3 203,96	3 300,08	0,00	0,00	0,00	3 110,64	3 203,96	3 300,08
Activité 1301: Prendre en charge les salaires des travailleurs du Ministère	3 110,64	3 203,96	3 300,08	0,00	0,00	0,00	3 110,64	3 203,96	3 300,08
Biens et services	879,06	905,44	932,60	0,00	0,00	0,00	879,06	905,44	932,60
Activité 1302 : Gérer le budget du MCLU	69,00	71,07	73,20	0,00	0,00	0,00	69,00	71,07	73,20
Activité 1303 : Prendre en charge les frais de transport, les indemnités de mission et les conférences en Côte d'Ivoire	38,95	40,12	41,32	0,00	0,00	0,00	38,95	40,12	41,32
Activité 1304 : Prendre en charge les frais de transport, les indemnités de mission et les conférences hors Cote d'Ivoire	105,00	108,15	111,39	0,00	0,00	0,00	105,00	108,15	111,39
Activité 1305 : Elaborer, suivre et évaluer le DPPD-PAP/CDMT	30,64	31,56	32,50	0,00	0,00	0,00	30,64	31,56	32,50
Activité 1306 : Gérer les dépenses communes du MCLU	585,43	602,99	621,08	0,00	0,00	0,00	585,43	602,99	621,08

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GENERALE									
Activité 1307 : Gérer les marchés Publics du MCLU	24,55	25,28	26,04	0,00	0,00	0,00	24,55	25,28	26,04
Activité 1308 : Gérer et suivre les carrières du personnel du MCLU	25,50	26,27	27,06	0,00	0,00	0,00	25,50	26,27	27,06
Investissement	400,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	400,00	0,00	0,00
Trésor	400,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	400,00	0,00	0,00
Activité 1309 : Réhabilitation et Equipement Structures Déconcentrées du MCU	400,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	400,00	0,00	0,00
Action 4 : Information et communication									
S/Total action4	308,73	317,99	327,53	0,00	0,00	0,00	308,73	317,99	327,53
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	308,73	317,99	327,53	0,00	0,00	0,00	308,73	317,99	327,53
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Bien et service	308,73	317,99	327,53	0,00	0,00	0,00	308,73	317,99	327,53
Activité 1401 : Communiquer sur les activités du MCLU	222,78	229,47	236,35	0,00	0,00	0,00	222,78	229,47	236,35
Activité 1402 : Mettre en œuvre l'informatisation des services	41,06	42,29	43,56	0,00	0,00	0,00	41,06	42,29	43,56
Activité 1403 : Entretenir les installations informatiques	44,89	46,24	47,62	0,00	0,00	0,00	44,89	46,24	47,62
TOTAL DU PROGRAMME 1									
	9 530,12	9 467,57	9 727,47	0,00	0,00	0,00	9 530,12	9 467,57	9 727,47

II.2.2. Programme 2 : Foncier et Urbanisme

II.2.2.1. Stratégie du programme

Tableau 4. : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 2: Foncier et Urbanisme	Action 2.1: Conception et suivi des politiques de planification urbaine
	Action 2.2: Gestion du foncier

II.2.2.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 2 : Foncier et Urbanisme						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2017	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2019	2020	2021	
OS 1 : Moderniser les villes ivoiriennes	Nombre de lotissements irréguliers redressés	188	278	328	408	Dénombrement Source : Rapport d'activités / DGUF
	Nombre de schémas directeurs réalisés et actualisés	32	117	117	117	Dénombrement Source : Rapport d'activités / DGUF
	Superficie des espaces urbains aménagés.	35 ha	500 ha	600 ha	600 ha	Dénombrement Source : Rapport d'activités / DGUF
OS 2 : Faciliter l'accès à la propriété foncière	Nombre de services du guichet unique du foncier déconcentrés	74	83	83	83	Dénombrement Source : Rapport d'activités / DGUF

II.2.2.3. Financement du programme

Tableau 6: Synthèse du programme par nature de dépense

En million FCFA		Projections		
		2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 2 : FONCIER ET URBANISME		2 398,93	1 266,24	897,17
	Personnel	0,00	0,00	0,00
	Biens et services	845,67	871,04	897,17
	Transferts	0,00	0,00	0,00
	Investissements	1 553,26	395,20	0,00
	<i>Trésor</i>	1 553,26	395,20	0,00
	<i>Financement extérieur (Dons/Emprunts)</i>	0,00	0,00	0,00

Tableau 7. : Budget détaillé du programme

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 2 : FONCIER ET URBANISME									
Action 1: Conception et suivi des politiques de planification urbaine									
S/Total action1	326,04	274,02	282,24	0,00	0,00	0,00	326,04	274,02	282,24
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	266,04	274,02	282,24	0,00	0,00	0,00	266,04	274,02	282,24
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	60,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	60,00	0,00	0,00
Trésor	60,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	60,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	266,04	274,02	282,24	0,00	0,00	0,00	266,04	274,02	282,24
Activité 2101 : Faire appliquer les textes relatifs au foncier et à l'urbanisme	28,59	29,45	30,33	0,00	0,00	0,00	28,59	29,45	30,33
Activité 2102: Restructurer les villes	37,50	38,63	39,78	0,00	0,00	0,00	37,50	38,63	39,78
Activité 2103: Aménager les espaces urbains	29,95	30,85	31,77	0,00	0,00	0,00	29,95	30,85	31,77
Activité 2104: Gérer le foncier urbain	25,65	26,42	27,21	0,00	0,00	0,00	25,65	26,42	27,21
Activité 2105: Elaborer les études topographiques	80,63	83,05	85,54	0,00	0,00	0,00	80,63	83,05	85,54
Activité 2106: Suivre l'élaboration des études des plans d'urbanisme des chefs-lieux de Région	15,09	15,54	16,01	0,00	0,00	0,00	15,09	15,54	16,01
Activité 2107: Mettre en œuvre les politiques de planification urbaine	48,64	50,09	51,60	0,00	0,00	0,00	48,64	50,09	51,60
Investissements	60,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	60,00	0,00	0,00
Trésor	60,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	60,00	0,00	0,00
Activité 2108: Redressement des Lotissements irréguliers à Abidjan	60,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	60,00	0,00	0,00
Action 2: Gestion du foncier									
S/Total action2	2 072,89	992,22	614,93	0,00	0,00	0,00	2 072,89	992,22	614,93
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	579,63	597,02	614,93	0,00	0,00	0,00	579,63	597,02	614,93
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	1 493,26	395,20	0,00	0,00	0,00	0,00	1 493,26	395,20	0,00
Trésor	1 493,26	395,20	0,00	0,00	0,00	0,00	1 493,26	395,20	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 2 : FONCIER ET URBANISME									
Biens et services	579,63	597,02	614,93	0,00	0,00	0,00	579,63	597,02	614,93
Activité 2201: Gérer le Guichet Unique du Foncier et de l'Habitat	25,00	25,75	26,52	0,00	0,00	0,00	25,00	25,75	26,52
Activité 2202: Gérer le Guichet Unique du Permis de Construire	480,96	495,38	510,25	0,00	0,00	0,00	480,96	495,38	510,25
Activité 2203: Contrôler et vérifier les actes	49,86	51,36	52,90	0,00	0,00	0,00	49,86	51,36	52,90
Activité 2204 : Constituer les réserves foncières pour les Grands Projets de l'Etat	23,81	24,53	25,27	0,00	0,00	0,00	23,81	24,53	25,27
Investissements	1 493,26	395,20	0,00	0,00	0,00	0,00	1 493,26	395,20	0,00
Trésor	1 493,26	395,20	0,00	0,00	0,00	0,00	1 493,26	395,20	0,00
Activité 2206: Purgés/ Indemnités d'éviction	1 183,70	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 183,70	0,00	0,00
Activité 2207: Constituer les réserves foncières/AGEF	309,56	395,20	0,00	0,00	0,00	0,00	309,56	395,20	0,00
TOTAL DU PROGRAMME 2	2 398,93	1 266,24	897,17	0,00	0,00	0,00	2 398,93	1 266,24	897,17

II.2.3. Programme 3 : Construction et Maintenance

II.2.3.1. Stratégie du programme

Tableau 4. : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 3 : Construction et Maintenance	Action 3.1: Construction, maintenance et entretien des bâtiments administratifs
	Action 3.2: Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat et des baux administratifs

II.2.3.2. Performance du programme

Tableau .5 : Performance du programme

Programme 3 : Construction et Maintenance						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2017	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2019	2020	2021	
OS 1 : Faire le suivi évaluation des travaux de construction et de réhabilitation	Nombre de constructions suivies et évaluées.	233	ND	ND	ND	Dénombrement Source : Rapport d'activités / DGCAM
	Nombre de bâtiments réhabilités suivis et évalués	233	ND	ND	ND	Dénombrement Source : Rapport d'activités / DGCAM
OS 2 : Assurer une meilleure gestion des baux administratifs et du patrimoine immobilier de l'Etat	Nombre de biens immobiliers de l'État actualisé	32 761	32 761	32 761	32 761	Dénombrement Source : Rapport d'activités / SOGEPIE
	Nombre de biens immobiliers de l'État sécurisé	0	ND	ND	ND	Dénombrement source : Rapports d'activités / SOGEPIE
	Taux d'apurement des arriérés de baux	ND	ND	ND	ND	Montant des paiements / Montant total dû Source : SOGEPIE

II.2.3.3. Financement du programme

Tableau 6: Synthèse du programme par nature de dépense

En million FCFA		Projections		
		2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 3 : CONSTRUCTION ET MAINTENANCE		29 265,47	14 099,44	14 370,82
	Personnel	0,00	0,00	0,00
	Biens et services	3 751,26	3 863,80	3 979,71
	Transferts	9 257,90	9 535,64	9 821,71
	Investissements	16 256,31	700,00	569,40
	<i>Trésor</i>	16 256,31	700,00	569,40
	<i>Financement extérieur (Dons/Emprunts)</i>	0,00	0,00	0,00

Tableau 7. : Budget détaillé du programme

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 3 : CONSTRUCTION ET MAINTENANCE									
Action 1: Construction, maintenance et entretien des bâtiments administratifs									
S/Total action1	237,78	90,41	93,13	0,00	0,00	0,00	237,78	90,41	93,13
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	87,78	90,41	93,13	0,00	0,00	0,00	87,78	90,41	93,13
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	150,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	150,00	0,00	0,00
Trésor	150,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	150,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	87,78	90,41	93,13	0,00	0,00	0,00	87,78	90,41	93,13
Activité 3101 : Mettre en œuvre la politique de construction et de maintenance	35,79	36,86	37,97	0,00	0,00	0,00	35,79	36,86	37,97
Activité 3102 : Faire la maintenance et l'entretien des bâtiments administratifs	23,92	24,63	25,37	0,00	0,00	0,00	23,92	24,63	25,37
Activité 3103 : Faire respecter les normes de construction	28,08	28,92	29,79	0,00	0,00	0,00	28,08	28,92	29,79
Investissements	150,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	150,00	0,00	0,00
Trésor	150,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	150,00	0,00	0,00
Activité 3104 : Projet de Sécurisation de la Cité Administrative	150,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	150,00	0,00	0,00
Action 2: Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat et des baux administratifs									
S/Total action2	29 027,69	14 009,02	14 277,69	0,00	0,00	0,00	29 027,69	14 009,02	14 277,69
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	3 663,48	3 773,38	3 886,59	0,00	0,00	0,00	3 663,48	3 773,38	3 886,59
Transferts	9 257,90	9 535,64	9 821,71	0,00	0,00	0,00	9 257,90	9 535,64	9 821,71
Investissements	16 106,31	700,00	569,40	0,00	0,00	0,00	16 106,31	700,00	569,40
Trésor	16 106,31	700,00	569,40	0,00	0,00	0,00	16 106,31	700,00	569,40
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 3 : CONSTRUCTION ET MAINTENANCE									
Biens et services	3 663,48	3 773,38	3 886,59	0,00	0,00	0,00	3 663,48	3 773,38	3 886,59
Activité 3201: Faire la maîtrise d'œuvre et le suivi des chantiers de construction et de réhabilitation des bâtiments administratifs	39,23	40,40	41,61	0,00	0,00	0,00	39,23	40,40	41,61
Activité 3202: Entretien des bâtiments administratifs	2 624,25	2 702,98	2 784,07	0,00	0,00	0,00	2 624,25	2 702,98	2 784,07
Activité 3212: Prendre en charge le loyer des bureaux du Postel 2001	1 000,00	1 030,00	1 060,90	0,00	0,00	0,00	1 000,00	1 030,00	1 060,90
Transferts	9 257,90	9 535,64	9 821,71	0,00	0,00	0,00	9 257,90	9 535,64	9 821,71
Activité 3203 : Gérer le patrimoine immobilier de l'Etat	1 262,64	1 300,51	1 339,53	0,00	0,00	0,00	1 262,64	1 300,51	1 339,53
Activité 3204 : Gérer les baux administratifs	6 000,00	6 180,00	6 365,40	0,00	0,00	0,00	6 000,00	6 180,00	6 365,40
Activité 3205 : Apurer les baux administratifs	1 500,00	1 545,00	1 591,35	0,00	0,00	0,00	1 500,00	1 545,00	1 591,35
Activité 3206 : Sécuriser les bâtiments administratifs	428,92	441,79	455,04	0,00	0,00	0,00	428,92	441,79	455,04
Activité 3207 : Gérer les bâtiments administratifs	66,35	68,34	70,39	0,00	0,00	0,00	66,35	68,34	70,39
Investissements	16 106,31	700,00	569,40	0,00	0,00	0,00	16 106,31	700,00	569,40
Trésor	16 106,31	700,00	569,40	0,00	0,00	0,00	16 106,31	700,00	569,40
Activité 3208: Réhabilitation des bâtiments/SOGEPIE	678,42	700,00	569,40	0,00	0,00	0,00	678,42	700,00	569,40
Activité 3209 : Réhab Immeuble Ex-EECI Bké / SOGEPIE	439,08	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	439,08	0,00	0,00
Activité 3210 : Réhabilitation Tour A et B	14 161,36	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14 161,36	0,00	0,00
Activité 3212 : Réhabilitation palais des hôtes/SOGEPIE	600,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	600,00	0,00	0,00
Activité 3213 : Réhabilitation de l'immeuble industrie Abidjan Plateau/SOGEPIE	227,46	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	227,46	0,00	0,00
TOTAL DU PROGRAMME 3	29 265,47	14 099,44	14 370,82	0,00	0,00	0,00	29 265,47	14 099,44	14 370,82

II.2.4. Programme 4 : Logement et Cadre de Vie

II.2.4.1. Stratégie du programme

Tableau 4. : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 4 : Logement et Cadre de vie	Action 4.1: Production et accès au logement
	Action 4.2: Amélioration du cadre de vie

II.2.4.2. Performance du programme

Tableau 5. Performance du programme

Programme 4 : Logement et Cadre de Vie						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2017	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2019	2020	2021	
OS 1 : Faciliter l'accès au logement et à la propriété immobilière	Nombre de logements construits et livrés	8782	16782	66782	116782	Dénombrement Source : Rapport d'activités / DGLCV
	Nombre de km de voiries et réseaux divers construits	17 km	32km	32km	32km	Dénombrement Source : Rapport d'activités / DGLCV
	Nombre de producteurs de matériaux locaux de construction identifiés	78	130	200	275	Dénombrement Source : Rapport d'enquête / DGLCV
OS 2 : Améliorer le cadre de vie des populations	Nombre de syndicats de copropriété créés et formés	150	250	300	350	Dénombrement Source : Direction de la Copropriété
	Nombre de bâtiments ayant leurs façades ravalées.	105	150	200	250	Dénombrement Source : Rapport d'activités / DGLCV

II.2.4.3. Financement du programme

Tableau 6. : Synthèse du programme par nature de dépense

En million FCFA		Projections		
		2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 4 : LOGEMENT ET CADRE DE VIE		10 935,44	963,50	992,40
	Personnel	0,00	0,00	0,00
	Biens et services	515,44	530,90	546,83
	Transferts	420,00	432,60	445,58
	Investissements	10 000,00	0,00	0,00
	Trésor	10 000,00	0,00	0,00
	Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0,00	0,00	0,00

Tableau 7: Budget détaillé du programme

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 4 : LOGEMENT ET CADRE DE VIE									
Action 1: Production et accès au logement									
S/Total action1	10 915,09	942,54	970,81	0,00	0,00	0,00	10 915,09	942,54	970,81
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	495,09	509,94	525,24	0,00	0,00	0,00	495,09	509,94	525,24
Transferts	420,00	432,60	445,58	0,00	0,00	0,00	420,00	432,60	445,58
Investissements	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00
Trésor	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	495,09	509,94	525,24	0,00	0,00	0,00	495,09	509,94	525,24
Activité 4101: Mettre en œuvre la politique de Logement et de cadre de vie	34,26	35,29	36,35	0,00	0,00	0,00	34,26	35,29	36,35
Activité 4102: Contrôler et suivre la réalisation des projets immobiliers	20,82	21,45	22,09	0,00	0,00	0,00	20,82	21,45	22,09
Activité 4103: Encadrer les activités des agences ou sociétés de gestion immobilière	40,00	41,20	42,44	0,00	0,00	0,00	40,00	41,20	42,44
Activité 4104: Prendre en charge la contribution à SHELTER AFRIQUE	400,00	412,00	424,36	0,00	0,00	0,00	400,00	412,00	424,36
Transferts	420,00	432,60	445,58	0,00	0,00	0,00	420,00	432,60	445,58
Activité 4105 : Financer la construction de logements	400,00	412,00	424,36	0,00	0,00	0,00	400,00	412,00	424,36
Activité 4106: Construire des logements sociaux	20,00	20,60	21,22	0,00	0,00	0,00	20,00	20,60	21,22
Investissements	20 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00	0,00	0,00
Trésor	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00
Activité 4107: Réalisation des VRD pour logements Sociaux	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Action 2: Amélioration du cadre de vie									
S/Total action2	20,35	20,96	21,59	0,00	0,00	0,00	20,35	20,96	21,59
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	20,35	20,96	21,59	0,00	0,00	0,00	20,35	20,96	21,59
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Bien et service	20,35	20,96	21,59	0,00	0,00	0,00	20,35	20,96	21,59
Activité 4201: Vulgariser les règles de copropriété tant en milieu urbain que rural	20,35	20,96	21,59	0,00	0,00	0,00	20,35	20,96	21,59
TOTAL DU PROGRAMME 4	10 935,44	963,50	992,40	0,00	0,00	0,00	10 935,44	963,50	992,40

SECTION 20 : MINISTERE DU PLAN ET DU DEVELOPPEMENT

I.PRESENTATION GENERALE DU MINISTERE

I.1.Situation du Secteur

I.1.1.Problèmes majeurs

I.1.1.1. Sous- secteur Prospective, Planification, Programmation et Suivi-Evaluation (PPPSE)

- absence de Loi cadre sur le système de planification en Côte d'Ivoire ;
- faible pratique de la prospective sectorielle ;
- rareté des rapports de veille stratégique ;
- faible articulation entre les maillons de la chaîne PPPSE ;
- faible articulation entre la chaîne PPPSE et la Budgétisation ;
- non application par plusieurs Ministères, du décret n°2012-1159 du 19 décembre 2012, portant création des Directions de Planification et des Statistiques ;
- faible coordination des politiques sectorielles ;
- faible alignement des plans sectoriels et locaux sur le PND ;
- absence d'outils de prévision et de modélisation permettant de simuler les impacts des projets d'investissement publics ;
- non déploiement de l'outil intégré de programmation aux niveaux sectoriel et local ;
- absence d'un cadre global cohérent de suivi-évaluation ;
- absence de culture évaluative au niveau de l'administration ;
- faible financement des activités de suivi-évaluation.

I.1.1.2. Sous- secteur Aménagement du territoire et Développement régional

- non adoption du cadre institutionnel pour la conception et la coordination des actions en matière d'aménagement du territoire et de développement régional ;
- absence de schéma national d'aménagement du territoire ;
- absence de schémas régionaux d'aménagement du territoire dans les régions administratives ;
- faible capacité technique et financière des Collectivités territoriales en matière de réalisation des études d'aménagement du territoire et de développement régional ;
- persistance des foyers régionaux économiquement faibles ;
- faible contribution des organisations de la société civile au développement local.

I.1.1.3. Sous- secteur coordination de l'aide

- faible alignement sur les priorités du PND 2016 – 2020 ;
- très faible utilisation du système d'information budgétaire national par les bailleurs pour l'exécution de leurs engagements.

I.1.1.4. Sous- secteur population

- lenteur dans l'accession de la Côte d'Ivoire à la transition démographique ;
- faible prise en compte des questions de population dans les politiques sectorielles et les plans locaux de développement ;
- insuffisance d'experts en matière de Population et Développement ;

- insuffisance des recherches en matière de population;
- faible coordination des interventions en matière de population et développement ;
- faible disponibilité des données sociodémographiques actuelles ;
- détérioration du statut des populations vulnérables (femmes, jeunes filles).

I.1.1.5. Sous- secteur production statistique

- faible harmonie de la norme de référence actuelle en matière statistique avec l'évolution politique, économique et sociale du pays ;
- faible allocation des ressources de l'Etat à la production des statistiques nationales ;
- insuffisance de la coordination entre producteurs statistiques;
- insuffisance de personnel statisticien dans les services statistiques aux niveaux central et déconcentré ;
- insuffisance de matériels informatiques, de matériels roulants et d'instruments de mesures pour la collecte des données et de numérisation des archives ;
- absence d'interconnexions entre le niveau central et le niveau déconcentré ;
- insuffisance de logiciels adaptés au traitement et à l'analyse des données statistiques dans la quasi-totalité des services statistiques sectoriels ;
- irrégularité de mise à jour des documents statistiques publiés sur site internet ;
- forte dispersion des données issues des études et enquêtes qui ne sont pas compilées dans une base unique au sein de l'INS ;
- inexistence de bibliothèque fournissant aux utilisateurs une documentation répondant à leurs besoins.

I.1.1.6. Sous- secteur développement communautaire

- insuffisance de structures de financement pour les activités communautaires;
- insuffisance des données statistiques fiables liées aux victimes de guerre ;
- absence d'un système dynamique de cartographies des conflits ;
- faible réhabilitation des édifices communautaires ;
- lenteur des activités de développement communautaire.

I.1.2. Réponses apportées

I.1.2.1. En matière de coordination des politiques sectorielles

- élaboration d'une vision à long terme comme cadre global des actions de développement ;
- création d'un Département de Veille Stratégique;
- mise en place d'un mécanisme institutionnel de veille stratégique ;
- élaboration du Plan National de Développement 2012-2015 qui intègre les actions sectorielles de développement ;
- mise en place d'une conférence nationale de la planification
- institution d'un Département en charge de la Planification et des statistiques au sein des ministères ;
- appui à l'élaboration des politiques sectorielles ;
- mise en place d'une conférence-programmes ;
- organisation des ateliers préparatoires du PND 2016-2020 ;
- conception de l'outil intégré de programmation (SINAPSE) ;
- production des rapports annuels de mise en œuvre du PND 2012-2015 ;
- organisation de la revue globale du PND 2012-2015.

I.1.2.2. En matière d'articulation des maillons de la chaîne PPPBSE

- alignement du PND 2016-2020 sur l'Etude Nationale Prospective Côte d'Ivoire 2040 ;
- élaboration du « Manuel de planification locale participative, version 2014 » ;
- élaboration du « Manuel des procédures d'élaboration des politiques sectorielles » ;
- déclinaison du PND 2012-2015 en programmes d'investissement public glissants ;
- cadrage budgétaire sur la durée de mise en œuvre du prochain PND 2016-2020
- mise en place du Comité National de Suivi de la mise en œuvre du PND ;
- renforcement des capacités des acteurs sectoriels et locaux en prospective et planification stratégique ;
- mise en place d'un cadre d'échanges entre la Direction de la Programmation des Investissements Publics et Direction Générale du Budget et des Finances.

I.1.2.3. En matière d'Aménagement du territoire et de développement régional

- réalisation des études monographiques et économiques des (ex) districts de Côte d'Ivoire ;
- réalisation de l'étude des pôles économiques compétitifs ;
- opérationnalisation de la Base de Données de l'Aménagement du Territoire ;
- élaboration du manuel de procédure d'élaboration des schémas régionaux d'aménagement et de développement de territoire (SRADT) ;
- élaboration de la Stratégie nationale du développement de l'économie régionale;
- démarrage de l'élaboration de l'atlas national de développement.

I.1.2.4. En matière de coordination de l'aide

- création de la Direction Générale de la Stratégie et de la Coordination de l'Aide ;
- finalisation d'une Politique Nationale de Partenariat et d'Efficacité de l'APD.
- finalisation du Rapport sur la Coopération et le financement du Développement;
- opérationnalisation de la PGA.

I.1.2.5. En matière de population

- organisation des journées nationales de la population (JNP) ;
- mise en œuvre du projet « Autonomisation de la femme et dividende démographique dans le Sahel » ;
- actualisation de la Politique Nationale de la Population (PNP) ;
- constitution de la base de données des experts et autres spécialistes des questions de population ;
- renforcement de capacités au profit de l'équipe managériale et des cadres nationaux en charge de la planification dans les ministères techniques ;
- gestion du programme de coopération de l'UNFPA ;
- mise en place d'un observatoire national de suivi du dividende démographique ;
- organisation d'un dialogue de haut niveau pour créer un consensus national autour de la thématique du dividende démographique.

I.1.2.6. En matière de production statistique

- réalisation du Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH 2014) ;
- production des statistiques macroéconomiques, démographiques, sociales, industrielles et de gouvernance ;

- réalisation de l'enquête sur le Niveau de Vie des ménages (ENV2015) ;
- constitution du Répertoire administratif des entreprises ;
- harmonisation des Indices des prix à la consommation ;
- formation de 300 personnes en production statistique et la mise sur le marché de l'emploi de 85 statisticiens ;
- création de la Cellule de Coordination des Statistiques en 2016.

I.1.2.7. En matière de développement communautaire

- missions de présentation du projet aux autorités et aux populations bénéficiaires dans le District des Montagnes;
- étude diagnostique de fixation de la situation de référence des indicateurs de suivi-évaluation;
- lancement officiel du Projet de Reconstruction Post-Conflict et de Développement Communautaire dans le District des Montagnes;
- renforcement des capacités du personnel de l'Unité de Gestion du Projet et de l'Unité d'Exécution du Projet;
- ouverture des bureaux du District (Man) et des antennes régionales (Danané, Guiglo et Duekoué);
- identification des infrastructures socio-économiques à réhabiliter et/ou construire ;
- identification des groupements porteurs de mini-projets et susceptibles de bénéficier de la micro finance.

I.1.3. Défis et priorités

I.1.3.1. Défis

- respect et application des procédures administratives au sein des structures du ministère ;
- amélioration des capacités et des systèmes de gestion du ministère ;
- financement durable des besoins de fonctionnement et d'investissement du ministère ;
- cohérence entre les interventions du Gouvernement et la vision de long terme du développement ;
- atteinte des résultats d'émergence du PND 2016-2020 ;
- systématisation de l'articulation entre les différents maillons de la chaîne PPPSE ;
- développement harmonieux et équilibré du territoire ;
- émergence de pôles économiques compétitifs ;
- amélioration de la qualité et la disponibilité des compétences nationales ;
- réalisation de la transition démographique de la Côte d'Ivoire ;
- disponibilité régulière de l'information statistique ;
- accélération de la cohésion sociale ;
- réhabilitation et promotion du développement communautaire.

I.1.3.2. Priorités

- En matière de Prospective, Planification, Programmation et Suivi-Evaluation (PPPSE)
 - appropriation de la réflexion prospective et de la veille stratégique par les décideurs et la population ;
 - cohérence établie entre les résultats des études nationales prospectives, les plans nationaux de développement et des plans et politiques sectorielles ;
 - opérationnalisation du mécanisme institutionnel de veille stratégique ;
 - mise en place d'une Loi-cadre sur le système de planification en Côte d'Ivoire ;

- déclinaison du PND 2016-2020 aux niveaux sectoriel et local ;
 - vulgarisation de nouvelles méthodes et approches en matière de planification dans un contexte de réforme des finances publiques ;
 - programmation glissante des investissements publics du PND 2016-2020 ;
 - opérationnalisation du SINAPSE au niveau local.
 - participation à la mobilisation des ressources et des moyens de mise en œuvre du PND 2016-2020 ;
 - suivi de la mise en œuvre du PND 2016-2020 ;
 - circulation et partage des informations de mise en œuvre du PND 2016-2020 ;
 - renforcement des synergies entre les ministères et les partenaires au développement.
- En matière d'Aménagement du territoire et développement régional
 - adoption des documents de cadrage (cadre institutionnel) permettant de mettre en œuvre la Politique Nationale de l'Aménagement du Territoire ;
 - élaboration et vulgarisation le Schéma National d'Aménagement du Territoire (SNAT) ;
 - élaboration d'un Schéma Régional d'Aménagement et de Développement du territoire pour chaque région en Côte d'Ivoire ;
 - création et opérationnalisation de l'Observatoire National de l'Aménagement du Territoire (ONAT) ;
 - renforcement des capacités des acteurs du développement et de l'aménagement du territoire ;
 - promotion de la viabilité économique des collectivités territoriales ;
 - coordination des actions de développement régional.
- En matière de coordination de l'aide
 - mise en place des outils et instruments opérationnels de coordination stratégique des interventions de l'Etat en matière de mobilisation des ressources et de l'aide ;
 - réactivation des mécanismes de gestion de la performance et de coordination interministérielle pour renforcer les synergies entre Ministères et les partenaires au développement ;
 - développement des stratégies innovantes en matière d'aide et de partenariat ;
 - prise en compte de tous les financements extérieurs mobilisés ;
 - opérationnalisation des groupes sectoriels de travail ;
 - suivi de la mobilisation des financements auprès des partenaires bilatéraux et multilatéraux pour le financement de la mise en œuvre du PND ;
 - coordination de la mise en œuvre de la PSSE.
- En matière de Population
 - élaboration et diffusion des documents stratégiques et opérationnels en matière de population ;
 - intégration des questions de population et développement dans les programmes et politiques au plan sectoriel et local ;
 - construction d'un siège pour l'ONP ;
 - suivi des progrès vers l'atteinte du dividende démographique ;
 - appui à la mise en œuvre du Plan Quinquennal d'actions 2018-2022 de la Politique Nationale de Population et de la feuille de route de l'Union Africaine.
- En matière de Production statistique
 - amélioration de la production de données statistiques conformément au standard international ;
 - formation suffisante de statisticiens et démographes de haut niveau pour la couverture des besoins au niveau national ;
 - financement des enquêtes d'envergure nationale.

- En matière de Cohésion sociale et Développement communautaire
 - développement des infrastructures communautaires de base ;
 - promotion du développement communautaire sur le territoire national ;
 - développement des financements participatifs innovants ;
 - réconciliation et paix durable dans le cadre de la reconstruction post-crise ;
 - participation à l'évaluation des préjudices subis par les victimes des crises survenues en Côte d'Ivoire.

I.2. Politique sectorielle

I.2.1. Principales orientations

- renforcement de la gouvernance et du leadership du Ministère ;
- consolidation des liens entre les maillons de la chaîne PPPSE ;
- développement des politiques nationales en matière de population ;
- développement des outils d'aménagement du territoire ;
- mise en place des outils de coordination stratégique et de mobilisation de l'aide.

I.2.2. Résultats stratégiques

- le PTA du Ministère du Plan et du Développement est élaboré et opérationnel ;
- la qualité de l'offre de service aux usagers/clients est assurée ;
- le PND 2016-2020 est décliné au niveau sectoriel et mis en œuvre ;
- la couverture nationale en cellules de veille opérationnelles est assurée ;
- l'étude sur les Pôles Economiques Compétitifs (PEC) est vulgarisée ;
- le Schéma National d'Aménagement du Territoire (SNAT) est vulgarisé au niveau régional et local ;
- la mobilisation des ressources extérieures destinées au financement du PND est assurée ;
- la Stratégie Nationale de Développement de la Statistique 2017-2021 est mise en œuvre ;
- les populations sont imprégnées de la question du dividende démographique.

I.3. Missions du ministère

Le Ministre du Plan et du Développement est chargé de la mise en œuvre de la politique du Gouvernement en matière de planification et de programmation du développement. A ce titre, et en liaison avec les différents départements ministériels concernés, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

- élaboration, coordination et suivi de l'exécution des matrices des actions menées par l'Etat et du programme triennal d'investissement public ;
- programmation et suivi de l'application des politiques et stratégies de développement économique, social et culturel à moyen et long termes, et évaluation des résultats ;
- élaboration à moyen terme et long termes du cadre macro-économique et programmation des études macro-économiques, sectorielles et régionales relatives aux impacts économiques et financiers des projets d'investissement ;
- projections économiques et financières à moyen et long termes, en particulier avec évaluation des charges récurrentes ;
- élaboration et présentation des comptes nationaux ;
- harmonisation des études et des actions de l'Etat de nature économique, financière, sociale et culturelle à moyen et long termes, au regard des programmes de développement ;
- animation des commissions nationales et régionales de développement ;

- maîtrise de la croissance démographique et de l'immigration ;
- production, centralisation, analyse et diffusion de l'information statistique ;
- organisation des recensements nationaux et des enquêtes statistiques ;
- formulation et suivi de la mise en œuvre des politiques et stratégies en matière de population ;
- suivi des relations avec les organismes bilatéraux et multilatéraux de développement, en relation avec les Ministres chargés de l'Economie et des Finances et du Budget ;
- planification, programmation, mise en œuvre des actions de l'Aménagement du Territoire, en liaison avec le Ministre chargé de l'Intérieur ;
- élaboration et suivi de la mise en œuvre de la stratégie de réduction de la pauvreté, en liaison avec le Ministre chargé de la Lutte contre la pauvreté.

I.4. Identification des programmes

- Programme 1 : Administration Générale ;
- programme 2 : Prospective, Planification, Programmation et Suivi-Evaluation ;
- programme 3 : Aménagement du Territoire, Développement Régional et local ;
- programme 4 : Coordination de l'aide, population et productions statistiques.

II. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DEPENSES -PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (DPPD-PAP)

II.1. Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses (DPPD)

II.1.1. Répartition des structures dans les programmes

Tableau 1 : Cartographie administrative des programmes

PROGRAMMES	DIRECTIONS CENTRALES ET REGIONALES	ORGANISME SOUS TUTELLE DIRECTION (EPN SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 1 : Administration Générale	CABINET, IGP SCRIP, DIDA, DAJC, DAF, DRH, DR, AD, CIEA, SCIEA	-	-	-
Programme 2 : Prospective, Planification, Programmation, Suivi et Evaluation	DGPLP BNPVS, DEP, DVS, DP, DPIIP, DCSE	-	- Mise en place d'un Mécanisme de Veille Stratégique -Suivi et Evaluation Mise en Œuvre du PND -Planification Sociale Suivi Evaluation -Projet Déconcentration et Décentralisation du Système PIP - Appui à la Mise en Œuvre des Activités de la Chaîne PPPSE -Mise en Place du Système de Traçabilité Financière -Projet d'Appui à la Planification et aux Statistiques	-

Programme 3 : Aménagement du Territoire, Développement Régional et Local	DGATDRL, DPS, DPDR, DCSIG	- OBDAT - Production des Atlas des Districts de Côte d'Ivoire - PEC	-	- Elaboration du schéma régional d'aménagement et du développement du territoire du Cavally assorti d'une stratégie de croissance verte ; - Programme de création de plates-formes multi- services au profit des populations de la zone transfrontalières Côte d'Ivoire-Burkina Faso- Ghana ; - Programme d'appui à l'Aménagement et au Développement Rural (PAADR).
Programme 4 : Coordination de l'aide, Population et Productions Statistiques	DGSCA, DCCA, DP, DES, CCDS	INS, ONP, ENSEA	-Programme d'Appui au Développement des Chaines de Valeurs Inclusives et à la Promotion des initiatives Locales -Projet d'Appui à la Mise en Œuvre de la Politique Nationale de la Population -Construction du siège de l'ONP -Programme National du Développement Communautaire (PNDC) -Projet Régional sur l'Autonomisation des Femmes et le Dividende Démographique du Sahel (projet SWEED)	-

II.1.2. Performance globale du ministère

Tableau 2 : Performance du ministère

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESULTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODE DE CALCUL / SOURCE DE COLLECTE
OG 1 : Promouvoir une administration moderne et performante	RS 1: le PTA du Ministère du Plan et du Développement est élaboré et opérationnel	IP 1.1 : Niveau de mise en œuvre du Plan de Travail Annuel	Nombre activités réalisées / Nombre total d'activités prévues Source : DCSE
	RS 2 : la qualité de l'offre de service aux usagers/clients est assurée	IP 1.2 : Niveau de satisfaction des clients	Enquête Source : Rapport INS/ DIDA
OG 2 : Contribuer à l'orientation et à l'éclairage de l'action publique	RS 3 : le PND 2016-2020 est décliné au niveau sectoriel et mis en œuvre	IP 2.1 : Taux d'exécution du PND 2016-2020	Nombre d'actions achevées ou en cours d'exécution entre 2016 et 2020 / Nombre total d'actions prévues Source : DCSE
	RS 4: la couverture nationale en cellules de veille opérationnelles est assurée	IP 2.2 : Taux de Couverture nationale en cellules de veille opérationnelles	Nombre de cellules installées et opérationnelles / Nombre total de cellules à installer Source : DVS
OG3 : Contribuer à la mise en œuvre des politiques de développement régional et d'aménagement du territoire	RS 5: l'étude sur les Pôles Economiques Compétitifs (PEC) est vulgarisée	IP 3.1 : Niveau de vulgarisation de l'étude sur les Pôles Economiques Compétitifs	Nombre de pôles économiques compétitifs accompagnés pour la mise en œuvre de l'étude / Nombre total de Pôles Economiques Source : DGATDRL
	RS 6 : le Schéma National d'Aménagement du Territoire (SNAT) est vulgarisé au niveau régional et local	IP 3.2 : Niveau de vulgarisation du Schéma National d'Aménagement du Territoire	Nombre de Structures sensibilisées / Population cible pour la période 2018-2020 Source : DGATDRL

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESULTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODE DE CALCUL / SOURCE DE COLLECTE
OG 4 : Assurer la coordination de l'aide, la production statistique et le bien-être des populations.	RS 7 : la mobilisation des ressources extérieures destinées au financement du PND est assurée	IP 4.1 : Taux de financement extérieur effectif du PND	Financement effectif/Financement prévu Source : Rapport de suivi PND, DGSCA/DSE/DCCA/DP
	RS 8 : la Stratégie Nationale de Développement de la Statistique 2017-2021 est mise en œuvre	IP 4.2 : Taux de mise en œuvre de la Stratégie Nationale de Développement de la Statistique 2017-2021	Nombre de structures disposant de cadres statistique / Nombre de structures ciblées Source : Rapport de mise en œuvre de la SNDS INS
	RS 9 : les populations sont imprégnées de la question du dividende démographique	IP 4.3 : Indicateur Synthétique de Suivi du Dividende démographique	Indicateur composite (Revenu, Cadre de vie, Pauvreté, IDH étendu...) Source : Rapport de suivi du dividende démographique ONP

II.1.3. Financement global du ministère

Tableau 3 : Financement global

En million FCFA	PROJECTIONS DE REFERENCE			MESURES NOUVELLES			PROJECTIONS FINALES		
	2019	2020	2021	2019	2020	2021	2019	2020	2021
1. RESSOURCES	12 547,99	15 175,64	14 588,62	0,00	0,00	0,00	12 547,99	15 175,64	14 588,62
1.1 Ressources Intérieures	10 547,99	13 699,94	14 588,62	0,00	0,00	0,00	10 547,99	13 699,94	14 588,62
1.1.1 Budget Etat	10 547,99	13 699,94	14 588,62	0,00	0,00	0,00	10 547,99	13 699,94	14 588,62
1.1.2 Recettes propres (structures)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1.2 Ressources Extérieures	2 000,00	1 475,70	0,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00	1 475,70	0,00
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	2 000,00	1 475,70	0,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00	1 475,70	0,00
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2. CHARGES	12 547,99	15 175,64	14 588,62	0,00	0,00	0,00	12 547,99	15 175,64	14 588,62
2.1 Personnel	1 870,09	1 926,19	1 983,98	0,00	0,00	0,00	1 870,09	1 926,19	1 983,98
2.1.1 Solde y compris EPN	1 870,09	1 926,19	1 983,98	0,00	0,00	0,00	1 870,09	1 926,19	1 983,98
2.1.2 Contractuels hors solde	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2.2 Biens et services	3 367,25	3 479,11	3 195,67	0,00	0,00	0,00	3 367,25	3 479,11	3 195,67
2.3 Transferts	2 752,17	2 834,74	2 919,78	0,00	0,00	0,00	2 752,17	2 834,74	2 919,78
2.4 Investissements*	4 558,47	6 935,60	6 489,20	0,00	0,00	0,00	4 558,47	6 935,60	6 489,20
Trésor	2 558,47	5 459,90	6 489,20	0,00	0,00	0,00	2 558,47	5 459,90	6 489,20
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	2 000,00	1 475,70	0,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00	1 475,70	0,00

II.2 Projets annuels de performance (PAP) par programme

II.2.1. Programme 1 : Administration Générale

II.2.1.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 1 : Administration Générale	Action 1.1: Coordination et animation
	Action 1.2: Gestion des ressources humaines, financières et matérielles
	Action 1.3: Information et communication

II.2.1.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 1 : Administration Générale						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2017	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2019	2020	2021	
OS 1: Renforcer le cadre institutionnel et réglementaire	Proportion des textes juridiques élaborés et signés	25%	40%	70%	80%	Nombre de textes juridiques signés / Nombre de textes élaborés Source : Rapport DAJC
	Niveau d'application de la charte fonctionnelle	0%	25%	75%	100%	Nombre de structures qui appliquent / Nombre total de structures Source : Rapport IGP Cabinet/DAJC/DRH
OS2: Améliorer la gestion des ressources humaines, financières et du matériel	Taux de couverture en besoins de personnel	50%	60%	80%	90%	Nombre de besoins en personnel satisfaits / Nombre de besoins en personnel exprimés Source : Rapport DRH
	Taux d'exécution budgétaire	75%	85%	95%	100%	Budget exécuté / Crédits autorisés du budget actuel Source : DAF
OS 3: Améliorer le système d'information et de communication	Taux de mise en œuvre du schéma directeur informatique	25%	45%	65%	80%	Nombre de structures bénéficiaires / Nombre total de structures Source : DIDA
	Nombre de parution de bulletins trimestriels d'information	0	2	4	4	Dénombrement Source : DIDA

II.2.1.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

En million FCFA		Projections		
		2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GENERALE		4 826,48	4 982,12	4 743,76
Personnel		1 870,09	1 926,19	1 983,98
Biens et services		2 862,44	2 959,16	2 660,12
Transferts		93,95	96,76	99,67
Investissements		0,00	0,00	0,00
Trésor		0,00	0,00	0,00
Financement extérieur (Dons/Emprunts)		0,00	0,00	0,00

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GENERALE									
Action 1: Coordination et animation									
S/Total action1	520,36	535,86	551,81	0,00	0,00	0,00	520,36	535,86	551,81
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	520,36	535,86	551,81	0,00	0,00	0,00	520,36	535,86	551,81
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	520,36	535,86	551,81	0,00	0,00	0,00	520,36	535,86	551,81
Activité 1101 : Coordonner les activités du Ministère	233,15	240,14	247,34	0,00	0,00	0,00	233,15	240,14	247,34
Activité 1102 : Prendre en charge les dépenses de fonctionnement de la résidence du ministre	4,00	4,00	4,00	0,00	0,00	0,00	4,00	4,00	4,00
Activité 1103 : Gérer les marchés publics du ministère	6,12	6,31	6,50	0,00	0,00	0,00	6,12	6,31	6,50
Activité 1104 : Prendre en charge la contribution de la Côte d'Ivoire aux CIEA	140,00	144,20	148,53	0,00	0,00	0,00	140,00	144,20	148,53

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
Activité 1105 : Réaliser les travaux préparatifs de la participation de la Côte d'Ivoire aux CIEA	39,91	41,11	42,34	0,00	0,00	0,00	39,91	41,11	42,34
Activité 1106: Elaborer et traiter tous actes à caractère administratif et juridique relevant de la compétence du ministère	7,13	7,34	7,56	0,00	0,00	0,00	7,13	7,34	7,56
Activité 1107 : Inspecter les services du ministère	21,99	22,65	23,33	0,00	0,00	0,00	21,99	22,65	23,33
Activité 1108: Mettre en œuvre et suivre la politique générale du Ministère en région	68,07	70,11	72,21	0,00	0,00	0,00	68,07	70,11	72,21
Action 2: Gestion des ressources humaines, financières et matérielles									
S/Total action2	4 287,06	4 426,63	4 171,73	0,00	0,00	0,00	4 287,06	4 426,63	4 171,73
Personnel	1 870,09	1 926,19	1 983,98	0,00	0,00	0,00	1 870,09	1 926,19	1 983,98
Biens et services	2 323,02	2 403,67	2 088,09	0,00	0,00	0,00	2 323,02	2 403,67	2 088,09
Transferts	93,95	96,76	99,67	0,00	0,00	0,00	93,95	96,76	99,67
Investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Personnel	1 870,09	1 926,19	1 983,98	0,00	0,00	0,00	1 870,09	1 926,19	1 983,98
Activité 1201 : Prendre en charge les salaires du personnel au niveau central	1 870,09	1 926,19	1 983,98	0,00	0,00	0,00	1 870,09	1 926,19	1 983,98
Biens et services	2 323,02	2 403,67	2 088,09	0,00	0,00	0,00	2 323,02	2 403,67	2 088,09
Activité 1202 : Gérer les ressources humaines (DRH)	15,19	15,65	16,12	0,00	0,00	0,00	15,19	15,65	16,12
Activité 1203 : Prendre en charge les frais de séminaires et conférences des agents du ministère	275,00	283,25	291,75	0,00	0,00	0,00	275,00	283,25	291,75
Activité 1204 : Gérer le budget et le patrimoine du ministère	51,61	53,15	54,75	0,00	0,00	0,00	51,61	53,15	54,75
Activité 1205 : Gérer les autres dépenses centralisées du MPD	221,11	227,74	234,58	0,00	0,00	0,00	221,11	227,74	234,58
Activité 1206 : Prendre en charge les loyers et charges locatives des services du ministère	354,80	376,41	0,00	0,00	0,00	0,00	354,80	376,41	0,00
Activité 1207 : Prendre en charge les primes des agents du MPD	1 036,02	1 067,10	1 099,11	0,00	0,00	0,00	1 036,02	1 067,10	1 099,11
Activité 1208 : Participer aux conférences, séminaires et salons internationaux	140,00	144,20	148,53	0,00	0,00	0,00	140,00	144,20	148,53
Activité 1209 : Gérer les dépenses d'abonnement du ministère	55,86	57,54	59,27	0,00	0,00	0,00	55,86	57,54	59,27
Activité 1210 : Elaborer, suivre et évaluer la mise en œuvre des DPPD PAP	9,02	9,29	9,57	0,00	0,00	0,00	9,02	9,29	9,57
Activité 1211 : Recruter les experts pour assister le cabinet	164,41	169,34	174,42	0,00	0,00	0,00	164,41	169,34	174,42

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
Transferts	93,95	96,76	99,67	0,00	0,00	0,00	93,95	96,76	99,67
Activité 1213 : Prendre en charge l'assistance technique du BNETD	93,95	96,76	99,67	0,00	0,00	0,00	93,95	96,76	99,67
Action 3 : Information et communication									
S/Total action3	19,06	19,63	20,22	0,00	0,00	0,00	19,06	19,63	20,22
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	19,06	19,63	20,22	0,00	0,00	0,00	19,06	19,63	20,22
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	19,06	19,63	20,22	0,00	0,00	0,00	19,06	19,63	20,22
Activité 1301 : Réaliser les activités de communication, de documentation et de gestion informatique	19,06	19,63	20,22	0,00	0,00	0,00	19,06	19,63	20,22
TOTAL DU PROGRAMME 1	4 826,48	4 982,12	4 743,76	0,00	0,00	0,00	4 826,48	4 982,12	4 743,76

II.2.2. Programme 2 : Prospective, Planification, Programmation et Evaluation

II.2.2.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 2 : Prospective, Planification, Programmation et Evaluation	Action 2.1: Pérennisation des réflexions prospectives
	Action 2.2: Réalisation de la planification stratégique
	Action 2.3: Programmation des investissements publics
	Action 2.4: Réalisation du suivi, de l'évaluation et du contrôle des actions de l'Etat

II.2.2.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 2 : Prospective, Planification, Programmation et Evaluation						
Objectifs spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2017	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2019	2020	2021	
OS1 : Conduire les réflexions prospectives et stratégiques de l'Etat	Proportion de structures ayant bénéficié de Communication pour le Changement de Comportement (CCC) en matière de prospective	5,5%	15%	35%	50%	Nombre de structures bénéficiaires / Nombre de structures ciblées Source : Rapport du BNPVS
	Proportion de structures de l'administration territoriale ayant bénéficié de renforcement de capacités pour l'anticipation de l'action régionale (prospective territoriale)	0%	34%	68%	100%	Nombre de structures renforcées / Nombre de structures ciblée Source : Rapport du BNPVS
	Proportion de ministères dotés d'un document de politique sectorielle en lien avec le PND	80%	85%	95%	100%	Nombre de ministères ayant un document de politique / Nombre total de ministères Source : Rapport de la DP
OS2 : Veiller à la bonne conduite de l'action publique	Nombre de rapports de veille produits et transmis aux décideurs dans le cadre du Mécanisme Institutionnel de Veille Stratégique (MIVS)	0	1	5	9	Dénombrement Source : Rapport du BNPVS
	Nombre de rapports de suivi du PND disponibles (rapports annuels de suivi et revues).	1	3	4	5	Dénombrement Source : Rapport de la DCSE

II.2.2.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

En million FCFA		Projections		
		2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 2 : PROSPECTIVE, PLANIFICATION, PROGRAMMATION, SUIVI ET EVALUATION		1 458,32	2 305,55	1 787,23
	Personnel	0,00	0,00	0,00
	Biens et services	280,92	289,35	298,03
	Transferts	0,00	0,00	0,00
	Investissements	1 177,40	2 016,20	1 489,20
	Trésor	277,40	2 016,20	1 489,20
	Financement extérieur (Dons/Emprunts)	900,00	0,00	0,00

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 2 : PROSPECTIVE, PLANIFICATION, PROGRAMMATION, SUIVI ET EVALUATION									
Action 1 : Pérennisation des réflexions prospectives									
S/Total action1	49,30	1 552,26	37,14	0,00	0,00	0,00	49,30	1 552,26	37,14
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	35,01	36,06	37,14	0,00	0,00	0,00	35,01	36,06	37,14
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	14,29	1 516,20	0,00	0,00	0,00	0,00	14,29	1 516,20	0,00
Trésor	14,29	1 516,20	0,00	0,00	0,00	0,00	14,29	1 516,20	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	35,01	36,06	37,14	0,00	0,00	0,00	35,01	36,06	37,14
Activité 2101 Coordonner les réflexions prospectives et la veille stratégique	14,40	14,84	15,28	0,00	0,00	0,00	14,40	14,84	15,28
Activité 2102: Réaliser les études prospectives	3,58	3,68	3,79	0,00	0,00	0,00	3,58	3,68	3,79
Activité 2103: Réaliser la veille stratégique	3,72	3,84	3,95	0,00	0,00	0,00	3,72	3,84	3,95
Activité 2104: Gérer les dépenses centralisées de la direction de la planification	13,31	13,71	14,12	0,00	0,00	0,00	13,31	13,71	14,12
Investissements	14,29	1 516,20	0,00	0,00	0,00	0,00	14,29	1 516,20	0,00
Trésor	14,29	1 516,20	0,00	0,00	0,00	0,00	14,29	1 516,20	0,00
Activité 2104: Mise en place du Mécanisme Institutionnel de veille stratégique	14,29	1 516,20	0,00	0,00	0,00	0,00	14,29	1 516,20	0,00
Action 2: Réalisation de la planification stratégique									
S/Total action 2	1 228,17	710,74	1 706,26	0,00	0,00	0,00	1 228,17	710,74	1 706,26
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	204,60	210,74	217,06	0,00	0,00	0,00	204,60	210,74	217,06
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	1 023,57	500,00	1 489,20	0,00	0,00	0,00	1 023,57	500,00	1 489,20
Trésor	123,57	500,00	1 489,20	0,00	0,00	0,00	123,57	500,00	1 489,20
Financement extérieur	900,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	900,00	0,00	0,00

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
Biens et services	204,60	210,74	217,06	0,00	0,00	0,00	204,60	210,74	217,06
Activité 2201: Coordonner les activités de planification, de programmation et de suivi-évaluation	15,02	15,47	15,94	0,00	0,00	0,00	15,02	15,47	15,94
Activité 2202: Prendre en charge les primes et indemnités	47,95	49,39	50,87	0,00	0,00	0,00	47,95	49,39	50,87
Activité 2203: Elaborer les documents de planification stratégique	4,63	4,77	4,91	0,00	0,00	0,00	4,63	4,77	4,91
Activité 2204: Gérer les dépenses centralisées de la DP (DPP/GDC)	137,00	141,11	145,34	0,00	0,00	0,00	137,00	141,11	145,34
Investissements	1 023,57	500,00	1 489,20	0,00	0,00	0,00	1 023,57	500,00	1 489,20
Trésor	123,57	500,00	1 489,20	0,00	0,00	0,00	123,57	500,00	1 489,20
Activité 2206: Planification sociale Suivi Evaluation	26,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	26,80	0,00	0,00
Activité 2207: Mise en Œuvre et Suivi de l'UNDAF	84,28	500,00	1 489,20	0,00	0,00	0,00	84,28	500,00	1 489,20
Activité 2208: Appui à la réalisation activités de la chaîne PPPSE	12,49	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12,49	0,00	0,00
Financement extérieur	900,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	900,00	0,00	0,00
Activité 2206: Planification sociale Suivi Evaluation	900,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	900,00	0,00	0,00
Action 3 : Programmation des investissements publics									
S/Total action3	51,07	37,92	39,06	0,00	0,00	0,00	51,07	37,92	39,06
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	36,82	37,92	39,06	0,00	0,00	0,00	36,82	37,92	39,06
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	14,25	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14,25	0,00	0,00
Trésor	14,25	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14,25	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	36,82	37,92	39,06	0,00	0,00	0,00	36,82	37,92	39,06
Activité 2301 : Elaborer et suivre le programme des investissements publics	3,82	3,93	4,05	0,00	0,00	0,00	3,82	3,93	4,05
Activité 2302 : Organiser les conférences programmes	33,00	33,99	35,01	0,00	0,00	0,00	33,00	33,99	35,01
Investissements	14,25	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14,25	0,00	0,00
Trésor	14,25	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14,25	0,00	0,00
Activité 2303: Projet Déconcentration & Décentralisation du Système PIP	14,25	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14,25	0,00	0,00

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
Action 4 : Réalisation du suivi, de l'évaluation et du contrôle des actions de l'Etat									
S/Total action3	129,77	4,62	4,76	0,00	0,00	0,00	129,77	4,62	4,76
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	4,49	4,62	4,76	0,00	0,00	0,00	4,49	4,62	4,76
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	125,29	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	125,29	0,00	0,00
Trésor	125,29	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	125,29	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	4,49	4,62	4,76	0,00	0,00	0,00	4,49	4,62	4,76
Activité 2401 : Suivre et évaluer l'exécution des projets et programmes de développement du Gouvernement dans le cadre du suivi de la mise en œuvre du Plan National de Développement	4,49	4,62	4,76	0,00	0,00	0,00	4,49	4,62	4,76
Investissements	125,29	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	125,29	0,00	0,00
Trésor	125,29	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	125,29	0,00	0,00
Activité 2402: Suivi et Evaluation mise en œuvre du PND	125,29	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	125,29	0,00	0,00
TOTAL DU PROGRAMME 2	1 458,32	2 305,55	1 787,23	0,00	0,00	0,00	1 458,32	2 305,55	1 787,23

II.2.3. Programme 3 : Aménagement du Territoire, Développement Régional et Local

II.2.3.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 3 : Aménagement du Territoire, Développement Régional et Local	Action 3.1: Mise en place des outils d'aménagement du territoire
	Action 3.2: Appui à la mise en œuvre de la politique nationale de l'aménagement du territoire
	Action 3.3: Soutien à la mise en œuvre des politiques de développement régional et local

II.2.3.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 3 : Aménagement du Territoire, Développement Régional et Local						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2017	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2019	2020	2021	
OS 1 : Opérationnaliser la politique d'aménagement du territoire	Proportion d'outils techniques élaborés et vulgarisés	0%	12,86%	57,14%	100%	Nombre d'outils élaborés / nombre d'outils prévus (SRADT, BDAT, Atlas national de développement, Atlas des équipements et des bassins de vie, SNDER, ONAT, Manuel PLP) 2018 : PLP, SRADT, Atlas national de développement 2019 : BDAT 2020 : SNDER, ONAT, Atlas des équipements et des bassins de vie Source : Rapport DGATDRL
OS 2 : Assurer un développement régional harmonieux	Niveau d'exécution des projets et programmes inscrits dans les PEC	0%	2%	5%	10%	Nombre de projets réalisés / nombre de projets inscrits dans le portefeuille des projets PEC Source : Rapport DGATDRL

II.2.3.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

En million FCFA		Projections		
		2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 3 : AMENAGEMENT DU TERRITOIRE, DEVELOPPEMENT REGIONAL ET LOCAL		475,35	86,63	89,23
	Personnel	0,00	0,00	0,00
	Biens et services	84,10	86,63	89,23
	Transferts	0,00	0,00	0,00
	Investissements	391,25	0,00	0,00
	<i>Trésor</i>	391,25	0,00	0,00
	<i>Financement extérieur (Dons/Emprunts)</i>	0,00	0,00	0,00

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 3 : AMENAGEMENT DU TERRITOIRE, DEVELOPPEMENT REGIONAL ET LOCAL									
Action 1: Mise en place des outils d'aménagement du territoire									
S/Total action1	458,07	68,83	70,89	0,00	0,00	0,00	458,07	68,83	70,89
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	66,82	68,83	70,89	0,00	0,00	0,00	66,82	68,83	70,89
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	391,25	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	391,25	0,00	0,00
Trésor	391,25	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	391,25	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	66,82	68,83	70,89	0,00	0,00	0,00	66,82	68,83	70,89
Activité 3101 : Coordonner les actions en matière de développement et d'aménagement du territoire	11,74	12,09	12,45	0,00	0,00	0,00	11,74	12,09	12,45
Activité 3102 : Mettre en place un système virtuel et physique d'information relatif à l'aménagement et au développement du territoire	22,25	22,92	23,61	0,00	0,00	0,00	22,25	22,92	23,61
Activité 3103 : Prendre en charge les frais de personnel du projet FRAR	32,83	33,82	34,83	0,00	0,00	0,00	32,83	33,82	34,83
Investissements	405,52	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	405,52	0,00	0,00
Trésor	391,25	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	391,25	0,00	0,00
Activité 3104 : Procéder au transfert d'une subvention aux Conseils Régionaux et aux Communes	364,47	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	364,47	0,00	0,00
Activité 3105 : Opérationnalisation de la Base de Données du Territoire	12,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12,50	0,00	0,00
Activité 3106 : Production des Atlas des Districts de la Côte d'Ivoire	14,28	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14,28	0,00	0,00
Action 2: Appui à la mise en œuvre de la politique nationale de l'aménagement du territoire									
S/Total action2	9,09	9,36	9,64	0,00	0,00	0,00	9,09	9,36	9,64
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	9,09	9,36	9,64	0,00	0,00	0,00	9,09	9,36	9,64
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
Biens et services	9,09	9,36	9,64	0,00	0,00	0,00	9,09	9,36	9,64
Activité 3201: Mettre en œuvre la politique d'organisation spatiale du territoire	9,09	9,36	9,64	0,00	0,00	0,00	9,09	9,36	9,64
Action 3 : Soutien à la mise en œuvre des politiques de développement régional et local									
S/Total action3	8,19	8,44	8,69	0,00	0,00	0,00	8,19	8,44	8,69
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	8,19	8,44	8,69	0,00	0,00	0,00	8,19	8,44	8,69
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	8,19	8,44	8,69	0,00	0,00	0,00	8,19	8,44	8,69
Activité 3301 : Elaborer les programmes de développement local et suivre les politiques sectorielles de développement régional	8,19	8,44	8,69	0,00	0,00	0,00	8,19	8,44	8,69
TOTAL DU PROGRAMME 3									
	475,35	86,63	89,23	0,00	0,00	0,00	475,35	86,63	89,23

II.2.4. Programme 4 : Coordination de l'aide, population et productions statistiques

II.2.4.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 4 : Coordination de l'aide, population et productions statistiques	Action 4.1: Gestion de l'aide et du partenariat
	Action 4.2: Gestion de la politique nationale de la population avec les acteurs nationaux et internationaux
	Action 4.3: Développement communautaire et consolidation de la paix
	Action 4.4: Gestion des statistiques.

II.2.4.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 4 : Coordination de l'aide, population et productions statistiques						
Objectifs spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2017	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2019	2020	2021	
OS 1: Mettre en place la stratégie de coordination de l'aide et de partenariat	Proportion d'outils de coordination et d'évaluation de l'efficacité de l'aide mis en place	0%	33%	100%	0%	Dénombrement Source : DGSCA/DCCA/DP/DES 2019 : SITRAFISE, Outils de suivi de la coopération et d'évaluation permanente de l'efficacité de l'aide
	Nombre d'études en matière d'aide et de développement réalisées	0	3	4	5	Dénombrement Source : DES
	Nombre de rapports de revue de portefeuille des projets et programmes de coopération réalisés	3	5	6	6	Dénombrement Source : DP
OS 2: Contribuer à l'amélioration des conditions de vie des populations vivant sur le territoire national	Taux de mis en œuvre des PTA du Plan Prioritaire de Consolidation de la Paix du PACOP	71%	90%	90%	100%	Nombre d'activités réalisées/nombre d'activités planifiées Source : Comité de Pilotage
	Linéaires cumulés de pistes rurales réhabilitées (en kilomètres)	0	158	420	525	Mesure Source : Rapport PNDC
	Montant cumulé octroyé dans le cadre des opérations de micro finance (en milliards de F CFA)	0	0,5	1	1,5	Agrégation des montants octroyés Source : Rapport PNDC
OS 3: Améliorer la production statistique	Nombre de statisticiens formés par an	163	136	160	159	Dénombrement Source : ENSEA

II.2.4.5. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

En million FCFA		Projections		
		2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 4 : COORDINATION DE L'AIDE, POPULATION ET PRODUCTIONS STATISTIQUES		5 787,84	7 801,35	7 968,41
	Personnel	0,00	0,00	0,00
	Biens et services	139,78	143,98	148,30
	Transferts	2 658,23	2 737,97	2 820,11
	Investissements	2 989,83	4 919,40	5 000,00
	Trésor	1 889,83	3 443,70	5 000,00
	Financement extérieur (Dons/Emprunts)	1 100,00	1 475,70	0,00

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 4 : COORDINATION DE L'AIDE, POPULATION ET PRODUCTIONS STATISTIQUES									
Action 1: Gestion de l'aide et du partenariat									
S/Total action1	40,80	42,02	43,28	0,00	0,00	0,00	40,80	42,02	43,28
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	40,80	42,02	43,28	0,00	0,00	0,00	40,80	42,02	43,28
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	40,80	42,02	43,28	0,00	0,00	0,00	40,80	42,02	43,28
Activité 4101 Coordonner les interventions de l'Etat en matière de mobilisation des ressources extérieures et de l'aide	18,67	19,23	19,81	0,00	0,00	0,00	18,67	19,23	19,81
Activité 4102: Réaliser des études en matière d'aide et de développement	6,21	6,39	6,59	0,00	0,00	0,00	6,21	6,39	6,59
Activité 4103: Réaliser et suivre les actions de partenariat au développement	7,39	7,62	7,84	0,00	0,00	0,00	7,39	7,62	7,84
Activité 4104: Coordonner les sources de financement et évaluer l'efficacité de l'aide au développement	8,53	8,78	9,05	0,00	0,00	0,00	8,53	8,78	9,05
Action 2 : Gestion de la politique nationale de la population avec les acteurs nationaux et internationaux									
S/Total action2	426,52	2 344,01	437,35	0,00	0,00	0,00	426,52	2 344,01	437,35
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Transferts	412,24	424,61	437,35	0,00	0,00	0,00	412,24	424,61	437,35
Investissements	14,28	1 919,40	0,00	0,00	0,00	0,00	14,28	1 919,40	0,00
Trésor	14,28	443,70	0,00	0,00	0,00	0,00	14,28	443,70	0,00
Financement extérieur	0,00	1 475,70	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 475,70	0,00
Transferts	412,24	424,61	437,35	0,00	0,00	0,00	412,24	424,61	437,35
Activité 4201: Procéder au transfert de la subvention à l'ONP	412,24	424,61	437,35	0,00	0,00	0,00	412,24	424,61	437,35

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
Investissements	14,28	1 919,40	0,00	0,00	0,00	0,00	14,28	1 919,40	0,00
Trésor	14,28	443,70	0,00	0,00	0,00	0,00	14,28	443,70	0,00
Activité 4202 : Appui à la mise en œuvre de la Politique Nationale de la Population	14,28	443,70	0,00	0,00	0,00	0,00	14,28	443,70	0,00
Financement extérieur	0,00	1 475,70	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 475,70	0,00
Activité 4204 : Programme régional sur l'autonomisation des femmes et le dividende démographique au Sahel	0,00	1 475,70	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 475,70	0,00
Action 3 : Développement communautaire et consolidation de la paix									
S/Total action3	1 448,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 448,20	0,00	0,00
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	1 448,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 448,20	0,00	0,00
Trésor	348,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	348,20	0,00	0,00
Financement extérieur	1 100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 100,00	0,00	0,00
Investissements	1 448,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 448,20	0,00	0,00
Trésor	348,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	348,20	0,00	0,00
Activité 4302: Prog. d'Appui au Développement des Chaines de Valeurs Inclusives et à la promotion des initiatives Locales	348,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	348,20	0,00	0,00
Financement extérieur	1 100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 100,00	0,00	0,00
Activité 4302: Prog. d'Appui au Développement des Chaines de Valeurs Inclusives et à la promotion des initiatives Locales	1 100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 100,00	0,00	0,00
Action 4 : Gestion des statistiques									
S/Total action 4	3 872,32	5 415,32	7 487,78	0,00	0,00	0,00	3 872,32	5 415,32	7 487,78
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	98,98	101,95	105,01	0,00	0,00	0,00	98,98	101,95	105,01
Transferts	2 245,99	2 313,36	2 382,77	0,00	0,00	0,00	2 245,99	2 313,36	2 382,77
Investissements	1 527,35	3 000,00	5 000,00	0,00	0,00	0,00	1 527,35	3 000,00	5 000,00
Trésor	1 527,35	3 000,00	5 000,00	0,00	0,00	0,00	1 527,35	3 000,00	5 000,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
Biens et services	98,98	101,95	105,01	0,00	0,00	0,00	98,98	101,95	105,01
Activité 4401 : Coordonner les activités de production des statistiques sectorielles	1,98	2,04	2,11	0,00	0,00	0,00	1,98	2,04	2,11
Activité 4402 : Prendre en charge la contribution de la Côte d'Ivoire à l'organisme interafricain de statistique (AFRISTAT)	97,00	99,91	102,91	0,00	0,00	0,00	97,00	99,91	102,91
Transferts	2 245,99	2 313,36	2 382,77	0,00	0,00	0,00	2 245,99	2 313,36	2 382,77
Activité 4403 : Procéder au transfert de la subvention à l'INS	1 248,67	1 286,13	1 324,72	0,00	0,00	0,00	1 248,67	1 286,13	1 324,72
Activité 4404 : Procéder au transfert de la subvention à l'ENSEA	997,31	1 027,23	1 058,05	0,00	0,00	0,00	997,31	1 027,23	1 058,05
Investissements	1 527,35	3 000,00	5 000,00	0,00	0,00	0,00	1 527,35	3 000,00	5 000,00
Trésor	1 527,35	3 000,00	5 000,00	0,00	0,00	0,00	1 527,35	3 000,00	5 000,00
Activité 4405: Projet de changement de l'année de base des comptes et des systèmes statistiques	12,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12,50	0,00	0,00
Activité 4406: Construction du siège de l'Institut National de Statistique	14,85	3 000,00	5 000,00	0,00	0,00	0,00	14,85	3 000,00	5 000,00
Activité 4407: Recensement Général de la Population et de l'Habitat/ RGPH - 2018	1 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 500,00	0,00	0,00
TOTAL DU PROGRAMME 4	5 787,84	7 801,35	7 968,41	0,00	0,00	0,00	5 787,84	7 801,35	7 968,41

SECTION 21 : MINISTERE DE L'EQUIPEMENT ET DE L'ENTRETIEN ROUTIER

SECTION 21 : MINISTERE DE L'EQUIPEMENT ET DE L'ENTRETIEN ROUTIER

I. PRESENTATION GENERALE DU MINISTERE

I.1 Situation du secteur

I.1.1. Problèmes majeurs

- la vétusté des locaux des directions (territoriales, régionales et départementales) et de certaines directions centrales ;
- l'absence de base de données fiable du patrimoine ;
- l'état de vieillissement des routes revêtues ;
- la surcharge à l'essieu : plus de 80% des camions sont en surcharge par rapport au règlement 14 mis en œuvre depuis 2005 dans les pays de l'UEMOA en plus du Ghana et de la Guinée et 10% sont en extrême surcharge (au-delà des poids normaux + 20% de tolérance) ;
- le déficit d'entretien et d'extension du réseau routier lié à l'insuffisance de financement du secteur routier.

I.1.2. Les réponses apportées

- Au niveau des infrastructures réhabilitées ou aménagées :
 - la réhabilitation et l'aménagement de la DTIR de Jacquelineville ;
 - la réhabilitation des DRIE et DTIR de Bondoukou ;
 - la réhabilitation et l'aménagement de la DTIR de Sinfra ;
 - la réhabilitation et l'aménagement de la DTIR de Duekoué ;
 - la réhabilitation des DRIE et DTIR de Tengrela ;
 - la réhabilitation des DRIE et DTIR de Toulepleu ;
 - la réhabilitation des DRIE et DTIR de Dimbokro, d'Elibou et d'Abidjan ;
 - la réhabilitation des DRIE et DTIR d'Odienné.
- Au niveau des routes construites :
 - le pont Henri Konan BEDIE,
 - l'échangeur du VGE ;
 - l'échangeur de la riviéra 2 ;
 - le pont de Bouaflé ;
 - le pont Philippe Grégoire YACE de Jacquelineville ;
 - le pont de Salon kourani à Odienné ;
 - le pont métallique de Gbéléban, des ponts de Béoumi sur le Kan et le Bandaman et du pont de Bassawa.
- Au niveau des routes revêtues :
 - le prolongement de l'autoroute Singrobo – Yamoussoukro (86 km) ;
 - le bitumage de la route Boundiali-Bolona (92,5 km) ;
 - le bitumage de la route Abobo-Anyama (4,6 km) ;
 - la construction de l'autoroute Abidjan-Bassam (28 km) ;
 - le bitumage ou le renforcement d'environ 110 km de voiries urbaines ;

- la réparation d'environ 3000 km de routes revêtues.
- Au niveau des routes en terre :
 - le Programme d'Entretien Routier (PER 2014-2015) qui a permis le reprofilage lourd et le traitement de points critiques d'environ 4700 km et le reprofilage léger et la pose de buses sur 3000 km de routes en terre ;
 - la réparation du réseau revêtu sur environ 760 km ;
 - le débroussaillage des accotements et les curages des ouvrages sur environ 6000 km de routes revêtues ainsi que la construction de 50 dalots ;
 - la construction de 06 bacs automoteurs ;
 - les travaux de réparation superficielle sur 800 km de routes revêtues.

I.1.3 Défis et priorités

I.1.3.1. Défis

- l'instauration d'une source de motivation des agents ;
- la définition de profil de carrière des fonctionnaires ;
- la création ou la mise en place d'une base de données du patrimoine du Ministère ;
- la poursuite de la réhabilitation des directions centrales et territoriales du ministère ;
- les travaux de réhabilitation et d'aménagement de la DRIE de Katiola ;
- les travaux de construction des bureaux de la DRIE d'Abidjan, Elibou et Toumodi ;
- les travaux de réhabilitation des bureaux de la DTIR de Dabou ;
- les travaux de construction et de réhabilitation des bureaux de la DTIR de Béoumi ;
- les travaux de construction et de réhabilitation des bureaux de la DTIR de M'bahiakro ;
- la prise et l'adoption des textes réglementaires relatifs à l'occupation du domaine public de l'Etat. ;
- le développement, l'entretien et la réhabilitation des routes ;
- le financement du sous- secteur routier.

I.1.3.2. Priorités

- l'accroissement de l'accès à l'eau potable de l'ensemble de la population ;
- l'accroissement et maintien des infrastructures routières ;
- l'amélioration de la gouvernance des sous-secteurs ;
- la diversification des sources de production en eau potable en vue de pérenniser les ressources naturelles.

I.2. Politique sectorielle

I.2.1 Principales orientations

- le renforcement des cadres légaux et réglementaires des services des infrastructures routières ;
- l'entretien régulier des infrastructures routières ;
- la réhabilitation des infrastructures routières ;
- la construction des infrastructures routières de qualité ;
- le renforcement des capacités des acteurs du secteur des infrastructures routières.

I.2.2 Résultats stratégiques

- l'administration du Ministère est moderne et performante ;
- le niveau des Infrastructures routières et Ouvrage d'art est amélioré.

I.3. Missions du ministère

Le Ministre de l'Équipement et de l'Entretien Routier est chargé de la mise œuvre et du suivi de la politique du Gouvernement en matière d'équipement du pays dans les domaines des travaux publics. Il assure la gestion du domaine public de l'État.

A ce titre, et en liaison avec les différents départements ministériels concernés, il a l'initiative et la responsabilité :

- en matière de routes et d'ouvrages d'art : de la maîtrise d'ouvrage, du suivi de la conception et de la réalisation des infrastructures du réseau routier ainsi que leur entretien et la réglementation de leur gestion ;
- en matière d'infrastructures de transport aérien, ferroviaire, maritime et fluvio-lagunaire : du suivi de la réalisation par les maîtres d'ouvrages concernés, des infrastructures des aéroports, des aéroports, des ports, des chemins de fer nationaux et urbains et des infrastructures fluviales, en liaison avec le Ministre des Transports.

I.4. Identification des programmes

- Programme 1 : Administration Générale ;
- Programme 2 : Infrastructures routières et Ouvrages d'art.

II. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DEPENSES- PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (DPPD-PAP)

II.1. Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses (DPPD)

II.1.1 Répartition des structures dans les programmes

Tableau 1 : Cartographie administrative des programmes

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET REGIONAUX	ORGANISME SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
P1 : Administration Générale	Cabinet, IG, SDA, SAJ, SITIC, SCRP, SCI, CPM-MEER, DDPE, DRH, DAFP, DPE, DRIE	-	- Réhabilitation des locaux des directions territoriales - Mise en œuvre des activités du Doing Business/MIE - Mise en place d'une base de données statistiques du Ministère	-

<p>P2 : Infrastructures routières et ouvrages d'art</p>	<p>DGIR, DPSS, DENRVT, DRR, DTIR</p>	<p>AGEROUTE, LBTP, FER, PRICI</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Aménagement route Boundiali-Odienné frontière Guinée - Programme de Renaissance des Infrastructures de Côte d'Ivoire (PRICI / Phase 2) - Aménagement de l'autoroute Yamoussoukro – Bouaké – Section Yamoussoukro - Tiébissou - Aménagement de la route Tiebissou – Didievi – Bocanda - Programme d'Aménagement des routes et de facilitation de transport au sein du fleuve Mano ; - Indemnisation travaux routiers /AGEROUTE - Construction de l'échangeur de l'amitié Ivoir-Japonaise ; - Aménagement de la route Adzopé – Yakassé- Attobrou ; - Aménagement et bitumage de l'autoroute Abidjan – San – Pedro / Section 1 : Abidjan - Dabou - Aménagement et bitumage de l'autoroute Abidjan – San – Pedro / Section 2 : Dabou - San - Pedro - Projet de Transport Urbain d'Abidjan - Projet de route corridor Bamako – Zantiebougou - Kani –Boundiali San-Pedro (Côte d'Ivoire) (Section Kani – Boundiali) - Aménagement et bitumage de la route Odienné Samatiguila-frontière-Mali et bretelle de Kaniasso et Kouban (2019) - Projet de voirie Abidjan - Aménagement de la route Bouna-Doropo - frontière Burkina - Aménagement de la route Bouna-Vonkoro (2019) - Aménagement de la route Akoupé-Kotobi-Bongouanou - Aménagement de la route Mankono-Tiéningboué - Construction de route de Centre Ouest : Toulepleu – Zouan - Hounien et Séguéla - Mankono - Bitumage axe Odienné –Gbelegban - Bitumage axe Agboville – Cechi - Bitumage axe Ferké – Kong y compris axe Aéroport ville de Korhogo - Construction de 3 ouvrages d'art départements de Man – Guiglo – Tai - Programme de renforcement et d'aménagement des voiries structurantes des districts et des chefs-lieux de région (route : Aménagement du bord de mer de l'autoroute Abidjan-Gd-Bassam, voirie ville de Kouto, Travaux d'aménagement Voiries Abidjan,) - Aménagement de la route Guitry –Divo - Aménagement de la Baie de Cocody - Projet d'Infrastructures pour le Développement Humain et la Compétitivité des Agglomérations Secondaires (PIDUCAS) - Projet de Facilitation, Commerce, Transport Abidjan-Lagos (PFCTCAL) - Projet d'Appui à la Compétitivité du Grand Abidjan (PACOGA) Infrastructures de Transport-Routes/ C2D - Routes/2ème C2D - Inventaire du Réseau Routier National - Désenclavement, Développement et Entretien des routes rurales 	<p>-</p>
---	--------------------------------------	-----------------------------------	---	----------

II.1.2 Performance globale du ministère

Tableau 2 : Performance du ministère

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESULTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODE DE CALCUL / SOURCE DE COLLECTE
OG 1 : promouvoir une administration moderne et performante	R S1 : L'administration du Ministère est moderne et performante	IP 1.1 : Nombre de textes appliqués	Dénombrement Source : Rapport du SAJ
OG 2 : assurer un meilleur niveau de service des infrastructures routières	R S2 : Le niveau des Infrastructures routières et Ouvrage d'art est amélioré	IP 2.1 : Taux d'accroissement du réseau routier bitumé	Linéaire de routes bitumés/linéaire de routes prévus Source : Rapport de l'AGEROUTE

II.1.3 Financement global du ministère

Tableau 3 : Financement global

En million FCFA	PROJECTIONS DE REFERENCE			MESURES NOUVELLES			PROJECTIONS FINALES		
	2019	2020	2021	2019	2020	2021	2019	2020	2021
1. RESSOURCES	718 542,57	609 285,62	406 563,46	0,00	0,00	0,00	718 542,57	609 285,62	406 563,46
1.1 Ressources Intérieures	369 360,81	239 672,42	177 537,86	0,00	0,00	0,00	369 360,81	239 672,42	177 537,86
1.1.1 Budget Etat	369 360,81	239 672,42	177 537,86	0,00	0,00	0,00	369 360,81	239 672,42	177 537,86
1.1.2 Recettes propres (structures)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1.2 Ressources Extérieures	349 181,76	369 613,20	229 025,60	0,00	0,00	0,00	349 181,76	369 613,20	229 025,60
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	349 181,76	369 613,20	229 025,60	0,00	0,00	0,00	349 181,76	369 613,20	229 025,60
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2. CHARGES	718 542,57	609 285,62	406 563,46	0,00	0,00	0,00	718 542,57	609 285,62	406 563,46
2.1 Personnel	1 788,03	1 841,67	1 896,92	0,00	0,00	0,00	1 788,03	1 841,67	1 896,92
2.1.1 Solde y compris EPN	1 788,03	1 841,67	1 896,92	0,00	0,00	0,00	1 788,03	1 841,67	1 896,92
2.1.2 Contractuels hors solde	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2.2 Biens et services	2 127,47	2 185,14	2 244,55	0,00	0,00	0,00	2 127,47	2 185,14	2 244,55
2.3 Transferts	163 442,73	168 346,01	173 396,39	0,00	0,00	0,00	163 442,73	168 346,01	173 396,39
2.4 Investissements*	551 184,34	436 912,80	229 025,60	0,00	0,00	0,00	551 184,34	436 912,80	229 025,60
Trésor	202 002,58	67 299,60	0,00	0,00	0,00	0,00	202 002,58	67 299,60	0,00
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	349 181,76	369 613,20	229 025,60	0,00	0,00	0,00	349 181,76	369 613,20	229 025,60

II.2. Projet Annuel de Performance (PAP) par programme

II.2.1 Programme 1 : Administration Générale

II.2.1.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 1 : Administration Générale	Action 1.1 : Coordination et animation du ministère
	Action 1.2. : Gestion des ressources financières, matérielles et humaines
	Action 1.3. : Planification, programmation et suivi-évaluation
	Action 1.4. : Gestion du Domaine Public de l'Etat
	Action 1.5. : Information et communication

II.2.1.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 1 : Administration Générale						
Objectifs spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2017	2019	2020	2021	Méthode de calcul et moyen de vérification
OS 1 : Améliorer le cadre légal et institutionnel de gouvernance des infrastructures routières	Nombre de textes légaux et réglementaires adoptés	3	3	3	3	Dénombrement Source : Rapport SAJ
OS 2 : Améliorer le système de planification et de suivi évaluation des activités du ministère	Cartographie du domaine public élaboré	2	2	2	2	Nombre de cartographie de sites effectué au cours d'une année Source : Rapport DDPE
	Nombre de rapport d'évaluation produit	2	2	2	2	Nombre d'évaluations annuelles des projets du ministère Source : Rapport DPE
OS 3 : Assurer une gestion efficace moderne et efficiente des ressources humaines, matérielles et financières du ministère	Nombre de formations annuelles	3	3	3	3	Nombre de formations effectuées par an Source : Rapport DRH
	Taux d'exécution du budget	75%	80%	85%	90%	Budget exécuté / Crédits autorisés du budget actuel Source : Rapport DAFP
OS 4 : Améliorer le système d'information et de communication interne et externe	Taux de satisfaction de la population par rapport aux actions du Ministère	60%	80%	85%	90%	Nombre de personnes enquêtées / Nombre total de personnes à enquêter Source : Rapport Service Communication

II.2.1.3. Financement du programme

Tableau 6 : synthèse du budget-programme

En million FCFA		Projections		
		2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GENERALE		20 878,85	3 833,92	3 942,79
	Personnel	1 788,03	1 841,67	1 896,92
	Biens et services	1 914,44	1 965,72	2 018,54
	Transferts	25,76	26,53	27,33
	Investissements	17 150,62	0,00	0,00
	Trésor	17 150,62	0,00	0,00
	Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0,00	0,00	0,00

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GENERALE									
Action 1: Coordination et animation									
S/Total action1	17 234,14	403,58	409,54	0,00	0,00	0,00	17 234,14	403,58	409,54
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	372,04	377,05	382,21	0,00	0,00	0,00	372,04	377,05	382,21
Transferts	25,76	26,53	27,33	0,00	0,00	0,00	25,76	26,53	27,33
Investissements	16 836,34	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 836,34	0,00	0,00
Trésor	16 836,34	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 836,34	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	372,04	377,05	382,21	0,00	0,00	0,00	372,04	377,05	382,21
Activité 1101 : Coordonner les activités des structures du Ministère	62,00	63,86	65,78	0,00	0,00	0,00	62,00	63,86	65,78
Activité 1103 : Participer aux conférences et missions hors Côte d'Ivoire	30,00	30,00	30,00	0,00	0,00	0,00	30,00	30,00	30,00

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GENERALE									
Activité 1108 : Animer le service de Coopération Internationale	3,75	3,86	3,98	0,00	0,00	0,00	3,75	3,86	3,98
Activité 1109 : Inspecter les services du Ministère	11,20	11,53	11,88	0,00	0,00	0,00	11,20	11,53	11,88
Activité 1110 : Animer le service juridique du ministère	6,20	6,39	6,58	0,00	0,00	0,00	6,20	6,39	6,58
Activité 1111 : Coordonner les structures du ministère au niveau déconcentré	83,89	86,41	89,00	0,00	0,00	0,00	83,89	86,41	89,00
Activité 11012 : Recruter des experts pour assister le Cabinet (Régie/Convention BNETD)	175,00	175,00	175,00	0,00	0,00	0,00	175,00	175,00	175,00
Transferts	25,76	26,53	27,33	0,00	0,00	0,00	25,76	26,53	27,33
Activité 1113 : Prendre en charge l'assistance technique	25,76	26,53	27,33	0,00	0,00	0,00	25,76	26,53	27,33
Investissements	16 836,34	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 836,34	0,00	0,00
Trésor	16 836,34	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 836,34	0,00	0,00
Activité 1114 : Procéder aux Transferts des subventions aux collectivités territoriales et autres participations	16 836,34	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 836,34	0,00	0,00
Action 2 : Gestion des ressources financières, matérielles et humaines									
S/Total action2	3 536,88	3 370,78	3 471,90	0,00	0,00	0,00	3 536,88	3 370,78	3 471,90
Personnel	1 788,03	1 841,67	1 896,92	0,00	0,00	0,00	1 788,03	1 841,67	1 896,92
Biens et services	1 484,57	1 529,11	1 574,98	0,00	0,00	0,00	1 484,57	1 529,11	1 574,98
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	264,28	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	264,28	0,00	0,00
Trésor	264,28	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	264,28	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Personnel	1 788,03	1 841,67	1 896,92	0,00	0,00	0,00	1 788,03	1 841,67	1 896,92
Activité 1201 : Prendre en charge les salaires du personnel au niveau central	1 788,03	1 841,67	1 896,92	0,00	0,00	0,00	1 788,03	1 841,67	1 896,92
Biens et services	1 484,57	1 529,11	1 574,98	0,00	0,00	0,00	1 484,57	1 529,11	1 574,98
Activité 1202 : Gérer le budget du Ministère	40,50	41,72	42,97	0,00	0,00	0,00	40,50	41,72	42,97
Activité 1203 : Gérer les dépenses d'abonnement du Ministère	321,05	330,68	340,60	0,00	0,00	0,00	321,05	330,68	340,60
Activité 1204 : Prendre en charge les frais de séminaires et conférence des agents du Ministère	38,00	39,14	40,31	0,00	0,00	0,00	38,00	39,14	40,31
Activité 1205 : Gérer les autres dépenses centralisées du ministère	93,33	96,13	99,01	0,00	0,00	0,00	93,33	96,13	99,01

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GENERALE									
Activité 1206 : Prendre en charge les agents contractuels du ministère	900,00	927,00	954,81	0,00	0,00	0,00	900,00	927,00	954,81
Activité 1207 : Gérer les marchés publics du Ministère	31,50	32,45	33,42	0,00	0,00	0,00	31,50	32,45	33,42
Activité 1208 : Elaborer, suivre et évaluer la mise en œuvre du DPPD-PAP/CDMT	35,00	36,05	37,13	0,00	0,00	0,00	35,00	36,05	37,13
Activité 1209 : Gérer les ressources humaines du ministère	25,20	25,96	26,73	0,00	0,00	0,00	25,20	25,96	26,73
Investissements	264,28	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	264,28	0,00	0,00
Trésor	264,28	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	264,28	0,00	0,00
Activité 1210 : Réhabilitation des locaux des Directions territoriales	200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	200,00	0,00	0,00
Activité 1211 : Mise en œuvre des activités du Doing Business/MIE	64,28	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	64,28	0,00	0,00
Action 3 : Planification, programmation et suivi-évaluation									
S/Total action3	73,60	24,30	25,03	0,00	0,00	0,00	73,60	24,30	25,03
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	23,60	24,30	25,03	0,00	0,00	0,00	23,60	24,30	25,03
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	50,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50,00	0,00	0,00
Trésor	50,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	23,60	24,30	25,03	0,00	0,00	0,00	23,60	24,30	25,03
Activité 1301 : Animer les activités de la Direction de la Planification et de l'évaluation	23,60	24,30	25,03	0,00	0,00	0,00	23,60	24,30	25,03
Investissements	50,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50,00	0,00	0,00
Trésor	50,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50,00	0,00	0,00
Activité 1302 : Mise en place une base de données statistique du M.E.E.R	50,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50,00	0,00	0,00

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GENERALE									
Action 4 : Gestion du Domaine Public de l'Etat									
S/Total action4	12,32	12,69	13,07	0,00	0,00	0,00	12,32	12,69	13,07
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	12,32	12,69	13,07	0,00	0,00	0,00	12,32	12,69	13,07
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	12,32	12,69	13,07	0,00	0,00	0,00	12,32	12,69	13,07
Activité 1401 : Coordonner les activités liées au domaine public de l'Etat	12,32	12,69	13,07	0,00	0,00	0,00	12,32	12,69	13,07
Action 5 : Information et communication									
S/Total action 5	21,91	22,56	23,24	0,00	0,00	0,00	21,91	22,56	23,24
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	21,91	22,56	23,24	0,00	0,00	0,00	21,91	22,56	23,24
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	21,91	22,56	23,24	0,00	0,00	0,00	21,91	22,56	23,24
Activité 1501 : Animer le service de l'informatique, des technologies de l'information et de la communication	3,84	3,95	4,07	0,00	0,00	0,00	3,84	3,95	4,07
Activité 1502 : Réaliser les activités de communication du ministère	10,30	10,61	10,93	0,00	0,00	0,00	10,30	10,61	10,93
Activité 1503 : Animer le service de documentation et d'archivage du ministère	7,77	8,00	8,24	0,00	0,00	0,00	7,77	8,00	8,24
TOTAL DU PROGRAMME 1									
	20 878,85	3 833,92	3 942,79	0,00	0,00	0,00	20 878,85	3 833,92	3 942,79

II.2.2 Programme 2 : Infrastructures routières et ouvrages d'art

II.2.2.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 2 : Infrastructures routières et ouvrages d'art	Action 2.1. : Réalisation des études pour le développement et le fonctionnement des infrastructures routières et ouvrages d'art
	Action 2.2. : Construction de nouvelles routes
	Action 2.3. : Réhabilitation et entretien des infrastructures routières et ouvrages d'art
	Action 2.4. : Construction des ouvrages d'art

II.2.2.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 2 : Infrastructures routières et ouvrages d'art						
Objectifs spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2017	2019	2020	2021	Méthode de calcul et Moyen de vérification
OS 1 : Améliorer le cadre légal et l'opérationnalité des structures du secteur routier	Nombre de projets de textes adoptés	1	1	0	0	Dénombrement Source : Rapport DGIR
	Taux de satisfaction des usagers sur le réseau routier	44%	65%	70%	75%	Nombre de personnes enquêtées / Nombre de personnes à enquêter Source : Rapport DPE/OSER
OS 2 : Améliorer la qualité des infrastructures routières	Linéaires de routes construites	153	300	350	400	Dénombrement (km) Source : Rapport AGEROUTE
	Linéaires de routes entretenues	124.5	15.000	20.000	25.000	Dénombrement (km) Source : Rapport AGEROUTE
	Nombre d'ouvrages réalisés	2	14	03	2	Dénombrement Source : Rapport AGEROUTE
	Nombre d'études réalisées	4	4	4	4	Dénombrement Source : Rapport AGEROUTE

II.2.2.3. Financement du programme

Tableau 6 : synthèse du budget-programme

En million FCFA		Projections		
		2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 2 : INFRASTRUCTURES ROUTIERES ET OUVRAGES D'ARTS		697 663,72	605 451,70	402 620,67
	Personnel	0,00	0,00	0,00
	Biens et services	213,03	219,42	226,00
	Transferts	163 416,97	168 319,48	173 369,06
	Investissements	534 033,72	436 912,80	229 025,60
	Trésor	184 851,96	67 299,60	0,00
	Financement extérieur (Dons/Emprunts)	349 181,76	369 613,20	229 025,60

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 2 : INFRASTRUCTURES ROUTIERES ET OUVRAGES D'ARTS									
Action 1 : Réalisation des études pour le développement et le fonctionnement des infrastructures routières et ouvrages d'art									
S/Total action1	2 194,86	302,82	311,90	0,00	0,00	0,00	2 194,86	302,82	311,90
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	213,03	219,42	226,00	0,00	0,00	0,00	213,03	219,42	226,00
Transferts	80,97	83,40	85,90	0,00	0,00	0,00	80,97	83,40	85,90
Investissements	1 900,86	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 900,86	0,00	0,00
Trésor	1 900,86	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 900,86	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	213,03	219,42	226,00	0,00	0,00	0,00	213,03	219,42	226,00
Activité 2101 : Mettre en œuvre la politique générale de développement des infrastructures routières	11,13	11,46	11,81	0,00	0,00	0,00	11,13	11,46	11,81
Activité 2102 : Animer la Direction de l'Environnement, des Normes, de la Réglementation et de la Veille Technologique	4,85	5,00	5,15	0,00	0,00	0,00	4,85	5,00	5,15
Activité 2103 : Animer la Direction de la Planification, de la Signalisation et de la Supervision	4,93	5,08	5,23	0,00	0,00	0,00	4,93	5,08	5,23

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 2 : INFRASTRUCTURES ROUTIERES ET OUVRAGES D'ARTS									
Activité 2104 : Animer la Direction des Routes Rurales	10,10	10,40	10,72	0,00	0,00	0,00	10,10	10,40	10,72
Activité 2105 : Animer les structures du ministère au niveau déconcentré	182,01	187,48	193,10	0,00	0,00	0,00	182,01	187,48	193,10
Transferts	80,97	83,40	85,90	0,00	0,00	0,00	80,97	83,40	85,90
Activité 2107 : Prendre en charge le transfert d'une subvention au LBTP	80,97	83,40	85,90	0,00	0,00	0,00	80,97	83,40	85,90
Investissements	1 900,86	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 900,86	0,00	0,00
Trésor	1 900,86	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 900,86	0,00	0,00
Activité 2110 : Indemnisation des travaux routiers	1 800,86	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 800,86	0,00	0,00
Activité 2111 : Inventaire du Réseau Routier National	50,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50,00	0,00	0,00
Activité 2112 : Désenclavement, développement et entretien des routes rurales	50,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50,00	0,00	0,00
Action 2 : Construction de nouvelles routes									
S/Total action2	146 883,86	235 267,70	54 707,50	0,00	0,00	0,00	146 883,86	235 267,70	54 707,50
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	146 883,86	235 267,70	54 707,50	0,00	0,00	0,00	146 883,86	235 267,70	54 707,50
Trésor	48 460,57	67 299,60	0,00	0,00	0,00	0,00	48 460,57	67 299,60	0,00
Financement extérieur	98 423,29	167 968,10	54 707,50	0,00	0,00	0,00	98 423,29	167 968,10	54 707,50
Investissements	146 883,86	235 267,70	54 707,50	0,00	0,00	0,00	146 883,86	235 267,70	54 707,50
Trésor	48 460,57	67 299,60	0,00	0,00	0,00	0,00	48 460,57	67 299,60	0,00
Activité 2201 : Aménagement de l'autoroute Abidjan Grand- Bassam	2 800,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 800,00	0,00	0,00
Activité 2202 : Aménagement de l'autoroute Yamoussoukro- Bouaké	6 464,35	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 464,35	0,00	0,00
Activité 2204 : Aménagement du bord de Mer de l'Autoroute Abidjan-Grand-Bassam	608,84	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	608,84	0,00	0,00
Activité 2205 : Bitumage axe odienné -Gbéléban	1 784,96	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 784,96	0,00	0,00

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 2 : INFRASTRUCTURES ROUTIERES ET OUVRAGES D'ARTS									
Activité 2206 : Aménagement de la route Guitry-Divo	4 682,00	67 299,60	0,00	0,00	0,00	0,00	4 682,00	67 299,60	0,00
Activité 2207 : Bitumage axe Agboville-Cechi	1 678,54	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 678,54	0,00	0,00
Activité 2210 : Aménagement de la route pt Comoé-Abengourou	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00	0,00
Activité 2211 : Aménagement de la route Tiébissou-Didiévi-Bocanda	2 304,68	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 304,68	0,00	0,00
Activité 2213 : Aménagement de la route Adzopé-Yakasse Attobrou	215,57	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	215,57	0,00	0,00
Activité 2214 : Bitumage Axe Mankono-Tenningboue	2 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 200,00	0,00	0,00
Activité 2215 : Aménagement route Kokonou Aproponou/Yamoussoukro-Bouaflé-Daloa	2 693,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 693,00	0,00	0,00
Activité 2218 : Construction des routes centre Ouest Toulepleu-Zouan-Houien et Séguela Mankono	1 100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 100,00	0,00	0,00
Activité 2219 : Aménagement route Boundiali Odienné frontière Guinée	4 774,84	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 774,84	0,00	0,00
Activité 2220 : Projet Facilitation Commerce Transport Abj-Lagos	8 199,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 199,00	0,00	0,00
Activité 2221 : Programme d'Aménagement de routes et de facilitation de transport au sein du fleuve MANO	3 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00	0,00	0,00
Activité 2223 : Projet de route Bouna Doropo frontière BF	2 454,79	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 454,79	0,00	0,00
Activité 2224 : Projet de route corridor Bamako- Zantiébogou Kani Boundiali San-Pédro (CI)	2 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 500,00	0,00	0,00
Financement extérieur	98 423,29	167 968,10	54 707,50	0,00	0,00	0,00	98 423,29	167 968,10	54 707,50
Activité 2202 : Aménagement de l'autoroute Yamoussoukro- Bouaké	16 897,20	110 764,20	54 707,50	0,00	0,00	0,00	16 897,20	110 764,20	54 707,50
Activité 2211 : Aménagement de la route Tiébissou-Didiévi-Bocanda	57,98	341,30	0,00	0,00	0,00	0,00	57,98	341,30	0,00
Activité 2213 : Aménagement de la route Adzopé-Yakasse Attobrou	3 063,11	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 063,11	0,00	0,00
Activité 2218 : Construction des routes centre Ouest Toulepleu-Zouan-Houien et Séguela Mankono	20 882,48	17 977,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 882,48	17 977,00	0,00
Activité 2219 : Aménagement route Boundiali Odienné frontière Guinée	21 008,00	13 797,40	0,00	0,00	0,00	0,00	21 008,00	13 797,40	0,00
Activité 2220 : Projet Facilitation Commerce Transport Abj-Lagos	2 414,52	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 414,52	0,00	0,00
Activité 2221 : Programme d'Aménagement de routes et de facilitation de transport au sein du fleuve MANO	18 000,00	11 331,10	0,00	0,00	0,00	0,00	18 000,00	11 331,10	0,00
Activité 2224 : Projet de route corridor Bamako- Zantiébogou Kani Boundiali San-Pédro (CI)	16 100,00	13 757,10	0,00	0,00	0,00	0,00	16 100,00	13 757,10	0,00

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 2 : INFRASTRUCTURES ROUTIERES ET OUVRAGES D'ARTS									
Action 3 : Réhabilitation et Entretien des infrastructures routières et ouvrages d'art									
S/Total action3	372 410,22	290 795,08	285 312,46	0,00	0,00	0,00	372 410,22	290 795,08	285 312,46
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Transferts	163 336,00	168 236,08	173 283,16	0,00	0,00	0,00	163 336,00	168 236,08	173 283,16
Investissements	209 074,22	122 559,00	112 029,30	0,00	0,00	0,00	209 074,22	122 559,00	112 029,30
Trésor	87 791,19	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	87 791,19	0,00	0,00
Financement extérieur	121 283,03	122 559,00	112 029,30	0,00	0,00	0,00	121 283,03	122 559,00	112 029,30
Transferts	163 336,00	168 236,08	173 283,16	0,00	0,00	0,00	163 336,00	168 236,08	173 283,16
Activité 2301 : SOCOPRIM/ Loyer pont HKB	15 000,00	15 450,00	15 913,50	0,00	0,00	0,00	15 000,00	15 450,00	15 913,50
Activité 2302 : Prendre en charge le transfert au profit du FER	148 336,00	152 786,08	157 369,66	0,00	0,00	0,00	148 336,00	152 786,08	157 369,66
Investissements	209 074,22	122 559,00	112 029,30	0,00	0,00	0,00	209 074,22	122 559,00	112 029,30
Trésor	87 791,19	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	87 791,19	0,00	0,00
Activité 2304 : Projet D'Urgence Infrastructures ABOBO	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00	0,00
Activité 2306 : PIDUCAS	655,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	655,00	0,00	0,00
Activité 2307 : Aménagement voiries de Kouto	251,16	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	251,16	0,00	0,00
Activité 2308 : Aménagement de la Baie de Cocody	15 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00	0,00	0,00
Activité 2311 : Réhabilitation Autoroute du Nord	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00	0,00
Activité 2316 : Projet de renaissance des Infrastructures de CI	11 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 400,00	0,00	0,00
Activité 2319 : Aménagement du Boulevard de Marseille	2 475,61	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 475,61	0,00	0,00
Activité 2321 : Infrastructures Transport-Route/C2D	1 278,12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 278,12	0,00	0,00
Activité 2322 : Infrastructures Route/ 2ème C2D	45 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	45 000,00	0,00	0,00
Activité 2323 : Projet d'Appui à la Compétitivité du Grand Abidjan (PACOGA)	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00	0,00
Activité 2325 : Réhabilitation de la route Bouaké-Ferké	4 731,29	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 731,29	0,00	0,00

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 2 : INFRASTRUCTURES ROUTIERES ET OUVRAGES D'ARTS									
Financement extérieur	121 283,03	122 559,00	112 029,30	0,00	0,00	0,00	121 283,03	122 559,00	112 029,30
Activité 2306 : PIDUCAS	31 421,00	20 461,00	0,00	0,00	0,00	0,00	31 421,00	20 461,00	0,00
Activité 2308 : Aménagement de la Baie de Cocody	41 906,03	24 656,30	32 771,00	0,00	0,00	0,00	41 906,03	24 656,30	32 771,00
Activité 2319 : Aménagement du Boulevard de Marseille	13 000,00	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 000,00	5 000,00	0,00
Activité 2323 : Projet d'Appui à la Compétitivité du Grand Abidjan (PACOGA)	34 956,00	72 441,70	79 258,30	0,00	0,00	0,00	34 956,00	72 441,70	79 258,30
Action 4 : Construction des ouvrages d'art									
S/Total action3	176 174,78	79 086,10	62 288,80	0,00	0,00	0,00	176 174,78	79 086,10	62 288,80
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	176 174,78	79 086,10	62 288,80	0,00	0,00	0,00	176 174,78	79 086,10	62 288,80
Trésor	46 699,34	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	46 699,34	0,00	0,00
Financement extérieur	129 475,44	79 086,10	62 288,80	0,00	0,00	0,00	129 475,44	79 086,10	62 288,80
Investissements	176 174,78	79 086,10	62 288,80	0,00	0,00	0,00	176 174,78	79 086,10	62 288,80
Trésor	46 699,34	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	46 699,34	0,00	0,00
Activité 2403 : Construction de l'échangeur de l'amitié Ivoir-Japonais	1 442,39	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 442,39	0,00	0,00
Activité 2404 : Projet Transport Urbain Abidjan	45 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	45 000,00	0,00	0,00
Activité 2411 : Construction des ouvrages métalliques	256,95	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	256,95	0,00	0,00
Financement extérieur	129 475,44	79 086,10	62 288,80	0,00	0,00	0,00	129 475,44	79 086,10	62 288,80
Activité 2403 : Construction de l'échangeur de l'amitié Ivoir-Japonais	20 992,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 992,00	0,00	0,00
Activité 2404 : Projet Transport Urbain Abidjan	102 601,90	79 086,10	62 288,80	0,00	0,00	0,00	102 601,90	79 086,10	62 288,80
Activité 2411 : Construction des ouvrages métalliques	5 881,54	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 881,54	0,00	0,00
TOTAL DU PROGRAMME 2	697 663,72	605 451,70	402 620,67	0,00	0,00	0,00	697 663,72	605 451,70	402 620,67

SECTION 22 : MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE, DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

I. PRESENTATION GENERALE DU MINISTERE

I.1. Situation du secteur

I.1.1. Problèmes majeurs

- la faiblesse du rendement du système éducatif ;
- les problèmes liés à l'accès ;
- les problèmes liés à l'encadrement ;
- les contraintes budgétaires ;
- l'insuffisance de matériels didactiques ;
- l'insuffisance d'équipements ;
- la faiblesse dans la répartition spatiale du personnel enseignant et administratif;
- le décrochage scolaire important, décrochés sans aucun savoir-faire ni aucune qualification ;
- le problème d'employabilité sans qualification.

I.1.2. Réponses apportées

- la construction de 746 classes au préscolaire, de 9 349 classes au primaire et de 8 201 salles de classes au secondaire 2011-2014 ;
- le recrutement de 29 597 enseignants du primaire, dont 22 759 instituteurs ordinaires de 2011 à 2014 ;
- le recrutement de 4 481 enseignants de collège avec 1172 qui étaient en formation en 2014-2015.
- le recrutement de 1 076 enseignants des lycées avec 628 qui étaient en formation en 2014-2015 ;
- la réhabilitation et l'équipement de 7 091 salles de classe ;
- l'aménagement de 421 points d'eau potable dans les écoles 2011-2015 ;
- la remise de kits scolaires à 243 974 enfants dans le primaire et la distribution de 6 106 378 manuels de 2012 à 2016 ;
- la prise en compte d'un nombre plus important de rationnaires dans les cantines scolaires ;
- la formation de 2.700 agents de l'enseignement privé à l'exercice de la fonction enseignante et à la gestion d'un établissement scolaire ;
- l'expérimentation de l'introduction des Technologies de l'Information et de la Communication dans l'éducation ;
- l'élaboration d'un document de stratégie nationale de l'alphabétisation et de l'éducation non-formelle ;
- l'intégration de 343 établissements privés de confession islamique au système éducatif national en 2015 ;
- la mise en place d'un cadre paritaire de concertation entre le secteur privé, les chambres consulaires et l'Etat en 2013 ;
- la structuration de l'économie en 13 branches professionnelles ;
- la mise en place d'un dispositif de suivi de l'insertion des formés (14,43% pour les diplômés de 2016 et 31,3% pour ceux de 2017) ;
- la construction en cours de 25 établissements de formation professionnelle et technique.

I.1.2. Défis et priorités

- assurer l'éducation primaire universelle pour tous les enfants des deux sexes, de tous les milieux socioéconomiques y compris les enfants à besoins spéciaux ;
- bâtir un système qui assure la réussite pour tous en mettant en place des passerelles entre l'enseignement général et la formation technique et professionnelle ;
- favoriser l'employabilité des sortants.

I.2. Politique sectorielle

I.2.1. Principales orientations

- une politique rénovée de recrutement et de gestion des carrières enseignantes, utilisant toutes les possibilités des grilles statutaires d'emplois et privilégiant à la fois les recrutements initiaux dans les échelons les plus modestes et des progressions plus ouvertes ;
- des parcours scolaires facilités dans tout le cycle de base, régulés au-delà, et des transitions sans rupture entre les cycles scolaires et les formations professionnelles ;
- une politique de la qualité orientée vers une gestion administrative et pédagogique centrée sur des normes et la résorption progressive des situations nuisant aux apprentissages (effectifs pléthoriques, sous-équipement) ;
- une politique d'optimisation de l'emploi des ressources en enseignants et en bâtiments.

I.2.2. Résultats stratégiques

- l'administration est moderne et performante;
- l'éducation préscolaire et primaire est accessible sur toute l'étendue du territoire national ;
- l'accès au secondaire général et technique est accru ;
- la formation professionnelle est accessible et de qualité et l'insertion socioprofessionnelle des apprenants est améliorée ;
- le taux d'analphabétisme en Côte d'Ivoire est réduit.

I.3. Missions du ministère

Le Ministre de l'Education Nationale, de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle est chargé de la mise en œuvre et du suivi de la politique du Gouvernement en matière d'Education Nationale, de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle.

A ce titre, et en liaison avec les différents départements ministériels concernés, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

I.3.1. En matière d'Education Nationale

- planification, mise en œuvre et évaluation des stratégies et programmes d'enseignement dans les domaines de l'enseignement primaire et secondaire général, notamment le programme Ecole obligatoire de 6 à 16 ans ;
- gestion administrative et pédagogique des structures d'enseignement primaire et secondaire général ;
- organisation des examens, concours scolaires et pédagogiques ;
- alphabétisation des populations et formation permanente des adultes ;
- promotion de l'utilisation des nouvelles technologies en matière d'Enseignement et de la Formation, en liaison avec le Ministère en charge des TIC ;
- conception, élaboration, production et diffusion de documents, manuels et autres matériels didactiques ;
- encadrement de l'enseignement privé au niveau du primaire et du secondaire général ;
- définition, élaboration et suivi d'un cadre réglementaire pour le développement de l'enseignement primaire et secondaire général ;
- assistance aux collectivités territoriales pour le suivi et le contrôle de l'implantation des établissements d'enseignement primaire et secondaire général ;
- intégration de l'information et de l'éducation en matière de VIH/SIDA dès le premier cycle ;
- réhabilitation et reconstruction des infrastructures éducatives ;
- mise à niveau de la scolarité sur l'ensemble du territoire ;
- élaboration et mise en œuvre d'une politique nationale d'orientation des élèves à partir du cycle primaire ;
- tutelle des établissements privés d'enseignement primaire et secondaire général ;

- suivi de l'organisation et du fonctionnement des établissements d'enseignement primaire et secondaire général ;
- élaboration, expérimentation et promotion des programmes d'enseignement en langues nationales ;
- scolarisation des filles.

I.3.2. En matière d'Enseignement Technique

- planification, mise en œuvre et évaluation des stratégies et programmes d'enseignement secondaire technique ;
- définition d'un cadre réglementaire pour le développement de l'enseignement technique ;
- gestion administration et pédagogique des établissements d'enseignement technique ;
- assistance aux collectivités décentralisées pour le suivi et le contrôle de l'implantation des établissements d'enseignement technique ;
- élaboration des documents, manuels et autres matériels didactiques ;
- encadrement de l'enseignement technique privé ;
- tutelle des écoles d'enseignement technique privé ;
- suivi des écoles d'enseignement technique privées ;
- promotion de l'utilisation des nouvelles technologies dans l'enseignement technique ;
- organisation des examens et des concours dans l'enseignement technique.

I.3.3. En matière de formation professionnelle

- planification, mise en œuvre et évaluation des stratégies et programmes de formation professionnelle ;
- définition d'un cadre règlementaire pour le développement de la formation professionnelle ;
- gestion administrative et pédagogique des établissements de formation professionnelle ;
- assistance aux collectivités décentralisées pour le suivi et le contrôle de l'implantation des établissements de formation professionnelle ;
- élaboration des documents, manuels et autres matériels didactiques ;
- encadrement de la formation professionnelle privée ;
- promotion de l'utilisation des nouvelles technologies dans la formation professionnelle, en liaison avec le Ministre en charge des TIC ;
- promotion de l'apprentissage et de la formation continue.

I.4. Identification des programmes

- Programme 1 : Administration Générale ;
- Programme 2 : Enseignement Préscolaire et Primaire ;
- Programme 3 : Enseignement Secondaire Général et Technique ;
- Programme 4 : Formation Professionnelle;
- Programme 5 : Alphabétisation et Éducation non Formelle

II. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DEPENSES - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (DPPD-PAP)

II.1. Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses (DPPD)

II.1.1. Répartition des structures dans les programmes

Tableau 1 : Cartographie administrative des programmes

Programmes	SERVICES CENTRAUX ET REGIONAUX	ORGANISME SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 1 : Administration générale	DSPS, DAF, DREN, DDEN, DEEP, Commission Nationale UNESCO, DRH, IGEN, DPFC, Antennes pédagogiques, DECO, CNMS, DELC, DMOSS, Commission Nationale de "Préparation de la rentrée scolaire (CNPRS), Cabinet, Secrétariat Général du ministère ; DAPS-COGES ; DVS, SCDA, DCEP, DTSI, DAJ, Secrétariat Permanent CCEN, CONFEMEN Cellule Genre ; TASK-FORCE, Cellule Passation des Marchés Publics, DVSP,		- Cartographie des Infrastructures Scolaires - Renforcement Dispositif collecte des données statistiques - Projet d'Appui au Renforcement du Pilotage et à l'Encadrement de Proximité de l'Education	-
Programme 2 : Enseignement Pré-scolaire et Primaire	EPP, CAFOP ; COGES ; SNAPS Inspection COGES, IEP ; IGEN primaire DCS		- Prog Dév. Educ., Format° et Insert° Jeunes (Composante Educ. Base)/C2D - Programme Intégré de Pérennisation des Cantines Scolaires (PIPCS) /PAM-CI - Projet éducation de base / UNICEF - Acquisition de manuels scolaires - Réhabilitation Établissements d'enseignement primaire - Projet d'Amélioration de la Prestation des Services dans l'Education (PAPSE) Projet Dév éducatif/Commune	-
Programme 3 : Enseignement Secondaire Général et Technique	Collèges et Lycées d'enseignement général et technique, IGEN secondaire, DET, DOB, CIO		- Projet Dév éducatif/Conseil. Général. - Education de base et Pilotage Projet EF / 2ème C2D - Projet de construction du Lycée d'excellence de Grand Bassam - Programme de construction de collèges et lycées - Rénovation des établissements du second degré - Construction et Equipement de 05 Lycées de Jeunes Filles avec Internats/ BID - Construction et Equipement de 01 Lycée de jeunes filles avec Internat/OFID	-

Programme 4 : Formation Professionnelle	SE-CPP 15 Directions Régionales (DR) ; 18 Directions Départementales (DD). DPEM, DFPI, DECOB, DPDP, DAIP, DFCRSP, UMF, AAP, 59 Etablissements de Formation Professionnelle, publics. DFIQ	IPNETP AGEFOP EIBMA CIDFOR CPNTIC	- Elaboration des référentiels de qualification 415950101 - Opérationnalisation des branches professionnelles - Construction Onze Ets d'Enseignement Technique - Construction et Equipment CDI / CIDFOR - Réhabilitation et Equipment Lycée Hôtelier d'Abidjan - Système Intégré de Gestion du Patrimoine de l'ETFP (SIGPAT) - Formation Professionnelle/Purge des droits Coutumiers - Programme de Réhabilitation d'Etablissements de l'Enseignement Technique et Professionnelle - Rénovation et Equipment des bureaux DR Abj Nord - Formation Professionnelle / 1er C2D - Formation Professionnelle / 2ème C2D - Projet de formation et d'insertion des personnes handicapées - Réhabilitation 3 Lycées Prof (Gagnoa, Ferké, Celia) - Projet Dév Système Formation Professionnelle Partenariat Flux Inverses/BID - Construction et Equipement du Lycée Professionnel de Daloa/Fonds koweïtien PEJEDEC/Convention AGEFOP	-
Programme 5 : Alphabétisation et Education Non Formelle	DAENF		- Stratégie Nationale d'Alphabétisation	-

II.1.2. Performance globale du ministère

Tableau 2 : Performance du ministère

Objectifs Globaux (OG)	Résultats Stratégiques (RS)	Indicateurs de Performance (IP)	Méthode de calcul des indicateurs et source de collecte
OG 1 : Promouvoir une administration moderne et performante	RS1.1 : L'Administration est moderne et performante	IP 1.1.1 : durée moyenne de délivrance des actes produits par la DRH (en jour) IP 1.1.2: taux de couverture des besoins en personnels des services du ministère	Moyenne Besoins satisfaits / besoins exprimés Sources : Rapports d'activités (DRH ; DSPS)
OG 2 : Favoriser l'accès à l'éducation préscolaire et primaire sur toute l'étendue du territoire national	RS 2 : L'éducation préscolaire et primaire est accessible sur toute l'étendue du territoire national	IP 2.1 : Ratio élève-maître au primaire IP 2.3: le taux brut de préscolarisation IP 2.3 : Indice de parité entre les sexes au primaire IP 2.4 : taux d'achèvement au primaire IP 2.5 : Taux de redoublement au primaire	Effectif élève / Effectif enseignant Nombre d'élèves scolarisés dans l'enseignement préscolaire / population scolarisable (âgé de 3 à 5ans). Valeur d'un indicateur donné chez les individus de sexe féminin / valeur du même indicateur chez les individus de sexe masculin Nombre des nouveaux inscrits au CM2 / nombre total des enfants ayant l'âge de 11 ans Nombre des redoublants dans une classe donnée au cours de l'année scolaire n+1 / nombre des élèves qui étaient inscrits dans la même classe au cours de l'année n Sources : Rapports d'activités DSPS

<p>OG 3 : Contribuer à l'accroissement de l'accès au secondaire général et technique</p>	<p>RS 3 : L'accès au secondaire général et technique est accru.</p>	<p>IP 3.1 : Taux de succès au BEPC IP 3.2 : Taux de succès au BAC IP 3.3 : Taux d'accès en seconde IP 3.4 : Taux d'achèvement du 1er cycle du secondaire IP 3.5 : Taux d'achèvement du 2nd cycle du secondaire</p>	<p>Nombre d'élèves admis au BEPC / nombre d'élèves candidats Nombre d'élèves admis au BAC / nombre d'élèves candidats Nombre d'admis en seconde / nombre total en classe de 3ème Nombre d'élèves ayant achevé le 1^{er} cycle du secondaire / Total d'élèves inscrits au 1^{er} cycle. Nombre d'élèves ayant achevé le 2nd cycle du secondaire / nombre total d'élèves inscrits au 2nd cycle du secondaire. Sources : Rapports d'activités DSPS</p>
<p>OG 4 : Développer l'accès et la qualité de la formation professionnelle et favoriser une insertion socioprofessionnelle durable</p>	<p>RS 4 : La formation professionnelle est accessible et de qualité et l'insertion socioprofessionnelle des apprenants est améliorée.</p>	<p>IP 4.1 : Nombre d'infrastructures construites sur la période 2016-2021 (28 à construire) IP 4.2. Proportion des infrastructures Réhabilitées (75 structures à réhabiliter) IP 4.3. Proportion des infrastructures équipées IP 4.4. Taux d'accroissement des effectifs des établissements de la Formation Professionnelle IP 4.5 Proportion des acteurs formés IP 4.6. Proportion de curricula de formation élaboré IP 4.7. Proportion des apprenants ayant bénéficiés d'une aide à l'insertion</p>	<p>Dénombrement Source : Rapports d'activités DSPS Nombre d'infrastructures réhabilitées / Nombre d'infrastructures à réhabiliter. Sources : Rapports d'activités DSPS Nombre d'infrastructures équipées / Nombre d'infrastructures à équiper Evolution du Niveau d'effectifs entre les années n- 1 et n : $(n+1) - n$ / n Source : Rapports d'activités DSPS Nombre d'acteurs formés / nombre d'acteurs à former Nombre de curricula de formation élaboré / nombre de curricula de formation à élaborer Nombre d'apprenants ayant bénéficié d'une aide à l'insertion / nombre total d'apprenants Source de vérification : Cabinet / DFPI /DPEM/DPS/IG</p>
<p>OG 5:Réduire le taux d'analphabétisme en Côte d'Ivoire</p>	<p>RS 5 : Le taux d'analphabétisme en Côte d'Ivoire est réduit.</p>	<p>IP 5.1. Nombre d'enfants hors du système éducatif inscrits dans les classes passerelles IP 5.2 : Proportion des enfants issus des classes passerelles intégrés dans le système éducatif IP 5.3. Proportion de femmes parmi les apprenants IP 5.4 : nombre de textes instituant des centres d'alphabétisation</p>	<p>Dénombrement Nombre d'enfants issus des classes passerelles / nombre d'enfants intégrés dans le système éducatif Nombre de femmes apprenantes / nombre total d'apprenants Dénombrement Sources : Cabinet / DFPI / DPEM / DPS / I G</p>

II.1.3. Financement global du ministère

Tableau 3 : Financement global

En million FCFA	PROJECTIONS DE REFERENCE			MESURES NOUVELLES			PROJECTIONS FINALES		
	2019	2020	2021	2019	2020	2021	2019	2020	2021
1. RESSOURCES	1 048 931,62	1 045 256,55	1 023 723,73	0,00	0,00	0,00	1 048 931,62	1 045 256,55	1 023 723,73
1.1 Ressources Intérieures	1 010 460,72	1 014 477,55	1 014 361,63	0,00	0,00	0,00	1 010 460,72	1 014 477,55	1 014 361,63
1.1.1 Budget Etat	1 010 460,72	1 014 477,55	1 014 361,63	0,00	0,00	0,00	1 010 460,72	1 014 477,55	1 014 361,63
1.1.2 Recettes propres (structures)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1.2 Ressources Extérieures	38 470,90	30 779,00	9 362,10	0,00	0,00	0,00	38 470,90	30 779,00	9 362,10
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	38 470,90	30 779,00	9 362,10	0,00	0,00	0,00	38 470,90	30 779,00	9 362,10
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2. CHARGES	1 048 931,62	1 045 256,55	1 023 723,73	0,00	0,00	0,00	1 048 931,62	1 045 256,55	1 023 723,73
2.1 Personnel	776 450,68	799 744,20	799 744,20	0,00	0,00	0,00	776 450,68	799 744,20	799 744,20
2.1.1 Solde y compris EPN	776 450,68	799 744,20	799 744,20	0,00	0,00	0,00	776 450,68	799 744,20	799 744,20
2.1.2 Contractuels hors solde	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2.2 Biens et services	43 282,84	44 604,12	44 580,00	0,00	0,00	0,00	43 282,84	44 604,12	44 580,00
2.3 Transferts	144 544,40	148 880,73	148 880,73	0,00	0,00	0,00	144 544,40	148 880,73	148 880,73
2.4 Investissements*	84 653,70	52 027,50	30 518,80	0,00	0,00	0,00	84 653,70	52 027,50	30 518,80
Trésor	46 182,80	21 248,50	21 156,70	0,00	0,00	0,00	46 182,80	21 248,50	21 156,70
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	38 470,90	30 779,00	9 362,10	0,00	0,00	0,00	38 470,90	30 779,00	9 362,10

II.2. Projets Annuels De Performance (PAP) par programme

II.2.1. Programme 1 : Administration Générale

II.2.1.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 1 : Administration Générale	Action 1.1: Coordination et animation
	Action 1.2 : Planification, programmation et suivi-évaluation
	Action 1.3: Information et communication
	Action 1.4: Gestion des ressources humaines, financières et matérielles

II.2.1.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 1 : Administration Générale						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de Référence 2017	Cibles			Méthode de calcul et moyens de verification
			2019	2020	2021	
OS 1 : Améliorer le cadre institutionnel du secteur	Taux de couverture des besoins en personnels des services du ministère	ND	ND	ND	ND	Besoins satisfaits / besoins exprimés Source : Rapports d'activités (DRH ; DSPS)
OS 2 : Améliorer la gestion des ressources humaines	La durée moyenne de délivrance des actes produits par la DRH (en jour)	20	5	2	2	Dénombrement Source Rapports d'activités (DRH ; DSPS)

II.2.1.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

En million FCFA		Projections		
		2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GENERALE		28 860,41	24 203,08	24 236,18
Personnel		0,00	0,00	0,00
Biens et services		10 910,54	11 236,54	11 236,54
Transferts		11 812,17	12 166,54	12 166,54
Investissements		6 137,70	800,00	833,10
Trésor		437,70	800,00	833,10
Financement extérieur (Dons/Emprunts)		5 700,00	0,00	0,00

Tableau 7: Budget détaillé du programme

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GENERALE									
Action 1: Coordination et animation									
S/Total action1	19 241,48	20 464,11	20 497,21	0,00	0,00	0,00	19 241,48	20 464,11	20 497,21
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	7 279,31	7 497,57	7 497,57	0,00	0,00	0,00	7 279,31	7 497,57	7 497,57
Transferts	11 812,17	12 166,54	12 166,54	0,00	0,00	0,00	11 812,17	12 166,54	12 166,54
Investissements	150,00	800,00	833,10	0,00	0,00	0,00	150,00	800,00	833,10
Trésor	150,00	800,00	833,10	0,00	0,00	0,00	150,00	800,00	833,10
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	7 279,31	7 497,57	7 497,57	0,00	0,00	0,00	7 279,31	7 497,57	7 497,57
Activité 1101 : Coordonner les activités du ministère au niveau central	86,37	88,96	88,96	0,00	0,00	0,00	86,37	88,96	88,96
Activité 1102 : Coordonner et Animer les activités du Ministère au niveau déconcentré (DRENET ET DDENET...)	197,95	203,88	203,88	0,00	0,00	0,00	197,95	203,88	203,88
Activité 1103 : Organiser les examens et concours (DECO/MENET)	30,54	31,46	31,46	0,00	0,00	0,00	30,54	31,46	31,46
Activité 1104 : Prendre en charge les factures des structures centrales du MENETFP (Eau, Electricité, Téléphone,...)	6 633,19	6 832,19	6 832,19	0,00	0,00	0,00	6 633,19	6 832,19	6 832,19
Activité 1105 : Prendre en charge le fonctionnement de la résidence du Ministre	4,00	4,00	4,00	0,00	0,00	0,00	4,00	4,00	4,00
Activité 1106: Recruter des experts pour assister le Cabinet (REGIE CONVENTION BNEDT)	141,93	146,19	146,19	0,00	0,00	0,00	141,93	146,19	146,19

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GENERALE									
Activité 1107 : Elaborer les stratégies relatives à l'Enseignement Technique et la Formation Professionnelle	2,77	2,85	2,85	0,00	0,00	0,00	2,77	2,85	2,85
Activité 1108: Gérer et suivre la mise en œuvre des activités pédagogiques et assurer la formation continue des personnels enseignants et d'encadrement	114,12	117,55	117,55	0,00	0,00	0,00	114,12	117,55	117,55
Activité 1109 : Mettre en œuvre les activités relatives à la promotion de l'entrepreneuriat et de la vie scolaire dans ses dimensions éducative, culturelle, sociale et sportive	43,52	44,83	44,83	0,00	0,00	0,00	43,52	44,83	44,83
Activité 1110 : Mettre en œuvre des actions sociales et sanitaires au bénéfice des acteurs du Ministère	7,96	8,20	8,20	0,00	0,00	0,00	7,96	8,20	8,20
Activité 1111 : Renforcer les capacités des enseignants à l'utilisation des matériels scientifiques	16,95	17,46	17,46	0,00	0,00	0,00	16,95	17,46	17,46
Transferts	11 812,17	12 166,54	12 166,54	0,00	0,00	0,00	11 812,17	12 166,54	12 166,54
Activité 1112: Prendre en charge l'assistance technique apportée par le BNETD	22,34	23,01	23,01	0,00	0,00	0,00	22,34	23,01	23,01
Activité 1113: Coordonner les activités relatives aux examens et concours de l'éducation nationale	11 789,84	12 143,53	12 143,53	0,00	0,00	0,00	11 789,84	12 143,53	12 143,53
Investissements	150,00	800,00	833,10	0,00	0,00	0,00	150,00	800,00	833,10
Trésor	150,00	800,00	833,10	0,00	0,00	0,00	150,00	800,00	833,10
Activité 1115: Construire et Equiper 7 coordinations régionales de l'Inspection Générale, Améliorer le système d'information, Réviser et mettre en place les outils de contrôle et suivi, Renforcer les capacités	150,00	800,00	833,10	0,00	0,00	0,00	150,00	800,00	833,10
Action 2: Planification, programmation et suivi-évaluation									
S/Total action2	646,99	523,37	523,37	0,00	0,00	0,00	646,99	523,37	523,37
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	509,29	523,37	523,37	0,00	0,00	0,00	509,29	523,37	523,37
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	137,70	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	137,70	0,00	0,00
Trésor	137,70	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	137,70	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	509,29	523,37	523,37	0,00	0,00	0,00	509,29	523,37	523,37
Activité 1201 : Planifier, programmer, suivre et évaluer les programmes, les projets du MENET et la carte scolaire (DSPA MENET)	33,22	34,22	34,22	0,00	0,00	0,00	33,22	34,22	34,22
Activité 1202 : Produire l'annuaire statistique du MENET	57,02	58,73	58,73	0,00	0,00	0,00	57,02	58,73	58,73

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GENERALE									
Activité 1203 : Elaborer, suivre et évaluer la mise en œuvre du DPPD-PAP du MENETFP	40,00	40,00	40,00	0,00	0,00	0,00	40,00	40,00	40,00
Activité 1204 : Suivre l'insertion des formés et déterminer le niveau de satisfaction des entreprises (DAF/Dispositif de suivi) FP	31,02	31,96	31,96	0,00	0,00	0,00	31,02	31,96	31,96
Activité 1205 : Suivre et évaluer le Plan Sectoriel de l'Education (TASK-FORCE MENET)	31,16	32,10	32,10	0,00	0,00	0,00	31,16	32,10	32,10
Activité 1206 : Coordonner, suivre et évaluer les projets à financements extérieurs	190,77	196,49	196,49	0,00	0,00	0,00	190,77	196,49	196,49
Activité 1207 : Mettre en œuvre les activités relatives à l'élaboration des textes juridiques et à la gestion des contentieux administratifs et judiciaires du ministère	20,48	21,09	21,09	0,00	0,00	0,00	20,48	21,09	21,09
Activité 1208 : Coordonner et suivre la gestion administrative des structures d'enseignement privé	6,73	6,93	6,93	0,00	0,00	0,00	6,73	6,93	6,93
Activité 1209 : Evaluer les acquis et les compétences des élèves	27,19	28,00	28,00	0,00	0,00	0,00	27,19	28,00	28,00
Activité 1210 : Coordonner, suivre et évaluer les activités des Comités de Gestion des Etablissements Scolaires	24,83	25,58	25,58	0,00	0,00	0,00	24,83	25,58	25,58
Activité 1211 : Suivre, évaluer et contrôler toutes les structures centrales du Ministère	46,88	48,28	48,28	0,00	0,00	0,00	46,88	48,28	48,28
Investissements	137,70	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	137,70	0,00	0,00
Trésor	137,70	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	137,70	0,00	0,00
Activité 1212 : GéO référencer toutes les infrastructures Scolaires	47,70	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	47,70	0,00	0,00
Activité 1213 : Collecter les données statistiques du MENET	90,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	90,00	0,00	0,00
Action 3 : Information et communication									
S/Total action3	172,30	177,47	177,47	0,00	0,00	0,00	172,30	177,47	177,47
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	172,30	177,47	177,47	0,00	0,00	0,00	172,30	177,47	177,47
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	172,30	177,47	177,47	0,00	0,00	0,00	172,30	177,47	177,47
Activité 1301: Réaliser les activités de communication, de documentation et d'archivage du MENETFP	8,57	8,82	8,82	0,00	0,00	0,00	8,57	8,82	8,82
Activité 1302 : Développer et piloter un système intégré d'information global du MENET (CRI, DTSI MENET)	36,48	37,57	37,57	0,00	0,00	0,00	36,48	37,57	37,57

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GENERALE									
Activité 1303 : Organiser les journées promotionnelles de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle (FP)	42,43	43,70	43,70	0,00	0,00	0,00	42,43	43,70	43,70
Activité 1304 : Promouvoir l'accès des filles à l'Enseignement Technique et à la formation professionnelle notamment dans les filières industrielles	2,11	2,18	2,18	0,00	0,00	0,00	2,11	2,18	2,18
Activité 1305 : Produire un magazine d'information sur l'école ivoirienne	19,78	20,37	20,37	0,00	0,00	0,00	19,78	20,37	20,37
Activité 1306 : Mettre en œuvre les activités de préparatoire de la rentrée scolaire (Cabinet)	4,04	4,17	4,17	0,00	0,00	0,00	4,04	4,17	4,17
Activité 1307 : Mettre en œuvre les activités relatives à la promotion du dialogue social et à la gestion des crises entre les membres de la communauté éducative	6,38	6,57	6,57	0,00	0,00	0,00	6,38	6,57	6,57
Activité 1308 : Organiser le Festival National des Arts et de la Culture en Milieu Scolaire	52,52	54,09	54,09	0,00	0,00	0,00	52,52	54,09	54,09
Action 4 : Gestion des ressources humaines, financières et matérielles									
S/Total action4	8 799,64	3 038,13	3 038,13	0,00	0,00	0,00	8 799,64	3 038,13	3 038,13
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	2 949,64	3 038,13	3 038,13	0,00	0,00	0,00	2 949,64	3 038,13	3 038,13
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	5 850,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 850,00	0,00	0,00
Trésor	150,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	150,00	0,00	0,00
Financement extérieur	5 700,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 700,00	0,00	0,00
Biens et services	2 949,64	3 038,13	3 038,13	0,00	0,00	0,00	2 949,64	3 038,13	3 038,13
Activité 1401 : Elaborer, exécuter et suivre les budgets programmes, Superviser les acquisitions, veiller à la régularité des dépenses des structures centrales (DAF/MENET)	127,53	131,36	131,36	0,00	0,00	0,00	127,53	131,36	131,36
Activité 1402 : Gérer et entretenir le patrimoine immobilier, mobilier et toutes acquisitions des structures centrales (MENET);	523,47	539,18	539,18	0,00	0,00	0,00	523,47	539,18	539,18
Activité 1403 : Superviser les acquisitions, veillées à la régularité des dépenses de structures déconcentrées (AAC MENET)	43,09	44,38	44,38	0,00	0,00	0,00	43,09	44,38	44,38
Activité 1404 : Gérer les ressources humaines du MENETFP	93,96	96,78	96,78	0,00	0,00	0,00	93,96	96,78	96,78
Activité 1405 : Organiser la séance de la commission nationale d'affectation et mutation des agents du Ministère	8,08	8,33	8,33	0,00	0,00	0,00	8,08	8,33	8,33
Activité 1406 : Améliorer le processus de passation des marchés des projets relatifs à la formation professionnelle	8,33	8,58	8,58	0,00	0,00	0,00	8,33	8,58	8,58
Activité 1407 : Prendre en charge les frais de transport et les indemnités des missions et les conférences en Côte d'Ivoire	40,00	41,20	41,20	0,00	0,00	0,00	40,00	41,20	41,20

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GENERALE									
Activité 1408 : Prendre en charge les frais de transport et les indemnités des missions et les conférences hors Côte d'Ivoire	86,57	89,17	89,17	0,00	0,00	0,00	86,57	89,17	89,17
Activité 1409 : Gérer et entretenir le patrimoine, immobilier, mobilier et toutes acquisitions des structures centrales {DAF GDC du METFP} FP	652,36	671,93	671,93	0,00	0,00	0,00	652,36	671,93	671,93
Activité 1410 : Rémunérer les prestataires au profit des Agents journaliers	1 365,59	1 406,56	1 406,56	0,00	0,00	0,00	1 365,59	1 406,56	1 406,56
Activité 1411 : Organiser des cérémonies de décoration des agents du ministère de l'éducation nationale	0,65	0,67	0,67	0,00	0,00	0,00	0,65	0,67	0,67
Investissements	5 850,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 000,00	0,00	0,00
Trésor	150,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	150,00	0,00	0,00
Activité 1413: Projet d'Amélioration de la Prestation des Services dans l'Education (PAPSE)	150,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	150,00	0,00	0,00
Financement extérieur	5 700,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 700,00	0,00	0,00
Activité 1413: Projet d'Amélioration de la Prestation des Services dans l'Education (PAPSE)	5 700,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 700,00	0,00	0,00
TOTAL DU PROGRAMME 1	28 860,41	24 203,08	24 236,18	0,00	0,00	0,00	28 860,41	24 203,08	24 236,18

II.2.2. Programme 2 : Enseignement Préscolaire et Primaire

II.2.2.1. Stratégie du programme

Tableau 4. : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 2 : Enseignement Préscolaire et Primaire	Action 2.1 : Gestion des écoles préscolaires et primaires
	Action 2.2: Suivi pédagogique, contrôle et évaluation du préscolaire et du primaire
	Action 2.3 : Formation initiale des enseignants du préscolaire et du primaire
	Action 2.4 : Construction, réhabilitation et équipement des infrastructures du préscolaire et du primaire

II.2.2.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 2 : Enseignement Préscolaire et Primaire						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de Référence	Cibles			Méthode de calcul et moyens de vérification
		2017	2019	2020	2021	
OS 1 : Améliorer la qualité de l'éducation préscolaire et primaire	Ratio élève-maître	43	42,2	41,7	41,2	Effectif élèves / Effectif enseignants Source : Rapports d'activités DSPS
	Taux de succès au CEPE	80,98%	85%	88%	90%	Nombre d'élèves admis au CEPE / nombre de candidats Source : Rapports d'activités DSPS
	Nombre d'heures de cours hebdomadaires dispensés par les enseignants du secondaire 1er cycle (Norme : 21h)	14	16,6	17,1	17,6	Dénombrement Source : Rapports d'activités (DRH ; DSPS)
OS 2 : Améliorer l'accès à l'éducation préscolaire et primaire	Taux brut de préscolarisation	8,80%	10,4%	12,4%	14,30%	Nombre d'élèves scolarisés dans l'enseignement préscolaire / la population scolarisable (âgé de 3 à 5 ans) Source : Rapports d'activités DSPS
	Indice de parité entre les sexes au primaire	0,97	0,98	0,99	1	Valeur d'un indicateur donné chez les individus de sexe féminin / valeur du même indicateur chez les individus de sexe masculin Source : Rapports d'activités DSPS
	Taux d'achèvement au primaire	75,10%	82%	85%	88%	Nouveaux inscrits au CM2 / nombre total des enfants ayant l'âge de 11 ans Source : Rapports d'activités DSPS
	Taux brut de scolarisation au primaire	104,60%	114,7%	114,8%	115%	Nombre des élèves inscrits dans un niveau d'enseignement, quel que soit leur âge, / la population ayant l'âge officiel de scolarisation du même niveau d'éducation Source : Rapports d'activités DSPS
	Taux de redoublement au primaire	11%	10%	10%	9,50%	Nombre des redoublants dans une classe donnée au cours de l'année scolaire n / nombre des élèves qui étaient inscrits dans la même classe au cours de l'année scolaire précédente n-1. Source : Rapports d'activités DSPS

II.2.2.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

En million FCFA		Projections		
		2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 2 : ENSEIGNEMENT PRESCOLAIRE ET PRIMAIRE		553 001,60	580 332,24	577 672,94
	Personnel	507 048,70	522 260,16	522 260,16
	Biens et services	21 383,83	22 025,34	22 025,34
	Transferts	12 656,35	13 036,04	13 036,04
	Investissements	11 912,72	23 010,70	20 351,40
	Trésor	7 912,72	13 148,50	10 989,30
	Financement extérieur (Dons/Emprunts)	4 000,00	9 862,20	9 362,10

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 2 : ENSEIGNEMENT PRESCOLAIRE ET PRIMAIRE									
Action 1: Gestion des écoles préscolaires et primaires									
S/Total action1	537 343,22	566 014,11	563 315,61	0,00	0,00	0,00	537 343,22	566 014,11	563 315,61
Personnel	507 048,70	522 260,16	522 260,16	0,00	0,00	0,00	507 048,70	522 260,16	522 260,16
Biens et services	13 038,17	13 429,31	13 429,31	0,00	0,00	0,00	13 038,17	13 429,31	13 429,31
Transferts	10 656,35	10 976,04	10 976,04	0,00	0,00	0,00	10 656,35	10 976,04	10 976,04
Investissements	6 600,00	19 348,60	16 650,10	0,00	0,00	0,00	6 600,00	19 348,60	16 650,10
Trésor	2 600,00	12 848,50	10 650,10	0,00	0,00	0,00	2 600,00	12 848,50	10 650,10
Financement extérieur	4 000,00	6 500,10	6 000,00	0,00	0,00	0,00	4 000,00	6 500,10	6 000,00
Personnel	507 048,70	522 260,16	522 260,16	0,00	0,00	0,00	507 048,70	522 260,16	522 260,16
Activité 2101 Prendre en charge les salaires des personnels du préscolaire et primaire	507 048,70	522 260,16	522 260,16	0,00	0,00	0,00	507 048,70	522 260,16	522 260,16
Biens et services	13 038,17	13 429,31	13 429,31	0,00	0,00	0,00	13 038,17	13 429,31	13 429,31
Activité 2102: Coordonner le fonctionnement des écoles préscolaires et primaires	841,66	866,91	866,91	0,00	0,00	0,00	841,66	866,91	866,91
Activité 2103 : Exécuter le programme d'installation, d'extension et de suivi des cantines scolaires	87,56	90,19	90,19	0,00	0,00	0,00	87,56	90,19	90,19
Activité 2104: Acquérir et distribuer les kits scolaires	12 000,00	12 360,00	12 360,00	0,00	0,00	0,00	12 000,00	12 360,00	12 360,00
Activité 2105 Promouvoir l'enseignement des langues maternelles au primaire (Gestion Ecole Intégrée)	28,65	29,51	29,51	0,00	0,00	0,00	28,65	29,51	29,51
Activité 2106: Mettre en œuvre les activités relatives à l'amélioration du taux d'achèvement des filles dans le primaire	80,29	82,70	82,70	0,00	0,00	0,00	80,29	82,70	82,70
Transferts	10 656,35	10 976,04	10 976,04	0,00	0,00	0,00	10 656,35	10 976,04	10 976,04
Activité 2107 : Animer les COGES des écoles primaires publiques	1 300,00	1 339,00	1 339,00	0,00	0,00	0,00	1 300,00	1 339,00	1 339,00
Activité 2108: Subventionner les écoles primaires privées	9 356,35	9 637,04	9 637,04	0,00	0,00	0,00	9 356,35	9 637,04	9 637,04
Investissements	6 600,00	19 348,60	16 650,10	0,00	0,00	0,00	6 600,00	19 348,60	16 650,10
Trésor	2 600,00	12 848,50	10 650,10	0,00	0,00	0,00	2 600,00	12 848,50	10 650,10
Activité 2109: Acquérir et distribuer les denrées alimentaires	2 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 600,00	0,00	0,00
Activité 2110: Equipement en Mallettes Pédagogiques des EPP	0,00	1 000,00	650,10	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00	650,10
Activité 2111: Acquisition de manuels scolaires	0,00	11 848,50	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 848,50	10 000,00

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 2 : ENSEIGNEMENT PRESCOLAIRE ET PRIMAIRE									
Financement extérieur	4 000,00	6 500,10	6 000,00	0,00	0,00	0,00	4 000,00	6 500,10	6 000,00
Activité 2109: Acquérir et distribuer les denrées alimentaires	4 000,00	6 500,10	6 000,00	0,00	0,00	0,00	4 000,00	6 500,10	6 000,00
Action 2: Suivi pédagogique, contrôle et évaluation du préscolaire et du primaire									
S/Total action2	739,40	761,58	761,58	0,00	0,00	0,00	739,40	761,58	761,58
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	739,40	761,58	761,58	0,00	0,00	0,00	739,40	761,58	761,58
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	739,40	761,58	761,58	0,00	0,00	0,00	739,40	761,58	761,58
Activité 2201: Coordonner et animer les activités des IEPP	712,98	734,37	734,37	0,00	0,00	0,00	712,98	734,37	734,37
Activité 2202: Coordonner, suivre et évaluer les activités relatives au préscolaire et primaire	26,42	27,21	27,21	0,00	0,00	0,00	26,42	27,21	27,21
Action 3 : Formation initiale des enseignants du préscolaire et du primaire									
S/Total action3	7 606,26	7 834,45	7 834,45	0,00	0,00	0,00	7 606,26	7 834,45	7 834,45
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	7 606,26	7 834,45	7 834,45	0,00	0,00	0,00	7 606,26	7 834,45	7 834,45
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	7 606,26	7 834,45	7 834,45	0,00	0,00	0,00	7 606,26	7 834,45	7 834,45
Activité 2301 : Coordonner et animer les activités des CAFOP	1 590,98	1 638,71	1 638,71	0,00	0,00	0,00	1 590,98	1 638,71	1 638,71
Activité 2302 : Prendre en charge les pécules des stagiaires des CAFOP	6 015,28	6 195,74	6 195,74	0,00	0,00	0,00	6 015,28	6 195,74	6 195,74

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 2 : ENSEIGNEMENT PRESCOLAIRE ET PRIMAIRE									
Action 4 : Construction, réhabilitation et équipement des infrastructures du préscolaire et du primaire									
S/Total action4	7 312,72	5 722,10	5 761,30	0,00	0,00	0,00	7 312,72	5 722,10	5 761,30
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Transferts	2 000,00	2 060,00	2 060,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00	2 060,00	2 060,00
Investissements	5 312,72	3 662,10	3 701,30	0,00	0,00	0,00	5 312,72	3 662,10	3 701,30
Trésor	5 312,72	300,00	339,20	0,00	0,00	0,00	5 312,72	300,00	339,20
Financement extérieur	0,00	3 362,10	3 362,10	0,00	0,00	0,00	0,00	3 362,10	3 362,10
Transferts	2 000,00	2 060,00	2 060,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00	2 060,00	2 060,00
Activité 2401: Acquérir et distribuer des manuels scolaires aux élèves du primaire public	1 000,00	1 030,00	1 030,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00	1 030,00	1 030,00
Activité 2402: Equiper les écoles primaires publiques en Mallettes Pédagogiques	1 000,00	1 030,00	1 030,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00	1 030,00	1 030,00
Investissements	5 312,72	3 662,10	3 701,30	0,00	0,00	0,00	5 312,72	3 662,10	3 701,30
Trésor	5 312,72	300,00	339,20	0,00	0,00	0,00	5 312,72	300,00	339,20
Activité 2403 : Transférer aux communes les ressources financières pour construire, réhabiliter et équiper les infrastructures du préscolaire et primaire	5 068,72	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 068,72	0,00	0,00
Activité 2405 : Coordonner les activités de la cellule du Projet éducation de base / UNICEF	20,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20,00	0,00	0,00
Activité 2407 : Réhabiliter les établissements d'enseignement primaire	184,00	300,00	339,20	0,00	0,00	0,00	184,00	300,00	339,20
Activité 2409: Construire et équiper des infrastructures scolaires	40,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	40,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	3 362,10	3 362,10	0,00	0,00	0,00	0,00	3 362,10	3 362,10
Activité 2405 : Coordonner les activités de la cellule du Projet éducation de base / UNICEF	0,00	3 362,10	3 362,10	0,00	0,00	0,00	0,00	3 362,10	3 362,10
TOTAL DU PROGRAMME 2	553 001,60	580 332,24	577 672,94	0,00	0,00	0,00	553 001,60	580 332,24	577 672,94

II.2.3. Programme 3 : Enseignement Secondaire Général et Technique

II.2.3.1. Stratégie du programme

Tableau 4. Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 3 : Enseignement Secondaire Général et Technique	Action 3.1: Gestion des établissements du secondaire général du premier et du second cycle
	Action 3.2: Gestion des établissements du secondaire technique
	Action 3.3 : Construction, réhabilitation et équipement des infrastructures du secondaire général et technique

II.2.3.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 3 : Enseignement Secondaire Général et Technique						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de Référence 2017	Cibles			Méthode de calcul et moyens de vérification
			2019	2020	2021	
OS 1 : Améliorer la qualité de l'enseignement secondaire général et technique	Taux de succès au BEPC	60,08%	61,58%	62,34%	70%	Nombre d'élèves admis au BEPC / nombre d'élèves candidats. Source : Rapports d'activités DSPTS
	Taux de succès au BAC	44 ,97%	51,01%	54,33%	55%	Nombre d'élèves admis au BAC / nombre d'élèves candidats Source : Rapports d'activités DSPTS
	Taux d'accès en seconde	33,88%	39,13%	44,2%	47%	Nombre des nouveaux élèves en première année, quel que soit leur âge / nombre total des enfants ayant l'âge officiel d'entrée à l'école Source : Rapports d'activités DSPTS
OS .2. Améliorer l'accès à l'enseignement secondaire général et technique	Taux brut de scolarisation au 1 ^{er} cycle du secondaire	63,5%	66%	69%	72%	Nombre des élèves (ou étudiants) inscrits dans un niveau d'enseignement, quel que soit leur âge / la population ayant l'âge officiel de scolarisation du même niveau d'éducation Source : Rapports d'activités DSPTS
	Taux brut de scolarisation au 2 nd cycle du secondaire	28,40%	30%	32%	35%	Nombre des élèves (ou étudiants) inscrits dans un niveau d'enseignement, quel que soit leur âge / la population ayant l'âge officiel de scolarisation du même niveau d'éducation Source : Rapports d'activités DSPTS
	Taux d'achèvement du 1 ^{er} cycle du secondaire	49,3%	51%	54%	58%	Nombre de nouveaux inscrits en 3 ^{ème} / nombre total des élèves ayant l'âge de 15 ans Source : Rapports d'activités DSPTS
	Taux d'achèvement du 2 nd cycle du secondaire	23,30%	25%	30%	33%	Nombre de nouveaux inscrits en Tle / nombre total des élèves ayant l'âge de 18 ans. Source : Rapports d'activités DSPTS

II.2.3.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

En million FCFA		Projections		
		2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 3 : ENSEIGNEMENT SECONDAIRE GENERAL ET TECHNIQUE		368 956,11	358 681,72	337 742,82
	Personnel	233 566,86	240 573,87	240 573,87
	Biens et services	9 143,97	9 440,38	9 418,29
	Transferts	85 194,83	87 750,67	87 750,67
	Investissements	41 050,46	20 916,80	0,00
	Trésor	23 050,46	0,00	0,00
	Financement extérieur (Dons/Emprunts)	18 000,00	20 916,80	0,00

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 3 : ENSEIGNEMENT SECONDAIRE GENERAL ET TECHNIQUE									
Action 1: Gestion des établissements du secondaire général du premier et du second cycle									
S/Total action1	318 558,56	328 137,41	328 115,31	0,00	0,00	0,00	318 558,56	328 137,41	328 115,31
Personnel	233 566,86	240 573,87	240 573,87	0,00	0,00	0,00	233 566,86	240 573,87	240 573,87
Biens et services	7 169,10	7 406,26	7 384,17	0,00	0,00	0,00	7 169,10	7 406,26	7 384,17
Transferts	77 822,60	80 157,28	80 157,28	0,00	0,00	0,00	77 822,60	80 157,28	80 157,28
Investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Personnel	233 566,86	240 573,87	240 573,87	0,00	0,00	0,00	233 566,86	240 573,87	240 573,87
Activité 3101 : Prendre en charge les salaires des personnels de l'enseignement secondaire	233 566,86	240 573,87	240 573,87	0,00	0,00	0,00	233 566,86	240 573,87	240 573,87
Biens et services	7 169,10	7 406,26	7 384,17	0,00	0,00	0,00	7 169,10	7 406,26	7 384,17
Activité 3102 : Coordonner et animer les activités d'encadrement et d'enseignement dans les Lycées et Collèges	5 829,98	6 026,97	6 004,87	0,00	0,00	0,00	5 829,98	6 026,97	6 004,87
Activité 3103 : Coordonner et animer les activités d'orientation, d'attribution et de renouvellement des bourses	15,73	16,20	16,20	0,00	0,00	0,00	15,73	16,20	16,20

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 3 : ENSEIGNEMENT SECONDAIRE GENERAL ET TECHNIQUE									
Activité 3104 : Coordonner et animer les activités d'orientation au niveau des structures déconcentrées	36,03	37,11	37,11	0,00	0,00	0,00	36,03	37,11	37,11
Activité 3105 : Organiser les commissions d'orientation et procéder aux attributions et renouvellement des bourses	163,45	168,35	168,35	0,00	0,00	0,00	163,45	168,35	168,35
Activité 3106 : Coordonner, suivre et évaluer les activités d'enseignement secondaire	18,44	19,00	19,00	0,00	0,00	0,00	18,44	19,00	19,00
Activité 3107 : Organiser des missions de contrôle des effectifs des élèves affectés dans le privé	5,47	5,63	5,63	0,00	0,00	0,00	5,47	5,63	5,63
Activité 3108 : Prendre en charge les bourses des élèves des établissements du secondaire général en CI	1 100,00	1 133,00	1 133,00	0,00	0,00	0,00	1 100,00	1 133,00	1 133,00
Transferts	77 822,60	80 157,28	80 157,28	0,00	0,00	0,00	77 822,60	80 157,28	80 157,28
Activité 3109 : Prendre en charge les frais de scolarité des élèves affectés dans les établissements du secondaire général privé	77 822,60	80 157,28	80 157,28	0,00	0,00	0,00	77 822,60	80 157,28	80 157,28
Action 2: Gestion des établissements du secondaire technique									
S/Total action2	9 347,10	9 627,51	9 627,51	0,00	0,00	0,00	9 347,10	9 627,51	9 627,51
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	1 974,87	2 034,12	2 034,12	0,00	0,00	0,00	1 974,87	2 034,12	2 034,12
Transferts	7 372,23	7 593,39	7 593,39	0,00	0,00	0,00	7 372,23	7 593,39	7 593,39
Investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	1 974,87	2 034,12	2 034,12	0,00	0,00	0,00	1 974,87	2 034,12	2 034,12
Activité 3201: Coordonner et animer les activités des Lycées Techniques	50,89	52,42	52,42	0,00	0,00	0,00	50,89	52,42	52,42
Activité 3202: Coordonner, suivre et évaluer les activités des établissements d'enseignement secondaire	2,00	2,06	2,06	0,00	0,00	0,00	2,00	2,06	2,06
Activité 3203 : Prendre en charge les bourses des élèves des établissements du secondaire technique en CI	1 921,98	1 979,64	1 979,64	0,00	0,00	0,00	1 921,98	1 979,64	1 979,64
Transfert	7 372,23	7 593,39	7 593,39	0,00	0,00	0,00	7 372,23	7 593,39	7 593,39
Activité 3204: Prendre en charge les frais de scolarité des élèves affectés dans les établissements du secondaire technique privé	7 372,23	7 593,39	7 593,39	0,00	0,00	0,00	7 372,23	7 593,39	7 593,39

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 3 : ENSEIGNEMENT SECONDAIRE GENERAL ET TECHNIQUE									
Action 3 : Construction, réhabilitation et équipement des infrastructures du secondaire général et technique									
S/Total action3	41 050,46	20 916,80	0,00	0,00	0,00	0,00	41 050,46	20 916,80	0,00
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	41 050,46	20 916,80	0,00	0,00	0,00	0,00	41 050,46	20 916,80	0,00
Trésor	23 050,46	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	23 050,46	0,00	0,00
Financement extérieur	18 000,00	20 916,80	0,00	0,00	0,00	0,00	18 000,00	20 916,80	0,00
Investissements	41 050,46	20 916,80	0,00	0,00	0,00	0,00	41 050,46	20 916,80	0,00
Trésor	23 050,46	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	23 050,46	0,00	0,00
Activité 3301 : Appuyer les régions et les districts pour la construction, la réhabilitation et l'équipement des infrastructures secondaires	12 555,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 555,60	0,00	0,00
Activité 3303 : Construire des lycées et collèges	7 809,86	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 809,86	0,00	0,00
Activité 3305 : Construire et Equiper 05 Lycées de Jeunes Filles avec Internats/BID	328,13	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	328,13	0,00	0,00
Activité 3306 : Construire et Equiper 01 Lycée de jeunes filles avec Internat/OFID	156,87	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	156,87	0,00	0,00
Activité 3307 : Construire et Equiper le Lycée d'excellence de Grand Bassam	200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	200,00	0,00	0,00
Activité 3308 : Construire et équiper 200 Collèges de proximité	2 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00	0,00	0,00
Financement extérieur	18 000,00	20 916,80	0,00	0,00	0,00	0,00	18 000,00	20 916,80	0,00
Activité 3305 : Construire et Equiper 05 Lycées de Jeunes Filles avec Internats/BID	10 000,00	14 404,70	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00	14 404,70	0,00
Activité 3306 : Construire et Equiper 01 Lycée de jeunes filles avec Internat/OFID	3 000,00	3 295,50	0,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00	3 295,50	0,00
Activité 3307 : Construire et Equiper le Lycée d'excellence de Grand Bassam	5 000,00	3 216,60	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00	3 216,60	0,00
TOTAL DU PROGRAMME 3	283 964,42	271 118,17	250 201,37	0,00	0,00	0,00	283 964,42	271 118,17	250 201,37

II.2.4. Programme 4 : Enseignement Secondaire Général et Technique

II.2.4.1. Stratégie du programme

Tableau 4. : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 4 : Formation Professionnelle	Action 4.1 : Modernisation de la formation professionnelle initiale et continue
	Action 4.2 : Construction, réhabilitation et équipement des structures de formation professionnelle
	Action 4.3 : Développement de la formation professionnelle qualifiante et de l'apprentissage

II.2.4.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 4 : Formation professionnelle						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de Référence 2017	Cibles			Méthode de calcul et moyens de vérification
			2019	2020	2021	
OS 1 : Améliorer le cadre institutionnel et réglementaire du secteur de la Formation Professionnelle	Nombre d'infrastructures construites sur la période 2016-2021 (28 à construire)	4/28	15/28	20/28	28/28	Dénombrement Sources : Cabinet / DFPI /DPEM/DPS/IG
	Proportion des infrastructures Réhabilitées (75 structures à réhabiliter)	6,7%	56%	76%	100%	Nombre d'infrastructures réhabilitées / Nombre d'infrastructures à réhabiliter Sources : Cabinet / DFPI /DPEM/DPS/IG
	Proportion des infrastructures équipées	6,7%	56%	76%	100%	Nombre d'infrastructures équipées / Nombre d'infrastructures à équiper Sources : Cabinet / DFPI /DPEM/DPS/IG
	Taux d'accroissement des effectifs des établissements de la Formation Professionnelle	5%	20%	25%	30%	Évolution du Niveau d'effectifs entre les années n- 1 et n : ((n+1) – n)/n Sources : Cabinet / DFPI /DPEM/DPS/IG
OS 2 : Administrer une Formation Professionnelle de qualité à un plus grand nombre de demandeurs en vue de faciliter leur accès à l'enseignement supérieur.	Proportion des acteurs formés	10%	50%	75%	100%	Nombre d'acteurs du système formés / nombre total des acteurs du système Enquête de routine Sources : Cabinet / DFPI /DPEM/DPS/IG
	Proportion de curricula de formation élaboré	10%	40%	60%	80%	Nombre de curricula élaborés / nombre total de curricula à élaborer Sources : CABINET/ DFPI /DPEM/DPS/IG
	Proportion des formés ayant bénéficié d'une aide à l'insertion	10%	25%	30%	50%	Nombre de formés ayant bénéficié d'une aide à l'insertion / nombre total des formés Sources : CABINET/ DFPI /DPEM/DPS/IG

II.2.4.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

En million FCFA		Projections		
		2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 4 : FORMATION PROFESSIONNELLE		97 667,45	74 675,61	74 673,59
	Personnel	35 835,12	36 910,17	36 910,17
	Biens et services	1 782,46	1 837,95	1 835,93
	Transferts	34 881,05	35 927,49	35 927,49
	Investissements	25 168,82	0,00	0,00
	Trésor	14 397,92	0,00	0,00
	Financement extérieur (Dons/Emprunts)	10 770,90	0,00	0,00

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 4 : FORMATION PROFESSIONNELLE									
Action 1: Modernisation de la formation professionnelle initiale et continue									
S/Total action1	72 416,44	74 570,35	74 568,33	0,00	0,00	0,00	72 416,44	74 570,35	74 568,33
Personnel	35 835,12	36 910,17	36 910,17	0,00	0,00	0,00	35 835,12	36 910,17	36 910,17
Biens et services	1 680,26	1 732,69	1 730,67	0,00	0,00	0,00	1 680,26	1 732,69	1 730,67
Transferts	34 881,05	35 927,49	35 927,49	0,00	0,00	0,00	34 881,05	35 927,49	35 927,49
Investissements	20,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20,00	0,00	0,00
Trésor	20,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Personnel	35 835,12	36 910,17	36 910,17	0,00	0,00	0,00	35 835,12	36 910,17	36 910,17
Activité 4101 : Prendre en charge les salaires du personnel de la formation professionnelle	35 835,12	36 910,17	36 910,17	0,00	0,00	0,00	35 835,12	36 910,17	36 910,17
Biens et services	1 680,26	1 732,69	1 730,67	0,00	0,00	0,00	1 680,26	1 732,69	1 730,67
Activité 4102 : Animer les activités du ministère en matière de formation professionnelle au niveau déconcentré	111,03	114,36	114,36	0,00	0,00	0,00	111,03	114,36	114,36

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 4 : FORMATION PROFESSIONNELLE									
Activité 4103 : Coordonner les activités de formation professionnelles initiales dans les établissements publics de formation professionnelle	4,86	5,00	5,00	0,00	0,00	0,00	4,86	5,00	5,00
Activité 4104 : Coordonner les activités de formation professionnelle Continue dans les établissements publics de formation professionnelle en relation avec le secteur productif	2,54	2,62	2,62	0,00	0,00	0,00	2,54	2,62	2,62
Activité 4105 : Organiser les examens et concours de la Formation professionnelle	566,86	583,87	583,87	0,00	0,00	0,00	566,86	583,87	583,87
Activité 4106 : Coordonner les activités de formation dans les établissements privés de formation professionnelle	7,33	7,55	7,55	0,00	0,00	0,00	7,33	7,55	7,55
Activité 4107 : Coordonner, Suivre, évaluer et contrôler toutes les structures centrales du Ministère	6,45	6,65	6,65	0,00	0,00	0,00	6,45	6,65	6,65
Activité 4108 : Organiser des séances de certification des Manuels de la Formation Professionnelle	3,68	3,79	3,79	0,00	0,00	0,00	3,68	3,79	3,79
Activité 4109 : Concevoir, réaliser et implanter les curricula/développer les programmes	2,54	2,62	2,62	0,00	0,00	0,00	2,54	2,62	2,62
Activité 4110 : Organiser la session de la commission nationale d'orientation et d'attribution de bourse	48,30	49,75	49,75	0,00	0,00	0,00	48,30	49,75	49,75
Activité 4111 : Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs	897,24	926,18	924,16	0,00	0,00	0,00	897,24	926,18	924,16
Activité 4112 : Renforcer les équipements des établissements formant au BTS lors des examens	29,43	30,32	30,32	0,00	0,00	0,00	29,43	30,32	30,32
Transferts	34 881,05	35 927,49	35 927,49	0,00	0,00	0,00	34 881,05	35 927,49	35 927,49
Activité 4113 : Former les enseignants par immersion dans les entreprises	14,67	15,11	15,11	0,00	0,00	0,00	14,67	15,11	15,11
Activité 4114 : Confectionner les diplômes de la formation professionnelle	9,42	9,71	9,71	0,00	0,00	0,00	9,42	9,71	9,71
Activité 4115 : Prendre en charge les examens et concours	1 150,90	1 185,43	1 185,43	0,00	0,00	0,00	1 150,90	1 185,43	1 185,43
Activité 4116 : Appuyer la réalisation des activités du CPNTIC à l'aide des ressources propres	164,95	169,90	169,90	0,00	0,00	0,00	164,95	169,90	169,90
Activité 4117 : Appuyer la réalisation des activités de l'EIBMA à l'aide des ressources propres	235,61	242,67	242,67	0,00	0,00	0,00	235,61	242,67	242,67

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 4 : FORMATION PROFESSIONNELLE									
Activité 4118 : Appuyer la réalisation des activités de l'AGEFOP à l'aide des ressources propres	1 204,69	1 240,83	1 240,83	0,00	0,00	0,00	1 204,69	1 240,83	1 240,83
Activité 4119 : Réaliser la formation initiale et continue, le recyclage et le perfectionnement de formateurs de la FP	1 337,87	1 378,01	1 378,01	0,00	0,00	0,00	1 337,87	1 378,01	1 378,01
Activité 4120: Encadrer et certifier les stagiaires de l'IPNETP sur le terrain	30,37	31,28	31,28	0,00	0,00	0,00	30,37	31,28	31,28
Activité 4121: Développer la formation professionnelle en CI à l'aide d'outils d'information et de documentation	83,74	86,25	86,25	0,00	0,00	0,00	83,74	86,25	86,25
Activité 4122: Prendre en charge les frais de scolarité des affectés de l'Etat dans la formation professionnelle privée	1 685,33	1 735,88	1 735,88	0,00	0,00	0,00	1 685,33	1 735,88	1 735,88
Activité 4123: Soutenir les stagiaires et élèves en fin de formation BT en Côte d'Ivoire, surtout ceux des filières industrielles des à l'aide de pécules et indemnités	50,00	51,50	51,50	0,00	0,00	0,00	50,00	51,50	51,50
Activité 4124 : Soutenir les élèves inscrits en Formation Professionnelle en Côte d'Ivoire à l'aide de bourses	1 225,00	1 261,75	1 261,75	0,00	0,00	0,00	1 225,00	1 261,75	1 261,75
Activité 4125 : Soutenir les élèves inscrits en Formation Professionnelle à l'étranger à l'aide de bourses	2 612,10	2 690,46	2 690,46	0,00	0,00	0,00	2 612,10	2 690,46	2 690,46
Activité 4126 : Soutenir les stagiaires de l'IPNETP à l'aide de bourses	184,32	189,85	189,85	0,00	0,00	0,00	184,32	189,85	189,85
Activité 4127 : Prendre en charge les pécules de stage pratique aux stagiaires de l'IPNETP	67,23	69,25	69,25	0,00	0,00	0,00	67,23	69,25	69,25
Activité 4130 : Apporter un appui à la formation professionnelle	24 574,86	25 312,11	25 312,11	0,00	0,00	0,00	24 574,86	25 312,11	25 312,11
Activité 4131 : Prendre en charge les heures supplémentaires des enseignants de l'IPNETP	250,00	257,50	257,50	0,00	0,00	0,00	250,00	257,50	257,50
Investissements	20,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20,00	0,00	0,00
Trésor	20,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20,00	0,00	0,00
Activité 4128 : Elaborer les référentiels de qualification dans chaque branche professionnelle	10,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10,00	0,00	0,00
Activité 4129: Opérationnaliser les branches professionnelles	10,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10,00	0,00	0,00

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 4 : FORMATION PROFESSIONNELLE									
Action 2: Construction, réhabilitation et équipement des structures de formation professionnelle									
S/Total action2	25 134,62	5,98	5,98	0,00	0,00	0,00	25 134,62	5,98	5,98
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	5,81	5,98	5,98	0,00	0,00	0,00	5,81	5,98	5,98
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	25 128,82	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	25 128,82	0,00	0,00
Trésor	14 357,92	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14 357,92	0,00	0,00
Financement extérieur	10 770,90	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 770,90	0,00	0,00
Biens et services	5,81	5,98	5,98	0,00	0,00	0,00	5,81	5,98	5,98
Activité 4201: Coordonner l'élaboration et l'exécution des projets, le suivi des équipements et leur maintenance	5,81	5,98	5,98	0,00	0,00	0,00	5,81	5,98	5,98
Investissements	25 128,82	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	25 128,82	0,00	0,00
Trésor	14 357,92	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14 357,92	0,00	0,00
Activité 4202 : Construire et équiper le Centre de Documentation et d'Information (CDI)	267,48	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	267,48	0,00	0,00
Activité 4203 : Réhabiliter des Etablissements de l'Enseignement Technique et Professionnel	38,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	38,00	0,00	0,00
Activité 4204 : Réhabiliter et Equiper le Lycée Hôtelier d'Abidjan	50,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50,00	0,00	0,00
Activité 4205 : Construire deux centres sectoriels	5 353,78	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 353,78	0,00	0,00
Activité 4206 : Réaliser des études préparatoires du C2D2	5 467,17	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 467,17	0,00	0,00
Activité 4207 : Concevoir et mettre en place un Système intégré de gestion du patrimoine de l'ETFP	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100,00	0,00	0,00
Activité 4208 : Construire 11 établissements de FP	1 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 500,00	0,00	0,00
Activité 4209 : Rénover et équiper les bureaux de la Direction Régionale Abidjan Nord	39,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	39,00	0,00	0,00
Activité 4210 : Réhabiliter 3 Lycées Professionnels	345,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	345,00	0,00	0,00
Activité 4212 : Construire et équiper le Lycée Professionnel et Technique de DALOA /Fonds koweïtien	300,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	300,00	0,00	0,00

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 4 : FORMATION PROFESSIONNELLE									
Activité 4214 : Prendre en charge des indemnités des personnels travaillant sur le projet PEJEDEC volet formation professionnelle	39,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	39,00	0,00	0,00
Activité 4215 : Construire 4 Centres de Formation Professionnelle et un département agricole à l'IPNETP	658,49	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	658,49	0,00	0,00
Activité 4216 : Prendre en charge les droits Coutumiers	200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	200,00	0,00	0,00
Financement extérieur	10 770,90	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 770,90	0,00	0,00
Activité 4210 : Réhabiliter 3 Lycées Professionnels	2 949,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 949,00	0,00	0,00
Activité 4211 : Equiper le Lycée Professionnel de Man	162,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	162,40	0,00	0,00
Activité 4212 : Construire et équiper le Lycée Professionnel et Technique de DALOA /Fonds koweïtien	3 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00	0,00	0,00
Activité 4213 : Créer et Rénover des Etablissements d'Enseig Technique et Professionnel	2 159,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 159,50	0,00	0,00
Activité 4215 : Construire 4 Centres de Formation Professionnelle et un département agricole à l'IPNETP	2 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 500,00	0,00	0,00
Action 3 : Développement de la formation professionnelle qualifiante et de l'apprentissage									
S/Total action3	116,39	99,28	99,28	0,00	0,00	0,00	116,39	99,28	99,28
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	96,39	99,28	99,28	0,00	0,00	0,00	96,39	99,28	99,28
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	20,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20,00	0,00	0,00
Trésor	20,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Bien et service	96,39	99,28	99,28	0,00	0,00	0,00	96,39	99,28	99,28
Activité 4301 : Coordonner le développement des formations par apprentissage et l'appui à l'insertion des formés	3,60	3,71	3,71	0,00	0,00	0,00	3,60	3,71	3,71
Activité 4302 : Renforcer les capacités des artisans et des jeunes diplômés du système	17,46	17,99	17,99	0,00	0,00	0,00	17,46	17,99	17,99
Activité 4303 : Coordonner, suivre et évaluer la mise en œuvre de la réforme de la l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle	30,69	31,61	31,61	0,00	0,00	0,00	30,69	31,61	31,61

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 4 : FORMATION PROFESSIONNELLE									
Activité 4304 : Réaliser la formation qualifiante des jeunes déscolarisés en milieu rural	41,89	43,14	43,14	0,00	0,00	0,00	41,89	43,14	43,14
Activité 4304 : Réaliser le projet pilote de la formation par apprentissage (Cellule AIFPA)	2,75	2,84	2,84	0,00	0,00	0,00	2,75	2,84	2,84
Investissement	20,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20,00	0,00	0,00
Trésor	20,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20,00	0,00	0,00
Activité 4306 : Réaliser la formation et l'insertion des personnes en situation d'handicaps / AGEFOP	20,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20,00	0,00	0,00
TOTAL DU PROGRAMME 4	97 667,45	74 675,61	74 673,59	0,00	0,00	0,00	97 667,45	74 675,61	74 673,59

II.2.5. Programme 5 : Alphabétisation et Éducation Non Formelle

II.2.5.1. Stratégie du programme

Tableau 4. : Déclinaison du programme en action

Programme	Action
Programme 5 : Alphabétisation et Education non Formelle	Action 5.1: Gestion de l'alphabétisation

II.2.5.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 5 : Alphabétisation et Éducation Non Formelle						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de Référence 2017	Cibles			Méthode de calcul et moyens de vérification
			2019	2020	2021	
OS.1. : Rendre accessible l'alphabétisation et l'éducation non formelle	Nombre d'enfants hors du système éducatif inscrit dans les classes passerelles	30 000	50 000	70 000	80 000	Dénombrement Sources : Cabinet / DFPI /DPEM/DPS/IG
	Proportion des enfants issus des classes passerelles intégrés dans le système éducatif	ND	100%	100%	100%	Nombre d'enfants intégrés dans le système / nombre d'enfants ayant terminé les classes passerelles Sources : Cabinet/ DFPI /DPEM/DPS/IG
	Proportion de femmes parmi les apprenants	57%	60%	65%	70%	Nombre de femmes en alphabétisation / nombre d'inscrits en alphabétisation Sources : Cabinet/ DFPI /DPEM/DPS/IG
	Texte instituant des centres d'alphabétisation	non	oui	oui	oui	Existence du texte (oui/non) Sources : Cabinet/ DFPI /DPEM/DPS/IG

II.2.5.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

En million FCFA		Projections		
		2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 5 : ALPHABETISATION ET EDUCATION NON FORMELLE		446,04	7 363,90	9 398,20
	Personnel	0,00	0,00	0,00
	Biens et services	62,04	63,90	63,90
	Transferts	0,00	0,00	0,00
	Investissements	384,00	7 300,00	9 334,30
	Trésor	384,00	7 300,00	9 334,30
	Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0,00	0,00	0,00

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 5 : ALPHABETISATION ET EDUCATION NON FORMELLE									
Action 1: Gestion de l'alphabétisation									
S/Total action1	446,04	7 363,90	9 398,20	0,00	0,00	0,00	446,04	7 363,90	9 398,20
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	62,04	63,90	63,90	0,00	0,00	0,00	62,04	63,90	63,90
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	384,00	7 300,00	9 334,30	0,00	0,00	0,00	384,00	7 300,00	9 334,30
Trésor	384,00	7 300,00	9 334,30	0,00	0,00	0,00	384,00	7 300,00	9 334,30
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	62,04	63,90	63,90	0,00	0,00	0,00	62,04	63,90	63,90
Activité 5101 : Coordonner et animer les activités l'alphabétisation et de l'éducation non formelle	62,04	63,90	63,90	0,00	0,00	0,00	62,04	63,90	63,90
Investissements	384,00	7 300,00	9 334,30	0,00	0,00	0,00	384,00	7 300,00	9 334,30
Trésor	384,00	7 300,00	9 334,30	0,00	0,00	0,00	384,00	7 300,00	9 334,30
Activité 5102 : Alphabétiser les enfants de 9 à 14 ans et les populations de 15 et plus	384,00	7 300,00	9 334,30	0,00	0,00	0,00	384,00	7 300,00	9 334,30
TOTAL DU PROGRAMME 5	446,04	7 363,90	9 398,20	0,00	0,00	0,00	446,04	7 363,90	9 398,20

SECTION 23 : MINISTERE DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION ET DE L'INNOVATION DU SERVICE PUBLIC

I. PRESENTATION GENERALE DU MINISTERE

I.1. Situation du Secteur

I.1.1. Problèmes majeurs

- la faible prise en compte de la satisfaction de l'utilisateur client ;
- la forte concentration de l'Administration à Abidjan ;
- le relâchement des valeurs d'éthique et de déontologie dans l'Administration publique ;
- l'insuffisance des fonctions de contrôle, d'inspection et d'évaluation ;
- la complexité des procédures administratives et la lenteur dans la production des actes administratifs ;
- l'insuffisance de système d'archivage et de système statistique ;
- l'absence de redevabilité et d'imputabilité ;
- la persistance de la fraude et de la corruption ;
- la faible promotion de l'utilisation de la technologie de l'information et de la communication.

I.1.2. Réponses apportées

- la mise en place de l'e-Démarche administrative afin de réduire, considérablement, les pertes de dossiers et actes administratifs ;
- la mise en place de la Commission Nationale de la Modernisation de l'Administration (CNMA) ;
- la mise en place de l'Observatoire du Service Public (OSEP) ;
- l'institution d'un département en charge de la planification et des statistiques au sein des ministères (Décret n° 2012-1159 du 19 décembre 2012).

I.1.3. Défis et priorités

- la dématérialisation des procédures administratives ;
- la déconcentration des services publics ;
- l'amélioration du système de management de la qualité ;
- le profilage et la codification des postes de travail de l'Administration centrale.

I.2. Politique sectorielle

I.2.1. Principales orientations

- la recherche de l'efficacité à travers la création et de l'organisation des services publics et de la valorisation des ressources humaines de l'État ;
- la recherche de la transparence et de la célérité à travers la simplification de la vie des usagers ;
- la moralisation de l'Administration à travers le renforcement de la déontologie et de l'éthique.

I.2.2. Résultats stratégiques

- la gouvernance du secteur est renforcée ;
- une administration moderne et compétitive est mise en place.

I.3. Missions du ministère

Le Ministre de la Modernisation de l'Administration et de l'Innovation du Service Public est chargé de la mise en œuvre et du suivi de la politique du Gouvernement en matière de Modernisation de l'Administration et de l'Innovation du Service Public.

A ce titre, et en liaison avec les différents départements ministériels concernés, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

- coordination, au niveau interministériel, des travaux conduits par les administrateurs en vue de moderniser l'action de l'Administration publique, notamment afin d'améliorer le fonctionnement des services déconcentrés de l'Etat et le service rendu aux usagers du service public ;
- participation à la mise en œuvre de la politique d'informatisation de l'Administration ;
- simplification des relations entre les usagers et les administrations de l'Etat, et entre celles-ci et les autres autorités administratives ;
- promotion de la transparence dans la gestion publique ;
- adaptation de la formation à l'évolution des missions de l'Administration ;
- élaboration de la politique d'informatisation de l'Administration ;
- élaboration de propositions permettant d'assurer l'adaptation des services déconcentrés des administrations de l'Etat au développement de la décentralisation ;
- études sur les mutations de l'Administration notamment en matière de formation et de moralisation ;
- renforcement du suivi-évaluation et de l'imputabilité.

I.4. Identification des programmes

- Programme 1 : Administration Générale ;
- Programme 2 : Modernisation de l'Administration.

II. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DEPENSES -PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (DPPD-PAP)

II.1. Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses (DPPD)

II.1.1. Répartition des structures dans les programmes

Tableau 1 : Cartographie administrative des programmes

PROGRAMMES	SERVICESCENTRAUX ET REGIONAUX	ORGANISMES SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 1 : Administration Générale	Cabinet, IG, DAF, DRH, DSI, DPSE, DAJC, OSEP	-	-	-
Programme 2 : Modernisation de l'Administration.	DGIMA, DMOA, DTDAL, DSGAE	-	- Projet. e-Démarche administrative ; - Projet Profilage et codification des postes de travail.	-

II.1.2. Performance globale du ministère

Tableau 2 : Performance du ministère

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESUTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODES DE CALCUL / SOURCES DE COLLECTE
OG 1 : renforcer la gouvernance du secteur	RS 1 : la gouvernance du secteur est renforcée	IP 1.1 : Taux de couverture des besoins du MMAISP	Nombre de demandes couvertes / Nombre de demandes exprimées Source: DRH/ DAF
OG 2 : Bâtir une administration moderne et compétitive	RS 2 : une administration moderne et compétitive est mise en place	IP 2.1 : Proportion d'administration ayant adopté la démarche qualité	Nombre d'administration ayant adopté la démarche qualité / Nombre total d'administrations Source: DGIMA
		IP 2.2 : Proportion de l'Administration dont les postes de travail sont profilés et codifiés	Nombre d'administrations dont les postes de travail sont profilés et codifiés / Nombre total d'administrations Source: DGIMA

II.1.3 Financement global du ministère

Tableau 3 : Financement global

En million FCFA	PROJECTIONS DE REFERENCE			MESURES NOUVELLES			PROJECTIONS FINALES		
	2019	2020	2021	2019	2020	2021	2019	2020	2021
1. RESSOURCES	2 970,80	3 559,50	4 567,98	0,00	0,00	0,00	2 970,80	3 559,50	4 567,98
1.1 Ressources Intérieures	2 970,80	3 559,50	4 567,98	0,00	0,00	0,00	2 970,80	3 559,50	4 567,98
1.1.1 Budget Etat	2 970,80	3 559,50	4 567,98	0,00	0,00	0,00	2 970,80	3 559,50	4 567,98
1.1.2 Recettes propres (structures)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1.2 Ressources Extérieures	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

En million FCFA	PROJECTIONS DE REFERENCE			MESURES NOUVELLES			PROJECTIONS FINALES		
	2019	2020	2021	2019	2020	2021	2019	2020	2021
2. CHARGES	2 970,80	3 559,50	4 567,98	0,00	0,00	0,00	2 970,80	3 559,50	4 567,98
2.1 Personnel	960,90	989,72	1 019,41	0,00	0,00	0,00	960,90	989,72	1 019,41
2.1.1 Solde y compris EPN	960,90	989,72	1 019,41	0,00	0,00	0,00	960,90	989,72	1 019,41
2.1.2 Contractuels hors solde	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2.2 Biens et services	1 329,30	1 369,06	1 410,01	0,00	0,00	0,00	1 329,30	1 369,06	1 410,01
2.3 Transferts et subventions	130,61	134,52	138,56	0,00	0,00	0,00	130,61	134,52	138,56
2.4 Investissements*	550,00	1 066,20	2 000,00	0,00	0,00	0,00	550,00	1 066,20	2 000,00
Trésor	550,00	1 066,20	2 000,00	0,00	0,00	0,00	550,00	1 066,20	2 000,00
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

II.2. Projets Annuels de Performance (PAP) par programme

II.2.1. Programme 1 : Administration Générale

II.2.1.1 Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 1 : Administration Générale	Action 1.1: Coordination et animation du Ministère
	Action 1.2 : Gestion des ressources humaines, financières et matérielles du Ministère
	Action 1.3: Planification, programmation et suivi-évaluation
	Action 1.4 : Gestion du système d'information

II.2.1.2 Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Objectifs Spécifiques (OS)	Indicateurs de performance	Situation de Référence 2017	Cibles			Méthode de calcul et moyen de vérification
			2019	2020	2021	
OS 1: Améliorer la transparence en matière de gestion	Proportion de plaintes traitées	0	100%	100%	100%	Nombre de plaintes traitées / Nombre de plaintes enregistrées Source: Rapport OSEP
OS 2 : Renforcer le système de planification, d'information et de communication du ministère	Existence de l'annuaire statistique	0	1	1	1	Copie de l'Annuaire statistique Source : Rapport DPSE&
	Nombre de campagnes de sensibilisations sur les activités du ministère	0	1	3	5	Dénombrement Source: Rapport SCRП

II.2.1.3 Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

En million FCFA		Projections		
		2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 1 ADMINISTRATION GENERALE		2 296,80	2 365,58	2 436,43
	Personnel	960,90	989,72	1 019,41
	Biens et services	1 205,30	1 241,34	1 278,46
	Transferts	130,61	134,52	138,56
	Investissements	0,00	0,00	0,00
	Trésor	0,00	0,00	0,00
	Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0,00	0,00	0,00

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GENERALE									
Action 1: Coordination et animation									
S/Total action1	205,95	212,01	218,25	0,00	0,00	0,00	205,95	212,01	218,25
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	205,95	212,01	218,25	0,00	0,00	0,00	205,95	212,01	218,25
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	205,95	212,01	218,25	0,00	0,00	0,00	205,95	212,01	218,25
Activité 1101 : Coordonner les activités du Ministère	145,95	150,33	154,84	0,00	0,00	0,00	145,95	150,33	154,84
Activité 1102 : Prendre en charge le fonctionnement de la résidence du Ministre	4,00	4,00	4,00	0,00	0,00	0,00	4,00	4,00	4,00
Activité 1103 : Inspecter les services du Ministères	32,00	32,96	33,95	0,00	0,00	0,00	32,00	32,96	33,95
Activité 1104 : Gérer les contentieux et Conduire la politique de coopération du ministère	24,00	24,72	25,46	0,00	0,00	0,00	24,00	24,72	25,46
Action 2: Gestion des ressources humaines, financières et matérielles									
S/Total action2	1 744,38	1 796,71	1 850,61	0,00	0,00	0,00	1 744,38	1 796,71	1 850,61
Personnel	960,90	989,72	1 019,41	0,00	0,00	0,00	960,90	989,72	1 019,41
Biens et services	652,87	672,46	692,63	0,00	0,00	0,00	652,87	672,46	692,63
Transferts	130,61	134,52	138,56	0,00	0,00	0,00	130,61	134,52	138,56
Investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Personnel	960,90	989,72	1 019,41	0,00	0,00	0,00	960,90	989,72	1 019,41
Activité 1201 : Prendre en charge le salaire du personnel de l'administration centrale	960,90	989,72	1 019,41	0,00	0,00	0,00	960,90	989,72	1 019,41

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GENERALE									
Biens et services	652,87	672,46	692,63	0,00	0,00	0,00	652,87	672,46	692,63
Activité 1202 : Gérer les personnels du Ministère	46,50	47,90	49,33	0,00	0,00	0,00	46,50	47,90	49,33
Activité 1203 : Préparer et suivre l'exécution des budgets du Ministère	93,00	95,79	98,66	0,00	0,00	0,00	93,00	95,79	98,66
Activité 1204 : Gérer les dépenses des séminaires et conférences hors Côte d'Ivoire	30,00	30,90	31,83	0,00	0,00	0,00	30,00	30,90	31,83
Activité 1205 : Elaborer et mettre en œuvre le CDMT	28,00	28,84	29,71	0,00	0,00	0,00	28,00	28,84	29,71
Activité 1206 : Prendre en charge les Honoraires des agents sous la Régie Convention BNETD	96,17	99,06	102,03	0,00	0,00	0,00	96,17	99,06	102,03
Activité 1207 : Gérer les dépenses centralisées du MMAISP	241,00	248,23	255,68	0,00	0,00	0,00	241,00	248,23	255,68
Activité 1208 : Gérer les dépenses des conférences, séminaire et missions en Côte d'Ivoire	15,00	15,45	15,91	0,00	0,00	0,00	15,00	15,45	15,91
Activité 1209 : Gérer les dépenses d'abonnement du ministère	103,20	106,30	109,49	0,00	0,00	0,00	103,20	106,30	109,49
Transferts	130,61	134,52	138,56	0,00	0,00	0,00	130,61	134,52	138,56
Activité 1210 : Prendre en charge les Honoraires des agents sous la convention du BNETD	130,61	134,52	138,56	0,00	0,00	0,00	130,61	134,52	138,56
Action 3 : Planification, programmation et suivi-évaluation									
S/Total action3	26,00	26,78	27,58	0,00	0,00	0,00	26,00	26,78	27,58
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	26,00	26,78	27,58	0,00	0,00	0,00	26,00	26,78	27,58
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	26,00	26,78	27,58	0,00	0,00	0,00	26,00	26,78	27,58
Activité 1301 : Planifier, programmer, suivre et évaluer les activités du Ministère	22,00	22,66	23,34	0,00	0,00	0,00	22,00	22,66	23,34
Activité 1302 : Elaborer, éditer et diffuser des annuaires statistiques du Ministère	4,00	4,12	4,24	0,00	0,00	0,00	4,00	4,12	4,24

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GENERALE									
Action 4 : Gestion du système d'information									
S/Total action4	320,47	330,09	339,99	0,00	0,00	0,00	320,47	330,09	339,99
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	320,47	330,09	339,99	0,00	0,00	0,00	320,47	330,09	339,99
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	320,47	330,09	339,99	0,00	0,00	0,00	320,47	330,09	339,99
Activité 1401 : Gérer et réaliser la maintenance des ressources Informatiques du Ministère	25,30	26,06	26,84	0,00	0,00	0,00	25,30	26,06	26,84
Activité 1402 : Recueillir et analyser les préoccupations des usagers et suivre les mesures correctives	295,17	304,03	313,15	0,00	0,00	0,00	295,17	304,03	313,15
TOTAL DU PROGRAMME 1	2 296,80	2 365,58	2 436,43	0,00	0,00	0,00	2 296,80	2 365,58	2 436,43

II.2.2. Programme 2 : Modernisation de l'Administration

II.2.2.1 Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 2 : Modernisation de l'Administration	Action 2.1: Développement de l'e-Administration
	Action 2.2: Renforcement de la politique de Modernisation de l'Administration
	Action 2.3: Rationalisation de la création, de l'organisation des services de l'Administration centrale et simplification des procédures administratives
	Action 2.4: Mise en place d'un Système de Management de la Qualité (SMQ) dans les Administrations publiques et parapubliques

II.2.2.2 Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 2 : Modernisation de l'Administration						
Objectifs Spécifiques (OS)	Indicateurs de performance	Situation de Référence 2017	Cibles			Méthode de calcul et moyen de vérification
			2019	2020	2021	
OS 1 : Parvenir à une administration publique informatisée	Nombre de procédures administratives dématérialisées	36	86	193	300	Dénombrement Source: DSGAE
OS 2 : Optimiser l'organisation structurelle et fonctionnelle de l'administration et simplifier les procédures administratives	Existence de la politique nationale de déconcentration des services publics	0	1	1	1	Copie du document de politique Source: DGIMA
	Nombre de postes de travail à profiler et à codifier	0	235	2549	4863	Dénombrement Source: DMOA

II.2.2.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépenses

En million FCFA		Projections		
		2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 2 : MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION		674,00	1 193,92	2 131,55
	Personnel	0,00	0,00	0,00
	Biens et services	124,00	127,72	131,55
	Transferts	0,00	0,00	0,00
	Investissements	550,00	1 066,20	2 000,00
	<i>Trésor</i>	550,00	1 066,20	2 000,00
	<i>Financement extérieur (Dons/Emprunts)</i>	0,00	0,00	0,00

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 2 : MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION									
Action 1: Développement de l'e-Administration									
S/Total action1	445,10	746,45	2 047,85	0,00	0,00	0,00	445,10	746,45	2 047,85
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	45,10	46,45	47,85	0,00	0,00	0,00	45,10	46,45	47,85
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	400,00	700,00	2 000,00	0,00	0,00	0,00	400,00	700,00	2 000,00
Trésor	400,00	700,00	2 000,00	0,00	0,00	0,00	400,00	700,00	2 000,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	45,10	46,45	47,85	0,00	0,00	0,00	45,10	46,45	47,85
Activité 2101 Animer la Direction de la Transformation Digitale de l'Administration et de l'Innovation	45,10	46,45	47,85	0,00	0,00	0,00	45,10	46,45	47,85
Investissements	400,00	700,00	2 000,00	0,00	0,00	0,00	800,00	1 400,00	4 000,00
Trésor	400,00	700,00	2 000,00	0,00	0,00	0,00	400,00	700,00	2 000,00
Activité 2102: Projet E-démarche Administrative	400,00	700,00	2 000,00	0,00	0,00	0,00	400,00	700,00	2 000,00
Action 2: Renforcement de la politique de Modernisation de l'Administration									
S/Total action2	22,40	23,07	23,76	0,00	0,00	0,00	22,40	23,07	23,76
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	22,40	23,07	23,76	0,00	0,00	0,00	22,40	23,07	23,76
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	22,40	23,07	23,76	0,00	0,00	0,00	22,40	23,07	23,76
Activité 2201: Coordonner les activités de l'Innovation et de la Modernisation de l'Administration	22,40	23,07	23,76	0,00	0,00	0,00	22,40	23,07	23,76

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 2 : MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION									
Action 3 : Rationalisation de la création, de l'organisation des services de l'Administration centrale et simplification des procédures administratives									
S/Total action3	167,00	383,71	18,04	0,00	0,00	0,00	167,00	383,71	18,04
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	17,00	17,51	18,04	0,00	0,00	0,00	17,00	17,51	18,04
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	150,00	366,20	0,00	0,00	0,00	0,00	150,00	366,20	0,00
Trésor	150,00	366,20	0,00	0,00	0,00	0,00	150,00	366,20	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	17,00	17,51	18,04	0,00	0,00	0,00	17,00	17,51	18,04
Activité 2301 : Animer la Direction de la Modernisation de l'Organisation Administrative	17,00	17,51	18,04	0,00	0,00	0,00	17,00	17,51	18,04
Investissements	150,00	366,20	0,00	0,00	0,00	0,00	150,00	366,20	0,00
Trésor	150,00	366,20	0,00	0,00	0,00	0,00	150,00	366,20	0,00
Activité 2309: Projet de Profilage et codification des postes de Travail dans l'Administration Publique	150,00	366,20	0,00	0,00	0,00	0,00	150,00	366,20	0,00
Action 4: Mise en place d'un Système de Management de la Qualité (SMQ) dans les administrations publiques et parapubliques									
S/Total action 4	39,50	40,69	41,91	0,00	0,00	0,00	39,50	40,69	41,91
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	39,50	40,69	41,91	0,00	0,00	0,00	39,50	40,69	41,91
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	39,50	40,69	41,91	0,00	0,00	0,00	39,50	40,69	41,91
Activité 2401: Animer la Direction des Systèmes de Gestion et de l'Appui à l'Ethique	39,50	40,69	41,91	0,00	0,00	0,00	39,50	40,69	41,91
TOTAL DU PROGRAMME 2	674,00	1 193,92	2 131,55	0,00	0,00	0,00	674,00	1 193,92	2 131,55

SECTION 24 : MINSTERE DE LA SANTE ET DE L'HYGIENE PUBLIQUE

I. PRESENTATION GENERALE DU MINISTERE

I.1. Situation du Secteur

I.1.1. Problèmes majeurs

- la couverture insuffisante du territoire national en établissements de santé et en services de santé maternelle, néonatale et infantile ;
- l'insuffisance de plateaux techniques aux normes dans les établissements hospitaliers ;
- la faible densité en matière des ressources humaines ;
- le déséquilibre de la répartition du personnel de santé ;
- la faiblesse de la coordination de la gestion des acteurs du système de santé ;
- la faible coordination des interventions à tous les niveaux de la pyramide sanitaire ;
- la non perception des redevances liées à la gratuité ciblée.

I.1.2. Réponses apportées

- la construction, la réhabilitation et la mise aux normes des centres de santé et des établissements hospitaliers ;
- la validation d'un plan de développement des ressources humaines 2018-2022;
- le regroupement des partenaires techniques et financier pour la mise en œuvre du compact national;
- l'intégration des cadres de planification opérationnelle dans la gestion du ministère;
- la mise en œuvre du cadre de redevabilité verticale et horizontale et le contrôle des animateurs du système ;
- le déploiement du logiciel DHIS 2 dans les 20 régions sanitaires.

I.1.3. Défis et priorités

- l'archivage des données du MSHP ;
- la coordination des interventions à tous les niveaux de la pyramide sanitaire ;
- la poursuite de la redevabilité verticale et horizontale et le contrôle des animateurs du système ;
- le contrôle de l'installation des établissements sanitaires privés ;
- l'amélioration du fonctionnement des organes de gestions des établissements sanitaires, des ECD et des ERS ;
- le renforcement de la collaboration des acteurs et une meilleure coordination des interventions de santé ;
- l'amélioration de la qualité des prestations offertes ;
- l'amélioration des plateaux techniques des services d'urgences et des CHR ;
- la répartition rationnelle des RHS sur toute l'étendue du territoire pour un équilibre de l'offre de service ;
- la poursuite du déploiement du logiciel DHIS 2 dans les autres régions sanitaires ;
- l'intégration des données sanitaires des CHU, des structures sanitaires privées et des EPN hospitaliers dans le SNIS ;
- l'amélioration de la distribution des médicaments et des intrants dans les structures sanitaires ;
- le renforcement des capacités de stockage dans les Directions Régionales Sanitaires (DRS).

I.2. Politique sectorielle

I.2.1. Principales orientations

- un système de santé performant et intégré ;
- un système de santé garantissant une santé optimale à toutes les populations vivant en Côte d'Ivoire ;
- un système de santé soutenant la croissance et le développement durable du pays.

I.2.2. Résultats stratégiques

- la gouvernance du secteur de la santé publique est améliorée,
- l'offre et la qualité des services de santé sont accrues,
- la lutte contre la maladie est renforcée.

I.3. Missions du ministère

Le Ministre de la Santé et de l'Hygiène Publique est chargé de la mise en œuvre et du suivi de la politique du Gouvernement en matière de Santé et d'Hygiène Publique. A ce titre, et en liaison avec les autres départements ministériels concernés, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

I.3.1. En matière de santé :

- élaboration et suivi de l'application des textes en matière de santé ;
- protection sanitaire des populations ;
- organisation des soins ;
- formation professionnelle des agents de santé ;
- promotion de la recherche médicale, notamment pour les endémies, en liaison avec le Ministre chargé de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique ;
- lutte contre les grandes endémies, notamment le paludisme, la tuberculose, le VIH-SIDA, les infections sexuellement transmissibles, les maladies liées à la lèpre et à l'ulcère de Buruli ;
- prise en charge thérapeutique des maladies du VIH-SIDA, prévention thérapeutique de la transmission mère-enfant ;
- lutte contre la toxicomanie, l'alcoolisme, le tabagisme et autres addictions ;
- lutte contre le cancer ;
- développement de la médecine du travail, en liaison avec le Ministre chargé du Travail ;
- développement de la prévention des maladies et des soins de santé primaires ;
- surveillance épidémiologique et veille sanitaire ;
- mise à disposition des différents secteurs du développement, de données épidémiologiques sur l'infection à VIH-SIDA ;
- renforcement du système de santé ;
- renforcement de la sécurité sanitaire ;
- autorisation de création et contrôle des établissements sanitaires privés ;
- facilitation de l'installation des acteurs de santé dans le secteur privé ;
- développement du système national de gestion de l'information sanitaire ;
- développement d'un réseau national de services d'urgence et de transport des malades ;
- développement d'un réseau national de laboratoires de biologie médicale ;

- réglementation et contrôle des médicaments et des services pharmaceutiques ;
- autorisation de création et promotion de l'industrie pharmaceutique, en liaison avec le Ministre en charge de l'Industrie ;
- promotion du médicament générique, notamment dans le domaine du traitement du SIDA ;
- organisation et promotion de la médecine et de la pharmacopée traditionnelles ;
- coordination de l'aide humanitaire en matière de Santé ;
- assistance aux collectivités locales pour le suivi et le contrôle de l'implantation des formations sanitaires publiques ;
- promotion de la prise en charge des coûts et frais de santé par les populations à travers notamment les mutuelles et les assurances maladies, en liaison avec le Ministre en charge des Affaires Sociales ;
- promotion des associations de malades chroniques, notamment celles des malades du diabète, de l'hypertension artérielle, de l'asthme, de l'épilepsie, de la drépanocytose, du SIDA, et les associations des malades sous dialyse ;
- élaboration et mise en œuvre de programmes de santé spécifiques aux groupes vulnérables, notamment aux populations carcérales, déplacées, en situation de précarité, en liaison avec le Ministre en charge des Affaires Sociales ;
- mise en place et suivi d'un comité national d'éthique pour les sciences de la vie et la santé ;
- définition et mise en œuvre d'un plan de lutte contre les zoonoses, en liaison avec le Ministre chargé des Ressources Animales et Halieutiques ;
- élaboration et suivi de la mise en œuvre de la réglementation sanitaire des produits cosmétiques et d'hygiène corporelle, en liaison avec les Ministres en charge du Commerce et de l'Industrie ;
- lutte contre les maladies transmissibles et les maladies tropicales et négligées.

I.3.2. En matière d'Hygiène Publique :

- élaboration et suivi de la réglementation en matière d'Hygiène Publique ;
- conception, mise en œuvre et suivi de la politique du Gouvernement en matière de déchets médicaux, en liaison avec le Ministre chargé de la Salubrité et de l'Environnement ;
- évaluation et suivi de la réglementation des produits alimentaires et médicamenteux, en liaison avec les Ministres chargés de l'Agriculture, des Ressources Animales et halieutiques ;
- proposition et mise en œuvre de mesures d'incitation, d'encouragement ou de sanctions pour les populations et les responsables de collectivités locales dans la réalisation des opérations d'hygiène publique ;
- élaboration et suivi de la mise en œuvre de la réglementation sanitaire des produits cosmétiques et d'hygiène corporelle, en liaison notamment avec les Ministres chargés du Commerce et l'Industrie.

I.4. Identification des programmes

- Programme 1 : Administration Générale ;
- Programme 2 : Amélioration de l'offre et l'accessibilité aux soins ;
- Programme 3 : Renforcement de la lutte contre la maladie.

II. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DEPENSES -PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (DPPD-PAP)

II.1. Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses (DPPD)

II.1.1. Répartition des structures dans les programmes

Tableau 1 : Cartographie administrative des programmes

PROGRAMME	SERVICES, CENTRAUX ET REGIONAUX	ORGANISME SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJET PIP	PROJET HORS PIP
Programme 1 : Administration Générale	Cabinet, Inspection Générale (IGS), DAF, DRH, DPPS, DIIS, DCRP, Services rattachés, Cellule de passation des marchés, DGSHP, DFRS, DR, DD		<ul style="list-style-type: none"> - Achèvement Equipement Carte Sanitaire (DIPE) - Construction bâtiment Police Sanitaire - Prog PHAM/PADEHA - Projet Promotion de l'Hygiène Publique 	-
Programme 2 : Amélioration de l'offre et de l'accessibilité aux soins	DIEM, DMHP, DEPS, DSC, DPML, DSIM Centre de Santé Rural (CSR), Centre de Santé Urbain Spécialisé (CSUS), Formation Sanitaire Urbaine (FSU), Centre de Protection Maternelle et Infantile (PMI) Maternité Urbaine (MU), Dispensaire Urbain (DU), Dispensaire Rurale (DR) Maternité Rurale (MR), Centre de Diagnostic et de Traitement (CDT) Centre Antituberculeux (CAT), Centre Hospitalier Régional (CHR), Hôpitaux Généraux (HG), Hôpitaux psychiatrique (HP)	<ul style="list-style-type: none"> - Centre Hospitalier Universitaire (CHU) - Service d'Aide Médicale d'Urgence (SAMU) - Institut de Cardiologie d'Abidjan (ICA) - Institut Raoul Follereau (IRF) - Institut National de la Santé Publique (INSP) - Centre National de Transfusion Sanguine (CNTS) - Laboratoire Nationale de la Santé Publique(LNSP) - Institut National de l'Hygiène Publique (INHP), - Autorité Radioprotection Sécurité Nucléaire ARSN - Centre National Oncologie Radiothérapie CNOR - Institut de Formation des Agents de Santé (INFAS) 	<ul style="list-style-type: none"> - Prog, Constr. Equip. Nouveaux Districts, - Réhab. Equip. DR, - DAF-Logistique Urgences-Epidémie - Réhab. des Infrastruct. Hosp et Appui aux soins de base - Acquisition de véhic./DAF - Construction CHR de Yopougon - Prog. Special réhab. Equip. Des HG - Réhab équip INSP - Equip du CNTS - Réhab équip laboratoire - Réhab équip CHU-Treich - Réhab équip CHU de Cocody - Réhab équip CHU de YOP - Réhab équip CHU de BOUAKE - Equip CCTOS CHU COCODY - Equip. Ext ICA - Réhab, rééquip SAMU - Réfection et rééquip IRF - Constr Centre National d'Oncologie et de Radiothérapie - Conseils Régionaux. - Communes - national - Réfection et Equip - INFAS - PRSS/ECHO - PARSSI 	- -

PROGRAMME	SERVICES, CENTRAUX ET REGIONAUX	ORGANISME SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJET PIP	PROJET HORS PIP
Programme 3 : La lutte contre la maladie et les problèmes de santé prioritaires	DHES	FNLS	<ul style="list-style-type: none"> - Const du siège du FNLS - PNN - PNLP - PNLUB - PEV - PNSI - PNSSU - PNEVG_EA - PNLT - PNPSBD - PNLCé - PNLTHA - PNPMT - PSN - PNPEC 	-

II.1.2. Performance globale du ministère

Tableau 2 : Performance du Ministère

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESULTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODE DE CALCUL / SOURCE DE COLLECTE (SC)
OG 1 : Améliorer la gouvernance du secteur de la santé	RS 1.1 : La gouvernance du secteur de la santé publique est améliorée	IP 1.1. : Taux de complétude et de promptitude nationale des formulaires des rapports SIG	Nombre de données retraitées / total des données (taux de complétude) Délai de production des données / délai prévisionnel des données (taux de promptitude) Source : Rapport Annuel de Statistique de la Santé (RASS)
OG 2 : Améliorer l'offre et la qualité des prestations des services de santé	RS 2.1 : L'offre et la qualité des services de santé sont accrues	IP 2.1. : Pourcentage de population vivant à moins de 5 km d'un centre de santé IP 2.2. : Taux d'accouchement assisté par un personnel qualifié	Population vivant à moins de 5 km d'un centre de santé / population totale Source : RASS Nombre d'accouchements assistés par un personnel qualifié / Nombre total d'accouchements Source : RASS
OG 3 : Lutte contre les maladies et les problèmes de santé prioritaires.	RS 3.1 : La lutte contre la maladie est renforcée	IP 3.1.1 : Nombre de personnes vivant avec le VIH sous traitement antirétroviral IP 3.1.2 : Nombre de cas de paludisme confirmé positif ayant reçu une CTA, conformément à la politique nationale, dans les établissements de santé IP 3.1.3 : Proportion de malades de tuberculose ayant achevé avec succès leur traitement	Dénombrement Source : Système National d'Information Sanitaire (SNIS) Dénombrement Source : PNLP Nombre de malades de tuberculose ayant achevé avec succès leur traitement / nombre total de malades suivis Source : PNLT

II.1.3. Financement global du ministère

Tableau 3 : Financement global

En million FCFA	PROJECTIONS DE REFERENCE			MESURES NOUVELLES			PROJECTIONS FINALES		
	2019	2020	2021	2019	2020	2021	2019	2020	2021
1. RESSOURCES	382 607,69	325 730,77	358 982,96	0,00	0,00	0,00	382 607,69	325 730,77	358 982,96
1.1 Ressources Intérieures	317 856,58	303 667,37	332 135,46	0,00	0,00	0,00	317 856,58	303 667,37	332 135,46
1.1.1 Budget Etat	317 856,58	303 667,37	332 135,46	0,00	0,00	0,00	317 856,58	303 667,37	332 135,46
1.1.2 Recettes propre (structures)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1.2 Ressources Extérieures	64 751,11	22 063,40	26 847,50	0,00	0,00	0,00	64 751,11	22 063,40	26 847,50
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	64 751,11	22 063,40	26 847,50	0,00	0,00	0,00	64 751,11	22 063,40	26 847,50
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2. CHARGES	382 607,69	325 730,77	358 982,96	0,00	0,00	0,00	382 607,69	325 730,77	358 982,96
2.1 Personnel	141 686,50	145 937,10	150 315,21	0,00	0,00	0,00	141 686,50	145 937,10	150 315,21
2.1.1 Solde y compris EPN	141 686,50	145 937,10	150 315,21	0,00	0,00	0,00	141 686,50	145 937,10	150 315,21
2.1.2 Contractuels hors solde	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2.2 Biens et services	52 210,79	53 762,87	55 375,63	0,00	0,00	0,00	52 210,79	53 762,87	55 375,63
2.3 Transferts	61 078,28	61 737,20	63 529,32	0,00	0,00	0,00	61 078,28	61 737,20	63 529,32
2.4 Investissements	127 632,12	64 293,60	89 762,80	0,00	0,00	0,00	127 632,12	64 293,60	89 762,80
Trésor	62 881,01	42 230,20	62 915,30	0,00	0,00	0,00	62 881,01	42 230,20	62 915,30
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	64 751,11	22 063,40	26 847,50	0,00	0,00	0,00	64 751,11	22 063,40	26 847,50

II.2. Projets Annuels de Performance (PAP) par programme

II.2.1. Programme 1 : Administration Générale

II.2.1.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 1 : Administration générale	Action 1.1 : Coordination et animation
	Action 1.2 : Planification, programmation et suivi-évaluation
	Action 1.3 : Gestion des ressources humaines, matérielles et financières
	Action 1.4 : Information et communication

II.2.1.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 1 : Administration générale						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2017	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2019	2020	2021	
OS 1 : Renforcer le cadre institutionnel du système de santé	Pourcentage des Directions régionales disposant d'un plan opérationnel	N/D	100%	100%	100%	Nombre de Directions régionales disposant d'un plan opérationnel / nombre total de Directions Régionales Source : Rapports annuel de planification opérationnelle (PPS)
OS 2 : Améliorer le cadre de gestion du système de santé	Pourcentage des structures du ministère de la santé en conformité avec les règles de gestion financière	N/D	50%	75%	95%	Total des établissements en conformité / total des structures Source : Rapport Annuel de Mission de Contrôle de Gestion (DAF)
OS 3 : Améliorer la disponibilité de l'information sanitaire	Pourcentage de Régions Sanitaires disposant à temps d'un Rapport Régional Annuel sur la Situation Sanitaire	N/D	100%	100%	100%	Nombre de Rapports Régionaux Annuels sur la situation Sanitaire / nombre total de Régions sanitaires Source : RASS (DIIS)

II.2.1.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

En million FCFA		Projections		
		2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GENERALE		186 901,75	175 766,81	175 110,95
	Personnel	141 686,50	145 937,10	150 315,21
	Biens et services	22 870,64	23 542,52	24 248,68
	Transferts	164,36	169,29	174,37
	Investissements	22 180,25	6 117,90	372,70
	Trésor	20 567,75	500,00	372,70
	Financement extérieur (Dons/Emprunts)	1 612,50	5 617,90	0,00

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GENERALE									
Action 1: Coordination et animation									
S/Total action1	27 426,12	18 728,01	13 503,30	0,00	0,00	0,00	27 426,12	18 728,01	13 503,30
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	12 576,61	12 940,82	13 328,93	0,00	0,00	0,00	12 576,61	12 940,82	13 328,93
Transferts	164,36	169,29	174,37	0,00	0,00	0,00	164,36	169,29	174,37
Investissements	14 685,15	5 617,90	0,00	0,00	0,00	0,00	14 685,15	5 617,90	0,00
Trésor	13 072,65	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 072,65	0,00	0,00
Financement extérieur	1 612,50	5 617,90	0,00	0,00	0,00	0,00	1 612,50	5 617,90	0,00
Biens et services	12 576,61	12 940,82	13 328,93	0,00	0,00	0,00	12 576,61	12 940,82	13 328,93
Activité 1101 : Coordonner les activités du Ministère et fournir un appui technique aux structures opérationnelles	11 500,31	11 845,32	12 200,68	0,00	0,00	0,00	11 500,31	11 845,32	12 200,68
Activité 1102 : Payer les charges de fonctionnement de la résidence du Ministre	4,00	4,00	4,00	0,00	0,00	0,00	4,00	4,00	4,00

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GENERALE									
Activité 1103 : Faire adopter des textes législatifs et réglementaires en matière de santé	51,26	52,79	54,38	0,00	0,00	0,00	51,26	52,79	54,38
Activité 1104 : Mettre en place un système de supervision intégré des Directions régionales et départementales	62,42	64,29	66,22	0,00	0,00	0,00	62,42	64,29	66,22
Activité 1106 : Planifier et suivre la mise en œuvre des plans au niveau régional	270,02	278,12	286,47	0,00	0,00	0,00	270,02	278,12	286,47
Activité 1107 : Superviser les structures sanitaires au niveau départemental	594,47	599,34	617,32	0,00	0,00	0,00	594,47	599,34	617,32
Activité 1108 : Achever la Réforme Hospitalière	9,73	10,02	10,32	0,00	0,00	0,00	9,73	10,02	10,32
Activité 1109 : Développer la médecine de proximité/de famille	11,25	11,58	11,93	0,00	0,00	0,00	11,25	11,58	11,93
Activité 1110 : Développer la médecine hospitalière	52,98	54,57	56,21	0,00	0,00	0,00	52,98	54,57	56,21
Activité 1111 : Améliorer la qualité des soins infirmiers et maternels en Côte d'Ivoire	20,18	20,78	21,41	0,00	0,00	0,00	20,18	20,78	21,41
Investissement	14 685,15	5 617,90	0,00	0,00	0,00	0,00	14 685,15	5 617,90	0,00
Trésor	13 072,65	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 072,65	0,00	0,00
Activité 1112 : Mettre en œuvre les activités du Doing Business/MSHP	72,65	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	72,65	0,00	0,00
Activité 1113 : Renforcer le Système de Santé	7 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 000,00	0,00	0,00
Activité 1114 : Renforcer le Système de Santé (2ème C2D)	6 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 000,00	0,00	0,00
Financement extérieur	1 612,50	5 617,90	0,00	0,00	0,00	0,00	1 612,50	5 617,90	0,00
Activité 1113 : Renforcer le Système de Santé	0,00	1 286,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 286,00	0,00
Activité 1115 : Apporter un Appui à la redynamisation du secteur santé (Projet d'Appui à la Redynamisation du Secteur de la Santé (PARSSI))	1 612,50	4 331,90	0,00	0,00	0,00	0,00	1 612,50	4 331,90	0,00
Transferts	164,36	169,29	174,37	0,00	0,00	0,00	164,36	169,29	174,37
Activité 1116 : Evaluer et accréditer les structures (CRESAC)	164,36	169,29	174,37	0,00	0,00	0,00	164,36	169,29	174,37

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GENERALE									
Action 2: Planification, programmation et suivi-évaluation									
S/Total action2	398,46	409,26	421,54	0,00	0,00	0,00	398,46	409,26	421,54
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	398,46	409,26	421,54	0,00	0,00	0,00	398,46	409,26	421,54
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	398,46	409,26	421,54	0,00	0,00	0,00	398,46	409,26	421,54
Activité 121 : Suivre et évaluer l'exécution des projets du ministère et Elaborer le PIP sectoriel	84,63	87,17	89,79	0,00	0,00	0,00	84,63	87,17	89,79
Activité 122 : Produire l'annuaire statistique le RASS	50,58	50,95	52,47	0,00	0,00	0,00	50,58	50,95	52,47
Activité 123 : Mettre en œuvre la Carte Sanitaire	153,03	157,62	162,35	0,00	0,00	0,00	153,03	157,62	162,35
Activité 124 : Améliorer le système d'évaluation, de contrôle et d'audit du secteur de la santé	110,21	113,52	116,92	0,00	0,00	0,00	110,21	113,52	116,92
Action 3 : Gestion des ressources humaines, matérielles et financières									
S/Total action3	158 909,94	156 369,64	160 929,63	0,00	0,00	0,00	158 909,94	156 369,64	160 929,63
Personnel	141 686,50	145 937,10	150 315,21	0,00	0,00	0,00	141 686,50	145 937,10	150 315,21
Biens et services	9 769,46	10 062,54	10 364,42	0,00	0,00	0,00	9 769,46	10 062,54	10 364,42
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	7 453,98	370,00	250,00	0,00	0,00	0,00	7 453,98	370,00	250,00
Trésor	7 453,98	370,00	250,00	0,00	0,00	0,00	7 453,98	370,00	250,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Personnel	141 686,50	145 937,10	150 315,21	0,00	0,00	0,00	141 686,50	145 937,10	150 315,21
Activité 131 : Prendre en charge les salaires des personnels en centrale	141 686,50	145 937,10	150 315,21	0,00	0,00	0,00	141 686,50	145 937,10	150 315,21
Biens et services	9 769,46	10 062,54	10 364,42	0,00	0,00	0,00	9 769,46	10 062,54	10 364,42
Activité 132 : Elaborer et mettre en œuvre un plan global de renforcement de capacité du personnel au niveau national	55,95	57,63	59,36	0,00	0,00	0,00	55,95	57,63	59,36
Activité 133 : gérer les dépenses du Patrimoine/ Gestion Abonnements EPN Santé	3 450,25	3 553,76	3 660,37	0,00	0,00	0,00	3 450,25	3 553,76	3 660,37
Activité 134 : Elaborer annuellement les DPPD/PAP, budgets-programmes et RAP	5 353,75	5 514,36	5 679,79	0,00	0,00	0,00	5 353,75	5 514,36	5 679,79

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GENERALE									
Activité 136 : Elaborer les manuels de procédures de gestion des ressources financières	194,21	200,04	206,04	0,00	0,00	0,00	194,21	200,04	206,04
Activité 137 : Mettre en œuvre la gratuité ciblée - Fonds d'action sanitaire	700,00	721,00	742,63	0,00	0,00	0,00	700,00	721,00	742,63
Activité 138 : Faire annuellement des missions de contrôle	15,29	15,75	16,22	0,00	0,00	0,00	15,29	15,75	16,22
Investissements	7 453,98	370,00	250,00	0,00	0,00	0,00	7 453,98	370,00	250,00
Trésor	7 453,98	370,00	250,00	0,00	0,00	0,00	7 453,98	370,00	250,00
Activité 1309 : Appuyer les activités institutionnelles du MSHP	7 275,87	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 275,87	0,00	0,00
Activité 1310 : Appuyer les collectivités décentralisées	146,70	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	146,70	0,00	0,00
Activité 1311 : Equiper les services du ministère en véhicules	31,40	370,00	250,00	0,00	0,00	0,00	31,40	370,00	250,00
Action 4 : Information et communication									
S/Total action4	167,24	259,90	256,50	0,00	0,00	0,00	167,24	259,90	256,50
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	126,12	129,90	133,80	0,00	0,00	0,00	126,12	129,90	133,80
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	41,12	130,00	122,70	0,00	0,00	0,00	41,12	130,00	122,70
Trésor	41,12	130,00	122,70	0,00	0,00	0,00	41,12	130,00	122,70
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	126,12	129,90	133,80	0,00	0,00	0,00	126,12	129,90	133,80
Activité 1401 : Mettre en place la base de données des activités de la santé Coordination Nationale pour le Développement et l'Utilisation des Technologies de l'Information et de la Communication dans le domaine de la Santé (CNDTIC-SANTE)	40,92	42,15	43,41	0,00	0,00	0,00	40,92	42,15	43,41
Activité 1402 : Mettre en œuvre le plan d'informatisation et d'interconnexion du MSHP	74,95	77,20	79,51	0,00	0,00	0,00	74,95	77,20	79,51
Activité 1403 : Mettre en œuvre l'archivage électronique	10,24	10,55	10,87	0,00	0,00	0,00	10,24	10,55	10,87
Investissements	41,12	130,00	122,70	0,00	0,00	0,00	41,12	130,00	122,70
Trésor	41,12	130,00	122,70	0,00	0,00	0,00	41,12	130,00	122,70
Activité 1404 : Appuyer les activités institutionnelles du MSHP	41,12	130,00	122,70	0,00	0,00	0,00	41,12	130,00	122,70
TOTAL DU PROGRAMME 1	186 901,75	175 766,81	175 110,95	0,00	0,00	0,00	186 901,75	175 766,81	175 110,95

II.2.2. Programme 2 : Amélioration de l'offre et de l'accessibilité aux soins

II.2.2.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 2 : Amélioration de l'offre et l'accessibilité aux soins	Action 2.1 : Réhabilitation, extension et équipement des infrastructures sanitaires
	Action 2.2 : Construction et équipement des infrastructures sanitaires
	Action 2.3 : Approvisionnement en médicaments et autres intrants stratégiques
	Action 2.4: Prise en charge médicale et autres soutiens aux différents niveaux de la pyramide sanitaire
	Action 2.5 : Formation et renforcement des capacités des agents de santé

II.2.2.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 2 : amélioration de l'offre et l'accessibilité aux soins						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2017	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2019	2020	2021	
OS1 : Accroître l'offre des services de santé	Proportion de la population habitant à moins de 5 Km d'un centre de santé	67%	70%	75%	80%	Population à charge située entre 0 et 5 Km d'un établissement sanitaire / Population totale Source : RASS
OS2 : Maintenir la disponibilité et l'accessibilité aux médicaments, aux vaccins et aux autres intrants stratégiques de qualité	Taux de disponibilité d'intrants stratégiques	92%	92%	92%	92%	Nombre d'intrants stratégiques disponibles / Nombre total d'intrants stratégiques sollicités Source : Rapport d'activités DPM
	Nombre de poches de sang collectées	170 500	190 000	210 000	230 000	Dénombrement Source : Rapport de COGES du CNTS

II.2.2.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

En million FCFA		Projections		
		2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 2 : AMELIORATION DE L'OFFRE ET L'ACCESSIBILITE AUX SOINS		99 719,60	114 723,27	126 310,72
	Personnel	0,00	0,00	0,00
	Biens et services	14 949,10	15 397,57	15 859,50
	Transferts	59 463,40	61 187,30	62 962,92
	Investissements	25 307,10	38 138,40	47 488,30
	Trésor	24 478,00	35 278,40	47 488,30
	Financement extérieur (Dons/Emprunts)	829,10	2 860,00	0,00

Tableau 7 : Tableau du budget détaillé du programme

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 2 : AMELIORATION DE L'OFFRE ET L'ACCESSIBILITE AUX SOINS									
Action 1: Réhabilitation, extension et équipement des infrastructures sanitaires									
S/Total action1	13 192,19	23 360,57	32 779,91	0,00	0,00	0,00	12 363,09	23 360,57	32 779,91
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	49,97	51,47	53,01	0,00	0,00	0,00	49,97	51,47	53,01
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	13 142,22	23 309,10	32 726,90	0,00	0,00	0,00	12 313,12	23 309,10	32 726,90
Trésor	12 313,12	23 309,10	32 726,90	0,00	0,00	0,00	12 313,12	23 309,10	32 726,90
Financement extérieur	829,10	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	49,97	51,47	53,01	0,00	0,00	0,00	49,97	51,47	53,01
Activité 2101: Faire la maintenance préventive et curative des équipements au niveau des régions sanitaires	49,97	51,47	53,01	0,00	0,00	0,00	49,97	51,47	53,01

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 2 : AMELIORATION DE L'OFFRE ET L'ACCESSIBILITE AUX SOINS									
Investissements	13 142,22	23 309,10	32 726,90	0,00	0,00	0,00	12 313,12	23 309,10	32 726,90
Trésor	12 313,12	23 309,10	32 726,90	0,00	0,00	0,00	12 313,12	23 309,10	32 726,90
Activité 2102 : Réhabiliter et équiper les structures de santé	1 515,39	19 276,80	28 193,00	0,00	0,00	0,00	1 515,39	19 276,80	28 193,00
Activité 2103 : Mettre aux normes les structures de santé	10 797,72	4 032,30	4 533,90	0,00	0,00	0,00	10 797,72	4 032,30	4 533,90
Financement extérieur	829,10	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Activité 2102 : Réhabiliter et équiper les structures de santé	829,10	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Action 2 : Construction et équipement des infrastructures sanitaires									
S/Total action 2	1 089,36	11 329,30	5 602,50	0,00	0,00	0,00	1 089,36	11 329,30	5 602,50
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	1 089,36	11 329,30	5 602,50	0,00	0,00	0,00	1 089,36	11 329,30	5 602,50
Trésor	1 089,36	8 469,30	5 602,50	0,00	0,00	0,00	1 089,36	8 469,30	5 602,50
Financement extérieur	0,00	2 860,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 860,00	0,00
Investissements	1 089,36	11 329,30	5 602,50	0,00	0,00	0,00	1 089,36	11 329,30	5 602,50
Trésor	1 089,36	8 469,30	5 602,50	0,00	0,00	0,00	1 089,36	8 469,30	5 602,50
Activité 2201 : Construction et équipement des infrastructures sanitaires	1 089,36	8 469,30	5 602,50	0,00	0,00	0,00	1 089,36	8 469,30	5 602,50
Financement extérieur	0,00	2 860,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 860,00	0,00
Activité 2201 : Construction et équipement des infrastructures sanitaires	0,00	2 860,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 860,00	0,00
Action 3 : Approvisionnement en médicaments et autres intrants stratégiques									
S/Total action 3	23 164,78	12 722,92	13 044,61	0,00	0,00	0,00	23 164,78	12 722,92	13 044,61
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Transferts	12 410,60	12 722,92	13 044,61	0,00	0,00	0,00	12 410,60	12 722,92	13 044,61
Investissements	10 754,18	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 754,18	0,00	0,00
Trésor	10 754,18	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 754,18	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 2 : AMELIORATION DE L'OFFRE ET L'ACCESSIBILITE AUX SOINS									
Transferts	12 410,60	12 722,92	13 044,61	0,00	0,00	0,00	12 410,60	12 722,92	13 044,61
Activité 2301: Approvisionner la NPSP en médicament	1 443,35	1 486,65	1 531,25	0,00	0,00	0,00	1 443,35	1 486,65	1 531,25
Activité 2303: Liquidier la PSP	2 600,00	2 678,00	2 758,34	0,00	0,00	0,00	2 600,00	2 678,00	2 758,34
Activité 2304: Approvisionner l'Institut d'hygiène publique en Vaccin	100,00	103,00	106,09	0,00	0,00	0,00	100,00	103,00	106,09
Activité 2305: Mettre à disposition des poches de sang de qualité et de produit sanguins	4 559,57	4 636,36	4 715,45	0,00	0,00	0,00	4 559,57	4 636,36	4 715,45
Activité 2306: Garantir la qualité des médicaments, vaccins et intrants stratégiques	723,31	745,01	767,36	0,00	0,00	0,00	723,31	745,01	767,36
Activité 2307: Réaliser des missions de prévention sur l'hygiène publique	2 984,37	3 073,90	3 166,12	0,00	0,00	0,00	2 984,37	3 073,90	3 166,12
Investissements	10 754,18	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 754,18	0,00	0,00
Trésor	10 754,18	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 754,18	0,00	0,00
Activité 2308 : Faire la couverture de nouveaux de GAVI	10 754,18	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 754,18	0,00	0,00
Action 4 : Assurer la prise en charge médicale et autres soutiens aux différents niveaux de la pyramide sanitaire									
S/Total action 4	53 227,94	55 493,79	64 425,30	0,00	0,00	0,00	53 227,94	55 493,79	64 425,30
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	8 952,82	9 221,41	9 498,05	0,00	0,00	0,00	8 952,82	9 221,41	9 498,05
Transferts	43 953,77	45 272,38	46 630,55	0,00	0,00	0,00	43 953,77	45 272,38	46 630,55
Investissements	321,35	1 000,00	8 296,70	0,00	0,00	0,00	321,35	1 000,00	8 296,70
Trésor	321,35	1 000,00	8 296,70	0,00	0,00	0,00	321,35	1 000,00	8 296,70
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	8 952,82	9 221,41	9 498,05	0,00	0,00	0,00	8 952,82	9 221,41	9 498,05
Activité 2401 : Faire la prise en charge curative dans les CHR	1 084,97	1 117,52	1 151,04	0,00	0,00	0,00	1 084,97	1 117,52	1 151,04
Activité 2402 : Faire la prise en charge curative dans les HG	2 637,49	2 716,61	2 798,11	0,00	0,00	0,00	2 637,49	2 716,61	2 798,11
Activité 2403 : Faire la prise en charge curative dans les Hpsy	250,37	257,88	265,62	0,00	0,00	0,00	250,37	257,88	265,62
Activité 2404 : Faire la prise en charge curative dans les FSU, CSU, DU, MU, PMI, SSSU	3 346,95	3 447,36	3 550,78	0,00	0,00	0,00	3 346,95	3 447,36	3 550,78

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 2 : AMELIORATION DE L'OFFRE ET L'ACCESSIBILITE AUX SOINS									
Activité 2405 : Assurer la prise en charge curative dans les CAT	275,29	283,55	292,06	0,00	0,00	0,00	275,29	283,55	292,06
Activité 2406 : Faire la prise en charge curative dans les CSR	1 357,75	1 398,49	1 440,44	0,00	0,00	0,00	1 357,75	1 398,49	1 440,44
Transferts	43 953,77	45 272,38	46 630,55	0,00	0,00	0,00	43 953,77	45 272,38	46 630,55
Activité 2408 : Accroître la prise en charge des maladies du cœur (ICA)	2 903,78	2 990,89	3 080,62	0,00	0,00	0,00	2 903,78	2 990,89	3 080,62
Activité 2409 : Faire la prise en charge des malades de la lèpre (IRF)	1 086,78	1 119,39	1 152,97	0,00	0,00	0,00	1 086,78	1 119,39	1 152,97
Activité 2410 : Faire la prise en charge curative du Couple Mère-Enfant à l'Hôpital Mère-Enfant de Bingerville	1 800,00	1 854,00	1 909,62	0,00	0,00	0,00	1 800,00	1 854,00	1 909,62
Activité 2411 : Accroître la prise en charge des malades du cancer (CNOR)	1 400,00	1 442,00	1 485,26	0,00	0,00	0,00	1 400,00	1 442,00	1 485,26
Activité 2412 : Accroître la prise en charge des malades au niveau des 5 Centres Hospitaliers Universitaires (CHU)	27 486,76	28 311,36	29 160,70	0,00	0,00	0,00	27 486,76	28 311,36	29 160,70
Activité 2413 : Accroître les interventions d'aide d'urgences et d'hémodialyse (SAMU)	6 997,45	7 207,37	7 423,59	0,00	0,00	0,00	6 997,45	7 207,37	7 423,59
Activité 2414 : Faire la prise en charge curative (CROIX ROUGE, CROIX BLEUE, DON ORIONE, AIBEF, ONG Les Amis de Thérèse HAURY)	95,01	97,86	100,79	0,00	0,00	0,00	95,01	97,86	100,79
Activité 2415 : Faire la prise en charge curative (Hôpital confessionnel et privé, HP Dabou)	133,59	137,59	141,72	0,00	0,00	0,00	133,59	137,59	141,72
Activité 2416 : Faire la prise en charge curative (Evacuation Sanitaire)	1 300,41	1 339,42	1 379,60	0,00	0,00	0,00	1 300,41	1 339,42	1 379,60
Activité 2417 : Faire la radioprotection et la sécurité nucléaire	750,00	772,50	795,68	0,00	0,00	0,00	750,00	772,50	795,68
Investissements	321,35	1 000,00	8 296,70	0,00	0,00	0,00	321,35	1 000,00	8 296,70
Trésor	321,35	1 000,00	8 296,70	0,00	0,00	0,00	321,35	1 000,00	8 296,70
Activité 2418 : Faire la riposte aux épidémies (Urgence Epidémie)	321,35	1 000,00	8 296,70	0,00	0,00	0,00	321,35	1 000,00	8 296,70

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 2 : AMELIORATION DE L'OFFRE ET L'ACCESSIBILITE AUX SOINS									
Action 5 : Formation et renforcement des capacités des agents de santé									
S/Total action 5	9 045,33	11 816,69	10 458,39	0,00	0,00	0,00	9 045,33	11 816,69	10 458,39
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	5 946,31	6 124,70	6 308,44	0,00	0,00	0,00	5 946,31	6 124,70	6 308,44
Transferts	3 099,03	3 192,00	3 287,76	0,00	0,00	0,00	3 099,03	3 192,00	3 287,76
Investissements	0,00	2 500,00	862,20	0,00	0,00	0,00	0,00	2 500,00	862,20
Trésor	0,00	2 500,00	862,20	0,00	0,00	0,00	0,00	2 500,00	862,20
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	5 946,31	6 124,70	6 308,44	0,00	0,00	0,00	5 946,31	6 124,70	6 308,44
Activité 2501 : Mettre en œuvre la Politique Nationale de Formation Continue	100,00	103,00	106,09	0,00	0,00	0,00	100,00	103,00	106,09
Activité 2502 : Prendre en charge les péculés des élèves et étudiant du secteur de la santé	5 846,31	6 021,70	6 202,35	0,00	0,00	0,00	5 846,31	6 021,70	6 202,35
Transferts	3 099,03	3 192,00	3 287,76	0,00	0,00	0,00	3 099,03	3 192,00	3 287,76
Activité 2503 : Renforcer les capacités des ressources humaines de santé et réaliser des recherches en santé publique	1 261,69	1 299,54	1 338,53	0,00	0,00	0,00	1 261,69	1 299,54	1 338,53
Activité 2504 : Former les agents de santé	1 837,33	1 892,45	1 949,23	0,00	0,00	0,00	1 837,33	1 892,45	1 949,23
Investissements	0,00	2 500,00	862,20	0,00	0,00	0,00	0,00	2 500,00	862,20
Trésor	0,00	2 500,00	862,20	0,00	0,00	0,00	0,00	2 500,00	862,20
Activité 2505 : Appuyer la riposte aux épidémies (Appui à la Riposte épidémiologique)	0,00	2 500,00	862,20	0,00	0,00	0,00	0,00	2 500,00	862,20
TOTAL DU PROGRAMME 2	98 890,50	114 723,27	126 310,72	0,00	0,00	0,00	98 890,50	114 723,27	126 310,72

II.2.3. Programme 3 : Renforcement de la lutte contre la maladie

II.2.3.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Tableau de déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 3 : Renforcement de la lutte contre la maladie	Action 3.1 : Renforcement de la lutte contre le VIH, le paludisme et la tuberculose
	Action 3.2 : Renforcement de la lutte contre les autres maladies transmissibles et non transmissibles et les maladies tropicales négligées
	Action 3.3 : Prévention de la santé et l'hygiène publique et promotion des bonnes pratiques nutritionnelles
	Action 3.4 : Renforcement de la santé de la mère, du nouveau-né, de l'enfant, des adolescents et des jeunes

II.2.3.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 3 : Renforcement de la lutte contre la maladie						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2017	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2019	2020	2021	
OS 1 : Maitriser les risques liés à la grossesse par la prévention et la prise en charge des problèmes de santé de la femme en âge de procréer	Taux d'accouchement assisté par un personnel qualifié	64,5%	69,9%	74,8%	79,9%	Nombre d'accouchements pratiqués par un personnel qualifié / nombre total d'accouchements Source : RASS
OS 2 : Améliorer la couverture en services de prévention et de prise en charge des maladies de l'enfant	Taux d'enfants complètement vaccinés avant 12 mois en DTC-HepB-Hib3	32%	42%	50%	60%	Nombre d'enfants ayant reçu le vaccin DTC-Hép B Hib3 PEV / nombre d'enfants de moins de 12 mois Source : DHES
OS 3 : Accroître la couverture nationale en services de prévention et de prise en charge du VIH/sida	Nombre de PVVIH sous ARV (File active)	225.839	272.978	331.643	392.182	Dénombrement Source : DIPE / ONUSIDA
OS 4 : Intensifier les interventions de prévention et de prise en charge du paludisme sur les femmes enceintes	Pourcentage de femmes enceintes, fréquentant les centres de consultations prénatales, ayant reçu au moins trois doses de Sulfadoxine Pyriméthamine (SP)	35,20%	90%	90%	90%	Nombre de femmes enceintes, fréquentant les centres de consultations prénatales, ayant reçu au moins trois doses de Sulfadoxine Pyriméthamine (SP) / Nombre total de femmes enceintes Source : RASS

Programme 3 : Renforcement de la lutte contre la maladie						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2017	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2019	2020	2021	
OS 5 : Intensifier les interventions de prévention et de prise en charge de la tuberculose	Proportion de malades de tuberculose ayant achevé avec succès leur traitement	85%	86%	87%	88%	Nombre de malades de tuberculose ayant achevé avec succès leur traitement / Nombre total de malades de tuberculose suivis Source : Rapport d'activité du programme tuberculose/SNIS, PNLT
OS 6 : Intensifier les interventions de nutrition	Proportion d'enfants malnutris aigus pris en charge	ND	100%	100% ^{sss}	100%	Nombre d'enfants dépistés malnutris aigus pris en charge / Nombre total d'enfants dépistés malnutris aigus Source : PNN

II.2.3.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

En million FCFA		Projections		
		2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 3 : RENFORCEMENT DE LA LUTTE CONTRE LA MALADIE		95 986,34	35 240,69	57 561,29
	Personnel	0,00	0,00	0,00
	Biens et services	14 391,04	14 822,78	15 267,46
	Transferts	1 450,53	380,61	392,03
	Investissements	80 144,77	20 037,30	41 901,80
	Trésor	17 835,26	6 451,80	15 054,30
	Financement extérieur (Dons/Emprunts)	62 309,51	13 585,50	26 847,50

Tableau 7 : Tableau du budget détaillé du programme

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 3 : RENFORCEMENT DE LA LUTTE CONTRE LA MALADIE									
Action 1: Renforcement de la lutte contre le VIH, le paludisme et la tuberculose									
S/Total action1	66 407,80	18 834,08	32 426,65	0,00	0,00	0,00	66 407,80	18 834,08	32 426,65
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	4 891,04	5 037,78	5 188,91	0,00	0,00	0,00	4 891,04	5 037,78	5 188,91
Transferts	240,59	247,81	255,24	0,00	0,00	0,00	240,59	247,81	255,24
Investissements	61 276,17	13 548,50	26 982,50	0,00	0,00	0,00	61 276,17	13 548,50	26 982,50
Trésor	13 752,67	125,00	135,00	0,00	0,00	0,00	13 752,67	125,00	135,00
Financement extérieur	47 523,50	13 423,50	26 847,50	0,00	0,00	0,00	47 523,50	13 423,50	26 847,50
Biens et services	4 891,04	5 037,78	5 188,91	0,00	0,00	0,00	4 891,04	5 037,78	5 188,91
Activité 3101: Mettre en œuvre la Gratuité Lutte contre le Paludisme / DAF	4 800,00	4 944,00	5 092,32	0,00	0,00	0,00	4 800,00	4 944,00	5 092,32
Activité 3111: Lutter contre le SIDA dans les autres structures de l'administration (points focaux SIDA)	91,04	93,78	96,59	0,00	0,00	0,00	91,04	93,78	96,59
Transferts	240,59	247,81	255,24	0,00	0,00	0,00	240,59	247,81	255,24
Activité 3102 : Mobiliser les ressources additionnelles en faveur de la lutte contre le sida	92,74	95,52	98,38	0,00	0,00	0,00	92,74	95,52	98,38
Activité 3103 : Elaborer et mettre en œuvre le plan d'action du FNLS	147,85	152,29	156,86	0,00	0,00	0,00	147,85	152,29	156,86
Investissements	61 276,17	13 548,50	26 982,50	0,00	0,00	0,00	61 276,17	13 548,50	26 982,50
Trésor	13 752,67	125,00	135,00	0,00	0,00	0,00	13 752,67	125,00	135,00
Activité 3104 : Renforcer la lutte contre le VIH/Sida (PNPEC)	2 440,78	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 440,78	0,00	0,00
Activité 3105 : Renforcer la Lutte contre le Paludisme (PNLP)	4 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 000,00	0,00	0,00
Activité 3106 : Renforcer la Lutte contre la Tuberculose (PNLT)	1 385,73	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 385,73	0,00	0,00
Activité 3107 : Renforcer de Lutte contre le SIDA chez les Populations Hautement Vulnérables	8,13	125,00	135,00	0,00	0,00	0,00	8,13	125,00	135,00
Activité 3109 : Faire la planification familiale et la prévention du VIH/SIDA Phase III et IV (AIMAS)	5 753,64	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 753,64	0,00	0,00

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 3 : RENFORCEMENT DE LA LUTTE CONTRE LA MALADIE									
Activité 3110 : Coordonner les activités de la lutte contre le Sida/Tuberculose/Paludisme par le Fonds Mondial	164,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	164,40	0,00	0,00
Financement extérieur	47 523,50	13 423,50	26 847,50	0,00	0,00	0,00	47 523,50	13 423,50	26 847,50
Activité 3104 : Renforcer la lutte contre le VIH/Sida (PNPEC)	14 399,10	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14 399,10	0,00	0,00
Activité 3105 : Renforcer la Lutte contre le Paludisme (PNLP)	28 458,70	11 929,30	25 203,90	0,00	0,00	0,00	28 458,70	11 929,30	25 203,90
Activité 3106 : Renforcer la Lutte contre la Tuberculose (PNLT)	1 385,70	1 494,20	1 643,60	0,00	0,00	0,00	1 385,70	1 494,20	1 643,60
Activité 3109 : Faire la planification familiale et la prévention du VIH/SIDA Phase III et IV (AIMAS)	3 280,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 280,00	0,00	0,00
Action 2 : Renforcement de la lutte contre les autres maladies transmissibles et non transmissibles et les maladies tropicales négligées									
S/Total action 2	9 295,26	3 867,71	8 964,59	0,00	0,00	0,00	9 295,26	3 867,71	8 964,59
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Transferts	1 209,94	132,81	136,79	0,00	0,00	0,00	1 209,94	132,81	136,79
Investissements	8 085,32	3 734,90	8 827,80	0,00	0,00	0,00	8 085,32	3 734,90	8 827,80
Trésor	3 299,30	3 734,90	8 827,80	0,00	0,00	0,00	3 299,30	3 734,90	8 827,80
Financement extérieur	4 786,01	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 786,01	0,00	0,00
Transferts	1 209,94	132,81	136,79	0,00	0,00	0,00	1 209,94	132,81	136,79
Activité 3201: Renforcer la lutte contre le tabac, alcoolisme et autres addictions	1 081,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 081,00	0,00	0,00
Activité 3221 : Prévenir et Traiter l'Insuffisance Rénale (CNPTIR)/Santé Nutrition	128,94	132,81	136,79	0,00	0,00	0,00	128,94	132,81	136,79
Investissements	8 085,32	3 734,90	8 827,80	0,00	0,00	0,00	8 085,32	3 734,90	8 827,80
Trésor	3 299,30	3 734,90	8 827,80	0,00	0,00	0,00	3 299,30	3 734,90	8 827,80
Activité 3202 : Renforcer le Programme Elargi de Vaccination	1 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 500,00	0,00	0,00
Activité 3203 : Renforcer la lutte contre les maladies non transmissibles (STEPS)	15,47	155,00	255,00	0,00	0,00	0,00	15,47	155,00	255,00
Activité 3204 : Renforcer le Programme National de Lutte contre le Cancer	23,26	305,00	3 415,00	0,00	0,00	0,00	23,26	305,00	3 415,00
Activité 3205 : Lutter contre le Cancer du Sein/Access Roche	50,00	230,00	300,00	0,00	0,00	0,00	50,00	230,00	300,00

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 3 : RENFORCEMENT DE LA LUTTE CONTRE LA MALADIE									
Activité 3206 : Renforcer le Programme de Lutte contre le Diabète	12,03	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12,03	0,00	0,00
Activité 3207 : Renforcer le Programme National de Lutte contre les Hépatites Virales	50,00	750,00	750,00	0,00	0,00	0,00	50,00	750,00	750,00
Activité 3208 : Lutter contre l'Hépatite Virale/ Access Roche	14,66	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14,66	0,00	0,00
Activité 3209 : Renforcer le Programme de Lutte contre le Diabète	29,33	61,00	0,00	0,00	0,00	0,00	29,33	61,00	0,00
Activité 3210 : Renforcer le Programme National de Lutte contre le Tabagisme	311,37	422,10	2 710,60	0,00	0,00	0,00	311,37	422,10	2 710,60
Activité 3211 : Renforcer le Programme National de Lutte contre la schistosomiase, les Géo helminthiases et la filariose lymphatique	31,21	145,00	120,00	0,00	0,00	0,00	31,21	145,00	120,00
Activité 3212 : Renforcer le Programme de Lutte contre la santé oculaire et l'Onchocercose – PNSOLO	24,48	280,00	230,00	0,00	0,00	0,00	24,48	280,00	230,00
Activité 3213 : Renforcer le Programme de Lutte contre la Trypanosomiase Humaine Africaine – PNETHA	30,00	155,00	170,00	0,00	0,00	0,00	30,00	155,00	170,00
Activité 3214 : Renforcer le Programme de Lutte contre l'Ulçère Buruli	80,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	80,00	0,00	0,00
Activité 3215 : Eradiquer le Ver de Guinée / Eau et Assainissement (PNEV/EA)	35,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	35,00	0,00	0,00
Activité 3216 : Renforcer Programme de Promotion de la Médecine Traditionnelle	50,00	90,00	80,00	0,00	0,00	0,00	50,00	90,00	80,00
Activité 3217 : Renforcer le Programme National de Développement de l'Activités Pharmaceutiques	32,28	200,00	222,60	0,00	0,00	0,00	32,28	200,00	222,60
Activité 3218 : Renforcer le Programme National de Promotion Santé Bucco-Dentaire (PNPSBD)	10,21	120,00	200,00	0,00	0,00	0,00	10,21	120,00	200,00
Activité 3219 : Renforcer le Programme National Santé Mentale	0,00	821,80	374,60	0,00	0,00	0,00	0,00	821,80	374,60
Activité 3220 : Renforcer le système de santé et se préparer à la lutte contre Ebola (CA & CB)	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00	0,00
Financement extérieur	4 786,01	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 786,01	0,00	0,00
Activité 3220 : Renforcer le système de santé et se préparer à la lutte contre Ebola (CA & CB)	4 786,01	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 786,01	0,00	0,00

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 3 : RENFORCEMENT DE LA LUTTE CONTRE LA MALADIE									
Action 3 : Prévention de la santé et l'hygiène publique et promotion des bonnes pratiques nutritionnelles									
S/Total action 3	235,00	2 179,20	1 232,30	0,00	0,00	0,00	235,00	2 179,20	1 232,30
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	235,00	2 179,20	1 232,30	0,00	0,00	0,00	235,00	2 179,20	1 232,30
Trésor	235,00	2 179,20	1 232,30	0,00	0,00	0,00	235,00	2 179,20	1 232,30
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	235,00	2 179,20	1 232,30	0,00	0,00	0,00	235,00	2 179,20	1 232,30
Trésor	235,00	2 179,20	1 232,30	0,00	0,00	0,00	235,00	2 179,20	1 232,30
Activité 3301: Renforcer le Programme National de Nutrition	200,00	2 000,00	1 032,30	0,00	0,00	0,00	200,00	2 000,00	1 032,30
Activité 3302 : Renforcer le Programme de Coopération Côte d'Ivoire/UNICEF : Survie de l'Enfant /Santé Nutrition	15,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15,00	0,00	0,00
Activité 3303 : Renforcer le Projet de Promotion de l'Hygiène Publique	10,00	150,00	200,00	0,00	0,00	0,00	10,00	150,00	200,00
Activité 3304 : Renforcer le Programme Hydraulique et Assainissement pour le Millénaire (PHAM)/Santé	5,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5,00	0,00	0,00
Activité 3305 : Renforcer le Prog d'Appui à l'accélération de l'accès Durable à l'eau, à l'hygiène et à l'assainis. (PADEHA)/Santé	5,00	29,20	0,00	0,00	0,00	0,00	5,00	29,20	0,00
Action 4 : Renforcement de la santé de la mère, du nouveau-né, de l'enfant, des adolescents et des jeunes									
S/Total action 4	20 048,29	10 359,70	14 937,75	0,00	0,00	0,00	20 048,29	10 359,70	14 937,75
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	9 500,00	9 785,00	10 078,55	0,00	0,00	0,00	9 500,00	9 785,00	10 078,55
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	10 548,29	574,70	4 859,20	0,00	0,00	0,00	10 548,29	574,70	4 859,20
Trésor	548,29	412,70	4 859,20	0,00	0,00	0,00	548,29	412,70	4 859,20
Financement extérieur	10 000,00	162,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00	162,00	0,00

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 3 : RENFORCEMENT DE LA LUTTE CONTRE LA MALADIE									
Biens et services	9 500,00	9 785,00	10 078,55	0,00	0,00	0,00	9 500,00	9 785,00	10 078,55
Activité 3401 : Renforcer la Mise en œuvre Gratuité Accouchement / DAF	4 850,00	4 995,50	5 145,37	0,00	0,00	0,00	4 850,00	4 995,50	5 145,37
Activité 3402 : Renforcer la Mise en œuvre Gratuité Césarienne / DAF	4 650,00	4 789,50	4 933,19	0,00	0,00	0,00	4 650,00	4 789,50	4 933,19
Investissements	10 548,29	574,70	4 859,20	0,00	0,00	0,00	10 548,29	574,70	4 859,20
Trésor	548,29	412,70	4 859,20	0,00	0,00	0,00	548,29	412,70	4 859,20
Activité 3403: Améliorer la santé de la reproduction /Planification Familiale	17,79	165,00	4 559,20	0,00	0,00	0,00	17,79	165,00	4 559,20
Activité 3404 : Appuyer la Prévention & la Prise en Charge des Violences Sexuelles	3,92	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3,92	0,00	0,00
Activité 3405 : Renforcer la Mise en œuvre du Cadre d'Accélération de la Réduction de la Mortalité Maternelle et Néonatale en Côte d'Ivoire	468,11	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	468,11	0,00	0,00
Activité 3406 : Renforcer le Programme National de Santé Infantile (PNSI)	28,73	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	28,73	0,00	0,00
Activité 3407 : Renforcer le Programme de Santé Scolaire et Universitaire (PNSSU)	29,74	247,70	300,00	0,00	0,00	0,00	29,74	247,70	300,00
Financement extérieur	10 000,00	162,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00	162,00	0,00
Activité 3404 : Appuyer la Prévention & la Prise en Charge des Violences Sexuelles	0,00	162,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	162,00	0,00
Activité 3405 : Renforcer la Mise en œuvre du Cadre d'Accélération de la Réduction de la Mortalité Maternelle et Néonatale en Côte d'Ivoire	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00
TOTAL DU PROGRAMME 3	95 986,34	35 240,69	57 561,29	0,00	0,00	0,00	95 986,34	35 240,69	57 561,29

SECTION 25 : MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES

SECTION 25 : MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES

I. PRESENTATION GENERALE DU MINISTERE

I.1. Situation du secteur

I.1.1. Problèmes majeurs

I.1.1.1. Au niveau de la gouvernance du secteur

- l'insuffisance des missions d'inspection et d'audit des services centraux et extérieurs ;
- l'absence de coordination entre le Ministère et les Départements ministériels techniques en matière d'octroi des facilités aux ONG internationales.
- le manque de suivi des recommandations des missions d'inspection et d'audit effectuées ;
- la non application du Schéma Directeur Informatique ;
- l'insuffisance de formation continue des acteurs diplomatiques ;

I.1.1.2. Au niveau du sous-secteur relation bilatérale et multilatérale

- l'absence de politique de promotion des cadres ivoiriens dans les organismes internationaux ;
- la non application intégrale des dispositions du Statut particulier du Corps Diplomatique. ;
- la non fréquence de la tenue des Grandes Commissions Mixtes de coopération bilatérale ;
- le faible niveau de représentativité de la Côte d'Ivoire ;
- l'insuffisance de suivi des Accords bilatéraux existants ;
- la faible coordination en matière de coopération bilatérale entre le Ministère et les autres Départements techniques ;
- l'absence de statistiques fiables en matière des échanges économiques et commerciaux.
- l'adhésion incontrôlée des ministères techniques aux Organisations internationales ;
- l'absence de politiques et de stratégies en matière de coopération multilatérale ;
- la faible valorisation des compétences ivoiriennes dans les Organisations Internationales.

I.1.1.3. Au niveau du sous-secteur protocole, état civil et privilèges diplomatiques

- la faible formalisation de certaines procédures administratives ;
- l'inadaptation des textes réglementaires relatifs à la gestion des privilèges diplomatiques et magasins diplomatiques ;
- l'absence de statistiques fiables sur l'état civil, les apatrides et les réfugiés ;
- la difficulté dans la gestion des privilèges et la maîtrise de l'effectif du Corps Diplomatique accrédité en Côte d'Ivoire.

I.1.2. Réponses apportées

I.1.2.1. Au niveau de la gouvernance du secteur

- l'adoption d'un nouvel organigramme du Ministère avec la création de nouvelles Directions ;
- l'apurement progressif des arriérés de contribution de la Côte d'Ivoire auprès des organismes internationaux ;
- la mise en œuvre d'un plan d'acquisition, de construction et de réhabilitation, de Chancelleries, Résidences et logements de diplomates ;

- l'apurement progressif des arriérés de paiement des Postes Diplomatiques et Consulaires ;
- la revalorisation salariale des diplomates avec l'entrée en vigueur du Statut du Corps Diplomatique en 2013;
- le renforcement de la politique de communication et d'information ;
- le renforcement des capacités des diplomates à travers l'organisation des stages de perfectionnement en Côte d'Ivoire et à l'étranger ;
- le renforcement de la diplomatie économique.

I.1.2.2. Au niveau du sous-secteur relation bilatérale et multilatérale

- l'ouverture de nouvelles Ambassades ;
- l'acquisition et la réhabilitation de quelques Résidences et Chancelleries ainsi que du Bloc ministériel et les deux bâtiments annexes à Abidjan ;
- la création et la réactivation de plusieurs Grandes Commissions Mixtes de coopération bilatérale et des Sommets du Traité d'Amitié et de Coopération;
- la signature de l'Accord de Partenariat Stratégique (APS) avec le Ghana ;
- la signature de plusieurs accords de coopération bilatérale ;
- les échanges de visites de hautes personnalités entre la Côte d'Ivoire et plusieurs pays ;
- la promotion de la candidature de la Côte d'Ivoire à un poste de membre non permanent du Conseil de sécurité des Nations Unies pour la période 2018-2019 ;
- la promotion de la candidature des cadres Ivoiriens dans les organismes internationaux ;
- la préparation et l'organisation de la 44ème session du Conseil des Ministres de l'OCI, des 8ème Jeux de la Francophonie et du 5ème Sommet UA-UE ;
- l'ouverture de deux nouvelles Représentations Permanentes (FAO, FIDA, PAM et UE);
- l'implication active de la Côte d'Ivoire en faveur de l'intégration sous-régionale avec la réactivation du Conseil de l'Entente et de l'Union du Fleuve Mano ;
- les médiations ivoiriennes dans les crises au Mali et en Guinée Bissau ;
- l'élection de la Côte d'Ivoire en qualité de membre de la Commission des Droits de l'Homme des Nations Unies en 2012 ;
- les actions de lobbying et de restauration de l'image de la Côte d'Ivoire ;
- la ratification de plusieurs accords et conventions internationaux ;
- la nomination du Représentant Permanent du Chef de l'Etat auprès de l'OIF.

I.1.2.3. Au niveau du sous-secteur protocole, état civil et privilèges diplomatiques

- le renforcement de l'assistance aux réfugiés ivoiriens avec le rapatriement volontaire de personnes en collaboration avec le HCR ;
- la formalisation progressive des procédures diplomatiques ;
- la réorganisation et le recadrage des attributions de la Direction Générales du Protocole d'Etat et de la Direction Générale des Affaires Juridiques, Consulaires et de l'Etat-Civil;
- l'élaboration du répertoire des Missions Diplomatiques et Postes Consulaires.

I.1.3. Défis et priorités

I.1.3.1. Défis

- l'intensification du renforcement des capacités des acteurs de la diplomatie ;
- la révision en cours du Statut du Corps Diplomatique ;
- l'élaboration en cours du document d'orientation en matière de diplomatie économique ;
- la mobilisation des ressources financières extérieures ;
- le renforcement de la politique de communication et d'information ;
- la consolidation et l'extension du patrimoine immobilier de l'Etat à l'étranger à travers la réhabilitation ;

- la construction et l'acquisition des Chancelleries, Résidences et logements des diplomates ;
- la poursuite du renforcement des instruments de coopération bilatérale et multilatérale ;
- l'optimisation de la carte diplomatique ;
- la Promotion des partenariats économiques stratégiques ;
- l'intensification du lobbying et la promotion de la destination Côte d'Ivoire ;
- l'amélioration du dialogue avec les acteurs impliqués dans la promotion de l'action économique extérieure (Etat et secteur privé) ;
- l'institution d'un cadre d'échanges avec les structures en charge des questions culturelles et touristiques ;
- la poursuite du renforcement de la présence et de l'influence de la Côte d'Ivoire dans les Organismes internationaux ;
- le renforcement de l'assistance aux Ivoiriens de l'extérieur.

I.1.3.2. Priorités

- la promotion de la candidature des cadres ivoiriens dans les organismes internationaux ;
- l'ouverture de nouvelles Représentation Permanentes ;
- l'adaptation des textes réglementaires relatifs à la gestion des privilèges diplomatiques et magasins diplomatiques ;
- la constitution de statistiques fiables sur l'état civil, les apatrides et les réfugiés ;
- la gestion des privilèges et la maîtrise de l'effectif du Corps Diplomatique accrédité en Côte d'Ivoire ;
- la coordination entre le Ministère des Affaires Etrangères et les Départements ministériels techniques en matière d'octroi des facilités aux ONG internationales.

I.2. Politique sectorielle

I.2.1. Principales orientations

- le développement de la diplomatie économique ;
- la modernisation de l'outil diplomatique ;
- le renforcement des relations bilatérale et multilatérale.

I.2.2. Résultats stratégiques

- l'administration est moderne et performante ;
- la Côte d'Ivoire est bien représentée dans le monde ;
- le volume des échanges commerciaux à travers les accords bilatéraux est important ;
- la présence de la Côte d'Ivoire dans les organisations internationales est renforcée ;
- les stratégies sont élaborées et suivies dans la relation multilatérale entre la Côte d'Ivoire et les Organisations Internationales ;
- les services du Protocole sont efficaces ;
- le délai d'obtention des actes administratifs est raccourci.

I.3. Missions du ministère

Le Ministre des Affaires Etrangères est chargé de la mise en œuvre et du suivi de la politique du Gouvernement en matière de politique extérieure de la Côte d'Ivoire.

A ce titre, en liaison avec le Ministre de l'Intégration Africaine et des Ivoiriens de l'Extérieur et les différents départements ministériels concernés, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

- organisation et gestion de la responsabilité diplomatique et consulaire de la Côte d'Ivoire à l'étranger ;
- défense des intérêts et protection des nationaux ivoiriens à l'étranger par l'intermédiaire des Représentations diplomatiques et consulaires et à travers les organisations ou associations ivoiriennes à l'étranger ;
- interface entre les missions diplomatiques et les organisations internationales établies en Côte d'Ivoire et les départements ministériels, ainsi que les organismes publics et privée nationaux ;
- gestion de l'état civil des Ivoiriens à l'Etranger, en liaison avec les ministères concernés ;
- développement des relations de coopération avec les institutions et organisations internationales ;
- tutelle des Organisations Gouvernementales et Non Gouvernementales établies en Côte d'Ivoire ;
- élaboration et mise en œuvre de la politique nationale en matière de promotion, d'intégration et de suivi des Ivoiriens dans la fonction publique internationale ;
- coordination de la participation de la Côte d'Ivoire aux réunions et conférences internationales ;
- élaboration des lois et règlements, mise en œuvre et suivi du Protocole d'Etat ;
- préparation de la ratification des engagements internationaux souscrits par la Côte d'Ivoire ;
- conservation, interprétation, suivi de l'exécution et dénonciation des engagements internationaux ;
- négociation et signature des conventions et accords internationaux liant l'Etat, sauf délégation ou autorisation expresse accordée à d'autres Ministres ;
- coordination de la coopération internationale ;
- élaboration de la politique concernant la gestion des réfugiés ;
- participation à l'élaboration des politiques de gestion des apatrides et des migrants, en liaison avec les ministères concernés ;
- développement des relations d'amitié et de coopération avec les pays étrangers ;
- participation à la gestion du patrimoine immobilier de l'Etat à l'étranger en liaison avec les Ministres chargés de la Construction, de l'Economie et des Finances et du Budget ;
- appui à l'organisation de la coopération internationale entre les collectivités territoriales ivoiriennes et les collectivités territoriales étrangères ;
- promotion de l'image de la Côte d'Ivoire à l'extérieur, en liaison avec les Ministres chargés de la Communication et du Tourisme ;
- développement de l'action économique extérieure et promotion des intérêts économiques de la Côte d'Ivoire dans le monde, en liaison avec les Ministres chargés du Commerce et de l'Economie et des Finances.

I.4. Identification des programmes

- Programme 1 : Administration générale ;
- Programme 2 : Relation bilatérale ;
- Programme 3 : Relation multilatérale ;
- Programme 4 : Protocole d'Etat, Affaires Juridiques et Consulaires.

II. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DEPENSES -PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (DPPD-PAP)

II.1. Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses (DPPD)

II.1.1. Répartition des structures dans les programmes

Tableau 1 : Cartographie administrative des programmes

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET REGIONAUX	ORGANISME SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 1 : Administration Générale	Cabinet, IGAE, DSP, DCRP, DEG, DDE, DAF, SPO, SCVD, CPMP, ESCS, SG, DRH, DFPI, DPL, DSIN ; SCMI, SBS, SDA, STI.		Réhabilitation des deux bâtiments annexes du bloc ministériel Système intégré d'informatisation et de communication du Ministère (Projet d'interconnexion.) Renforcement des capacités techniques et opérationnelles du MAE (Institut Diplomatique et interconnexion du Département Central aux Missions Diplomatiques)	
Programme 2 : Relation Bilatérale	DGRB, DA, DE, DAPO, DAC, Ambassades Bilatérales (49)		Acquérir, construire ou réhabiliter les chancelleries et résidences	
Programme 3 : Relation Multilatérale	DGRM, DOI, Direction ONU et Institutions Spécialisées des Nations Unies, Délégations et Missions Permanentes auprès d'Organismes Internationaux (06)		Projets : Acquérir, construire ou réhabiliter les chancelleries et résidences	
Programme 4 : Protocole d'Etat, Affaires Juridiques et Consulaires	DGPE, DPV, DACAA, DPI, DGAJCEC, DAJ, DECAC, DAARA			

II.1.2. Performance globale du ministère

Tableau 2 : Performance du ministère

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESUTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODE DE CALCUL / SOURCE DE COLLECTE (SC)
OG 1 : Promouvoir une administration moderne et performante	RS 1.1 : l'Administration est moderne et performante	IP 1.1.1 : Nombre de textes adoptés pour renforcer le cadre institutionnel et réglementaire de la diplomatie	Dénombrement Source : service juridique / JORCI
		IP 1.1.2 : Nombre de projets réalisés pour la dématérialisation des actes administratifs	Dénombrement Source : CABINET
OG 2 : Redynamiser la relation bilatérale	RS 2.1 : la Côte d'Ivoire est largement représentée dans le monde	IP 2.1.1 : Taux de représentativité de la Côte d'Ivoire dans le monde	Nombre de pays couverts / Nombre total de pays Source : DGRB
	RS 2.2 : le volume des échanges commerciaux à travers les accords bilatéraux est important	IP 2.2.1 : Volume des échanges commerciaux à travers les accords bilatéraux	Dénombrement Source : DGRB
OG 3 : Renforcer la relation multilatérale	RS 3.1 : la présence de la Côte d'Ivoire dans les organisations internationales est renforcée	IP 3.1.1 : Nombre de cadres ivoiriens placés dans les Organisations Internationales	Dénombrement Source : DGRM
	RS 3.2 : les stratégies sont élaborées et suivies dans la relation multilatérale entre la Côte d'Ivoire et les Organisations Internationales	IP 3.1.2 : Nombre d'Organisations Régionales et Internationales dont le document de stratégies a été élaboré.	Dénombrement Source : DGRM
OG 4 : Améliorer la qualité des services du protocole d'Etat des Affaires Juridiques et Consulaires	RS 4.1 : les services du Protocole sont plus efficaces	IP 4.1.1 : Taux de satisfaction des usagers des services du protocole	Enquête de satisfaction (collecte et traitement des données) Source : DGPE
	RS 4.2 : le délai d'obtention des actes administratifs est raccourci	IP 4.1.2 : Délai d'obtention des actes administratifs	Dénombrement Source : DGPE

II.1.3. Financement global du ministère

Tableau 3 : Financement global du ministère

En million FCFA	PROJECTIONS DE REFERENCE			MESURES NOUVELLES			PROJECTIONS FINALES		
	2019	2020	2021	2019	2020	2021	2019	2020	2021
1. RESSOURCES	97 398,47	99 235,99	101 356,31	0,00	0,00	0,00	97 398,47	99 235,99	101 356,31
1.1 Ressources Intérieures	97 398,47	99 235,99	101 356,31	0,00	0,00	0,00	97 398,47	99 235,99	101 356,31
1.1.1 Budget Etat	97 398,47	99 235,99	101 356,31	0,00	0,00	0,00	97 398,47	99 235,99	101 356,31
1.1.2 Recettes propres (structures)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1.2 Ressources Extérieures	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

En million FCFA	PROJECTIONS DE REFERENCE			MESURES NOUVELLES			PROJECTIONS FINALES		
	2019	2020	2021	2019	2020	2021	2019	2020	2021
2. CHARGES	97 398,47	99 235,99	101 356,31	0,00	0,00	0,00	97 398,47	99 235,99	101 356,31
2.1 Personnel	32 488,83	33 463,49	34 467,40	0,00	0,00	0,00	32 488,83	33 463,49	34 467,40
2.1.1 Solde y compris EPN	32 488,83	33 463,49	34 467,40	0,00	0,00	0,00	32 488,83	33 463,49	34 467,40
2.1.2 Contractuels hors solde	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2.2 Biens et services	44 765,14	46 107,97	47 491,09	0,00	0,00	0,00	44 765,14	46 107,97	47 491,09
2.3 Transferts	14 944,69	15 393,03	15 854,82	0,00	0,00	0,00	14 944,69	15 393,03	15 854,82
2.4 Investissements*	5 199,82	4 271,50	3 543,00	0,00	0,00	0,00	5 199,82	4 271,50	3 543,00
Trésor	5 199,82	4 271,50	3 543,00	0,00	0,00	0,00	5 199,82	4 271,50	3 543,00
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

II.2. Projets Annuels de Performance (PAP) par programme

II.2.1. Programme 1 : Administration Générale

II.2.1.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 1 : Administration générale	Action 1.1: Coordination et animation
	Action 1.2: Planification, programmation et suivi-évaluation
	Action 1.3: Gestion des ressources humaines, matérielles et financières
	Action 1.4: Information et communication

II.2.1.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 1 : Administration générale						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2017	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2019	2020	2021	
OS 1 : Assurer une gestion efficiente des ressources humaines, financières et matérielles	Nombre d'agents ayant bénéficié d'un renforcement de capacité	120	200	280	350	Dénombrement Source : DRH / Rapport de formation
	Taux d'exécution du budget	100%	100%	100%	100%	Budget exécuté / crédits autorisés du budget actuel Source : DAF
OS 2 : Améliorer l'efficacité et la qualité des services en matière de gestion des conférences internationales, des bourses, des formations et stages professionnels et de délivrance des passeports officiels	Durée de traitement d'un passeport	14 jours	7 jours	5 jours	3 jours	Dénombrement Source : Service passeport
	Taux d'absorption des bourses, formations et stages professionnels offerts à la Côte d'Ivoire	70%	80%	90%	100%	Nombre de bourses utilisées / nombre total de bourses offertes Source : service bourses et stages
	Nombre de passeports officiels délivrés	ND	ND	ND	ND	Dénombrement Source : Service des Passeports Officiels

II.2.1.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

En millions FCFA		Projections		
		2 019	2 020	2 021
PROGRAMME I : ADMINISTRATION GENERALE		46 399,96	47 876,48	48 782,65
	Personnel	32 488,83	33 463,49	34 467,40
	Biens et services	13 022,43	13 412,98	13 815,25
	Transferts (1)	0,00	0,00	0,00
	Investissements	888,70	1 000,00	500,00
	Trésor	888,70	1 000,00	500,00
	Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0,00	0,00	0,00

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GENERALE									
Action 1.1: Coordination et animation									
S/Total action1.1	128,25	131,98	135,82	0,00	0,00	0,00	128,25	131,98	135,82
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	128,25	131,98	135,82	0,00	0,00	0,00	128,25	131,98	135,82
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	128,25	131,98	135,82	0,00	0,00	0,00	128,25	131,98	135,82
Activité 111 Coordonner les activités du Ministère	42,85	44,14	45,46	0,00	0,00	0,00	42,85	44,14	45,46
Activité 112 Prendre en charges le fonctionnement de la résidence du ministre	4,00	4,00	4,00	0,00	0,00	0,00	4,00	4,00	4,00
Activité 113 Elaborer et suivre les questions nationales et internationales d'ordre géopolitique et/ou stratégique (sécurité transfrontalière, terrorisme, migration, changements climatique et trafics illicites...)	10,60	10,92	11,25	0,00	0,00	0,00	10,60	10,92	11,25
Activité 114 Promouvoir les partenariats économiques stratégiques à destination et en provenance de la Côte d'Ivoire	9,60	9,89	10,18	0,00	0,00	0,00	9,60	9,89	10,18
Activité 115 Suivre les activités du Cabinet	26,20	26,99	27,80	0,00	0,00	0,00	26,20	26,99	27,80
Activité 116 Concevoir et mettre en œuvre la politique de documentation et d'archivage	20,00	20,60	21,22	0,00	0,00	0,00	20,00	20,60	21,22
Activité 117 Inspecter les Services Centraux et Extérieurs et veiller au respect de l'éthique et de la déontologie.	15,00	15,45	15,91	0,00	0,00	0,00	15,00	15,45	15,91

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
Action 1.2: Planification, programmation et suivi-évaluation									
S/Total action 1.2	25,30	26,06	26,84	0,00	0,00	0,00	25,30	26,06	26,84
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	25,30	26,06	26,84	0,00	0,00	0,00	25,30	26,06	26,84
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	25,30	26,06	26,84	0,00	0,00	0,00	25,30	26,06	26,84
Activité 121 Elaborer et suivre la prospective, la planification, la programmation, le suivi et évaluation et la production statistique des politiques publiques et programmes	25,30	26,06	26,84	0,00	0,00	0,00	25,30	26,06	26,84
Action 1.3 : Gestion des ressources humaines, matérielles et financières									
S/Total action 1.3	45 051,08	46 402,61	47 794,69	0,00	0,00	0,00	45 051,08	46 402,61	47 794,69
Personnel	32 488,83	33 463,49	34 467,40	0,00	0,00	0,00	32 488,83	33 463,49	34 467,40
Biens et services	12 562,26	12 939,12	13 327,30	0,00	0,00	0,00	12 562,26	12 939,12	13 327,30
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Personnel	32 488,83	33 463,49	34 467,40	0,00	0,00	0,00	32 488,83	33 463,49	34 467,40
Activité 131 Prendre en charge le traitement salarial du personnel des services centraux	5 565,68	5 732,65	5 904,63	0,00	0,00	0,00	5 565,68	5 732,65	5 904,63
Activité 132 : Prendre en charge le traitement salarial du personnel des services extérieurs	26 923,14	27 730,84	28 562,76	0,00	0,00	0,00	26 923,14	27 730,84	28 562,76
Biens et services	12 562,26	12 939,12	13 327,30	0,00	0,00	0,00	12 562,26	12 939,12	13 327,30
Activité 133 Gérer les Ressources Humaines	32,10	33,06	34,05	0,00	0,00	0,00	32,10	33,06	34,05
Activité 134 Concevoir et mettre en œuvre la politique nationale d'intégration et de promotion des ivoiriens dans les Organisations Internationales	9,00	9,27	9,55	0,00	0,00	0,00	9,00	9,27	9,55

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
Activité 135 Elaborer et suivre l'exécution du budget	57,00	58,71	60,47	0,00	0,00	0,00	57,00	58,71	60,47
Activité 136 Acquérir et gérer les biens meubles et immeubles du Ministère	17,00	17,51	18,04	0,00	0,00	0,00	17,00	17,51	18,04
Activité 137 Suivre l'exécution des marchés publics et des conventions de délégation de service public	15,10	15,55	16,02	0,00	0,00	0,00	15,10	15,55	16,02
Activité 138 Assurer le suivi et la gestion des dépenses centralisées	1 109,90	1 143,20	1 177,50	0,00	0,00	0,00	1 109,90	1 143,20	1 177,50
Activité 139 Gérer les Mouvements Diplomatiques	555,00	571,65	588,80	0,00	0,00	0,00	555,00	571,65	588,80
Activité 1310 Gérer les Mouvements des Ambassadeurs	270,00	278,10	286,44	0,00	0,00	0,00	270,00	278,10	286,44
Activité 1311 Gérer l'Assemblée Générale de l'ONU à NEW YORK	38,00	39,14	40,31	0,00	0,00	0,00	38,00	39,14	40,31
Activité 1312 Gérer la salle de conférence MAE	12,31	12,68	13,06	0,00	0,00	0,00	12,31	12,68	13,06
Activité 1313 Mettre en œuvre le CDMT sectoriel	135,45	139,52	143,70	0,00	0,00	0,00	135,45	139,52	143,70
Activité 1314 Gérer les activités diplomatiques à Abidjan	35,00	36,05	37,13	0,00	0,00	0,00	35,00	36,05	37,13
Activité 1315 Gérer le salon d'honneur aéroport Abidjan	13,00	13,39	13,79	0,00	0,00	0,00	13,00	13,39	13,79
Activité 1316 Gérer la Provision Ambassades	100,00	103,00	106,09	0,00	0,00	0,00	100,00	103,00	106,09
Activité 1317 Gérer la contribution de la CI aux organisations mondiales	9 000,00	9 270,00	9 548,10	0,00	0,00	0,00	9 000,00	9 270,00	9 548,10
Activité 1318 Gérer les Fêtes Nationales à l'étranger	200,00	206,00	212,18	0,00	0,00	0,00	200,00	206,00	212,18
Activité 1319 Gérer les conférences et missions hors CI - M E M E	510,00	525,30	541,06	0,00	0,00	0,00	510,00	525,30	541,06
Activité 1320 Suivre l'exécution des dépenses d'abonnement du Ministère	314,49	323,92	333,64	0,00	0,00	0,00	314,49	323,92	333,64
Activité 1321 Prendre en charge les Honoraires des agents sous la convention du BNETD	120,00	123,60	127,31	0,00	0,00	0,00	120,00	123,60	127,31
Activité 1322 Suivre et évaluer les Bourses et les Stages de formation pour les étudiants ivoiriens à l'étranger	7,40	7,62	7,85	0,00	0,00	0,00	7,40	7,62	7,85
Activité 1323 Etablir et délivrer les Passeports Diplomatiques et de Service	11,50	11,85	12,20	0,00	0,00	0,00	11,50	11,85	12,20

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
Action 1.4 : Information et communication									
S/Total action1.4	1 195,33	1 315,82	825,30	0,00	0,00	0,00	1 195,33	1 315,82	825,30
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	306,63	315,82	325,30	0,00	0,00	0,00	306,63	315,82	325,30
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	888,70	1 000,00	500,00	0,00	0,00	0,00	888,70	1 000,00	500,00
Trésor	888,70	1 000,00	500,00	0,00	0,00	0,00	888,70	1 000,00	500,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	306,63	315,82	325,30	0,00	0,00	0,00	306,63	315,82	325,30
Activité 141 Concevoir et mettre en œuvre la stratégie de communication et d'information du Ministère	37,50	38,63	39,78	0,00	0,00	0,00	37,50	38,63	39,78
Activité 142 Traduire tous les documents officiels et assurer l'interprétation à l'occasion des rencontres	14,50	14,94	15,38	0,00	0,00	0,00	14,50	14,94	15,38
Activité 143 Elaborer et suivre la mise en œuvre du schéma directeur informatique	14,00	14,42	14,85	0,00	0,00	0,00	14,00	14,42	14,85
Activité 144 Recevoir, enregistrer et expédier le courrier (arrivée/départ)	30,63	31,54	32,49	0,00	0,00	0,00	30,63	31,54	32,49
Activité 145 Préparer et coordonner les voyages officiels, en liaison avec les différents services compétents	10,00	10,30	10,61	0,00	0,00	0,00	10,00	10,30	10,61
Activité 146 Gérer les Séminaires et Conférences en CI	200,00	206,00	212,18	0,00	0,00	0,00	200,00	206,00	212,18
Investissements	888,70	1 000,00	500,00	0,00	0,00	0,00	888,70	1 000,00	500,00
Trésor	888,70	1 000,00	500,00	0,00	0,00	0,00	888,70	1 000,00	500,00
Activité 147 Réaliser Système Intégré d'Informatisation et Communication (Investissement)	395,00	1 000,00	500,00	0,00	0,00	0,00	395,00	1 000,00	500,00
Activité 148 Réhabilitation et équipement du Ministère des Affaires Etrangères	493,70	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	493,70	0,00	0,00
TOTAL DU PROGRAMME 1	46 399,96	47 876,48	48 782,65	0,00	0,00	0,00	46 399,96	47 876,48	48 782,65

II.2.2. Programme 2 : Relation Bilatérale

II.2.2.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 2 : Relation Bilatérale	Action 2.1: Renforcement de la coordination des initiatives en matière de relation bilatérale
	Action 2.2: Définition de stratégies et suivi de la relation bilatérale

II.2.2.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 2 : Relation Bilatérale						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2019	2020	2021	
OS 1 : Renforcer la relation bilatérale	Taux de couverture de la carte diplomatique (pays couverts)	71,13%	75%	80%	90%	Nombre de pays couverts / Nombre total de pays Source : DGRB
	Nombre de pays dont le document de stratégies a été élaboré	02 (TAC et APS)	03	05	07	Dénombrement Source : DGRB
OS 2 : Promouvoir les relations bilatérales bénéfiques pour la Côte d'Ivoire	Montant des ressources extérieures mobilisées par les Ambassades	175 milliards	150 milliards	150 milliards	175 milliards	Dénombrement Source : DGRB
	Nombre d'accords bilatéraux signés	9	11	9	11	Dénombrement Source : DGRB

II.2.2.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

En millions FCFA		Projections		
		2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 2 : RELATION BILATERALE		44 913,35	45 091,80	46 117,91
	Personnel	0,00	0,00	0,00
	Biens et services	25 657,55	26 427,28	27 220,09
	Transferts	14 944,69	15 393,03	15 854,82
	Investissements	4 311,12	3 271,50	3 043,00
	Trésor	4 311,12	3 271,50	3 043,00
	Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0,00	0,00	0,00

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 2 : RELATION BILATERALE									
Action 2.1: Renforcement de la coordination des initiatives en matière de relation bilatérale									
S/Total action2.1	12,05	12,41	12,78	0,00	0,00	0,00	12,05	12,41	12,78
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	12,05	12,41	12,78	0,00	0,00	0,00	12,05	12,41	12,78
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	12,05	12,41	12,78	0,00	0,00	0,00	12,05	12,41	12,78
Activité 211: Coordonner et piloter les relations bilatérales entre la CI et les pays étrangers	12,05	12,41	12,78	0,00	0,00	0,00	12,05	12,41	12,78
Action 2.2: Définition de stratégies et suivi de la relation bilatérale									
S/Total action2.2	44 901,31	45 079,40	46 105,14	0,00	0,00	0,00	44 901,31	45 079,40	46 105,14
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	25 645,51	26 414,87	27 207,32	0,00	0,00	0,00	25 645,51	26 414,87	27 207,32
Transferts	14 944,69	15 393,03	15 854,82	0,00	0,00	0,00	14 944,69	15 393,03	15 854,82
Investissements	4 311,12	3 271,50	3 043,00	0,00	0,00	0,00	4 311,12	3 271,50	3 043,00
Trésor	4 311,12	3 271,50	3 043,00	0,00	0,00	0,00	4 311,12	3 271,50	3 043,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	25 645,51	26 414,87	27 207,32	0,00	0,00	0,00	25 645,51	26 414,87	27 207,32
Activité 221 Mettre en œuvre les questions liées aux relations de la CI avec les Etats de l'Afrique	11,60	11,95	12,31	0,00	0,00	0,00	11,60	11,95	12,31
Activité 222 Mettre en œuvre les questions liées aux relations de la CI avec les Etats de l'Europe	8,50	8,76	9,02	0,00	0,00	0,00	8,50	8,76	9,02
Activité 223 Mettre en œuvre les questions liées aux relations de la CI avec les Etats de l'Asie, Pacifique et Océanie	9,50	9,79	10,08	0,00	0,00	0,00	9,50	9,79	10,08
Activité 224 Mettre en œuvre les questions liées aux relations de la CI avec les Etats des Amériques et Caraïbes	9,50	9,79	10,08	0,00	0,00	0,00	9,50	9,79	10,08
Activité 225 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation...)	25 606,41	26 374,60	27 165,84	0,00	0,00	0,00	25 606,41	26 374,60	27 165,84

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
Transferts et Subventions	14 944,69	15 393,03	15 854,82	0,00	0,00	0,00	14 944,69	15 393,03	15 854,82
Activité 225 Mettre en œuvre les activités diplomatiques (Représentation, information, protection et négociation...)	14 944,69	15 393,03	15 854,82	0,00	0,00	0,00	14 944,69	15 393,03	15 854,82
Investissements	4 311,12	3 271,50	3 043,00	0,00	0,00	0,00	4 311,12	3 271,50	3 043,00
Trésor	4 311,12	3 271,50	3 043,00	0,00	0,00	0,00	4 311,12	3 271,50	3 043,00
Activité 226 Démolition & Reconstruction Résidence Tokyo	200,00	823,00	700,00	0,00	0,00	0,00	200,00	823,00	700,00
Activité 227 Démolition & reconstruction Chancellerie & Résidence Dakar	300,00	348,50	0,00	0,00	0,00	0,00	300,00	348,50	0,00
Activité 228 Construction de la chancellerie Monrovia (Liberia)	129,17	300,00	0,00	0,00	0,00	0,00	129,17	300,00	0,00
Activité 229 Construction Chancellerie Bamako (Mali)	200,00	200,00	500,00	0,00	0,00	0,00	200,00	200,00	500,00
Activité 2210 Réhabilitation Résidence et Chancellerie à Londres	1 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 500,00	0,00	0,00
Activité 2211 Réhabilitation Résidence et Chancellerie à Ottawa	364,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	364,00	0,00	0,00
Activité 2212 Réhabilitation Résidence et Chancellerie MADRID	450,00	500,00	472,90	0,00	0,00	0,00	450,00	500,00	472,90
Activité 2213 Réhabilitation de la chancellerie et résidence BRUXELLES	317,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	317,40	0,00	0,00
Activité 2214 Acquisition kits d'installation diplomates à l'étranger	150,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	150,00	0,00	0,00
Activité 2221 Construction de la Résidence et de la Chancellerie à Riyad	200,55	300,00	300,00	0,00	0,00	0,00	200,55	300,00	300,00
Activité 2229 Réhabilitation Résidence et Chancellerie BRASILIA	0,00	300,00	470,10	0,00	0,00	0,00	0,00	300,00	470,10
Activité 2231 Réhabilitation Chancellerie et Résidence à New York	0,00	0,00	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100,00
Activité 2234 Réhabilitation Bur Eco, Consulat, Chancellerie Paris	0,00	500,00	500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	500,00	500,00
Activité 2241 Acquisition de Chancellerie à Lisbonne	500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	500,00	0,00	0,00
TOTAL DU PROGRAMME 2	44 913,35	45 091,80	46 117,91	0,00	0,00	0,00	44 913,35	45 091,80	46 117,91

II.2.3. Programme 3 : Relation Multilatérale

II.2.3.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 3 : Relation Multilatérale	Action 3.1: Coordination des initiatives en matière de relation multilatérale
	Action 3.2: Suivi de la relation multilatérale

II.2.3.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 3 : Relation Multilatérale						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2017	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2019	2020	2021	
OS 1 : Accroître l'influence et le leadership de la Côte d'Ivoire dans les organismes internationaux.	Nombre de participation aux réunions et activités du conseil de sécurité	ND	300	100	50	Dénombrement Source : DGRM
	Nombre de cadres ivoiriens placés dans les Organisations Internationales	ND	05	08	10	Dénombrement Source : DGRM
OS 2 : Diversifier les leviers de la relation multilatérale	Existence de documents de stratégie	NON	OUI	OUI	OUI	Documents de stratégie disponibles (Oui/Non) Source : DGRM
	Nombre d'Organisations Régionales et Internationales dont le document de stratégies a été élaboré.	2	4	5	5	Dénombrement Source : DGRM

II.2.3.3 Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

En millions FCFA		Projections		
		2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 3 : RELATION MULTILATERALE		5 921,66	6 099,31	6 282,29
	Personnel	0,00	0,00	0,00
	Biens et services	5 921,66	6 099,31	6 282,29
	Transferts	0,00	0,00	0,00
	Investissements	0,00	0,00	0,00
	Trésor	0,00	0,00	0,00
	Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0,00	0,00	0,00

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 3 : RELATION MULTILATERALE									
Action 3.1: Coordination des initiatives en matière de relation multilatérale									
S/Total action3.1	326,00	335,78	345,85	0,00	0,00	0,00	326,00	335,78	345,85
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	326,00	335,78	345,85	0,00	0,00	0,00	326,00	335,78	345,85
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	326,00	335,78	345,85	0,00	0,00	0,00	326,00	335,78	345,85
Activité 311 Impulser et coordonner les activités liées aux relations multilatérales	12,50	12,88	13,26	0,00	0,00	0,00	12,50	12,88	13,26
Activité 312 Coordonner et animer les activités des Organisations sous régionales, régionales et Internationales	12,50	12,88	13,26	0,00	0,00	0,00	12,50	12,88	13,26
Activité 313 Coordonner les activités de l'ONU et de ses Institutions Spécialisées	11,00	11,33	11,67	0,00	0,00	0,00	11,00	11,33	11,67
Activité 314 Animer les Equipes Spéciales du Conseil de Sécurité	290,00	298,70	307,66	0,00	0,00	0,00	290,00	298,70	307,66
Action 3.2: Suivi de la relation multilatérale									
S/Total action3.2	5 595,66	5 763,53	5 936,43	0,00	0,00	0,00	5 595,66	5 763,53	5 936,43
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	5 595,66	5 763,53	5 936,43	0,00	0,00	0,00	5 595,66	5 763,53	5 936,43
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	5 595,66	5 763,53	5 936,43	0,00	0,00	0,00	5 595,66	5 763,53	5 936,43
Activité 321: Mettre en œuvre les activités liées aux relations de la CI avec l'ONU et ses Institutions spécialisées	5 400,79	5 562,81	5 729,69	0,00	0,00	0,00	5 400,79	5 562,81	5 729,69
Activité 322 : Gérer la paie à l'étranger	194,87	200,72	206,74	0,00	0,00	0,00	194,87	200,72	206,74
TOTAL DU PROGRAMME 3	5 921,66	6 099,31	6 282,29	0,00	0,00	0,00	5 921,66	6 099,31	6 282,29

II.2.4. Programme 4 : Protocole d'Etat, affaires juridiques et consulaires

II.2.4.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 4 : Protocole d'Etat, affaires juridiques et consulaires	Action 4.1: Coordination de la mise en œuvre des initiatives en matière du Protocole d'Etat, des Affaires Juridiques et Consulaires
	Action 4.2: Protection des réfugiés et apatrides

II.2.4.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 4 : Protocole d'Etat, affaires juridiques et consulaires						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2017	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2019	2020	2021	
OS 1 : Améliorer la qualité des services des privilèges diplomatiques et la gestion du corps diplomatique et assimilés	Délai moyen de traitement des dossiers	ND	5 jours	3 jours	2 jours	Dénombrement Sources : DGPE
	Nombre de cartes diplomatiques établies	ND	20	50	100	Dénombrement Sources : DGPE / DPI
OS 2 : Améliorer la qualité du service de l'état civil et l'assistance des ivoiriens de l'étranger	Durée de traitement des dossiers d'état civil (jours)	07	05	03	02	Dénombrement Sources : DGAJCEC
	Durée de traitement de la procédure de nomination d'un consul honoraire (jours)	60	45	30	25	Dénombrement Sources : DGAJCEC
	Nombre de réfugiés ivoiriens rapatriés volontairement	269.142	300 000	0	0	Dénombrement Sources : DAARA

II.2.4.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

En millions FCFA	Projections		
	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 4 : PROTOCOLE D'ETAT, AFFAIRES JURIDIQUES ET CONSULAIRES	163,50	168,41	173,46
Personnel	0,00	0,00	0,00
Biens et services	163,50	168,41	173,46
Transferts	0,00	0,00	0,00
Investissements	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0,00	0,00	0,00

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 4 : PROTOCOLE D'ETAT, AFFAIRES JURIDIQUES ET CONSULAIRES									
Action 4.1: Coordination de la mise en œuvre des initiatives en matière du Protocole d'Etat, des Affaires Juridiques et Consulaires									
S/Total action1	131,88	135,84	139,91	0,00	0,00	0,00	131,88	135,84	139,91
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	131,88	135,84	139,91	0,00	0,00	0,00	131,88	135,84	139,91
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	131,88	135,84	139,91	0,00	0,00	0,00	131,88	135,84	139,91
Activité 411 : Superviser les activités liées au Protocole d'Etat	15,00	15,45	15,91	0,00	0,00	0,00	15,00	15,45	15,91
Activité 412 : Organiser l'accueil et le cérémonial du Ministère	20,00	20,60	21,22	0,00	0,00	0,00	20,00	20,60	21,22
Activité 413 : Organiser l'accueil et le cérémonial au niveau national (Président de la République et Présidents des Institutions)	23,40	24,10	24,83	0,00	0,00	0,00	23,40	24,10	24,83
Activité 414 : Traiter les questions de franchises, de privilèges et Immunités	10,00	10,30	10,61	0,00	0,00	0,00	10,00	10,30	10,61
Activité 415 Coordonner les activités liées aux affaires Juridiques et Consulaires (Signature et Ratification, Etat civil des Ivoiriens de l'extérieur...)	20,00	20,60	21,22	0,00	0,00	0,00	20,00	20,60	21,22
Activité 416 Gérer l'état civil des Ivoiriens de l'Extérieur	20,00	20,60	21,22	0,00	0,00	0,00	20,00	20,60	21,22
Activité 417 Assurer le suivi des négociations, la ratification et l'application des Conventions, Traités et Accords internationaux	23,48	24,18	24,91	0,00	0,00	0,00	23,48	24,18	24,91
Action 4.2: Protection des réfugiés et apatrides									
S/Total action4.2	31,62	32,57	33,55	0,00	0,00	0,00	31,62	32,57	33,55
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	31,62	32,57	33,55	0,00	0,00	0,00	31,62	32,57	33,55
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	31,62	32,57	33,55	0,00	0,00	0,00	31,62	32,57	33,55
Activité 421: Aider et secourir les réfugiés et apatrides	31,62	32,57	33,55	0,00	0,00	0,00	31,62	32,57	33,55
TOTAL DU PROGRAMME 4	163,50	168,41	173,46	0,00	0,00	0,00	163,50	168,41	173,46

SECTION 26 : MINISTERE D'ETAT, MINISTERE DE LA DEFENSE

I. PRESENTATION GENERALE DU MINISTERE

I.1. Situation du Secteur

I.1.1. Problèmes majeurs

- la gestion non optimale des ressources humaines ;
- l'inadéquation entre les allocations budgétaires et les prescriptions de la loi de programmation militaire ;
- la politique de formation partiellement adaptée aux besoins ;
- la mise en œuvre partielle de la politique d'acquisition d'équipements et de réalisation des infrastructures ;
- la politique sociale quasi inexistante ;
- le cadre légal et réglementaire insuffisant.

I.1.2. Réponses apportées

- l'opération de départs volontaires des militaires ;
- le renforcement des programmes de formation dans les écoles militaires et la formation continue des cadres à l'intérieur comme à l'extérieur ;
- l'organisation de deux sessions de l'Institut des Etudes Stratégiques de la Défense ;
- la mise en œuvre de plusieurs textes législatifs et réglementaires relatifs au cadre institutionnel des Armées ;
- le rétablissement de l'autorité de l'Etat sur les aires protégées occupées par des clandestins et la lutte contre le grand banditisme ;
- la sécurisation de la zone exclusive économique par la marine ;
- la sécurisation des fêtes, des manifestations et des visites d'Etat du Président de la République dans les régions ;
- l'acquisition de véhicules, d'aéronefs, d'engins fluvio-lagunaires et d'équipements spécifiques ;
- la mise en place de diverses opérations de sécurisation ;
- la réhabilitation des casernes (phase 2) en cours ;
- la construction de nouvelles infrastructures ;
- la revalorisation du taux de bail.

I.1.3. Défis et priorités

- la planification et la programmation des actions majeures des Forces Armées et les budgets appropriés ;
- la consolidation du cadre institutionnel ;
- l'amélioration des conditions de vie et de travail des militaires ;
- l'augmentation progressive de la part des budgets consacrés aux investissements et aux équipements pour atteindre à terme 40% ;
- le rajeunissement et la réduction progressive des effectifs : en termes de ressources humaines ;
- la modernisation de la gestion des Ressources Humaines ;
- la professionnalisation des Armées et de la Gendarmerie ;
- l'optimisation de la capacité opérationnelle ;
- la finalisation de la réhabilitation des casernes militaires et de la gendarmerie ;

- la construction de trois hôpitaux militaires (Bouaké, Daloa et Korhogo) et l'extension de l'Hôpital Militaire d'Abidjan ;
- la construction de l'Académie Internationale de Lutte contre le Terrorisme;
- la poursuite des opérations de sécurisation en vue d'améliorer l'environnement sécuritaire ;
- l'achèvement de l'opération de recensement biométrique ;
- la mise en cohérence des dotations budgétaires avec les prévisions de la Loi de Programmation Militaire ;
- l'entraînement permanent des Forces ;
- l'adaptation des Armées et de la Gendarmerie Nationale au contexte sécuritaire, stratégique, national et régional ;
- l'amélioration de la capacité d'appréciation et de décision en matière de renseignement et de réflexions stratégiques ;
- la sécurisation du patrimoine foncier ;
- l'optimisation de la couverture médico-sociale ;
- la moralisation du militaire et la restauration de la confiance entre l'Armée et la population.

I.2. Politique sectorielle

I.2.1. Principales orientations

- la mise en place des stratégies favorisant l'exécution de la politique de défense nationale ;
- la mise en œuvre de la politique de défense nationale au sein des Armées et des Forces Spéciales ;
- la mise en œuvre des missions dévolues à la Gendarmerie Nationale ;
- la reconstruction de manière cohérente des moyens de travail et d'existence des militaires ;
- la professionnalisation des Armées tout en conservant le lien Armée-Nation ;
- la contribution à la paix et à la sécurité sur le continent et dans le monde ;
- la mise en œuvre d'une capacité autonome et cohérente d'appréciation et de décision.

I.2.2. Résultats stratégiques

- les stratégies favorisant l'exécution de la politique de défense nationale sont mises en place ;
- la politique de défense nationale au sein des Armées et des Forces Spéciales est mise en œuvre ;
- les missions dévolues à la Gendarmerie nationale sont exécutées.

I.3. Missions du Ministère

Le Ministre d'Etat, Ministre de la Défense assure la mise en œuvre et le suivi de la politique du Gouvernement en matière de défense. A ce titre, et en liaison avec les différents départements ministériels intéressés, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

- défense de l'intégrité nationale ;
- restructuration des forces de défense en vue d'en faire une armée attachée aux valeurs républicaines ;
- exécution de la politique militaire et traduction en ordres et instructions des directives générales en matière de défense ;
- gestion de l'ensemble des forces terrestres, aériennes, de la marine nationale et de la gendarmerie nationale dont il assure le recrutement, la formation, la mobilisation, l'emploi, la santé et la protection sociale ;
- exercice des pouvoirs judiciaires prévus par le Code de Procédure Militaire ;
- élaboration des lois en matière de défense ;
- préparation des directives générales relatives aux négociations concernant la défense, y compris la coopération militaire ;

- gestion, en liaison avec le Ministre chargé de l'intérieur et de la sécurité, des questions de sécurité ;
- gestion, en liaison avec le Ministère des Affaires Etrangères, des missions militaires à l'étranger et des représentations militaires au sein des organismes internationaux.

I.4. Identification des programmes

- Programme 1 : Administration Générale ;
- Programme 2 : Défense ;
- Programme 3 : Sécurité.

II. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DEPENSES - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (DPPD-PAP)

II.1. Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses (DPPD)

II.1.1. Répartition des structures dans les programmes

Tableau 1 : Cartographie administrative des programmes

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET REGIONAUX	ORGANISATION SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 1 : Administration Générale	Cabinet, IGA, IGGN, CGAFD, SCA, CNLVSC, GMMG, SPCIACCI, DGAF, DF, DLM, DRH, DSASA, DGALT, DG, DEM, DTSI, DGAS, DDRI, DPS, DGRS, DRS, DSD, AMN	Office National des Anciens Combattants (ONAC)	<ul style="list-style-type: none"> - Elaboration du schéma directeur informatique - Opération de sécurisation des personnes et des biens - Financement de la déflation et de la Réinsertion des Militaires - Construction des Centres de Ravitaillement Essence (CRE) - Création d'une académie de la Défense - Construction et équipement des hôpitaux militaires et de l'unité d'intervention rapide - Equipement de l'Administration Centrale de la Défense 	-

<p>Programme Défense</p> <p>2:</p>	<p>Cabinet Etat-major des Armées, Division Emploi Opération, , Division Organisation des Ressources Humaines, Division de la Logistique, Direction du commissariat des Armées, Service Informatique de l'Etat-Major, Services Etat-Major, Bureau d'Information et de Presse des Armées, Bureau Equipement Etat-Major, Bureau d'Etude Générale et de réglementation, Service Transmission Etat-Major, Commandement des Forces Terrestres, Service Informatique des Forces Terrestres, Commissariat des Forces Terrestres, 1^{ère} Région Militaire, 2^{ème} Région Militaire, 3^{ème} Région Militaire, 4^{ème} Région Militaire, Bureau Equipement Soutien Technique des Forces Terrestres, Unité de Commandement et des Services des Forces Terrestres, 1^{er} Bataillon, 2^{ème} Bataillon, 3^{ème} Bataillon, 4^{ème} Bataillon, Bataillon de Sécurisation de Nord, Bataillon de Sécurisation de l'Est, Bataillon de Sécurisation de l'Ouest, Détachement des Forces Terrestres de San-Pedro, Commandement des Forces Aériennes, Commissariat des Forces Aériennes, Commandement des fusiliers commandos de l'air, Base Aérienne de Bouaké, Base Aérienne d'Abidjan, Commissariat Marine, Service Informatique de la Marine, Base Navale de San-Pedro, Base Navale d'Adiaké, Fusiliers Marins Commando, Flottille Lagunaire, Base Navale Locodjro, DLR, Groupement des Sapeurs-Pompiers Militaires Yopougon, Groupement des Sapeurs-Pompiers Militaires Indénié, Groupement des Sapeurs-Pompiers Militaires Zone4, Groupement des Sapeurs-Pompiers Militaires Yakro, Ecole Nationale des Sous-officiers d'Active, Ecole Militaire Préparatoire Technique, Centre Interarmées de Formation Initiale Militaire, Ecole des Forces Armées, Centre de secours N'zianouan.</p>		<ul style="list-style-type: none"> - Construction d'un Etat-major intégré et des unités rattachées - Construction des unités des Forces spéciales - Construction des unités des Forces Terrestres - Rénovation de l'EMPT - Construction et réhabilitation des unités des Forces aériennes - Construction du pôle de formation hélicoptère - Construction des unités de la Marine nationale - Equipement de la Marine nationale - Construction et extension des centres de secours GSPM - Réhabilitation des ouvrages maritimes - Construction du centre de surveillance maritime de l'Afrique de l'Ouest 	
<p>Programme Sécurité</p> <p>3 :</p>	<p>Inspection Générale de la Gendarmerie Nationale, Commandement Supérieur de la Gendarmerie, Groupe d'Escadron Blindé, Unité d'Intervention de la Gendarmerie Nationale, Escadron de Protection de Hautes Personnalités, Groupement de Documentation de Recherche de la Gendarmerie, Centre Administratif et Technique de la Gendarmerie, Bureau des Ressources Humaines, Bureau Logistique, Bureau Organisation Emploi, Groupe d'Intervention et de Sécurité, Etat-major 3^{ème} Légion Gendarmerie Territoriale, Etat-major 3^{ème} Légion Gendarmerie Mobile, Etat-major 4^{ème} Légion Gendarmerie Mobile, Etat-major 4^{ème} Légion Gendarmerie Territoriale, Etat-major 2^{ème} Légion Gendarmerie Mobile, Etat-major 5^{ème} Légion Gendarmerie Territoriale, Etat-major 6^{ème} Légion Gendarmerie Mobile, Etat-major 1^{ère} Légion Gendarmerie Territoriale, Etat-major 1^{ère} Légion Gendarmerie Mobile, Compagnies, Escadrons, Brigades, Brigade de Sécurité, Ecole de Gendarmerie d'Abidjan, Ecole de Gendarmerie de Toroguhé, Centre opérationnel, Garage auto, Escadron de Service d'Honneur, Groupe de Sécurité Aéroportuaire, Groupe de sécurité Portuaire</p>		<ul style="list-style-type: none"> - Construction et réhabilitation des unités de la Gendarmerie Nationale - Extension Ecole de Gendarmerie Toroguhé 	

II.1.2. Performance globale du ministère

Tableau 2 : Performance du ministère

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESULTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODES DE CALCUL / SOURCES DE COLLECTE
OG 1 : mettre en place des stratégies favorisant l'exécution de la politique de défense nationale	RS 1 : les stratégies favorisant l'exécution de la politique de défense nationale sont mises en place	IP 1.1 : indice de performance logistique et infrastructurelle	Nombre d'équipements et d'infrastructures réalisés / nombre d'équipements et d'infrastructures prévus Source : Rapport DGALT
		IP 1.2 : proportion de la population satisfaite de la qualité des services de sécurité et défense	Enquête auprès des villes et communes Source : Rapports d'enquête
OG 2 : mettre en œuvre la politique de défense nationale au sein des Armées et des Forces Spéciales	RS 2: La politique de défense nationale au sein des Armées et des Forces Spéciales est mise en œuvre	IP 2.1 : indice de performance opérationnelle	Nombre d'opérations exécutées / nombre d'opérations programmées Source : Rapports d'activités COIA
		IP 2.2 : proportion de la population satisfaite de la qualité des services	Enquêtes auprès des populations Source : Rapports d'enquête
OG 3 : mettre en œuvre les missions dévolues à la Gendarmerie nationale	RS 3 : Les missions dévolues à la Gendarmerie nationale sont exécutées	IP 3.1 : indice de performance opérationnelle	Nombre d'opérations exécutées / nombre d'opérations programmées Source : Rapports COGN
		IP 3.2 : proportion de la population satisfaite de la qualité des services	Enquête auprès de la société civile Source : Rapport semestriel et/ou annuel des Légions

II.1.3. Financement global du ministère

Tableau 3 : Financement global

En million FCFA	PROJECTIONS DE REFERENCE			MESURES NOUVELLES			PROJECTIONS FINALES		
	2019	2020	2021	2019	2020	2021	2019	2020	2021
1. RESSOURCES	347 081,93	641 854,58	887 037,61	0,00	0,00	0,00	347 081,93	641 854,58	887 037,61
1.1 Ressources Intérieures	336 801,93	625 574,58	887 037,61	0,00	0,00	0,00	336 801,93	625 574,58	887 037,61
1.1.1 Budget Etat	336 801,93	625 574,58	887 037,61	0,00	0,00	0,00	336 801,93	625 574,58	887 037,61
1.1.2 Recettes propres (structures)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1.2 Ressources Extérieures	10 280,00	16 280,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 280,00	16 280,00	0,00
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	10 280,00	16 280,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 280,00	16 280,00	0,00
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2. CHARGES	347 081,93	641 854,58	887 037,61	0,00	0,00	0,00	347 081,93	641 854,58	887 037,61
2.1 Personnel	113 429,54	116 832,42	120 337,39	0,00	0,00	0,00	113 429,54	116 832,42	120 337,39
2.1.1 Solde y compris EPN	113 429,54	116 832,42	120 337,39	0,00	0,00	0,00	113 429,54	116 832,42	120 337,39
2.1.2 Contractuels hors solde	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2.2 Biens et services	175 753,60	181 026,21	186 457,00	0,00	0,00	0,00	175 753,60	181 026,21	186 457,00
2.3 Transferts	2 118,79	2 182,35	2 247,82	0,00	0,00	0,00	2 118,79	2 182,35	2 247,82
2.4 Investissements*	55 780,00	341 813,60	577 995,40	0,00	0,00	0,00	55 780,00	341 813,60	577 995,40
Trésor	45 500,00	325 533,60	577 995,40	0,00	0,00	0,00	45 500,00	325 533,60	577 995,40
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	10 280,00	16 280,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 280,00	16 280,00	0,00

II.2. Projets Annuels de Performance (PAP) par programme

II.2.1. Programme 1 : Administration Générale

II.2.1.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme 1 en actions

Programme	Actions
Programme 1 : Administration générale	Action 1.1: Coordination et animation
	Action 1.2: Gestion des ressources humaines, financières et matérielles.
	Action 1.3: Planification, programmation et suivi évaluation.
	Action 1.4: Gestion des systèmes d'information et de communication.

II.2.1.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 1 : Administration Générale						
Objectifs spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2017	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2019	2020	2021	
OS 1 : Adapter le format des armées aux standards internationaux et assurer une gestion efficiente des ressources humaines, financières et matérielles	Proportion des militaires par catégorie	ND	ND	ND	ND	Nombre de Militaire par catégorie / effectif total des Militaires Source : Registre DRH
	Moyenne d'âge des Militaires par catégorie	ND	ND	ND	ND	Âge cumulé des militaires d'une catégorie / âge cumulé de tous les Militaires Source : Registre DRH
	Nombre de Militaires déflatés	ND	ND	ND	ND	Dénombrement Source : Rapport Commission d'évaluation des départs volontaires
	Proportion des militaires et gendarmes ayant bénéficié d'une formation continue	ND	ND	ND	ND	Nombre de militaires et de gendarmes ayant bénéficié d'une formation continue au cours d'une année / Effectif total de militaires et de gendarmes Source : Procès-Verbal de formation
	Nombre de structures de l'Administration centrale construits et réhabilités	ND	ND	ND	ND	Dénombrement Source : Rapport de visite terrain et Procès-Verbal de réception
	Taux d'acquisition des équipements pour l'Administration centrale	ND	ND	ND	ND	Nombre d'équipements acquis / besoin total exprimé Source : Rapport de visite terrain et Procès-Verbal de réception
OS 2 : renforcer le suivi de la politique de défense nationale et le cadre légal et réglementaire	Nombre de textes pris pour le renforcement du cadre institutionnel	ND	ND	ND	ND	Dénombrement Source : DLM
	Nombre de missions de suivi	ND	ND	ND	ND	Dénombrement Source : Ordre de mission

II.2.1.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

En million FCFA		Projections		
		2 019	2 020	2 021
PROGRAMME I : ADMINISTRATION GENERALE		128 612,90	160 715,01	144 539,13
	Personnel	6 624,74	6 823,49	7 028,19
	Biens et services	84 936,67	87 484,77	90 109,32
	Transferts	2 118,79	2 182,35	2 247,82
	Investissements	34 932,70	64 224,40	45 153,80
	Trésor	24 652,70	47 944,40	45 153,80
	Financement extérieur (Dons/Emprunts)	10 280,00	16 280,00	0,00

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GENERALE									
Action 1.1: Coordination et animation									
S/Total action1.1	656,12	675,81	696,08	0,00	0,00	0,00	656,12	675,81	696,08
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	586,09	603,68	621,79	0,00	0,00	0,00	586,09	603,68	621,79
Transferts	70,03	72,13	74,30	0,00	0,00	0,00	70,03	72,13	74,30
Investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	586,09	603,68	621,79	0,00	0,00	0,00	586,09	603,68	621,79
Activité 111 : Coordonner les activités du Ministère	82,93	85,41	87,98	0,00	0,00	0,00	82,93	85,41	87,98
Activité 112 Prendre en charges le fonctionnement de la résidence du ministre	6,00	6,18	6,37	0,00	0,00	0,00	6,00	6,18	6,37
Activité 113 Gérer les charges relatives à la surveillance maritime ouest africaine	45,90	47,28	48,70	0,00	0,00	0,00	45,90	47,28	48,70
Activité 114 Mettre en œuvre la libération des sites publics et privés occupés illégalement	25,24	26,00	26,78	0,00	0,00	0,00	25,24	26,00	26,78
Activité 115 Inspecter la capacité opérationnelle des Forces Armées	12,06	12,42	12,80	0,00	0,00	0,00	12,06	12,42	12,80
Activité 116 Inspecter la capacité opérationnelle de la Gendarmerie Nationale	9,00	9,27	9,55	0,00	0,00	0,00	9,00	9,27	9,55
Activité 117 Contrôler le bon fonctionnement en matière administrative, financière, technique, domaniale et sociale des services et organismes placés sous l'autorité ou la tutelle du Ministère	16,51	17,01	17,52	0,00	0,00	0,00	16,51	17,01	17,52
Activité 118 Mettre en œuvre et suivre la politique de communication des Armées	8,76	9,02	9,29	0,00	0,00	0,00	8,76	9,02	9,29
Activité 119 Gérer le personnel militaire et le matériel affecté à l'administration centrale	20,87	21,50	22,14	0,00	0,00	0,00	20,87	21,50	22,14
Activité 1110 Contrôler l'interdiction des armes chimiques en Côte d'Ivoire	31,00	31,93	32,89	0,00	0,00	0,00	31,00	31,93	32,89
Activité 1111 Réaliser tous les travaux à caractère industriel et commercial de la Marine Nationale	307,00	316,21	325,70	0,00	0,00	0,00	307,00	316,21	325,70
Activité 1112 Renforcer les capacités du Cabinet du Ministre	20,82	21,45	22,09	0,00	0,00	0,00	20,82	21,45	22,09

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
Transferts	70,03	72,13	74,30	0,00	0,00	0,00	70,03	72,13	74,30
Activité 1113 Gérer le personnel civil du cabinet du Ministre	70,03	72,13	74,30	0,00	0,00	0,00	70,03	72,13	74,30
Action 1.2: Gestion des ressources humaines, financières et matérielles									
S/Total action 1.2	125 278,86	153 383,95	138 701,13	0,00	0,00	0,00	125 278,86	153 383,95	138 701,13
Personnel	6 624,74	6 823,49	7 028,19	0,00	0,00	0,00	6 624,74	6 823,49	7 028,19
Biens et services	83 821,42	86 336,06	88 926,14	0,00	0,00	0,00	83 821,42	86 336,06	88 926,14
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	34 832,70	60 224,40	42 746,80	0,00	0,00	0,00	34 832,70	60 224,40	42 746,80
Trésor	24 552,70	43 944,40	42 746,80	0,00	0,00	0,00	24 552,70	43 944,40	42 746,80
Financement extérieur	10 280,00	16 280,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 280,00	16 280,00	0,00
Personnel	6 624,74	6 823,49	7 028,19	0,00	0,00	0,00	6 624,74	6 823,49	7 028,19
Activité 121 : Prendre en charge les salaires des personnels de l'administration centrale	6 624,74	6 823,49	7 028,19	0,00	0,00	0,00	6 624,74	6 823,49	7 028,19
Biens et services	83 821,42	86 336,06	88 926,14	0,00	0,00	0,00	83 821,42	86 336,06	88 926,14
Activité 122 Coordonner les activités liées aux finances, à la législation militaire, aux ressources humaines, à la santé et au volet social au sein des Armées	20,05	20,65	21,27	0,00	0,00	0,00	20,05	20,65	21,27
Activité 123 Gérer les frais d'obsèques des militaires	450,07	463,57	477,48	0,00	0,00	0,00	450,07	463,57	477,48
Activité 124 Suivre l'exécution des marchés publics et des conventions d'études du BNETD	15,30	15,76	16,23	0,00	0,00	0,00	15,30	15,76	16,23
Activité 125 Elaborer et exécuter le budget	15 632,90	16 101,89	16 584,95	0,00	0,00	0,00	15 632,90	16 101,89	16 584,95
Activité 126 Gérer le soutien des Unités Opérationnelles et des services en matériels techniques des essences	100,07	103,07	106,16	0,00	0,00	0,00	100,07	103,07	106,16
Activité 127 Concevoir et suivre l'exécution du budget	23,36	24,07	24,79	0,00	0,00	0,00	23,36	24,07	24,79
Activité 128 Gérer les dépenses centralisées	43 542,18	44 848,44	46 193,90	0,00	0,00	0,00	43 542,18	44 848,44	46 193,90
Activité 129 Gérer l'approvisionnement des Armées et de la Gendarmerie en carburant	13 950,00	14 368,50	14 799,56	0,00	0,00	0,00	13 950,00	14 368,50	14 799,56
Activité 1210 Elaborer et mettre en œuvre le CDMT	24,41	25,15	25,90	0,00	0,00	0,00	24,41	25,15	25,90
Activité 1211 Gérer le transit et les assurances	123,70	127,41	131,23	0,00	0,00	0,00	123,70	127,41	131,23
Activité 1212 Gérer les formations des militaires	1 404,91	1 447,05	1 490,47	0,00	0,00	0,00	1 404,91	1 447,05	1 490,47

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
Activité 1213 Gérer l'Association Fraternelle des Anciens Combattants	2,62	2,70	2,78	0,00	0,00	0,00	2,62	2,70	2,78
Activité 1214 Animer le Tribunal Militaire	11,22	11,56	11,90	0,00	0,00	0,00	11,22	11,56	11,90
Activité 1215 Elaborer et mettre en œuvre la politique générale des ressources humaines du Ministère	124,63	128,37	132,22	0,00	0,00	0,00	124,63	128,37	132,22
Activité 1216 Elaborer les règles d'éthique de la fonction militaire et de la discipline et d'en suivre l'application	11,00	11,33	11,67	0,00	0,00	0,00	11,00	11,33	11,67
Activité 1217 Gérer les organismes sanitaires des Armées	156,01	160,69	165,51	0,00	0,00	0,00	156,01	160,69	165,51
Activité 1218 Gérer les aumôniers militaires	3,00	3,09	3,18	0,00	0,00	0,00	3,00	3,09	3,18
Activité 1219 Elaborer et mettre en œuvre une politique des sports au sein des Forces Armées	15,26	15,71	16,18	0,00	0,00	0,00	15,26	15,71	16,18
Activité 1220 Elaborer et mettre en œuvre une politique de lutte contre les violences sexuelles liées aux conflits	10,00	10,30	10,61	0,00	0,00	0,00	10,00	10,30	10,61
Activité 1221 Elaborer et mettre en œuvre une politique d'amélioration des conditions d'approvisionnement en vivres	13,50	13,91	14,32	0,00	0,00	0,00	13,50	13,91	14,32
Activité 1222 Renforcer les capacités du personnel de santé des Armées	6,03	6,22	6,40	0,00	0,00	0,00	6,03	6,22	6,40
Activité 1223 Coordonner les opérations médicales du Ministère	5,00	5,15	5,30	0,00	0,00	0,00	5,00	5,15	5,30
Activité 1224 Faire la prise en charge médicale	120,90	124,53	128,26	0,00	0,00	0,00	120,90	124,53	128,26
Activité 1225 Gérer les services centraux de santé des Armées	400,00	412,00	424,36	0,00	0,00	0,00	400,00	412,00	424,36
Activité 1226 Coordonner toutes les activités relevant du génie, des équipements militaires, des télécommunications et des systèmes d'information	20,05	20,65	21,27	0,00	0,00	0,00	20,05	20,65	21,27
Activité 1227 Gérer les infrastructures	39,53	40,71	41,93	0,00	0,00	0,00	39,53	40,71	41,93
Activité 1228 Gérer l'approvisionnement, la Réparation et la Construction Automobile	239,30	246,48	253,87	0,00	0,00	0,00	239,30	246,48	253,87
Activité 1229 Réaliser les études et faire des propositions en matière d'équipement et au soutien des Armées	41,59	42,84	44,12	0,00	0,00	0,00	41,59	42,84	44,12
Activité 1230 Gérer l'entretien des véhicules militaires	548,64	565,10	582,06	0,00	0,00	0,00	548,64	565,10	582,06
Activité 1231 Gérer le Service d'Armes, la Manutention et Véhicules - Approvisionnement Technique	11,39	11,74	12,09	0,00	0,00	0,00	11,39	11,74	12,09
Activité 1232 Gérer l'Habillement	122,81	126,49	130,29	0,00	0,00	0,00	122,81	126,49	130,29

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
Activité 1233 Gérer l'équipement	17,50	18,03	18,57	0,00	0,00	0,00	17,50	18,03	18,57
Activité 1234 Réaliser un transfert	307,49	316,71	326,21	0,00	0,00	0,00	307,49	316,71	326,21
Activité 1243 Gérer les Conférences et missions hors CI-MDPM	40,00	41,20	42,44	0,00	0,00	0,00	40,00	41,20	42,44
Activité 1244 Gérer les Séminaires et Conférences en CI	166,80	171,80	176,96	0,00	0,00	0,00	166,80	171,80	176,96
Activité 1245 Gérer les dépenses centralisées du patrimoine de l'Etat	6 100,20	6 283,21	6 471,70	0,00	0,00	0,00	6 100,20	6 283,21	6 471,70
Investissements	34 832,70	60 224,40	42 746,80	0,00	0,00	0,00	34 832,70	60 224,40	42 746,80
Trésor	24 552,70	43 944,40	42 746,80	0,00	0,00	0,00	24 552,70	43 944,40	42 746,80
Activité 1235 Opération de sécurisation des personnes et des biens	5 811,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 811,50	0,00	0,00
Activité 1236 Financement de la déflation et de la réinsertion des militaires	15 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00	0,00	0,00
Activité 1237 Construction des centres de ravitaillement essence	650,00	1 249,90	0,00	0,00	0,00	0,00	650,00	1 249,90	0,00
Activité 1238 Création d'une académie de la Défense	100,00	328,60	0,00	0,00	0,00	0,00	100,00	328,60	0,00
Activité 1239 Construction et équipement des hôpitaux militaires et de l'Unité d'intervention rapide	2 500,00	2 861,00	24 303,80	0,00	0,00	0,00	2 500,00	2 861,00	24 303,80
Activité 1240 Equipement de l'administration centrale de la Défense	491,20	18 015,30	0,00	0,00	0,00	0,00	491,20	18 015,30	0,00
Activité 1241 Construction du siège du Ministère de la Défense	0,00	605,00	800,00	0,00	0,00	0,00	0,00	605,00	800,00
Activité 1242 Construction et Equipement des Postes Frontaliers	0,00	20 884,60	17 643,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 884,60	17 643,00
Financement extérieur	10 280,00	16 280,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 280,00	16 280,00	0,00
Activité 1239 Construction et équipement des hôpitaux militaires et de l'Unité d'intervention rapide	10 280,00	16 280,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 280,00	16 280,00	0,00

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
Action 1.3 : Planification, programmation et suivi-évaluation									
S/Total action1.3	2 206,38	2 272,57	2 340,75	0,00	0,00	0,00	2 206,38	2 272,57	2 340,75
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	157,62	162,35	167,22	0,00	0,00	0,00	157,62	162,35	167,22
Transferts	2 048,75	2 110,22	2 173,52	0,00	0,00	0,00	2 048,75	2 110,22	2 173,52
Investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	157,62	162,35	167,22	0,00	0,00	0,00	157,62	162,35	167,22
Activité 131 Coordonner toutes les activités stratégiques	20,05	20,65	21,27	0,00	0,00	0,00	20,05	20,65	21,27
Activité 132 Elaborer les directives concernant l'organisation, la mise en condition et l'emploi des Forces Armées	17,47	18,00	18,53	0,00	0,00	0,00	17,47	18,00	18,53
Activité 133 Gérer les pèlerins militaires	100,00	103,00	106,09	0,00	0,00	0,00	100,00	103,00	106,09
Activité 134 Former les militaires en Anglais	4,00	4,12	4,24	0,00	0,00	0,00	4,00	4,12	4,24
Activité 135 Coordonner, suivre et harmoniser les activités de planification et de programmation	16,10	16,58	17,08	0,00	0,00	0,00	16,10	16,58	17,08
Transferts	2 048,75	2 110,22	2 173,52	0,00	0,00	0,00	2 048,75	2 110,22	2 173,52
Activité 136 Réaliser des transferts	1 997,45	2 057,38	2 119,10	0,00	0,00	0,00	1 997,45	2 057,38	2 119,10
Activité 137 Animer le Secrétariat Général Office de Liaison de l'Afrique de l'Ouest (OLAO)	51,30	52,84	54,42	0,00	0,00	0,00	51,30	52,84	54,42
Action 1.4 : Gestion des systèmes d'information et de communication									
S/Total action1.4	471,54	4 382,69	2 801,17	0,00	0,00	0,00	471,54	4 382,69	2 801,17
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	371,54	382,69	394,17	0,00	0,00	0,00	371,54	382,69	394,17
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	100,00	4 000,00	2 407,00	0,00	0,00	0,00	100,00	4 000,00	2 407,00
Trésor	100,00	4 000,00	2 407,00	0,00	0,00	0,00	100,00	4 000,00	2 407,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
Biens et services	371,54	382,69	394,17	0,00	0,00	0,00	371,54	382,69	394,17
Activité 141 Rechercher et exploiter le renseignement stratégique	63,91	65,82	67,80	0,00	0,00	0,00	63,91	65,82	67,80
Activité 142 Planifier, coordonner et conduire la recherche et l'exploitation du renseignement d'intérêt militaire	10,91	11,24	11,57	0,00	0,00	0,00	10,91	11,24	11,57
Activité 143 Elaborer et veiller à l'application des mesures en matière de protection et de sécurité	10,29	10,60	10,92	0,00	0,00	0,00	10,29	10,60	10,92
Activité 144 Elaborer et mettre en œuvre la politique du Ministère dans le domaine des télécommunications et de la gestion des systèmes d'information et d'en assurer le suivi	11,51	11,86	12,21	0,00	0,00	0,00	11,51	11,86	12,21
Activité 145 Gérer la production des bulletins de solde et des registres	231,71	238,67	245,83	0,00	0,00	0,00	231,71	238,67	245,83
Activité 146 Gérer les transmissions	15,80	16,27	16,76	0,00	0,00	0,00	15,80	16,27	16,76
Activité 148 Elaboration et mise en œuvre du Schéma Directeur Informatique du MINIDEF	27,41	28,24	29,08	0,00	0,00	0,00	27,41	28,24	29,08
Investissements	100,00	4 000,00	2 407,00	0,00	0,00	0,00	100,00	4 000,00	2 407,00
Trésor	100,00	4 000,00	2 407,00	0,00	0,00	0,00	100,00	4 000,00	2 407,00
Activité 149 Elaboration et mise en Œuvre du Schéma Directeur Informatique du MINIDEF	100,00	4 000,00	2 407,00	0,00	0,00	0,00	100,00	4 000,00	2 407,00
TOTAL DU PROGRAMME 1	128 612,90	160 715,01	144 539,13	0,00	0,00	0,00	128 612,90	160 715,01	144 539,13

II.2.2. Programme 2 : Défense

II.2.2.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 2 : Défense	Action 2.1 : Renforcement des capacités opérationnelles des Armées et des Forces Spéciales.
	Action 2.2 : Amélioration des conditions de vie, de travail et la sécurité sociale du militaire.
	Action 2.3 : Participation à la sécurité régionale et internationale

II.2.2.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programmes 2 : Défense						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2017	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2019	2020	2021	
OS 1 : Préserver les intérêts vitaux et stratégiques de la nation et protéger les populations et les biens	Nombre de missions de sécurisation du territoire	ND	ND	ND	ND	Dénombrement Source : Ordres d'opérations
	Nombre d'opérations de sécurisation du territoire	ND	ND	ND	ND	Dénombrement Source : Ordres d'opérations
	Taux de réalisation et de réhabilitation des infrastructures	ND	ND	ND	ND	Nombre d'infrastructures réalisé et réhabilité / nombre d'infrastructures à réaliser et à réhabiliter Source : Etat-major des Armées
	Taux d'acquisition des équipements	ND	ND	ND	ND	Nombre d'équipements acquis / Nombre d'équipements prévus Source : Etat-Major des armées
OS 2 : contribuer à la sécurité régionale et internationale	Nombre de bataillons déployés en Opérations Extérieures (OPEX)	ND	ND	ND	ND	Dénombrement Source : Ordres de déploiement
	Nombre d'exercices conjoints	ND	ND	ND	ND	Dénombrement Source : Ordres d'opérations
	Nombre d'observateurs déployés dans les missions	ND	ND	ND	ND	Dénombrement Source : Etat-Major des armées

II.2.2.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

En million FCFA		Projections		
		2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 2 : DEFENSE		142 421,70	323 398,84	467 574,33
	Personnel	106 804,79	110 008,93	113 309,20
	Biens et services	19 369,61	19 950,70	20 549,22
	Transferts	0,00	0,00	0,00
	Investissements	16 247,30	193 439,20	333 715,90
	Trésor	16 247,30	193 439,20	333 715,90
	Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0,00	0,00	0,00

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 2 : DEFENSE									
Action 2.1: Renforcement des capacités opérationnelles des Armées et des Forces Spéciales									
S/Total action2.1	35 441,40	92 196,02	179 559,02	0,00	0,00	0,00	35 441,40	92 196,02	179 559,02
Personnel	106 804,79	110 008,93	113 309,20	0,00	0,00	0,00	106 804,79	110 008,93	113 309,20
Biens et services	19 194,10	19 769,92	20 363,02	0,00	0,00	0,00	19 194,10	19 769,92	20 363,02
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	16 247,30	72 426,10	159 196,00	0,00	0,00	0,00	16 247,30	72 426,10	159 196,00
Trésor	16 247,30	72 426,10	159 196,00	0,00	0,00	0,00	16 247,30	72 426,10	159 196,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Personnel	106 804,79	110 008,93	113 309,20	0,00	0,00	0,00	106 804,79	110 008,93	113 309,20
Activité 211 Gérer le personnel de l'Armée de Terre	83 868,80	86 384,86	88 976,41	0,00	0,00	0,00	83 868,80	86 384,86	88 976,41
Activité 212 Gérer le personnel de l'Armée de l'Air	5 792,06	5 965,82	6 144,80	0,00	0,00	0,00	5 792,06	5 965,82	6 144,80
Activité 213 Gérer le personnel de la Marine	9 641,78	9 931,04	10 228,97	0,00	0,00	0,00	9 641,78	9 931,04	10 228,97
Activité 214 Gérer le personnel de la Garde Républicaine	7 502,14	7 727,21	7 959,02	0,00	0,00	0,00	7 502,14	7 727,21	7 959,02
Biens et services	19 194,10	19 769,92	20 363,02	0,00	0,00	0,00	19 194,10	19 769,92	20 363,02
Activité 215 Gérer les pécules des élèves et étudiants militaires	674,00	694,22	715,05	0,00	0,00	0,00	674,00	694,22	715,05
Activité 216 Coordonner et suivre les activités des Armées	13,77	14,18	14,60	0,00	0,00	0,00	13,77	14,18	14,60
Activité 217 Coordonner les activités de l'Etat-Major des Armées	32,07	33,03	34,02	0,00	0,00	0,00	32,07	33,03	34,02
Activité 218 Mettre en œuvre les activités d'entraînement de l'ensemble des Forces	81,38	83,82	86,34	0,00	0,00	0,00	81,38	83,82	86,34
Activité 219 Coordonner les activités des Forces Terrestres	11,51	11,86	12,21	0,00	0,00	0,00	11,51	11,86	12,21
Activité 2110 Coordonner les opérations des Forces Terrestres	17,00	17,51	18,04	0,00	0,00	0,00	17,00	17,51	18,04
Activité 2112 Coordonner les opérations des Forces	104,55	107,69	110,92	0,00	0,00	0,00	104,55	107,69	110,92
Activité 2113 Soutenir l'Etat-major et l'ensemble des corps de troupe	180,04	185,44	191,01	0,00	0,00	0,00	180,04	185,44	191,01
Activité 2114 Participer à l'organisation les fêtes Nationales	3 000,00	3 090,00	3 182,70	0,00	0,00	0,00	3 000,00	3 090,00	3 182,70

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
Activité 2115 Planifier et recruter au sein des Armées	4,29	4,42	4,55	0,00	0,00	0,00	4,29	4,42	4,55
Activité 2116 Gérer la formation continue	8,51	8,77	9,03	0,00	0,00	0,00	8,51	8,77	9,03
Activité 2117 Mettre à disposition des moyens logistiques nécessaires à l'accomplissement des missions	388,63	400,28	412,29	0,00	0,00	0,00	388,63	400,28	412,29
Activité 2118 Gérer les munitions des Armées	13,38	13,78	14,20	0,00	0,00	0,00	13,38	13,78	14,20
Activité 2119 Gérer le transport des Armées	12,14	12,51	12,88	0,00	0,00	0,00	12,14	12,51	12,88
Activité 2120 Gérer le matériel Informatique de l'Etat-Major des Armées	6,63	6,83	7,03	0,00	0,00	0,00	6,63	6,83	7,03
Activité 2121 Exécuter et suivre la communication au sein de l'Etat-major des Armées	5,00	5,15	5,30	0,00	0,00	0,00	5,00	5,15	5,30
Activité 2122 Elaborer et mettre en œuvre le plan de formation	12,00	12,36	12,73	0,00	0,00	0,00	12,00	12,36	12,73
Activité 2123 Elaborer et conduire la stratégie d'emploi des Armées	12,00	12,36	12,73	0,00	0,00	0,00	12,00	12,36	12,73
Activité 2124 Elaborer et exécuter les missions	12,70	13,08	13,47	0,00	0,00	0,00	12,70	13,08	13,47
Activité 2125 Gérer les transmissions de l'Etat-Major des Armées	6,00	6,18	6,37	0,00	0,00	0,00	6,00	6,18	6,37
Activité 2126 Gérer l'équipement de l'Etat-Major des Armées	4,00	4,12	4,24	0,00	0,00	0,00	4,00	4,12	4,24
Activité 2127 Elaborer les textes relatifs à la réglementation des activités de l'Etat-Major des Armées	3,88	4,00	4,12	0,00	0,00	0,00	3,88	4,00	4,12
Activité 2128 Gérer les Régions Militaires	22,48	23,15	23,85	0,00	0,00	0,00	22,48	23,15	23,85
Activité 2129 Exécuter les missions de défense	366,09	377,08	388,39	0,00	0,00	0,00	366,09	377,08	388,39
Activité 2130 Elaborer et conduire le programme d'équipement de l'Armée de Terre	317,00	326,51	336,31	0,00	0,00	0,00	317,00	326,51	336,31
Activité 2131 Gérer le matériel informatique de l'Armée de Terre	8,07	8,31	8,56	0,00	0,00	0,00	8,07	8,31	8,56
Activité 2132 Gérer le matériel informatique de la Marine	7,00	7,21	7,43	0,00	0,00	0,00	7,00	7,21	7,43
Activité 2133 Elaborer et exécuter le plan de formation des pilotes d'hélicoptères	250,00	257,50	265,23	0,00	0,00	0,00	250,00	257,50	265,23
Activité 2134 Elaborer et exécuter le plan d'instruction au sein de la Marine	10,00	10,30	10,61	0,00	0,00	0,00	10,00	10,30	10,61
Activité 2135 Former les Officiers	106,31	109,50	112,78	0,00	0,00	0,00	106,31	109,50	112,78
Activité 2136 Former les sous-officiers des Armées	52,87	54,46	56,09	0,00	0,00	0,00	52,87	54,46	56,09
Activité 2137 Former les militaires du rang	13,51	13,92	14,33	0,00	0,00	0,00	13,51	13,92	14,33

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
Activité 2138 Former les enfants de troupe	96,31	99,20	102,17	0,00	0,00	0,00	96,31	99,20	102,17
Activité 2139 Former aux techniques commandos	5,00	5,15	5,30	0,00	0,00	0,00	5,00	5,15	5,30
Activité 2140 Exécuter les missions de surveillance et de défense aérienne du territoire	31,94	32,90	33,88	0,00	0,00	0,00	31,94	32,90	33,88
Activité 2141 Exécuter les missions de surveillance et de défense maritime du territoire	54,80	56,44	58,14	0,00	0,00	0,00	54,80	56,44	58,14
Activité 2142 Exécuter les missions spécifiques commandées par le politique	141,11	145,34	149,70	0,00	0,00	0,00	141,11	145,34	149,70
Activité 2143 Former aux techniques commandos	8,22	8,47	8,72	0,00	0,00	0,00	8,22	8,47	8,72
Activité 2144 Elaborer et exécuter le plan de formation des sapeurs-pompiers	8,84	9,10	9,37	0,00	0,00	0,00	8,84	9,10	9,37
Activité 2145 Exécuter les missions d'assistance et de secours aux populations	649,67	669,16	689,23	0,00	0,00	0,00	649,67	669,16	689,23
Activité 2146 Gérer le soutien des Unités Opérationnelles	11 958,03	12 316,77	12 686,28	0,00	0,00	0,00	11 958,03	12 316,77	12 686,28
Activité 2147 Exécuter les opérations de sécurisation et de défense opérationnelle du territoire	121,39	125,04	128,79	0,00	0,00	0,00	121,39	125,04	128,79
Activité 2148 Gérer les navires en détresse	5,00	5,15	5,30	0,00	0,00	0,00	5,00	5,15	5,30
Activité 2149 Elaborer et exécuter la stratégie de sécurisation des Institutions et Hautes personnalités	296,31	305,20	314,36	0,00	0,00	0,00	296,31	305,20	314,36
Activité 2150 Elaborer et exécuter le plan de formation au sein de la Garde Républicaine	21,83	22,49	23,16	0,00	0,00	0,00	21,83	22,49	23,16
Activité 2163 Animer l'Etat-major de la Marine	17,88	18,42	18,97	0,00	0,00	0,00	17,88	18,42	18,97
Activité 2164 Animer le Centre de Secours d'Urgence	10,95	11,28	11,62	0,00	0,00	0,00	10,95	11,28	11,62
Activité 2165 Sécuriser le Palais Présidentiel	10,00	10,30	10,61	0,00	0,00	0,00	10,00	10,30	10,61
Investissements	16 247,30	72 426,10	159 196,00	0,00	0,00	0,00	16 247,30	72 426,10	159 196,00
Trésor	16 247,30	72 426,10	159 196,00	0,00	0,00	0,00	16 247,30	72 426,10	159 196,00
Activité 2151 Construction du centre de surveillance maritime de l'Afrique de l'ouest	100,00	300,00	350,00	0,00	0,00	0,00	100,00	300,00	350,00
Activité 2152 Construction d'un Etat-major intégré et des Unités rattachées	950,00	25 000,00	24 903,40	0,00	0,00	0,00	950,00	25 000,00	24 903,40
Activité 2153 Construction des Unités des Forces Spéciales	1 300,00	5 700,00	12 066,40	0,00	0,00	0,00	1 300,00	5 700,00	12 066,40
Activité 2154 Construction des Unités des Forces Terrestres	6 476,80	27 000,00	48 190,90	0,00	0,00	0,00	6 476,80	27 000,00	48 190,90

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
Activité 2155 Rénovation de l'EMPT	100,00	550,00	600,00	0,00	0,00	0,00	100,00	550,00	600,00
Activité 2156 Construction et réhabilitation des Unités des Forces Aériennes	2 000,00	3 000,00	35 922,10	0,00	0,00	0,00	2 000,00	3 000,00	35 922,10
Activité 2157 Construction du pôle de formation hélicoptère	100,00	741,10	0,00	0,00	0,00	0,00	100,00	741,10	0,00
Activité 2158 Construction des Unités de la Marine Nationale	2 188,50	3 700,00	17 214,80	0,00	0,00	0,00	2 188,50	3 700,00	17 214,80
Activité 2159 Construction et extension des centres de secours GSPM	3 000,00	4 000,00	18 448,40	0,00	0,00	0,00	3 000,00	4 000,00	18 448,40
Activité 2160 Réhabilitation des ouvrages maritimes	32,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	32,00	0,00	0,00
Activité 2161 Construction des Ecoles Militaires	0,00	2 435,00	1 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 435,00	1 500,00
Action 2.2: Amélioration des conditions de vie, de travail et la sécurité sociale du militaire									
S/Total action2.2	150,51	121 168,13	174 679,58	0,00	0,00	0,00	150,51	121 168,13	174 679,58
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	150,51	155,03	159,68	0,00	0,00	0,00	150,51	155,03	159,68
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	0,00	121 013,10	174 519,90	0,00	0,00	0,00	0,00	121 013,10	174 519,90
Trésor	0,00	121 013,10	174 519,90	0,00	0,00	0,00	0,00	121 013,10	174 519,90
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	150,51	155,03	159,68	0,00	0,00	0,00	150,51	155,03	159,68
Activité 221 Exécuter le programme de suivi médical et de prise en charge des militaires	65,05	67,00	69,01	0,00	0,00	0,00	65,05	67,00	69,01
Activité 222 Prélever les tissus humains pour réaliser les greffes	15,51	15,98	16,46	0,00	0,00	0,00	15,51	15,98	16,46
Activité 223 Prendre en charge le suivi médical des militaires	69,95	72,05	74,21	0,00	0,00	0,00	69,95	72,05	74,21
Investissements	0,00	121 013,10	174 519,90	0,00	0,00	0,00	0,00	121 013,10	174 519,90
Trésor	0,00	121 013,10	174 519,90	0,00	0,00	0,00	0,00	121 013,10	174 519,90
Activité 224 Equipement des Forces Spéciales	0,00	750,00	18 499,60	0,00	0,00	0,00	0,00	750,00	18 499,60
Activité 225 Equipement de l'Etat-major Intégré et des Unités Rattachés	0,00	49 538,20	22 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	49 538,20	22 000,00
Activité 226 Equipements des Forces Terrestres	0,00	27 136,30	35 817,70	0,00	0,00	0,00	0,00	27 136,30	35 817,70
Activité 227 Equipements des Forces Aériennes	0,00	850,00	1 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00	850,00	1 600,00

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
Activité 228 Acquisition de matériels Aériens pour les Forces Aériennes	0,00	37 208,60	76 967,60	0,00	0,00	0,00	0,00	37 208,60	76 967,60
Activité 229 Construction, Réhabilitation des Centres de la Marine Nationale	0,00	1 100,00	973,20	0,00	0,00	0,00	0,00	1 100,00	973,20
Activité 2210 Acquisition d'engins maritimes et Fluvio-Lagunaires	0,00	80,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	80,00	0,00
Activité 2211 Equipement de la Marine Nationale	0,00	3 500,00	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 500,00	5 000,00
Activité 2212 Equipement du GSPM	0,00	850,00	13 661,80	0,00	0,00	0,00	0,00	850,00	13 661,80
Action 2.3 : Participation à la sécurité régionale et internationale									
S/Total action2.3	25,00	25,75	26,52	0,00	0,00	0,00	25,00	25,75	26,52
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	25,00	25,75	26,52	0,00	0,00	0,00	25,00	25,75	26,52
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	25,00	25,75	26,52	0,00	0,00	0,00	25,00	25,75	26,52
Activité 231 Exécuter le plan de projection des militaires sur les théâtres extérieurs	13,00	13,39	13,79	0,00	0,00	0,00	13,00	13,39	13,79
Activité 232 Elaborer la stratégie de déploiement des militaires dans les opérations extérieurs	12,00	12,36	12,73	0,00	0,00	0,00	12,00	12,36	12,73
TOTAL DU PROGRAMME 2	35 616,91	213 389,90	354 265,12	0,00	0,00	0,00	35 616,91	213 389,90	354 265,12

II.2.3. Programme 3 : Sécurité

II.2.3.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 3 : Sécurité	Action 3.1 : Renforcement des capacités opérationnelles de la Gendarmerie Nationale
	Action 3.2 : Amélioration des conditions de vie, de travail et la sécurité sociale du Gendarme
	Action 3.3 : Participation à la sécurité régionale et internationale

II.2.3.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programmes-3 : Sécurité						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2017	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2019	2020	2021	
OS 1 : assurer les missions ordinaires et spécifiques de la Gendarmerie	Nombre de missions de sécurisation du territoire	ND	ND	ND	ND	Dénombrement Source : Ordres d'opérations
	Nombre d'opérations de sécurisation du territoire	ND	ND	ND	ND	Dénombrement Source : Ordres d'opérations
	Taux de réalisation et de réhabilitation des infrastructures	ND	ND	ND	ND	Nombre d'infrastructures réalisé et réhabilité / nombre d'infrastructures à réaliser et à réhabiliter Source : Commandement supérieur de la Gendarmerie
	Taux d'acquisition des équipements	ND	ND	ND	ND	Nombre d'équipements acquis / Nombre d'équipements prévus Source : Commandement supérieur de la Gendarmerie
OS 2 : contribuer à la sécurité régionale et internationale	Nombre de gendarmes déployés en missions extérieures	ND	ND	ND	ND	Dénombrement Source : Ordres de missions
	Nombre de gendarmes admis au Sélection Assistance Team (SAT)	ND	ND	ND	ND	Dénombrement Source : Rapport de sélection et PV de sélection
	Nombre de gendarmes formés aux opérations extérieures	ND	ND	ND	ND	Dénombrement Source : Rapport de fin de stage

II.2.3.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

En millions FCFA		Projections		
		2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 3 : SECURITE		76 047,32	157 740,74	274 924,16
	Personnel	0,00	0,00	0,00
	Biens et services	71 447,32	73 590,74	75 798,46
	Transferts	0,00	0,00	0,00
	Investissements	4 600,00	84 150,00	199 125,70
	Trésor	4 600,00	84 150,00	199 125,70
	Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0,00	0,00	0,00

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 3 : SECURITE									
Action 3.1: Renforcement des capacités opérationnelles de la Gendarmerie Nationale									
S/Total action3.1	71 418,48	73 561,04	75 767,87	0,00	0,00	0,00	71 418,48	73 561,04	75 767,87
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	71 418,48	73 561,04	75 767,87	0,00	0,00	0,00	71 418,48	73 561,04	75 767,87
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	71 418,48	73 561,04	75 767,87	0,00	0,00	0,00	71 418,48	73 561,04	75 767,87
Activité 311 Gérer le personnel de la gendarmerie	67 905,14	69 942,29	72 040,56	0,00	0,00	0,00	67 905,14	69 942,29	72 040,56
Activité 312 Gérer les pécules des élèves gendarmes	1 562,53	1 609,40	1 657,69	0,00	0,00	0,00	1 562,53	1 609,40	1 657,69
Activité 313 Coordonner et suivre les activités de la Gendarmerie Nationale	168,07	173,11	178,31	0,00	0,00	0,00	168,07	173,11	178,31

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
Activité 314 Coordonner et suivre les activités de la Gendarmerie Territoriale	12,00	12,36	12,73	0,00	0,00	0,00	12,00	12,36	12,73
Activité 315 Coordonner et suivre les activités de la Gendarmerie Mobile et Unités spécialisées	12,00	12,36	12,73	0,00	0,00	0,00	12,00	12,36	12,73
Activité 316 Planifier et exécuter le plan de recrutement des gendarmes	5,07	5,22	5,38	0,00	0,00	0,00	5,07	5,22	5,38
Activité 317 Exécuter les demandes de concours et coordonner les escortes de convoi	5,82	6,00	6,18	0,00	0,00	0,00	5,82	6,00	6,18
Activité 318 Mettre en œuvre les moyens logistiques nécessaires à l'accomplissement des missions	5,63	5,80	5,97	0,00	0,00	0,00	5,63	5,80	5,97
Activité 319 Planifier et exécuter les opérations de sécurisation des plates forme aéroportuaire et portuaire, les Institutions et les Hautes Personnalités	7,63	7,86	8,09	0,00	0,00	0,00	7,63	7,86	8,09
Activité 3110 Exécuter les missions de rétablissement de l'ordre public et de sécurisation des sites sensibles	207,00	213,21	219,61	0,00	0,00	0,00	207,00	213,21	219,61
Activité 3111 Escorter les convois, les personnalités et les sites névralgiques	9,63	9,92	10,21	0,00	0,00	0,00	9,63	9,92	10,21
Activité 3112 Sécuriser les hautes personnalités	8,44	8,69	8,96	0,00	0,00	0,00	8,44	8,69	8,96
Activité 3113 Gérer la recherche du renseignement et la police judiciaire	8,00	8,24	8,49	0,00	0,00	0,00	8,00	8,24	8,49
Activité 3114 Mettre à disposition les moyens de mobilité nécessaires à l'accomplissement des missions	299,26	308,24	317,48	0,00	0,00	0,00	299,26	308,24	317,48
Activité 3115 Lutter contre le grand banditisme	13,77	14,18	14,60	0,00	0,00	0,00	13,77	14,18	14,60
Activité 3116 Exécuter la politique du Ministère dans le domaine de la gestion des systèmes d'information et télécommunication au sein de la Gendarmerie	10,29	10,60	10,92	0,00	0,00	0,00	10,29	10,60	10,92
Activité 3117 Exécuter et suivre la communication au sein de la Gendarmerie	6,00	6,18	6,37	0,00	0,00	0,00	6,00	6,18	6,37
Activité 3118 Inspecter les ressources techniques mises à la disposition de la Gendarmerie	6,00	6,18	6,37	0,00	0,00	0,00	6,00	6,18	6,37
Activité 3119 Conduire toutes les enquêtes relevant de la Police Judiciaire	4,00	4,12	4,24	0,00	0,00	0,00	4,00	4,12	4,24
Activité 3120 Constituer un fichier d'empreinte digitale et d'information sur l'ensemble de la population ivoirienne	7,00	7,21	7,43	0,00	0,00	0,00	7,00	7,21	7,43

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
Activité 3121 Gérer les missions relatives à la police administrative et judiciaire dans les zones de compétence respective	48,95	50,42	51,93	0,00	0,00	0,00	48,95	50,42	51,93
Activité 3122 Gérer les missions relatives au maintien et au rétablissement de l'ordre public dans les zones de compétence respective	56,07	57,75	59,48	0,00	0,00	0,00	56,07	57,75	59,48
Activité 3123 Gérer les missions de police administrative et judiciaire dévolues aux Brigades	230,79	237,72	244,85	0,00	0,00	0,00	230,79	237,72	244,85
Activité 3124 Exécuter les missions de maintien et de rétablissement de l'ordre public	169,49	174,57	179,81	0,00	0,00	0,00	169,49	174,57	179,81
Activité 3125 Exécuter les missions de police administrative et judiciaire	207,93	214,17	220,60	0,00	0,00	0,00	207,93	214,17	220,60
Activité 3126 Former les Officiers et Sous-Officiers	172,82	178,00	183,34	0,00	0,00	0,00	172,82	178,00	183,34
Activité 3127 Exécuter les opérations de soutien du Commandement Supérieur de la Gendarmerie	255,72	263,40	271,30	0,00	0,00	0,00	255,72	263,40	271,30
Activité 3128 Planifier et suivre l'exécution des opérations spéciales de la Gendarmerie	13,44	13,84	14,26	0,00	0,00	0,00	13,44	13,84	14,26
Action 3.2: Amélioration des conditions de vie, de travail et la sécurité sociale du Gendarme									
S/Total action3.2	4 623,83	84 174,55	199 150,99	0,00	0,00	0,00	4 623,83	84 174,55	199 150,99
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	23,83	24,55	25,29	0,00	0,00	0,00	23,83	24,55	25,29
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	4 600,00	84 150,00	199 125,70	0,00	0,00	0,00	4 600,00	84 150,00	199 125,70
Trésor	4 600,00	84 150,00	199 125,70	0,00	0,00	0,00	4 600,00	84 150,00	199 125,70
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	23,83	24,55	25,29	0,00	0,00	0,00	23,83	24,55	25,29
Activité 321 Exécuter le programme de suivi médical et de prise en charge des gendarmes	13,21	13,60	14,01	0,00	0,00	0,00	13,21	13,60	14,01
Activité 322 Prendre en charge le suivi médical des gendarmes	10,63	10,95	11,27	0,00	0,00	0,00	10,63	10,95	11,27

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
Investissements	4 600,00	84 150,00	199 125,70	0,00	0,00	0,00	4 600,00	84 150,00	199 125,70
Trésor	4 600,00	84 150,00	199 125,70	0,00	0,00	0,00	4 600,00	84 150,00	199 125,70
Activité 323 Construction et Réhabilitation des Unités de la Gendarmerie Nationale	4 500,00	50 500,00	90 049,80	0,00	0,00	0,00	4 500,00	50 500,00	90 049,80
Activité 324 Extension Ecole de Gendarmerie Toroguhé	100,00	650,00	573,20	0,00	0,00	0,00	100,00	650,00	573,20
Activité 325 Equipement de la Gendarmerie Nationale	0,00	33 000,00	108 502,70	0,00	0,00	0,00	0,00	33 000,00	108 502,70
Action 3.3 : Participation à la sécurité régionale et internationale									
S/Total action3.3	5,00	5,15	5,30	0,00	0,00	0,00	5,00	5,15	5,30
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	5,00	5,15	5,30	0,00	0,00	0,00	5,00	5,15	5,30
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	5,00	5,15	5,30	0,00	0,00	0,00	5,00	5,15	5,30
Activité 331 : Elaborer et exécuter le plan de déploiement des gendarmes dans les opérations de maintien de la Paix	5,00	5,15	5,30	0,00	0,00	0,00	5,00	5,15	5,30
TOTAL DU PROGRAMME 3	76 047,32	157 740,74	274 924,16	0,00	0,00	0,00	76 047,32	157 740,74	274 924,16

SECTION 27 : MINISTERE DE LA COMMUNICATION ET DES MEDIAS

SECTION 27 : MINISTERE DE LA COMMUNICATION ET DES MEDIAS

I. PRESENTATION GENERALE DU MINISTERE

I.1. Situation du Secteur

I.1.1. Problèmes majeurs

- l'inexistence d'un document de politique et de stratégie relatif à la Communication et aux Médias ;
- la dégradation de l'image de la corporation due au manque de professionnalisme et au non-respect du code d'éthique et de la déontologie ;
- la vétusté de l'imprimerie de la Société Nouvelle et d'Édition de Côte d'Ivoire (SNEPCI) ;
- la lenteur du processus de libéralisation du secteur de la télévision ;
- l'insuffisance d'équipements pour le déploiement de la télévision numérique ;
- l'absence de données statistiques fiables ;
- la prolifération des affichages anarchiques ;
- la non adoption d'une loi relative à la Communication Publicitaire ;
- l'absence de dispositifs de contrôle efficace pour la régulation des activités de la presse en ligne.

I.1.2. Réponses apportées

I.1.2.1. Au titre du sous-secteur presse écrite

- la prise d'un décret portant nomination des membres du Conseil de gestion de l'Agence Ivoirienne de Presse (AIP) ;
- la poursuite des travaux de réhabilitation de l'imprimerie de la Société Nouvelle de Presse et d'Édition de Côte d'Ivoire (SNEPCI) ;
- l'attribution aux entreprises de presse privée d'une aide sous forme de dons en équipements et d'appui à la formation à hauteur de 650 millions de FCFA en 2014 ;
- l'amélioration des conditions de vie et de travail des acteurs du secteur avec un seuil minimal de traitement des journalistes et des professionnels de la Communication fixé à 1 900 points, engageant toutes les entreprises de Presse bénéficiaires de subvention d'impression ;
- l'abonnement groupé de la Présidence de la République, de l'ensemble des Cabinets Ministériels, des Départements et Sous-Préfectures aux dépêches de l'Agence Ivoirienne de Presse.

I.1.2.2. Au titre du sous-secteur Audiovisuel

- la conduite du processus de migration vers la Télévision Numérique Terrestre ;
- la prise d'un décret portant modification des attributions, organisation et fonctionnement de l'Institut des Sciences et Techniques de la Communication (ISTC) ;
- le renouvellement du parc automobile et l'équipement en matériels de bureau de la RTI ;
- la diffusion de la RTI sur internet ;
- la réhabilitation de vingt-six (26) des trente (30) centres émetteurs de la RTI soit un taux de 87%.

I.1.2.3. Au titre des sous-secteurs Publicité et Presse en ligne

- Le démantèlement des Affichages anarchiques ;
- la prise en compte de la presse en ligne dans l'élaboration de l'avant-projet de révision de la loi portant régime juridique de la presse en Côte d'Ivoire.

I.1.3. Défis et priorités

- la finalisation de la révision des lois portant régime juridique de la Presse et de la Communication audiovisuelle ;
- l'accroissement du nombre de représentations régionales des Medias audiovisuels publics ;
- la couverture des émissions de la RTI dans quarante-huit (48) représentations diplomatiques de la Côte d'Ivoire à l'extérieur ;
- l'organisation à Abidjan d'un marché international des industries audiovisuelles dénommé « DISCOP ABIDJAN » ;
- l'organisation d'un festival international de films de fiction en liaison avec le Ministère de la Culture et de la Francophonie ;
- la libéralisation de l'espace télévisuel en autorisant la création de chaînes de télévisions privées ;
- le passage de la Télévision Analogique à la Télévision Numérique Terrestre ;
- l'assainissement du secteur de l'affichage publicitaire ;
- l'équipement en matériel technique de l'ISTC ;
- la rénovation des équipements de la SNPECI ;
- la mise en place d'une cartographie numérique et un Système d'Information Géographique (SIG) de l'Affichage publicitaire pour une gestion optimale des emplacements et des dispositifs d'affichage ;
- la création d'une brigade au sein du CSP pour mieux lutter contre la prolifération des affichages publicitaires anarchiques ;
- la ratification par le gouvernement de la convention de Florence et des accords de Nairobi, relatifs à l'exonération des taxes sur les intrants d'impression des journaux.

I.2. Politique sectorielle

I.2.1. Principales orientations

- La promotion de l'action gouvernementale auprès des populations ;
- le redéploiement et l'utilisation efficiente du personnel ;
- la réforme du fonds de soutien et de développement de la presse ;
- la libéralisation du secteur audiovisuel ;
- l'accessibilité à une information de qualité pour le bien-être des populations.

I.2.2. Résultats stratégiques

- la culture de résultat est adoptée ;
- le personnel est utilisé de façon efficiente ;
- l'information est accessible ;
- la qualité de l'information est assurée.

I.3. Missions du ministère

Le Ministre de la Communication et des Médias est chargé de la mise en œuvre et le suivi de la politique du Gouvernement en matière de Communication et de Médias. A ce titre, et en liaison avec les différents départements ministériels concernés, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

- élaboration des lois et des règlements en matière de communication et des Médias ;
- promotion et vulgarisation d'une information libre, neutre, favorisant l'éducation de la population, l'unité, la paix et la cohésion nationale ;
- vulgarisation des lois et règlements sur la presse et l'audiovisuel ;

- contrôle, suivi et évaluation du respect de la déontologie dans la diffusion de l'information écrite et audiovisuelle, et dans tout enregistrement sonore et filmé ainsi que dans tout message à caractère publicitaire ;
- renforcement du rôle des Autorités de Régulation ;
- respect de la neutralité et de l'impartialité dans la diffusion de l'information ;
- contribution à la création des conditions de l'autonomie financière des médias ;
- développement et promotion de la presse écrite et des médias audiovisuels privés ;
- gestion technique des sondages ;
- suivi des relations avec la presse nationale et internationale ;
- promotion de l'image de la Côte d'Ivoire à l'extérieur, en liaison avec les Ministres chargés des Affaires Etrangères, du Tourisme et de la Culture ;
- création d'un cadre favorable à la libéralisation des médias audiovisuels et à la pluralité de la presse ;
- constitution d'une documentation à caractère promotionnel ;
- réhabilitation, extension et contrôle du fonctionnement des infrastructures techniques.

I.4. Identification des programmes

- Programme 1 : Administration générale ;
- Programme 2 : Communication et Médias.

II. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DEPENSES –PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (DPPD-PAP)

II.1. Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses (DPPD)

II.1.1. Répartition des structures dans les programmes

Tableau 1 : Cartographie administrative des programmes

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET REGIONAUX	ORGANISMES SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 1 : Administration Générale	Cabinet; IG ; DAFP ; DPS ; DAJCI ; DCRP ; DRH ; CPMP; SI ; Service PORTEPAROLAT ; SDA ; DD ; DR ; Délégations Extérieures	CAIDP		
Programme 2 : Communication et Médias	DPDM; CPC ; DCP ;	AIP, FSDP, FSP, SNPECI, SIDT, CIJP, RTI, ISTC, HACA, CNP, CSP, EDIPRESSE	-Projet équipement RTI -Renouvellement des équipements de Fraternité Matin -Réhabilitation des installations électriques de la RTI sur les sites de Cocody et Plateau -Equipeement en matériels et rénovation de l'ISTC -Mise en place de la Télévision Numérique Terrestre	

II.1.2. Performance globale du ministère

Tableau 2 : Performance du ministère

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESUTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODES DE CALCUL / SOURCES DE COLLECTE
OG1 : Mettre en place un dispositif de gestion susceptible d'amener tous les acteurs et animateurs à l'adoption de la culture de résultat	RS 1 : La culture de résultat est adoptée	IP 1.1 : Ratio des services ayant produire des rapports trimestriels	Nombre de rapports trimestriels produits / Nombre total de rapports à produire Source : DPS
	RS 2 : Le personnel est utilisé de façon efficiente	IP 2.1 : Existence de postes de travail sectoriel	Dénombrement Source : Rapport DRH
OG2 : Garantir l'accessibilité à une information de qualité pour le bien-être des populations	RS 3 : L'information est accessible	IP 3.1 : Taux de couverture des postes AIP par département IP 3.2 : Taux de Couverture du territoire national en radio nationale, en radio rurale, télévision et en hall d'information.	Nombre de départements couverts / Nombre total de départements Source : Rapports AIP/ RTI/DECODEM
		RS 4: La qualité de l'information est assurée	IP 4.1 : Nombre de manquement dans l'audiovisuel et dans la presse IP 4.2 : Taux d'accroissement de la professionnalisation des médias

II.1.3. Financement global du ministère

Tableau 3 : Financement global

En million FCFA	PROJECTIONS DE REFERENCE			MESURES NOUVELLES			PROJECTIONS FINALES		
	2019	2020	2021	2019	2020	2021	2019	2020	2021
1. RESSOURCES	29 857,27	22 877,58	23 119,71	0,00	0,00	0,00	29 857,27	22 877,58	23 119,71
1.1 Ressources Intérieures	29 857,27	22 877,58	23 119,71	0,00	0,00	0,00	29 857,27	22 877,58	23 119,71
1.1.1 Budget Etat	29 857,27	22 877,58	23 119,71	0,00	0,00	0,00	29 857,27	22 877,58	23 119,71
1.1.2 Recettes propres (structures)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1.2 Ressources Extérieures	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2. CHARGES	29 857,27	22 877,58	23 119,71	0,00	0,00	0,00	29 857,27	22 877,58	23 119,71
2.1 Personnel	1 087,29	1 119,91	1 153,51	0,00	0,00	0,00	1 087,29	1 119,91	1 153,51
2.1.1 Solde y compris EPN	1 087,29	1 119,91	1 153,51	0,00	0,00	0,00	1 087,29	1 119,91	1 153,51
2.1.2 Contractuels hors solde	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2.2 Biens et services	1 719,46	1 770,92	1 823,93	0,00	0,00	0,00	1 719,46	1 770,92	1 823,93
2.3 Transferts	18 823,52	19 036,75	19 256,37	0,00	0,00	0,00	18 823,52	19 036,75	19 256,37
2.4 Investissement	8 227,00	950,00	885,90	0,00	0,00	0,00	8 227,00	950,00	885,90
Trésor	8 227,00	950,00	885,90	0,00	0,00	0,00	8 227,00	950,00	885,90
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

II.2. Projets Annuels de Performance (PAP) par programme

II.2.1. Programme 1 : Administration Générale

II.2.1.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 1 : Administration générale	Action 1.1: Coordination et animation
	Action 1.2: Gestion des ressources humaines, financières et matérielles
	Action 1.3: Information et Communication
	Action 1.4: Planification, programmation et suivi-évaluation

II.2.1.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 1 : Administration générale						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2017	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2019	2020	2021	
OS 1 : Améliorer le cadre Institutionnel du secteur de la communication et des médias	Nombre de textes élaborés législatifs et réglementaires du secteur de la communication et des médias	05	06	07	07	Dénombrement Source : Rapport DAJCI
OS 2 : Renforcer la gestion des ressources financières, humaines et matérielles	Taux d'exécution du plan de formation	100 %	10%	100%	100%	Nombre d'agents formés / Nombre d'agents à former Source: Rapport DRH
	Taux d'exécution du budget	97,78%	100%	100%	100%	Budget exécuté/ Crédits autorisés du budget actuel Source: Rapport DAF
OS 3 : Améliorer la planification, le suivi et l'évaluation de la mise en œuvre de la politique du secteur	Taux d'exécution des activités planifiées	70%	100%	100%	100%	Nombre d'activités exécutées / Nombre total d'activités prévues Source: Rapport DPS

II.2.1.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

En millions FCFA		Projections		
		2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GENERALE		2 720,05	2 801,53	2 885,46
	Personnel	1 087,29	1 119,91	1 153,51
	Biens et services	1 091,82	1 124,46	1 158,07
	Transferts	540,93	557,16	573,88
	Investissements	0,00	0,00	0,00
	Trésor	0,00	0,00	0,00
	Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0,00	0,00	0,00

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

En millions FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projection Finale		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GENERALE									
<u>Action 1.1: Coordination et animation</u>									
S/Total action1	1 016,32	1 046,69	1 077,97	0,00	0,00	0,00	1 016,32	1 046,69	1 077,97
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	530,78	546,58	562,86	0,00	0,00	0,00	530,78	546,58	562,86
Transferts	485,54	500,11	515,11	0,00	0,00	0,00	485,54	500,11	515,11
Investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	530,78	546,58	562,86	0,00	0,00	0,00	530,78	546,58	562,86
Activité 111 : Coordonner les activités du ministère	216,00	222,48	229,15	0,00	0,00	0,00	216,00	222,48	229,15
Activité 112 : Prendre en charge le fonctionnement de la résidence du Ministre	4,00	4,00	4,00	0,00	0,00	0,00	4,00	4,00	4,00
<u>Activité 114</u> : Réaliser des conférences et missions hors Côte d'Ivoire	32,00	32,96	33,95	0,00	0,00	0,00	32,00	32,96	33,95
<u>Activité 115</u> : Apporter un appui technique au secteur de la communication et des médias	254,19	261,82	269,67	0,00	0,00	0,00	254,19	261,82	269,67
<u>Activité 116</u> : Inspecter les activités du secteur postal	10,44	10,75	11,07	0,00	0,00	0,00	10,44	10,75	11,07
<u>Activité 117</u> : Gérer les contentieux et organiser la coopération internationale dans les secteurs de la Communication et des Médias	14,15	14,58	15,01	0,00	0,00	0,00	14,15	14,58	15,01
Transferts	485,54	500,11	515,11	0,00	0,00	0,00	485,54	500,11	515,11
<u>Activité 118</u> :Faciliter l'accès à l'information d'intérêt publique	485,54	500,11	515,11	0,00	0,00	0,00	485,54	500,11	515,11

En millions FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projection Finale		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
Action 2: Gestion des ressources humaines, financières et matérielles									
S/Total action2	1 669,44	1 719,53	1 771,11	0,00	0,00	0,00	1 669,44	1 719,53	1 771,11
Personnel	1 087,29	1 119,91	1 153,51	0,00	0,00	0,00	1 087,29	1 119,91	1 153,51
Biens et services	526,76	542,56	558,84	0,00	0,00	0,00	526,76	542,56	558,84
Transferts	55,39	57,06	58,77	0,00	0,00	0,00	55,39	57,06	58,77
Investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Personnel	1 087,29	1 119,91	1 153,51	0,00	0,00	0,00	1 087,29	1 119,91	1 153,51
Activité 121 : Prendre en charge les salaires du personnel du Ministère	1 087,29	1 119,91	1 153,51	0,00	0,00	0,00	1 087,29	1 119,91	1 153,51
Biens et services	526,76	542,56	558,84	0,00	0,00	0,00	526,76	542,56	558,84
Activité 122 : Gérer les ressources humaines	14,85	15,29	15,75	0,00	0,00	0,00	14,85	15,29	15,75
Activité 123 : Gérer le budget et le patrimoine du ministère	25,00	25,75	26,52	0,00	0,00	0,00	25,00	25,75	26,52
Activité 124 : Gérer les dépenses centralisées	359,55	370,34	381,45	0,00	0,00	0,00	359,55	370,34	381,45
Activité 125 : Elaborer, suivre et évaluer la mise en œuvre du DPPD-PAP du Ministère	13,56	13,97	14,39	0,00	0,00	0,00	13,56	13,97	14,39
Activité 126 : Gérer les dépenses d'abonnement du Ministère	106,79	110,00	113,30	0,00	0,00	0,00	106,79	110,00	113,30
Activité 127 : Gérer les marchés publics du Ministère	7,00	7,21	7,43	0,00	0,00	0,00	7,00	7,21	7,43
Transferts	55,39	57,06	58,77	0,00	0,00	0,00	55,39	57,06	58,77
Activité 128: Prendre en charge les Honoraires des agents sous la convention du BNETD	55,39	57,06	58,77	0,00	0,00	0,00	55,39	57,06	58,77
Action 3 : Information et de communication									
S/Total action3	10,00	10,30	10,61	0,00	0,00	0,00	10,00	10,30	10,61
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	10,00	10,30	10,61	0,00	0,00	0,00	10,00	10,30	10,61
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Bien et service	10,00	10,30	10,61	0,00	0,00	0,00	10,00	10,30	10,61
Activité 132 : Réaliser les activités d'archivage du ministère	10,00	10,30	10,61	0,00	0,00	0,00	10,00	10,30	10,61

En millions FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projection Finale		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
Action 4 : Planification, Programmation et du suivi-évaluation									
S/Total action4	24,29	25,01	25,76	0,00	0,00	0,00	24,29	25,01	25,76
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	24,29	25,01	25,76	0,00	0,00	0,00	24,29	25,01	25,76
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	24,29	25,01	25,76	0,00	0,00	0,00	24,29	25,01	25,76
Activité 141 : Planifier, coordonner et suivre les activités et projets du MINCOM	14,29	14,71	15,16	0,00	0,00	0,00	14,29	14,71	15,16
Activité 142 : Veiller à la sécurisation et au bon fonctionnement du système informatique du MINCOM	10,00	10,30	10,61	0,00	0,00	0,00	10,00	10,30	10,61
TOTAL DU PROGRAMME 1	2 720,05	2 801,53	2 885,46	0,00	0,00	0,00	2 720,05	2 801,53	885,46

II.2.2. Programme 2 : Communication et Médias

II.2.2.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 2 : Communication et Médias	Action 2.1: Développement de la production et de la diffusion de l'information
	Action 2.2: Formation et accès aux métiers de la presse et de l'audiovisuel
	Action 2.3: Régulation du secteur de la communication et des médias
	Action 2.4: Appui au développement du secteur de la presse et de la communication audiovisuelle

II.2.2.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 2 : Communication et Médias						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2017	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2019	2020	2021	
OS 1 : Améliorer la production et la diffusion de l'information	Taux de Couverture du territoire en radio	65,45%	80%	90%	95%	Couverture territoriale radio/couverture totale du territoire Source : Rapport RTI
	Taux de Couverture du territoire en télé nationale	43,83%	65%	85%	95%	Couverture territoriale télé /couverture totale du territoire Source : Rapport RTI
	Taux de couverture départemental de l'AIP	56,48%	67%	70%	80%	Nombre de départements couverts / Nombre total de départements (102 départements) Source : Rapport AIP
OS 2 : Professionnaliser les acteurs du secteur des médias	Taux de professionnalisation des acteurs des médias	2,63%	3,5%	5%	8%	Nombre d'acteurs professionnels de médias / Nombre total d'acteurs de médias Source : Rapport CIJP
OS 3 : Améliorer l'environnement du secteur de la communication et des médias	Nombre de manquements de la presse écrite	390	250	170	100	Dénombrement Source : Rapport CNP
OS 4 : Améliorer les capacités techniques des structures du secteur	Taux de couverture en radio rurale	19,35%	19,35%	25%	35%	Couverture territoriale en radio rurale / Couverture totale du territoire Source : Rapport DCODEM

II.2.2.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

En million FCFA		Projections		
		2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 2 : COMMUNICATION ET MEDIAS		27 137,22	20 076,05	20 234,25
	Personnel	0,00	0,00	0,00
	Biens et services	627,64	646,46	665,86
	Transferts	18 282,59	18 479,59	18 682,49
	Investissements	8 227,00	950,00	885,90
	Trésor	8 227,00	950,00	885,90
	Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0,00	0,00	0,00

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projection Finale		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 2 : COMMUNICATION ET MEDIAS									
Action 2.1: Développement de la production et de la diffusion de l'information									
S/Total action1	22 157,40	15 132,59	15 173,75	0,00	0,00	0,00	22 157,40	15 132,59	15 173,75
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Transferts	14 080,40	14 182,59	14 287,85	0,00	0,00	0,00	14 080,40	14 182,59	14 287,85
Investissements	8 077,00	950,00	885,90	0,00	0,00	0,00	8 077,00	950,00	885,90
Trésor	8 077,00	950,00	885,90	0,00	0,00	0,00	8 077,00	950,00	885,90
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Transferts	14 080,40	14 182,59	14 287,85	0,00	0,00	0,00	14 080,40	14 182,59	14 287,85
Activité 211 : Garantir la production et la diffusion de l'information de la RTI	805,27	829,43	854,31	0,00	0,00	0,00	805,27	829,43	854,31
Activité 212 : Suivre et contrôler le reversement des redevances à la RTI	10 674,00	10 674,00	10 674,00	0,00	0,00	0,00	10 674,00	10 674,00	10 674,00
Activité 213 : Renforcer le cadre Institutionnel et le mécanisme de collecte de l'information (AIP)	1 397,91	1 439,85	1 483,04	0,00	0,00	0,00	1 397,91	1 439,85	1 483,04
Activité 214 : Etendre le réseau de collecte de l'information (AIP/Abonnement fil d'actualité)	199,80	205,79	211,97	0,00	0,00	0,00	199,80	205,79	211,97
Activité 215 : Développer les capacités techniques, matérielles et évènementielles de la SNPECI	153,41	158,02	162,76	0,00	0,00	0,00	153,41	158,02	162,76
Activité 2111 : Développer les radios de proximité	850,00	875,50	901,77	0,00	0,00	0,00	850,00	875,50	901,77
Investissements	8 077,00	950,00	885,90	0,00	0,00	0,00	8 077,00	950,00	885,90
Trésor	8 077,00	950,00	885,90	0,00	0,00	0,00	8 077,00	950,00	885,90
Activité 216 : Renouvellement équipement SNPECI	29,77	950,00	885,90	0,00	0,00	0,00	29,77	950,00	885,90
Activité 217 : Réhabiliter les installations électriques de la RTI sur les sites de Cocody et du Plateau	80,92	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	80,92	0,00	0,00
Activité 218 : Réhabiliter les installations des centres émetteurs de la RTI (équipement RTI)	153,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	153,60	0,00	0,00
Activité 219 : Mise en place de la télévision numérique terrestre	7 812,70	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 812,70	0,00	0,00

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projection Finale		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
Action 2.2: Formation et accès aux métiers de la presse et de l'audiovisuel									
S/Total action2	1 339,97	1 225,67	1 262,44	0,00	0,00	0,00	1 339,97	1 225,67	1 262,44
Personnel									
Biens et services	34,06	35,09	36,14	0,00	0,00	0,00	34,06	35,09	36,14
Transferts	1 155,91	1 190,59	1 226,30	0,00	0,00	0,00	1 155,91	1 190,59	1 226,30
Investissements	150,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	150,00	0,00	0,00
Trésor	150,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	150,00	0,00	0,00
Financement extérieur									
Biens et services	34,06	35,09	36,14	0,00	0,00	0,00	34,06	35,09	36,14
Activité 221 : Délivrer la carte et produire des annuaires de journaliste professionnel et de professionnel de la communication et des médias	34,06	35,09	36,14	0,00	0,00	0,00	34,06	35,09	36,14
Transferts	1 155,91	1 190,59	1 226,30	0,00	0,00	0,00	1 155,91	1 190,59	1 226,30
Activité 222 Former au métier de la communication	1 155,91	1 190,59	1 226,30	0,00	0,00	0,00	1 155,91	1 190,59	1 226,30
Investissements	150,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	150,00	0,00	0,00
Trésor	150,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	150,00	0,00	0,00
Activité 223 : Equiper en matériel technique et rénovation l'ISTC POLYTECHNIQUE	150,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	150,00	0,00	0,00
Action 2.3 : Régulation du secteur de la Communication et des Médias									
S/Total action3	1 026,46	1 057,26	1 088,97	0,00	0,00	0,00	1 026,46	1 057,26	1 088,97
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	53,45	55,06	56,71	0,00	0,00	0,00	53,45	55,06	56,71
Transferts	973,01	1 002,20	1 032,26	0,00	0,00	0,00	973,01	1 002,20	1 032,26
Investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	53,45	55,06	56,71	0,00	0,00	0,00	53,45	55,06	56,71
Activité 231 : Contrôler l'affichage Publicitaire et organiser des sessions de validation des messages publicitaires	53,45	55,06	56,71	0,00	0,00	0,00	53,45	55,06	56,71

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projection Finale		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
Transferts	973,01	1 002,20	1 032,26	0,00	0,00	0,00	973,01	1 002,20	1 032,26
Activité 232 : Réaliser les activités d'archivage du ministère	973,01	1 002,20	1 032,26	0,00	0,00	0,00	973,01	1 002,20	1 032,26
Action 2.4 : Appui au développement du secteur de la presse et de la communication audiovisuelle									
S/Total action4	2 613,39	2 660,53	2 709,09	0,00	0,00	0,00	2 613,39	2 660,53	2 709,09
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	540,12	556,32	573,01	0,00	0,00	0,00	540,12	556,32	573,01
Transferts	2 073,27	2 104,21	2 136,08	0,00	0,00	0,00	2 073,27	2 104,21	2 136,08
Investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	540,12	556,32	573,01	0,00	0,00	0,00	540,12	556,32	573,01
Activité 241 : Promouvoir les activités liées au secteur de la Communication et des Médias	14,59	15,03	15,48	0,00	0,00	0,00	14,59	15,03	15,48
Activité 242 : Renforcer l'accessibilité de l'information au niveau local (CPC)	15,52	15,99	16,47	0,00	0,00	0,00	15,52	15,99	16,47
Activité 244 : Promouvoir les activités gouvernementales à l'étranger (Campagne nation Branding)	510,00	525,30	541,06	0,00	0,00	0,00	510,00	525,30	541,06
Transferts	2 073,27	2 104,21	2 136,08	0,00	0,00	0,00	2 073,27	2 104,21	2 136,08
Activité 245 : Appui pour le renforcement des capacités opérationnelles, techniques et financières des radios privées non commerciales et des médias privés	930,59	958,51	987,26	0,00	0,00	0,00	930,59	958,51	987,26
Activité 246 : Garantir l'accès des entreprises de presse au financement de la diversification des activités	100,68	103,70	106,81	0,00	0,00	0,00	100,68	103,70	106,81
Activité 247 : Suivre et contrôler le recouvrement des taxes de publicité	1 042,00	1 042,00	1 042,00	0,00	0,00	0,00	1 042,00	1 042,00	1 042,00
TOTAL DU PROGRAMME 2	27 137,22	20 076,05	20 234,25	0,00	0,00	0,00	27 137,22	20 076,05	20 234,25

SECTION 28 : MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE

I. PRESENTATION GENERALE DU MINISTERE

I.1. Situation du Secteur

I.1.1. Problèmes majeurs

- l'insuffisance du cadre réglementaire et institutionnel (décrets d'application du code de l'environnement non élaborés) ;
- la réduction du couvert forestier qui est passé de 12 millions d'ha en 1960 à 2,802 millions ha en 2007, soit une perte de plus de 75% en moins d'un demi-siècle ;
- la dégradation des forêts ;
- la perte de la biodiversité liée à la forte pression anthropique (déforestation, braconnage) ;
- la pollution des écosystèmes marins et lagunaires liée à l'utilisation des produits toxiques pour la pêche continentale ;
- la pollution des baies lagunaires (Cocody, Banco) qui résulte des rejets d'effluents industriels et domestiques sans traitement préalable ;
- la destruction des réseaux d'observations hydrologiques est très préjudiciable à la qualité des données et tout particulièrement au contrôle de l'étalonnage des stations hydrométriques ;
- l'absence d'un mécanisme d'évaluation et de gestion des déchets industriels et dangereux tels que ceux déversés par le navire Probo Koala en 2006 ;
- la non prise en compte du développement durable dans les politiques et plans sectoriels ;
- la faible capacité de mobilisation des ressources pour financer les projets et programmes environnementaux ;
- l'insuffisance d'une masse critique de ressources humaines qualifiées en matière d'environnement et de développement durable.

I.1.2. Réponses apportées

- les textes d'application du code de l'environnement ont été identifiés et sont en cours d'élaboration;
- la sécurisation du périmètre du Parc National du Banco avec l'appui du Japon ;
- le rééquipement de l'OIPR en matériel roulant ;
- l'opérationnalisation des Directions Régionales;
- la création de cinq (5) programmes prioritaires couvrant les domaines suivants :
 - atténuation et Adaptation au changement climatique
 - gestion des ressources naturelles
 - gestion du littoral côtier
 - gestion des déchets
 - gestion des produits chimiques;
- la dépollution de la baie de Cocody ;
- la dépollution complémentaire des sites contaminés par le Probo Koala ;
- l'aménagement des jardins botaniques et parcs zoologiques en liaison avec les collectivités décentralisées ;
- l'accroissement de l'effectif du MINEDD avec la mise à disposition par la Fonction Publique de nouveaux agents spécialisés en environnement.

I.1.3. Défis et priorités

- le renforcement du cadre institutionnel et réglementaire du secteur de l'environnement ;
- le renforcement du cadre institutionnel et réglementaire du secteur forestier ;
- la poursuite des actions de sensibilisation des populations en matière de protection de l'environnement ;
- la reconstitution du patrimoine forestier et la stabilisation du couvert à la norme internationale ;
- le renforcement de la capacité du Centre Ivoirien Antipollution (CIAPOL) en laboratoires et équipements
- le renforcement de la lutte contre l'érosion côtière ;
- le renforcement de la lutte contre les effets du changement climatique ;
- le renforcement de préservation de la biodiversité ;
- le renforcement des filières vertes et le développement durable ;
- le renforcement de la protection durable de l'environnement ;
- le renforcement de la gestion des risques de catastrophe ;
- le renforcement du système d'information environnementale ;
- la mise en place des systèmes d'alerte précoce multirisques et un cadre approprié pour le partenariat Public-Privé ;
- la contribution et investissement dans les technologies et les pratiques pauvres en carbone.

I.2. Politique sectorielle

I.2.1. Principales orientations

- la poursuite du renforcement du cadre institutionnel et juridique ;
- la promotion de la gestion rationnelle des ressources forestières ;
- la promotion du développement durable et de la gestion rationnelle des ressources naturelles
- la promotion de la gestion rationnelle des substances chimiques dangereuses ;
- la prévention et la lutte contre les pollutions et nuisances ;
- la lutte contre les effets néfastes des changements climatiques ;
- la prévention et la réponse aux catastrophes naturelles et risques technologiques ;
- la promotion de l'économie verte et de la responsabilité sociétale ;
- la mise en place d'un système national d'information, d'éducation, de communication ;
- le renforcement des capacités techniques, matérielles et financières des acteurs du secteur dans l'exécution de leurs missions ;
- le renforcement des capacités humaines des structures en charge de la gestion du secteur.

I.2.2. Résultats stratégiques

- la gouvernance du ministère est assurée ;
- un environnement sain est préservé dans le respect des principes du développement durable.

I.3. Missions du ministère

Le Ministre de l'Environnement et du Développement Durable est chargé de la mise en œuvre et du suivi de la politique du Gouvernement en matière de Protection de l'Environnement et de Développement Durable.

A ce titre, et en liaison avec les différents départements ministériels concernés, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

I.3.1. En matière d'Environnement

- planification et contrôle de la politique en matière d'Environnement : évaluation, études et plans ;
- mise en œuvre du Code de l'Environnement, en liaison avec le Ministre chargé des Eaux et Forêts ;
- gestion et suivi des projets financés par le Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM) et le Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE) ;
- participation au contrôle du fonctionnement des réseaux d'assainissement et de drainage, en liaison avec le Ministre chargé de l'Assainissement ;
- participation à l'élaboration des politiques d'assainissement et de drainage, en liaison avec le Ministre chargé de l'Assainissement ;
- supervision et suivi de la gestion des déchets industriels, agricoles, toxiques ou dangereux.

I.3.2. En matière de Développement Durable

- élaboration et mise en œuvre de la politique du Gouvernement en matière de Développement Durable ;
- préparation et mise en œuvre de la politique du Gouvernement en matière de développement et de promotion des technologies vertes participant à l'amélioration de la qualité de l'environnement par la réduction des rejets toxiques dans l'eau, l'air et le sol ainsi qu'à la diminution de la consommation énergétique ;
- élaboration et mise en œuvre de la politique de lutte contre le réchauffement climatique et la pollution atmosphérique ;
- promotion d'une gestion durable des ressources rares ;
- participation aux négociations internationales sur le climat ;
- contrôle de l'intégration des objectifs de développement durable dans l'élaboration et la mise en œuvre de l'ensemble des politiques conduites par le Gouvernement ainsi que de leur évaluation environnementale ;
- contribution au développement de la politique destinée à associer les citoyens à la détermination des choix concernant les projets ayant une incidence importante sur l'environnement ;
- contribution au développement de l'éducation, de la formation et de l'information des citoyens en matière d'Environnement ;
- élaboration, animation et coordination de la politique de protection de la biodiversité.

I.4. Identification des programmes

- Programme 1 : Administration Générale ;
- programme 2 : Environnement et Développement Durable.

II. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DEPENSES -PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (DPPD-PAP)

II.1. Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses (DPPD)

II.1.1. Répartition des structures dans les programmes

Tableau 1 : Cartographie administrative des programmes

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET REGIONAUX	ORGANISMES SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 1 : Administration Générale	Cabinet, IG, DRH, DAF, DAJC, DEPE, SCRIP, SI, SCMFE, CPP, CPMP, DR, DD	-	-	-
Programme 2 : Environnement et Développement Durable	DGEDD, DEPR, DDISC, DLCC, DEVRS, CNDD, Secrétariat REDD+	ANDE, CIAPOL, OIPR	<ul style="list-style-type: none"> - Amélioration de la résilience des populations face aux changements climatiques ; - Projet intégré des aires protégées en Côte d'Ivoire avec pour site pilote le Parc National du Banco ; - Projet de conservation du Parc National de la Comoé ; - Projet de conservation biodiversité/ complexe Parc National de Taï- forêt de Grêbo-Sapo ; - Aménagement et gestion du Parc National de Taï ; - Projet d'appui à la Côte d'Ivoire au processus du Plan National d'Adaptation (PNA) aux changements climatiques ; - Programme de restauration des forêts et de lutte contre la déforestation en Côte d'Ivoire par une agriculture zéro déforestation dans le cadre de la REDD+ ; - Mise en place d'un système d'information environnementale ; - Gestion des Pesticides Polluants Organiques Persistants (GEPPOPs) ; - Projet de gestion des pesticides obsolètes en Côte d'Ivoire (PROGEP-CI) ; - Projet de renforcement des capacités en surveillances spatiales des terres ; - Renforcement des capacités et accès aux données satellitaires pour le suivi des forêts en Afrique centrale et de l'Ouest ; - Engagement des parties prenantes au mécanisme REDD+ ; - Appui de l'ONU-REDD au processus de préparation à la REDD+ de la Côte d'Ivoire ; - Renforcement des capacités nationales pour l'accès à la finance climatique ; - Appui de la Banque Mondiale au processus de préparation de la REDD+ en Côte d'Ivoire ; 	<ul style="list-style-type: none"> - Projet de construction du siège de l'Agence Nationale de l'Environnement ; - Filière agricole durable de C.I (FADCI) - FPRCI / 2ème C2D ; - Projet de conservation des ressources naturelles (CORENA MINSEDD)/C2D ; - Conservation des ressources naturelles (CORENA-FPRCI)/C2D ; 29- Projet de conservation des ressources naturelles (CORENA / OIPR)/C2D ; - Lutte contre la pollution maritime, lagunaire et hydrocarbure ; - Dépollution de la baie de Cocody

II.1.2. Performance globale du ministère

Tableau 2 : Performance du ministère

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESULTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODES DE CALCUL / SOURCES DE COLLECTE
OG 1 : Assurer la gestion efficace de la coordination administrative	RS 1 : La gouvernance du ministère est assurée	IP 1.1 : Taux de production de rapport d'activité des structures	Nombre de rapports d'activité produits des structures / Nombre d'activités planifiés Source : DEPS
OG 2 : Préserver l'environnement et promouvoir le développement durable dans tout le corps social	RS 2 : Un environnement sain est préservé dans le respect des principes du développement durable	IP 2.1 : Quantité totale annuelle des eaux de surface renouvelables	Volume des ressources en eau de surface renouvelables / Volume total des ressources en eau Source : CIAPOL
		IP 2.2 : Taux de réduction de la consommation des substances qui appauvrissent la couche d'ozone (SAO)	Consommation de base - consommation actuelle / Consommation de base Source : CIAPOL
		IP 2.3 : Nombre d'études nationales sur les changements climatiques	Dénombrement Source : DLCC
		IP 2.4 : Superficie des terres affectées par des produits chimiques toxiques	Dénombrement Source : CIAPOL
		IP 2.5 : Superficie d'aires protégées dégradées	Dénombrement Source : OIPR

II.1.3. Financement global du ministère

Tableau 3 : Financement global

En million FCFA	PROJECTIONS DE REFERENCE			MESURES NOUVELLES			PROJECTIONS FINALES		
	2019	2020	2021	2019	2020	2021	2019	2020	2021
1. RESSOURCES	14 821,58	11 242,83	12 434,89	0,00	0,00	0,00	14 821,58	11 242,83	12 434,89
1.1 Ressources Intérieures	9 257,94	9 793,83	11 031,89	0,00	0,00	0,00	9 257,94	9 793,83	11 031,89
1.1.1 Budget Etat	9 257,94	9 793,83	11 031,89	0,00	0,00	0,00	9 257,94	9 793,83	11 031,89
1.1.2 Recettes propres (structures)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1.2 Ressources Extérieures	5 563,63	1 449,00	1 403,00	0,00	0,00	0,00	5 563,63	1 449,00	1 403,00
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	5 563,63	1 449,00	1 403,00	0,00	0,00	0,00	5 563,63	1 449,00	1 403,00
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

En million FCFA	PROJECTIONS DE REFERENCE			MESURES NOUVELLES			PROJECTIONS FINALES		
	2019	2020	2021	2019	2020	2021	2019	2020	2021
2. CHARGES	14 821,58	11 242,83	12 434,89	0,00	0,00	0,00	14 821,58	11 242,83	12 434,89
2.1 Personnel	1 310,27	1 349,58	1 390,07	0,00	0,00	0,00	1 310,27	1 349,58	1 390,07
2.1.1 Solde y compris EPN	1 310,27	1 349,58	1 390,07	0,00	0,00	0,00	1 310,27	1 349,58	1 390,07
2.1.2 Contractuels hors solde	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2.2 Biens et services	1 618,89	1 655,75	1 705,30	0,00	0,00	0,00	1 618,89	1 655,75	1 705,30
2.3 Transferts	4 790,29	4 934,00	5 082,02	0,00	0,00	0,00	4 790,29	4 934,00	5 082,02
2.4 Investissement*	7 102,12	3 303,50	4 257,50	0,00	0,00	0,00	7 102,12	3 303,50	4 257,50
Trésor	1 538,49	1 854,50	2 854,50	0,00	0,00	0,00	1 538,49	1 854,50	2 854,50
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	5 563,63	1 449,00	1 403,00	0,00	0,00	0,00	5 563,63	1 449,00	1 403,00

II.2. Projets Annuels de Performance (PAP) par programme

II.2.1. Programme 1 : Administration Générale

II.2.1.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 1 : Administration Générale	Action 1.1: Coordination et animation
	Action 1.2: Gestion des ressources humaines, matérielles et financières
	Action 1.3: Gestion des systèmes d'information et de communication

II.2.1.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programmes 1 : Administration Générale						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2017	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2019	2020	2021	
OS 1 : Améliorer le cadre de coordination et le fonctionnement des structures	Taux de coordination des activités des structures	60	90	100	100	Nombre d'activités coordonnées / Nombre d'activités planifiées par les structures Source : Cabinet
OS 2 : Assurer une gestion efficace des ressources humaines, matérielles et financières	Taux de satisfaction des structures en matière d'équipement	60	80	80	80	Nombre d'équipements acquis / Nombre d'équipements demandés Source : DAF
	Taux de satisfaction des dossiers administratifs du personnel	56%	70%	80%	80%	Nombre de dossiers administratifs satisfaits / Nombre de dossiers administratifs du personnel exprimés Source : DRH
	Taux d'exécution du budget	70%	70%	70%	70%	Budget exécuté / Crédits autorisés du budget actuel Source : DAF
OS 3 : Améliorer le système de planification et de suivi évaluation	Taux de suivi des activités planifiées	80%	100%	100%	100%	Nombre d'activités suivies / Nombre total d'activités prévues Source : DEPS
	Taux des indicateurs environnementaux mis à jour	60%	90%	100%	100%	Nombre d'indicateurs actualisés / Nombre d'indicateurs prévus Source : DEPS

II.2.1.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

En million FCFA		Projections		
		2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GENERALE		2 575,94	2 697,91	2 802,20
	Personnel	1 310,27	1 349,58	1 390,07
	Biens et services	1 225,66	1 250,72	1 288,13
	Transferts	0,00	0,00	0,00
	Investissements	40,00	97,60	124,00
	Trésor	40,00	97,60	124,00
	Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0,00	0,00	0,00

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projection Finale		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GENERALE									
Action 1.1: Coordination et animation									
S/Total action1.1	577,97	583,60	600,99	0,00	0,00	0,00	577,97	583,60	600,99
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	577,97	583,60	600,99	0,00	0,00	0,00	577,97	583,60	600,99
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	577,97	583,60	600,99	0,00	0,00	0,00	577,97	583,60	600,99
Activité 111 : Coordonner les activités du ministère	39,35	40,53	41,75	0,00	0,00	0,00	39,35	40,53	41,75
Activité 112 : Inspecter les services du ministère	22,50	23,18	23,87	0,00	0,00	0,00	22,50	23,18	23,87
Activité 113 : Elaborer les textes juridiques en matière d'environnement et de développement durable applicable en Côte d'Ivoire	21,98	22,63	23,31	0,00	0,00	0,00	21,98	22,63	23,31
Activité 114 : Coordonner les actions des Programmes, Projets et Conventions	192,92	198,71	204,67	0,00	0,00	0,00	192,92	198,71	204,67
Activité 115 : Prendre en charges les frais de fonctionnement de la résidence du ministre	4,00	4,00	4,00	0,00	0,00	0,00	4,00	4,00	4,00
Activité 116 : Mettre en œuvre la politique du Ministère en matière d'Environnement et de Développement Durable au niveau régional	297,23	294,55	303,39	0,00	0,00	0,00	297,23	294,55	303,39
Action 1.2: Gestion des ressources humaines, matérielles et financières									
S/Total action 1.2	1 905,99	1 963,17	2 022,07	0,00	0,00	0,00	1 905,99	1 963,17	2 022,07
Personnel	1 310,27	1 349,58	1 390,07	0,00	0,00	0,00	1 310,27	1 349,58	1 390,07
Biens et services	595,72	613,59	632,00	0,00	0,00	0,00	595,72	613,59	632,00
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projection Finale		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
Personnel	1 310,27	1 349,58	1 390,07	0,00	0,00	0,00	1 310,27	1 349,58	1 390,07
Activité 121 : Prendre en charge les salaires des personnels de l'administration centrale	1 310,27	1 349,58	1 390,07	0,00	0,00	0,00	1 310,27	1 349,58	1 390,07
Biens et services	595,72	613,59	632,00	0,00	0,00	0,00	595,72	613,59	632,00
Activité 122 : Gérer les ressources humaines	14,47	14,91	15,36	0,00	0,00	0,00	14,47	14,91	15,36
Activité 123 : Gérer le budget et le patrimoine du ministère	21,75	22,40	23,07	0,00	0,00	0,00	21,75	22,40	23,07
Activité 124: Elaborer et évaluer la mise en œuvre du DPPD-PAP	18,75	19,31	19,89	0,00	0,00	0,00	18,75	19,31	19,89
Activité 128: Gérer les dépenses centralisées	482,08	496,54	511,44	0,00	0,00	0,00	482,08	496,54	511,44
Activité 129 : Prendre en charge les factures (eau, électricité, téléphone) des structures centrales	47,87	49,30	50,78	0,00	0,00	0,00	47,87	49,30	50,78
Activité 1210: Réaliser les passations du Marché Public	10,80	11,12	11,46	0,00	0,00	0,00	10,80	11,12	11,46
Action 1.3 : Gestion des systèmes d'information et de Communication									
S/Total action1.3	91,98	151,13	179,14	0,00	0,00	0,00	91,98	151,13	179,14
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	51,98	53,53	55,14	0,00	0,00	0,00	51,98	53,53	55,14
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	40,00	97,60	124,00	0,00	0,00	0,00	40,00	97,60	124,00
Trésor	40,00	97,60	124,00	0,00	0,00	0,00	40,00	97,60	124,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	51,98	53,53	55,14	0,00	0,00	0,00	51,98	53,53	55,14
Activité 131 : Assister les services du ministère à l'utilisation optimale des outils informatiques	21,98	22,63	23,31	0,00	0,00	0,00	21,98	22,63	23,31
Activité 132 : Elaborer et mettre en œuvre la stratégie de communication interne et externe du ministère	30,00	30,90	31,83	0,00	0,00	0,00	30,00	30,90	31,83
Investissements	40,00	97,60	124,00	0,00	0,00	0,00	40,00	97,60	124,00
Trésor	40,00	97,60	124,00	0,00	0,00	0,00	40,00	97,60	124,00
Activité 133 : Mettre en place un système d'information environnementale	40,00	97,60	124,00	0,00	0,00	0,00	40,00	97,60	124,00
TOTAL DU PROGRAMME 1	2 575,94	2 697,91	2 802,20	0,00	0,00	0,00	2 575,94	2 697,91	2 802,20

II.2.2. Programme 2. : Environnement et Développement Durable

II.2.2.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 2 : Environnement et Développement durable	Action 2.1: Lutte contre la pollution des matrices environnementales, l'érosion côtière et les changements climatiques
	Action 2.2: Intégration des principes, enjeux et stratégies de développement durable dans les politiques, plans, programmes et projets sectoriels et organisations
	Action 2.3 Protection des matrices environnementales et conservation des ressources naturelles
	Action 2.4 Evaluation environnementale des politiques, plans et programmes sectoriels des projets et organisations

II.2.2.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programmes 2 : Environnement et Développement durable						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2017	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2019	2020	2021	
OS 1 : Maîtriser les impacts liés aux activités anthropiques sur les matrices environnementales	Taux d'inspections réalisées dans les installations classées	180	550	600	800	Nombre de contrôles effectués dans les installations classées / Nombre total d'installations classées Source : CIAPOL
OS 2 : Favoriser la transition vers l'économie verte et assurer la promotion de la responsabilité sociétale des organisations	Nombre d'entreprise ayant adopté une démarche de responsabilité sociétale	20	50	60	70	Nombre d'entreprises disposant d'un RSE / Nombre total d'entreprises Source : DVRS
	Taux de réduction de l'empreinte écologique de l'état	10	30	40	50	Variation de la consommation énergétique et d'eau d'une année à une autre Source : DVRS
OS 3 : Conserver et élargir le réseau des aires protégées	Taux de conservation des parcs nationaux et réserves	50	70	80	90	Superficie des sites aménagés / Superficie totale des parcs nationaux et réserves Source : OIPR
OS 4 : Assurer la prise en compte des principes du développement durable dans les politiques, plans et programmes sectoriels	Taux de satisfaction de demandes d'audit et études impact environnemental	10	50	50	70	Nombre de demandes satisfaites / Nombre total de demandes exprimées Source : ANDE
	Nombre de documents de politique intégrant les principes de développement durable	0	20	30	40	Dénombrement Source : CNDD

II.2.2.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

En million FCFA		Projections		
		2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 2 : ENVIRONNEMENT ET DEVELOPPEMENT DURABLE		12 245,64	8 544,92	9 632,70
	Personnel	0,00	0,00	0,00
	Biens et services	393,23	405,02	417,17
	Transferts	4 790,29	4 934,00	5 082,02
	Investissements	7 062,12	3 205,90	4 133,50
	Trésor	1 498,49	1 756,90	2 730,50
	Financement extérieur (Dons/Emprunts)	5 563,63	1 449,00	1 403,00

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projection Finale		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 2 : ENVIRONNEMENT ET DEVELOPPEMENT DURABLE									
Action 2.1: Lutte contre la pollution des matrices environnementales, l'érosion côtière et les changements climatiques									
S/Total action2.1	706,56	727,76	749,59	0,00	0,00	0,00	706,56	727,76	749,59
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	18,00	18,54	19,10	0,00	0,00	0,00	18,00	18,54	19,10
Transferts	688,56	709,22	730,49	0,00	0,00	0,00	688,56	709,22	730,49
Investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	18,00	18,54	19,10	0,00	0,00	0,00	18,00	18,54	19,10
Activité 211: Animer la Direction des déchets industriels et substances chimiques	18,00	18,54	19,10	0,00	0,00	0,00	18,00	18,54	19,10
Transferts	688,56	709,22	730,49	0,00	0,00	0,00	688,56	709,22	730,49
Activité 212: Transférer la subvention pour la lutte contre la pollution	688,56	709,22	730,49	0,00	0,00	0,00	688,56	709,22	730,49

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projection Finale		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
Action 2.2: Intégration des principes, enjeux et stratégies de développement durable dans les politiques, plans, programmes et projets sectoriels et organisations									
S/Total action2.2	251,03	258,56	266,31	0,00	0,00	0,00	251,03	258,56	266,31
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	251,03	258,56	266,31	0,00	0,00	0,00	251,03	258,56	266,31
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	251,03	258,56	266,31	0,00	0,00	0,00	251,03	258,56	266,31
Activité 221 : Mobiliser et sensibiliser les acteurs sur l'Environnement et le Développement Durable	211,03	217,36	223,88	0,00	0,00	0,00	211,03	217,36	223,88
Activité 222 : Promouvoir l'économie verte et la responsabilité sociétale des organisations (RSE) dans tous les secteurs clés de l'économie nationale	20,00	20,60	21,22	0,00	0,00	0,00	20,00	20,60	21,22
Activité 223 : Promouvoir les Objectifs de Développement Durable (ODD)	20,00	20,60	21,22	0,00	0,00	0,00	20,00	20,60	21,22
Action 2.3 : Protection des matrices environnementales et conservation des ressources naturelles									
S/Total action2.3	11 039,59	7 302,70	8 353,20	0,00	0,00	0,00	11 039,59	7 302,70	8 353,20
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	124,20	127,93	131,76	0,00	0,00	0,00	124,20	127,93	131,76
Transferts	3 853,27	3 968,87	4 087,94	0,00	0,00	0,00	3 853,27	3 968,87	4 087,94
Investissements	7 062,12	3 205,90	4 133,50	0,00	0,00	0,00	7 062,12	3 205,90	4 133,50
Trésor	1 498,49	1 756,90	2 730,50	0,00	0,00	0,00	1 498,49	1 756,90	2 730,50
Financement extérieur	5 563,63	1 449,00	1 403,00	0,00	0,00	0,00	5 563,63	1 449,00	1 403,00
Biens et services	124,20	127,93	131,76	0,00	0,00	0,00	124,20	127,93	131,76
Activité 231 : Renforcer le cadre réglementaire en matière de préservation de la qualité des matrices environnementales	16,50	17,00	17,50	0,00	0,00	0,00	16,50	17,00	17,50
Activité 233 Mettre en œuvre et suivre les actions de lutte contre les changements climatiques	28,50	29,36	30,24	0,00	0,00	0,00	28,50	29,36	30,24
Activité 234 Prévenir et mettre en place des actions de réduction des risques de catastrophes en Côte d'Ivoire	22,50	23,18	23,87	0,00	0,00	0,00	22,50	23,18	23,87

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projection Finale		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
Activité 235 Superviser et coordonner les projets relatifs à l'érosion côtière	19,20	19,78	20,37	0,00	0,00	0,00	19,20	19,78	20,37
Activité 236 Elaborer et mettre en œuvre la stratégie nationale de lutte contre la déforestation et la dégradation des forêts	37,50	38,63	39,78	0,00	0,00	0,00	37,50	38,63	39,78
Transferts	3 853,27	3 968,87	4 087,94	0,00	0,00	0,00	3 853,27	3 968,87	4 087,94
Activité 237 Transférer les subventions pour la gestion des parcs nationaux et réserves	3 640,32	3 749,53	3 862,02	0,00	0,00	0,00	3 640,32	3 749,53	3 862,02
Activité 238 Gérer les parcs et réserves	12,95	13,34	13,74	0,00	0,00	0,00	12,95	13,34	13,74
Activité 239 Assurer le personnel en charge de la gestion des parcs et réserves	200,00	206,00	212,18	0,00	0,00	0,00	200,00	206,00	212,18
Investissements	7 062,12	3 205,90	4 133,50	0,00	0,00	0,00	7 062,12	3 205,90	4 133,50
Trésor	1 498,49	1 756,90	2 730,50	0,00	0,00	0,00	1 498,49	1 756,90	2 730,50
Activité 2311 Améliorer la résilience des populations face aux changements climatiques	36,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	36,60	0,00	0,00
Activité 2312 Préparer la Cote d'Ivoire à l'accès aux finances climatiques	36,10	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	36,10	0,00	0,00
Activité 2313 Réaliser des activités de résilience des populations des zones côtières	150,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	150,00	0,00	0,00
Activité 2314 Elaborer et mettre en œuvre un programme d'élimination des déchets et équipements en fin de vie contenant les PFOS et PBDE	284,94	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	284,94	0,00	0,00
Activité 2316 Conserver la biodiversité dans le complexe du parc national de Tai forêts de Grêbo-Sapo	66,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	66,80	0,00	0,00
Activité 2317 Réaliser des activités de résilience des populations des zones côtières	36,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	36,60	0,00	0,00
Activité 2318 Gérer de façon intégrée les aires protégées	84,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	84,00	0,00	0,00
Activité 2319 Conserver le parc national de la Comoé	85,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	85,00	0,00	0,00
Activité 2320 Transférer les subventions à la filière agricole durable de Cote d'Ivoire	400,00	377,90	826,50	0,00	0,00	0,00	400,00	377,90	826,50
Activité 2321 Transférer les subventions à la filière agricole durable - FPRCI	250,00	1 257,00	1 650,00	0,00	0,00	0,00	250,00	1 257,00	1 650,00
Activité 2322 Conservation des Ressources Naturelles	8,45	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8,45	0,00	0,00
Activité 2323 Lutte contre la pollution marine, lagunaire et hydrocarbure	60,00	122,00	254,00	0,00	0,00	0,00	60,00	122,00	254,00

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projection Finale		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
Financement extérieur	5 563,63	1 449,00	1 403,00	0,00	0,00	0,00	5 563,63	1 449,00	1 403,00
Activité 2310 Appuyer les activités des parties prenantes dans le cadre de la mise en œuvre de la REDD+	231,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	231,60	0,00	0,00
Activité 2312 Préparer la Cote d'Ivoire à l'accès aux finances climatiques	248,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	248,00	0,00	0,00
Activité 2313 Réaliser des activités de résilience des populations des zones côtières	1 499,03	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 499,03	0,00	0,00
Activité 2316 Conserver la biodiversité dans le complexe du parc national de Taï forêts de Grébo-Sapo	1 300,00	800,00	670,00	0,00	0,00	0,00	1 300,00	800,00	670,00
Activité 2318 Gérer de façon intégrée les aires protégées	635,00	649,00	733,00	0,00	0,00	0,00	635,00	649,00	733,00
Activité 2319 Conserver le parc national de la Comoé	1 650,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 650,00	0,00	0,00
Action 2.4 : Evaluation environnementale des politiques, plans et programmes sectoriels des projets et organisations									
S/Total action2.4	248,46	255,91	263,59	0,00	0,00	0,00	248,46	255,91	263,59
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Transferts	248,46	255,91	263,59	0,00	0,00	0,00	248,46	255,91	263,59
Investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Transferts	248,46	255,91	263,59	0,00	0,00	0,00	248,46	255,91	263,59
Activité 241 : Transférer les subventions pour les évaluations environnementales	236,76	243,86	251,18	0,00	0,00	0,00	236,76	243,86	251,18
Activité 242 Transférer les subventions pour l'Autorité Nationale Mécanisme de Développement	11,70	12,05	12,41	0,00	0,00	0,00	11,70	12,05	12,41
TOTAL DU PROGRAMME 2	12 245,64	8 544,92	9 632,70	0,00	0,00	0,00	12 245,64	8 544,92	9 632,70

SECTION 29 : MINISTERE DES SPORTS

I. PRESENTATION GENERALE DU MINISTERE

I.1. Situation du Secteur

I.1.1. Problèmes majeurs

- l'insuffisance, l'inadaptation et la vétusté des infrastructures sportives civiles, scolaires et universitaires;
- la faible implication du secteur privé dans le financement du sport ;
- l'absence d'une véritable industrie du sport ;
- le faible niveau d'informatisation des services ;
- le dispositif du système de productions statistiques embryonnaire ;
- l'absence d'inventaire des infrastructures privées méconnue;
- l'insuffisance de compétences des formateurs au regard du système LMD en cours à l'INJS ;
- les droits de publicité et de retransmission télé quasi inexistants ;
- les activités physiques et sportives dans l'enseignement primaire pratiquées dans les cours de récréation des écoles, sur des sites non appropriés ;
- l'utilisation à d'autres fins des horaires destinés à l'EPS et à la préparation aux compétitions ;
- l'insuffisance du budget des compétitions OISSU ;
- les sites et itinéraires destinés au sport, parfois improvisés et non adaptés ;
- l'abandon de certaines disciplines sportives ayant jadis remporté des victoires ;

I.1.2. Réponses apportées

- l'adoption de la loi n° 2014-856 du 22 décembre 2014 relative au Sport ;
- la prise de six (06) décrets d'application de la loi relative au sport ;
- l'adoption de la politique nationale des sports (PNS) ;
- la mise en place du Conseil National du Sport (CNAS) par décret N° 2014-527 du 15 septembre 2014 ;
- la restructuration de l'Office Ivoirien des Sports Scolaires et Universitaires (OISSU) par décret 2013-714 du 18 octobre 2013 ;
- la restructuration de l'Institut National de la Jeunesse et des Sports (INJS) par décret 2013-713 du 18 octobre 2013 ;
- la restructuration de l'Office National du Sport (ONS) par décret 2014-130 du 20 mars 2014 ;
- l'étude sur la professionnalisation du sport disponible depuis janvier 2017 ;
- la réalisation de plusieurs études relatives à la construction des infrastructures de la CAN 2021 ;
- la mise en œuvre du programme de réhabilitation, d'équipement et de construction des infrastructures sportives (PRECIS) ;
- la mise en œuvre d'un programme de réhabilitation et d'équipement des infrastructures sportives en milieu scolaire ;
- la construction d'infrastructures aux normes internationales dans le cadre de la préparation de la CAN 2021;
- la construction du centre sportif, culturel et des TIC ivoiro-coréen ;
- la rénovation de l'INJS, du stade Félix Houphouët-Boigny, du stade Champroux et le palais des sports de Treichville à la faveur de l'organisation des 8^{èmes} Jeux de la francophonie en Côte d'Ivoire ;
- la mise en œuvre du programme d'appui à la promotion du sport pour tous et du sport de masse (PAPMAS) ;
- la mise en place d'un système intégré de gestion du mouvement sportif, dénommé I-SPORT.

I.1.3. Défis et priorités

- le financement du sport ;
- la construction des infrastructures en vue de l'organisation de la CAN 2021, notamment le stade olympique d'Ebimpé et les ouvrages prévus dans les villes de Bouaké, Korhogo, San-Pedro, Yamoussoukro ;
- la réhabilitation, la construction d'infrastructures sportives, pour favoriser la pratique du sport pour tous, de masse et de haut niveau;
- la construction du lycée sport-études de Bouaké ;
- la professionnalisation du sport en Côte d'Ivoire ;
- la mise en œuvre effective du PAPMAS avec le projet « Win Win » ;
- le déploiement effectif de la plateforme e-sport ;
- la couverture de l'ensemble du territoire des compétitions OISSU ;
- la formation des acteurs du mouvement sportif.

I.2. Politique sectorielle

I.2.1. Principales orientations

- le renforcement du cadre réglementaire du sport ;
- le développement de l'offre des infrastructures sportives ;
- la promotion de la pratique du sport ;
- la promotion de l'industrie du sport ;
- le financement du sport ;
- le développement de l'offre de formation.

I.2.2. Résultats stratégiques

- l'administration est moderne et performante ;
- les infrastructures sont adaptées aux activités sportives ;
- les sports scolaires, universitaires, de masse et de haut niveau sont promus.

I.3. Missions du ministère

Le Ministre des Sports est chargé de la mise en œuvre et du suivi de la politique du Gouvernement en matière de Sports.

A ce titre, et en liaison avec les différents départements ministériels concernés, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

- promotion de la pratique du sport d'élite et du sport de masse ;
- réglementation des sports civils et scolaires ;
- organisation, réglementation, contrôle et évaluation de l'enseignement de l'éducation physique et du sport à l'école, des fédérations et associations sportives ;
- appui à la formation du personnel enseignant en éducation physique et sportive ;
- promotion de la professionnalisation de la vie sportive ;
- promotion du Genre dans le domaine du sport ;
- promotion, contrôle et suivi des infrastructures sportives publiques et privées ;
- contribution à la promotion de la culture de la paix à travers des manifestations sportives ;
- organisation et dynamisation des équipes nationales pour les compétitions internationales ;

- participation à la recherche et à la mise en place de nouveaux systèmes de finances du sport.

I.4. Identification des programmes

- Programme 1 : Administration générale
- Programme 2 : Sport

II. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DEPENSES PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (DPPD-PAP)

II.1. Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses (DPPD)

II.1.1. Répartition des structures dans les programmes

Tableau 1 : Cartographie administrative des programmes

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET REGIONAUX	ORGANISMES SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 1 : Administration Générale	CABINET, IG DAF, DRH DPSI, DAJCI, DCRPD DR(32), DD (70)	INJS	Réhabilitation et équipement du CMS Construction de centre sportif culturel et des TIC (DAF)	Rénovation et équipement INJS
Programme 2 : Sport	DVFSHN, DSMSF, DPS	ONS OISSU	PRECIS Construction du stade Olympique d'Ebimpé Création d'infrastructures sportives CAN 2021 Réhabilitation et équipement des délégations OISSU Réhabilitation et équipement des infrastructures sportives scolaires (OISSU) Construction du Lycée Sportif de Bouaké (OISSU)	Création d'un système intégré de gestion de base de données "i-sport" (CABINET/DPS/DPSI) Construction d'infrastructures sportives de proximité "Projet WIN WIN" (Equipe projet)

II.1.2. Performance globale du ministère

Tableau 2 : Performance du ministère

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESULTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODES DE CALCUL / SOURCES DE COLLECTE
OG 1 : Mettre en place une administration moderne et performante sur l'ensemble du territoire national répondant aux besoins du sport.	RS 1 : l'Administration est moderne et performante	Nombre de textes réglementaires pris	Dénombrement
		Nombre d'accords / conventions signés	Source : DAJCI
		Nombre de structures/plans évalués/contrôlés	Dénombrement Source : IG
OG 2 : Créer les conditions appropriées pour la pratique des activités physiques et sportives et de leur promotion au profit des populations	RS 2 : les infrastructures sont adaptées aux activités sportives	Nombre et type d'infrastructures sportives civiles réhabilitées et construites	Dénombrement Sources : DVFSHN / DSMSF / DPS
		Nombre d'infrastructures sportives scolaires et universitaires réhabilitées par an	
	RS 3 : les sports scolaires, universitaires, de masse et de haut niveau sont promus.	Nombre et type de compétitions sportives scolaires et universitaires organisées par an	
		Nombre d'athlètes de haut niveau préparé	
		Nombre de compétitions organisées (nationales et internationales) par an	
		Nombre d'équipes engagées dans des compétitions régionales, continentales et mondiales par an	

II.1.3. Financement global du ministère

Tableau 3 : Financement global

En million FCFA	PROJECTIONS DE REFERENCE			MESURES NOUVELLES			PROJECTIONS FINALES		
	2019	2020	2021	2019	2020	2021	2019	2020	2021
1. RESSOURCES	64 193,58	124 905,35	89 572,91	0,00	0,00	0,00	64 193,58	124 905,35	89 572,91
1.1 Ressources Intérieures	59 033,58	107 045,35	89 572,91	0,00	0,00	0,00	59 033,58	107 045,35	89 572,91
1.1.1 Budget Etat	59 033,58	107 045,35	89 572,91	0,00	0,00	0,00	59 033,58	107 045,35	89 572,91
1.1.2 Recettes propres (structures)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1.2 Ressources Extérieures	5 160,00	17 860,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 160,00	17 860,00	0,00
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	5 160,00	17 860,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 160,00	17 860,00	0,00
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

En million FCFA	PROJECTIONS DE REFERENCE			MESURES NOUVELLES			PROJECTIONS FINALES		
	2019	2020	2021	2019	2020	2021	2019	2020	2021
2. CHARGES	64 193,58	124 905,35	89 572,91	0,00	0,00	0,00	64 193,58	124 905,35	89 572,91
2.1 Personnel	6 215,51	6 401,98	6 594,04	0,00	0,00	0,00	6 215,51	6 401,98	6 594,04
2.1.1 Solde y compris EPN	6 215,51	6 401,98	6 594,04	0,00	0,00	0,00	6 215,51	6 401,98	6 594,04
2.1.2 Contractuels hors solde	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2.2 Biens et services	1 727,63	1 779,20	1 832,44	0,00	0,00	0,00	1 727,63	1 779,20	1 832,44
2.3 Transferts	17 164,79	14 742,17	15 184,44	0,00	0,00	0,00	17 164,79	14 742,17	15 184,44
2.4 Investissement*	39 085,64	101 982,00	65 962,00	0,00	0,00	0,00	39 085,64	101 982,00	65 962,00
Trésor	33 925,64	84 122,00	65 962,00	0,00	0,00	0,00	33 925,64	84 122,00	65 962,00
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	5 160,00	17 860,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 160,00	17 860,00	0,00

II.2. Projets Annuels de Performance (PAP) par programme

II.2.1. Programme 1 : Administration Générale

II.2.1.1. Stratégie du programme

Tableau 4. : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 1 : Administration Générale	Action 1.1 : Promotion et coordination de la politique du secteur
	Action 1.2 : Amélioration du système de planification, de suivi-évaluation et des statistiques
	Action 1.3 : Amélioration du cadre de gestion des ressources humaines
	Action 1.4 : Amélioration de la gestion des finances et du patrimoine

II.2.1.2. Performance du programme

Tableau 5: Performance du programme

Programme 1 : Administration générale						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2017	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2019	2020	2021	
OS 1 : Améliorer la gouvernance du secteur	Nombre de textes réglementaires pris	7	5	0	0	Dénombrement Source : DAJCI / IG
	Nombre d'accords/conventions signés	2	3	0	0	
	Nombre de structures évaluées/contrôlées	9	9	0	9	
	Nombre de plans évalués/contrôlés	4	4	4	4	
	Existence du répertoire du patrimoine du MS	Non	Oui	Oui	Oui	Disponibilité du répertoire Source : DPSI

II.2.1.3. Financement du programme

Tableau 6. : Synthèse du programme par nature de dépense

En million FCFA		Projections		
		2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GENERALE		9 812,88	10 107,01	10 410,08
	Personnel	6 215,51	6 401,98	6 594,04
	Biens et services	1 151,04	1 185,31	1 220,74
	Transferts	2 446,32	2 519,71	2 595,31
	Investissements	0,00	0,00	0,00
	Trésor	0,00	0,00	0,00
	Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0,00	0,00	0,00

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GENERALE									
Action 1: Promotion et coordination de la politique du secteur									
S/Total action1	673,71	693,66	714,33	0,00	0,00	0,00	673,71	693,66	714,33
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	673,71	693,66	714,33	0,00	0,00	0,00	673,71	693,66	714,33
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	673,71	693,66	714,33	0,00	0,00	0,00	673,71	693,66	714,33
Activité 1101 : Coordonner la mise en œuvre de la politique du secteur	43,90	45,22	46,57	0,00	0,00	0,00	43,90	45,22	46,57
Activité 1102 : Gérer les marchés publics du ministère	10,10	10,40	10,72	0,00	0,00	0,00	10,10	10,40	10,72
Activité 1103 : Animer le Conseil National du Sport	35,00	36,05	37,13	0,00	0,00	0,00	35,00	36,05	37,13
Activité 1104 : Renforcer les accords de coopérations et le cadre institutionnel	9,48	9,76	10,06	0,00	0,00	0,00	9,48	9,76	10,06
Activité 1105 : Recruter les experts pour assister le cabinet	111,68	115,03	118,48	0,00	0,00	0,00	111,68	115,03	118,48
Activité 1106: Inspecter les activités des structures du secteur	25,00	25,75	26,52	0,00	0,00	0,00	25,00	25,75	26,52
Activité 1107 : Prendre en charges le fonctionnement de la résidence du Ministre	4,00	4,00	4,00	0,00	0,00	0,00	4,00	4,00	4,00
Activité 1108: Coordonner et superviser la mise en œuvre des politiques et programmes du Ministère au plan Régional et Départemental	421,33	433,83	446,83	0,00	0,00	0,00	421,33	433,83	446,83
Activité 1109 : Renforcer la communication interne et externe du secteur	13,22	13,62	14,03	0,00	0,00	0,00	13,22	13,62	14,03

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GENERALE									
Action 2: Amélioration du système de planification, de suivi-évaluation et des statistiques									
S/Total action2	15,77	16,24	16,73	0,00	0,00	0,00	15,77	16,24	16,73
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	15,77	16,24	16,73	0,00	0,00	0,00	15,77	16,24	16,73
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	15,77	16,24	16,73	0,00	0,00	0,00	15,77	16,24	16,73
Activité 1201 : Planifier, coordonner et suivre les activités et projets du Ministère	15,77	16,24	16,73	0,00	0,00	0,00	15,77	16,24	16,73
Action 3 : Amélioration du cadre de gestion des ressources humaines									
S/Total action3	8 721,94	8 983,60	9 253,11	0,00	0,00	0,00	8 721,94	8 983,60	9 253,11
Personnel	6 215,51	6 401,98	6 594,04	0,00	0,00	0,00	6 215,51	6 401,98	6 594,04
Biens et services	60,11	61,91	63,77	0,00	0,00	0,00	60,11	61,91	63,77
Transferts	2 446,32	2 519,71	2 595,31	0,00	0,00	0,00	2 446,32	2 519,71	2 595,31
Investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Personnel	6 215,51	6 401,98	6 594,04	0,00	0,00	0,00	6 215,51	6 401,98	6 594,04
Activité 1301: Prendre en charge les salaires des personnels du Ministère	6 215,51	6 401,98	6 594,04	0,00	0,00	0,00	6 215,51	6 401,98	6 594,04
Biens et services	60,11	61,91	63,77	0,00	0,00	0,00	60,11	61,91	63,77
Activité 1302 : Gérer les ressources humaines	10,48	10,79	11,12	0,00	0,00	0,00	10,48	10,79	11,12
Activité 1303 : Gérer les séminaires et missions hors Côte d'Ivoire	30,00	30,90	31,83	0,00	0,00	0,00	30,00	30,90	31,83
Activité 1304 : Gérer les séminaires et conférence en Côte d'Ivoire	19,63	20,22	20,82	0,00	0,00	0,00	19,63	20,22	20,82
Transferts	2 446,32	2 519,71	2 595,31	0,00	0,00	0,00	2 446,32	2 519,71	2 595,31
Activité 1305 : Former aux emplois du sport	2 446,32	2 519,71	2 595,31	0,00	0,00	0,00	2 446,32	2 519,71	2 595,31

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GENERALE									
Action 4 : Amélioration de la gestion des finances et du patrimoine									
S/Total action4	401,46	413,50	425,91	0,00	0,00	0,00	401,46	413,50	425,91
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	401,46	413,50	425,91	0,00	0,00	0,00	401,46	413,50	425,91
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	401,46	413,50	425,91	0,00	0,00	0,00	401,46	413,50	425,91
Activité 1401 : Suivre l'exécution du budget de l'année en cours	43,98	45,30	46,66	0,00	0,00	0,00	43,98	45,30	46,66
Activité 1402 : Gérer les dépenses centralisées	227,19	234,00	241,02	0,00	0,00	0,00	227,19	234,00	241,02
Activité 1403 : Elaborer le budget de l'année N+1	19,95	20,55	21,16	0,00	0,00	0,00	19,95	20,55	21,16
Activité 1404 : Gérer le Patrimoine du Ministère	110,33	113,64	117,05	0,00	0,00	0,00	110,33	113,64	117,05
TOTAL DU PROGRAMME 1	9 812,88	10 107,01	10 410,08	0,00	0,00	0,00	9 812,88	10 107,01	10 410,08

II.2.2. Programme 2 : Sport

II.2.2.1. Stratégie du programme

Tableau 4: Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 2 : Sports	Action 2.1: Construction, réhabilitation et renforcement du parc des infrastructures sportives
	Action 2.2 : Promotion des Sports Scolaires, Universitaires, de Masse et du sport pour tous
	Action 2.3 : Encadrement de la vie fédérale et Promotion des Sports de Haut Niveau

II.2.2.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 2 : Sport						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2017	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2019	2020	2021	
OS1 : Développer l'offre d'infrastructures adaptées aux activités sportives	Nombre et type d'infrastructures sportives civiles réhabilitées et construites	10	04	03	ND	Dénombrement Source : DVFSHN / DSMSF / DPS
	Nombre d'infrastructures sportives scolaires et universitaires réhabilitées par an	01	05	05	05	
OS2 : Promouvoir les sports scolaires, universitaires, de masse et de haut niveau	Nombre et type de compétitions sportives scolaires et universitaires organisées par an	05	06	05	06	Dénombrement Source : DVFSHN / DSMSF / DPS
	Nombre d'athlètes de haut niveau préparé	57	57	ND	ND	
	Nombre de compétitions organisées (nationales et internationales) par an	140	121	121	ND	
	Nombre d'équipes engagées dans des compétitions régionales, continentales et mondiales par an	140	121	121	ND	

II.2.2.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

En million FCFA		Projections		
		2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 2 : SPORT		54 380,70	114 798,35	79 162,84
	Personnel	0,00	0,00	0,00
	Biens et services	576,59	593,89	611,70
	Transferts	14 718,47	12 222,46	12 589,13
	Investissements	39 085,64	101 982,00	65 962,00
	Trésor	33 925,64	84 122,00	65 962,00
	Financement extérieur (Dons/Emprunts)	5 160,00	17 860,00	0,00

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 2 : SPORT									
Action 1: Construction, réhabilitation et renforcement du parc des infrastructures sportives									
S/Total action1	39 557,91	102 468,44	66 463,03	0,00	0,00	0,00	39 557,91	102 468,44	66 463,03
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Transferts	472,27	486,44	501,03	0,00	0,00	0,00	472,27	486,44	501,03
Investissements	39 085,64	101 982,00	65 962,00	0,00	0,00	0,00	39 085,64	101 982,00	65 962,00
Trésor	33 925,64	84 122,00	65 962,00	0,00	0,00	0,00	33 925,64	84 122,00	65 962,00
Financement extérieur	5 160,00	17 860,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 160,00	17 860,00	0,00
Transferts	472,27	486,44	501,03	0,00	0,00	0,00	472,27	486,44	501,03
Activité 2101 : Animer l'Office National des Sports (ONS)	393,32	405,11	417,27	0,00	0,00	0,00	393,32	405,11	417,27
Activité 2102 : Entretenir les installations sportives	78,95	81,32	83,76	0,00	0,00	0,00	78,95	81,32	83,76
Investissements	39 085,64	101 982,00	65 962,00	0,00	0,00	0,00	39 085,64	101 982,00	65 962,00
Trésor	33 925,64	84 122,00	65 962,00	0,00	0,00	0,00	33 925,64	84 122,00	65 962,00
Activité 2103: Construire, Réhabiliter et Renforcer le parc d'infrastructures sportives	120,95	600,00	700,00	0,00	0,00	0,00	120,95	600,00	700,00
Activité 2104: Equiper et réhabiliter les infrastructures sportive de l'OISSU	85,01	300,00	500,00	0,00	0,00	0,00	85,01	300,00	500,00
Activité 2105: Construire le Stade Olympique d'Ebimpe	8 000,00	35 720,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 000,00	35 720,00	0,00
Activité 2106: Créer des infrastructures sportives pour la CAN 2021	25 168,60	46 139,70	63 400,00	0,00	0,00	0,00	25 168,60	46 139,70	63 400,00
Activité 2107: Construire le Centre Sportif Ivoir-Coréen	406,63	1 300,00	1 300,00	0,00	0,00	0,00	406,63	1 300,00	1 300,00
Activité 2108: Equiper l'OISSU	18,55	62,30	62,00	0,00	0,00	0,00	18,55	62,30	62,00
Activité 2109: Réhabiliter et Equiper le CNMS	125,90	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	125,90	0,00	0,00
Financement extérieur	5 160,00	17 860,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 160,00	17 860,00	0,00
Activité 2105: Construire le Stade Olympique d'Ebimpe	3 860,00	17 860,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 860,00	17 860,00	0,00
Activité 2107: Construire le Centre Sportif Ivoir-Coréen	1 300,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 300,00	0,00	0,00

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 2 : SPORT									
Action 2: Promotion des Sports Scolaires, Universitaires, de Masse et du sport pour tous									
S/Total action2	4 188,52	1 376,61	1 417,91	0,00	0,00	0,00	4 188,52	1 376,61	1 417,91
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	11,96	12,32	12,69	0,00	0,00	0,00	11,96	12,32	12,69
Transferts	4 176,56	1 364,30	1 405,23	0,00	0,00	0,00	4 176,56	1 364,30	1 405,23
Investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	11,96	12,32	12,69	0,00	0,00	0,00	11,96	12,32	12,69
Activité 2201: Sensibiliser les populations sur les bienfaits de la pratique du sport	11,96	12,32	12,69	0,00	0,00	0,00	11,96	12,32	12,69
Transferts	4 176,56	1 364,30	1 405,23	0,00	0,00	0,00	4 176,56	1 364,30	1 405,23
Activité 2202 : Animer l'Office Ivoirien des Sports Scolaires et Universitaires	766,83	789,83	813,53	0,00	0,00	0,00	766,83	789,83	813,53
Activité 2203: Exécuter le programme des compétitions sportives scolaires et universitaires	427,73	440,57	453,78	0,00	0,00	0,00	427,73	440,57	453,78
Activité 2204: Prendre en charge l'animation sportive	130,00	133,90	137,92	0,00	0,00	0,00	130,00	133,90	137,92
Activité 2205: Développement du sport	2 852,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 852,00	0,00	0,00
Action 3 : Encadrement de la vie fédérale et Promotion des Sports de Haut Niveau									
S/Total action3	10 634,27	10 953,29	11 281,89	0,00	0,00	0,00	10 634,27	10 953,29	11 281,89
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	564,63	581,57	599,02	0,00	0,00	0,00	564,63	581,57	599,02
Transferts	10 069,64	10 371,73	10 682,88	0,00	0,00	0,00	10 069,64	10 371,73	10 682,88
Investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	564,63	581,57	599,02	0,00	0,00	0,00	564,63	581,57	599,02
Activité 2301 : Promouvoir et développer les activités des fédérations sportives	10,24	10,55	10,86	0,00	0,00	0,00	10,24	10,55	10,86
Activité 2302 : Mettre en œuvre la Professionnalisation du Sport	9,80	10,09	10,39	0,00	0,00	0,00	9,80	10,09	10,39

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 2 : SPORT									
Activité 2303 : Appuyer la formation des athlètes de haut niveau par l'octroi de bourses	80,00	82,40	84,87	0,00	0,00	0,00	80,00	82,40	84,87
Activité 2304 : Prendre en charge les charges exceptionnelles des compétitions des équipes nationales	464,59	478,53	492,89	0,00	0,00	0,00	464,59	478,53	492,89
Transferts	10 069,64	10 371,73	10 682,88	0,00	0,00	0,00	10 069,64	10 371,73	10 682,88
Activité 2305 : Préparer les athlètes de haut niveau en vue des grands événements sportifs	240,00	247,20	254,62	0,00	0,00	0,00	240,00	247,20	254,62
Activité 2306 : Prendre en charge la participation des équipes nationales qualifiées aux compétitions internationales	2 125,75	2 189,52	2 255,21	0,00	0,00	0,00	2 125,75	2 189,52	2 255,21
Activité 2307 : Prendre en charge la participation des clubs qualifiés aux compétitions internationales	1 200,00	1 236,00	1 273,08	0,00	0,00	0,00	1 200,00	1 236,00	1 273,08
Activité 2308 : Animer le Centre National de soutien aux Eléphants	2,37	2,44	2,51	0,00	0,00	0,00	2,37	2,44	2,51
Activité 2309 : Animer le Comité National de Lutte Anti-Dopage	1,52	1,56	1,61	0,00	0,00	0,00	1,52	1,56	1,61
Activité 2310 : Prendre en charge la participation de l'équipe nationale à la Coupe d'Afrique des Nations et Coupe du Monde	6 500,00	6 695,00	6 895,85	0,00	0,00	0,00	6 500,00	6 695,00	6 895,85
TOTAL DU PROGRAMME 2	54 380,70	114 798,35	79 162,84	0,00	0,00	0,00	54 380,70	114 798,35	79 162,84

SECTION 30 : SECRETARIAT D'ETAT AUPRES DU PRMEMIER MINISTRE, CHARGE DU BUDGET ET DU PORTEFEUILLE DE L'ETAT

I. PRESENTATION GENERALE DU MINISTERE

I.1. Situation du Secteur

I.1.1. Problèmes majeurs

- la persistance de la fraude et de la contrebande portant sur certains produits ;
- la couverture insuffisante des plans d'eau lagunaire et maritime ;
- l'insuffisance d'expertise dans certains secteurs d'activités (mines, énergies, etc.) ;
- l'insuffisance d'imposition de certaines activités (secteur primaire) ;
- la multitude de mesures dérogatoires affectant le rendement de certains impôts ;
- la couverture partielle du territoire national par les réseaux informatiques ;
- l'inadaptation des Lois régissant les Sociétés d'Etat et sociétés à participation financière publique ;
- l'absence d'interconnexion entre le SIGEP et le SIGAD.

I.1.2. Réponses apportées

- l'organisation des contrôles sur la base de l'analyse du risque ;
- le renforcement du contrôle après dédouanement ;
- l'automatisation du système de dédouanement ;
- la rénovation et l'extension des bureaux, casernes et postes frontières ;
- La mise en place du système de télé-déclaration et de télépaiement des impôts (e-impôts) ;
- Le renforcement de l'encadrement du secteur informel ;
- La rationalisation des mesures dérogatoires ;
- la poursuite du déploiement des applicatifs informatiques ;
- la prise de textes subséquents en vue de la mise en œuvre effective des réformes des Finances Publiques ;
- la poursuite des travaux de refonte du Système d'Information Budgétaire (SIB) ;
- la mise en œuvre de la nouvelle stratégie de gestion du portefeuille de l'Etat ;
- la mise en place d'un comité de Réflexion et d'Anticipation des risques budgétaire au sein de la DGPE ;
- la mise en place et l'utilisation d'une plateforme de dématérialisation des échanges entre la DGPE et les entreprises publiques.

I.1.3. Défis et priorités

- la définition d'une stratégie nationale de contrôle axé sur les résultats ;
- le basculement en budget-programme ;
- le renforcement du cadre institutionnel, notamment le contrôle axé sur la performance ;
- l'extension du contrôle financier auprès des représentations diplomatiques et des collectivités territoriales ;
- la réduction de la fraude et la contrebande ;

- la facilitation des échanges en matière douanière ;
- l'amélioration des services rendus aux usagers - clients à travers la démarche qualité ;
- l'élargissement de l'assiette fiscale ;
- le renforcement du dispositif de lutte contre la fraude et l'évasion fiscale ;
- la rationalisation des exonérations ;
- l'extension des téléprocédures à l'ensemble des contribuables ;
- la réussite de l'instauration de la machine à facturation électronique (MFE) ;
- l'amélioration du système de pilotage des entreprises ;
- l'extension de la signature des contrats de performance à l'ensemble des entreprises publiques ;
- l'optimisation du système d'information du portefeuille de l'Etat.

I.2. Politique sectorielle

I.2.1. Principales orientations

- la maîtrise des dépenses publiques ;
- l'optimisation des ressources de l'Etat ;
- l'amélioration de la gestion du portefeuille de l'Etat.

I.2.2. Résultats stratégiques

- la gouvernance des Finances Publiques est renforcée ;
- le Plan d'Actions disponible et mis en œuvre ;
- la mobilisation des ressources fiscales, non fiscales et douanières est accrue ;
- la gestion des entreprises publiques et parapubliques est améliorée.

I.3. Missions du ministère

Le Secrétaire d'Etat auprès du Premier Ministre, chargé du Budget et du Portefeuille de l'Etat, assure la mise en œuvre de la politique du gouvernement en matière budgétaire, douanière, fiscale et de gestion du portefeuille de l'Etat.

A ce titre, et en liaison avec les départements ministériels concernés, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

I.3.1. En matière budgétaire

- la préparation et la présentation des projets de loi de Finances et des projets de loi de Règlement ;
- l'exécution du budget ;
- l'approbation des marchés publics et des baux devant être passés par l'Etat ;
- la gestion financière du patrimoine administratif et du domaine de l'Etat ;
- la participation à la gestion du patrimoine immobilier de l'Etat à l'étranger, en liaison avec les Ministres chargés des Affaires Etrangères, de la Construction, de l'Economie et des Finances ;
- la participation aux négociations et signatures des accords et conventions à caractère économique et financier, notamment de ceux concernant tous les concours financiers extérieurs, les contrats de prêts, les emprunts et les conventions à paiement différé dont les titrisations, contractés par l'Etat et les collectivités décentralisées, en liaison avec le Ministre chargé de l'Economie et des Finances.

I.3.2. En matière douanière

- l'élaboration et mise en œuvre des projets de textes législatifs et réglementaires en matière douanière ;
- la préparation et le suivi des accords douaniers bilatéraux et multilatéraux ;
- le recouvrement des recettes de porte et sécurisation du territoire économique national ;
- la participation, en liaison avec le Ministre chargé de l'Intégration Africaine et le Ministre chargé de l'Economie et des Finances, au suivi, à l'harmonisation et à la mise en œuvre des instruments douaniers d'intégration sous régionale et africaine, notamment l'UEMOA, la CEDEAO, l'UA et l'APE ;
- la participation, en liaison avec le Ministre chargé de l'Intégration Africaine et le Ministre chargé de l'Economie et des Finances, à la définition, à la mise en œuvre et au suivi-évaluation des programmes communautaires en matière douanière.

I.3.3. En matière fiscale

- la mise en œuvre de la politique, de la législation et de la réglementation fiscales et parafiscales ;
- la préparation, négociation et mise en œuvre des conventions fiscales internationales ;
- la conception, la création et la gestion du cadastre en zones urbaines et rurales ;
- la conservation de la propriété foncière et des hypothèques ;
- le recouvrement des recettes fiscales;
- la promotion du civisme fiscal.

I.3.4. En matière de gestion du portefeuille de l'Etat

- l'exercice de la tutelle financière sur les Etablissements Publics Nationaux, les Sociétés d'Etat, les Sociétés à participation financière publique, les Agences d'Exécution et les personnes morales de types particuliers ;
- le contrôle budgétaire permanent des Etablissements Publics Nationaux et l'approbation de leurs comptes ;
- le suivi, le contrôle et la valorisation du portefeuille de l'Etat ;
- la représentation de l'Etat dans les Assemblées constitutives et les Assemblées Générales des Sociétés d'Etat, des Sociétés à participation financière publique, des Etablissements Publics Nationaux, des Agences d'Exécution et les personnes morales de type particulier ;
- la représentation de l'Etat dans les Conseils de Gestion et les Conseils d'Administration des Sociétés d'Etat, des Sociétés à participation financière publique, des Etablissements Publics Nationaux et les personnes morales de type particulier, en liaison avec le Ministère chargé de l'Economie et des Finances et les Ministres chargés de la tutelle technique ;
- le suivi et la gestion de l'endettement des Sociétés d'Etat, des Sociétés à participation financière publique, des Etablissements Publics Nationaux, des Agences d'Exécution et les personnes morales de type particulier en liaison avec le Ministère chargé de l'Economie et des Finances;
- le suivi des opérations de privatisation et de post privatisation des Sociétés d'Etat, des Sociétés à participation financière publique, des Agences d'Exécution et les personnes morales de type particulier en liaison avec le Ministère chargé de l'Economie et des Finances et les Ministres chargés de la tutelle technique;
- la gestion de la liquidation des Etablissements Publics Nationaux, Sociétés d'Etat, des Sociétés à participation financière publique, des Agences d'Exécution et les personnes morales de type particulier en liaison avec le Ministère chargé de l'Economie et des Finances et gestion de la liquidation des biens immobiliers, en liaison avec le Ministre chargé de la Construction;
- la participation à toute opération susceptible d'avoir un impact sur le portefeuille de l'Etat, en particulier la création, la transformation, la restructuration et la fusion d'entreprises ou la prise de participations.

I.4. Identification des programmes et dotations

- Programme 1 : Administration Générale ;
- Programme 2 : Douanes ;
- Programme 3 : Impôts ;
- Programme 4 : Budget ;
- Programme 5 : Portefeuille de l'Etat ;
- Dotations : Crédits Globaux

II. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DEPENSES -PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (DPPD-PAP)

II.1. Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses (DPPD)

II.1.1. Répartition des structures dans les programmes

Tableau 1 : Cartographie administrative des programmes

PROGRAMMES	DIRECTIONS CENTRALES ET REGIONALES	ORGANISME SOUS TUTELLE DIRECTION (EPN SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 1 : Administration Générale	CABINET, DRH, DAF, DAJI, DPS, DDAP, SCOM, SC, DFC, CF en région	-	-	- DAF –réhabilitation de la Cité Financière - Réhabilitation de la Rotonde de la Cité Financière - Dotation divers audits et études
Programme 2 : Douanes	DGD, ID, DRC, DRH, DMG, DCQ, DI, DSDPSS, DSA, DRE DR (6) DED, DSEE, DFD	-	-	- Dépenses d'investissement LPSI – Douanes - Acquisition de Matériels Spécifiques / LPSI - Réhabilitation Casernes et Bureaux des Douanes / LPSI - Refonte système d'information des Douanes - Projet d'Informatisation de la Direction Générale des Douanes - DGD - Rénovation et Extension des Casernes des Douanes - Acquisition et Installation Service Radio / Douane - Acquisition de vedettes rapides - Réfection bureaux des douanes - Réhabilitation Imm EX-SGBCI Vridi/Douanes - Acquisition de Scanners/Direction Générale des Douanes - Construction et Extension bâtiments Administratifs / DGD - Equipement des services des douanes / LPSI
Programme 3 : Impôts	DGI, IGSF, DLCD, DESF, DI, DGE, DOA, DCFET, DC, DCQ, SPSI, DRI, SAID (84), SAIF (45), RIF (45), RID (82), REIRSF (11) DMGE, DVCN, DME, DERAR, RGI	-	-	- Travaux cadastraux

PROGRAMMES	DIRECTIONS CENTRALES ET REGIONALES	ORGANISME SOUS TUTELLE DIRECTION (EPN SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 4 : Budget	DGBF, CADP CELIOPE, DPSB, DBE, DAS, DCB, DOCD, DS, DMP, DRMG, DPE, DTI, DFCD, DRBMGP, DPP, DRB, DRMP, DRS	-	-	<ul style="list-style-type: none"> - Construction Cités Financières Déconcentrées - Projet de refonte du système d'information budgétaire - Réhabilitation DGBF - Réhabilitation et Equipement Clinique Médicale des Finances Générales - Opérations d'Investissement Pçpte Diverses Administrations - Equipements des Services de la DGBF - Modernisation et mutualisation des réseaux info. et tél. /DTI - Sécurisation et sauvegarde du système d'info. budgétaire/DTI - Mise en œuvre Comptabilité-Matière - Opération Géolocalisation / DPE - Système Intégré Gestion Collectivités Décentralisées (SIGESCOD)/DOCD - Mise en œuvre CDMT-GAR / DGBF - DMP/Banque de Données des Prix de Référence (BDPR) - Equipement de la Direction des Marchés Publics - Développement et Maintenance du SIGMAP/ SNDI - Catégorisation des Entreprises - Interconnexion RICI-EPN - Déconcentration des Services de la DGBF - Equipement des Services SIGFiP - Projet de Renforcement du Suivi des Opérations et d'Amélioration de la Gestion Budgétaire / DBE - Gestion Electronique des Archives de la Direction de la Solde - Mise en Place du SIGFiP/ SNDI - Système de Gestion des EPN/SNDI - Déconcentration SIGFiP/SNDI - Nœud Internet / SNDI - Mise en place SIGFiP Institutions-Ambassades/SNDI - Extension de la Cité Financière - Appui au Plan de Réforme des Finances Publiques - Renforcement des Outils de Contrôle et Mise en Œuvre de la Gestion Axée sur les Résultats (GAR) Volet Contrôle des Dépenses publiques - Acquisitions de Véhicules / Direction du Patrimoine de l'Etat - Appui au plan de réforme des finances publiques
Programme 5 : Portefeuille de l'Etat	DGPE, DPSPS, DPST, DSE	-	-	-

II.1.2. Performance globale du ministère

Tableau 2 : Performance du ministère

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESULTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODES DE CALCUL / SOURCES DE COLLECTE
OG 1 : Assurer le pilotage des activités du Secrétariat d'Etat	RS 1 : Plan d'Action disponible et mis en œuvre	IP 1.1 : Taux d'exécution du plan d'actions	Nombre d'actions réalisées / Nombre d'actions prévues. Source : Rapport Cabinet
OG 2 : Accroître les recettes douanières	RS 2 : la mobilisation des ressources fiscales, non fiscales et douanières est accrue	IP 2.1 : Taux de réalisation des objectifs de recettes	Recettes totales / Objectif de recettes Source : Rapport DGD
OG 3 : Mobiliser les ressources fiscales intérieures de l'Etat		IP 2.2 : Taux de réalisation des objectifs de recette	Recettes totales / objectif de recettes Source : Rapport DGI
OG 4 : Renforcer la transparence et la gouvernance dans la gestion budgétaire.	RS 3 : la gouvernance des Finances Publiques est renforcée	IP 3.1 : Taux d'exécution du budget au 31 décembre de l'exercice budgétaire	Solde budgétaire Source : Rapport DGBF
		IP 3.2 : Taux de mise en œuvre des réformes des finances publiques	Nombre d'actions réalisées / Nombre d'actions prévues Source : Rapport DGBF
OG 5 : Assurer la gestion efficace du portefeuille de l'Etat	RS 4 : la gestion des entreprises publiques et parapubliques est améliorée	IP 4.1 : Taux de contrats de performance signés	Nombre d'entreprises ayant signé un contrat de performance / Nombre total d'entreprises publiques Source : Rapport DGPE

II.1.3. Financement global du ministère

Tableau 3 : Financement global

En million FCFA	PROJECTIONS DE REFERENCE			MESURES NOUVELLES			PROJECTIONS FINALES		
	2019	2020	2021	2019	2020	2021	2019	2020	2021
1. RESSOURCES	502 319,70	362 476,58	380 121,38	0,00	0,00	0,00	502 319,70	362 476,58	378 121,38
1.1 Ressources Intérieures	502 319,70	362 476,58	380 121,38	0,00	0,00	0,00	502 319,70	362 476,58	378 121,38
1.1.1 Budget Etat	502 319,70	362 476,58	380 121,38	0,00	0,00	0,00	502 319,70	362 476,58	378 121,38
1.1.2 Recettes propres (structures)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1.2 Ressources Extérieures	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2. CHARGES	502 319,70	362 476,58	380 121,38	0,00	0,00	0,00	502 319,70	362 476,58	378 121,38
2.1 Personnel	52 687,58	54 268,21	55 896,25	0,00	0,00	0,00	52 687,58	54 268,21	55 896,25
2.1.1 Solde y compris EPN	52 687,58	54 268,21	55 896,25	0,00	0,00	0,00	52 687,58	54 268,21	55 896,25
2.1.2 Contractuels hors solde	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2.2 Biens et services	154 320,73	148 617,27	153 075,67	0,00	0,00	0,00	154 320,73	148 617,27	153 075,67
2.3 Transferts	137 906,89	138 405,40	138 918,86	0,00	0,00	0,00	137 906,89	138 405,40	138 918,86
2.4 Investissements*	157 404,50	21 185,70	32 230,60	0,00	0,00	0,00	157 404,50	21 185,70	30 230,60
Trésor	157 404,50	21 185,70	32 230,60	0,00	0,00	0,00	157 404,50	21 185,70	30 230,60
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

II.2. Projets Annuels de Performance (PAP) par programme

II.2.1. Programme 1 : Administration Générale

II.2.1.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 1 : Administration Générale	Action 1.1 : Coordination et animation
	Action 1.2 : Information et communication
	Action 1.3 : Gestion des ressources humaines, matérielles et financières
	Action 1.4 : Contrôle de l'exécution du budget

II.2.1.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 1 : Administration Générale						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2017	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2019	2020	2021	
OS 1 : Assurer une meilleure gestion des ressources humaines, matérielles et financières ;	Taux de satisfaction des besoins en personnel exprimés	50%	65%	70%	75%	Besoins en personnel satisfaits / Besoins en personnel exprimés Source : Rapport DRH
	Taux de couverture de besoins en matériel	50%	75%	90%	100%	Besoins en matériel satisfaits/Besoins en matériel exprimés Source : Rapport DAF
	Taux d'exécution des dépenses d'investissement	68,2%	75%	80%	80%	Montant des dépenses d'investissement réalisées/ Budget d'investissement Source : Rapport DAF

II.2.1.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

En million FCFA		Projections		
		2 019	2 020	2 021
PROGRAMME I : ADMINISTRATION GENERALE		74 873,06	27 129,28	30 243,34
	Personnel	0,00	0,00	0,00
	Biens et services	7 361,56	7 549,32	7 775,68
	Transferts	14 300,93	14 729,96	15 171,85
	Investissements	53 210,58	4 850,00	7 295,80
	Trésor	53 210,58	4 850,00	7 295,80
	Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0,00	0,00	0,00

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GENERALE									
Action 1.1: Coordination et animation									
S/Total action1.1	1 541,15	1 326,16	1 365,82	0,00	0,00	0,00	1 541,15	1 326,16	1 365,82
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	1 287,65	1 326,16	1 365,82	0,00	0,00	0,00	1 287,65	1 326,16	1 365,82
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	253,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	253,50	0,00	0,00
Trésor	253,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	253,50	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	1 287,65	1 326,16	1 365,82	0,00	0,00	0,00	1 287,65	1 326,16	1 365,82
Activité 111 Coordonner et suivre les activités des structures du Ministère	227,27	234,09	241,11	0,00	0,00	0,00	227,27	234,09	241,11
Activité 112 Prendre en charges le fonctionnement de la résidence du ministre	4,00	4,00	4,00	0,00	0,00	0,00	4,00	4,00	4,00
Activité 113 Recruter des experts pour assistance technique MBPE/SNDI	150,00	154,50	159,14	0,00	0,00	0,00	150,00	154,50	159,14
Activité 114 Gérer les dépenses centralisées du Cabinet	800,00	824,00	848,72	0,00	0,00	0,00	800,00	824,00	848,72
Activité 115 Tenir la Commission Administrative de Conciliation des Marchés Publics	106,38	109,57	112,86	0,00	0,00	0,00	106,38	109,57	112,86
Investissements	253,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	253,50	0,00	0,00
Trésor	253,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	253,50	0,00	0,00
Activité 116 Gérer la dotation divers Audits et Etudes du SEPMBPE	253,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	253,50	0,00	0,00
Action 1.2: Information et Communication									
S/Total action 1.2	26,50	27,30	28,11	0,00	0,00	0,00	26,50	27,30	28,11
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	26,50	27,30	28,11	0,00	0,00	0,00	26,50	27,30	28,11
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
Biens et services	26,50	27,30	28,11	0,00	0,00	0,00	26,50	27,30	28,11
Activité 121 Animer le site Internet du Ministère	26,50	27,30	28,11	0,00	0,00	0,00	26,50	27,30	28,11
Action 1.3 : Gestion des Ressources humaines, matérielles et financières									
S/Total action1.3	3 376,21	2 941,93	3 030,19	0,00	0,00	0,00	3 376,21	2 941,93	3 030,19
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	2 555,32	2 631,98	2 710,94	0,00	0,00	0,00	2 555,32	2 631,98	2 710,94
Transferts	300,93	309,96	319,25	0,00	0,00	0,00	300,93	309,96	319,25
Investissements	519,97	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	519,97	0,00	0,00
Trésor	519,97	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	519,97	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	2 555,32	2 631,98	2 710,94	0,00	0,00	0,00	2 555,32	2 631,98	2 710,94
Activité 132 : Prendre en charge les frais de séminaire et missions hors Côte d'Ivoire des agents	301,71	310,76	320,08	0,00	0,00	0,00	301,71	310,76	320,08
Activité 133 : Gérer le personnel	138,24	142,39	146,66	0,00	0,00	0,00	138,24	142,39	146,66
Activité 134: Elaborer et exécuter le budget du Ministère	352,20	362,77	373,65	0,00	0,00	0,00	352,20	362,77	373,65
Activité 135 : Animer le service informatique de la DAF	85,00	87,55	90,18	0,00	0,00	0,00	85,00	87,55	90,18
Activité 136 : Elaborer et suivre la mise en œuvre du DPPD-PAP du Ministère	50,50	52,02	53,58	0,00	0,00	0,00	50,50	52,02	53,58
Activité 137 : Gérer les dépenses centralisées de la DAAF	775,00	798,25	822,20	0,00	0,00	0,00	775,00	798,25	822,20
Activité 138 : Gérer la Cité Financière	739,50	761,69	784,54	0,00	0,00	0,00	739,50	761,69	784,54
Activité 139 : Prendre en charge les frais de séminaire et missions en Côte d'Ivoire des agents	40,00	41,20	42,44	0,00	0,00	0,00	40,00	41,20	42,44
Activité 1310 : Prendre en charge les Honoraires des agents sous la convention du BNETD	30,17	31,08	32,01	0,00	0,00	0,00	30,17	31,08	32,01
Activité 1311: Appuyer des structures a la Passation des Marchés Publics	43,00	44,29	45,62	0,00	0,00	0,00	43,00	44,29	45,62
Transferts	300,93	309,96	319,25	0,00	0,00	0,00	300,93	309,96	319,25
Activité 1312 : Recruter des experts pour assister le cabinet du ministère/convention BNETD	300,93	309,96	319,25	0,00	0,00	0,00	300,93	309,96	319,25

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
Investissements	519,97	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	519,97	0,00	0,00
Trésor	519,97	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	519,97	0,00	0,00
Activité 1313 : Réhabilitation de la Rotonde et la cité financière	449,97	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	449,97	0,00	0,00
Activité 1314 : Réhabilitation de la citer la financière	70,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	70,00	0,00	0,00
Action 1.4 : Contrôle de l'exécution du budget									
S/Total action1.4	2 335,68	6 778,86	9 282,52	0,00	0,00	0,00	2 335,68	6 778,86	9 282,52
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	1 904,68	1 928,86	1 986,72	0,00	0,00	0,00	1 904,68	1 928,86	1 986,72
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	431,00	4 850,00	7 295,80	0,00	0,00	0,00	431,00	4 850,00	7 295,80
Trésor	431,00	4 850,00	7 295,80	0,00	0,00	0,00	431,00	4 850,00	7 295,80
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	1 904,68	1 928,86	1 986,72	0,00	0,00	0,00	1 904,68	1 928,86	1 986,72
Activité 141 : Coordonner et animer les structures du contrôle financier	156,50	128,24	132,08	0,00	0,00	0,00	156,50	128,24	132,08
Activité 142 : Gérer les Dépenses Centralisées du contrôle financier	870,30	896,41	923,30	0,00	0,00	0,00	870,30	896,41	923,30
Activité 143 : Contrôler l'exécution du budget des structures en centrale	240,00	247,20	254,62	0,00	0,00	0,00	240,00	247,20	254,62
Activité 144 : Contrôler l'exécution du budget des structures en déconcentré	637,88	657,02	676,73	0,00	0,00	0,00	637,88	657,02	676,73
Investissements	431,00	4 850,00	7 295,80	0,00	0,00	0,00	431,00	4 850,00	7 295,80
Trésor	431,00	4 850,00	7 295,80	0,00	0,00	0,00	431,00	4 850,00	7 295,80
Activité 145 : Construction du Siège de la Direction du Contrôle Financier	166,00	3 500,00	3 500,00	0,00	0,00	0,00	166,00	3 500,00	3 500,00
Activité 146 : Renforcement des Outils de Contrôle et Mise en Œuvre de la Gestion Axée sur les Résultats (GAR) Volet Contrôle des Dépenses publiques	265,00	1 350,00	3 795,80	0,00	0,00	0,00	265,00	1 350,00	3 795,80

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
Action 1.5 : Gestion des dotations et provisions									
S/Total action4	67 593,52	16 055,04	16 536,69	0,00	0,00	0,00	67 593,52	16 055,04	16 536,69
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	1 587,41	1 635,04	1 684,09	0,00	0,00	0,00	1 587,41	1 635,04	1 684,09
Transferts	14 000,00	14 420,00	14 852,60	0,00	0,00	0,00	14 000,00	14 420,00	14 852,60
Investissements	52 006,11	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	52 006,11	0,00	0,00
Trésor	52 006,11	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	52 006,11	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	1 587,41	1 635,04	1 684,09	0,00	0,00	0,00	1 587,41	1 635,04	1 684,09
Activité 151 : Prendre en charge la DGH	1 185,72	1 221,30	1 257,94	0,00	0,00	0,00	1 185,72	1 221,30	1 257,94
Activité 152 : Apporter un appui au Fonds de Solidarité Africaine et au Fonds de Garantie & Coopération Economique	401,69	413,74	426,15	0,00	0,00	0,00	401,69	413,74	426,15
Transferts	14 000,00	14 420,00	14 852,60	0,00	0,00	0,00	14 000,00	14 420,00	14 852,60
Activité 153 : Gérer les fonds, les subventions et les provisions et les dépenses au profit d'autres administrations	6 000,00	6 180,00	6 365,40	0,00	0,00	0,00	6 000,00	6 180,00	6 365,40
Activité 154 : Réaliser les transferts au profit de la SOTRA	8 000,00	8 240,00	8 487,20	0,00	0,00	0,00	8 000,00	8 240,00	8 487,20
Investissements	52 006,11	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	52 006,11	0,00	0,00
Trésor	52 006,11	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	52 006,11	0,00	0,00
Activité 156 : Souscriptions	7 006,11	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 006,11	0,00	0,00
Activité 158 Opérations d'apurement et compensations investissements	45 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	45 000,00	0,00	0,00
TOTAL DU PROGRAMME 1	74 873,06	27 129,28	30 243,34	0,00	0,00	0,00	74 873,06	27 129,28	30 243,34

II. 2.2. Programme 2 : Douanes

II.2.2.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 2 : Douanes	Action 2.1 : Pilotage, suivi et évaluation de l'administration douanière
	Action 2.2 : Gestion des ressources informatiques
	Action 2.3 : Contrôle des opérations douanières et gestion des contentieux
	Action 2.4 : Emission, recouvrement et comptabilisation des recettes douanières

II.2.2.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 2 : Douanes						
Objectifs spécifiques (OS)	Indicateurs de performance	Situation de référence 2017	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2019	2020	2021	
OS 1: Améliorer la célérité du dédouanement des marchandises et des biens	Délai moyen de dédouanement	7 jours	5 jours	3 jours	2 jours	Dénombrement Source : Rapport DGD
OS 2 : Renforcer la lutte contre la fraude douanière et la contrebande	Nombre d'infractions du PVS	2.420	2.300	2.200	2.000	Somme des opérations frauduleuses enregistrées au PVS Source : Rapport DGD
	Taux de rendement des contrôles	1,03%	1,01%	1,00%	1,00%	Volume des recettes issues des PVS / Volume total des recettes Source : Rapport de la DGD
	Taux d'efficacité des contrôles	1,17%	5,00%	7,00%	9,00%	Nombre de PVS / Nombre de déclarations contrôlées Source : Rapport de la DGD
OS 3: Renforcer le système de recouvrement des droits et taxes douanières	Taux de réalisation des objectifs des bureaux zone Abidjan	95,40%	100%	100%	100%	Volume de réalisation / Objectifs de recettes Source : DGD
	Taux de réalisation des objectifs des Bureaux Yamoussoukro et San-Pedro	97,80%	100%	100%	100%	Volume de réalisation / Objectifs de recettes Source : Rapport de la DGD

II.2.2.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

En million FCFA		Projections		
		2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 2 : DOUANES		61 020,51	60 799,81	68 401,98
	Personnel	0,00	0,00	0,00
	Biens et services	4 549,14	4 685,61	4 826,18
	Transferts	49 060,00	49 060,00	49 060,00
	Investissements	7 411,38	7 054,20	14 515,80
	Trésor	7 411,38	7 054,20	14 515,80
	Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0,00	0,00	0,00

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 2 : DOUANES									
Action 2.1: Pilotage, Suivi et Evaluation de l'administration douanière									
S/Total action2.1	11 775,32	11 591,44	19 189,16	0,00	0,00	0,00	11 775,32	11 591,44	19 189,16
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	4 405,09	4 537,24	4 673,36	0,00	0,00	0,00	4 405,09	4 537,24	4 673,36
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	7 370,23	7 054,20	14 515,80	0,00	0,00	0,00	7 370,23	7 054,20	14 515,80
Trésor	7 370,23	7 054,20	14 515,80	0,00	0,00	0,00	7 370,23	7 054,20	14 515,80
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	4 405,09	4 537,24	4 673,36	0,00	0,00	0,00	4 405,09	4 537,24	4 673,36
Activité 211 : Coordonner les activités de la Direction Générale des Douanes	178,90	184,27	189,79	0,00	0,00	0,00	178,90	184,27	189,79
Activité 212 : Inspecter les services des Douanes	15,83	16,31	16,79	0,00	0,00	0,00	15,83	16,31	16,79
Activité 213 : Animer l'administration douanière en région	141,23	145,46	149,83	0,00	0,00	0,00	141,23	145,46	149,83
Activité 214 : Communiquer en interne et externe, et Mettre en œuvre le système de management par la qualité	16,26	16,75	17,25	0,00	0,00	0,00	16,26	16,75	17,25

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
Activité 215 : Préparer et exécuter le budget et Gérer le patrimoine immobilier et mobilier de l'administration des douanes	19,03	19,60	20,19	0,00	0,00	0,00	19,03	19,60	20,19
Activité 216 : Gérer les ressources humaines douanières	16,18	16,66	17,16	0,00	0,00	0,00	16,18	16,66	17,16
Activité 217 : Renforcer les capacités opérationnelles des services	42,17	43,43	44,74	0,00	0,00	0,00	42,17	43,43	44,74
Activité 218 : Gérer les dépenses centralisées des Douanes	1 509,89	1 555,19	1 601,84	0,00	0,00	0,00	1 509,89	1 555,19	1 601,84
Activité 219 : Gérer les remboursements	1 700,10	1 751,11	1 803,64	0,00	0,00	0,00	1 700,10	1 751,11	1 803,64
Activité 2110 : Appuyer les régies financières	403,13	415,22	427,68	0,00	0,00	0,00	403,13	415,22	427,68
Activité 2112 : Gérer les Dépenses Ordinaires LPSI	150,00	154,50	159,14	0,00	0,00	0,00	150,00	154,50	159,14
Activité 2114 : Former et encadrer les agents des douanes	195,94	201,82	207,87	0,00	0,00	0,00	195,94	201,82	207,87
Activité 2115 : Elaborer et diffuser les statistiques douanières	16,44	16,93	17,44	0,00	0,00	0,00	16,44	16,93	17,44
Investissements	7 370,23	7 054,20	14 515,80	0,00	0,00	0,00	7 370,23	7 054,20	14 515,80
Trésor	7 370,23	7 054,20	14 515,80	0,00	0,00	0,00	7 370,23	7 054,20	14 515,80
Activité 2116 : Gérer les dépenses d'investissement LPSI - Douanes	4 200,00	7 054,20	14 515,80	0,00	0,00	0,00	4 200,00	7 054,20	14 515,80
Activité 2119 Construction et Extension bâtiments Administratifs/DGD	446,54	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	446,54	0,00	0,00
Activité 2120 Rénovation et Extension des Casernes des Douanes	450,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	450,00	0,00	0,00
Activité 2123 Réfection Bureaux des Douanes	397,47	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	397,47	0,00	0,00
Activité 2125 Acquisition et Installation Service Radio / Douanes	50,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50,00	0,00	0,00
Activité 2126 Acquisition de Scanners/ Direction Générale des douanes	1 826,22	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 826,22	0,00	0,00
Action 2.2: Gestion des ressources informatiques									
S/Total action2.2	61,85	21,32	21,96	0,00	0,00	0,00	61,85	21,32	21,96
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	20,70	21,32	21,96	0,00	0,00	0,00	20,70	21,32	21,96
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	41,15	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	41,15	0,00	0,00
Trésor	41,15	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	41,15	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	20,70	21,32	21,96	0,00	0,00	0,00	20,70	21,32	21,96
Activité 221 Gérer le Système d'information de la douane	20,70	21,32	21,96	0,00	0,00	0,00	20,70	21,32	21,96

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
Investissements	41,15	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	41,15	0,00	0,00
Trésor	41,15	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	41,15	0,00	0,00
Activité 222 Refonte système d'information des Douanes	41,15	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	41,15	0,00	0,00
Action 2.3 : Contrôle des opérations douanières et Gestion des contentieux									
S/Total action2.3	57,75	59,48	61,26	0,00	0,00	0,00	57,75	59,48	61,26
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	57,75	59,48	61,26	0,00	0,00	0,00	57,75	59,48	61,26
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	57,75	59,48	61,26	0,00	0,00	0,00	57,75	59,48	61,26
Activité 231 Contrôler a posteriori des opérations douanières	16,44	16,93	17,44	0,00	0,00	0,00	16,44	16,93	17,44
Activité 232 Concevoir et mettre en œuvre la politique de gestion du risque lié à la taxation et Elaborer et gérer le fichier de la valeur	16,44	16,93	17,44	0,00	0,00	0,00	16,44	16,93	17,44
Activité 234 Appliquer la législation et Suivre les contentieux	16,44	16,93	17,44	0,00	0,00	0,00	16,44	16,93	17,44
Activité 235 Suivre les marchandises entrées en régimes économiques	8,44	8,69	8,95	0,00	0,00	0,00	8,44	8,69	8,95
Action 2.4 : Emission, Recouvrement et Comptabilisation des recettes douanières									
S/Total action2.4	49 125,60	49 127,57	49 129,59	0,00	0,00	0,00	49 125,60	49 127,57	49 129,59
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	65,60	67,57	69,59	0,00	0,00	0,00	65,60	67,57	69,59
Transferts	49 060,00	49 060,00	49 060,00	0,00	0,00	0,00	49 060,00	49 060,00	49 060,00
Investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
Biens et services	65,60	67,57	69,59	0,00	0,00	0,00	65,60	67,57	69,59
Activité 241 Recouvrer les droits, taxes et redevances	12,98	13,37	13,77	0,00	0,00	0,00	12,98	13,37	13,77
Activité 242 Gérer le contentieux du recouvrement	19,03	19,60	20,19	0,00	0,00	0,00	19,03	19,60	20,19
Activité 243 Prendre en charge des marchandises débarquées à l'aéroport	14,56	15,00	15,45	0,00	0,00	0,00	14,56	15,00	15,45
Activité 244 Prendre en charge des marchandises débarquées au port d'Abidjan	19,03	19,60	20,19	0,00	0,00	0,00	19,03	19,60	20,19
Transferts	49 060,00	49 060,00	49 060,00	0,00	0,00	0,00	49 060,00	49 060,00	49 060,00
Activité 247 Transférer la dotation de la taxe à l'importation de l'Union Africaine (UA)	8 300,00	8 300,00	8 300,00	0,00	0,00	0,00	8 300,00	8 300,00	8 300,00
Activité 248 Transférer la dotation du Contrôle des Marchandises à l'Importation	40 760,00	40 760,00	40 760,00	0,00	0,00	0,00	40 760,00	40 760,00	40 760,00
TOTAL DU PROGRAMME 2	61 020,51	60 799,81	68 401,98	0,00	0,00	0,00	61 020,51	60 799,81	68 401,98

II. 2.3. Programme 3 : Impôts

II. 2.3.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 3 : Impôts	Action 3.1 : Pilotage de l'administration fiscale et appui aux services
	Action 3.2 : Etablissement de l'assiette de l'impôt
	Action 3.3 : Contrôle de l'impôt
	Action 3.4 : Recouvrement et comptabilisation des recettes
	Action 3.5 : Cadastre et gestion de la propriété foncière

II. 2.3.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 3 : Impôts						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2017	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2019	2020	2021	
OS 1 : Renforcer les capacités opérationnelles des services de la DGI	Proportion d'agents disposant d'un ordinateur dans les services	50%	75%	100%	100%	Nombre d'agents disposant d'un ordinateur / Nombre total d'agents prévus Source : Rapport DGI
	Proportion de services disposant d'au moins un véhicule	50%	75%	85%	100%	Nombre de services opérationnels disposant d'au moins un véhicule / Nombre total de services opérationnels Source : Rapport DGI
OS 2 : Elargir l'assiette fiscale	Taux annuel de progression du nombre de contribuables	5,20%	5%	5%	5%	Nombre de contribuables année (N) / Nombre de contribuables année (N-1) Source : Rapport de la DGI
	Taux annuel de progression des parcelles imposées	4,90%	6,50%	8%	10%	Nombre de parcelles imposées année (N) / Nombre de parcelles imposées année (N-1) Source : Rapport DGI
OS 3 : Réduire la fraude fiscale	Taux d'accroissement annuel du nombre de contribuables contrôlés	5%	5%	5%	5%	Nombre de contribuables contrôlés année (N) / Nombre de contribuables contrôlés année (N-1) Source : Rapport DGI
	Part des paiements spontanés dans les recettes totales	92,10%	93,50%	94%	94,50%	Recettes paiements spontanés / Recettes fiscales totales Source : Rapport DGI
OS 4 : Assurer le recouvrement et la traçabilité des recettes fiscales intérieures	Taux moyen des contributeurs effectifs	36,60%	60	65%	70%	Contributeurs (TVA, ITS, BIC, Patente commerce) / Assujettis réels (TVA, ITS, BIC, Patente commerce) Source : DGI
	Taux d'acceptation de la comptabilité	85%	100%	100%	100%	Nombre de comptabilités acceptées / Nombre total de comptabilités produites Source : Rapport DGI

II. 2.3.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

En million FCFA		Projections		
		2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 3 : IMPOTS		30 581,76	22 946,61	21 095,01
	Personnel	0,00	0,00	0,00
	Biens et services	4 802,53	4 946,61	5 095,01
	Transferts	16 000,00	16 000,00	16 000,00
	Investissements	9 779,22	2 000,00	0,00
	Trésor	9 779,22	2 000,00	0,00
	Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0,00	0,00	0,00

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 3 : IMPOTS									
Action 3.1: Pilotage de l'administration fiscale et appui aux services									
S/Total action3.1	12 233,27	4 360,27	4 491,08	0,00	0,00	0,00	12 233,27	4 360,27	4 491,08
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	4 233,27	4 360,27	4 491,08	0,00	0,00	0,00	4 233,27	4 360,27	4 491,08
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	8 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 000,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	4 233,27	4 360,27	4 491,08	0,00	0,00	0,00	4 233,27	4 360,27	4 491,08
Activité 311 coordonner et animer les activités de l'administration fiscale	176,63	181,93	187,38	0,00	0,00	0,00	176,63	181,93	187,38
Activité 313 Gérer les dépenses centralisées des Douanes	2 003,67	2 063,78	2 125,69	0,00	0,00	0,00	2 003,67	2 063,78	2 125,69
Activité 314 Appuyer les Régies Financières	1 075,24	1 107,49	1 140,72	0,00	0,00	0,00	1 075,24	1 107,49	1 140,72
Activité 315 Eduquer au Civisme Fiscal	470,35	484,46	499,00	0,00	0,00	0,00	470,35	484,46	499,00
Activité 316 Coordonner les activités de l'administration fiscale en région	48,34	49,80	51,29	0,00	0,00	0,00	48,34	49,80	51,29
Activité 317 Elaborer les textes fiscaux	2,66	2,74	2,82	0,00	0,00	0,00	2,66	2,74	2,82
Activité 318 Inspecter les activités des Impôts	2,69	2,77	2,86	0,00	0,00	0,00	2,69	2,77	2,86
Activité 319 Inspecter les activités en régions	13,78	14,19	14,62	0,00	0,00	0,00	13,78	14,19	14,62
Activité 3110 Produire les catalogues administratifs	128,47	132,33	136,30	0,00	0,00	0,00	128,47	132,33	136,30
Activité 3111 Gérer les Moyens Généraux et de l'Equipement	204,29	210,42	216,73	0,00	0,00	0,00	204,29	210,42	216,73
Activité 3112 Gérer les ressources humaines	11,85	12,20	12,57	0,00	0,00	0,00	11,85	12,20	12,57
Activité 3113 Former les agents de la DGI	66,58	68,58	70,64	0,00	0,00	0,00	66,58	68,58	70,64
Activité 3114 Sécuriser les réseaux et des applications informatiques	2,18	2,25	2,32	0,00	0,00	0,00	2,18	2,25	2,32
Activité 3115 : Animer le Service informatique en région	11,06	11,39	11,73	0,00	0,00	0,00	11,06	11,39	11,73
Activité 3116 Réaliser l'entretien informatique	10,00	10,30	10,61	0,00	0,00	0,00	10,00	10,30	10,61
Activité 3117 Elaborer les prévisions de recettes fiscales	2,66	2,74	2,82	0,00	0,00	0,00	2,66	2,74	2,82
Activité 3118 Assurer la communication interne et externe	2,82	2,90	2,99	0,00	0,00	0,00	2,82	2,90	2,99
Investissements	8 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 000,00	0,00	0,00
Trésor	8 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 000,00	0,00	0,00
Activité 3120 Opérations sur Dépenses fiscales / Investissement	8 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 000,00	0,00	0,00

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
Action 3.2: Etablissement de l'assiette de l'impôt									
S/Total action3.2	1 554,30	209,84	216,13	0,00	0,00	0,00	1 554,30	209,84	216,13
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	203,73	209,84	216,13	0,00	0,00	0,00	203,73	209,84	216,13
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	1 350,57	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 350,57	0,00	0,00
Trésor	1 350,57	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 350,57	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	203,73	209,84	216,13	0,00	0,00	0,00	203,73	209,84	216,13
Activité 321: Gérer les exonérations et les régimes spéciaux, promouvoir et développer la fiscalité locale	2,45	2,52	2,60	0,00	0,00	0,00	2,45	2,52	2,60
Activité 322 Recenser les contribuables	3,97	4,09	4,21	0,00	0,00	0,00	3,97	4,09	4,21
Activité 323 Mener les opérations de recensement des contribuables	3,05	3,14	3,23	0,00	0,00	0,00	3,05	3,14	3,23
Activité 324 Mettre à jour les bases d'imposition	194,26	200,09	206,09	0,00	0,00	0,00	194,26	200,09	206,09
Investissements	1 350,57	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 350,57	0,00	0,00
Trésor	1 350,57	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 350,57	0,00	0,00
Activité 326 Contrôle des Flux et de la Taxation des Services de Télécommunication / MERCURE-DGI	1 350,57	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 350,57	0,00	0,00
Action 3.3 : Contrôle de l'impôt									
S/Total action3.3	6,10	6,28	6,47	0,00	0,00	0,00	6,10	6,28	6,47
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	6,10	6,28	6,47	0,00	0,00	0,00	6,10	6,28	6,47
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	6,10	6,28	6,47	0,00	0,00	0,00	6,10	6,28	6,47
Activité 331 Etablir les programmes de contrôle fiscal	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Activité 332 Contrôler les contribuables	3,05	3,14	3,23	0,00	0,00	0,00	3,05	3,14	3,23
Activité 333 Mener des enquêtes et des recherches de renseignements	3,05	3,14	3,24	0,00	0,00	0,00	3,05	3,14	3,24

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
Action 3.4 : Recouvrement et comptabilisation des recettes									
S/Total action3.4	16 240,27	16 247,48	16 254,90	0,00	0,00	0,00	16 240,27	16 247,48	16 254,90
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	240,27	247,48	254,90	0,00	0,00	0,00	240,27	247,48	254,90
Transferts	16 000,00	16 000,00	16 000,00	0,00	0,00	0,00	16 000,00	16 000,00	16 000,00
Investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	240,27	247,48	254,90	0,00	0,00	0,00	240,27	247,48	254,90
Activité 342 Recouvrer les droits et taxes	202,10	208,16	214,41	0,00	0,00	0,00	202,10	208,16	214,41
Activité 343 Suivre et centraliser les opérations comptables	38,17	39,31	40,49	0,00	0,00	0,00	38,17	39,31	40,49
Transferts	16 000,00	16 000,00	16 000,00	0,00	0,00	0,00	16 000,00	16 000,00	16 000,00
Activité 344 Transférer la dotation sur la Taxe spéciale d'équipement au profit de la DGI	16 000,00	16 000,00	16 000,00	0,00	0,00	0,00	16 000,00	16 000,00	16 000,00
Action 3.5 : Cadastre et gestion de la propriété foncière									
S/Total action3.5	547,82	2 122,74	2 126,43	0,00	0,00	0,00	547,82	2 122,74	126,43
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	119,17	122,74	126,43	0,00	0,00	0,00	119,17	122,74	126,43
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	428,65	2 000,00	2 000,00	0,00	0,00	0,00	428,65	2 000,00	2 000,00
Trésor	428,65	2 000,00	2 000,00	0,00	0,00	0,00	428,65	2 000,00	2 000,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	119,17	122,74	126,43	0,00	0,00	0,00	119,17	122,74	126,43
Activité 351 Gérer le cadastre et gestion de la propriété foncière	114,23	117,66	121,19	0,00	0,00	0,00	114,23	117,66	121,19
Activité 352 Faire appliquer la réglementation relative aux droits d'enregistrement et de timbre	4,94	5,09	5,24	0,00	0,00	0,00	4,94	5,09	5,24
Investissements	428,65	2 000,00	2 000,00	0,00	0,00	0,00	428,65	2 000,00	2 000,00
Trésor	428,65	2 000,00	2 000,00	0,00	0,00	0,00	428,65	2 000,00	2 000,00
Activité 353 Travaux Cadastraux (DGI)	428,65	2 000,00	2 000,00	0,00	0,00	0,00	428,65	2 000,00	2 000,00
TOTAL DU PROGRAMME 3	22 581,76	22 946,61	23 095,01	0,00	0,00	0,00	22 581,76	22 946,61	21 095,01

II. 2.4. Programme 4 : Budget

II. 2.4.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 4 : Budgets	Action 4.1 : Coordination et animation de l'administration budgétaire
	Action 4.2 : Préparation, élaboration, suivi et contrôle de l'exécution des lois de finances
	Action 4.3 : Contrôle des opérations budgétaires de l'Etat, des EPN et des collectivités décentralisées
	Action 4.4 : Gestion des systèmes d'information budgétaires

II. 2.4.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 4 : Budget						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2017	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2019	2020	2021	
OS 1: Coordonner les activités d'élaboration, d'exécution, de suivi et de contrôle des lois de finances	Taux d'exécution du budget de l'Etat	96,70%	75%	100%	100%	Montants pris en charge / montants notifiés Source : Rapport DGBF
OS 2: Améliorer la qualité de la gestion administrative, matérielle et financière	Taux de satisfaction des demandes en personnel des services de la DGBF	75%	100%	100%	100%	Nombre d'agents affectés / Nombre d'agents en attente à la DRH Source : Rapport DRH
	Taux d'exécution du plan de formation du personnel de la DGBF	80%	100%	100%	100%	Nombre d'agents formés / Nombre d'agents ciblés Source : Rapport DFDC
	Date de mise en ligne de la Loi de Finances	Janvier	Janvier	Janvier	Janvier	Instruction portant calendrier budgétaire Source : DGBF
OS 3: Renforcer les outils d'élaboration et d'exécution budgétaires	Taux de déploiement SIGFiP Ambassades	22%	32%	48%	74%	Nombre d'ambassades couvertes / Nombre d'ambassades prévues Source : Rapport DAS
	Proportion de collectivités décentralisées connectées au SIGESCOD	0%	50%	75%	90%	Nombre de collectivités couvertes / Nombre total de collectivités prévues Source : Rapport DOCD
	Taux de marchés renseignés dans le SIGMAP	ND	50%	70%	80%	Nombre de marchés renseignés dans le SIGMAP / Nombre total de marchés Source : Rapport DMP

II. 2.4.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

En million FCFA		Projections		
		2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 4 : BUDGET		333 681,82	249 373,45	256 086,81
	Personnel	52 687,58	54 268,21	55 896,25
	Biens et services	135 444,95	129 208,30	133 084,55
	Transferts	58 545,97	58 615,45	58 687,01
	Investissements	87 003,33	7 281,50	8 419,00
	Trésor	87 003,33	7 281,50	8 419,00
	Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0,00	0,00	0,00

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 4 : BUDGET									
Action 4.1: Coordination et animation de l'administration budgétaire									
S/Total action1	200 246,41	158 678,82	161 883,28	0,00	0,00	0,00	200 246,41	158 678,82	161 883,28
Personnel	52 687,58	54 268,21	55 896,25	0,00	0,00	0,00	52 687,58	54 268,21	55 896,25
Biens et services	44 544,28	45 880,61	47 257,03	0,00	0,00	0,00	44 544,28	45 880,61	47 257,03
Transferts	56 230,00	56 230,00	56 230,00	0,00	0,00	0,00	56 230,00	56 230,00	56 230,00
Investissements	46 784,55	2 300,00	2 500,00	0,00	0,00	0,00	46 784,55	2 300,00	2 500,00
Trésor	46 784,55	2 300,00	2 500,00	0,00	0,00	0,00	46 784,55	2 300,00	2 500,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Personnel	52 687,58	54 268,21	55 896,25	0,00	0,00	0,00	52 687,58	54 268,21	55 896,25
Activité 4119 Gérer le Personnel Ministère du Budget	52 687,58	54 268,21	55 896,25	0,00	0,00	0,00	52 687,58	54 268,21	55 896,25
Biens et services	44 544,28	45 880,61	47 257,03	0,00	0,00	0,00	44 544,28	45 880,61	47 257,03
Activité 411 Cordonner les activités des structures de l'administration budgétaire	204,43	210,56	216,88	0,00	0,00	0,00	204,43	210,56	216,88
Activité 412 Mettre en œuvre les réformes budgétaires	2 151,53	2 216,07	2 282,56	0,00	0,00	0,00	2 151,53	2 216,07	2 282,56
Activité 413 Prendre en charge diverses dépenses publiques	42 188,33	43 453,98	44 757,59	0,00	0,00	0,00	42 188,33	43 453,98	44 757,59

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
Transferts	56 230,00	56 230,00	56 230,00	0,00	0,00	0,00	56 230,00	56 230,00	56 230,00
Activité 4111 Transférer les prélèvements communautaires	56 230,00	56 230,00	56 230,00	0,00	0,00	0,00	56 230,00	56 230,00	56 230,00
Investissements	46 784,55	2 300,00	2 500,00	0,00	0,00	0,00	46 784,55	2 300,00	2 500,00
Trésor	46 784,55	2 300,00	2 500,00	0,00	0,00	0,00	46 784,55	2 300,00	2 500,00
Activité 415 Projet de renforcement du suivi des opérations et d'amélioration de la gestion budgétaire/DBE	31,79	300,00	500,00	0,00	0,00	0,00	31,79	300,00	500,00
Activité 416 Mise en œuvre CDMT et GAR/DGBF	506,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	506,00	0,00	0,00
Activité 417 Réhabilitation DGBF	17,17	2 000,00	2 000,00	0,00	0,00	0,00	17,17	2 000,00	2 000,00
Activité 418 Catégorisation des Entreprises	8,10	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8,10	0,00	0,00
Activité 419 Banque de données des prix de référence / DMP	27,06	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	27,06	0,00	0,00
Activité 4110 Opération d'Investissement Pcppte Diverses Administrations	1 018,09	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 018,09	0,00	0,00
Activité 4117 Remboursement FSH/Shelter Afrique	489,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	489,00	0,00	0,00
Activité 4118 Prendre en charge de nouveaux projets	44 687,34	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	44 687,34	0,00	0,00
Action 4.2: Préparation, Elaboration, suivi et contrôle de l'exécution des lois des finances de l'année									
S/Total action4.2	84 388,65	55 247,81	56 905,25	0,00	0,00	0,00	84 388,65	55 247,81	56 905,25
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	53 638,65	55 247,81	56 905,25	0,00	0,00	0,00	53 638,65	55 247,81	56 905,25
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	30 750,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 750,00	0,00	0,00
Trésor	30 750,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 750,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	53 638,65	55 247,81	56 905,25	0,00	0,00	0,00	53 638,65	55 247,81	56 905,25
Activité 421 Préparer le projet de Loi de finances	253,73	261,34	269,18	0,00	0,00	0,00	253,73	261,34	269,18
Activité 422 Suivre l'exécution par les DAAF du budget	333,42	343,42	353,72	0,00	0,00	0,00	333,42	343,42	353,72
Activité 423 Préparer l'avant-projet de Loi de règlement	78,40	80,75	83,17	0,00	0,00	0,00	78,40	80,75	83,17
Activité 424 Gérer le patrimoine de l'Etat	49 454,56	50 938,20	52 466,35	0,00	0,00	0,00	49 454,56	50 938,20	52 466,35
Activité 425 Animer les services de l'administration du budget en région	1 724,92	1 776,67	1 829,97	0,00	0,00	0,00	1 724,92	1 776,67	1 829,97
Activité 427 Analyser les projets de programmes triennaux et de budgets et donner l'avis de la DGBF au cours des séances de validation desdits documents	58,11	59,86	61,65	0,00	0,00	0,00	58,11	59,86	61,65
Activité 429 Effectuer des transferts de crédit au profit des structures publiques et parapubliques	1 735,51	1 787,57	1 841,20	0,00	0,00	0,00	1 735,51	1 787,57	1 841,20

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
Investissements	30 750,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 750,00	0,00	0,00
Trésor	30 750,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 750,00	0,00	0,00
Activité 4210 Opération d'Apurement passifs audités IGF/DGBF	25 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	25 000,00	0,00	0,00
Activité 4211 Acquisitions de Véhicules / Direction du Patrimoine de l'Etat	4 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 000,00	0,00	0,00
Activité 4212 Opérations purge des droits coutumiers	1 750,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 750,00	0,00	0,00
Action 4.3 : Contrôle des opérations budgétaires de l'Etat, des Etablissements Publics Nationaux, et des collectivités décentralisées									
S/Total action4.3	27 496,77	17 790,11	18 241,62	0,00	0,00	0,00	27 496,77	17 790,11	18 241,62
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	27 150,44	17 664,96	18 194,91	0,00	0,00	0,00	27 150,44	17 664,96	18 194,91
Transferts	44,03	45,35	46,71	0,00	0,00	0,00	44,03	45,35	46,71
Investissements	302,30	79,80	0,00	0,00	0,00	0,00	302,30	79,80	0,00
Trésor	302,30	79,80	0,00	0,00	0,00	0,00	302,30	79,80	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	27 150,44	17 664,96	18 194,91	0,00	0,00	0,00	27 150,44	17 664,96	18 194,91
Activité 431 Gérer les autres patrimoines	10 309,45	10 618,73	10 937,29	0,00	0,00	0,00	10 309,45	10 618,73	10 937,29
Activité 432 Effectuer le contrôle à priori les dépenses des départements ministériels, projets, services extérieurs de l'Etat, représentations diplomatiques	221,52	228,17	235,01	0,00	0,00	0,00	221,52	228,17	235,01
Activité 433 Effectuer le contrôle à priori les dépenses des établissements publics nationaux	84,15	86,68	89,28	0,00	0,00	0,00	84,15	86,68	89,28
Activité 434 Superviser les opérations de passation de marché	106,70	109,90	113,20	0,00	0,00	0,00	106,70	109,90	113,20
Activité 435 Prendre en charge diverses dépenses centralisées de la DGBF	1 342,12	1 382,38	1 423,85	0,00	0,00	0,00	1 342,12	1 382,38	1 423,85
Activité 436 Prendre en charge les activités urgentes des services publics hors DGBF	5 086,51	5 239,10	5 396,27	0,00	0,00	0,00	5 086,51	5 239,10	5 396,27
Activité 4310 Prendre en charge les opérations de Compensations en fonctionnement	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00
Transferts	44,03	45,35	46,71	0,00	0,00	0,00	44,03	45,35	46,71
Activité 437 Financer la part de l'Etat dans les syndicats de copropriété	44,03	45,35	46,71	0,00	0,00	0,00	44,03	45,35	46,71

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
Investissements	302,30	79,80	0,00	0,00	0,00	0,00	302,30	79,80	0,00
Trésor	302,30	79,80	0,00	0,00	0,00	0,00	302,30	79,80	0,00
Activité 438 Opération Géolocalisation / DPE	225,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	225,00	0,00	0,00
Activité 439 Mise en œuvre Comptabilité-Matière	77,30	79,80	0,00	0,00	0,00	0,00	77,30	79,80	0,00
Action 4.4 : Communication, qualité du service et gestion des ressources humaines et matérielles									
S/Total action4.4	17 468,10	14 902,40	17 132,27	0,00	0,00	0,00	17 468,10	14 902,40	17 132,27
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	9 283,79	9 562,30	9 849,17	0,00	0,00	0,00	9 283,79	9 562,30	9 849,17
Transferts	2 271,94	2 340,09	2 410,30	0,00	0,00	0,00	2 271,94	2 340,09	2 410,30
Investissements	5 912,38	3 000,00	4 872,80	0,00	0,00	0,00	5 912,38	3 000,00	4 872,80
Trésor	5 912,38	3 000,00	4 872,80	0,00	0,00	0,00	5 912,38	3 000,00	4 872,80
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	9 283,79	9 562,30	9 849,17	0,00	0,00	0,00	9 283,79	9 562,30	9 849,17
Activité 441 Renforcer les actions de communication sur l'évolution des indicateurs budgétaires	188,01	193,65	199,46	0,00	0,00	0,00	188,01	193,65	199,46
Activité 442 Définir et mettre en œuvre la politique globale de communication et de formation de la DGBF	485,97	500,55	515,56	0,00	0,00	0,00	485,97	500,55	515,56
Activité 443 Gérer le personnel et le matériel de la DGBF	806,85	831,06	855,99	0,00	0,00	0,00	806,85	831,06	855,99
Activité 444 Coordonner la production, l'édition et la diffusion des publications budgétaires	235,48	242,54	249,82	0,00	0,00	0,00	235,48	242,54	249,82
Activité 445 Assister le personnel en difficulté	52,56	54,14	55,76	0,00	0,00	0,00	52,56	54,14	55,76
Activité 446 Traiter les opérations de solde des fonctionnaires et agents de l'Etat du programme	1 131,42	1 165,36	1 200,32	0,00	0,00	0,00	1 131,42	1 165,36	1 200,32
Activité 447 Exécuter les dépenses relatives au déplacement des agents de l'Etat et groupes spécifiques du programme	3,50	3,61	3,71	0,00	0,00	0,00	3,50	3,61	3,71
Activité 4413 Prendre en charge la révision listes électorales	6 380,00	6 571,40	6 768,54	0,00	0,00	0,00	6 380,00	6 571,40	6 768,54
Transferts	2 271,94	2 340,09	2 410,30	0,00	0,00	0,00	2 271,94	2 340,09	2 410,30
Activité 4414 Prendre en charge le déplacement des agents de l'Etat et groupes spécifiques du programme	2 271,94	2 340,09	2 410,30	0,00	0,00	0,00	2 271,94	2 340,09	2 410,30

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
Investissements	5 912,38	3 000,00	4 872,80	0,00	0,00	0,00	5 912,38	3 000,00	4 872,80
Trésor	5 912,38	3 000,00	4 872,80	0,00	0,00	0,00	5 912,38	3 000,00	4 872,80
Activité 448 Construction Cités Financières Déconcentrées	500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	500,00	0,00	0,00
Activité 449 Extension de la Cité Financière	5 000,00	3 000,00	4 872,80	0,00	0,00	0,00	5 000,00	3 000,00	4 872,80
Activité 4410 Réhabilitation et Equipement Clinique Médicale des Finances Générales	300,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	300,00	0,00	0,00
Activité 4411 Equipement de la Direction des Marchés Publics	88,88	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	88,88	0,00	0,00
Activité 4412 Equipement des Services de la DGBF	23,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	23,50	0,00	0,00
Action 4.5 : Gestion des systèmes d'information budgétaires									
S/Total action4.5	4 081,88	2 754,32	1 924,40	0,00	0,00	0,00	4 081,88	2 754,32	1 924,40
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	827,79	852,62	878,20	0,00	0,00	0,00	827,79	852,62	878,20
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	3 254,10	1 901,70	1 046,20	0,00	0,00	0,00	3 254,10	1 901,70	1 046,20
Trésor	3 254,10	1 901,70	1 046,20	0,00	0,00	0,00	3 254,10	1 901,70	1 046,20
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	827,79	852,62	878,20	0,00	0,00	0,00	827,79	852,62	878,20
Activité 451 Gérer les systèmes informatiques de l'administration budgétaire	448,04	461,48	475,33	0,00	0,00	0,00	448,04	461,48	475,33
Activité 452 Mettre en œuvre les réformes en matière informatique	379,74	391,13	402,87	0,00	0,00	0,00	379,74	391,13	402,87
Investissements	3 254,10	1 901,70	1 046,20	0,00	0,00	0,00	3 254,10	1 901,70	1 046,20
Trésor	3 254,10	1 901,70	1 046,20	0,00	0,00	0,00	3 254,10	1 901,70	1 046,20
Activité 453 Mise en Place du SIGFIP/ SNDI	500,00	1 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	500,00	1 200,00	0,00
Activité 454 Système de Gestion des EPN/SNDI	50,46	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50,46	0,00	0,00
Activité 455 Déconcentration SIGFIP/SNDI	100,00	300,00	300,00	0,00	0,00	0,00	100,00	300,00	300,00
Activité 457 Nœud Internet / SNDI	287,93	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	287,93	0,00	0,00
Activité 458 Mise en place SIGFIP Institutions-Ambassades/SNDI	131,03	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	131,03	0,00	0,00
Activité 459 Projet de refonte du système d'information budgétaire	722,71	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	722,71	0,00	0,00
Activité 4510 Déconcentration des Services de la DGBF	245,30	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	245,30	0,00	0,00

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
Activité 4511 Système Intégré Gestion Collectivités Décentralisées (SIGESCOD)/DOCD	216,70	401,70	746,20	0,00	0,00	0,00	216,70	401,70	746,20
Activité 4512 Modernisation et mutualisation des réseaux info. et tél. /DTI	294,47	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	294,47	0,00	0,00
Activité 4513 Sécurisation et sauvegarde du système d'info. budgétaire/DTI	21,58	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	21,58	0,00	0,00
Activité 4514 Interconnexion des EPN au RICl	348,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	348,60	0,00	0,00
Activité 4515 Equipement des Services SIGFIP	87,19	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	87,19	0,00	0,00
Activité 4516 Développement et Maintenance du SIGMAP/SNDI	200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	200,00	0,00	0,00
Activité 4517 système Intégré de Gestion des Conférences et Missions Hors Côte d'Ivoire/SNDI	48,11	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	48,11	0,00	0,00
TOTAL DU PROGRAMME 4	333 681,82	249 373,45	256 086,81	0,00	0,00	0,00	333 681,82	249 373,45	256 086,81

II. 2.5. Programme 5 : Portefeuille de l'Etat

II. 2.5.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 5 : portefeuille de l'Etat	Action 5.1 : Coordination et animation de l'administration du Portefeuille de l'Etat
	Action 5.2 : Gestion active du portefeuille de l'Etat

II. 2.5.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 5 : Portefeuille de l'Etat						
Objectif spécifique	Indicateurs de performance	Situation de référence 2017	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2019	2020	2021	
OS 1 : Améliorer la communication entre la DGPE et les entreprises publiques	Taux d'exécution du plan de formation des Agents	ND	60%	75%	75%	Nombre d'agents formés / Nombre total d'agents Source : Rapport DGPE
	Nombre de sessions de formation thématique organisées	1	3	4	4	Dénombrement Source : DGPE
OS 2 : Assurer la mise en place de systèmes de contrôle efficaces des entreprises publiques	Taux de contrôles des entreprises publiques	7%	20%	25%	30%	Nombre d'entreprises contrôlées / Nombre total d'entreprises publiques Source : Rapport DGPE
OS 3 : Améliorer la gestion du Système d'Information du Portefeuille de l'Etat	Taux de déploiement du système informatique	ND	20%	50%	30%	Nombre d'entreprises connectées au SIGEP / Nombre total d'entreprises du portefeuille de l'Etat Source : Rapport DGPE
OS 4 : Améliorer le pilotage de la performance des entreprises publiques	Proportion d'entreprises publiques produisant un bilan de gouvernance	100%	100%	100%	100%	Nombre d'entreprises produisant un bilan de gouvernance / Nombre total d'entreprises publiques Source : Rapport DGPE
	Taux de signature des contrats de performance	ND	30%	60%	70%	Nombre d'entreprises ayant conclu un contrat de performance avec l'Etat / Nombre total d'entreprises publiques Source : Rapport DGPE

II. 2.5.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

En million FCFA		Projections		
		2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 5 : PORTEFEUILLE DE L'ETAT		2 162,55	2 227,42	2 294,25
	Personnel	0,00	0,00	0,00
	Biens et services	2 162,55	2 227,42	2 294,25
	Transferts	0,00	0,00	0,00
	Investissements	0,00	0,00	0,00
	Trésor	0,00	0,00	0,00
	Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0,00	0,00	0,00

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 5 : PORTEFEUILLE DE L'ETAT									
Action 5.1: Coordination et animation de l'administration du Portefeuille de l'Etat									
S/Total action1	1 929,55	1 987,44	2 047,06	0,00	0,00	0,00	1 929,55	1 987,44	2 047,06
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	1 929,55	1 987,44	2 047,06	0,00	0,00	0,00	1 929,55	1 987,44	2 047,06
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	1 929,55	1 987,44	2 047,06	0,00	0,00	0,00	1 929,55	1 987,44	2 047,06
Activité 511 Coordonner les activités des services de la DGPE	392,83	404,61	416,75	0,00	0,00	0,00	392,83	404,61	416,75
Activité 512 Gérer les dépenses centralisées de la DGPE	1 472,72	1 516,91	1 562,41	0,00	0,00	0,00	1 472,72	1 516,91	1 562,41
Activité 513 Sécurisé les réseaux et des applications informatiques	64,00	65,92	67,90	0,00	0,00	0,00	64,00	65,92	67,90
Action 5.2: Gestion active du portefeuille de l'Etat									
S/Total action5.2	233,00	239,99	247,19	0,00	0,00	0,00	233,00	239,99	247,19
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	233,00	239,99	247,19	0,00	0,00	0,00	233,00	239,99	247,19
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	233,00	239,99	247,19	0,00	0,00	0,00	233,00	239,99	247,19
Activité 521 Suivre et auditer les sociétés d'Etat et des sociétés à participation financière publique des Secteurs Primaire et Secondaire	77,13	79,44	81,82	0,00	0,00	0,00	77,13	79,44	81,82
Activité 522 Suivre et auditer les sociétés d'Etat et des sociétés à participation financière publique du Secteur Tertiaire	88,18	90,83	93,55	0,00	0,00	0,00	88,18	90,83	93,55
Activité 523 Conseiller et de vérifier le respect des réglementations des sociétés à participation financière publique	67,69	69,72	71,81	0,00	0,00	0,00	67,69	69,72	71,81
TOTAL DU PROGRAMME 5	2 162,55	2 227,42	2 294,25	0,00	0,00	0,00	2 162,55	2 227,42	2 294,25

II. 2.6. Dotations : Crédits globaux

II. 2.6.1 .Cartographie

Dotations	Provisions pour dépenses de fonctionnement
	Provisions pour dépenses d'investissement

II. 2.6.2. Financement des dotations

Tableau 6 : Financement global des dotations

	BUDGET ACTUEL	PROJECTIONS DE REFERENCE			MESURES NOUVELLES			PROJECTIONS FINAL		
	2018	2019	2020	2021	2019	2020	2021	2019	2020	2021
1. RESSOURCES	132 320,47	178 420,23	108 582,84	111 840,32	0,00	0,00	0,00	178 420,23	108 582,84	111 840,32
1.1 Ressources Intérieures	132 320,47	178 420,23	108 582,84	111 840,32	0,00	0,00	0,00	178 420,23	108 582,84	111 840,32
1.1.1 Budget Etat	132 320,47	178 420,23	108 582,84	111 840,32	0,00	0,00	0,00	178 420,23	108 582,84	111 840,32
1.1.2 Recettes propres (structures)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1.2 Ressources Extérieures	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2. CHARGES	132 320,47	178 420,23	108 582,84	111 840,32	0,00	0,00	0,00	178 420,23	108 582,84	111 840,32
2.1 Personnel	1 118,33	3 468,21	3 572,26	3 679,43	0,00	0,00	0,00	3 468,21	3 572,26	3 679,43
2.1.1 Solde y compris EPN	1 118,33	3 468,21	3 572,26	3 679,43	0,00	0,00	0,00	3 468,21	3 572,26	3 679,43
2.1.2 Contractuels hors solde	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2.2 Biens et services	50 040,90	101 952,02	105 010,58	108 160,89	0,00	0,00	0,00	101 952,02	105 010,58	108 160,89
2.3 Transferts et subventions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2.4 Investissement*	81 161,23	73 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	73 000,00	0,00	0,00
Trésor	81 161,23	73 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	73 000,00	0,00	0,00
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

II. 2.6.3. Financement de la dotation

	BUDGET ACTUEL 2018	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projection Finale		
		2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
DOTATION 1 : CREDITS GLOBAUX										
Action 1: Provision pour dépenses de fonctionnement										
S/Total action1	51 159,24	105 420,23	108 582,84	111 840,32	0,00	0,00	0,00	105 420,23	108 582,84	111 840,32
Personnel	1 118,33	3 468,21	3 572,26	3 679,43	0,00	0,00	0,00	3 468,21	3 572,26	3 679,43
Bien et service	50 040,90	101 952,02	105 010,58	108 160,89	0,00	0,00	0,00	101 952,02	105 010,58	108 160,89
Transfert	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Action 2: Provision pour dépenses d'investissement										
S/Total action1	81 161,23	73 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	73 000,00	0,00	0,00
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Bien et service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Transfert	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissement	81 161,23	73 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	73 000,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL DE LA DOTATION 1										
	132 320,47	178 420,23	108 582,84	111 840,32	0,00	0,00	0,00	178 420,23	108 582,84	111 840,32

SECTION 31 : MINISTERE DES EAUX ET FORÊTS

I. PRESENTATION GENERALE DU MINISTERE

I.1. Situation du secteur

I.1.1. Problèmes majeurs

- le faible niveau d'investissement dans le secteur des eaux et forêts ;
- l'insuffisance de coordination entre les différents ministères intervenant dans le domaine des forêts, de la faune et des ressources en eau ;
- l'absence de mécanisme de financement pérenne des activités du secteur des Eaux et Forêts ;
- la grande instabilité institutionnelle de l'administration forestière ;
- la clarification insuffisante des régimes Fonciers (absence de plan d'aménagement du territoire et conflit entre droit coutumier et droit moderne) ;
- l'insuffisance de suivi écologique de la faune sauvage ;
- le braconnage, cause de diminution des effectifs de la grande faune sauvage ;
- la recrudescence des conflits hommes-faune ;
- le manque de compétences spécifiques à la faune ;
- la méconnaissance du potentiel des ressources en eau disponibles et exploitables pour tous les secteurs d'activité ;
- l'insuffisance des compétences des agents du ministère en ressources en eau ;
- la non disponibilité des décrets d'application du code de l'eau ;
- la méconnaissance de la quantité et de la qualité des ressources en eau ;
- la mise en péril des périmètres de protection des eaux souterraines et cours d'eau ;
- l'érosion des berges et ensablement des cours d'eau.

I.1.2. Réponses apportées

- l'adoption de nouvelles orientations de la politique forestière en septembre 1999 dans le cadre de gestion durable des ressources (faune et flore) ;
- l'élaboration en 2005 d'un Programme National de Reboisement;
- l'élaboration en 2004 de la stratégie de gestion durable des éléphants en Côte d'Ivoire ;
- la validation en 2006 de normes nationales de gestion durable pour les forêts de Côte d'Ivoire ;
- l'ouverture de la gestion des forêts au secteur privé ;
- l'adoption de la loi n° 2014 – 427 du 14 juillet 2014 portant Code forestier ;
- la réalisation de l'étude sur la révision de la fiscalité forestière;
- l'organisation du forum des états généraux de la forêt, de la faune et des ressources en eau ;
- l'élaboration des décrets d'application du nouveau code forestier et leur soumission au Secrétariat Général du Gouvernement ;
- la révision en cours de la loi portant protection de la faune et exercice de la chasse ;
- l'élaboration en cours d'un Plan de Développement Stratégique (PDS) de la forêt, de la faune et des ressources en eau (2017-2045) ;
- la réalisation de l'étude de faisabilité de l'Inventaire forestier national en 2017.
- l'adoption d'une nouvelle politique nationale de préservation, de réhabilitation et d'extension des forêts en 2018 ;
- l'adhésion au processus d'Application des Règlements Forestières, Gouvernance et Echanges Commerciaux (FLEGT) ;

- la prise du décret n° 2013-507, portant périodicité d'inventaire des ressources en eau;
- la soumission au Gouvernement des décrets d'application de la loi n° 98-755 du 23 décembre 1998 portant code de l'eau;
- la réalisation de l'état des lieux des ressources en eau en mars 2010 ;
- la formulation de la vision nationale de l'eau à l'horizon 2040 en mai 2010 ;
- l'élaboration et la validation du Plan d'Actions National de Gestion Intégrée des Ressources en Eau (Plan GIRE) en juin 2012 ;
- l'élaboration et la validation de l'étude complémentaire sur le mécanisme de financement de la GIRE en mai 2014 ;
- l'élaboration et la validation de l'étude sur la mise en place de l'Observatoire des Ressources en Eau de Côte d'Ivoire en mai 2014.

I.1.3. Défis et priorités

- le renversement de la tendance à la déperdition des ressources forestières et fauniques ;
- la gestion durable des ressources en eau ;
- la poursuite du renforcement du cadre institutionnel, législatif et réglementaire des secteurs forêt, faune et ressources en eau ;
- le renforcement des capacités opérationnelles des structures chargées de la gestion des eaux et forêts ;
- l'élaboration et la mise en œuvre du Plan de Développement Stratégique (PDS) de la forêt, de la faune et des ressources en eau (2019-2045) ;
- la mise en place des mécanismes de financement pérenne du secteur forestier, du secteur de la faune et du secteur des ressources en eau ;
- la mise en œuvre la stratégie de préservation, de réhabilitation et d'extension des forêts, en cours de définition ;
- le développement et la mise en œuvre d'une stratégie d'intégration de l'arbre dans les systèmes agricoles et les paysages urbains ;
- la finalisation de l'avant-projet de loi relative à la protection de la faune et à l'exercice de la chasse ;
- l'opérationnalisation du système informatisé de gestion et de suivi-évaluation des programmes et projets ;
- la réalisation de l'inventaire forestier national ;
- la mise en œuvre la stratégie de gestion différentielle des forêts classées centrées sur les taux de dégradation ;
- la mise en œuvre d'un dispositif de suivi des espèces menacées ;
- l'organisation de la réouverture et l'exercice de la chasse ;
- la mise en œuvre d'une stratégie durable d'atténuation des conflits hommes faunes ;
- l'évaluation de la disponibilité et la qualité des ressources en eau sur tout le territoire national ;
- la protection et la mise en place des outils de régulation des ressources en eau ;
- l'élaboration et la mise en œuvre des systèmes d'allocation des ressources en eau entre usagers.

I.2. Politique sectorielle

I.2.1. Principales orientations

- le renforcement du dispositif législatif et réglementaire de protection des arbres et massifs forestiers en introduisant dans le code forestier un nouveau concept, celui de l'agro-forêt ;
- la protection de façon stricte les Forêts Classées conservées à plus de 75% et surclasser en aires protégées celles qui s'y prêteraient ;
- l'application des textes régissant les Forêts Classées;
- le réaménagement des Forêts Classées dégradées à plus de 75 % en agro-forêts ;
- l'application du système d'agro-forêt à tous les massifs forestiers résiduels du domaine rural qui s'y prêtent, dans le respect des droits fonciers acquis, coutumiers ou modernes ;
- l'identification et la mise à disposition par contrats, notamment à proximité des agglomérations, grandes consommatrices de bois énergie, des espaces propices à la plantation de « forêts utiles » sur le plan économique (bois d'œuvre, bois énergie) et sur le plan écologique.

I.2.2. Résultats stratégiques

- l'administration est moderne et performante ;
- le patrimoine forestier est reconstitué et stabilisé à au moins 20% du territoire national ;
- les sites de biodiversité faunique sont créés et préservés ;
- le cadre de gestion intégrée des ressources en eau est opérationnalisé.

I.3. Missions du ministère

Le Ministre des Eaux et Forêts est chargé de la mise en œuvre et du suivi de la politique du Gouvernement en matière de Protection des eaux et forêts. A ce titre, et en liaison avec les différents départements ministériels concernés, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

I.3.1. En matière de Gestion durable des forêts, de la faune de la flore

- promotion des conditions d'exploitation durable des ressources forestières ;
- définition et mise en œuvre du plan national de reboisement ;
- incitation au développement du domaine forestier par les collectivités publiques et par les opérateurs privés ;
- contrôle de l'exploitation forestière ;
- contrôle de la transformation et de la commercialisation des produits ligneux, en liaison avec les Ministères intéressés ;
- contrôle et recouvrement des taxes forestières, en liaison avec le Ministère chargé de l'Economie et des Finances ;
- gestion des ressources cynégétiques ;
- mise en œuvre des politiques nationales relatives à la gestion durable de la faune sauvage et de son exploitation rationnelle, en liaison avec le Ministre chargé de l'Environnement ;
- mise en œuvre du Code Forestier.

I.3.2. En matière de Gestion durable et de Protection des eaux

- mise en œuvre du Code de l'eau, en liaison avec les Ministres chargés de l'Hydraulique, de l'Environnement, de l'Energie, de l'Agriculture, de la Santé et des Ressources Animales et Halieutiques.

I.3.3. En matière de Protection de la faune et de la flore

- maintien de l'intégrité du domaine forestier de l'Etat ;
- lutte contre les feux de brousse et défense des forêts, en liaison avec les Ministres chargés de la Défense et de l'Agriculture ;
- mise en œuvre des conventions et traités dans le domaine de la protection de la faune et de flore ;
- protection des sols et des eaux, en liaison avec les Ministères chargés de l'Agriculture et des Ressources Animales et Halieutiques ;
- aménagement des jardins botaniques et parcs zoologiques, en liaison avec les collectivités territoriales.

I.4. Identification des programmes

- Programme 1 : Administration Générale ;
- Programme 2 : Gestion durable des ressources forestières ;
- Programme 3 : Gestion durable des ressources fauniques ;
- Programme 4 : Gestion Intégrée des Ressources en Eau.

II. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DEPENSES -PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (DPPD-PAP)

II.1. Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses (DPPD)

II.1.1. Répartition des structures dans les programmes

Tableau 1 : Cartographie administrative des programmes

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET REGIONAUX	ORGANISME SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 1 : Administration Générale	CABINET, DAFP, DRHF, Inspection Générale, DGFF, DAJC, DREF, DDEF, CEF, PEF, DISAD, SERCOM, DEPE, DPFE, BSSI, DGCATEF	-	- Dépenses d'investissement LPSI - Eaux et Forêts -Projet FADCI/C2D/MINEF /Appui institutionnel - Projet de mise en œuvre opérationnelle de système national d'informations pour la gestion durable des ressources forestières -Mise en œuvre activités du Doing Business / MINEF	-
Programme 2 : Gestion durable des ressources forestières	DRCF, DPIF, SCNDFLCFB, CABINET/ APV FLEGT	, Jardin Botanique de Bingerville, Jardin d'Etat de Yamoussoukro, SODEFOR	- Aménagement réserves forestières Côte d'Ivoire Ghana/ SODEFOR - Restauration des forêts dégradées - Aménagement du jardin botanique de Bingerville - Plantation d'arbres d'alignement artères District de Yakro - Plantation d'arbres d'alignement artères District d'Abidjan -Projet de Reboisement par les Etablissements Scolaires	- Projet de création de la muraille verte (PROPACOM) - Projet de reboisement des flancs de montagnes dans la région du Tonkpi
Programme 3 : Gestion durable des ressources fauniques	DFRC	ZOO NATIONAL D'ABIDJAN	- Gestion des Conflits Homme-Faune -Projet de renforcement des mécanismes de protection de la faune sauvage - Etude des éléphants en conflit avec les hommes en Côte-d'Ivoire - Projet d'amélioration de la conservation des espèces animales sauvages - Réhabilitation du Zoo d'Abidjan	-
Programme 4 : Gestion Intégrée des Ressources en Eau	DGRE, DEPH, DPARE	-	- Projet pilote d'opérationnalisation de l'observatoire des ressources en eau	-

II.1.2. Performance globale du ministère

Tableau 2 : Performance du ministère

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESULTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODE DE CALCUL / SOURCE DE COLLECTE
OG 1 : Promouvoir une administration moderne et performante.	RS 1.1 : l'Administration est moderne et performante	IP 1.1.1 : Nombre de textes réglementaires pris	Dénombrement Source : DAJC
OG 2 : Reconstituer et stabiliser le patrimoine forestier	RS 2.1 : le patrimoine forestier est reconstitué et stabilisé à au moins 20% du territoire national	IP 2.1 .1: Taux de couverture forestière	Superficie forestière couverte / superficie du territoire national à couvrir Source : Direction du Reboisement et du Cadastre Forestier
OG 3 : Reconstituer et préserver la biodiversité faunique	RS 3.1 : les sites de biodiversité faunique sont créés et préservés	IP 3.1.1 : Le nombre de sites créés	Dénombrement Source : DFRC
OG 4 : Assurer une gestion rationnelle des ressources en eau pour la satisfaction des besoins des différents usagers	RS 4.1 : Le cadre de gestion intégrée des ressources en eau est opérationnalisé	IP 4.1 .1 : Nombre de périmètre de protection de la ressource en eau IP 4.1.2 : Taux de satisfaction des différents usagers	Dénombrement Source : DGRE Enquête de satisfaction Source : Rapport Enquête

II.1.3. Financement global du ministère

Tableau 3 : Financement global

En million FCFA	PROJECTIONS DE REFERENCE			MESURES NOUVELLES			PROJECTIONS FINALES		
	2019	2020	2021	2019	2020	2021	2019	2020	2021
1. RESSOURCES	31 570,47	29 820,45	30 705,89	0,00	0,00	0,00	31 570,47	29 820,45	30 705,89
1.1 Ressources Intérieures	31 570,47	29 820,45	30 705,89	0,00	0,00	0,00	31 570,47	29 820,45	30 705,89
1.1.1 Budget Etat	31 570,47	29 820,45	30 705,89	0,00	0,00	0,00	31 570,47	29 820,45	30 705,89
1.1.2 Recettes propres (structures)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1.2 Ressources Extérieures	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2. CHARGES	31 570,47	29 820,45	30 705,89	0,00	0,00	0,00	31 570,47	29 820,45	30 705,89
2.1 Personnel	20 791,87	21 415,62	22 058,09	0,00	0,00	0,00	20 791,87	21 415,62	22 058,09
2.1.1 Solde y compris EPN	20 791,87	21 415,62	22 058,09	0,00	0,00	0,00	20 791,87	21 415,62	22 058,09
2.1.2 Contractuels hors solde	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2.2 Biens et services	7 917,22	8 154,28	8 389,74	0,00	0,00	0,00	7 917,22	8 154,28	8 389,74
2.3 Transferts	243,25	250,54	258,06	0,00	0,00	0,00	243,25	250,54	258,06
2.4 Investissements*	2 618,14	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 618,14	0,00	0,00
Trésor	2 618,14	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 618,14	0,00	0,00
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

II.2. Projet Annuel de Performance (PAP) par programme

II.2.1. Programme 1 : Administration Générale.

II.2.1.1. Stratégie du programme

Tableau 4. Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 1 : Administration générale	Action 1.1 : Coordination et animation
	Action 1.2 : Planification, programmation et suivi-évaluation
	Action 1.3 : Gestion des ressources humaines, financières et matérielles
	Action 1.4 : Information et communication

II.2.1.2. Performance du programme

Tableau 5. Performance du programme

Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2017	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2019	2020	2021	
OS 1 : Améliorer la gestion des ressources humaines, techniques, matérielles et financières	Taux de satisfaction des besoins en personnel	ND	8,24%	8,24%	8,24%	Besoin en personnel satisfait / Besoin en personnel exprimé Source : DRH
OS 2 : Renforcer le cadre de coordination des structures du MINEF	Délais de mise en application des textes	ND	6 mois	3 mois	1 mois	Dénombrement Source : Rapports d'activités DAJC
OS 3 : Améliorer le système d'informations, de planification et de suivi-évaluation	Nombre de mission de suivi des activités planifiées	1	2	3	4	Dénombrement Source : Rapports de missions DEPE

II.2.1.3. Financement du programme

Tableau 6. : Synthèse du programme par nature de dépense

En million FCFA		Projections		
		2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 1: ADMINISTRATION GENERALE		30 440,94	28 974,79	29 834,87
	Personnel	20 791,87	21 415,62	22 058,09
	Biens et services	7 300,57	7 519,14	7 735,55
	Transferts	38,87	40,03	41,23
	Investissements	2 309,63	0,00	0,00
	Trésor	2 309,63	0,00	0,00
	Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0,00	0,00	0,00

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GENERALE									
Action 1.1: Coordination et animation									
S/Total action1.1	794,40	817,78	833,15	0,00	0,00	0,00	794,40	817,78	833,15
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	794,40	817,78	833,15	0,00	0,00	0,00	794,40	817,78	833,15
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	794,40	817,78	833,15	0,00	0,00	0,00	794,40	817,78	833,15
Activité 111 : Coordonner et animer les activités du Ministère	56,71	58,41	60,16	0,00	0,00	0,00	56,71	58,41	60,16
Activité 112 : Contrôler le bon fonctionnement et la performance des structures du Ministère	24,76	25,50	26,26	0,00	0,00	0,00	24,76	25,50	26,26
Activité 113 : Renforcer le cadre institutionnel en matière de gestion durable des ressources forestières, fauniques et en eau	8,53	8,78	0,00	0,00	0,00	0,00	8,53	8,78	0,00
Activité 114 : Prendre en charge le fonctionnement de la résidence du Ministre	4,00	4,00	4,00	0,00	0,00	0,00	4,00	4,00	4,00

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GENERALE									
Activité 115 : Coordonner et animer les activités des structures déconcentrées et des directions centrales rattachées	161,68	166,53	171,53	0,00	0,00	0,00	161,68	166,53	171,53
Activité 116 : Coordonner les activités en Département	44,17	45,50	46,87	0,00	0,00	0,00	44,17	45,50	46,87
Activité 117 : Animer les Cantonnements	202,38	208,12	214,37	0,00	0,00	0,00	202,38	208,12	214,37
Activité 118 : Animer les Postes Forestiers	269,54	277,63	285,96	0,00	0,00	0,00	269,54	277,63	285,96
Activité 119 : mettre en œuvre la politique des eaux et forêts	22,63	23,31	24,01	0,00	0,00	0,00	22,63	23,31	24,01
Action 1.2: Planification, Programmation et Suivi-Evaluation									
S/Total action 1.2	822,78	32,17	33,13	0,00	0,00	0,00	822,78	32,17	33,13
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	31,23	32,17	33,13	0,00	0,00	0,00	31,23	32,17	33,13
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	791,55	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	791,55	0,00	0,00
Trésor	791,55	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	791,55	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	31,23	32,17	33,13	0,00	0,00	0,00	31,23	32,17	33,13
Activité 121 : Planifier, programmer, suivre et évaluer les activités du Ministère	11,11	11,44	11,79	0,00	0,00	0,00	11,11	11,44	11,79
Activité 122 : Faire le suivi-évaluation des Projets	20,12	20,72	21,35	0,00	0,00	0,00	20,12	20,72	21,35
Investissements	791,55	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	791,55	0,00	0,00
Trésor	791,55	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	791,55	0,00	0,00
Activité 123 : Projet de Conservation des Ressources Naturelles (CORENA MINEF) / C2D	491,55	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	491,55	0,00	0,00
Activité 124 : Filières Agricoles Durables de C.I (FADCI) - MINEF / 2ème C2D (Projet)	300,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	300,00	0,00	0,00
Action 1.3 : Gestion des Ressources Humaines, Financières et Matériels									
S/Total action1.3	28 693,33	27 990,51	28 830,22	0,00	0,00	0,00	28 693,33	27 990,51	28 830,22
Personnel	20 791,87	21 415,62	22 058,09	0,00	0,00	0,00	20 791,87	21 415,62	22 058,09
Biens et services	6 344,51	6 534,85	6 730,90	0,00	0,00	0,00	6 344,51	6 534,85	6 730,90
Transferts	38,87	40,03	41,23	0,00	0,00	0,00	38,87	40,03	41,23
Investissements	1 518,08	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 518,08	0,00	0,00
Trésor	1 518,08	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 518,08	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GENERALE									
Personnel	20 791,87	21 415,62	22 058,09	0,00	0,00	0,00	20 791,87	21 415,62	22 058,09
Activité 131 : Prendre en charge les salaires des agents du Ministère	20 791,87	21 415,62	22 058,09	0,00	0,00	0,00	20 791,87	21 415,62	22 058,09
Biens et services	6 344,51	6 534,85	6 730,90	0,00	0,00	0,00	6 344,51	6 534,85	6 730,90
Activité 132 : Gérer les dépenses centralisées du ministère	431,55	444,49	457,83	0,00	0,00	0,00	431,55	444,49	457,83
Activité 133 : Gérer le budget et le patrimoine du Ministère	108,02	111,26	114,60	0,00	0,00	0,00	108,02	111,26	114,60
Activité 134 : Prendre en charge les frais de transports, les indemnités de missions et les conférences hors CI	30,00	30,90	31,83	0,00	0,00	0,00	30,00	30,90	31,83
Activité 135 : Prendre en charge les frais de transports, les indemnités de missions et les conférences en CI	5,00	5,15	5,30	0,00	0,00	0,00	5,00	5,15	5,30
Activité 136 : Prendre en charge les factures des structures centrales du Ministère (Eau, Electricité)	204,22	210,35	216,66	0,00	0,00	0,00	204,22	210,35	216,66
Activité 137 : Gérer les marchés publics du Ministère	10,22	10,52	10,84	0,00	0,00	0,00	10,22	10,52	10,84
Activité 138 : Gérer et suivre les carrières des agents du ministère	184,99	190,54	196,26	0,00	0,00	0,00	184,99	190,54	196,26
Activité 139 : Animer l'intendance des Eaux et Forêts	5,51	5,68	5,85	0,00	0,00	0,00	5,51	5,68	5,85
Activité 1310 : Acquérir et distribuer les effets d'habillement du personnel	3 300,00	3 399,00	3 500,97	0,00	0,00	0,00	3 300,00	3 399,00	3 500,97
Activité 1311 : Renforcer les capacités Techniques et Opérationnelles des structures (LPSI)	2 000,00	2 060,00	2 121,80	0,00	0,00	0,00	2 000,00	2 060,00	2 121,80
Activité 1312 : Elaborer le DPPD-PAP / CDMT, le suivre et l'évaluer dans sa mise en œuvre	65,00	66,95	68,96	0,00	0,00	0,00	65,00	66,95	68,96
Transferts	38,87	40,03	41,23	0,00	0,00	0,00	38,87	40,03	41,23
Activité 1313 : Recruter des Experts pour assister le cabinet (Régie/convention BENETD)	38,87	40,03	41,23	0,00	0,00	0,00	38,87	40,03	41,23
Investissements	1 518,08	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 518,08	0,00	0,00
Trésor	1 518,08	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 518,08	0,00	0,00
Activité 1314 : Mise en œuvre activités du Doing Business / MINEF (Projet)	64,28	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	64,28	0,00	0,00
Activité 1315 : Dépenses d'investissement LPSI - Eaux et Forêts (Projet)	1 453,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 453,80	0,00	0,00

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GENERALE									
Action 1.4 : Information et Communication									
S/Total action1.4	130,42	134,34	138,37	0,00	0,00	0,00	130,42	134,34	138,37
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	130,42	134,34	138,37	0,00	0,00	0,00	130,42	134,34	138,37
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	130,42	134,34	138,37	0,00	0,00	0,00	130,42	134,34	138,37
Activité 141 : Gérer le parc informatique et la connexion au réseau internet des services	6,91	7,12	7,33	0,00	0,00	0,00	6,91	7,12	7,33
Activité 142 : Communiquer sur toutes les activités du ministère (couverture médiatique, interview, conception de supports)	103,51	106,62	109,82	0,00	0,00	0,00	103,51	106,62	109,82
Activité 143 : Participer au Salon International de l'Agriculture (SIA)	10,00	10,30	10,61	0,00	0,00	0,00	10,00	10,30	10,61
Activité 144 : Participer à l'organisation du SARA/SITA	10,00	10,30	10,61	0,00	0,00	0,00	10,00	10,30	10,61
TOTAL DU PROGRAMME 1	30 440,94	28 974,79	29 834,87	0,00	0,00	0,00	30 440,94	28 974,79	29 834,87

II.2.2. Programme 2 : Gestion durable des ressources forestières

II.2.2.1. Stratégie du programme

Tableau 4. : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 2 : Gestion durable des ressources forestières	Action 2.1 : Gestion différentielle des forêts du domaine permanent de l'Etat
	Action 2.2 : Développement du reboisement et reconstitution des forêts du domaine rural
	Action 2.3 : Protection, contrôle et surveillance des forêts et des activités forestières.
	Action 2.4 : Renforcement du cadre d'exploitation rationnelle, de transformation et de commercialisation des produits forestiers

II.2.2.2. Performance du programme

Tableau 5. Performance du programme

Programmes-2 : Gestion durable des ressources forestières						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2017	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2019	2020	2021	
OS 1 : Protéger le couvert forestier existant et restaurer les zones forestières dégradées	Taux de surfaces forestières aménagées	ND	ND	ND	ND	Superficie aménagée / superficie totale devant être aménagée Source : Cartes des forêts classées, Rapports d'activités SODEFOR
	Réduction du taux d'agression des forêts classées	ND	ND	ND	ND	Source : Rapports d'activités, données statistiques SODEFOR
	Superficie reboisée	ND	ND	ND	ND	Dénombrement Source : Rapports d'activités, rapport d'enquêtes, base de données, DCDF
	Réduction des infractions forestières	ND	25%	50%	75%	Source : PV de constatation des infractions Police Forestière
OS 2 : Garantir l'exploitation rationnelle de bois et assurer le développement économique de la Forêt	Taux d'organisations professionnelles du secteur bois opérationnelles	20%	50%	60%	80%	Source : Rapport d'études, rapport d'enquêtes, DPIF
	Taux de périmètres d'exploitation forestière gérés suivant un plan simple de gestion	0%	5%	15%	40%	Périmètres d'exploitation forestière gérés suivant un plan simple de gestion / périmètres d'exploitation à gérer suivant un plan simple de gestion Source : Rapport d'activités, données statistiques, rapports d'enquêtes DPIF
	Réduction du taux des pertes de transformation du bois	40%	30%	25%	20%	Source : Base de données, rapports d'activités, enquêtes de terrain DPIF, entreprises de transformation du bois

II.2.2.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

En million FCFA		Projections		
		2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 2 : GESTION DURABLE DES RESSOURCES FORESTIERES		760,27	537,41	553,53
	Personnel	0,00	0,00	0,00
	Biens et services	317,38	326,90	336,71
	Transferts	204,38	210,51	216,83
	Investissements	238,51	0,00	0,00
	Trésor	238,51	0,00	0,00
	Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0,00	0,00	0,00

Tableau 7. : Budget détaillé du programme

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 2 : GESTION DURABLE DES RESSOURCES FORESTIERES									
Action 2.1: Gestion différentielle des forêts du domaine permanent de l'Etat									
S/Total action2.1	204,38	210,51	216,83	0,00	0,00	0,00	204,38	210,51	216,83
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Transferts	204,38	210,51	216,83	0,00	0,00	0,00	204,38	210,51	216,83
Investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Transferts	204,38	210,51	216,83	0,00	0,00	0,00	204,38	210,51	216,83
Activité 211 : Subventionner la SODEFOR	204,38	210,51	216,83	0,00	0,00	0,00	204,38	210,51	216,83
Action 2.2: Développement du reboisement et reconstitution des forêts du domaine rural									
S/Total action2.2	367,11	132,45	136,43	0,00	0,00	0,00	367,11	132,45	136,43
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	128,60	132,45	136,43	0,00	0,00	0,00	128,60	132,45	136,43
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	238,51	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	238,51	0,00	0,00
Trésor	238,51	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	238,51	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	128,60	132,45	136,43	0,00	0,00	0,00	128,60	132,45	136,43
Activité 221 : Faire le suivi des activités de reboisement	6,97	7,18	7,39	0,00	0,00	0,00	6,97	7,18	7,39
Activité 222 : Organiser la journée nationale de lutte contre les feux de brousse	28,30	29,15	30,03	0,00	0,00	0,00	28,30	29,15	30,03
Activité 223 : Organiser la journée de l'arbre	7,30	7,51	7,74	0,00	0,00	0,00	7,30	7,51	7,74
Activité 224 : Aménager le jardin botanique de Bingerville	60,01	61,81	63,67	0,00	0,00	0,00	60,01	61,81	63,67
Activité 225 : Aménager le jardin d'Etat de Yamoussoukro	26,02	26,80	27,60	0,00	0,00	0,00	26,02	26,80	27,60
Investissements	238,51	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	238,51	0,00	0,00
Trésor	238,51	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	238,51	0,00	0,00
Activité 227 : Aménagement du Jardin botanique de Bingerville	37,90	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	37,90	0,00	0,00
Activité 228 : Projet de reboisement des flancs de montagnes dans la région du Tonkpi	70,61	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	70,61	0,00	0,00

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 2 : GESTION DURABLE DES RESSOURCES FORESTIERES									
Activité 2211 : Projet de reboisement par les établissements scolaires	45,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	45,80	0,00	0,00
Activité 2212 : Restauration des forêts dégradées	84,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	84,20	0,00	0,00
Action 2.3 : Protection, contrôle et surveillance des forêts et des activités forestières.									
S/Total action2.3	13,59	13,99	14,41	0,00	0,00	0,00	13,59	13,99	14,41
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	13,59	13,99	14,41	0,00	0,00	0,00	13,59	13,99	14,41
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	13,59	13,99	14,41	0,00	0,00	0,00	13,59	13,99	14,41
Activité 231 Contrôler et surveiller l'exploitation forestière et les unités de transformation du bois	9,33	9,61	9,90	0,00	0,00	0,00	9,33	9,61	9,90
Activité 232 Elaborer et mettre en œuvre les stratégies de lutte contre les feux de brousse et incendies de forêts	4,26	4,39	4,52	0,00	0,00	0,00	4,26	4,39	4,52
Action 2.4 : Renforcement du cadre d'exploitation rationnelle, de transformation et de commercialisation des produits forestiers									
S/Total action2.4	175,19	180,45	185,86	0,00	0,00	0,00	175,19	180,45	185,86
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	175,19	180,45	185,86	0,00	0,00	0,00	175,19	180,45	185,86
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	175,19	180,45	185,86	0,00	0,00	0,00	175,19	180,45	185,86
Activité 241 Coordonner les activités d'exploitation forestière	6,03	6,22	6,40	0,00	0,00	0,00	6,03	6,22	6,40
Activité 242 Mettre en œuvre le processus APV-FLEGT	169,16	174,23	179,46	0,00	0,00	0,00	169,16	174,23	179,46
TOTAL DU PROGRAMME 2	760,27	537,41	553,53	0,00	0,00	0,00	760,27	537,41	553,53

II.2.3. Programme 3: Gestion Durable des Ressources Fauniques

II.2.3.1. Stratégie du programme

Tableau 4. : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 3 : Gestion Durable des Ressources Fauniques	Action 3.1 : Renforcement du dispositif de protection des ressources fauniques
	Action 3.2 : Aménagement du zoo, prévention et éradication des zoonoses

II.2.3.2. Performance du programme

Tableau 5. : Performance du programme

Programmes-3 : Gestion durable des ressources fauniques						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2017	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2019	2020	2021	
OS 1 : Assurer la conservation de la faune sauvage et réorganiser l'exercice de la chasse	Nombre de personnes sensibilisées sur la préservation de la faune	ND	50 000	300 000	500 000	Dénombrement Source : Rapports d'activités DFRC
	Nombre d'espèces animales sauvages élevées	01	01	02	03	Dénombrement Source : Rapport d'activités DFRC
	Nombre de sites aménagés à des fins cynégétiques	0	0	1	5	Dénombrement Source : Rapport d'activités DFRC
	Taux d'augmentation du nombre d'individus/espèce/site	ND	15%	25%	35%	Source : Rapport d'activités DFRC
OS.2 : Gérer et entretenir les espèces fauniques des parcs zoologiques	Augmentation du nombre de visiteurs	20.000	25.000	30.000	40.000	Dénombrement Source : Rapport d'activités ZOO
	Nombre de personnes formées à la gestion d'un parc zoologique	0	20	30	50	Dénombrement Source : Rapport d'activités ZOO

II.2.3.3. Financement du programme

Tableau 6. : Synthèse du programme par nature de dépense

En million FCFA		Projections		
		2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 3 : GESTION DURABLE DES RESSOURCES FAUNIQUES		269,68	233,48	240,49
	Personnel	0,00	0,00	0,00
	Biens et services	226,68	233,48	240,49
	Transferts	0,00	0,00	0,00
	Investissements	43,00	0,00	0,00
	Trésor	43,00	0,00	0,00
	Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0,00	0,00	0,00

Tableau 7. : Budget détaillé du programme

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 3 : GESTION DURABLE DES RESSOURCES FAUNIQUES									
Action 3.1: Renforcement du dispositif de protection des ressources fauniques									
S/Total action3.1	34,12	6,30	6,49	0,00	0,00	0,00	34,12	6,30	6,49
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	6,12	6,30	6,49	0,00	0,00	0,00	6,12	6,30	6,49
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	28,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	28,00	0,00	0,00
Trésor	28,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	28,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	6,12	6,30	6,49	0,00	0,00	0,00	6,12	6,30	6,49
Activité 311 Protéger les ressources fauniques	6,12	6,30	6,49	0,00	0,00	0,00	6,12	6,30	6,49
Investissements	28,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	28,00	0,00	0,00
Trésor	28,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	28,00	0,00	0,00
Activité 313 Projet d'amélioration de la Conservation des Espèces Animales Sauvages	18,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	18,00	0,00	0,00
Activité 315 Gestion des conflits homme faune (Projet)	10,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10,00	0,00	0,00

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 3 : GESTION DURABLE DES RESSOURCES FAUNIQUES									
Action 3.2: Aménagement du zoo, prévention et éradication des zoonoses									
S/Total action3.2	235,57	227,18	234,00	0,00	0,00	0,00	235,57	227,18	234,00
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	220,57	227,18	234,00	0,00	0,00	0,00	220,57	227,18	234,00
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	15,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15,00	0,00	0,00
Trésor	15,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	220,57	227,18	234,00	0,00	0,00	0,00	220,57	227,18	234,00
Activité 321 Promouvoir et animer le Zoo	220,57	227,18	234,00	0,00	0,00	0,00	220,57	227,18	234,00
Investissements	15,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15,00	0,00	0,00
Trésor	15,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15,00	0,00	0,00
Activité 322 Réhabiliter le Parc Zoologique d'Abidjan	15,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15,00	0,00	0,00
TOTAL DU PROGRAMME 3									
	269,68	233,48	240,49	0,00	0,00	0,00	269,68	233,48	240,49

II.2.4. Programme 4 : Gestion Intégrée des Ressources en Eau

II.2.4.1. Stratégie du programme

Tableau 4. : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 4 : Gestion Intégrée des Ressources en Eau	Action 4.1 : Evaluation, protection et régulation des ressources en eau

II.2.4.2. Performance du programme

Tableau 5. : Performance du programme

Programmes-4 : Gestion Intégrées des Ressources En Eau						
Objectif spécifique	Indicateurs de performance	Situation de référence 2017	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2019	2020	2021	
OS 1 : Protéger et gérer les ressources en eaux	Quantité d'eau de surface et souterraine disponible sur le territoire ivoirien	10%	20%	40%	50%	Mesure du niveau d'eau disponible Source : Rapport d'évaluation DGRE
	Nombre de périmètres de protection de la ressource en eau	ND	5	10	20	Dénombrement Source : Rapport d'activité DGRE
	Nombre d'outils de régulation	0	3	10	20	Dénombrement Source : Rapport d'activité DGRE

II.2.4.3. Financement du programme

Tableau 6. : Synthèse du programme par nature de dépense

En million FCFA		Projections		
		2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 4 : GESTION INTEGREE DES RESSOURCES EN EAU		10 778,60	8 404,82	8 647,80
	Personnel	0,00	0,00	0,00
	Biens et services	7 917,22	8 154,28	8 389,74
	Transferts	243,25	250,54	258,06
	Investissements	2 618,14	0,00	0,00
	<i>Trésor</i>	2 618,14	0,00	0,00
	<i>Financement extérieur (Dons/Emprunts)</i>	0,00	0,00	0,00

Tableau 7. : Budget détaillé du programme

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 4 : GESTION INTEGREE DES RESSOURCES EN EAU									
Action 4.1: Evaluation, protection et régulation des Ressources en Eau.									
S/Total action1	99,58	74,76	77,00	0,00	0,00	0,00	99,58	74,76	77,00
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	72,58	74,76	77,00	0,00	0,00	0,00	72,58	74,76	77,00
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	27,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	27,00	0,00	0,00
Trésor	27,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	27,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	72,58	74,76	77,00	0,00	0,00	0,00	72,58	74,76	77,00
Activité 411 Protéger et aménager les Ressources en Eau	6,11	6,29	6,48	0,00	0,00	0,00	6,11	6,29	6,48
Activité 412 Evaluer le patrimoine hydraulique	6,11	6,29	6,48	0,00	0,00	0,00	6,11	6,29	6,48
Activité 413 Coordonner les activités de gestion de ressources en eau	24,63	25,37	26,13	0,00	0,00	0,00	24,63	25,37	26,13
Activité 414 Organiser la journée mondiale de l'eau	10,00	10,30	10,61	0,00	0,00	0,00	10,00	10,30	10,61
Activité 415 Organiser la semaine nationale de l'eau	25,73	26,50	27,30	0,00	0,00	0,00	25,73	26,50	27,30
Investissements	27,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	27,00	0,00	0,00
Trésor	27,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	27,00	0,00	0,00
Activité 416 Projet pilote d'opérationnalisation de l'observatoire des ressources en eau	27,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	27,00	0,00	0,00
TOTAL DU PROGRAMME 4	99,58	74,76	77,00	0,00	0,00	0,00	99,58	74,76	77,00

SECTION 32 : MINISTERE DE LA VILLE

I. PRESENTATION GENERALE DU MINISTERE

I.1. Situation du secteur

I.1.1. Problèmes majeurs

- L'insuffisance des textes réglementaires et législatifs (décrets, lois, codes, politiques) ;
- la faible capacité de mobilisation des ressources pour financer les projets et programmes prioritaires ;
- l'insuffisance des ressources humaines qualifiées.
- le manque d'installations d'assainissement améliorées, dans certains établissements scolaires et centres de santé ;
- les canalisations mal ou pas faites, où transformées en dépotoirs ;
- des maisons ou plutôt des abris inconfortables, construites avec des matériaux de fortune ;
- l'installation pérenne des populations dans des zones à risques.

I.1.2. Réponses apportées

- La réalisation de travaux d'assainissement et d'embellissement (carrefour de l'Indénié, commune de Cocody ; etc.)

I.1.3. Défis et priorités

- Le renforcement du cadre législatif et réglementaire dans le domaine de la ville ;
- le développement des stratégies de restructuration et de rénovation des quartiers précaires ;
- l'embellissement de l'espace urbain.

I.2. Politique sectorielle

I.2.1. Principales orientations

- La restructuration et la rénovation des quartiers précaires ;
- la réalisation de l'embellissement de l'espace urbain.

I.2.2. Résultats stratégiques

- Les stratégies de restructuration et de rénovation des quartiers précaires sont développées ;
- l'embellissement de l'espace urbain est réalisé.

I.3. Missions du ministère

Le Ministre de la Ville est chargé de la mise œuvre et du suivi de la politique du Gouvernement en matière de ville.

A ce titre, et en liaison avec les différents départements ministériels concernés, il a l'initiative et la responsabilité des principales missions suivantes :

- assistance et conseil aux villes ;
- élaboration et approbation des outils de planification urbaine, en liaison avec le Ministre chargé du Plan et le Ministre chargé de la Construction et de l'Urbanisme ;
- suivi des schémas directeurs, des plans d'urbanisation et de développement des villes et des programmes de restructuration urbaine, en liaison avec le Ministre chargé de la Construction et de l'Urbanisme ;
- participation à la réglementation et à la gestion du domaine public urbain ;

- suivi de la réglementation et du contrôle de la conformité de l'habitat en milieu urbain ;
- lutte contre la précarité de l'habitat et des exclusions dans la ville ;
- embellissement des villes ;
- participation au développement des infrastructures socio culturelles urbaines, en liaison avec les ministères techniques intéressés ;
- promotion des parcs et jardins urbains et participation à leur protection ;
- échanges d'expériences internationales en matière de développement urbain ;
- suivi de la politique de décentralisation, en liaison avec le Ministre chargé de l'Intérieur ;
- coopération internationale entre les villes ivoiriennes et étrangères ;
- sensibilisation des populations à la participation au développement urbain ;
- élaboration et mise en œuvre de la politique en faveur des quartiers défavorisés, à l'intégration et à la lutte contre les discriminations ;
- suivi de la politique du logement dans la ville ;
- participation à la définition du programme d'insertion des publics fragiles dans les quartiers défavorisés des villes, en liaison avec les ministères concernés
- appui technique au relogement des populations déguerpies et à la réinstallation des populations déplacées, en liaison avec les ministères techniques concernés ;
- participation à la définition des zones d'activités réservées, en liaison avec le Ministre de la Construction, du Logement et de l'Urbanisme ;
- participation à l'élaboration de la réglementation en matière de voirie et d'assainissement en milieu urbain, en liaison avec les ministères concernés ;
- participation au contrôle du financement des réseaux d'assainissement et de drainage, en milieu urbain, en liaison avec le Ministre chargé de l'Assainissement ;
- participation à l'élaboration des politiques d'assainissement et de drainage en milieu urbain, en liaison avec le ministère de la Construction, du Logement et de l'Urbanisme et le ministère chargé de l'Assainissement ;
- participation à la gestion du domaine urbain, en liaison avec les ministères concernés.

I.4. Identification des programmes

- Programme 1 : Administration Générale.

II. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DEPENSES-PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (DPPD-PAP)

II.1. Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses (DPPD)

II.1.1. Répartition des structures dans les programmes

Tableau 1 : Cartographie administrative des programmes

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET REGIONAUX	ORGANISME SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
P1 : Administration Générale	Cabinet, Inspection Générale (IG) DAF, DRH, SC, SJ, SI, SAD, ANRUIP, ONEUPV, CPMP	-	-	-

II.1.2. Performance globale du ministère

Tableau 2 : Performance du ministère

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESULTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODE DE CALCUL / SOURCE DE COLLECTE
OG 1 : mettre en œuvre les politiques de restructuration des quartiers précaires et de l'embellissement des espaces verts	RS 1 : les stratégies de restructuration et de rénovation des quartiers précaires sont développées	IP 1.1 : Taux de réduction de la mortalité due aux pluies	Nombre de décès liés aux pluies diluviennes / Nombre de population des zones à risques Source : Cabinet
	RS 2 : l'embellissement de l'espace urbain est réalisé	IP 2.1 : Taux d'embellissement des espaces urbains	Nombre d'espaces urbains aménagés / Nombre total d'espaces ciblés Source : Cabinet

II.1.3 Financement global du ministère

Tableau 2 : Financement global

En million FCFA	PROJECTIONS DE REFERENCE			MESURES NOUVELLES			PROJECTIONS FINALES		
	2019	2020	2021	2019	2020	2021	2019	2020	2021
1. RESSOURCES	1 387,57	1 429,07	1 471,83	0,00	0,00	0,00	1 387,57	1 429,07	1 471,83
1.1 Ressources Intérieures	1 387,57	1 429,07	1 471,83	0,00	0,00	0,00	1 387,57	1 429,07	1 471,83
1.1.1 Budget Etat	1 387,57	1 429,07	1 471,83	0,00	0,00	0,00	1 387,57	1 429,07	1 471,83
1.1.2 Recettes propres (structures)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1.2 Ressources Extérieures	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2. CHARGES	1 387,57	1 429,07	1 471,83	0,00	0,00	0,00	1 387,57	1 429,07	1 471,83
2.1 Personnel	120,00	123,60	127,31	0,00	0,00	0,00	120,00	123,60	127,31
2.1.1 Solde y compris EPN	120,00	123,60	127,31	0,00	0,00	0,00	120,00	123,60	127,31
2.1.2 Contractuels hors solde	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2.2 Biens et services	1 267,57	1 305,47	1 344,52	0,00	0,00	0,00	1 267,57	1 305,47	1 344,52
2.3 Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2.4 Investissements*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

II.2. Projets Annuels de Performance (PAP) par programme

II.2.1. Programme 1 : Administration Générale

II.2.1.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 1 : Administration Générale	Action 1.1 : Coordination et animation
	Action 1.2 : Gestion des ressources humaines, matérielles et financières
	Action 1.3 : Information et communication

II.2.1.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 1 : Administration Générale						
Objectifs spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2017	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2019	2020	2021	
OS 1 : Améliorer le cadre légal et institutionnel de gouvernance du ministère	Nombre de séminaires de formation	1	4	4	4	Dénombrement Source : DAF
OS 2 : Promouvoir le secteur	Nombre de campagnes de sensibilisations effectuées	0	5	5	5	Dénombrement Source : Service de Communication
OS 3 : Assurer une gestion efficace moderne et efficiente des ressources humaines, matérielles et financières du ministère	Taux de renforcement de capacités du personnel	0 %	20 %	30%	50%	Nombre de fonctionnaires et d'agents de l'Etat bénéficiaires d'une action de formation ou un stage / Nombre total de fonctionnaires et d'agents de l'Etat du ministère Source : DRH
OS 4 : Assurer la mise en œuvre efficiente de la politique du secteur	Proportion d'acteurs formés sur les thématiques de la ville	0%	75 %	90 %	100%	Nombre d'acteurs formés / Nombre d'acteurs ciblés Source : DAF
	Production de rapports d'inspection	0	4	4	4	Dénombrement Source : IG

II.2.1.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

En million FCFA		Projections		
		2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GENERALE		1 387,57	1 429,07	1 471,83
	Personnel	120,00	123,60	127,31
	Biens et services	1 267,57	1 305,47	1 344,52
	Transferts	0,00	0,00	0,00
	Investissements	0,00	0,00	0,00
	Trésor	0,00	0,00	0,00
	Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0,00	0,00	0,00

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GENERALE									
Action 1.1 : Coordination et animation									
S/Total action1.1	223,00	229,57	236,34	0,00	0,00	0,00	223,00	229,57	236,34
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	223,00	229,57	236,34	0,00	0,00	0,00	223,00	229,57	236,34
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	223,00	229,57	236,34	0,00	0,00	0,00	223,00	229,57	236,34
Activité 111 Coordonner les activités du Ministère	124,00	127,72	131,55	0,00	0,00	0,00	124,00	127,72	131,55
Activité 112 Prendre en charge les frais de fonctionnement de la résidence du ministre	4,00	4,00	4,00	0,00	0,00	0,00	4,00	4,00	4,00
Activité 113 Animer le service juridique du Ministère	52,50	54,08	55,70	0,00	0,00	0,00	52,50	54,08	55,70
Activité 114 Inspecter les services du ministère	42,50	43,78	45,09	0,00	0,00	0,00	42,50	43,78	45,09

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
Action 1.2 : Gestion des ressources humaines, matérielles et financières									
S/Total action 1.2	1 061,07	1 092,90	1 125,69	0,00	0,00	0,00	1 061,07	1 092,90	1 125,69
Personnel	120,00	123,60	127,31	0,00	0,00	0,00	120,00	123,60	127,31
Biens et services	941,07	969,30	998,38	0,00	0,00	0,00	941,07	969,30	998,38
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Personnel	120,00	123,60	127,31	0,00	0,00	0,00	120,00	123,60	127,31
Activité 121 Prendre en charge les salaires du personnel au niveau central	120,00	123,60	127,31	0,00	0,00	0,00	120,00	123,60	127,31
Biens et services	941,07	969,30	998,38	0,00	0,00	0,00	941,07	969,30	998,38
Activité 122 Gérer le budget et le patrimoine du ministère	120,50	124,12	127,84	0,00	0,00	0,00	120,50	124,12	127,84
Activité 123 Gérer les ressources humaines du ministère	50,50	52,02	53,58	0,00	0,00	0,00	50,50	52,02	53,58
Activité 124 Elaborer et évaluer la mise en œuvre du DPPD-PAP	30,00	30,90	31,83	0,00	0,00	0,00	30,00	30,90	31,83
Activité 125 Gérer les dépenses centralisées du ministère	537,50	553,63	570,23	0,00	0,00	0,00	537,50	553,63	570,23
Activité 126 Gérer les dépenses d'abonnement du ministère	55,83	57,50	59,23	0,00	0,00	0,00	55,83	57,50	59,23
Activité 127 Gérer les marchés publics	35,00	36,05	37,13	0,00	0,00	0,00	35,00	36,05	37,13
Activité 128 Prendre en charge les Honoraires des agents sous la convention du BNETD	111,74	115,09	118,55	0,00	0,00	0,00	111,74	115,09	118,55
Action 1.3 : Information et communication									
S/Total action1.3	103,50	106,61	109,80	0,00	0,00	0,00	103,50	106,61	109,80
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	103,50	106,61	109,80	0,00	0,00	0,00	103,50	106,61	109,80
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	103,50	106,61	109,80	0,00	0,00	0,00	103,50	106,61	109,80
Activité 131 Animer le Service de Communication du ministère	56,00	57,68	59,41	0,00	0,00	0,00	56,00	57,68	59,41
Activité 132 Animer le Service Informatique	47,50	48,93	50,39	0,00	0,00	0,00	47,50	48,93	50,39
TOTAL DU PROGRAMME 1	1 387,57	1 429,07	1 471,83	0,00	0,00	0,00	1 387,57	1 429,07	1 471,83

SECTION 33 : MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

I. PRESENTATION GENERALE DU MINISTERE

I.1. Situation du Secteur

I.1.1. Problèmes majeurs

- l'absence d'une loi portant orientation et programmation de la recherche scientifique, du développement technologique et de l'innovation ;
- le faible financement des activités de la recherche et de l'innovation ;
- la faiblesse du mécanisme de suivi des accords d'aide et de coopération scientifique ;
- l'insuffisance des personnels enseignant-chercheurs, chercheurs, (discipline, spécialité, rang) et personnels administratifs et techniques ;
- l'insuffisance des infrastructures académiques et administratives (amphis, salles (TD, TP), Bibliothèque, bureaux des personnels, etc.) ;
- l'insuffisance des infrastructures sportives, culturelles et sociales ;
- l'insuffisance du matériel pédagogique et didactique ;
- l'absence d'un système d'informations et de gestion intégré ;
- l'absence de textes réglementaires pour l'application de la carte universitaire ;
- la faible utilisation des TICE ;
- l'insuffisance des équipements de laboratoire de recherche ;
- la faible valorisation et vulgarisation des résultats de la recherche ;
- la faible insertion professionnelle des diplômés ;
- l'insuffisance de l'enveloppe allouée aux bourses d'études ;
- la persistance de la violence en milieu universitaire ;
- l'insuffisance de financement pour la mise en œuvre des quatorze (14) programmes nationaux de recherche élaborés depuis 2017.

I.1.2. Réponses apportées

I.1.2.1. Au niveau de la gouvernance du système

- l'élaboration de nouveaux textes réglementaires et de nouveaux documents de politique :
 - l'avant-projet de Loi relatif à l'Enseignement Supérieur ;
 - l'avant-projet de Loi portant orientation et programmation de la recherche scientifique, du développement technologique et de l'innovation ;
 - une nouvelle politique nationale de l'enseignement supérieur ;
 - une nouvelle politique de coopération internationale ;
 - la révision de la politique nationale de la recherche scientifique et de l'innovation technologique ;
 - l'élaboration des plans stratégiques des IES ;
 - l'élaboration des projets d'établissement des universités et grandes écoles publiques ;
 - l'engagement des institutions dans l'élaboration de leurs contrats de performance avec l'Etat.

I.1.2.2. Au niveau du renforcement des infrastructures

- la réhabilitation et les équipements des Universités, des Grandes Ecoles, des CROU, des Centres et des Instituts de Recherche ;
- la réalisation de la première phase de la construction de l'Université de Man ;
- la réalisation de la première phase des travaux d'extension et d'équipement des Universités Jean Lorougnon GUEDE à Daloa et Péléforo Gon COULIBALY à Korhogo ;

- l'identification de nouveaux sites pour la construction des universités (à Abengourou, Odienné et Daoukro) ;
- la réalisation des études topographiques, les plans parcellaires et les dossiers de purge des sites d'Adiaké, d'Odienné et de Daoukro ;
- la livraison des équipements de laboratoires et didactiques dans les universités et grandes écoles publiques ;
- la mise en place et l'équipement du Centre National de Calcul ;
- la création de pôles scientifique et d'innovation dans les universités et structures transversales ;
- le développement du Centre de Ressources Biologiques (Biobanque) de l'Institut Pasteur de CI ;
- l'élaboration de la Carte universitaire de Côte d'Ivoire ;
- la création de la Direction des Systèmes d'Informations de l'enseignement supérieur et de la recherche ;
- l'édition des cartes d'étudiants multi-services ;
- la mise en place de la délibération assistée par ordinateur durant l'examen du BTS ;
- la conception d'une plateforme d'inscription pour toutes les IES.
- l'harmonisation des curricula au format LMD a été réalisée dans sept (07) des huit (08) domaines;
- la création de la Direction Générale de la Qualité et des Evaluations en 2016;
- la création de la Direction de l'Insertion Professionnelle;
- la professionnalisation des offres de formation (INP-HB, U-Man) ;
- l'ouverture à l'UVCI de filières porteuses en informatique et sciences du numérique ;
- la création de deux (02) Centres d'Excellence Africain dans les domaines mines et environnement minier (INP-HB), changement climatique, biodiversité et agriculture durable (UFHB) en février 2016 ;
- l'adhésion au Partenariat pour les Compétences en Sciences Appliquées, ingénierie et technologie (PASET) dans les secteurs pourvoyeurs d'emplois ;
- l'élaboration d'un code d'honneur pour les étudiants ;
- la distinction des meilleurs clubs de paix et de non-violence en milieu universitaire ;
- l'organisation de la participation des étudiants, des enseignants chercheurs et des PAT des universités publiques et privées, des instituts et centres de recherche à des activités communautaires.

I.1.3. Défis et priorités

I.1.3.1. Défis transversaux au secteur

- la certification et l'accréditation des institutions d'enseignement supérieur et de recherche ;
- la dématérialisation des actes administratifs ;
- la pacification de l'environnement universitaire.

I.1.3.2. En matière d'enseignement supérieur

- l'adoption de la Politique Nationale de l'Enseignement Supérieur (PNES) ;
- l'adoption d'une loi spécifique à l'enseignement supérieur ;
- l'amélioration de l'accès à l'enseignement supérieur ;
- l'amélioration de l'équité dans l'enseignement supérieur ;
- le développement du numérique éducatif ;
- l'amélioration de l'employabilité et l'insertion professionnelle des diplômés ;
- la normalisation des années académiques.

I.1.3.3. En matière de recherche scientifique et de l'innovation

- l'actualisation du document de Politique Nationale de la Recherche Scientifique et de l'Innovation Technologique ;
- l'adoption de la Loi portant orientation et programmation de la recherche scientifique, du développement technologique et de l'innovation ;
- le développement des compétences en sciences, technologie, ingénierie et mathématiques ;
- la valorisation et la vulgarisation des résultats de la recherche ;
- le renforcement du financement de la recherche ;
- l'amélioration de la gouvernance de la recherche.

I.2. Politique sectorielle

I.2.3. Principales orientations

- le développement des infrastructures de l'enseignement supérieur et de la recherche ;
- le renforcement de la gouvernance du MESRS et des Institutions d'Enseignement Supérieur et Recherche ;
- l'amélioration de la qualité et de la pertinence de la formation en vue de favoriser l'insertion professionnelle des diplômés ;
- l'organisation d'une recherche scientifique et technologique d'excellence au service du développement ;
- l'amélioration des conditions de vie et de travail des acteurs de la communauté universitaire ;
- la promotion de l'émergence d'une communauté universitaire responsable et engagée pour le développement de l'enseignement et de la recherche.

I.2.4. Résultats stratégiques

- une administration moderne, efficace et performante est réalisée ;
- une formation de qualité est assurée en vue d'une insertion professionnelle réussie ;
- les conditions de vie et travail des étudiants sont améliorées ;
- une recherche scientifique et une innovation technologique diversifiée sont au service du développement du pays.

I.3. Missions du ministère

Le Ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique a pour missions la mise en œuvre et le suivi de la politique du gouvernement en matière d'enseignement supérieur et de recherche scientifique.

A ce titre, et en liaison avec les différents départements ministériels concernés, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

I.3.1. En matière d'Enseignement supérieur

- mise en œuvre et suivi de la politique d'éducation et de formation dans le domaine de l'enseignement supérieur ;
- tutelle des universités publiques et privées et des grandes écoles publiques et privées ;
- organisation des examens et concours des niveaux post-baccalauréat, y compris le Brevet de Techniciens Supérieur ;
- suivi de l'organisation et du fonctionnement des universités publiques et privées et des grandes écoles publiques et privées ;
- promotion et contrôle des grandes écoles supérieures publiques et privées ;
- promotion de la formation continue dans l'enseignement supérieur ;
- promotion de la professionnalisation universitaire ;
- gestion des aides et bourses universitaires ivoiriennes ;
- gestion des aides et bourses étrangères, en liaison avec le Ministre chargé des Affaires Etrangères.

I.3.2. En matière de Recherche scientifique

- promotion et orientation de la recherche ;
- valorisation et vulgarisation de la recherche ;
- coordination, mise en œuvre, contrôle et suivi des opérations de recherche ;
- planification et mise en œuvre d'une politique de formation, d'insertion et de promotion des chercheurs de toutes disciplines ;
- gestion des institutions et centres de recherche ;
- diffusion des informations relatives aux projets scientifiques nationaux et internationaux ;
- conservation et protection du patrimoine scientifique national ;
- mise en œuvre des projets de coopération internationale en matière de recherche scientifique, technologique et technique ;
- élaboration et mise en œuvre d'un programme de soutien des initiatives visant à promouvoir les innovations technologiques ;
- détection et promotion des talents en matière de technologie ;
- incitation à l'innovation technologique.

I.4. Identification des programmes

- Programme 1 : Administration générale ;
- Programme 2 : Enseignement supérieur ;
- Programme 3 : Œuvre universitaire et vie estudiantine ;
- Programme 4 : Recherche scientifique et innovation.

II. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DEPENSES -PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (DPPD-PAP)

II.1. Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses (DPPD)

II.1.1. Répartition des structures dans les programmes

Tableau 1 : Cartographie administrative des programmes

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET REGIONAUX	ORGANISME SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 1 : Administration générale	CABINET, IGESR, DRCRM, DFP, DP, DRH, DCRP, DSIESRS, DGQE, DECA, DAQN, CPMP	-	-	-
Programme 2 : Enseignement supérieur	DGESIP, DEXCO, DESUP DIP, CELLULE DE SUIVI DE CONSTRUCTION DES UNIVERSITES	UFHB, UNA, UAO, UJLG, UPGC, UMAN, UVCI, UIGB, INP-HB ENS	- Enseignement supérieur / 2ème C2D - Mise en Œuvre du Télé-Enseignement - Extension des Infrastructures des UFR/Universités de Cocody - Renforcement et Equipement des Infrastructures UNIV Korhogo - Renforcement et Equipement des Infrastructures Université Daloa - Renforcement et Equipement des Infrastructures Université Bouaké - Renforcement des Equipements Université NANGUI ABROGOUA - Réhabilitation et équipement INPHB Yamoussoukro - Renforcement des Infrastructures Techniques et Administratifs de l'ENS - Renforcement des Equipements Pédagogiques de l'ENS	-

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET REGIONAUX	ORGANISME SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
			Projet de Centre d'Excellence d'Enseignement Supérieur en Afrique (CEA) - Programme de Développement Education, Formation, et Insertion des jeunes / C2D - Construction, réhabilitation et Equipement des Universités/SIMDCI - Extension Université de Daloa - Extension Université de Korhogo - Construction Université de Man	
Programme 3 : Œuvres universitaires et vie estudiantine	DB, DVAG	CROU A1, CROU A2 CROU B, CROU D CROU K	- Renforcement et Equipement des Infrastructures CROU Daloa - Construction et équipement Restaurant CROU-Bouaké - Renforcement et Equipement des Infrastructures CROU-Bouaké - Renforcement et Equipement des Infrastructures CROU-A2 - Réhabilitation et équipement Centres médicaux des CROU	-
Programme 4 : Recherche scientifique et innovation scientifique	DGRI, DR, DVI	IPCI, CRO CIREs (CAPEC), CRE CEMV, CNF, LAMTO Géo, GRT0, PASRES Société Math, CNRA IRD, CSRS	- Mise en œuvre Prog, Recherche des Pôles de compétences - Mise en réseau Internet des Structures de Recherche - Réhabilitation Bâtiment et Equipement LAMTO ECOLOGIE - Réhabilitation et équipement STATION LAMTO - Création des Fermes Agro-Pastorale - Réhabilitation et Equipement Institut Pasteur/IPCI (Labo P3+Labo P4) - Réhabilitation et Equipement CRO - Centre National de Calcul (CNC) - Réhabilitation et équipement CEMV - Réhabilitation et équipement CNF	-

II.1.2. Performance globale du ministère

Tableau 2 : Performance du ministère

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESULTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODES DE CALCUL / SOURCES DE COLLECTE
OG 1 : Promouvoir une administration moderne et efficace, axée sur les résultats et la performance	RS 1 : Une administration moderne, efficace et performante est réalisée	IP 1.1 : Taux de satisfaction des usagers	Sondage ou enquête Source: Rapport DP
OG 2 : Assurer une formation de qualité du capital humain en vue d'une insertion professionnelle des diplômés	RS 2 : Une formation de qualité est assurée en vue d'une insertion professionnelle réussie	IP 2.1 : Taux d'insertion professionnelle des diplômés du supérieur	Enquête Source: Rapport DIP
OG 3 : Améliorer les conditions de vie et de travail des étudiants	RS 3 : Les conditions de vie et travail des étudiants sont améliorées	IP 3.1 : Taux de satisfaction des étudiants par rapport aux prestations sociales	Enquête Source: Rapport DP
OG 4 : Développer une recherche scientifique et d'innovation technologique d'excellence au service du développement du pays	RS 4 : Une recherche scientifique et une innovation technologique diversifiée sont au service du développement du pays	IP 4.1 : La part des dépenses de recherche et développement dans le PIB	Dépense de R&D sur le PIB réel Source: Rapport DR (IPST)

II.1.3. Financement global du ministère

Tableau 3 : Financement global

En million FCFA	PROJECTIONS DE REFERENCE			MESURES NOUVELLES			PROJECTIONS FINALES		
	2019	2020	2021	2019	2020	2021	2019	2020	2021
1. RESSOURCES	250 320,98	226 719,75	267 583,41	0,00	0,00	0,00	250 320,98	226 719,75	267 583,41
1.1 Ressources Intérieures	223 073,68	204 564,95	256 835,19	0,00	0,00	0,00	223 073,68	204 564,95	256 835,19
1.1.1 Budget Etat	223 073,68	204 564,95	256 835,19	0,00	0,00	0,00	223 073,68	204 564,95	256 835,19
1.1.2 Recettes propres (structures)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1.2 Ressources Extérieures	27 247,30	22 154,80	10 748,22	0,00	0,00	0,00	27 247,30	22 154,80	10 748,22
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	27 247,30	22 154,80	10 748,22	0,00	0,00	0,00	27 247,30	22 154,80	10 748,22
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2. CHARGES	250 320,98	226 719,75	267 583,41	0,00	0,00	0,00	250 320,98	226 719,75	267 583,41
2.1 Personnel	15 277,02	15 735,33	16 207,39	0,00	0,00	0,00	15 277,02	15 735,33	16 207,39
2.1.1 Solde y compris EPN	15 277,02	15 735,33	16 207,39	0,00	0,00	0,00	15 277,02	15 735,33	16 207,39
2.1.2 Contractuels hors solde	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2.2 Biens et services	25 468,97	26 232,91	27 019,78	0,00	0,00	0,00	25 468,97	26 232,91	27 019,78
2.3 Transferts	147 735,25	152 167,31	156 732,32	0,00	0,00	0,00	147 735,25	152 167,31	156 732,32
2.4 Investissements*	61 839,75	32 584,20	67 623,92	0,00	0,00	0,00	61 839,75	32 584,20	67 623,92
Trésor	34 272,20	8 372,90	55 019,40	0,00	0,00	0,00	34 272,20	8 372,90	55 019,40
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	27 247,30	22 154,80	10 748,22	0,00	0,00	0,00	27 247,30	22 154,80	10 48,22

II.2. Projets Annuels de Performance (PAP) par programme

II.2.1. Programme 1 : Administration générale

II.2.1.1. Stratégie du programme

Tableau 4: Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 1 : Administration générale	Action 1.1: Coordination et Animation
	Action 1.2: Gestion des ressources humaines, matérielles et financières
	Action 1.3: Planification, programmation et suivi-évaluation
	Action 1.4: Gestion des systèmes d'information et de communication
	Action 1.5 : Développement de la démarche qualité

II.2.1.2 Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 1 : Administration générale						
Objectifs Spécifiques (OS)	Indicateurs de performance	Situation de référence 2017	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2019	2020	2021	
OS 1 : Améliorer la Gouvernance et le Pilotage du Système d'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique	Proportion de services certifiés	0	50%	75%	100%	Nombre de services certifiés / Nombre total de services Source : DGQN
	Nombre de cellules qualité mises en place dans l'administration centrale	0	10	15	18	Dénombrement Source : DGQN
	Nombre d'outils de gestion conçus	2	6	8	10	Dénombrement Source : Rapport DP
OS 2 : Assurer une gestion efficiente et efficace des ressources humaines, matérielles et financières	Taux d'encadrement	26	25	25	25	Nombre d'enseignants / Nombre d'étudiants Source : Rapport DRH
	Taux d'exécution du budget	70%	100%	100%	100%	Budget exécuté / Crédits autorisés du budget actuel Source : Rapport DFP

II.2.1.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépenses

En million FCFA		Projections		
		2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GENERALE		23 076,73	23 965,92	24 422,67
	Personnel	15 277,02	15 735,33	16 207,39
	Biens et services	6 800,04	7 003,92	7 213,92
	Transferts	899,68	926,67	954,47
	Investissements	100,00	300,00	46,90
	Trésor	100,00	300,00	46,90
	Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0,00	0,00	0,00

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GENERALE									
Action 1.1: Coordination et animation									
S/Total action1.1	127,44	131,27	135,20	0,00	0,00	0,00	127,44	131,27	135,20
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	127,44	131,27	135,20	0,00	0,00	0,00	127,44	131,27	135,20
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	127,44	131,27	135,20	0,00	0,00	0,00	127,44	131,27	135,20
Activité 111 : Coordonner les activités du Ministère	69,37	71,45	73,59	0,00	0,00	0,00	69,37	71,45	73,59
Activité 112 : Régler les conflits et tenir les rencontres avec les structures et organes du Ministère	10,00	10,30	10,61	0,00	0,00	0,00	10,00	10,30	10,61
Activité 113 : Renforcer la coopération et les relations avec les autres ministères et veiller à l'application des textes réglementaires	34,08	35,10	36,15	0,00	0,00	0,00	34,08	35,10	36,15
Activité 114 : Inspecter les services du Ministères	14,00	14,42	14,85	0,00	0,00	0,00	14,00	14,42	14,85

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
Action 1.2: Gestion des ressources humaines, matérielles et financières									
S/Total action 1.2	22 637,24	23 316,24	24 015,61	0,00	0,00	0,00	22 637,24	23 316,24	24 015,61
Personnel	15 277,02	15 735,33	16 207,39	0,00	0,00	0,00	15 277,02	15 735,33	16 207,39
Biens et services	6 460,55	6 654,25	6 853,75	0,00	0,00	0,00	6 460,55	6 654,25	6 853,75
Transferts	899,68	926,67	954,47	0,00	0,00	0,00	899,68	926,67	954,47
Investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Personnel	15 277,02	15 735,33	16 207,39	0,00	0,00	0,00	15 277,02	15 735,33	16 207,39
Activité 121 : Prendre en charge les salaires des personnels de l'administration centrale	15 277,02	15 735,33	16 207,39	0,00	0,00	0,00	15 277,02	15 735,33	16 207,39
Biens et services	6 460,55	6 654,25	6 853,75	0,00	0,00	0,00	6 460,55	6 654,25	6 853,75
Activité 122 : Prendre en charge le fonctionnement de la résidence du Ministre	4,00	4,00	4,00	0,00	0,00	0,00	4,00	4,00	4,00
Activité 123 : Préparer et suivre l'exécution des budgets du Ministère et des structures sous-tutelle	38,50	39,66	40,84	0,00	0,00	0,00	38,50	39,66	40,84
Activité 124 : Prendre en charge les abonnements eau, électricité et téléphone de l'administration centrale du MESRS	53,46	55,06	56,71	0,00	0,00	0,00	53,46	55,06	56,71
Activité 125 : Prendre en charge les abonnements eau, électricité et téléphone des structures sous tutelle du MESRS	5 545,75	5 712,12	5 883,49	0,00	0,00	0,00	5 545,75	5 712,12	5 883,49
Activité 126 : Prendre en charge les Honoraires des agents sous la convention du BNETD	131,21	135,15	139,20	0,00	0,00	0,00	131,21	135,15	139,20
Activité 127 : Coordonner la passation des marchés publics du MESRS et suivre leur exécution	25,00	25,75	26,52	0,00	0,00	0,00	25,00	25,75	26,52
Activité 128 : Gérer les dépenses centralisées du MESRS	246,00	253,38	260,98	0,00	0,00	0,00	246,00	253,38	260,98
Activité 129 : Renforcer les capacités des ACD et ordonnateurs des EPN et des structures sous-tutelle et les membres de l'Equipe CDMT du MESRS dans le cadre de la réforme du budget de l'Etat	170,00	175,10	180,35	0,00	0,00	0,00	170,00	175,10	180,35
Activité 1210 : Gérer les dépenses des séminaires et conférences hors Côte d'Ivoire	115,00	118,45	122,00	0,00	0,00	0,00	115,00	118,45	122,00
Activité 1211 : Mettre en œuvre le CDMT	60,00	61,80	63,65	0,00	0,00	0,00	60,00	61,80	63,65
Activité 1212 : Renforcer le dialogue intersectoriel éducation/formation (Task Force)	10,00	10,30	10,61	0,00	0,00	0,00	10,00	10,30	10,61
Activité 1213 : Gérer les personnels du Ministère	36,45	37,54	38,67	0,00	0,00	0,00	36,45	37,54	38,67
Activité 1214 : Organiser les sessions de recrutement des Assistants du supérieur (CNRES)	25,18	25,94	26,71	0,00	0,00	0,00	25,18	25,94	26,71

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
Transferts	899,68	926,67	954,47	0,00	0,00	0,00	899,68	926,67	954,47
Activité 1215 : Apurer les passifs des frais de scolarité des établissements privés du MESRS	899,68	926,67	954,47	0,00	0,00	0,00	899,68	926,67	954,47
Action 1.3 : Planification, programmation et suivi-évaluation									
S/Total action1.3	146,50	347,90	96,23	0,00	0,00	0,00	146,50	347,90	96,23
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	46,50	47,90	49,33	0,00	0,00	0,00	46,50	47,90	49,33
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	100,00	300,00	46,90	0,00	0,00	0,00	100,00	300,00	46,90
Trésor	100,00	300,00	46,90	0,00	0,00	0,00	100,00	300,00	46,90
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	46,50	47,90	49,33	0,00	0,00	0,00	46,50	47,90	49,33
Activité 131 : Planifier, programmer, suivre et évaluer les activités du Ministère	46,50	47,90	49,33	0,00	0,00	0,00	46,50	47,90	49,33
Investissements	100,00	300,00	46,90	0,00	0,00	0,00	100,00	300,00	46,90
Trésor	100,00	300,00	46,90	0,00	0,00	0,00	100,00	300,00	46,90
Activité 132 : Assurer le suivi de la mise en œuvre de la carte universitaire/PDU (projet)	100,00	300,00	46,90	0,00	0,00	0,00	100,00	300,00	46,90
Action 1.4 : Gestion des systèmes d'information et de Communication									
S/Total action1.4	65,90	67,88	69,91	0,00	0,00	0,00	65,90	67,88	69,91
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	65,90	67,88	69,91	0,00	0,00	0,00	65,90	67,88	69,91
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	65,90	67,88	69,91	0,00	0,00	0,00	65,90	67,88	69,91
Activité 141 : Elaborer et mettre en œuvre les stratégies de communication du Ministère	23,90	24,62	25,36	0,00	0,00	0,00	23,90	24,62	25,36
Activité 142 : Gérer les ressources logicielles et Informatiques et Assurer l'équipement et la maintenance informatique du ministère et des structures sous tutelle	42,00	43,26	44,56	0,00	0,00	0,00	42,00	43,26	44,56

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
Action 1.5 : Développement de la démarche qualité du système d'ESRS									
S/Total action1.5	99,65	102,64	105,72	0,00	0,00	0,00	99,65	102,64	105,72
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	99,65	102,64	105,72	0,00	0,00	0,00	99,65	102,64	105,72
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	99,65	102,64	105,72	0,00	0,00	0,00	99,65	102,64	105,72
Activité 151 : Coordonner la politique d'assurance qualité, de certification et d'accréditation des institutions d'enseignement supérieur et de recherche	26,00	26,78	27,58	0,00	0,00	0,00	26,00	26,78	27,58
Activité 152 : Définir et mettre en œuvre la politique d'assurance qualité des établissements d'enseignements supérieur et de recherche	26,65	27,45	28,27	0,00	0,00	0,00	26,65	27,45	28,27
Activité 153 : Définir et mettre en œuvre les critères d'évaluation, de certification et d'accréditation des institutions du MESRS	22,00	22,66	23,34	0,00	0,00	0,00	22,00	22,66	23,34
Activité 154 : Organiser les sessions de la commission d'Etablissements d'Enseignement Supérieur	25,00	25,75	26,52	0,00	0,00	0,00	25,00	25,75	26,52
TOTAL DU PROGRAMME 1	23 076,73	23 965,92	24 422,67	0,00	0,00	0,00	23 076,73	23 965,92	24 422,67

II.2.2. Programme 2 : Enseignement supérieur

II.2.2.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 2 : Enseignement supérieur	Action 2.1 : Gestion des universités et des grandes écoles
	Action 2.2 : Amélioration de l'insertion professionnelle des diplômés de l'enseignement supérieur
	Action 2.3 : Réhabilitation et équipement des infrastructures des universités et des grandes écoles publiques
	Action 2.4 : Construction, extension et équipement des infrastructures des universités et des grandes écoles publiques

II.2.2.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 2 : Enseignement supérieur						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2017	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2019	2020	2021	
OS 1 : Améliorer la qualité des formations et de l'orientation des étudiants dans l'Enseignement Supérieur	Taux d'admissibilité à l'examen du BTS	71%	72%	74%	75%	Nombre de candidats admissibles / Nombre total de candidats inscrits Source : Rapport DEXCO
	Pourcentage de bacheliers orientés dans les universités publiques	43%	47%	48%	50%	Nombre de bacheliers orientés dans les universités publiques / Nombre total de bacheliers Source : Rapport DSI
	Proportion d'UFR ayant terminé l'année académique précédente au démarrage de l'année académique en cours	25%	30%	50%	60%	Nombre d'UFR ayant terminé l'année académique précédente au démarrage de l'année académique en cours / Nombre total d'UFR Source : Rapport DESUP
OS 2 : Améliorer l'accès à l'enseignement supérieur	Nombre d'étudiants pour 100 000 habitants	800	810	830	850	Nombre d'étudiants x Nombre d'habitants / 100 000 Source : Rapport DP
	Ratio capacité d'accueil théorique/capacité d'accueil réel	33%	50%	60%	70%	Rapport capacité d'accueil / Capacité d'accueil réel Source : Rapport DP
	Ratio étudiants/salles de TD (Universités et grandes écoles publiques)	60	45	35	30	Rapport étudiants/salles de TD Source : Rapport DP
	Ratio étudiants/salles de TP (Universités et grandes écoles publiques)	60	45	30	25	Rapport étudiants / salles de TP Source : Rapport DP

II.2.2.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

En million FCFA		Projections		
		2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 2 : ENSEIGNEMENT SUPERIEUR		191 796,26	164 540,03	203 394,20
	Personnel	0,00	0,00	0,00
	Biens et services	4 015,37	4 135,83	4 259,91
	Transferts	129 355,15	133 235,80	137 232,88
	Investissements	58 425,74	27 168,40	61 901,42
	Trésor	32 478,44	6 091,00	51 153,20
	Financement extérieur (Dons/Emprunts)	25 947,30	21 077,40	10 748,22

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 2 : ENSEIGNEMENT SUPERIEUR									
Action 2.1: Gestion des Universités et des Grandes Ecoles									
S/Total action2.1	146 070,25	137 270,67	141 062,28	0,00	0,00	0,00	146 070,25	137 270,67	141 062,28
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	3 984,37	4 103,90	4 227,02	0,00	0,00	0,00	3 984,37	4 103,90	4 227,02
Transferts	128 980,36	132 849,77	136 835,26	0,00	0,00	0,00	128 980,36	132 849,77	136 835,26
Investissements	13 105,52	317,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 105,52	317,00	0,00
Trésor	12 650,00	317,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 650,00	317,00	0,00
Financement extérieur	455,52	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	455,52	0,00	0,00
Biens et services	3 984,37	4 103,90	4 227,02	0,00	0,00	0,00	3 984,37	4 103,90	4 227,02
Activité 211: Coordonner la politique nationale en matière d'enseignement supérieur	42,50	43,78	45,09	0,00	0,00	0,00	42,50	43,78	45,09
Activité 212: Améliorer l'organisation des examens, des concours et l'orientation des bacheliers	53,55	55,16	56,81	0,00	0,00	0,00	53,55	55,16	56,81
Activité 213: Prendre en charge les primes et indemnités relatives aux Examens du BTS	2 732,32	2 814,29	2 898,72	0,00	0,00	0,00	2 732,32	2 814,29	2 898,72
Activité 214: Veiller à la mise en œuvre de la politique nationale en matière d'Enseignement Supérieur et Contrôler l'exécution des activités d'enseignement supérieur, professionnel, technique et académique dans les institutions d'enseignement supérieur	28,00	28,84	29,71	0,00	0,00	0,00	28,00	28,84	29,71
Activité 215: Organiser les inspections des stagiaires de l'ENS	255,00	262,65	270,53	0,00	0,00	0,00	255,00	262,65	270,53
Activité 216: Prendre en charge les contributions de la CI Ecole Inter-états d'Ingénieurs, d'équipement Rural (EIER) & Ecole des Tech Sup de hyd & de l'équipement Rural	70,00	72,10	74,26	0,00	0,00	0,00	70,00	72,10	74,26
Activité 217: Prendre en charge les contributions de la CI aux Centres, Ecoles et Instituts de Formation	200,00	206,00	212,18	0,00	0,00	0,00	200,00	206,00	212,18
Activité 218: Prendre en charge les pécules des étudiants stagiaires de l'ENS	603,00	621,09	639,72	0,00	0,00	0,00	603,00	621,09	639,72
Transferts	128 980,36	132 849,77	136 835,26	0,00	0,00	0,00	128 980,36	132 849,77	136 835,26
Activité 219: Prendre en charge les frais de scolarité des étudiants dans les établissements d'enseignement supérieur Technique privé laïc	32 820,68	33 805,30	34 819,46	0,00	0,00	0,00	32 820,68	33 805,30	34 819,46
Activité 2110: Organiser les sessions de l'Examen du BTS	3 486,10	3 590,68	3 698,40	0,00	0,00	0,00	3 486,10	3 590,68	3 698,40

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
Activité 2111: Animer l'Université Félix Houphouët Boigny	31 046,57	31 977,97	32 937,31	0,00	0,00	0,00	31 046,57	31 977,97	32 937,31
Activité 2112: Animer l'Université Nangui Abrogoua	6 814,67	7 019,11	7 229,68	0,00	0,00	0,00	6 814,67	7 019,11	7 229,68
Activité 2113: Animer l'Université Alassane Ouattara	10 841,69	11 166,94	11 501,95	0,00	0,00	0,00	10 841,69	11 166,94	11 501,95
Activité 2114: Animer l'Université Lorougnon Guédé	3 979,94	4 099,34	4 222,32	0,00	0,00	0,00	3 979,94	4 099,34	4 222,32
Activité 2115: Animer l'Université Péléforo Gon Coulibaly	5 830,23	6 005,14	6 185,29	0,00	0,00	0,00	5 830,23	6 005,14	6 185,29
Activité 2116: Animer l'Institut National Polytechnique Houphouët Boigny	9 456,67	9 740,37	10 032,59	0,00	0,00	0,00	9 456,67	9 740,37	10 032,59
Activité 2117: Animer l'Ecole Normale Supérieure	3 325,03	3 424,78	3 527,53	0,00	0,00	0,00	3 325,03	3 424,78	3 527,53
Activité 2118: Animer l'Université de Man	1 614,87	1 663,31	1 713,21	0,00	0,00	0,00	1 614,87	1 663,31	1 713,21
Activité 2119: Animer l'Université Virtuelle de Côte d'Ivoire	593,00	610,79	629,11	0,00	0,00	0,00	593,00	610,79	629,11
Activité 2120: Animer l'Université Internationale de Grand Bassam	300,00	309,00	318,27	0,00	0,00	0,00	300,00	309,00	318,27
Activité 2121: Faire l'entretien des Universités et CROU/SMDCI	7 500,00	7 725,00	7 956,75	0,00	0,00	0,00	7 500,00	7 725,00	7 956,75
Activité 2122: Prendre en charge les heures supplémentaires de l'Université Félix Houphouët Boigny	400,00	412,00	424,36	0,00	0,00	0,00	400,00	412,00	424,36
Activité 2123 Prendre en charge les heures supplémentaires de l'Université Nangui Abrogoua	255,41	263,07	270,96	0,00	0,00	0,00	255,41	263,07	270,96
Activité 2124 Prendre en charge les heures supplémentaires de l'Université Alassane Ouattara	300,00	309,00	318,27	0,00	0,00	0,00	300,00	309,00	318,27
Activité 2125 Prendre en charge les heures supplémentaires de l'Université Lorougnon Guédé	125,00	128,75	132,61	0,00	0,00	0,00	125,00	128,75	132,61
Activité 2126 Prendre en charge les heures supplémentaires de l'Université Péléforo Gon Coulibaly	199,49	205,47	211,64	0,00	0,00	0,00	199,49	205,47	211,64
Activité 2127 Prendre en charge les heures supplémentaires de l'Université de Man	125,00	128,75	132,61	0,00	0,00	0,00	125,00	128,75	132,61
Activité 2128 Prendre en charge les heures supplémentaires l'Institut National Polytechnique Houphouët Boigny	206,00	212,18	218,55	0,00	0,00	0,00	206,00	212,18	218,55
Activité 2129 Prendre en charge les heures supplémentaires de l'Ecole Normale Supérieure (ENS)	460,00	473,80	488,01	0,00	0,00	0,00	460,00	473,80	488,01
Activité 2130 Prendre en charge les heures Complémentaires l'Université Félix Houphouët Boigny	4 373,66	4 504,87	4 640,02	0,00	0,00	0,00	4 373,66	4 504,87	4 640,02

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
Activité 2131 Prendre en charge les heures Complémentaires l'Université Nangui Abrougoua	650,49	670,00	690,10	0,00	0,00	0,00	650,49	670,00	690,10
Activité 2132 Prendre en charge les heures Complémentaires l'Université Alassane Ouattara	1 562,45	1 609,32	1 657,60	0,00	0,00	0,00	1 562,45	1 609,32	1 657,60
Activité 2133 Prendre en charge les heures Complémentaires l'Université Lorougnon Guédé	740,52	762,73	785,61	0,00	0,00	0,00	740,52	762,73	785,61
Activité 2134 Prendre en charge les heures Complémentaires l'Université Péléforo Gon Coulibaly	524,05	539,77	555,97	0,00	0,00	0,00	524,05	539,77	555,97
Activité 2135 Prendre en charge les heures Complémentaires l'Institut National Polytechnique Houphouët Boigny	250,00	257,50	265,23	0,00	0,00	0,00	250,00	257,50	265,23
Activité 2136 Prendre en charge les heures Complémentaires l'Ecole Normale Supérieure	528,84	544,70	561,04	0,00	0,00	0,00	528,84	544,70	561,04
Activité 2137 Prendre en charge les heures Complémentaires l'Université de Man	70,00	72,10	74,26	0,00	0,00	0,00	70,00	72,10	74,26
Activité 2146 Prendre en charge les kits de l'université virtuelle	600,00	618,00	636,54	0,00	0,00	0,00	600,00	618,00	636,54
Investissements	13 105,52	317,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 105,52	317,00	0,00
Trésor	12 650,00	317,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 650,00	317,00	0,00
Activité 2147 Animer le programme de développement éducation formation et insertion des jeunes (Composante Ens. Supérieur/C2D2)	12 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 500,00	0,00	0,00
Activité 2148 Mise en œuvre le télé-enseignement (équiper l'université virtuelle)	150,00	317,00	0,00	0,00	0,00	0,00	150,00	317,00	0,00
Financement extérieur	455,52	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	455,52	0,00	0,00
Activité 2149 Mise en place centre d'excellence africain-changement climatique/UFHB	455,52	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	455,52	0,00	0,00
Action 2.2: Amélioration de l'insertion professionnelle des diplômés									
S/Total action 2.2	191,00	1 321,13	96,54	0,00	0,00	0,00	191,00	1 321,13	96,54
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	31,00	31,93	32,89	0,00	0,00	0,00	31,00	31,93	32,89
Transferts	60,00	61,80	63,65	0,00	0,00	0,00	60,00	61,80	63,65
Investissements	100,00	1 227,40	0,00	0,00	0,00	0,00	100,00	1 227,40	0,00
Trésor	100,00	150,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100,00	150,00	0,00
Financement extérieur	0,00	1 077,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 077,40	0,00

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
Biens et services	31,00	31,93	32,89	0,00	0,00	0,00	31,00	31,93	32,89
Activité 221: Définir et mettre en œuvre une politique d'insertion professionnelle des diplômés de l'enseignement supérieur	31,00	31,93	32,89	0,00	0,00	0,00	31,00	31,93	32,89
Transferts	60,00	61,80	63,65	0,00	0,00	0,00	60,00	61,80	63,65
Activité 222: Prendre en charge la formation des diplômés au Programme de Gest° de la Politique Econ (GPE)	60,00	61,80	63,65	0,00	0,00	0,00	60,00	61,80	63,65
Investissements	100,00	1 227,40	0,00	0,00	0,00	0,00	100,00	1 227,40	0,00
Trésor	100,00	150,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100,00	150,00	0,00
Activité 225: Equipement du Centre National de Calcul	100,00	150,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100,00	150,00	0,00
Financement extérieur	0,00	1 077,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 077,40	0,00
Activité 225: Equipement du Centre National de Calcul		1 077,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 077,40	0,00
Action 2.3 : Réhabilitation et Equipement des Infrastructures des Universités et Grandes Ecoles Publiques									
S/Total action2.3	8 882,00	3 650,00	416,40	0,00	0,00	0,00	8 882,00	3 650,00	416,40
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	8 882,00	3 650,00	416,40	0,00	0,00	0,00	8 882,00	3 650,00	416,40
Trésor	8 882,00	3 650,00	416,40	0,00	0,00	0,00	8 882,00	3 650,00	416,40
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	8 882,00	3 650,00	416,40	0,00	0,00	0,00	8 882,00	3 650,00	416,40
Trésor	8 882,00	3 650,00	416,40	0,00	0,00	0,00	8 882,00	3 650,00	416,40
Activité 236 : Réhabilitation et équipement des infrastructures de l'Institut National Polytechnique Houphouët Boigny (INPHB)	200,00	2 111,20	0,00	0,00	0,00	0,00	200,00	2 111,20	0,00
Activité 237 : Construction, réhabilitation et équipement des Universités/SIMDCI	8 140,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 140,00	0,00	0,00
Activité 238 : Renforcement et équipement des infrastructures de l'UNIV/UPGC-Kohogo	100,80	183,60	0,00	0,00	0,00	0,00	100,80	183,60	0,00
Activité 239 : Renforcer les Equipements des Infrastructures de l'UNIV/UJLoG-DALOA	100,00	390,10	124,90	0,00	0,00	0,00	100,00	390,10	124,90
Activité 2310 : Renforcement et équipement des infrastructures de l'UNIV/UAO-BOUAKE	100,00	205,10	199,60	0,00	0,00	0,00	100,00	205,10	199,60
Activité 2311 : Renforcement et équipement des infrastructures de l'UNIV/UNA-AboboAdjamé	141,20	500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	141,20	500,00	0,00

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
Activité 2312 : Renforcement des infrastructures techniques et Administratifs de l'Ecole Normale Supérieure (ENS)	50,00	110,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50,00	110,00	0,00
Activité 2313 : Renforcement équipement pédagogiques et académiques de l'Ecole Normale Supérieure (ENS)	50,00	150,00	91,90	0,00	0,00	0,00	50,00	150,00	91,90
Action 2.4 : Construction, Extension et Equipement des Infrastructures des Universités et Grandes Ecoles Publiques									
S/Total action2.4	36 653,01	22 298,23	61 818,98	0,00	0,00	0,00	36 653,01	22 298,23	61 818,98
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Transferts	314,79	324,23	333,96	0,00	0,00	0,00	314,79	324,23	333,96
Investissements	36 338,22	21 974,00	61 485,02	0,00	0,00	0,00	36 338,22	21 974,00	61 485,02
Trésor	10 846,44	1 974,00	50 736,80	0,00	0,00	0,00	10 846,44	1 974,00	50 736,80
Financement extérieur	25 491,78	20 000,00	10 748,22	0,00	0,00	0,00	25 491,78	20 000,00	10 748,22
Transferts	314,79	324,23	333,96	0,00	0,00	0,00	314,79	324,23	333,96
Activité 241 : Animer la cellule suivi construction université	314,79	324,23	333,96	0,00	0,00	0,00	314,79	324,23	333,96
Investissements	36 338,22	21 974,00	61 485,02	0,00	0,00	0,00	36 338,22	21 974,00	61 485,02
Trésor	10 846,44	1 974,00	50 736,80	0,00	0,00	0,00	10 846,44	1 974,00	50 736,80
Activité 243 : Extension des Infrastructures des UFR/Universités de Cocody	350,30	1 942,00	0,00	0,00	0,00	0,00	350,30	1 942,00	0,00
Activité 244 : Extension des infrastructures de l'Université Lorougnon Guédé/UJLoG	2 044,43	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 044,43	0,00	0,00
Activité 245 : Extension des infrastructures de l'Université Péléloro Gon Coulibaly/UPGC	3 333,81	15,00	30 063,80	0,00	0,00	0,00	3 333,81	15,00	30 063,80
Activité 246 : Construction de l'Université de Man	5 117,90	17,00	20 673,00	0,00	0,00	0,00	5 117,90	17,00	20 673,00
Financement extérieur	25 491,78	20 000,00	10 748,22	0,00	0,00	0,00	25 491,78	20 000,00	10 748,22
Activité 247 : Construction de l'Université de Bondoukou	25 491,78	20 000,00	10 748,22	0,00	0,00	0,00	25 491,78	20 000,00	10 748,22
TOTAL DU PROGRAMME 2	191 796,26	164 540,03	203 394,20	0,00	0,00	0,00	191 796,26	164 540,03	203 4,20

II.2.3. Programme 3 : Œuvre universitaire et vie étudiante

II.2.3.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 3 : Œuvre universitaire et vie étudiante	Action 3.1 : Gestion des œuvres universitaires
	Action 3.2 : Pacification de l'environnement universitaire
	Action 3.3 : Réhabilitation et équipement des infrastructures des œuvres universitaires
	Action 3.4 : Construction, extension et équipement des infrastructures des œuvres universitaires

II.2.3.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 3 : Œuvre universitaire et vie étudiante						
Objectifs spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2017	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2019	2020	2021	
OS 1 : Améliorer la gestion des œuvres universitaires	Part des bourses dans le budget de fonctionnement du MESRS	6.91%	7%	10%	12%	Budget bourses/Budget de fonctionnement Source : Rapports DB/DFP
	Proportion d'étudiants boursiers	10%	10%	12%	15%	Effectif des boursiers/ Effectif total des étudiants Source : Rapports DB/DFP
	Nombre de campagnes de sensibilisation à la non-violence tenue	1	3	4	5	Dénombrement Source : Rapports DOUVAG /DP
OS 2 : Accroître les capacités d'accueil des œuvres universitaires	Ratio étudiants par lit	20%	10%	8%	5%	Nombre de lits / Nombre d'étudiants Source : Rapport CROU
	Taux de satisfaction des demandes en chambres dans les résidences universitaires	10%	15%	15%	15%	Nombre de demandes satisfaites / Nombre total de demandes formulées Source : Rapport DOUVAG/CROU
	Nombre de repas servis par jour	17.000	22.000	28.000	30.000	Dénombrement Source : Rapport CROU

II.2.3.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépenses

En million FCFA		Projections		
		2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 3 : ŒUVRES UNIVERSITAIRES ET VIE ESTUDIANTE		22 907,38	25 193,93	25 687,86
	Personnel	0,00	0,00	0,00
	Biens et services	14 555,99	14 992,67	15 442,45
	Transferts	7 907,53	8 144,76	8 389,10
	Investissements	443,85	2 056,50	1 856,30
	Trésor	443,85	2 056,50	1 856,30
	Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0,00	0,00	0,00

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 3 : ŒUVRES UNIVERSITAIRES ET VIE ESTUDIANTE									
Action 3.1: Gestion des Œuvres Universitaires									
S/Total action3.1	22 453,53	23 127,13	23 820,95	0,00	0,00	0,00	22 453,53	23 127,13	23 820,95
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	14 545,99	14 982,37	15 431,84	0,00	0,00	0,00	14 545,99	14 982,37	15 431,84
Transferts	7 907,53	8 144,76	8 389,10	0,00	0,00	0,00	7 907,53	8 144,76	8 389,10
Investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	14 545,99	14 982,37	15 431,84	0,00	0,00	0,00	14 545,99	14 982,37	15 431,84
Activité 311 : Organiser les travaux d'attribution des bourses aux étudiants/COMMISSION DES BOURSES	37,40	38,52	39,68	0,00	0,00	0,00	37,40	38,52	39,68
Activité 312 : Suivre et contrôler l'ensemble des opérations de gestion des bourses et des secours financiers	61,62	63,47	65,37	0,00	0,00	0,00	61,62	63,47	65,37

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
Activité 313: Définir et suivre la mise en œuvre de la politique des œuvres universitaires, de la vie associative et de la promotion du genre	21,20	21,84	22,49	0,00	0,00	0,00	21,20	21,84	22,49
Activité 314 : Prendre en charge les frais de transport des étudiants boursiers à l'étranger	1 020,10	1 050,70	1 082,22	0,00	0,00	0,00	1 020,10	1 050,70	1 082,22
Activité 315 : Prendre en charge les bourses aux étudiants en CIV	9 105,67	9 378,84	9 660,21	0,00	0,00	0,00	9 105,67	9 378,84	9 660,21
Activité 316 : Prendre en charge les bourses aux étudiants ivoiriens hors CIV	4 000,00	4 120,00	4 243,60	0,00	0,00	0,00	4 000,00	4 120,00	4 243,60
Activité 317 : Prendre en charge les bourses d'excellence aux étudiants	300,00	309,00	318,27	0,00	0,00	0,00	300,00	309,00	318,27
Transferts	7 907,53	8 144,76	8 389,10	0,00	0,00	0,00	7 907,53	8 144,76	8 389,10
Activité 318 : Prendre en charge les heures supplémentaires du CROU B	102,00	105,06	108,21	0,00	0,00	0,00	102,00	105,06	108,21
Activité 319 : Prendre en charge les heures supplémentaires du CROU D	60,00	61,80	63,65	0,00	0,00	0,00	60,00	61,80	63,65
Activité 3110 : Prendre en charge les heures supplémentaires du CROU K	64,52	66,46	68,45	0,00	0,00	0,00	64,52	66,46	68,45
Activité 3111 : Prendre en charge les heures supplémentaires du CROU A1	330,00	339,90	350,10	0,00	0,00	0,00	330,00	339,90	350,10
Activité 3112 : Prendre en charge les heures supplémentaires du CROU A2	94,00	96,82	99,72	0,00	0,00	0,00	94,00	96,82	99,72
Activité 3113 : Animer le CROU A 1	2 014,41	2 074,84	2 137,08	0,00	0,00	0,00	2 014,41	2 074,84	2 137,08
Activité 3114 : Animer le CROU A 2	1 232,97	1 269,96	1 308,06	0,00	0,00	0,00	1 232,97	1 269,96	1 308,06
Activité 3115 : Animer le CROU B	1 973,32	2 032,52	2 093,49	0,00	0,00	0,00	1 973,32	2 032,52	2 093,49
Activité 3116: Animer le CROU D	997,96	1 027,90	1 058,73	0,00	0,00	0,00	997,96	1 027,90	1 058,73
Activité 3117: Animer le CROU K	1 038,35	1 069,50	1 101,59	0,00	0,00	0,00	1 038,35	1 069,50	1 101,59
Action 3.2: Pacification de l'environnement universitaire									
S/Total action3.2	10,00	10,30	10,61	0,00	0,00	0,00	10,00	10,30	10,61
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	10,00	10,30	10,61	0,00	0,00	0,00	10,00	10,30	10,61
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	10,00	10,30	10,61	0,00	0,00	0,00	10,00	10,30	10,61
Activité 321: Organiser des campagnes de sensibilisation à la non-violence	10,00	10,30	10,61	0,00	0,00	0,00	10,00	10,30	10,61

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
Action 3.3 : Réhabilitation et Equipement des Infrastructures des œuvres universitaires									
S/Total action3.3	320,25	2 056,50	1 856,30	0,00	0,00	0,00	320,25	2 056,50	1 856,30
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	320,25	2 056,50	1 856,30	0,00	0,00	0,00	320,25	2 056,50	1 856,30
Trésor	320,25	2 056,50	1 856,30	0,00	0,00	0,00	320,25	2 056,50	1 856,30
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	320,25	2 056,50	1 856,30	0,00	0,00	0,00	320,25	2 056,50	1 856,30
Trésor	320,25	2 056,50	1 856,30	0,00	0,00	0,00	320,25	2 056,50	1 856,30
Activité 335 : Renforcement et Equipement des Infrastructures CROU D	100,00	256,50	211,60	0,00	0,00	0,00	100,00	256,50	211,60
Activité 336 : Renforcement et Equipement des Infrastructures CROU B	70,25	300,00	385,60	0,00	0,00	0,00	70,25	300,00	385,60
Activité 337 : Renforcement des infrastructures et équipements du CROU-A2	150,00	1 500,00	1 259,10	0,00	0,00	0,00	150,00	1 500,00	1 259,10
Action 3.4 : Construction, Extension et Equipements des Œuvres Universitaires									
S/Total action3.4	123,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	123,60	0,00	0,00
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	123,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	123,60	0,00	0,00
Trésor	123,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	123,60	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	123,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	123,60	0,00	0,00
Trésor	123,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	123,60	0,00	0,00
Activité 341 : Construction et équipement Restaurant CROU-Bouaké	73,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	73,60	0,00	0,00
Activité 342 : Renforcement des infrastructures socioculturelles des CROU (provision)	50,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50,00	0,00	0,00
TOTAL DU PROGRAMME 3	22 907,38	25 193,93	25 687,86	0,00	0,00	0,00	22 907,38	25 193,93	25 87,86

II.2.4. Programme 4 : Recherche scientifique et innovation

II.2.4.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 4 : Recherche scientifique et innovation	Action 4.1: Gestion des centres et instituts de recherche et de l'innovation
	Action 4.2: Réhabilitation et équipement des infrastructures des centres et instituts de recherche
	Action 4.3: Construction, extension et équipement des infrastructures des centres et instituts de recherche

II.2.4.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 4 : Recherche scientifique et innovation technologique						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2017	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2019	2020	2021	
OS 1 : Assurer une meilleure gestion de la recherche et l'innovation	La part du budget de la recherche-développement (R-D) dans le PIB	0,35%	0,40%	0,50%	1%	Budget de la R-D / le PIB Source: IPST/DGRI
	Proportion de programmes Nationaux de Recherche élaborés	100%	100%	100%	100%	Nombre de Programmes élaborés / Nombre total de programmes prévus Source: Rapport DR
	Proportion de programmes nationaux de recherche (PNR) mis en œuvre	0%	7.14%	14.28%	21.42%	Nombre de PNR mise en œuvre / Nombre total de PNR Source: Rapport DR
	Nombre de résultats de recherche valorisés	20	25	30	35	Dénombrement / Source : Rapport DVI
	Nombre de Brevets acquis	23	30	32	35	Dénombrement / Source : Rapport DVI
	Nombre de résultats de recherche vulgarisés	5	7	8	10	Dénombrement / Source : Rapport DVI
OS 2 : Accroître les capacités infrastructurelles et matérielles (plateaux techniques) du système de recherche et d'innovation	Nombre de structures de recherche réhabilitées et équipées	03	03	03	03	Dénombrement / Source : Rapport DP
	Nombre de moyens communautaires fonctionnels	0	2	3	4	Dénombrement Source: Rapport DGRI
	Nombres d'unité de production Agropastorales fonctionnels	00	02	03	05	Dénombrement Source : Rapport DP

II.2.4.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépenses

En million FCFA		Projections		
		2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 4 : RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET INNOVATION		12 540,61	13 019,87	14 078,68
	Personnel	0,00	0,00	0,00
	Biens et services	97,56	100,49	103,50
	Transferts	9 572,89	9 860,08	10 155,88
	Investissements	2 870,16	3 059,30	3 819,30
	Trésor	1 570,16	1 981,90	3 819,30
	Financement extérieur (Dons/Emprunts)	1 300,00	1 077,40	0,00

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 4 : RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET INNOVATION									
Action 4.1: Gestion des Centres et Instituts de Recherche et l'Innovation									
S/Total action1	9 855,45	10 390,57	12 945,38	0,00	0,00	0,00	9 855,45	10 390,57	12 945,38
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	97,56	100,49	103,50	0,00	0,00	0,00	97,56	100,49	103,50
Transferts	9 572,89	9 860,08	10 155,88	0,00	0,00	0,00	9 572,89	9 860,08	10 155,88
Investissements	185,00	430,00	2 686,00	0,00	0,00	0,00	185,00	430,00	2 686,00
Trésor	185,00	430,00	2 686,00	0,00	0,00	0,00	185,00	430,00	2 686,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	97,56	100,49	103,50	0,00	0,00	0,00	97,56	100,49	103,50
Activité 411 : Coordonner la politique nationale de recherche scientifique	28,00	28,84	29,71	0,00	0,00	0,00	28,00	28,84	29,71
Activité 412 : Veiller et suivre la mise en œuvre la politique de recherche dans les instituts et centres de recherche	27,50	28,33	29,17	0,00	0,00	0,00	27,50	28,33	29,17
Activité 413 : Organiser les sessions de la commission des programmes	5,00	5,15	5,30	0,00	0,00	0,00	5,00	5,15	5,30
Activité 414 : Veiller et suivre la mise en œuvre la politique de la valorisation des résultats de la recherche et de l'innovation	37,06	38,17	39,32	0,00	0,00	0,00	37,06	38,17	39,32

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
Transferts	9 572,89	9 860,08	10 155,88	0,00	0,00	0,00	9 572,89	9 860,08	10 155,88
Activité 415 : Financer les activités de la recherche (FONSTI)	3 000,00	3 090,00	3 182,70	0,00	0,00	0,00	3 000,00	3 090,00	3 182,70
Activité 416 : Prendre en charge les frais de dossiers des chercheurs candidats au GAMES	12,50	12,88	13,26	0,00	0,00	0,00	12,50	12,88	13,26
Activité 417 : Prendre en charge les abonnements dans les revues scientifiques (Réseau d'Information Scientifique/PERI)	5,00	5,15	5,30	0,00	0,00	0,00	5,00	5,15	5,30
Activité 418: Animer l'IPCI	1 622,24	1 670,90	1 721,03	0,00	0,00	0,00	1 622,24	1 670,90	1 721,03
Activité 419: Animer le CRO	1 103,16	1 136,25	1 170,34	0,00	0,00	0,00	1 103,16	1 136,25	1 170,34
Activité 4110: Animer le PASRES	280,00	288,40	297,05	0,00	0,00	0,00	280,00	288,40	297,05
Activité 4111 : Animer le CSRS	80,00	82,40	84,87	0,00	0,00	0,00	80,00	82,40	84,87
Activité 4112 : Animer le CNRA	3 000,00	3 090,00	3 182,70	0,00	0,00	0,00	3 000,00	3 090,00	3 182,70
Activité 4113 : Animer le CEMV	125,00	128,75	132,61	0,00	0,00	0,00	125,00	128,75	132,61
Activité 4114 : Animer le LAMTO Géo	50,00	51,50	53,05	0,00	0,00	0,00	50,00	51,50	53,05
Activité 4115 : Animer le CAPEC	10,00	10,30	10,61	0,00	0,00	0,00	10,00	10,30	10,61
Activité 4116 : Animer la Société Mathématique	100,00	103,00	106,09	0,00	0,00	0,00	100,00	103,00	106,09
Activité 4117 : Animer le CNF	5,00	5,15	5,30	0,00	0,00	0,00	5,00	5,15	5,30
Activité 4118: Animer l'IRD (Ex Ostrom)	5,00	5,15	5,30	0,00	0,00	0,00	5,00	5,15	5,30
Activité 4119 : Animer le CIRES (Université des nations Unies)	5,00	5,15	5,30	0,00	0,00	0,00	5,00	5,15	5,30
Activité 4120: Animer le Comité Bipartie ADRAO/CI	5,00	5,15	5,30	0,00	0,00	0,00	5,00	5,15	5,30
Activité 4121: Animer le GRTO	5,00	5,15	5,30	0,00	0,00	0,00	5,00	5,15	5,30
Activité 4124: Prendre en charge les heures supplémentaires de l'IPCI	100,00	103,00	106,09	0,00	0,00	0,00	100,00	103,00	106,09
Activité 4125 : Prendre en charge les heures supplémentaires de CRO	60,00	61,80	63,65	0,00	0,00	0,00	60,00	61,80	63,65
Investissements	185,00	430,00	2 686,00	0,00	0,00	0,00	185,00	430,00	2 686,00
Trésor	185,00	430,00	2 686,00	0,00	0,00	0,00	185,00	430,00	2 686,00
Activité 4126 : Animer les instances de gouvernance des pôles de compétences/programmes	85,00	180,00	115,00	0,00	0,00	0,00	85,00	180,00	115,00
Activité 4127 : Création des Fermes Agro-Pastorale	100,00	250,00	2 571,00	0,00	0,00	0,00	100,00	250,00	2 571,00

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
Action 4.2: Réhabilitation et Equipements des Infrastructures des Centres et Instituts de Recherche									
S/Total action4.2	385,00	1 401,90	1 133,30	0,00	0,00	0,00	385,00	1 401,90	1 133,30
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	385,00	1 401,90	1 133,30	0,00	0,00	0,00	385,00	1 401,90	1 133,30
Trésor	385,00	1 401,90	1 133,30	0,00	0,00	0,00	385,00	1 401,90	1 133,30
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	385,00	1 401,90	1 133,30	0,00	0,00	0,00	385,00	1 401,90	1 133,30
Trésor	385,00	1 401,90	1 133,30	0,00	0,00	0,00	385,00	1 401,90	1 133,30
Activité 421: Réhabilitation et Equipement des Bâtiments de LAMTO ECOLOGIE	65,00	71,80	0,00	0,00	0,00	0,00	65,00	71,80	0,00
Activité 422: Réhabilitation et équipement du CEMV	100,00	177,70	157,40	0,00	0,00	0,00	100,00	177,70	157,40
Activité 423 : Réhabilitation et Equipement du CRO	100,00	570,00	534,90	0,00	0,00	0,00	100,00	570,00	534,90
Activité 424 : Réhabilitation et équipement du centre national de floristique	50,00	282,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50,00	282,00	0,00
Activité 426 : Réhabilitation et équipement Station géophysique Lamto	70,00	300,40	441,00	0,00	0,00	0,00	70,00	300,40	441,00
Action 4.3 : Construction, Extension et Equipements des Infrastructures des Centres et Instituts de Recherche									
S/Total action4.3	2 300,16	1 227,40	0,00	0,00	0,00	0,00	2 300,16	1 227,40	0,00
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	2 300,16	1 227,40	0,00	0,00	0,00	0,00	2 300,16	1 227,40	0,00
Trésor	1 000,16	150,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,16	150,00	0,00
Financement extérieur	1 300,00	1 077,40	0,00	0,00	0,00	0,00	1 300,00	1 077,40	0,00

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
Investissements	2 300,16	1 227,40	0,00	0,00	0,00	0,00	2 300,16	1 227,40	0,00
Trésor	1 000,16	150,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,16	150,00	0,00
Activité 431 : Construction et Equipement de l'Institut Pasteur/IPCI (Labo P3+Labo P4)	1 000,16	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,16	0,00	0,00
Activité 432 : Equipement du Centre National de Calcul	0,00	150,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	150,00	0,00
Financement extérieur	1 300,00	1 077,40	0,00	0,00	0,00	0,00	1 300,00	1 077,40	0,00
Activité 432 : Equipement du Centre National de Calcul	1 300,00	1 077,40	0,00	0,00	0,00	0,00	1 300,00	1 077,40	0,00
TOTAL DU PROGRAMME 4	12 540,61	13 019,87	14 078,68	0,00	0,00	0,00	12 540,61	13 019,87	14 078,68

SECTION 35 : MINISTERE DE LA CULTURE ET DE LA FRANCOPHONIE

I. PRESENTATION GENERALE DU MINISTERE

I.1. Situation du secteur

I.1.1. Problèmes majeurs

I.1.1.1. Au titre de la gouvernance et de la coopération culturelle

- l'absence de décrets d'application des lois votées ;
- le manque de statistiques culturelles à jour ;
- le sous équipement des structures opérationnelles (ONAC-CI, CNAC, OIPC, SPSEC).

I.1.1.2. Au titre de l'animation culturelle et industrie culturelle et créative

- le piratage et contrefaçon des œuvres de l'esprit ;
- le faible niveau de structuration du sous-secteur de l'animation et de l'industrie culturelle ;
- l'insuffisance d'espaces et de cadres d'expressions de la diversité culturelle ;
- l'insuffisance d'appuis financiers pour accompagner les opérateurs culturels.

I.1.1.3. Au titre du patrimoine culturel

- l'insuffisance de ressources financières affectées à l'inventaire systématique du patrimoine culturel ;
- l'insuffisance d'outils techniques et financiers de suivi et de gestion des monuments et sites classés.

I.1.1.4. Au titre de l'enseignement artistique et culturel

- l'insuffisance et inégal accès des populations aux structures de formation artistique et culturelle ;
- l'inadéquation des curricula de formation en conformité avec le bassin des emplois et l'évolution technologique.

I.1.2. Réponses apportées

I.1.2.1. Au titre de la gouvernance

- l'adoption de la loi relative à la politique culturelle nationale ;
- l'adoption de la loi relative à l'industrie cinématographique ;
- l'adoption de la loi relative à l'industrie du livre et la loi relative au droit d'auteur et droit voisin ;
- l'amélioration de la gestion du BURIDA ;
- l'étude portant impact socio-économique de la culture sur le développement de la Côte d'Ivoire réalisée en 2016 ;
- l'assurance maladie et pension de retraite des artistes sociétaires du BURIDA ;
- l'octroi d'un montant de 300 000 FCFA par mois à 58 anciennes Gloires de la culture.

I.1.2.2. Au titre de l'animation culturelle et des industries culturelles et créatives

- l'organisation de festivals internationaux tels que le MASA, le FEMUA, le FASSA, la SNAC, Ivoire Ciné Tour, Clap Ivoire, le POPO CARNAVAL, l'ABISSA, le FICAD ;
- les productions cinématographiques avec la sortie de plusieurs films, dont l'Interprète I et II, Ma Famille saison 2 ;

- les productions musicales avec la tenue de plusieurs concerts ;
- l'organisation de salons ;
- l'appui financier aux différentes productions et activités à travers le Fonds de Soutien à l'Industrie Cinématographique (FONSIC) pour le Cinéma et le Fonds de Soutien à la Culture et à la Création Artistique (FSCCA) pour les autres arts ;
- l'ouverture de nombreux chantiers d'infrastructures au nombre desquels l'on peut citer : la Bibliothèque de la Renaissance Africaine d'Abidjan (BRAA) avec les travaux de délocalisation de la DECO et les Centres Culturels Intégrés (CCI) des localités d'Odienné, de Man, de Gagnoa, de Dimbokro et de Daloa avec les travaux de construction des clôtures.

I.1.2.3. Au titre du patrimoine culturel

- le fonctionnement effectif de l'Office Ivoirien du Patrimoine Culturel (OIPC) ;
- l'inventaire du patrimoine immatériel par l'OIPC et la Direction du Patrimoine Culturel en partenariat avec l'UNESCO ;
- l'inscription de quatre (04) biens culturels au Patrimoine mondial de l'Unesco : le Gbofé d'Afoukaha de Katiola en 2008, la Ville historique de Grand-Bassam en 2012, le Balafon pentatonique Djéguélé des Sénoufos en 2012 et le Zaouli en 2018 ;
- la traduction de la bible en plusieurs langues nationales (Baoulé, Sénoufo, Bété, Agni, Koulango, Malinké...) ;
- l'instauration de l'enseignement de langues nationales dans certaines régions (phase expérimentale) ;
- la mise en œuvre du projet de la route de la mémoire (la route de l'esclave et de la route du fer) avec la construction de stèles à Kanga Nianzé (Tiassalé) et Lahou Kpanda (Grand Lahou) ;
- les fouilles archéologiques en cours dans plusieurs régions du pays avec des études sur la réhabilitation de certains monuments tels les mosquées de type soudanais.

I.1.2.4. Au titre de l'enseignement artistique et culturel

- la construction du Lycée d'Enseignement Artistique (LEA) de Yamoussoukro dont les travaux sont en cours ;
- le démarrage de la construction du Centre Technique des Arts Appliqués (CTAA) de Korhogo ;
- la réhabilitation et extension de l'INSAAC ;
- la réforme des curricula dans l'enseignement supérieur culturel, passant du système classique au système Licence Master Doctorat (LMD).

I.1.2.5. Au titre de la coopération culturelle et de la francophonie

- la signature du Traité d'Amitié et de Coopération (TAC) avec le Burkina Faso dont un volet dédié au renforcement de la coopération culturelle à travers des coproductions de films ;
- la signature des conventions avec le Maroc pour le renforcement des capacités des acteurs culturels ;
- la signature d'une convention tripartite dans le cadre de la création d'une zone économique spéciale (ZES-SKBO) ;
- l'appui financier de l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF) pour la mise en place d'un Centre National Technique de Lecture Publique et d'Animation Culturelle (CENATELPAC) auquel est associé dix (10) Centres de Lectures Publiques et d'Animations Culturelles (CLAC) déployés dans le nord la Côte d'Ivoire ;
- l'organisation des Jeux de la Francophonie.

I.1.3. Défis et priorités

I.1.3.1. Défis

- le renforcement du cadre législatif et réglementaire dans le domaine des arts et de la culture ;
- la création des conditions de la mise en valeur du Patrimoine culturel National ;
- l'aménagement du territoire national en infrastructures culturelles ;
- l'insertion des jeunes diplômés ;
- l'intensification des actions d'initiation et de promotion des activités de l'industrie culturelle et créative en vue de lutter contre la pauvreté ;

- le renforcement de la coopération culturelle internationale et de la francophonie.

I.1.3.2. Priorités

- l'élaboration et l'actualisation du cadre législatif et réglementaire dans le domaine des arts et de la culture ;
- l'inventaire systématique du patrimoine culturel national ;
- la dotation de toutes les régions d'infrastructures culturelles ;
- l'organisation d'événements culturels et artistiques en région ;
- la promotion des industries culturelles et créatives ;
- l'encadrement et l'appui technique et financier des initiatives culturelles privées ;
- la révision des curricula en adéquation avec le bassin de l'emploi ;
- le renforcement du positionnement de la Côte d'Ivoire dans l'espace francophone et dans le monde.

I.2. Politique sectorielle

I.2.1. Principales orientations

- l'amélioration de l'accessibilité de l'offre des services culturels ;
- le renforcement de la coopération culturelle et la francophonie ;
- la préservation et valorisation du patrimoine culturel ;
- l'amélioration de l'enseignement artistique et culturel.

I.2.2. Résultats stratégiques

- la gouvernance du secteur et la coopération culturelle sont renforcées ;
- la rentabilité économique des industries culturelles et créatives est améliorée ;
- la connaissance et la gestion du patrimoine culturel national sont améliorées ;
- l'enseignement artistique et culturel est performant et accessible.

I.3. Missions du ministère

Le Ministre de la Culture et de la Francophonie est chargé de la mise en œuvre et du suivi de la politique du gouvernement en matière de Culture et de Francophonie. A ce titre, et en liaison avec les différents départements ministériels concernés, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

I.3.1. En matière de culture

- promotion de la création littéraire et artistique, des arts et des traditions populaires ;
- formation dans les domaines des arts et activités culturelles ;
- développement des infrastructures culturelles ;
- préservation et valorisation du patrimoine culturel national ;
- protection des œuvres de l'esprit ;
- promotion de l'édition et de la diffusion du livre ;
- promotion des échanges internationaux en matière culturelle ;
- promotion de la production cinématographique ;

- promotion d'une industrie culturelle nationale ;
- promotion d'une économie de la culture ;
- promotion des langues nationales ;
- valorisation des conventions des pratiques traditionnelles de régulation sociale ;
- promotion des artistes nationaux à l'étranger ;
- renforcement de l'unité nationale par l'organisation d'activités culturelles.

I.3.2. En matière de francophonie

- représentation de la Côte d'Ivoire dans les organes de la francophonie ;
- suivi de l'évolution juridique et institutionnelle de la francophonie ;
- organisation de la participation de la Côte d'Ivoire aux instances des divers sommets de la francophonie ;
- renforcement des relations culturelles avec les Ambassades et organismes francophones en Côte d'Ivoire ;
- contrôle de la mise en œuvre des décisions des sommets de la francophonie ;
- promotion et vulgarisation de la francophonie auprès des populations ;
- contribution au suivi et à l'évaluation des opérations de coopération culturelle francophones en Côte d'Ivoire.

I.4. Identification des programmes

- Programme 1 : Administration Générale ;
- Programme 2 : Animation culturelle et industries culturelles et créatives ;
- Programme 3 : Patrimoine culturel ;
- Programme 4 : Enseignement artistique et culturel.

II. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DEPENSES - PROJETS ANNUEL DE PERFORMANCE (DPPD-PAP)

II. 1. Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses (DPPD)

II.1.1. Répartition des structures dans les programmes

Tableau 1 : Cartographie administrative des programmes

PROGRAMMES	DIRECTIONS CENTRALES ET REGIONALES	ORGANISME SOUS TUTELLE DIRECTION (EPN SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
P1 : Administration Générale	- Cabinet, SG, IG, DAF, DRH, RC, SPSEC, SCD, CPMP, DFCC, Fonds de Soutien à la culture, DR (32), CCSC	CNF : Commission Nationale de la Francophonie	- Mise en place du schéma directeur informatique - Mise en place d'un système informatique de collecte et de gestion des données	-

PROGRAMMES	DIRECTIONS CENTRALES ET REGIONALES	ORGANISME SOUS TUTELLE DIRECTION (EPN SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
P2 : Animation Culturelle et Industrie Culturelle et créative	DLL, DC, DICC, DIEC, DPAC, CCJAB, CACAB, CENATELPAC, Brigade Culturelle FONSIC	-CNAC, PCBD, ONAC-CI :	<ul style="list-style-type: none"> - Construction et Equipement de centres culturels intégrés - Construire le Centre National Technique de Lecture Publique et d'Animation Culturelle (CENATELPAC) - Equipement l'Office National du Cinéma de Côte d'Ivoire - Construction d'une bibliothèque de la renaissance africaine d'Abidjan (Site disponible). 	-
P3 : Patrimoine culturel	DPC, BNCI Musées (07)	OIPC	<ul style="list-style-type: none"> - Sauvegarde et la valorisation de la ville historique de Grand Bassam - Restauration de la ville historique de Grand Bassam - Inventaire du patrimoine culturel national - Construction mémoriaux commémoratif de l'esclavage - Proposition d'inscription des mosquées de type soudanais du Nord et du Nord-est de la Côte d'Ivoire - Pôle de développement de la cité de Kong/phase 1 - Réhabilitation de la maison du patrimoine de Grand-Bassam - Sauvegarde et valorisation du parc archéologique d'Ahouakro 	-
P4 : Enseignement Artistique et Culturel	DFAC, CRAMA, CTAA, LEA	INSAAC, -IRES-RDEC	<ul style="list-style-type: none"> - Construction et équipement du LTPEA de Yamoussoukro ; - Construction et équipement du CTAA de Korhogo ; - Construction et équipement du CTAA Bingerville ; - Réhabilitation de l'INSAAC (en 2018) ; - Travaux d'extension de l'INSAAC (en 2020). - Construction d'une Lutherie au CTAA de Bingerville 	-

II.1.2. Performance globale du ministère

Tableau 2 : Performance du ministère

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESULTATS STRATEGIQUES	INDICATEURS DE PERFORMANCE	METHODE DE CALCUL / SOURCE DE COLLECTE
OG 1 : Renforcer la gouvernance du secteur, la coopération culturelle et la Francophonie	RS 1 : la gouvernance du secteur et la coopération culturelle sont renforcées	IP 1.1 : Pourcentage de filières culturelles structurées IP 1.2 : Nombre d'accords de coopération et de traités signés	1. Nombre de filières structurées / Nombre total de filières dans le secteur Source : Rapport de la DRC 2. Dénombrement Source : Rapports DFCC/ CNF
OG 2 : Améliorer la rentabilité économique des industries culturelles et créatives	RS 2 : La rentabilité économique des industries culturelles et créatives est améliorée	IP 2.1 : Taux de couverture nationale en manifestations culturelles IP 2.2 : Part des industries culturelles et créatives dans le PIB	1. Nombre de régions ayant abrité au moins une (01) manifestation culturelle de dimension nationale ou internationale / Nombre total de régions Source : Rapport DPAC 2. Volume des richesses produites par les industries culturelles et créatives / PIB Source : INS/Comptabilité nationale
OG 3 : Améliorer la gestion du patrimoine culturel national	RS 3 : La gestion du patrimoine culturel national est améliorée	IP 3.1 : Part des ressources propres tirées de l'exploitation du patrimoine culturel dans le financement global du MCF	Part des ressources propres tirées de l'exploitation du patrimoine culturel / Financement total du MCF Source : Rapport d'activités des structures en charge du patrimoine / DAF/ SPSEC
OG 4 : Améliorer la performance du système éducation-formation artistique et culturelle	RS 4 : L'enseignement artistique et culturel est performant	IP 4.1 : Taux d'admissions dans les différents cycles de formation	Nombre d'admis dans un cycle de formation / Nombre total d'inscrits dans ce cycle Source : Rapport d'activités DFAC

II.1.3. Financement global du ministère

Tableau 3 : Financement global

En million FCFA	PROJECTIONS DE REFERENCE			MESURES NOUVELLES			PROJECTIONS FINALES		
	2019	2020	2021	2019	2020	2021	2019	2020	2021
1. RESSOURCES	13 446,37	11 892,81	11 861,37	0,00	0,00	0,00	13 446,37	11 892,81	11 861,37
1.1 Ressources Intérieures	13 446,37	11 892,81	11 861,37	0,00	0,00	0,00	13 446,37	11 892,81	11 861,37
1.1.1 Budget Etat	13 446,37	11 892,81	11 861,37	0,00	0,00	0,00	13 446,37	11 892,81	11 861,37
1.1.2 Recettes propres (structures)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1.2 Ressources Extérieures	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2. CHARGES	13 446,37	11 892,81	11 861,37	0,00	0,00	0,00	13 446,37	11 892,81	11 861,37
2.1 Personnel	4 570,67	4 707,79	4 849,02	0,00	0,00	0,00	4 570,67	4 707,79	4 849,02
2.1.1 Solde y compris EPN	4 570,67	4 707,79	4 849,02	0,00	0,00	0,00	4 570,67	4 707,79	4 849,02
2.1.2 Contractuels hors solde	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2.2 Biens et services	2 014,63	2 074,94	2 137,07	0,00	0,00	0,00	2 014,63	2 074,94	2 137,07
2.3 Transferts	6 406,51	4 393,48	4 525,28	0,00	0,00	0,00	6 406,51	4 393,48	4 525,28
2.4 Investissements*	454,57	716,60	350,00	0,00	0,00	0,00	454,57	716,60	350,00
Trésor	454,57	716,60	350,00	0,00	0,00	0,00	454,57	716,60	350,00
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

II.2. Projet Annuels de Performance (PAP) par programme

II.2.1. Programme 1 : Administration Générale

II.2.1.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 1 : Administration Générale	Action 1.1 : Coordination et animation
	Action 1.2 : Planification, programmation et suivi-évaluation
	Action 1.3 : Gestion des ressources humaines, matérielles et financières
	Action 1.4 : Information et communication

II.2.1.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 1 : Administration générale						
Objectifs spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2017	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2019	2020	2021	
OS 1 : Améliorer le cadre institutionnel et la coordination	Nombre de textes bénéficiant d'un décret d'application	4	5	6	7	Dénombrement Source : Rapport d'activités DRC
	Part de la richesse créée par la culture dans la richesse nationale	3,80%	4,50%	4.75 %	5.25%	Ratio entre le montant de la richesse créée par la culture / Richesse nationale Source : Rapport d'activités SPSEC
OS 2 : Assurer une gestion efficace des ressources humaines, matérielles et financières.	Taux de renforcement de capacités du personnel	15 %	20 %	22%	50%	Nombre de fonctionnaires et d'agents de l'Etat bénéficiaires d'une action de formation ou un stage / Nombre total de fonctionnaires et d'agents de l'Etat du ministère Source : Rapport d'activités DRH
	Taux d'exécution budgétaire	90 %	97 %	98%	100%	Budget exécuté / Crédits autorisés du budget actuel Source : Rapport d'activités DAF/SIGFIP
	Taux d'exécution du plan de passation des marchés	28 %	60 %	90 %	95%	Nombre de marchés passés / Nombre de marchés prévus. Source : Rapport d'activités CPMP/ DAF
OS 3 : Assurer le rayonnement de la culture ivoirienne dans l'espace francophone et dans le monde	Nombre d'événements culturels internationaux organisés en CI	8	9	10	11	Dénombrement Source : Rapport d'activités PAC/CNF/DFCC
	Nombre de foires et événements culturels internationaux ayant enregistré la participation de la CI	6	8	9	10	Dénombrement Source : Rapport d'activités PAC/CNF/DFCC

II.2.1.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

En million FCFA		Projections		
		2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GENERALE		8 491,10	6 587,73	6 540,31
	Personnel	4 570,67	4 707,79	4 849,02
	Biens et services	1 328,63	1 368,37	1 409,30
	Transferts	2 406,80	273,77	281,99
	Investissements	185,00	237,80	0,00
	Trésor	185,00	237,80	0,00
	Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0,00	0,00	0,00

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GENERALE									
Action 1 : Coordination et animation									
S/Total action1	554,50	803,67	582,72	0,00	0,00	0,00	554,50	803,67	582,72
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	283,70	292,09	300,74	0,00	0,00	0,00	283,70	292,09	300,74
Transferts	265,80	273,77	281,99	0,00	0,00	0,00	265,80	273,77	281,99
Investissements	5,00	237,80	0,00	0,00	0,00	0,00	5,00	237,80	0,00
Trésor	5,00	237,80	0,00	0,00	0,00	0,00	5,00	237,80	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	283,70	292,09	300,74	0,00	0,00	0,00	283,70	292,09	300,74
Activité 1101 : Animer le cabinet du ministère	18,40	18,95	19,52	0,00	0,00	0,00	18,40	18,95	19,52
Activité 1102 : Suivre les activités du ministère	3,40	3,51	3,61	0,00	0,00	0,00	3,40	3,51	3,61
Activité 1103 : Payer les charges de fonctionnement de la résidence du ministre	4,00	4,00	4,00	0,00	0,00	0,00	4,00	4,00	4,00

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GENERALE									
Activité 1105 : Inspecter les services du ministère	11,00	11,33	11,67	0,00	0,00	0,00	11,00	11,33	11,67
Activité 1106 : Animer les activités du ministère au niveau déconcentré	177,01	182,32	187,78	0,00	0,00	0,00	177,01	182,32	187,78
Activité 1107 : Lutter contre la fraude des œuvres de l'esprit	8,01	8,25	8,50	0,00	0,00	0,00	8,01	8,25	8,50
Activité 1108 : Mettre en œuvre la politique de la francophonie et de la coopération culturelle	9,00	9,27	9,55	0,00	0,00	0,00	9,00	9,27	9,55
Activité 1109 : Animer la Direction des Infrastructures et des Equipements Culturelles (DIEC)	10,00	10,30	10,61	0,00	0,00	0,00	10,00	10,30	10,61
Activité 1110 : Prendre en charge les frais de séminaires et missions hors Cote d'Ivoire des agents de l'Etat	35,00	36,05	37,13	0,00	0,00	0,00	35,00	36,05	37,13
Activité 1111 : Elaborer les textes réglementaires du ministère	7,89	8,13	8,37	0,00	0,00	0,00	7,89	8,13	8,37
Transferts	265,80	273,77	281,99	0,00	0,00	0,00	265,80	273,77	281,99
Activité 1112 : Promouvoir la francophonie	265,80	273,77	281,99	0,00	0,00	0,00	265,80	273,77	281,99
Investissements	5,00	237,80	0,00	0,00	0,00	0,00	5,00	237,80	0,00
Trésor	5,00	237,80	0,00	0,00	0,00	0,00	5,00	237,80	0,00
Activité 1113 : Création du schéma directeur	5,00	237,80	0,00	0,00	0,00	0,00	5,00	237,80	0,00
Action 2 : Planification, programmation et suivi-évaluation									
S/Total action2	188,00	8,24	8,49	0,00	0,00	0,00	188,00	8,24	8,49
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	8,00	8,24	8,49	0,00	0,00	0,00	8,00	8,24	8,49
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	180,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	180,00	0,00	0,00
Trésor	180,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	180,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	8,00	8,24	8,49	0,00	0,00	0,00	8,00	8,24	8,49
Activité 1201 : Planifier, programmer, suivre et évaluer les activités du Ministère	8,00	8,24	8,49	0,00	0,00	0,00	8,00	8,24	8,49
Investissements	180,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	180,00	0,00	0,00
Trésor	180,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	180,00	0,00	0,00
Activité 1202 : Prendre en charge cinq (5) nouveaux projets	180,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	180,00	0,00	0,00

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GENERALE									
Action 3 : Gestion des ressources humaines matérielles et financières									
S/Total action3	7 740,59	5 767,58	5 940,61	0,00	0,00	0,00	7 740,59	5 767,58	5 940,61
Personnel	4 570,67	4 707,79	4 849,02	0,00	0,00	0,00	4 570,67	4 707,79	4 849,02
Biens et services	1 028,93	1 059,80	1 091,59	0,00	0,00	0,00	1 028,93	1 059,80	1 091,59
Transferts	2 141,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 141,00	0,00	0,00
Investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Personnel	4 570,67	4 707,79	4 849,02	0,00	0,00	0,00	4 570,67	4 707,79	4 849,02
Activité 1301 : Prendre en charge les salaires des personnels en centrale	4 570,67	4 707,79	4 849,02	0,00	0,00	0,00	4 570,67	4 707,79	4 849,02
Biens et services	1 028,93	1 059,80	1 091,59	0,00	0,00	0,00	1 028,93	1 059,80	1 091,59
Activité 1302 : Gérer le budget et le patrimoine du ministère	18,93	19,50	20,09	0,00	0,00	0,00	18,93	19,50	20,09
Activité 1303 : Gérer les ressources humaines du ministère	10,34	10,65	10,97	0,00	0,00	0,00	10,34	10,65	10,97
Activité 1304 : Elaborer et évaluer la mise en œuvre du DPPD-PAP du membre	18,90	19,47	20,05	0,00	0,00	0,00	18,90	19,47	20,05
Activité 1305 : Gérer les marchés publics du ministère	9,61	9,90	10,19	0,00	0,00	0,00	9,61	9,90	10,19
Activité 1306 : Gérer les dépenses centralisées du ministère	457,00	470,71	484,83	0,00	0,00	0,00	457,00	470,71	484,83
Activité 1307 : Gérer les dépenses d'abonnement	222,34	229,01	235,88	0,00	0,00	0,00	222,34	229,01	235,88
Activité 1308 : Recruter des experts pour assistants le cabinet du ministère	91,81	94,56	97,40	0,00	0,00	0,00	91,81	94,56	97,40
Activité 1309 : Participer aux conférences et missions du ministère	20,00	20,60	21,22	0,00	0,00	0,00	20,00	20,60	21,22
Activité 1310 : Gérer les manifestations culturelles	148,90	153,36	157,96	0,00	0,00	0,00	148,90	153,36	157,96
Activité 1311 : Gérer les fonds de soutien à la culture	31,10	32,04	33,00	0,00	0,00	0,00	31,10	32,04	33,00
Transferts	2 141,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 141,00	0,00	0,00
Activité 1312 : Recueillir les fonds pour le soutien de la culture	2 141,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 141,00	0,00	0,00

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GENERALE									
Action 4 : Information et communication									
S/Total action4	8,00	8,24	8,49	0,00	0,00	0,00	8,00	8,24	8,49
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	8,00	8,24	8,49	0,00	0,00	0,00	8,00	8,24	8,49
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	8,00	8,24	8,49	0,00	0,00	0,00	8,00	8,24	8,49
Activité 1401 : Concevoir et mettre en œuvre les stratégies de Communication ; (service communication et relation publique)	8,00	8,24	8,49	0,00	0,00	0,00	8,00	8,24	8,49
TOTAL DU PROGRAMME 1	8 491,10	6 587,73	6 540,31	0,00	0,00	0,00	8 491,10	6 587,73	6 540,31

II.2.2. Programme 2 : Animation culturelle et industries culturelles et créatives

II.2.2.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 2 : Animation culturelle et industrie culturelle et créative	Action 2.1 : Soutien aux industries cinématographiques et audiovisuelles
	Action 2.2 : Promotion du Livre et de la Lecture publique
	Action 2.3 : Valorisation des arts visuels, de l'artisanat, du design, et des arts vivants

II.2.2.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 2 : Animation culturelle et industrie culturelle et créative						
Objectifs spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2017	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2019	2020	2021	
OS 1 : Contribuer à l'amélioration de la compétitivité des industries culturelles et créatives	Montant des recettes d'exportation des produits culturels	700.000.000	1.500.000.000	1.700.000.000	1.800.000.000	Dénombrement Source : Service statistiques de la Douane/SPSEC
	Nombre de productions artistiques et culturelles réalisées	25	30	35	40	Dénombrement Source : BNCI, SPSEC, BURIDA, ONAC-CI
OS 2 : Améliorer l'expression des diversités culturelles	Nombre de salles de spectacles artistiques publics fonctionnels compris en 300 et 1500 places	4	5	5	7	Dénombrement Source : Rapport d'activités DIE /DPAC /Burida
	Nombre de festivals organisés	8	10	11	12	Dénombrement Source : Rapport d'activités DPAC
OS 3 : Accroître les centres culturels du territoire	Nombre de régions disposant d'un centre culturel public fonctionnel	6	12	15	20	Dénombrement Source : Direction régionale/MAIRIE

II.2.2.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

En million FCFA		Projections		
		2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 2 : ANIMATION CULTURELLE ET INDUSTRIES CULTURELLES ET CREATIVES		2 015,07	1 967,37	2 026,40
	Personnel	0,00	0,00	0,00
	Biens et services	223,89	230,60	237,52
	Transferts	1 686,18	1 736,77	1 788,87
	Investissements	105,00	0,00	0,00
	<i>Trésor</i>	105,00	0,00	0,00
	<i>Financement extérieur (Dons/Emprunts)</i>	0,00	0,00	0,00

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 2 : Animation culturelle et industries culturelles et créatives									
Action 1 : Soutien aux industries cinématographiques et audiovisuelles									
S/Total action1	994,08	987,85	1 017,49	0,00	0,00	0,00	994,08	987,85	1 017,49
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	7,47	7,70	7,93	0,00	0,00	0,00	7,47	7,70	7,93
Transferts	951,61	980,15	1 009,56	0,00	0,00	0,00	951,61	980,15	1 009,56
Investissements	35,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	35,00	0,00	0,00
Trésor	35,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	35,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	7,47	7,70	7,93	0,00	0,00	0,00	7,47	7,70	7,93
Activité 2101 Concevoir et promouvoir la politique cinématographique	7,47	7,70	7,93	0,00	0,00	0,00	7,47	7,70	7,93
Transferts	951,61	980,15	1 009,56	0,00	0,00	0,00	951,61	980,15	1 009,56
Activité 2102 : Mettre en œuvre la politique cinématographique nationale	296,61	305,50	314,67	0,00	0,00	0,00	296,61	305,50	314,67
Activité 2103 : Soutenir financièrement la production, la distribution et l'exploitation de films	655,00	674,65	694,89	0,00	0,00	0,00	655,00	674,65	694,89
Investissements	35,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	70,00	0,00	0,00
Trésor	35,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	35,00	0,00	0,00
Activité 2105 : Equipement de l'office National du Cinéma (ONA CI)	35,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	35,00	0,00	0,00
Action 2 : Promotion du livre et de la lecture publique									
S/Total action2	119,83	87,38	90,00	0,00	0,00	0,00	119,83	87,38	90,00
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	44,83	46,18	47,56	0,00	0,00	0,00	44,83	46,18	47,56
Transferts	40,00	41,20	42,44	0,00	0,00	0,00	40,00	41,20	42,44
Investissements	35,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	35,00	0,00	0,00
Trésor	35,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	35,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 2 : Animation culturelle et industries culturelles et créatives									
Biens et services	44,83	46,18	47,56	0,00	0,00	0,00	44,83	46,18	47,56
Activité 2201 : Concevoir et promouvoir la politique de la lecture publique	7,39	7,61	7,84	0,00	0,00	0,00	7,39	7,61	7,84
Activité 2202 : Organiser le salon du livre pour Enfant et Adolescents	29,44	30,33	31,24	0,00	0,00	0,00	29,44	30,33	31,24
Activité 2203 : Renforcer l'implantation des centres de lecture publique	8,00	8,24	8,49	0,00	0,00	0,00	8,00	8,24	8,49
Transferts	40,00	41,20	42,44	0,00	0,00	0,00	40,00	41,20	42,44
Activité 2204 : Organiser le salon international du livre d'Abidjan	40,00	41,20	42,44	0,00	0,00	0,00	40,00	41,20	42,44
Investissements	35,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	35,00	0,00	0,00
Trésor	35,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	35,00	0,00	0,00
Activité 2205 : Construction d'un centre National Technique de Lecture Publique et de l'Animation Culturelle (CENATELPAC)	35,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	35,00	0,00	0,00
Action 3 : Valorisation des arts visuels, de l'artisanat, du design et des arts vivants									
S/Total action3	901,16	892,15	918,91	0,00	0,00	0,00	901,16	892,15	918,91
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	171,59	176,73	182,03	0,00	0,00	0,00	171,59	176,73	182,03
Transferts	694,58	715,42	736,88	0,00	0,00	0,00	694,58	715,42	736,88
Investissements	35,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	35,00	0,00	0,00
Trésor	35,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	35,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	171,59	176,73	182,03	0,00	0,00	0,00	171,59	176,73	182,03
Activité 2301 : Concevoir et promouvoir la politique des industries culturelles et créatives	9,57	9,85	10,15	0,00	0,00	0,00	9,57	9,85	10,15
Activité 2302 : Mettre en œuvre la politique d'animation culturelle	7,89	8,13	8,37	0,00	0,00	0,00	7,89	8,13	8,37
Activité 2303 : Animer le Centre Culturel d'ABOBO-GARE (CACAB)	13,93	14,35	14,78	0,00	0,00	0,00	13,93	14,35	14,78
Activité 2304 : Animer le Centre Culturel Jacques Aka de Bouaké	19,49	20,07	20,68	0,00	0,00	0,00	19,49	20,07	20,68
Activité 2305 : Organiser les manifestations culturelles	120,71	124,33	128,06	0,00	0,00	0,00	120,71	124,33	128,06

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 2 : Animation culturelle et industries culturelles et créatives									
Transferts	694,58	715,42	736,88	0,00	0,00	0,00	694,58	715,42	736,88
Activité 2306 : Promouvoir les arts vivants en Côte d'Ivoire et à l'étranger	185,73	191,30	197,04	0,00	0,00	0,00	185,73	191,30	197,04
Activité 2307 : Organiser le Marché des Arts du Spectacle Africain	321,56	331,20	341,14	0,00	0,00	0,00	321,56	331,20	341,14
Activité 2308 : Programmer et diffuser les spectacles et activités culturelles	187,29	192,91	198,70	0,00	0,00	0,00	187,29	192,91	198,70
Investissements	35,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	35,00	0,00	0,00
Trésor	35,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	35,00	0,00	0,00
Activité 2309 : Constructions Centres Culturels Intégrés	35,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	35,00	0,00	0,00
TOTAL DU PROGRAMME 2	2 015,07	1 967,37	2 026,40	0,00	0,00	0,00	2 015,07	1 967,37	2 026,40

II.2.3. Programme 3 : Patrimoine culturel

II.2.3.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 3 : Patrimoine Culturel	Actions 3.1 : Inventaire du patrimoine culturel national
	Actions 3.2 : Conservation, valorisation et promotion de la politique du patrimoine culturel national
	Actions 3.3 : Protection du patrimoine culturel et archéologique national

II.2.3.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 3 : Patrimoine Culturel						
Objectifs spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2017	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2019	2020	2021	
OS 1 : Sauvegarder les biens du patrimoine culturel national	Nombre d'éléments culturels (expressions culturelles) nationaux inscrits au patrimoine mondial de l'UNESCO	3	5	5	6	Dénombrement Source : Rapport d'activités DPC/OIPC/DPC
OS 2 : Exploiter les biens du patrimoine culturel sauvegardés	Taux de croissance du nombre de visiteurs nationaux dans les musées, les bibliothèques et institutions assimilées	35 %	40%	45%	50%	Nombre de visiteurs de l'année N - nombre de visiteurs de l'année N-1 / Nombre de visiteurs de l'année N-1 Source : Rapport d'activités des musées/DPC/Bibliothèque
	Taux de croissance des ressources générées par l'exploitation du patrimoine culturel	2 %	3.5 %	5%	6%	Ressources générées en année N - ressources générées en année N-1 / Ressources générées en année N-1 Source : Rapport d'activités des structures en charge du patrimoine

II.2.3.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

En million FCFA		Projections		
		2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 3 : PATRIMOINE CULTUREL		503,61	957,35	842,90
	Personnel	0,00	0,00	0,00
	Biens et services	108,44	111,69	115,04
	Transferts	356,17	366,85	377,86
	Investissements	39,00	478,80	350,00
	Trésor	39,00	478,80	350,00
	Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0,00	0,00	0,00

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 3 : Patrimoine culturel									
Action 1 : Inventaire du patrimoine culturel national									
S/Total action1	435,59	448,65	462,11	0,00	0,00	0,00	435,59	448,65	462,11
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	79,42	81,80	84,26	0,00	0,00	0,00	79,42	81,80	84,26
Transferts	356,17	366,85	377,86	0,00	0,00	0,00	356,17	366,85	377,86
Investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	79,42	81,80	84,26	0,00	0,00	0,00	79,42	81,80	84,26
Activité 3101 : Conserver et diffuser les œuvres du patrimoine culturel	79,42	81,80	84,26	0,00	0,00	0,00	79,42	81,80	84,26
Transferts	356,17	366,85	377,86	0,00	0,00	0,00	356,17	366,85	377,86
Activité 3102 : Mettre en œuvre la politique culturelle nationale	351,17	361,70	372,55	0,00	0,00	0,00	351,17	361,70	372,55
Activité 3103 : Gérer la ville historique de Grand-Bassam	5,00	5,15	5,30	0,00	0,00	0,00	5,00	5,15	5,30
Action 2 : Conservation, valorisation et promotion de la politique du patrimoine culturel national									
S/Total action2	34,02	29,89	30,79	0,00	0,00	0,00	34,02	29,89	30,79
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	29,02	29,89	30,79	0,00	0,00	0,00	29,02	29,89	30,79
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	5,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5,00	0,00	0,00
Trésor	5,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	29,02	29,89	30,79	0,00	0,00	0,00	29,02	29,89	30,79
Activité 3201 : Concevoir et promouvoir la politique du patrimoine culturel national	8,00	8,24	8,49	0,00	0,00	0,00	8,00	8,24	8,49
Activité 3202 : Conserver et diffuser les œuvres d'esprit (dépôt légal)	20,00	20,60	21,22	0,00	0,00	0,00	20,00	20,60	21,22
Activité 3203 : Renforcer la protection des œuvres patrimoniaux et des œuvres de l'esprit	1,02	1,05	1,08	0,00	0,00	0,00	1,02	1,05	1,08

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 3 : Patrimoine culturel									
Investissements	5,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5,00	0,00	0,00
Trésor	5,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5,00	0,00	0,00
Activité 3203 : Sauvegarde et valorisation de la ville historique de Grand-Bassam (PROJET)	5,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5,00	0,00	0,00
Action 3 : Protection du patrimoine culturel et archéologique national									
S/Total action3	34,00	478,80	350,00	0,00	0,00	0,00	34,00	478,80	350,00
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	34,00	478,80	350,00	0,00	0,00	0,00	34,00	478,80	350,00
Trésor	34,00	478,80	350,00	0,00	0,00	0,00	34,00	478,80	350,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	34,00	478,80	350,00	0,00	0,00	0,00	34,00	478,80	350,00
Trésor	34,00	478,80	350,00	0,00	0,00	0,00	34,00	478,80	350,00
Activité 3301 : Sauvegarde et valorisation des mosquées de types soudanais du Nord et du Sud -est de la CI (PROJET)	5,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5,00	0,00	0,00
Activité 3302 : Construction mémoriaux commémoratifs de l'esclavage (PROJET)	5,00	100,00	100,00	0,00	0,00	0,00	5,00	100,00	100,00
Activité 3303 : Construction d'un Centre Ivoirien de Lecture Publique	0,00	237,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	237,80	0,00
Activité 3306 : Pôle de Développement Culturel de la Cité de Kong Phase1	24,00	141,00	250,00	0,00	0,00	0,00	24,00	141,00	250,00
TOTAL DU PROGRAMME 3	503,61	957,35	842,90	0,00	0,00	0,00	503,61	957,35	842,90

II.2.4. Programme 4 : Enseignement artistique et culturel

II.2.4.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 4 : Enseignement artistique et culturel	Action 4.1 : Construction, réhabilitation et équipement des infrastructures du secteur de l'enseignement artistique et culturel
	Action 4.2 : Coordination de l'enseignement artistique et culturel
	Action 4.3 : Développement du système de formation artistique et culturelle

II.2.4.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 4 : Enseignement artistique et culturel						
Objectifs spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2017	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2019	2020	2021	
OS 1 : Améliorer l'accessibilité à l'éducation-formation artistique et culturelle	Nombre d'établissements d'enseignement artistique et culturel fonctionnels	07	09	10	12	Dénombrement Source : Rapport d'activités DFAC
	Pourcentage de régions disposant d'infrastructures d'enseignement artistique et culturel	6,25%	12,50%	15%	20%	Nombre de régions disposant d'infrastructures d'enseignement artistique et culturel / Nombre total de régions Source : Rapport d'activités DFAC
OS 2 : Améliorer la qualité de la formation artistique et culturelle	Nombre de curricula révisés/an	1	2	2	3	Dénombrement Source : Rapport d'activités DFAC
	Taux d'admissions au Baccalauréat artistique et culturel	92,77%	96%	97%	99%	Nombre d'admis au Baccalauréat / Nombre total d'élèves inscrits à l'examen du Baccalauréat Source : Rapport d'activités DFAC
	Ratio d'étudiants en art et culture par enseignant	10,70%	13%	15%	15%	Nombre d'étudiants / Nombre d'enseignants Source : Rapport d'activités DFAC
	Taux d'enseignants qualifiés en arts et en culture	55 %	68 %	80%	90%	Nombre d'enseignants qualifiés / Nombre total d'enseignants Source : Rapport d'activités DFAC

II.2.4.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

En million FCFA		Projections		
		2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 4 : ENSEIGNEMENT ARTISTIQUE ET CULTUREL		2 436,59	2 380,36	2 451,77
	Personnel	0,00	0,00	0,00
	Biens et services	353,67	364,28	375,20
	Transferts	1 957,36	2 016,08	2 076,56
	Investissements	125,57	0,00	0,00
	Trésor	125,57	0,00	0,00
	Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0,00	0,00	0,00

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 4 : Enseignement artistique et culturel									
Action 1 : Construction, réhabilitation et équipement des infrastructures du secteur de l'enseignement artistique et culturel									
S/Total action1	125,57	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	125,57	0,00	0,00
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	125,57	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	125,57	0,00	0,00
Trésor	125,57	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	125,57	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	125,57	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	125,57	0,00	0,00
Trésor	125,57	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	125,57	0,00	0,00
Activité 4101 Construction du LEA de Yamoussoukro	65,57	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	65,57	0,00	0,00
Activité 4103 : Construction et équipement du CTAA de Korhogo (PROJET)	35,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	35,00	0,00	0,00
Activité 4104 : Rénovation et équipement de l'INSAAC (PROJET)	25,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	25,00	0,00	0,00

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 4 : Enseignement artistique et culturel									
Action 2 : Coordination de l'enseignement artistique et culturel									
S/Total action2	313,13	322,52	332,20	0,00	0,00	0,00	313,13	322,52	332,20
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	313,13	322,52	332,20	0,00	0,00	0,00	313,13	322,52	332,20
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	313,13	322,52	332,20	0,00	0,00	0,00	313,13	322,52	332,20
Activité 4201 : Coordonner les activités des établissements artistiques et culturels	8,30	8,54	8,80	0,00	0,00	0,00	8,30	8,54	8,80
Activité 4202 : Organiser les examens et concours artistiques et culturels	6,00	6,18	6,37	0,00	0,00	0,00	6,00	6,18	6,37
Activité 4203 : Développer des partenariats DFAC/ IRES -RDEC Lomé pour le financement des études interuniversitaires	50,00	51,50	53,05	0,00	0,00	0,00	50,00	51,50	53,05
Activité 4204 : Payer les bourses des élèves du LEA, du CTA et des étudiants ivoiriens de IRES RDEC	248,83	256,30	263,99	0,00	0,00	0,00	248,83	256,30	263,99
Action 3 : Développement du système de formation artistique et culturelle									
S/Total action3	1 997,90	2 057,83	2 119,57	0,00	0,00	0,00	1 997,90	2 057,83	2 119,57
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	40,54	41,75	43,01	0,00	0,00	0,00	40,54	41,75	43,01
Transferts	1 957,36	2 016,08	2 076,56	0,00	0,00	0,00	1 957,36	2 016,08	2 076,56
Investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	40,54	41,75	43,01	0,00	0,00	0,00	40,54	41,75	43,01
Activité 4301 : Dispenser la formation professionnelle artistique	5,12	5,28	5,43	0,00	0,00	0,00	5,12	5,28	5,43
Activité 4302 : Dispenser la formation professionnelle et technique en arts	22,05	22,71	23,39	0,00	0,00	0,00	22,05	22,71	23,39
Activité 4303 : Dispenser la formation secondaire technique en arts	13,37	13,77	14,18	0,00	0,00	0,00	13,37	13,77	14,18
Transferts	1 957,36	2 016,08	2 076,56	0,00	0,00	0,00	1 957,36	2 016,08	2 076,56
Activité 4304 : Dispenser la formation supérieure en arts et culture	1 957,36	2 016,08	2 076,56	0,00	0,00	0,00	1 957,36	2 016,08	2 076,56
TOTAL DU PROGRAMME 4	2 436,59	2 380,36	2 451,77	0,00	0,00	0,00	2 436,59	2 380,36	2 451,77

SECTION 37: MINISTERE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE ET DE LA PROMOTION DES PME

I. PRESENTATION GENERALE DU MINISTERE

I.1. Situation du Secteur

I.1.1. Problèmes majeurs

I.1.1.1. Au niveau du sous-secteur Commerce Intérieur

- l'insuffisance et l'inadaptation du cadre réglementaire du Commerce Intérieur ;
- la prédominance du secteur informel ;
- la faible visibilité sur le circuit de distribution ;
- l'absence de visibilité sur les structures de prix et les marges sur les produits de grande consommation ;
- la présence massive sur le marché de produits frauduleux, contrefaits et non conformes aux normes en vigueur en raison de la porosité des frontières ;
- l'absence des agents de contrôle du Ministère aux corridors douaniers en vue du contrôle-qualité des produits entrants ;
- l'absence d'une base de données et de cartographie des acteurs du secteur ;
- l'insuffisance et l'inadaptation de véhicules de transports dédiés aux denrées alimentaires ;
- l'absence d'un laboratoire de contrôle qualité propre au Ministère ;
- les difficultés dues à la non-prise en compte des normes sécuritaires modernes dans la construction des infrastructures de mise à marché ;
- l'absence d'infrastructures adaptées de conservation des produits vivriers ;
- l'insuffisant approvisionnement des marchés en produits vivriers ;
- la réticence des opérateurs à s'acquitter du droit de certificat de provenance sur les produits vivriers ;
- l'absence d'un document de stratégie pour le développement et la modernisation du commerce intérieur ;
- l'insuffisance et/ou la non-performance des infrastructures commerciales existantes ;
- la méconnaissance de l'activité métrologique légale par la population et certains opérateurs économiques ;
- l'absence d'infrastructures d'accueil des produits saisis ;
- la faiblesse du système d'informations sur les stocks et les approvisionnements en produits vivriers ;
- la présence insuffisante des jeunes ivoiriens dans le secteur du commerce.

I.1.1.2. Au niveau du sous-secteur Commerce Extérieur

- les difficultés d'ordre institutionnel, opérationnel et financier dans le cadre de la mise en œuvre de la SNE ;
- la méconnaissance des marchés porteurs ;
- l'exploitation insuffisante des opportunités offertes par les marchés communautaires UEMOA et CEDEAO ;
- l'absence de culture à l'exportation ;
- le faible taux de représentation commerciale dans le monde ;
- l'absence de veille stratégique et d'outils d'intelligence économique en matière de Commerce extérieur ;
- l'absence de synergie dans les processus de négociation des accords commerciaux ;
- le nombre restreint de partenaires commerciaux en raison des difficultés qu'éprouvent les exportateurs ivoiriens à s'adapter aux normes techniques (OTC) et aux mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS) internationales ;

- le déficit de vulgarisation des accords bilatéraux et multilatéraux ;
- la non-conformité du TEC CEDEAO avec les tarifs consolidés au niveau de l'OMC ;
- les difficultés dans la régularité de la production des statistiques du commerce extérieur ;
- la non-opérationnalisation du dispositif de contrôle de la qualité des produits à l'Import/Export ;
- l'absence de cadre réglementaire relatif au transfert de compétences dans le cadre du GUCE ;
- la non-standardisation des procédures de fonctionnement interne des services du Commerce Extérieur ;
- la complexité des procédures liées aux échanges commerciaux.

I.1.1.3. Au niveau du sous-secteur de l'Industrie

- le climat des affaires jugé peu attractif pour les investissements ;
- l'insuffisance de terrains à usage industriel viabilisés ;
- la non-satisfaction de plusieurs demandes de terrain industriel ;
- l'inadéquation des ressources humaines avec les besoins réels du secteur privé industriel ;
- la faible compétitivité des entreprises industrielles ;
- les difficultés d'accès aux marchés extérieurs ;
- la propriété intellectuelle peu développée ;
- l'insuffisance du capital technologique du fait de la faiblesse de la recherche appliquée par rapport aux pays émergents d'Afrique et d'Asie ;
- les difficultés d'accès du secteur industriel, en particulier les Petites et Moyennes Industries (PMI) aux financements de leurs activités notamment en matière de crédits à long terme ;
- la faiblesse du niveau de la qualité des produits industriels du fait du peu d'intérêt des entreprises industrielles pour la démarche qualité (environ 3% d'entreprises certifiées et 5% inscrites à la démarche qualité).

I.1.2. Réponses apportées

I.1.2.1. Au titre du sous-secteur commerce intérieur

- la création et l'opérationnalisation du Conseil National de la Lutte contre la Vie Chère pour coordonner la mise en œuvre de la Stratégie Nationale de Lutte contre la Vie Chère ;
- la surveillance du marché national par le contrôle de la qualité des produits, du respect de la réglementation et de la loyauté dans les transactions commerciales, au démantèlement des pratiques anticoncurrentielles et au relevé des prix pratiqués ;
- la saisie et la destruction de produits de contrefaçon ou impropres à la consommation ;
- l'organisation régulière de la campagne périodique de vérification des instruments de mesure ;
- le retrait et la destruction d'instruments de mesure «truqués» ou défectueux du marché ;
- la verbalisation de stations-services pour non-conformité de la quantité de carburant servie à la pompe aux clients ;
- la réalisation des missions de surveillance du marché en vue du contrôle du respect des prix de vente du gaz butane aux ménages, du contrôle de conformité des produits tels que le tabac, l'alcool, l'huile, la tomate et le lait ;
- l'encadrement des ventes soldes et ventes promotionnelles au profit des populations ;
- le renforcement du cadre juridique et réglementaire à travers la prise d'une ordonnance relative à la concurrence et de trois lois relatives à la répression des fraudes, au système national de métrologie et à la consommation.
- la sensibilisation des commerçants et le renforcement des capacités des consommateurs ;
- le renforcement des capacités des Associations de consommateurs sur la structure des prix de certains produits de consommation et sur la surveillance du marché ;
- la sensibilisation des commerçants à l'utilisation d'instruments de mesure conventionnels.

I.1.2.2. Au titre du sous-secteur commerce extérieur :

- la création du Guichet Unique du Commerce Extérieur (GUCE) ;
- la prise de décision portant création d'une structure dédiée à l'accompagnement des exportateurs dénommée Côte d'Ivoire-Export et la mise en place d'une assurance-crédit à l'Export ;
- la promotion des produits du Commerce à travers notamment la mise en œuvre d'une stratégie de conquête du marché Américain (Stratégie AGOA) et l'encadrement des foires et salons nationaux ;
- la mise en œuvre du projet Verification of Conformity (VOC) afin de s'assurer de la qualité des produits entrant sur le territoire ivoirien.

I.1.2.3. Au niveau du sous-secteur de l'Industrie

- la contribution à l'amélioration de l'environnement des affaires :
 - l'adoption du Code des Investissements de 2012 et son actualisation ;
 - la mise en place du Guichet Unique de facilitation des formalités des entreprises, notamment pour la création d'entreprise en 48 heures ;
 - la prise du décret n° 2012-1151 du 19 décembre 2012 portant sur le Partenariat Public/Privé ;
 - la contribution à la promotion et au suivi des réformes sur le Doing Business ;
 - l'adhésion de la Côte d'Ivoire à l'Open Government Partnership.
- la promotion de la transformation des matières premières agricoles :
 - l'adoption de la stratégie de relance de la filière textile ;
 - la mise en œuvre du Programme de relance de l'industrie textile ;
 - la mise en œuvre de la Stratégie de restructuration des entreprises de la filière textile (COTIVO, FTG) ;
 - la mise en œuvre de la Stratégie de transformation de l'anacarde ;
 - l'adoption de la loi sur le Système de Récépissé d'Entreposage (SRE) ;
 - l'étude sur la deuxième transformation de l'hévéa et des fruits et légumes.
- le renforcement des instruments de gestion des zones industrielles :
 - la réalisation de l'étude monographique de la zone industrielle de Yopougon, celles de Koumassi et Vridi étant en cours ;
 - la création de l'Agence de Gestion et de Développement des Infrastructures Industrielles (AGEDI) ;
 - la mise en place du Fonds de Développement des Infrastructures Industrielles (FODI), avec la revalorisation de la redevance des terrains industriels ;
 - la réhabilitation de la zone industrielle de Yopougon, les études techniques de celles de Koumassi et Vridi étant en cours ;
 - la mise en œuvre du Programme d'urgence de 62 ha sur le site de PK 24 ;
 - la réalisation des études techniques pour l'aménagement de 280 ha dont 100 ha en Partenariat Public Privé (PPP) ;
- la restructuration et la mise à niveau des entreprises industrielles :
 - l'achèvement du programme pilote de l'UEMOA (2008-2013), avec 5 entreprises bénéficiaires ;
 - l'adoption et la mise en œuvre du Programme National de Restructuration et de Mise à Niveau des entreprises industrielles, avec la création de l'Agence pour le Développement de la Compétitivité des Industries (ADCI) ;
 - la mise en œuvre du Projet d'Appui au Renforcement de la Compétitivité du Secteur Industriel (PARCSI) ;
 - la création du Fonds de Restructuration et de Mise à niveau des Entreprises Industrielles (FREMIN) ;
 - la création des Centres d'Appui à la Compétitivité et au Développement Industriel (CACDI) ;
 - la création des Centres d'Appui à la Technologie et l'innovation (CATI).

- le renforcement des normes en matière de la qualité des produits industriels :
 - l'adoption de trois lois relatives à la Normalisation et la promotion de la qualité, à la lutte contre la contrefaçon à la protection et aux Droits de Propriété Intellectuelle et leurs textes subséquents;
 - la création du Comité Ivoirien de Normalisation ;
 - la création du Comité National de Lutte contre la Contrefaçon ;
 - l'opérationnalisation du Système Ouest-Africain d'Accréditation, dont le siège se trouve à Abidjan.
- le développement de l'industrie manufacturière légère:
 - la mise en place d'une stratégie de développement de l'industrie manufacturière légère notamment la promotion d'unité de textile et d'habillement, des unités d'assemblage et de montage.

I.1.3. Défis et priorités

I.1.3.1. Défis

- Sous-secteur du commerce
 - la professionnalisation du secteur du commerce intérieur ;
 - l'Institution de politique pérenne de lutte contre la vie chère ;
 - l'amélioration de la compétitivité des entreprises commerciales sur le plan international ;
 - la modernisation de la législation commerciale et des procédures de contrôle;
 - l'innovation et l'appropriation des TIC dans la formulation des politiques commerciales ;
 - le développement du commerce électronique ou l'e-commerce;
 - la migration du Commerce vers une économie verte axée sur la formulation de projets vert favorisant le développement durable ;
 - la mise en œuvre de l'Accord de Partenariat Economique (APE) avec l'UE ;
- Sous- secteur de l'Industrie
 - la transformation des matières premières agricoles, notamment pour les filières anacarde, hévéa, coton, cacao, palmier à huile, fruits et légumes, par la levée des contraintes et le développement des chaînes de valeur ; la transformation des ressources naturelles non agricoles, notamment les mines (or, diamant, manganèse, fer, bauxite, etc.) ;
 - le développement des industries structurantes, notamment la métallurgie et l'aciérie, la cimenterie, la chimie, etc. pour soutenir le développement des autres secteurs ;
 - le développement des produits de consommations pour servir la demande régionale (textile, emballage, plasturgie, médicaments génériques, bois à repositionner vers l'industrie du meuble, etc.) ;
 - le positionnement de la Côte d'Ivoire dans le domaine des industries manufacturières légères, notamment avec l'émergence d'industries d'assemblage et de montage (ordinateur, radio, télévision, climatiseur, mobilier) et la fabrication de petits équipements industriels, etc.
 - la promotion de l'industrie ivoirienne par l'organisation de symposiums.

I.1.3.2. Priorités

- La surveillance accrue du marché national à travers notamment des campagnes périodiques de vérification des instruments de mesure, des relevés de stocks et de prix sur les marchés et des saisies-enlèvements de produits ne répondant pas aux normes de qualité ;
- la mise en œuvre d'une stratégie performante de conquête des marchés régional et international dénommée Stratégie Nationale d'Exportation (SNE) ;
- la création du Conseil National des Exportations (CNE) ;
- la réalisation d'infrastructures adaptées aux nouvelles exigences de normes et d'hygiène ;
- l'engagement de l'Etat ivoirien dans un vaste chantier de réformes structurelles dans le secteur de la transformation.

I.2. Politique sectorielle

I.2.1. Principales orientations

I.2.1.1. Au niveau du sous-secteur Commerce intérieur

- La surveillance du marché afin d'y déceler les dysfonctionnements liés aux pratiques anticoncurrentielles ;
- l'interdiction des ententes anticoncurrentielles et des abus de positions dominantes ;
- l'approvisionnement régulier du marché (cas des produits vivriers) ;
- le suivi et le contrôler de la mise en place des infrastructures commerciales ;
- la protection du consommateur ivoirien.

I.2.1.2. Au niveau du sous-secteur Commerce extérieur

- L'accroissement des transactions commerciales du pays avec l'extérieur.

I.2.1.3. Au niveau du sous-secteur Industrie

- La forte contribution du Secteur Privé ;
- l'utilisation des avantages comparatifs ;
- l'appui ciblé de l'Etat en matière d'accompagnement (qualité, normes, restructuration, accès au crédit et aux zones industrielles, avantages fiscaux ciblés, etc.).

I.2.2. Résultats stratégiques

- Une administration moderne et performante axée sur les résultats est promue ;
- la contribution du Commerce intérieur à la création d'emplois et de richesses est accrue ;
- le Commerce extérieur est développé ;
- la transformation des matières premières agricoles est renforcée et la valeur ajoutée est accrue ;
- les nouveaux pôles de développement dans les secteurs d'activités industrielles sont créés ;
- les zones industrielles, économiques et zones franches sont créées, gérées et mises à la disposition des investisseurs.

I.3. Missions du ministère

Le Ministre du Commerce, de l'industrie et de Promotion des PME est chargé de la mise en œuvre et du suivi de la politique du Gouvernement en matière de Commerce, de l'industrie et de la Promotion des PME.

A ce titre, et en liaison avec les différents départements ministériels concernés, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

I.3.1. En matière de Commerce

I.3.1.1. En matière de Commerce Extérieur

- promotion et organisation de la commercialisation des produits ivoiriens sur le marché international ;
- initiation et coordination des négociations et suivi des conventions et accords commerciaux bilatéraux, notamment en matière de produits de base à l'exportation ;
- suivi des relations de la Côte d'Ivoire avec les organisations internationales et intergouvernementales opérant dans le domaine du commerce ;

- information périodique du Gouvernement sur la situation des matières premières, produits finis et semi-finis destinés à l'exportation, en liaison avec le Ministre chargé de l'Agriculture ;
- amélioration de l'environnement des exportations ;
- participation à l'animation des activités des attachés et conseillers commerciaux des ambassadeurs ivoiriens et suivi des représentations commerciales étrangères en Côte d'Ivoire, en liaison avec le Ministre chargé des Affaires Etrangères ;
- réglementation portant définition et contrôle du régime du commerce extérieur ;
- gestion des importations et des exportations des produits soumis à la réglementation ;
- participation à l'élaboration et à la mise en œuvre de la politique tarifaire et non tarifaire d'entrée et de sortie.

I.3.1.2. En matière de Commerce Intérieur

- promotion et organisation de la commercialisation des produits ivoiriens sur le marché national ;
- organisation des activités commerciales ;
- mise en œuvre d'une réglementation en matière d'implantation commerciale, de marchés d'intérêt national ou régional, de marchés de détail, de marchés spécialisés, de magasins généraux, d'hypermarchés et supermarchés ;
- gestions des équipements commerciaux nationaux ;
- amélioration des circuits de distribution et d'approvisionnement des centres urbains et ruraux ;
- organisation des consommateurs ;
- promotion, incitation, formation et encadrement des nationaux à l'exercice des professions commerciales ;
- participation aux mécanismes de distribution et de fixation des prix des produits et services soumis à la réglementation ;
- promotion de la loyauté dans les transactions commerciales et protection des consommateurs ;
- définition et mise en œuvre d'une métrologie moderne et contrôle des instruments de mesure dans le secteur du commerce ;
- mise en œuvre et suivi de la concurrence et des prix ;
- répression de la fraude et de la contrefaçon ;
- participation, en liaison avec le Ministre chargé de l'Urbanisme, à la mise en œuvre d'une réglementation en matière d'urbanisme commercial, à la création et à l'animation de la commission d'urbanisme commercial ;
- mise en œuvre d'une politique de gestion des équipements commerciaux d'intérêts national ou régional.

I.3.2. En matière d'Industrie

- mise en œuvre de la stratégie industrielle ;
- élaboration de la loi de règlements en matière d'industrie ;
- gestion des terrains industriels, en liaison avec les Ministres chargés de la Construction, de l'Economie et des Finances et du Budget ;
- recherche des opportunités de création et de développement de productions industrielles, en vue de répondre aux évolutions de la demande nationale et internationale, et soutien à ces opportunités ;
- conception et mise en œuvre de nouveaux instruments de développement industriel, notamment de zones franches, de centrales d'exportation, de zone et parcs industriels et d'assurance à l'exportation ;
- prospection des opportunités d'implantation d'unités industrielles ;
- promotion de la transformation en produits finis ou semi-finis des matières premières importées ou de produits du cru ;
- modernisation de l'industrie du bois et promotion de l'agro-industrie ;
- adaptation et valorisation des résultats de la recherche appliquée ;

- suivi et évaluation des accords et processus de transfert de technologies ;
- promotion, coordination et suivi des activités industrielles ;
- élaboration, mise en œuvre et contrôle des normes industrielles ;
- gestion de la propriété industrielle et des brevets ;
- sensibilisation, assistance-conseil en matière de démarche qualité ;
- contrôle de la qualité des produits industriels nationaux et internationaux ;
- participation à l'incitation à l'initiative privée des nationaux ;
- participation à la définition d'un cadre incitatif pour le développement du secteur privé ;
- conception, mise en œuvre et gestion d'une banque de données ;
- élaboration, mise en œuvre et suivi des actions visant l'amélioration de la compétitivité des entreprises nationales.

I.3.3. En matière de Promotion des PME/PMI

- promotion des petites et moyennes entreprises et des petites et moyennes industries, PME/PMI ;
- suivi et coordination des actions de développement des PME/PMI ;
- mise en œuvre et suivi des politiques visant l'amélioration de l'efficacité des PME/PMI.
- mise en œuvre, sur une base privée et en association avec les opérateurs économiques financiers nationaux et internationaux, d'un organisme de promotion des PME ivoiriennes ;
- élaboration et mise en place d'un cadre institutionnel et réglementaire de création et de financement des PME ;
- encadrement des PME/PMI ;
- mise en œuvre de la politique du Gouvernement en matière de création d'entreprises par les nationaux ;
- mise en œuvre des actions visant le renforcement des capacités managériales des nationaux chefs d'entreprises, notamment en matière de gestion d'entreprise.

I.4. Identification des programmes

- Programme 1 : Administration Générale ;
- Programme 2 : Commerce Intérieur ;
- Programme 3 : Commerce Extérieur ;
- Programme 4 : Développement Industriel ;
- Programme 5 : Promotion du secteur privé.

II. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DEPENSES - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (DPPD-PAP)

II.1. Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses (DPPD)

II.1.1. Répartition des structures dans les programmes

Tableau 1 : Cartographie administrative des programmes

PROGRAMMES	DIRECTIONS CENTRALES ET REGIONALES	ORGANISME SOUS TUTELLE DIRECTION (EPN SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 1 : Administration Générale	Cabinet, IG DAF, DAJC, DRH, DPSP, DSI, DPSIC, SCRPSA, SMP SQ, CPMP, - Directions Régionales Commerce (31) - Directions Régionales Industrie (17)	ECG, CCI-CI, ARRE	- Équipement du Ministère - Mise en place du système d'informations du Ministère - Informatisation des Services du Min. Industrie et Mines - Mise en œuvre des activités du Doing Business / MCIPPME - Renforcement des capacités Open Government Partnership (OGP) - Réhabilitation et Equipement structures Min Industrie et Mines	-
Programme 2 : Commerce Intérieur	DGCI, DMRFCQ, DCCLVC, DIPAC, CNLVC	OCPV, CCI-CI, CCLVC		
Programme 3 : Commerce Extérieur	DGCE, DCISR, DPAA, DRE, DOCPB, Services Conseillers Commerciaux auprès des Ambassades, CNE	CNE, APEX-CI, GUCE/WEBB FONTAINE	- Mise en œuvre Accord AGOA / Commission	-
Programme 4: Développement Industriel	DGAI, DPIC, DITI, DPQN	LANEMA, OIPI, CODINORM, CDT, I2T, CIN, CNLC, SOAC, Côte d'Ivoire Engineering (CIE)	- Elaboration politique d'innovation et de vulgarisation des technologies - Projet d'appui à la valorisation industrielle des inventions et innovations ; - Programme de développement intégré de la filière textile et confection ; - Programme national de développement de la filière anacarde et; - Projet de renforcement des capacités technologiques de CDT ; - Réhabilitation et mise à niveau équipement I2T ; - Construction Laboratoires / LANEMA ; - Equipement LANEMA ; - Equipement du laboratoire aéronautique LANEMA - Valorisation des farines locales (I2T) - Equipement de l'OIPI ; - Projet d'appui à la lutte contre la contrefaçon et le piratage (CNLC) ; - Appui au Système Ouest Africain d'Accréditation (SOAC) - Programme de Restructuration et de Mise à Niveau des entreprises Industrielle en Côte d'Ivoire ; - Projet d'appui au renforcement de la compétitivité du secteur industriel.	-
Programme 5 : Promotion du secteur privé	DGPSP, DISI, DPIP	AGEDI, FODI, ADCI, FREMIN	- Equipement de l'AGEDI	- -

II.1.2. Performance globale du ministère

Tableau 2 : Performance du ministère

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESUTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODE DE CALCUL / SOURCE DE COLLECTE
OG 1 : Promouvoir une administration moderne et performante, axée sur les résultats	RS 1 : une administration moderne et performante axée sur les résultats est promue	IP 1.1 : Nombre de textes législatifs et réglementaires élaborés et validés	Dénombrement Source :Rapport annuel DAJC
OG 2 : Accroître la contribution du commerce intérieur à la création d'emplois et de richesses	RS 2 : la contribution du Commerce intérieur à la création d'emplois et de richesses est accrue	IP 2.1 : Contribution du Commerce intérieur au PIB	Dénombrement Source : Rapport INS
OG 3 : Développer le commerce extérieur	RS 3 : le Commerce extérieur est développé	IP 3.1 : Evolution de la balance commerciale	Différence entre exportations et importations Sour : Rapport CONAHSCE
OG 4 : Améliorer la transformation des matières premières agricoles	RS 4 : la transformation des matières premières agricoles est renforcée et la valeur ajoutée est accrue	IP 4.1 : Taux de transformation des matières premières agricoles	Volume de produits transformés / Volume total de la production Source : Rapport DPIC
OG 5 : Améliorer l'environnement des affaires	RS 5 : les nouveaux pôles de développement dans les secteurs d'activités industrielles sont créés	IP 5.1 : Nombre d'entreprises créées dans le secteur industriel	Dénombrement Source : Rapport DGPSP
OG 6 : Créer et gérer les zones industrielles, économiques et zones franches	RS 6 : Les zones industrielles, économiques et zones franches sont créées, gérées et mises à la disposition des investisseurs	IP 6.1 : Taux d'occupation des zones industrielles, économiques et zones franches	Nombre d'espaces occupés / Nombre total d'espaces aménagés Source : Rapports périodiques AGEDI, FODI, CARF

II.1.3. Financement global du ministère

Tableau 3 : Financement global

En million FCFA	PROJECTIONS DE REFERENCE			MESURES NOUVELLES			PROJECTIONS FINALES		
	2019	2020	2021	2019	2020	2021	2019	2020	2021
1. RESSOURCES	13 803,74	9 850,09	9 978,30	0,00	0,00	0,00	13 803,74	9 850,09	9 978,30
1.1 Ressources Intérieures	11 764,74	9 850,09	9 978,30	0,00	0,00	0,00	11 764,74	9 850,09	9 978,30
1.1.1 Budget Etat	11 764,74	9 850,09	9 978,30	0,00	0,00	0,00	11 764,74	9 850,09	9 978,30
1.1.2 Recettes propres (structures)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1.2 Ressources Extérieures	2 039,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 039,00	0,00	0,00
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	2 039,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 039,00	0,00	0,00
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2. CHARGES	13 803,74	9 850,09	9 978,30	0,00	0,00	0,00	13 803,74	9 850,09	9 978,30
2.1 Personnel	3 197,70	3 293,63	3 392,44	0,00	0,00	0,00	3 197,70	3 293,63	3 392,44
2.1.1 Solde y compris EPN	3 197,70	3 293,63	3 392,44	0,00	0,00	0,00	3 197,70	3 293,63	3 392,44
2.1.2 Contractuels hors solde	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2.2 Biens et services	3 251,35	3 348,77	3 449,11	0,00	0,00	0,00	3 251,35	3 348,77	3 449,11
2.3 Transferts	2 406,49	2 478,69	2 553,05	0,00	0,00	0,00	2 406,49	2 478,69	2 553,05
2.4 Investissements*	4 948,20	729,00	583,70	0,00	0,00	0,00	4 948,20	729,00	583,70
Trésor	2 909,20	729,00	583,70	0,00	0,00	0,00	2 909,20	729,00	583,70
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	2 039,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 039,00	0,00	0,00

II.2. Projets Annuels de Performance (PAP) par programme

II.2.1. Programme 1 : Administration Générale

II.2.1.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 1 : Administration Générale	Action 1.1 : Coordination et animation
	Action 1.2 : Planification, programmation et suivi-évaluation
	Action 1.3 : Gestion des systèmes d'information et de communication
	Action 1.4 : Gestion des ressources humaines, matérielles et financières

II.2.1.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 1 : Administration Générale						
Objectifs spécifiques (OS)	Indicateurs de performance	Situation de référence 2017	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2019	2020	2021	
OS 1 : Améliorer la gouvernance des secteurs du commerce et de l'Industrie	Nombre de textes législatifs et réglementaires adoptés et mis en œuvre	12	4	ND	ND	Dénombrement Source : Rapport d'activités Cabinet
	Taux de satisfaction des fédérations et associations de consommateurs	50%	75%	80%	80%	Nombre de fédérations et associations de consommateurs satisfaits/ Nombre total de fédérations enquêtées Source : Rapport d'enquête
	Taux de réalisation des missions d'inspection	80%	80%	80%	80%	Nombre de missions réalisées / Nombre de missions prévues Source : Rapport d'activités IG
	Nombre d'études réalisées	5	5	ND	ND	Dénombrement Source : Rapport d'activités DPSP
OS 2 : Renforcer les systèmes d'informations et de communication du Ministère	Taux de couverture des services en internet	80%	80%	80%	80%	Nombre des Services connectés / Ensemble des Services du Ministère Source : Rapport d'activités DSI
	Taux de dématérialisation des procédures	25%	60%	70%	80%	Nombre de procédures dématérialisées / Ensemble des procédures Source : Rapport d'activités des services
OS 3 : Assurer une gestion efficace des ressources humaines, matérielles et financières	Taux de satisfaction des besoins en formation du personnel	20%	40%	50%	60%	Nombre de formations réalisées / Nombre de formations prévues Source : Rapport d'activités DRH
	Taux d'actions sociales réalisées	15%	40%	40%	40%	Nombre d'actions sociales réalisées / Nombre d'actions sociales déclarées Source : Rapport d'activités DRH
	Taux d'exécution du budget	80%	80%	80%	80%	Budget exécuté / Crédits autorisés du budget actuel Source : Rapport d'activités DAF

II.2.1.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

En million FCFA		Projections		
		2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GENERALE		6 749,19	6 764,77	6 800,43
Personnel		3 197,70	3 293,63	3 392,44
Biens et services		1 993,85	2 053,55	2 115,04
Transferts		668,54	688,59	709,25
Investissements		889,10	729,00	583,70
Trésor		889,10	729,00	583,70
Financement extérieur (Dons/Emprunts)		0,00	0,00	0,00

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GENERALE									
Action 1.1: Coordination et animation									
S/Total action1.1	1 742,94	1 501,35	1 546,27	0,00	0,00	0,00	1 742,94	1 501,35	1 546,27
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	807,20	831,30	856,12	0,00	0,00	0,00	807,20	831,30	856,12
Transferts	650,54	670,05	690,16	0,00	0,00	0,00	650,54	670,05	690,16
Investissements	285,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	285,20	0,00	0,00
Trésor	285,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	285,20	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	807,20	831,30	856,12	0,00	0,00	0,00	807,20	831,30	856,12
Activité 111 : Coordonner les activités des structures du Ministère	80,16	82,57	85,04	0,00	0,00	0,00	80,16	82,57	85,04
Activité 112 : Inspecter les services du Ministère	13,46	13,86	14,28	0,00	0,00	0,00	13,46	13,86	14,28
Activité 113 : Animer les services des manifestations promotionnelles du Ministère	10,31	10,62	10,94	0,00	0,00	0,00	10,31	10,62	10,94
Activité 114 : Prendre en charge les dépenses liées à la résidence du Ministre	4,00	4,00	4,00	0,00	0,00	0,00	4,00	4,00	4,00

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GENERALE									
Activité 115 : Animer la Direction des Affaires Juridiques et du Contentieux	10,95	11,28	11,62	0,00	0,00	0,00	10,95	11,28	11,62
Activité 116 : Animer le service qualité	7,60	7,82	8,06	0,00	0,00	0,00	7,60	7,82	8,06
Activité 117 : Animer les activités du Comité Interministériel Open Government Partnership (OGP)	34,36	35,39	36,46	0,00	0,00	0,00	34,36	35,39	36,46
Activité 118 : Organiser le Forum Industrie CEDEAO	125,00	128,75	132,61	0,00	0,00	0,00	125,00	128,75	132,61
Activité 119 : Animer les activités du Ministère aux niveaux déconcentrés (DR et DD)	339,04	349,22	359,69	0,00	0,00	0,00	339,04	349,22	359,69
Activité 1120 : Prendre en charge les prestations de Côte d'Ivoire ENGINEERING	182,32	187,79	193,42	0,00	0,00	0,00	182,32	187,79	193,42
Transferts et Subvention	650,54	670,05	690,16	0,00	0,00	0,00	650,54	670,05	690,16
Activité 1110 : Prendre en charge les salaires des Agents de la CCI-CI	202,61	208,69	214,95	0,00	0,00	0,00	202,61	208,69	214,95
Activité 1111 : Faire le transfert de la dotation à l'Ecole de Commerce et de Gestion	257,79	265,52	273,49	0,00	0,00	0,00	257,79	265,52	273,49
Activité 1112 : Animer les activités du Bureau Permanent auprès de l'ONUDI à Vienne	115,14	118,59	122,15	0,00	0,00	0,00	115,14	118,59	122,15
Activité 1113 : Faire le Transfert de la Dotation de l'Autorité de régulation du Système de Récépissé d'Entreposage (ARRE)	75,00	77,25	79,57	0,00	0,00	0,00	75,00	77,25	79,57
Investissements	285,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	285,20	0,00	0,00
Trésor	285,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	285,20	0,00	0,00
Activité 1114 Mise en œuvre des activités du Doing Business / MCIPPME	285,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	285,20	0,00	0,00
Action 1.2: Planification, Programmation et Suivi-Evaluation									
S/Total action 1.2	25,43	26,19	26,98	0,00	0,00	0,00	25,43	26,19	26,98
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	25,43	26,19	26,98	0,00	0,00	0,00	25,43	26,19	26,98
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GENERALE									
Biens et services	25,43	26,19	26,98	0,00	0,00	0,00	25,43	26,19	26,98
Activité 121 Animer la Direction de la Planification des Statistiques et de la Prospective	25,43	26,19	26,98	0,00	0,00	0,00	25,43	26,19	26,98
Action 1.3 : Gestion des systèmes d'information et de Communication									
S/Total action1.3	153,96	329,83	614,43	0,00	0,00	0,00	153,96	329,83	614,43
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	28,96	29,83	30,73	0,00	0,00	0,00	28,96	29,83	30,73
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	125,00	300,00	583,70	0,00	0,00	0,00	125,00	300,00	583,70
Trésor	125,00	300,00	583,70	0,00	0,00	0,00	125,00	300,00	583,70
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	28,96	29,83	30,73	0,00	0,00	0,00	28,96	29,83	30,73
Activité 131 Animer le Service de la Communication des Relations Publiques, de la Documentation et des Archives	13,26	13,66	14,06	0,00	0,00	0,00	13,26	13,66	14,06
Activité 132 Animer la Direction des Systèmes d'Information	15,71	16,18	16,66	0,00	0,00	0,00	15,71	16,18	16,66
Investissements	125,00	300,00	583,70	0,00	0,00	0,00	125,00	300,00	583,70
Trésor	125,00	300,00	583,70	0,00	0,00	0,00	125,00	300,00	583,70
Activité 133 Mise en place du Système d'information du Ministère du Commerce	125,00	300,00	583,70	0,00	0,00	0,00	125,00	300,00	583,70
Action 4 : Gestion des ressources humaines, matérielles et financières									
S/Total action4	4 826,86	4 907,40	4 612,75	0,00	0,00	0,00	4 826,86	4 907,40	4 612,75
Personnel	3 197,70	3 293,63	3 392,44	0,00	0,00	0,00	3 197,70	3 293,63	3 392,44
Biens et services	1 132,26	1 166,23	1 201,21	0,00	0,00	0,00	1 132,26	1 166,23	1 201,21
Transferts	18,00	18,54	19,10	0,00	0,00	0,00	18,00	18,54	19,10
Investissements	478,90	429,00	0,00	0,00	0,00	0,00	478,90	429,00	0,00
Trésor	478,90	429,00	0,00	0,00	0,00	0,00	478,90	429,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Personnel	3 197,70	3 293,63	3 392,44	0,00	0,00	0,00	3 197,70	3 293,63	3 392,44
Activité 141 : Prendre en charge les salaires des personnels de l'administration centrale	3 197,70	3 293,63	3 392,44	0,00	0,00	0,00	3 197,70	3 293,63	3 392,44

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GENERALE									
Biens et services	1 132,26	1 166,23	1 201,21	0,00	0,00	0,00	1 132,26	1 166,23	1 201,21
Activité 142 Gérer le personnel du Ministère	9,95	10,24	10,55	0,00	0,00	0,00	9,95	10,24	10,55
Activité 143 Gérer le budget du Ministère	27,90	28,74	29,60	0,00	0,00	0,00	27,90	28,74	29,60
Activité 144 Prendre en charge les frais des séminaires et missions des agents du Ministère hors Côte d'Ivoire	115,00	118,45	122,00	0,00	0,00	0,00	115,00	118,45	122,00
Activité 145 Prendre en charge les frais des séminaires et missions des agents du Ministère en Côte d'Ivoire	25,00	25,75	26,52	0,00	0,00	0,00	25,00	25,75	26,52
Activité 146 Coordonner l'exécution des marchés publics au sein du Ministère	8,60	8,86	9,12	0,00	0,00	0,00	8,60	8,86	9,12
Activité 147 Mettre en œuvre le CDMT	20,00	20,60	21,22	0,00	0,00	0,00	20,00	20,60	21,22
Activité 148 Recruter des experts pour assister le cabinet du ministère/convention BNETD	473,75	487,96	502,60	0,00	0,00	0,00	473,75	487,96	502,60
Activité 149 Gérer les dépenses centralisées	330,43	340,35	350,56	0,00	0,00	0,00	330,43	340,35	350,56
Activité 1410 Gérer les dépenses d'abonnement	121,63	125,28	129,04	0,00	0,00	0,00	121,63	125,28	129,04
Transferts	18,00	18,54	19,10	0,00	0,00	0,00	18,00	18,54	19,10
Activité 1412 Prendre en charge les Honoraires des agents sous la convention du BNETD	18,00	18,54	19,10	0,00	0,00	0,00	18,00	18,54	19,10
Investissements	478,90	429,00	0,00	0,00	0,00	0,00	478,90	429,00	0,00
Trésor	478,90	429,00	0,00	0,00	0,00	0,00	478,90	429,00	0,00
Activité 1413 Equipement du Ministère du Commerce	388,90	429,00	0,00	0,00	0,00	0,00	388,90	429,00	0,00
Activité 1414 : renforcer les capacités du ministère	90,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	90,00	0,00	0,00
TOTAL DU PROGRAMME 1	6 749,19	6 764,77	6 800,43	0,00	0,00	0,00	6 749,19	6 764,77	6 800,43

II.2.2. Programme 2 : Commerce Intérieur

II.2.2.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 2 : Commerce Intérieur	Action 2.1 : Promotion des activités commerciales et de l'insertion
	Action 2.2 : Renforcement des contrôles en matière de concurrence commerciale, de consommation et de stratégie de lutte contre la vie chère

II.2.2.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 2 : Commerce Intérieur						
Objectifs spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2017	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2019	2020	2021	
OS 1 : Moderniser les activités du commerce intérieur	Nombre de commerçants identifiés	0	1.800.000	2.000.000	3.000.000	Recensement Source : Rapport d'activités DIPAC/DGCI
	Nombre de Marchés de Gros construits	1	2	3	4	Dénombrement Source : Rapport d'activités DIPAC
OS 2: Renforcer la surveillance du marché et réduire le coût de la vie	Indice produits alimentaires et boissons alcoolisées	100	ND	ND	ND	Sous-indice IHPC Source : Rapport d'activités INS
	Indice transport	100	ND	ND	ND	Sous-indice IHPC Source : Rapport d'activités INS
	Indice logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles	100	ND	ND	ND	Sous-indice IHPC Source : Rapport d'activités INS
	Indice de l'évolution des revenus	100	ND	ND	ND	$I_t = (I_t / I_{t-1})$ I= indice, t= année Source : Rapport d'activités INS

II.2.2.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

En million FCFA		Projections		
		2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 2 : COMMERCE INTERIEUR		1 494,87	1 431,57	1 474,51
	Personnel	0,00	0,00	0,00
	Biens et services	1 044,42	1 075,75	1 108,03
	Transferts	345,45	355,81	366,49
	Investissements	105,00	0,00	0,00
	Trésor	105,00	0,00	0,00
	Financement extérieur (Dons/Emprunts)	2 039,00	0,00	0,00

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 2 : COMMERCE INTERIEUR									
Action 2.1: Promotion des activités commerciales et de l'insertion									
S/Total action2.1	367,79	378,83	390,19	0,00	0,00	0,00	367,79	378,83	390,19
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	22,34	23,01	23,70	0,00	0,00	0,00	22,34	23,01	23,70
Transferts	345,45	355,81	366,49	0,00	0,00	0,00	345,45	355,81	366,49
Investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	22,34	23,01	23,70	0,00	0,00	0,00	22,34	23,01	23,70
Activité 211 Mettre en œuvre la politique nationale en matière du Commerce intérieur	11,30	11,64	11,99	0,00	0,00	0,00	11,30	11,64	11,99
Activité 212 Animer la Direction de l'Insertion et de la Promotion des Activités Commerciales (DIPAC)	11,04	11,37	11,71	0,00	0,00	0,00	11,04	11,37	11,71
Transferts	345,45	355,81	366,49	0,00	0,00	0,00	345,45	355,81	366,49
Activité 213 Faire le transfert à l'Office d'Aide à la Commercialisation des Produits Vivriers (OCPV)	345,45	355,81	366,49	0,00	0,00	0,00	345,45	355,81	366,49
Action 2.2: Renforcement des contrôles en matière de concurrence commerciale, de consommation et de stratégie de lutte contre la vie chère									
S/Total action2.2	1 127,08	1 052,74	1 084,32	0,00	0,00	0,00	1 127,08	1 052,74	1 084,32
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	1 022,08	1 052,74	1 084,32	0,00	0,00	0,00	1 022,08	1 052,74	1 084,32
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	105,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	105,00	0,00	0,00
Trésor	105,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	105,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 2 : COMMERCE INTERIEUR									
Biens et services	1 022,08	1 052,74	1 084,32	0,00	0,00	0,00	1 022,08	1 052,74	1 084,32
Activité 221 Animer la Direction de la Métrologie, de la Répression des Fraudes et du Contrôle de la Qualité (DMRFCQ)	29,25	30,13	31,04	0,00	0,00	0,00	29,25	30,13	31,04
Activité 222 Organiser les campagnes nationales de vérification et de surveillance des instruments de mesures	75,68	77,95	80,29	0,00	0,00	0,00	75,68	77,95	80,29
Activité 223 Organiser la campagne nationale de répression des fraudes	15,19	15,65	16,12	0,00	0,00	0,00	15,19	15,65	16,12
Activité 224 Animer la Direction de la Concurrence, de la Consommation et de la Lutte Contre la Vie Chère	12,85	13,24	13,63	0,00	0,00	0,00	12,85	13,24	13,63
Activité 225 Animer la Brigade de Contrôle	6,07	6,25	6,44	0,00	0,00	0,00	6,07	6,25	6,44
Activité 226 Animer le Conseil National de Lutte contre la Vie Chère (CNLVC)	610,00	628,30	647,15	0,00	0,00	0,00	610,00	628,30	647,15
Activité 227 Animer la Commission de la Concurrence (CC)	273,04	281,23	289,67	0,00	0,00	0,00	273,04	281,23	289,67
Investissements	105,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	105,00	0,00	0,00
Trésor	105,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	105,00	0,00	0,00
Activité 2210 : Renforcement des Capacités du Comité National de Lutte contre la Contrefaçon (CNLC)	105,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	105,00	0,00	0,00
TOTAL DU PROGRAMME 2	1 494,87	1 431,57	1 474,51	0,00	0,00	0,00	1 494,87	1 431,57	1 474,51

II.2.3. Programme 3 : Commerce Extérieur

II.2.3.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 3 : Commerce Extérieur	Action 3.1 : Modernisation des services du commerce extérieur
	Action 3.2 : Promotion des échanges commerciaux et assistance aux structures d'import/export

II.2.3.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 3 : Commerce Extérieur						
Objectifs spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2017	Cibles			Méthodes de calcul et Moyen de vérification
			2019	2020	2021	
OS 1 : Développer le commerce extérieur	Taux de croissance des exportations vers la CEDEAO	3,7%	7%	9%	12%	$[(Vf-Vi)/Vi] \times 100$ Source : Rapport d'activités DRE
	Nombre de déclarations faites sur le MAOC	ND	50	30	20	Dénombrement Source: www.obstaclesaucommerce.org/cotedivoire
	Nombre d'entreprises accompagnées à l'exportation dans le cadre de l'AGOA	50	200	250	300	Dénombrement Source : Rapport d'activités DPAAE
	Taux d'implémentation des modules du GUCE	80%	90%	95%	100%	Nombre de modules implémentés / Nombre total de modules Source : Rapport d'activités DRE/Comité GUCE

II.2.3.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

En million FCFA		Projections		
		2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 3 : COMMERCE EXTERIEUR		697,79	331,82	341,78
	Personnel	0,00	0,00	0,00
	Biens et services	98,16	101,10	104,13
	Transferts	224,00	230,72	237,64
	Investissements	375,63	0,00	0,00
	Trésor	375,63	0,00	0,00
	Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0,00	0,00	0,00

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 3 : COMMERCE EXTERIEUR									
Action 3.1: Modernisation des services du commerce extérieur									
S/Total action3.1	275,94	72,41	74,59	0,00	0,00	0,00	275,94	72,41	74,59
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	70,31	72,41	74,59	0,00	0,00	0,00	70,31	72,41	74,59
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	205,63	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	205,63	0,00	0,00
Trésor	205,63	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	205,63	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	70,31	72,41	74,59	0,00	0,00	0,00	70,31	72,41	74,59
Activité 311 Mettre en œuvre la politique du Ministère en matière de Commerce Extérieur	10,18	10,49	10,80	0,00	0,00	0,00	10,18	10,49	10,80
Activité 312 Animer la Direction de la Régulation des Echanges	9,86	10,16	10,46	0,00	0,00	0,00	9,86	10,16	10,46
Activité 313 Animer les comités du Commerce Extérieur (CNIC/OMC, CNFE, CNHASCE, CSGUCE)	50,26	51,77	53,33	0,00	0,00	0,00	50,26	51,77	53,33
Investissements	205,63	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	205,63	0,00	0,00
Trésor	205,63	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	205,63	0,00	0,00
Activité 314 Mise en œuvre Accord AGOA / Commission (Projet)	155,63	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	155,63	0,00	0,00
Activité 315 : Dévpt filière anacarde et acajou	50,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50,00	0,00	0,00
Action 3.2: Promotion des échanges commerciaux et assistance aux structures d'import/export									
S/Total action3.2	421,85	259,41	267,19	0,00	0,00	0,00	421,85	259,41	267,19
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	27,85	28,69	29,55	0,00	0,00	0,00	27,85	28,69	29,55
Transferts	224,00	230,72	237,64	0,00	0,00	0,00	224,00	230,72	237,64
Investissements	170,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	170,00	0,00	0,00
Trésor	170,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	170,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 3 : COMMERCE EXTERIEUR									
Biens et services	27,85	28,69	29,55	0,00	0,00	0,00	27,85	28,69	29,55
Activité 321 Animer la Direction de la Promotion et de l'Assistance à l'Exportation	9,62	9,91	10,21	0,00	0,00	0,00	9,62	9,91	10,21
Activité 322 Animer la Direction de la Coopération Internationale et Sous Régionale (DCISR)	9,97	10,27	10,57	0,00	0,00	0,00	9,97	10,27	10,57
Activité 323 Animer la Direction des Organisations et de la Commercialisation des Produits de base (DOCPB)	8,26	8,51	8,76	0,00	0,00	0,00	8,26	8,51	8,76
Transferts	224,00	230,72	237,64	0,00	0,00	0,00	224,00	230,72	237,64
Activité 324 Faire le transfert de la dotation de l'APEXCI	114,00	117,42	120,94	0,00	0,00	0,00	114,00	117,42	120,94
Activité 325 Faire le transfert de la dotation du Conseil National des Exportations (CNE)	110,00	113,30	116,70	0,00	0,00	0,00	110,00	113,30	116,70
Investissements	170,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	170,00	0,00	0,00
Trésor	170,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	170,00	0,00	0,00
Activité 326 : Appui au Système Ouest-Africain d'Accréditation (SOAC)	150,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	150,00	0,00	0,00
Activité 327 : Equipement de l'AGEDI	20,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20,00	0,00	0,00
TOTAL DU PROGRAMME 3	697,79	331,82	341,78	0,00	0,00	0,00	697,79	331,82	341,78

II.2.4. Programme 4 : Développement Industriel

II.2.4.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 4 : Développement Industriel	Action 4.1 : Promotion de la transformation industrielle et de la compétitivité
	Action 4.2: Renforcement de l'infrastructure de la qualité et promotion de la qualité des produits industriels
	Action 4.3 : Promotion de l'innovation et du développement technologique

II.2.4.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programmes 4 : Développement industriel						
Objectifs spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2017	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2019	2020	2021	
OS 1 : Redynamiser les activités du secteur industriel	Taux d'entreprises restructurées et mises à niveau	50%	79%	100%	100%	Nombre d'entreprises restructurées / Nombre total d'entreprises à restructurer(120) Source : Rapport d'activités ADCI
	Nombre d'actifs de la propriété intellectuelle enregistrés	1019	1240	ND	ND	Dénombrement Source : Rapport d'activités OIPI
	Taux de transformation de l'anacarde	50%	90%	90%	90%	Quantité transformée / Quantité produite Source : Rapport DPIC
	Taux de transformation des produits de la filière coton-textile	15%	25%	25%	25%	Quantité transformée / Quantité produite Source : Rapport DPIC
	Taux de transformation de l'hévéa	15%	50%	50%	50%	Quantité transformée / Quantité produite Source : Rapport DPIC
	Taux de transformation du cacao au niveau local	40%	50%	50%	50%	Quantité transformée / Quantité produite Source : Rapport DPIC/CCC
	Taux de transformation des fruits et légumes	15%	50%	75%	90%	Quantité transformée / Quantité produite Source : Rapport DPIC
	Nombre d'attestation de conformité	500	700	ND	ND	Dénombrement Source : Rapport d'activités CODINORM
OS 2 : Améliorer la compétitivité des produits industriels	Nombre de conventions de certification	70	90	ND	ND	Dénombrement Source : Rapport d'activités CODINORM
	Taux de produits certifiés en termes de contrôle qualité	100%	100%	ND	ND	Nombre de produits certifiés / Nombre de produits ciblés Source : Rapport d'activités LANEMA
	Nombre d'attestation de conformité	500	700	ND	ND	Dénombrement Source : Rapport d'activités CODINORM
	Nombre de convention de certification	70	90	ND	ND	Dénombrement Source : Rapport d'activités CODINORM
	Nombre de normes élaborées	500	700	ND	ND	Dénombrement Source : Rapport d'activités CODINORM
	Nombre de produits certifiés NI	30	40	ND	ND	Dénombrement Source : Rapport d'activités DPQN
	Nombre d'entreprises accompagnées à la démarche qualité	50	50	ND	ND	Dénombrement Source : Rapport d'activités DPQN
	Taux de technologies mises au point	100%	100%	ND	ND	Nombre de technologies mises au point / Nombre de plans disponibles Source : Rapport d'activités I2T, CDT, CI-
	Taux de technologies vulgarisées	55%	75%	100%	100%	Nombre de technologies vulgarisées / Nombre de technologies mises au point Source : Rapport d'activités I2T, CDT, CI-ENGINEERING
	Taux de technologies dupliquées	60%	90%	75%	75%	Nombre de technologies dupliquées / Nombre de technologies mises au point Source : Rapport d'activités I2T, CDT, CI-ENGINEERING
	Nombre d'entreprises industrielles ayant bénéficié d'un renforcement de capacité dans le domaine de l'innovation	50	150	150	ND	Dénombrement / Source : Rapport d'activités DITI
	Nombre de nouveaux produits mis sur le marché	25	50	60	ND	Dénombrement / Source : Rapport d'activités DGAI
Nombre de PMI innovantes créées	10	20	25	ND	Dénombrement / Source : Rapport d'activités DGAI	
Nombre d'entreprises ayant adopté de nouvelles technologies	15	50	60	ND	Dénombrement / Source : Rapport d'activités DGAI	

II.2.4.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

En million FCFA		Projections		
		2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 4 : DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL		4 676,11	1 130,57	1 164,49
Personnel		0,00	0,00	0,00
Biens et services		47,12	48,54	49,99
Transferts		1 050,52	1 082,04	1 114,50
Investissements		3 578,47	0,00	0,00
Trésor		1 539,47	0,00	0,00
Financement extérieur (Dons/Emprunts)		2 039,00	0,00	0,00

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 4 : DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL									
Action 4.1: Promotion de la transformation industrielle et de la compétitivité									
S/Total action1	2 686,33	240,33	247,54	0,00	0,00	0,00	2 686,33	240,33	247,54
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	27,24	28,06	28,90	0,00	0,00	0,00	27,24	28,06	28,90
Transferts	206,09	212,27	218,64	0,00	0,00	0,00	206,09	212,27	218,64
Investissements	2 453,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 453,00	0,00	0,00
Trésor	414,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	414,00	0,00	0,00
Financement extérieur	2 039,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 039,00	0,00	0,00
Biens et services	27,24	28,06	28,90	0,00	0,00	0,00	27,24	28,06	28,90
Activité 411 Mettre en œuvre la politique du Ministère en matière de développement de l'activité industrielle	10,16	10,46	10,78	0,00	0,00	0,00	10,16	10,46	10,78
Activité 412 Animer le Comité Ivoirien de Normalisation	9,50	9,79	10,08	0,00	0,00	0,00	9,50	9,79	10,08
Activité 413 Animer les activités de la Direction de la Promotion Industrielle et de la Compétitivité (DPIC)	7,58	7,81	8,04	0,00	0,00	0,00	7,58	7,81	8,04

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 4 : DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL									
Transferts	206,09	212,27	218,64	0,00	0,00	0,00	206,09	212,27	218,64
Activité 414 Animer le Comité National de Lutte Contre la Contrefaçon	60,47	62,28	64,15	0,00	0,00	0,00	60,47	62,28	64,15
Activité 415 Prendre en charge les salaires des agents de l'Office Ivoirien de la Propriété Intellectuelle (OIP)	128,82	132,68	136,66	0,00	0,00	0,00	128,82	132,68	136,66
Activité 416 Faire le transfert de la Dotation de l'Association Ivoirienne des Actions Inventives	6,25	6,44	6,63	0,00	0,00	0,00	6,25	6,44	6,63
Activité 417 Faire le transfert de la Dotation du Comité National des Indicateurs Géographiques et Marques Collectives	10,56	10,87	11,20	0,00	0,00	0,00	10,56	10,87	11,20
Investissements	2 453,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 453,00	0,00	0,00
Trésor	414,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	414,00	0,00	0,00
Activité 418 : Appui au Renforcement de la Compétitivité du Secteur Industriel (PARCSI)	414,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	414,00	0,00	0,00
Financement extérieur	2 039,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 039,00	0,00	0,00
Activité 418 : Appui au Renforcement de la Compétitivité du Secteur Industriel (PARCSI)	2 039,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 039,00	0,00	0,00
Action 4.2: Renforcement de l'infrastructure de la qualité et promotion de la qualité des produits industriels									
S/Total action4.2	1 266,30	599,96	617,96	0,00	0,00	0,00	1 266,30	599,96	617,96
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	13,99	14,41	14,84	0,00	0,00	0,00	13,99	14,41	14,84
Transferts	568,50	585,55	603,12	0,00	0,00	0,00	568,50	585,55	603,12
Investissements	683,82	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	683,82	0,00	0,00
Trésor	683,82	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	683,82	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	13,99	14,41	14,84	0,00	0,00	0,00	13,99	14,41	14,84
Activité 421 Animer la Direction de la Promotion de la Qualité et de la Normalisation (DPQN)	6,99	7,20	7,41	0,00	0,00	0,00	6,99	7,20	7,41
Activité 422 Promouvoir le prix ivoirien de la qualité	7,00	7,21	7,43	0,00	0,00	0,00	7,00	7,21	7,43
Transferts	568,50	585,55	603,12	0,00	0,00	0,00	568,50	585,55	603,12
Activité 423 Animer le Laboratoire National d'Essais de Métrologie & d'Analyse (LANEMA)	525,11	540,86	557,09	0,00	0,00	0,00	525,11	540,86	557,09
Activité 424 Faire le transfert de la Dotation de CODINORM	43,39	44,69	46,03	0,00	0,00	0,00	43,39	44,69	46,03

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 4 : DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL									
Investissements	683,82	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	683,82	0,00	0,00
Trésor	683,82	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	683,82	0,00	0,00
Activité 425 : Construire le laboratoire LANEMA	30,82	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30,82	0,00	0,00
Activité 426 : Equiper le laboratoire LANEMA	210,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	210,00	0,00	0,00
Activité 427 : Restructuration et mise à niveau des industries	125,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	125,00	0,00	0,00
Activité 428 : Dévpt Intégré filière Textile et Confection	50,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50,00	0,00	0,00
Activité 429 : Réhabilitation et Equipement structures Min Industrie et Mines	258,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	258,00	0,00	0,00
Activité 4210 : Informatisation des Services du Min. Industrie et Mines	10,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10,00	0,00	0,00
Action 4.3 : Promotion de l'innovation et du développement technologique									
S/Total action4.3	723,48	290,28	298,99	0,00	0,00	0,00	723,48	290,28	298,99
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	5,89	6,07	6,25	0,00	0,00	0,00	5,89	6,07	6,25
Transferts	275,93	284,21	292,74	0,00	0,00	0,00	275,93	284,21	292,74
Investissements	441,65	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	441,65	0,00	0,00
Trésor	441,65	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	441,65	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	5,89	6,07	6,25	0,00	0,00	0,00	5,89	6,07	6,25
Activité 431 Animer la Direction de l'Innovation et de la Technologie (DIT)	5,89	6,07	6,25	0,00	0,00	0,00	5,89	6,07	6,25
Transferts et Subvention	275,93	284,21	292,74	0,00	0,00	0,00	275,93	284,21	292,74
Activité 432 Faire le transfert de la Dotation de l'Ivoirienne de Technologie Tropicale (I2T)	222,50	229,17	236,05	0,00	0,00	0,00	222,50	229,17	236,05
Activité 433 Animer le Centre de Démonstrat° et de promot° de Technog (CDT)	53,43	55,04	56,69	0,00	0,00	0,00	53,43	55,04	56,69
Investissements	441,65	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	441,65	0,00	0,00
Trésor	441,65	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	441,65	0,00	0,00
Activité 434 : Réhabilitation et Mise à Niveau Equipements I2T	351,65	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	351,65	0,00	0,00
Activité 435 : Renforcement des capacités technologiques CDT	90,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	90,00	0,00	0,00
TOTAL DU PROGRAMME 4	4 676,11	1 130,57	1 164,49	0,00	0,00	0,00	4 676,11	1 130,57	1 164,49

II.2.5. Programme 5 : Promotion du Secteur Privé

II.2.5.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 5 : Promotion du Secteur Privé	Action 5.1 : Suivi de la mise en œuvre des investissements
	Action 5.2: Amélioration de la gestion des zones industrielles et aménagement d'espaces dédiés aux activités industrielles

II.2.5.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programmes 5 : Promotion du Secteur Privé						
Objectifs spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2017	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2019	2020	2021	
OS 1 : Promouvoir l'investissement privé	Taux d'accroissement de l'investissement agréé	1%	4%	5%	ND	(Volume Investissement année n – Volume investissement année n-1) / Volume investissement année n-1 Source : rapport activités DPIP
	Nombre d'accords de partenariats dans le domaine industriel signés	10	10	10	ND	Dénombrement Source : rapport d'activité DPSCI
OS 2 : Développer les instruments et infrastructures industriels	Taux d'entreprises sensibilisées sur les normes de sécurité industrielle	45%	95%	ND	ND	Nombre d'entreprises industrielles sensibilisées / Nombre total d'entreprises industrielles Source : rapport d'activités DISI
	Taux de satisfaction des demandes de terrains Industriels	20%	60%	ND	ND	Nombre de demandes satisfaites / Nombre total de demandes formulées Source : Rapport d'activités AGEDI
	Taux de réhabilitation des ZI existantes	33%	100%	ND	ND	Superficie réhabilitée / Superficie totale à réhabiliter Source : AGEDI
	Taux de superficie aménagée	100%	100%	ND	ND	Superficie aménagée / Superficie prévue Source : Rapport d'activités AGEDI

II.2.5.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

En million FCFA		Projections		
		2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 5 : PROMOTION DU SECTEUR PRIVE		185,78	191,35	197,09
Personnel		0,00	0,00	0,00
Biens et services		67,80	69,83	71,92
Transferts		117,98	121,52	125,17
Investissements		0,00	0,00	0,00
Trésor		0,00	0,00	0,00
Financement extérieur (Dons/Emprunts)		0,00	0,00	0,00

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 5 : PROMOTION DU SECTEUR PRIVE									
Action 5.1: Suivi de la mise en œuvre des investissements									
S/Total action5.1	169,04	174,11	179,33	0,00	0,00	0,00	169,04	174,11	179,33
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	51,05	52,58	54,16	0,00	0,00	0,00	51,05	52,58	54,16
Transferts	117,98	121,52	125,17	0,00	0,00	0,00	117,98	121,52	125,17
Investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	51,05	52,58	54,16	0,00	0,00	0,00	51,05	52,58	54,16
Activité 511 Animer la Direction de la Promotion des Investissements Privés (DPIP)	7,23	7,44	7,67	0,00	0,00	0,00	7,23	7,44	7,67
Activité 513 Animer le Secrétariat Fonds Ivoirien de l'Innovation (FII)	43,83	45,14	46,50	0,00	0,00	0,00	43,83	45,14	46,50
Transferts	117,98	121,52	125,17	0,00	0,00	0,00	117,98	121,52	125,17
Activité 512 Animer l'Institut Ivoirien de l'Entreprise	117,98	121,52	125,17	0,00	0,00	0,00	117,98	121,52	125,17

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 5 : PROMOTION DU SECTEUR PRIVE									
Action 5.2: Amélioration de la gestion des zones industrielles et aménagement d'espaces dédiés aux activités industrielles									
S/Total action5.2	16,74	17,24	17,76	0,00	0,00	0,00	16,74	17,24	17,76
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	16,74	17,24	17,76	0,00	0,00	0,00	16,74	17,24	17,76
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	16,74	17,24	17,76	0,00	0,00	0,00	16,74	17,24	17,76
Activité 521 Animer les activités de la Direction des Infrastructures et de la sécurité Industrielle (DISI)	7,57	7,80	8,04	0,00	0,00	0,00	7,57	7,80	8,04
Activité 522 Mettre en œuvre la politique du Ministère en matière de Promotion du Secteur Privé	9,17	9,44	9,73	0,00	0,00	0,00	9,17	9,44	9,73
TOTAL DU PROGRAMME 5	185,78	191,35	197,09	0,00	0,00	0,00	185,78	191,35	197,09

SECTION 38 : MINISTERE DES MINES ET DE LA GEOLOGIE

I. PRESENTATION GENERALE DU MINISTERE

I.1. Situation du Secteur

I.1.1. Problèmes majeurs

- la faible production de données géo-scientifiques (cartes et rapports géologiques);
- l'inaccessibilité en temps réel aux données géo-scientifiques disponibles ;
- l'inexistence de programme de promotion du potentiel géologique et minier ;
- l'inadéquation entre l'évolution du secteur, le recrutement et la professionnalisation du personnel technique dans l'Administration ;
- l'insuffisance d'infrastructures de base pour la mise en valeur des gisements déjà identifiés ;
- l'absence d'investissements publics et privés nationaux liée au manque de tradition minière et de stratégies ;
- l'insuffisance de structures de transformation de produits miniers ;
- le manque d'encadrement et de suivi des exploitants miniers autorisés ;
- le déficit de formation des artisans miniers.

I.1.2. Réponses apportées

- l'adoption de la loi n°2014-138 du 24 mars 2014 portant code minier et ses textes subséquents ;
- la modernisation de l'infrastructure géologique et minière (acquisition d'outils modernes de données);
- la poursuite de la mise en œuvre du Programme National de Rationalisation de l'Orpillage (PNRO) ;
- le renforcement des capacités des agents de l'Administration des Mines ;
- le recrutement d'agents techniques spécialisés ;
- la mise en œuvre du Projet de Développement Minier Intégré de l'Ouest (PDMIO) ;
- la production des rapports à l'Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives (ITIE) ;
- la poursuite de la mise en œuvre du Processus de Kimberley (PK) sur le diamant;
- la mise en œuvre du programme de modernisation du cadastre minier ;
- la mise en application des procédures d'instruction des dossiers de demande de titres miniers et d'autorisations ;
- l'élaboration de la banque de données géo-scientifiques.

I.1.3. Défis et priorités

I.1.3.1. Défis

- La modernisation du cadastre minier :
 - meilleure gestion de l'information géologique et minière ;
 - meilleure prise en charge des opérateurs miniers par l'Administration des mines.

- Le renforcement de l'Infrastructure géologique pour accélérer la recherche minière par :
 - une couverture aérogéophysique totale du territoire à réaliser ;
 - une cartographie à grande échelle des ceintures de roches vertes à achever ;
 - la vectorisation des cartes géologiques disponibles ;
 - une cartographie géologique de reconnaissance à compléter ;
- La rationalisation de l'artisanat minier :
 - la mise en exploitation des gisements découverts;
 - la transformation des produits miniers par la création d'unité de transformation;
 - la mise en œuvre de la politique du Contenu Local.

I.1.3.2. Priorités

- le Projet de Développement Minier Intégré de l'Ouest (PDMIO) portant sur l'exploitation du Fer des monts Gao et Klahoyo ;
- la construction du chemin de fer San-Pedro - Man ;
- la réalisation du quai minéralier du Port de San-Pedro.

I.2. Politique sectorielle

I.2.1. Principales orientations

- la promotion d'une administration moderne et performante ;
- la valorisation du potentiel minier et géologique.

I.2.2. Résultats stratégiques

- le cadastre minier est moderne ;
- la contribution du secteur mines et géologie au PIB passe de 2% en 2016 à 4% en 2020.

1.3. Missions du ministère

Le Ministre des Mines et de la géologie est chargé de la mise en œuvre et du suivi de la politique du Gouvernement ivoirien en matière de mines. A ce titre, et en liaison avec les différents départements intéressés, il a l'initiative entre autre des actions suivantes :

I.3.1. En matière de géologie :

- élaboration, mise en œuvre, contrôle et évaluation de l'application de la politique de développement de la cartographie géologique et geoscientifique ;
- promotion, orientation, réglementation, coordination et contrôle des activités de collecte des données géologique pour l'élaboration des cartes géologiques ;
- renforcement de la collecte des données de terrain et toutes autres données d'observations constituant des informations géologiques, geoscientifique et techniques nécessaire à l'élaboration de l'infrastructure géologique ;
- exécution ou suivi des travaux de recherche géologiques et geoscientifique pour fournir à la collectivité les connaissances relatives à la répartition spéciale des roches, des matériaux meubles, des substances de carrière, des ressources en eau souterraine et les caractéristiques du sol et du sous-sol du territoire national ;
- mise en place d'un cadre institutionnel et légal pour le développement de la cartographie géologique et geoscientifique ;
- gestion des normes, des spécifications et de la nomenclature des codes des cartes thématiques et géologique ;
- promotion et valorisation des cartes géologiques, données et autres documents geoscientifique ;

- promotion du potentiel géologique et valorisation des matériaux de construction ;
- développement des ressources humaines dans le secteur de la géologie ;
- développement des relations de coopération internationale dans le secteur de la géologie.

1.3.2. En matière des mines

- élaboration des lois et réglementaires en matière des mines ;
- sécurité des approvisionnements en substances minérales ;
- utilisation rationnelle et durable des ressources minérales ;
- promotion, orientation, réglementation, coordination et contrôle des activités de recherche, d'extraction et de production de substances minérales ;
- développement de la transformation des substances minérales en produits semi fini et finis ;
- utilisation des substances explosives et des équipements sous pression ;
- gestion des et spécification des produits des miniers, contrôle de la qualité de ses produits et lutte contre la fraude ;
- élaboration et application des lois et règlement en matière d'utilisation des substances explosive et des équipements sous pression ;
- mise en place d'un cadre institutionnel et légal pour renforcer la compétitivité et la concurrence en vue du développement du secteur des mines ;
- collecte et diffusion de la documentation scientifique et technique relative au secteur des mines en Côte d'Ivoire et dans le monde ;
- développement des ressources humaines dans le secteur des mines ;
- élaboration, suivi-évaluation des conventions dans le secteur des mines.

I.4. Identification des programmes

- Programme 1 : Administration générale ;
- Programme 2 : Développement des Mines et de la Géologie.

II. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DEPENSES -PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (DPPD-PAP)

II.1. Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses (DPPD)

II.1.1. Répartition des structures dans les programmes

Tableau 1 : Cartographie administrative des programmes

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET REGIONAUX	ORGANISMES SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 1 Administration Générale	Cabinet, IG DR, DD SC DAJC, SIDA, DAF, DRH	-	- Réhabilitation et équipement des structures du ministère en charge de l'industrie - Informatisation du Ministère en charge de l'industrie ; - Mise en œuvre activité Doing Business	-
Programme 2 : Développement minier et géologique	DPSCI, CPMP, DGMG, DEMAC, DVM, DIMCM, Secrétariat permanent de la Représentation du Processus de Kimberley	SODEMI	- Programme national de restructuration de l'orpaillage.	-Projet de renforcement de la banque de données géo scientifiques ; Projet d'exploration pour le phosphate à Eboinda ; -Projet des travaux cartographiques, géologique et géochimiques ; -Projet de création d'une usine d'affinage d'or

II.1.2. Performance globale du ministère

Tableau 2 : Performance du ministère

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESULTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODES DE CALCUL / SOURCES DE COLLECTE
OG 1 : promouvoir une administration moderne et performante	RS 1 : le cadastre minier est moderne	IP 1.1 : Taux de satisfaction des opérateurs économiques miniers	Nombre d'opérateurs économiques satisfaits / Nombre total d'opérateurs Source : Rapport DP
OG 2 : Valoriser les potentiels minier et géologique	RS 2 : La contribution du secteur mines et géologie au PIB passe de 2% en 2016 à 4% en 2020	IP 2.1 Taux de croissance de la production minière IP 2.2 : Part du secteur minier dans le PIB	Production année N- production année N-1/ production année N-1 Production du secteur minier/ PIB Source : DGGM

II.1.3. Financement global du ministère

Tableau 3 : Financement global

En million FCFA	PROJECTIONS DE REFERENCE			MESURES NOUVELLES			PROJECTIONS FINALES		
	2019	2020	2021	2019	2020	2021	2019	2020	2021
1. RESSOURCES	3 865,47	4 389,55	4 274,05	0,00	0,00	0,00	3 865,47	4 389,55	4 274,05
1.1 Ressources Intérieures	3 865,47	4 389,55	4 274,05	0,00	0,00	0,00	3 865,47	4 389,55	4 274,05
1.1.1 Budget Etat	3 865,47	4 389,55	4 274,05	0,00	0,00	0,00	3 865,47	4 389,55	4 274,05
1.1.2 Recettes propres (structures)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1.2 Ressources Extérieures	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2. CHARGES	3 865,47	4 389,55	4 274,05	0,00	0,00	0,00	3 865,47	4 389,55	4 274,05
2.1 Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2.1.1 Solde y compris EPN	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2.1.2 Contractuels hors solde	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2.2 Biens et services	3 313,78	3 413,08	3 515,35	0,00	0,00	0,00	3 313,78	3 413,08	3 515,35
2.3 Transferts	146,40	150,80	155,32	0,00	0,00	0,00	146,40	150,80	155,32
2.4 Investissements*	405,28	825,68	603,38	0,00	0,00	0,00	405,28	825,68	603,38
Trésor	405,28	825,68	603,38	0,00	0,00	0,00	405,28	825,68	603,38
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

II.2. Projets Annuels de Performance (PAP) par programme

II.2.1. Programme 1 : Administration Générale

II.2.1.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 1 : Administration Générale	Action 1.1: Coordination et animation
	Action 1.2: Planification, programmation et suivi-évaluation
	Action 1.3: Gestion des ressources humaines, financières et matérielles
	Action 1.4 : Information et communication

II.2.1.2 Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 1 : Administration générale						
Objectifs Spécifiques (OS)	Indicateurs de performance	Situation de référence 2017	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2019	2020	2021	
OS 1 : Améliorer le cadre institutionnel de suivi du secteur industriel et minier	Nombre de textes réglementaires pris	13	20	25	30	Dénombrement Source : Rapport Cabinet
	Taux de réalisation des missions d'inspection	80%	100%	100%	100%	Nombre de missions réalisées / Nombre de missions prévues Source : Rapport IG
OS 2 : Assurer une gestion efficiente des ressources humaines, financières	Taux de satisfaction des besoins en formation du personnel	87%	100%	100%	100%	Nombre de besoins en formation satisfaits / Nombre total de besoins en formation exprimés Source : Rapport DRH
	Taux d'actions sociales réalisées	30%	100%	100%	100%	Nombre d'actions sociales réalisées / Nombre d'actions sociales ciblées Source : Rapport DRH
	Taux d'exécution budgétaire	95%	100%	100%	100%	Budget exécuté / Crédits autorisés du budget actuel Source : Rapport DAF
OS 3 : Améliorer le système de planification, de suivi-évaluation et d'information	Nombre d'outils de planification vulgarisés	7	8	8	8	Dénombrement Source : Rapport DPSCI
	Taux de déploiement du logiciel de gestion électronique de document	0%	0%	25%	35%	Nombre de structures bénéficiaires / Nombre total de structures Source : Rapport SIDOCA
	Nombre de bulletin d'information statistiques trimestriels produit	4	4	4	4	Dénombrement Source : Rapport DPSCI
	Nombre de newsletter hebdomadaire produit	48	48	48	48	Dénombrement Source : Rapport Service de Communication
	Nombre de reportages télé	12	12	12	12	

II.2.1.3 Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

En million FCFA		Projections		
		2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GENERALE		3 411,05	3 772,73	3 614,62
	Personnel	0,00	0,00	0,00
	Biens et services	3 230,36	3 327,16	3 426,85
	Transferts	116,40	119,90	123,49
	Investissements	64,28	325,68	64,28
	Trésor	64,28	325,68	64,28
	Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0,00	0,00	0,00

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GENERALE									
Action 1: Coordination et animation									
S/Total action1	889,50	914,14	939,52	0,00	0,00	0,00	889,50	914,14	939,52
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	708,82	729,97	751,75	0,00	0,00	0,00	708,82	729,97	751,75
Transferts	116,40	119,90	123,49	0,00	0,00	0,00	116,40	119,90	123,49
Investissements	64,28	64,28	64,28	0,00	0,00	0,00	64,28	64,28	64,28
Trésor	64,28	64,28	64,28	0,00	0,00	0,00	64,28	64,28	64,28
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	708,82	729,97	751,75	0,00	0,00	0,00	708,82	729,97	751,75
Activité 1101 : mettre en œuvre les activités de promotion, d'orientation, de réglementation, de coordination et de contrôle de recherche, d'extraction et de production dans les secteurs des mines et de la géologie	9,48	9,76	10,06	0,00	0,00	0,00	9,48	9,76	10,06
Activité 1102 : Coordonner les activités du Ministère	90,03	92,74	95,52	0,00	0,00	0,00	90,03	92,74	95,52

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GENERALE									
Activité 1103 : Inspecter les services du Ministère	18,10	18,64	19,20	0,00	0,00	0,00	18,10	18,64	19,20
Activité 1104 : Prendre en charges les contrats d'experts extérieurs au ministère pour assister le Cabinet	102,02	105,08	108,23	0,00	0,00	0,00	102,02	105,08	108,23
Activité 1105 : Prendre en charge le fonctionnement de la résidence du Ministre	4,00	4,00	4,00	0,00	0,00	0,00	4,00	4,00	4,00
Activité 1106: Coordonner et Animer les activités du Ministère au niveau déconcentré	216,44	222,93	229,62	0,00	0,00	0,00	216,44	222,93	229,62
Activité 1107 : Mettre en œuvre les activités relatives à l'élaboration des textes juridiques et à la gestion des contentieux administratifs et judiciaires du ministère	10,00	10,30	10,61	0,00	0,00	0,00	10,00	10,30	10,61
Activité 1108: Prendre en charge les frais de transport et les indemnités des missions et les conférences hors Côte d'Ivoire	51,66	53,21	54,81	0,00	0,00	0,00	51,66	53,21	54,81
Activité 1109 : Prendre en charge les frais de transport et les indemnités des missions et les conférences en Côte d'Ivoire	17,43	17,95	18,49	0,00	0,00	0,00	17,43	17,95	18,49
Activité 1110 : Prendre en charge les factures d'eau, d'électricité, et de téléphone des structures du ministère	189,66	195,34	201,21	0,00	0,00	0,00	189,66	195,34	201,21
Transferts	116,40	119,90	123,49	0,00	0,00	0,00	116,40	119,90	123,49
Activité 1111 : Prendre en charge l'assistance technique du BNETD	116,40	119,90	123,49	0,00	0,00	0,00	116,40	119,90	123,49
Investissements	64,28	64,28	64,28	0,00	0,00	0,00	64,28	64,28	64,28
Trésor	64,28	64,28	64,28	0,00	0,00	0,00	64,28	64,28	64,28
Activité 1113: Mise en œuvre activités du Doing Business / MIM	64,28	64,28	64,28	0,00	0,00	0,00	64,28	64,28	64,28
Action 2: Planification, programmation et suivi-évaluation									
S/Total action2	25,00	25,75	26,52	0,00	0,00	0,00	25,00	25,75	26,52
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	25,00	25,75	26,52	0,00	0,00	0,00	25,00	25,75	26,52
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GENERALE									
Biens et services	25,00	25,75	26,52	0,00	0,00	0,00	25,00	25,75	26,52
Activité 1202 : Elaborer, suivre et évaluer la mise en œuvre du DPPD-PAP du MENETFP	25,00	25,75	26,52	0,00	0,00	0,00	25,00	25,75	26,52
Action 3 : Gestion des ressources humaines, financières et matérielles									
S/Total action3	2 478,72	2 814,48	2 629,67	0,00	0,00	0,00	2 478,72	2 814,48	2 629,67
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	2 478,72	2 553,08	2 629,67	0,00	0,00	0,00	2 478,72	2 553,08	2 629,67
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	0,00	261,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	261,40	0,00
Trésor	0,00	261,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	261,40	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	2 478,72	2 553,08	2 629,67	0,00	0,00	0,00	2 478,72	2 553,08	2 629,67
Activité 1301: Elaborer, exécuter et suivre les budgets programmes, Superviser les acquisitions, veiller à la régularité des dépenses des structures centrales	2 168,64	2 233,70	2 300,71	0,00	0,00	0,00	2 168,64	2 233,70	2 300,71
Activité 1302 : Gérer les ressources humaines du Ministère des Mines et Géologie	190,02	195,72	201,59	0,00	0,00	0,00	190,02	195,72	201,59
Activité 1303 : Prendre en charge les salaires des personnels du Ministère des Mines et de la Géologie	14,24	14,66	15,10	0,00	0,00	0,00	14,24	14,66	15,10
Activité 1304 : Améliorer le processus de passation des marchés des projets relatifs à la formation professionnelle	7,10	7,31	7,53	0,00	0,00	0,00	7,10	7,31	7,53
Activité 1305 : Construction, réhabilitation et équipement des infrastructures du Ministère des Mines et de la Géologie	98,73	101,69	104,74	0,00	0,00	0,00	98,73	101,69	104,74
Investissements	0,00	261,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	261,40	0,00
Trésor	0,00	261,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	261,40	0,00
Activité 1306 : Mettre en œuvre les activités relatives à l'élaboration des textes juridiques et à la gestion des contentieux administratifs et judiciaires du ministère	0,00	261,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	261,40	0,00

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GENERALE									
Action 4 : Information et communication									
S/Total action4	17,83	18,36	18,91	0,00	0,00	0,00	17,83	18,36	18,91
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	17,83	18,36	18,91	0,00	0,00	0,00	17,83	18,36	18,91
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	17,83	18,36	18,91	0,00	0,00	0,00	17,83	18,36	18,91
Activité 1401 : Réaliser les activités de communication du MMG	10,35	10,66	10,98	0,00	0,00	0,00	10,35	10,66	10,98
Activité 1402 : Réaliser les activités de documentation et d'archivage du MMG	7,48	7,70	7,93	0,00	0,00	0,00	7,48	7,70	7,93
TOTAL DU PROGRAMME 1	3 411,05	3 772,73	3 614,62	0,00	0,00	0,00	3 411,05	3 772,73	3 614,62

II.2.2. Programme 2. Développement Minier et géologique

II.2.2.1 Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 2 : Développement minier et géologique	Action 2.1 : Contrôle et suivi de l'application de la législation
	Action 2.2 : Gestion des informations géologiques et minières
	Action 2.3 : Assainissement de l'exploitation minière

II.2.2.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 2 : Développement Minier et géologique						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2017	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2019	2020	2021	
OS 1 : Renforcer la gouvernance du secteur	Taux de contrôles effectués	100%	100%	100%	100%	Nombre de contrôles effectués / Nombre de contrôles prévus Source : Rapport DGMG
	Taux de variation de la production de diamant	60%	65 %	70%	70%	Production année n – production année n-1 / Production année n-1 Source : Rapport DGMG
OS 2 : Développer la recherche minière	Taux de réalisation des investissements prévus pour l'exploration	100%	100%	100%	100%	Investissement réalisé / Investissement total prévu Source : Rapport DGMG
	Taux de réalisation des investissements prévus pour l'exploitation	60%	70%	75%	80%	Investissement réalisé / Investissement total Source : Rapport DGMG
	Taux de couverture du territoire national à différentes échelles (1/100000, 1/200000, 1/500000)	14%, 85%	14% 85%	14% 85%	14% 88%	Nombre de blocs couverts / 36 Nombre de degré carré couverts /33 Source : Rapport DGMG
	Taux de réalisation des activités de réédition de la carte 1/1000000	25%	25%	25%	25%	(Nombre de cadrans couverts/ 4) Source : Rapport DGMG
	Taux de vectorisation des cartes d'affleurements disponibles	100%	100%	100%	100%	Nombre de cartes vectorisées / Nombre total de cartes à vectoriser Source : Rapport DGMG
OS 3 : Créer un environnement propice à l'essor d'industries extractives et de transformation des produits miniers	Taux d'unités pilotes installées	0%	10%	15%	20%	Nombre d'unités pilotes installées / Nombre total d'unités pilotes à installer Source : Rapport DGMG
	Nombre d'autorisations d'exploitation artisanale et semi-industrielle délivrées	30	35	40	50	Dénombrement Source : DGMG

II.2.3.3 Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

En million FCFA		Projections		
		2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 2 : DEVELOPPEMENT MINIER ET GEOLOGIQUE		454,42	616,82	659,43
	Personnel	0,00	0,00	0,00
	Biens et services	83,42	85,92	88,50
	Transferts	30,00	30,90	31,83
	Investissements	341,00	500,00	539,10
	Trésor	341,00	500,00	539,10
	Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0,00	0,00	0,00

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 2 : DEVELOPPEMENT MINIER ET GEOLOGIQUE									
Action 1: Contrôle et suivi de l'application de la législation									
S/Total action1	50,29	51,80	53,35	0,00	0,00	0,00	50,29	51,80	53,35
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	20,29	20,90	21,52	0,00	0,00	0,00	20,29	20,90	21,52
Transferts	30,00	30,90	31,83	0,00	0,00	0,00	30,00	30,90	31,83
Investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	20,29	20,90	21,52	0,00	0,00	0,00	20,29	20,90	21,52
Activité 2101 : Elaborer les documents stratégiques en matière de développement minier et géologique	10,18	10,49	10,80	0,00	0,00	0,00	10,18	10,49	10,80
Activité 2102: Suivre le processus de Kimberley	10,10	10,41	10,72	0,00	0,00	0,00	10,10	10,41	10,72
Transferts	30,00	30,90	31,83	0,00	0,00	0,00	30,00	30,90	31,83
Activité 2103: Suivre l'application de la législation et de la réglementation relative à l'exploitation minière semi-industrielle, artisanale et des carrières	30,00	30,90	31,83	0,00	0,00	0,00	30,00	30,90	31,83
Action 2: Gestion des informations géologiques et minières									
S/Total action2	63,13	65,02	66,98	0,00	0,00	0,00	63,13	65,02	66,98
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	63,13	65,02	66,98	0,00	0,00	0,00	63,13	65,02	66,98
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	63,13	65,02	66,98	0,00	0,00	0,00	63,13	65,02	66,98
Activité 2201: Diffuser la déclaration de politique minière	10,35	10,66	10,98	0,00	0,00	0,00	10,35	10,66	10,98
Activité 2202: Réaliser des recherches géologiques pour la confection de supports de base indispensables à l'exploration minière et aux infrastructures économiques	52,78	54,36	55,99	0,00	0,00	0,00	52,78	54,36	55,99

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 2 : DEVELOPPEMENT MINIER ET GEOLOGIQUE									
Action 3 : Assainissement de l'exploitation minière									
S/Total action3	341,00	500,00	539,10	0,00	0,00	0,00	341,00	500,00	539,10
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	341,00	500,00	539,10	0,00	0,00	0,00	341,00	500,00	539,10
Trésor	341,00	500,00	539,10	0,00	0,00	0,00	341,00	500,00	539,10
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	341,00	500,00	539,10	0,00	0,00	0,00	341,00	500,00	539,10
Trésor	341,00	500,00	539,10	0,00	0,00	0,00	341,00	500,00	539,10
Activité 2301 : Prog. National de restructuration de l'orpaillage	341,00	500,00	539,10	0,00	0,00	0,00	341,00	500,00	539,10
TOTAL DU PROGRAMME 2	454,42	616,82	659,43	0,00	0,00	0,00	454,42	616,82	659,43

SECTION 39 : MINISTERE DU TOURISME ET DES LOISIRS

I. PRESENTATION GENERALE DU MINISTERE

I.1. Situation du secteur

I.1.1. Problèmes majeurs

I.1.1.1. En matière de Tourisme

- les difficultés d'accès à certains sites touristiques ;
- le faible niveau d'aménagement des sites ;
- l'absence de réceptifs à proximité de certains sites touristiques ;
- la faible qualité des prestations des opérateurs ;
- la faible organisation et structuration des professionnels du secteur ;
- l'insuffisance organisationnelle des populations des différentes localités ;
- la faible durée moyenne de séjour des touristes en Côte d'Ivoire ;
- l'absence de réserves foncières d'utilité touristique ;
- l'insuffisance en qualité et en quantité de l'offre d'hébergement ;
- la menace terroriste ;
- la faible visibilité des produits touristiques sur les marchés des pays émetteurs de touristes ;
- l'absence d'une culture de la pratique du tourisme par les nationaux ;
- l'insuffisance de la politique de promotion du tourisme interne ;
- l'insuffisance de stratégie de communication et marketing touristique ;
- l'absence de la destination Côte d'Ivoire des Agenda des Tours Operators et agences de voyages.

I.1.1.2. En matière de Loisir

- l'absence d'un cadre légal et réglementaire propre au loisir ;
- l'instabilité institutionnelle et conflits de compétences ;
- l'insuffisance de politique de programmation et de maintenance des infrastructures et autres sites ;
- le désintérêt des élus locaux ;
- l'inexistence de mesures incitatives à l'investissement dédié au loisir ;
- l'inexistence d'infrastructures publiques dédiées à la pratique des loisirs ;
- le faible niveau de coopération entre le public et le privé ;
- l'insuffisance d'espaces privés aménagés pour la pratique des loisirs ;
- la dégradation et vétusté des infrastructures utilisées à des fins de loisirs ;
- l'insuffisance d'appréciation par les populations des valeurs des loisirs ;
- l'insuffisance des moyens matériels et financiers ;
- l'insuffisance de la promotion de la pratique des activités de loisirs en milieu rural ;
- l'absence d'un profil type pour les animateurs des loisirs en Côte d'Ivoire ;
- l'insalubrité et insécurité sur les sites destinés aux loisirs ;

- la faible accessibilité aux infrastructures modernes par certaines couches sociales.

I.1.2. Réponses apportées

I.1.2.1. En matière de Tourisme

- la réhabilitation de six (6) hôtels haut de gamme répondant aux normes internationales ;
- l'organisation et renforcement du secteur avec la Loi n°2014-139 du 24 mars 2014 portant Code du Tourisme ;
- l'assainissement de l'environnement fiscal et financier des entreprises touristiques par des mesures d'allègement fiscales et parafiscales ;
- la restauration de l'image de la destination Côte d'Ivoire par la participation aux foires et salons touristiques internationaux ;
- la construction de nouveaux réceptifs hôteliers de haut standing ;
- la mise en service de nouveaux réceptifs hôteliers ;
- l'adoption en Conseil des Ministres d(e):
- le décret n° 2013-841 du 11 décembre 2013 portant institution et perception de frais sur les actes et services liés aux activités du tourisme
- le document de Politique Générale du Tourisme
- le décret n°2014-08 du 8 janvier 2014 déterminant les attributions, l'organisation et le fonctionnement de l'Etablissement Public à Caractère Industriel et Commercial dénommé Côte d'Ivoire Tourisme
- l'adoption du décret n° 2014-524 du 15 septembre 2014 portant Organisation du Ministère du Tourisme.

I.1.2.2. En matière de Loisir

- l'élaboration d'une politique nationale des loisirs (PNL) en cours d'adoption ;
- l'appui matériel au fonctionnement de certains centres de loisirs ;
- le renforcement des capacités des responsables des services socioculturels ;
- la réalisation d'études monographiques sur les loisirs (jeux traditionnels y compris) ;
- l'organisation des centres aérés d'Etat ;
- l'organisation des sorties-détente ou journées de loisirs pour les personnes âgées, les femmes vivant en milieu rural, les jeunes, etc.

I.1.3. Défis et priorités

I.1.3.1. En matière de Tourisme

- l'élaboration et la mise en œuvre d'un Plan Aérien Ciblé pour le Tourisme ;
- l'élaboration et la mise en œuvre d'un Plan d'accès aux soins sur les zones phares touristiques ;
- l'élaboration et la mise en œuvre d'un Plan de sécurisation des zones phares touristiques ;
- l'élaboration et la mise en œuvre d'un Plan d'infrastructures touristiques prioritaires ;
- l'élaboration et la mise en œuvre d'un Plan d'accès au foncier pour les zones phares touristiques ;
- la refonte du dispositif de promotion de la destination Côte d'Ivoire ;
- la mise en place d'une filière nationale de formation touristique de haut niveau ;
- l'actualisation du cadre institutionnel et la modernisation de l'administration du secteur du tourisme ;
- la promotion de l'investissement privé en milieu touristique ;
- la restructuration du Fonds de Développement Touristique (FDT) ;
- le positionnement de la destination Côte d'Ivoire sur les marchés émetteurs.

I.1.3.2. En matière de Loisir

- le financement des loisirs ;
- l'adoption de la Politique Nationale des Loisirs ;
- la construction d'infrastructures de loisir de proximité ;
- la construction de 15 centres intégrés de loisirs.

I.2. Politique sectorielle

I.2.1. Principales orientations

- le développement d'un moteur de croissance du PIB et démultiplier les recettes fiscales ;
- la création d'un réservoir d'emplois qualifiés et non qualifiés ;
- le développement territorial hors Abidjan.

I.2.2. Résultats stratégiques

- une administration moderne et performante sur l'ensemble du territoire national est mise en place ;
- l'environnement et l'offre de services du tourisme sont améliorés ;
- la promotion de la destination Côte d'Ivoire et du tourisme intérieur est améliorée ;
- les pratiques de loisir sont conçues et promues.

I.3. Missions du ministère

Le Ministre du Tourisme et des Loisirs est chargé de la mise en œuvre et du suivi de la politique du Gouvernement en matière de promotion du Tourisme et des Loisirs.

A ce titre, en liaison avec les différents départements ministériels concernés, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

I.3.1. En matière de tourisme

- développement et promotion des produits, services et activités touristiques ;
- réglementation et contrôle des équipements et des établissements touristiques et hôteliers ;
- promotion de la qualité dans les établissements touristiques et hôteliers ;
- aménagement, exploitation à des fins touristiques des parcs nationaux, des réserves, des jardins botaniques, et autres aires protégées ainsi que du littoral, en liaison avec les Ministres concernés ;
- développement des centres, zones et circuits touristiques ;
- réhabilitation du patrimoine hôtelier de l'Etat en liaison avec le Ministre chargé de la Construction ;
- recensement, aménagement et exploitation des sites et monuments d'intérêt touristique, en liaison avec le Ministre chargé de la Culture ;
- promotion et formation des personnels des métiers du tourisme et de l'hôtellerie ;
- évaluation de l'activité touristique et de l'impact du tourisme sur l'économie ;
- promotion du tourisme aux plans national, régional et international, en liaison avec le Ministre chargé des Affaires Etrangères ;
- développement de la coopération et promotion des investissements touristiques ;
- promotion des manifestations traditionnelles d'intérêt touristique, en liaison avec le Ministre chargé de la Culture ;
- participation à la promotion de l'image de la Côte d'Ivoire à l'extérieur, en liaison avec les Ministres chargés des Affaires Etrangères et de la Communication ;
- définition d'un cadre incitatif pour le développement touristique.

I.3.2. En matière de Loisirs

- élaboration du cadre juridique et institutionnel du développement des loisirs ;
- sensibilisation de la population à la vulgarisation des loisirs ;
- mise en œuvre d'un plaidoyer et promotion des loisirs auprès des populations, des entreprises, des groupements sociaux et des structures administratives et politiques ;
- promotion et valorisation des jeux traditionnels et des danses en tant que loisirs, en liaison avec le Ministre chargé de la Culture.

I.4. Identification des programmes

- Programme 1 : Administration Générale ;
- Programme 2 : Offre de services du tourisme ;
- Programme 3 : Promotion du tourisme ;
- Programme 4 : Loisirs

II. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DEPENSES -PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (DPPD-PAP)

II.1. Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses (DPPD)

II.1.1. Répartition des structures dans les programmes

Tableau 1 : Cartographie administrative des programmes

PROGRAMMES	DIRECTIONS CENTRALES ET REGIONALES	ORGANISME SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
P1 : Administration Générale	CNT, Cabinet, IG, DCDA, DAJ DPAP, DAF, DRH, DCP DR (12) DD (20)	-	- Création d'un compte satellite du Tourisme - Création du centre d'Application aux métiers du tourisme et de l'Hôtellerie de DAOUKRO - Création de l'institut supérieur de tourisme et d'hôtellerie de Yamoussoukro - Réhabilitation des 7 principaux sites touristiques de la Région du Poro - Aménagement et valorisation du site du pont de lianes de Lieupleu dans la Région du Tonkpi	-
P2 : Offre de services du Tourisme	DAT, DGU, .ST	SPDC, SODERTOUR-LACS, FDT	- Réhabilitation hôtel des parlementaires - Réhabilitation hôtel Président - Construction du Relais Paillotes de Jacquerville	-
P3 : Promotion du tourisme	BTE (10)	CIT	-	-
P4 : Loisirs	DL	-	-	-

II.2.2. Performance globale du ministère

Tableau 2 : Performance du ministère

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESULTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODE DE CALCUL / SOURCE DE COLLECTE (SC)
OG 1 : Mettre en place une administration moderne et performante sur l'ensemble du territoire national	RS 1 : Une administration moderne et performante sur l'ensemble du territoire national est mise en place	IP 1.1. Délais de traitement des dossiers d'agrément et autres actes administratifs	Date de délivrance - date de réception du dossier Source : Rapport d'activités DGU et DAF
		IP 1.2. Nombre de services du Ministère fonctionnelles	Dénombrement Source : Rapports d'inspection de l'IG
		IP 1.3. Taux d'équipement en TIC	Nombre Total des équipements TIC / Nombre total d'agents par Direction Source : Sous-direction du Budget et Patrimoine (DAF)
OG 2 : Améliorer l'environnement et l'offre de services du tourisme	RS 2 : L'environnement et l'offre de services du tourisme sont améliorés	IP 2.1. Volume des investissements	Dénombrement Source : Rapport d'activités DGU
		IP 2.2. Nombre d'actes administratifs délivrés	
OG 3 : Améliorer la visibilité et l'attractivité de la destination Côte d'Ivoire	RS 3 : La promotion de la destination Côte d'Ivoire est améliorée	IP 3.1. Nombre total d'arrivées de touristes internationaux	Enquête Source : Rapports enquêtes spécifiques DPAP
OG 4 : Promouvoir les pratiques de loisir	RS 4 : Les pratiques de loisir sont promues	IP 4.1. Nombre total d'infrastructures créés et de personnes pratiquant un loisir sain	Dénombrement Source : Rapport d'activités D-Loisirs
		IP 4.2. Nombre d'adolescents participant aux camps de loisirs et communautaires par an	

II.2.3 Financement global du ministère

Tableau 3 : Financement global

En million FCFA	PROJECTIONS DE REFERENCE			MESURES NOUVELLES			PROJECTIONS FINALES		
	2019	2020	2021	2019	2020	2021	2019	2020	2021
1. RESSOURCES	10 176,71	6 600,68	6 775,33	0,00	0,00	0,00	10 176,71	6 600,68	6 775,33
1.1 Ressources Intérieures	10 176,71	6 600,68	6 775,33	0,00	0,00	0,00	10 176,71	6 600,68	6 775,33
1.1.1 Budget Etat	10 176,71	6 600,68	6 775,33	0,00	0,00	0,00	10 176,71	6 600,68	6 775,33
1.1.2 Recettes propres (structures)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1.2 Ressources Extérieures	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2. CHARGES	10 176,71	6 600,68	6 775,33	0,00	0,00	0,00	10 176,71	6 600,68	6 775,33
2.1 Personnel	1 154,39	1 189,03	1 224,70	0,00	0,00	0,00	1 154,39	1 189,03	1 224,70
2.1.1 Solde y compris EPN	1 154,39	1 189,03	1 224,70	0,00	0,00	0,00	1 154,39	1 189,03	1 224,70
2.1.2 Contractuels hors solde	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2.2 Biens et services	2 083,96	2 132,46	2 160,25	0,00	0,00	0,00	2 083,96	2 132,46	2 160,25
2.3 Transferts	6 404,35	3 136,30	3 230,38	0,00	0,00	0,00	6 404,35	3 136,30	3 230,38
2.4 Investissements*	534,00	142,90	160,00	0,00	0,00	0,00	534,00	142,90	160,00
Trésor	534,00	142,90	160,00	0,00	0,00	0,00	534,00	142,90	160,00
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

II. Projets Annuels de Performance (PAP) par programme

II.2.1. Programme 1 : Administration Générale

II.2.1.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 1 : Administration Générale	Action 1.1 : Coordination et animation
	Action 1.2 : Information et communication
	Action 1.3 : Planification, programmation et suivi évaluation
	Action 1.4 : Gestion des ressources humaines, matérielles et financières

II.2.1.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 1 : Administration Générale						
Objectifs spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2017	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2019	2020	2021	
OS 1 : Améliorer la gouvernance et le cadre institutionnel du secteur du Tourisme	Taux de diffusion des textes au public	70%	80%	90%	90%	Nombre de textes diffusés / Nombre total de textes produits Source: Rapport d'activités DAJ
	Nombre de documents de politique ou de stratégies adoptées	4	4	4	4	Dénombrement Source : DPAP/ (PND 2016-2020, DPPD-PAP, Pol-Nat-Tour, PAP)
OS 2 : Assurer une gestion efficace et efficiente des ressources humaines, financières et matérielles	Taux d'exécution du budget	87,92 %	100%	100%	100%	Budget exécuté / Crédits autorisés du budget actuel Source : Rapport d'activités DAF

II.2.1.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

En million FCFA		Projections		
		2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GENERALE		3 279,90	3 362,97	3 441,55
	Personnel	1 154,39	1 189,03	1 224,70
	Biens et services	1 985,50	2 031,04	2 056,85
	Transferts	0,00	0,00	0,00
	Investissements	140,00	142,90	160,00
	Trésor	140,00	142,90	160,00
	Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0,00	0,00	0,00

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GENERALE									
Action 1: Coordination et animation									
S/Total action1	851,55	770,49	793,61	0,00	0,00	0,00	851,55	770,49	793,61
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	761,55	770,49	793,61	0,00	0,00	0,00	761,55	770,49	793,61
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	90,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	90,00	0,00	0,00
Trésor	90,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	90,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	761,55	770,49	793,61	0,00	0,00	0,00	761,55	770,49	793,61
Activité 1101 : Coordonner les activités du ministère	118,60	122,15	125,82	0,00	0,00	0,00	118,60	122,15	125,82
Activité 1102 : Elaborer les textes de lois et réglementaire du secteur	20,80	21,43	22,07	0,00	0,00	0,00	20,80	21,43	22,07
Activité 1103 : Inspecter les services du ministère	26,45	14,89	15,33	0,00	0,00	0,00	26,45	14,89	15,33
Activité 1104 : Animer les activités du ministère au niveau déconcentré	567,20	582,67	600,15	0,00	0,00	0,00	567,20	582,67	600,15
Activité 1105 : Renforcer les capacités des acteurs des secteurs et nouer des partenariats de coopération	28,50	29,36	30,24	0,00	0,00	0,00	28,50	29,36	30,24
Investissements	90,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	90,00	0,00	0,00
Trésor	90,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	90,00	0,00	0,00
Activité 1106: Création du Centre d'Application aux Métiers du Tourisme et de l'hôtellerie de Daoukro	90,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	90,00	0,00	0,00
Action 2: Information et communication									
S/Total action2	27,09	27,90	28,74	0,00	0,00	0,00	27,09	27,90	28,74
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	27,09	27,90	28,74	0,00	0,00	0,00	27,09	27,90	28,74
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GENERALE									
Biens et services	27,09	27,90	28,74	0,00	0,00	0,00	27,09	27,90	28,74
Activité 1201 : Réaliser les activités de communication et de documentation	27,09	27,90	28,74	0,00	0,00	0,00	27,09	27,90	28,74
Action 3 : Planification, programmation et suivi évaluation									
S/Total action3	82,99	176,88	160,00	0,00	0,00	0,00	82,99	176,88	160,00
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	32,99	33,98	0,00	0,00	0,00	0,00	32,99	33,98	0,00
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	50,00	142,90	160,00	0,00	0,00	0,00	50,00	142,90	160,00
Trésor	50,00	142,90	160,00	0,00	0,00	0,00	50,00	142,90	160,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	32,99	33,98	0,00	0,00	0,00	0,00	32,99	33,98	0,00
Activité 1301 : Planifier, programmer, suivre et évaluer les activités du ministère	32,99	33,98	0,00	0,00	0,00	0,00	32,99	33,98	0,00
Investissements	50,00	142,90	160,00	0,00	0,00	0,00	50,00	142,90	160,00
Trésor	50,00	142,90	160,00	0,00	0,00	0,00	50,00	142,90	160,00
Activité 1302 : Création d'un compte satellite	50,00	142,90	160,00	0,00	0,00	0,00	50,00	142,90	160,00
Action 4 : Gestion des ressources humaines, matérielles et financières									
S/Total action4	2 318,26	2 387,69	2 459,20	0,00	0,00	0,00	2 318,26	2 387,69	2 459,20
Personnel	1 154,39	1 189,03	1 224,70	0,00	0,00	0,00	1 154,39	1 189,03	1 224,70
Biens et services	1 163,87	1 198,67	1 234,51	0,00	0,00	0,00	1 163,87	1 198,67	1 234,51
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Personnel	1 154,39	1 189,03	1 224,70	0,00	0,00	0,00	1 154,39	1 189,03	1 224,70
Activité 1401 : Prendre en charge les salaires des personnels en centrale	1 154,39	1 189,03	1 224,70	0,00	0,00	0,00	1 154,39	1 189,03	1 224,70
Biens et services	1 163,87	1 198,67	1 234,51	0,00	0,00	0,00	1 163,87	1 198,67	1 234,51
Activité 1402 : Prendre en charge des experts pour assister le cabinet du ministère	328,04	337,88	348,02	0,00	0,00	0,00	328,04	337,88	348,02
Activité 1403 : Elaborer et exécuter le budget du ministère	77,08	79,39	81,78	0,00	0,00	0,00	77,08	79,39	81,78

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GENERALE									
Activité 1404 : Prendre en charge le fonctionnement de la résidence du Ministre	4,00	4,00	4,00	0,00	0,00	0,00	4,00	4,00	4,00
Activité 1405 : Gérer les marchés publics du ministère	13,38	13,78	14,20	0,00	0,00	0,00	13,38	13,78	14,20
Activité 1406 : Gérer les dépenses d'abonnement du ministère	96,02	98,90	101,86	0,00	0,00	0,00	96,02	98,90	101,86
Activité 1407 : Elaborer, suivre et évaluer la mise en œuvre du DPPD-PAP	15,00	15,45	15,91	0,00	0,00	0,00	15,00	15,45	15,91
Activité 1408 : Gérer les autres dépenses centralisées du ministère	48,84	50,31	51,82	0,00	0,00	0,00	48,84	50,31	51,82
Activité 1409 : Prendre en charge des agents contractuels du ministère	80,00	82,40	84,87	0,00	0,00	0,00	80,00	82,40	84,87
Activité 14010 : Prendre en charge les frais de gardiennage des locaux du ministère	25,00	25,75	26,52	0,00	0,00	0,00	25,00	25,75	26,52
Activité 14011 : Prendre en charge les loyers et charges locatives des locaux du ministère	320,54	330,16	340,07	0,00	0,00	0,00	320,54	330,16	340,07
Activité 14012 : Gérer les ressources humaines du ministère	24,34	25,07	25,82	0,00	0,00	0,00	24,34	25,07	25,82
Activité 14013 : Prendre en charge les frais de mission et de conférence hors Côte d'Ivoire	70,00	72,10	74,26	0,00	0,00	0,00	70,00	72,10	74,26
Activité 14014 : Prendre en charge les frais de gestion des séminaires et conférences en Côte d'Ivoire des agents de l'Etat	40,00	41,20	42,44	0,00	0,00	0,00	40,00	41,20	42,44
Activité 14015 : Prendre en charge les frais de déplacement des agents des bureaux de tourisme à l'étranger	21,63	22,28	22,94	0,00	0,00	0,00	21,63	22,28	22,94
TOTAL DU PROGRAMME 1	3 279,90	3 362,97	3 441,55	0,00	0,00	0,00	3 279,90	3 362,97	3 441,55

II.2.2. Programme 2 : Offre de service du tourisme

II.2.2.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 2 : Offre de service du tourisme	Action 2.1 : Suivi de la réglementation, contrôle de la qualité et de la sécurité dans le secteur
	Action 2.2 : Mobilisation de l'investissement privé dans le secteur
	Action 2.3 : Rénovation et construction de nouvelles infrastructures du secteur

II.2.2.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 2 : Offre de service de tourisme						
Objectifs spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2017	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2019	2020	2021	
OS 1 : Améliorer l'environnement du secteur du tourisme	Taux d'établissements bénéficiant d'un acte d'exploitation	17%	60%	70%	80%	Nombre d'établissements bénéficiant d'1 acte / Nombre total d'établissements répertoriés Source: Rapport d'activités DGU
	Nombre d'actes délivrés	137	150	300	400	Dénombrement Source: Rapport d'activités DGU
OS 2 : Améliorer l'offre de service du tourisme	Taux d'Occupation (TO)	69%	80%	80%	80%	Nombre total de chambres occupées / Nombre total de chambres disponibles Source: Rapport d'activités DPAP/DAT
	Durée Moyenne de Séjour (DMS)	4	5	5	5	Moyenne pondéré du séjour des clients des hôtels Source: Rapport d'activités DPAP/DAT
	Nombre total de nuitées vendues	14.260.320	15.500.000	15.500.000	16.000.000	Dénombrement Source: Rapport d'activités DPAP/DAT
	Nombre d'établissements mis aux normes qualité	10	100	300	500	Dénombrement Source : Rapport d'activités DAT
	Nombre d'établissements d'hébergement d'au moins 1 étoile	ND	300	500	1000	Dénombrement Source : Rapport d'activités DPAP

II.2.2.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

En million FCFA		Projections		
		2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 2 : OFFRE DE SERVICE DE TOURISME		2 098,11	563,11	578,94
	Personnel	0,00	0,00	0,00
	Biens et services	60,20	62,01	62,81
	Transferts	1 643,91	501,10	516,13
	Investissements	394,00	0,00	0,00
	Trésor	394,00	0,00	0,00
	Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0,00	0,00	0,00

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 2 : OFFRE DE SERVICES DE TOURISME									
Action 1: Suivi de la réglementation, contrôle de la qualité et de la sécurité dans le secteur									
S/Total action1	460,20	474,01	487,17	0,00	0,00	0,00	460,20	474,01	487,17
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	60,20	62,01	62,81	0,00	0,00	0,00	60,20	62,01	62,81
Transferts	400,00	412,00	424,36	0,00	0,00	0,00	400,00	412,00	424,36
Investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	60,20	62,01	62,81	0,00	0,00	0,00	60,20	62,01	62,81
Activité 2101 Rendre opérationnelle la police touristique	17,00	17,51	18,04	0,00	0,00	0,00	17,00	17,51	18,04
Activité 2102 Organiser des opérations de contrôle et de mise en conformité des établissements de tourisme et de loisirs	20,00	20,60	21,22	0,00	0,00	0,00	20,00	20,60	21,22
Activité 2103 Assister les opérateurs du secteur dans les démarches administratives	23,20	23,90	23,55	0,00	0,00	0,00	23,20	23,90	23,55
Transferts	400,00	412,00	424,36	0,00	0,00	0,00	400,00	412,00	424,36
Activité 2104: Prendre en charge le transfert de la subvention à la SODERTOUR-LACS	200,00	206,00	212,18	0,00	0,00	0,00	200,00	206,00	212,18
Activité 2105: Prendre en charge le transfert à la SPDC	200,00	206,00	212,18	0,00	0,00	0,00	200,00	206,00	212,18
Action 2: Mobilisation de l'investissement privé dans le secteur									
S/Total action2	1 243,91	89,10	91,77	0,00	0,00	0,00	1 243,91	89,10	91,77
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Transferts	1 243,91	89,10	91,77	0,00	0,00	0,00	1 243,91	89,10	91,77
Investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Transferts	1 243,91	89,10	91,77	0,00	0,00	0,00	1 243,91	89,10	91,77
Activité 2201: Prendre en charge le transfert de la subvention au FDT	86,51	89,10	91,77	0,00	0,00	0,00	86,51	89,10	91,77
Activité 2202: Prendre en charge le transfert de la subvention au FDT pour faciliter l'accès au financement des opérateurs du secteur	1 157,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 157,40	0,00	0,00

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 2 : OFFRE DE SERVICES DE TOURISME									
Action 3 : Rénovation et construction de nouvelles infrastructures du secteur									
S/Total action3	394,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	394,00	0,00	0,00
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	394,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	394,00	0,00	0,00
Trésor	394,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	394,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	394,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	394,00	0,00	0,00
Trésor	394,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	394,00	0,00	0,00
Activité 2301 : Réhabilitation de l'hôtel des parlementaires de Yamoussoukro	10,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10,00	0,00	0,00
Activité 2302 : Réhabilitation de l'hôtel Président de Yamoussoukro	160,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	160,00	0,00	0,00
Activité 2305 : Construction d'un Relais Paillotes de Jacquerville	224,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	224,00	0,00	0,00
TOTAL DU PROGRAMME 2	2 098,11	563,11	578,94	0,00	0,00	0,00	2 098,11	563,11	578,94

II.2.3. Programme 3 : Promotion du tourisme

II.2.3.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Action
Programme 3 : Promotion du tourisme	Action 3.1: Développement du tourisme récepteur et interne

II.2.3.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 3 : Promotion du tourisme						
Objectifs spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2017	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2019	2020	2021	
OS 1 : Promouvoir le tourisme national et international récepteur	Taux d'occupation dans les hôtels	54,55%	68%	70%	70%	Nombre de chambres louées / Nombre de chambres disponibles Source : Rapport de conjoncture hôtelière DPAP
	Nombre total d'arrivées de touristes internationaux	1.800.262	2.600.087	3.000.000	3.399.913	Enquêtes Source : Rapport de conjoncture hôtelière DPAP
	Nombre de touristes internes	ND	ND	ND	ND	Enquêtes spécifiques aux principales gares routières Source : Rapport de conjoncture hôtelière DPAP-

II.2.3.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

En million FCFA		Projections		
		2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 3 : PROMOTION DU TOURISME		4 760,44	2 635,20	2 714,25
	Personnel	0,00	0,00	0,00
	Biens et services	0,00	0,00	0,00
	Transferts	4 760,44	2 635,20	2 714,25
	Investissements	0,00	0,00	0,00
	Trésor	0,00	0,00	0,00
	Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0,00	0,00	0,00

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 3 : PROMOTION DU TOURISME									
Action 1: Développement du tourisme récepteur et interne									
S/Total action1	4 760,44	2 635,20	2 714,25	0,00	0,00	0,00	4 760,44	2 635,20	2 714,25
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Transferts	4 760,44	2 635,20	2 714,25	0,00	0,00	0,00	4 760,44	2 635,20	2 714,25
Investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Transferts	4 760,44	2 635,20	2 714,25	0,00	0,00	0,00	4 760,44	2 635,20	2 714,25
Activité 3101 : Réaliser les activités de promotion de la destination Côte d'Ivoire et le tourisme interne	2 202,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 202,00	0,00	0,00
Activité 3102 : Apporter un appui aux activités et manifestations socio-culturelles à caractère touristique	1 500,00	1 545,00	1 591,35	0,00	0,00	0,00	1 500,00	1 545,00	1 591,35
Activité 3103 : Prendre en charge le transfert de la subvention pour la gestion des biens et services à Côte d'Ivoire Tourisme	810,35	834,66	859,70	0,00	0,00	0,00	810,35	834,66	859,70
Activité 3104 : Prendre en charge le salaire des agents de l'Etat de l'EPN Côte d'Ivoire Tourisme	248,09	255,53	263,20	0,00	0,00	0,00	248,09	255,53	263,20
TOTAL DU PROGRAMME 3	4 760,44	2 635,20	2 714,25	0,00	0,00	0,00	4 760,44	2 635,20	2 714,25

II.2.4. Programme 4 : Loisir

II.2.4.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Action
Programme 4 : Loisir	Action 4.1: Organisation des activités de loisir

II.2.4.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 4 : Loisirs						
Objectifs spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2017	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2019	2020	2021	
OS 1 : Moderniser et vulgariser la pratique des loisirs pour la population de tout âge	Nombre de centres (écoles) et de clubs (universités) de loisirs créés	5	20	30	40	Dénombrement Source: Rapport d'activités DPAP-DL
	Nombre de centres communautaires de loisirs éducatifs construits	3	3	4	4	Dénombrement Source : Rapport d'activités DPAP-DL
	Taux d'accroissement des personnes sensibilisées à la pratique des activités sportives et de loisirs	5%	10%	20%	20%	[Nombre de personnes pratiquant l'activité en année t - nombre de personnes pratiquant l'activité en année t-1] / Nombre de personnes pratiquant l'activité en année t-1 Source : Rapport d'activités DPAP-DL

II.2.4.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

En million FCFA		Projections		
		2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 4 : LOISIR		38,26	39,41	40,59
	Personnel	0,00	0,00	0,00
	Biens et services	38,26	39,41	40,59
	Transferts	0,00	0,00	0,00
	Investissements	0,00	0,00	0,00
	Trésor	0,00	0,00	0,00
	Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0,00	0,00	0,00

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 4 : LOISIR									
Action 1: Organisation des activités de loisir									
S/Total action1	38,26	39,41	40,59	0,00	0,00	0,00	38,26	39,41	40,59
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	38,26	39,41	40,59	0,00	0,00	0,00	38,26	39,41	40,59
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	38,26	39,41	40,59	0,00	0,00	0,00	38,26	39,41	40,59
Activité 4101: Sensibiliser les populations à la pratique des activités de loisirs	11,95	12,31	12,68	0,00	0,00	0,00	11,95	12,31	12,68
Activité 4102: Organiser et animer le fonctionnement des centres de loisirs	14,61	15,05	15,50	0,00	0,00	0,00	14,61	15,05	15,50
Activité 4103: Renforcer les capacités des acteurs du secteur	11,70	12,05	12,41	0,00	0,00	0,00	11,70	12,05	12,41
TOTAL DU PROGRAMME 4									
	38,26	39,41	40,59	0,00	0,00	0,00	38,26	39,41	40,59

SECTION 40: MINISTERE DES TRANSPORTS

I. PRESENTATION GENERALE DU MINISTERE

I.1. Situation du Secteur

I.1.1. Problèmes majeurs

I.1.1.1. Sous-secteur terrestre

- l'insuffisance de l'offre de service de transport urbain ;
- l'absence de statistiques fiables ;
- la gestion approximative du fret engendrant des pertes de recettes fiscales pour l'Etat ;
- le nombre élevé des accidents de la route ;
- l'état de dégradation avancée de l'axe ferroviaire existant ;
- L'insuffisance de régulation du Transport urbain à Abidjan.

I.1.1.2. Sous-secteur aérien

- le caractère non opérationnel de quatre (4) aérodomes de l'intérieur du pays;
- l'inexistence de cadre de traitement d'accidents et d'incidents graves d'aviation en Côte d'Ivoire.

I.1.1.3. Sous-secteur maritime

- La stagnation des capacités d'accueil des ports ivoiriens ;
- la suspension de la mise en œuvre du Projet de Développement Intégré du Système Fluvio-lagunaire ;
- la congestion des dessertes portuaires au niveau d'Abidjan ;
- la dégradation des accès terrestres dans la zone portuaire de San Pedro ;
- l'insuffisance d'encadrement de certaines activités ;
- la saturation du domaine portuaire à Abidjan ;
- l'existence du phénomène de piraterie et des actes illicites dans les eaux sous juridiction ivoirienne ;
- l'insuffisance de l'offre de service de transport lagunaire ;
- l'insuffisance des investissements au niveau des ports;
- l'inexistence de compagnies maritimes privées ivoiriennes ou de navires battant pavillon ivoirien.

I.1.2. Réponses apportées

I.1.2.1. Sous-secteur terrestre

- la relecture du code de la route et de la convention de concession de SITARAIL ;
- l'adoption par le parlement de la loi d'orientation des transports terrestres ;
- la résolution du conflit de leadership au sein de l'Office Ivoirien des Chargeurs (OIC) ;
- la mise en place d'un système de gestion intégrée de l'ensemble des activités du transport routier ;
- le démarrage de l'opération du renouvellement du parc automobile ;
- l'annulation de la TVA sur les véhicules neufs de transport public ;

- l'organisation des transporteurs par l'élection des délégués de transporteurs et du Président des délégués ;
- la réduction des barrages routiers (lutte contre le racket) ;
- la concession, du démarrage de la construction et de l'exploitation de la gare routière d'Abidjan ;
- l'acquisition d'autobus et de bateaux-bus pour la SOTRA;
- la réalisation des études du prolongement des voies ferrées Abidjan- Ouagadougou–Kaya et son extension jusqu'à Tambao ;
- la réalisation des études du train urbain dans la ville d'Abidjan;
- la libéralisation du transport lagunaire ;
- la construction des postes juxtaposés de Noé et Laleraba.

I.1.2.2. Sous-secteur aérien

- l'ouverture du ciel ivoirien par l'augmentation du nombre de compagnies aériennes ;
- la création de la compagnie ivoirienne "Air Côte d'Ivoire" ;
- l'extension et de la modernisation de l'aérogare de fret d'Abidjan ;
- la réhabilitation des aérodromes de l'intérieur ;
- les attributions des marchés pour l'acquisition d'équipements techniques et électriques des aérodromes ;
- les attributions des marchés pour la réhabilitation des aires de manœuvre et des voies de services des aérodromes;
- la création du Bureau Enquête Accident à Abidjan.

I.1.2.3. Sous-secteur maritime

- l'organisation des états généraux de la mer et de l'adoption du code maritime ;
- la relocalisation en Côte d'Ivoire du siège de l'Organisation Maritime de l'Afrique de l'Ouest et du Centre (OMAO) ;
- l'acquisition de vedettes de mer pour la surveillance et le sauvetage en mer ;
- la réalisation d'un réseau de radiocommunication maritime HF/VHF pour les services opérationnels de la DGAMP ;
- la réhabilitation du bâtiment abritant le Centre Secondaire de Recherche et de Sauvetage Maritime (MRSC) d'Abidjan ;
- l'équipement du MRSC d'Abidjan en matériels techniques offerts par l'Organisation Maritime Internationale (OMI) ;
- l'équipement du Centre Médical des Gens de Mer de Vridi ;
- l'acquisition d'un système d'identification automatique ;
- l'acquisition de simulateurs de navigation, machines et pêche par l'Organisation Maritime Internationale (OMI) ;
- la densification et la modernisation des infrastructures et équipements portuaires ;
- la certification du port d'Abidjan à la norme ISO 9001 version 2008 et au Code ISPS ;
- la réalisation des travaux de dragage du chenal d'accès et du bassin du port, des travaux de rejointoiement de blocs de quai, du bitumage de voiries intérieures ;
- la réhabilitation du poste de transformation n°02;
- l'acquisition d'un radar en vue de répondre aux exigences des normes du code ISPS.

I.1.3. Défis et priorités

- la classification de l'ANAC en catégorie 1 de la FAA ;
- la réhabilitation et la modernisation des aéroports et aérodromes ;
- la réhabilitation du chemin de fer Abidjan- Ouagadougou–Kaya et son extension jusqu'à Tambao ;

- la construction du train urbain d'Abidjan ;
- la réalisation du chemin de fer Man - San Pedro ;
- la régulation du transport urbain à Abidjan ;
- la construction des postes juxtaposés de CI-Guinée et de CI-Mali ;
- la modernisation des cinq aérodromes réhabilités ;
- la réhabilitation et la modernisation des quatre autres aérodromes ;
- l'extension et la modernisation des infrastructures et l'élargissement du Port d'Abidjan avec l'approfondissement du canal de Vridi ;
- le programme de développement du port de San- Pedro ;
- l'accroissement de la flotte de transport maritime et lagunaire de personnes et de marchandises ;
- le renforcement de la sécurité et la sûreté dans les espaces maritimes, portuaires et lagunaires.

I.2. Politique sectorielle

I.2.1. Principales orientations

- l'amélioration de la gouvernance dans le secteur des services de transport ;
- le renforcement de la sécurité et de la sûreté portuaire, aéroportuaire, ferroviaire et routière ;
- la compétitivité et la facilitation des échanges économiques et commerciaux ;
- l'amélioration de l'accès des populations à des services de transport de qualité.

I.2.2. Résultats stratégiques

- L'administration des transports est moderne et performante ;
- les conditions d'accès des populations (usagers) à des services de transport routier et ferroviaire de qualité sont améliorées ;
- la compétitivité des services du transport aérien est accrue ;
- l'accès des populations aux services de transport maritime et fluvio-lagunaire durables et de qualité est amélioré.

I.3. Missions du ministère

Le Ministre des Transports est chargé de la mise en œuvre et du suivi de la politique du Gouvernement en matière de transports.

A ce titre, et en liaison avec les différents départements ministériels concernés, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

- maîtrise d'ouvrage des infrastructures des aérodromes, des aéroports, des ports, des gares routières, des chemins de fer nationaux et urbains et des infrastructures fluviales ;
- promotion, organisation et contrôle du transport privé routier, ferroviaire, aérien, fluvio-lagunaire et maritime ;
- promotion, organisation, réglementation et contrôle des transports collectifs urbains, interurbains et en milieu rural ;
- promotion, organisation, réglementation et contrôle du transport privé ;
- initiation, application et contrôle de la réglementation relative à la sécurité des transports routier, aérien, ferroviaire, fluvio-lagunaire et maritime ;
- contribution à la formation de l'ensemble des acteurs des transports.

I.4. Identification des programmes

- Programme 1 : Administration Générale ;
- Programme 2 : Transport Terrestre ;
- Programme 3 : Transport Aérien ;
- Programme 4 : Transport Maritime.

II. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DEPENSES -PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (DPPD-PAP)

II.1. Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses (DPPD)

II.1.1. Répartition des structures dans les programmes

Tableau 1 : Cartographie administrative des programmes

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET REGIONAUX	ORGANISME SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 1 Administration Générale	Cabinet, SG, IGT, DAJC, DAF, DPSP, DFCI, DRH, SCRIP, SIAD, CPMP, DR(20)	-	- Mise en place d'un système de suivi-évaluation projets/programmes/statistiques des transports	-
Programme 2 Transport Terrestre	DGTTC, DC, DTRF, DPET, DCRE, DGUA, OFT	OSER, SIPF, SOTRA, FDTR	- Construction de postes frontaliers juxtaposés de Laléraba ; - Acquisition d'autobus et de bateau-bus ; - Construction infrastructure du train urbain d'Abidjan ; - Construction d'un site bus rapide transit (30 Km) ; - Construction du poste juxtapose de Gbapleu ; - Construction du poste juxtapose de Prolo ; - Construction du poste juxtapose de Nigouni ; - PAMOSET (projet d'appui à la modernisation du secteur des transports et de facilitation du transport sur le corridor Abidjan - Ouagadougou).	- Construction du chemin de fer San Pedro - Man -Touba -Odienné-Frontière du Mali ; - Construction de chemin de fer Ouangolo - Nielle - Sikasso – Bougouni ; - Construction d'un centre de formation aux métiers ferroviaires ; - Gare routière d'Abidjan ; - Massification du renouvellement du parc automobile avec l'instauration "d'une prime" à la casse (camions de transport de marchandises) ; - Création de l'Autorité organisatrice du Transport Urbain à Abidjan
Programme 3 Transport Aérien	DTA, BEA	ANAC, SODEXAM	- Modernisation et extension de l'aérogare de fret de l'aéroport FHB d'Abidjan ; - Création du centre de médecine aéronautique et aéroportuaire ; - Réhabilitation des aéroports de l'intérieur (Odienné, Korhogo, Bouna, Bondoukou, Man, Daloa, San Pedro, Yamoussoukro) ; - Réhabilitation de l'aéroport de San-Pedro.	- Renforcement des capacités opérationnelles de l'ANAC en matière de sûreté et de sécurité ; - Système de vigilance d'alerte de services climatologique (VIGICLIM).
Programme 4 Transport Maritime	DGAMP, IGSAM, DISM, DSASM, DSGM, DRHDIM, DAGMRE, DTMVIP, DRAJC, DMG, AM (08), DRM (02).	PAA, PASP, ARSTM, ISMI	- Réhabiliter un bâtiment technique et construire un quai pour la Garde Côtière ivoirienne (Centre SAR) ; - Acquérir 05 vedettes de mer pour la Garde Côtière ivoirienne ; - Acquérir du matériel de sûreté et de sécurité maritime et réaliser un réseau de radiocommunication et de surveillance maritime pour les Points de Contacts ISPS, les Arrondissements maritimes et la Garde Côtière ; - Construire les salles polyvalentes de l'ARSTM ; - Acquérir du matériel de surveillance et de sécurisation des activités balnéaires ; - Construire et équiper le centre médical des Gens de mer de San Pedro ; - Construire et équiper les Arrondissements Maritimes ; - Dépenses d'investissement LPSI Affaires Maritimes ; - Construire et équiper un amphithéâtre, un campus de la formation continue, des salles de classes et une salle de sport polyvalente à l'ARSTM ; - Construire et équiper l'Institut de Sécurité Maritime Interrégional (ISMI) ; - Construire le pont Vridi-Marcory et les voies d'accès (Désengorgement PAA).	

II.1.2. Performance globale du ministère

Tableau 2 : Performance du ministère

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESULTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODE DE CALCUL / SOURCE DE COLLECTE (SC)
OG 1 : Promouvoir une administration moderne et performante	RS 1 .1: l'Administration des transports est moderne et performante	IP 1.1.1: les manuels de procédures élaborés et actualisés tous les deux ans	Dénombrement Source : DGAMP, DG TTC
OG 2 : Améliorer les conditions d'accès des populations (usagers) à des services de transport routier et ferroviaire de qualité	RS 2.1. : les conditions d'accès des populations (usagers) à des services de transport routier et ferroviaire de qualité sont améliorées	IP 2.1.2 : Taux de satisfaction annuel des usagers par rapport au transport terrestre	Enquête de satisfaction Source : Rapport d'enquête
OG 3 : Accroître la compétitivité des services du transport aérien	RS 3.1 : la compétitivité des services du transport aérien est accrue	IP 3.1.1 : Taux de croissance du trafic aérien en Côte d'Ivoire	(Nombre de passagers de l'année en cours - nombre de passagers de l'année précédente) / nombre de passagers de l'année précédente Source : SODEXAM
		IP 3.1.2 : Nombre de compagnies fréquentant les aéroports de Côte d'Ivoire	Dénombrement. Source : SODEXAM
OG 4 : Améliorer l'accès des populations a des services de transport maritime et fluvio-lagunaire durables et de qualité	RS 4.1 : l'accès des populations aux services de transport maritime et fluvio-lagunaire durables et de qualité est amélioré	IP 4.1 .1 : Accroissement du nombre d'usagers du transport lagunaire de 45% à l'horizon 2021	(Nombre de passagers de l'année en cours - nombre de passagers de l'année précédente) / nombre de passagers de l'année précédente Source : SOTRA, STL, CITRANS, DGAMP
		IP 4.1.2 : Accroissement du trafic marchandises global de 5% en 2021	(Nombre de passagers de l'année en cours - nombre de passagers de l'année précédente) / nombre de passagers de l'année précédente Source : PAA, PASP

II.1.3. Financement global du ministère

Tableau 3 : Financement global

En Million FCFA	PROJECTIONS DE REFERENCE			MESURES NOUVELLES			PROJECTIONS FINALES		
	2019	2020	2021	2019	2020	2021	2019	2020	2021
1. RESSOURCES	62 630,71	45 480,70	72 264,64	0,00	0,00	0,00	62 630,71	45 480,70	72 264,64
1.1 Ressources Intérieures	37 338,23	21 576,00	72 264,64	0,00	0,00	0,00	37 338,23	21 576,00	72 264,64
1.1.1 Budget Etat	37 338,23	21 576,00	72 264,64	0,00	0,00	0,00	37 338,23	21 576,00	72 264,64
1.1.2 Recettes propres (structures)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1.2 Ressources Extérieures	25 292,48	23 904,70	0,00	0,00	0,00	0,00	25 292,48	23 904,70	0,00
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	25 292,48	23 904,70	0,00	0,00	0,00	0,00	25 292,48	23 904,70	0,00
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2. CHARGES	62 630,71	45 480,70	72 264,64	0,00	0,00	0,00	62 630,71	45 480,70	72 264,64
2.1 Personnel	6 394,57	6 586,40	6 783,99	0,00	0,00	0,00	6 394,57	6 586,40	6 783,99
2.1.1 Solde y compris EPN	6 394,57	6 586,40	6 783,99	0,00	0,00	0,00	6 394,57	6 586,40	6 783,99
2.1.2 Contractuels hors solde	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2.2 Biens et services	2 939,10	3 027,27	3 118,09	0,00	0,00	0,00	2 939,10	3 027,27	3 118,09
2.3 Transferts	3 198,38	3 294,33	3 393,16	0,00	0,00	0,00	3 198,38	3 294,33	3 393,16
2.4 Investissements*	50 098,67	32 572,70	58 969,40	0,00	0,00	0,00	50 098,67	32 572,70	58 969,40
Trésor	24 806,19	8 668,00	58 969,40	0,00	0,00	0,00	24 806,19	8 668,00	58 969,40
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	25 292,48	23 904,70	0,00	0,00	0,00	0,00	25 292,48	23 904,70	0,00

II.2. Projets Annuels de Performance (PAP) par programme

II.2.1. Programme 1 : Administration Générale

II.2.1.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 1 : Administration Générale	Action 1.1: Animation et coordination
	Action 1.2: Planification, programmation et suivi-évaluation
	Action 1.3: Gestion des ressources humaines, matérielles et financières
	Action 1.4: Information et communication

II.2.1.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 1 : Administration générale						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2017	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2019	2020	2021	
OS 1 : Améliorer la gouvernance du secteur des transports	L'annuaire statistique est disponible et actualisé	0	1	1	1	Dénombrement Source : DPSP
	Taux annuel de couverture des besoins en formation exprimés.	45%	65%	85%	90%	Nombre de besoins satisfaits / Nombre total de besoins exprimés Source : DRH
OS 2 : Elaborer et mettre en œuvre un plan de communication interne et externe	Nombre de bulletins d'information trimestriels	0	4	4	4	Dénombrement Source : SCRIP

II.2.1.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

En million FCFA	Projections finales		
	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GENERALE	7 684,13	7 815,45	8 047,81
Personnel	6 394,57	6 586,40	6 783,99
Biens et services	1 087,47	1 120,09	1 153,70
Transferts	37,82	38,95	40,12
Investissements	164,28	70,00	70,00
<i>Trésor</i>	164,28	70,00	70,00
<i>Financement extérieur (Dons/Emprunts)</i>	0,00	0,00	0,00

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GENERALE									
Action 1.1: Coordination et animation									
S/Total action1.1	519,14	468,51	482,56	0,00	0,00	0,00	519,14	468,51	482,56
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	417,05	429,56	442,45	0,00	0,00	0,00	417,05	429,56	442,45
Transferts	37,82	38,95	40,12	0,00	0,00	0,00	37,82	38,95	40,12
Investissements	64,28	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	64,28	0,00	0,00
Trésor	64,28	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	64,28	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	417,05	429,56	442,45	0,00	0,00	0,00	417,05	429,56	442,45
Activité 111 : Coordonner les activités du ministère	101,50	104,55	107,68	0,00	0,00	0,00	101,50	104,55	107,68
Activité 112 : Prendre en charges le fonctionnement de la résidence du ministre	4,00	4,12	4,24	0,00	0,00	0,00	4,00	4,12	4,24
Activité 113 : Animer les activités du Ministère au niveau déconcentré (DR, DD)	152,76	157,34	162,06	0,00	0,00	0,00	152,76	157,34	162,06
Activité 114 : Archiver les données du Ministère	2,00	2,06	2,12	0,00	0,00	0,00	2,00	2,06	2,12
Activité 115 : Organiser des sessions d'évaluation de l'exécution des conventions de concession du service public	12,00	12,36	12,73	0,00	0,00	0,00	12,00	12,36	12,73
Activité 116 : Organiser des audits internes des structures administratives et sous tutelle et concessionnaires de service public	12,00	12,36	12,73	0,00	0,00	0,00	12,00	12,36	12,73
Activité 117 : Renforcer les capacités opérationnelles du cabinet	132,79	136,78	140,88	0,00	0,00	0,00	132,79	136,78	140,88
Transferts	37,82	38,95	40,12	0,00	0,00	0,00	37,82	38,95	40,12
Activité 118 : Recruter des experts pour assister le cabinet du ministère/convention BNETD	37,82	38,95	40,12	0,00	0,00	0,00	37,82	38,95	40,12
Investissements	64,28	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	64,28	0,00	0,00
Trésor	64,28	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	64,28	0,00	0,00
Activité 119 : Mettre en œuvre les activités du doing business (projet)	64,28	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	64,28	0,00	0,00

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GENERALE									
Action 1.2: Planification, programmation et suivi-évaluation									
S/Total action 1.2	122,00	92,66	93,34	0,00	0,00	0,00	122,00	92,66	93,34
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	22,00	22,66	23,34	0,00	0,00	0,00	22,00	22,66	23,34
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	100,00	70,00	70,00	0,00	0,00	0,00	100,00	70,00	70,00
Trésor	100,00	70,00	70,00	0,00	0,00	0,00	100,00	70,00	70,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	22,00	22,66	23,34	0,00	0,00	0,00	22,00	22,66	23,34
Activité 121 : Planifier, programmer, suivre et évaluer les activités du ministère	12,00	12,36	12,73	0,00	0,00	0,00	12,00	12,36	12,73
Activité 122 : Mettre en place la base de données des activités du MT	10,00	10,30	10,61	0,00	0,00	0,00	10,00	10,30	10,61
Investissements	100,00	70,00	70,00	0,00	0,00	0,00	100,00	70,00	70,00
Trésor	100,00	70,00	70,00	0,00	0,00	0,00	100,00	70,00	70,00
Activité 123 : Mettre en place un système de gestion des Projets Programmes et des statistiques des Transports (projet)	100,00	70,00	70,00	0,00	0,00	0,00	100,00	70,00	70,00
Action 1.3 : Gestion des ressources humaines, matérielles et financières									
S/Total action1.3	7 022,41	7 233,08	7 450,07	0,00	0,00	0,00	7 022,41	7 233,08	7 450,07
Personnel	6 394,57	6 586,40	6 783,99	0,00	0,00	0,00	6 394,57	6 586,40	6 783,99
Biens et services	627,84	646,68	666,08	0,00	0,00	0,00	627,84	646,68	666,08
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GENERALE									
Personnel	6 394,57	6 586,40	6 783,99	0,00	0,00	0,00	6 394,57	6 586,40	6 783,99
Activité 131 : Prendre en charge les salaires des personnels en centrale	6 394,57	6 586,40	6 783,99	0,00	0,00	0,00	6 394,57	6 586,40	6 783,99
Biens et services	627,84	646,68	666,08	0,00	0,00	0,00	627,84	646,68	666,08
Activité 132 : Gérer le personnel du ministère	20,00	20,60	21,22	0,00	0,00	0,00	20,00	20,60	21,22
Activité 133 : Elaborer et mettre en œuvre un plan global de renforcement des capacités du personnel et des acteurs du transport par les mécanismes de formation et de coopération internationales	67,00	69,01	71,08	0,00	0,00	0,00	67,00	69,01	71,08
Activité 134 : Gérer le budget et le patrimoine du ministère	60,00	61,80	63,65	0,00	0,00	0,00	60,00	61,80	63,65
Activité 135 : Elaborer, suivre et évaluer la mise en œuvre du DPPD-PAP / CDMT	30,00	30,90	31,83	0,00	0,00	0,00	30,00	30,90	31,83
Activité 136 : Gérer les dépenses centralisées du Ministère	253,41	261,02	268,85	0,00	0,00	0,00	253,41	261,02	268,85
Activité 137 : Participer aux conférences et missions en Côte d'Ivoire	20,00	20,60	21,22	0,00	0,00	0,00	20,00	20,60	21,22
Activité 138 : Gérer les dépenses d'abonnement du Ministère	162,43	167,30	172,32	0,00	0,00	0,00	162,43	167,30	172,32
Activité 139 : Gérer les marchés publics du Ministère	15,00	15,45	15,91	0,00	0,00	0,00	15,00	15,45	15,91
Action 1.4 : Information et Communication									
S/Total action1.4	20,58	21,20	21,83	0,00	0,00	0,00	20,58	21,20	21,83
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	20,58	21,20	21,83	0,00	0,00	0,00	20,58	21,20	21,83
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	20,58	21,20	21,83	0,00	0,00	0,00	20,58	21,20	21,83
Activité 141 : Créer et animer un bulletin d'information périodique	20,58	21,20	21,83	0,00	0,00	0,00	20,58	21,20	21,83
TOTAL DU PROGRAMME 1	7 684,13	7 815,45	8 047,81	0,00	0,00	0,00	7 684,13	7 815,45	8 047,81

II.2.2. Programme 2 : Transport Terrestre

II.2.2.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 2 : Transport terrestre	Action 2.1: Coordination et suivi des activités du transport terrestre
	Action 2.2: Réhabilitation et développement des infrastructures du transport terrestre
	Action 2.3: Renforcement de la sécurité routière et ferroviaire
	Action 2.4: Accroissement et renouvellement de la flotte de transport terrestre et fluidité des transports

II.2.2.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 2 : Transport Terrestre						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2017	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2019	2020	2021	
OS 1 : Coordonner le développement des activités du transport terrestre	Rapport de suivi et d'évaluation des activités des transports Terrestres	0	1	1	1	Dénombrement Source : DGTTC
OS 2 : Offrir des services routiers et ferroviaires durables, de qualité et sécurisés	Nombre de nouveaux bureaux opérationnels par an	31	3	5	5	Dénombrement Source : DGTTC
	Taux annuel de progression des accidents routiers	10.632 cas d'accidents répertoriés en 2015	-20 %	-35 %	-50 %	(Nombre total d'accidents de l'année en cours – nombre d'accidents de l'année précédente) / nombre d'accidents de l'année précédente Source : OSER
	Nombre annuel des incidents ferroviaires	49	46	42	38	Dénombrement Source : SIPF
OS 3 : Faciliter la mobilité terrestre des personnes et des biens	Nombre de barrages routiers au 100km	4	3	3	3	Dénombrement Source : OFT

II.2.2.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

En million FCFA		Projections finales		
		2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 2 : TRANSPORT TERRESTRE		15 206,04	5 049,97	5 146,67
	Personnel	0,00	0,00	0,00
	Biens et services	118,00	121,54	125,19
	Transferts	1 095,56	1 128,43	1 162,28
	Investissements	13 992,48	3 800,00	3 859,20
	Trésor	6 700,00	3 800,00	3 859,20
	Financement extérieur (Dons/Emprunts)	7 292,48	0,00	0,00

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 2 : TRANSPORT TERRESTRE									
Action 2.1: Coordination et suivi des activités du transport terrestre									
S/Total action2.1	110,00	113,30	116,70	0,00	0,00	0,00	110,00	113,30	116,70
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	110,00	113,30	116,70	0,00	0,00	0,00	110,00	113,30	116,70
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	110,00	113,30	116,70	0,00	0,00	0,00	110,00	113,30	116,70
Activité 211 : Coordonner les activités du programme " transport terrestre"	20,00	20,60	21,22	0,00	0,00	0,00	20,00	20,60	21,22
Activité 212 : Suivre les activités de dématérialisation des procédures d'immatriculation des véhicules	10,00	10,30	10,61	0,00	0,00	0,00	10,00	10,30	10,61
Activité 213 : Procéder à l'homologation des véhicules routiers non pris en compte par la législation nationale	8,00	8,24	8,49	0,00	0,00	0,00	8,00	8,24	8,49

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 2 : TRANSPORT TERRESTRE									
Activité 214: Superviser la réalisation des projets d'investissement du secteur des services de transport terrestre	10,00	10,30	10,61	0,00	0,00	0,00	10,00	10,30	10,61
Activité 215 : Suivre les activités des entreprises de transports terrestres	10,00	10,30	10,61	0,00	0,00	0,00	10,00	10,30	10,61
Activité 216 : Coordonner la mise en œuvre des procédures de dédouanement et d'immatriculation des véhicules et engins	10,00	10,30	10,61	0,00	0,00	0,00	10,00	10,30	10,61
Activité 217 : Mettre en œuvre et suivre les activités de transport dans les départements	42,00	43,26	44,56	0,00	0,00	0,00	42,00	43,26	44,56
Action 2.2: Réhabilitation et développement des infrastructures du transport terrestre									
S/Total action2.2	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00	0,00
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00	0,00
Trésor	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00	0,00
Trésor	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00	0,00
Activité 221 : Mettre en œuvre le projet de Construction des infrastructures du Train Urbain d'Abidjan (projet)	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00	0,00
Action 2.3 : Renforcement de la sécurité routière et ferroviaire									
S/Total action2.3	545,74	562,11	578,97	0,00	0,00	0,00	545,74	562,11	578,97
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Transferts	545,74	562,11	578,97	0,00	0,00	0,00	545,74	562,11	578,97
Investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Transferts	545,74	562,11	578,97	0,00	0,00	0,00	545,74	562,11	578,97
Activité 231 : Renforcer les missions de surveillance de circulation dans le district d'Abidjan et à l'intérieur du pays	490,74	505,46	520,62	0,00	0,00	0,00	490,74	505,46	520,62
Activité 232 : Acquérir des panneaux routiers	5,00	5,15	5,30	0,00	0,00	0,00	5,00	5,15	5,30
Activité 233 : Mettre en œuvre la politique de sécurité ferroviaire	50,00	51,50	53,05	0,00	0,00	0,00	50,00	51,50	53,05

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 2 : TRANSPORT TERRESTRE									
Action 2.4 : Accroissement et renouvellement de la flotte de transport terrestre et fluidité des transports									
S/Total action2.4	9 550,31	4 374,56	4 451,00	0,00	0,00	0,00	9 550,31	4 374,56	4 451,00
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	8,00	8,24	8,49	0,00	0,00	0,00	8,00	8,24	8,49
Transferts	549,82	566,32	583,31	0,00	0,00	0,00	549,82	566,32	583,31
Investissements	8 992,48	3 800,00	3 859,20	0,00	0,00	0,00	8 992,48	3 800,00	3 859,20
Trésor	1 700,00	3 800,00	3 859,20	0,00	0,00	0,00	1 700,00	3 800,00	3 859,20
Financement extérieur	7 292,48	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 292,48	0,00	0,00
Biens et services	8,00	8,24	8,49	0,00	0,00	0,00	8,00	8,24	8,49
Activité 241 : Concevoir et mettre en œuvre les activités pour améliorer la fluidité routière	8,00	8,24	8,49	0,00	0,00	0,00	8,00	8,24	8,49
Transferts	549,82	566,32	583,31	0,00	0,00	0,00	549,82	566,32	583,31
Activité 242 : Garantir les emprunts des acteurs des transports publics	275,00	283,25	291,75	0,00	0,00	0,00	275,00	283,25	291,75
Activité 243 : Renouveler le parc auto	274,82	283,07	291,56	0,00	0,00	0,00	274,82	283,07	291,56
Investissements	8 992,48	3 800,00	3 859,20	0,00	0,00	0,00	8 992,48	3 800,00	3 859,20
Trésor	1 700,00	3 800,00	3 859,20	0,00	0,00	0,00	1 700,00	3 800,00	3 859,20
Activité 245 : Mettre en œuvre et suivre les activités du PAMOSSET	1 000,00	1 100,00	1 159,20	0,00	0,00	0,00	1 000,00	1 100,00	1 159,20
Activité 246 : Construire les postes de contrôle juxtaposés de Laleraba	250,00	500,00	500,00	0,00	0,00	0,00	250,00	500,00	500,00
Activité 247 : Construire les postes de contrôle juxtaposés de GBAPLEU	150,00	800,00	800,00	0,00	0,00	0,00	150,00	800,00	800,00
Activité 248 : Construire les postes de contrôle juxtaposés de PROLLO	150,00	800,00	800,00	0,00	0,00	0,00	150,00	800,00	800,00
Activité 249 : Construire les postes de contrôle juxtaposés de NIGOUNI	150,00	600,00	600,00	0,00	0,00	0,00	150,00	600,00	600,00
Financement extérieur	7 292,48	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 292,48	0,00	0,00
Activité 245 : Mettre en œuvre et suivre les activités du PAMOSSET	7 292,48	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 292,48	0,00	0,00
TOTAL DU PROGRAMME 2	15 206,04	5 049,97	5 146,67	0,00	0,00	0,00	15 206,04	5 049,97	5 146,67

II.2.3. Programme 3 : Transport Aérien

II.2.3.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 3 : Transport aérien	Action 3.1: Coordination et suivi des activités du transport aérien
	Action 3.2: Réhabilitation et développement des infrastructures aéroportuaires
	Action 3.3: Renforcement de la sécurité et de la sûreté
	Action 3.4: Développement de la compagnie aérienne nationale et des vols intérieurs

II.2.3.2. Performance du programme

Tableau 5 Performance du programme

Programme 3 : Transport Aérien						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2017	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2019	2020	2021	
OS 1 : Coordonner le développement des activités du Transport Aérien	Nombre de rapports de suivi-évaluation des activités de transport aérien	4	4	4	4	Dénombrement Source : ANAC
OS 2 : Etendre et moderniser l'aérogare fret de l'aéroport international FHB et les infrastructures des aéroports de l'intérieur	Taux d'accroissement du fret aérien	24.112	24.836 (3% une augmentation par rapport à 2018)	27.320 (soit une augmentation de 10% par rapport à 2019)	32.783 (soit une augmentation de 20% par rapport à 2020)	(Tonnage de l'année en cours – tonnage de l'année précédente) / tonnage de l'année précédente Source : SODEXAM
	Nombre d'aéroports opérationnels (07 aéroports à réhabiliter et 05 à construire)	7	7	10	12	Dénombrement Source : SODEXAM
OS 3 : Obtenir la Classification de l'ANAC en catégorie 1 de la FAA	Certificats OACI et FAA	0 (Préparation audit OACI)	1 (Certificat OACI)	2 (Certificats FAA et OACI)	2 (Certificats FAA et OACI)	Dénombrement Source : ANAC
OS 4 : Développer les vols intérieurs	Nombre annuel de passagers des aéroports de l'intérieur	ND	ND	ND	ND	Dénombrement Source : SODEXAM, Compagnie Air Côte d'Ivoire
	Nombre annuel de vols à destination des aéroports de l'intérieur	ND	ND	ND	ND	Dénombrement Source : SODEXAM et Compagnie Air Côte d'Ivoire

II.2.3.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

En million FCFA		Projections finales		
		2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 3 : TRANSPORT AERIEN		19 543,63	5 134,94	55 490,39
	Personnel	0,00	0,00	0,00
	Biens et services	1 003,63	1 033,74	1 064,75
	Transferts	2 040,00	2 101,20	2 164,24
	Investissements	16 500,00	2 000,00	52 261,40
	Trésor	16 500,00	2 000,00	52 261,40
	Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0,00	0,00	0,00

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 3 : TRANSPORT AERIEN									
Action 3.1: Coordination et suivi des activités du transport aérien									
S/Total action3.1	48,00	49,44	50,92	0,00	0,00	0,00	48,00	49,44	50,92
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	8,00	8,24	8,49	0,00	0,00	0,00	8,00	8,24	8,49
Transferts	40,00	41,20	42,44	0,00	0,00	0,00	40,00	41,20	42,44
Investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	8,00	8,24	8,49	0,00	0,00	0,00	8,00	8,24	8,49
Activité 311 : Faire appliquer les orientations de la politique en matière de transport aérien	8,00	8,24	8,49	0,00	0,00	0,00	8,00	8,24	8,49
Transferts	40,00	41,20	42,44	0,00	0,00	0,00	40,00	41,20	42,44
Activité 313 : Mettre en place centre SAR Aéronautique/ANAC	40,00	41,20	42,44	0,00	0,00	0,00	40,00	41,20	42,44

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 3 : TRANSPORT AERIEN									
Action 3.2 : Réhabilitation et développement des infrastructures aéroportuaires									
S/Total action3.2	17 375,63	2 901,90	53 190,35	0,00	0,00	0,00	17 375,63	2 901,90	53 190,35
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	875,63	901,90	928,95	0,00	0,00	0,00	875,63	901,90	928,95
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	16 500,00	2 000,00	52 261,40	0,00	0,00	0,00	16 500,00	2 000,00	52 261,40
Trésor	16 500,00	2 000,00	52 261,40	0,00	0,00	0,00	16 500,00	2 000,00	52 261,40
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	875,63	901,90	928,95	0,00	0,00	0,00	875,63	901,90	928,95
Activité 321: Coordonner les activités aéroportuaires et météorologiques	875,63	901,90	928,95	0,00	0,00	0,00	875,63	901,90	928,95
Investissements	16 500,00	2 000,00	52 261,40	0,00	0,00	0,00	16 500,00	2 000,00	52 261,40
Trésor	16 500,00	2 000,00	52 261,40	0,00	0,00	0,00	16 500,00	2 000,00	52 261,40
Activité 322 : Réhabiliter les aéroports de l'intérieur (Bouaké Daloa, Man, Odienné et Yamoussoukro (projet)	1 500,00	1 000,00	51 261,40	0,00	0,00	0,00	1 500,00	1 000,00	51 261,40
Activité 324 : Construire et faire l'extension des aéroports de Korhogo Kong Daoukro Séguéla (projet)	15 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00	0,00	0,00
Activité 325 : Modernisation et extension l'aérogare fret de l'aéroport international FHB (projet, financement BID et OFID)	0,00	1 000,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00	1 000,00
Action 3.3 : Renforcement de la sécurité et de la sûreté									
S/Total action3.3	120,00	123,60	127,31	0,00	0,00	0,00	120,00	123,60	127,31
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	120,00	123,60	127,31	0,00	0,00	0,00	120,00	123,60	127,31
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	120,00	123,60	127,31	0,00	0,00	0,00	120,00	123,60	127,31
Activité 331 : Mettre en place un système informatique de base de données incidents aériens dans un format normalisé OACI	120,00	123,60	127,31	0,00	0,00	0,00	120,00	123,60	127,31

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 3 : TRANSPORT AERIEN									
Action 3.4 : Développement de la compagnie aérienne nationale et des vols intérieurs									
S/Total action3.4	2 000,00	2 060,00	2 121,80	0,00	0,00	0,00	2 000,00	2 060,00	2 121,80
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Transferts	2 000,00	2 060,00	2 121,80	0,00	0,00	0,00	2 000,00	2 060,00	2 121,80
Investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Transferts	2 000,00	2 060,00	2 121,80	0,00	0,00	0,00	2 000,00	2 060,00	2 121,80
Activité 341 : Renforcer la flotte Air Côte d'Ivoire	2 000,00	2 060,00	2 121,80	0,00	0,00	0,00	2 000,00	2 060,00	2 121,80
TOTAL DU PROGRAMME 3									
	19 543,63	5 134,94	55 490,39	0,00	0,00	0,00	19 543,63	5 134,94	55 490,39

II.2.4. Programme 4 : Transport Maritime

II.2.4.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 4 : Transport maritime	Action 4.1: Coordination et suivi des activités de transport, de sécurité, de sûreté et de formation maritimes
	Action 4.2: Construction d'infrastructures et acquisition d'équipements techniques de sécurité et de sûreté maritime et portuaire
	Action 4.3: Renforcement des capacités didactiques et opérationnelles des structures de formation maritimes
	Action 4.4: Réhabilitation et développement des infrastructures et services portuaires

II.2.4.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 4 : Transport Maritime						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2017	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2019	2020	2021	
OS 1 : Accroître la mobilité des personnes et des biens par voie maritime et fluvio-lagunaire	Nombre de personnes transportées par voie lagunaire	20 millions	25 millions	33 millions	38 millions	Dénombrement Sources : SOTRA, STL, CITRANS, DGAMP
	Nombre de missions de surveillance maritime et lagunaire par an	156	312	624	936	Dénombrement Source : DGAMP, BMI
OS 2 : Améliorer la formation des personnels de navigation, de sécurité et de sûreté maritimes	Taux d'exécution du programme de formation du personnel enseignant et technique	10	12	12	12	Nombre de formations exécutées / nombre total de formations prévues Source : ARSTM
	Nombre de Gens de mer formés par an	595	625	635	645	Dénombrement Source : ARSTM
	Taux d'exécution du programme de formation en matière de sécurité et sûreté	9	14	14	15	Nombre de formations exécutées / nombre total de formations prévues Source : ISMI
	Nombre de personnels techniques de la DGAMP formés	15	30	25	20	Nombre de personnes techniques formées / nombre de personnes techniques à former Source : DGAMP
OS 3 : Améliorer la compétitivité des ports ivoiriens	Trafic global de marchandises en tonnes	22,7 millions	23 millions	23,4 millions	24 millions	Dénombrement Source : PAA, PASP
	Trafic conteneurs en EVP	670.237 EVP	676.939 EVP	690.478 EVP	711.193 EVP	Dénombrement Source : PAA, PASP
	Trafic navires (nombre d'escale)	5.269	5.322	5.428	5.590	Dénombrement Source : PAA, PASP

II.2.4.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

En million FCFA		Projections finales		
		2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 4 : TRANSPORT MARITIME		20 196,91	27 480,35	3 579,78
	Personnel	0,00	0,00	0,00
	Biens et services	730,00	751,90	774,46
	Transferts	25,00	25,75	26,52
	Investissements	19 441,91	26 702,70	2 778,80
	Trésor	1 441,91	2 798,00	2 778,80
	Financement extérieur (Dons/Emprunts)	18 000,00	23 904,70	0,00

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 4 : TRANSPORT MARITIME									
Action 4.1: Coordination et suivi des activités de transport, de sécurité, de sûreté et de formation maritimes									
S/Total action1	755,00	777,65	800,98	0,00	0,00	0,00	755,00	777,65	800,98
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	730,00	751,90	774,46	0,00	0,00	0,00	730,00	751,90	774,46
Transferts	25,00	25,75	26,52	0,00	0,00	0,00	25,00	25,75	26,52
Investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	730,00	751,90	774,46	0,00	0,00	0,00	730,00	751,90	774,46
Activité 411 : Organiser un séminaire d'appropriation du Code maritime par les acteurs et usagers	12,00	12,36	12,73	0,00	0,00	0,00	12,00	12,36	12,73
Activité 412 : Animer les structures opérationnelles de la DGAMP (Centre SAR ; Points de Contact ISPS ; Unités de plongée ; Police balnéaire ; Inspection technique des navires ; Police maritime ; Arrondissements maritimes)	315,50	324,97	334,71	0,00	0,00	0,00	315,50	324,97	334,71
Activité 414 : Surveiller les plans d'eau lagunaires et maritimes au niveau locale.	42,00	43,26	44,56	0,00	0,00	0,00	42,00	43,26	44,56

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 4 : TRANSPORT MARITIME									
Activité 415 : Concevoir et planifier les patrouilles de sécurité sur le plan d'eau maritime, lagunaire et les rades portuaires	8,00	8,24	8,49	0,00	0,00	0,00	8,00	8,24	8,49
Activité 416 : Contrôler les activités des auxiliaires de transport maritime et les activités de plaisance nautique	8,00	8,24	8,49	0,00	0,00	0,00	8,00	8,24	8,49
Activité 417 : Informatiser le système de gestion des ressources humaines et matérielles de la DGAMP	8,00	8,24	8,49	0,00	0,00	0,00	8,00	8,24	8,49
Activité 418 : Assainir l'occupation du domaine public maritime et lagunaire au niveau d'Abidjan	8,00	8,24	8,49	0,00	0,00	0,00	8,00	8,24	8,49
Activité 419 : Acquérir les moyens nécessaires à la prise en charge adéquate des marins	8,00	8,24	8,49	0,00	0,00	0,00	8,00	8,24	8,49
Activité 4110 : Actualiser les curricula de formation des Gens de mer et assimilés	320,50	330,12	340,02	0,00	0,00	0,00	320,50	330,12	340,02
Transferts	25,00	25,75	26,52	0,00	0,00	0,00	25,00	25,75	26,52
Activité 4111 : Mettre en œuvre la politique de sécurité Maritime Interrégionale (ISMI)	25,00	25,75	26,52	0,00	0,00	0,00	25,00	25,75	26,52
Action 4.2 : Construction d'infrastructures et acquisition d'équipements techniques de sécurité et de sûreté maritime et portuaire									
S/Total action4.2	1 111,37	1 375,00	1 378,80	0,00	0,00	0,00	1 111,37	1 375,00	1 378,80
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	1 111,37	1 375,00	1 378,80	0,00	0,00	0,00	1 111,37	1 375,00	1 378,80
Trésor	1 111,37	1 375,00	1 378,80	0,00	0,00	0,00	1 111,37	1 375,00	1 378,80
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	1 111,37	1 375,00	1 378,80	0,00	0,00	0,00	1 111,37	1 375,00	1 378,80
Trésor	1 111,37	1 375,00	1 378,80	0,00	0,00	0,00	1 111,37	1 375,00	1 378,80
Activité 421 : Poursuivre et achever l'acquisition des 03 vedettes maritimes hors-bord (dans le cadre des marchés d'acquisition de 05 vedettes maritimes) (Projet)	100,00	375,00	378,80	0,00	0,00	0,00	100,00	375,00	378,80
Activité 422 : Poursuivre et achever la mise en place du Système RADAR de surveillance maritime et procéder à la correction des zones d'ombre du Système AIS (Projet d'acquisition de matériels de sûreté...) (projet)	81,37	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	81,37	0,00	0,00
Activité 423 : Poursuivre et achever la construction et l'équipement des arrondissements maritimes d'Adiaké, San Pedro et Grand Lahou (projet)	930,00	1 000,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00	930,00	1 000,00	1 000,00

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 4 : TRANSPORT MARITIME									
Action 4.3 : Renforcement des capacités didactiques et opérationnelles des structures de formation maritime									
S/Total action4.3	330,53	1 423,00	1 400,00	0,00	0,00	0,00	330,53	1 423,00	1 400,00
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	330,53	1 423,00	1 400,00	0,00	0,00	0,00	330,53	1 423,00	1 400,00
Trésor	330,53	1 423,00	1 400,00	0,00	0,00	0,00	330,53	1 423,00	1 400,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	330,53	1 423,00	1 400,00	0,00	0,00	0,00	330,53	1 423,00	1 400,00
Trésor	330,53	1 423,00	1 400,00	0,00	0,00	0,00	330,53	1 423,00	1 400,00
Activité 431 : Poursuivre la construction des locaux de travail de l'Institut de Sécurité Maritime Interrégional (ISMI) (projet)	300,00	823,00	800,00	0,00	0,00	0,00	300,00	823,00	800,00
Activité 432 : Poursuivre la construction de l'amphithéâtre, du campus de formation continu et des salles de classes de l'ARSTM (projet)	30,53	600,00	600,00	0,00	0,00	0,00	30,53	600,00	600,00
Action 4.4 : Réhabilitation et développement des infrastructures et services portuaires									
S/Total action4.3	18 000,00	23 904,70	0,00	0,00	0,00	0,00	18 000,00	23 904,70	0,00
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	18 000,00	23 904,70	0,00	0,00	0,00	0,00	18 000,00	23 904,70	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	18 000,00	23 904,70	0,00	0,00	0,00	0,00	18 000,00	23 904,70	0,00
Investissements	18 000,00	23 904,70	0,00	0,00	0,00	0,00	18 000,00	23 904,70	0,00
Financement extérieur	18 000,00	23 904,70	0,00	0,00	0,00	0,00	18 000,00	23 904,70	0,00
Activité 443 : Construction du Poste Céréaliier du Port Autonome d'Abidjan	18 000,00	23 904,70	0,00	0,00	0,00	0,00	18 000,00	23 904,70	0,00
TOTAL DU PROGRAMME 4	20 196,91	27 480,35	3 579,78	0,00	0,00	0,00	20 196,91	27 480,35	3 579,78

SECTION 41 : MINISTRE DE L'ARTISANAT

I. PRESENTATION GENERALE DU MINISTERE

I.1. Situation du secteur

I.1.1. Problèmes majeurs

- les difficultés d'accès au financement et l'inadaptation des dispositifs financiers existants ;
- l'accès limité à la commande publique au regard des procédures jugées lourdes, complexes et coûteuses et du délai de paiement très long ;
- l'inexpérience des dirigeants des secteurs de l'Artisanat aux plans managérial et comptable ;
- le faible niveau de qualification des acteurs du secteur de l'Artisanat ;
- le manque de compétitivité des artisans ;
- les difficultés d'accès au foncier et aux sites artisanaux ;
- l'inexistence d'une stratégie nationale de développement de l'Artisanat ;
- l'absence d'un organisme national de promotion de l'artisanat ;
- l'inexistence de centre de ressources professionnelles de l'artisanat ;
- la prédominance de l'informel dans l'activité artisanale ;
- l'insuffisance et l'inadaptation de zones d'implantation des artisans ;
- l'insuffisance de professionnalisme des opérateurs du secteur de l'artisanat ;
- les contraintes relatives à la protection de l'environnement, et à la promotion du développement durable ;
- l'insuffisance d'actions de promotion, de traçabilité, de distribution et de commercialisation des produits et services du secteur de l'Artisanat ;
- la faiblesse du système de protection sociale pour les acteurs du secteur de l'Artisanat ;
- la faible culture entrepreneuriale ;
- l'insuffisance de soutien au développement de l'innovation par les pouvoirs publics.

I.1.2. Réponses apportées

- la célébration, chaque année, d'une journée nationale de promotion des produits de l'Artisanat ;
- la promotion de l'innovation et de la qualité en matière d'artisanat, la formation des acteurs et le renforcement de l'apprentissage au sein du secteur ;
- l'adoption en 2014 d'un Code de l'Artisanat Ivoirien (Loi n° 2014-338 du 5 juin 2014 relative à l'Artisanat), d'un code communautaire de l'Artisanat ;
- l'élaboration d'un plan stratégique national de développement de l'Artisanat en Côte d'Ivoire ;
- le regroupement et le recasement des artisans occupant illégalement certaines zones sur des sites appropriés ;
- la révision du texte régissant le cadre électoral et l'organisation de la Chambre Nationale des métiers de Côte d'Ivoire (CNM-CI).

I.1.3. Défis et Priorités

- la réalisation d'infrastructures adaptées aux nouvelles exigences de normes et d'hygiène du marché (sites d'exposition et de promotion des produits artisanaux) ;
- le développement de la commercialisation et de l'exportation des produits artisanaux et la valorisation du métier d'artisan ;
- la création d'une synergie d'actions entre tous les acteurs et usagers du Ministère ;
- l'organisation, tous les deux ans, du Marché international Ivoirien de l'Artisanat (MIVA), salon international de promotion de l'Artisanat ;
- le parrainage et la collaboration dans le cadre d'organisation de caravanes de sensibilisation à l'entrepreneuriat ou de compétitions de business plan et la célébration d'entrepreneurs méritants ;
- le renforcement des capacités opérationnelles et techniques de toutes les structures du Ministère.
- la professionnalisation du secteur de l'artisanat :
 - la mise sur pied d'une stratégie en vue de la professionnalisation et de l'organisation de l'artisanat ;
 - la mise en place des instruments de financement et de crédit afin d'aboutir à une dynamisation du secteur.

I.2. Politique Sectorielle

I.2.1. Principales orientations

- la création d'un fonds de garantie, d'une mutuelle et d'une banque pour le secteur ;
- le renforcement et l'amélioration du niveau de qualification des acteurs ;
- l'information, la sensibilisation et l'assistance technique aux acteurs dans la création d'entreprises et de coopératives ;
- le renforcement des capacités des acteurs ainsi que celles des structures à la gestion administrative et financière.

I.2.2. Résultats stratégiques

- la promotion d'une administration moderne et performante est une réalité ;
- la promotion du secteur de l'artisanat est effective ;
- la capacité de création d'emplois et de revenus est accrue.

I.3. Missions du ministère

Le Ministre de l'artisanat est chargé de la mise en œuvre et du suivi de la politique du gouvernement en matière d'artisanat.

A ce titre, et en liaison avec les autres départements ministériels concernés, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

- promotion de l'artisanat et des entreprises artisanale ;
- définition et mise en place d'un cadre institutionnel et réglementaire relatif aux activités artisanales ;
- définition et mise en œuvre d'une politique de financement des entreprises artisanales, en liaison avec les Ministres chargés de l'Economie et des Finances, et du Budget ;
- aménagement et exploitation des sites artisanaux d'intérêt national ;
- promotion de l'apprentissage et de la formation continue ;
- organisation et promotion de la commercialisation des produits artisanaux ivoiriens au plan national et au plan international ;
- mise en œuvre d'une politique d'encadrement et de modernisation du secteur informel.

I.4. Identification des programmes

- Programme 1 : Administration Générale ;
- Programme 2 : Artisanat.

II. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DEPENSES-PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (DPPD-PAP)

II.1. Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses (DPPD)

II.1.1. Répartition des structures dans les programmes

Tableau 1 : Cartographie administrative des programmes

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET REGIONAUX	ORGANISMES SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 1 : Administration générale	Cabinet du ministre, DSR, DAF, DRH, DPSP, DSI; SCRPPDA, SMP	-	-	-
Programme 2 : Artisanat	DEAA, DPAM, DISA.	-	<ul style="list-style-type: none"> • Caravane de recyclage des chauffeurs professionnels • Renforcement des capacités de la Chambre Nationale des Métiers de Côte d'Ivoire • Recasement des ferrailleurs- casse moderne N'dotré • Opération recasement des artisans (Sagbé) • Installation du marché moderne de vannerie à Modeste (Grand-Bassam) • Construction du siège de la Chambre Artisanale des Métiers. 	-

II.1.2. Performance globale du ministère

Tableau 2 : Performance du ministère

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESULTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODE DE CALCUL / SOURCE DE COLLECTE (SC)
OG 1 : Promouvoir une administration moderne et performante axée sur les résultats pour le développement de l'Artisanat	RS 1 .1: la promotion d'une administration moderne et performante est une réalité	<p>IP 1.1.1: Nombre de textes législatifs et réglementaires adoptés et mis en œuvre</p> <p>IP.1.1.2. : Taux de satisfaction des usagers</p>	<p>Dénombrement Source : Cabinet</p> <p>Enquête de satisfaction Source : Rapport d'enquête</p>

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESULTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODE DE CALCUL / SOURCE DE COLLECTE (SC)
<p>OG 2 : Professionnaliser le secteur de l'Artisanat</p>	<p>RS 2.1. la professionnalisation du secteur de l'Artisanat est effective et la capacité de création de création d'emplois et de revenus, est accrue</p>	<p>IP 2.1.1 : Nombre d'infrastructures réhabilitées, construites ou équipées</p> <p>IP 2.1.2. : Taux d'artisans formés</p> <p>IP 2.1.3. : Taux d'artisans installés sur les sites appropriés</p> <p>IP 2.1.4. : Taux d'artisans financés</p> <p>IP 2.1.5. : Taux de produits labellisés</p>	<p>Dénombrement Source : DISA</p> <p>Nombre d'artisans formés / Nombre total d'artisans programmés Source : DEAA</p> <p>Nombre d'artisans installés sur les sites appropriés / Nombre d'artisans programmés Source : DEAA</p> <p>Nombre d'artisans financés / Nombre d'artisans demandeurs Source : DEAA</p> <p>Nombre de produits labellisés / Nombre total de produits à labelliser Source : DPAM</p>

II.1.3. Financement global du ministère

Tableau 3 : Financement global

En million FCFA	PROJECTIONS DE REFERENCE			MESURES NOUVELLES			PROJECTIONS FINALES		
	2019	2020	2021	2019	2020	2021	2019	2020	2021
1. RESSOURCES	2 239,86	2 979,23	3 446,49	0,00	0,00	0,00	2 239,86	2 979,23	3 446,49
1.1 Ressources Intérieures	2 239,86	2 979,23	3 446,49	0,00	0,00	0,00	2 239,86	2 979,23	3 446,49
1.1.1 Budget Etat	2 239,86	2 979,23	3 446,49	0,00	0,00	0,00	2 239,86	2 979,23	3 446,49
1.1.2 Recettes propres (structures)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1.2 Ressources Extérieures	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2. CHARGES	2 239,86	2 979,23	3 446,49	0,00	0,00	0,00	2 239,86	2 979,23	3 446,49
2.1 Personnel	439,68	452,87	466,46	0,00	0,00	0,00	439,68	452,87	466,46
2.1.1 Solde y compris EPN	439,68	452,87	466,46	0,00	0,00	0,00	439,68	452,87	466,46
2.1.2 Contractuels hors solde	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2.2 Biens et services	754,53	777,05	800,24	0,00	0,00	0,00	754,53	777,05	800,24
2.3 Transferts	455,64	469,31	483,39	0,00	0,00	0,00	455,64	469,31	483,39
2.4 Investissements*	590,00	1 280,00	1 696,40	0,00	0,00	0,00	590,00	1 280,00	1 696,40
Trésor	590,00	1 280,00	1 696,40	0,00	0,00	0,00	590,00	1 280,00	1 696,40
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

II.2. Projets Annuels de Performance (PAP) par programme

II.2.1 Programme 1 : Administration Générale

II.2.1.1. Stratégie du programme

Tableau 4. Déclinaison du programme en action

Programme	Actions
Programme 1 : Administration générale	Action 1.1 : Coordination et animation
	Action 1.2 : Planification, programmation et suivi-évaluation
	Action 1.3 : Gestion des ressources humaines financières et matérielles.
	Action 1.4 : Information et communication

II.2.1.2. Performance du programme

Tableau 5. Performance du programme

Programmes-1 : Administration Générale						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs	Situation de référence 2017	Cibles			Méthode de calcul et source de vérification
			2019	2020	2021	
OS 1 : Améliorer le cadre réglementaire et institutionnel du secteur, de l'artisanat	Nombre de textes législatifs et réglementaires adoptés et mis en œuvre	7	5	4	2	Dénombrement Source : Service juridique et JORCI
	Taux de satisfaction des fédérations et associations de consommateurs	50%	60%	75%	80%	Enquêtes de satisfaction Source : Rapport d'enquête
OS 2 : Renforcer les systèmes de planification, d'informations et de communication du Ministère	Taux de couverture des services en internet	80%	100%	100%	100%	Services couverts en internet / Nombre total de services à couvrir Source : DSI
	Nombre d'études réalisées	5	5	5	5	Dénombrement
	Taux de fréquentation du site web du Ministère	15%	30%	50%	60%	Service communication
	Taux de dématérialisation des procédures	25%	50%	100%	100%	Nombre de procédures dématérialisées / Nombre total de procédures à dématérialiser Source : DSI
OS 3 : Assurer une gestion efficace des ressources humaines, matérielles et financières	Taux de satisfaction des besoins en formation	20%	40%	50%	60%	Nombre de besoins en formation satisfaits / Nombre de besoins en formation exprimés Source : DRH
	Taux de satisfaction des besoins en personnel	20%	40%	50%	60%	Nombre de besoins en personnel satisfaits / Nombre de besoins en personnel exprimés Source : DRH

II 2.1.3. Financement du programme

Tableau 6. Synthèse du programme par nature de dépense

En million FCFA		Projections		
		2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 1: ADMINISTRATION GENERALE		1 006,56	1 036,63	1 067,61
	Personnel	439,68	452,87	466,46
	Biens et services	524,87	540,50	556,59
	Transferts	42,00	43,26	44,56
	Investissements	0,00	0,00	0,00
	Trésor	0,00	0,00	0,00
	Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0,00	0,00	0,00

Tableau 7. Budget détaillé du programme

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GENERALE									
Action 1: Coordination et animation									
S/Total action1	694,42	715,13	736,47	0,00	0,00	0,00	694,42	715,13	736,47
Personnel	439,68	452,87	466,46	0,00	0,00	0,00	439,68	452,87	466,46
Biens et services	254,74	262,26	270,01	0,00	0,00	0,00	254,74	262,26	270,01
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Personnel	439,68	452,87	466,46	0,00	0,00	0,00	439,68	452,87	466,46
Activité 1101 : Prendre en charge les salaires des travailleurs du ministère	439,68	452,87	466,46	0,00	0,00	0,00	439,68	452,87	466,46
Biens et services	254,74	262,26	270,01	0,00	0,00	0,00	254,74	262,26	270,01
Activité 1102 : coordonner les activités du Ministère	80,01	82,41	84,88	0,00	0,00	0,00	80,01	82,41	84,88
Activité 1103 : élaborer les projets de texte réglementaire, gérer les contentieux et suivre l'application des textes régissant le fonctionnement du ministère	9,00	9,27	9,55	0,00	0,00	0,00	9,00	9,27	9,55
Activité 1104 : Gérer le système informatique du ministère	6,00	6,18	6,37	0,00	0,00	0,00	6,00	6,18	6,37
Activité 1105 : Inspecter les services du ministère	12,73	13,11	13,50	0,00	0,00	0,00	12,73	13,11	13,50
Activité 1106: prendre en charge le fonctionnement de la résidence du ministre	4,00	4,00	4,00	0,00	0,00	0,00	4,00	4,00	4,00
Activité 1107 : coordonner les activités du Ministère au niveau déconcentré	65,00	66,95	68,96	0,00	0,00	0,00	65,00	66,95	68,96
Activité 1108 : Prendre en charge l'assistance technique du BNETD	78,00	80,34	82,75	0,00	0,00	0,00	78,00	80,34	82,75
Action 2: Planification, programmation et suivi-évaluation									
S/Total action2	11,89	12,24	12,61	0,00	0,00	0,00	11,89	12,24	12,61
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	11,89	12,24	12,61	0,00	0,00	0,00	11,89	12,24	12,61
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GENERALE									
Biens et services	11,89	12,24	12,61	0,00	0,00	0,00	11,89	12,24	12,61
Activité 1201 : Planifier, coordonner et suivre les projets du Ministère	11,89	12,24	12,61	0,00	0,00	0,00	11,89	12,24	12,61
Action 3 : Gestion des ressources humaines; financières et matérielles									
S/Total action3	290,41	299,12	308,10	0,00	0,00	0,00	290,41	299,12	308,10
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	248,41	255,86	263,54	0,00	0,00	0,00	248,41	255,86	263,54
Transferts	42,00	43,26	44,56	0,00	0,00	0,00	42,00	43,26	44,56
Investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	248,41	255,86	263,54	0,00	0,00	0,00	248,41	255,86	263,54
Activité 1301: Gérer le personnel du Ministère de l'artisanat	8,73	8,99	9,26	0,00	0,00	0,00	8,73	8,99	9,26
Activité 1302 : Elaborer et suivre l'exécution du budget du ministère	53,00	54,59	56,23	0,00	0,00	0,00	53,00	54,59	56,23
Activité 1303 : Elaborer le DPPD-PAP/CDMT, le suivre et l'évaluer dans sa mise en œuvre	11,50	11,85	12,20	0,00	0,00	0,00	11,50	11,85	12,20
Activité 1304 : Gérer les marchés publics du ministère	9,00	9,27	9,55	0,00	0,00	0,00	9,00	9,27	9,55
Activité 1305 : Gérer les dépenses centralisées	51,80	53,36	54,96	0,00	0,00	0,00	51,80	53,36	54,96
Activité 1306 : Prendre en charge les frais de transports les indemnités de mission et les conférences en CI	35,00	36,05	37,13	0,00	0,00	0,00	35,00	36,05	37,13
Activité 1307 : Gérer le patrimoine du ministère	34,38	35,41	36,48	0,00	0,00	0,00	34,38	35,41	36,48
Activité 1308 : Prendre en charge les frais de transports les indemnités de mission et les conférences hors CI	45,00	46,35	47,74	0,00	0,00	0,00	45,00	46,35	47,74
Transferts	42,00	43,26	44,56	0,00	0,00	0,00	42,00	43,26	44,56
Activité 1309 : Prendre en charge les contractuels BNETD	42,00	43,26	44,56	0,00	0,00	0,00	42,00	43,26	44,56

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GENERALE									
Action 4 : Information et communication									
S/Total action4	9,84	10,13	10,44	0,00	0,00	0,00	9,84	10,13	10,44
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	9,84	10,13	10,44	0,00	0,00	0,00	9,84	10,13	10,44
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Bien et service	9,84	10,13	10,44	0,00	0,00	0,00	9,84	10,13	10,44
Activité 1401 : communiquer sur les activités du ministère	9,84	10,13	10,44	0,00	0,00	0,00	9,84	10,13	10,44
TOTAL DU PROGRAMME 1									
	1 006,56	1 036,63	1 067,61	0,00	0,00	0,00	1 006,56	1 036,63	1 067,61

II.2.2. Programme 2 : Artisanat

II.2.2.1. Stratégie du programme

Tableau 4. Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 2 : Artisanat	Action 2.1 : Coordination, encadrement et appui à l'artisanat
	Action 2.2 : Promotion de l'artisanat et de la mutualité
	Action 2.3 : Réalisation d'infrastructures et des sites artisanaux

II.2.2.2. Performance du programme

Tableau 5. Performance du programme

Programme 2 : Artisanat						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs	Situation de référence 2017	Cibles			Méthode de calcul et source de vérification
			2019	2020	2021	
OS 1 : Moderniser le secteur de l'Artisanat	Nombre de textes élaborés	ND	2	3	4	Dénombrement Source : JORCI et Service juridique
	Nombre de textes vulgarisés	ND	2	3	4	Dénombrement Source : JORCI et Service juridique
	Nombre d'artisans sensibilisés	ND	2 000	3 000	5 000	Dénombrement Source : Rapport DEAA
OS 2 : Promouvoir le secteur de l'artisanat	Taux d'artisans financés	ND	10%	15%	30%	Nombre d'artisans ayant obtenu un financement / Nombre d'artisans demandeurs Source : DEAA
	Nombre d'infrastructures réhabilitées, construites ou équipées	ND	2	3	4	Dénombrement Source : DISA
	Taux d'artisans installés sur les sites appropriés	ND	15%	35%	55%	Nombre d'artisans installés / Nombre d'artisans programmés Source : DISA
	Taux d'artisans formés	ND	10%	20%	35%	Nombre d'artisans formés / Nombre d'artisans programmés Source : DEAA
	Taux de produits labellisés	ND	10%	20%	35%	Nombre de produits labellisés / Nombre de produits à labelliser Source : DPAM
	Taux de participation aux salons	ND	20%	25%	30%	Nombre de participations effectives / Nombre de salons programmés Source : DPAM

II.2.2.3. Financement du programme

Tableau 6. Synthèse du programme par nature de dépense

En million FCFA		Projections		
		2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 2 : ARTISANAT		1 233,30	1 942,60	2 378,88
	Personnel	0,00	0,00	0,00
	Biens et services	229,66	236,55	243,65
	Transferts	413,64	426,05	438,83
	Investissements	590,00	1 280,00	1 696,40
	<i>Trésor</i>	590,00	1 280,00	1 696,40
	<i>Financement extérieur (Dons/Emprunts)</i>	0,00	0,00	0,00

Tableau 7. Budget détaillé du programme

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 2 : ARTISANAT									
Action 1: Coordination, encadrement et appui à l'artisanat									
S/Total action1	539,00	584,27	620,00	0,00	0,00	0,00	539,00	584,27	620,00
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	95,36	98,22	101,17	0,00	0,00	0,00	95,36	98,22	101,17
Transferts	413,64	426,05	438,83	0,00	0,00	0,00	413,64	426,05	438,83
Investissements	30,00	60,00	80,00	0,00	0,00	0,00	30,00	60,00	80,00
Trésor	30,00	60,00	80,00	0,00	0,00	0,00	30,00	60,00	80,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	95,36	98,22	101,17	0,00	0,00	0,00	95,36	98,22	101,17
Activité 2101 : coordonner les activités de l'artisanat	13,51	13,92	14,33	0,00	0,00	0,00	13,51	13,92	14,33
Activité 2102 : Mettre en œuvre et suivre la stratégie nationale de développement de l'artisanat	11,35	11,69	12,04	0,00	0,00	0,00	11,35	11,69	12,04
Activité 2103 Apporter un appui à l'artisanat	70,50	72,62	74,79	0,00	0,00	0,00	70,50	72,62	74,79
Transferts	413,64	426,05	438,83	0,00	0,00	0,00	413,64	426,05	438,83
Activité 2104:organiser des ateliers en vue de préparer les élections à la chambre nationale des métiers et immatriculer les artisans conformément au code communautaire de 'UEMOA sur l'artisanat	413,64	426,05	438,83	0,00	0,00	0,00	413,64	426,05	438,83
Investissements	30,00	60,00	80,00	0,00	0,00	0,00	30,00	60,00	80,00
Trésor	30,00	60,00	80,00	0,00	0,00	0,00	30,00	60,00	80,00
Activité 2105: Construction du siège de la Chambre Artisanale des Métiers	20,00	45,00	55,00	0,00	0,00	0,00	20,00	45,00	55,00
Activité 2106: Renforcement des capacités de la Chambre Nationale des Métiers de Côte d'Ivoire	10,00	15,00	25,00	0,00	0,00	0,00	10,00	15,00	25,00
Action 2: Promotion de l'artisanat et de la mutualité									
S/Total action2	123,90	127,61	131,44	0,00	0,00	0,00	123,90	127,61	131,44
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	123,90	127,61	131,44	0,00	0,00	0,00	123,90	127,61	131,44
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 2 : ARTISANAT									
Biens et services	123,90	127,61	131,44	0,00	0,00	0,00	123,90	127,61	131,44
Activité 2201: promouvoir l'artisanat et la mutualité	9,47	9,75	10,05	0,00	0,00	0,00	9,47	9,75	10,05
Activité 2202: Organiser le marché ivoirien de l'artisanat	97,69	100,62	103,64	0,00	0,00	0,00	97,69	100,62	103,64
Activité 2203: Renforcer le système d'information	16,74	17,24	17,76	0,00	0,00	0,00	16,74	17,24	17,76
Action 3 : Réalisation d'infrastructures et des sites artisanaux									
S/Total action3	570,40	1 230,71	1 627,43	0,00	0,00	0,00	570,40	1 230,71	1 627,43
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	10,40	10,71	11,03	0,00	0,00	0,00	10,40	10,71	11,03
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	560,00	1 220,00	1 616,40	0,00	0,00	0,00	560,00	1 220,00	1 616,40
Trésor	560,00	1 220,00	1 616,40	0,00	0,00	0,00	560,00	1 220,00	1 616,40
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	10,40	10,71	11,03	0,00	0,00	0,00	10,40	10,71	11,03
Activité 2301 : suivre les travaux d'infrastructure des sites artisanaux	10,40	10,71	11,03	0,00	0,00	0,00	10,40	10,71	11,03
Investissements	560,00	1 220,00	1 616,40	0,00	0,00	0,00	560,00	1 220,00	1 616,40
Trésor	560,00	1 220,00	1 616,40	0,00	0,00	0,00	560,00	1 220,00	1 616,40
Activité 2302 : Recasement des ferrailleurs - casse moderne N'dotrè	250,00	750,00	850,00	0,00	0,00	0,00	250,00	750,00	850,00
Activité 2303 : Opération recasement des artisans (Sagbé)	150,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	150,00	0,00	0,00
Activité 2304 : Caravane de recyclage des chauffeurs professionnels	60,00	70,00	306,40	0,00	0,00	0,00	60,00	70,00	306,40
Activité 2305 : Installation Marché Moderne de Vannerie à Modeste-Grand-Bassam	100,00	400,00	460,00	0,00	0,00	0,00	100,00	400,00	460,00
TOTAL DU PROGRAMME 2	1 233,30	1 942,60	2 378,88	0,00	0,00	0,00	1 233,30	1 942,60	2 378,88

SECTION 42 MINISTERE DE LA FAMILLE, DE LA FEMME ET DE L'ENFANT

I. PRESENTATION GENERALE DU MINISTERE

I.1. Situation du secteur

I.1.2 .Problèmes majeurs

- l'insuffisante opérationnalisation des dispositifs de promotion des droits des femmes ;
- la faible institutionnalisation de l'approche genre ;
- la faible représentativité des femmes aux postes de décision ;
- la faible participation des femmes au processus de développement ;
- la faible accessibilité des femmes aux ressources de production ;
- la persistance des violences exercées sur les femmes ;
- l'insuffisance de l'offre et de la qualité de formation des femmes et des jeunes filles déscolarisées et non scolarisées ;
- la recrudescence du phénomène des enfants en rupture avec la cellule familiale ;
- la persistance du phénomène du travail des enfants ;
- l'insuffisance de la réponse dans la prise en charge de la malnutrition chez les enfants de moins de 05 ans ;
- la faiblesse des mécanismes nationaux de lutte contre les violences, abus, exploitations et maltraitements des enfants ;
- l'insuffisance et la répartition non optimale des structures d'action sociale sur l'étendue du territoire national ;
- la faiblesse du système de collecte d'information et de planification.

I.1.2. Réponses apportées

- la mise en place d'un système intégré de Collecte des Données Statistiques (SICDS) ;
- l'organisation de 20 visites d'évaluation et de supervision dans les Etablissements de Protection de l'Enfant publics et privés ;
- l'octroi d'équipements et de cinq (5) prix aux meilleurs élèves filles de l'EMPT ;
- le démarrage du processus de Budgétisation Sensible au Genre (BSG) en 2016 ;
- la mise en place du comité multisectoriel BSG;
- la lutte contre les Violence Basée sur le Genre (VBG) ;
- l'autonomisation de la Femme à travers des activités d'éducation et de formation, en 2017 ;
- la promotion de l'entrepreneuriat féminin au profit de 10 044 femmes;
- la promotion des droits des femmes et la sensibilisation sur les faits de société;
- le démarrage en 2016 du processus d'élaboration de la Politique Nationale de la Famille (PNF);
- l'adoption du Document de Politique Nationale de Protection de l'Enfant (PNPE) en 2013 ;
- la promotion des valeurs familiales lors des célébrations de la journée de la Famille.

I.1.3. Défis et priorités

- la sensibilisation des populations et des institutions aux changements de mentalité, de comportement et de pratiques indispensables à la réduction des inégalités liées au sexe ;
- la poursuite des réformes juridiques sensibles au genre ;
- le développement des stratégies de création des conditions favorables à la valorisation du potentiel des femmes ;

- la promotion d'un modèle de famille responsable, avec des valeurs familiales et communautaires positives et socialisantes ;
- l'intensification des interventions de protection de l'enfant et des adolescents vulnérables ;
- le développement d'un meilleur partenariat et coordination avec le secteur privé, la société civile, les collectivités locales et les partenaires au développement.
- la mise en œuvre de la stratégie d'appui à la planification/budgétisation sensible au genre ;
- le renforcement et la mise en œuvre des cadres stratégiques d'intervention visant la protection, la promotion, la valorisation et l'autonomisation de la femme ;
- le renforcement des capacités des familles et des communautés sur leurs rôles respectifs dans la construction de la Nation ;
- le renforcement des mécanismes communautaires, institutionnels et législatifs de protection sociale, administrative et judiciaire des enfants ;
- le renforcement de l'offre de service aux populations cibles.

I.2. Politique sectorielle

I.2.1. Principales orientations

- la promotion de la femme, de l'équité, du bien-être familial, de la protection de l'enfant ;
- l'accélération du développement du capital humain et la promotion du bien-être social;
- la promotion du genre pour sa prise en compte dans les politiques publiques;
- la participation à l'atteinte des résultats sur l'offre d'éducation formelle ;
- la protection sociale des populations, l'amélioration des états de santé et les progrès vers l'atteinte du dividende démographique.

I.2.2. Résultats stratégiques

- l'administration est moderne et performante ;
- le dispositif de protection de la Femme est renforcé ;
- le dispositif de promotion des bonnes valeurs familiales est renforcé ;
- le dispositif institutionnel et communautaire de protection de l'enfant est renforcé.

I.3. Missions du ministère

Le Ministre de la Femme, de la Famille et de l'Enfant est chargé de la mise en œuvre et du suivi de la politique du Gouvernement en matière de promotion, de la Femme et de la Famille et de protection de l'Enfant.

A ce titre, en liaison avec les différents départements ministériels concernés, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

I.3.1. En matière de promotion de la Femme et de la Famille :

- promotion économique, sociale et juridique de la femme ;
- promotion du Genre ;
- lutte contre les violences exercées sur les femmes et les filles, en liaison avec le Ministre chargé de la Justice et des Droits et l'Homme ;
- sensibilisation et information de la communauté sur les droits de la femme ;
- assistance et conseil aux femmes et aux filles en difficulté, notamment aux filles-mères, aux femmes victime de violences conjugales ;
- promotion, coordination et suivi des activités socio-économiques concernant la femme ;
- promotion, coordination et suivi des mouvements coopératifs et mutualistes féminins en milieu urbain et rural, en liaison avec les Ministères concernés ;
- gestion et coordination des institutions publiques et privées d'éducation féminine ;
- mise en œuvre des mesures favorisant la protection et l'épanouissement des citoyens dans le cadre de la famille ;

- promotion des valeurs sociales et morales dans la famille ;
- développement de la prise de conscience, de la responsabilité réciproque et du respect des droits et obligations de chacun des membres de la famille ;
- sensibilisation des populations aux programmes de planification et de bien-être familial ;
- sensibilisation des femmes sur la prévention du VIH/SIDA, en liaison avec le Ministre chargé de la Santé.

I.3.2. En matière de Protection de l'enfant

- élaboration et suivi des lois et règlements en matière de Protection de l'enfant, en liaison avec le Ministre chargé de la Justice ;
- lutte contre les violences exercées sur les enfants, en liaison avec le Ministres de la Justice et des Droits de l'Homme ;
- sensibilisation et information de la communauté sur les droits de l'enfant ;
- mise en œuvre des programmes d'éducation et d'assistance aux enfants mineurs en difficulté et aux enfants de la rue, en liaison avec le Ministre chargé des Affaires Sociales ;
- lutte contre les abandons et négligence d'enfants ;
- participation à la coordination, à l'identification, à la mise en œuvre et au suivi des mesures dans le domaine de la lutte contre la traite, l'exploitation et les pires formes de travail des enfants, en liaison avec les Ministres chargés de la Justice, de l'Intérieur et des Affaires Sociales ;
- sensibilisation des enfants sur la prévention du VIH/SIDA, en liaison avec le Ministre chargé de la Santé.

I.4. Identification des programmes

- Programme 1 : Administration générale ;
- Programme 2 : Promotion de la femme et du genre ;
- Programme 3 : Promotion et consolidation de la famille ;
- Programme 4 : Protection des enfants et adolescents vulnérables.

II. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DEPENSES-PROJET ANNUELS DE PERFORMANCE (DPPD-PAP)

II.1. Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses (DPPD)

II.1.1. Répartition des structures dans les programmes

Tableau 1 : Cartographie administrative des programmes

PROGRAMMES	SERVICES CENTRALES ET REGIONAUX	ORGANISME SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 1 : Administration Générale	Cabinet, IG, DGFPEF, DRH, DAF ; DAJCI ; DEPS, DCPCOC, CPM ; SCR. SQ ; SADI ; Service de Coordination des Etablissements et Services à Caractère Social de Protection de la Petite Enfance et des Complexes Socio-Educatifs ;DR	-	<ul style="list-style-type: none"> - Réhabilitation et équipement DR DIVO - Renforcement du Système de Collecte des Données Statistiques 	-

PROGRAMMES	SERVICES CENTRALES ET REGIONAUX	ORGANISME SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 2 : Promotion de la Femme et du Genre	DPAF, Comité Nationale de Lutte contre les Violences Faites aux Femmes et aux Enfants ; Programme Eau, femmes et Développement Durable et Paix, DIFEFF/Organisation des examens de fin de formation, Comité de Gestion Novatrice du Fonds Femmes et Développement, Centre PAVVIOS, Conseil National de la Femme, Direction de la promotion du genre et de l'équité, DPAF ; Direction égalité & promotion genre/Chaire UNESCO, 120 IFEF, Fonds de développement des nations unies pour la femme, ONEG.	-	<ul style="list-style-type: none"> - Appui à la promotion du genre, femme et famille ; - Appui au renforcement de la capacité nationale de lutte contre les violences basées sur le genre (VBG) ; - Projet Promotion et Autonomisation de la femme rurale ; - -Réhabilitation et équipement des IFEF (Adiaké, Lakota, Grand-Lahou, Issia, Tiassalé, Dabakala, Montézo). 	<ul style="list-style-type: none"> - Projet « Autonomisation des Femmes et le Dividende Démographique au Sahel» (SWEDD) - Projet d'Anticipation et de Prévention de la Vulnérabilité des Femmes, des Jeunes et de leurs Communautés face aux Violences - Ouverture de Maison Digitale
Programme 3 : Promotion et Consolidation de la Famille	Commission Nationale de la Famille, de la Femme et de l'Enfant, Direction de la Famille, Comité de placement familial, tous les CSE, Centre d'Education Spécialisée de Yamoussoukro.	-	<ul style="list-style-type: none"> - Réhabilitation et équipement de 4 CSE (Adjamé 220lgs ; Cocody Nord ; Port-Bouet Vridi, Béoumil) 	-
Programme 4 : Protection des Enfants et Adolescents Vulnérables	Direction de la Protection de l'Enfant, Direction d'Encadrement de la Petite Enfance, Cellule d'Exécution du Programme des Enfants et des Adolescents Vulnérables (PPEAV), PNOEV Comité National de Lutte contre le Trafic et l'Exploitation des Enfants, Cellule de réflexion sur les orphelins du SIDA et les enfants vulnérables, CPPE, CACE, Garderies et crèches, orphelinats, pouponnières, centre éducatif de la Zone 4C.	-	<ul style="list-style-type: none"> - Programme National de prise en charge des OEV (PNOEV)-Vih/Sida ; - Programme de coopération CI-UNICEF de protection enfants et adolescents ; - Programme de Prise en charge des Enfants et Adolescents Vulnérables ; - Réhabilitation et équipement du centre Educatif de la Zone 4C ; 	-

II.1.2. Performance globale du ministère

Tableau 2 : Performance du ministère

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESULTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODE DE CALCUL / SOURCE DE COLLECTE (SC)
OG 1 : Asseoir une administration performante et efficiente	RS 1 : l'Administration est moderne et performante	IP 1.1 : dispositif de coordination, de suivi et évaluation opérationnelle	Manuel de procédure Source : Cabinet
OG 2 : Promouvoir et protéger les droits de la femme	RS 2 : le dispositif de protection de la Femme est renforcé	IP 2.1 : Nombre de femmes victimes de violences ayant bénéficiées d'une prise en charge psychosociale IP 2.1 : Nombre de Plats-formes de lutte contre les Violences Basées sur le Genre (PFVBG) installées	Dénombrement Source : Système de Gestion de l'Information sur les Violences Basées sur le Genre en Côte d'Ivoire (GBVIMS CI)

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESULTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODE DE CALCUL / SOURCE DE COLLECTE (SC)
OG 3 : Promouvoir la famille ivoirienne en tant que cellule de base naturelle et culturelle favorable au développement citoyen	RS 3 : le dispositif de promotion des bonnes valeurs familiales est renforcé	IP 3.1 : Nombre de textes pris et appliqués	Dénombrement Source : Cabinet
OG 4 : Renforcer les mécanismes de protection communautaires et institutionnels des enfants	RS 4 : le dispositif institutionnel et communautaire de protection de l'enfant est renforcé	IP 4.1 : Nombre de services formels d'assistance fonctionnels IP 4.2 : Nombre des localités disposant d'un mécanisme communautaire de protection des enfants	Dénombrement Source : Système d'Information sur la Protection de l'Enfant (SIPE)

II.1.3. Financement global du ministère

Tableau 3 : Financement global

En million de FCFA	PROJECTIONS DE REFERENCE			MESURES NOUVELLES			PROJECTIONS FINALES		
	2019	2020	2021	2019	2020	2021	2019	2020	2021
1. RESSOURCES	16 393,43	16 422,51	16 697,97	0,00	0,00	0,00	16 393,43	16 422,51	16 697,97
1.1 Ressources Intérieures	15 693,43	16 129,91	16 697,97	0,00	0,00	0,00	15 693,43	16 129,91	16 697,97
1.1.1 Budget Etat	15 693,43	16 129,91	16 697,97	0,00	0,00	0,00	15 693,43	16 129,91	16 697,97
1.1.2 Recettes propres (structures)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1.2 Ressources Extérieures	700,00	292,60	0,00	0,00	0,00	0,00	700,00	292,60	0,00
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	700,00	292,60	0,00	0,00	0,00	0,00	700,00	292,60	0,00
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2. CHARGES	16 393,43	16 422,51	16 697,97	0,00	0,00	0,00	16 393,43	16 422,51	16 697,97
2.1 Personnel	10 893,25	11 220,05	11 556,65	0,00	0,00	0,00	10 893,25	11 220,05	11 556,65
2.1.1 Solde y compris EPN	10 893,25	11 220,05	11 556,65	0,00	0,00	0,00	10 893,25	11 220,05	11 556,65
2.1.2 Contractuels hors solde	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2.2 Biens et services	4 200,17	4 326,06	4 455,72	0,00	0,00	0,00	4 200,17	4 326,06	4 455,72
2.3 Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2.4 Investissements*	1 300,00	876,40	685,60	0,00	0,00	0,00	1 300,00	876,40	685,60
Trésor	600,00	583,80	685,60	0,00	0,00	0,00	600,00	583,80	685,60
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	700,00	292,60	0,00	0,00	0,00	0,00	700,00	292,60	0,00

II.2. Projets Annuels de Performance (PAP) par programme

II.2.1. Programme 1 : Administration Générale

II.2.1.1. Stratégie du programme

Tableau 4. : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 1 : Administration Générale	Action 1.1 : Coordination et animation
	Action 1.2 : Planification, programmation et suivi évaluation
	Action 1.3 : Information et communication
	Action 1.4 : Gestion des ressources humaines, financières et matérielles

II.2.1.2. Performance du programme

Tableau 5. : Performance du programme 1

Programmes-1 : Administration Générale						
Objectifs spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2017	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2019	2020	2021	
OS 1 : Améliorer la coordination et animation des activités du Ministère	Annuaire statistique disponible	0	1	1	1	Dénombrement Source : document d'annuaire de données statistiques
	Proportion des structures supervisées	35,41%	40%	45%	60%	Services visités / total des services existants Source : IG
OS 2 : Améliorer la gestion des ressources humaines, financières et matérielles	Proportion des chefs de services formés à la bonne exécution du budget	55%	65 %	75%	85%	Chef de services formés / total des chefs de service Source : DAF
	Proportion des directeurs ou chefs de service formés à gestion administrative	19%	24%	35%	50%	Directeurs ou Chef de services formés / total Directeurs ou des chefs de service Source : DRH

II.2.1.3. Financement du programme

Tableau 6. : Synthèse du programme par nature de dépense

En million FCFA		Projections		
		2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GENERALE		12 407,62	12 799,43	13 437,99
	Personnel	10 893,25	11 220,05	11 556,65
	Biens et services	1 504,37	1 549,38	1 595,74
	Transferts	0,00	0,00	0,00
	Investissements	10,00	30,00	285,60
	Trésor	10,00	30,00	285,60
	Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0,00	0,00	0,00

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GENERALE									
Action 1: Coordination et animation									
S/Total action1	11 285,82	11 624,28	11 972,88	0,00	0,00	0,00	11 285,82	11 624,28	11 972,88
Personnel	10 893,25	11 220,05	11 556,65	0,00	0,00	0,00	10 893,25	11 220,05	11 556,65
Biens et services	392,57	404,23	416,23	0,00	0,00	0,00	392,57	404,23	416,23
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Personnel	10 893,25	11 220,05	11 556,65	0,00	0,00	0,00	10 893,25	11 220,05	11 556,65
Activité 1101 : Prendre en charge les salaires des travailleurs du Ministère	10 893,25	11 220,05	11 556,65	0,00	0,00	0,00	10 893,25	11 220,05	11 556,65
Biens et services	392,57	404,23	416,23	0,00	0,00	0,00	392,57	404,23	416,23
Activité 1102 : Coordonner les activités du Ministère	95,70	98,57	101,53	0,00	0,00	0,00	95,70	98,57	101,53
Activité 1103 : Inspecter les services du Ministère	14,96	15,41	15,87	0,00	0,00	0,00	14,96	15,41	15,87
Activité 1104 : Elaborer les projets de textes réglementaires et gérer les contentieux	7,79	8,02	8,26	0,00	0,00	0,00	7,79	8,02	8,26

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GENERALE									
Activité 1105 : Suivre la Mise en œuvre du système qualité dans les services du Ministère	3,25	3,35	3,45	0,00	0,00	0,00	3,25	3,35	3,45
Activité 1106: Recruter les experts pour assister le Cabinet du Ministère	119,25	122,83	126,51	0,00	0,00	0,00	119,25	122,83	126,51
Activité 1107 : Prendre en charge le fonctionnement de la résidence du Ministre	4,00	4,00	4,00	0,00	0,00	0,00	4,00	4,00	4,00
Activité 1108: Coordonner les structures de base	5,46	5,62	5,79	0,00	0,00	0,00	5,46	5,62	5,79
Activité 1109 : Coordonner les activités des Directions Régionales	142,16	146,42	150,82	0,00	0,00	0,00	142,16	146,42	150,82
Action 2: Planification, programmation et suivi évaluation									
S/Total action2	24,25	44,68	300,72	0,00	0,00	0,00	24,25	44,68	300,72
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	14,25	14,68	15,12	0,00	0,00	0,00	14,25	14,68	15,12
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	10,00	30,00	285,60	0,00	0,00	0,00	10,00	30,00	285,60
Trésor	10,00	30,00	285,60	0,00	0,00	0,00	10,00	30,00	285,60
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	14,25	14,68	15,12	0,00	0,00	0,00	14,25	14,68	15,12
Activité 1201 : Programmer, Planifier, Suivre et Evaluer les programmes du Ministère	14,25	14,68	15,12	0,00	0,00	0,00	14,25	14,68	15,12
Investissements	10,00	30,00	285,60	0,00	0,00	0,00	10,00	30,00	285,60
Trésor	10,00	30,00	285,60	0,00	0,00	0,00	10,00	30,00	285,60
Activité 1202 : Renforcer le système de collecte et de gestion des données statistiques	10,00	30,00	285,60	0,00	0,00	0,00	10,00	30,00	285,60
Action 3 : Information et communication									
S/Total action3	16,42	16,91	17,42	0,00	0,00	0,00	16,42	16,91	17,42
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	16,42	16,91	17,42	0,00	0,00	0,00	16,42	16,91	17,42
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	16,42	16,91	17,42	0,00	0,00	0,00	16,42	16,91	17,42
Activité 1301 : connecter le Ministère au réseau internet	8,53	8,78	9,05	0,00	0,00	0,00	8,53	8,78	9,05
Activité 1302 : Communiquer sur toutes les activités du ministère (couverture médiatique, interview, conception de supports)	7,89	8,13	8,37	0,00	0,00	0,00	7,89	8,13	8,37

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GENERALE									
Action 4 : Gestion des Ressources humaines, matérielles et financières									
S/Total action3	1 081,13	1 113,56	1 146,97	0,00	0,00	0,00	1 081,13	1 113,56	1 146,97
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	1 081,13	1 113,56	1 146,97	0,00	0,00	0,00	1 081,13	1 113,56	1 146,97
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	1 081,13	1 113,56	1 146,97	0,00	0,00	0,00	1 081,13	1 113,56	1 146,97
Activité 1401 : Gérer et suivre les carrières des personnels du ministère	10,79	11,12	11,45	0,00	0,00	0,00	10,79	11,12	11,45
Activité 1402 : Elaborer le DPPD/-PAP/CDMT, le suivre et évaluer dans sa mise en œuvre	40,00	41,20	42,44	0,00	0,00	0,00	40,00	41,20	42,44
Activité 1403 : Acquérir des Kits Pédagogiques pour les auditrices des IFEF	22,63	23,31	24,01	0,00	0,00	0,00	22,63	23,31	24,01
Activité 1404 : Organiser les Journées statutaires du ministère	192,35	198,12	204,06	0,00	0,00	0,00	192,35	198,12	204,06
Activité 1405 : Gérer le Budget et le suivi du patrimoine du Ministère	33,10	34,09	35,11	0,00	0,00	0,00	33,10	34,09	35,11
Activité 1406 : Organiser des Campagnes de sensibilisation sur les différentes thématiques du ministère	24,10	24,83	25,57	0,00	0,00	0,00	24,10	24,83	25,57
Activité 1407 : Gérer les dépenses centralisées du MFFE	175,86	181,14	186,57	0,00	0,00	0,00	175,86	181,14	186,57
Activité 1408 : Apporter un appui au fonctionnement du Parlement des enfants	4,36	4,49	4,63	0,00	0,00	0,00	4,36	4,49	4,63
Activité 1209 : Gérer les Marchés Publics du MFFE	7,81	8,04	8,28	0,00	0,00	0,00	7,81	8,04	8,28
Activité 1410 : Prendre en charge les frais de transports, les indemnités de missions et les conférences hors CI	60,00	61,80	63,65	0,00	0,00	0,00	60,00	61,80	63,65
Activité 1411 : Prendre en charge les frais de transports, les indemnités de missions et les conférences en CI	61,70	63,55	65,46	0,00	0,00	0,00	61,70	63,55	65,46
Activité 1412 : Apporter un soutien aux populations en difficulté	60,43	62,25	64,11	0,00	0,00	0,00	60,43	62,25	64,11
Activité 1414 : Prendre en charge les journées statutaires	48,00	49,44	50,92	0,00	0,00	0,00	48,00	49,44	50,92
Activité 1415 : Prendre en charge les frais d'abonnement du ministère	339,99	350,19	360,70	0,00	0,00	0,00	339,99	350,19	360,70
TOTAL DU PROGRAMME 1	12 407,62	12 799,43	13 437,99	0,00	0,00	0,00	12 407,62	12 799,43	13 437,99

II.2.1. Programme 2 : Promotion de la femme et du genre

II.2.2.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 2 : Promotion de la femme et du genre	Action 2.1 : Renforcement des capacités techniques et du dispositif juridique de promotion du genre
	Action 2.2 : Développement des approches de lutte contre les VBG
	Action 2.3 : Développement de stratégies d'éducation et de formation à l'endroit des femmes et des jeunes filles en milieux urbain et rural
	Action 2.4 : Renforcement de l'autonomisation de la femme

II.2.2.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programmes 2 : Promotion de la Femme et du Genre						
Objectifs spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2017	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2019	2020	2021	
OS 1 : Améliorer le cadre institutionnel et juridique en matière de promotion du genre et de justice sociale	Nombre d'instruments juridiques et réglementaires institutionnels adoptés	1	1	1	1	Dénombrement Source : DAJCI
	Proportion de cellules genre ministérielles fonctionnelles	33%	35%	40%	50%	Cellules genres fonctionnelles / cellules genres installées Source : DPGE
OS 2 : Améliorer les mécanismes d'intégration et de réinsertion des femmes et des jeunes filles dans le tissu socio-économique	Proportion d'auditrices ayant terminé leur cycle de formation	ND	ND	ND	ND	Nombre d'auditrices en fin de formation / Effectif total d'auditrices inscrites en 1 ^{ère} année, en année N-3 Source : DIFEF/Organisation des examens de fin de formation
	Nombre de groupements agricoles féminins équipés	120	120	120	120	Dénombrement Source : Comité de Gestion Novatrice du Fonds Femmes et Développement

II.2.2.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

En million de FCFA		Projections		
		2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 2 : PROMOTION DE LA FEMME ET DU GENRE		1 481,68	895,48	814,84
	Personnel	0,00	0,00	0,00
	Biens et services	626,68	645,48	664,84
	Transferts	0,00	0,00	0,00
	Investissements	855,00	250,00	150,00
	Trésor	355,00	250,00	150,00
	Financement extérieur (Dons/Emprunts)	500,00	0,00	0,00

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 2 : PROMOTION DE LA FEMME ET DU GENRE									
Action 1 : Renforcement des capacités techniques et du dispositif juridique de promotion du genre									
S/Total action1	815,36	244,57	248,90	0,00	0,00	0,00	815,36	244,57	248,90
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	140,36	144,57	148,90	0,00	0,00	0,00	140,36	144,57	148,90
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	675,00	100,00	100,00	0,00	0,00	0,00	675,00	100,00	100,00
Trésor	175,00	100,00	100,00	0,00	0,00	0,00	175,00	100,00	100,00
Financement extérieur	500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	500,00	0,00	0,00
Biens et services	140,36	144,57	148,90	0,00	0,00	0,00	140,36	144,57	148,90
Activité 2101 : Coordonner les projets et activités de promotion du genre	4,35	4,48	4,61	0,00	0,00	0,00	4,35	4,48	4,61
Activité 2102 : Mettre en œuvre le programme d'appui à la Promotion du Genre, Femme, Famille	10,00	10,30	10,61	0,00	0,00	0,00	10,00	10,30	10,61
Activité 2103 : Fonds de Développement des Nations Unies pour la Femme	6,68	6,88	7,09	0,00	0,00	0,00	6,68	6,88	7,09
Activité 2104 : Assurer la promotion du genre	7,01	7,22	7,44	0,00	0,00	0,00	7,01	7,22	7,44
Activité 2105 : Veiller à la prise en compte du genre dans les politiques, plans et programmes	5,83	6,00	6,18	0,00	0,00	0,00	5,83	6,00	6,18
Activité 2106 : Organiser la journée internationale de la femme	86,49	89,08	91,75	0,00	0,00	0,00	86,49	89,08	91,75
Activité 2108 : Assister les femmes en détresses	20,00	20,60	21,22	0,00	0,00	0,00	20,00	20,60	21,22
Investissements	675,00	100,00	100,00	0,00	0,00	0,00	675,00	100,00	100,00
Trésor	175,00	100,00	100,00	0,00	0,00	0,00	175,00	100,00	100,00
Activité 2107 : Appui Promotion du Genre, Femme & Famille	175,00	100,00	100,00	0,00	0,00	0,00	175,00	100,00	100,00
Financement extérieur	500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	500,00	0,00	0,00
Activité 2107 : Appui Promotion du Genre, Femme & Famille	500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	500,00	0,00	0,00
Action 2 : Développement des approches de lutte contre les VBG									
S/Total action2	120,56	71,17	71,81	0,00	0,00	0,00	120,56	71,17	71,81
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	20,56	21,17	21,81	0,00	0,00	0,00	20,56	21,17	21,81
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	100,00	50,00	50,00	0,00	0,00	0,00	100,00	50,00	50,00
Trésor	100,00	50,00	50,00	0,00	0,00	0,00	100,00	50,00	50,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 2 : PROMOTION DE LA FEMME ET DU GENRE									
Biens et services	20,56	21,17	21,81	0,00	0,00	0,00	20,56	21,17	21,81
Activité 2201 : Coordonner les projets et activités de lutte contre les Violences Basées sur le Genre	13,58	13,98	14,40	0,00	0,00	0,00	13,58	13,98	14,40
Activité 2202 : Prendre en charge des victimes de VBG	6,98	7,19	7,40	0,00	0,00	0,00	6,98	7,19	7,40
Investissements	100,00	50,00	50,00	0,00	0,00	0,00	100,00	50,00	50,00
Trésor	100,00	50,00	50,00	0,00	0,00	0,00	100,00	50,00	50,00
Activité 2203 : Appui Renforcement Capacité Nle lutte contre violences basées sur le Genre	100,00	50,00	50,00	0,00	0,00	0,00	100,00	50,00	50,00
Action 3 : Développement de stratégies d'éducation et de formation à l'endroit des femmes et des jeunes filles en milieu urbain et rural									
S/Total action3	525,60	558,97	472,74	0,00	0,00	0,00	525,60	558,97	472,74
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	445,60	458,97	472,74	0,00	0,00	0,00	445,60	458,97	472,74
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	80,00	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	80,00	100,00	0,00
Trésor	80,00	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	80,00	100,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	445,60	458,97	472,74	0,00	0,00	0,00	445,60	458,97	472,74
Activité 2301 : Organiser les examens de fin de formation des IFEF	41,84	43,10	44,39	0,00	0,00	0,00	41,84	43,10	44,39
Activité 2302 : Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme au niveau déconcentré	355,80	366,47	377,46	0,00	0,00	0,00	355,80	366,47	377,46
Activité 2303 : Animer le comité de lutte contre les violences sur la femme	1,54	1,59	1,64	0,00	0,00	0,00	1,54	1,59	1,64
Activité 2304 : Apporter un appui à l'achat des titres de transport SOTRA des auditrices	46,43	47,82	49,25	0,00	0,00	0,00	46,43	47,82	49,25
Investissements	80,00	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	80,00	100,00	0,00
Trésor	80,00	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	80,00	100,00	0,00
Activité 2305 : Réhabiliter, construire et équiper des IFEF	80,00	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	80,00	100,00	0,00

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 2 : PROMOTION DE LA FEMME ET DU GENRE									
Action 4 : Renforcement de l'autonomisation de la femme									
S/Total action3	20,17	20,77	21,39	0,00	0,00	0,00	20,17	20,77	21,39
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	20,17	20,77	21,39	0,00	0,00	0,00	20,17	20,77	21,39
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	20,17	20,77	21,39	0,00	0,00	0,00	20,17	20,77	21,39
Activité 2401 : Apporter un appui financier aux femmes pour la création d'AGR	3,77	3,88	4,00	0,00	0,00	0,00	3,77	3,88	4,00
Activité 2402 : Organiser la Journée mondiale de la femme rurale	15,09	15,54	16,01	0,00	0,00	0,00	15,09	15,54	16,01
Activité 2403 : Faciliter l'accès à l'eau potable aux femmes en milieu rurale	1,31	1,35	1,39	0,00	0,00	0,00	1,31	1,35	1,39
TOTAL DU PROGRAMME 2	1 481,68	895,48	814,84	0,00	0,00	0,00	1 481,68	895,48	814,84

II.2.3. Programme 3 : Promotion et Consolidation de la Famille

II.2.3.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 3 : Promotion et Consolidation de la Famille	Action 3.1 : Promotion des conditions de bien-être familial.
	Action 3.2 : Renforcement du cadre réglementaire et institutionnel de protection des familles

II.2.3.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programmes-3 : Promotion et consolidation de la Famille						
Objectifs spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2017	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2019	2020	2021	
OS 1 : Promouvoir et consolider les familles	Nombre de ménages formés à la gestion des ressources familiales	200	400	600	800	Dénombrement Source : Direction de la Famille
	Nombre de familles sensibilisées à la promotion des valeurs morales	4 000	6 000	8 000	10 000	Dénombrement Source : Direction de la Famille

II.2.3.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

En million FCFA		Projections		
		2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 3 : PROMOTION ET CONSOLIDATION DE LA FAMILLE		493,13	681,73	623,17
	Personnel	0,00	0,00	0,00
	Biens et services	493,13	507,93	523,17
	Transferts	0,00	0,00	0,00
	Investissements	0,00	173,80	100,00
	<i>Trésor</i>	0,00	173,80	100,00
	<i>Financement extérieur (Dons/Emprunts)</i>	0,00	0,00	0,00

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

En million de FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projection Finale		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 3 : PROMOTION ET CONSOLIDATION DE LA FAMILLE									
Action 1: Promotion des conditions de bien-être familial									
S/Total action1	472,72	660,70	601,50	0,00	0,00	0,00	472,72	660,70	601,50
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	472,72	486,90	501,50	0,00	0,00	0,00	472,72	486,90	501,50
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	0,00	173,80	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	173,80	100,00
Trésor	0,00	173,80	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	173,80	100,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	472,72	486,90	501,50	0,00	0,00	0,00	472,72	486,90	501,50
Activité 3101 : Soutenir les ménages vulnérables	100,00	103,00	106,09	0,00	0,00	0,00	100,00	103,00	106,09
Activité 3102 : Mettre en œuvre des activités des CSE	372,72	383,90	395,41	0,00	0,00	0,00	372,72	383,90	395,41
Investissements	0,00	173,80	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	173,80	100,00
Trésor	0,00	173,80	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	173,80	100,00
Activité 3103 : Construire, Réhabiliter et équiper les complexes	0,00	173,80	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	173,80	100,00
Action 2: Renforcement du cadre réglementaire et institutionnel de protection des familles									
S/Total action2	20,42	21,03	21,66	0,00	0,00	0,00	20,42	21,03	21,66
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	20,42	21,03	21,66	0,00	0,00	0,00	20,42	21,03	21,66
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	20,42	21,03	21,66	0,00	0,00	0,00	20,42	21,03	21,66
Activité 3201 : Finaliser la Politique Nationale de la Famille (PNF) et son plan d'actions	5,71	5,88	6,06	0,00	0,00	0,00	5,71	5,88	6,06
Activité 3202 : Accompagner le Ministère dans l'élaboration des stratégies de promotion de la famille	3,16	3,25	3,35	0,00	0,00	0,00	3,16	3,25	3,35

En million de FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projection Finale		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 3 : PROMOTION ET CONSOLIDATION DE LA FAMILLE									
Activité 3203 : Coordonner les activités en lien avec la thématique famille	7,00	7,21	7,43	0,00	0,00	0,00	7,00	7,21	7,43
Activité 3204 : Prendre en charge les enfants privés de cellule familiale	1,63	1,68	1,73	0,00	0,00	0,00	1,63	1,68	1,73
Activité 3205 : coordonner les activités sectorielles de lutte contre le VIH/SIDA	2,92	3,00	3,09	0,00	0,00	0,00	2,92	3,00	3,09
TOTAL DU PROGRAMME 3	493,13	681,73	623,17	0,00	0,00	0,00	493,13	681,73	623,17

II.2.4. Programme 4 : Protection des Enfants et des Adolescents Vulnérables

II.2.4.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 4 : Protection des enfants et des adolescents vulnérables	Action 4.1 : Renforcement de la lutte contre la traite, l'exploitation et la violence faite aux enfants
	Action 4.2 : Amélioration du dispositif de prise en charge des enfants et adolescents vulnérables

II.2.4.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 4 : Protection de l'enfant et adolescent vulnérables						
Objectifs spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2017	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2019	2020	2021	
OS 1 : Renforcer les mécanismes de protections communautaires et institutionnelles des enfants.	Nombre de localités disposant d'un mécanisme communautaire de protection des enfants	700	800	900	1000	Dénombrement Source : Rapport d'activités de la DPE ; DEPE
	Nombre d'intervenants sociaux formés en soins et soutien aux OEV et leurs familles	150	170	200	300	Dénombrement Source : Rapport d'activités de la DPE ; DEPE

II.2.4.3. Financement du programme

Tableau 6. : Synthèse du programme par nature de dépense

En million FCFA		Projections		
		2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 4 : PROTECTION DE L'ENFANT ET ADOLESCENTS VULNERABLES		2 010,99	2 045,87	1 821,97
	Personnel	0,00	0,00	0,00
	Biens et services	1 575,99	1 623,27	1 671,97
	Transferts	0,00	0,00	0,00
	Investissements	435,00	422,60	150,00
	Trésor	235,00	130,00	150,00
	Financement extérieur (Dons/Emprunts)	200,00	292,60	0,00

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

En million de FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projection Finale		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 4 : PROTECTION DE L'ENFANT ET ADOLESCENTS VULNERABLES									
Action 1 : Renforcement de la lutte contre la traite, l'exploitation et la violence faite aux enfants									
S/Total action1	34,59	35,63	36,70	0,00	0,00	0,00	34,59	35,63	36,70
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	34,59	35,63	36,70	0,00	0,00	0,00	34,59	35,63	36,70
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	34,59	35,63	36,70	0,00	0,00	0,00	34,59	35,63	36,70
Activité 4101 : Organiser la Journée de l'Enfant Africain	22,63	23,31	24,01	0,00	0,00	0,00	22,63	23,31	24,01
Activité 4102 : Organiser des séances de sensibilisation de masse et de proximité sur la traite des enfants	4,74	4,88	5,02	0,00	0,00	0,00	4,74	4,88	5,02
Activité 4103 : Renforcer le fonctionnement de la Ligne verte 116 Enfants en détresse	7,22	7,44	7,66	0,00	0,00	0,00	7,22	7,44	7,66

En million de FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projection Finale		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 4 : PROTECTION DE L'ENFANT ET ADOLESCENTS VULNERABLES									
Action 2 : Amélioration du dispositif de prise en charge des enfants et adolescents vulnérables									
S/Total action2	1 976,40	2 010,25	1 785,28	0,00	0,00	0,00	1 976,40	2 010,25	1 785,28
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	1 541,40	1 587,65	1 635,28	0,00	0,00	0,00	1 541,40	1 587,65	1 635,28
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	435,00	422,60	150,00	0,00	0,00	0,00	435,00	422,60	150,00
Trésor	235,00	130,00	150,00	0,00	0,00	0,00	235,00	130,00	150,00
Financement extérieur	200,00	292,60	0,00	0,00	0,00	0,00	200,00	292,60	0,00
Biens et services	1 541,40	1 587,65	1 635,28	0,00	0,00	0,00	1 541,40	1 587,65	1 635,28
Activité 4201 : Gérer les activités des Orphelinats	558,50	575,25	592,51	0,00	0,00	0,00	558,50	575,25	592,51
Activité 4202 : Gérer les activités des pouponnières	818,05	842,59	867,86	0,00	0,00	0,00	818,05	842,59	867,86
Activité 4203 : Coordonner les interventions en matière de protection de l'enfant	8,02	8,26	8,50	0,00	0,00	0,00	8,02	8,26	8,50
Activité 4204 : Animer les CPPE, Garderies et CACE	156,85	161,55	166,40	0,00	0,00	0,00	156,85	161,55	166,40
Investissements	435,00	422,60	150,00	0,00	0,00	0,00	435,00	422,60	150,00
Trésor	235,00	130,00	150,00	0,00	0,00	0,00	235,00	130,00	150,00
Activité 4205 : Prog. Prise en charge des enfants et adolescents vulnérables	10,00	100,00	100,00	0,00	0,00	0,00	10,00	100,00	100,00
Activité 4206 : Programme de coopération CI-UNICEF protection enfants et adolescents	225,00	30,00	50,00	0,00	0,00	0,00	225,00	30,00	50,00
Financement extérieur	200,00	292,60	0,00	0,00	0,00	0,00	200,00	292,60	0,00
Activité 4206: Programme de coopération CI-UNICEF protection enfants et adolescents	200,00	292,60	0,00	0,00	0,00	0,00	200,00	292,60	0,00
TOTAL DU PROGRAMME 4	2 010,99	2 045,87	1 821,97	0,00	0,00	0,00	2 010,99	2 045,87	1 821,97

SECTION 44 : MINISTÈRE AUPRES DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE CHARGE DES RELATIONS AVEC LES INSTITUTIONS

44 : MINISTÈRE AUPRÈS DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE CHARGÉ DES RELATIONS AVEC LES INSTITUTIONS

I. PRESENTATION GENERALE

I.1. Missions de l'Institution

Le Ministre auprès du Président de la République chargé des Relations avec les Institutions est chargé du suivi de la politique du Président de la République en matière de dialogue politique et des relations avec les Institutions. A ce titre, il a pour rôle, entre autres:

- d'assurer la représentation du Chef de l'État auprès des institutions de la République que sont l'Assemblée Nationale, le Conseil Constitutionnel, la Cour Suprême, la Cour des comptes, le Conseil Economique et Social, le Médiateur de la République, la Grande Chancellerie, la Commission Electorale Indépendante, les Ordres Nationaux et les structures assimilées;
- de contribuer à une meilleure connaissance des institutions par les Ivoiriens.

I.2. Identification des dotations

Dotation 1 : Ministre auprès du Président de la République chargé des Relations avec les Institutions

I.3. Financement global de l'Institution

Tableau 1 : Financement global de l'institution

En millions de FCFA	PROJECTIONS DE REFERENCE			MESURES NOUVELLES			PROJECTIONS FINALES		
	2019	2020	2021	2019	2020	2021	2019	2020	2021
1. RESSOURCES	777,18	800,50	824,51	0,00	0,00	0,00	777,18	800,50	824,51
1.1 Ressources Intérieures	777,18	800,50	824,51	0,00	0,00	0,00	777,18	800,50	824,51
1.1.1 Budget Etat	777,18	800,50	824,51	0,00	0,00	0,00	777,18	800,50	824,51
1.1.2 Recettes propres (structures)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1.2 Ressources Extérieures	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

En millions de FCFA	PROJECTIONS DE REFERENCE			MESURES NOUVELLES			PROJECTIONS FINALES		
	2019	2020	2021	2019	2020	2021	2019	2020	2021
2. CHARGES	777,18	800,50	824,51	0,00	0,00	0,00	777,18	800,50	824,51
2.1 Personnel	120,00	123,60	127,31	0,00	0,00	0,00	120,00	123,60	127,31
2.1.1 Solde y compris EPN	120,00	123,60	127,31	0,00	0,00	0,00	120,00	123,60	127,31
2.1.2 Contractuels hors solde	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2.2 Biens et services	587,18	604,80	622,94	0,00	0,00	0,00	587,18	604,80	622,94
2.3 Transferts et subventions	70,00	72,10	74,26	0,00	0,00	0,00	70,00	72,10	74,26
2.4 Investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

II. PRESENTATION DES CREDITS BUDGETAIRES PAR DOTATION

II.1. Dotation 1 : Ministre auprès du Président de la République chargé des Relations avec les Institutions

II.1.1. Déclinaison de la dotation en actions

Tableau 2 : Déclinaison de la dotation en actions

DOTATION	Actions
Dotation 1 : Ministre auprès du Président de la République chargé des Relations avec les Institutions	Action 1.1: Coordination et animation
	Action 1.2: Gestion des ressources humaines

II.1.2. Financement de la dotation

Tableau 3 : Budget détaillé de la dotation

En millions de FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projection Finale		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
DOTATION 1 : MINISTERE AUPRES DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE CHARGE DES RELATIONS AVEC LES INSTITUTIONS									
Action 1: Coordination et animation									
S/Total action1	657,18	676,90	697,20	0,00	0,00	0,00	657,18	676,90	697,20
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Bien et service	587,18	604,80	622,94	0,00	0,00	0,00	587,18	604,80	622,94
Transfert	70,00	72,10	74,26	0,00	0,00	0,00	70,00	72,10	74,26
Investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Action 2: Gestion des ressources humaines									
S/Total action2	120,00	123,60	127,31	0,00	0,00	0,00	120,00	123,60	127,31
Personnel	120,00	123,60	127,31	0,00	0,00	0,00	120,00	123,60	127,31
Bien et service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Transfert	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL DE LA DOTATION 1	777,18	800,50	824,51	0,00	0,00	0,00	777,18	800,50	824,51

SECTION 45 : MINISTRE DE LA SOLIDARITE ET DE LA COHESION SOCIALE

I. PRESENTATION GENERALE DU MINISTERE

I.1. Situation du secteur

I.1.1. Problèmes majeurs

- la fragilisation des mécanismes traditionnels de solidarité et des dispositifs d'entraide communautaire ;
- les faiblesses des mécanismes de consolidation de la paix ;
- l'insuffisance et la répartition non optimale des structures d'action sociale sur l'étendue du territoire national ;
- la faiblesse du système de collecte d'information et de planification.
- la faible réduction du niveau de la pauvreté.

I.1.2. Réponses apportées

- le retour de plusieurs centaines de réfugiés du Libéria et du Ghana dont des responsables politiques de l'ancien régime ;
- la fourniture d'une aide d'urgence ponctuelle aux personnes en situation précaire du fait des conflits armés et autres catastrophes ;
- le renforcement de la cohésion sociale à travers l'organisation de dialogues intercommunautaires dans plusieurs localités ;
- la réintégration dans l'administration de plusieurs réfugiés fonctionnaires et agents de l'Etat retournés ;
- l'opérationnalisation du plan d'action d'urgence du Mont Péko a permis la sensibilisation des personnes infiltrées au respect de la chose publique et leur évacuation effective depuis le 30 juillet 2016 ;
- la prise en charge intégrée de 16 enfants et adolescents victimes de violences corporelles et sexuelles, 139 personnes pour aide financière, médicale, écoute, 58 enfants pour interventions médicales, chirurgicale ou délivrance d'actes médicaux.

I.1.3. Défis et priorités

I.1.3.1. Défis

- la Consolidation la solidarité et la cohésion sociale à travers des approches communautaires ;
- la mise en œuvre le fonds d'indemnisation des victimes des crises survenues ;
- le renforcement de la solidarité au profit des personnes vulnérables et des pupilles de l'Etat et des pupilles de la nation ;
- le développement d'un meilleur partenariat et coordination avec le secteur privé, la société civile, les collectivités locales, et les partenaires au développement ;
- le maintien de la cadence des transferts aux bénéficiaires et le renforcement des structures opérationnelles pour le suivi de ces derniers comme cela a été relevé au cours de la revue à mi-parcours ;
- l'élargissement de la zone de couverture du projet et augmenter le nombre de ménages bénéficiaires.

I.1.3.2. Priorités

- le renforcement de l'offre de service aux populations cibles ;
- la mise en place un cadre cohérent et inclusif de développement, de sauvegarde et de promotion de la solidarité et de la cohésion sociale ;
- le renforcement la lutte contre la pauvreté.

I.2. Politique sectorielle

I.2.1. Principales orientations

- l'instauration d'un climat de confiance et de paix au sein des populations ;
- l'accélération du développement du capital humain ;
- la promotion du bien-être.

I.2.2. Résultats stratégiques

- l'administration est moderne et performante ;
- le dispositif d'assistance aux personnes en détresse est renforcé ;
- le Projet Filets Sociaux Productifs est amplifié.

I.3. Missions du ministère

Le Ministre de la Solidarité, de la Cohésion Sociale et de la Lutte contre la Pauvreté est chargé de la mise en œuvre et du suivi de la politique du Gouvernement en matière de la Solidarité, de la Cohésion Sociale et de la Lutte contre la Pauvreté.

A ce titre, et en liaison avec les différents départements ministériels concernés, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

I.3.1. En matière de Solidarité :

- promotion et mise en œuvre des actions de solidarité ;
- maintien et renforcement de la solidarité entre toutes les composantes de la Nation Ivoirienne ;
- mise en œuvre des actions en faveur des communautés en détresse ;
- mise en œuvre, suivi et coordination des activités des associations et organisations nationales et internationales à but humanitaire ;
- évaluation des stratégies et actions de solidarité ;
- développement et renforcement du plaidoyer et de la sensibilisation auprès des populations en faveur des victimes de crises, de catastrophes naturelles, de sinistres et de traites des personnes ;
- prise en charge sociale des populations vulnérables ;
- mise en œuvre de la politique d'assistance aux pupilles de la Nation et aux pupilles de l'Etat ;
- prévention du phénomène de la Traite des Personnes, en liaison avec les Ministères concernés ;
- coordination et coopération dans la lutte contre la Traite des Personnes, en liaison avec les Ministères concernés ;
- recensement et évaluation des préjudices des victimes des crises, des sinistres et catastrophes naturelles ;
- proposition et mise en œuvre de mesures de réparation des préjudices des crises, des sinistres et des catastrophes naturelles ;
- proposition de mesures et de modalités de mise en œuvre des réparations des préjudices ;
- réparation et indemnisation des préjudices subis par les victimes des crises survenues en Côte d'Ivoire ;
- mobilisation de ressources financières et de moyens pour la prise en charge de la réparation des préjudices des victimes des crises, des sinistres, des sinistres et des catastrophes naturelles.

I.3.2. En matière de Cohésion Sociale

- Mise en œuvre de la politique de renforcement et de promotion de l'unité nationale ;
- promotion et œuvre des actions de cohésion sociale et de la réconciliation nationale ;
- maintien et renforcement de la cohésion entre toutes les composantes de la Nation ivoirienne ;
- évaluation des stratégies et actions de cohésion sociale ;

- renforcement du cadre juridique de promotion de la cohésion sociale et de la réconciliation nationale ;
- contribution à la réduction des conflits, des tensions et des violences ;
- proposition au Gouvernement de mesures visant à lutter contre les injustices, les inégalités de toutes natures, l'exclusion ainsi que la haine sous toutes ses formes ;
- promotion de l'éducation à la culture de la paix, au dialogue et à la coexistence pacifique ;
- promotion des moyens de prévention, gestion et résolution pacifiques de conflits ;
- promotion de la culture de l'équité ;
- suivi et évaluation des activités de cohésion sociale et de réconciliation nationale ;
- création, coordination et renforcement des capacités techniques et opérationnelles des structures de paix.

I.3.3. En matière de Lutte contre la pauvreté

- suivi et évaluation de la politique nationale de réduction de la pauvreté, en liaison avec le Ministre chargé du Plan et du Développement ;
- participation à la prise en charge sociale des populations vulnérables ;
- appui ou renforcement des initiatives locales de lutte contre la pauvreté ;
- coordination des initiatives de lutte contre la pauvreté.

I.4. Identification des programmes

- Programme 1 : Administration générale ;
- Programme 2 : Solidarité et cohésion sociale ;
- Programme 3 : Lutte contre la pauvreté.

II. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DEPENSES -PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (DPPD-PAP)

II.1. Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses (DPPD)

II.1.1. Répartition des structures dans les programmes

Tableau 1 : Cartographie administrative des programmes

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET REGIONAUX	ORGANISME SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 1 : Administration Générale	Cabinet ; IG ; DGS, DRH, DAF, DAJCI, DEPS, DCPCOC, CPM, SCRIP, SADI, SQ	-	-	-
Programme 2 : Solidarité et Cohésion Sociale	DSCS; DAVC, DAPEPN	Observatoire de la Solidarité et de la Cohésion Sociale (OSCS).	Programme National de Cohésion Sociale	-
Programme 3 : Lutte contre la Pauvreté	ND	ND	<ul style="list-style-type: none"> • Projet filets sociaux productif Banque Mondiale • Programme national de développement communautaire. • Programme régional pour l'autonomisation des femmes et le dividende au Sahel (SWED) 	-

II.1.2 Performance globale du ministère

Tableau 2 : Performance du ministère

Objectifs Globaux :	Résultats stratégiques	Indicateurs de performance	Méthode de calcul/source de collecte
OG1 : Asseoir une administration performante et efficiente	RS 1 : L'administration est moderne et performante	Dispositif de coordination, de suivi - évaluation opérationnel	Manuel de procédure Source : DEPS
OG2 : Renforcer la solidarité et la cohésion sociale	RS 2 : le dispositif d'assistance aux personnes en détresse est renforcé	Proportion de personnes en détresse identifiées et assistées	Nombre de personnes en détresse assistées / l'ensemble des personnes en détresse identifiées Source : DSCS
OG3 : améliorer le pouvoir d'achat des ménages	RS 3 : le Projet Filets Sociaux Productifs est amplifié.	Nombre de ménages ayant bénéficié d'allocations trimestrielles	Dénombrement Source : projet filets sociaux

II.1.3 Financement global du ministère

Tableau 3 : Financement global

En million FCFA	PROJECTIONS DE REFERENCE			MESURES NOUVELLES			PROJECTIONS FINALES		
	2019	2020	2021	2019	2020	2021	2019	2020	2021
1. RESSOURCES	16 827,28	13 734,06	6 786,67	0,00	0,00	0,00	16 827,28	13 734,06	6 786,67
1.1 Ressources Intérieures	5 471,32	6 646,76	6 786,67	0,00	0,00	0,00	5 471,32	6 646,76	6 786,67
1.1.1 Budget Etat	5 471,32	6 646,76	6 786,67	0,00	0,00	0,00	5 471,32	6 646,76	6 786,67
1.1.2 Recettes propres (structures)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1.2 Ressources Extérieures	11 355,96	7 087,30	0,00	0,00	0,00	0,00	11 355,96	7 087,30	0,00
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	11 355,96	7 087,30	0,00	0,00	0,00	0,00	11 355,96	7 087,30	0,00
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2. CHARGES	16 827,28	13 734,06	6 786,67	0,00	0,00	0,00	16 827,28	13 734,06	6 786,67
2.1 Personnel	1 210,36	1 246,67	1 284,07	0,00	0,00	0,00	1 210,36	1 246,67	1 284,07
2.1.1 Solde y compris EPN	1 210,36	1 246,67	1 284,07	0,00	0,00	0,00	1 210,36	1 246,67	1 284,07
2.1.2 Contractuels hors solde	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2.2 Biens et services	2 019,75	2 080,34	2 142,75	0,00	0,00	0,00	2 019,75	2 080,34	2 142,75
2.3 Transferts	601,70	619,75	638,34	0,00	0,00	0,00	601,70	619,75	638,34
2.4 Investissements*	12 995,47	9 787,30	2 721,50	0,00	0,00	0,00	12 995,47	9 787,30	2 721,50
Trésor	1 639,51	2 700,00	2 721,50	0,00	0,00	0,00	1 639,51	2 700,00	2 721,50
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	11 355,96	7 087,30	0,00	0,00	0,00	0,00	11 355,96	7 087,30	0,00

II.2. Projets Annuels de Performance (PAP) par programme

II.2.1. Programme 1 : Administration Générale

II.2.1.1. Stratégie du programme

Tableau 4. : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 1 : Administration Générale	Action 1.1. : Coordination et animation
	Action 1.2. : Planification, programmation, suivi et évaluation
	Action 1.3. : Information et communication
	Action 1.4. : Gestion des Ressources humaines, financières et matérielles

II.2.1.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programmes-1 : Administration Générale							
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2017	Cibles				Méthode de calcul/source de collecte
			2018	2019	2020	2021	
OS 1 : Améliorer la coordination et le système de suivi -évaluation	Délai de production de données statistiques	1 an	06 Mois	06 Mois	06 Mois	06 Mois	Dénombrement Source : annuaire de données statistiques / DEPS
	Proportion des structures supervisées	35,41%	40%	45%	60%	70%	Structures visitées / total des structures prévues Source : IG
OS 2 : Améliorer la gestion des ressources humaines, financières et matérielles	Proportion des chefs de services formés à la bonne exécution du budget	55%	65 %	75%	85%	90%	Nombre de chefs de services formés / total de chefs de services à former Source : DRH
	Proportion des directeurs ou chefs de service formés à la gestion administrative	19%	24%	35%	50%	60%	Nombre de chefs de services ou Directeurs formés / total des chefs de services ou Directeurs à former Source : DRH

II.2.1.3. Financement du programme

Tableau 6. : Synthèse du programme par nature de dépense

En million FCFA		Projections		
		2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GENERALE		2 166,56	2 231,56	2 298,51
	Personnel	1 210,36	1 246,67	1 284,07
	Biens et services	956,20	984,89	1 014,44
	Transferts	0,00	0,00	0,00
	Investissements	0,00	0,00	0,00
	Trésor	0,00	0,00	0,00
	Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0,00	0,00	0,00

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

En Million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GENERALE									
Action 1.1 : Coordination et animation									
S/Total action1.1	283,34	291,84	300,59	0,00	0,00	0,00	283,34	291,84	300,59
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	283,34	291,84	300,59	0,00	0,00	0,00	283,34	291,84	300,59
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	283,34	291,84	300,59	0,00	0,00	0,00	283,34	291,84	300,59
Activité 111 : Coordonner les activités du ministère	110,70	114,02	117,44	0,00	0,00	0,00	110,70	114,02	117,44
Activité 112 : Inspecter les services du ministère	13,51	13,91	14,33	0,00	0,00	0,00	13,51	13,91	14,33
Activité 113 : Prendre en charge le fonctionnement de la résidence du Ministre	4,00	4,12	4,24	0,00	0,00	0,00	4,00	4,12	4,24
Activité 114 : Mesurer la performance et la qualité des services faits	6,04	6,22	6,40	0,00	0,00	0,00	6,04	6,22	6,40
Activité 115 : Elaborer les projets de textes règlementaires et gérer les contentieux	7,28	7,50	7,72	0,00	0,00	0,00	7,28	7,50	7,72
Activité 116 : Recruter les experts pour appuyer le ministère (convention BNETD)	141,81	146,07	150,45	0,00	0,00	0,00	141,81	146,07	150,45
Action 1.2 : Planification, programmation, suivi et évaluation									
S/Total action 1.2	17,81	18,34	18,89	0,00	0,00	0,00	17,81	18,34	18,89
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	17,81	18,34	18,89	0,00	0,00	0,00	17,81	18,34	18,89
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	17,81	18,34	18,89	0,00	0,00	0,00	17,81	18,34	18,89
Activité 121 : Planifier, programmer, suivre et évaluer les programmes, les projets du ministère	10,05	10,36	10,67	0,00	0,00	0,00	10,05	10,36	10,67
Activité 122 : Coordonner, suivre la mise en œuvre des programmes du ministère	7,75	7,99	8,23	0,00	0,00	0,00	7,75	7,99	8,23

En Million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GENERALE									
Action 1.3. : Information et communication									
S/Total action1.3	17,19	17,71	18,24	0,00	0,00	0,00	17,19	17,71	18,24
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	17,19	17,71	18,24	0,00	0,00	0,00	17,19	17,71	18,24
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	17,19	17,71	18,24	0,00	0,00	0,00	17,19	17,71	18,24
Activité 131 : Gérer les archives, le parc informatique et connecter le ministère au réseau informatique	7,04	7,25	7,47	0,00	0,00	0,00	7,04	7,25	7,47
Activité 132 : Communiquer sur les activités du ministère	10,15	10,46	10,77	0,00	0,00	0,00	10,15	10,46	10,77
Action 1.4. : Gestion des Ressources humaines, financières et matérielles									
S/Total action4	1 848,23	1 903,67	1 960,78	0,00	0,00	0,00	1 848,23	1 903,67	1 960,78
Personnel	1 210,36	1 246,67	1 284,07	0,00	0,00	0,00	1 210,36	1 246,67	1 284,07
Biens et services	637,87	657,00	676,71	0,00	0,00	0,00	637,87	657,00	676,71
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Personnel	1 210,36	1 246,67	1 284,07	0,00	0,00	0,00	1 210,36	1 246,67	1 284,07
Activité 141 : Prendre en charge les salaires du personnel l'administration centrale	1 210,36	1 246,67	1 284,07	0,00	0,00	0,00	1 210,36	1 246,67	1 284,07
Biens et services	637,87	657,00	676,71	0,00	0,00	0,00	637,87	657,00	676,71
Activité 142 : Gérer les marchés publics du ministère	6,28	6,47	6,66	0,00	0,00	0,00	6,28	6,47	6,66
Activité 143 : Elaborer le DPPD-PAP/CDMT, le suivre et l'évaluer dans sa mise en œuvre	36,00	37,08	38,19	0,00	0,00	0,00	36,00	37,08	38,19
Activité 144 : Gérer et suivre les carrières du personnel du ministère	10,96	11,29	11,63	0,00	0,00	0,00	10,96	11,29	11,63
Activité 145: Gérer le budget du ministère	47,07	48,48	49,94	0,00	0,00	0,00	47,07	48,48	49,94

En Million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GENERALE									
Activité 146 : Gérer les dépenses centralisées du ministère	343,11	353,41	364,01	0,00	0,00	0,00	343,11	353,41	364,01
Activité 147 : Prendre en charge les frais de missions, séminaires et conférences en CI	51,91	53,46	55,07	0,00	0,00	0,00	51,91	53,46	55,07
Activité 148 : Prendre en charge les frais de transport, les indemnités de mission et les conférences hors CI	49,03	50,50	52,02	0,00	0,00	0,00	49,03	50,50	52,02
Activité 149 : Prendre en charge les abonnements et consommations du ministère	93,51	96,32	99,20	0,00	0,00	0,00	93,51	96,32	99,20
TOTAL DU PROGRAMME 1	2 166,56	2 231,56	2 298,51	0,00	0,00	0,00	2 166,56	2 231,56	2 298,51

II.2.2 programme 2 : Solidarité et cohésion sociale

II.2.2.1. Stratégie du programme

Tableau 4. : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 2 : Solidarité et cohésion sociale	Action 2.1. : Renforcement des ressorts de la solidarité et de la cohésion sociale
	Action 2.2. : Assistance aux personnes et communautés en détresse

II.2.2.2. Performance du programme

Tableau 5. : Performance du programme

Programmes-2 : solidarité et cohésion social						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2017	Cibles			Méthode de calcul/source de collecte
			2019	2020	2021	
OS 1 : Renforcer la solidarité et la cohésion sociale	Proportion des localités à risque touchées par les activités de cohésion sociale	45%	60%	60%	75%	Localités à risque touchées / ensemble des localités à risque répertoriées Source : DSCS
	Proportion des personnes en détresses assistées	35%	40%	45%	55%	Nombre de personnes en détresse assistées / ensemble des personnes sollicitant une aide Source : DAVC

II.2.2.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépenses

En million FCFA		Projections		
		2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 2 : SOLIDARITE ET COHESION SOCIALE		3 726,41	3 215,20	3 266,66
	Personnel	0,00	0,00	0,00
	Biens et services	1 063,54	1 095,45	1 128,31
	Transferts	601,70	619,75	638,34
	Investissements	2 061,16	1 500,00	1 500,00
	Trésor	436,11	1 500,00	1 500,00
	Financement extérieur (Dons/Emprunts)	1 625,06	0,00	0,00

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 2 : SOLIDARITE ET COHESION SOCIALE									
Action 2.1 : Renforcement des ressorts de la solidarité et de la cohésion sociale									
S/Total action2.1	1 102,10	1 135,16	1 169,22	0,00	0,00	0,00	1 102,10	1 135,16	1 169,22
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	650,40	669,91	690,01	0,00	0,00	0,00	650,40	669,91	690,01
Transferts	451,70	465,25	479,21	0,00	0,00	0,00	451,70	465,25	479,21
Investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	650,40	669,91	690,01	0,00	0,00	0,00	650,40	669,91	690,01
Activité 211 : Former les autorités administratives, les élus et cadres, les leaders communautaires et religieux, les femmes et les jeunes	12,18	12,54	12,92	0,00	0,00	0,00	12,18	12,54	12,92
Activité 212 : Elaborer et exécuter les actions de réconciliation nationale	500,00	515,00	530,45	0,00	0,00	0,00	500,00	515,00	530,45
Activité 213 : Coordonner les actions de solidarité et de cohésion sociale	18,22	18,77	19,33	0,00	0,00	0,00	18,22	18,77	19,33
Activité 214 : Organiser la journée nationale de la Paix	55,00	56,65	58,35	0,00	0,00	0,00	55,00	56,65	58,35
Activité 215 : Organiser la journée nationale de la Solidarité	65,00	66,95	68,96	0,00	0,00	0,00	65,00	66,95	68,96

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 2 : SOLIDARITE ET COHESION SOCIALE									
Transferts	451,70	465,25	479,21	0,00	0,00	0,00	451,70	465,25	479,21
Activité 216 : Prendre en charge le fonctionnement de l'Observatoire de la solidarité et de la cohésion social (OSCS)	451,70	465,25	479,21	0,00	0,00	0,00	451,70	465,25	479,21
Action 2.2 : Assistance aux personnes et communautés en détresse									
S/Total action2.2	2 624,31	2 080,04	2 097,44	0,00	0,00	0,00	2 624,31	2 080,04	2 097,44
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	413,15	425,54	438,31	0,00	0,00	0,00	413,15	425,54	438,31
Transferts	150,00	154,50	159,14	0,00	0,00	0,00	150,00	154,50	159,14
Investissements	2 061,16	1 500,00	1 500,00	0,00	0,00	0,00	2 061,16	1 500,00	1 500,00
Trésor	436,11	1 500,00	1 500,00	0,00	0,00	0,00	436,11	1 500,00	1 500,00
Financement extérieur	1 625,06	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 625,06	0,00	0,00
Biens et services	413,15	425,54	438,31	0,00	0,00	0,00	413,15	425,54	438,31
Activité 221 : Opérationnaliser le dispositif de prise en charge des pupilles de l'état et de la nation	7,77	8,01	8,25	0,00	0,00	0,00	7,77	8,01	8,25
Activité 222 : Assister les indigents et les victimes de catastrophes naturelles	200,86	206,89	213,10	0,00	0,00	0,00	200,86	206,89	213,10
Activité 223 : Coordonner l'assistance aux victimes	16,53	17,03	17,54	0,00	0,00	0,00	16,53	17,03	17,54
Activité 224 : Coordonner l'assistance médicale et psycho social des personnes indigentes	8,31	8,56	8,82	0,00	0,00	0,00	8,31	8,56	8,82
Activité 225 : Assister et prendre en charge les personnes en détresse et les groupes vulnérables	5,30	5,46	5,62	0,00	0,00	0,00	5,30	5,46	5,62
Activité 226 : Assister et prendre en charge les orphelins du sida et les enfants vulnérables	4,95	5,10	5,26	0,00	0,00	0,00	4,95	5,10	5,26
Activité 227 : Prendre en charge les victimes de guerre et de crises humanitaires	169,41	174,49	179,73	0,00	0,00	0,00	169,41	174,49	179,73
Transferts	150,00	154,50	159,14	0,00	0,00	0,00	150,00	154,50	159,14
Activité 228 : Prendre en charge les pupilles de la nation et de l'état	150,00	154,50	159,14	0,00	0,00	0,00	150,00	154,50	159,14

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 2 : SOLIDARITE ET COHESION SOCIALE									
Investissements	2 061,16	1 500,00	1 500,00	0,00	0,00	0,00	2 061,16	1 500,00	1 500,00
Trésor	436,11	1 500,00	1 500,00	0,00	0,00	0,00	436,11	1 500,00	1 500,00
Activité 229 : Programme National de la Cohésion Sociale (projet)	207,87	1 000,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00	207,87	1 000,00	1 000,00
Activité 2210 : Programme Nationale de prise en Charge des enfants et orphelins rendus vulnérables du fait du sida (projet/ PNOEV)	228,24	500,00	500,00	0,00	0,00	0,00	228,24	500,00	500,00
Financement extérieur	1 625,06	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 625,06	0,00	0,00
Activité 2210 : Programme Nationale de prise en Charge des enfants et orphelins rendus vulnérables du fait du sida (projet/ PNOEV)	1 625,06	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 625,06	0,00	0,00
TOTAL DU PROGRAMME 2	3 726,41	3 215,20	3 266,66	0,00	0,00	0,00	3 726,41	3 215,20	3 266,66

II.2.3. Programme 3 : Lutte contre la pauvreté

II.2.3.1 Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Action
Programme 3 : Lutte contre la pauvreté	Action 3.1. : Amélioration des conditions de vie des populations

II.2.3.2. Performance du programme

Tableau 5. Performance

Programmes-3 : lutte contre la pauvreté						
Objectif Spécifique	Indicateurs de performance	Situation de référence 2017	Cibles			Méthode de calcul / source de collecte
			2019	2020	2021	
OS 1 : Opérationnaliser les stratégies de lutte contre la pauvreté	Le taux de mise en œuvre des programmes de lutte contre la pauvreté	ND	ND	ND	ND	Nombre de programmes réalisés / nombre de programmes prévus
	Le taux de réussite de la mise en œuvre des programmes de lutte contre la pauvreté	ND	ND	ND	ND	Nombre de programmes réussis / nombre de programmes mis en œuvre

II.2.3.3. Financement du programme

Tableau 6. : Synthèse du programme par nature et par dépenses

En million FCFA		Projections		
		2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 3 : LUTTE CONTRE LA PAUVRETE		10 934,31	8 287,30	1 221,50
	Personnel	0,00	0,00	0,00
	Biens et services	0,00	0,00	0,00
	Transferts	0,00	0,00	0,00
	Investissements	10 934,31	8 287,30	1 221,50
	Trésor	1 203,40	1 200,00	1 221,50
	Financement extérieur (Dons/Emprunts)	9 730,91	7 087,30	0,00

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 3 : LUTTE CONTRE LA PAUVRETE									
Action 3.1 : Amélioration des conditions de vie des populations									
S/Total action3.1	10 934,31	8 287,30	1 221,50	0,00	0,00	0,00	10 934,31	8 287,30	1 221,50
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	10 934,31	8 287,30	1 221,50	0,00	0,00	0,00	10 934,31	8 287,30	1 221,50
Trésor	1 203,40	1 200,00	1 221,50	0,00	0,00	0,00	1 203,40	1 200,00	1 221,50
Financement extérieur	9 730,91	7 087,30	0,00	0,00	0,00	0,00	9 730,91	7 087,30	0,00
Investissements	10 934,31	8 287,30	1 221,50	0,00	0,00	0,00	10 934,31	8 287,30	1 221,50
Trésor	1 203,40	1 200,00	1 221,50	0,00	0,00	0,00	1 203,40	1 200,00	1 221,50
Activité 311 : Projet Filets Sociaux Productif-Banque Mondiale	437,24	500,00	521,50	0,00	0,00	0,00	437,24	500,00	521,50
Activité 312 : Programme régional pour l'autonomisation des femmes et le dividende au sahel (projet SWED)	213,08	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	213,08	0,00	0,00
Activité 313 : Programme National de Développement Communautaire (PNDC)	553,08	700,00	700,00	0,00	0,00	0,00	553,08	700,00	700,00
Financement extérieur	9 730,91	7 087,30	0,00	0,00	0,00	0,00	9 730,91	7 087,30	0,00
Activité 311 : Projet Filets Sociaux Productif-Banque Mondiale	7 073,44	5 611,60	0,00	0,00	0,00	0,00	7 073,44	5 611,60	0,00
Activité 312 : Programme régional pour l'autonomisation des femmes et le dividende au sahel (projet SWED)	2 657,47	1 475,70	0,00	0,00	0,00	0,00	2 657,47	1 475,70	0,00
TOTAL DU PROGRAMME 3	10 934,31	8 287,30	1 221,50	0,00	0,00	0,00	10 934,31	8 287,30	1 221,50

SECTION 48 : MINISTERE DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA POSTE

I. PRESENTATION GENERALE DU MINISTERE

I.1. Situation du Secteur

I.1.1. Problèmes majeurs

- une offre de services et réseaux larges bandes insuffisante (réseau national, accès international) ;
- une offre de contenus locaux quasi marginale ;
- des ressources humaines faiblement qualifiées ;
- la qualité/ coût des services offerts à la population reste à améliorer ;
- une Faible utilisation par la population des TIC ;
- la difficulté pour la population d'accéder aux équipements terminaux TIC ;
- la recrudescence du phénomène de cybercriminalité ;
- des difficultés de mise en œuvre effective des textes ;
- les difficultés structurelles de gestion ;
- l'inadaptation des services et des ressources humaines de la Poste de CI ;
- la lenteur dans la réhabilitation des bureaux de postes.

I.1.2. Réponses apportées

I.1.2.1. Au niveau du sous- secteur Economie Numérique

- la prise de la loi n°2013-450 relative à la protection des données à caractère personnel;
- la prise de la loi n°2013-546 du 30 juillet 2013 relative aux transactions électroniques;
- le déploiement de 2 000 km de fibre optique sur 7000 Km prévus du projet de maillage du pays en fibre optique ;
- la connectivité Internationale à deux câbles sous-marins supplémentaires ;
- l'octroi de trois licences pour la fourniture de la téléphonie 4G ;
- le contrôle de mesures de la qualité de service des opérateurs de téléphonie mobile;
- l'identification des abonnés à l'internet et à la téléphonie mobile ;
- la mutualisation des infrastructures TIC par les opérateurs ;
- le déploiement effectif du projet e-agriculture ;
- lancement des travaux d'aménagement de la zone franche du VITIB SA ;
- la prise de la loi n°2013-451 relative à la Lutte contre la Cybercriminalité;
- la poursuite du projet d'équipement des universités en couverture wifi.

I.1.2.2. Au niveau du sous-secteur de la Poste

- l'adoption et mise en œuvre par le gouvernement du plan de redressement de la Poste de Côte d'Ivoire ;
- l'adoption et mise en œuvre de la loi n° 2013-762 du 10 octobre 2013 portant nouveau code postal par l'Assemblée National;
- la création d'une structure de régulation postale dont la gestion est confiée à l'ARTCI ;

- le rééquilibrage des comptes de la Poste de Côte d'Ivoire;
- la mise en œuvre du courrier hybride ;
- le lancement de nouvelles activités telles que la vente en ligne, la livraison à domicile, le courrier en ligne et le cash-cash;
- l'installation de la Conférence des Postes des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CPEAO) ;
- l'exécution du mécanisme de départ volontaire à la retraite des agents en âge avancé de la Poste de Côte d'Ivoire;
- la réhabilitation de 32 bureaux de poste dans la zone ex-CNO.

I.1.3. Défis et priorités

- la réforme et la numérisation du sous-secteur de la poste;
- la restructuration de la société Poste de CI ;
- la mise en œuvre effective du nouveau cadre réglementaire ;
- le développement d'infrastructures de télécommunications /TIC ;
- le développement de l'accessibilité aux services de télécommunications /TIC ;
- le développement de l'offre de contenu ;
- la formation d'une expertise nationale en matière de Télécommunications/TIC et en matière de services postaux ;
- le développement d'une économie numérique.

I.2. Politique sectorielle

I.2.1. Principales orientations

I.2.1.1. Au niveau du sous-secteur Economie Numérique

- l'élaboration et la mise en œuvre d'un cadre législatif et réglementaire adéquat au développement d'une société numérique en Côte d'Ivoire ;
- le développement d'une infrastructure large bande en adéquation avec les enjeux de développement d'une société numérique ;
- la promotion de l'accessibilité à l'usage des Technologies de l'information et de la Communication, en générale, et à l'Internet en particulier ;
- l'incitation au développement de contenus locaux au profit des populations ;
- le développement d'une expertise nationale en matière de TIC.

I.2.1.2. Au niveau du sous-secteur de la Poste

- la réforme du cadre réglementaire ;
- la mise en place d'une Autorité de régulation du sous-secteur de la Poste ;
- l'élaboration d'un plan de redressement de la société la Poste de Côte d'Ivoire.

I.2.2. Résultats stratégiques

- la gouvernance du ministère est améliorée;
- la couverture nationale en internet est améliorée ;
- l'accessibilité de la population aux outils TIC est effective ;
- la fonctionnalité de la poste est améliorée.

I.3. Missions du ministère

Le Ministre de l'Economie Numérique et de la Poste est chargé de la mise en œuvre et le suivi de la politique du gouvernement en matière d'Economie numérique et de poste.

A ce titre, et en liaison avec les autres départements ministériels concernés, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

I.3.1. En matière d'Economie Numérique :

- élaboration et suivi de l'application de la réglementation en matière d'Economie Numérique ;
- mises en œuvre de stratégies et de plans d'action pour le développement d'un environnement numérique ;
- développement de l'accès au réseau numérique ;
- mises en œuvre d'une politique visant à réduire la fracture numérique ;
- mises en œuvre de la politique d'informatisation de l'Administration, en liaison avec le Ministre chargé de la Fonction Publique ;
- promotion et vulgarisation de l'Economie Numérique ;
- promotion des ressources humaines et développement d'une expertise nationale en matière d'Economie Numérique, en liaison avec le Ministre chargé de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche scientifique ;
- promotion de la formation et de la recherche scientifique et technologique en matière d'Economie Numérique ;
- contrôle de la programmation, de la mise en œuvre de la politique d'exploitation et de maintenance des infrastructures techniques du secteur public ;
- promotion et incitation au développement de l'industrie dans le domaine de l'Economie Numérique, en liaison avec le Ministre chargé de l'Industrie ;
- participation aux négociations des accords et suivi des engagements internationaux en matière d'Economie Numérique, en liaison avec le Ministre chargé des Affaires Etrangères ;
- initiation et promotion de la coopération en matière d'Economie Numérique ;
- contrôle de la programmation et de la réalisation des infrastructures et des équipements du secteur des télécommunications ainsi que leur maintenance ;
- contrôle de la réglementation en matière de Télécommunications ;
- suivi des concessions dans les différents secteurs d'infrastructures de télécommunication.

I.3.2. En matière de Poste

- élaboration et suivi de, l'application de la réglementation en matière de Poste ;
- réalisation des infrastructures et des équipements du secteur postal ;
- maintenance des infrastructures et des équipements du secteur postal ;
- maintenance des infrastructures et des équipements du secteur postal ;
- contrôle de la réglementation en matière postale ;
- promotion de la formation et de la recherche scientifique en matière postale.

I.4. Identification des programmes

Programme 1 : Administration Générale ;

Programme 2 : Economie Numérique et Poste.

II. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DEPENSES -PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (DPPD-PAP)

II.1. Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses (DPPD)

II.1.1. Répartition des structures dans les programmes

Tableau 1 : Cartographie administrative des programmes

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET REGIONAUX	ORGANISMES SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme1 : Administration Générale	Cabinet, IG, D.A.F, DAJCI, DRH, SDA, SERCOM, DPS, CPMP, DAF			
Programme2 : Economie Numérique et Poste	DPEN;	ANSUT, VITIB SA., BCCA, ESATIC, AIGF, ARTCI, La Poste CI, EMSP, SNDI	<ul style="list-style-type: none"> -Travaux d'aménagement de la zone franche de Grand-Bassam -Réhabiliter et équiper l'ESATIC -Créer et équiper des laboratoires (télécoms, électronique, informatique...) -Construire et équiper des bâtiments et dortoirs (dortoirs de 120 places, amphithéâtre de 300 places, hôtel pour les enseignants...) -Réouverture des 66 bureaux de poste dans les zones ex-CNO -Projet solutions Numériques pour le Désenclavement des zones rurales et l'E-agriculture (PSNDEA) 	<ul style="list-style-type: none"> -Phase pilote par la création de 12 cyber-centres dans les villages (ANSUT) -Création de 5000 cyber centres dans les villages (ANSUT) -Mise en place d'un Réseau National Haut Débit Fibre Optique (ANSUT) - Interconnexion des Universités et Grandes écoles publiques et privés (ANSUT) -Mise en place d'un réseau national CDMA (ANSUT) ; -Réaliser le projet des télécommunications d'Urgence (ANSUT) -Poursuivre la mise en œuvre du projet de gouvernance électronique (E-GOUV) (ANSUT) -Mise en œuvre du Projet un citoyen un ordinateur + une connexion Internet pour 500 000 foyers (ANSUT) -Mettre en Place un Système de Veille Technologique (système d'ingénierie du Spectre) (AIGF) - Assurer une meilleure planification du spectre (AIGF) -Réaménager les bandes GSM et les RRI (AIGF) - Acquérir les outils de prédiction pour la coordination et le contrôle des fréquences et des implantations (AIGF) - Planter 15 stations de contrôle des fréquences sur le territoire national et assurer la mise à niveau de la station d'Abidjan (AIGF) -Restaurer le système de gestion et de contrôle automatisés du spectre(SGCAS) (AIGF) - Réaliser le projet de Centre Régional de Tests de Conformité et d'interopérabilité (AIGF) - Mettre en œuvre les Campagnes annuelles de mesures Rayonnement Non Ionisant (RNI) (AIGF) - Mettre en place des mesures et des dispositifs de sécurisation des transactions électroniques (ARTCI) -- Protéger les Infrastructures Télécoms/TIC Critiques de l'Etat(ARTCI) - Renforcement de la cellule de lutte contre la cybercriminalité (ARTCI) - Construire et équiper une annexe de l'ESATIC au sein du VITIB - Récupérer la totalité du patrimoine de l'ESATIC - Créer un incubateur TIC à l'ESATIC - Achever l'aménagement des 180 premiers hectares de terrain (VITIB) - Poursuivre l'aménagement de la zone franche (zone de 62 Ha complémentaire) (VITIB)

II.1.2. Performance globale du ministère

Tableau 2 : Performance du ministère

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESULTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODES DE CALCUL / SOURCES DE COLLECTE
OG 1 : Mettre en place un dispositif de gestion susceptible d'amener tous les acteurs et animateurs à l'adoption de la culture de résultat	RS 1 : La gouvernance du ministère est améliorée	IP 1.1 : Nombre de textes réglementaires mis en œuvre	Dénombrement Source: Rapport Cabinet
OG 2 : Favoriser le développement harmonieux des TIC pour le bien-être des populations et le développement d'infrastructures adéquates à la Poste Côte d'Ivoire	RS 2 : La couverture nationale en internet est améliorée	IP 2.1 : Taux de couverture du territoire national en matière d'économie numérique	Nombre de localités nationales couvertes / Nombre total de localités identifiées Source : Rapport de la DPTIC
	RS 3 : L'accessibilité de la population aux outils TIC est effective	IP 3.1 : Proportion de la population ayant accès aux TIC	Population ayant accès aux outils TIC / Population totale ciblée Source : Rapport de la DPTIC
	RS 4 : La fonctionnalité de la poste est améliorée	IP 4.1: Taux de réhabilitation des bureaux de poste dans les zones ex CNO IP 4.2: Taux d'apurement de la dette mandat	- Nombre de bureaux de poste réhabilités / Nombre de bureaux de poste à réhabiliter - Montant de la dette mandat payée /Montant à payer Source : Rapport de la DPTIC

II.1.3. Financement global du ministère

Tableau 3 : Financement global

En million FCFA	PROJECTIONS DE REFERENCE			MESURES NOUVELLES			PROJECTIONS FINALES		
	2019	2020	2021	2019	2020	2021	2019	2020	2021
1. RESSOURCES	42 847,16	35 579,79	35 820,62	0,00	0,00	0,00	42 847,16	35 579,79	35 820,62
1.1 Ressources Intérieures	36 916,57	35 579,79	35 820,62	0,00	0,00	0,00	36 916,57	35 579,79	35 820,62
1.1.1 Budget Etat	36 916,57	35 579,79	35 820,62	0,00	0,00	0,00	36 916,57	35 579,79	35 820,62
1.1.2 Recettes propres (structures)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1.2 Ressources Extérieures	5 930,59	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 930,59	0,00	0,00
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	5 930,59	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 930,59	0,00	0,00
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

En million FCFA	PROJECTIONS DE REFERENCE			MESURES NOUVELLES			PROJECTIONS FINALES		
	2019	2020	2021	2019	2020	2021	2019	2020	2021
2. CHARGES	42 847,16	35 579,79	35 820,62	0,00	0,00	0,00	42 847,16	35 579,79	35 820,62
2.1 Personnel	465,98	479,96	494,36	0,00	0,00	0,00	465,98	479,96	494,36
2.1.1 Solde y compris EPN	465,98	479,96	494,36	0,00	0,00	0,00	465,98	479,96	494,36
2.1.2 Contractuels hors solde	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2.2 Biens et services	4 663,33	4 803,23	4 947,32	0,00	0,00	0,00	4 663,33	4 803,23	4 947,32
2.3 Transferts	30 216,67	30 296,61	30 378,94	0,00	0,00	0,00	30 216,67	30 296,61	30 378,94
2.4 Investissements*	7 501,18	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 501,18	0,00	0,00
Trésor	1 570,59	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 570,59	0,00	0,00
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	5 930,59	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 930,59	0,00	0,00

II. 2. Projets Annuels de Performance (PAP) par programme

II.2.1. Programme 1 : Administration Générale

II.2.1.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 1 : Administration Générale	Action 1.1: Coordination et animation
	Action 1.2: Gestion des ressources humaines, financières et matérielles
	Action 1.3: Information et communication
	Action 1.4: Planification, programmation et suivi-évaluation

II.2.1.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 1 : Administration générale						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2017	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2019	2020	2021	
OS 1 : Améliorer le cadre Institutionnel et Juridique des secteurs de l'économie numérique et de la Poste	Nombre de textes législatif et réglementaire des secteurs de la Poste et des TIC	2	5	3	3	Dénombrement Source : Rapport de la DAJCI
	Nombre de campagnes de sensibilisation sur les textes	2	2	2	2	Dénombrement Source : Rapport de la DAJCI
OS 2 : Renforcer la gestion des ressources humaines, financières et matérielles	Taux d'agents formés	95%	100%	100%	100%	Nombre d'agents formés / Nombre d'agents ciblés Source : Rapport de la DRH
	Taux d'exécution du budget	70%	90%	90%	90%	Budget exécuté / Crédits autorisés du budget actuel Source : Rapport de la DAF
OS 3 : Améliorer le système d'information, de communication et d'archivage du ministère	Taux d'élaboration de répertoires de documents	40%	60%	80%	90%	Nombre de répertoires réalisés / Nombre de répertoires identifiés Source : Rapport du SDA
	Taux de numérisation des cartons	10%	60%	70%	80%	Nombre de cartons numérisés / Nombre total des cartons ciblés Source : Rapport du SDA
OS 4 : Amélioration de la planification des activités du ministère	Taux de projets suivis et évalués	30%	40%	50%	70%	Nombre de projets suivi / Nombre total de projets existants Source : Rapport de la DPSIS

II.2.1.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

En million FCFA		Projections		
		2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GENERALE		1 378,28	1 419,63	1 462,22
	Personnel	465,98	479,96	494,36
	Biens et services	912,30	939,66	967,85
	Transferts	0,00	0,00	0,00
	Investissements	0,00	0,00	0,00
	Trésor	0,00	0,00	0,00
	Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0,00	0,00	0,00

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GENERALE									
Action 1: Coordination et animation									
S/Total action1	410,78	423,11	435,80	0,00	0,00	0,00	410,78	423,11	435,80
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	410,78	423,11	435,80	0,00	0,00	0,00	410,78	423,11	435,80
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	410,78	423,11	435,80	0,00	0,00	0,00	410,78	423,11	435,80
Activité 1101 : Coordonner les activités du ministère	100,00	103,00	106,09	0,00	0,00	0,00	100,00	103,00	106,09
Activité 1102 : Inspecter les activités de l'administration centrale et des structures placées sous la tutelle du ministère	20,00	20,60	21,22	0,00	0,00	0,00	20,00	20,60	21,22
Activité 1103 : Elaborer des textes législatifs et réglementaires, gérer les contentieux et organiser la coopération internationale dans les secteurs de l'Economie Numérique et de la Poste	30,53	31,45	32,39	0,00	0,00	0,00	30,53	31,45	32,39
Activité 1104 : Prendre en charge l'assistance technique du BNETD	260,25	268,06	276,10	0,00	0,00	0,00	260,25	268,06	276,10
Action 2: Gestion des ressources humaines, financières et matérielles									
S/Total action2	900,51	927,53	955,35	0,00	0,00	0,00	900,51	927,53	955,35
Personnel	465,98	479,96	494,36	0,00	0,00	0,00	465,98	479,96	494,36
Biens et services	434,53	447,56	460,99	0,00	0,00	0,00	434,53	447,56	460,99
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Personnel	465,98	479,96	494,36	0,00	0,00	0,00	465,98	479,96	494,36
Activité 1201 : Prendre en charge le salaire du personnel	465,98	479,96	494,36	0,00	0,00	0,00	465,98	479,96	494,36
Biens et services	434,53	447,56	460,99	0,00	0,00	0,00	434,53	447,56	460,99
Activité 1202 : Elaborer, suivre l'exécution du budget et gérer le patrimoine du ministère	37,22	38,34	39,49	0,00	0,00	0,00	37,22	38,34	39,49
Activité 1203 : Prendre en charge les dépenses centralisées	148,03	152,47	157,04	0,00	0,00	0,00	148,03	152,47	157,04

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GENERALE									
Activité 1204 : Elaborer, suivre et évaluer la mise en œuvre du DPPD-PAP du Ministère	25,10	25,85	26,63	0,00	0,00	0,00	25,10	25,85	26,63
Activité 1205 : Gérer les ressources humaines	46,53	47,93	49,37	0,00	0,00	0,00	46,53	47,93	49,37
Activité 1206 : Gérer les marchés publics du Ministère	11,31	11,64	11,99	0,00	0,00	0,00	11,31	11,64	11,99
Activité 1207 : Exécuter la subvention de la résidence du Ministre	4,00	4,12	4,24	0,00	0,00	0,00	4,00	4,12	4,24
Activité 1208 : Exécuter les dépenses d'abonnement du ministère (Dir Patrimoine)	52,34	53,91	55,53	0,00	0,00	0,00	52,34	53,91	55,53
Activité 1209 : Prendre en charge les séminaires et Conférences en CI	40,00	41,20	42,44	0,00	0,00	0,00	40,00	41,20	42,44
Activité 1210 : Prendre en charge les séminaires et Conférences hors CI	70,00	72,10	74,26	0,00	0,00	0,00	70,00	72,10	74,26
Action 3 : Information et communication									
S/Total action3	35,37	36,44	37,53	0,00	0,00	0,00	35,37	36,44	37,53
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	35,37	36,44	37,53	0,00	0,00	0,00	35,37	36,44	37,53
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	35,37	36,44	37,53	0,00	0,00	0,00	35,37	36,44	37,53
Activité 1301 : Réaliser les activités de communication du ministère (SERCOM)	17,87	18,41	18,96	0,00	0,00	0,00	17,87	18,41	18,96
Activité 1302 : Gérer les archives du ministère	17,50	18,03	18,57	0,00	0,00	0,00	17,50	18,03	18,57
Action 4 : Planification, programmation et suivi-évaluation									
S/Total action4	31,61	32,56	33,54	0,00	0,00	0,00	31,61	32,56	33,54
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	31,61	32,56	33,54	0,00	0,00	0,00	31,61	32,56	33,54
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	31,61	32,56	33,54	0,00	0,00	0,00	31,61	32,56	33,54
Activité 1401 : Planifier, coordonner et suivre les activités et projets du MENUP	31,61	32,56	33,54	0,00	0,00	0,00	31,61	32,56	33,54
TOTAL DU PROGRAMME 1	1 378,28	1 419,63	1 462,22	0,00	0,00	0,00	1 378,28	1 419,63	1 462,22

II.2.3. Programme 2 : Economie Numérique et Poste

II.2.2.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 2 : Economie Numérique et Poste	Action 2.1: Développement du secteur de l'Economie Numérique et du secteur de la poste
	Action 2.2: Développement de la zone franche de Grand Bassam

II.2.2.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 2 : Economie Numérique et Poste						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2017	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2019	2020	2021	
OS 1 : Promouvoir et vulgariser les TIC sur le territoire national	Taux de pénétration de haut débit	40%	47%	50%	60%	Nombre d'abonnés d'internet haut débit / Population totale Source : ARTCI
	Taux de couverture de la population en internet et DATA	80%	95%	98%	100%	Population couverte en internet et DATA / population totale estimée Source : ARTCI
OS 2 : Moderniser les infrastructures TIC	Nombre de kilomètres de fibre optique déployé	5.000 km	ND	ND	ND	Comptage Source : ANSUT
OS 3 : Promouvoir la création d'unités industrielles en matière de TIC et Biotechnologie en Zone Franche	Taux d'exécution des projets d'infrastructures et d'équipements	60%	ND	ND	ND	Nombre de projets exécutés / Nombre total de projets à exécuter Source : UEPZFBTIC
	Taux de croissance du chiffre d'affaires global des entreprises maintenu dans la zone franche	5%	5%	5%	5%	Taux de croissance du CA de l'année N / Taux de croissance du CA de l'année N-1 Source : VITIB
	Nombre de projets incubés	5	10	15	20	Dénombrement Source : VITIB

II.2.2.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

En million FCFA		Projections		
		2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 2 : ECONOMIE NUMERIQUE ET POSTE		41 468,89	34 160,17	34 358,41
	Personnel	0,00	0,00	0,00
	Biens et services	3 751,03	3 863,56	3 979,47
	Transferts	30 216,67	30 296,61	30 378,94
	Investissements	7 501,18	0,00	0,00
	Trésor	1 570,59	0,00	0,00
	Financement extérieur (Dons/Emprunts)	5 930,59	0,00	0,00

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 2 : ECONOMIE NUMERIQUE ET POSTE									
Action 1 : Développement du secteur de l'Economie Numérique et du secteur Poste									
S/Total action1	39 583,29	33 002,86	33 166,38	0,00	0,00	0,00	39 583,29	33 002,86	33 166,38
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	3 730,79	3 842,72	3 958,00	0,00	0,00	0,00	3 730,79	3 842,72	3 958,00
Transferts	29 113,31	29 160,14	29 208,38	0,00	0,00	0,00	29 113,31	29 160,14	29 208,38
Investissements	6 739,18	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 739,18	0,00	0,00
Trésor	808,59	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	808,59	0,00	0,00
Financement extérieur	5 930,59	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 930,59	0,00	0,00
Biens et services	3 730,79	3 842,72	3 958,00	0,00	0,00	0,00	3 730,79	3 842,72	3 958,00
Activité 2101 : Elaborer et suivre la mise en œuvre de la politique de développement des secteurs de l'Economie Numérique et de la Poste	30,65	31,57	32,51	0,00	0,00	0,00	30,65	31,57	32,51
Activité 2102: Réaliser le service postal au niveau national et international	1 700,15	1 751,15	1 803,69	0,00	0,00	0,00	1 700,15	1 751,15	1 803,69
Activité 2112 : Prendre en charge la Consommation internet Administration Publique	2 000,00	2 060,00	2 121,80	0,00	0,00	0,00	2 000,00	2 060,00	2 121,80
Transferts	29 113,31	29 160,14	29 208,38	0,00	0,00	0,00	29 113,31	29 160,14	29 208,38
Activité 2103: Former des spécialistes dans le domaine des Technologies de l'Information et de la Communication	1 036,60	1 067,70	1 099,73	0,00	0,00	0,00	1 036,60	1 067,70	1 099,73
Activité 2104: Former des spécialistes dans le domaine de la Poste	125,00	128,75	132,61	0,00	0,00	0,00	125,00	128,75	132,61
Activité 2105: Poursuivre l'apurement de la dette mandat	149,51	153,99	158,61	0,00	0,00	0,00	149,51	153,99	158,61
Activité 2106: Former et renforcer les capacités des agents de l'Etat à l'utilisation des outils informatiques	250,00	257,50	265,23	0,00	0,00	0,00	250,00	257,50	265,23
Activité 2111 : Mettre en œuvre le service universel des TIC	27 552,20	27 552,20	27 552,20	0,00	0,00	0,00	27 552,20	27 552,20	27 552,20
Investissements	6 739,18	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 739,18	0,00	0,00
Trésor	808,59	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	808,59	0,00	0,00
Activité 2107: Réhabiliter et équiper l'ESATIC	438,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	438,00	0,00	0,00
Activité 2108: Poursuivre la réhabilitation des bureaux de postes dans les zones ex-cno	211,59	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	211,59	0,00	0,00
Activité 2109: Intégrer le digital dans le secteur agricole (PSNDEA)	150,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	150,00	0,00	0,00
Activité 2110 : Réhabilitation et d'équipement de l'Institut Africain des Postes et Télécommunications	9,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9,00	0,00	0,00
Financement extérieur	5 930,59	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 930,59	0,00	0,00
Activité 2109: Intégrer le digital dans le secteur agricole	5 930,59	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 930,59	0,00	0,00

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 2 : ECONOMIE NUMERIQUE ET POSTE									
Action 2: Développement de la zone franche de Grand Bassam									
S/Total action2	1 885,60	1 157,31	1 192,03	0,00	0,00	0,00	1 885,60	1 157,31	1 192,03
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	20,24	20,84	21,47	0,00	0,00	0,00	20,24	20,84	21,47
Transferts	1 103,36	1 136,46	1 170,56	0,00	0,00	0,00	1 103,36	1 136,46	1 170,56
Investissements	762,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	762,00	0,00	0,00
Trésor	762,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	762,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	20,24	20,84	21,47	0,00	0,00	0,00	20,24	20,84	21,47
Activité 2201: Contrôler et coordonner les activités de VITIB	20,24	20,84	21,47	0,00	0,00	0,00	20,24	20,84	21,47
Transferts	1 103,36	1 136,46	1 170,56	0,00	0,00	0,00	1 103,36	1 136,46	1 170,56
Activité 2202: Attirer en zone franche des entreprises TIC et Biotech	900,00	927,00	954,81	0,00	0,00	0,00	900,00	927,00	954,81
Activité 2203 : Suivre l'exécution technique et financière et l'évaluation des projets sur le site de la zone franche	203,36	209,46	215,75	0,00	0,00	0,00	203,36	209,46	215,75
Investissements	762,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	762,00	0,00	0,00
Trésor	762,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	762,00	0,00	0,00
Activité 2205 : Organiser et coordonner la mise en œuvre des projets Uep zbtic	762,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	762,00	0,00	0,00
TOTAL DU PROGRAMME 2	41 468,89	34 160,17	34 358,41	0,00	0,00	0,00	41 468,89	34 160,17	34 358,41

SECTION 49: MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA JEUNESSE ET DE L'EMPLOI DES JEUNES

I. PRESENTATION GENERALE DU MINISTERE

I.1. Situation du Secteur

I.1.1. Problèmes majeurs

- l'absence d'un cadre national de concertation et de coordination des programmes et des différentes politiques ;
- l'insuffisance d'Institutions Socio-éducatives (ISE) de Jeunesse ;
- la montée relativement importante du phénomène des jeunes filles-mères au sein de la société ;
- la prolifération du phénomène des fumeurs à Abidjan ;
- la forte prévalence de certaines pratiques néfastes chez les adolescentes, notamment l'excision, les mariages précoces et forcés ;
- les grossesses et harcèlements en milieux scolaires ;
- l'augmentation du taux de prévalence du VIH/Sida en milieu jeune ;
- la démission des apprenants et des formateurs du système éducation / formation ;
- la non scolarisation des jeunes filles dans certaines communautés ;
- l'inadéquation des compétences des jeunes aux besoins en main d'œuvre qualifiée des Entreprises ;
- l'offre de formation du système éducatif non adaptée aux compétences spécifiques et opérationnelles recherchées par les employeurs ;
- la précarité des emplois occupés par les jeunes ;
- la faible qualité de l'entrepreneuriat jeune.

I.1.2. Réponses apportées

- l'existence d'un ministère dédié aux problématiques de la jeunesse ;
- la mise en place de financements des projets de la jeunesse ;
- la création de l'Agence Emplois Jeunes ;
- la mise en place de projets de promotion et d'accompagnement des jeunes entrepreneurs ;
- l'organisation de campagnes thématiques à l'endroit des jeunes ;
- l'organisation de formations des jeunes à l'insertion professionnelle.

I.1.3. Défis et priorités

- la fédération de l'ensemble des organisations de jeunesse ;
- la réduction de la vulnérabilité des jeunes face aux fléaux sociaux ;
- la construction, la réhabilitation et l'équipement de l'ensemble des Institutions Socio-Educatives (ISE) ;
- l'amélioration de l'offre de service public d'emploi et de l'insertion des jeunes ;
- l'accroissement des ressources pour le financement des projets et programmes d'insertion des jeunes.

I.2. Politique sectorielle

I.2.1. Principales orientations

- la recherche permanente de l'excellence ;

- la promotion de l'emploi des jeunes ;
- la recherche d'une culture de paix, de tolérance et de respect mutuel ;
- la promotion de l'éducation à la citoyenneté.

I.2.2. Résultats stratégiques

- le cadre juridique et institutionnel du secteur jeunesse est amélioré ;
- l'environnement socio-éducatif des jeunes est amélioré ;
- les jeunes ont accès à un emploi productif et durable.

I.3. Missions du ministère

Le Ministre de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes est chargé de la mise en œuvre et du suivi de la politique du Gouvernement en matière Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes.

A ce titre, et en liaison avec les différents départements ministériels concernés, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

I.3.1. En matière de Promotion de la Jeunesse

- mise en œuvre de politiques spécifiques en faveur des jeunes ;
- élaboration des projets de loi et de règlements en matière de Promotion de la jeunesse ;
- éducation, formation permanente et promotion des jeunes non scolarisés et déscolarisés ;
- préparation des jeunes à l'autonomie individuelle ;
- organisation, réglementation, tutelle, contrôle et évaluation des organisations et mouvements de jeunesse ;
- formation du personnel enseignant en éducation permanente ;
- développement de la coopération internationale en matière de jeunesse.

I.3.2. En matière d'Emploi des Jeunes

- définition et orientation de la politique nationale en matière d'Emploi des Jeunes ;
- élaboration des projets de loi et de règlements en matière d'Emploi des Jeunes ;
- élaboration, en relation avec les Ministères concernés, des stratégies et des programmes en faveur de l'Emploi des Jeunes ;
- contrôle et évaluation de la politique nationale en matière d'Emploi des Jeunes ;
- identification de mesures visant la création d'emplois en faveur des jeunes ;
- conception de l'employabilité et la facilitation de l'insertion professionnelle des jeunes.

I.4. Identification des programmes

- Programme 1 : Administration Générale ;
- Programme 2 : Promotion de la Jeunesse ;
- Programme 3 : Emploi des Jeunes.

II. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DEPENSES -PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (DPPD-PAP)

II.1. Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses (DPPD)

II.1.1. Répartition des structures dans les programmes

Tableau 1 : Cartographie administrative des programmes

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ETREGIONAUX	ORGANISMES SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 1 : Administration Générale	Cabinet, IG, DAFF, DRH, DPSD, DAJC, DCRP, SI, SQN, DR, DD	-	-	-
Programme 2 : Promotion de la Jeunesse	DPJ, DVAAJ	Associations Fédérations de Jeunesse ; CNJCI		- Promotion santé sexuelle et productive pour les adolescents et les jeunes - Programme de Promotion de l'Entrepreneuriat des Jeunes (PPEJ) de la CONFEJES
Programme 3 : Emploi des Jeunes		AEJ, BCP-Emploi	-Appui projets jeunes -Mise en œuvre de la stratégie de relance de l'emploi - Construction et équipement des antennes de l'agence emploi jeunes - Renforcement des capacités de l'agence emploi jeunes - Projet d'insertion des jeunes dans l'agribusiness - Mise en place d'un dispositif de suivi de l'emploi dans les investissements publics et privés -Emploi jeunes / 2ème C2D -Projet de création d'emplois jeunes et de développement des compétences (PEJEDEC) / Phase 2	- Fonds de l'amitié et de la coopération ivoiro-burkinabé pour l'insertion des jeunes (FACIBIJ) - Projet d'insertion sociale et économique pour les populations vulnérables dans l'ouest ivoirien (PRISE)

II.1.2. Performance globale du ministère

Tableau 2 : Performance du ministère

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESULTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODES DE CALCUL / SOURCES DE COLLECTE
OG 1 : Améliorer le cadre juridique et institutionnel du secteur jeunesse	RS 1 : Le cadre juridique et institutionnel du secteur jeunesse est amélioré	IP 1.1 : Nombre de documents de politique et autres textes élaborés IP 1.2 : Nombre de textes réglementaires pris/révisés	Dénombrement Source : Rapport DAJC
OG 2 : Assurer un meilleur encadrement de la jeunesse	RS 2 : L'environnement socio-éducatif des jeunes est amélioré	IP 2.1 : Nombre d'associations de jeunesse affiliées au CNJCI IP 2.2 : Proportion de jeunes formés aux thématiques socio-éducatives	Dénombrement Nombre de jeunes formés / Nombre total de jeunes identifiés Source : DVAAJ
OG 3 : Permettre aux jeunes d'avoir accès à un emploi productif et durable	RS 3 : Les jeunes ont accès à un emploi productif et durable	IP 2.1 Proportion de jeunes insérés dans la vie professionnelle	Nombre de jeunes insérés / Nombre total de jeunes inscrits Source : AEJ

II.1.3. Financement global du ministère

Tableau 3 : Financement global

En million FCFA	PROJECTIONS DE REFERENCE			MESURES NOUVELLES			PROJECTIONS FINALES		
	2019	2020	2021	2019	2020	2021	2019	2020	2021
1. RESSOURCES	25 410,44	27 214,61	21 310,44	0,00	0,00	0,00	25 410,44	27 214,61	21 310,44
1.1 Ressources Intérieures	18 910,44	20 063,41	21 310,44	0,00	0,00	0,00	18 910,44	20 063,41	21 310,44
1.1.1 Budget Etat	18 910,44	20 063,41	21 310,44	0,00	0,00	0,00	18 910,44	20 063,41	21 310,44
1.1.2 Recettes propres (structures)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1.2 Ressources Extérieures	6 500,00	7 151,20	0,00	0,00	0,00	0,00	6 500,00	7 151,20	0,00
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	6 500,00	7 151,20	0,00	0,00	0,00	0,00	6 500,00	7 151,20	0,00
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2. CHARGES	25 410,44	27 214,61	21 310,44	0,00	0,00	0,00	25 410,44	27 214,61	21 310,44
2.1 Personnel	1 777,77	1 831,10	1 886,03	0,00	0,00	0,00	1 777,77	1 831,10	1 886,03
2.1.1 Solde y compris EPN	1 777,77	1 831,10	1 886,03	0,00	0,00	0,00	1 777,77	1 831,10	1 886,03
2.1.2 Contractuels hors solde	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2.2 Biens et services	1 967,21	2 026,23	2 087,02	0,00	0,00	0,00	1 967,21	2 026,23	2 087,02
2.3 Transferts	2 301,24	2 370,28	2 441,39	0,00	0,00	0,00	2 301,24	2 370,28	2 441,39
2.4 Investissements*	19 364,22	20 987,00	14 896,00	0,00	0,00	0,00	19 364,22	20 987,00	14 896,00
Trésor	12 864,22	13 835,80	14 896,00	0,00	0,00	0,00	12 864,22	13 835,80	14 896,00
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	6 500,00	7 151,20	0,00	0,00	0,00	0,00	6 500,00	7 151,20	0,00

II.2. Projets Annuels de Performance (PAP) par programme

II.2.1. Programme 1 : Administration Générale

II.2.1.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 1 : Administration générale	Action 1.1 : Coordination de la politique du secteur jeunesse
	Action 1.2 : Gestion des ressources humaines, financières et matérielles
	Action 1.3 : Information et communication
	Action 1.4 : Planification, programmation et suivi-évaluation

II.2.1.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 1 : Administration générale						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2017	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2019	2020	2021	
OS 1 : Améliorer le cadre juridique et institutionnel du secteur jeunesse	Nombre de textes élaborés et mis en œuvre	3	5	5	5	Dénombrement Source : Rapport Cabinet
	Nombre d'accords/ conventions signés	5	5	5	5	
	Nombre de jeunes touchés par l'enquête de satisfaction	0	200	200	200	
	Nombre de bulletins d'information jeunesse distribués	6.000.000	6.000.000	6.000.000	6.000.000	
OS 2 : Assurer une gestion efficace des ressources humaines, financières et matérielles	Nombre de formations reçues par les agents du MPJ EJ	3	5	5	5	Dénombrement Source : Rapport DAF
	Taux d'exécution budgétaire	0	70%	70%	70%	Budget exécuté / Crédits autorisés au budget actuel Source : Rapport DAF
	Nombre d'infrastructures Socio-éducatives (ISE) de jeunesse réhabilitées	3	5	5	5	Dénombrement Source : Rapport DAF
	Nombre d'infrastructures Socio-éducatives (ISE) de jeunesse équipées	5	6	6	6	Dénombrement Source : Rapport DAF

II.2.1.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

En million FCFA		Projections		
		2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GENERALE		3 744,43	3 856,77	3 972,47
Personnel		1 777,77	1 831,10	1 886,03
Biens et services		1 678,73	1 729,09	1 780,97
Transferts		287,93	296,57	305,47
Investissements		0,00	0,00	0,00
Trésor		0,00	0,00	0,00
Financement extérieur (Dons/Emprunts)		0,00	0,00	0,00

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GENERALE									
Action 1: Coordination de la politique du secteur jeunesse									
S/Total action1	670,25	690,35	711,06	0,00	0,00	0,00	670,25	690,35	711,06
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	670,25	690,35	711,06	0,00	0,00	0,00	670,25	690,35	711,06
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	670,25	690,35	711,06	0,00	0,00	0,00	670,25	690,35	711,06
Activité 1101 : Coordonner les activités du Ministère	152,52	157,09	161,81	0,00	0,00	0,00	152,52	157,09	161,81
Activité 1102 : Gérer la résidence du Ministre	4,00	4,12	4,24	0,00	0,00	0,00	4,00	4,12	4,24
Activité 1103 : Animer l'Inspection générale	25,00	25,75	26,52	0,00	0,00	0,00	25,00	25,75	26,52
Activité 1104 : Animer la DAJC	22,00	22,66	23,34	0,00	0,00	0,00	22,00	22,66	23,34
Activité 1105 : Animer le service qualité et normalisation	5,54	5,71	5,88	0,00	0,00	0,00	5,54	5,71	5,88
Activité 1106: Animer les services déconcentrés du Ministère	461,19	475,02	489,27	0,00	0,00	0,00	461,19	475,02	489,27

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GENERALE									
Action 2: Gestion des ressources humaines, financières et matérielles									
S/Total action2	2 995,00	3 084,85	3 177,39	0,00	0,00	0,00	2 995,00	3 084,85	3 177,39
Personnel	1 777,77	1 831,10	1 886,03	0,00	0,00	0,00	1 777,77	1 831,10	1 886,03
Biens et services	929,30	957,18	985,89	0,00	0,00	0,00	929,30	957,18	985,89
Transferts	287,93	296,57	305,47	0,00	0,00	0,00	287,93	296,57	305,47
Investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Personnel	1 777,77	1 831,10	1 886,03	0,00	0,00	0,00	1 777,77	1 831,10	1 886,03
Activité 1201 : Prendre en charge les traitements et salaires du Ministère	1 777,77	1 831,10	1 886,03	0,00	0,00	0,00	1 777,77	1 831,10	1 886,03
Biens et services	929,30	957,18	985,89	0,00	0,00	0,00	929,30	957,18	985,89
Activité 1202 : Animer la DRH	22,00	22,66	23,34	0,00	0,00	0,00	22,00	22,66	23,34
Activité 1203 : Animer la DAFP	50,02	51,52	53,07	0,00	0,00	0,00	50,02	51,52	53,07
Activité 1204 : Gérer les dépenses centralisées du Ministère	318,80	328,37	338,22	0,00	0,00	0,00	318,80	328,37	338,22
Activité 1205 : Prendre en charge les dépenses de fonctionnement de deux nouvelles directions	48,00	49,44	50,92	0,00	0,00	0,00	48,00	49,44	50,92
Activité 1206 : Gérer les dépenses d'abonnement (eau, électricité, téléphone et autres télécommunications)	30,11	31,01	31,94	0,00	0,00	0,00	30,11	31,01	31,94
Activité 1207 : Gérer les conférences et missions hors CI	30,00	30,90	31,83	0,00	0,00	0,00	30,00	30,90	31,83
Activité 1208 : Gérer les séminaires et conférence en CI	25,00	25,75	26,52	0,00	0,00	0,00	25,00	25,75	26,52
Activité 1209 : Gérer la Convention BNETD	158,63	163,39	168,29	0,00	0,00	0,00	158,63	163,39	168,29
Activité 1210 : Financer les projets retenus dans le cadre du FACIBIJ (TAC CI-BF)	100,00	103,00	106,09	0,00	0,00	0,00	100,00	103,00	106,09
Activité 1211 : Animer la Cellule des Passations de Marchés Publics	13,60	14,01	14,43	0,00	0,00	0,00	13,60	14,01	14,43
Activité 1212 : Renforcer les capacités financières et logistique des fédérations et organisations de jeunesse	34,31	35,34	36,40	0,00	0,00	0,00	34,31	35,34	36,40
Activité 1213 : Prendre en charge la contribution de la Côte d'Ivoire auprès de la CONFEJES	8,00	8,24	8,49	0,00	0,00	0,00	8,00	8,24	8,49
Activité 1214 : Mettre en œuvre le DPPD-PAP/CDMT	15,00	15,45	15,91	0,00	0,00	0,00	15,00	15,45	15,91
Activité 1215 : Animer la plateforme technologie U-report	38,95	40,12	41,32	0,00	0,00	0,00	38,95	40,12	41,32
Activité 1216 : Organiser les journées statutaires de jeunesse	36,88	37,99	39,13	0,00	0,00	0,00	36,88	37,99	39,13
Transferts	287,93	296,57	305,47	0,00	0,00	0,00	287,93	296,57	305,47
Activité 1217 : Prendre en charge la liquidation du FNJ	143,97	148,29	152,74	0,00	0,00	0,00	143,97	148,29	152,74
Activité 1218 : Prendre en charge la liquidation de l'AGEPE	143,97	148,29	152,74	0,00	0,00	0,00	143,97	148,29	152,74

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GENERALE									
Action 3 : Information et communication									
S/Total action3	27,54	28,37	29,22	0,00	0,00	0,00	27,54	28,37	29,22
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	27,54	28,37	29,22	0,00	0,00	0,00	27,54	28,37	29,22
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	27,54	28,37	29,22	0,00	0,00	0,00	27,54	28,37	29,22
Activité 1301 : Animer le service informatique	5,54	5,71	5,88	0,00	0,00	0,00	5,54	5,71	5,88
Activité 1302 : Animer la DCRP	22,00	22,66	23,34	0,00	0,00	0,00	22,00	22,66	23,34
Action 4 : Planification, programmation et suivi-évaluation									
S/Total action4	51,65	53,20	54,79	0,00	0,00	0,00	51,65	53,20	54,79
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	51,65	53,20	54,79	0,00	0,00	0,00	51,65	53,20	54,79
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	51,65	53,20	54,79	0,00	0,00	0,00	51,65	53,20	54,79
Activité 1401 : Animer la DPSD	22,00	22,66	23,34	0,00	0,00	0,00	22,00	22,66	23,34
Activité 1402 : Animer le Centre de Documentation et d'Information	29,65	30,54	31,45	0,00	0,00	0,00	29,65	30,54	31,45
TOTAL DU PROGRAMME 1	3 744,43	3 856,77	3 972,47	0,00	0,00	0,00	3 744,43	3 856,77	3 972,47

II.2.2. Programme 2 : Promotion de la jeunesse

II.2.2.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 2 : Promotion de la jeunesse	Action 2.1. : Promotion de l'environnement associatif et du cadre d'expression des jeunes
	Action 2.2. : Amélioration de l'environnement socio-éducatif des jeunes

II.2.2.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 2 : Promotion de la jeunesse						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2017	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2019	2020	2021	
OS 1 : Assurer un meilleur encadrement de la jeunesse	Nombre de jeunes inscrits sur la plateforme d'information « U-Report »	200.000	200.000	200.000	200.000	Dénombrement Source : DVAAJ-DPJ
	Nombre de jeunes touchés par les campagnes nationales sur la CCC	900.000	900.000	900.000	900.000	Dénombrement Source : DVAAJ-DPJ
	Nombre de journées statutaires de la jeunesse organisées	2	2	2	2	
	Nombre de caravane de jeunesse pour l'amitié organisée	1	1	1	1	

II.2.2.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

En million FCFA		Projections		
		2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 2 : PROMOTION DE LA JEUNESSE		152,35	156,92	161,63
	Personnel	0,00	0,00	0,00
	Biens et services	152,35	156,92	161,63
	Transferts	0,00	0,00	0,00
	Investissements	0,00	0,00	0,00
	Trésor	0,00	0,00	0,00
	Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0,00	0,00	0,00

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 2 : PROMOTION DE LA JEUNESSE									
Action 1: Promotion de l'environnement associatif et du cadre d'expression des jeunes									
S/Total action1	116,22	119,71	123,30	0,00	0,00	0,00	116,22	119,71	123,30
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	116,22	119,71	123,30	0,00	0,00	0,00	116,22	119,71	123,30
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	116,22	119,71	123,30	0,00	0,00	0,00	116,22	119,71	123,30
Activité 2101 Animer la DVAAJ	22,00	22,66	23,34	0,00	0,00	0,00	22,00	22,66	23,34
Activité 2102: Organiser les Centres de Vacances	23,74	24,46	25,19	0,00	0,00	0,00	23,74	24,46	25,19
Activité 2103: Renforcer les capacités financières et logistiques du CNJCI	70,48	72,59	74,77	0,00	0,00	0,00	70,48	72,59	74,77
Action 2: Amélioration de l'environnement socio-éducatif des jeunes									
S/Total action2	36,13	37,22	38,33	0,00	0,00	0,00	36,13	37,22	38,33
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	36,13	37,22	38,33	0,00	0,00	0,00	36,13	37,22	38,33
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	36,13	37,22	38,33	0,00	0,00	0,00	36,13	37,22	38,33
Activité 2201: Animer la DPJ	22,00	22,66	23,34	0,00	0,00	0,00	22,00	22,66	23,34
Activité 2202: Mettre en œuvre le programme de promotion de la santé sexuelle et de la reproduction	14,13	14,56	14,99	0,00	0,00	0,00	14,13	14,56	14,99
TOTAL DU PROGRAMME 2	152,35	156,92	161,63	0,00	0,00	0,00	152,35	156,92	161,63

II.2.3. Programme 3 : Emploi des Jeunes

II.2.3.1 Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 3 : Emploi des jeunes	Action 3.1: Amélioration de la gouvernance du secteur de l'Emploi Jeune
	Action 3.2: Emploi et insertion socio-professionnelle des jeunes

II.2.3.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 3 : Emploi des jeunes						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2017	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2019	2020	2021	
OS 1 : Permettre aux jeunes d'avoir accès à un emploi productif et durable	Nombre d'études réalisées	3	3	3	3	Dénombrement Source : AEJ/ BCP-Emploi
	Nombre de rapports d'évaluation produits	4	4	4	4	
	Nombre de jeunes bénéficiant du Programme de développement de compétences	30.502	74.764	84.412	81.412	Dénombrement Source : AEJ/BCP-Emploi
	Nombre de jeunes bénéficiant des programmes d'accès à l'emploi salarié	1.133	2.000	2.000	2.000	
	Nombre de jeunes bénéficiant des programmes d'appui à l'auto-emploi et à l'entrepreneuriat	21.815	27.501	30.000	30.000	
	Nombre de jeunes ayant bénéficié du programme PEJEDEC	10.000	12.000	12.000	12.000	
Nombre de jeunes ayant bénéficié du programme C2D	1.551	4.500	4.500	4.500		

II.2.3.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

En million FCFA		Projections		
		2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 3 : EMPLOI DES JEUNES		21 513,65	23 200,92	17 176,34
	Personnel	0,00	0,00	0,00
	Biens et services	136,13	140,21	144,42
	Transferts	2 013,31	2 073,71	2 135,92
	Investissements	19 364,22	20 987,00	14 896,00
	Trésor	12 864,22	13 835,80	14 896,00
	Financement extérieur (Dons/Emprunts)	6 500,00	7 151,20	0,00

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 3 : EMPLOI DES JEUNES									
Action 1: Amélioration de la gouvernance du secteur de l'Emploi Jeune									
S/Total action1	9 450,53	9 615,12	2 530,34	0,00	0,00	0,00	9 450,53	9 615,12	2 530,34
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	136,13	140,21	144,42	0,00	0,00	0,00	136,13	140,21	144,42
Transferts	2 013,31	2 073,71	2 135,92	0,00	0,00	0,00	2 013,31	2 073,71	2 135,92
Investissements	7 301,10	7 401,20	250,00	0,00	0,00	0,00	7 301,10	7 401,20	250,00
Trésor	801,10	250,00	250,00	0,00	0,00	0,00	801,10	250,00	250,00
Financement extérieur	6 500,00	7 151,20	0,00	0,00	0,00	0,00	6 500,00	7 151,20	0,00
Biens et services	136,13	140,21	144,42	0,00	0,00	0,00	136,13	140,21	144,42
Activité 3101 : Effectuer le règlement des allocations chômage	136,13	140,21	144,42	0,00	0,00	0,00	136,13	140,21	144,42
Transferts	2 013,31	2 073,71	2 135,92	0,00	0,00	0,00	2 013,31	2 073,71	2 135,92
Activité 3102 : Animer l'Agence Emploi Jeunes	2 013,31	2 073,71	2 135,92	0,00	0,00	0,00	2 013,31	2 073,71	2 135,92
Investissements	7 301,10	7 401,20	250,00	0,00	0,00	0,00	7 301,10	7 401,20	250,00
Trésor	801,10	250,00	250,00	0,00	0,00	0,00	801,10	250,00	250,00
Activité 3103 : Animer le BCP-Emploi et mettre en œuvre le PEJEDEC	166,10	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	166,10	0,00	0,00
Activité 3104 : Construire et équiper les antennes de l'Agence Emploi Jeunes	620,00	250,00	250,00	0,00	0,00	0,00	620,00	250,00	250,00
Activité 3105 : Renforcer les capacités de l'AEJ	15,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15,00	0,00	0,00
Financement extérieur	6 500,00	7 151,20	0,00	0,00	0,00	0,00	6 500,00	7 151,20	0,00
Activité 3103 : Animer le BCP-Emploi et mettre en œuvre le PEJEDEC	6 500,00	7 151,20	0,00	0,00	0,00	0,00	6 500,00	7 151,20	0,00
Action 2: Emploi et insertion socio-professionnelle des jeunes									
S/Total action2	12 063,12	13 585,80	14 646,00	0,00	0,00	0,00	12 063,12	13 585,80	14 646,00
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	12 063,12	13 585,80	14 646,00	0,00	0,00	0,00	12 063,12	13 585,80	14 646,00
Trésor	12 063,12	13 585,80	14 646,00	0,00	0,00	0,00	12 063,12	13 585,80	14 646,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 3 : EMPLOI DES JEUNES									
Investissements	12 063,12	13 585,80	14 646,00	0,00	0,00	0,00	12 063,12	13 585,80	14 646,00
Trésor	12 063,12	13 585,80	14 646,00	0,00	0,00	0,00	12 063,12	13 585,80	14 646,00
Activité 3201: Mettre en œuvre le programme emplois jeunes-C2D2	5 500,00	5 000,00	1 291,40	0,00	0,00	0,00	5 500,00	5 000,00	1 291,40
Activité 3202: Mettre en œuvre les programmes emploi jeunes de l'AEJ	6 400,00	7 196,20	7 500,00	0,00	0,00	0,00	6 400,00	7 196,20	7 500,00
Activité 3203: Mettre en œuvre le plan de vulgarisation de la Stratégie Nationale d'Insertion et d'Emploi des Jeunes	130,23	1 389,60	5 854,60	0,00	0,00	0,00	130,23	1 389,60	5 854,60
Activité 3204: Mettre en œuvre le programme Enable Youth-CI	32,89	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	32,89	0,00	0,00
TOTAL DU PROGRAMME 3	21 513,65	23 200,92	17 176,34	0,00	0,00	0,00	21 513,65	23 200,92	17 176,34

SECTION 50 : MINISTERE DE L'HYDRAULIQUE

I. PRESENTATION GENERALE DU MINISTERE

I.1. Situation du secteur

I.1.1. Problèmes majeurs

- la vétusté des locaux des directions territoriales et de certaines directions centrales ;
- l'absence de bases de données fiables du patrimoine hydraulique ;
- la vétusté des installations de production ;
- l'insuffisance de sécurisation et de mobilisation des ressources en eau ;
- l'insuffisance des ressources financières allouées au secteur de l'hydraulique humaine ;
- la faiblesse de maintenance et de gestion des ouvrages en milieu rural ;
- l'insuffisance de sensibilisation des populations pour qu'elles s'approprient les ouvrages réalisés.

I.1.2. Réponses apportées

- l'initiation d'un vaste programme de réhabilitation des directions territoriales ;
- la signature de tous les actes relatifs au poste de responsabilité ;
- la sécurisation des ressources en eau mobilisable ;
- la réhabilitation des infrastructures d'hydrauliques humaines ;
- le développement d'infrastructures d'hydrauliques humaines ;
- la réalisation de la deuxième phase d'adduction d'eau potable à partir de la nappe de Bonoua pour un prélèvement de 80 00m³/j ;
- l'identification de nouvelles sources en eau notamment l'eau du fleuve Bandama, la lagune Aghienou ou encore le fleuve Comoé ; la création de la Cellule Nationale de Coordination des Comités Villageois de Gestion des Pompes Hydrauliques à motricité Humaine ;
- l'appui en équipement au Laboratoire de Contrôle et de la Qualité de l'Eau (LACQUE) de l'ONEP ;
- la construction des 1430 nouveaux points d'eau et la réalisation de 95 nouveaux HVA ;
- la réhabilitation de 8 000 pompes villageoises défectueuses et la réhabilitation de 40 HVA défectueux ;
- l'entretien et la maintenance de 17 000 pompes à motricité humaine ;
- la prise de décrets relatifs au secteur de l'hydraulique ;
- la communication en Conseil des Ministres en Aout 2017 du programme « Eau pour Tous » ;
- la signature en 2014 d'une convention-cadre de délégation de maîtrise d'ouvrage ou mission de maîtrise d'œuvre dans le secteur de l'eau potable entre l'Etat de Côte d'Ivoire et l'Office National de l'Eau Potable (ONEP).

I.1.3. Défis et priorités

I.1.3.1. Défis

- la création ou la mise en place d'une base de données du patrimoine du ministère ;
- la réhabilitation des directions territoriales du ministère ;
- la poursuite de la mise en place du programme de réhabilitation et de développement des infrastructures d'hydrauliques ;
- la réhabilitation des infrastructures d'hydrauliques humaines ;
- le financement du sous-secteur hydraulique ;
- le renforcement de la capacité de production et de distribution d'eau potable ;
- l'extension du service public de distribution d'eau potable à toutes les localités de plus de 4 000 habitants et à tous les chefs-lieux de sous-préfecture ;
- l'équipement en système d'hydraulique villageoise améliorée (HVA) de toutes les localités de 2 000 à 4 000 habitants ;
- la création de points d'eau villageois pour les localités de 100 à 2 000 habitants ;
- la sécurisation des infrastructures d'hydrauliques humaines ;
- la mobilisation des ressources en eau potable.

I.1.3.2. Priorités

- l'accroissement de l'accès à l'eau potable de l'ensemble de la population ;
- l'accroissement et le maintien des infrastructures hydrauliques ;
- l'amélioration de la gouvernance des sous-secteurs ;
- la diversification des sources de production en eau potable en vue de pérenniser les ressources naturelles.

I.2 Politique sectorielle

I.2.1. Principales orientations stratégiques retenues

- la sécurisation des ressources mobilisables pour l'alimentation en eau potable ;
- la réhabilitation des infrastructures d'hydraulique humaine ;
- la construction des infrastructures d'hydraulique humaine de qualité ;
- la promotion des innovations technologiques dans le secteur de l'hydraulique humaine ;
- le renforcement de la gouvernance du secteur des infrastructures d'hydraulique humaine ;
- le renforcement des capacités humaines, techniques et financières des acteurs du secteur de l'eau potable.

I.2.2. Résultats Stratégiques

- l'administration du ministère est moderne et performante ;
- le niveau d'accès à l'eau potable des populations est accru.

I.3. Missions du ministère

Le Ministre de l'Hydraulique est chargé de la mise en œuvre et du suivi de la politique du Gouvernement en matière d'hydraulique. A ce titre, et en liaison avec les différents départements ministériels concernés, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

- participation au suivi et à la protection des ressources en eau ;
- gestion des infrastructures d'alimentation en eau potable en milieu urbain et rural ;
- développement des d'alimentation en eau potable en milieu urbain et rural ;
- élaboration et suivi de la réglementation en matière de réalisation et d'exploitation des ouvrages d'hydraulique humaines.

I.4. Identification des programmes

- Programme 1 : Administration Générale ;
- Programme 2 : Infrastructures d'hydraulique humaine.

II. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DEPENSES- PROJET ANNUELS DE PERFORMANCE (DPPD-PAP)

II.1. Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses (DPPD)

II.1.1. Répartition des structures dans les programmes

Tableau 1 : Cartographie administrative des programmes

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET REGIONAUX	ORGANISMES SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 1 : Administration Générale	CABINET, SAJ, SI, SC, IG, CPMP, DRH, DAFP, CNC-CGPE	-	-	-
Programme 2 : Infrastructures de l'Hydraulique Humaine	DGIHH, DPS, DHNRQ, DTH	- ONEP	<ul style="list-style-type: none">- Projet de Renforcement de l'alimentation en Eau potable en Milieu Urbain (PREMU)- Programme hydraulique et Assainissement pour le Millénaire (PHAM)- Indemnisation des travaux hydrauliques- Immatriculation foncière des sites des ouvrages d'Hydraulique humaine ;- Réhabilitation des digues et seuil de retenues d'eau- Alimentation Eau Potable péri-urbain des villes de l'intérieur- Projet d'alimentation en eau potable dans le District des Montagnes- Projet d'AEP dans la région de l'Est (Bouna et Bondoukou)- AEP localités Nord-Est-Ouest (Programme Hydraulique Rurale)- Alimentation de la ville d'Adzopé (Fonds Koweitien)- AEP régions du Goh et Marahoué (RPE)	-

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET REGIONAUX	ORGANISMES SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
			<ul style="list-style-type: none"> - AEP de la ville d'Abengourou et des villes environnantes à partir du fleuve Comoé à Daloa - Exploitation champ captant de Bonoua/Gvt chinois Phase2 - Renforcement AEP de la ville de Tafiré et des localités environnantes ; - Renforcement AEP de la ville d'Aboisso et des localités environnantes - Programme d'Appui à l'Accélération de l'Accès Durable à l'Eau, Hygiène et Assainissement (PADEHA) - Renforcement de l'AEP de la ville d'Odienné à partir du fleuve baoulé et desserte des localités de Kimbirila sud, Tiémé - Renforcement du système d'AEP de la ville de Sassandra et alimentation des localités de Pauly brousse et Dakpadou - Renforcement du système d'AEP des localités de Ferké, Korhogo, Sinematiali, Waranienne, Tongoniera à partir de Ferké - Renforcement du système d'AEP de la ville de Soubré et des localités d'Okrouyo, de Méagui et de Grand Zattray - Renforcement du système d'AEP des localités d'Oumé, Diégonéfla, Hiré, Kokoumbo, Toumodi - Renforcement du système d'AEP des localités de Yamoussoukro, Didiévi, Tiébissou à partir du fleuve Bandama - Renforcement du système d'AEP de la ville de Bouaflé et de sa région à partir de la Marahoué - Projet de renforcement de l'AEP de la ville de Tanda et des localités environnantes à partir du fleuve Comoé à Amapo - Alimentation en eau potable de 31 villes secondaires - Projet de renforcement et d'Alimentation en Eau Potable de la ville d'Abengourou - Programme Régional d'Aménagement Hydraulique Multi-usages - Opération d'Entretien et de Maintenance des Pompes à Motricité Humaine - Programme de Renforcement du réseau d'eau potable de la ville d'Abidjan (BEI) - Développement Urbain-Eau/C2D - Eau potable/2eme C2D 	

II.1.2. Performance globale du ministère

Tableau 2 : Performance du ministère

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESULTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODES DE CALCUL / SOURCES DE COLLECTE
OG 1 : Promouvoir une administration moderne et performante	RS 1 : L'administration du Ministère est moderne et performante	IP 1.1 : Nombre de textes appliqués	Dénombrement Source : DAJ
OG 2 : Accroître l'accessibilité à l'eau potable	RS 2 : Le niveau d'accès à l'eau potable des populations est accru	IP 2.1 : Proportion de la population ayant accès d'une façon durable à une source d'eau potable	Proportion de la population ayant accès d'une façon durable à une source / Population totale Source : ONEP

II.1.3. Financement global du Ministère

Tableau 3 : Financement global

En million FCFA	PROJECTIONS DE REFERENCE			MESURES NOUVELLES			PROJECTIONS FINALES		
	2019	2020	2021	2019	2020	2021	2019	2020	2021
1. RESSOURCES	66 743,18	25 165,45	5 793,06	0,00	0,00	0,00	66 743,18	25 165,45	5 793,06
1.1 Ressources Intérieures	26 498,29	10 931,25	5 793,06	0,00	0,00	0,00	26 498,29	10 931,25	5 793,06
1.1.1 Budget Etat	26 498,29	10 931,25	5 793,06	0,00	0,00	0,00	26 498,29	10 931,25	5 793,06
1.1.2 Recettes propres (structures)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1.2 Ressources Extérieures	40 244,89	14 234,20	0,00	0,00	0,00	0,00	40 244,89	14 234,20	0,00
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	40 244,89	14 234,20	0,00	0,00	0,00	0,00	40 244,89	14 234,20	0,00
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2. CHARGES	66 743,18	25 165,45	5 793,06	0,00	0,00	0,00	66 743,18	25 165,45	5 793,06
2.1 Personnel	766,30	789,29	812,97	0,00	0,00	0,00	766,30	789,29	812,97
2.1.1 Solde y compris EPN	766,30	789,29	812,97	0,00	0,00	0,00	766,30	789,29	812,97
2.1.2 Contractuels hors solde	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2.2 Biens et services	1 108,14	1 141,38	1 175,63	0,00	0,00	0,00	1 108,14	1 141,38	1 175,63
2.3 Transferts	132,31	136,28	140,36	0,00	0,00	0,00	132,31	136,28	140,36
2.4 Investissements*	64 736,44	23 098,50	3 664,10	0,00	0,00	0,00	64 736,44	23 098,50	3 664,10
Trésor	24 491,55	8 864,30	3 664,10	0,00	0,00	0,00	24 491,55	8 864,30	3 664,10
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	40 244,89	14 234,20	0,00	0,00	0,00	0,00	40 244,89	14 234,20	0,00

II.2. Projets Annuels de Performance (PAP) par programme

II.2.1. Programme 1 : Administration Générale

II.2.1.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 1 : Administration Générale	Action 1.1. : Coordination et animation
	Action 1.2. : Gestion des ressources financières, matérielles et humaines
	Action 1.3. : Information et communication

II.2.1.2. Performance du programme

Tableau 5 : Tableau de performance

Programme 1 : Administration générale						
Objectifs Spécifiques (OS)	Indicateurs de performance	Situation de référence 2017	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2019	2020	2021	
OS 1 : Améliorer le cadre légal et institutionnel de gouvernance des infrastructures hydrauliques	Nombre de textes législatifs et réglementaires adoptés	2	2	2	2	Dénombrement Source : DAJ
OS 2 : Assurer une gestion efficace, moderne et efficiente des ressources humaines, matérielles et financières du ministère	Taux d'exécution du budget	80	85	90	90	Budget exécuté / Crédits autorisés du budget actuel Source : DAFP
OS3 : Améliorer le système d'information et de communication interne et externe	Taux de satisfaction de la population par rapport aux actions du Ministère	80	85	90	90	Nombre de personnes enquêtées / Nombre total de personnes à enquêter Source : Service de Communication

II.2.1.3. Financement du Programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

En million FCFA		Projections		
		2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GENERALE		1 787,69	1 841,32	1 896,56
	Personnel	766,30	789,29	812,97
	Biens et services	1 021,40	1 052,04	1 083,60
	Transferts	0,00	0,00	0,00
	Investissements	0,00	0,00	0,00
	Trésor	0,00	0,00	0,00
	Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0,00	0,00	0,00

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GENERALE									
Action 1.1: Coordination et animation									
S/Total action1.1	46,50	47,90	49,33	0,00	0,00	0,00	46,50	47,90	49,33
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	46,50	47,90	49,33	0,00	0,00	0,00	46,50	47,90	49,33
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	46,50	47,90	49,33	0,00	0,00	0,00	46,50	47,90	49,33
Activité 111 : Coordonner les activités des Structures du Ministère	34,50	35,54	36,60	0,00	0,00	0,00	34,50	35,54	36,60
Activité 112 : Inspecter les services du Ministère	7,00	7,21	7,43	0,00	0,00	0,00	7,00	7,21	7,43
Activité 113 : Animer le service juridique du ministère	5,00	5,15	5,30	0,00	0,00	0,00	5,00	5,15	5,30

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
Action 1.2: Gestion des ressources financières, matérielles et humaines									
S/Total action 1.2	1 706,50	1 757,70	1 810,43	0,00	0,00	0,00	1 706,50	1 757,70	1 810,43
Personnel	766,30	789,29	812,97	0,00	0,00	0,00	766,30	789,29	812,97
Biens et services	940,20	968,41	997,46	0,00	0,00	0,00	940,20	968,41	997,46
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Personnel	766,30	789,29	812,97	0,00	0,00	0,00	766,30	789,29	812,97
Activité 121 : Prendre en charges les salaires du personnels au niveau central (Solde/ Gestion du personnel du ministère)	766,30	789,29	812,97	0,00	0,00	0,00	766,30	789,29	812,97
Biens et services	940,20	968,41	997,46	0,00	0,00	0,00	940,20	968,41	997,46
Activité 122 : Gérer le budget du ministère	444,03	457,35	471,07	0,00	0,00	0,00	444,03	457,35	471,07
Activité 123 : Gérer le Patrimoine du Ministère	160,38	165,19	170,14	0,00	0,00	0,00	160,38	165,19	170,14
Activité 125: Gérer les dépenses centralisées du Ministère	271,00	279,13	287,50	0,00	0,00	0,00	271,00	279,13	287,50
Activité 126: Gérer les marchés publics du Ministère	6,10	6,28	6,47	0,00	0,00	0,00	6,10	6,28	6,47
Activité 127: Elaborer, suivre et Evaluer la mise en œuvre le DPPD-PAP/ CDMT	42,50	43,78	45,09	0,00	0,00	0,00	42,50	43,78	45,09
Activité 128: Gérer les Ressources Humaines du Ministère	16,20	16,69	17,19	0,00	0,00	0,00	16,20	16,69	17,19
Action 1.3: Information et Communication									
S/Total action1.3	34,69	35,73	36,80	0,00	0,00	0,00	34,69	35,73	36,80
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	34,69	35,73	36,80	0,00	0,00	0,00	34,69	35,73	36,80
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	34,69	35,73	36,80	0,00	0,00	0,00	34,69	35,73	36,80
Activité 131 : Animer le service informatique, des technologies de l'information et de la communication	3,40	3,50	3,61	0,00	0,00	0,00	3,40	3,50	3,61
Activité 132 : Réaliser les activités de communication du ministère	8,80	9,06	9,34	0,00	0,00	0,00	8,80	9,06	9,34
Activité 133 : Sensibiliser et encadrer les comités villageois de gestion des pompes à motricité humaine	22,49	23,17	23,86	0,00	0,00	0,00	22,49	23,17	23,86
TOTAL DU PROGRAMME 1	1 787,69	1 841,32	1 896,56	0,00	0,00	0,00	1 787,69	1 841,32	1 896,56

II.2.2. Programme 2 : Infrastructures d'hydraulique humaine

II.2.2.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 2 : Infrastructures d'hydraulique humaine	Action 2.1. : Sécurisation des ressources en eau
	Action 2.2: Système d'Hydraulique Urbain
	Action 2.3. : Système d'Hydraulique villageoise
	Action 2.4. : Système d'Hydraulique villageoise amélioré

II.2.2.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 1 : Administration générale						
Objectifs Spécifiques (OS)	Indicateurs de performance	Situation de référence 2017	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2019	2020	2021	
OS 1 : Améliorer le cadre légal et l'opérationnalité du secteur de l'eau	Nombre de projets de textes adoptés	1	1	1	1	Dénombrement Source : DGIHH/ONEP
	Nombre de rapport de suivi et évaluation	22	25	25	25	Dénombrement Source : ONEP
OS 2 : Améliorer l'accès des populations à l'eau potable	Nombre de zones sécurisées	10	10	10	10	Dénombrement Source : ONEP
	Taux de la population urbaine ayant accès à une source d'eau potable	85%	90%	95%	95%	Proportion de populations ayant accès à un point d'eau (branchement, bornes fontaines) / Population totale de la zone Source : ONEP
	Taux de la population rurale ayant accès à une source d'eau potable	85%	90%	95%	95%	

II.2.2.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

En million FCFA		Projections		
		2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 2 : INFRASTRUCTURES DE L'HYDRAULIQUE HUMAINE		64 955,49	23 324,12	3 896,49
	Personnel	0,00	0,00	0,00
	Biens et services	86,74	89,35	92,03
	Transferts	132,31	136,28	140,36
	Investissements	64 736,44	23 098,50	3 664,10
	Trésor	24 491,55	8 864,30	3 664,10
	Financement extérieur (Dons/Emprunts)	40 244,89	14 234,20	0,00

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 2 : INFRASTRUCTURES DE L'HYDRAULIQUE HUMAINE									
Action 2.1: Sécurisation des ressources en eau									
S/Total action2.1	2 316,13	1 805,62	2 421,49	0,00	0,00	0,00	2 316,13	1 805,62	2 421,49
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	86,74	89,35	92,03	0,00	0,00	0,00	86,74	89,35	92,03
Transferts	132,31	136,28	140,36	0,00	0,00	0,00	132,31	136,28	140,36
Investissements	2 097,07	1 580,00	2 189,10	0,00	0,00	0,00	2 097,07	1 580,00	2 189,10
Trésor	2 097,07	1 580,00	2 189,10	0,00	0,00	0,00	2 097,07	1 580,00	2 189,10
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	86,74	89,35	92,03	0,00	0,00	0,00	86,74	89,35	92,03
Activité 211: Coordonner les activités du ministère en matière d'Hydraulique Humaine	6,03	6,21	6,39	0,00	0,00	0,00	6,03	6,21	6,39
Activité 212: Animer la Direction de l'Hydrologie, des Normes, de la Réglementation et de la Qualité	3,96	4,08	4,20	0,00	0,00	0,00	3,96	4,08	4,20
Activité 213: Animer la Direction de la Planification et de la Supervision	3,96	4,08	4,20	0,00	0,00	0,00	3,96	4,08	4,20
Activité 214: Animer les Structures du Ministère au Niveau déconcentré	72,80	74,98	77,23	0,00	0,00	0,00	72,80	74,98	77,23

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
Transferts	132,31	136,28	140,36	0,00	0,00	0,00	132,31	136,28	140,36
Activité 215: Procéder au transfert d'une subvention à l'ONEP	132,31	136,28	140,36	0,00	0,00	0,00	132,31	136,28	140,36
Investissements	2 097,07	1 580,00	2 189,10	0,00	0,00	0,00	2 097,07	1 580,00	2 189,10
Trésor	2 097,07	1 580,00	2 189,10	0,00	0,00	0,00	2 097,07	1 580,00	2 189,10
Activité 216: Immatriculation foncière des ouvrages de production en eau potable	400,00	1 580,00	2 189,10	0,00	0,00	0,00	400,00	1 580,00	2 189,10
Activité 217: Indemnisation travaux Hydrauliques	1 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 500,00	0,00	0,00
Activité 218 : Appui au Laboratoire de Contrôle de la Qualité de l'Eau	197,07	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	197,07	0,00	0,00
Action 2.2: Système d'hydraulique Urbain									
S/Total action2.2	56 044,88	19 160,30	0,00	0,00	0,00	0,00	56 044,88	19 160,30	0,00
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	56 044,88	19 160,30	0,00	0,00	0,00	0,00	56 044,88	19 160,30	0,00
Trésor	20 286,52	4 926,10	0,00	0,00	0,00	0,00	20 286,52	4 926,10	0,00
Financement extérieur	35 758,37	14 234,20	0,00	0,00	0,00	0,00	35 758,37	14 234,20	0,00
Investissements	56 044,88	19 160,30	0,00	0,00	0,00	0,00	56 044,88	19 160,30	0,00
Trésor	20 286,52	4 926,10	0,00	0,00	0,00	0,00	20 286,52	4 926,10	0,00
Activité 221: Renforcement AEP de la ville de Tafiré et des localités environnantes	965,82	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	965,82	0,00	0,00
Activité 222: AEP des villes de Bouna et Bondoukou	1 202,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 202,80	0,00	0,00
Activité 223: projet d'alimentation en eau potable dans le district des montagnes	1 435,14	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 435,14	0,00	0,00
Activité 224: AEP de la ville d'Adzopé et des localités environnantes à partir du fleuve Comoé (Fonds Kowétien)	2 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00	0,00	0,00
Activité 225: AEP à partir de la ME (PFO/VEOIA)	9 074,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 074,00	0,00	0,00
Activité 226: Adduction Eau Gagnoa et Sinfra	3 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 500,00	0,00	0,00
Activité 228:AEP de la région de Gontougo	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100,00	0,00	0,00
Activité 2210: AEP de la ville d'Abengourou et des villes environnantes à partir du fleuve Comoé	618,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	618,00	0,00	0,00
Activité 2214: AEP localité d'Aboisso/ONEP	199,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	199,50	0,00	0,00
Activité 2216: Réhabilitation des Dignes Seuil des retenues d'Eau d'AEP	50,00	4 926,10	0,00	0,00	0,00	0,00	50,00	4 926,10	0,00

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
Activité 2218: Projet de Renforcement de l'Alimentation en Eau Potable en Milieu Urbain (PREMU)	500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	500,00	0,00	0,00
Activité 2222: Rechercher des appuis financiers à l'Eau Potable/ 2ème C2D	341,25	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	341,25	0,00	0,00
Activité 2223: Programme de renforcement du réseau d'eau potable d'Abidjan	300,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	300,00	0,00	0,00
Financement extérieur	35 758,37	14 234,20	0,00	0,00	0,00	0,00	35 758,37	14 234,20	0,00
Activité 221: Renforcement AEP de la ville de Tafiré et des localités environnantes	250,88	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	250,88	0,00	0,00
Activité 222: AEP des villes de Bouna et Bondoukou	2 373,10	4 993,30	0,00	0,00	0,00	0,00	2 373,10	4 993,30	0,00
Activité 223: projet d'alimentation en eau potable dans le district des montagnes (projet)	3 358,10	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 358,10	0,00	0,00
Activité 224: AEP de la ville d'Adzopé et des localités environnantes à partir du fleuve Comoé (Fonds Kowétien)	3 089,70	1 352,20	0,00	0,00	0,00	0,00	3 089,70	1 352,20	0,00
Activité 229: Alimentation en eau potable des régions du Gôh et de la Marahoué	8 045,47	5 100,10	0,00	0,00	0,00	0,00	8 045,47	5 100,10	0,00
Activité 2210: AEP de la ville d'Abengourou et des villes environnantes à partir du fleuve Comoé	5 719,66	2 788,60	0,00	0,00	0,00	0,00	5 719,66	2 788,60	0,00
Activité 2214: AEP localité d'Aboisso/ONEP	781,95	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	781,95	0,00	0,00
Activité 2218: Projet de Renforcement de l'Alimentation en Eau Potable en Milieu Urbain (PREMU)	7 139,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 139,50	0,00	0,00
Activité 2223: Programme de renforcement du réseau d'eau potable d'Abidjan	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00	0,00
Action 2.3 : Système d'Hydraulique villageois									
S/Total action2.3	5 529,64	2 358,20	1 475,00	0,00	0,00	0,00	5 529,64	2 358,20	1 475,00
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	5 529,64	2 358,20	1 475,00	0,00	0,00	0,00	5 529,64	2 358,20	1 475,00
Trésor	1 832,51	2 358,20	1 475,00	0,00	0,00	0,00	1 832,51	2 358,20	1 475,00
Financement extérieur	3 697,13	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 697,13	0,00	0,00

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
Investissements	5 529,64	2 358,20	1 475,00	0,00	0,00	0,00	5 529,64	2 358,20	1 475,00
Trésor	1 832,51	2 358,20	1 475,00	0,00	0,00	0,00	1 832,51	2 358,20	1 475,00
Activité 232: AEP localités nord-Est et nord-ouest (projet d'hydraulique rurale)	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00	0,00
Activité 235: Réalisation de 200 forages/Dons Saoudien	95,61	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	95,61	0,00	0,00
Activité 238: Réhabilitation Pompes à motricité humaine	400,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	400,00	0,00	0,00
Activité 2311: AEP Kouassi Kouassikro 2"	50,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50,00	0,00	0,00
Activité 2314: Alimentation en eau potable quartiers périurbains des villes de l'intérieur	286,90	2 358,20	1 475,00	0,00	0,00	0,00	286,90	2 358,20	1 475,00
Financement extérieur	3 697,13	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 697,13	0,00	0,00
Activité 232: AEP localités nord-Est et nord-ouest (projet d'hydraulique rurale)	3 289,13	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 289,13	0,00	0,00
Activité 235: Réalisation de 200 forages/Dons Saoudien	408,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	408,00	0,00	0,00
Action 2.4 : Système d'Hydraulique villageoise amélioré									
S/Total action2.4	1 064,84	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 064,84	0,00	0,00
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	1 064,84	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 064,84	0,00	0,00
Trésor	275,45	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	275,45	0,00	0,00
Financement extérieur	789,39	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	789,39	0,00	0,00
Investissements	1 064,84	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 064,84	0,00	0,00
Trésor	275,45	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	275,45	0,00	0,00
Activité 241 : Projet Hydraulique et Assainissement pour le Millénaire	275,45	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	275,45	0,00	0,00
Financement extérieur	789,39	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	789,39	0,00	0,00
Activité 241: Projet Hydraulique et Assainissement pour le Millénaire	789,39	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	789,39	0,00	0,00
TOTAL DU PROGRAMME 2	64 955,49	23 324,12	3 896,49	0,00	0,00	0,00	64 955,49	23 324,12	3 896,49

SECTION 51 : MINISTERE DES RESSOURCES ANIMALES ET HALIEUTIQUES

I. PRESENTATION GENERALE DU MINISTERE

I.1. Situation du Secteur

I.1.1. Problèmes majeurs

I.1.1.1. Au niveau du secteur de la gouvernance

- l'insuffisance du renforcement des capacités de l'administration centrale et déconcentrée ;
- l'inadaptation de la formation par rapport aux besoins du secteur ;
- le manque de programmes concertés de recherche sur les différents systèmes d'exploitation
- le faible niveau de formation et d'organisation des opérateurs du secteur ;
- l'absence de statistiques fiables.
- l'insuffisance des ressources humaines et matérielles ;
- le problème de sécurisation foncière nécessaire pour la réalisation d'investissements à moyen et long terme.

I.1.1.2. Au niveau du sous-secteur élevage

- la résurgence des maladies animales et la menace des épizooties ;
- la présence de glossines dans les principales zones d'élevage ;
- l'installation anarchique des élevages en zone urbaine et périurbaine ;
- l'insuffisance et la vétusté des infrastructures de base, notamment les aménagements pastoraux, les marchés à bétail, les postes de contrôle sanitaire aux frontières et les abattoirs ;
- les conflits agriculteurs/éleveurs inhérents à la coexistence sur l'espace rural ;
- l'insuffisante organisation de la production et de l'approvisionnement en intrants pour améliorer la compétitivité des produits sur les marchés ;
- la faible productivité du matériel génétique ;
- la faible compétitivité des productions locales vis-à-vis des produits importés ;
- la faible valorisation des produits et sous-produits animaux ;

I.1.1.3. Au niveau du sous-secteur pêche et aquaculture

- le plateau continental relativement étroit ;
- la grande dispersion géographique des activités de pêches et d'aquaculture ;
- la prolifération des diverses pollutions aquatiques et industrielles ;
- l'insuffisance de la surveillance des pêches liée à l'absence d'un système de suivi contrôle des pêcheries en Côte d'Ivoire ;
- l'insuffisance et la vétusté des infrastructures de base, notamment, les ports de pêches, les débarcadères, et les stations d'alevinage ;
- la vétusté de la flottille thonière de la Côte d'Ivoire ;
- le taux élevé des pertes post-captures dans la pêche artisanale ;
- la pratique de la pêche Illicite Non Déclarée et Non Règlementée (ou Pêche INN) ;
- la disponibilité limitée et le coût élevé des intrants de productions pour l'aquaculture ;
- le faible niveau de transformation des produits de la pêche artisanale.

I.1.2. Réponses apportées

I.1.2.1. Au niveau du secteur de la gouvernance

- l'exécution d'un projet de réhabilitation et de construction des services extérieurs du Ministère ;
- la délivrance d'agrément d'exercer et des Autorisations Préalables d'Importation (API) de produits vétérinaires aux opérateurs du secteur ;
- la formation des agents à la Gestion Axée sur les Résultats (GAR) et le nouveau cadre de gestion du budgétaire ;
- la formation des agents à l'inspection des établissements manipulant les Denrées Animales et d'Origine Animale (DAOA) ;
- la réalisation régulière des inspections zoo sanitaires des Etablissements du secteur manipulant les DAOA;
- la contribution de l'Etat à l'installation de dix-sept (17) vétérinaires privés bénéficiaires de mandats sanitaires pour la prophylaxie du cheptel ;
- l'élaboration et l'adoption par le gouvernement d'un Plan Stratégique de Développement de l'Elevage, de la Pêche et de l'Aquaculture (PSDEPA 2014-2020) ;
- la mise en place en d'un comité sectoriel de Partenariat Public Privé (PPP) ;
- la contribution à l'élaboration et la promulgation de la Loi d'Orientation Agricole de Côte d'Ivoire
- l'adoption et promulgation de la loi relative à la transhumance et aux déplacements du bétail;
- l'élaboration et la mise en œuvre du Plan Stratégique de Relance de l'Aviculture moderne (PSRA) 2012-2021 ;

I.1.2.1. Au niveau du sous-secteur élevage

- la construction d'un centre d'amélioration génétique du porc.
- la création et l'entretien de pâturages artificiels ;
- l'installation de promoteurs d'élevage de bovins, d'ovins, de volailles, de porcs, de lapins, d'abeille, d'aulacode,
- le repeuplement des stations d'élevage et du ranch à partir d'acquisition de nouvelles matrices et des mises bas sur les stations.
- la formation des éleveurs et auxiliaires d'élevage dans le cadre de la lutte contre les tiques, vecteurs de graves maladies du bétail (cowdriose, etc.) ;
- la réalisation de missions de sensibilisation des agriculteurs et éleveurs pour une cohabitation pacifique ;
- l'appui à la structuration des filières en interprofession.
- l'organisation de campagnes de vaccinations obligatoires contre la PPCB, la PPR, la Rage canine, la maladie de New Castel, le charbon bactérien ;
- la collecte d'informations géo sanitaires sur la surveillance de la grippe aviaire et de leurs transfères dans la base de données WAHIS de l'OIE ;
- l'installation des Groupement de Défense Sanitaire (GDS) dans la filière porcine ;
- le renforcement de contrôle sanitaire aux frontières.
- la rénovation de la Société Ivoirienne d'Abattage et de Charcuterie (SIVAC) en cours de ;
- la réhabilitation de l'abattoir de Port-Bouët avec la contribution du District Autonome d'Abidjan,
- l'appui à l'organisation d'événements promotionnels des filières.

I.1.1.3. Au niveau du sous-secteur pêche et aquaculture

- l'élaboration de plans de gestion participative des plans d'eau et des pêcheries ;
- la délivrance de licences de pêche ;
- la réhabilitation des stations d'alevinages de Jacquville, de Mopoyem et d'Abengourou;
- la réhabilitation des stations piscicoles de Dompleu (Man), Natiokobadara (Korhogo) et de Loka(Bouaké) ;
- la multiplication d'alevins de qualité importée du Brésil.
- la formation des agents des pêches sur le Code de Conduite pour une Pêche Responsable (CCPR) et sur la Pêche Illécite non déclarée et non réglementée (PINN);

- la formation de Marins pêcheurs au métier d'observateur sur les bateaux ;
- l'octroi d'équipement de pêche aux acteurs de la pêche artisanale.
- l'octroi de carburant détaxé aux acteurs de la pêche artisanale ;
- la création d'une zone franche pour les entreprises transformatrices des produits halieutiques.
- l'installation de trois (3) Comités de cogestion des plans d'eau à Tiassalé, Taabo et à Kossou pour l'application du code de bonnes pratiques de pêche,
- l'appui à la structuration des pêcheurs et des aquaculteurs.
- la construction de points de débarquement de la pêche artisanale ;
- l'installation de four amélioré pour la transformation du poisson.

I.1.3. Défis et priorités

- la poursuite de la mise en œuvre des actions inscrites dans le PND 2016-2020 et dans le PNIA 2018-2025;
- le renforcement des capacités techniques et opérationnelles du personnel et des structures du ministère ;
- la prise de textes d'application relatifs aux lois promulguées (la loi sur la transhumance, la loi sur la pêche et l'aquaculture, ...) ;
- la mise en œuvre des plans de développement sectoriels (PSRA 2012-2021, PSDEPA 2014 2020, ...);
- la surveillance des eaux territoriales de la Zone Economique Exclusive (ZEE) ;
- l'amélioration du fonctionnement des centres d'alevinage et des stations d'élevages;
- la mise à la disposition aux éleveurs et aquaculteurs respectivement des matrices performantes et des alevins de qualité ;
- la réduction des pertes poste capture et post abattage ;
- la réhabilitation ou la construction des infrastructures de transformation et d'accès aux marchés des produits animaux et halieutiques (marché à bétail, poste de contrôle vétérinaires aux frontières, les débarcadères, abattoirs modernes, ...).
- la création des agences de développement de l'élevage et celui de la pêche et de l'aquaculture ;
- le renforcement du fonds de développement de l'Élevage en incluant la pêche et l'aquaculture ;
- l'accès aux crédits pour les acteurs du secteur.
- la réhabilitation et la restauration du potentiel de production animale et halieutique détruit du fait de la crise ;
- la réponse aux besoins alimentaires supplémentaires d'une population qui croît très rapidement (taux d'accroissement annuel de 2,81 %) ;
- la défense de la place de la Côte d'Ivoire et la reconquête des parts de marché mondiaux ;
- l'organisation de l'ensemble des filières animales et halieutiques au niveau de la production, de la transformation et de la commercialisation ;
- la protection des ressources halieutiques de la zone économique exclusive de la Côte d'Ivoire ;
- la mise en place d'une stratégie nationale de prévention et de lutte contre les épizooties,
- le renforcement du cadre législatif et réglementaire du secteur des ressources animales et halieutiques.

I.2. Politique sectorielle

I.2.1. Principales orientations

- la promotion du développement rural ;
- l'amélioration de la productivité et la compétitivité des productions animales et halieutiques ;
- l'approvisionnement du marché national en protéines animales et halieutiques de qualité ;
- la promotion de la coopération internationale en matière agricole.

I.2.2. Résultats stratégiques

- l'administration est moderne et performante ;
- la productivité et la compétitivité des filières animales sont améliorées ;
- les capacités des parties prenantes au développement du secteur de l'élevage sont renforcées ;
- les ressources halieutiques sont mieux gérées ;
- les conflits en matière de ressources halieutiques sont mieux gérés ;
- les maladies animales et les zoonoses émergentes et ré-émergentes sont atténuées durablement ;
- la sécurité sanitaire des denrées alimentaires d'origine animale est garantie.

I.3. Missions du ministère

Le Ministre des Ressources Animales et Halieutiques est chargé de la mise en œuvre et du suivi de la politique du Gouvernement en matière des Ressources Animales et Halieutiques.

A ce titre, en liaison avec les différents départements ministériels concernés, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

- planification, promotion et développement des ressources animales et l'aquaculture et de la pêche ;
- réglementation et contrôle de la qualité des aliments du bétail ;
- amélioration, contrôle de la santé animale et de la veille sanitaire ;
- réglementation, promotion et contrôle des médicaments, produits et matériels vétérinaires, en liaison avec le Ministre chargé de la Santé ;
- promotion et contrôle des établissements animaliers ;
- identification et suivi de la mise en œuvre des aménagements pastoraux et l'exploitation de l'espace rural y afférent, en liaison avec les Ministres chargés de l'Agriculture, de l'Environnement et des Eaux et Forêts ;
- promotion des infrastructures de commercialisation des produits animaux et halieutiques, en liaison avec le Ministre chargé du Commerce ;
- aménagement et gestion des infrastructures de pêche et d'aquaculture ;
- participation au contrôle et à la surveillance de la zone économique exclusive ;
- promotion, réglementation et contrôle de la transformation des produits animaux et halieutiques, en liaison avec le Ministre chargé de l'Industrie ;
- participation aux formations professionnelles initiale et continue dans le secteur des ressources animales et halieutiques, en liaison avec les Ministres chargés des Eaux et Forêts et de l'Agriculture ;
- formation et encadrement des exploitants avec notamment la mise à la disposition des éleveurs, pêcheurs et aquaculteurs de conseils en matière technique et de gestion ;
- promotion des organisations professionnelles d'élevage, d'aquaculture et de pêche ;
- appui à la modernisation des exploitations et des structures de production animale et d'aquaculture ;
- participation à l'élaboration et au suivi des programmes de développement des ressources animales et halieutiques ;
- élaboration et suivi de la réglementation en matière d'hygiène publique vétérinaire et de qualité, en liaison avec le Ministre chargé de la Santé ;
- contrôle et suivi de la sécurité alimentaire des denrées animales et d'origine animale au niveau de la production, de la transformation et de la distribution, en liaison avec le Ministre chargé de la Santé ;
- promotion et contrôle des normes zootechniques ;
- négociations et suivi des conventions et accords internationaux dans les domaines des ressources animales et halieutiques, en liaison avec le Ministre chargé des Affaires Etrangères ;
- inspection et contrôle sanitaire vétérinaire aux frontières, des animaux, des denrées animales et d'origine animale ainsi que des produits de pêche et aliments pour animaux et poissons ;
- participation à la lutte contre les zoonoses, en liaison avec le Ministre chargé de la Santé.

I.4. Identification des programmes

- Programme 1 : Administration Générale ;
- Programme 2 : Développement de l'Elevage ;
- Programme 3 : Gestion durable des Ressources Halieutiques ;
- Programme 4 : Amélioration de la Santé animale, du bien être animale et de l'Hygiène Publique Vétérinaire.

II. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DEPENSES -PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (DPPD-PAP)

II.1. Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses (DPPD)

II.1.1. Répartition des structures dans les programmes

Tableau 1 : Cartographie administrative des programmes

PROGRAMME	DIRECTIONS CENTRALES ET REGIONALES	ORGANISME SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 1 : Administration Générale	Cabinet, IG, DAF, DRH, DPSP, DAJUCIREP, CPMP ; DF2VP, DOPAF DR (20), DD (57), PERH (164), CPM	CAPPAJ Représentation du MIRAH au Japon (Tokyo) Représentation du MIRAH en Belgique (Bruxelles) Représentation Technique du MIRAH au Brésil (Brasilia) ; Représentation Technique du MIRAH auprès de la FAO, du PAM et du FIDA	- Projet de construction des services extérieurs du MIRAH (PCSE-MIRAH) ; - Projet de réhabilitation des services extérieurs du MIRAH (PRSE-MIRAH) ;	-
Programme 2 : Développement de l'élevage	DPE ; DNAGEP	SIVAC ; Ranch de la Marahoué.	- Projet d'appui au développement de l'Elevage en Côte d'Ivoire (PADE-CI) ; - Projet de Gestion Intégrée des Ranches et Stations (PROGIRS) ; - Relance de la filière porcine ivoirienne par l'amélioration génétique (PREFI Porc) ; - Projet de Réhabilitation de l'Abattoir de la SIVAC (PRA-SIVAC) - Projet d'insertion des Jeunes et des Femmes en Aviculture en Côte D'ivoire (PIJFACI) ; - Projet SIM Bétail Viande	-
Programme 3 : Gestion durable des ressources halieutiques	DAP	Opération régime franc*	- Appui à la mise en œuvre de l'Approche Eco-systémique des Pêches Phase II (AEP-NANSEN II) ; - Programme d'Appui à la Gestion Durable des Ressources Halieutiques (PAGDRH) ; - Projet de développement durable des ressources génétiques du Tilapia du Nil dans le bassin de la Volta, phase 2 (TIVO II) ; - Projet de Développement Durable des Pêches et de l'Aquaculture en Côte d'Ivoire (PDDPA-CI) ; - Projet de construction et de gestion du débarcadère de Locodjro (PDA Locodjro) ; - Projet de construction et de gestion du débarcadère de Grand Lahou (PDA Grand-Lahou) ; - Projet de Relance de La Pisciculture Continentale En Côte D'ivoire (PREPICO) ; - Projet de construction et d'aménagement d'un point de débarquement aménagé et de construction d'un marché central à Sassandra ;	-

PROGRAMME	DIRECTIONS CENTRALES ET REGIONALES	ORGANISME SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
			- Projet d'appui au renforcement des moyens d'existence des communautés de pêche du lac de Buyo, en zone périphérique du parc national de tai – patrimoine mondial et réserve de biosphère (Projet Buyo) -- Projet d'appui à la prévention des pertes après captures/abattage des produits halieutiques et animaux (PAPAC) - Projet Aquaponie ; - Projet GEF FAO	
Programme 4 : Amélioration de la santé animales, du bien-être animale et de l'hygiène publique vétérinaire	DSV		Projet d'Amélioration de la Santé Animale et de l'Hygiène Publique Vétérinaire (PASA-HPV)	-

II.1.2. Performance globale du ministère

Tableau 2 : Performance du ministère

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESULTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODE DE CALCUL / SOURCE DE COLLECTE (SC)
OG 1 : Développer une administration moderne et performante sur l'ensemble du territoire national	RS 1 : l'Administration est moderne et performante	IP 1.1 : nombre de textes pris	Dénombrement Source : DAJUCIREP
OG 2 : Accroître la production nationale en viandes, lait et produits dérivés et améliorer le revenu des éleveurs par la modernisation des élevages Créer deux lignes	RS 2 : la productivité et la compétitivité des filières animales sont améliorées ; RS 3 : les capacités des parties prenantes au développement du secteur de l'élevage sont renforcées ;	IP 2.1 : Taux d'amélioration de la couverture nationale des besoins en viande et en lait IP 2.2 : Taux de croissance du cheptel (ruminants, porcins et volailles)	Production année N-1 / Consommation année N-1 Cheptel année n - Cheptel année n-1 / Cheptel année n-1 Source : DPSP
OG 3 : Assurer une gestion durable et non conflictuelle des ressources halieutiques	RS 4 : les ressources halieutiques sont mieux gérées RS 5 : les conflits en matière de ressources halieutiques sont mieux gérés	IP 3.1 : Taux de couverture des besoins en ressources halieutiques IP 3.2 : Taux d'infractions constatées dans le contrôle des pêches	Production ressources halieutiques année N / Consommation ressources halieutiques année N 1 Nombre d'embarcation en infraction/ Nombre total d'embarcation en activité Source : DPSP
OG 4 : Mettre aux normes l'environnement sanitaire des animaux et garantir la sécurité sanitaire des denrées alimentaires d'origine animale en Côte d'Ivoire	RS 6 : Les maladies animales et les zoonoses émergentes et ré-émergentes sont atténuées durablement ; RS 7 : la sécurité sanitaire des denrées alimentaires d'origine animale est garantie	IP 4.1 : Taux de couverture sanitaire du cheptel ; IP 4.2 : Niveau de performance des services vétérinaires	Cheptel bénéficiant de traitement sanitaire / Cheptel national Source : DVS

II.1.3. Financement global du ministère

Tableau 3 : Financement global

En million FCFA	PROJECTIONS DE REFERENCE			MESURES NOUVELLES			PROJECTIONS FINALES		
	2019	2020	2021	2019	2020	2021	2019	2020	2021
1. RESSOURCES	18 831,52	21 378,97	21 489,00	0,00	0,00	0,00	18 831,52	21 378,97	21 489,00
1.1 Ressources Intérieures	12 861,94	16 931,07	17 869,20	0,00	0,00	0,00	12 861,94	16 931,07	17 869,20
1.1.1 Budget Etat	12 861,94	16 931,07	17 869,20	0,00	0,00	0,00	12 861,94	16 931,07	17 869,20
1.1.2 Recettes propres (structures)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1.2 Ressources Extérieures	5 969,58	4 447,90	3 619,80	0,00	0,00	0,00	5 969,58	4 447,90	3 619,80
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	5 969,58	4 447,90	3 619,80	0,00	0,00	0,00	5 969,58	4 447,90	3 619,80
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2. CHARGES	18 831,52	21 378,97	21 489,00	0,00	0,00	0,00	18 831,52	21 378,97	21 489,00
2.1 Personnel	5 780,60	5 954,01	6 132,63	0,00	0,00	0,00	5 780,60	5 954,01	6 132,63
2.1.1 Solde y compris EPN	5 780,60	5 954,01	6 132,63	0,00	0,00	0,00	5 780,60	5 954,01	6 132,63
2.1.2 Contractuels hors solde	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2.2 Biens et services	4 538,62	4 674,65	4 814,77	0,00	0,00	0,00	4 538,62	4 674,65	4 814,77
2.3 Transferts	210,00	216,30	222,79	0,00	0,00	0,00	210,00	216,30	222,79
2.4 Investissements*	8 302,31	10 534,00	10 318,80	0,00	0,00	0,00	8 302,31	10 534,00	10 318,80
Trésor	2 332,73	6 086,10	6 699,00	0,00	0,00	0,00	2 332,73	6 086,10	6 699,00
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	5 969,58	4 447,90	3 619,80	0,00	0,00	0,00	5 969,58	4 447,90	3 619,80

II.2. Projets Annuels de Performance (PAP) par programme

II.2.1. Programme 1 : Administration Générale

II.2.1.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 1 : Administration Générale	Action 1.1. : Coordination et animation
	Action 1. 2 : Appui à la valorisation et à la commercialisation des produits des filières animales et halieutiques
	Action 1. 3 : Planification, programmation et suivi-évaluation
	Action 1. 4: Gestion des ressources humaines, financières et matérielles

II.2.1.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 1 : Administration Générale						
Objectifs spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2017	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2019	2020	2021	
OS 1: Améliorer la gouvernance du secteur	Proportion des structures inspectées	ND	25%	50%	ND	Nombre de structures inspectées / Nombre total de structures- Source : IG
	Nombre de textes, d'accords/conventions signés	ND	10	12	ND	Dénombrement Source : DAJUCIREP / JORCI
	Représentations extérieures du MIRAH fonctionnels	ND	05	06	ND	Dénombrement Source : les représentations extérieures
	Pourcentage de conférences, séminaires et salons internationaux suivis	ND	100%	100%	ND	Nombre de conférences, séminaires et salons internationaux effectivement suivis / Nombre total de conférences, séminaires et salons internationaux prévus Source : Rapport DAJUCIREP
OS.2 : Assurer une gestion efficace des ressources humaines, matérielles et financières	Nombre d'agents du MIRAH formés	ND	45	45	ND	Dénombrement Source : DRH
	Taux d'exécution du budget (%)	ND	100	100	ND	Budget effectivement exécuté / Montant total de la dotation budgétaire Source : DAF
	Nombre de documents élaborés/actualisés	ND	02	02	ND	Dénombrement Source : DPSP

II.2.1.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

En million de FCFA		Projections		
		2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GENERALE		8 234,71	9 065,53	9 133,51
Personnel		5 780,60	5 954,01	6 132,63
Biens et services		2 303,63	2 372,62	2 443,68
Transferts		0,00	0,00	0,00
Investissements		150,48	738,90	557,20
Trésor		150,48	738,90	557,20
Financement extérieur (Dons/Emprunts)		0,00	0,00	0,00

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GENERALE									
Action 1.1: Coordination et animation									
S/Total action1.1	1 358,71	1 399,36	1 441,22	0,00	0,00	0,00	1 358,71	1 399,36	1 441,22
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	1 358,71	1 399,36	1 441,22	0,00	0,00	0,00	1 358,71	1 399,36	1 441,22
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	1 358,71	1 399,36	1 441,22	0,00	0,00	0,00	1 358,71	1 399,36	1 441,22
Activité 111 : Coordonner les activités du Ministère	120,16	123,76	127,47	0,00	0,00	0,00	120,16	123,76	127,47
Activité 112 Réaliser les inspections des services du ministère	70,76	72,88	75,07	0,00	0,00	0,00	70,76	72,88	75,07
Activité 113 Prendre en charge la résidence du Ministre	4,00	4,00	4,00	0,00	0,00	0,00	4,00	4,00	4,00
Activité 114 Coordonner la prise des textes législatifs, réglementaire, les relations publiques et le suivi des conventions internationales	28,00	28,84	29,71	0,00	0,00	0,00	28,00	28,84	29,71
Activité 115 Animer les services déconcentrés du MIRAH	515,30	530,76	546,68	0,00	0,00	0,00	515,30	530,76	546,68
Activité 116 Animer les Représentations extérieures du MIRAH	270,50	278,62	286,97	0,00	0,00	0,00	270,50	278,62	286,97

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GENERALE									
Activité 117 Participer au Salon International de l'Agriculture (SIA)	150,00	154,50	159,14	0,00	0,00	0,00	150,00	154,50	159,14
Activité 118 Participer au Salon de l'Agriculture et des Ressources Animales (SARA)	100,00	103,00	106,09	0,00	0,00	0,00	100,00	103,00	106,09
Activité 119 : prendre en charge les experts du BNETD	100,00	103,00	106,09	0,00	0,00	0,00	100,00	103,00	106,09
Action 1.2: Appui à la valorisation et à la commercialisation des produits des filières animales et halieutiques									
S/Total action 1.2	118,28	55,62	57,29	0,00	0,00	0,00	118,28	55,62	57,29
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	54,00	55,62	57,29	0,00	0,00	0,00	54,00	55,62	57,29
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	64,28	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	64,28	0,00	0,00
Trésor	64,28	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	64,28	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	54,00	55,62	57,29	0,00	0,00	0,00	54,00	55,62	57,29
Activité 121 Coordonner la promotion, la réglementation et le contrôle de la transformation et de la commercialisation des produits animaux et halieutiques	30,00	30,90	31,83	0,00	0,00	0,00	30,00	30,90	31,83
Activité 122 Promouvoir et suivre le mouvement coopératif et associatif des filières animales et halieutiques	24,00	24,72	25,46	0,00	0,00	0,00	24,00	24,72	25,46
Investissements	64,28	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	64,28	0,00	0,00
Trésor	64,28	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	64,28	0,00	0,00
Activité 123 Prendre en charge les fonds relatifs aux activités du Doing Busines / MIRAH	64,28	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	64,28	0,00	0,00
Action 1.3 : Planification, programmation et suivi-évaluation									
S/Total action1.3	45,00	46,35	47,74	0,00	0,00	0,00	45,00	46,35	47,74
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	45,00	46,35	47,74	0,00	0,00	0,00	45,00	46,35	47,74
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	45,00	46,35	47,74	0,00	0,00	0,00	45,00	46,35	47,74
Activité 131 Planifier, programmer, suivre et évaluer les activités du Ministère	45,00	46,35	47,74	0,00	0,00	0,00	45,00	46,35	47,74

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GENERALE									
Action 4 : Gestion des ressources humaines, financières et matérielles									
S/Total action4	6 712,71	7 564,21	7 587,27	0,00	0,00	0,00	6 712,71	7 564,21	7 587,27
Personnel	5 780,60	5 954,01	6 132,63	0,00	0,00	0,00	5 780,60	5 954,01	6 132,63
Biens et services	845,92	871,29	897,43	0,00	0,00	0,00	845,92	871,29	897,43
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	86,20	738,90	557,20	0,00	0,00	0,00	86,20	738,90	557,20
Trésor	86,20	738,90	557,20	0,00	0,00	0,00	86,20	738,90	557,20
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Personnel	5 780,60	5 954,01	6 132,63	0,00	0,00	0,00	5 780,60	5 954,01	6 132,63
Activité 141 Prendre en charge les salaires du personnel du Ministère	5 780,60	5 954,01	6 132,63	0,00	0,00	0,00	5 780,60	5 954,01	6 132,63
Biens et services	845,92	871,29	897,43	0,00	0,00	0,00	845,92	871,29	897,43
Activité 142 Gérer les ressources humaines	65,00	66,95	68,96	0,00	0,00	0,00	65,00	66,95	68,96
Activité 143 Réaliser la formation professionnelle des agents du secteur	12,00	12,36	12,73	0,00	0,00	0,00	12,00	12,36	12,73
Activité 144 Elaborer et suivre l'exécution du budget	95,00	97,85	100,79	0,00	0,00	0,00	95,00	97,85	100,79
Activité 145 Elaborer le DPPD-PAP, le suivre et l'évaluer dans sa mise en œuvre	64,61	66,55	68,54	0,00	0,00	0,00	64,61	66,55	68,54
Activité 146 Gérer les marchés publics du Ministère	20,00	20,60	21,22	0,00	0,00	0,00	20,00	20,60	21,22
Activité 147 Gérer le patrimoine	512,31	527,68	543,51	0,00	0,00	0,00	512,31	527,68	543,51
Activité 148 Prendre en charge les missions Hors Côte d'Ivoire	40,00	41,20	42,44	0,00	0,00	0,00	40,00	41,20	42,44
Activité 149 Prendre en charge les séminaires et conférence en Côte d'Ivoire	37,00	38,11	39,25	0,00	0,00	0,00	37,00	38,11	39,25
Investissements	86,20	738,90	557,20	0,00	0,00	0,00	86,20	738,90	557,20
Trésor	86,20	738,90	557,20	0,00	0,00	0,00	86,20	738,90	557,20
Activité 1410 Projet de Construction des Services Extérieurs du MIRAH (PCSE-MIRAH)	76,20	588,30	557,20	0,00	0,00	0,00	76,20	588,30	557,20
Activité 1411 Projet de Réhabilitation des Services Extérieurs du MIRAH (PRSE-MIRAH)	10,00	150,60	0,00	0,00	0,00	0,00	10,00	150,60	0,00
TOTAL DU PROGRAMME 1	8 234,71	9 065,53	9 133,51	0,00	0,00	0,00	8 234,71	9 065,53	9 133,51

II.2.2. Programme 2 : Développement de l'élevage

II.2.2.1. Stratégie du programme

Tableau 4. : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 2 : Développement de l'élevage	Action 2.1. Gestion de l'espace pastoral et de la transhumance
	Action 2.2. Promotion et modernisation des élevages et produits d'élevage

II.2.2.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 2 : Développement de l'élevage						
Objectifs spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2017	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2019	2020	2021	
OS 1: Accroître la production des ressources animales	Nombre de missions de sensibilisation réalisées	3	15	17	ND	Dénombrement Source : DNAGEP
	Taux de croissance du cheptel : - Vaches reproductrices - Taureaux reproducteurs - Effectif total : - Taux de croît net :	264 18 867 2,44 %	455 21 987 ND	645 22 1012 ND	ND	Nombre d'animaux acquis / Effectif d'animaux existants Source : PROGIRS/MIRAH
	Quantité de fourrages vert produits par an (tonne)	80 835	97 835	97 835	ND	Dénombrement Source : PROGIRS
	Nombre de matrices disponibles par an par espèce Bovins : - Ndama : - Azawack : - Goudales : - Métis (Holstein, Montbéliard, Brune des Alpes) Ovins : - Djallonké : Caprins : - Djallonké :	246 18 226 24 383	205 28 146 70 634	290 42 205 164 729	ND	Dénombrement Source : PROGIRS

Programme 2 : Développement de l'élevage						
Objectifs spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2017	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2019	2020	2021	
		43	171	412		
	Nombre d'abattages contrôlés par la SIVAC	28169	32 000	35 000	ND	Dénombrement source : SIVAC
	Nombre de géniteurs porcins améliorés produits et diffusés par an	0	300	300	ND	Dénombrement Source : PREFIPORC
	Taux de réhabilitation de l'abattoir	22%	40%	60%	ND	Nombre de structures de l'abattoir réhabilité / Nombre total de structures de l'abattoir à réhabiliter Source : PRASIVAC

II.2.2.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

En million FCFA		Projections		
		2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 2 : DEVELOPPEMENT DE L'ELEVAGE		1 155,64	3 933,21	5 798,85
	Personnel	0,00	0,00	0,00
	Biens et services	390,01	401,71	413,76
	Transferts	210,00	216,30	222,79
	Investissements	555,63	3 315,20	5 162,30
	<i>Trésor</i>	555,63	3 315,20	5 162,30
	<i>Financement extérieur (Dons/Emprunts)</i>	0,00	0,00	0,00

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 2 : DEVELOPPEMENT DE L'ELEVAGE									
Action 2.1: Gestion de l'espace pastoral et de la transhumance									
S/Total action2.1	644,71	1 761,30	1 771,69	0,00	0,00	0,00	644,71	1 761,30	1 771,69
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	336,31	346,40	356,79	0,00	0,00	0,00	336,31	346,40	356,79
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	308,40	1 414,90	1 414,90	0,00	0,00	0,00	308,40	1 414,90	1 414,90
Trésor	308,40	1 414,90	1 414,90	0,00	0,00	0,00	308,40	1 414,90	1 414,90
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	336,31	346,40	356,79	0,00	0,00	0,00	336,31	346,40	356,79
Activité 211 Promouvoir la qualité des denrées destinées à l'alimentation animale et gérer les plans d'aménagement pastoraux et les parcours	20,00	20,60	21,22	0,00	0,00	0,00	20,00	20,60	21,22
Activité 212 Animer le Ranch de la Marahoué	316,31	325,80	335,57	0,00	0,00	0,00	316,31	325,80	335,57
Investissements	308,40	1 414,90	1 414,90	0,00	0,00	0,00	308,40	1 414,90	1 414,90
Trésor	308,40	1 414,90	1 414,90	0,00	0,00	0,00	308,40	1 414,90	1 414,90
Activité 213 Projet de Gestion intégrée des Ranchs et Stations (PROGIRS)	308,40	1 414,90	1 414,90	0,00	0,00	0,00	308,40	1 414,90	1 414,90
Action 2.2: Promotion et modernisation des élevages et produits d'élevage									
S/Total action2.2	510,93	2 171,91	4 027,16	0,00	0,00	0,00	510,93	2 171,91	4 027,16
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	53,70	55,31	56,97	0,00	0,00	0,00	53,70	55,31	56,97
Transferts	210,00	216,30	222,79	0,00	0,00	0,00	210,00	216,30	222,79
Investissements	247,23	1 900,30	3 747,40	0,00	0,00	0,00	247,23	1 900,30	3 747,40
Trésor	247,23	1 900,30	3 747,40	0,00	0,00	0,00	247,23	1 900,30	3 747,40
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	53,70	55,31	56,97	0,00	0,00	0,00	53,70	55,31	56,97
Activité 221 Suivre la mise en œuvre des politiques de développement de l'élevage et l'approvisionnement des marchés en produits de qualité	22,50	23,18	23,87	0,00	0,00	0,00	22,50	23,18	23,87
Activité 222 Prendre en charge les contributions de la Côte d'Ivoire auprès du Centre International de Recherche-Développement sur l'Élevage en zone Sub-humide (CIRDES)	31,20	32,14	33,10	0,00	0,00	0,00	31,20	32,14	33,10

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 2 : DEVELOPPEMENT DE L'ELEVAGE									
Transferts	210,00	216,30	222,79	0,00	0,00	0,00	210,00	216,30	222,79
Activité 223 Animer la Société Ivoirienne d'Abattage et de Charcuterie (SIVAC)	210,00	216,30	222,79	0,00	0,00	0,00	210,00	216,30	222,79
Investissements	247,23	1 900,30	3 747,40	0,00	0,00	0,00	247,23	1 900,30	3 747,40
Trésor	247,23	1 900,30	3 747,40	0,00	0,00	0,00	247,23	1 900,30	3 747,40
Activité 225 Projet d'Appui au Développement de l'Elevage en Côte d'Ivoire	180,30	700,00	800,00	0,00	0,00	0,00	180,30	700,00	800,00
Activité 226 Projet de relance de la de la filière porcine par l'Amélioration Génétique	36,92	20,00	2 057,40	0,00	0,00	0,00	36,92	20,00	2 057,40
Activité 227 Projet de Réhabilitation de l'Abattoir de la SIVAC	10,00	305,30	0,00	0,00	0,00	0,00	10,00	305,30	0,00
Activité 228 Projet d'insertion des Jeunes et Femmes en Aviculture en Côte d'Ivoire (PIJFAC)	20,00	875,00	890,00	0,00	0,00	0,00	20,00	875,00	890,00
TOTAL DU PROGRAMME 2	1 155,64	3 933,21	5 798,85	0,00	0,00	0,00	1 155,64	3 933,21	5 798,85

II.2.3. Programme 3 : Gestion durable des Ressources Halieutiques

.2.3.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 3 : Gestion durable des Ressources Halieutiques	Action 3.1. Promotion des activités aquacoles, des pêches et des produits halieutiques
	Action 3.2. Préservation et gestion des ressources halieutiques

II.2.3.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance

Programme 3 : Gestion durable des Ressources Halieutiques						
Objectif spécifique :	Indicateurs de performance	Situation de référence 2017	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2019	2020	2021	
OS1 : Accroître la production halieutique	Nombre de fermes aquacoles multiplicatrices appuyées (Projet Brésilien)	5	2	1	ND	Dénombrement Source : PDDPA
	Taux de saisie sanitaire de produits halieutiques impropres à la consommation humaine par rapport à la quantité de produits débarqués	20%	10%	0	ND	Quantité de produits saisis / la quantité totale de produits débarqués Source : DAP
	Nombre d'alevins de tilapia diffusés par an	500 000	1 000 000	1 500 000	ND	Dénombrement Source : PAGDRH / DAP
	Nombre d'alevins de silure diffusés par an	0	150 000	200 000	ND	
	Nombre d'alevins de mâchoirons diffusés par an	83 000	100 000	150 000	ND	
	Nombre de système de surveillance des navires de pêche mis en place et fonctionnel (VMS, ERS, Radar Sat)	2	3	3	ND	
Proportion d'unités de pêche ayant des engins avec des mailles réglementaires	5%	20%	30%	ND	Nombre d'unité de pêche ayant des engins avec des mailles réglementaires /Nombre total d'engins de pêche Source : AEP-NANSEN /DAP	

II.2.3.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

En million de FCFA		Projections		
		2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 3 : GESTION DURABLE DES RESSOURCES HALIEUTIQUES		9 001,82	7 630,50	5 746,42
	Personnel	0,00	0,00	0,00
	Biens et services	1 505,44	1 550,60	1 597,12
	Transferts	0,00	0,00	0,00
	Investissements	7 496,38	6 079,90	4 149,30
	Trésor	1 526,80	1 632,00	529,50
	Financement extérieur (Dons/Emprunts)	5 969,58	4 447,90	3 619,80

Tableau 7: Budget détaillé du programme

En million de FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projection Finale		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 3 : GESTION DURABLE DES RESSOURCES HALIEUTIQUES									
Action 3.1: Promotion des activités aquacoles, des pêches et des produits halieutiques									
S/Total action3.1	7 481,78	5 346,20	3 466,82	0,00	0,00	0,00	7 481,78	5 346,20	3 466,82
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Bien et service	1 505,44	1 550,60	1 597,12	0,00	0,00	0,00	1 505,44	1 550,60	1 597,12
Transfert	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissement	5 976,34	3 795,60	1 869,70	0,00	0,00	0,00	5 976,34	3 795,60	1 869,70
Trésor	1 001,86	1 177,70	444,20	0,00	0,00	0,00	1 001,86	1 177,70	444,20
Financement extérieur	4 974,48	2 617,90	1 425,50	0,00	0,00	0,00	4 974,48	2 617,90	1 425,50
Bien et service	1 505,44	1 550,60	1 597,12	0,00	0,00	0,00	1 505,44	1 550,60	1 597,12
Activité 311 Mettre en œuvre de la politique de développement et l'approvisionnement des marchés en produits halieutiques de qualité	20,00	20,60	21,22	0,00	0,00	0,00	20,00	20,60	21,22
Activité 312 Prendre en charge les contributions de la Côte d'Ivoire auprès du Comité des Pêches du Centre Ouest du Golfe de Guinée (CPCO)	65,44	67,40	69,43	0,00	0,00	0,00	65,44	67,40	69,43
Activité 313 Apurer les passifs de l'Etat vis-à-vis des entreprises franches	1 420,00	1 462,60	1 506,48	0,00	0,00	0,00	1 420,00	1 462,60	1 506,48
Investissement	1 001,86	1 177,70	444,20	0,00	0,00	0,00	1 001,86	1 177,70	444,20
Trésor	1 001,86	1 177,70	444,20	0,00	0,00	0,00	1 001,86	1 177,70	444,20
Activité 314 Projet du système intégré de pisciculture et de production maraichère (Aquaponie / MIRAH)	30,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30,00	0,00	0,00
Activité 317 Projet de développement durable des pêches et de l'aquaculture en Côte d'Ivoire avec la coopération brésilienne	73,50	2,00	0,00	0,00	0,00	0,00	73,50	2,00	0,00
Activité 318 Projet de construction et gestion du débarcadère de Locodjro (PDA Locodjro)	120,00	214,40	0,00	0,00	0,00	0,00	120,00	214,40	0,00
Activité 319 Projet de construction et gestion du débarcadère de Grand Lahou (PDA Grand-Lahou)	268,60	210,10	0,00	0,00	0,00	0,00	268,60	210,10	0,00
Activité 3110 Projet de construction du débarcadère et du marché central de Sassandra (Projet Sassandra)	389,76	751,20	444,20	0,00	0,00	0,00	389,76	751,20	444,20
Activité 3111 Projet de Relance de la Production Piscicole Continentale (PREPICO)	120,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	120,00	0,00	0,00
Financement extérieur	4 974,48	2 617,90	1 425,50	0,00	0,00	0,00	4 974,48	2 617,90	1 425,50
Activité 317 Projet de développement durable des pêches et de l'aquaculture en Côte d'Ivoire avec la coopération brésilienne	117,80	117,90	0,00	0,00	0,00	0,00	117,80	117,90	0,00

En million de FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projection Finale		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 3 : GESTION DURABLE DES RESSOURCES HALIEUTIQUES									
Activité 319 Projet de construction et gestion du débarcadère de Grand Lahou (PDA Grand-Lahou)	456,68	117,50	0,00	0,00	0,00	0,00	456,68	117,50	0,00
Activité 3110 Projet de construction du débarcadère et du marché central de Sassandra (Projet Sassandra)	4 200,00	2 382,50	1 425,50	0,00	0,00	0,00	4 200,00	2 382,50	1 425,50
Activité 3111 Projet de Relance de la Production Piscicole Continentale (PREPICO)	200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	200,00	0,00	0,00
Action 3.2: Préservation et gestion des ressources halieutiques									
S/Total action3.2	1 520,04	2 284,30	2 279,60	0,00	0,00	0,00	1 520,04	2 284,30	2 279,60
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Bien et service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Transfert	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissement	1 520,04	2 284,30	2 279,60	0,00	0,00	0,00	1 520,04	2 284,30	2 279,60
Trésor	524,94	454,30	85,30	0,00	0,00	0,00	524,94	454,30	85,30
Financement extérieur	995,10	1 830,00	2 194,30	0,00	0,00	0,00	995,10	1 830,00	2 194,30
Investissement	1 520,04	2 284,30	2 279,60	0,00	0,00	0,00	1 520,04	2 284,30	2 279,60
Trésor	524,94	454,30	85,30	0,00	0,00	0,00	524,94	454,30	85,30
Activité 321 Programme d'appui à la gestion durable des ressources halieutiques (PAGDRH)	414,94	213,80	0,00	0,00	0,00	0,00	414,94	213,80	0,00
Activité 322 Projet de développement durable des ressources génétiques du Tilapia du Nil dans le bassin de la volta (TIVO)	0,00	163,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	163,50	0,00
Activité 323 Projet d'appui à la mise en œuvre de l'approche écosystémique des pêches (Projet AEP-NANSEN)	45,00	77,00	85,30	0,00	0,00	0,00	45,00	77,00	85,30
Activité 324 Projet de Renforcement des moyens d'existence des communautés de Pêche du lac de Buyo (Projet Buyo)	65,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	65,00	0,00	0,00
Financement extérieur	995,10	1 830,00	2 194,30	0,00	0,00	0,00	995,10	1 830,00	2 194,30
Activité 321 Programme d'appui à la gestion durable des ressources halieutiques (PAGDRH)	644,10	1 800,00	2 164,30	0,00	0,00	0,00	644,10	1 800,00	2 164,30
Activité 323 Projet d'appui à la mise en œuvre de l'approche écosystémique des pêches (Projet AEP-NANSEN)	238,00	17,00	17,00	0,00	0,00	0,00	238,00	17,00	17,00
Activité 324 Projet de Renforcement des moyens d'existence des communautés de Pêche du lac de Buyo (Projet Buyo)	113,00	13,00	13,00	0,00	0,00	0,00	113,00	13,00	13,00
TOTAL DU PROGRAMME 3	9 001,82	7 630,50	5 746,42	0,00	0,00	0,00	9 001,82	7 630,50	5 746,42

II.2.4. Programme 4 : Amélioration de la Santé Animale, du bien être animale et de l'Hygiène Publique Vétérinaire

II.2.4.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 4 : Amélioration de la santé animale, du bien-être animal et de l'hygiène publique vétérinaire	Action 4. 1 : Amélioration de la Santé animale et de la lutte contre les Epizooties
	Action 4. 2 : Renforcement de l'hygiène publique vétérinaire et de la sécurité sanitaire des aliments

II.2.4.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance

Programme 4 : Amélioration de la Santé animale, du bien être animale et de l'Hygiène Publique Vétérinaire						
Objectifs spécifiques :	Indicateurs de performance	Situation de référence 2017	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2019	2020	2021	
OS 1 : Améliorer la santé animale, l'hygiène publique et la qualité des denrées alimentaires d'origine animale	Taux de couverture vaccinale contre la PPCB par an	24%	80%	80%	ND	Nombre d'animaux vaccinés / Effectif national de l'espèce Sources : DSV
	Taux de couverture vaccinale contre la PPR par an	10%	60%	80%	ND	
	Taux de couverture vaccinale contre la maladie de Newcastle par an	89%	80%	80%	ND	
	Taux de couverture vaccinale contre le charbon bactérien (%)	15%	60%	80%	ND	
	Taux de couverture vaccinale contre la fièvre aphteuse	0	60%	80%	ND	
	Taux de couverture vaccinale contre la rage	10%	30%	50%	ND	
	Nombre d'établissements agréés pour l'importation des médicaments, aliments médicamenteux et produits vétérinaires	11%	15%	15%	ND	Dénombrement Source : Rapport : DSV

II.2.4.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

En million FCFA		Projections		
		2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 4 : AMÉLIORATION DE LA SANTÉ ANIMALE, DU BIEN ETRE ANIMAL ET DE L'HYGIÈNE PUBLIQUE VÉTÉRINAIRE		439,36	749,72	810,21
	Personnel	0,00	0,00	0,00
	Biens et services	339,54	349,72	360,21
	Transferts	0,00	0,00	0,00
	Investissements	99,82	400,00	450,00
	Trésor	99,82	400,00	450,00
	Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0,00	0,00	0,00

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 4 : AMÉLIORATION DE LA SANTÉ ANIMALE, DU BIEN ETRE ANIMAL ET DE L'HYGIÈNE PUBLIQUE VÉTÉRINAIRE									
Action 4.1: Amélioration de la Santé animale et de la lutte contre les épizooties									
S/Total action1	187,13	489,92	542,62	0,00	0,00	0,00	187,13	489,92	542,62
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	87,31	89,92	92,62	0,00	0,00	0,00	87,31	89,92	92,62
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	99,82	400,00	450,00	0,00	0,00	0,00	99,82	400,00	450,00
Trésor	99,82	400,00	450,00	0,00	0,00	0,00	99,82	400,00	450,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	87,31	89,92	92,62	0,00	0,00	0,00	87,31	89,92	92,62
Activité 411 Rendre disponible les médicaments et les produits vétérinaires de qualité	34,72	35,76	36,84	0,00	0,00	0,00	34,72	35,76	36,84
Activité 412 Prendre en charge les contributions de la Côte d'Ivoire auprès de l'Organisation Internationale des Epizooties (OIE)	52,58	54,16	55,79	0,00	0,00	0,00	52,58	54,16	55,79

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 4 : AMÉLIORATION DE LA SANTÉ ANIMALE, DU BIEN ETRE ANIMAL ET DE L'HYGIÈNE PUBLIQUE VÉTÉRINAIRE									
Investissements	99,82	400,00	450,00	0,00	0,00	0,00	99,82	400,00	450,00
Trésor	99,82	400,00	450,00	0,00	0,00	0,00	99,82	400,00	450,00
Activité 413 Projet d'Amélioration De La Santé Animale Et De l'Hygiène Publique Vétérinaire (PASA-HPV)	99,82	400,00	450,00	0,00	0,00	0,00	99,82	400,00	450,00
Action 4.2: Renforcement de l'hygiène publique vétérinaire et de la sécurité sanitaire des aliments									
S/Total action4.2	252,23	259,80	267,59	0,00	0,00	0,00	252,23	259,80	267,59
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	252,23	259,80	267,59	0,00	0,00	0,00	252,23	259,80	267,59
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	252,23	259,80	267,59	0,00	0,00	0,00	252,23	259,80	267,59
Activité 421 Inspecter les denrées alimentaires d'origine animale	252,23	259,80	267,59	0,00	0,00	0,00	252,23	259,80	267,59
TOTAL DU PROGRAMME 4	439,36	749,72	810,21	0,00	0,00	0,00	439,36	749,72	810,21

SECTION 52 : SECRETARIAT D'ETAT AUPRES DU PRMEMIER MINISTRE, CHARGE DE L'INVESTISSEMENT PRIVE

I. PRESENTATION GENERALE DU MINISTERE

I.1. Situation du Secteur

I.1.1. Problèmes majeurs

- l'absence de stratégies complètes de facilitation des investissements ;
- l'environnement des affaires peu favorable au développement de l'initiative privée ;
- la faible contribution du secteur privé national à l'économie ;
- l'insuffisance de mobilisation des Investissements Directs Etrangers (IDE) ;
- l'absence d'identification et faiblesse dans la mise en œuvre des réformes administratives nécessaires au développement du secteur privé ;
- la faible attractivité du cadre législatif et réglementaire de promotion des Partenariats Publics Privés (PPP) ;
- l'absence de coordination des activités de promotion des investissements tant à l'extérieur qu'à l'intérieur en liaison avec les Ministères concernés ;
- la faible contribution à la création et à la gestion des zones industrielles, économiques et zones franches.

I.1.2. Réponses apportées

- la mise en place d'un département ministériel dédié à la promotion de l'investissement privé ;
- l'amélioration de l'environnement des affaires ;
- la mise en place d'un code d'investissement privé attractif;
- le développement de partenariat public-privé ;
- la création et la gestion de zones industrielles, de zones économiques et de zones franches.

I.1.3. Défis et priorités

- le développement du secteur privé ;
- l'organisation du SEPMPPIP ;
- la promotion de l'investissement privé.

I.2. Politique sectorielle

I.2.1. Principales orientations

- le renforcement de la Gouvernance des structures d'appui à la compétitivité et à l'efficacité des investissements privés ;
- le développement d'une chaîne production et de gestion des informations multisectorielles sur l'investissement privé ;
- le renforcement du dialogue bilatéral et multilatéral entre le Gouvernement et les partenaires techniques et financiers en matière de promotion de l'investissement privé.

I.2.2. Résultats stratégiques

- la gouvernance des structures d'appui est renforcée ;
- les investissements privés sont accrus.

I.3. Missions du ministère

Le Secrétaire d'Etat auprès du Premier Ministre, chargé de la Promotion de l'Investissement Privé assure la mise en œuvre de la politique du Gouvernement en matière de promotion de l'investissement privé.

A ce titre, en liaison avec les départements ministériels concernés, et sous l'autorité du Premier Ministre, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

- élaboration et mise en œuvre des stratégies adaptées pour faciliter les investissements ;
- amélioration de la compétitivité de l'environnement des affaires et promotion des initiatives privées ;
- promotion du secteur privé national et des investissements privés étrangers ;
- identification et mise en œuvre des réformes administratives nécessaires au développement du secteur privé ;
- réalisation des études nécessaires en vue de rendre plus attractif le cadre législatif et réglementaire de promotion des partenariats public-privé ;
- coordination des activités de promotion des investissements tant à l'extérieur qu'à l'intérieur, en liaison avec les Ministères concernés ;
- contribution à la création et à la gestion des zones industrielles, économiques et des zones franches.

I.4. Identification des programmes

- Programme 1 : Administration Générale ;
- Programme 2 : Promotion de l'Investissement Privé.

II. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DEPENSES - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (DPPD-PAP)

II.1. Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses (DPPD)

II.1.1. Répartition des structures dans les programmes

Tableau 1 : Cartographie administrative des programmes

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET REGIONAUX	ORGANISMES SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 1 : Administration Générale	Cabinet, DAF	-	-	-
Programme 2 : Promotion de l'Investissement Privé	-	CEPICI ; INIE ; CNP-PPP	- Projet Informatisation Doing Business - Mise en œuvre des activités Doing Business	-

II.1.2. Performance globale du ministère

Tableau 2 : Performance du ministère

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESULTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODES DE CALCUL / SOURCES DE COLLECTE
OG 1 : Renforcer la Gouvernance des structures d'appui à la compétitivité et à l'efficacité des investissements privés	RS 1 : La gouvernance des structures d'appui est renforcée	IP 1.1 : Revue de la notation de la dette de la Côte d'Ivoire par les organismes de notation (Moody's et Fitch Rating)	Note Pays annuelle des agences de notations Moody's et Fitch Rating Source : Cabinet
OG 2 : Promouvoir l'investissement privé	RS 2: Les investissements privés sont accrus	IP 2.1 : La part de l'investissement privé dans le PIB	Investissement privé / PIB Source : Cabinet

II.1.3. Financement global du ministère

Tableau 3 : Financement global

En million FCFA	PROJECTIONS DE REFERENCE			MESURES NOUVELLES			PROJECTIONS FINALES		
	2019	2020	2021	2019	2020	2021	2019	2020	2021
1. RESSOURCES	8 822,25	7 130,66	7 344,46	0,00	0,00	0,00	8 822,25	7 130,66	7 344,46
1.1 Ressources Intérieures	8 822,25	7 130,66	7 344,46	0,00	0,00	0,00	8 822,25	7 130,66	7 344,46
1.1.1 Budget Etat	8 822,25	7 130,66	7 344,46	0,00	0,00	0,00	8 822,25	7 130,66	7 344,46
1.1.2 Recettes propres (structures)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1.2 Ressources Extérieures	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2. CHARGES	8 822,25	7 130,66	7 344,46	0,00	0,00	0,00	8 822,25	7 130,66	7 344,46
2.1 Personnel	280,00	288,40	297,05	0,00	0,00	0,00	280,00	288,40	297,05
2.1.1 Solde y compris EPN	280,00	288,40	297,05	0,00	0,00	0,00	280,00	288,40	297,05
2.1.2 Contractuels hors solde	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2.2 Biens et services	871,09	897,11	923,90	0,00	0,00	0,00	871,09	897,11	923,90
2.3 Transferts	5 772,00	5 945,16	6 123,51	0,00	0,00	0,00	5 772,00	5 945,16	6 123,51
2.4 Investissements*	1 899,16	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 899,16	0,00	0,00
Trésor	1 899,16	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 899,16	0,00	0,00
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

II.2. Projets Annuels de Performance (PAP) par programme

II.2.1. Programme 1 : Administration Générale

II.2.1.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 1 : Administration Générale	Action 1.1: Coordination et animation
	Action 1.2: Gestion des ressources humaines, matérielles et financières

II.2.1.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 1 : Administration générale						
Objectifs Spécifiques (OS)	Indicateurs de performance	Situation de référence 2017	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2019	2020	2021	
OS 1 : Renforcer la Gouvernance des structures d'appui à la compétitivité et à l'efficacité des investissements privés	Nombre de réformes dans le cadre de la gouvernance effectivement mises en œuvre	02	ND	30	35	Dénombrement Source: Rapport d'activités Cabinet
	Taux de survie des entreprises créées	75%	75%	75%	78%	[1- Nombre d'entreprises ayant fait faillite / Nombre d'entreprises créées] Source: Rapport d'activités Cabinet

II.2.1.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

En million FCFA		Projections		
		2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GENERALE		1 151,09	1 185,51	1 220,95
	Personnel	280,00	288,40	297,05
	Biens et services	871,09	897,11	923,90
	Transferts	0,00	0,00	0,00
	Investissements	0,00	0,00	0,00
	Trésor	0,00	0,00	0,00
	Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0,00	0,00	0,00

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GENERALE									
Action 1.1: Coordination et animation									
S/Total action1.1	142,30	146,45	150,72	0,00	0,00	0,00	142,30	146,45	150,72
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	142,30	146,45	150,72	0,00	0,00	0,00	142,30	146,45	150,72
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	142,30	146,45	150,72	0,00	0,00	0,00	142,30	146,45	150,72
Activité 111 : Suivre les activités du ministère	138,30	142,45	146,72	0,00	0,00	0,00	138,30	142,45	146,72
Activité 112 : Prendre en charge les charges de fonctionnement de la résidence du ministre	4,00	4,00	4,00	0,00	0,00	0,00	4,00	4,00	4,00
Action 1.2: Gestion des ressources humaines, matérielles et financières									
S/Total action 1.2	1 008,79	1 039,06	1 070,23	0,00	0,00	0,00	1 008,79	1 039,06	1 070,23
Personnel	280,00	288,40	297,05	0,00	0,00	0,00	280,00	288,40	297,05
Biens et services	728,79	750,66	773,18	0,00	0,00	0,00	728,79	750,66	773,18
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Personnel	280,00	288,40	297,05	0,00	0,00	0,00	280,00	288,40	297,05
Activité 121 : Prendre en charge les salaires du personnel en centrale	280,00	288,40	297,05	0,00	0,00	0,00	280,00	288,40	297,05
Biens et services	728,79	750,66	773,18	0,00	0,00	0,00	728,79	750,66	773,18
Activité 122 : Animer les services de la DAAF	34,00	35,02	36,07	0,00	0,00	0,00	34,00	35,02	36,07
Activité 123: Elaborer le DPPD-PAP	22,00	22,66	23,34	0,00	0,00	0,00	22,00	22,66	23,34
Activité 124 : Gérer les dépenses centralisées du ministère	672,79	692,98	713,77	0,00	0,00	0,00	672,79	692,98	713,77
TOTAL DU PROGRAMME 1	1 151,09	1 185,51	1 220,95	0,00	0,00	0,00	1 151,09	1 185,51	1 220,95

II.2.2. Programme 2 : Promotion de l'investissement privé

II.2.2.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 2 : Promotion de l'investissement privé	Action 2.1: Accompagnement et suivi des activités des nouveaux entrepreneurs
	Action 2.2: Promotion des Partenariats Publics Privés
	Action 2.3: Promotion des investissements privés

II.2.2.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 2 : Promotion de l'investissement privé						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2017	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2019	2020	2021	
OS 1 : Améliorer le climat des affaires	Le rang de la Côte d'Ivoire dans le classement annuel du Doing Business de la Banque Mondiale	138	100	50	50	Rapport annuel de la Banque Mondiale / Classement Doing Business Source : Rapport Cabinet
OS 2 : Promouvoir l'investissement privé	La part de l'investissement privé dans le PIB	18%	18%	20%	28%	Investissement privé / PIB Source : Rapport Cabinet
	Taux d'occupation des zones industrielles	20%	40%	45%	60%	Nombre d'espaces en zones industrielles occupés / Nombre total d'espaces aménagés en zones industrielles Source : Cabinet

II.2.2.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

En million FCFA		Projections		
		2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 2 : PROMOTION DE L'INVESTISSEMENT PRIVE		7 671,16	5 945,16	6 123,51
	Personnel	0,00	0,00	0,00
	Biens et services	0,00	0,00	0,00
	Transferts	5 772,00	5 945,16	6 123,51
	Investissements	1 899,16	0,00	0,00
	Trésor	1 899,16	0,00	0,00
	Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0,00	0,00	0,00

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 2 : PROMOTION DE L'INVESTISSEMENT PRIVE									
Action 2.1: Accompagnement et suivi des activités des nouveaux entrepreneurs									
S/Total action2.1	761,56	784,40	807,93	0,00	0,00	0,00	761,56	784,40	807,93
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Transferts	761,56	784,40	807,93	0,00	0,00	0,00	761,56	784,40	807,93
Investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Transfert	761,56	784,40	807,93	0,00	0,00	0,00	761,56	784,40	807,93
Activité 211: Animer l'INIE	761,56	784,40	807,93	0,00	0,00	0,00	761,56	784,40	807,93
Action 2.2: Promotion des Partenariats Publics Privés									
S/Total action2.2	1 124,40	1 158,13	1 192,88	0,00	0,00	0,00	1 124,40	1 158,13	1 192,88
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Transferts	1 124,40	1 158,13	1 192,88	0,00	0,00	0,00	1 124,40	1 158,13	1 192,88
Investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Transferts	1 124,40	1 158,13	1 192,88	0,00	0,00	0,00	1 124,40	1 158,13	1 192,88
Activité 221: Faire le transfert au CNP PPP	1 124,40	1 158,13	1 192,88	0,00	0,00	0,00	1 124,40	1 158,13	1 192,88
Action 2.3 : Promotion des investissements privés									
S/Total action2.3	5 785,20	4 002,62	4 122,70	0,00	0,00	0,00	5 785,20	4 002,62	4 122,70
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Transferts	3 886,04	4 002,62	4 122,70	0,00	0,00	0,00	3 886,04	4 002,62	4 122,70
Investissements	1 899,16	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 899,16	0,00	0,00
Trésor	1 899,16	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 899,16	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
Transferts	3 886,04	4 002,62	4 122,70	0,00	0,00	0,00	3 886,04	4 002,62	4 122,70
Activité 231 : Animer le CEPICI	2 324,10	2 393,82	2 465,63	0,00	0,00	0,00	2 324,10	2 393,82	2 465,63
Activité 232 : Promouvoir l'investissement	734,24	756,27	778,96	0,00	0,00	0,00	734,24	756,27	778,96
Activité 233: Réaliser les activités du Doing Business	827,70	852,53	878,11	0,00	0,00	0,00	827,70	852,53	878,11
Investissements	1 899,16	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 899,16	0,00	0,00
Trésor	1 899,16	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 899,16	0,00	0,00
Activité 234 : Projet d'Informatisation/Doing Business	800,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	800,00	0,00	0,00
Activité 235/ Mise en œuvre activités du Doing Business / CEPICI	1 099,16	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 099,16	0,00	0,00
TOTAL DU PROGRAMME 2	7 671,16	5 945,16	6 123,51	0,00	0,00	0,00	7 671,16	5 945,16	6 123,51

SECTION 53 : SECRETARIAT D'ETAT CHARGE DU SERVICE CIVIQUE

I. PRESENTATION GENERALE DU MINISTERE

I.1. Situation du secteur

I.1.1. Problèmes majeurs

- La destruction des symboles de la République et l'atteinte à l'intégrité physique et morale des personnes qui les incarnent ;
- la prolifération des nouvelles formes de violence ;
- la non implication des populations dans les actions communautaires ;
- le non-respect de valeurs démocratiques.

I.1.2. Réponses apportées

- la prise de textes qui encadrent le service civique ;
- l'organisation d'activités d'informations, de formations et de sensibilisations sur les symboles identitaires de la République ;
- l'organisation des campagnes de sensibilisation contre les nouvelles formes de violences ;
- la sensibilisation à la pratique du volontariat, du bénévolat et des valeurs démocratiques.

I.1.3. Défis et Priorités

- le changement de mentalité et de comportement des populations pour l'adoption d'une attitude citoyenne ;
- le renforcement de la culture démocratique en Côte d'Ivoire ;
- l'accélération de l'insertion sociale et professionnelle des jeunes de 18 à 30 ans, sans diplôme ou sans titre professionnelle, en voie de marginalisation dans les centres de service civique ;
- la paix et la cohésion sociale.

I.2. Politique sectorielle

I.2.1. Principales orientations

- la mise en œuvre des actions visant la cohésion sociale ;
- l'instauration de la culture démocratique à travers les formations et les sensibilisations ;
- la sensibilisation à la bonne Gouvernance ;
- la mise en œuvre des actions visant le renforcement des valeurs d'autonomie et de responsabilité des jeunes ;
- le développement des pratiques de volontariat et de bénévolat en vue d'améliorer l'employabilité des jeunes ;
- l'engagement citoyen à travers la participation des populations aux activités communautaires.

I.2.2. Résultats stratégiques

- le Service Civique est institué et dispose d'une administration performante ;
- les Programmes Service Civique sont exécutés ;
- les populations adoptent une culture démocratique.

I.3. Missions du ministère

Le Secrétaire d'Etat chargé du Service Civique assure la mise en œuvre de la politique du Gouvernement en matière de Service Civique.

A ce titre, en liaison avec les départements ministériels concernés, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

- élaboration des projets de loi et de règlements en matière de service civique, de volontariat et de bénévolat ;
- définition et organisation du service civique ;
- promotion du développement de l'esprit civique des jeunes ;
- réglementation du service civique ;
- mise en œuvre de stratégies et d'actions de formation au civisme ;
- mise en œuvre d'actions éducatives en vue du renforcement des valeurs d'autonomie et de responsabilité, de l'esprit et du comportement civiques ;
- éducation à la vie démocratique et à l'exercice de la démocratie.

I.4. Identification des programmes

- Programme 1 : Administration générale ;
- Programme 2 : Service civique.

II. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DEPENSES-PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (DPPD-PAP)

II.1. Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses (DPPD)

II.1.1. Répartition des structures dans les programmes

Tableau 1 : Cartographie Administrative des Programmes

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET REGIONAUX	ORGANISMES SOUS TUTELLES (EPN, EPA, EPIC)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 1 : Administration Générale	Cabinet, IG, DRH, DAF, DPS, CPMP, SERCOM, SJ, SI	-	-	-
Programme 2 : Service Civique	DSCV	Office du Service Civique National (OSCN)	Programme National de Volontariat de Cote D'ivoire (PNV-CI)	Insertion sociale professionnelle des jeunes de 18-30 ans sans diplôme ou sans titre professionnelle et en voie de marginalisation

II.1.2. Performance globale du ministère

Tableau 2 : Performance du ministère

Objectifs Globaux (OG)	Résultats stratégiques (RS)	Indicateurs de performance (IP)	Méthode de calcul / source de collecte
OG 1 : améliorer le cadre juridique et institutionnel du Service Civique	RS 1 : le Service Civique est institué et dispose d'une administration performante	IP1.1 : Nombre de textes (Lois, Décrets, Arrêtés) disponibles et appliqués	Dénombrement Source : Service juridique
		IP 1.2 : Nombre de Structures fonctionnelles	Dénombrement Source : DPS
OG 2 : inculquer les valeurs civiques, citoyennes et démocratiques	RS 2.1 : les Programmes Service Civique sont exécutés	IP 2.1 : Nombre de jeunes formés aux valeurs civiques et citoyennes	Dénombrement Source : Rapport d'activités DSCV
		IP 2.2 : Nombre de populations enregistrées pour le Volontariat et le Bénévolat	Dénombrement Source : Rapport d'activités DSCV
		IP 2.3 : Nombre de jeunes de 18-30 ans en voie de marginalisation formés et réinsérés	Dénombrement Source : Rapport d'activités SCAD
	RS 2.2 : les populations adoptent une culture démocratique	IP 2.4 : Nombre de conférences, d'ateliers et campagnes nationales de sensibilisation organisés par an	Dénombrement Source : Rapport d'activités DSCV
		IP 2.5 : Nombre d'actes de violences et d'incivismes enregistrés	Dénombrement Source : DPS

II.1.3. Financement global du ministère

Tableau 3 : Financement global

En Million FCFA	PROJECTIONS DE REFERENCE			MESURES NOUVELLES			PROJECTIONS FINALES		
	2019	2020	2021	2019	2020	2021	2019	2020	2021
1. RESSOURCES	1 753,20	1 700,82	1 751,73	0,00	0,00	0,00	1 753,20	1 700,82	1 751,73
1.1 Ressources Intérieures	1 753,20	1 700,82	1 751,73	0,00	0,00	0,00	1 753,20	1 700,82	1 751,73
1.1.1 Budget Etat	1 753,20	1 700,82	1 751,73	0,00	0,00	0,00	1 753,20	1 700,82	1 751,73
1.1.2 Recettes propres (structures)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1.2 Ressources Extérieures	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

En Million FCFA	PROJECTIONS DE REFERENCE			MESURES NOUVELLES			PROJECTIONS FINALES		
	2019	2020	2021	2019	2020	2021	2019	2020	2021
2. CHARGES	1 753,20	1 700,82	1 751,73	0,00	0,00	0,00	1 753,20	1 700,82	1 751,73
2.1 Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2.1.1 Solde y compris EPN	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2.1.2 Contractuels hors solde	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2.2 Biens et services	1 651,40	1 700,82	1 751,73	0,00	0,00	0,00	1 651,40	1 700,82	1 751,73
2.3 Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2.4 Investissements*	101,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	101,80	0,00	0,00
Trésor	101,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	101,80	0,00	0,00
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

II.2. Projet Annuels de Performance (PAP) par programme

II.2.1. Programme 1 : Administration Générale

II.2.1. 1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 1 : Administration générale	Action 1.1 : Coordination et animation
	Action 1.2 : Information et communication
	Action 1.3 : Gestion des ressources humaines, matérielles et financières
	Action 1.4 : Planification, programmation et suivi-évaluation

II.2.1. 2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programmes-1 : Administration Générale						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2017	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2019	2020	2021	
OS 1 : améliorer le cadre juridique et institutionnel du Service Civique	Nombre de textes signés	1	2	2	2	Dénombrement Source : Service juridique
	Nombre de conventions signées	2	2	2	2	Dénombrement Source : Cabinet du Ministre
	Nombre de missions d'inspection	0	5	5	5	Dénombrement Source : Rapports d'inspection
	Nombre de rapports d'évaluation	0	5	5	5	Dénombrement Source : Rapport d'activités DPS
	Taux d'exécution du plan de communication	0	90%	92%	95%	Actions exécutées / Actions prévues Source : SERCOM
OS 2 : rationaliser la gestion des ressources humaines, financières et matérielles	Nombre de formations organisées	4	4	6	8	Dénombrement Source : Rapport d'activités DRH et DSCV
	Nombre d'agents formés	0	21	28	30	Dénombrement Source : Rapport d'activités DRH
	Taux d'exécution budgétaire	80%	80%	80%	90%	Budget exécuté / crédits autorisés du budget actuel Source : Rapport DAF
	Taux d'exécution de marchés publics	80%	80%	90%	95%	Marché exécuté / marché autorisé Source : Rapport d'activités CPMP

II.2.1.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

En million FCFA		Projections		
		2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GENERALE		802,22	826,17	850,83
	Personnel	0,00	0,00	0,00
	Biens et services	802,22	826,17	850,83
	Transferts	0,00	0,00	0,00
	Investissements	0,00	0,00	0,00
	Trésor	0,00	0,00	0,00
	Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0,00	0,00	0,00

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GENERALE									
Action 1 : Coordination et animation									
S/Total action1	442,00	455,14	468,67	0,00	0,00	0,00	442,00	455,14	468,67
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	442,00	455,14	468,67	0,00	0,00	0,00	442,00	455,14	468,67
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	442,00	455,14	468,67	0,00	0,00	0,00	442,00	455,14	468,67
Activité 1101 : Coordonner les activités du Secrétariat d'Etat	105,00	108,15	111,39	0,00	0,00	0,00	105,00	108,15	111,39
Activité 1102 : Prendre en charge les frais de domesticité du Secrétariat d'Etat	4,00	4,00	4,00	0,00	0,00	0,00	4,00	4,00	4,00
Activité 1103 : Mettre en place le dispositif juridique du Service Civique	24,00	24,72	25,46	0,00	0,00	0,00	24,00	24,72	25,46
Activité 1104 : Inspecter et auditer les structures du secrétariat d'Etat chargé du Service Civique	29,00	29,87	30,77	0,00	0,00	0,00	29,00	29,87	30,77
Activité 1105 : Prendre en charge les conférences et Missions Hors CI	280,00	288,40	297,05	0,00	0,00	0,00	280,00	288,40	297,05

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GENERALE									
Action 2 : Information et communication									
S/Total action2	39,00	40,17	41,38	0,00	0,00	0,00	39,00	40,17	41,38
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	39,00	40,17	41,38	0,00	0,00	0,00	39,00	40,17	41,38
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	39,00	40,17	41,38	0,00	0,00	0,00	39,00	40,17	41,38
Activité 1201 : Développer et mettre en œuvre un schéma directeur informatique,	15,00	15,45	15,91	0,00	0,00	0,00	15,00	15,45	15,91
Activité 1202 : Concevoir et mettre en œuvre le plan de communication et d'information du Secrétariat d'Etat	24,00	24,72	25,46	0,00	0,00	0,00	24,00	24,72	25,46
Action 3 : Gestion des ressources humaines, matérielles et financières									
S/Total action3	293,22	302,02	311,08	0,00	0,00	0,00	293,22	302,02	311,08
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	293,22	302,02	311,08	0,00	0,00	0,00	293,22	302,02	311,08
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	293,22	302,02	311,08	0,00	0,00	0,00	293,22	302,02	311,08
Activité 1301 : Elaborer et mettre en œuvre le plan annuel de formation du personnel	24,00	24,72	25,46	0,00	0,00	0,00	24,00	24,72	25,46
Activité 1302 : Elaborer et exécuter le budget du Secrétariat d'Etat	50,02	51,52	53,07	0,00	0,00	0,00	50,02	51,52	53,07
Activité 1303 : Elaborer, suivre et évaluer la mise en œuvre du CDMT du Secrétariat d'Etat Chargé du Service Civique	25,00	25,75	26,52	0,00	0,00	0,00	25,00	25,75	26,52
Activité 1304 : Gérer les dépenses centralisées du Secrétariat d'Etat	135,98	140,06	144,26	0,00	0,00	0,00	135,98	140,06	144,26
Activité 1305 : Gérer les marchés publics du Secrétariat d'Etat	10,00	10,30	10,61	0,00	0,00	0,00	10,00	10,30	10,61
Activité 1306 : Prendre en charge les abonnements	48,22	49,67	51,16	0,00	0,00	0,00	48,22	49,67	51,16

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GENERALE									
Action 4 : Planification, programmation et suivi-évaluation									
S/Total action4	28,00	28,84	29,71	0,00	0,00	0,00	28,00	28,84	29,71
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	28,00	28,84	29,71	0,00	0,00	0,00	28,00	28,84	29,71
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	28,00	28,84	29,71	0,00	0,00	0,00	28,00	28,84	29,71
Activité 1401 : Suivre et évaluer l'exécution des projets du ministère et Elaborer le PIP sectoriel	28,00	28,84	29,71	0,00	0,00	0,00	28,00	28,84	29,71
TOTAL DU PROGRAMME 1									
	802,22	826,17	850,83	0,00	0,00	0,00	802,22	826,17	850,83

II.2.2. Programme 2 : Service Civique

II.2.2.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 2 : Service Civique	Action 2.1 : Promotion de la culture civique et citoyenne
	Action 2.2 : Promotion du Volontariat et du Bénévolat

II.2.2.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programmes 2 : Service Civique						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2017	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2019	2020	2021	
OS 1 : Renforcer la culture civique et citoyenne des jeunes	Nombre de jeunes marginalisés insérés	N/D	1000	1000	1000	Dénombrement Source : Rapport d'activités SCAD
	Nombre de jeunes sélectionnés pour SNJ	N/D	1100	1100	1100	Dénombrement Source : Rapport d'activités DSCV
	Nombre de jeunes Bénévoles mobilisés	N/D	5000	5000	5000	Dénombrement Source : Rapport d'activités DSCV
	Nombre de jeunes Volontaires mobilisés	1000	1000	2000	2500	Dénombrement Source : Rapport d'activités DSCV
OS 2 : Eduquer à la culture démocratique	Nombre de formations organisées	N/D	4	4	4	Dénombrement Source : Rapport d'activités DSCV
	Nombre de campagnes de sensibilisation organisées	N/D	4	4	4	Dénombrement Source : Rapport d'activités DSCV
OS3 : Rendre opérationnels les centres de Service Civique sur l'ensemble du territoire national	Nombre de centres identifiés ;	N/D	5	5	5	Dénombrement Source : Rapport d'activités DSCV
	Taux de réhabilitation des centres	N/D	1	1	1	Nombre de centres réhabilités / total des centres identifiés Source : Rapport d'activités DSCV
	Taux d'équipement des centres.	N/D	80%	85%	90%	Equipements livrés / équipements prévus Source : Rapport d'activités DSCV

II.2.2.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

En million FCFA		Projections		
		2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 2 : SERVICE CIVIQUE		950,98	874,66	900,90
	Personnel	0,00	0,00	0,00
	Biens et services	849,18	874,66	900,90
	Transferts	0,00	0,00	0,00
	Investissements	101,80	0,00	0,00
	Trésor	101,80	0,00	0,00
	Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0,00	0,00	0,00

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 2 : SERVICE CIVIQUE									
Action 1 : Promotion de la culture civique et citoyenne									
S/Total action1	819,18	843,76	869,07	0,00	0,00	0,00	819,18	843,76	869,07
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	819,18	843,76	869,07	0,00	0,00	0,00	819,18	843,76	869,07
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	819,18	843,76	869,07	0,00	0,00	0,00	819,18	843,76	869,07
Activité 2101 : Prendre en charge les salaires du Personnel de l'Office	789,18	812,86	837,24	0,00	0,00	0,00	789,18	812,86	837,24
Activité 2102 : Opérationnaliser l'Office du Service Civique National (SCAD et jeunes en voie de radicalisation)	30,00	30,90	31,83	0,00	0,00	0,00	30,00	30,90	31,83
Action 2 : Promotion du volontariat et du bénévolat									
S/Total action2	131,80	30,90	31,83	0,00	0,00	0,00	131,80	30,90	31,83
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	30,00	30,90	31,83	0,00	0,00	0,00	30,00	30,90	31,83
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	101,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	101,80	0,00	0,00
Trésor	101,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	101,80	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	30,00	30,90	31,83	0,00	0,00	0,00	30,00	30,90	31,83
Activité 2201 : Organiser une grande campagne de sensibilisation des populations à la pratique du volontariat et du Bénévolat sur l'ensemble du territoire national	30,00	30,90	31,83	0,00	0,00	0,00	30,00	30,90	31,83

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 2 : SERVICE CIVIQUE									
Investissements	101,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	101,80	0,00	0,00
Trésor	101,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	101,80	0,00	0,00
Activité 2202 : Mettre en œuvre le Programme National de Volontariat (PNV-CI) à l'endroit de 1000 jeunes de 18 à 35 ans avec 30% de filles	101,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	101,80	0,00	0,00
TOTAL DU PROGRAMME 2									
	950,98	874,66	900,90	0,00	0,00	0,00	950,98	874,66	900,90

SECTION 54 : SECRETARIAT D'ETAT AUPRES DU MINISTRE DU COMMERCE, CHARGE DES PME

I. PRESENTATION GENERALE

I.1. Situation du Secteur

I.1.1. Problèmes majeurs

- la faiblesse du cadre réglementaire du secteur ;
- la démotivation des agents en raison des conditions de travail difficiles ;
- l'insuffisance de la formation continue des agents ;
- l'insuffisance de moyens matériels ;
- l'insuffisance de la vulgarisation des textes régissant les activités du secteur ;
- l'inexistence des systèmes de planification, de statistiques et d'information;
- la faible visibilité des activités du Secteur dans les médias nationaux et internationaux ;
- l'environnement des affaires encore peu favorable pour les PME ;
- les difficultés persistantes d'accès au financement et l'inadaptation des dispositifs financiers existants ;
- les difficultés d'accès au foncier et aux zones industrielles PME ;
- l'inadaptation des mesures fiscales à la spécificité des PME;
- l'insuffisance de moyens d'informations statistiques sur le secteur ;
- la faible capacité managériale des dirigeants de PME;
- la faible productivité à laquelle s'ajoutent la qualité approximative des produits et des services proposés et le manque d'innovation ;
- l'insuffisante concertation entre les PME et le secteur Public ;
- le cadre de concurrence peu favorable aux PME face aux grandes entreprises ;
- le manque de formation et de qualification des entrepreneurs ;
- les difficultés d'accès au financement et aux produits financiers adaptés ;
- le problème du soutien au développement de l'innovation par les politiques ;
- la difficulté de mise en œuvre de la Stratégie Nationale de Développement des PME ;
- l'absence de coordination des organisations publiques, parapubliques et privées d'encadrement et des initiatives en faveur des PME ;
- l'insuffisance d'actions de promotion, de traçabilité, de distribution et de commercialisation des produits et services du secteur PME ;
- la faiblesse du système de protection sociale pour les acteurs du secteur PME.

I.2.1. Réponses apportées

I.2.1.1. Au niveau du cadre législatif et réglementaire

- l'adoption d'une loi d'orientation de la politique nationale de développement des PME (Loi n°2014-140 du 24 mars 2014) ;
- l'adoption de loi sur le développement du crédit-bail (Loi n°2017-802 du 07 décembre 2017 relative au crédit-bail)
- la signature du décret n°2015-525 du 15 juillet 2015 modifiant le décret n°2009-259 du 06 août 2009 portant code des marchés publics, tel que modifié par le décret n°2014-306 du 27 mai 2014 ; fixant un quota des marchés publics aux PME et introduisant d'une marge de préférence 5% pour la sous-traitance locale ;
- la signature du décret n° 2015-525 du 15 juillet 2015 prévoyant des mesures de facilitation de l'accès des PME à la commande publique ;

- la signature du décret n° 2016-112 du 24 février 2016 portant modalités d'acquisition et de perte de la qualité des PME ;
- l'adoption du décret n° 2016-1102 du 07 décembre 2016 portant attributions, organisation et fonctionnement de l'agence en charge de la promotion des petites et moyennes entreprises, dénommée « Agence Côte d'Ivoire PME » ;
- l'adoption du décret n°2016-852 du 19 octobre 2016 déterminant les conditions de création et de fonctionnement des structures d'accompagnement et d'aide aux porteurs de projets et aux créateurs d'entreprises ;
- la signature de l'arrêté n°112/MPMBPE/DGBF/DMP du 08 mars 2016 portant procédures concurrentielles simplifiées ;
- l'adoption du projet de loi portant création, organisation, et fonctionnement de la Caisse des Dépôts et Consignations de Côte d'Ivoire (CDC-CI) ;
- la mise en place de dispositions avantageuses spécifiques aux PME, contenues dans le nouveau Code des Investissements (Ordonnance n°2012-487 du 07 juin 2012) ;
- la signature de la Charte de sous-traitance et de cotraitance des PME par les représentants des grandes entreprises, ceux des petites entreprises et 4 Ministres;
- l'élaboration d'un texte encadrant le secteur des incubateurs.

I.2.1.2. Au niveau du cadre institutionnel et organisationnel

- la création d'un Secrétariat d'Etat dédié aux PME par le décret n° 2018-618 du 10 juillet 2018 portant attributions des membres du Gouvernement;
- l'adoption d'un document de Stratégie de Développement des PME, baptisé « Programme Phœnix pour les PME »;
- l'opérationnalisation de l'Agence Côte d'Ivoire PME chargée de faire la promotion des PME ivoiriennes;
- le renforcement de l'ancrage institutionnel de l'Agence Cote d'Ivoire PME par la mise en place de son Conseil de surveillance ;
- la création de la caisse de dépôt et de consignation ;
- la mise en œuvre du crédit d'impôt en 2016 ;
- la création du bureau d'information sur le crédit dans les Etats membres de l'Union Monétaire Ouest Africaine (UMOA) ;
- la signature de la convention cadre avec la Banque Publique d'Investissement de France (Bpifrance) ;
- l'adoption d'une CCM relative au projet de création du Fonds de Garantie des PME;
- la mise en place d'une plateforme collaborative entre le Secrétariat d'Etat et la DMP ;
- la mise en place d'une plateforme collaborative entre le Secrétariat d'Etat et la DGTPC;
- la signature d'une convention cadre avec l'Incubateur Régional d'Aquitaine de Bordeaux (IRA) ;
- l'opérationnalisation de l'Incubateur d'Abidjan baptisé « DREAM FACTORY » ;
- la mise en œuvre du Programme d'action pour la promotion et le financement des PME dans l'UEMOA (PAPF-PME) 2013-2015 ;
- l'organisation annuelle d'une journée nationale de promotion des PME;
- l'organisation des caravanes de sensibilisation à l'entrepreneuriat, des compétitions de business plan et la célébration d'entrepreneurs ;
- la création du Comité d'Identification des Structures d'Appui ;
- la signature d'une convention avec la Banque Atlantique Côte d'Ivoire (BACI) et Coris Bank et le Ministère en charge des PME ;
- le développement en cours d'une plateforme électronique complète d'information et de réalisation des formalités à destination des PME ;
- l'organisation des sessions de formation spécifiques avec les responsables des PME vertes et les Banques ;
- l'opérationnalisation de la Cour d'Appel du Tribunal de Commerce ;
- l'installation de 13 nouveaux Conseillers consulaires;
- la restructuration de la Commission de la Concurrence ;
- la mise en place d'une plateforme collaborative avec le Ministère de l'Education;
- la réalisation en cours des études relatives au programme pluriannuel de renforcement de capacité des cadres et dirigeants des PME, à l'amorçage et au Business Angel et à la plateforme électronique d'identification des PME.

I.1.3. Défis et priorités

I.1.3.1. Défis

- l'amélioration de l'accès aux financements et aux marchés des PME ;
- le renforcement des capacités techniques et managériales des acteurs du secteur ;
- la forte implication du Secrétariat d'Etat dans la plateforme relative à l'amélioration du climat des affaires des PME ;
- le développement de la culture entrepreneuriale et de l'innovation ;
- la réorganisation et la rationalisation institutionnelles par l'opérationnalisation effective des Structures comme l'Agence Côte d'Ivoire et l'Observatoire des PME;
- le renforcement des organisations et fédérations professionnelles des PME ;
- la signature de partenariats avec les bailleurs publics, privés et des acteurs d'excellence.

I.1.3.2. Priorités

- la promotion, l'assistance et l'amélioration de l'écosystème des PME ;
- la promotion de l'entrepreneuriat et de l'ingénierie d'entreprise ;
- la facilitation de l'accès au financement des acteurs du secteur des PME ;
- l'opérationnalisation de la Stratégie relative au développement et à la compétitivité des PME.

I.2. Politique sectorielle

I.2.1. Principales orientations

- la mise en œuvre de la stratégie de développement des PME ;
- la poursuite de la mise en place d'un cadre incitatif réglementaire favorable aux activités des PME ;
- les mesures d'aide et de soutien de l'Etat et des Collectivités aux PME.
- la promotion, l'assistance et l'amélioration de la compétitivité des PME ;
- la promotion de l'Entrepreneuriat et de l'Ingénierie d'Entreprise ;
- la facilitation de l'accès au financement des acteurs du secteur des PME ;
- la mise en œuvre de la Stratégie Nationale d'Appui au Développement des PME (Programme Phœnix).

I.2.2. Résultats stratégiques

- la gouvernance du secteur et la gestion efficiente des ressources humaines, matérielles et financières sont améliorées ;
- les PME sont promues et plus compétitives au niveau national et international.

I.3. Missions du ministère

Le Secrétaire d'Etat auprès du Ministre du Commerce, de l'Industrie et de la Promotion des PME, chargé de la Promotion des PME exerce, par délégation du Ministre du Commerce, de l'Industrie et de la Promotion des PME, les attributions de celui-ci relatives à la promotion des PME.

I.4. Identification des programmes

- Programme 1 : Administration Générale ;
- Programme 2 : Promotion des PME.

II. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DEPENSES - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (DPPD-PAP)

II.1. Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses (DPPD)

II.1.1. Répartition des structures dans les programmes

Tableau 1 : Cartographie administrative des programmes

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET REGIONAUX	ORGANISME SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 1 : Administration Générale	Cabinet, IG, DAF, SJ, SI, SCRPPA, CPM	-	-	-
Programme 2: Promotion des PME	DPAC-PME, DIE, DPAFM	Agence Côte d'Ivoire PME (ACIPME)	<ul style="list-style-type: none"> - Appui à l'Agence Côte d'Ivoire PME ; - Appui à l'accès des PME aux financements et aux marchés ; - Création des Incubateurs d'Entreprises ; - Mise en œuvre la stratégie de développement des PME (Programme Phoenix). 	-

II.1.2. Performance globale du ministère

Tableau 2 : Performance du ministère

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESULTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODE DE CALCUL/ SOURCE DE COLLECTE
OG 1 : Améliorer la gouvernance du secteur	RS 1 : la gouvernance du secteur et la gestion efficiente des ressources humaines, matérielles et financières sont améliorées	IP 1.1 : Nombre de textes législatifs et réglementaires élaborés et validés	Dénombrement Source : Rapport annuel Service Juridique
OG 2 : Promouvoir et rendre plus compétitives les PME	RS 2 : Les PME sont promues et plus compétitives au niveau national et international	IP 2.1 : Nombre de PME créées IP 2.2 : Nombre de PME assistées IP 2.3 : Nombre d'emplois créés dans le secteur des PME IP 2.4 : Contribution des PME au PIB	Dénombrement Source : Rapports ACIPME/DIE/ DPAFM/DPAC-PME/INS

II.1.3. Financement global du ministère

Tableau 3 : Financement global

En million FCFA	PROJECTIONS DE REFERENCE			MESURES NOUVELLES			PROJECTIONS FINALES		
	2019	2020	2021	2019	2020	2021	2019	2020	2021
1. RESSOURCES	2 218,79	3 872,64	4 673,01	0,00	0,00	0,00	2 218,79	3 872,64	4 673,01
1.1 Ressources Intérieures	2 218,79	3 872,64	4 673,01	0,00	0,00	0,00	2 218,79	3 872,64	4 673,01
1.1.1 Budget Etat	2 218,79	3 872,64	4 673,01	0,00	0,00	0,00	2 218,79	3 872,64	4 673,01
1.1.2 Recettes propres (structures)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1.2 Ressources Extérieures	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2. CHARGES	2 218,79	3 872,64	4 673,01	0,00	0,00	0,00	2 218,79	3 872,64	4 673,01
2.1 Personnel	359,74	370,53	381,65	0,00	0,00	0,00	359,74	370,53	381,65
2.1.1 Solde y compris EPN	359,74	370,53	381,65	0,00	0,00	0,00	359,74	370,53	381,65
2.1.2 Contractuels hors solde	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2.2 Biens et services	887,05	841,44	866,57	0,00	0,00	0,00	887,05	841,44	866,57
2.3 Transferts	522,00	537,66	553,79	0,00	0,00	0,00	522,00	537,66	553,79
2.4 Investissements*	450,00	2 123,00	2 871,00	0,00	0,00	0,00	450,00	2 123,00	2 871,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

II.2. Projets Annuels de Performance (PAP) par programme

II.2.1. Programme 1 : Administration Générale

II.2.1.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 1 : Administration Générale	Action 1.1 : Coordination et animation
	Action 1.2 : Gestion des systèmes d'information et de Communication
	Action 1.3 : Gestion des ressources humaines, matérielles et financières

II.2.1.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 1 : Administration Générale						
Objectifs Spécifiques (OS)	Indicateurs de performance	Situation de référence 2017	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2019	2020	2021	
OS 1 : Améliorer le cadre réglementaire et institutionnel du secteur des PME	Nombre de textes législatifs et réglementaires élaborés, validés et soumis en vue d'adoption effective	12	4	ND	ND	Dénombrement : Source : Rapport Service Juridique
	Taux de satisfaction des faitières et/ou fédérations et associations de PME	60%	75%	80%	80%	Nombre de fédérations et associations de PME satisfaites / Nombre total de fédérations et associations enquêtées Source : Rapport d'enquête
	Taux de réalisation des missions d'inspection	80%	80%	80%	80%	Nombre de missions réalisées / Nombre de missions prévues source : Rapport d'activités IG
OS 2 : Renforcer les systèmes d'informations et de communication du Secrétariat d'Etat	Taux de couverture des services en internet	85%	85%	85%	90%	Nombre des Services connectés / Nombre total de services du Ministère Source : Rapport d'activités SI
	Nombre d'actions de communication liées au secteur	3	5	5	5	Dénombrement Source : Rapport d'activités SERCOM
OS 3 : Assurer une gestion efficace des ressources humaines, matérielles et financières	Taux de satisfaction des besoins en formation du personnel	40%	50%	60%	70%	Nombre de formations réalisées/ Nombre total de formations prévues Source : Rapport d'activités DAAF
	Taux d'actions sociales réalisées	ND	40%	40%	40%	Nombre d'actions sociales réalisées / Nombre d'actions sociales survenues Source : Rapport d'activités la DAAF
	Taux d'exécution du budget	ND	100%	100%	100%	Budget exécuté / Crédits autorisés du budget actuel Source : Rapport DAAF

II.2.1.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

En million FCFA		Projections		
		2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GENERALE		1 174,79	1 137,82	1 171,83
	Personnel	359,74	370,53	381,65
	Biens et services	815,05	767,28	790,18
	Transferts	0,00	0,00	0,00
	Investissements	0,00	0,00	0,00
	Trésor	0,00	0,00	0,00
	Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0,00	0,00	0,00

Tableau 7 : Budget détaillé du programme 1

En million FCA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GENERALE									
Action 1.1: Coordination et animation									
S/Total action1.1	254,97	262,50	270,26	0,00	0,00	0,00	254,97	262,50	270,26
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	254,97	262,50	270,26	0,00	0,00	0,00	254,97	262,50	270,26
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	254,97	262,50	270,26	0,00	0,00	0,00	254,97	262,50	270,26
Activité 111 : Cordonner les activités du cabinet du Secrétariat d'Etat	205,97	212,15	218,52	0,00	0,00	0,00	205,97	212,15	218,52
Activité 112 : Prendre en charge le fonctionnement de la résidence du Secrétaire d'Etat	4,00	4,00	4,00	0,00	0,00	0,00	4,00	4,00	4,00
Activité 113 : Inspecter les services du Secrétariat d'Etat	20,00	20,60	21,22	0,00	0,00	0,00	20,00	20,60	21,22
Activité 114 : Animer le service juridique	25,00	25,75	26,52	0,00	0,00	0,00	25,00	25,75	26,52

En million FCA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
Action 1.2 : Gestion des systèmes d'information et de Communication									
S/Total action1.2	85,00	87,55	90,18	0,00	0,00	0,00	85,00	87,55	90,18
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	85,00	87,55	90,18	0,00	0,00	0,00	85,00	87,55	90,18
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	85,00	87,55	90,18	0,00	0,00	0,00	85,00	87,55	90,18
Activité 121 : Animer le service informatique	25,00	25,75	26,52	0,00	0,00	0,00	25,00	25,75	26,52
Activité 122 : Animer le service de communication	60,00	61,80	63,65	0,00	0,00	0,00	60,00	61,80	63,65
Action 1.3: Gestion des ressources humaines, matérielles et financières									
S/Total action 1.3	834,82	787,77	811,40	0,00	0,00	0,00	834,82	787,77	811,40
Personnel	359,74	370,53	381,65	0,00	0,00	0,00	359,74	370,53	381,65
Biens et services	475,08	417,23	429,75	0,00	0,00	0,00	475,08	417,23	429,75
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Personnel	359,74	370,53	381,65	0,00	0,00	0,00	359,74	370,53	381,65
Activité 131: Prendre en charge les salaires du personnel en centrale	359,74	370,53	381,65	0,00	0,00	0,00	359,74	370,53	381,65
Biens et services	475,08	417,23	429,75	0,00	0,00	0,00	475,08	417,23	429,75
Activité 132 : Gérer le budget et le patrimoine du Secrétariat d'Etat	90,73	93,45	96,26	0,00	0,00	0,00	90,73	93,45	96,26
Activité 133 : Gérer les dépenses centralisées du Secrétariat d'Etat	244,35	251,68	259,23	0,00	0,00	0,00	244,35	251,68	259,23
Activité 134 : Gérer les ressources humaines du Secrétariat d'Etat	25,00	25,75	26,52	0,00	0,00	0,00	25,00	25,75	26,52
Activité 135 : Elaborer et évaluer la mise en œuvre du DPPD-PAP	25,00	25,75	26,52	0,00	0,00	0,00	25,00	25,75	26,52
Activité 136 : Gérer les marchés publics du Secrétariat d'Etat	20,00	20,60	21,22	0,00	0,00	0,00	20,00	20,60	21,22
Activité 137 Recruter des experts pour assister le cabinet du ministère/convention BNETD	70,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	70,00	0,00	0,00
TOTAL DU PROGRAMME 1	1 174,79	1 137,82	1 171,83	0,00	0,00	0,00	1 174,79	1 137,82	1 171,83

II.2.2. Programme 2 : Promotion des PME

II.2.2.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 2 : Promotion des PME	Action 2.1 : Promotion, assistance et amélioration de la compétitivité des PME
	Action 2.2 : Opérationnalisation de l'Agence Côte d'Ivoire PME

II.2.2.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 2 : Promotion des PME						
Objectifs spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2017	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2019	2020	2021	
OS 1: Développer et rendre compétitive les PME	Nombre de PME créées	0	10.000	10.000	20.000	Dénombrement Source : Rapport d'enquête

II.2.2.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

En million FCFA		Projections		
		2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 2 : PROMOTION DES PME		1 044,00	2 734,82	3 501,17
	Personnel	0,00	0,00	0,00
	Biens et services	72,00	74,16	76,38
	Transferts	522,00	537,66	553,79
	Investissements	450,00	2 123,00	2 871,00
	Trésor	0,00	0,00	0,00
	Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0,00	0,00	0,00

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 2 : PROMOTION DES PME									
Action 2.1: Promotion, assistance et amélioration de la compétitivité des PME									
S/Total action2.1	189,00	194,67	200,51	0,00	0,00	0,00	189,00	194,67	200,51
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	72,00	74,16	76,38	0,00	0,00	0,00	72,00	74,16	76,38
Transferts	117,00	120,51	124,13	0,00	0,00	0,00	117,00	120,51	124,13
Investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	72,00	74,16	76,38	0,00	0,00	0,00	72,00	74,16	76,38
Activité 212 Animer la Direction de l'Ingénierie d'Entreprise (DIE)	24,00	24,72	25,46	0,00	0,00	0,00	24,00	24,72	25,46
Activité 213 Animer la Direction de la Promotion, de l'Assistance et de la Compétitivité des PME	24,00	24,72	25,46	0,00	0,00	0,00	24,00	24,72	25,46
Activité 214 Animer la Direction du Partenariat, de l'Accès aux Financements et aux Marchés (DPAFM)	24,00	24,72	25,46	0,00	0,00	0,00	24,00	24,72	25,46
Transferts	117,00	120,51	124,13	0,00	0,00	0,00	117,00	120,51	124,13
Activité 211 : Prendre en charge le transfert au Comité de Suivi du Programme Promo.MPME dans l'UEMOA	117,00	120,51	124,13	0,00	0,00	0,00	117,00	120,51	124,13
Action 2.2: Opérationnalisation de l'Agence Côte d'Ivoire PME									
S/Total action2.2	855,00	2 540,15	3 300,66	0,00	0,00	0,00	855,00	2 540,15	3 300,66
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Transferts	405,00	417,15	429,66	0,00	0,00	0,00	405,00	417,15	429,66
Investissements	450,00	2 123,00	2 871,00	0,00	0,00	0,00	450,00	2 123,00	2 871,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
Transferts	405,00	417,15	429,66	0,00	0,00	0,00	405,00	417,15	429,66
Activité 221: Prendre en charge le transfert à l'Agence Côte d'Ivoire PME	405,00	417,15	429,66	0,00	0,00	0,00	405,00	417,15	429,66
Investissements	450,00	2 123,00	2 871,00	0,00	0,00	0,00	450,00	2 123,00	2 871,00
Trésor	450,00	2 123,00	2 871,00	0,00	0,00	0,00	450,00	2 123,00	2 871,00
Activité 222: Appui à l'Agence Côte d'Ivoire PME	350,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	350,00	0,00	0,00
Activité 223 : Mise en œuvre stratégie devpt des PME (Phoenix)	30,00	150,00	200,00	0,00	0,00	0,00	30,00	150,00	200,00
Activité 224 : Appui à l'Accès des PME aux Financements et aux Marchés	50,00	1 373,00	1 921,00	0,00	0,00	0,00	50,00	1 373,00	1 921,00
Activité 225 : Création des incubateurs d'entreprises	20,00	600,00	750,00	0,00	0,00	0,00	20,00	600,00	750,00
TOTAL DU PROGRAMME 2	1 044,00	2 734,82	3 501,17	0,00	0,00	0,00	1 044,00	2 734,82	3 501,17

**SECTION 56 : SECRETARIAT D'ETAT AUPRES DU GARDE DES SCEAUX,
MINISTRE DE LA JUSTICE ET DES DROITS DE L'HOMME, CHARGE DES
DROITS DE L'HOMME**

56 : SECRETARIAI D'ETAT AUPRES DU GARDE DES SCEAUX, MINISTRE DE LA JUSTICE ET DES DROITS DE L'HOMME, CHARGE DES DROITS DE L'HOMME

I-PRESENTATION GENERALE DU MINISTERE

I-1- Situation du secteur

I-1-1- Problèmes majeurs

- la faiblesse des moyens humains, financiers et matériels du Secrétariat d'Etat et de la Commission Nationale des Droits de l'Homme de Côte d'Ivoire (CNDH-CI) ;
- la faible appropriation de la notion de Droits de l'Homme par de nombreux agents en situation d'autorité ;
- l'insuffisance du cadre juridique de protection des droits de l'homme.

I-1-2- Réponses apportées

- la formation et le renforcement des capacités des agents publics en situation d'autorité ;
- le renforcement du cadre juridique de protection des droits de l'homme ;
- la conformité partielle de la CNDH-CI aux principes de Paris relatifs aux institutions nationales des droits de l'homme ;
- la rédaction de l'avant-projet de loi sur la protection des défenseurs des droits de l'homme ;
- la ratification du statut de Rome portant création de la cour pénale internationale ;
- la mise en place des cliniques juridiques.

I-1-3- Défis et priorités

- la surveillance permanente de la situation des droits de l'homme ;
- la promotion des droits de l'homme par des publications ;
- l'encadrement et la protection des victimes de violation de Droits de l'Homme ;
- le renforcement des institutions en charge des Droits de l'Homme ;
- la mise en conformité totale de la commission des droits de l'homme aux principes de Paris relatifs aux institutions nationales des droits de l'homme ;
- la mise en place de points focaux des Droits de l'Homme au sein de l'ensemble des juridictions du pays ;
- le renforcement des capacités des magistrats et agents des forces de l'ordre en matière de Droits de l'Homme ;
- le renforcement des capacités des organismes de la société civile sur les activités de protection et de promotion des droits de l'homme ;
- le renforcement des échanges avec les organismes privés de promotion et de protection des droits de l'homme.

I-2- Politique du secteur

I-2-1- Principales orientations

- le renforcement du cadre institutionnel des droits de l'homme ;
- la protection des droits de l'homme ;
- la promotion des droits de l'homme.

I-2-2- Résultats stratégiques

- l'administration du Secrétariat d'Etat est moderne et performante ;
- les Droits de l'Homme sont promus et respectés.

I-3- Missions du Ministère

Le Secrétaire d'Etat auprès du Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et des Droits de l'Homme, chargé des Droits de l'Homme, exerce, par délégation du Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et des Droits de l'Homme, les attributions de celui-ci relatives aux Droits de l'Homme.

I-4- Identification des programmes

- Programme 1 : Administration générale ;
- Programme 2 : Droits de l'Homme

II. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DEPENSES - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (DPPD-PAP)

II.1. Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses (DPPD)

II.1.1. Répartition des structures dans les programmes

Tableau 1 : Cartographie administrative des programmes

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET REGIONAUX	ORGANISME SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 1 : Administration Générale	Cabinet, DAF, SC	-	-	-
Programme 2 : Droits de l'Homme	DPR, DPS	CNDH		-

II.1.2. Performance globale du ministère

Tableau 2 : Performance du ministère

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESULTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODE DE CALCUL / SOURCE DE COLLECTE
OG 1 : Contribuer à la promotion d'une Administration moderne et performante	RS 1 : l'Administration du Secrétariat d'Etat est moderne et performante	IP 1.1.1 : Taux de réalisation des activités du Secrétariat	Nombre d'activités réalisées / Total des activités planifiées Source : DPS
OG 2 : Garantir le respect des Droits de l'Homme	RS 2 : Les Droits de l'Homme sont promus et respectés	IP 2.2.1 : Nombre de caravanes de vulgarisation des Droits de l'Homme organisées	Dénombrement Source : DPS
		IP 2.2.2 : Nombre de visites de lieux de détention	Dénombrement Source : DPS
		IP 2.2.3 : Nombre de rapports produits sur la situation des Droits de l'Homme	Dénombrement Source : DPS

II.1.3. Financement global du ministère

Tableau 3 : Financement global

En million FCFA	PROJECTIONS DE REFERENCE			MESURES NOUVELLES			PROJECTIONS FINALES		
	2019	2020	2021	2019	2020	2021	2019	2020	2021
1. RESSOURCES	2 659,38	2 739,16	2 821,34	0,00	0,00	0,00	2 659,38	2 739,16	2 821,34
1.1 Ressources Intérieures	2 659,38	2 739,16	2 821,34	0,00	0,00	0,00	2 659,38	2 739,16	2 821,34
1.1.1 Budget Etat	2 659,38	2 739,16	2 821,34	0,00	0,00	0,00	2 659,38	2 739,16	2 821,34
1.1.2 Recettes propres (structures)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1.2 Ressources Extérieures	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2. CHARGES	2 659,38	2 739,16	2 821,34	0,00	0,00	0,00	2 659,38	2 739,16	2 821,34
2.1 Personnel	650,00	669,50	689,59	0,00	0,00	0,00	650,00	669,50	689,59
2.1.1 Solde y compris EPN	650,00	669,50	689,59	0,00	0,00	0,00	650,00	669,50	689,59
2.1.2 Contractuels hors solde	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2.2 Biens et services	930,75	958,67	987,43	0,00	0,00	0,00	930,75	958,67	987,43
2.3 Transferts et subventions	1 078,63	1 110,99	1 144,32	0,00	0,00	0,00	1 078,63	1 110,99	1 144,32
2.4 Investissement*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

II.2. Projets Annuels de Performance (PAP) par programme

II.2.1. Programme 1 : Administration Générale

II.2.1.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 1 : Administration générale	Action 1.1: Coordination et animation
	Action 1.2 : Gestion des ressources humaines, matérielles et financières
	Action 1.3: Gestion des systèmes d'information et de communication

II.2.1.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance de performance

Programme 1 : Administration générale						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2017	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2019	2020	2021	
OS 1 : Améliorer le cadre institutionnel en matière de droits de l'homme	Nombre de textes en matière de Droits de l'Homme	1	4	2	2	Dénombrement Source : DPS
OS2 : améliorer la gestion des ressources humaines, financières et matérielles	Nombre d'agents ayant bénéficié d'un renforcement de capacités	0	4	8	10	Dénombrement Source : DPS
	Nombre des administrateurs de crédit formés en matière de gestion des finances publiques	0	3	4	6	Dénombrement Source : DAF

II.2.1.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

En million FCFA		Projections		
		2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GENERALE		1 500,75	1 545,77	1 592,14
	Personnel	650,00	669,50	689,59
	Biens et services	850,75	876,27	902,56
	Transferts	0,00	0,00	0,00
	Investissements	0,00	0,00	0,00
	Trésor	0,00	0,00	0,00
	Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0,00	0,00	0,00

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GENERALE									
Action 1.1: Coordination et animation									
S/Total action1.1	236,50	243,60	250,90	0,00	0,00	0,00	236,50	243,60	250,90
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	236,50	243,60	250,90	0,00	0,00	0,00	236,50	243,60	250,90
Transfert	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	236,50	243,60	250,90	0,00	0,00	0,00	236,50	243,60	250,90
Activité 111 Coordonner les activités du Secrétariat d'Etat	102,50	105,58	108,74	0,00	0,00	0,00	102,50	105,58	108,74
Activité 112 Prendre en charge les frais de fonctionnement de la résidence du ministre	4,00	4,12	4,24	0,00	0,00	0,00	4,00	4,12	4,24
Activité 113 Prendre en charge l'assistance technique du BNETD	130,00	133,90	137,92	0,00	0,00	0,00	130,00	133,90	137,92
Action 1.2: Gestion des ressources humaines, matérielles et financières									
S/Total action 1.2	1 239,25	1 276,43	1 314,72	0,00	0,00	0,00	1 239,25	1 276,43	1 314,72
Personnel	650,00	669,50	689,59	0,00	0,00	0,00	650,00	669,50	689,59
Biens et services	589,25	606,93	625,13	0,00	0,00	0,00	589,25	606,93	625,13
Transfert	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Personnel	650,00	669,50	689,59	0,00	0,00	0,00	650,00	669,50	689,59
Activité 121 Prendre en charge les salaires du personnel au niveau central	650,00	669,50	689,59	0,00	0,00	0,00	650,00	669,50	689,59
Biens et services	589,25	606,93	625,13	0,00	0,00	0,00	589,25	606,93	625,13
Activité 122 Gérer le budget, les ressources humaines et le patrimoine du Secrétariat d'Etat	100,00	103,00	106,09	0,00	0,00	0,00	100,00	103,00	106,09
Activité 123 Gérer les dépenses centralisées du Secrétariat d'Etat	394,25	406,08	418,26	0,00	0,00	0,00	394,25	406,08	418,26
Activité 124 Prendre en charge les dépenses liées aux Conférences et Missions Hors CI	75,00	77,25	79,57	0,00	0,00	0,00	75,00	77,25	79,57
Activité 125 Prendre en charge les dépenses liées aux séminaires et conférences en CI	20,00	20,60	21,22	0,00	0,00	0,00	20,00	20,60	21,22

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GENERALE									
Action 1.3 : Gestion des systèmes d'information et de Communication									
S/Total action1.3	25,00	25,75	26,52	0,00	0,00	0,00	25,00	25,75	26,52
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	25,00	25,75	26,52	0,00	0,00	0,00	25,00	25,75	26,52
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	25,00	25,75	26,52	0,00	0,00	0,00	25,00	25,75	26,52
Activité 131 Animer les activités de communication du Secrétariat d'Etat	25,00	25,75	26,52	0,00	0,00	0,00	25,00	25,75	26,52
TOTAL DU PROGRAMME 1									
	1 500,75	1 545,77	1 592,14	0,00	0,00	0,00	1 500,75	1 545,77	1 592,14

II.2.2. Programme 2 : Droits de l'Homme

II.2.2.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 2 : Droits de L'homme	Action 2.1: Promotion et protection des Droits de l'Homme

II.2.2.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 2 : Droits de l'Homme						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2017	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2019	2020	2021	
OS 1 : Vulgariser les droits de l'homme	Nombre de caravanes de vulgarisation des Droits de l'Homme organisées	5	10	15	16	Dénombrement Source : DPS
	Nombre de personnes en situation d'autorité formés (Magistrats, Préfets, OPJ)	250	300	350	350	Dénombrement Source : DPS
	Nombre de leaders communautaires formés	250	250	250	250	Dénombrement Source : DPS
OS 2 : Veiller à l'application rigoureuse de la législation en matière de Droits de l'Homme	Nombre de rapports produits sur la situation des Droits de l'Homme	1	2	4	6	Dénombrement Source : DPS
	Nombre de visite de lieux de détention	20	25	25	30	Dénombrement Source : DPS

II.2.2.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

En million FCFA		Projections		
		2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 2 : DROITS DE L'HOMME		1 158,63	1 193,39	1 229,19
	Personnel	0,00	0,00	0,00
	Biens et services	80,00	82,40	84,87
	Transferts	1 078,63	1 110,99	1 144,32
	Investissements	0,00	0,00	0,00
	Trésor	0,00	0,00	0,00
	Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0,00	0,00	0,00

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 2 : DROITS DE L'HOMME									
Action 2.1: Promotion et protection des Droits de l'Homme									
S/Total action2.1	1 158,63	1 193,39	1 229,19	0,00	0,00	0,00	1 158,63	1 193,39	1 229,19
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	80,00	82,40	84,87	0,00	0,00	0,00	80,00	82,40	84,87
Transferts	1 078,63	1 110,99	1 144,32	0,00	0,00	0,00	1 078,63	1 110,99	1 144,32
Investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	80,00	82,40	84,87	0,00	0,00	0,00	80,00	82,40	84,87
Activité 211 Animer la Direction de la Promotion des Droits et de la réglementation	39,59	40,78	42,00	0,00	0,00	0,00	39,59	40,78	42,00
Activité 211 : Suivre et protéger les droits	40,41	41,62	42,87	0,00	0,00	0,00	40,41	41,62	42,87
Transferts et Subventions	1 078,63	1 110,99	1 144,32	0,00	0,00	0,00	1 078,63	1 110,99	1 144,32
Activité 212 Mettre en place les actions de concertation, de consultation, d'évaluation et de proposition en matière de promotion, de protection et de défense des Droits de l'Homme	1 078,63	1 110,99	1 144,32	0,00	0,00	0,00	1 078,63	1 110,99	1 144,32
TOTAL DU PROGRAMME 2	1 158,63	1 193,39	1 229,19	0,00	0,00	0,00	1 158,63	1 193,39	1 229,19

SECTION 60 : MINISTERE DE L'INTEGRATION AFRICAINE ET DES IVOIRIENS DE L'EXTERIEUR

I. PRESENTATION GENERALE DU MINISTERE

I.1. Situation du Secteur

I.1.1. Problèmes majeurs

- la non mise en œuvre des recommandations des réunions et assemblées tenues;
- une faible dotation financière, notamment au niveau des investissements ;
- un chevauchement des actions du Ministère avec celles de plusieurs Ministères ;
- des entraves à la libre circulation des marchandises et la méconnaissance du schéma de libéralisation des échanges ;
- une difficulté d'importation et d'exportation de marchandises au sein de la région Afrique de l'Ouest ;
- la menace de perturbation du commerce communautaire face à l'existence de plusieurs régimes d'exportation au sein de la CEDEAO ;
- la méconnaissance du profil et des compétences des Ivoiriens de l'extérieur ;
- la difficulté d'avoir des interlocuteurs représentatifs capables de dialoguer avec l'administration au nom du plus grand nombre des ivoiriens de l'extérieur ;
- la faible collaboration des ivoiriens de l'extérieur avec les ambassades ;
- la forte propension des ivoiriens à l'émigration irrégulière ;
- la difficulté pour identifier les ivoiriens parmi les milliers de clandestins prétendant être de nationalité ivoirienne.

I.1.2. Réponses apportées

- la création d'un nouveau site internet ;
- la formation de certains agents du ministère à la rédaction administrative et aux procédures de passation des marchés publics ;
- la mise en place d'une mutuelle des agents du MIAIE (MUPIA) en 2016 ;
- la sensibilisation et la formation des opérateurs économiques sur les Schémas de Libéralisation des Echanges (SLE) de la CEDEAO, de l'UEMOA et de l'Union du Fleuve Mano ;
- la réalisation des études pour la construction des centres régionaux de transit aux frontières et la recherche de financement pour la construction du port sec de Ferkessédougou ;
- la mise en œuvre de la phase pilote du programme pour la Mobilité des Talents (TMP) financé par la Banque mondiale ;
- l'organisation de quatre forums sectoriels;
- la poursuite du rapatriement des ivoiriens de la Lybie;
- les sensibilisations à Abidjan, à l'intérieur et à l'extérieur du pays sur les dangers de la migration irrégulière ;
- l'organisation biannuelle du forum de la diaspora.

I.1.3. Défis et priorités

- l'accroissement des parts de marché des produits ivoiriens dans la région CEDEAO et dans les autres régions du continent;
- l'élimination des entraves à la libre circulation des personnes, des services, des biens et des capitaux ;
- le regroupement de la diaspora ivoirienne autour de valeurs communes ;
- la contribution au développement économique et social de la Côte d'Ivoire ;
- la contribution au rayonnement international de la Côte d'Ivoire ;
- la lutte contre la migration irrégulière qui est une préoccupation majeure pour les pays africains et européens ;

- le projet d'investissement le plus important du MIAIE demeure la construction du Port sec de Ferkessédougou. Les différentes composantes (terminal d'hydrocarbure, abattoir régional, marché à bétail et plateforme logistique) de ce projet d'environ 263 Milliards CFA ont été elles-mêmes priorisées de sorte à démarrer par les plus rentables, avec l'appui financier du secteur privé.

I.2. Politique sectorielle

I.2.1. Principales orientations

- la Côte d'Ivoire joue un rôle accru dans l'intégration régionale ;
- les opérateurs économiques tirent profit des accords régionaux et internationaux ;
- les ivoiriens de l'extérieur contribuent au rayonnement et au développement de la Côte d'Ivoire.

I.2.2. Résultats stratégiques

- l'administration est moderne et performante ;
- les retombées de l'intégration africaine sont capitalisées ;
- les ivoiriens de l'extérieur sont répertoriés et contribuent à l'amélioration du PIB.

I.3. Missions du ministère

Le Ministre de l'Intégration Africaine et des Ivoiriens de l'Extérieur est chargé de la mise en œuvre et du suivi de la politique du Gouvernement en matière d'intégration régionale, de relations techniques et économiques avec l'Union Africaine et concernant les Ivoiriens de l'Extérieur.

A ce titre, en liaison avec les différents départements ministériels concernés, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

I.3.1. En matière d'Intégration africaine

- participation, en liaison avec le Ministre chargé du Budget et du Portefeuille de l'Etat et le Ministre chargé de l'Economie et des Finances, au suivi et à l'harmonisation des instruments techniques et économiques d'intégration sous régionale et africaine, notamment l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), l'Union Africaine (UA), la Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA), la Communauté des Etats Sahélo-sahariens (CEN-SAD), le Conseil de l'Entente, l'Union du Fleuve Mano, l'Autorité du Bassin du Niger, l'Autorité du Bassin de la volta, le NEPAD et l'Accord de Partenariat Economique, en abrégé APE ;
- coordination et promotion des politiques sectorielles en matière d'Intégration Africaine, en vue d'une meilleure cohérence des propositions nationales;
- coordination, suivi et promotion de la coopération africaine, en liaison avec le Ministre chargé des Affaires Etrangères, et appui à la coopération africaine ;
- participation à la définition et au suivi de la mise en œuvre de la politique d'immigration et d'émigration africaine en liaison avec le Ministre en charge de l'Intérieur;
- participation à la définition, à la mise en œuvre et au suivi-évaluation des programmes communautaires, notamment dans le cadre de l'UEMOA et de la CEDEAO ;
- participation, en liaison avec le ministre chargé du budget et du portefeuille de l'Etat et le Ministre chargé de l'Economie et des Finances, à la définition, à la mise en œuvre et au suivi-évaluation des programmes communautaires relatifs aux politiques sectorielles cohérentes, en vue d'un développement harmonisé et équilibré des Etats membres, notamment dans le cadre de l'UEMOA et de la CEDEAO ;
- suivi de la mise en œuvre de la politique d'intégration des communautés africaines vivant en Côte d'Ivoire, en liaison avec le Ministre chargé de l'Intérieur ;
- suivi des initiatives de développement au niveau régional et continental, en liaison avec le Ministre chargé des Affaires Etrangères.

I.3.2. Au titre des Ivoiriens de l'Extérieur

- assistance aux ivoiriens qui vivent à l'étranger en encourageant et en coordonnant les initiatives visant leur regroupement ;
- aide à la réinsertion économique, sociale et culturelle des Ivoiriens de l'Extérieur lors de leur retour en Côte d'Ivoire ;
- facilitation de l'accès des Ivoiriens de l'Extérieur au logement en Côte d'Ivoire ;

- soutien à la réalisation des projets d'investissements des Ivoiriens de l'Extérieur en Côte d'Ivoire ;
- coordination des questions de migration des ivoiriens vers l'extérieur, en liaison avec les ministères en charge de l'intérieur et des affaires étrangères.

I.4. Identification des programmes

- Programme 1 : Administration générale ;
- Programme 2 : Intégration Africaine ;
- Programme 3 : Ivoiriens de l'Extérieur.

II. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DEPENSES - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (DPPD-PAP)

II.1. Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses (DPPD)

II.1.1. Répartition des structures dans les programmes

Tableau 1 : Cartographie administrative des programmes

Programmes	Services Centraux et Régionaux	Organisme sous tutelle directe (EPN, SODE, SEM)	Projets PIP	Projets hors PIP
Programme 1 : Administration Générale	Cabinet, IG, DRH, DAF, DAJI, SCRP, SCV, SPS, SIDA, Secrétariat Permanent des Organes Spécialisés et Consultatifs (Comité APE, Comité Ecoute, Comité Agrément) Secrétariat du Comité National de Pilotage du Mécanisme de Suivi de la libre circulation des véhicules de transport, des personnes et des biens.		Schéma directeur informatique	PACIR 2
Programme 2 : Intégration Africaine	DGIA, DPCCLC, DPCMF, DPCITIC, DPCPHDD.	Bureau Ivoirien pour la Promotion de l'Intégration Africaine	Construction du Port Sec de Ferkessedougou Construction du siège du Bureau de l'Intégration Bibliothèque de l'Intégration Construction d'une usine de Bio larvicides	Programme de Mobilité des Talents Etude de faisabilité pour le développement intégré du Wassoulou,
Programme 3 : Ivoiriens de l'Extérieur	DGIE, DAOSAR, DMCD, DRPOEIE, DASI.			

II.1.2. Performance globale du ministère

Tableau 2 : Performance du ministère

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESULTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODES DE CALCUL / SOURCES DE COLLECTE
OG 1 : Promouvoir une administration moderne et performante	RS 1 : l'Administration est moderne et performante	IP1.1 : Taux de réalisation des activités planifiées	Nombre d'activités réalisées / Nombre d'activités planifiées Source : SPS
		IP1.2 : Taux de réponses apportés aux sollicitations des usagers	Nombre de demandes traitées / Nombre total de demandes Source : Service de l'information, de la documentation et des archives
OG : 2 Capitaliser les retombées de l'intégration africaine	RS 2 : les retombées de l'intégration africaine sont capitalisées	IP2.1 : Taux moyen de couverture des échanges de la Côte d'Ivoire avec la CEDEAO	Exportations vers la CEDEAO / Importations en provenance de la CEDEAO Source : SPS, CEDEAO
		IP2.2 : Proportion des exportations de la Côte d'Ivoire à destination des pays de la CEDEAO	Exportations de la Côte d'Ivoire vers la CEDEAO / Exportations totales de Côte d'Ivoire dans le monde Source : Rapport d'activités DGIE
OG 3 : Faire de l'ivoirien de l'extérieur un citoyen mieux intégré dans le pays d'accueil et partenaire du développement économique et social de son pays d'origine	RS 3 : Les ivoiriens de l'extérieur sont répertoriés et contribuent à l'amélioration du PIB	IP3.1 : Nombre d'ivoiriens de l'extérieur cartographiés	Dénombrement Source : Rapport d'activités DGIE
		IP3.2 : Proportion des transferts de la diaspora dans le PIB	Montant des transferts de la diaspora / PIB Source : Données BCEAO, DGIE

II.1.3. Financement global du ministère

Tableau 3 : Financement global

En million FCFA	PROJECTIONS DE REFERENCE			MESURES NOUVELLES			PROJECTIONS FINALES		
	2019	2020	2021	2018	2019	2020	2019	2020	2021
1. RESSOURCES	3 097,26	5 200,66	4 809,32	0,00	0,00	0,00	3 097,26	5 200,66	4 809,32
1.1 Ressources Intérieures	3 097,26	4 496,66	4 033,32	0,00	0,00	0,00	3 097,26	4 496,66	4 033,32
1.1.1 Budget Etat	3 097,26	4 496,66	4 033,32	0,00	0,00	0,00	3 097,26	4 496,66	4 033,32
1.1.2 Recettes propres (structures)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1.2 Ressources Extérieures	0,00	704,00	776,00	0,00	0,00	0,00	0,00	704,00	776,00
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	0,00	704,00	776,00	0,00	0,00	0,00	0,00	704,00	776,00
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2. CHARGES	3 097,26	5 200,66	4 809,32	0,00	0,00	0,00	3 097,26	5 200,66	4 809,32
2.1 Personnel	525,72	541,50	557,74	0,00	0,00	0,00	525,72	541,50	557,74
2.1.1 Solde y compris EPN	525,72	541,50	557,74	0,00	0,00	0,00	525,72	541,50	557,74
2.1.2 Contractuels hors solde	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2.2 Biens et services	1 575,72	1 622,87	1 671,44	0,00	0,00	0,00	1 575,72	1 622,87	1 671,44
2.3 Transferts et subventions	415,82	428,29	441,14	0,00	0,00	0,00	415,82	428,29	441,14
2.4 Investissements*	580,00	2 608,00	2 139,00	0,00	0,00	0,00	580,00	2 608,00	2 139,00
Trésor	580,00	1 904,00	1 363,00	0,00	0,00	0,00	580,00	1 904,00	1 363,00
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0,00	704,00	776,00	0,00	0,00	0,00	0,00	704,00	776,00

II.2 Projets Annuels de Performance (PAP) par programme

II.2.1. Programme 1 : Administration Générale

II.2.1.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 1 : Administration générale	Action 1.1: Coordination et animation
	Action 1.2: Gestion des ressources humaines, matérielles et financières
	Action 1.3: Planification, programmation et suivi-évaluation
	Action 1.4: Information et communication

II.2.1.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programmes-1 : Administration Générale						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de Référence 2017	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2019	2020	2021	
OS 1 : Assurer une meilleure participation de la Côte d'Ivoire aux réunions à caractère régionales	Proportion de réunions organisées en Afrique ayant fait l'objet de consultation préalable avec le MIAIE	10%	30%	50%	50%	Nombre de réunions ayant fait l'objet de consultation préalable / Nombre total de réunions organisées Source : Cabinet
	Proportion de réunions organisées en Afrique ayant fait l'objet d'une CCM	10%	20%	40%	40%	Nombre de réunions ayant fait l'objet d'une CCM / Nombre total de réunions organisées Source : Cabinet, SGG
OS 2. : Assurer une gestion efficiente des ressources humaines, financières et matérielles du ministère	Taux d'exécution budgétaire	94%	95%	95%	95%	Budget exécuté / Crédits autorisés du budget actuel Source : Rapport d'activités DAF
	Ratio personnel / équipement	60%	70%	80%	80%	Nombre de personnes équipées / Effectif personnel Source : Rapport DAF
	Pourcentage d'agents ayant bénéficié par an d'au moins une formation	55%	60%	65%	65%	Nombre d'agents formés / Nombre total d'agents du ministère. Source : Rapports d'activités DRH
OS 3. : Mettre en place un système performant de planification, de suivi-évaluation et de communication sur les activités du Ministère	Proportion des Directions ou Services ayant des plans d'actions	50%	80%	90%	90%	Directions et services dotés d'un plan d'actions / Directions totales Source : Rapport d'activités SPS
	Proportion de services ayant des activités médiatisées	50%	75%	80%	80%	Nombre d'activités médiatisées / Nombre d'activités exécutées Source : service de la Communication et des Relations Publiques

I.2.1.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

En million FCFA		Projections		
		2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GENERALE		1 461,91	1 695,34	1 903,08
	Personnel	525,72	541,50	557,74
	Biens et services	773,52	796,60	820,38
	Transferts	152,66	157,24	161,96
	Investissements	10,00	200,00	363,00
	Trésor	10,00	200,00	363,00
	Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0,00	0,00	0,00

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GENERALE									
Action 1 : Coordination et animation									
S/Total action1	288,50	297,04	305,83	0,00	0,00	0,00	288,50	297,04	305,83
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	288,50	297,04	305,83	0,00	0,00	0,00	288,50	297,04	305,83
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	288,50	297,04	305,83	0,00	0,00	0,00	288,50	297,04	305,83
Activité 1101 : Coordonner et superviser les activités du ministère	94,45	97,28	100,20	0,00	0,00	0,00	94,45	97,28	100,20
Activité 1102 : Payer les charges de fonctionnement de la résidence du Ministre	4,00	4,00	4,00	0,00	0,00	0,00	4,00	4,00	4,00
Activité 1103 : Identifier les textes des organisations communautaires par secteurs d'activités	1,00	1,03	1,06	0,00	0,00	0,00	1,00	1,03	1,06

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GENERALE									
Activité 1104 : Veiller à la transposition des textes communautaires dans le droit positif ivoiriens et contribuer à la prévention et à la gestion des conflits	3,55	3,66	3,77	0,00	0,00	0,00	3,55	3,66	3,77
Activité 1105: Exécuter le calendrier des réunions et conférences du MIAIE ainsi que les réunions en Afrique	170,00	175,10	180,35	0,00	0,00	0,00	170,00	175,10	180,35
Activité 1106 : Faciliter la participation des délégués ivoiriens aux réunions des organisations communautaires	4,00	4,12	4,24	0,00	0,00	0,00	4,00	4,12	4,24
Activité 1107: Gérer le secrétariat permanent des organes spécialisés	11,50	11,85	12,20	0,00	0,00	0,00	11,50	11,85	12,20
Action 2: Gestion des ressources humaines, matérielles et financières									
S/Total action2	1 140,91	1 175,13	1 210,39	0,00	0,00	0,00	1 140,91	1 175,13	1 210,39
Personnel	525,72	541,50	557,74	0,00	0,00	0,00	525,72	541,50	557,74
Biens et services	462,52	476,39	490,69	0,00	0,00	0,00	462,52	476,39	490,69
Transfert	152,66	157,24	161,96	0,00	0,00	0,00	152,66	157,24	161,96
Investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Personnel	525,72	541,50	557,74	0,00	0,00	0,00	525,72	541,50	557,74
Activité 1201 : Prendre en charge les salaires des personnels en centrale	525,72	541,50	557,74	0,00	0,00	0,00	525,72	541,50	557,74
Biens et services	462,52	476,39	490,69	0,00	0,00	0,00	462,52	476,39	490,69
Activité 1202 : Gérer les séminaires et conférences en Côte d'Ivoire	25,00	25,75	26,52	0,00	0,00	0,00	25,00	25,75	26,52
Activité 1203 : Elaborer et mettre en œuvre un plan de renforcement des capacités du personnel	9,75	10,04	10,34	0,00	0,00	0,00	9,75	10,04	10,34
Activité 1204 : Gérer le budget et le patrimoine du ministère	14,30	14,73	15,17	0,00	0,00	0,00	14,30	14,73	15,17
Activité 1205 : Elaborer, suivre et évaluer la mise en œuvre du DPPD-PAP / CDMT	10,00	10,30	10,61	0,00	0,00	0,00	10,00	10,30	10,61
Activité 1206 : Gérer les dépenses centralisées du Ministère	297,50	306,43	315,62	0,00	0,00	0,00	297,50	306,43	315,62
Activité 1207 : Gérer les marchés publics du Ministère	5,50	5,67	5,83	0,00	0,00	0,00	5,50	5,67	5,83
Activité 1208 : Gérer la Régie / convention BNETD	100,47	103,48	106,59	0,00	0,00	0,00	100,47	103,48	106,59

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GENERALE									
Transfert	152,66	157,24	161,96	0,00	0,00	0,00	152,66	157,24	161,96
Activité 1209 : Gérer la Subvention BNETD	152,66	157,24	161,96	0,00	0,00	0,00	152,66	157,24	161,96
Action 3 : Planification, programmation et suivi évaluation									
S/Total action3	18,50	19,06	19,63	0,00	0,00	0,00	18,50	19,06	19,63
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	18,50	19,06	19,63	0,00	0,00	0,00	18,50	19,06	19,63
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	18,50	19,06	19,63	0,00	0,00	0,00	18,50	19,06	19,63
Activité 1301 : Suivre et évaluer l'exécution les activités du ministère et Elaborer le PIP sectoriel	4,90	5,05	5,20	0,00	0,00	0,00	4,90	5,05	5,20
Activité 1302 : Inspecter et contrôler les services du Ministère	9,60	9,89	10,18	0,00	0,00	0,00	9,60	9,89	10,18
Activité 1303 : Animer le service informatique	4,00	4,12	4,24	0,00	0,00	0,00	4,00	4,12	4,24
Action 4 : Information et communication									
S/Total action4	14,00	204,12	367,24	0,00	0,00	0,00	14,00	204,12	367,24
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	4,00	4,12	4,24	0,00	0,00	0,00	4,00	4,12	4,24
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	10,00	200,00	363,00	0,00	0,00	0,00	10,00	200,00	363,00
Trésor	10,00	200,00	363,00	0,00	0,00	0,00	10,00	200,00	363,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	4,00	4,12	4,24	0,00	0,00	0,00	4,00	4,12	4,24
Activité 1401 : Consolider dans un plan de communication les activités du ministère à médiatiser, élaborer les supports de communication et Participer à la communication globale du gouvernement	4,00	4,12	4,24	0,00	0,00	0,00	4,00	4,12	4,24

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GENERALE									
Investissements	10,00	200,00	363,00	0,00	0,00	0,00	20,00	400,00	726,00
Trésor	10,00	200,00	363,00	0,00	0,00	0,00	10,00	200,00	363,00
Activité 1402: Mettre en œuvre le schéma directeur informatique	10,00	200,00	363,00	0,00	0,00	0,00	10,00	200,00	363,00
TOTAL DU PROGRAMME 1									
	1 461,91	1 695,34	1 903,08	0,00	0,00	0,00	1 461,91	1 695,34	1 903,08

II.2.2. Programme 2 : Intégration Africaine

II.2.2.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 2 : Intégration Africaine	Action 2.1 : Libre circulation et intégration monétaire
	Action 2.2 : Construction des infrastructures et mise en œuvre des politiques communautaires
	Action 2.3 : Coordination et promotion des politiques d'intégration africaine

II.2.2.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programmes-2 : Intégration Africaine						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de Référence 2017	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2019	2020	2021	
OS.1. : Profiter de l'intégration commerciale et monétaire	Nombre d'Entreprises bénéficiant d'un agrément au SLE	250	270	300	300	Dénombrement Source : Rapport DGIA
	Nombre de produits agréés	1000	1050	1100	1100	Dénombrement Source : Rapport DGIA
	Ratio des critères de convergence de premier rang UEMOA / CEDEAO respectés par la Côte d'Ivoire	6/9	6/9	7/9	7/9	Transaction Boursières ivoiriennes / transactions globales. Source : rapports d'activités BVRM, DGIA.

Programmes-2 : Intégration Africaine						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de Référence 2017	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2019	2020	2021	
OS 2: Bénéficiaire des programmes et projets communautaires de développement	Nombre de projets communautaires mis en œuvre en Côte d'Ivoire (NEPAD/PCD/PER)	7	9	11	11	Dénombrement Source : Rapport d'activités (UA-NEPAD, CEDEAO, UEMOA)
	Taux de réalisation des programmes communautaires de développement destiné à la CI	35%	60%	75%	75%	Montant des Décaissements / Montant global des crédits accordés. Source : les rapports financiers des partenaires.
OS.3. : Veiller à la mise en œuvre des politiques communautaires	Nombre de textes communautaires retranscrits ou ratifiés dans le droit ivoirien	60	65	75	75	Dénombrement Source : UA, CEDEAO (98 textes au total recensés en 2016)
	Ratio de politiques communautaires déclinées en programmes ou projets par la Côte d'Ivoire	13/20	20/30	32/40	32/40	Nombre de politiques communautaires déclinées / Nombre de politiques identifiées Source : DGIA

II.2.2.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

En million FCFA		Projections		
		2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 2 : INTEGRATION AFRICAINE		901,45	2 749,40	2 127,64
	Personnel	0,00	0,00	0,00
	Biens et services	68,30	70,35	72,46
	Transferts	263,15	271,05	279,18
	Investissements	570,00	2 408,00	1 776,00
	Trésor	570,00	1 704,00	1 000,00
	Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0,00	704,00	776,00

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 2 : INTEGRATION AFRICAINE									
Action 1: Libre circulation et intégration monétaire									
S/Total action1	23,20	23,90	24,61	0,00	0,00	0,00	23,20	23,90	24,61
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	23,20	23,90	24,61	0,00	0,00	0,00	23,20	23,90	24,61
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	23,20	23,90	24,61	0,00	0,00	0,00	23,20	23,90	24,61
Activité 2101 Coordonner et suivre la mise en œuvre du Schéma de Libéralisation des Echanges	6,95	7,16	7,37	0,00	0,00	0,00	6,95	7,16	7,37
Activité 2102: Organiser un atelier de lancement de la Zone Economique Sikasso-Korhogo-Bobo-Dioulasso	0,50	0,52	0,53	0,00	0,00	0,00	0,50	0,52	0,53
Activité 2103: Superviser la mise en œuvre la stratégie APE et mettre en place l'unité de gestion du programme régional compétitivité	8,00	8,24	8,49	0,00	0,00	0,00	8,00	8,24	8,49
Activité 2104: Animer le comité National de Négociation et de Suivi des APE	7,75	7,98	8,22	0,00	0,00	0,00	7,75	7,98	8,22
Action 2: Construction des infrastructures et mise en œuvre des politiques communautaires									
S/Total action2	546,15	2 424,63	1 793,13	0,00	0,00	0,00	546,15	2 424,63	1 793,13
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	16,15	16,63	17,13	0,00	0,00	0,00	16,15	16,63	17,13
Transfert	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	530,00	2 408,00	1 776,00	0,00	0,00	0,00	530,00	2 408,00	1 776,00
Trésor	530,00	1 704,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00	530,00	1 704,00	1 000,00
Financement extérieur	0,00	704,00	776,00	0,00	0,00	0,00	0,00	704,00	776,00
Biens et services	16,15	16,63	17,13	0,00	0,00	0,00	16,15	16,63	17,13
Activité 2201: Mettre en œuvre les activités du Comité Inter-Etat de Lutte contre Sécheresse au Sahel (CONACILSS) en Côte d'Ivoire	8,15	8,39	8,65	0,00	0,00	0,00	8,15	8,39	8,65
Activité 2202: Mettre en œuvre la politique communautaire des infrastructures et des TIC	8,00	8,24	8,49	0,00	0,00	0,00	8,00	8,24	8,49

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 2 : INTEGRATION AFRICAINE									
Investissements	530,00	2 408,00	1 776,00	0,00	0,00	0,00	530,00	2 408,00	1 776,00
Trésor	530,00	1 704,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00	530,00	1 704,00	1 000,00
Activité 2203: Construire l'usine de biolarvicides	20,00	704,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20,00	704,00	0,00
Activité 2204: Construire le Port sec de Ferkessédougou (Mobiliser le site du projet)	510,00	1 000,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00	510,00	1 000,00	1 000,00
Financement extérieur	0,00	704,00	776,00	0,00	0,00	0,00	0,00	704,00	776,00
Activité 2205: Construire l'usine de biolarvicides	0,00	704,00	776,00	0,00	0,00	0,00	0,00	704,00	776,00
Action 3 : Coordination et promotion des politiques d'intégration africaine									
S/Total action3	332,10	300,87	309,89	0,00	0,00	0,00	332,10	300,87	309,89
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	28,95	29,82	30,71	0,00	0,00	0,00	28,95	29,82	30,71
Transferts	263,15	271,05	279,18	0,00	0,00	0,00	263,15	271,05	279,18
Investissements	40,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	40,00	0,00	0,00
Trésor	40,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	40,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	28,95	29,82	30,71	0,00	0,00	0,00	28,95	29,82	30,71
Activité 2301 : Coordonner les activités du programme " Intégration Africaine "	28,95	29,82	30,71	0,00	0,00	0,00	28,95	29,82	30,71
Transferts	263,15	271,05	279,18	0,00	0,00	0,00	263,15	271,05	279,18
Activité 2302: Renforcer les liens avec les communautés ouest Africaine vivant en Côte d'Ivoire	263,15	271,05	279,18	0,00	0,00	0,00	263,15	271,05	279,18
Investissements	40,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	40,00	0,00	0,00
Trésor	40,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	40,00	0,00	0,00
Activité 2303: Mettre en œuvre le Plan Stratégique de l'Intégration Régionale 2018-2022	40,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	40,00	0,00	0,00
TOTAL DU PROGRAMME 2	901,45	2 749,40	2 127,64	0,00	0,00	0,00	901,45	2 749,40	2 127,64

II.2.3. Programme 3 : Ivoiriens de l'Extérieur

II.2.3.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 3 : Ivoiriens de l'Extérieur	Action 3.1 : Assistance et facilitation du retour de la diaspora ivoirienne
	Action 3.2 : Lutte contre la migration irrégulière
	Action 3.3 : Mobilisation des compétences et ressources de la diaspora ivoirienne
	Action 3.4 : Coordination des actions en faveur des ivoiriens de l'extérieur

II.2.3.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programmes-3 : Ivoiriens de l'Extérieur						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de Référence 2017	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2019	2020	2021	
OS 1 : favoriser le retour et une meilleure réinsertion des ivoiriens de l'extérieur	Nombre d'ivoiriens rapatriés	1500	5000	1000	1000	Dénombrement Source : Rapport d'activités DGIE
	Nombre d'ivoiriens de l'extérieur en situation de détresse ayant reçu une assistance	100	150	200	200	Dénombrement Source : Rapport d'activités DGIE
OS 2 : Organiser et faciliter la migration légale	Nombre d'ivoiriens de l'extérieur déclarés dans leur ambassade	30 809	35 809	40 809	40 809	Dénombrement Source : statistiques des Ambassades européennes
OS 3 : Faire de la diaspora ivoirienne un acteur du développement économique et social	Nombre d'entreprises créées dans le cadre du mécanisme d'appui aux investissements de la diaspora	ND	ND	ND	ND	Dénombrement Source : Direction Générale de l'Economie / BCEAO
	Nombre d'ivoiriens de l'extérieur recensés dans le compendium de la diaspora	300	700	1.000	1.000	Dénombrement Source : Rapport d'activités DGIE
OS 4 : favoriser le dialogue entre le Gouvernement ivoirien et la diaspora	Nombre d'associations recensées auprès des Ambassades et Consolats	200	350	500	500	Dénombrement Source : Statistiques de la DGIE
	Pourcentage des associations déclarées transmettant leurs rapports d'activité annuel	5%	15%	25%	25%	Nombre d'associations transmettant leurs rapports / Nombre total d'associations déclarées dans le monde Source : Statistiques de la DGIE
	Nombre d'ivoiriens de la diaspora participant aux forums	ND	2000	ND	3000	Dénombrement Source : Rapport d'activités DGIE

II.2.3.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

En million FCFA		Projections		
		2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 3 : IVOIENS DE L'EXTERIEUR		733,90	755,92	778,59
	Personnel	0,00	0,00	0,00
	Biens et services	733,90	755,92	778,59
	Transferts	0,00	0,00	0,00
	Investissements	0,00	0,00	0,00
	Trésor	0,00	0,00	0,00
	Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0,00	0,00	0,00

Tableau 7: Budget détaillé du programme

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 3 : IVOIENS DE L'EXTERIEUR									
Action 1: Assistance et facilitation du retour de la diaspora ivoirienne									
S/Total action1	262,35	270,22	278,33	0,00	0,00	0,00	262,35	270,22	278,33
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	262,35	270,22	278,33	0,00	0,00	0,00	262,35	270,22	278,33
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	262,35	270,22	278,33	0,00	0,00	0,00	262,35	270,22	278,33
Activité 3101 : Assister les ivoiriens de l'extérieur en détresse	250,00	257,50	265,23	0,00	0,00	0,00	250,00	257,50	265,23
Activité 3102 : Vulgariser les services offerts aux ivoiriens de l'extérieur par les Ambassades et organisations	5,90	6,08	6,26	0,00	0,00	0,00	5,90	6,08	6,26
Activité 3103 : Suivre la mise en œuvre des projets et programmes de réinsertion et d'emploi des jeunes ivoiriens de retour	6,45	6,64	6,84	0,00	0,00	0,00	6,45	6,64	6,84

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 3 : IVOIRIENS DE L'EXTERIEUR									
Action 2: Lutte contre la migration irrégulière									
S/Total action2	30,00	30,90	31,83	0,00	0,00	0,00	30,00	30,90	31,83
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	30,00	30,90	31,83	0,00	0,00	0,00	30,00	30,90	31,83
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	30,00	30,90	31,83	0,00	0,00	0,00	30,00	30,90	31,83
Activité 3201: Lutter contre l'immigration clandestine	30,00	30,90	31,83	0,00	0,00	0,00	30,00	30,90	31,83
Action 3 : Mobilisation des compétences et ressources de la diaspora ivoirienne									
S/Total action3	13,70	14,11	14,53	0,00	0,00	0,00	13,70	14,11	14,53
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	13,70	14,11	14,53	0,00	0,00	0,00	13,70	14,11	14,53
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	13,70	14,11	14,53	0,00	0,00	0,00	13,70	14,11	14,53
Activité 3301 : Elaborer le Compendium des ivoiriens de l'Extérieur et informer et sensibiliser les ivoiriens de l'extérieur sur les outils et mécanismes mis en place pour l'accès aux opportunités d'emplois	5,85	6,03	6,21	0,00	0,00	0,00	5,85	6,03	6,21
Activité 3302: Promouvoir les opportunités économiques en Côte d'Ivoire auprès des Ivoiriens de l'Extérieur	7,85	8,09	8,33	0,00	0,00	0,00	7,85	8,09	8,33

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 3 : IVOIRIENS DE L'EXTERIEUR									
Action 3 : Coordination des actions en faveur des ivoiriens de l'extérieur									
S/Total action3	427,85	440,69	453,91	0,00	0,00	0,00	427,85	440,69	453,91
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	427,85	440,69	453,91	0,00	0,00	0,00	427,85	440,69	453,91
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	427,85	440,69	453,91	0,00	0,00	0,00	427,85	440,69	453,91
Activité 3301 : Organiser le forum de la diaspora ivoirien édition 2019	400,00	412,00	424,36	0,00	0,00	0,00	400,00	412,00	424,36
Activité 3302: Elaborer la politique de gestion des ivoiriens de l'extérieur et coordonner les activités de la Direction générale	27,85	28,69	29,55	0,00	0,00	0,00	27,85	28,69	29,55
TOTAL DU PROGRAMME 3	733,90	755,92	778,59	0,00	0,00	0,00	733,90	755,92	778,59

SECTION 72 : MINISTERE DE L'ASSAINISSEMENT ET DE LA SALUBRITE

I. PRESENTATION GENERALE DU MINISTERE

I.1. Situation du Secteur

I.1.1. Problèmes majeurs

I.1.1.1. Au niveau institutionnel et juridique :

- l'insuffisance des textes réglementaires et législatifs (lois, codes, décrets, politiques) ;
- la non application des textes réglementaires et législatifs ;
- l'insuffisance des ressources humaines qualifiées ;
- la dispersion des structures du ministère ;
- la faible capacité de mobilité liée à l'absence de moyens de déplacement.

I.1.1.2. Au niveau de l'assainissement :

- l'insuffisance du système actuel de recouvrement de la taxe pour garantir l'entretien et la maintenance du réseau collectif d'assainissement ;
- la pollution des baies lagunaires (Cocody, Banco) qui résulte des rejets d'effluents industriels et domestiques sans traitement préalable ;
- l'insuffisance de l'entretien des systèmes d'assainissement collectifs et des réseaux de drainage des eaux pluviales ;
- l'absence d'un mécanisme d'évaluation et de gestion des boues de vidange dans la plupart des villes du pays ;
- l'insuffisance des installations d'assainissement améliorées plus particulièrement en milieu rural avec de fortes disparités au niveau régional ;
- le manque d'installations d'assainissement améliorées, dans certains établissements scolaires et centres de santé.

I.1.1.3. Au niveau de la salubrité

- la mauvaise organisation de la pré-collecte des déchets ;
- l'absence d'infrastructures de récupération, de recyclage et autres formes de valorisation de déchets ;
- l'absence d'un mécanisme de détection et de gestion des déchets industriels, sanitaires, équipements électriques et électroniques ;
- l'absence d'infrastructures de collecte aux normes internationales (poubelles domestiques ou collectives, poste de transit, poste de groupage et de mise en décharge finale) ;
- l'insuffisance et la vétusté des moyens de transport (charrettes, camions, etc.) ;
- l'occupation illégale des voies et des espaces publics ;
- l'affichage publicitaire anarchique dans la ville ;
- la production quotidienne de bruits nuisibles aussi bien dans les quartiers commerciaux que dans les cités d'habitat ;
- la prolifération des sachets plastiques.

I.1.2. Réponses apportées

I.1.2.1. Au niveau institutionnel et juridique

- la création de l'Agence Nationale de Gestion des Déchets (ANAGED) ;
- l'élaboration et la validation de l'avant-projet de loi portant code de la salubrité ;

- l'existence d'un avant-projet de loi portant gestion des déchets;
- l'adoption du décret N°2016-791 du 12 octobre 2016 portant réglementation des émissions de bruits de voisinage ;
- la prise du décret portant gestion écologiquement rationnelle des déchets d'Equipement Electrique et Electronique (DEEE) ;
- l'adoption d'une communication relative à l'identification d'un Opérateur (Groupement SGS/SAR) pour la gestion écologique et rationnelle des DEEE et Pneus usagés;
- l'élaboration des avant-projets de textes sur la gestion des déchets.

I.1.2.2. Au niveau de l'assainissement

- l'entretien des ouvrages primaires de drainage des eaux pluviales du District d'Abidjan;
- l'élaboration du plan national de l'assainissement et du drainage et des schémas directeurs d'assainissement dans le district d'Abidjan et à l'intérieur du pays ;
- la construction et la réhabilitation des ouvrages d'assainissement et de drainage dans les communes d'Abidjan ;
- la réalisation et la livraison de travaux complémentaires d'assainissement et de drainage d'eaux usées, d'appui à la gestion des déchets, d'aménagement et d'éclairage et de pavage des digues ;
- la mise en place, dans le cadre du 2ème C2D, d'un programme prioritaire d'assainissement et de drainage du District d'Abidjan et d'une campagne de branchements sociaux;
- la poursuite de l'installation officielle du groupe sectoriel Eau-Hygiène-Assainissement (EHA) ;
- la mise en œuvre du programme de travaux prioritaires d'urgence ;
- l'adoption effective du décret portant approbation du Schéma Directeur d'Assainissement et de Drainage (SDAD) du District d'Abidjan ;
- l'élaboration d'un texte réglementant les emprises des ouvrages d'eau potables, d'assainissement et des réseaux électriques ;
- le lancement des études relatives à l'élaboration des schémas directeurs d'assainissement de 17 Chefs-lieux de Région ;
- l'installation et la formation à l'utilisation du SIG Web du District d'Abidjan.

I.1.2.3. Au niveau de la salubrité

- la mise en œuvre des opérations de salubrité dans le District d'Abidjan incluant Grand-Bassam et les villes de Yamoussoukro, Bouaké, Korhogo et San Pedro;
- la mise en œuvre des délégations des services de propreté d'Abidjan (nouvelle organisation de collecte et de transport des DSMA, ainsi que la construction et
- l'exploitation d'un Centre d'Enfouissement Technique (CET);
- la signature et l'approbation des conventions de délégation des services de propreté (sous-forme de Partenariat Public Privé) au titre de la délégation des services de propreté d'Abidjan;
- la signature et l'approbation d'une convention de délégation (sous-forme de Partenariat Public Privé) de conception, la construction, le financement et l'exploitation du centre d'enfouissement technique de Kossihouen, entre l'Etat de Côte d'Ivoire et l'opérateur CLEAN EBURNIE en vue de la fermeture définitive de la décharge d'Akouédo ;
- la mise en œuvre du programme spécial d'appui aux collectivités territoriales et à l'assistance aux ONG et aux organisations de la société civile ;
- les opérations de déguerpissement et d'embellissement de 21 sites d'occupations anarchiques du domaine public dont huit (08) plans d'occupation et
- d'embellissement élaborés et six (06) sites embellis ;
- l'organisation d'un atelier de sensibilisation, d'information et de vulgarisation du décret réglementant les bruits de voisinage et des rencontres de sensibilisation, d'information;
- la réalisation d'activités d'information, de sensibilisation, d'inspection et de répression avec toutes les faitières du secteur de la plasturgie dans le cadre de la mise en œuvre de la feuille de route de lutte contre les sachets plastiques ;
- la réalisation d'inspections mixtes de sensibilisation composées des agents des ministères en charge de la salubrité, de l'industrie, du commerce et de la défense dans plusieurs entreprises de la plasturgie ;
- le développement de plusieurs initiatives dans le cadre de l'éducation au changement de comportement ;
- la validation d'une Stratégie Nationale du Grand Ménage assortie d'un plan d'actions 2018-2020 et organisation de douze (12) éditions et quatre (04) opérations spéciales (Spéciale Francophonie, Spécial VGE, Spécial Nangui Abrogoua et Spécial UA-UE) au titre de l'opération « Grand ménage » ;
- l'organisation d'un concours relatif à l'Opération « Balaie devant ta porte » pour 100 établissements du District Autonome d'Abidjan et des communes de l'intérieur et d'une Semaine Nationale de la Propreté;

- la distinction de dix-neuf (19) Ambassadeurs de la propreté dans les localités de Bouaflé, Divo, Korhogo, Niablé, Lakota et Abidjan et l'instauration d'un Prix d'Excellence de la Commune la plus propre ;
- la structuration et la modernisation de la gestion des déchets solides ménagers d'Abidjan et la réalisation en cours dans le District de Yamoussoukro pour le traitement des déchets organiques et des déchets agricoles;
- la réalisation d'études en vue de la création de filières des autres types de déchets tels que les déchets industriels, les déchets issus des hôpitaux, les huiles usagées etc.
- l'élaboration des schémas directeurs en vue de la modernisation et de la maîtrise du système de gestion des déchets solides dans 10 pôles économiques (Yamoussoukro, Bouaké, Korhogo, San Pedro, Man, Daloa, Odienné, Abengourou, Aboisso et Bondoukou).

I.1.3. Défis et priorités

- la poursuite du renforcement du cadre juridique, institutionnel et la définition d'un cadre de planification clair;
- la mobilisation et la pérennisation du ministère de ressources et de moyens conséquents ;
- l'extension et l'entretien du réseau collectif d'assainissement et des infrastructures de gestion des déchets ;
- l'extension de l'assainissement amélioré à l'ensemble du territoire national ;
- la prévention et la lutte contre les nuisances, pollutions et le désordre ;
- la professionnalisation de la filière des déchets liquides, solides et dangereux ;
- le développement d'une politique de communication renforcée à l'endroit des populations.

1.2. Politique sectorielle

I.2.1. Principales orientations

- le renforcement du cadre institutionnel et règlementaire du secteur de l'assainissement et de la salubrité;
- la poursuite des actions de sensibilisation des populations en matière d'assainissement, de salubrité et de nuisance ;
- le renforcement de la lutte contre l'insalubrité et les nuisances ;
- la mise en place des systèmes d'alerte précoce multirisques et d'un cadre approprié pour le partenariat Public-Privé.

I.2.2. Résultats stratégiques

- la gouvernance du ministère est améliorée;
- la gestion des ressources humaines, matérielles et financières est assurée;
- le développement de l'assainissement et du drainage tant en milieu urbain que rural est planifié ;
- les programmes d'investissement et de mise à niveau des infrastructures d'assainissement et de drainage sont mis en œuvre;
- les nuisances (déchets, nuisances sonores, olfactives, visuelle, auditives) sont réduites;
- la protection du domaine public et la promotion de la qualité du cadre de vie sont assurés.

I.3. Missions du ministère

Le Ministre de l'Assainissement et de la Salubrité est chargé de la mise en œuvre et du suivi de la politique du Gouvernement en matière d'assainissement, de drainage, de salubrité et de lutte contre les nuisances.

A ce titre, en liaison avec les différents départements ministériels concernés, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

I.3.1. En matière d'assainissement

- élaboration, mise en œuvre et contrôle de l'application de la politique et de la législation en matière d'assainissement et de drainage, en liaison avec les Ministres chargés de la ville et de l'Intérieur ;
- assistance aux collectivités territoriales en matière d'assainissement et de drainage, en liaison avec les Ministres chargés de la Ville, de l'Intérieur et de l'Urbanisme;
- encadrement des professions intervenant dans le domaine de l'assainissement et du drainage ;
- contrôle du bon fonctionnement des réseaux et ouvrages d'assainissement et de drainage, en liaison avec les Ministres chargés de l'Intérieur, de la Ville et de l'Environnement ;
- élaboration, approbation et promotion des schémas directeurs d'assainissement et de drainage, en liaison avec les Ministres chargés de la Ville, de l'Urbanisme et de l'Intérieur.

I.3.2. En matière de Salubrité

- élaboration des lois et règlements en matière de salubrité ;
- maîtrise d'ouvrage, approbation et suivi de la réalisation des infrastructures d'élimination des ordures ménagères et assimilés et tous types de déchets hormis les déchets dangereux, en liaison avec les Ministres concernés ;
- supervision et suivi de la gestion de tous types de déchets hormis les déchets dangereux, en liaison avec les Ministres chargés de la ville, de l'Intérieur, de l'Industrie, de l'agriculture, de la Santé et de l'Environnement ;
- réglementation et contrôle de la salubrité, notamment en matière de prévention des risques liés aux déchets ménagers ;
- élaboration de la réglementation en matière de la propreté, en liaison avec les Ministres chargés de la Justice, de l'Intérieur et de la ville ;
- prévention et alertes en matière de pollutions en liaison avec les Ministres chargés de l'Intérieur, de la Ville, de l'Environnement, de l'Industrie et des Mines ;
- lutte contre les nuisances et pollutions, en liaison avec les Ministres chargés de l'Intérieur, de la Ville, de l'Industrie, de l'Environnement et des Mines ;
- promotion de la propreté et de l'esprit civique en matière de salubrité et de confort de vie, en liaison avec les Ministres chargé de l'Intérieur, de la Ville et du Secrétariat d'Etat chargé du Service Civique ;
- encadrement des acteurs économiques du secteur de la salubrité.

I.4. Identification des programmes

- Programme 1 : Administration Générale ;
- Programme 2 : Assainissement et Drainage ;
- Programme 3 : Salubrité et Lutte contre les Nuisances.

II. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DEPENSES - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (DPPD-PAP)

II.1. Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses (DPPD)

II.1.1. Répartition des structures dans les programmes

Tableau 1 : Cartographie administrative des programmes

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET REGIONAUX	ORGANISMES SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 1: Administration Générale	Cabinet, DAF, DAJC, DSPS, DRH, SCRIP, IG, SCMFE, SOQ, SI, CPMP, DR,	-	-	-
Programme 2 : Assainissement et Drainage	DAUD, DAMR	ONAD, FNAD, UGBVG	<ul style="list-style-type: none"> - Projet de gestion intégrée du bassin versant du Gourou-Phase d'urgence ; - Programme d'assainissement ville d'Abidjan (Contrat d'affermage) ; - Assainissement d'Abidjan/district d'Abidjan - Projet de latinisation des écoles dans les villages déclarés fin de défécation a l'air libre (plev-fdal) - Programme d'amélioration durable de la situation de l'assainissement et du drainage de la ville d'Abidjan. - Projet C2D/17 projets de réhabilitation des stations de pompes et de dégrillage - Développement urbain-construction, assainissement, et urbanisme C2D - Programme d'amélioration durable de la situation d'assainissement et de drainage de la ville d'Abidjan - Programme de promotion de l'hygiène de l'assainissement du renforcement de l'accès à l'eau potable pour l'amélioration du statut nutritionnel des populations (PPHAREN) - Projet d'amélioration Durable de la situation de l'Assainissement et du drainage des eaux pluviales de la ville d'Abidjan(PADSAD). - Projet C2D/ 10 projets de réhabilitation de réseaux d'eaux usées - Projet C2D/ 3 projets de réseaux d'eaux pluviales - Projet de gestion intégrée du bassin versant du Gourou 	-
Programme 3 : Salubrité et lutte contre les nuisances	DGSLN, DISVD, DOSLN,	ANAGED	<ul style="list-style-type: none"> - Professionnalisation de la filière des déchets solides et ménagers pour une gestion participative créatrice d'emplois dans les villes de l'intérieur du pays ; - Mise en place d'une unité de compostage à Yamoussoukro ; - Construction ponts bascules/ANAGED ; - Ouverture décharge d'ordures ménagères district d'Abidjan ; - Mise en œuvre du protocole d'accord dans le cadre de la réhabilitation de la décharge publique d'Akouédo 	

II.1.2. Performance globale du ministère

Tableau 2 : Performance du ministère

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESULTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODES DE CALCUL / SOURCES DE COLLECTE
OG 1 : Mettre en œuvre la politique du Gouvernement en matière d'assainissement et du drainage	RS 1 : le développement de l'assainissement et du drainage tant en milieu urbain que rural est planifié	IP 1.1 : Linéaire du système d'assainissement et du drainage	Dénombrement Source : MINASS / DAUD - DAMR
	RS 2 : les programmes d'investissement et de mise à niveau des infrastructures d'assainissement et de drainage sont mis en œuvre	IP 2.1 : Proportion de la population ayant accès à un assainissement amélioré	Nombre de personne ayant accès à un assainissement amélioré / Population totale Source : MINASS / DAUD- ONAD-DAMR
		IP 2.2 : Nombre de réseaux et d'ouvrages d'assainissement et de drainage Réhabilité	Dénombrement Source : MINASS / DAUD- ONAD-DAMR
OG 2 : Assurer une meilleure coordination des efforts pour l'élimination des déchets ménagers et assimilés et de lutte contre les nuisances	RS 4: les nuisances (déchets, nuisances sonores, olfactives, visuelle, auditives) sont réduites	IP 2.1 : Nombre de PV et de saisines	Dénombrement Source : MINASS /DGSLN -DOSLN - DISVD - Coordination Grand Ménage - ANAGED
		IP 2.2 : Nombre d'infrastructures modernes de traitement et valorisation des déchets urbains construites	Dénombrement Source : MINASS/DISVD
	RS 5. : la protection du domaine public et la promotion de la qualité du cadre de vie sont assurés	IP 2.3 : Pourcentage des communes ayant reçu des actions de grand ménage	Nombre de communes ayant reçu des actions de grand ménage / Nombre total de communes Source : MINASS/Coordination grand ménage

II.1.3. Financement global du ministère

Tableau 3 : Financement global

En million FCFA	PROJECTIONS DE REFERENCE			MESURES NOUVELLES			PROJECTIONS FINALES		
	2019	2020	2021	2019	2020	2021	2019	2020	2021
1. RESSOURCES	88 359,77	55 052,66	55 531,48	0,00	0,00	0,00	88 359,77	55 052,66	55 531,48
1.1 Ressources Intérieures	70 209,86	55 052,66	55 531,48	0,00	0,00	0,00	70 209,86	55 052,66	55 531,48
1.1.1 Budget Etat	70 209,86	55 052,66	55 531,48	0,00	0,00	0,00	70 209,86	55 052,66	55 531,48
1.1.2 Recettes propres (structures)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1.2 Ressources Extérieures	18 149,91	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	18 149,91	0,00	0,00
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	18 149,91	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	18 149,91	0,00	0,00
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2. CHARGES	88 359,77	55 052,66	55 531,48	0,00	0,00	0,00	88 359,77	55 052,66	55 531,48
2.1 Personnel	1 072,04	1 104,20	1 137,33	0,00	0,00	0,00	1 072,04	1 104,20	1 137,33
2.1.1 Solde y compris EPN	1 072,04	1 104,20	1 137,33	0,00	0,00	0,00	1 072,04	1 104,20	1 137,33
2.1.2 Contractuels hors solde	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2.2 Biens et services	3 353,13	3 453,61	3 557,10	0,00	0,00	0,00	3 353,13	3 453,61	3 557,10
2.3 Transferts et subventions	48 862,47	48 899,85	48 938,35	0,00	0,00	0,00	48 862,47	48 899,85	48 938,35
2.4 Investissement*	35 072,12	1 595,00	1 898,70	0,00	0,00	0,00	35 072,12	1 595,00	1 898,70
Trésor	16 922,21	1 595,00	1 898,70	0,00	0,00	0,00	16 922,21	1 595,00	1 898,70
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	18 149,91	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	18 149,91	0,00	0,00

II.2. Projets Annuels de Performance (PAP) par programme

II.2.1. Programme 1 : Administration Générale

II.2.1.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 1 : Administration Générale	Action 1.1: Coordination et animation
	Action 1.2: Gestion des ressources humaines, matérielles et financières
	Action 1.3: Planification, programmation et suivi évaluation
	Action 1.4 : Gestion des systèmes d'information et de communication

II.2.1.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 1 : Administration Générale						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2017	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2019	2020	2021	
OS 1 : Améliorer le cadre de coordination et le fonctionnement des structures	Nombre de textes législatifs et réglementaires produits	05	08	12	15	Dénombrement Source : MINASS/DAJC
	Nombre d'outils de qualité (procédure), de planification et d'informatique élaborés et utilisés	04	08	12	18	Dénombrement Source : MINASS/DSPS –SOQ – SI
OS 2 : Assurer la gestion efficace des ressources humaines, matérielles et financières	Taux de satisfaction des besoins en personnel	75	80	85	90	Nombre de besoins de personnel satisfaits / Nombre total de besoins exprimés Source : MINASS/DRH
	Taux d'exécution du budget	70%	70%	70%	70%	Budget exécuté / Crédits autorisés du budget actuel Source : MINASS/DAF-DGBF

II.2.1.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

En million FCFA		Projections		
		2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GENERALE		3 240,22	3 262,48	3 360,23
Personnel		1 072,04	1 104,20	1 137,33
Biens et services		2 095,53	2 158,27	2 222,90
Transferts		0,00	0,00	0,00
Investissements		72,65	0,00	0,00
Trésor		72,65	0,00	0,00
Financement extérieur (Dons/Emprunts)		0,00	0,00	0,00

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GENERALE									
Action 1.1: Coordination et animation									
S/Total action1.1	316,88	326,27	335,94	0,00	0,00	0,00	316,88	326,27	335,94
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	316,88	326,27	335,94	0,00	0,00	0,00	316,88	326,27	335,94
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	316,88	326,27	335,94	0,00	0,00	0,00	316,88	326,27	335,94
Activité 111 : Coordonner les activités du Ministère	80,47	82,88	85,37	0,00	0,00	0,00	80,47	82,88	85,37
Activité 112: Inspecter les services du ministère	30,00	30,90	31,83	0,00	0,00	0,00	30,00	30,90	31,83
Activité 113: Elaborer les textes réglementaires du ministère	30,00	30,90	31,83	0,00	0,00	0,00	30,00	30,90	31,83
Activité 114: Réaliser les activités de développement, de renforcement de la coopération internationale et de mobilisation des financements extérieurs	10,74	11,06	11,40	0,00	0,00	0,00	10,74	11,06	11,40

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
Activité 115: Concevoir, planifier et mettre en œuvre le système de management intégré	25,00	25,75	26,52	0,00	0,00	0,00	25,00	25,75	26,52
Activité 116 : Prendre en charges le fonctionnement de la résidence du ministre	4,00	4,00	4,00	0,00	0,00	0,00	4,00	4,00	4,00
Activité 117: Gérer les marchés publics du ministère	16,45	16,94	17,45	0,00	0,00	0,00	16,45	16,94	17,45
Activité 118: Participer aux conférences et missions hors Côte d'Ivoire	111,00	114,33	117,76	0,00	0,00	0,00	111,00	114,33	117,76
Activité 1110:Mettre en œuvre la politique du Ministère au niveau régional	9,23	9,50	9,79	0,00	0,00	0,00	9,23	9,50	9,79
Action 1.2: Gestion des ressources humaines, matérielles et financières									
S/Total action 1.2	2 705,76	2 712,10	2 793,47	0,00	0,00	0,00	2 705,76	2 712,10	2 793,47
Personnel	1 072,04	1 104,20	1 137,33	0,00	0,00	0,00	1 072,04	1 104,20	1 137,33
Biens et services	1 561,07	1 607,90	1 656,14	0,00	0,00	0,00	1 561,07	1 607,90	1 656,14
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	72,65	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	72,65	0,00	0,00
Trésor	72,65	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	72,65	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Personnel	1 072,04	1 104,20	1 137,33	0,00	0,00	0,00	1 072,04	1 104,20	1 137,33
Activité 121: Prendre en charge les salaires du personnel en central	1 072,04	1 104,20	1 137,33	0,00	0,00	0,00	1 072,04	1 104,20	1 137,33
Biens et services	1 561,07	1 607,90	1 656,14	0,00	0,00	0,00	1 561,07	1 607,90	1 656,14
Activité 122: Gérer le personnel	34,40	35,43	36,49	0,00	0,00	0,00	34,40	35,43	36,49
Activité 123: Prendre en charge les frais de LIQUIDATION ANASUR	179,63	185,02	190,57	0,00	0,00	0,00	179,63	185,02	190,57
Activité 124: Gérer les dépenses centralisées du ministère	865,71	891,68	918,43	0,00	0,00	0,00	865,71	891,68	918,43
Activité 125: Recruter des experts pour assister le cabinet du ministère/convention BNETD	315,36	324,82	334,57	0,00	0,00	0,00	315,36	324,82	334,57
Activité 126: Prendre en charge les frais de séminaire et missions en Côte d'Ivoire des agents	55,00	56,65	58,35	0,00	0,00	0,00	55,00	56,65	58,35
Activité 127: Gérer les dépenses d'abonnement du ministère	55,96	57,64	59,37	0,00	0,00	0,00	55,96	57,64	59,37
Activité 128: Elaborer et évaluer la mise en œuvre du DPPD-PAP du ministère	25,00	25,75	26,52	0,00	0,00	0,00	25,00	25,75	26,52
Activité 129: Gérer le budget et le patrimoine du ministère	30,00	30,90	31,83	0,00	0,00	0,00	30,00	30,90	31,83
Investissements	72,65	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	72,65	0,00	0,00
Trésor	72,65	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	72,65	0,00	0,00
Activité 1210 Mise en œuvre activités du Doing Business / MSED	72,65	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	72,65	0,00	0,00

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
Action 1.3 : Planification, programmation et suivi-évaluation									
S/Total action1.3	18,85	19,42	20,00	0,00	0,00	0,00	18,85	19,42	20,00
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	18,85	19,42	20,00	0,00	0,00	0,00	18,85	19,42	20,00
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	18,85	19,42	20,00	0,00	0,00	0,00	18,85	19,42	20,00
Activité 132: Planifier, programmer, suivre et évaluer les activités du ministère	18,85	19,42	20,00	0,00	0,00	0,00	18,85	19,42	20,00
Action 1.4 : Gestion des systèmes d'information et de Communication									
S/Total action1.4	198,73	204,69	210,83	0,00	0,00	0,00	198,73	204,69	210,83
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	198,73	204,69	210,83	0,00	0,00	0,00	198,73	204,69	210,83
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	198,73	204,69	210,83	0,00	0,00	0,00	198,73	204,69	210,83
Activité 141 : Elaborer et mettre en œuvre la stratégie de communication interne et externe du ministère	169,00	174,07	179,29	0,00	0,00	0,00	169,00	174,07	179,29
Activité 142 : Animer le service informatique	29,73	30,62	31,54	0,00	0,00	0,00	29,73	30,62	31,54
TOTAL DU PROGRAMME 1	3 240,22	3 262,48	3 360,23	0,00	0,00	0,00	3 240,22	3 262,48	3 360,23

II.2.2. Programme 2 : Assainissement et Drainage

II.2.2.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme 2	Actions
Programme 2 : Assainissement et Drainage	Action 2.1: Réalisation et renforcement du système d'assainissement et du drainage
	Action 2.2: Réhabilitation des réseaux et ouvrages d'assainissement et du drainage

II.2.2.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 2 : Assainissement et Drainage						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2017	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2019	2020	2021	
OS 1: Promouvoir et planifier le développement de l'Assainissement et du Drainage tant en milieu urbain que rural	Linéaire du système d'assainissement et de drainage	35	45	50	70	Dénombrement Source : MINASS / DAUD
	Nombre des réseaux d'assainissement réalisés	65	85	105	200	Dénombrement Source : DAUD
OS 2 : Mettre en œuvre les programmes d'investissement et de mise à niveau des infrastructures d'assainissement et de drainage	Proportion de population ayant accès à un assainissement amélioré	22%	30%	70%	75%	Nombre de personnes ayant accès à un assainissement amélioré / Population totale Source : MINASS/DAUD- ONAD-DAR
	Nombre de réseaux et ouvrages d'assainissement et de drainage réhabilités	35	45	60	75	Dénombrement Source : MINASS/DAUD-ONAD

II.2.2.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

En million FCFA		Projections		
		2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 2 : ASSAINISSEMENT ET DRAINAGE		40 077,75	8 925,17	8 936,02
	Personnel	0,00	0,00	0,00
	Biens et services	350,95	361,48	372,33
	Transferts	8 563,69	8 563,69	8 563,69
	Investissements	31 163,11	0,00	0,00
	Trésor	13 013,20	0,00	0,00
	Financement extérieur (Dons/Emprunts)	18 149,91	0,00	0,00

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 2 : ASSAINISSEMENT ET DRAINAGE									
Action 2.1: Réalisation et renforcement du système d'assainissement et du drainage									
S/Total action2.1	18 137,55	8 883,97	8 893,58	0,00	0,00	0,00	18 137,55	8 883,97	8 893,58
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	310,95	320,28	329,89	0,00	0,00	0,00	310,95	320,28	329,89
Transferts	8 563,69	8 563,69	8 563,69	0,00	0,00	0,00	8 563,69	8 563,69	8 563,69
Investissements	9 262,91	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 262,91	0,00	0,00
Trésor	369,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	369,40	0,00	0,00
Financement extérieur	8 893,51	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 893,51	0,00	0,00
Biens et services	310,95	320,28	329,89	0,00	0,00	0,00	310,95	320,28	329,89
Activité 211: Réaliser les ouvrages d'assainissement et de drainage	25,00	25,75	26,52	0,00	0,00	0,00	25,00	25,75	26,52
Activité 212: Gérer les réseaux d'assainissement en saison de pluie	285,95	294,53	303,37	0,00	0,00	0,00	285,95	294,53	303,37
Transferts	8 563,69	8 563,69	8 563,69	0,00	0,00	0,00	8 563,69	8 563,69	8 563,69
Activité 214 Prendre en charge l'assainissement et drainage / ONAD	8 563,69	8 563,69	8 563,69	0,00	0,00	0,00	8 563,69	8 563,69	8 563,69
Investissements	9 262,91	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 262,91	0,00	0,00
Trésor	369,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	369,40	0,00	0,00
Activité 213: Programme d'Aménagement et de Gestion Intégrée du Bassin versant du Gourou	369,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	369,40	0,00	0,00
Financement extérieur	8 893,51	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 893,51	0,00	0,00
Activité 213: Programme d'Aménagement et de Gestion Intégrée du Bassin versant du Gourou	8 893,51	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 893,51	0,00	0,00
Action 2.2: Réhabilitation des réseaux et ouvrages d'assainissement et du drainage									
S/Total action2.2	21 940,20	41,20	42,44	0,00	0,00	0,00	21 940,20	41,20	42,44
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	40,00	41,20	42,44	0,00	0,00	0,00	40,00	41,20	42,44
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	21 900,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	21 900,20	0,00	0,00
Trésor	12 643,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 643,80	0,00	0,00
Financement extérieur	9 256,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 256,40	0,00	0,00

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 2 : ASSAINISSEMENT ET DRAINAGE									
Biens et services	40,00	41,20	42,44	0,00	0,00	0,00	40,00	41,20	42,44
Activité 221 : Réaliser les ouvrages d'assainissement et de drainage en milieu rural	40,00	41,20	42,44	0,00	0,00	0,00	40,00	41,20	42,44
Investissements	21 900,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	21 900,20	0,00	0,00
Trésor	12 643,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 643,80	0,00	0,00
Activité 222: Assainissement d'Abidjan/District d'Abidjan (projet)	134,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	134,20	0,00	0,00
Activité 223 : Programme d'assainissement de la ville d'Abidjan (projet)	161,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	161,00	0,00	0,00
Activité 224: Assainissement / 2ème C2D (projet)	12 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 200,00	0,00	0,00
Activité 225 : Projet d'Amélioration Durable de la Situation de l'Assainissement et du Drainage des eaux pluviales de la ville d'Abidjan(PADDAS)	148,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	148,60	0,00	0,00
Financement extérieur	9 256,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 256,40	0,00	0,00
Activité 225 : Projet d'Amélioration Durable de la Situation de l'Assainissement et du Drainage des eaux pluviales de la ville d'Abidjan(PADDAS)	9 256,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 256,40	0,00	0,00
TOTAL DU PROGRAMME 2	40 077,75	8 925,17	8 936,02	0,00	0,00	0,00	40 077,75	8 925,17	8 936,02

II.2.3 Programme 3 : Salubrité et Lutte contre les Nuisances

II.2.3.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 3 : Salubrité et Lutte contre les Nuisances	Action 3.1: Réduction des nuisances
	Action 3.2: Construction d'infrastructures modernes de gestion et de valorisation des déchets

II.2.3.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 3 : Salubrité et lutte contre les nuisances						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2017	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2019	2020	2021	
OS1 : Réduction des nuisances (déchets, nuisances sonores, olfactives, visuelles, auditives)	nombre d'actions mené pour la réduction des nuisances	40	50	60	75	Dénombrement Source : MINASS/DGSLN -DOSLN - DISVD - Coordination Grand Ménage/ANAGED
	Nombre d'infrastructures modernes de traitement et valorisation des déchets urbains construits	01	01	6	10	Dénombrement Source : MINASS/DISVD
OS2 : Assurer la protection du domaine public et promouvoir la qualité de cadre de vie	Taux des communes ayant reçu des actions de grand ménage	30%	35%	40%	60%	Nombre de communes ayant reçu des actions de grand ménage / Nombre total de communes Source : Rapport d'activités Coordination grand ménage

II.2.3.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

En million FCFA		Projections		
		2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 3 : SALUBRITE ET LUTTE CONTRE LES NUISANCES		45 041,80	42 865,02	43 235,23
	Personnel	0,00	0,00	0,00
	Biens et services	906,65	933,85	961,87
	Transferts	40 298,78	40 336,16	40 374,67
	Investissements	3 836,36	1 595,00	1 898,70
	Trésor	3 836,36	1 595,00	1 898,70
	Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0,00	0,00	0,00

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 3 : SALUBRITE ET LUTTE CONTRE LES NUISANCES									
Action 3.1: Réduction des nuisances									
S/Total action3.1	41 183,78	41 247,71	41 313,56	0,00	0,00	0,00	41 183,78	41 247,71	41 313,56
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	885,00	911,55	938,90	0,00	0,00	0,00	885,00	911,55	938,90
Transferts	40 298,78	40 336,16	40 374,67	0,00	0,00	0,00	40 298,78	40 336,16	40 374,67
Investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	885,00	911,55	938,90	0,00	0,00	0,00	885,00	911,55	938,90
Activité 311 : Coordonner, suivre et évaluer la mise en œuvre des activités de propreté	50,00	51,50	53,05	0,00	0,00	0,00	50,00	51,50	53,05
Activité 312 : Elaborer et mettre en œuvre les stratégies de lutte contre les nuisances et les occupations anarchiques	30,00	30,90	31,83	0,00	0,00	0,00	30,00	30,90	31,83
Activité 313: Embellir le cadre de vie	15,00	15,45	15,91	0,00	0,00	0,00	15,00	15,45	15,91
Activité 315 : Gérer la décharge du District de Yamoussoukro	790,00	813,70	838,11	0,00	0,00	0,00	790,00	813,70	838,11
Transferts	40 298,78	40 336,16	40 374,67	0,00	0,00	0,00	40 298,78	40 336,16	40 374,67
Activité 316: Animer l'ANAGED	1 246,03	1 283,41	1 321,91	0,00	0,00	0,00	1 246,03	1 283,41	1 321,91
Activité 317 apporter un appui pour l'enlèvement des ordures ménagères / ANAGED	4 798,00	4 798,00	4 798,00	0,00	0,00	0,00	4 798,00	4 798,00	4 798,00
Activité 318 Apporter un appui au Fonds de Financement de la Salubrité Urbaine/ANAGED	34 254,75	34 254,75	34 254,75	0,00	0,00	0,00	34 254,75	34 254,75	34 254,75

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
Action 3.2: Construction d'infrastructures modernes de gestion et de valorisation des déchets									
S/Total action3.2	3 858,01	1 617,30	1 921,67	0,00	0,00	0,00	3 858,01	1 617,30	1 921,67
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	21,65	22,30	22,97	0,00	0,00	0,00	21,65	22,30	22,97
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	3 836,36	1 595,00	1 898,70	0,00	0,00	0,00	3 836,36	1 595,00	1 898,70
Trésor	3 836,36	1 595,00	1 898,70	0,00	0,00	0,00	3 836,36	1 595,00	1 898,70
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	21,65	22,30	22,97	0,00	0,00	0,00	21,65	22,30	22,97
Activité 321: Coordonner la construction des ouvrages de gestion des déchets sur le territoire national	21,65	22,30	22,97	0,00	0,00	0,00	21,65	22,30	22,97
Investissements	3 836,36	1 595,00	1 898,70	0,00	0,00	0,00	3 836,36	1 595,00	1 898,70
Trésor	3 836,36	1 595,00	1 898,70	0,00	0,00	0,00	3 836,36	1 595,00	1 898,70
Activité 322 : Professionnalisation filières déchets solides et ménagers	17,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	17,00	0,00	0,00
Activité 323 : Mise en place Unité de compostage à Yamoussoukro	17,00	285,00	338,70	0,00	0,00	0,00	17,00	285,00	338,70
Activité 324 : Construction ponts bascules/ANAGED	20,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20,80	0,00	0,00
Activité 325 : Ouverture décharge d'ordures ménagères District d'Abidjan	388,56	1 310,00	1 560,00	0,00	0,00	0,00	388,56	1 310,00	1 560,00
Activité 326 : Centre d'enfouissement technique	3 393,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 393,00	0,00	0,00
TOTAL DU PROGRAMME 3	45 041,80	42 865,02	43 235,23	0,00	0,00	0,00	45 041,80	42 865,02	43 235,23

SECTION 74 : MINISTERE DE L'EMPLOI ET DE LA PROTECTION SOCIALE

I. PRESENTATION GENERALE DU MINISTERE

I.1. Situation du secteur

I.1.1. Problèmes majeurs

I.1.1.1. En matière d'Emploi

- la difficulté d'insertion socio-professionnelle des personnes vulnérables, y compris les personnes vivant avec un handicap et les femmes ;
- la prédominance de l'emploi informel (93,9%) ;
- la persistance du sous-emploi et des emplois précaires ;
- l'inadaptation du profil des demandeurs d'emploi à l'offre d'emplois ;
- la faible création d'emplois au niveau des entreprises ;
- le manque de qualification et d'expérience des demandeurs d'emplois ;
- la demande de salaires non réalistes.

I.1.1.2. En matière de Travail

- la persistance du travail des enfants de moins de 14 ans et des pires formes de travail des enfants ;
- le non-respect des conditions d'hygiène et de sécurité des travailleurs dans les entreprises ;
- la méconnaissance des dispositions du Code du Travail de 2015 par des employeurs, des employés et des acteurs censés faire de l'arbitrage des conflits dans le milieu du travail ;
- les mouvements récurrents de grève dans le secteur privé et le secteur public ;
- le non-respect de l'application du SMIG ;
- l'insuffisance des moyens de mobilité pour inspecter les lieux de travail ;
- l'accessibilité limitée des usagers aux Inspections du Travail ;
- l'inexistence d'un système de protection des travailleurs de l'économie informelle;
- l'inexistence d'une base de données statistiques sur le travail.

I.1.1.3. En matière de Protection Sociale

- la difficulté des personnes vulnérables à surmonter les chocs sociaux ;
- la faible couverture de la population pour ce qui concerne la maladie;
- la difficulté d'insertion éducative, socio-professionnelle et culturelle des personnes vivant avec un handicap ;
- l'inexistence d'une couverture sociale pour les travailleurs du secteur informel ;
- le non-respect de la législation communautaire en matière de mutualité sociale ;
- l'inexistence d'une politique nationale pour les personnes âgées ;
- l'insuffisance des services sociaux de base ;
- l'insuffisance de travailleurs sociaux publics ;

- la couverture limitée des risques (retraite, décès, accidents de travail et maladies professionnelles et prestations familiales) ;
- le faible niveau de connaissance de la sécurité sociale de la part des animateurs du secteur privé informel.

I.1.2. Réponses apportées

I.1.2.1. En matière d'Emploi

- l'actualisation du Plan d'Actions Stratégique (PAS) 2018-2020 de la PNE 2016-2020;
- l'évaluation d'une dizaine de projets;
- la restitution des résultats préliminaires de l'étude sur l'Emploi des Personnes Handicapées;
- l'élaboration du document de Stratégie de Promotion de l'emploi des couches vulnérables;
- la réalisation de la cartographie des initiatives d'emplois sur l'ensemble du territoire ;
- l'adoption par le Gouvernement d'une Politique Nationale de l'Emploi (PNE) 2016-2020;
- le financement projets collectifs et de projets individuels portés par des personnes vulnérables;
- l'édition de l'ensemble des décrets d'application se rapportant au titre I du Code du Travail ;
- l'organisation de séances de sensibilisation à l'endroit des élus locaux à la prise en compte de l'approche THIMO;
- la mise en œuvre du Plan Stratégique de Développement du Système d'Information sur le Marché du Travail ;
- la collecte des données relatives à l'Enquête Emploi 2017 ;
- l'opérationnalisation du projet Carte ;
- l'actualisation et la disponibilité régulière du Tableau de Bord Emploi ;
- la réalisation de l'étude sur la situation de l'emploi des personnes handicapées.

I.1.2.2. En matière de Travail

- l'examen de projets de décrets d'application du Code du Travail par la Commission Consultative du Travail et leur transmission au Secrétariat Général du Gouvernement;
- l'adoption par le gouvernement de décrets du titre I, dont le décret relatif aux travaux interdits aux femmes et aux femmes enceintes et le décret portant modalités particulières en cas de grève dans le secteur privé;
- la finalisation du document de formulation du PPTD 2017-2020 de la Côte d'Ivoire;
- la révision, par arrêtés, de la liste des travaux dangereux interdits aux enfants;
- la détermination de la liste des travaux légers autorisés aux enfants dont l'âge est compris entre 13 et 16 ans;
- l'élaboration d'un projet de document de Politique Nationale du Travail;
- la vulgarisation du Code du Travail de 2015 à l'endroit des Magistrats et des Inspecteurs du travail;
- l'élaboration du barème des salaires 2015 consécutivement à la revalorisation du Salaire Minimum Interprofessionnel Garanti (SMIG);
- la ratification des Conventions n° 150, n° 155, n° 160, n° 161, n° 171, et n° 187 de l'OIT;
- l'instauration d'un dialogue social effectif entre les partenaires sociaux ;
- l'actualisation de la base de données syndicales du pays;
- la sensibilisation du Gouvernement et des partenaires sociaux sur les bonnes pratiques du dialogue social ;

- la promotion de la santé et sécurité au Travail ;
- l'application du cadre juridique relatif au travail décent ;
- la lutte contre le travail des enfants ;
- la création d'un Observatoire National des Accidents du Travail et Maladies Professionnelles indemnissables (ONATMP) ;
- la révision de la liste des maladies professionnelles indemnissables.

I.1.2.3. En matière de Protection Sociale

- le renforcement du dispositif de mise en œuvre des actions de protection/ Promotion en matière de protection sociale ;
- l'assistance, le soutien et la prise en charge des indigents et des personnes vulnérables ;
- la mise en œuvre de la Couverture Maladie Universelle (CMU) ;
- le renforcement de la mutualité sociale ;
- le renforcement de la gouvernance des institutions de prévoyance sociale ;
- le renforcement de la prévoyance sociale des fonctionnaires et agents de l'Etat.

I.1.3. Défis et priorités

I.1.3.1. Défis

- En matière d'Emploi
 - la mise à disposition annuelle de l'information sur l'emploi dans les délais requis ;
 - l'amélioration de la qualité de l'emploi ;
 - la création d'un observatoire de l'emploi ;
 - l'amélioration considérable de l'accessibilité des personnes handicapées, des femmes et des jeunes à l'emploi.
- En matière de travail
 - l'éradication des pires formes de travail des enfants ;
 - le respect des règles d'hygiène et de sécurité au travail dans toutes les entreprises ;
 - l'application effective du SMIG dans toutes les entreprises ;
 - l'accroissement de l'accessibilité des travailleurs au service d'inspection du travail ;
 - le renforcement des capacités matérielles des inspecteurs du travail ;
 - la revalorisation du Salaire Minimum Agricole Garanti (SMAG) ;
 - l'organisation des élections professionnelles ;
 - le maintien d'une trêve sociale durable ;
 - une large diffusion du Code du Travail de 2015 auprès des parties prenantes ;
 - la révision de la Convention Collective Interprofessionnelle de 1977.
- En matière de protection Sociale
 - le démarrage effectif des prestations de la CMU avec toutes les personnes enrôlées ;
 - le développement de la mutualité sociale ;
 - la mise en place d'un système viable de production et de gestion de l'information sur le secteur social ;
 - l'accroissement du nombre de structures d'action sociale (centres sociaux et institutions spécialisées) ;

- la signature des décrets d'application de la loi n°98-594 du 10 novembre 1998 d'orientation en faveur des personnes handicapées ;
- la mise en place d'une stratégie de prise en charge des personnes âgées ;
- le développement d'un système de protection des travailleurs du secteur informel.

I.1.3.2. Priorités

- En matière d'Emploi
 - la mise en œuvre des projets d'emploi ;
 - la réalisation d'études sur la situation de l'emploi ;
 - la création d'un observatoire de l'emploi ;
 - l'élaboration de textes juridiques et de documents de référence de l'emploi ;
 - la production d'informations statistiques sur l'emploi.
- En matière de Travail
 - la sensibilisation des populations sur le travail des enfants ;
 - l'installation des comités locaux de lutte contre le travail des enfants ;
 - la mise en œuvre du plan de renaissance des infrastructures des services en charge du travail ;
 - la formation des parties prenantes sur le Code du Travail de 2015 ;
 - l'élaboration d'un document de référence du domaine ;
 - le suivi de l'application des normes de santé et sécurité au travail ;
 - l'élaboration des textes du dispositif légal et institutionnel du travail ;
 - le suivi de l'application des normes nationales et internationales du travail ;
 - le règlement des conflits collectifs ou individuels dans les milieux professionnels public et privé ;
 - la mise en place d'une base de données statistique sur le travail ;
 - la vulgarisation des bonnes pratiques et partage d'expériences ;
 - la conception d'un dispositif d'amélioration des conditions de travail dans l'économie informelle ;
 - la commémoration des journées statutaires du domaine du travail ;
 - l'organisation des élections de représentativité des organisations syndicales.
- En matière de Protection Sociale
 - la construction/réhabilitation et équipement des structures sociales (INFS, centres sociaux, centres d'éducation spécialisée...)
 - la réalisation d'études sur la protection sociale dans notre pays ;
 - l'élaboration de textes juridiques et de documents de la protection sociale ;
 - la production d'informations statistiques de la protection sociale ;
 - la formation des animateurs du secteur social ;
 - l'assistance et octroi d'aides aux personnes vulnérables, y compris les personnes en situation de handicap, les personnes âgées et les indigents ;
 - la sensibilisation des mutuelles sociales sur la nécessité de se constituer en mutuelle sociale ;
 - le recensement des mutuelles sociales ;
 - la vulgarisation des bonnes pratiques et partage d'expériences
 - la mise en place d'une base de données statistiques sur la protection sociale ;
 - la poursuite de la mise en œuvre de la Couverture Maladie Universelle (CMU) ;
 - le suivi de la mise en place du Régime Social des Travailleurs Indépendants (RSTI).

I.2. Politique sectorielle

I.2.1. Principales orientations

- la lutte contre le chômage par la création d'emplois ;
- la lutte contre le travail des enfants;
- la promotion d'un travail décent ;
- la protection des populations vulnérables et le respect des droits humains ;

I.2.2. Résultats stratégiques

- les populations en âge de travailler accèdent à un emploi décent ;
- les populations en âge de travailler accèdent à un travail décent ;
- les populations, les plus vulnérables surmontent les chocs sociaux.

I.3. Missions du ministère

Le Ministre de l'Emploi et de la Protection Sociale est chargé de la mise en œuvre et du suivi de la politique du Gouvernement en matière d'Emploi et de la Protection Sociale. A ce titre, en liaison avec les différents départements ministériels concernés, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

I.3.1. En matière d'emploi :

- application, contrôle et évaluation de la politique nationale en matière d'emploi ;
- identification des mesures visant la création d'emplois, en particulier pour les populations défavorisées, notamment les femmes et les handicapés, en liaison avec le Ministre chargé de l'Emploi des Jeunes ;
- formulation d'actions de mise en adéquation de la formation et de l'emploi ;
- assistance aux chômeurs et handicapés du travail ;
- contrôle de l'application des normes, des lois et règlements en matière de travail ;
- prévention et gestion des conflits collectifs de travail ;
- élaboration, suivi et contrôle de l'application des normes, lois et règlements en matière de travail des enfants, en liaison avec les Ministres chargés de la Justice, de l'Intérieur et de l'Enfant ;
- coordination, identification et mise en œuvre des mesures dans le domaine de la lutte contre le travail des enfants ;
- renforcement de la protection des travailleurs, notamment de ceux atteints de l'infection du VIH/SIDA, en liaison avec le Ministre chargé de la Santé ;
- élaboration, suivi et contrôle de la réglementation de la médecine du travail, en liaison avec le Ministre chargé de la Santé ;
- renforcement de la médecine du travail, en liaison avec le Ministre chargé de la Santé.

I.3.2. En matière de Protection sociale

- promotion, mise en œuvre et suivi de la politique de sécurité sociale ;
- renforcement et harmonisation du cadre institutionnel et de la prévoyance sociale ;
- participation à la prise en charge sociale des populations vulnérables ;
- coordination et supervision de la politique des affaires sociales ;
- formation professionnelle des travailleurs sociaux ;
- mise en œuvre d'une politique cohérente d'encadrement et de formation des handicapés ainsi que de leur insertion dans le tissu social, notamment dans le monde du travail ;
- mise en œuvre et renforcement du plaidoyer en faveur de la prévention des handicaps résultant des accidents de travail et de la voie publique, auprès des populations et des institutions ;
- mise en œuvre de la Couverture Maladie Universelle.

I.4. Identification des programmes

- Programme 1 : Administration Générale ;
- Programme 2 : Emploi ;
- Programme 3 : Travail ;
- Programme 4 : Protection Sociale.

II. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DÉPENSES–PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (DPPD–PAP)

II.1. Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses (DPPD)

II.1.1. Répartition des structures dans les programmes

TABLEAU 1 : Cartographie administrative des programmes

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET REGIONAUX	ORGANISMES SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 1 : Administration Générale	-Cabinet, IG, DAJ, SCRIP, SQN, DCSP, DPEI, DAF ; DRH ; CPMP ; Comité sectoriel	-	-	-
Programme 2 : Emploi	DGE; CNCISE ; DSPE ; DSEPE; DOEM ; CSPE.	-	-Production et diffusion de statistiques du travail -Projet de Promotion Emploi couches vulnérables	-
Programme 3 : Travail	DGT. DIT, DRT, CCT ; DSST ; DLTE, CNDS, SMHT ; DRT29 DR ; 1 DDT ; 08 IT	-	-Réhabilitation et équipement des services de l'administration du travail -Système d'Observation et de Suivi du Travail des Enfants en Côte d'Ivoire (SOSTECI)	-
Programme 4 : Protection Sociale	DGPS ; DPPH ; DAS ; DSSM ; CNSS ; CMU CCS-CMU ; DRPS (29 DR) ; PNPS ; INIPA ; CEFPPH ; EclS ; CDPH ; CNPPH ; CNAS ; CLc le Vih-sida ; CAHG -(CS) (94) ; Ensemble des centres pour handicapés à Abidjan.	-Institut National de Formation Sociale (INFS) -Agence Ivoirienne de Régulation de la Mutualité Sociale (AIRMS) -IPS-Caisse Nationale d'Assurance Maladie (IPS-CNAM)	-Construction et équipement de Centres Sociaux -Réhabilitation et équipement des centres sociaux -Réhabilitation des bâtiments de l'INFS -Couverture Maladie Universelle (CMU) -CMU/ soutien aux indigents -Réhabilitation et équipement du centre d'éducation socio-professionnelle pour personnes handicapées (CESPPH) de Danané -Projet National d'Assistance aux Personnes Agées -Construction et équipement des fermes-écoles	-

II.1.2. Performance globale du ministère

TABLEAU 2 : Performance du ministère

Objectifs Globaux (OG)	Résultats stratégiques (RS)	Indicateurs de performance (IP)	Méthode de calcul/source de collecte
OG 1 : Améliorer l'accessibilité des populations en âge de travailler à un emploi décent	RS 1.les populations en âge de travailler accèdent à un emploi décent	Réduction du taux de chômage	Nombre de chômeurs / Effectif des personnes en âge de travailler Source : Enquête emploi
		Pourcentage de travailleurs du secteur informel	Nombre de travailleurs du secteur informel / Effectif des travailleurs Source : Enquête emploi
OG 2 : Garantir l'accessibilité des populations en âge de travailler à un travail décent	RS 2.les populations en âge de travailler accèdent à un travail décent	Pourcentage de travailleurs accédant à un emploi décent	Nombre de travailleurs accédant à un emploi décent / Nombre total de demandes d'emploi Source : DGE
		Pourcentage des entreprises privées offrant un emploi décent	Nombre d'entreprises du secteur privé formel impliquées qui observent effectivement les règles d'hygiène, de santé et de sécurité au travail / Nombre d'entreprises du secteur privé formel impliquées dans l'observance des règles d'hygiène, de santé et de sécurité au travail Source : Cadre des résultats de la DSSM et de la DIT
		Proportion d'enfants de 5 à 13 ans économiquement occupés	Nombre d'enfants de 5 à 13 ans économiquement occupés / effectif des enfants de 5 à 13 ans Source : Enquête emploi
OG 3 : Garantir aux populations, notamment les plus vulnérables, l'accessibilité à la protection sociale	RS 3.les populations les plus vulnérables ont accès à la protection sociale	Taux d'accroissement du nombre de Centres Sociaux et des établissements spécialisés du MEPS	Nombre de nouveaux Centres Sociaux et établissements spécialisés du MEPS créés au cours d'une année / Nombre total de Centres Sociaux et établissements spécialisés existants au cours d'une année
		Taux de la population ayant accès à la protection sociale	Population bénéficiant de la protection sociale / Population totale Source : DGPS
		Nombre de personnes enrôlées à la CMU	Dénombrement Source : Données de SNEDAI / CNAM
		Nombre de mutuelles sociales immatriculées Proportion de travailleurs affiliés à une mutuelle sociale	Dénombrement Nombre total de travailleurs affiliés à une mutuelle / Nombre total de travailleurs Source : AIRMS

II.1.3. Financement global du ministère

Tableau 3 : Financement global

En million de FCFA	PROJECTIONS DE REFERENCE			MESURES NOUVELLES			PROJECTIONS FINALES		
	2019	2020	2021	2019	2020	2021	2019	2020	2021
1. RESSOURCES	25 814,66	23 588,14	25 154,94	0,00	0,00	0,00	25 814,66	23 588,14	25 154,94
1.1 Ressources Intérieures	25 814,66	23 588,14	25 154,94	0,00	0,00	0,00	25 814,66	23 588,14	25 154,94
1.1.1 Budget Etat	25 814,66	23 588,14	25 154,94	0,00	0,00	0,00	25 814,66	23 588,14	25 154,94
1.1.2 Recettes propres (structures)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1.2 Ressources Extérieures	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2. CHARGES	25 814,66	23 588,14	25 154,94	0,00	0,00	0,00	25 814,66	23 588,14	25 154,94
2.1 Personnel	14 378,31	14 809,66	15 253,95	0,00	0,00	0,00	14 378,31	14 809,66	15 253,95
2.1.1 Solde y compris EPN	14 378,31	14 809,66	15 253,95	0,00	0,00	0,00	14 378,31	14 809,66	15 253,95
2.1.2 Contractuels hors solde	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2.2 Biens et services	3 928,55	4 004,59	4 124,73	0,00	0,00	0,00	3 928,55	4 004,59	4 124,73
2.3 Transferts et subventions	2 251,35	2 318,89	2 388,46	0,00	0,00	0,00	2 251,35	2 318,89	2 388,46
2.4 Investissement*	5 256,44	2 455,00	3 387,80	0,00	0,00	0,00	5 256,44	2 455,00	3 387,80
Trésor	5 256,44	2 455,00	3 387,80	0,00	0,00	0,00	5 256,44	2 455,00	3 387,80
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

II.2. Projets Annuels de Performance (PAP) par programme

II.2.1. Programme 1 : Administration Générale

II.2.1.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Action
Programme 1 : Administration générale	Action 1.1 : Coordination et animation ;
	Action 1.2 : Planification, programmation et suivi-évaluation ;
	Action 1.3 : Gestion des ressources humaines, financières et matérielles
	Action 1.4 : Gestion des systèmes d'information et de communication

II.2.1.2. Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programmes-1 : Administration Générale						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2017	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2019	2020	2021	
OS 1 : Assurer la coordination générale en matière d'Emploi, de Travail et de Protection Sociale	Proportion d'entités fonctionnelles inspectées	12%	27%	40%	48%	Nombre d'entités fonctionnelles ayant été inspectées / Nombre total d'entité fonctionnelle à inspecter Source : Cabinet /IG
	Nombre de travailleurs du secteur privé décorés	2572	6300	6600	6900	Dénombrement Source : Cabinet / SMHT
OS 2 : Améliorer la planification et le système de suivi-évaluation des programmes, projets et activités	Disponibilité des informations actualisées ; Mise en ligne des informations statistiques actualisées	OUI	OUI	OUI	OUI	Existence d'une base de données annuelles actualisées (oui / non) Source : Annuaire statistique de l'année antérieure du Ministère. Cabinet /DPEI
	Taux de réalisation des programmes, projets et activités programmés	45%	65%	70%	75%	Nombre d'activités réalisées / Nombre total d'activités programmées Source : DPEI
OS 3 : Améliorer la gestion humaine, financière et matérielle	Taux des administrateurs de crédit formés en matière de gestion des finances publiques	55%	65%	70%	75%	Nombre d'administrateurs de crédits formés / effectif total des administrateurs de crédits à former Source : Rapport de la formation / DAF
	Proportion des agents ayant bénéficié d'un renforcement de capacité	12%	25%	30%	35%	Nombre d'agents ayant bénéficié d'un renforcement de capacité / effectif total de personnel du ministère Source : DRH

II.2.1.3. Financement du programme

Tableau 6. : Synthèse du programme par nature de dépense

En million de FCFA		Projections		
		2 019	2 020	2 021
PROGRAMME I : ADMINISTRATION GENERALE		16 540,27	17 036,48	17 547,57
	Personnel	14 378,31	14 809,66	15 253,95
	Biens et services	1 211,66	1 248,01	1 285,45
	Transferts	950,30	978,81	1 008,17
	Investissements	0,00	0,00	0,00
	Trésor	0,00	0,00	0,00
	Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0,00	0,00	0,00

Tableau 7. Budget détaillé du programme

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GENERALE									
Action 1.1: Coordination et animation									
S/Total action1.1	1 192,33	1 228,10	1 264,95	0,00	0,00	0,00	1 192,33	1 228,10	1 264,95
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	242,03	249,30	256,77	0,00	0,00	0,00	242,03	249,30	256,77
Transferts	950,30	978,81	1 008,17	0,00	0,00	0,00	950,30	978,81	1 008,17
Investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	242,03	249,30	256,77	0,00	0,00	0,00	242,03	249,30	256,77
Activité 111 Coordonner les activités du Ministère	78,88	81,25	83,69	0,00	0,00	0,00	78,88	81,25	83,69
Activité 112 Inspecter les services du Ministère	17,60	18,13	18,67	0,00	0,00	0,00	17,60	18,13	18,67
Activité 113 Elaborer les projets de texte réglementaires et gérer les contentieux	9,50	9,79	10,08	0,00	0,00	0,00	9,50	9,79	10,08

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GENERALE									
Activité 114 Suivre la mise en œuvre du Système Qualité dans les services du Ministère	5,00	5,15	5,30	0,00	0,00	0,00	5,00	5,15	5,30
Activité 115 Recruter les experts pour assister le Cabinet du Ministère	127,05	130,86	134,79	0,00	0,00	0,00	127,05	130,86	134,79
Activité 116 Prendre en charge le fonctionnement de la résidence du Ministre	4,00	4,12	4,24	0,00	0,00	0,00	4,00	4,12	4,24
Transferts	950,30	978,81	1 008,17	0,00	0,00	0,00	950,30	978,81	1 008,17
Activité 117 Prendre en charge le fonctionnement des centrales syndicales	800,00	824,00	848,72	0,00	0,00	0,00	800,00	824,00	848,72
Activité 118 Prendre en charge les Honoraires des agents sous la convention du BNETD	150,30	154,81	159,45	0,00	0,00	0,00	150,30	154,81	159,45
Action 1.2: Planification, programmation et suivi-évaluation									
S/Total action 1.2	22,40	23,07	23,76	0,00	0,00	0,00	22,40	23,07	23,76
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	22,40	23,07	23,76	0,00	0,00	0,00	22,40	23,07	23,76
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	22,40	23,07	23,76	0,00	0,00	0,00	22,40	23,07	23,76
Activité 121 Planifier, programmer, suivre et évaluer les programmes, les projets du Ministère	12,10	12,46	12,84	0,00	0,00	0,00	12,10	12,46	12,84
Activité 122 Elaborer et suivre l'exécution des projets du MEPS	10,30	10,61	10,93	0,00	0,00	0,00	10,30	10,61	10,93
Activité 123 Produire l'annuaire statistique du ministère	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GENERALE									
Action 1.3 : Gestion des ressources humaines, matérielles et financières									
S/Total action1.3	15 310,13	15 769,44	16 242,52	0,00	0,00	0,00	15 310,13	15 769,44	16 242,52
Personnel	14 378,31	14 809,66	15 253,95	0,00	0,00	0,00	14 378,31	14 809,66	15 253,95
Biens et services	931,83	959,78	988,57	0,00	0,00	0,00	931,83	959,78	988,57
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Personnel	14 378,31	14 809,66	15 253,95	0,00	0,00	0,00	14 378,31	14 809,66	15 253,95
Activité 131 : Prendre en charge les salaires des personnels de l'administration centrale	14 378,31	14 809,66	15 253,95	0,00	0,00	0,00	14 378,31	14 809,66	15 253,95
Biens et services	931,83	959,78	988,57	0,00	0,00	0,00	931,83	959,78	988,57
Activité 132 Gérer le budget et le patrimoine du Ministère	72,85	75,04	77,29	0,00	0,00	0,00	72,85	75,04	77,29
Activité 133 Prendre en charge les frais de transport, les indemnités de mission et les conférences en Côte d'Ivoire	170,00	175,10	180,35	0,00	0,00	0,00	170,00	175,10	180,35
Activité 134 Prendre en charge les frais de transport, les indemnités de mission et les conférences hors Côte d'Ivoire	270,00	278,10	286,44	0,00	0,00	0,00	270,00	278,10	286,44
Activité 136 Elaborer le DPPD-PAP/ CDMT, le suivre et évaluer dans sa mise en œuvre	21,10	21,73	22,38	0,00	0,00	0,00	21,10	21,73	22,38
Activité 137 Gérer les dépenses centralisées du MEPS	75,19	77,45	79,77	0,00	0,00	0,00	75,19	77,45	79,77
Activité 138 Organiser la Fête du Travail du 1er Mai	243,55	250,85	258,38	0,00	0,00	0,00	243,55	250,85	258,38
Activité 139 Gérer les marchés Publics du MEPS	8,50	8,76	9,02	0,00	0,00	0,00	8,50	8,76	9,02
Activité 1310 Gérer et suivre les carrières des personnels du Ministère	17,50	18,03	18,57	0,00	0,00	0,00	17,50	18,03	18,57
Activité 1311 Prendre en charge les abonnements du Ministère	53,14	54,73	56,37	0,00	0,00	0,00	53,14	54,73	56,37

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GENERALE									
Action 1.4 : Gestion des systèmes d'information et de Communication									
S/Total action1.4	15,40	15,86	16,34	0,00	0,00	0,00	15,40	15,86	16,34
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	15,40	15,86	16,34	0,00	0,00	0,00	15,40	15,86	16,34
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	15,40	15,86	16,34	0,00	0,00	0,00	15,40	15,86	16,34
Activité 141 : Elaborer et mettre en œuvre les stratégies de communication du Ministère	15,40	15,86	16,34	0,00	0,00	0,00	15,40	15,86	16,34
TOTAL DU PROGRAMME 1	16 540,27	17 036,48	17 547,57	0,00	0,00	0,00	16 540,27	17 036,48	17 547,57

II.2.2. Programme 2 : Emploi

II.2.2.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 2 : Emploi	Action 2.1 : Coordination de la Politique de l'emploi
	Action 2.2 : Elaboration et suivi-évaluation des projets et programmes d'emploi
	Action 2.3 : Insertion socio-économique et professionnelle des couches vulnérables

II.2.2.2. Performance du programme

Tableau 5. Performance du programme

Programme 2 : Emploi						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2017	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2019	2020	2021	
OS 1 : Assurer la coordination nationale en matière d'Emploi	Taux d'emplois vulnérables	73,3%	68%	66,75%	64%	Enquête Emploi Source : Rapport d'enquête / DGE
	Taux de sous-emploi lié au temps de travail	16,6%	13,18%	12,70%	12,16%	Enquête Emploi Source : Rapport d'enquête / DGE
OS 2 : Améliorer la planification et contribuer à l'évaluation de la mise en œuvre de la politique nationale de l'emploi	Disponibilité des Résultats de l'Enquête Emploi	OUI	OUI	OUI	OUI	Résultats de l'enquête disponibles (oui/ non) Source : DGE
	Système d'information sur la situation du marché du travail, fonctionnel	NON	OUI	OUI	OUI	Système d'information fonctionnel et disponible (oui / non) Source : DGE

II.2.2.3. Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

En million de FCFA		Projections		
		2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 2 : EMPLOI		353,17	643,85	728,40
	Personnel	0,00	0,00	0,00
	Biens et services	111,60	114,95	118,40
	Transferts	0,00	0,00	0,00
	Investissements	241,57	528,90	610,00
	<i>Trésor</i>	241,57	528,90	610,00
	<i>Financement extérieur (Dons/Emprunts)</i>	0,00	0,00	0,00

Tableau 7. Budget détaillé du programme

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 2 : EMPLOI									
Action 2.1: Coordination de la politique de l'emploi									
S/Total action2.1	274,17	562,48	644,59	0,00	0,00	0,00	274,17	562,48	644,59
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	32,60	33,58	34,59	0,00	0,00	0,00	32,60	33,58	34,59
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	241,57	528,90	610,00	0,00	0,00	0,00	241,57	528,90	610,00
Trésor	241,57	528,90	610,00	0,00	0,00	0,00	241,57	528,90	610,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	32,60	33,58	34,59	0,00	0,00	0,00	32,60	33,58	34,59
Activité 211 Coordonner les projets et les activités des structures de l'Emploi	16,50	17,00	17,50	0,00	0,00	0,00	16,50	17,00	17,50
Activité 212 Organiser des sessions consultatives sur la mise en œuvre de la politique Emploi	2,50	2,58	2,65	0,00	0,00	0,00	2,50	2,58	2,65
Activité 213 Suivre la mise en œuvre de la Politique Emploi	10,00	10,30	10,61	0,00	0,00	0,00	10,00	10,30	10,61
Activité 214 Prendre en charge le fonctionnement du Comité Interministériel des statistiques sur l'Emploi	3,60	3,71	3,82	0,00	0,00	0,00	3,60	3,71	3,82
Investissements	241,57	528,90	610,00	0,00	0,00	0,00	241,57	528,90	610,00
Trésor	241,57	528,90	610,00	0,00	0,00	0,00	241,57	528,90	610,00
Activité 217 Production et diffusion des statistiques du Travail	226,00	108,90	110,00	0,00	0,00	0,00	226,00	108,90	110,00
Activité 218 Projet de promotion Emploi Couches vulnérables	15,57	420,00	500,00	0,00	0,00	0,00	15,57	420,00	500,00

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 2 : EMPLOI									
Action 2.2: Elaboration et suivi évaluation des projets et programmes d'emploi									
S/Total action2.2	29,00	29,87	30,77	0,00	0,00	0,00	29,00	29,87	30,77
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	29,00	29,87	30,77	0,00	0,00	0,00	29,00	29,87	30,77
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	29,00	29,87	30,77	0,00	0,00	0,00	29,00	29,87	30,77
Activité 221 Identifier les stratégies et élaborer les programmes d'emploi	8,20	8,45	8,70	0,00	0,00	0,00	8,20	8,45	8,70
Activité 222 Suivre et évaluer les projets et programmes d'emploi	10,00	10,30	10,61	0,00	0,00	0,00	10,00	10,30	10,61
Activité 223 Faire de l'observation de l'Emploi	10,80	11,12	11,46	0,00	0,00	0,00	10,80	11,12	11,46
Action 2.3 : Insertion socio-économique et professionnelle des couches vulnérables									
S/Total action2.3	50,00	51,50	53,05	0,00	0,00	0,00	50,00	51,50	53,05
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	50,00	51,50	53,05	0,00	0,00	0,00	50,00	51,50	53,05
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	50,00	51,50	53,05	0,00	0,00	0,00	50,00	51,50	53,05
Activité 231 Former et insérer les jeunes selon les réalités socio-économiques du territoire	50,00	51,50	53,05	0,00	0,00	0,00	50,00	51,50	53,05
TOTAL DU PROGRAMME 2	353,17	643,85	728,40	0,00	0,00	0,00	353,17	643,85	728,40

II.2.3. Programme 3 : Travail

II.2.3.1. Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 3 : Travail	Action 3.1 : Gouvernance du secteur du travail;
	Action 3.2 : Elaboration et suivi de la réglementation du travail
	Action 3.3 : Dialogue social
	Action 3.4 : Lutte contre le travail des enfants

II.2.3.2. Performance du programme

Tableau 5. Performance du programme

Programme 3 : Travail						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2017	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2019	2020	2021	
OS 1 : Améliorer la gouvernance du Secteur du Travail	Politique Nationale du Travail disponible	NON	OUI	OUI	OUI	Document de politique Nationale du Travail disponible (oui / non) Source : DGT
	Base de données statistiques du travail fonctionnelle	NON	NON	OUI	OUI	Base de données fonctionnelle et disponible (oui / non) Source : DGT
	Nombre de textes législatifs et réglementaires élaborés	ND	ND	ND	ND	Dénombrement Source : Cabinet
	Nombre d'acteurs du secteur de l'emploi formés dans des domaines d'intérêt de leurs interventions	110	110	110	110	Dénombrement Source : Rapport d'activités de formation / DGT
	Proportion annuelle des entreprises privées inspectées	44%	55%	60%	65%	Nombre d'entreprises privées inspectées / Nombre total d'entreprises privées à inspecter Source : Rapport d'activités / DIT
OS 2 : Promouvoir la santé et sécurité au travail	Taux des entreprises du secteur privé formel impliquées observant les règles d'hygiène, de santé et de sécurité au travail	5%	20%	40%	50%	Nombre d'entreprises du secteur privé formel impliquées observant les normes d'hygiène de santé et de sécurité au travail / Nombre total de structures impliquées Source : Rapport d'activités / DSST
	Institut National de Santé et de Sécurité au Travail fonctionnel	NON	NON	OUI	OUI	Institut fonctionnel (oui ou non) Source : DSST
	Nombre de partenaires sociaux formés à l'application des normes d'hygiène, de santé et sécurité au travail	0	100	200	300	Dénombrement Source : DSST

Programme 3 : Travail						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2017	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2019	2020	2021	
OS 3 : Renforcer la lutte contre le travail et la traite des enfants	Nombre de DR ou DD disposant d'une cellule chargée de la lutte contre les Pires formes de Travail et la Traite des Enfants fonctionnelle	26	33	42	ND	Dénombrement Source : Rapport d'installation des cellules
	Nombre de départements disposant d'un système d'observation et de suivi du travail des enfants en Côte d'Ivoire (SOSTECI)	8	14	18	ND	Dénombrement Source : Rapport d'installation des SOSTECI
	Proportion d'enfants de 5 à 17 ans économiquement occupés	28,2%	ND	ND	ND	Nombre d'enfants de 5-17 ans économiquement occupés / Nombre total d'enfants de 5 à 17 ans Source : DLTE
	Proportion d'enfants de 5 à 13 ans économiquement occupés	20,9%	ND	ND	ND	Nombre d'enfants de 5-13 ans économiquement occupés / Nombre total d'enfants de 5 à 13 ans Source : DLTE
OS 4 : Promouvoir le dialogue social	Nombre de partenaires sociaux formés sur le dialogue social	0	50	100	150	Dénombrement Source : Rapport d'activités / CNDS
	Nombre de conflits collectifs majeurs réglés	4	ND	ND	ND	Dénombrement Source : Rapport d'activités du CNDS
	Nombre d'avis émis sur les licenciements collectifs pour motif économique	197	ND	ND	ND	Dénombrement Source : Rapport d'activités / CNDS

II.2.3.3. Financement du programme I

Tableau 6. Synthèse du programme par nature de dépense

En million de FCFA		Projections		
		2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 3 : TRAVAIL		608,51	1 267,61	1 578,64
	Personnel	0,00	0,00	0,00
	Biens et services	397,50	367,61	378,64
	Transferts	0,00	0,00	0,00
	Investissements	211,01	900,00	1 200,00
	<i>Trésor</i>	211,01	900,00	1 200,00
	<i>Financement extérieur (Dons/Emprunts)</i>	0,00	0,00	0,00

Tableau 7 Budget détaillé du programme

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 3 : TRAVAIL									
Action 3.1: Gouvernance du secteur du travail									
S/Total action3.1	242,95	380,04	385,45	0,00	0,00	0,00	242,95	380,04	385,45
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	215,40	180,04	185,45	0,00	0,00	0,00	215,40	180,04	185,45
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	27,55	200,00	200,00	0,00	0,00	0,00	27,55	200,00	200,00
Trésor	27,55	200,00	200,00	0,00	0,00	0,00	27,55	200,00	200,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	215,40	180,04	185,45	0,00	0,00	0,00	215,40	180,04	185,45
Activité 311 Coordonner la politique générale en matière du travail	19,30	19,88	20,48	0,00	0,00	0,00	19,30	19,88	20,48
Activité 312 Apporter un appui technique en matière de travail aux entités fonctionnelles	12,90	13,29	13,69	0,00	0,00	0,00	12,90	13,29	13,69
Activité 314 Coordonner les activités du Ministère au niveau déconcentré	156,30	138,33	142,48	0,00	0,00	0,00	156,30	138,33	142,48
Activité 315 Produire l'annuaire statistique du Travail	18,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	18,60	0,00	0,00
Activité 316 Organiser la décoration dans l'ordre du mérite du travail	8,30	8,55	8,81	0,00	0,00	0,00	8,30	8,55	8,81
Investissements	27,55	200,00	200,00	0,00	0,00	0,00	27,55	200,00	200,00
Trésor	27,55	200,00	200,00	0,00	0,00	0,00	27,55	200,00	200,00
Activité 317 Réhabilitation et Equipement des Services de l'Administration du Travail	27,55	200,00	200,00	0,00	0,00	0,00	27,55	200,00	200,00
Action 3.2: Elaboration et suivi de la réglementation du travail									
S/Total action3.2	33,20	34,20	35,22	0,00	0,00	0,00	33,20	34,20	35,22
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	33,20	34,20	35,22	0,00	0,00	0,00	33,20	34,20	35,22
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 3 : TRAVAIL									
Biens et services	33,20	34,20	35,22	0,00	0,00	0,00	33,20	34,20	35,22
Activité 321 Coordonner les activités les Inspections du travail	11,70	12,05	12,41	0,00	0,00	0,00	11,70	12,05	12,41
Activité 323 Elaborer et faire appliquer les textes législatifs et réglementaires en matière du Travail	8,60	8,86	9,12	0,00	0,00	0,00	8,60	8,86	9,12
Activité 324 Suivre l'application de la réglementation de la prévention des risques professionnels	12,90	13,29	13,69	0,00	0,00	0,00	12,90	13,29	13,69
Action 3.3 : Dialogue sociale									
S/Total action3.3	134,30	138,33	142,48	0,00	0,00	0,00	134,30	138,33	142,48
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	134,30	138,33	142,48	0,00	0,00	0,00	134,30	138,33	142,48
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	134,30	138,33	142,48	0,00	0,00	0,00	134,30	138,33	142,48
Activité 331 : Organiser des rencontres avec les secteurs privés et public	71,50	73,65	75,85	0,00	0,00	0,00	71,50	73,65	75,85
Activité 332 : Prendre en charge les indemnités de défraiement des membres statutaires pour les différentes sessions organisées	62,80	64,68	66,62	0,00	0,00	0,00	62,80	64,68	66,62
Action 3.4 : Lutte contre le travail des enfants									
S/Total action3.4	198,06	715,04	1 015,49	0,00	0,00	0,00	198,06	715,04	1 015,49
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	14,60	15,04	15,49	0,00	0,00	0,00	14,60	15,04	15,49
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	183,46	700,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00	183,46	700,00	1 000,00
Trésor	183,46	700,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00	183,46	700,00	1 000,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 3 : TRAVAIL									
Biens et services	14,60	15,04	15,49	0,00	0,00	0,00	14,60	15,04	15,49
Activité 341 Sensibiliser la population à la lutte contre le travail des enfants	14,60	15,04	15,49	0,00	0,00	0,00	14,60	15,04	15,49
Investissements	183,46	700,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00	183,46	700,00	1 000,00
Trésor	183,46	700,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00	183,46	700,00	1 000,00
Activité 342 Système d'Observation de Suivi du Travail des Enfants (Projet SOSTECI)	183,46	700,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00	183,46	700,00	1 000,00
TOTAL DU PROGRAMME 3	608,51	1 267,61	1 578,64	0,00	0,00	0,00	608,51	1 267,61	1 578,64

II.2.4. Programme 4 : Protection Sociale

II.2.4.1. Stratégie du programme

Tableau 4. : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 4 : Protection sociale	Action 4.1 : Gouvernance du secteur de la protection sociale
	Action 4.2 : Protection des groupes vulnérables
	Action 4.3 : Promotion de la sécurité sociale et mutualité
	Action 4.4 : Formation des travailleurs sociaux

II.2.4.2. Performance du programme

Tableau 5. Performance du programme

Programme 4 : Protection Sociale						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2017	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2019	2020	2021	
OS 1 : Améliorer la gouvernance de la Protection Sociale	Existence du Rapport annuel d'activités	OUI	OUI	OUI	OUI	Rapport annuel d'activités disponible (oui / non) Source : DGPS
	Existence de données annuelles actualisées	OUI	OUI	OUI	OUI	Existence de donnée (oui / non) Source : Rapport d'activités / DGPS
	Plateforme Nationale de Protection Sociale fonctionnelle	NON	OUI	OUI	OUI	Existence de plate-forme (oui / non) Source : Rapport d'activités du DGPS
	Nombre de textes législatifs et réglementaires élaborés	ND	ND	ND	ND	Dénombrement Source : Cabinet
OS 2 : Renforcer la protection des groupes vulnérables en matière d'action sociale et de promotion des personnes handicapées	Nombre de personnes handicapées diplômés bénéficiaires du recrutement dérogatoire à la fonction publique	1237	ND	ND	ND	Dénombrement Source : Rapport d'activités DGPS, DPPH, Ministère de la Fonction Publique
	Taux d'accroissement du nombre de Centres Sociaux et des établissements spécialisés du MEPS	9%	15%	19%	24%	Source : CABINET/DGP
OS 3 : Renforcer la protection des groupes vulnérables en matière de sécurité sociale	Nombre de personnes vulnérables enrôlées à la CMU	896.536	4.715.748	5.840.868	ND	Dénombrement Source : CNAM, DGPS, DSSM
	Nombre de bénéficiaires des prestations de la CMU	54 320	ND	ND	ND	Dénombrement Source : CNAM, DGPS, DSSM
	Nombre de mutuelles sociales immatriculées	24	93	150	350	Dénombrement Source : Rapport d'activités AIRMS - DGPS - DSSM
	Décrets portant création des régimes complémentaires de retraite par capitalisation des travailleurs du secteur formel (public et privé) disponibles et mis en œuvre	NON	OUI	OUI	OUI	Décrets disponibles et mis en œuvre (oui / non) Source : DGPS /DSSM/CNPS/CGRAE SGG
	Textes portant RSTI et RCTI disponibles et appliqués	NON	OUI	OUI	OUI	Vérification de l'existence et de l'application desdits textes Source : Rapports d'activités DGPS /DSSM/CNPS, SGG

II.2.4.3. Financement du programme

Tableau 6. Synthèse du programme par nature de dépense

En million de FCFA		Projections		
		2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 4 : PROTECTION SOCIALE		8 312,71	4 640,21	5 300,34
	Personnel	0,00	0,00	0,00
	Biens et services	2 207,79	2 274,03	2 342,25
	Transferts	1 301,05	1 340,09	1 380,29
	Investissements	4 803,86	1 026,10	1 577,80
	Trésor	4 803,86	1 026,10	1 577,80
	Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0,00	0,00	0,00

Tableau 7. Budget détaillé du programme

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 4 : PROTECTION SOCIALE									
Action 4.1: Gouvernance du secteur de la protection sociale									
S/Total action1	161,98	166,84	171,84	0,00	0,00	0,00	161,98	166,84	171,84
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	161,98	166,84	171,84	0,00	0,00	0,00	161,98	166,84	171,84
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	161,98	166,84	171,84	0,00	0,00	0,00	161,98	166,84	171,84
Activité 411 Coordonner la politique générale en matière de Protection Sociale	13,40	13,80	14,22	0,00	0,00	0,00	13,40	13,80	14,22
Activité 412 Organiser les rencontres de la plateforme nationale de Protection Sociale	6,00	6,18	6,37	0,00	0,00	0,00	6,00	6,18	6,37
Activité 413 Coordonner les activités de Protection Sociale au niveau déconcentré	136,78	140,88	145,11	0,00	0,00	0,00	136,78	140,88	145,11
Activité 414 Coordonner les activités de dialogue social	5,80	5,97	6,15	0,00	0,00	0,00	5,80	5,97	6,15

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 4 : PROTECTION SOCIALE									
Action 4.2: Protection des groupes vulnérables									
S/Total action4.2	1 727,01	2 406,19	2 944,29	0,00	0,00	0,00	1 727,01	2 406,19	2 944,29
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	1 381,08	1 422,51	1 465,19	0,00	0,00	0,00	1 381,08	1 422,51	1 465,19
Transferts	62,50	64,38	66,31	0,00	0,00	0,00	62,50	64,38	66,31
Investissements	283,43	919,30	1 412,80	0,00	0,00	0,00	283,43	919,30	1 412,80
Trésor	283,43	919,30	1 412,80	0,00	0,00	0,00	283,43	919,30	1 412,80
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	1 381,08	1 422,51	1 465,19	0,00	0,00	0,00	1 381,08	1 422,51	1 465,19
Activité 421 Coordonner les activités des Institutions Spécialisées et les interventions en faveur des personnels handicapés	9,30	9,58	9,87	0,00	0,00	0,00	9,30	9,58	9,87
Activité 422 Formuler des recommandations sur les questions relatives à la Promotion des Personnes Handicapées	2,00	2,06	2,12	0,00	0,00	0,00	2,00	2,06	2,12
Activité 423 Mettre à la disposition des personnes handicapées la documentation adaptée à leurs besoins	3,10	3,19	3,29	0,00	0,00	0,00	3,10	3,19	3,29
Activité 424 Eduquer et prendre en charge les enfants déficients auditifs	258,58	266,34	274,33	0,00	0,00	0,00	258,58	266,34	274,33
Activité 425 Former les personnes handicapées	5,00	5,15	5,30	0,00	0,00	0,00	5,00	5,15	5,30
Activité 426 Assister les personnes et communautés en détresse	4,60	4,74	4,88	0,00	0,00	0,00	4,60	4,74	4,88
Activité 427 Formuler des recommandations sur les questions relatives à l'action sociale	2,00	2,06	2,12	0,00	0,00	0,00	2,00	2,06	2,12
Activité 428 Sensibiliser le personnel sur le phénomène du VIH SIDA	3,50	3,61	3,71	0,00	0,00	0,00	3,50	3,61	3,71
Activité 429 Eduquer et prendre en charge les enfants déficients visuels	259,77	267,56	275,59	0,00	0,00	0,00	259,77	267,56	275,59
Activité 4210 Organiser l'insertion socio-économique des personnes vivant avec un handicap	4,00	4,12	4,24	0,00	0,00	0,00	4,00	4,12	4,24
Activité 4211 Assister et prendre en charge les couches sociales vulnérables	402,63	414,71	427,15	0,00	0,00	0,00	402,63	414,71	427,15

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 4 : PROTECTION SOCIALE									
Activité 4213 Prendre en charge le fonctionnement de l'Association des Personnes en situation de handicap	100,80	103,82	106,94	0,00	0,00	0,00	100,80	103,82	106,94
Activité 4214 Prendre en charge les Handicapés, les Sinistrés et /ou Indigents	325,80	335,57	345,64	0,00	0,00	0,00	325,80	335,57	345,64
Transferts	62,50	64,38	66,31	0,00	0,00	0,00	62,50	64,38	66,31
Activité 4215 Prendre en charge les personnes vivant avec un handicap visuel	7,50	7,73	7,96	0,00	0,00	0,00	7,50	7,73	7,96
Activité 4216 Prendre en charge l'éducation et la santé des personnes en situation de handicap	50,00	51,50	53,05	0,00	0,00	0,00	50,00	51,50	53,05
Activité 4217 Prendre en charge les ONG (Handicapés, Sinistrés et Indigents)	5,00	5,15	5,30	0,00	0,00	0,00	5,00	5,15	5,30
Investissements	283,43	919,30	1 412,80	0,00	0,00	0,00	283,43	919,30	1 412,80
Trésor	283,43	919,30	1 412,80	0,00	0,00	0,00	283,43	919,30	1 412,80
Activité 4218 Construction et Equipement des Centres Sociaux	180,12	400,00	550,00	0,00	0,00	0,00	180,12	400,00	550,00
Activité 4221 Réhabilitation et Equipement des Centres Sociaux	48,91	175,00	200,00	0,00	0,00	0,00	48,91	175,00	200,00
Activité 4223 Réhabilitation et Equipement CESPPH de DANANE	31,60	144,30	173,90	0,00	0,00	0,00	31,60	144,30	173,90
Activité 4224 Projet National d'Assistance aux Personnes Âgées	22,80	200,00	488,90	0,00	0,00	0,00	22,80	200,00	488,90
Action 4.3 : Promotion de la sécurité sociale et mutualité									
S/Total action4.3	4 924,50	437,24	450,35	0,00	0,00	0,00	4 924,50	437,24	450,35
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	28,10	28,94	29,81	0,00	0,00	0,00	28,10	28,94	29,81
Transferts	396,40	408,29	420,54	0,00	0,00	0,00	396,40	408,29	420,54
Investissements	4 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 500,00	0,00	0,00
Trésor	4 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 500,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 4 : PROTECTION SOCIALE									
Biens et services	28,10	28,94	29,81	0,00	0,00	0,00	28,10	28,94	29,81
Activité 431 Coordonner les activités en matière de sécurité sociale	10,80	11,12	11,46	0,00	0,00	0,00	10,80	11,12	11,46
Activité 432 Formuler les orientations sur les questions relatives à la Sécurité Sociale	2,00	2,06	2,12	0,00	0,00	0,00	2,00	2,06	2,12
Activité 433 Coordonner le processus de la mise en place de la Couverture Maladie Universelle	3,50	3,61	3,71	0,00	0,00	0,00	3,50	3,61	3,71
Activité 438 : Mettre en œuvre et suivre les activités de protection et de promotion sociales	11,80	12,15	12,52	0,00	0,00	0,00	11,80	12,15	12,52
Transferts	396,40	408,29	420,54	0,00	0,00	0,00	396,40	408,29	420,54
Activité 435 Coordonner les activités de Mutualité Sociale	396,40	408,29	420,54	0,00	0,00	0,00	396,40	408,29	420,54
Investissements	4 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 500,00	0,00	0,00
Trésor	4 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 500,00	0,00	0,00
Activité 436 Couverture Maladie Universelle	3 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00	0,00	0,00
Activité 437 CMU/Soutien aux Indigents	1 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 500,00	0,00	0,00
Action 4.4 : Formation des travailleurs sociaux									
S/Total action4.4	1 499,22	1 629,95	1 733,85	0,00	0,00	0,00	1 499,22	1 629,95	1 733,85
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	636,63	655,73	675,41	0,00	0,00	0,00	636,63	655,73	675,41
Transferts	842,15	867,42	893,44	0,00	0,00	0,00	842,15	867,42	893,44
Investissements	20,43	106,80	165,00	0,00	0,00	0,00	20,43	106,80	165,00
Trésor	20,43	106,80	165,00	0,00	0,00	0,00	20,43	106,80	165,00
Financement extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens et services	636,63	655,73	675,41	0,00	0,00	0,00	636,63	655,73	675,41
Activité 441 Octroyer des bourses d'études aux étudiants de l'Institut National de Formation Sociale	636,63	655,73	675,41	0,00	0,00	0,00	636,63	655,73	675,41

En million FCFA	Projections de référence			Mesures Nouvelles			Projections Finales		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
PROGRAMME 4 : PROTECTION SOCIALE									
Transferts	842,15	867,42	893,44	0,00	0,00	0,00	842,15	867,42	893,44
Activité 442 Organiser la formation initiale et continue des étudiants dans le domaine social	842,15	867,42	893,44	0,00	0,00	0,00	842,15	867,42	893,44
Investissements	20,43	106,80	165,00	0,00	0,00	0,00	20,43	106,80	165,00
Trésor	20,43	106,80	165,00	0,00	0,00	0,00	20,43	106,80	165,00
Activité 443 Réhabilitation des Bâtiments de l'Institut National de Formation Sociale	20,43	106,80	165,00	0,00	0,00	0,00	20,43	106,80	165,00
TOTAL DU PROGRAMME 4	8 312,71	4 640,21	5 300,34	0,00	0,00	0,00	8 312,71	4 640,21	5 300,34